ASSEMBLEE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DEBATS

TABLES DE LEGISLATURE

SIXIEME LEGISLATURE

3 avril 1978 - 22 mai 1981

TABLE DES MATIERES

TOME I

A à E

ABREVIATIONS

DENOMINATION DES GROUPES POLITIQUES

U.D.R. . . Groupe d'union des démocrates pour la République (1)
puis
R.P.R. . . . Groupe du rassemblement pour la République.

P.S.R.G. . Groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

C. . . . . Groupe communiste.

R.I. . . . . Groupe des républicains indépendants (2).
puis
R. . . . . Groupe républicain.

R.C.D.S. . Groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.

R.D.S. . . . Groupe des réformateurs, démocrates sociaux.

U.C. . . . . Groupe union centriste.

N.I. . . . . Députés n'appartenant à aucun groupe.

(1) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe de rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249).

(2) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe républicain [25 mai 1977] (p. 3043).

AVANT-PROPOS

Les Tables de législature de l'Assemblée nationale comportent deux parties : la **Table des Matières** et la **Table Nominative.** Par référence au compte rendu intégral des séances publiques publié par le *Journal officiel* (Débats), elles fournissent l'ensemble des informations sur la compositions de l'Assemblée nationale ainsi que sur l'activité parlementaire des députés et des membres du Gouvernement au cours de la législature écoulée.

* * *

La **Table des Matières** est une table de rubriques, présentées selon l'ordre alphabétique.

Celles-ci se réfèrent aux textes déposés à l'Assemblée nationale, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une discussion en séance publique, avec l'indication des différentes étapes de la procédure parlementaire.

Pour chaque texte, l'exposé de la procédure précède l'analyse du débat.

Les documents parlementaires sont identifiés par le nom de leur auteur, la date et le numéro de leur dépôt.

La Table des Matière comporte, en outre, en annexe, un tableau de concordance indiquant, pour chaque numéro de document, le titre de la rubrique sous laquelle il figure et le numéro qu'il occupe à l'intérieur de cette rubrique.

Ces numéros de dépôts (projets, propositions de loi et de résolution, rapports et avis) constituent pour l'Assemblée nationale une série unique pour toute la durée de la législature. Au Sénat, en raison des règles de renouvellement de cette Assemblée, ils sont accompagnés, entre parenthèses, de l'indication de l'année de la session.

Les débats en séance publique font l'objet d'une analyse détaillée, avec l'indication de leurs références au compte rendu sténographique publié par le *Journal officiel* (Débats).

Cette analyse porte successivement sur les interventions dans la discussion générale, puis sur la discussion des articles et des amendements.

A l'issue de chaque adoption par l'une ou l'autre Assemblée, figure le numéro du document de transmission dit « petite loi» , ainsi que, au cas d'adoption définitive, la date de promulgation au *Journal officiel* (Lois et Décrets).

La Table des Matières comporte également un certain nombre de rubriques de synthèse concernant les députés (groupes parlementaires, appartenance à des organismes extra-parlementaires, éloges funèbres), les organes de l'Assemblée nationale (allocutions du Président, commissions permanentes, commissions mixtes paritaires, commissions d'enquête ou de contrôle), les procédures particulières (questions orales (1), pétitions, déclarations du Gouvernement, censure, rappels au règlement, rapports d'information, décisions du Conseil constitutionnel, etc.) et la composition des ministères.

*

* *

(1) Les questions écrites, pour leur part, font l'objet d'un fascicule spécial dénommé « Table des questions ».

EXPLICATION DES SIGLES

ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.
AFEI	Association française pour l'étiquetage informatif.
AFNOR	Association française de normalisation.
AFP	Agence France-Presse.
AFPA	Association pour la formation professionnelle des adultes.
AGREF	Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne.
AIPLF	Association internationale des parlementaires de langue française.
AMDBA	Avions Marcel Dassault - Bréguet Aviation.
AMEXA	Assurance maladie des exploitants agricoles.
ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ANDA	Agence nationale pour le développement agricole.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
ANSEA	Association des nations du Sud-Est asiatique.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AOIP	Association ouvrière en instruments de précision.
AP	Assistance publique.
APEC	Association pour l'emploi des cadres.
APL	Aide personnalisée au logement.
ASE	Agence spatiale européenne.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
ASSU	Association du sport scolaire et universitaire.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
BAS	Bureau d'aide sociale.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.
BIT	Bureau international du travail.
BRGM	Bureau des recherches géologiques et minières.
BTP	Bâtiments et travaux publics.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire.
CANAM	Caisse autonome nationale d'assurance maladie.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement.
CDF	Charbonnages de France.
CDUC	Commission départementale d'urbanisme commercial.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
CEE	Communauté économique européenne.
CERC	Centre d'études des revenus et des coûts.
CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
CES	Commissariat à l'énergie solaire.
CES	Collège d'enseignement secondaire.
CET	Collège d'enseignement technique.
CFA	Centre de formation d'apprentis.
CFCE	Centre français du commerce extérieur.

CFDT	Confédération française démocratique du travail.
CFP	Compagnie française des pétroles.
CFT	Confédération française du travail.
CGC	Confédération générale des cadres.
CGI	Code général des impôts.
CGM	Compagnie générale maritime.
CGT	Confédération générale du travail.
CGT-FO	Confédération générale du travail-Force ouvrière.
CHR	Centre hospitalier régional.
CHS	Comité d'hygiène et de sécurité.
CHU	Centre hospitalier universitaire.
CIASI	Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles.
CIAT	Comité interministériel d'aménagement du territoire.
CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
CIT	Compagnie industrielle des téléphones.
CNAM	Caisse nationale d'assurance maladie.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.
CNEXO	Centre national de l'exploitation des océans.
CNJA	Centre national des jeunes agriculteurs.
CNP	Caisse nationale de prévoyance.
CNPF	Conseil national du patronat français.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.
CNT	Caisse nationale des télécommunications.
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
COB	Commission des opérations de bourse.
CODEFI	Comités départementaux d'examen des problèmes financiers des entreprises.
COFACE	Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires.
COS	Coefficient d'occupation des sols.
COTOREP	Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel.
CREDOC	Centre de recherches et de documentation sur la consommation.
CREPS	Centre régional d'éducation physique et sportive.
CROSS	Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage.
CROUS	Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
DDE	Direction départementale de l'équipement.
DDOEF	Diverses dispositions d'ordre économique et financier.
DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
DGF	Dotation globale de fonctionnement.
DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DOM	Départements d'outre-mer.
EDF	Electricité de France.
EMC	Entreprise minière et chimique.
ENA	Ecole nationale d'administration.
ENIM	Etablissement national des invalides de la marine.
ENM	Ecole nationale de la magistrature.
EPAD	Etablissement public d'aménagement de la zone de la Défense.
ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
FAC	Fonds d'action conjoncturelle.
FAC	Fonds d'aide et de coopération.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FAR	Fonds d'action régionale.
FAS	Fonds d'action sociale.
FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.

FBCF	Formation brute de capital fixe.
FDES	Fonds de développement économique et social.
FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED	Fonds européen de développement.
FEDER	Fonds européen de développement régional.
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles.
FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAT	Fonds d'intervention d'aménagement du territoire.
FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES	Fonds d'investissement et de développement économique et social.
FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés.
FLB	Fonds de libération de la Bretagne.
FMI	Fonds monétaire international.
FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNS	Force nucléaire stratégique.
FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FORMA	Fonds d'orientation et régularisation des marchés agricoles.
FPA	Formation professionnelle des adultes.
FSIR	Fonds spécial d'investissement routier.
GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun.
GATT	General Agreement on Tarifs and Trade.
GDF	Gaz de France.
GFA	Groupement foncier agricole.
GIE	Groupement intérêt économique.
HLM	Habitations à loyer modéré.
IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.
IDI	Institut de développement industriel.
IFP	Institut français du pétrole.
IGAS	Inspection générale des affaires sociales.
IGN	Institut géographique national.
IGS	Inspection générale des services.
ILN	Immeubles à loyer normal.
INA	Institut national de l'audiovisuel.
INAO	Institut national des appellations d'origine.
INC	Institut national de la consommation.
INED	Institut national d'études démographiques.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.
INSA	Institut national des sciences appliquées.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
IRA	Institut régional d'administration.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.
IRT	Institut de recherche des transports.
IUT	Institut universitaire de technologie.
IVD	Indemnité viagère de départ.
JO	Journal officiel (Lois et décrets).
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique.
OECE	Organisation européenne de coopération économique.
OIT	Organisation internationale du travail.
OLP	Organisation de libération de la Palestine.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
OMCI	Organisation maritime de concertation intergouvernementale.
ONI	Office national d'immigration.
ONIBEV	Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.
ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.

ONU	Organisation des Nations unies.
OREAM	Organisme d'études et d'aménagement des aires métropolitaines.
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
OUA	Organisation de l'unité africaine.
PAC	Politique agricole commune.
PAF	Programme d'action foncière.
PAP	Programme d'action prioritaire.
PAPIR	Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
PEGC	Professeurs d'enseignement général des collèges.
PIB	Production intérieure brute.
PLD	Plafond légal de densité.
PLR	Programmes à loyer réduit.
PME	Petites et moyennes entreprises.
PMI	Protection maternelle et infantile.
PMI	Petites et moyennes industries.
PMU	Paris mutuel urbain.
PNB	Produit national brut.
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement.
POS	Plan d'occupation des sols.
RATP	Régie autonome des transports parisiens.
RBE	Revenu brut d'exploitation.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.
RIVP	Régie immobilière de la ville de Paris.
RNUR	Régie nationale des usines Renault.
SAFARI	Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus.
SAFER	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
SAMU	Service d'aide médicale urgente.
SAPO	Société anonyme à participation ouvrière.
SARL	Société à responsabilité limitée.
SCPA	Société commerciale des potasses d'Alsace.
SDAU	Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SDR	Sociétés de développement régional.
SEITA	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
SFP	Société française de production.
SGDN	Secrétariat général de la défense nationale.
SGMM	Secrétariat général de la marine marchande.
SICAV	Société d'investissement à capital variable.
SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
SID	Service d'information et de diffusion.
SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.
SIVOM	Syndicats intercommunaux à vocation multiple.
SME	Système monétaire européen.
SMI	Surface minimale d'installation.
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
SNCF	Société nationale des chemins de fer français.
SNCM	Société nationale Corse-Méditerranée.
SNEA	Société nationale Elf-Aquitaine.
SNECMA	Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions.
SNEP	Société nationale des entreprises de presse.
SNI	Syndicat national des instituteurs.
SNIAS	Société nationale industrielle aérospatiale.
SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
SNSM	Société nationale de sauvetage en mer.

SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
SONACOTRA	Société nationale de construction pour les travailleurs.
SOPEXA	Société pour l'expansion des produits agricoles.
STO	Service du travail obligatoire.
SWAPO	South West Africa People's Organisation.
TGV	Train à grande vitesse.
TLE	Taxe locale d'équipement.
TOM	Territoires d'outre-mer.
TPG	Trésoriers payeurs généraux.
TRANSPAC	Service public de transmission de données par paquets.
TSA	Taxe spéciale additionnelle.
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.
UEO	Union de l'Europe occidentale.
UER	Unité d'étude et de recherche.
UFAC	Union française des anciens combattants.
UGC	Union générale cinématographique.
UNAF	Union nationale des associations familiales.
UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
UNEF	Union nationale des étudiants de France.
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UTA	Union des transports aériens.
VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
ZAC	Zones d'aménagement concerté.
ZAD	Zones d'aménagement différé.
ZEP	Zones d'environnement protégé.
ZIF	Zones d'intervention foncière.
ZUP	Zones à urbaniser en priorité.

INDICATIONS PRELIMINAIRES

Pages

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET SES ORGANES

I. – Composition de l'Assemblée nationale

1. Liste alphabétique des députés..... XIII
2. Liste des députés par circonscription..... XXI

II. – Modifications de la composition de l'Assemblée nationale

A. – Elections

1. Annulations d'élections. XXXI
2. Contestations d'opérations électorales..... XXXI
3. Elections partielles... XXXIII
4. Députés élus sénateurs XXXIII

B. Députés décédés en cours de mandat..... XXXIII

C. Députés nommés membres du Gouvernement.... XXXIV

D. Démissions de députés XXXIV

III. – Les organes de l'Assemblée nationale

A. – Bureaux de l'Assemblée nationale

1. Bureau d'âge..... XXXV
2. Bureau..... XXXV
3. Délégations du Bureau XXXVI

B. – Commissions

1. Commissions permanentes..... XXXVII
2. Commissions spéciales..... L
3. Commissions mixtes paritaires..... L
4. Commissions d'enquête et de contrôle..... LI

Pages

IV. – Nominations diverses

1. Députés représentant l'Assemblée nationale dans les Assemblées européennes.. LIII
2. Députés chargés d'une mission temporaire..... LIII
3. Députés nommés médiateurs..... LIV
4. Députés membres d'organismes extraparlementaires..... LIV

V. – Groupes politiques..... LIX

VI. – Sessions parlementaires..... LXXI

LE GOUVERNEMENT

I. – Listes alphabétiques des membres du Gouvernement

A. – Troisième gouvernement de M. Raymond Barre... LXXIII

B. – Premier gouvernement de M. Pierre Mauroy.... LXXV

II. – Composition du Gouvernement

Décrets relatifs à la nomination et à la fin des fonctions des membres du Gouvernement

A. – Troisième gouvernement de M. Raymond Barre.. LXXVII

B. – Premier gouvernement de M. Pierre Mauroy.... LXXX

III. – Décès de membres du Gouvernement..... LXXXII

IV. – Membres du Gouvernement élus sénateurs..... LXXXII

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET SES ORGANES

I. – COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. LISTE ALPHABETIQUE DES DEPUTES

(Le mandat des députés aux Elections générales des 12 et 19 mars 1978 commence le 3 avril 1978).

A

ABADIE François, Hautes-Pyrénées (2e).
ABELIN Jean-Pierre, Vienne (2e).
ABOUT Nicolas, Yvelines (8e).
ALDUY Paul, Pyrénées-Orientales (1re).
ALPHANDERY Edmond, Maine-et-Loire (3e).
ANDRIEU Maurice, Haute-Garonne (3e).
ANDRIEUX Maurice, Pas-de-Calais (10e).
ANSART Gustave, Nord (20e).
ANSQUER Vincent, Vendée (4e).
ARRECKX Maurice, Var (3e).
ASENSI François (1), Seine-Saint-Denis (8e).
AUBERT Emmanuel, Alpes-Maritimes (4e).
AUBERT François d', Mayenne (1re).
AUDINOT André, Somme (5e).
AUMONT Robert, Aisne (1re).
AURILLAC Michel, Indre (1re).
AUROUX Jean, Loire (5e).
AUTAIN François, Loire-Atlantique (3e).
AVICE Edwige (Mme) (2), Paris (16e).

(1) Devenu député le 27 janvier 1981, en qualité de remplaçant de M. Robert Ballanger, décédé.
(2) Elue le 1er octobre 1978, en remplacement de M. Christian de la Malène, dont l'élection avait été annulée.
(3) Décédé le 26 janvier 1981. Remplacé par M. François Asensi.

B

BALLANGER Robert (3), Seine-Saint-Denis (8e).
BALMIGERE Paul, Hérault (4e).
BAMANA Younoussa, Mayotte.
BAPT Gérard, Haute-Garonne (2e).
BARBERA Myriam (Mme), Hérault (3e).
BARBIER Gilbert, Jura (2e).
BARDOL Jean, Pas-de-Calais (5e).
BARIANI Didier, Paris (30e).
BARIDON Jean (4), Rhône (4e).
BARNERIAS René, Puy-de-Dôme (4e).
BARNIER Michel, Savoie (2e).
BARRE Raymond (5), Rhône (4e).
BARROT Jacques (6), Haute-Loire (1re).
BARTHE Jean-Jacques, Pas-de-Calais (7e).
BAS Pierre, Paris (4e).
BASSOT Hubert, Orne (3e).
BAUDOUIN Henri, Manche (3e).
BAUMEL Jacques, Hauts-de-Seine (8e).
BAYARD Henri, Loire (7e).

(4) Devenu député le 4 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Raymond Barre, nommé Premier ministre.
(5) Nommé Premier ministre le 3 avril 1978. Cessation de mandat le 3 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Jean Baridon.
(6) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Roger Fourneyron.

BAYLET Jean-Michel, Tarn-et-Garonne (2e).
BAYOU Raoul, Hérault (5e).
BEAUMONT Jean-Louis, Val-de-Marne (5e).
BECAM Marc (7), Finistère (1re).
BECHE Guy, Doubs (2e).
BECHTER Jean-Pierre, Corrèze (1re).
BEGAULT Jean, Maine-et-Loire (4e).
BEIX Roland, Charente-Maritime (3e).
BENOIST Daniel, Nièvre (1re).
BENOIT René, Côtes-du-Nors (2e).
BENOUVILLE Pierre (de), Paris (12e).
BEREST Eugène, Finistère (2e).
BERGER Henry, Côte-d'Or (2e).
BERNARD Jean, Marne (3e).
BERNARD Pierre (8), Tarn (1re).
BERNARD-REYMOND Pierre (9), Hautes-Alpes (1re).
BESSON Louis, Savoie (1re).
BEUCLER Jean-Jacques, Haute-Saône (2e).
BIGEARD Marcel, Meurthe-et-Moselle (5e).
BILLARDON André, Saône-et-Loire (3e).
BILLOUX André (10), Tarn (1re).
BIRRAUX Claide, Haute-Savoie (3e).
BISSON Robert, Calvados (2e).
BIWER Claude, Meuse (2e).
BIZET Emile, Manche (2e).
BLANC Jacques, Lozère (2e).
BOCQUET Alain, Nord (19e).
BOINVILLIERS Jean, Cher (2e).
BOLO Alexandre (11), Loire-Atlantique (1re).
BONHONNE Jean, Tarn-et-Garonne (1re).
BONNET Alain, Dordogne (3e).
BONNET Christian (12), Morbihan (2e).
BORD André, Bas-Rhin (2e).
BORDU Gérard, Seine-et-Marne (2e).
BOUCHERON Jean-Michel, Charente (1re).
BOULAY Daniel, Sarthe (2e).
BOULIN Robert (13), Gironde (9e).
BOURGES Yvon (14), Ille-et-Vilaine (6e).
BOURGOIS Irénée, Seine-Maritime (9e).
BOURSON Pierre-Alexandre, Yvelines (1re).
BOUSCH Jean-Eric, Moselle (6e).
BOUVARD Loïc, Morbihan (4e).
BOYON Jacques, Ain (1re).
BOZZI Jean, Corse du Sud (1re).
BRANCHE René (de) (15), Mayenne (3e).
BRANGER Jean-Guy, Charente-Maritime (2e).
BRAUN Gérard, Vosges (3e).
BRIAL Benjamin, Wallis-et-Futuna.
BRIANE Jean, Aveyron (1re).
BROCARD Jean, Haute-Savoie (1re).
BROCHARD Albert, Deux-Sèvres (3e).
BRUGNON Maurice, Aisne (3e).
BRUNHES Jacques, Hauts-de-Seine (1re).
BUSTIN Georges, Nord (18e).

C

CABANEL Guy, Isère (1re).
CAILLAUD Paul, Vendée (1re).
CAILLE René, Rhône (1re).
CAMBOLIVE Jacques, Aude (3e).
CANACOS Henry, Val-d'Oise (5e).
CARO Jean-Marie, Bas-Rhin (5e).
CASTAGNOU Jean, Indre-et-Loire (3e).
CATTIN-BAZIN Maurice, Isère (7e).
CAVAILLE Jean-Charles, Morbihan (3e).
CAZALET Auguste (16), Pyrénées-Atlantiques (2e).
CELLARD André (17), Gers (2e).
CESAIRE Aimé, Martinique (2e).
CESAR Gérard (18), Gironde (9e).
CHABAN-DELMAS Jacques, Gironde (2e).
CHAMINADE Jacques, Corrèze (2e).
CHANDERNAGOR André, Creuse (2e).
CHANTELAT Pierre, Haute-Saône (1re).
CHAPEL Paul, Morbihan (1re).
CHARLES Serge, Nord (9e).
CHARRETIER Maurice (19), Vaucluse (2e).
CHASSEGUET Gérard, Sarthe (1re).
CHAUVET Augustin (20), Cantal (1re).
CHAVATTE Angèle (Mme) (21), Pas-de-Calais (11e).
CHAZALON André, Loire (3e).
CHENARD Alain, Loire-Atlantique (2e).
CHEVENEMENT Jean-Pierre, Territoire-de-Belfort (1re).
CHINAUD Roger, Paris (25e).
CHIRAC Jacques, Corrèze (3e).
CHONAVEL Jacqueline (Mme), Seine-Saint-Denis (6e).
CLEMENT Pascal, Loire (6e).
COINTAT Michel (22), Ille-et-Vilaine (5e).

(7) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Alain Gérard.
(8) Devenu député le 10 octobre 1980, en qualité de remplaçant de M. André Billoux, décédé.
(9) Nommé membre du Gouvernement le 11 septembre 1978. Cessation de mandat le 11 octobre 1978, à minuit. Remplacé par M. René Serres.
(10) Décédé le 9 octobre 1980. Remplacé par M. Pierre Bernard.
(11) Décédé le 17 juillet 1980. Remplacé par M. Dominique Pervenche.
(12) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Aimé Kergueris.
(13) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Gérard César.
(14) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Jean Hamelin.
(15) Décédé le 15 avril 1981. Remplacé par M. Roger Lestas.
(16) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Maurice Plantier, nommé membre du Gouvernement.
(17) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 14 juin 1978. Réélu le 20 août 1978.
(18) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Robert Boulin, nommé membre du Gouvernement.
(19) Nommé membre du Gouvernement le 4 juillet 1979. Cessation de mandat le 4 août 1979, à minuit. Remplacé par Mme Marie-Magdeleine Signouret.
(20) Démission le 2 octobre 1980.
(21) Devenue député le 31 juillet 1978, en qualité de remplaçante de M. Henri Lucas, décédé.
(22) Nommé membre du Gouvernement le 2 octobre 1980. Cessation de mandat le 2 novembre 1980, à minuit. Remplacé par M. Paul Le Ker.

COLOMBIER Henri, Seine-Maritime (1re).
COMBRISSON Roger, Essonne (1re).
COMITI Joseph, Bouches-du-Rhône (1re).
CONSTANS Hélène (Mme), Haute-Vienne (1re).
CORNET Pierre, Ardèche (1re).
CORNETTE Maurice, Nord (12e).
CORREZE Roger, Loir-et-Cher (2e).
COT Jean-Pierre, Savoie (3e).
COUDERC Pierre, Lozère (1re).
COUEPEL Sébastien, Côtes-du-Nord (1re).
COUILLET Michel, Somme (3e).
COULAIS Claude, Meurthe-et-Moselle (2e).
COUMEL Christian (23), Yvelines (7e).
COUSTE Pierre-Bernard, Rhône (5e).
COUVE DE MURVILLE Maurice, Paris (6e).
CRENN Jean, Finistère (6e).
CREPEAU Michel, Charente-Maritime (1re).
CRESSARD Jacques, Ille-et-Vilaine (1re).

D

DAILLET Jean-Marie, Manche (1re).
DARINOT Louis, Manche (5e).
DARRAS Henri, Pas-de-Calais (12e).
DASSAULT Marcel, Oise (1re).
DEBRE Michel, La Réunion (1re).
DEFFERRE Gaston, Bouches-du-Rhône (3e).
DEFONTAINE Jean-Pierre, Pas-de-Calais (2e).
DEHAINE Arthur, Oise (4e).
DELALANDE Jean-Pierre, Val-d'Oise (2e).
DELANEAU Jean, Indre-et-Loire (2e).
DELATRE Georges, Seine-Maritime (10e).
DELEHEDDE André, Pas-de-Calais (1re).
DELELIS André, Pas-de-Calais (13e).
DELFOSSE Georges (24), Nord (1re).
DELHALLE Jacques (25), Aube (2e).
DELMAS François (26), Hérault (1re).
DELONG Jacques, Haute-Marne (2e).
DELPRAT Michel, Yonne (2e).
DENIAU Jean-François (27), Cher (1re).
DENIAU Xavier, Loiret (4e).
DENVERS Albert, Nord (11e).
DEPIETRI César, Moselle (3e).
DEPREZ Charles, Hauts-de-Seine (5e).
DEROSIER Bernard, Nord (4e).
DESANLIS Jean, Loir-et-Cher (3e).
DESCHAMPS Bernard, Gard (2e).
DESCHAMPS Henri, Gironde (3e).
DEVAQUET Alain, Paris (9e).
DHINNIN Claude, Nord (3e).
DIENESCH Marie-Madeline (Mme), Côtes-du-Nord (3e).
DIJOUD Paul (28), Hautes-Alpes (2e).
DOMINATI Jacques (29), Paris (2e).
DONNADIEU Louis (30), Tarn (2e).
DOUFFIAGUES Jacques, Loiret (1re).
DOUSSET Maurice, Eure-et-Loir (3e).
DROUET Maurice (31), Ille-et-Vilaine (3e).
DRUON Maurice, Paris (22e).
DUDEBOUT Hubert, Isère (2e).
DUBREUIL René (32), Cher (3e).
DUCOLONE Guy, Hauts-de-Seine (11e).
DUGOUJON Frédéric, Rhône (7e).
DUPILET Dominique, Pas-de-Calais (6e).
DURAFFOUR Paul, Saône-et-Loire (2e).
DUFOUR Michel, Loire (1re).
DUROMEA André, Seine-Maritime (7e).
DUROURE Roger, Landes (1re).
DURR André, Bas-Rhin (3e).
DUTARD Lucien, Dordogne (4e).

E

EHRMANN Charles, Alpes-Maritimes (1re).
EMMANUELLI Henri, Landes (3e).
EVIN Claude, Loire-Atlantique (6e).
EYMARD-DUVERNAY Claude (33), Seine-et-Marne (4e).

F

FABIUS Laurent, Seine-Maritime (2e).
FABRE Robert (34), Aveyron (2e).
FABRE Robert-Félix (35), Hérault (1re).
FALALA Jean, Marne (2e).
FAUGARET Alain, Nord (8e).
FAURE Edgar (36), Doubs (3e).
FAURE Gilbert, Ariège (1re).
FAURE Maurice, Lot (1re).

(23) Devenu député le 6 décembre 1980, en qualité de remplaçant de M. Pierre Ribes, nommé membre du Gouvernement.
(24) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Norbert Ségard, nommé membre du Gouvernement.
(25) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Robert Galley, nommé membre du Gouvernement.
(26) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Robert-Félix Fabre.
(27) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Henri Moulle.
(28) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Marcel Papet.
(29) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Abel Thomas.
(30) Devenu député le 7 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jacques Limouzy, nommé membre du Gouvernement.
(31) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Pierre Méhaignerie, nommé membre du Gouvernement.
(32) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Maurice Papon, nommé membre du Gouvernement.
(33) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Alain Peyrefitte, nommé membre du Gouvernement.
(34) Nommé médiateur. Démission le 19 septembre 1980.
(35) Devenu député le 17 mai 1979, en qualité de remplaçant de M. François Delmas, nommé membre du Gouvernement.
(36) Elu sénateur le 28 septembre 1980.

FEIT René, Jura (1re).
FENECH Roger, Rhône (2e).
FERON Jacques, Paris (28e).
FERRETTI Henri, Moselle (4e).
FEVRE Charles, Haute-Marne (1re).
FILLIOUD Georges, Drôme (3e).
FITERMAN Charles, Val-de-Marne (2e).
FLORIAN Roland, Oise (2e).
FLOSSE Gaston, Polynésie française (2e).
FONTAINE Jean, La Réunion (2e).
FONTENEAU Jean, Hauts-de-Seine (12e).
FORENS André, Vendée (2e).
FORGUES Pierre, Hautes-Pyrénées (1re).
FORNI Raymond, Territoire-de-Belfort (2e).
FOSSE Roger, Seine-Maritime (8e).
FOST Paulette (Mme), Seine-Saint-Denis (1re).
FOUCHIER Jacques (37), Deux-Sèvres (2e).
FOURNEYRON Roger (38), Haute-Loire (1re).
FOYER Jean, Maine-et-Loire (2e).
FRANCESCHI Joseph, Val-de-Marne (4e).
FRAYSSE-CAZALIS Jacqueline (Mme), Hauts-de-Seine (7e).
FREDERIC-DUPONT Edouard, Paris (5e).
FRELAUT Dominique, Hauts-de-Seine (3e).
FUCHS Jean-Paul, Haut-Rhin (1re).

G

GAILLARD René, Deux-Sèvres (1re).
GALLEY Robert (39), Aube (2e).
GANTIER Gilbert, Paris (21e).
GARCIN Edmond, Bouches-du-Rhône (6e).
GARMENDIA Pierre (40), Gironde (4e).
GARROUSTE Marcel, Lot-et-Garonne (3e).
GASCHER Pierre, Sarthe (5e).
GASTINES Henri (de), Mayenne (2e).
GAU Jacques-Antoine (41), Isère (4e).
GAUDIN Jean-Claude, Bouches-du-Rhône (2e).
GAUTHIER Marceau, Nord (21e).
GENG Francis, Orne (2e).
GENGENWIN Germain (42), Bas-Rhin (4e).
GERARD Alain (43), Finistère (1re).
GIACOMI Pierre-Paul, Haute-Corse (1re).
GINOUX Henri, Hauts-de-Seine (13e).
GIRARD Gaston, Loiret (3e).
GIRARDOT Pierre, Alpes-de-Haute-Provence (2e).
GISSINGER Antoine, Haut-Rhin (5e).
GOASDUFF Jean-Louis, Finistère (3e).
GODEFROY Pierre, Manche (4e).
GODFRAIN Jacques, Aveyron (3e).
GOEURIOT Colette (Mme), Meurthe-et-Moselle (6e).
GOLDBERG Pierre, Allier (2e).
GORSE Georges, Hauts-de-Seine (10e).
GOSNAT Georges, Val-de-Marne (3e).
GOUHIER Roger, Seine-Saint-Denis (5e).
GOULET Daniel, Orne (1re).
GOUTMANN Marie-Thérèse (Mme) (44), Seine-Saint-Denis (9e).
GRANET Paul, Aube (3e).
GREMETZ Maxime, Somme (1re).
GRUSSENMEYER François, Bas-Rhin (7e).
GUENA Yves, Dordogne (1re).
GUERMEUR Guy, Finistère (7e).
GUICHARD Olivier, Loire-Atlantique (7e).
GUIDONI Pierre, Aude (2e).
GUILLIOD Raymond, Guadeloupe (3e).

H

HABY Charles, Haut-Rhin (2e).
HABY René, Meurthe-et-Moselle (4e).
HAESEBROECK Gérard, Nord (10e).
HAGE Georges, Nord (15e).
HAMEL Emmanuel, Rhône (8e).
HAMELIN Jean (45), Ille-et-Vilaine (6e).
HAMELIN Xavier, Rhône (12e).
HARCOURT Florence (d') (Mme) Hauts-de-Seine (6e).
HARCOURT François (d'), Calvados (4e).
HARDY Francis, Charente (2e).
HAUTECLOCQUE Nicole (de) (Mme) Paris (18e).
HAUTECOEUR Alain, Var (1re).
HERAUD Robert, Seine-et-Marne (3e).
HERMIER Guy, Bouches-du-Rhône (4e).
HERNU Charles, Rhône (6e).
HORVATH Adrienne (Mme), Gard (3e).
HOUEL Marchel, Rhône (11e).
HOUTEER Gérard, Haute-Garonne (5e).
HUGUET Roland, Pas-de-Calais (8e).
HUNAULT Xavier, Loire-Atlantique (5e).
HUYGHUES des ETAGES Jacques, Nièvre (2e).

(37) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Jean Pineau.
(38) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jacques Barrot, nommé membre du Gouvernement.
(39) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Jacques Delhalle.
(40) Elu le 30 novembre 1980, en remplacement de M. Philippe Madrelle, élu sénateur.
(41) Décédé le 29 mai 1981.
(42) Devenu député le 19 octobre 1980, en qualité de remplaçant de M. Georges Klein, décédé.
(43) Devenu député le 7 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Marc Bécam, nommé membre du Gouvernement.
(44) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 7 juin 1978. Réélue le 23 juillet 1978.
(45) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Yvon Bourges, nommé membre du Gouvernement.

I

ICART Fernand, Alpes-Maritimes (3e).
INCHAUSPE Michel, Pyrénées-Atlantiques (3e).

J

JACOB Lucien (46), Côte-d'Or (3e).
JACQ Marie (Mme), Finistère (4e).
JAGORET Pierre, Côtes-du-Nord (5e).
JANS Parfait, Hauts-de-Seine (4e).
JAROSZ Jean, Nord (23e).
JARROT André, Saône-et-Loire (4e).
JOURDAN Emile, Gard (1re).
JOUVE Jacques, Haute-Vienne (3e).
JOXE Pierre, Saône-et-Loire (5e).
JULIA Didier, Seine-et-Marne (5e).
JULIEN Raymond, Gironde (5e).
JUQUIN Pierre, Essonne (3e).
JUVENTIN Jean, Polynésie française (1re).

K

KALINSKY Maxime, Val-de-Marne (8e).
KASPEREIT Gabriel, Paris (7e).
KERGUERIS Aimé (47), Morbihan (2e).
KLEIN Georges (48), Bas-Rhin (4e).
KOEHL Emile, Bas-Rhin (1re).
KRIEG Pierre-Charles, Paris (1re).

L

LABARRERE André, Pyrénées-Atlantiques (1re).
LABBE Claude, Hauts-de-Seine (9e).
LABORDE Jean, Gers (1re).
LA COMBE René, Maine-et-Loire (6e).
LAFLEUR Jacques, Nouvelle-Calédonie (2e).
LAGORCE Pierre, Gironde (8e).
LAGOURGUE Pierre, La Réunion (3e).
LAJOINIE André, Allier (3e).
LANCIEN Yves, Paris (15e).
LATAILLADE Pierre, Gironde (7e).
LAURAIN Jean, Moselle (1re).
LAURENT André, Nord (6e).

(46) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jean-Philippe Lecat, nommé membre du Gouvernement.
(47) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Christian Bonnet, nommé membre du Gouvernement.
(48) Décédé le 18 octobre 1980. Remplacé par M. Germain Gengenwin.

LAURENT Paul, Paris (29e).
LAURIOL Marc, Yvelines (4e).
LAURISSERGUES Christian, Lot-et-Garonne (1re).
LAVEDRINE Jacques, Puy-de-Dôme (3e).
LAVIELLE Henro (49), Landes (2e).
LAZZARINO Georges, Bouches-du-Rhône (5e).
LEBLANC Chantal (Mme), Somme (4e).
LE CABELLEC Yves, Morbihan (6e).
LECAT Jean-Philippe (50), Côte-d'Or (3e).
LE DOUAREC François, Ille-et-Vilaine (2e).
LE DRIAN Jean-Yves, Morbihan (5e).
LEGENDRE Jacques (51), Nord (16e).
LEGER Alain, Ardennes (1re).
LEGRAND Joseph, Pas-de-Calais (14e).
LEIZOUR François, Côtes-du-Nord (4e).
LE KER Paul (52), Ille-et-Vilaine (5e).
LE MEUR Daniel, Aisne (2e).
LEMOINE Georges, Eure-et-Loir (1re).
LEOTARD François, Var (2e).
LEPELTIER Antoine (53), Calvados (5e).
LE PENSEC Louis, Finistère (8e).
LEPERCQ Arnaud, Vienne (3e).
LEROY Roland, Seine-Maritime (3e).
LESTAS Roger (54), Mayenne (3e).
LE TAC Joël, Paris (26e).
LE THEULE Joël (55), Sarthe (4e).
LIGOT Maurice, Maine-et-Loire (5e).
LIMOUZY Jacques (56), Tarn (2e).
LIOGIER Albert, Ardèche (3e).
LIPKOWSKI Jean-Noël (de), Charente-Maritime (5e).
LONGUET Gérard, Meuse (1re).
LUCAS Henri (57), Pas-de-Calais (11e).

M

MADELIN Alain, Ille-et-Vilaine (4e).
MADRELLE Bernard, Gironde (10e).
MADRELLE Philippe (58), Gironde (4e).
MAIGRET Bertrand (de), Sarthe (3e).
MAILLET Raymond, Oise (3e).

(49) Décédé le 27 octobre 1980. Remplacé par M. Jean-Pierre Pénicault.
(50) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Julien Jacob.
(51) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Claude Pringalle.
(52) Devenu député le 3 novembre 1980, en qualité de remplaçant de M. Michel Cointat, nommé membre du Gouvernement.
(53) Devenu député le 7 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Olivier Stirn, nommé membre du Gouvernement.
(54) Devenu député le 16 avril 1981, en qualité de remplaçant de M. René de Branche, décédé.
(55) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. René Pailler.
(56) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Louis Donnadieu.
(57) Décédé le 30 juillet 1978. Remplacé par Mme Angèle Chavatte.
(58) Elu sénateur le 28 septembre 1980.

MAISONNAT Louis, Isère (3e).
MALAUD Philippe, Saône-et-Loire (1re).
MALENE Christian (de la) (59), Paris (16e).
MALVY Martin, Lot (2e).
MANCEL Jean, Oise (5e).
MANET Michel (60), Dordogne (2e).
MARCHAIS Georges, Val-de-Marne (1re).
MARCHAND Philippe, Charente-Maritime (4e).
MARCUS Claude-Gérard, Paris (8e).
MARETTE Jacques, Paris (17e).
MARIE Bernad, Pyrénées-Atlantiques (4e).
MARIN Fernand, Vaucluse (3e).
MARTIN Claude, Paris (10e).
MASQUERE Maurice, Haute-Garonne (6e).
MASSON Jean-Louis, Moseele (2e).
MASSON Marc (61), Yonne (1re).
MASSOT François, Alpes-de-Haute-Provence (1re).
MASSOUBRE Jean-Louis, Somme (2e).
MATHIEU Gilbert, Côte-d'Or (4e).
MATON Albert, Nord (22e).
MAUGER Pierre, Vendée (3e).
MAUJOUAN DU GASSET Joseph-Henri, Loire-Atlantique (4e).
MAUROY Pierre, Nord (2e).
MAXIMIN Mariani, Guadeloupe (2e).
MAYOUD Alain, Rhône (9e).
MEDECIN Jacques, Alpes-Maritimes (2e).
MEHAIGNERIE Pierre (62), Ille-et-Vilaine (3e).
MELLICK Jacques, Pas-de-Calais (9e).
MERCIER André (63), Yonne (3e).
MERMAZ Louis, Isère (5e).
MESMIN Georges, Paris (20e).
MESSMER Pierre, Moselle (8e).
MEXANDEAU Louis, Calvados (1re).
MICAUX Pierre, Aube (1re).
MICHEL Claude, Eure (2e).
MICHEL Henri, Drôme (2e).
MILLET Gilbert, Gard (4e).
MILLON Charles, Ains (2e).
MIOSSEC Charles, Finistère (5e).
MISSOFFE Hélène (Mme), Paris (24e).
MITTERRAND François (64), Nièvre (3e).
MONFRAIS Pierre, Eure (1re).
MONTAGNE Rémy (65), Eure (3e).
MONTDARGENT Robert, Val-d'Oise (3e).
MOREAU Gisèle (Mme), Paris (13e).
MOREAU Louise (Mme), Alpes-Maritimes (5e).

(59) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 12 juillet 1978.
(60) Elu sénateur le 28 septembre 1980.
(61) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jean-Pierre Soisson, nommé membre du Gouvernement.
(62) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Maurice Drouet.
(63) Devenu député le 3 septembre 1980, en qualité de remplaçant de M. Jaeques Piot, décédé.
(64) Démissionnaire à compter de sa prise de fonctions en qualité de Président de la République le 21 mai 1981.
(65) Nommé membre du Gouvernement le 2 octobre 1980. Cessation de mandat le 2 novembre 1980, à minuit. Remplacé par M. Philippe Pontet.

MORELLON Jean, Puy-de-Dôme (2e).
MOULLE Henri (66), Cher (1re).
MOUROT Jean-Paul (67), Indre (3e).
MOUSTACHE José, Guadeloupe (1re).
MULLER Emile, Haut-Rhin (4e).

N

NARQUIN Jean, Maine-et-Loire (1re).
NEUWIRTH Lucien, Loire (2e).
NILES Maurice, Seine-Saint-Denis (4e).
NOIR Michel, Rhône (3e).
NOTEBART Arthur, Nord (5e).
NUCCI Christian, Isère (6e).
NUNGESSER Roland, Val-de-Marne (6e).

O

ODRU Louis, Seine-Saint-Denis (7e).
ORNANO Michel (d') (68), Calvados (3e).

P

PAECHT Arthur, Var (4e).
PAILLER René (69), Sarthe (4e).
PAPET Marcel (70), Hautes-Alpes (2e).
PAPON Maurice (71), Cher (3e).
PASQUINI Pierre, Haute-Corse (2e).
PASTY Jean-Claude, Creuse (1re).
PENICAUT Jean-Pierre (72), Landes (2e).
PERBET Régis (73), Ardèche (2e).
PERICARD Michel, Yvelines (2e).
PERNIN Paul, Paris (11e).
PERONNET Gabriel, Allier (4e).
PERRUT Francisque, Rhône (10e).

(66) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jean-François Deniau, nommé membre du Gouvernement.
(67) Nommé membre du Gouvernement le 11 septembre 1978. Cessation de mandat le 11 octobre 1978, à minuit. Remplacé par M. Jean Thibault.
(68) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Jacques Richomme.
(69) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Joel Le Theule, nommé membre du Gouvernement.
(70) Devenu député le 7 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Paul Dijoud, nommé membre du Gouvernement.
(71) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. René Dubreuil.
(72) Devenu député le 28 octobre 1980, en qualité de remplaçant de M. Henri Lavielle, décédé.
(73) Elu le 30 novembre 1980, en remplacement de M. Henri Torre, élu sénateur.

PERVENCHE Dominique (74), Loire-Atlantique (1re).
PESCE Rodolphe, Drôme (1re).
PETIT André, Val-d'Oise (4e).
PETIT Camille, Martinique (1re).
PEYREFITTE Alain (75), Seinte-et-Marne (4e).
PHILIBERT Louis, Bouches-du-Rhône (9e).
PIANTA Georges, Haute-Savoie (2e).
PIDJOT Roch, Nouvelle-Calédonie (1re).
PIERRE-BLOCH Jean-Pierre, Paris (27e).
PIERRET Christian, Vosges (2e).
PIGNION Lucien, Pas-de-Calais (3e).
PINEAU Jean (76), Deux-Sèvres (2e).
PINTE Etienne, Yvelines (5e).
PIOT Jacques (77), Yonne (3e).
PISTRE Charles, Tarn (3e).
PLANTEGENEST Marc, St-Pierre-et-Miquelon.
PLANTIER Maurice (78), Pyrénées-Atlantiques (2e).
PONS Bernard, Essonne (2e).
PONTET Philippe (79), Eure (3e).
POPEREN Jean, Rhône (13e).
PORCU Antoine, Meurthe-et-Moselle (7e).
PORELLI Vincent, Bouches-du-Rhône (11e).
PORTE Jeannine (Mme), Bouches-du-Rhône (7e).
POUJADE Robert, Côte-d'Or (1re).
POURCHON Maurice, Puy-de-Dôme (1re).
PREAUMONT Jean (de), Paris (23e).
PRINGALLE Claude (80), Nord (16e).
PRIVAT Colette (Mme), Seine-Maritime (4e).
PRORIOL Jean, Haute-Loire (2e).
PROUVOST Pierre, Nord (7e).

Q

QUILES Paul, Paris (14e).

R

RALITE Jack, Seine-Saint-denis (3e).

RAVASSARD Noël (81), Ain (3e).
RAYMOND Alex, Haute-Garonne (4e).
RAYNAL Pierre, Cantal (2e).
RENARD Roland, Aisne (4e).
REVET Charles, Seine-Maritime (5e).
RIBES Pierre (82), Yvelines (7e).
RICHARD Alain, Val-d'Oise (1re).
RICHARD Lucien, Loire-Atlantique (8e).
RICHOMME Jacques (83), Calvados (3e).
RIEUBON René, Bouches-du-Rhône (10e).
RIGAL Jean (84), Aveyron (2e).
RIGOUT Marcel, Haute-Vienne (2e).
RIVIEREZ Hector, Guyane.
ROCARD Michel, Yvelines (3e).
ROCCA SERRA Jean-Paul (de), Corse du Sud (2e).
ROGER Emile, Nord (14e).
ROLLAND Hector, Allier (1re).
ROSSI André, Aisne (5e).
ROSSINOT André, Meurthe-et-Moselle (3e).
ROUX Claude, Paris (19e).
ROYER Jean, Indre-et-Loire (1re).
RUFENACHT Antoine, Seine-Maritime (6e).
RUFFE Hubert, Lot-et-Garonne (2e).

S

SABLE Victor, Martinique (3e).
SAINT-PAUL André, Ariège (2e).
SAINTE-MARIE Michel, Gironde (6e).
SALLE Louis, Loiret (2e).
SANTROT Jacques, Vienne (1re).
SAUVAIGO Pierre, Alpes-Maritimes (6e).
SAVARY Alain, Haute-Garonne (1re).
SCHNEITER Jean-Louis, Marne (1re).
SCHVARTZ Julien, Moselle (5e).
SEGARD Norbert (85), Nord (1re).
SEGUIN Philippe, Vosges (1re).
SEITLINGER Jean, Moselle (7e).
SENES Gilbert, Hérault (2e).
SERGHERAERT Maurice, Nord (13e).
SERRES René (86), Hautes-Alpes (1re).
SERVAN-SCHREIBER Jean-Jacques (87), Meurthe-et-Moselle (1re).

(74) Devenu député le 18 juillet 1980, en qualité de remplaçant de M. Alexandre Bolo, décédé.
(75) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Claude Eymard-Duvernay.
(76) Devenu député le 7 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jacques Fouchier, nommé membre du Gouvernement.
(77) Décédé le 2 septembre 1980. Remplacé par M. André Mercier.
(78) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Auguste Cazalet.
(79) Devenu député le 3 novembre 1980, en qualité de remplaçant de M. Rémy Montagne, nommé membre du Gouvernement.
(80) Devenu député le 7 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jacques Legendre, nommé membre du Gouvernement.
(81) Elu le 30 novembre 1980, en remplacement de M. Guy de la Verpillère, élu sénateur.
(82) Nommé membre du Gouvernement le 5 novembre 1980. Cessation de mandat le 5 décembre 1980, à minuit. Remplacé par M. Christian Coumel.
(83) Devenu député le 6 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Michel d'Ornano, nommé membre du Gouvernement.
(84) Elu le 30 novembre 1980, en remplacement de M. Robert Fabre, démissionnaire, après avoir été nommé médiateur.
(85) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Georges Delfosse.
(86) Devenu député le 12 octobre 1978, en qualité de remplaçant de M. Pierre Bernard-Reymond, nommé membre du Gouvernement.
(87) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 28 juin 1978.

SIGNOURET Marie-Magdeleine (Mme) (88), Vaucluse (2e).
SOISSON Jean-Pierre (89), Yonne (1re).
SOUCHON René (90), Cantal (1re).
SOURDILLE Jacques, Ardennes (3e).
SOURY André, Charente (3e).
SPRAUER Germain, Bas-Rhin (8e).
STASI Bernard, Marne (4e).
STIRN Olivier (91), Calvados (5e).
SUCHOD Michel (92), Dordogne (2e).
SUDREAU Pierre, Loir-et-Cher (1re).

T

TADDEI Dominique, Vaucluse (1re).
TAILLEUR Jacques (93), Eure (4e).
TASSY Marcel, Bouches-du-Rhône (8e).
TAUGOURDEAU Martial, Eure-et-Loir (2e).
THIBAULT Jean (94), Indre (5e).
THOMAS Abel (95), Paris (2e).
TIBERI Jean, Paris (3e).
TISSANDIER Maurice, Indre (2e).
TOMASINI René (96), Eure (4e).
TONDON Yvon (97), Meurthe-et-Moselle (1re).
TORRE Henri (98), Ardèche (2e).

(88) Devenue député le 5 août 1979, en qualité de remplaçante de M. Maurice Charretier, nommé membre du Gouvernement.
(89) Nommé membre du Gouvernement le 5 avril 1978. Cessation de mandat le 5 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Marc Masson.
(90) Elu le 30 novembre 1980, en remplacement de M. Augustin Chauvet, démissionnaire.
(91) Nommé membre du Gouvernement le 6 avril 1978. Cessation de mandat le 6 mai 1978, à minuit. Remplacé par M. Antoine Lepeltier.
(92) Elu le 30 novembre 1980, en remplacement de M. Michel Manet, élu sénateur.
(93) Elu le 18 janvier 1981, en remplacement de M. René Tomasini, élu sénateur.
(94) Devenu député le 12 octobre 1978, en qualité de remplaçant de M. Jean-Paul Mourot, nommé membre du Gouvernement.
(95) Devenu député le 7 mai 1978, en qualité de remplaçant de M. Jacques Dominati, nommé membre du Gouvernement.
(96) Elu sénateur le 28 septembre 1980.
(97) Elu le 24 septembre 1978, en remplacement de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, dont l'élection avait été annulée.
(98) Elu sénateur le 28 septembre 1980.

TOURNE André, Pyrénées-Orientales (2e).
TOURRAIN Raymond, Doubs (1re).
TRANCHANT Georges, Hauts-de-Seine (2e).

V

VACANT Edmond, Puy-de-Dôme (5e).
VALLEIX Jean, Gironde (1re).
VERPILLIERE Guy (de la) (99), Ain (3e).
VIAL-MASSAT Théo, Loire (4e).
VIDAL Joseph, Aude (1re).
VILLA Lucien, Paris (31e).
VISSE René, Ardennes (2e).
VIVIEN Alain, Seine-et-Marne (1re).
VIVIEN Robert-André, Val-de-Marne (7e).
VIZET Robert, Essonne (4e).
VOILQUIN Hubert, Vosges (4e).
VOISIN André-Georges, Indre-et-Loire (4e).
VUILLAUME Roland (100), Doubs (3e).

W

WAGNER Robert, Yvelines (6e).
WARGNIES Claude, Nord (17e).
WEISENHORN Pierre, Haut-Rhin (3e).
WILQUIN Claude (101), Pas-de-Calais (4e).

Z

ZARKA Pierre, Seine-Saint-Denis (2e).
ZELLER Adrien, Bas-Rhin (6e).

(99) Elu sénateur le 28 septembre 1980.
(100) Elu le 30 novembre 1980, en remplacement de M. Edgar Faure, élu sénateur.
(101) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 28 juin 1978). Réélu le 10 septembre 1978.

2. LISTE DES DEPUTES PAR CIRCONSCRIPTION

I. - DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

Circonscription

01 AIN

1re . . MM. BOYON (Jacques).
2e . . MILLON (Charles).
3e . . de la VERPILLIERE (Guy) élu sénateur le 28 septembre 1980.
RAVASSARD (Noël) élu le 20 novembre 1980.

02 AISNE

1re . . MM. AUMONT (Robert).
2e . . LE MEUR (Daniel).
3e . . BRUGNON (Maurice).
4e . . RENARD (Roland).
5e . . ROSSI (André).

03 ALLIER

1re . . MM. ROLLAND (Hector).
2e . . GOLDBERG (Pierre).
3e . . LAJOINIE (André).
4e . . PERONNET (Gabriel).

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

1re . . MM. MASSOT (François).
2e . . GIRARDOT (Pierre).

05 ALPES (HAUTES-)

1re . . MM. BERNARD-REYMOND (Pierre), jusqu'au 11 octobre 1978, nommé membre du Gouvernement.
SERRES (René), à partir du 12 octobre 1978.
2e . . DIJOUD (Paul), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
PAPET (Marcel), à partir du 7 mai 1978.

Circonscription

06 ALPES-MARITIMES

1re . . MM. EHRMANN (Charles).
2e . . MEDECIN (Jacques).
3e . . ICART (Fernand).
4e . . AUBERT (Emmanuel).
5e . . Mme MOREAU (Louise).
6e . . M. SAUVAIGO (Pierre).

07 ARDECHE

1re . . MM. CORNET (Pierre).
2e . . TORRE (Henri) élu sénateur le 28 septembre 1980.
PERBET (Régis) élu le 30 novembre 1980.
3e . . LIOGIER (Albert).

08 ARDENNES

1re . . MM. LEGER (Alain).
2e . . VISSE (René).
3e . . SOURDILLE (Jacques).

09 ARIEGE

1re . . MM. FAURE (Gilbert).
2e . . SAINT-PAUL (André).

10 AUBE

1re . . MM. MICAUX (Pierre).
2e . . GALLEY (Robert), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
DELHALLE (Jacques) à partir du 6 mai 1978.
3e . . GRANET (Paul).

Circonscription

11 AUDE

1re . . MM. VIDAL (Joseph).
2e . . GUIDONI (Pierre).
3e . . CAMBOLIVE (Jacques).

12 AVEYRON

1re . . MM. BRIANE (Jean).
2e . . FABRE (Robert), jusqu'au 19 septembre 1980, nommé médiateur.
RIGAL (Jean) élu le 30 novembre 1980.
3e . . GODFRAIN (Jacques).

13 BOUCHES-DU-RHONE

1re . . MM. COMITI (Joseph).
2e . . GAUDIN (Jean-Claude).
3e . . DEFFERRE (Gaston).
4e . . HERMIER (Guy).
5e . . LAZZARINO (Georges).
6e . . GARCIN (Edmond).
7e . . Mme PORTE (Jeannine).
8e . . MM. TASSY (Marcel).
9e . . PHILIBERT (Louis).
10e . . RIEUBON (René).
11e . . PORELLI (Vincent).

14 CALVADOS

1re . . MM. MEXANDEAU (Louis).
2e . . BISSON (Robert).
3e . . d'ORNANO (Michel), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
RICHOMME (Jacques), à partir du 6 mai 1978.
4e . . d'HARCOURT (François).
5e . . STIRN (Olivier), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
LEPELTIER (Antoine) à partir du 7 mai 1978.

15 CANTAL

1re . . MM. CHAUVET (Augustin) démissionnaire le 2 octobre 1980.
SOUCHON (René) élu le 30 novembre 1980.
2e . . RAYNAL (Pierre).

Circonscription

16 CHARENTE

1re . . MM. BOUCHERON (Jean-Michel).
2e . . HARDY (Francis).
3e . . SOURY (André).

17 CHARENTE-MARITIME

1re . . MM. CREPEAU (Michel).
2e . . BRANGER (Jean-Guy).
3e . . BEIX (Roland).
4e . . MARCHAND (Philippe).
5e . . de LIPKOWSKI (Jean-Noël).

18 CHER

1re . . MM. DENIAU (Jean-François), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
MOULLE (Henri), à partir du 6 mai 1978.
2e . . BOINVILLIERS (Jean).
3e . . PAPON (Maurice), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
DUBREUIL (René), à partir du 6 mai 1978).

19 CORREZE

1re . . MM. BECHTER (Jean-Pierre).
2e . . CHAMINADE (Jacques).
3e . . CHIRAC (Jacques).

20 A CORSE-DU-SUD

1re . . MM. BOZZI (Jean).
2e . . de ROCCA SERRA (Jean-Paul).

20 B HAUTE-CORSE

1re . . MM. GIACOMI (Pierre).
2e . . PASQUINI (Pierre).

21 COTE-D'OR

1re . . MM. POUJADE (Robert).
2e . . BERGER (Henry).
3e . . LECAT (Jean-Philippe), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
JACOB (Lucien), à partir du 6 mai 1978.
4e . . MATHIEU (Gilbert).

Circonscription

22 COTES-DU-NORD

1re	MM.	COUEPEL (Sébastien).
2e		BENOIT (René).
3e	Mlle	DIENESCH (Marie-Madeleine).
4e	MM.	LEIZOUR (François).
5e		JAGORET (Pierre).

23 CREUSE

1re	MM.	PASTY (Jean-Claude).
2e		CHANDERNAGOR (André).

24 DORDOGNE

1re	MM.	GUENA (Yves).
2e		MANET (Michel) élu sénateur le 28 septembre 1980. SUCHOD (Michel) élu le 30 novembre 1980.
3e		BONNET (Alain).
4e		DUTARD (Lucien).

25 DOUBS

1re	MM.	TOURRAIN (Raymond).
2e		BECHE (Guy).
3e		FAURE (Edgar) élu sénateur le 28 septembre 1980. VUILLAUME (Roland) élu le 30 septembre 1980.

26 DROME

1re	MM.	PESCE (Rodolphe).
2e		MICHEL (Henri).
3e		FILLIOUD (Georges).

27 EURE

1re	MM.	MONFRAIS (Pierre).
2e		MICHEL (Claude).
3e		MONTAGNE (Rémy), jusqu'au 2 novembre 1980, nommé membre du Gouvernement. PONTET (Philippe), à partir du 3 novembre 1980.
4e		TOMASINI (René) élu sénateur le 28 septembre 1980. TAILLEUR (Jacques) élu le 18 janvier 1981.

Circonscription

28 EURE-ET-LOIR

1re	MM.	LEMOINE (Georges).
2e		TAUGOURDEAU (Martial).
3e		DOUSSET (Maurice).

29 FINISTERE

1re	MM.	BECAM (Marc), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement. GERARD (Alain), à partir du 7 mai 1978.
2e		BEREST (Eugène).
3e		GOASDUFF (Jean-Louis).
4e	Mme	JACQ (Marie).
5e	MM.	MIOSSEC (Charles).
6e		CRENN (Jean).
7e		GUERMEUR (Guy).
8e		LE PENSEC (Louis).

30 GARD

1re	MM.	JOURDAN (Emile).
2e		DESCHAMPS (Bernard).
3e	Mme	HORVATH (Adrienne).
4e	M.	MILLET (Gilbert).

31 GARONNE (HAUTE-)

1re	MM.	SAVARY (Alain).
2e		BAPT (Gérard).
3e		ANDRIEU (Maurice).
4e		RAYMOND (Alex).
5e		HOUTEER (Gérard).
6e		MASQUERE (Maurice).

32 GERS

1re	MM.	LABORDE (Jean).
2e		CELLARD (André) élection annulée le 14 juin 1978. Réélu le 20 août 1978.

33 GIRONDE

1re	MM.	VALLEIX (Jean).
2e		CHABAN-DELMAS (Jacques).
3e		DESCHAMPS (Henri).
4e		MADRELLE (Philippe) élu sénateur le 28 septembre 1980. GARMENDIA (Pierre) élu le 30 novembre 1980.
5e		JULIEN (Raymond).
6e		SAINTE-MARIE (Michel).
7e		LATAILLADE (Pierre).

Circonscription

8e . . LAGORCE (Pierre).
9e . . BOULIN (Robert) jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
CESAR (Gérard), à partir du 6 mai 1978.
10e . . MADRELLE (Bernard).

34 HERAULT

1re . . MM. DELMAS (François), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
FABRE (Robert-Félix), à partir du 7 mai 1978.
2e . . SENES (Gilbert).
3e . . Mme BARBERA (Myriam).
4e . . MM. BALMIGERE (Paul).
5e . . BAYOU (Raoul).

35 ILLE-ET-VILAINE

1re . . MM. CRESSARD (Jacques).
2e . . LE DOUAREC (François).
3e . . MEHAIGNERIE (Pierre), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
DROUET (Maurice), à partir du 6 mai 1978.
4e . . MADELIN (Alain).
5e . . COINTAT (Michel), jusqu'au 2 novembre 1980, nommé membre du Gouvernement.
LE KER (Paul), à partir du 3 novembre 1980.
6e . . BOURGES (Yvon), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
HAMELIN (Jean), à partir du 6 mai 1978.

36 INDRE

1re . . MM. AURILLAC (Michel).
2e . . TISSANDIER (Maurice).
3e . . MOUROT (Jean-Paul), jusqu'au 11 octobre 1978, nommé membre du Gouvernement.
THIBAULT (Jean), à partir du 12 octobre 1978.

37 INDRE-ET-LOIRE

1re . . MM. ROYER (Jean).
2e . . DELANEAU (Jean).
3e . . CASTAGNOU (Jean).
4e . . VOISIN (André).

Circonscription

38 ISERE

1re . . MM. CABANEL (Guy).
2e . . DUDEBOUT (Hubert).
3e . . MAISONNAT (Louis).
4e . . GAU (Jacques-Antoine) décédé le 29 mai 1981.
5e . . MERMAZ (Louis).
6e . . NUCCI (Christian).
7e . . CATTIN-BAZIN (Maurice).

39 JURA

1re . . MM. FEIT (René).
2e . . BARBIER (Gilbert).

40 LANDES

1re . . MM. DUROURE (Roger).
2e . . LAVIELLE (Henri) décédé le 27 octobre 1980.
PENICAULT (Jean-Pierre), a' partir du 28 octobre 1980.
3e . . EMMANUELLI (Henri).

41 LOIR-ET-CHER

1re . . MM. SUDREAU (Pierre).
2e . . CORREZE (Roger).
3e . . DESANLIS (Jean).

42 LOIRE

1re . . MM. DURAFOUR (Michel).
2e . . NEUWIRTH (Lucien).
3e . . CHAZALON (André).
4e . . VIAL-MASSAT (Théo).
5e . . AUROUX (Jean).
6e . . CLEMENT (Pascal).
7e . . BAYARD (Henri).

43 LOIRE (HAUTE-)

MM. BARROT (Jacques), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
1re . . FOURNEYRON (Roger), à partir du 6 mai 1978.
2e . . PRORIOL (Jean).

Circonscription

44 LOIRE-ATLANTIQUE

1re	MM.	BOLO (Alexandre) décédé le 17 juillet 1980.
		PERVENCHE (Dominique), à partir du 18 juillet 1980.
2e		CHENARD (Alain).
3e		AUTAIN (François).
4e		MAUJOUAN du GASSET (Joseph-Henri).
5e		HUNAULT (Xavier).
6e		EVIN (Claude).
7e		GUICHARD (Olivier).
8e		RICHARD (Lucien).

45 LOIRET

1re	MM.	DOUFFIAGUES (Jacques).
2e		SALLE (Louis).
3e		GIRARD (Gaston).
4e		DENIAU (Xavier).

46 LOT

1re	MM.	FAURE (Maurice).
2e		MALVY (Martin).

47 LOT-ET-GARONNE

1re	MM.	LAURISSERGUES (Christian).
2e		RUFFE (Hubert).
3e		GARROUSTE (Marcel).

48 LOZERE

1re	MM.	COUDERC (Pierre).
2e		BLANC (Jacques).

49 MAINE-ET-LOIRE

1re	MM.	NARQUIN (Jean).
2e		FOYER (Jean).
3e		ALPHANDERY (Edmond).
4e		BEGAULT (Jean).
5e		LIGOT (Maurice).
6e		LA COMBE (René).

50 MANCHE

1re	MM.	DAILLET (Jean-Marie).
2e		BIZET (Emile).
3e		BAUDOUIN (Henri).
4e		GODEFROY (Pierre).
5e		OARINOT (Louis.

Circonscription

51 MARNE

1re	MM.	SCHNEITER (Jean-Louis).
2e		FALALA (Jean).
3e		BERNARD (Jean).
4e		STASI (Bernard).

52 MARNE (HAUTE-)

1re	MM.	FEVRE (Charles).
2e		DELONG (Jacques).

53 MAYENNE

1re	MM.	d'AUBERT (François).
2e		de GASTINES (Henri).
3e		de BRANCHE (René) décédé le 15 avril 1981.
		LESTAS (Roger), à partir du 16 avril 1981.

54 MEURTHE-ET-MOSELLE

1re	MM.	SERVAN-SCHREIBER (Jean-Jacques) élection annulée le 28 juin 1978.
		TONOON (Yvon) élu le 24 septembre 1978.
2e		COULAIS (Claude).
3e		ROSSINOT (André).
4e		HABY (René).
5e		BIGEARD (Marcel).
6e	Mme	GOEURIOT (Colette).
7e	M.	PORCU (Antoine).

55 MEUSE

1re	MM.	LONGUET (Gérard).
2e		BIWER (Claude).

56 MORBIHAN

1re	MM.	CHAPEL (Paul).
2e		BONNET (Christian), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
		KERGUERIS (Aimé), à partir du 6 mai 1978.
3e		CAVAILLE (Jean-Charles).
4e		BOUVARD (Loïc).
5e		LE DRIAN (Jean-Yves).
6e		LE CABELLEC (Yves).

Circonscription

57 MOSELLE

1re	MM.	LAURAIN (Jean).
2e		MASSON (Jean-Louis).
3e		DEPIETRI (César).
4e		FERRETTI (Henri).
5e		SCHVARTZ (Julien).
6e		BOUSCH (Jean-Eric).
7e		SEITLINGER (Jean).
8e		MESSMER (Pierre).

58 NIEVRE

1re	MM.	BENOIST (Daniel).
2e		HUYGHUES des ETAGES (Jacques).
3e		MITTERRAND (François) démissionnaire à compter du 21 mai 1981.

59 NORD

1re	MM.	SEGARD (Norbert), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
		DELFOSSE (Georges), à partir du 6 mai 1978.
2e		MAUROY (Pierre).
3e		DHINNIN (Claude).
4e		DEROSIER (Bernard).
5e		NOTEBART (Arthur).
6e		LAURENT (André).
7e		PROUVOST (Pierre).
8e		FAUGARET (Alain).
9e		CHARLES (Sarge).
10e		HAESEBROECK (Gérard).
11e		DENVERS (Albert).
12e		CORNETTE (Maurice).
13e		SERGHERAERT (Maurice).
14e		ROGER (Emile).
15e		HAGE (Georges).
16e		LEGENDRE (Jacques), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
		PRINGALLE (Claude), à partir du 7 mai 1978.
17e		WARGNIES (Claude).
18e		BUSTIN (Georges).
19e		BOCQUET (Alain).
20e		ANSART (Gustave).
21e		GAUTHIER (Maeceau).
22e		MATON (Albert).
23e		JAROSZ (Jean).

60 OISE

1re	MM.	DASSAULT (Marcel).
2e		FLORIAN (Roland).
3e		MAILLET (Raymond).
4e		DEHAINE (Arthur).
5e		MANCEL (Jean-François).

61 ORNE

1re	MM.	GOULET (Daniel.
2e		GENG (Francis).
3e		BASSOT (Hubert).

62 PAS-DE-CALAIS

1re	MM.	DELEHEDDE (André).
2e		DEFONTAINE (Jean-Pierre).
3e		PIGNON (Lucien).
4e		WILQUIN (Claude) élection annulée le 28 juin 1978, réélu le 10 septembre 1978.
5e		BARDOL (Jean).
6e		DUPILET (Dominique).
7e		BARTHE (Jean-Jacques).
8e		HUGUET (Roland).
9e		MELLICK (Jacques).
10e		ANDRIEUX (Maurice).
11e		LUCAS (Henri) décédé le 30 juillet 1978.
	Mme	CHAVATTE (Angèle), à partir du 31 juillet 1978.
12e	MM.	DARRAS (Henri).
13e		DELELIS (André).
14e		LEGRAND (Joseph).

63 PUY-DE-DOME

1re	MM.	POURCHON (Maurice).
2e		MORELLON (Jean).
3e		LAVEDRINE (Jacques).
4e		BARNERIAS (René).
5e		VACANT (Edmond).

64 PYRENEES-ORIENTALES

1re	MM.	LABARRERE (André).
2e		PLANTIER (Maurice), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
		CAZALET (Auguste), à partir du 6 mai 1978.
3e		INSCHAUSPE (Michel).
4e		MARIE (Bernard).

65 PYRENEES (HAUTES-)

1re	MM.	FORGUES (Pierre).
2e		ABADIE (François).

Circonscription

66 PYRENEES-ORIENTALES

1re	MM.	ALDUY (Paul).
2e		TOURNE (André).

67 RHIN (BAS-)

1re	MM.	KOEHL (Emile).
2e		BORD (André).
3e		DURR (André).
4e		KLEIN (Georges) décédé le 18 octobre 1980. GENGENWIN (Germain), à partir du 19 octobre 1980.
5e		CARO (Jean-Marie).
6e		ZELLER (Adrien).
7e		GRUSSENMEYER (François).
8e		SPRAUER (Germain).

68 RHIN (HAUT-)

1re	MM.	FUCHS (Jean-Paul).
2e		HABY (Charles).
3e		WEISENHORN (Pierre).
4e		MULLER (Emile).
5e		GISSINGER (Antoine).

69 RHONE

1re	MM.	CAILLE (René).
2e		FENECH (Roger).
3e		NOIR (Michel).
4e		BARRE (Raymond), jusqu'au 3 mai 1978, nommé Premier ministre. BARIDON (Jean), à partir du 4 mai 1978.
5e		COUSTE (Pierre-Bernard).
6e		HERNU (Charles).
7e		DUGOUJON (Frédéric).
8e		HAMEL (Emmanuel).
9e		MAYOUD (Alain).
10e		PERRUT (Francisque).
11e		HOUEL (Marcel).
12e		HAMELIN (Xavier).
13e		POPEREN (Jean).

70 SAONE (HAUTE-)

1re	MM.	CHANTELAT (Pierre).
2e		BEUCLER (Jean-Jacques).

71 SAONE-ET-LOIRE

1re	MM.	MALAUD (Philippe).
2e		DURAFFOUR (Paul).
3e		BILLARDON (André).
4e		JARROT (André).
5e		JOXE (Pierre).

72 SARTHE

1re	MM.	CHASSEGUET (Gérard).
2e		BOULAY (Daniel).
3e		de MAIGRET (Bertrand).
4e		LE THEULE (Joël), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement. PAILLER (René), à partir du 6 mai 1978.
5e		GASCHER (Pierre).

73 SAVOIE

1re	MM.	BESSON (Louis).
2e		BARNIER (Michel).
3e		COT (Jean-Pierre).

74 SAVOIE (HAUTE-)

1re	MM.	BROCARD (Jean).
2e		PIANTA (Georges).
3e		BIRRAUX (Claude).

75 PARIS

1re	MM.	KRIEG (Pierre-Charles).
2e		DOMINATI (Jacques), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement. THOMAS (Abel), à partir du 7 mai 1978.
3e		TIBERI (Jean).
4e		BAS (Pierre).
5e		FREDERIC-DUPONT (Edouard).
6e		COUVE de MURVILLE (Maurice).
7e		KASPEREIT (Gabriel).
8e		MARCUS (Claude-Gérard).
9e		DEVAQUET (Alain).
10e		MARTIN (Claude).
11e		PERNIN (Paul).
12e		de BENOUVILLE (Pierre).
13e	Mme	MOREAU (Gisèle).
14e	MM.	QUILES (Paul).
15e		LANCIEN (Yves).
16e	M.	de la MALENE (Christian) élection annulée le 12 juillet 1978.
	Mme	AVICE (Edwige) élue le 1er octobre 1978.
17e	M.	MARETTE (Jacques).
18e	Mme	de HAUTECLOCQUE (Nicole).

Circonscription

19e	MM.	ROUX (Claude).
20e		MESMIN (Georges).
21e		GANTIER (Gilbert).
22e		DRUON (Maurice).
23e		de PREAUMONT (Jean).
24e	Mme	MISSOFFE (Hélène).
25e	MM.	CHINAUD (Roger).
26e		LE TAC (Joël).
27e		PIERRE-BLOCH (Jean-Pierre).
28e		FERON (Jacques).
29e		LAURENT (Paul).
30e		BARIANI (Didier).
31e		VILLA (Lucien).

76 SEINE-MARITIME

1re	MM.	COLOMBIER (Henri).
2e		FABIUS (Laurent).
3e		LEROY (Roland).
4e	Mme	PRIVAT (Colette).
5e	MM.	REVET (Charles).
6e		RUFENACHT (Antoine).
7e		DUROMEA (André).
8e		FOSSE (Roger).
9e		BOURGOIS (Irénée).
10e		DELATRE (Georges).

77 SEINE-ET-MARNE

1re	MM.	VIVIEN (Alain).
2e		BORDU (Gérard).
3e		HERAUD (Robert).
4e		PEYREFITTE (Alain), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
		EYMARD-DUVERNAY (Claude), à partir du 6 mai 1978.
5e		JULIA (Didier).

78 YVELINES

1re	MM.	BOURSON (Pierre).
2e		PERICARD (Michel).
3e		ROCARD (Michel).
4e		LAURIOL (Marc).
5e		PINTE (Etienne).
6e		WAGNER (Robert).
7e		RIBES (Pierre), jusqu'au 5 décembre 1980, nommé membre du Gouvernement.
		COUMEL (Christian), à partir du 6 décembre 1980.
8e		ABOUT (Nicolas).

Circonscription

79 SEVRES (DEUX-)

1re	MM.	GAILLARD (René).
2e		FOUCHIER (Jacques), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
		PINEAU (Jean), à partir du 7 mai 1978.
3e		BROCHARD (Albert).

80 SOMME

1re	MM.	GREMETZ (Maxime).
2e		MASSOUBRE (Jean-Louis).
3e		COUILLET (Michel).
4e	Mme	LEBLANC (Chantal).
5e	M.	AUDINOT (André).

81 TARN

1re	MM.	BILLOUX (André) décédé le 9 octobre 1980.
		BERNARD (Pierre), à partir du 10 octobre 1980.
2e		LIMOUZY (Jacques), jusqu'au 6 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
		DONNADIEU (Louis), à partir du 7 mai 1978.
3e		PISTRE (Charles).

82 TARN-ET-GARONNE

1re	MM.	BONHOMME (Jean).
2e		BAYLET (Jean-Michel).

83 VAR

1re	MM.	HAUTECŒUR (Alain).
2e		LEOTARD (François).
3e		ARRECKX (Maurice).
4e		PAECHT (Arthur).

84 VAUCLUSE

1re	M.	TADDEI (Dominique).
2e	M.	CHARRETIER (Maurice), jusqu'au 4 août 1979, nommé membre du Gouvernement.
	Mme	SIGNOURET (Marie-Magdeleine), à partir du 5 août 1979.
3e		MARIN (Fernand).

Circonscription

85 VENDEE

1re . . MM. CAILLAUD (Paul).
2e . . FORENS (André).
3e . . MAUGER (Pierre).
4e . . ANSQUER (Vincent).

86 VIENNE

1re . . MM. SANTROT (Jacques).
2e . . ABELIN (Jean-Pierre).
3e . . LEPERCQ (Arnaud).

87 VIENNE (HAUTE-)

1re . . Mme CONSTANS (Hélène).
2e . . MM. RIGOUT (Marcel).
3e . . JOUVE (Jacques).

88 VOSGES

1re . . MM. SEGUIN (Philippe).
2e . . PIERRET (Christian).
3e . . BRAUN (Gérard).
4e . . VOILQUIN (Hubert).

89 YONNE

1re . . MM. SOISSON (Jean-Pierre), jusqu'au 5 mai 1978, nommé membre du Gouvernement.
MASSON (Marc), à partir du 6 mai 1978.
2e . . DESPRAT (Michel).
3e . . PIOT (Jacques) décédé le 2 septembre 1980.
MERCIER (André), à partir du 3 septembre 1980.

90 TERRITOIRE DE BELFORT

1re . . MM. CHEVENEMENT (Jean-Pierre).
2e . . FORNI (Raymond).

91 ESSONNE

1re . . MM. COMBRISSON (Roger).
2e . . PONS (Bernard).
3e . . JUQUIN (Pierre).
4e . . VIZET (Robert).

Circonscription

92 HAUTS-DE-SEINE

1re . . MM. BRUNHES (Jacques).
2e . . TRANCHANT (Georges).
3e . . FRELAUT (Dominique).
4e . . JANS (Parfait).
5e . . DEPREZ (Charles-Gérard).
6e . . Mmes d'HARCOURT (Florence).
7e . . FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline).
8e . . MM. BAUMEL (Jacques).
9e . . LABBE (Claude).
10e . . GORSE (Georges).
11e . . DUCOLONE (Guy).
12e . . FONTENEAU (Jean).
13e . . GINOUX (Henri).

93 SEINE-SAINT-DENIS

1re . . Mme FOST (Paulette).
2e . . MM. ZARKA (Pierre).
3e . . RALITE (Jack).
4e . . NILES (Maurice).
5e . . GOUHIER (Roger).
6e . . Mme CHONAVEL (Jacqueline).
7e . . MM. ODRU (Louis).
8e . . BALLANGER (Robert) décédé le 26 janvier 1981.
ASENSI (François), à partir du 27 janvier 1981.
9e . . GOUTMANN (Marie-Thérèse) élection annulée le 7 juin 1978. Réélue le 23 juillet 1978.

94 VAL-DE-MARNE

1re . . MM. MARCHAIS (Georges).
2e . . FITERMAN (Charles).
3e . . GOSNAT (Georges).
4e . . FRANCESCHI (Joseph).
5e . . BEAUMONT (Jean-Louis).
6e . . NUNGESSER (Roland).
7e . . VIVIEN (Robert-André).
8e . . KALINSKY (Maxime.

95 VAL-D'OISE

1re . . MM. RICHARD (Alain).
2e . . DELALANDE (Jean-Pierre).
3e . . MONTDARGENT (Robert).
4e . . PETIT (André).
5e . . CANACOS (Henry).

II. - DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Circonscription

GUADELOUPE

1re . . MM. MOUSTACHE (José).
2e . . MAXIMIN (Mariani).
3e . . GUILLIOD (Raymond).

GUYANE

M. RIVIEREZ (Hector).

Circonscription

MARTINIQUE

1re . . MM. PETIT (Camille).
2e . . CESAIRE (Aimé).
3e . . SABLE (Victor).

REUNION

1re . . MM. DEBRE (Michel).
2e . . FONTAINE (Jean).
3e . . LAGOURGUE (Pierre).

III. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

M. PLANTEGENEST (Marc).

ILES WALLIS ET FUTUNA

M. BRIAL (Benjamin).

NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES

1re . . MM. PIDJOT (Roch).
2e . . LAFLEUR (Jacques).

POLYNESIE

1re . . MM. JUVENTIN (Jean).
2e . . FLOSSE (Gaston).

IV. - MAYOTTE

M. BAMANA (Younoussa).

II. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

A. - ELECTIONS

1. ANNULATIONS D'ELECTIONS

1. - 7 juin 1978. - Annulation de l'élection de Mme Marie-Thérèse Goutmann (Seine-Saint-Denis, 9e circonscription) [8 juin 1978] (p. 2693).

2. - 14 juin 1978. - Annulation de l'élection de M. André Célard (Gers, 2e circonscription) [13 juin 1978] (p. 2973).

3. - 28 juin 1978. - Annulation de l'élection de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (Meurthe-et-Moselle, 1re circonscription) [29 juin 1978] (p. 3635).

4. - 28 juin 1978. - Annulation de l'élection de M. Claude Wilquin (Pas-de-Calais, 4e circonscription) [29 juin 1978] (p. 3635).

5. - 12 juillet 1978. - Annulation de l'élection de M. Christian De la Malène (Paris, 16e circonscription) [14 juillet 1978] (p. 2833).

2. CONTESTATIONS D'OPERATIONS ELECTORALES (Décisions du conseil constitutionnel)

1. - Requête en contestation d'opérations électorales : Val-de-Marne (7e circonscription) : rejet [28 avril 1978] (p. 1466).

2. - Requête en contestation de l'ensemble des opérations électorales du 12 mars 1978 : rejet [28 avril 1978] (p. 1466, 1467).

3. - Requête en contestation de l'ensemble des opérations électorales du 12 mars 1978 : rejet [28 avril 1978] (p. 1466, 1467).

4. - Requête en contestation de l'ensemble des opérations électorales du 12 mars 1978 : rejet [28 avril 1978] (p. 1467).

5. - Requête en contestation d'opérations électorales : Bouches-du-Rhône (2e circonscription) : rejet [28 avril 1978] (p. 1467).

6. - Requête en contestation de certaines opérations électorales des 12 et 19 mars 1978 : rejet [28 avril 1978] (p. 1467).

7. - Requête en contestation d'opérations électorales : Paris (21e circonscription) : rejet [28 avril 1978] (p. 1467, 1468).

8. - Requête en contestation d'opérations électorales : Pyrénées-Atlantiques (1re circonscription) : rejet [28 avril 1978] (p. 1468).

9. - Requête en contestation d'opérations électorales : Yvelines (7e circonscription) : rejet [28 avril 1978] (p. 1468).

10. - Requête en contestation d'opérations électorales : Paris (25e circonscription) : rejet [28 avril 1978] (p. 1468, 1469).

11. - Requête en contestation d'opérations électorales : Mayotte : irrecevabilité [28 avril 1978] (p. 1469).

12. - Requête en contestation d'opérations électorales : Ille-et-Vilaine (4e circonscription) : prise d'acte d'un désistement de requête [11 mai 1978] (p. 1626).

13. - Requête en contestation d'opérations électorales : Val-de-Marne (1re circonscription) : rejet [11 mai 1978] (p. 1626).

14. - Requête en contestation d'opérations électorales : Haut-Rhin (3e circonscription) : rejet [11 mai 1978] (p. 1626).

15. - Requête en contestation d'opérations électorales : Rhône (13e circonscription) : rejet [11 mai 1978] (p. 1627).

16. - Requête en contestation d'opérations électorales : Yvelines (5e circonscrip-

tion) : rejet [11 mai 1978] (p. 1627).

17. - Requête en contestation d'opérations électorales : Bouches-du-Rhône (1re circonscription) : prise d'acte d'un désistement de requête [11 mai 1978] (p. 1628).

18. - Requête en contestation d'opérations électorales : Vaucluse (2e circonscription) : rejet [18 mai 1978] (p. 1846).

19. - Requête en contestation d'opérations électorales : Hauts-de-Seine (9e circonscription) : rejet [18 mai 1978] (p. 1846).

20. - Requête en contestation d'opérations électorales : Paris (23e circonscription) : rejet [18 mai 1978] (p. 1846).

21. - Requête en contestation d'opérations électorales : Puy-de-Dôme (1re circonscription) : rejet [18 mai 1978] (p. 1846).

22. - Requête en contestation d'opérations électorales : Bouches-du-Rhône (9e circonscription) : rejet [18 mai 1978] (p. 1847).

23. - Requête en contestation d'opérations électorales : Côte-d'Or (1re circonscription) : rejet [18 mai 1978] (p. 1848).

24. - Requête en contestation d'opérations électorales : Loiret (2e circonscription) : rejet [18 mai 1978] (p. 1848).

25. - Requête en contestation d'opérations électorales : Val-d'Oise (3e circonscription) : rejet [25 mai 1978] (p. 2072).

26. - Requête en contestation d'opérations électorales : Seine-Maritime (9e circonscription) : rejet [25 mai 1978] (p. 2073).

27. - Requête en contestation d'opérations électorales : Dordogne (4e circonscription) : rejet [25 mai 1978] (p. 2073).

28. - Requête en contestation d'opérations électorales : Cher (2e circonscription) : rejet [25 mai 1978] (p. 2074).

29. - Requête en contestation d'opérations électorales : Hauts-de-Seine (4e circonscription) : rejet [1er juin 1978] (p. 2415, 2416).

30. - Requête en contestation d'opérations électorales : Bouches-du-Rhône (3e circonscription) : rejet [1er juin 1978] (p. 2416).

31. - Requête en contestation d'opérations électorales : Paris (29e circonscription) : rejet [8 juin 1978] (p. 2726).

32. - Requête en contestation d'opérations électorales : Somme (1re circonscription) : rejet [8 juin 1978] (p. 2726).

33. - Requête en contestation d'opérations électorales : Vendée (2e circonscription) : rejet [8 juin 1978] (p. 2727).

34. - Requête en contestation d'opérations électorales : Indre-et-Loire (2e circonscription) : rejet [8 juin 1978] (p. 2727).

35. - Requête en contestation d'opérations électorales : Seine-Saint-Denis (9e circonscription) : annulation de l'élection de Mme Marie-Thérèse Goutmann [8 juin 1978] (p. 2727).

36. - Requête en contestation d'opérations électorales : Paris (31e circonscription) : rejet [8 juin 1978] (p. 2727, 2728).

37. - Requête en contestation d'opérations électorales : Gironde (5e circonscription) : rejet [8 juin 1978] (p. 2728).

38. - Requête en contestation d'opérations électorales : Paris (2e circonscription) : rejet [15 juin 1978] (p. 3002, 3003).

39. - Requête en contestation d'opérations électorales : Gers (2e circonscription) : annulation de l'élection de M. André Cellard [15 juin 1978] (p. 3003).

40. - Requête en contestation d'opérations électorales : Val-de-Marne (8e circonscription) : rejet [15 juin 1978] (p. 3003, 3004).

41. - Requête en contestation d'opérations électorales : Saint-Pierre-et-Miquelon : rejet [15 juin 1978] (p. 3004, 3005).

42. - Requête en contestation d'opérations électorales : Haute-Corse : rejet [15 juin 1978] (p. 3005, 3006).

43. - Requête en contestation d'opérations électorales : Corse-du-Sud (2e circonscription) : rejet [22 juin 1978] (p. 3342, 3343).

44. - Requête en contestation d'opérations électorales : Moselle (1re circonscription) : rejet [22 juin 1978] (p. 3343, 3344).

45. - Requête en contestation d'opérations électorales : Hérault (1re circonscription) : rejet [22 juin 1978] (p. 3344).

46. - Requête en contestation d'opérations électorales : Pas-de-Calais (4e circonscription) : annulation de l'élection de M. Claude Wilquin [29 juin 1978] (p. 3635, 3648).

47. - Requête en contestation d'opérations électorales : La Réunion (3e circonscription) : rejet [29 juin 1978] (p. 3648).

48. - Requête en contestation d'opérations électorales : La Réunion (1re circonscrip-

tion) : rejet [29 juin 1978] (p. 3649).

49. - Requête en contestation d'opérations électorales : La Réunion (2e circonscription) : rejet [29 juin 1978] (p. 3649, 3650).

50. - Requête en contestation d'opérations électorales : Guadeloupe (1re circonscription) : rejet [29 juin 1978] (p. 3650).

51. - Requête en contestation d'opérations électorales : Meurthe-et-Moselle (1re circonscription) : annulation de l'élection de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber [29 juin 1978] (p. 3635, 3651).

52. - Requête en contestation d'opérations électorales : Martinique (1re circonscription) : rejet [11 juillet 1978] (p. 2766, 2767).

53. - Requête en contestation d'opérations électorales : Haute-Corse (1re circonscription) : rejet [11 juillet 1978] (p. 2767, 2768).

54. - Requête en contestation d'opérations électorales : Martinique (2e circonscription) : rejet [16 juillet 1978] (p. 2840, 2841).

55. - Requête en contestation d'opérations électorales : Guadeloupe (2e circonscription) : rejet [16 juillet 1978] (p. 2841, 2842).

56. - Requête en contestation d'opérations électorales : Eure (3e circonscription) : rejet [16 juillet 1978] (p. 2842, 2843).

57. - Requête en contestation d'opérations électorales : Paris (16e circonscription) : annulation de l'élection de M. Christian de La Malène [16 juillet 1978] (p. 2843, 2844).

58. - Requête en contestation d'opérations électorales : Cantal (1re circonscription) : rejet [22 janvier 1980] (p. 307).

59. - Requête en contestation d'opérations électorales : Gironde (4e circonscription) : rejet [22 janvier 1980] (p. 308).

3. ELECTIONS PARTIELLES

1. - 23 juillet 1978. - Seine-Saint-Denis (9e circonscription) : élection de Mme Marie-Thérèse Goutmann [*J.O.* du 26 juillet 1978] (p. 2919) (1).

2. - 20 août 1978. - Gers (2e circonscription) : élection de M. André Cellard [*J.O.* du 24 août 1978] (p. 3106) (1).

3. - 10 septembre 1978. - Pas-de-Calais (2e circonscription) : élection de M. Claude Wilquin [*J.O.* du 15 septembre 1978] (p. 3285) (1).

4. - 24 septembre 1978. - Meurthe-et-Moselle (1re circonscription) : élection de M. Yvon Tondon [*J.O.* du 27 septembre 1978] (p. 3398) (1).

5. - 1er octobre 1978. - Paris (16e circonscription) : élection de Mme Edwige Avice [*J.O.* du 3 octobre 1978] (p. 3450) (1).

6. - 30 novembre 1980. - Ain (3e circonscription) : élection de M. Noël Ravassard (2) ; Ardèche (2e circonscription) : élection de M. Régis Perbet (2) ; Aveyron (2e circonscription) : élection de M. Jean Rigal (3) ; Cantal (1re circonscription) : élection de M. René Souchon (4) ; Dordogne (2e circonscription) : élection de M. Michel Suchod (2) ; Doubs (3e circonscription) : élection de M. Roland Vuillaume (2) ; Gironde (4e circonscription) : élection de M. Pierre Garmendia (2) [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839).

7. - 18 janvier 1981. - Eure (4e circonscription) : élection de M. Jacques Tailleur [*J.O.* du 21 janvier 1981] (p. 299) (2).

4. DEPUTES ELUS SENATEURS

Elections sénatoriales du 28 septembre 1980 : MM. Edgar Faure, Philippe Madrelle, Michel Manet, René Tomasini, Henri Torre, Guy de La Verpillière [*J.O.* du 2 octobre 1980] (p. 2288).

B. - DEPUTES DECEDES EN COURS DE MANDAT

1. - M. Henri Lucas (Pas-de-Calais, 11e circonscription), décédé le 30 juillet 1977 [*J.O.* du 1er août 1978] (p. 2967).

2. - M. Alexandre Bolo (Loire-Atlantique, 1re circonscription), décédé le 17 juillet 1980 [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1837).

3. - M. Jacques Piot (Yonne, 3e circonscription), décédé le 2 septembre 1980 [*J.O.* du 4 septembre 1980] (p. 2095).

4. - M. André Billoux (Tarn, 1re circonscription), décédé le 9 octobre 1980 [*J.O.* du 10 octobre 1980] (p. 2363).

5. - M. Georges Klein (Bas-Rhin, 4e circonscription), décédé le 18 octobre 1980 [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

---

(1) A la suite d'une annulation d'élection par le Conseil constitutionnel.

(2) Remplacement d'un député élu sénateur.

(3) Remplacement du médiateur.

(4) Remplacement d'un député démissionnaire.

6. - M. Henri Lavielle (Landes, 2e circonscription), décédé le 27 octobre 1980 [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504).

7. - M. Robert Ballanger (Seine-Saint-Denis, 8e circonscription), décédé le 26 janvier 1981 [*J.O.* du 27 janvier 1981] (p. 347).

8. - M. René de Branche (Mayenne, 3e circonscription), décédé le 15 avril 1981 [*J.O.* du 17 avril 1981] (p. 1100).

C. - DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

TROISIEME GOUVERNEMENT DE M. RAYMOND BARRE

Premier ministre :

Décret du 3 avril 1978 [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1483) : M. Raymond Barre. Cessation de son mandat de député le 3 mai 1978 et remplacement [*J.O.* du 6 mai 1978] (p. 1989) [9 mai 1978] (p. 1495, 1512).

Ministres :

Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539) : MM. Alain Peyrefitte, Christian Bonnet, Yvon Bourges, Robert Boulin, Robert Galley, Maurice Papon, Michel d'Ornano, Pierre Méhaignerie, Joël Le Theule, Jacques Barrot, Jean-François Deniau, Jean-Pierre Soisson, Jean-Philippe Lecat. Cessation de leur mandat de député le 5 mai 1978, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) [9 mai 1978] (p. 1485, 1512, 1513).

Décret du 4 juillet 1979 [*J.O.* du 5 juillet 1979] (p. 1614) : M. Maurice Charretier. Cessation de son mandat de député le 4 août 1979, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 7 août 1979] (p. 2010).

Décret du 2 octobre 1980 [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295) : M. Michel Cointat. Cessation de son mandat de député le 2 novembre 1980, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568).

Secrétaires d'Etat :

Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539) : Norbert Segard, Maurice Plantier. Cessation de leur mandat de député le 5 mai 1978, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) [9 mai 1978] (p. 1485, 1512, 1513).

Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571) : Jacques Dominati, Jacques Limouzy, Paul Dijoud, Marc Bécam, Olivier Stirn, Jacques Legendre, François Delmas, Jacques Fouchier. Cessation de leur mandat de député le 6 mai 1978, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2013) [9 mai 1978] (p. 1495, 1513).

Décret du 11 septembre 1978 [*J.O.* du 12 septembre 1978] (p. 3250) : Jean-Paul Mourot, Pierre Bernard-Reymond. Cessation de leur mandat de député le 11 octobre 1978, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 12 octobre 1978] (p. 5977).

Décret du 2 octobre 1980 [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295) : M. Rémy Montagne. Cessation de son mandat de député le 2 novembre 1980, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568).

Décret du 5 novembre 1980 [*J.O.* du 6 novembre 1980] (p. 2582) : M. Pierre Ribes. Cessation de son mandat de député le 5 décembre 1980, à minuit, et remplacement [*J.O.* du 7 décembre 1980] (p. 2893).

PREMIER GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

Premier ministre :

Décret du 21 mai 1981 [*J.O.* du 22 mai 1981] (p. 1622) : M. Pierre Mauroy.

Ministres :

Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630) : MM. Gaston Defferre, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, André Labarrère, Maurice Faure, André Chandernagor, Jean-Pierre Cot, Charles Hernu, Laurent Fabius, Alain Savary, Pierre Joxe, André Delelis, Jean Auroux, Louis Mermaz, Mme Edwige Avice, MM. Georges Fillioud, Michel Crépeau, Louis Le Pensec, Louis Mexandeau, Jean Laurain.

Secrétaires d'Etat :

Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631) : MM. Henri Emmanuelli, François Autain, Joseph Franceschi, André Cellard, Georges Lemoine, François Abadie.

D. - DEMISSIONS DE DEPUTES

1. - M. Robert Fabre [*J.O.* du 24 septembre 1980] (p. 2215), en raison de sa nomination comme médiateur.

2. - M. Augustin Chauvet [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2303).

3. - M. François Mitterrand [*J.O.* du 21 mai 1981] (p. 1619), en raison de son élection à la Présidence de la République.

III. - LES ORGANES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

A. - BUREAUX DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. BUREAU D'AGE

1978

Président : M. Dassault (Marcel) [3 avril 1978] (p. 1095).

Secrétaires : MM. Barnier (Michel), Abelin (Jean-Pierre), Beix (Roland), Evin (Claude), Zarka (Pierre), Mancel (Jean-François) [3 avril 1978] (p. 1096).

1979

Secrétaires : MM. Barnier (Michel), Abelin (Jean-Pierre), Beix (Roland), Evin (Claude), Zarka (Pierre), Mancel (Jean-François) [2 avril 1979] (p. 2165).

1980

Secrétaires : MM. Barnier (Michel), Abelin (Jean-Pierre), Beix (Roland), Evin (Claude), Mancel (Jean-François), About (Nicolas) [2 avril 1980] (p. 87).

1981

Secrétaires : MM. Abelin (Jean-Pierre), Beix (Roland), Evin (Claude), Zarka (Pierre), Pervenche (Dominique), About (Nicolas) [2 avril 1981] (p. 2).

2. BUREAU

1978

Scrutins pour l'élection du président de l'Assemblée nationale :

Est élu : M. Chaban-Delmas (Jacques) [3 avril 1978] (p. 1096, 1097).

Nomination des six vice-présidents : MM. La Combe (René), Brocard (Jean), Fillioud (Georges), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Stasi (Bernard), Huguet (Roland).

Nomination des trois questeurs : MM. Corrèze (Roger), Morellon (Jean), Bayou (Raoul).

Nomination des douze secrétaires : MM. Bardol (Jean), Bonnet (Alain), Bozzi (Jean), Brial (Benjamin), Brochard (Albert), Dousset (Maurice), Goldberg (Pierre), Michel (Henri), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Mme Porte (Jeannine), MM. Raynal (Pierre), Visse (René) [5 avril 1978] (p. 1109 et 1110).

Démission d'un secrétaire [20 juin 1978] (p. 3233) : M. Bozzi (Jean).

Nomination d'un secrétaire : M. Pinte (Etienne [22 juin 1978] (p. 3345).

Vacance d'un poste de vice-président à la suite de l'annulation de l'élection de Mme Goutmann par décision du Conseil constitutionnel du 7 juin 1978 [*J.O.* du 8 juin 1978] (p. 2693).

Nomination d'un vice-président : Mme Goutmann (Marie-Thérèse) [3 octobre 1978] (p. 5486).

1979

Nomination des six vice-présidents : MM. Pasquini (Pierre), Brocard (Jean), Gau (Jacques-Antoine), Hermier (Guy), Stasi (Bernard), Bêche (Guy) [2 avril 1979] (p. 2166).

Nomination des trois questeurs : MM. Corrèze (Roger), Morellon (Jean), Bayou (Raoul) [2 avril 1979] (p. 2166).

Nomination des douze secrétaires : MM. Abadie (François), Brochard (Albert), Brunhes (Jacques), Chaminade (Jacques), Dousset (Maurice), Mme Fost (Paulette), MM. Guilliod (Raymond), Lepercq (Arnaud), Pierre-Bloch

(Jean-Pierre), Séguin (Philippe), Vacant (Edmond), Visse (René) [2 avril 1979] (p. 2166).

1980

Nomination des six vice-présidents : MM. Riviérez (Hector), Brocard (Jean), Delehedde (André), Villa (Lucien), Stasi (Bernard), Lagorce (Pierre) [2 avril 1980] (p. 88).

Nomination des trois questeurs : MM. Corrèze (Roger), Bégault (Jean), Bayou (Raoul) [2 avril 1980] (p. 88).

Nomination des douze secrétaires : MM. Brunhes (Jacques), Fabre (Robert-Félix), Giacomi (Pierre), Goulet (Daniel), Hamel (Emmanuel), Hautecœur (Alain), Jouve (Jacques), Julien (Raymond), Mme Leblanc (Chantal), MM. Mancel (Jean-François), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Tassy (Marcel) [2 avril 1980] (p. 88).

1981

Nomination des six vice-présidents : MM. Bonhomme (Jean), Brocard (Jean), Nucci (Christian), Mme Privat (Colette), MM. Stasi (Bernard), Richard (Alain) [2 avril 1981] (p. 3).

Nomination des trois questeurs : MM. Corrèze (Roger), Bégault (Jean), Bayou (Raoul) [2 avril 1981] (p. 3).

Nomination des douze secrétaires : MM. Baylet (Jean-Michel), Boucheron (Jean-Michel), Brial (Benjamin), Brunhes (Jacques), Deschamps (Bernard), Fabre (Robert-Félix), Hage (Georges), Hamel (Emmanuel), Jouve (Jacques), Lataillade (Pierre), Lepercq (Arnaud), Pierre-Bloch (Jean-Pierre) [2 avril 1981] (p. 3).

3. DELEGATIONS DU BUREAU

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Membres : MM. Alduy (Paul), Bégault (Jean), Bordu (Gérard), Cointat (Michel), Cot (Jean-Pierre), Deniau (Xavier), Feit (René), Hautecœur (Alain), Krieg (Pierre-Charles), Laurain (Jean), Ligot (Maurice), Liogier (Albert), Marette (Jacques), Mayoud (Alain), Porcu (Antoine), Soury (André), Tomasini (René), Wilquin (Claude) [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Donnent leur démission de membre de cette délégation :

M. Marette (Jacques) [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3129) ;

M. Alduy (Paul) [*J.O.* du 13 décembre 1979] (p. 3149) ;

M. Krieg (Pierre-Charles) [*J.O.* du 22 décembre 1979] (p. 3252).

Deviennent membres de cette délégation :

M. Devaquet (Alain) [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3169) ;

M. Fenech (Roger) [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3205) ;

M. Godfrain (Jacques) [*J.O.* du 14 mars 1980] (p. 723).

MM. Revet (Charles) en remplacement de M. Bégault (Jean), démissionnaire [*J.O.* du 8 mai 1980] (p. 1155) ; Schneiter (Jean-Louis), en remplacement de M. Fenech (Roger), démissionnaire [*J.O.* du 5 juin 1980] (p. 1385) ; Lauriol (Marc), en remplacement de M. Cointat (Michel), nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568) ; Lepercq (Arnaud), en remplacement de M. Tomasini (René), élu sénateur [*J.O.* du 26 novembre 1980] (p. 2756).

Bureau provisoire : [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2617) :

Président : M. Cointat (Michel).

Membres du bureau : MM. Bégault (Jean), Feit (René), Hautecœur (Alain), Porcu (Antoine).

Bureau : [*J.O.* du 1er novembre 1979] (p. 2725) :

Président : M. Cointat (Michel).

Vice-présidents : MM. Bégault (Jean), Liogier (Albert), Hautecœur (Alain), Porcu (Antoine).

Secrétaires : MM. Feit (René), Wilquin (Claude).

Modification du bureau : [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2769) :

Président : M. Lauriol (Marc).

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES PROBLEMES DEMOGRAPHIQUES

Membres : MM. Andrieux (Maurice), Autain (François), Mme Avice (Edwige), MM. Briane (Jean), Delaneau (Jean), Delong (Jacques), Fonteneau (Jean), Mmes Fraysse-Caza-

lis (Jacqueline), Jacq (Marie), M. Léger (Alain), Mme Missoffe (Hélène), MM. Montagne (Rémy), Neuwirth (Lucien), Pinte (Etienne), Schvartz (Julien) [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906) ; M. Bourson (Pierre-Alexandre), en remplacement de M. Montagne (Rémy), nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 5 novembre 1980] (p. 2579).

Bureau : *président :* Mme Missoffe (Hélène) ; *vice-présidents :* M. Fonteneau (Jean), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline).

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LA RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

Membres : MM. Boinvilliers (Jean), Fillioud (Georges), Mme Moreau (Louise), MM. Ralite (Jack), Stasi (Bernard) [27 avril 1978] (p. 1404).

Bureau : *président :* M. Boinvilliers (Jean) ; *vice-présidents :* Mme Moreau (Louise), M. Ralite (Jack).

Renouvellements du bureau :

[*J.O.* du 22 novembre 1979] (p. 2893).

Vice-présidents : Mme Moreau (Louise), MM. Boinvilliers (Jean), Fillioud (Georges).

[*J.O.* du 20 novembre 1980] (p. 2700) :

Président : M. Boinvilliers (Jean).

Vice-présidents : Mme Moreau (Louise), M. Ralite (Jack).

B. - COMMISSIONS

COMMISSIONS PERMANENTES

1. - COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES FAMILIALES ET SOCIALES

1978

Membres [J.O. du 6 avril 1978] (p. 1565) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Andrieu (Maurice), Andrieux (Maurice), Audinot (André), Autain (François), Bapt (Gérard), Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Beaumont (Jean-Louis), Bêche (Guy), Beix (Roland), Benoît (René), Berger (Henry), Besson (Louis), Blanc (Jacques), Boinvilliers (Jean), Bolo (Alexandre), Bonhomme (Jean), Bord (André), Boulay (Daniel), Braun (Gérard), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brunhes (Jacques), Caillaud (Paul), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Charles (Serge), Chirac (Jacques), Mme Chonavel (Jacqueline), MM. Comiti (Joseph), Delalande (Jean-Pierre), Delaneau (Jean), Delehedde (André), Delong (Jacques), Deniau (Jean-François), Derosier (Bernard), Dugoujon (Frédéric), Durr (André), Evin (Claude), Falala (Jean), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fenech (Roger), Fillioud (Georges), Florian (Roland), Fonteneau (Jean), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Gascher (Pierre), Gau (Jacques-Antoine), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Giacomi (Pierre-Paul), Gissinger (Antoine), Guilliod (Raymond), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Héraud (Robert), Mme Jacq (Marie), MM. Juquin (Pierre), Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lagourgue (Pierre), Laurain (Jean), Laurent (André), Mme Leblanc (Chantal), MM. Le Cabellec (Yves), Legendre (Jacques), Léger (Alain), Legrand (Joseph), Leïzour (François), Le Meur (Daniel), Léotard (François), Le Pensec (Louis), Lepercq (Arnaud), Leroy (Roland), Le Theule (Joël), Madelin (Alain), Mancel (Jean-François), Marchais (Georges), Masquère (Maurice), Mexandeau (Louis), Millet (Gilbert), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Morellon (Jean), Narquin (Jean), Nilès (Maurice), Papon (Maurice), Pasty (Jean-Claude), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Peyrefitte (Alain), Pignion (Lucien), Pinte (Etienne), Pistre (Charles), Plantier (Maurice), de Préaumont (Jean), Mme Privat (Colette), MM. Prouvost (Pierre), Ralite (Jack), Renard (Roland), Richard (Lucien), Saint-Paul (André), Santrot (Jacques), Schneiter (Jean-Louis), Sourdille (Jacques),

Tassy (Marcel), Taugourdeau (Martial), Tourné (André), Vacant (Edmond), Voilquin (Hubert), Zarka (Pierre), Zeller (Adrien).

Bureau : président : M. Berger (Henry) ; vice-présidents : MM. Briane (Jean), Caille (René), Delaneau (Jean), Gissinger (Antoine) ; secrétaires : MM. Bayard (Henri), Bolo (Alexandre), Fuchs (Jean-Paul), Péricard (Michel) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Deviennent membres de cette commission : MM. Jagoret (Pierre) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589) ; Moulle (Henri) [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052) ; Delfosse (Georges) [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2086) ; Fabre (Robert-Félix) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106) ; Fourneyron (Roger) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106) ; Delhalle (Jacques) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Donnadieu (Louis) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Eymard-Duvernay (Claude) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Gérard (Alain) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Pailler (René) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Pringalle (Claude) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Mme Chavatte (Angèle) [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745).

Cessent d'appartenir à cette commission : Mme Jacq (Marie) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589) ; MM. Barrot (Jacques) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Deniau (Jean-François) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Le Theule (Joël) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Papon (Maurice) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Peyrefitte (Alain) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Plantier (Maurice) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Legendre (Jacques) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Haby (René) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Chaban-Delmas (Jacques) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Juquin (Pierre) [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745).

1979

Membres [J.O. du 3 avril 1979] (p. 756) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Andrieu (Maurice), Andrieux (Maurice), Audinot (André), Autain (François), Bapt (Gérard), Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Baridon (Jean), Bayard (Henri), Beaumont (Jean-Louis), Bêche (Guy), Beix (Roland), Benoît (René), Berger (Henry), Besson (Louis), Blanc (Jacques), Boinvilliers (Jean), Bolo (Alexandre), Bonhomme (Jean), Bord (André), Boulay (Daniel), Braun (Gérard), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brunhes (Jacques), Caillaud (Paul), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Charles (Serge), Mme Chavatte (Angèle), M. Chirac (Jacques), Mme Chonavel (Jacqueline), MM. Comiti (Joseph), Delalande (Jean-Pierre), Delaneau (Jean), Delehedde (André), Delfosse (Georges), Delhalle (Jacques), Delong (Jacques), Derosier (Bernard), Donnadieu (Louis), Dugoujon (Frédéric), Durr (André), Evin (Claude), Eymard-Duvernay (Claude), Falala (Jean), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fenech (Roger), Fillioud (Georges), Florian (Roland), Fonteneau (Jean), Fourneyron (Roger), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gascher (Pierre), Gau (Jacques-Antoine), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gérard (Alain), Gissinger (Antoine), Guilliod (Raymond), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Héraud (Robert), Mme Jacq (Marie), MM. Laborde (Jean), Lagourgue (Pierre), Laurain (Jean), Laurent (André), Mme Leblanc (Chantal), MM. Le Cabellec (Yves), Léger (Alain), Legrand (Joseph), Leïzour (François), Le Meur (Daniel), Léotard (François), Le Pensec (Louis), Leroy (Roland), Liogier (Albert), Madelin (Alain), Mancel (Jean-François), Marchais (Georges), Masquère (Maurice), Mexandeau (Louis), Millet (Gilbert), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Morellon (Jean), Moulle (Henri), Narquin (Jean), Nilès (Maurice), Pailler (René), Pasty (Jean-Claude), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pidjot (Roch), Pignion (Lucien), Pinte (Etienne), Pistre (Charles), de Préaumont (Jean), Pringalle (Claude), Mme Privat (Colette), MM. Prouvost (Pierre), Ralite (Jack), Renard (Roland), Richard (Lucien), Santrot (Jacques), Schneiter (Jean-Louis), Sourdille (Jacques), Tassy (Marcel), Taugourdeau (Martial), Tourné (André), Vacant (Edmond), Voilquin (Hubert), Zarka (Pierre), Zeller (Adrien). Un poste laissé vacant par le groupe socialiste.

Bureau : président : M. Berger (Henry) ; vice-présidents : MM. Briane (Jean), Caille (René), Delaneau (Jean), Gissinger (Antoine) ; secrétaires : MM. Bayard (Henri), Bolo (Alexandre), Delong (Jacques), Fuchs (Jean-Paul) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Madelin (Alain) [*J.O.* du 18 juillet 1979] (p. 1879).

Deviennent membres de cette commission : MM. Jagoret (Pierre) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771) ; Mme Signouret (Marie-Magdeleine) [*J.O.* du 9 août 1979] (p. 2019).

1980

Membres [J.O. du 3 avril 1980] (p. 842) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Andrieu (Maurice), Andrieux (Maurice), Arreckx (Maurice), Audinot (André), Autain (François), Bapt (Gérard), Mme Barbera (Myriam), MM. Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Baridon (Jean), Bayard (Henri), Beaumont (Jean-Louis), Bêche

(Guy), Benoît (René), Berger (Henry), Besson (Louis), Blanc (Jacques), Boinvilliers (Jean), Bolo (Alexandre), Bonhomme (Jean), Bord (André), Boulay (Daniel), Braun (Gérard), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brunhes (Jacques), Caillaud (Paul), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Charles (Serge), Mme Chavatte (Angèle), M. Chirac (Jacques), Mme Chonavel (Jacqueline), MM. Comiti (Joseph), Delalande (Jean-Pierre), Delaneau (Jean), Delehedde (André), Delelis (André), Delfosse (Georges), Delhalle (Jacques), Delong (Jacques), Derosier (Bernard), Donnadieu (Louis), Dugoujon (Frédéric), Durr (André), Evin (Claude), Eymard-Duvernay (Claude), Falala (Jean), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fenech (Roger), Fillioud (Georges), Florian (Roland), Fonteneau (Jean), Fourneyron (Roger), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gascher (Pierre), Gau (Jacques-Antoine), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gérard (Alain), Gissinger (Antoine), Guilliod (Raymond), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Héraud (Robert), Mme Jacq (Marie), MM. Laborde (Jean), Lagourgue (Pierre), Laurain (Jean), Laurent (André), Mme Leblanc (Chantal), MM. Le Cabellec (Yves), Léger (Alain), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Le Pensec (Louis), Leroy (Roland), Liogier (Albert), Mancel (Jean-François), Marchais (Georges), Masquère (Maurice), Mermaz (Louis), Mexandeau (Louis), Millet (Gilbert), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Morellon (Jean), Moulle (Henri), Narquin (Jean), Nilès (Maurice), Pailler (René), Pasty (Jean-Claude), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pidjot (Roch), Pignion (Lucien), Pinte (Etienne), Pistre (Charles), de Préaumont (Jean), Pringalle (Claude), Mme Privat (Colette), MM. Prouvost (Pierre), Ralite (Jack), Renard (Roland), Richard (Lucien), Santrot (Jacques), Schneiter (Jean-Louis), Mme Signouret (Marie-Magdeleine), MM. Sourdille (Jacques), Tassy (Marcel), Taugourdeau (Martial), Tourné (André), Vacant (Edmond), Voilquin (Hubert), Zarka (Pierre), Zeller (Adrien).

Bureau : président : M. Berger (Henry) ; vice-présidents : MM. Briane (Jean), Caille (René), Delaneau (Jean), Gissinger (Antoine) ; secrétaires : MM. Bayard (Henri), Bolo (Alexandre), Delong (Jacques), Fuchs (Jean-Paul) [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857). M. Péricard (Michel) en remplacement de M. Bolo (Alexandre, décédé [*J.O.* du 24 octobre 1980] (p. 2477).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Delelis (André) [*J.O.* du 24 mai 1980] (p. 1298) ; Chirac (Jacques), Schneiter (Jean-Louis) [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348) ; Mermaz (Louis) [*J.O.* du 9 octobre 1980] (p. 2358) ; Besson (Louis), Pistre (Charles) [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405) ; Pringalle (Claude) [*J.O.* du 18 octobre 1980] (p. 2437).

Deviennent membres de cette commission : MM. Pesce (Rodolphe) [*J.O.* du 24 mai 1980] (p. 1298) ; Mercier (André), Pervenche (Dominique) [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348) ; Bernard (Pierre) [*J.O.* du 24 octobre 1980] (p. 2477) ; Gengenwin (Germain) [*J.O.* du 1er novembre 1980] (p. 2561) ; Pénicaut (Jean-Pierre) [*J.O.* du 7 novembre 1980] (p. 2604) ; Ravassard (Noël) [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839) ; Coumel (Christian) [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2920).

1981

Membres [J.O. du 3 avril 1981] (p. 939) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Andrieu (Maurice), Andrieux (Maurice), Arreckx (Maurice), Audinot (André), Autain (François), Bamana (Younoussa), Bapt (Gérard), Mme Barbera (Myriam), MM. Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Baridon (Jean), Bayard (Henri), Bêche (Guy), Benoît (René), Berger (Henry), Bernard (Pierre), Blanc (Jacques), Boinvilliers (Jean), Bonhomme (Jean), Boulay (Daniel), Braun (Gérard), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brunhes (Jacques), Caillaud (Paul), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Charles (Serge), Mmes Chavatte (Angèle), Chonavel (Jacqueline), MM. Comiti (Joseph), Coumel (Christian), Delalande (Jean-Pierre), Delaneau (Jean), Delehedde (André), Delfosse (Georges), Delhalle (Jacques), Delong (Jacques), Derosier (Bernard), Donnadieu (Louis), Dugoujon (Frédéric), Durr (André), Evin (Claude), Eymard-Duvernay (Claude), Falala (Jean), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fenech (Roger), Fillioud (Georges), Fonteneau (Jean), Fourneyron (Roger), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gascher (Pierre), Gau (Jacques-Antoine), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Gérard (Alain), Gissinger (Antoine), Guilliod (Raymond), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Héraud (Robert), Mme Jacq (Marie), MM. Laborde (Jean), Lagourgue (Pierre), Lataillade (Pierre), Laurain (Jean), Laurent (André), Mme Leblanc (Chantal), MM. Le Cabellec (Yves), Léger (Alain), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Le Pensec (Louis), Leroy (Roland), Mancel (Jean-François), Marchais (Georges), Mercier (André), Mexandeau (Louis), Millet (Gilbert), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Morellon (Jean), Moulle (Henri), Narquin (Jean), Nilès (Maurice), Pailler (René), Pasty (Jean-Claude), Pénicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Per-

venche (Dominique), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Pidjot (Roch), Pignion (Lucien), Pinte (Etienne), de Préaumont (Jean), Mme Privat (Colette), MM. Prouvost (Pierre), Ralite (Jack), Ravassard (Noël), Renard (Roland), Rigal (Jean), Santrot (Jacques), Mme Signouret (Marie-Magdeleine), MM. Sourdille (Jacques), Tassy (Marcel), Taugourdeau (Martial), Tourné (André), Vacant (Edmond), Voilquin (Hubert), Zarka (Pierre), Zeller (Adrien).

Bureau : président : M. Berger (Henry) ; vice-présidents : MM. Briane (Jean), Caille (René), Delaneau (Jean), Gissinger (Antoine) ; secrétaires : MM. Bayard (Henri), Delong (Jacques), Fuchs (Jean-Paul), Péricard (Michel) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

2. - COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

1978

Membres [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) : MM. About (Nicolas), Ansart (Gustave), Arreckx (Maurice), Ballanger (Robert), Baumel (Jacques), Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Caro (Jean-Marie), Chandernagor (André), Cot (Jean-Pierre), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Defferre (Gaston), Delatre (Georges), Deniau (Xavier), Deschamps (Bernard), Mlle Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Druon (Maurice), Duraffour (Paul), Ehrmann (Charles), Fabre (Robert), Faure (Maurice), Feït (René), Ferretti (Henri), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Gauthier (Marceau), Gorse (Georges), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guidoni (Pierre), Harcourt (François d'), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Hunault (Xavier), Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Labarrère (André), Lemoine (Georges), Lipkowski (Jean-Noël de), Malaud (Philippe), Malène (Christian de la), Marcus (Claude-Gérard), Marin (Fernand), Médecin (Jacques), Mermaz (Louis), Mitterrand (François), Montdargent (Robert), Muller (Emile), Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Odru (Louis), Péronnet (Gabriel), Pianta (Georges), Riviérez (Hector), Sablé (Victor), Ségard (Norbert), Seitlinger (Jean), Stirn (Olivier), Vivien (Alain).

Bureau : président : M. Couve de Murville (Maurice) ; vice-présidents : MM. Frédéric-Dupont (Edouard), Feït (René), Seitlinger (Jean) ; secrétaires : MM. Deniau (Xavier), Ferretti (Henri), Marcus (Claude-Gérard) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Ségard (Norbert) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Stirn (Olivier) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Mme Goutmann (Marie-Thérèse) [*J.O.* du 9 juin 1978] (p. 2317) ; MM. Malène (Christian de la) [*J.O.* du 15 juin 1978] (p. 2377) ; Fabre (Robert) [*J.O.* du 29 septembre 1978] (p. 3418) ; Bocquet (Alain) [*J.O.* du 30 septembre 1978] (p. 3428).

Deviennent membres de cette commission : MM. Masson (Marc) [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2086) ; Maigret (Bertrand de) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106) ; Baridon (Jean) [*J.O.* du 26 mai 1978] (p. 2192) ; Roux (Claude) [*J.O.* du 15 juin 1978] (p. 2377) ; Gremetz (Maxime) [*J.O.* du 30 septembre 1978] (p. 3428) ; Mme Goutmann (Marie-Thérèse) [*J.O.* du 5 octobre 1978] (p. 3481).

1979

Membres [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756) : MM. Ansart (Gustave), Arreckx (Maurice), Ballanger (Robert), Baumel (Jacques), Billoux (André), Bordu (Gérard), Caro (Jean-Marie), Chandernagor (André), Cot (Jean-Pierre), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Defferre (Gaston), Delatre (Georges), Deniau (Xavier), Deschamps (Bernard), Mlle Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Druon (Maurice), Duraffour (Paul), Ehrmann (Charles), Fabre (Robert), Fabre (Robert-Félix), Faure (Maurice), Feït (René), Ferretti (Henri), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Gauthier (Marceau), Gorse (Georges), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Gremetz (Maxime), Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guidoni (Pierre), Harcourt (François d'), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lemoine (Georges), Lipkowski (Jean-Noël de), Maigret (Bertrand de), Malaud (Philippe), Marcus (Claude-Gérard), Marin (Fernand), Masson (Marc), Médecin (Jacques), Mermaz (Louis), Mitterrand (François), Montdargent (Robert), Muller (Emile), Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Odru (Louis), Péronnet (Gabriel), Pianta (Georges), Riviérez (Hector), Roux (Claude), Sablé (Victor), Saint-Paul (André), Seitlinger (Jean), Sudreau (Pierre), Vivien (Alain).

Bureau : président : M. Couve de Murville (Maurice) ; vice-présidents : MM. Feït (René), Frédéric-Dupont (Edouard), Seitlinger (Jean) ; démission de M. Seitlinger (Jean) [*J.O.* du 5 octobre 1979] (p. 2540) ; nomination de M. Sudreau (Pierre) [*J.O.* du 12 octobre 1979] (p. 2553) ; secrétaires : MM. Deniau (Xavier), Ferretti (Henri), Guermeur (Guy) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771).

1980

Membres [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) : MM. Ansart (Gustave), Ballanger (Robert), Bamana (Younoussa), Baumel (Jacques), Billoux (André), Bordu (Gérard), Caro (Jean-Marie), Chandernagor (André), Cot (Jean-Pierre), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Defferre (Gaston), Delatre (Georges), Deniau (Xavier), Deschamps (Bernard), Mlle Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Druon (Maurice), Duraffour (Paul), Ehrmann (Charles), Fabre (Robert), Fabre (Robert-Félix), Faure (Maurice), Feït (René), Ferretti (Henri), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Gauthier (Marceau), Gorse (Georges), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Gremetz (Maxime), Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guidoni (Pierre), Harcourt (François d'), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Joxe (Pierre), Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lemoine (Georges), Lipkowski (Jean-Noël de), Maigret (Bertrand de), Malaud (Philippe), Marcus (Claude-Gérard), Marin (Fernand), Masson (Marc), Médecin (Jacques), Mitterrand (François), Montdargent (Robert), Muller (Emile), Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Odru (Louis), Péronnet (Gabriel), Pianta (Georges), Roux (Claude), Sablé (Victor), Saint-Paul (André), Seitlinger (Jean), Sudreau (Pierre), Vivien (Alain).

Bureau : président : M. Couve de Murville (Maurice) ; vice-présidents : MM. Feït (René), Frédéric-Dupont (Edouard), Sudreau (Pierre) ; secrétaires : MM. Ferretti (Henri), Guermeur (Guy), Marcus (Claude-Gérard) [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. de Maigret (Bertrand) [*J.O.* du 4 octobre 1980] (p. 2317) ; Souchon (René) [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

Deviennent membres de cette commission : MM. Labarrère (André) [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405) ; Léotard (François) [*J.O.* du 1er novembre 1980] (p. 2561) ; Souchon (René) [*J.O.* du 4 décembre 1980] (p. 2853) ; Suchod (Michel) [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

1981

Membres [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939) : MM. Asensi (François), Baumel (Jacques), Beaumont (Jean-Louis), Bord (André), Bordu (Gérard), Caro (Jean-Marie), Chandernagor (André), Cot (Jean-Pierre), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Defferre (Gaston), Delatre (Georges), Deniau (Xavier), Deschamps (Bernard), Mlle Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Druon (Maurice), Duraffour (Paul), Fabre (Robert-Félix), Faure (Maurice), Feït (René), Ferretti (Henri), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Gauthier (Marceau), Gorse (Georges), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Gremetz (Maxime), Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guidoni (Pierre), Harcourt (François d'), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Joxe (Pierre), Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Labarrère (André), Leizour (François), Lemoine (Georges), Léotard (François), Lipkowski (Jean-Noël de), Malaud (Philippe), Marcus (Claude-Gérard), Marin (Fernand), Masson (Marc), Médecin (Jacques), Mitterrand (François), Montdargent (Robert), Muller (Emile), Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Odru (Louis), Péronnet (Gabriel), Petit (André), Pianta (Georges), Roux (Claude), Sablé (Victor), Saint-Paul (André), Seitlinger (Jean), Suchod (Michel), Sudreau (Pierre), Vivien (Alain).

Bureau : président : M. Couve de Murville (Maurice) ; vice-présidents : MM. Feït (René), Frédéric-Dupont (Edouard), Sudreau (Pierre) ; secrétaires : MM. Ferretti (Henri), Guermeur (Guy), Marcus (Claude-Gérard) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

3. - COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

1978

Membres [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) : MM. Abadie (François), Aumont (Robert), Bechter (Jean-Pierre), Bénouville (Pierre de), Berest (Eugène), Bernard-Reymond (Pierre), Beucler (Jean-Jacques), Bigeard (Marcel), Bourgois (Irénée), Bouvard (Loïc), Bozzi (Jean), Branger (Jean-Guy), Cabanel (Guy), Cambolive (Jacques), Cattin-Bazin (Maurice), Chinaud (Roger), Corrèze (Roger), Crenn (Jean), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Darras (Henri), Deprez (Charles), Deschamps (Henri), Dominati (Jacques), Galley (Robert), Girardot (Pierre), Goulet (Daniel), Granet (Paul), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hardy (Francis), Hermier (Guy), Hernu (Charles), Huyghues des Etages (Jacques), Jourdan (Emile), Klein (Georges), La Combe (René), Lancien (Yves), Laurent (Paul), Lavédrine (Jacques), Lavielle (Henri), Lazzarino (Georges), Le Drian (Jean-Yves), Ligot (Maurice), Liogier (Albert), Maillet (Raymond), Maton (Albert), Mauger (Pierre), Mourot (Jean-Paul), Paecht (Arthur), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Raynal (Pierre), Rolland (Hector), Roux (Claude), Sainte-Marie (Michel), Servan-Schreiber (Jean-Jacques), Tomasini (René), Tourrain (Raymond), Vial-Massat (Théo), Visse (René).

Bureau : président : M. Bigeard (Marcel) ; vice-présidents : MM. Daillet (Jean-Marie), Tourrain (Raymond), Mourot (Jean-Paul) (1), Lancien (Yves) (2) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Bouvard (Loïc), Paecht (Arthur) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Deviennent membres de cette commission : MM. Papet (Marcel) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Thomas (Abel) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Poujade (Robert) [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2119) ; Chaban-Delmas (Jacques) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Devaquet (Alain) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Malène (Christian de la) [*J.O.* du 15 juin 1978] (p. 2377) ; Mme Avice (Edwige) [*J.O.* du 5 octobre 1978] (p. 3481) ; MM. Serre (René) [*J.O.* du 19 octobre 1978] (p. 3619) ; Thibault (Jean) [*J.O.* du 10 novembre 1978] (p. 3813).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Roux (Claude) [*J.O.* du 28 avril 1978] (p. 1891) ; Galley (Robert) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Dominati (Jacques) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Raynal (Pierre) [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052) ; Ligot (Maurice) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Chaban-Delmas (Jacques) [*J.O.* du 27 mai 1978] (p. 2202) ; Malène (Christian de la) [*J.O.* du 14 juillet 1978] (p. 2833).

1979

Membres [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757) : MM. Abadie (François), Aumont (Robert), Mme Avice (Edwige), MM. Bechter (Jean-Pierre), Bénouville (Pierre de), Berest (Eugène), Bernard (Jean), Beucler (Jean-Jacques), Bigeard (Marcel), Bourgois (Irénée), Bouvard (Loïc), Bozzi (Jean), Branger (Jean-Guy), Cabanel (Guy), Cattin-Bazin (Maurice), Chinaud (Roger), Corrèze (Roger), Crenn (Jean), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Darras (Henri), Deprez (Charles), Deschamps (Henri), Devaquet (Alain), Giacomi (Pierre-Paul), Girardot (Pierre), Goulet (Daniel), Granet (Paul), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hardy (Francis), Hermier (Guy), Hernu (Charles), Huyghues des Etages (Jacques), Jourdan (Emile), Klein (Georges), La Combe (René), Lancien (Yves), Laurent (Paul), Lavédrine (Jacques), Lavielle (Henri), Lazzarino (Georges), Le Drian (Jean-Yves), Maillet (Raymond), Maton (Albert), Mauger (Pierre), Paecht (Arthur), Papet (Marcel), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Poujade (Robert), Rolland (Hector), Sainte-Marie (Michel), Serres (René), Thomas (Abel), Tomasini (René), Tourrain (Raymond), Vial-Massat (Théo), Visse (René). Deux postes laissés vacants par le groupe du RPR.

Bureau : président : M. Bigeard (Marcel) ; vice-présidents : MM. Daillet (Jean-Marie), Tomasini (René), Tourrain (Raymond) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Bouvard (Loïc), Paecht (Arthur) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Devaquet (Alain) [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Devient membre de cette commission : M. Faure (Edgar) [*J.O.* du 7 décembre 1979] (p. 3088).

1980

Membres [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) : MM. Abadie (François), Aumont (Robert), Mme Avice (Edwige), MM. Bechter (Jean-Pierre), Bénouville (Pierre de), Berest (Eugène), Bernard (Jean), Beucler (Jean-Jacques), Bigeard (Marcel), Bourgois (Irénée), Bouvard (Loïc), Bozzi (Jean), Branger (Jean-Guy), Cabanel (Guy), Cattin-Bazin (Maurice), Chinaud (Roger), Corrèze (Roger), Crenn (Jean), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Darras (Henri), Deprez (Charles), Deschamps (Henri), Faure (Edgar), Giacomi (Pierre), Girardot (Pierre), Goulet (Daniel), Granet (Paul), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hardy (Francis), Hermier (Guy), Hernu (Charles), Huyghues des Etages (Jacques), Jourdan (Emile), Klein (Georges), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Laurent (Paul), Lavédrine (Jacques), Lavielle (Henri), Lazzarino (Georges), Le Drian (Jean-Yves), Maillet (Raymond), Maton (Albert), Mauger (Pierre), Paecht (Arthur), Papet (Marcel), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Poujade (Robert), Riviérez (Hector), Rolland (Hector), Sainte-Marie (Michel), Serres (René), Thomas (Abel), Tomasini (René), Tourrain (Raymond), Vial-Massat (Théo), Visse (René).

Bureau : président : M. Bigeard (Marcel) ; vice-présidents : MM. Daillet (Jean-Marie), Lancien (Yves), Tomasini (René) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Bouvard (Loïc), Paecht (Arthur) [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857) ; vice-président : M. Tourrain (Raymond) [*J.O.* du 9 octobre 1980] (p. 2358).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Pesce (Rodolphe) [*J.O.* du 24 mai 1980] (p. 1298) ; Bourgois (Irénée) [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467).

Deviennent membres de cette commission : MM. Delelis (André) [*J.O.* du 24 mai 1980]

(1) Démission de M. Mourot (Jean-Paul) [*J.O.* du 19 septembre 1978] (p. 3339).

(2) [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3508), en remplacement de M. Mourot.

(p. 1298) ; Wargnies (Claude) [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467) ; Garmendia (Pierre) [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839) ; Rigal (Jean) [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

1981

Membres [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939) : MM. Abadie (François), Aumont (Robert), Mme Avice (Edwige), MM. Bechter (Jean-Pierre), Bénouville (Pierre de), Berest (Eugène), Bernard (Jean), Beucler (Jean-Jacques), Bigeard (Marcel), Bouvard (Loïc), Bozzi (Jean), Branger (Jean-Guy), Cabanel (Guy), Cattin-Bazin (Maurice), Chinaud (Roger), Corrèze (Roger), Crenn (Jean), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Darras (Henri), Delelis (André), Deprez (Charles), Deschamps (Henri), Garmendia (Pierre), Giacomi (Pierre), Girardot (Pierre), Goulet (Daniel), Granet (Paul), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hardy (Francis), Hermier (Guy), Hernu (Charles), Huyghues des Etages (Jacques), Jourdan (Emile), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Laurent (Paul), Lavédrine (Jacques), Lazzarino (Georges), Le Drian (Jean-Yves), Madrelle (Bernard), Maillet (Raymond), Maton (Albert), Mauger (Pierre), Paecht (Arthur), Papet (Marcel), Poujade (Robert), Richard (Lucien), Riviérez (Hector), Rolland (Hector), Rufenacht (Antoine), Sainte-Marie (Michel), Serres (René), Tailleur (Jacques), Thomas (Abel), Tourrain (Raymond), Vial-Massat (Théo), Visse (René), Wargnies (Claude).

Bureau : président : M. Bigeard (Marcel) ; vice-présidents : MM. Daillet (Jean-Marie), Lancien (Yves), Tourrain (Raymond) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Bouvard (Loïc), Paecht (Arthur) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

4. - COMMISSION DES FINANCES, DE L'ECONOMIE GENERALE ET DU PLAN

1978

Membres [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) : MM. Alduy (Paul), Ansquer (Vincent), Aubert (François d'), Bas (Pierre), Benoist (Daniel), Bisson (Robert), Bonnet (Alain), Chaminade (Jacques), Chauvet (Augustin), Chevènement (Jean-Pierre), Combrisson (Roger), Cornet (Pierre), Coulais (Claude), Crépeau (Michel), Cressard (Jacques), Delmas (François), Denvers (Albert), Fabius (Laurent), Faure (Edgar), Féron (Jacques), Fiterman (Charles), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Ginoux (Henri), Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Hamel (Emmanuel), Icart (Fernand), Jans (Parfait), Jouve (Jacques), Joxe (Pierre), Le Tac (Joël), Madrelle (Philippe), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Mayoud (Alain), Mesmin (Georges), Montagne (Rémy), Mme Moreau (Gisèle), MM. Neuwirth (Lucien), Nucci (Christian), Pierret (Christian), Pons (Bernard), Pourchon (Maurice), Ribes (Pierre), Rieubon (René), Rocard (Michel), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rossi (André), Royer (Jean), Sallé (Louis), Savary (Alain), Sprauer (Germain), Sudreau (Pierre), Taddei (Dominique), Tissandier (Maurice), Torre (Henri), Vivien (Robert-André), Vizet (Robert), Voisin (André-Georges).

Bureau : président : M. Vivien (Robert-André) ; rapporteur général : M. Icart (Fernand) ; vice-présidents : MM. Ginoux (Henri), Sallé (Louis), Tissandier (Maurice) ; secrétaires : MM. Cornet (Pierre), Ribes (Pierre), Voisin (André-Georges) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Delmas (François) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Ansquer (Vincent) [*J.O.* du 25 mai 1978] (p. 2185).

Deviennent membres de cette commission : MM. Ligot (Maurice) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Dehaine (Arthur) [*J.O.* du 25 mai 1978] (p. 2185).

1979

Changements intervenus entre le 1er janvier et le 1er avril 1979 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Chaminade (Jacques) [*J.O.* du 7 mars 1979] (p. 532).

Devient membre de cette commission : M. Bardol (Jean) [*J.O.* du 7 mars 1979] (p. 532).

Membres [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757) : MM. Alduy (Paul), Alphandery (Edmond), Aubert (François d'), Bardol (Jean), Bas (Pierre), Benoist (Daniel), Bisson (Robert), Bonnet (Alain), Branche (René de), Chauvet (Augustin), Chevènement (Jean-Pierre), Combrisson (Roger), Cornet (Pierre), Coulais (Claude), Crépeau (Michel), Cressard (Jacques), Dehaine (Arthur), Denvers (Albert), Emmanuelli (Henri), Fabius (Laurent), Faure (Edgar), Féron (Jacques), Fiterman (Charles), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Ginoux (Henri), Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Hamel (Emmanuel), Icart (Fernand), Jans (Parfait), Jouve (Jacques), Joxe (Pierre), Le Tac (Joël),

Ligot (Maurice), Madrelle (Philippe), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Mesmin (Georges), Montagne (Rémy), Mme Moreau (Gisèle), MM. Neuwirth (Lucien), Pierret (Christian), Pons (Bernard), Pourchon (Maurice), Ribes (Pierre), Rieubon (René), Rocard (Michel), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rossi (André), Royer (Jean), Sallé (Louis), Savary (Alain), Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tissandier (Maurice), Torre (Henri), Vivien (Robert-André), Vizet (Robert), Voisin (André-Georges).

Bureau : président : M. Vivien (Robert-André) ; rapporteur général : M. Icart (Fernand) ; vice-présidents : MM. Ginoux (Henri), Ribes (Pierre), Tissandier (Maurice) ; secrétaires : MM. Cornet (Pierre), Fossé (Roger), Voisin (André-Georges) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Faure (Edgar) [*J.O.* du 2 octobre 1979] (p. 2462).

Devient membre de cette commission : M. Devaquet (Alain) [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

1980

Membres [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) : MM. Alduy (Paul), Alphandery (Edmond), Aubert (François d'), Auroux (Jean), Bardol (Jean), Bas (Pierre), Benoist (Daniel), Bisson (Robert), Bonnet (Alain), Branche (René de), Chauvet (Augustin), Chevènement (Jean-Pierre), Combrisson (Roger), Cornet (Pierre), Coulais (Claude), Crépeau (Michel), Cressard (Jacques), Dehaine (Arthur), Denvers (Albert), Devaquet (Alain), Emmanuelli (Henri), Fabius (Laurent), Féron (Jacques), Fiterman (Charles), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Ginoux (Henri), Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Hamel (Emmanuel), Icart (Fernand), Jans (Parfait), Jouve (Jacques), Le Tac (Joël), Ligot (Maurice), Madrelle (Philippe), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Mesmin (Georges), Montagne (Rémy), Mme Moreau (Gisèle), MM. Neuwirth (Lucien), Pierret (Christian), Pons (Bernard), Pourchon (Maurice), Ribes (Pierre), Rieubon (René), Rocard (Michel), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rossi (André), Royer (Jean), Sallé (Louis), Savary (Alain), Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tissandier (Maurice), Torre (Henri), Vivien (Robert-André), Vizet (Robert), Voisin (André-Georges).

Bureau : président : M. Vivien (Robert-André) ; rapporteur général : M. Icart (Fernand) ; vice-présidents : MM. Fossé (Roger), Ginoux (Henri), Tissandier (Maurice) ; secrétaires : MM. Cornet (Pierre), Féron (Jacques), Sallé (Louis) [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Montagne (Rémy) [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348).

Deviennent membres de cette commission : MM. de Maigret (Bertrand) [*J.O.* du 4 octobre 1980] (p. 2317) ; Schneiter (Jean-Louis) [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348) ; Wilquin (Claude) [*J.O.* du 11 octobre 1980] (p. 2376) ; de Gastines (Henri) [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405) ; Boyon (Jacques) [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2910).

1981

Membres [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939) : MM. Alduy (Paul), Alphandery (Edmond), Aubert (François d'), Auroux (Jean), Bardol (Jean), Bas (Pierre), Benoist (Daniel), Bisson (Robert), Bonnet (Alain), Boyon (Jacques), Branche (René de), Chevènement (Jean-Pierre), Combrisson (Roger), Cornet (Pierre), Coulais (Claude), Crépeau (Michel), Cressard (Jacques), Dehaine (Arthur), Denvers (Albert), Devaquet (Alain), Emmanuelli (Henri), Fabius (Laurent), Féron (Jacques), Fiterman (Charles), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Gastines (Henri de), Ginoux (Henri), Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Icart (Fernand), Jans (Parfait), Jouve (Jacques), Le Tac (Joël), Ligot (Maurice), Maigret (Bertrand de), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Mesmin (Georges), Mme Moreau (Gisèle), MM. Neuwirth (Lucien), Pierret (Christian), Pons (Bernard), Pourchon (Maurice), Rieubon (René), Rocard (Michel), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rossi (André), Royer (Jean), Sallé (Louis), Savary (Alain), Schneiter (Jean-Louis), Souchon (René), Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tissandier (Maurice), Vivien (Robert-André), Vizet (Robert), Voisin (André-Georges), Wilquin (Claude).

Bureau : président : M. Vivien (Robert-André) ; rapporteur général : M. Icart (Fernand) ; vice-présidents : MM. Fossé (Roger), Ginoux (Henri), Tissandier (Maurice) ; secrétaires : MM. Cornet (Pierre), Féron (Jacques), Sallé (Louis) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Devient membre de cette commission : M. Hamel (Emmanuel) [*J.O.* du 24 avril 1981] (p. 1155).

5. - COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LEGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE DE LA REPUBLIQUE

1978

Membres [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) : MM. Alphandery (Edmond), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Bamana (Younoussa), Barthe (Jean-Jacques), Baudouin (Henri), Bourson (Pierre-Alexandre), Brial (Benjamin), Bustin (Georges), Cellard (André), Césaire (Aimé), Charretier (Maurice), Chasseguet (Gérard), Mme Constans (Hélène), MM. Dehaine (Arthur), Dhinnin (Claude), Dijoud (Paul), Douffiagues (Jacques), Dudebout (Hubert), Ducoloné (Guy), Dupilet (Dominique), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Franceschi (Joseph), Garcin (Edmond), Garrouste (Marcel), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gremetz (Maxime), Guichard (Olivier), Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Juventin (Jean), Kalinsky (Maxime), Krieg (Pierre-Charles), Lagorce (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Limouzy (Jacques), Longuet (Gérard), Maigret (Bertrand de), Maisonnat (Louis), Masson (Jean-Louis), Massot (François), Mauroy (Pierre), Messmer (Pierre), Millon (Charles), Ornano (Michel d'), Pasquini (Pierre), Pidjot (Roch), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Piot (Jacques), Poperen (Jean), Richard (Alain), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Tiberi (Jean), Villa (Lucien), Wargnies (Claude).

Bureau : président : M. Foyer (Jean) ; vice-présidents : MM. Baudouin (Henri), Charretier (Maurice), Piot (Jacques) ; secrétaires : MM. Aurillac (Michel), Bourson (Pierre-Alexandre), Sauvaigo (Pierre) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Ornano (Michel d') [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Soisson (Jean-Pierre) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Dijoud (Paul) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Limouzy (Jacques) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Maigret (Bertrand de) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106) ; Dehaine (Arthur) [*J.O.* du 25 mai 1978] (p. 2185) ; Cellard (André) [*J.O.* du 16 juin 1978] (p. 2399) ; Dupilet (Dominique) [*J.O.* du 14 septembre 1978] (p. 3273) ; Gremetz (Maxime) [*J.O.* du 30 septembre 1978] (p. 3428) ; Bocquet (Alain) [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745).

Deviennent membres de cette commission : MM. Raynal (Pierre) [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052) ; Richomme (Jacques) [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2086) ; Lepeltier (Antoine) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Ansquer (Vincent) [*J.O.* du 25 mai 1978] (p. 2185) ; Marchand (Philippe) [*J.O.* du 14 septembre 1978] (p. 3273) ; Bocquet (Alain) [*J.O.* du 30 septembre 1978] (p. 3428) ; Cellard (André) [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3508) ; Juquin (Pierre) [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745).

1979

Membres [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757) : MM. About (Nicolas), Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Bamana (Younoussa), Barthe (Jean-Jacques), Baudouin (Henri), Bourson (Pierre-Alexandre), Brial (Benjamin), Bustin (Georges), Cellard (André), Césaire (Aimé), Charretier (Maurice), Chasseguet (Gérard), Mme Constans (Hélène), MM. Dhinnin (Claude), Douffiagues (Jacques), Dudebout (Hubert), Ducoloné (Guy), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Franceschi (Joseph), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Guichard (Olivier), Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Hunault (Xavier), Juquin (Pierre), Juventin (Jean), Kalinsky (Maxime), Koehl (Emile), Krieg (Pierre-Charles), Labarrère (André), Lagorce (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Lepeltier (Antoine), Lepercq (Arnaud), Longuet (Gérard), Maisonnat (Louis), Marchand (Philippe), Masson (Jean-Louis), Massot (François), Mathieu (Gilbert), Mauroy (Pierre), Messmer (Pierre), Millon (Charles), Pasquini (Pierre), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Piot (Jacques), Poperen (Jean), Raynal (Pierre), Richard (Alain), Richomme (Jacques), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Tiberi (Jean), Villa (Lucien), Wargnies (Claude).

Bureau : président : M. Foyer (Jean) ; vice-présidents : MM. Piot (Jacques), Baudouin (Henri), Charretier (Maurice) [4 avril 1979] (p. 772), Bourson (Pierre-Alexandre) [*J.O.* du 3 octobre 1979] (p. 2475) (en remplacement de M. Charretier nommé membre du Gouvernement) ; secrétaires : MM. Aurillac (Michel), Bourson (Pierre-Alexandre), Sauvaigo (Pierre) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), M. Douffiagues (Jacques) [*J.O.* du 5 octobre 1979] (p. 2503) (en remplacement de M. Bourson (Pierre-Alexandre), nommé vice-président).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Bamana (Younoussa) [*J.O.* du 27 mai 1979] (p. 1237) ; Mathieu (Gilbert) [*J.O.* du 17 novembre 1979] (p. 2857).

Deviennent membres de cette commission : MM. Madelin (Alain) [*J.O.* du 9 août 1979] (p. 2019) ; Colombier (Henri) [*J.O.* du 25 septembre 1979] (p. 2390).

1980

Membres [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) : MM. About (Nicolas), Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Barthe (Jean-Jacques), Baudouin (Henri), Bourson (Pierre-Alexandre), Brial (Benjamin), Bustin (Georges), Cellard (André), Césaire (Aimé), Chasseguet (Gérard), Colombier (Henri), Mme Constans (Hélène), MM. Dhinnin (Claude), Douffiagues (Jacques), Dudebout (Hubert), Ducoloné (Guy), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Franceschi (Joseph), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Guichard (Olivier), Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Juquin (Pierre), Juventin (Jean), Kalinsky (Maxime), Koehl (Emile), Krieg (Pierre-Charles), Labarrère (André), La Combe (René), Lagorce (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Léotard (François), Lepeltier (Antoine), Longuet (Gérard), Madelin (Alain), Maisonnat (Louis), Marchand (Philippe), Masson (Jean-Louis), Massot (François), Mauroy (Pierre), Messmer (Pierre), Millon (Charles), Pasquini (Pierre), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Piot (Jacques), Poperen (Jean), Raynal (Pierre), Richard (Alain), Richomme (Jacques), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Tiberi (Jean), Villa (Lucien), Wargnies (Claude).

Bureau : président : M. Foyer (Jean) ; vice-présidents : MM. Baudouin (Henri), Bourson (Pierre-Alexandre), Piot (Jacques) ; secrétaires : MM. Aurillac (Michel), Douffiagues (Jacques), Sauvaigo (Pierre) [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857) ; vice-président : M. Krieg (Pierre-Charles), en remplacement de M. Piot (Jacques) [*J.O.* du 30 octobre 1980] (p. 2532).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Labarrère (André) [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405 ; Wargnies (Claude) [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467) ; Léotard (François) [*J.O.* du 1er novembre 1980] (p. 2561).

Deviennent membres de cette commission : MM. Besson (Louis) [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405) ; Bourgois (Irénée) [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467).

1981

Membres [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939) : MM. About (Nicolas), Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Barthe (Jean-Jacques), Baudouin (Henri), Besson (Louis), Bourgois (Irénée), Bourson (Pierre-Alexandre), Brial (Benjamin), Bustin (Georges), Cellard (André), Césaire (Aimé), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Colombier (Henri), Mme Constans (Hélène), MM. Dhinnin (Claude), Douffiagues (Jacques), Dudebout (Hubert), Ducoloné (Guy), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Franceschi (Joseph), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Guichard (Olivier), Hamel (Emmanuel), Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Juquin (Pierre), Juventin (Jean), Kalinsky (Maxime), Koehl (Emile), Krieg (Pierre-Charles), Lagorce (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Lepeltier (Antoine), Longuet (Gérard), Madelin (Alain), Maisonnat (Louis), Marchand (Philippe), Masson (Jean-Louis), Massot (François), Mauroy (Pierre), Messmer (Pierre), Millon (Charles), Pasquini (Pierre), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Poperen (Jean), Raynal (Pierre), Richard (Alain), Richomme (Jacques), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Tiberi (Jean), Tranchant (Georges), Villa (Lucien).

Bureau : président : M. Foyer (Jean) ; vice-présidents : MM. Baudouin (Henri), Bourson (Pierre-Alexandre), Krieg (Pierre-Charles) ; secrétaires : MM. Aurillac (Michel), About (Nicolas), Sauvaigo (Pierre) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Hamel (Emmanuel) [*J.O.* du 24 avril 1981] (p. 1155).

Devient membre de cette commission : M. Lestas (Roger) [*J.O.* du 9 mai 1981] (p. 1313).

6. - COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ECHANGES

1978

Membres [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) : MM. Auroux (Jean), Balmigère (Paul), Barnérias (René), Barnier (Michel), Bassot (Hubert), Baylet (Jean-Michel), Bayou (Raoul), Bécam (Marc), Mme Barbera (Myriam), MM. Bardol (Jean), Bégault (Jean), Bernard (Jean), Billardon (André), Billoux (André), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Bizet (Emile), Bonnet (Christian), Boucheron (Jean-Michel), Boulin (Robert), Bourges (Yvon), Bousch (Jean-Eric), Boyon (Jacques), Branche (René de), Brochard (Albert), Brugnon (Maurice), Canacos (Henri), Chazalon (André), Chénard (Alain), Clément (Pascal), Cointat (Michel), Colombier (Henri), Cornette (Maurice), Couderc (Pierre), Couepel Sébastien), Couillet (Michel), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delelis (André), Delprat (Michel), Depietri (César), Desanlis (Jean), Devaquat

(Alain), Dousset (Maurice), Durafour (Michel), Duroméa (André), Duroure (Roger), Dutard (Lucien), Emmanuelli (Henri), Fèvre (Charles), Forgues (Pierre), Mme Fost (Paulette), MM. Fouchier (Jacques), Gaillard (René), Gastines (Henri de), Girard (Gaston), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gouhier (Roger), Grussenmeyer (François), Haby (Charles), Hamelin (Xavier), Mme Horvath (Adrienne), MM. Houël (Marcel), Huguet (Roland), Inchauspé (Michel), Jagoret (Pierre), Jarosz (Jean), Jarrot (André), Labbé (Claude), Lafleur (Jacques), Lajoinie (André), Lataillade (Pierre), Laurissergues (Christian), Lecat (Jean-Philippe), Lucas Henri), Madrelle (Bernard), Malvy (Martin), Manet (Michel), Marchand (Philippe), Martin (Claude), Massoubre (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Maximin (Mariani), Méhaignerie (Pierre), Mellick (Jacques), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Monfrais (Pierre), Mme Moreau (Louise), MM. Moustache (José), Noir (Michel), Pernin (Paul), Petit (André), Petit (Camille), Plantegenest (Marc), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mme Porte (Jeannine), MM. Poujade (Robert), Proriol (Jean), Quilès (Paul), Raymond (Alex), Revet (Charles), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Rossinot (André), Rufenacht (Antoine), Ruffe (Hubert), Schvartz (Julien), Sénès (Gilbert), Soury André), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Verpillière (Guy de la), Vidal (Joseph), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre), Wilquin (Claude).

Bureau : président : M. Durafour (Michel) ; vice-présidents : MM. Cornette (Maurice), Hamelin (Xavier), Bégault (Jean), Branche (René de) ; secrétaires : MM. Chazalon (André), Proriol (Jean), Tranchant (Georges), Weisenhorn (Pierre) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Jagoret (Pierre) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589) ; Bonnet (Christian) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Boulin (Robert) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Bourges (Yvon) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Lecat (Jean-Philippe) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Méhaignerie (Pierre) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Bécam (Marc) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Fouchier (Jacques) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Poujade (Robert) [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2119) ; Devaquet (Alain) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Wilquin (Claude) [*J.O.* du 30 juin 1978] (p. 2542) ; Lucas (Henri) [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2967) ; Marchand (Philippe) [*J.O.* du 14 septembre 1978] (p. 3273) ; Mme Chavatte (Angèle) [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745).

Deviennent membres de cette commission : Mme (Jacq (Marie) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589) ; MM. Pineau (Jean-Paul) [*J.O.* du 10 mai 1978] (p. 2027) ; Kerguéris (Aimé) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2086) ; Drouet (Maurice) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Haby (René) [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107) ; Cazalet (Auguste) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; César (Gérard) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Dubreuil (René) [*J.O.* du 20 mai 1078] (p. 2146) ; Hamelin (Jean) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Jacob (Lucien) [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146) ; Dupilet (Dominique) [*J.O.* du 14 septembre 1978] (p. 3273) ; Mme Chavatte (Angèle) [*J.O.* du 30 septembre 1978] (p. 3428) ; MM. Tondon (Yvon) [*J.O.* du 5 octobre 1978] (p. 3481) ; Wilquin (Claude) [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3508) ; Bocquet (Alain) [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745).

1979

Changements intervenus entre le 1er janvier et le 1er avril 1979 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Bardol (Jean) [*J.O.* du 7 mars 1979] (p. 532).

Devient membre de cette commission : M. Chaminade (Jacques) [*J.O.* du 7 mars 1979] (p. 532).

Membres [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757) : MM. Auroux (Jean), Balmigère (Paul), Mme Barbera (Myriam), MM. Barnerias (René), Barnier (Michel), Bassot (Hubert), Baylet (Jean-Michel), Bayou (Raoul), Bégault (Jean), Billardon (André), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Bizet (Emile), Bocquet (Alain), Boucheron (Jean-Michel), Bousch (Jean-Eric), Boyon (Jacques), Brochard (Albert), Brugnon (Maurice), Canacos (Henri), Cazalet (Auguste), César (Gérard), Chaminade (Jacques), Chazalon (André), Chénard (Alain), Clément (Pascal), Cointat (Michel), Colombier (Henri), Cornette (Maurice), Couderc (Pierre), Couepel Sébastien), Couillet (Michel), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delelis (André), Delprat (Michel), Depietri (César), Desanlis (Jean), Dousset (Maurice), Drouet (Maurice), Dubreuil (René), Dupilet (Dominique), Durafour (Michel), Duroméa (André), Duroure (Roger), Dutard (Lucien), Fèvre (Charles), Fontaine (Jean), Forgues (Pierre), Mme Fost (Paulette), MM. Gaillard (René), Gastines (Henri de), Girard (Gaston), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gouhier (Roger), Grussenmeyer (François), Haby (Charles), Haby (René), Hamelin (Jean), Hamelin (Xavier), Mme Horwath (Adrienne), MM. Houël (Marcel), Huguet (Roland), Inchauspé (Michel), Jacob (Lucien), Jagoret (Pierre), Jarosz (Jean), Jarrot (André), Kergué-

ris (Aimé), Labbé (Claude), Lafleur (Jacques), Lajoinie (André), Lataillade (Pierre), Laurissergues (Christian), Madrelle (Bernard), Malvy (Martin), Manet (Michel), Martin (Claude), Massoubre (Jean-Louis), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Maximin (Mariani), Mayoud (Alain), Mellick (Jacques), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Monfrais (Pierre), Mme Moreau (Louise), MM. Moustache (José), Noir (Michel), Mucci (Christian), Pernin (Paul), Petit (André), Petit (Camille), Pineau (Jean), Plantegenest (Marc), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mme Porte (Jeannine), MM. Proriol (Jean), Quilès (Paul), Raymond (Alex), Revet (Charles), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Rossinot (André), Rufenacht (Antoine), Ruffe (Hubert), Schvartz (Julien), Sénès (Gilbert), Soury André), Thibault (Jean), Tondon (Yvon), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Verpillière (Guy de la), Vidal (Joseph), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre), Wilquin (Claude).

Bureau : président : M. Durafour (Michel) ; vice-présidents : MM. Bégault (Jean), Cornette (Maurice), Hamelin (Xavier), Mayoud (Alain) ; secrétaires : MM. Chazalon (André), Martin (Claude), Proriol (Jean), Weisenhorn (Pierre) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Jagoret (Pierre) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771) ; Colombier (Henri) [*J.O.* du 25 septembre 1979] (p. 2390).

Deviennent membres de cette commission : MM. Cambolive (Jacques) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771) ; Mathieu (Gilbert) [*J.O.* du 17 novembre 1979] (p. 2857).

1980

Membres [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) : MM. Balmigère (Paul), Barnérias (René), Barnier (Michel), Bassot (Hubert), Baylet (Jean-Michel), Bayou (Raoul), Bégault (Jean), Beix (Roland), Billardon (André), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Bizet (Emile), Bocquet (Alain), Boucheron (Jean-Michel), Bousch (Jean-Eric), Boyon (Jacques), Brochard (Albert), Brugnon (Maurice), Cambolive (Jacques), Canacos (Henri), Cazalet (Auguste), César (Gérard), Chaminade (Jacques), Chazalon (André), Chénard (Alain), Clément (Pascal), Cointat (Michel), Cornette (Maurice), Couderc (Pierre), Couepel Sébastien), Couillet (Michel), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delprat (Michel), Depietri (César), Desanlis (Jean), Drouet (Maurice), Dubreuil (René), Dupilet (Dominique), Durafour (Michel), Durouméa (André), Duroure (Roger), Dutard (Lucien), Fèvre (Charles), Forgues (Pierre), Mme Fost (Paulette), MM. Gaillard (René), Gastines (Henri de), Girard (Gaston), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gouhier (Roger), Grussenmeyer (François), Haby (Charles), Haby (René), Hamelin (Jean), Hamelin (Xavier), Mme Horwath (Adrienne), MM. Houël (Marcel), Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Inchauspé (Michel), Jacob (Lucien), Jagoret (Pierre), Jarosz (Jean), Jarrot (André), Kerguéris (Aimé), Labbé (Claude), Lajoinie (André), Lataillade (Pierre), Laurissergues (Christian), Leizour (François), Lepercq (Arnaud), Madrelle (Bernard), Malvy (Martin), Manet (Michel), Martin (Claude), Massoubre (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Maximin (Mariani), Mayoud (Alain), Mellick (Jacques), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Monfrais (Pierre), Mme Moreau (Louise), MM. Moustache (José), Noir (Michel), Nucci (Christian), Pernin (Paul), Petit (André), Petit (Camille), Pineau (Jean), Plantegenest (Marc), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mme Porte (Jeannine), MM. Proriol (Jean), Quilès (Paul), Raymond (Alex), Revet (Charles), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Rossinot (André), Rufenacht (Antoine), Ruffe (Hubert), Schvartz (Julien), Sénès (Gilbert), Soury André), Thibault (Jean), Tondon (Yvon), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Verpillière (Guy de la), Vidal (Joseph), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre), Wilquin (Claude).

Bureau : président : M. Durafour (Michel) ; vice-présidents : MM. Bégault (Jean), Cornette (Maurice), Hamelin (Xavier), Maoud (Alain) ; secrétaires : MM. Chazalon (André), Martin (Claude), Proriol (Jean), Weisenhorn (Pierre) [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857) ; vice-président : M. Bégault (Jean) démissionnaire, remplacé par M. Birraux (Claude) [*J.O.* du 8 mai 1980] (p. 1155).

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Wilquin (Claude) [*J.O.* du 11 octobre 1980] (p. 2376) ; Gastines (Henri de) [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405) ; Boyon (Jacques) [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2910) ; Suchod (Michel) [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

Deviennent membres de cette commission : MM. Mermaz (Louis) [*J.O.* du 9 octobre 1980] (p. 2358) ; Pistre (Charles) [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405) ; Pringalle (Claude) [*J.O.* du 18 octobre 1980] (p. 2437) ; Pontet (Philippe) [*J.O.* du 6 novembre 1980] (p. 2592) ; Le Ker (Paul) [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2769) ; Suchod (Michel) [*J.O.* du 4 décembre 1980] (p. 2853) ; Souchon (René) [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

1981

Membres [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939) : MM. Ansart (Gustave), Balmigère (Paul), Barnérias (René), Barnier (Michel), Bassot (Hubert), Baylet (Jean-Michel), Bayou (Raoul), Bégault (Jean), Beix (Roland), Billardon (André), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Bizet (Emile), Bocquet (Alain), Boucheron (Jean-Michel), Bousch (Jean-Eric), Brochard (Albert), Brugnon (Maurice), Cambolive (Jacques), Canacos (Henri), Cazalet (Auguste), César (Gérard), Chaminade (Jacques), Chazalon (André), Chénard (Alain), Clément (Pascal), Cornette (Maurice), Couderc (Pierre), Couepel (Sébastien), Couillet (Michel), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delprat (Michel), Depietri (César), Desanlis (Jean), Dousset (Maurice), Drouet (Maurice), Dubreuil (René), Dupilet (Dominique), Durafour (Michel), Duroméa (André), Duroure (Roger), Dutard (Lucien), Hermann (Charles), Fèvre (Charles), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Mme Fost (Paulette), MM. Gaillard (René), Girard (Gaston), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gouhier (Roger), Grussenmeyer (François), Haby (Charles), Haby (René), Hamelin (Jean), Hamelin (Xavier), Mme Horwath (Adrienne), MM. Houël (Marcel), Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Inchauspé (Michel), Jacob (Lucien), Jagoret (Pierre), Jarosz (Jean), Jarrot (André), Kerguéris (Aimé), Labbé (Claude), La Combe (René), Lajoinie (André), Laurissergues (Christian), Le Ker (Paul), Lepercq (Arnaud), Liogier (Albert), Malvy (Martin), Masquère (Maurice), Massoubre (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Maximin (Mariani), Mayoud (Alain), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Monfrais (Pierre), Mme Moreau (Louise), MM. Moustache (José), Noir (Michel), Nucci (Christian), Perbet (Régis), Pernin (Paul), Petit (Camille), Pineau (Jean), Pistre (Charles), Plantegenest (Marc), Pontet (Philippe), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mme Porte (Jeannine), MM. Pringalle (Claude), Proriol (Jean), Quilès (Paul), Raymond (Alex), Revet (Charles), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Rossinot (André), Ruffe (Hubert), Schvartz (Julien), Sénès (Gilbert), Soury André), Thibault (Jean), Tondon (Yvon), Valleix (Jean), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Bureau : président : M. Durafour (Michel) ; vice-présidents : MM. Birraux (Claude), Cornette (Maurice), Hamelin (Xavier), Mayoud (Alain) ; secrétaires : MM. Chazalon (André), Martin (Claude), Proriol (Jean), Weisenhorn (Pierre) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

COMMISSION SPECIALE CHARGEE DE VERIFIER ET D'APURER LES COMPTES

1978

Membres [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589) : MM. Aumont (Robert), Bas (Pierre), Braun (Gérard), Canacos (Henri), Dehaine (Arthur), Delehedde (André), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Forens (André), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Jouve (Jacques), Kalinski (Maxime), Peronet (Gabriel), Proriol (Jean).

Bureau : président : M. Deprez (Charles) ; vice-président : M. Bas (Pierre) ; secrétaire : M. Aumont (Robert) [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

1979

Membres [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786) : MM. Aumont (Robert), Bas (Pierre), Braun (Gérard), Canacos (Henri), Dehaine (Arthur), Delehedde (André), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Forens (André), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Jouve (Jacques), Kalinski (Maxime), Peronet (Gabriel), Proriol (Jean).

Bureau : président : M. Deprez (Charles) ; vice-président : M. Bas (Pierre) ; secrétaire : M. Aumont (Robert) [*J.O.* du 6 avril 1979] (p. 795).

1980

Membres [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893) : MM. Aumont (Robert), Bas (Pierre), Braun (Gérard), Canacos (Henri), Dehaine (Arthur), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Forens (André), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Kalinski (Maxime), Peronet (Gabriel), Porcu (Antoine), Proriol (Jean), Sénès (Gilbert).

Bureau : président : M. Deprez (Charles) ; vice-président : M. Bas (Pierre) [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857) ; secrétaire : M. Aumont (Robert) [*J.O.* du 21 novembre 1980] (p. 2716).

1981

Membres [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961) : MM. Aumont (Robert), Bas (Pierre), Braun (Gérard), Canacos (Henri), Dehaine (Arthur), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Forens (André), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Kalinski (Maxime), Peronet (Gabriel), Porcu (Antoine), Proriol (Jean), Sénès (Gilbert).

Bureau : président : M. Deprez (Charles) ; vice-président : M. Bas (Pierre) ; secrétaire : M. Aumont (Robert) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

COMMISSIONS SPECIALES CONSTITUEES

1. – Commission spéciale pour l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat, réglementant la publicité extérieure et les enseignes (n° 582) [24 octobre 1978] (p. 6539).

Voir ENVIRONNEMENT. 1.

2. – Commission spéciale pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [13 novembre 1978] (p. 7474).

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6.

3. – Commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau (n° 661) [14 novembre 1978] (p. 7588).

Voir EAU. 6.

4. – Commission spéciale pour l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689),

Voir IMPOTS LOCAUX. 2

et du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [21 novembre 1978] (p. 8092).

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2.

5. – Commission spéciale pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole (n° 1041) [10 mai 1979] (p. 3700).

Voir AGRICULTURE. 2.

6. – Commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution (n° 1641) portant mise en accusation, devant la Haute cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 (application de l'art. 160 du Règlement) [17 avril 1980] (p. 487).

Voir HAUTE COUR DE JUSTICE. 2.

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES CONSTITUEES

Voir 1. – ORGANISATION PROFESSIONNELLE. 1.
2. – PROCEDURE PENALE. 2.
3. – ETAT-CIVIL. 1.
4. – BREVETS D'INVENTION. 1.
5. – LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1.
6. – EMPLOI. 2.
7. – ENSEIGNEMENT AGRICOLE. 1.
8. – PLUS-VALUES (IMPOSITION). 1.
9. – RADIODIFFUSION TELEVISION. 3.
10. – FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1.
11. – CIRCULATION ROUTIERE. 1.
12. – EPARGNE. 3.
13. – ADMINISTRATION. 1.
14. – DETENTION. 1.
15. – ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2.
16. – PHARMACIE. 3.
17. – NAVIGATION MARITIME. 2.
18. – POLLUTION. 3.
19. – SOCIETES A CAPITAL VARIABLE. 1.
20. – LOIS DE FINANCES. 1.
21. – TRAVAIL (JURIDICTION DU). 1.
22. – LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.
23. – BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 5.
24. – APPRENTISSAGE. 1.
25. – EMPLOI. 5.
26. – CONTRATS DE TRAVAIL. 2.
27. – COLLECTIVITES LOCALES. 2.
28. – COUR DE CASSATION. 2.
29. – TRAVAIL (DUREE DU). 5.
30. – MAGISTRATS. 1.
31. – CHOMAGE (INDEMNISATION DU). 1.
32. – NOUVELLE-CALEDONIE. 5.
33. – EPARGNE. 5.
34. – ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 6.
35. – EMPLOI. 10.

36. - ETRANGERS. 1.
37. - ENVIRONNEMENT. 1.
38. - EXPLOITATIONS AGRICOLES. 1.
39. - LOIS DE FINANCES. 3.
40. - SECURITE SOCIALE. 14.
41. - SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.
42. - LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4.
43. - AVORTEMENT. 3.
44. - IMPOTS LOCAUX. 2.
45. - VOIES NAVIGABLES. 2.
46. - MAGISTRATS. 2.
47. - AGRICULTURE. 3.
48. - PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6.
49. - FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3.
50. - ENERGIE. 1.
51. - PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7.
52. - FAMILLE. 10.
53. - VEUVES. 2.
54. - ASSURANCES. 3.
55. - PROCEDURE PENALE. 9.
56. - TRAVAIL (DUREE DU). 14.
57. - COLLECTIVITES LOCALES. 6.
58. - LOIS DE FINANCES. 10.
59. - FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 12.
60. - LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.
61. - NOUVELLE-CALEDONIE. 8.
62. - CONTRATS DE TRAVAIL. 7.

COMMISSIONS D'ENQUETE PARLEMENTAIRES ET COMMISSIONS DE CONTROLE

- Commissions d'enquête parlementaires constituées.

1. - NAVIGATION MARITIME. 1 ; PETROLE. 1 (rapport n° 665).
2. - CHOMAGE. 3 (rapport n° 1180).
3. - INFORMATION. 1 (rapport n° 1289).
4. - FORETS. 5, 6 (rapport n° 1740).
5. - LANGUE FRANÇAISE. 1, 2, 3 (rapport n° 2311).
6. - INDUSTRIE TEXTILE. 2 (rapport n° 2254).

- Commission de contrôle constituée.

SECURITE SOCIALE. 8 (rapport n° 1179).

IV. – NOMINATIONS DIVERSES

1. – DEPUTES REPRESENTANT L'ASSEMBLEE NATIONALE DANS LES ASSEMBLEES EUROPEENNES

(Représentants à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe)

Représentants titulaires [17 mai 1978] (p. 1775) : Bizet (Emile), Brugnon (Maurice), Deschamps (Bernard), Depietri (César), Ferretti (Henri), Grussenmeyer (François), Péronnet (Gabriel), Petit (Camille), Pignion (Lucien), Seitlinger (Jean), Sénès (Gilbert), Valleix (Jean).

Représentants suppléants [17 mai 1978] (p. 1775) : Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Bozzi (Jean), Couderc (Pierre), Delehedde (André), Druon (Maurice), Koehl (Emile), Lagourgue (Pierre), Lemoine (Georges), Malvy (Martin), Visse (René), Wargnies (Claude).

[*J.O.* du 11 avril 1980] (p. 912) : démission : M. Delehedde (André) ; nomination : M. Forni (Raymond).

(Représentants à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes)

Membres élus par l'Assemblée nationale [18 mai 1978] (p. 1805, 1844) : MM. Ansart, Ansquer, Bordu, Caro, Cointat, Jean-Pierre Cot, Maurice Faure, Feït, Forni, Granet, Inchauspé, Pierre Joxe, Kaspereit, Krieg, Pierre Lagorce, Laurain, Liogier, de la Malène, Muller, Pianta, Porcu, Riviérez, Rossi, Soury.

2. – DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE

– M. André Rossi, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J.O.* du 27 juin 1978] (p. 2505). Fin de cette mission le 22 décembre 1978 [5 janvier 1980] (p. 1).

– M. Paul Alduy, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères [*J.O.* du 19 octobre 1978] (p. 3615). Fin de cette mission le 19 avril 1979 [20 avril 1979] (p. 2914).

– M. Maurice Arreckx, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la santé et de la famille [*J.O.* du 19 octobre 1978] (p. 3615). Fin de cette mission le 19 avril 1979 [20 avril 1979] (p. 2914).

– M. Pierre-Bernard Cousté, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du travail et de la participation [*J.O.* du 19 octobre 1978] (p. 3616). Fin de cette mission le 19 avril 1979 [20 avril 1979] (p. 2914).

– M. Jacques Piot, chargé d'une mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [*J.O.* du 19 octobre 1978] (p. 3616). Fin de cette mission le 19 avril 1979 [20 avril 1979] (p. 2914).

– M. Jean Proriol, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3851). Fin de cette mission le 14 mai 1979 [16 mai 1979] (p. 3857).

– M. Edmond Alphandery, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du Premier ministre, du ministre de l'économie, du ministre de l'industrie et du ministre du commerce et de l'artisanat [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2622). Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

- M. Etienne Pinte, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du garde des secaux, ministre de la justice et du ministre des transports [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2623). Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

- M. Pierre Sauvaigo, chargé d'une mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2623). Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

- M. Claude Dhinnin, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2623). Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

- M. Pierre Micaux, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2623). Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

- M. Michel Barnier, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2624). Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

- M. Charles Millon, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du commerce extérieur [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2624). Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

- M. Pierre Lataillade, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie et du ministre de l'éducation [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442). Fin de cette mission le 11 décembre 1980 [11 décembre 1980] (p. 4839).

- M. Guy Cabanel, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442). Fin de cette mission le 11 décembre 1980 [11 décembre 1980] (p. 4839).

- M. Gérard Braun, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du travail et de la participation [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442). Fin de cette mission le 11 décembre 1980 [11 décembre 1980] (p. 4839).

- M. Charles Haby, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre de l'industrie et du ministre du commerce et de l'artisanat [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442). Fin de cette mission le 11 décembre 1980 [11 décembre 1980] (p. 4839).

- M. Roger Fenech, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442). Fin de cette mission le 11 décembre 1980 [11 décembre 1980] (p. 4839).

- M. Maurice Dousset, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre de la culture et de la communication et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442). Fin de cette mission le 11 décembre 1980 [11 décembre 1980] (p. 4839).

3. - DEPUTE NOMME MEDIATEUR

- M. Robert Fabre [*J.O.* du 20 septembre 1980] (p. 2190).

4. - DEPUTES MEMBRES D'ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

1. - COMITES

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membres [23 mai 1978] (p. 1958) : MM. Edgar Faure, Rémy Montagne.

Comité consultatif pour la gestion du fonds national des abattoirs.

Membre [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124) : M. Hubert Bassot.

Comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membres [6 juin 1978] (p. 2556) : MM. Jean-Paul de Rocca Serra, André Jarrot.

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membres [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : MM. Paul Quilès, Jean Valleix.

Comité de contrôle du fonds forestier national.

Membres [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124) : MM. Roger Duroure, François Grussenmeyer.

Comité directeur du fonds d'aide et de coopération.

Membres [28 avril 1978] (p. 1444) : M. Xavier Deniau, André-Georges Voisin, Camille Petit.

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membres [21 décembre 1978] (p. 4225) : MM. Jean-Paul de Rocca Serra, Maurice

Ligot. [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2616) : MM. Jean-Michel Boucheron, Jean Fontaine, Pierre Lagourgue, Maurice Ligot, Camille Petit, Jean-Paul de Rocca Serra.

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.

Membres titulaires [2 octobre 1978] (p. 5450) : MM. Jean Juventin, Jacques Lafleur, André-Georges Vivien ; *Membres suppléants :* MM. Gaston Flosse, Roch Pidjot, Rémy Montagne.

Comité des finances locales.

Membres [11 avril 1980] (p. 912) : MM. André-Georges Vivien, Nicolas About.

Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures.

Membres [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : MM. Gilbert Gantier, Jean Proriol.

Comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie.

Membres [15 juin 1978] (p. 3007), [16 juin 1978] (p. 3080) : MM. Olivier Guichard, Albert Brochard, Pierre Weisenhorn.

Comité national de la prévention de la violence et de la criminalité.

Membre [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124) : M. Philippe Séguin.

Comité national des vins de France.

Membres [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124) : MM. Paul Balmigère, Gérard César.

Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membres [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : MM. Guy Cabanel, Jacques Cressard ; [*J.O.* du 4 décembre 1980] (p. 2853) : M. Abel Thomas en remplacement de M. Guy Cabanel, démissionnaire.

2. - COMMISSIONS

Commission d'accès aux documents administratifs.

Membre titulaire [*J.O.* du 2 février 1979] (p. 308) : M. Alexandre Bolo ; *Membre suppléant* [*J.O.* du 20 octobre 1979] (p. 2636) : M. Alain Richard.

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Membres [28 avril 1978] (p. 1444) : MM. Roger Fosse, Maurice Tissandier.

Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fons d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA).

Membres [17 mai 1978] (p. 1775) : MM. Jacques Chaminade, Alain Mayoud, Jean Desanlis, Jacques Godfrain, Mme Marie Jacq, M. Marcel Rigout.

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux.

Membre [17 mai 1978] (p. 1775) : M. Pierre Lataillade.

Commission chargée de favoriser la communication au public des documents administratifs.

Membre [29 juin 1978] (p. 3652) : M. Alexandre Bolo.

Commission de gestion du fonds spécial d'investissement routier.

Membres [20 juin 1978] (p. 3174), [21 juin 1978] (p. 3212) : MM. Henri Torre, Albert Brochard.

Commission des comptes de sécurité sociale.

Membres [*J.O.* du 11 mai 1979] (p. 1114) : MM. Henry Berger, Emmanuel Hamel.

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations.

Membres [28 avril 1978] (p. 1444) : MM. Robert Bisson, Maurice Ligot, Maurice Pourchon. [*J.O.* du 4 avril 1981] (p. 952) : MM. Robert Bisson, Maurice Ligot, Maurice Pourchon.

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à la jeunesse.

Membres [8 juin 1978] (p. 2729), [9 juin 1978] (p. 2762), *titulaires :* M. Alexandre Bolo, Mme Colette Goeuriot ; *Suppléants :* MM. Paul Chapel, Jean-Louis Masson.

Membre [*J.O.* du 24 octobre 1980] (p. 2476) : M. Dominique Pervenche, en remplacement de M. Alexandre Bolo, décédé.

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Membres [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080) : MM. Etienne Pinte, Roland Nungesser.

Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Membres [30 juin 1978] (p. 3765), [11 novembre 1978] (p. 3819) : MM. Maurice Charretier, Raymond Forni. [*J.O.* du 5 octobre 1979] (p. 2503) : M. Alain Madelin.

Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture.

Membres [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080) : MM. Maurice Andrieu, François d'Aubert.

Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membres [avril 1978] (p. 1444) :

Membres titulaires : MM. Emile Bizet, Jean-Michel Boucheron, Henri Canacos, Charles Haby, Gilbert Mathieu ; *Membres suppléants :* MM. Michel Delprat, Claude Michel, Mme Paulette Fost, MM. André Jarrot, Jean Proriol.

Membres [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597) :

Membres titulaires : MM. Jean-Michel Boucheron, Henry Canacos, Michel Delprat, Charles Haby, Alain Mayoud ; *Membres suppléants :* M. Claude Michel, Mme Paulette Fost, MM. Emile Bizet, André Jarrot, Jean Proriol.

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole.

Membres [11 mai 1978] (p. 1625) : MM. Paul Balmigère, Henri Colombier, Maurice Cornette.

Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

Membres [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124) : Mme Hélène Constans, MM. Jean-Pierre Pierre-Bloch, Alain Richard.

Commission supérieure des caisses d'épargne.

Membres [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080) : MM. Roger Combrisson, Pierre Ribes.

Commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance.

Membre [15 juin 1978] (p. 3007), [16 juin 1978] (p. 3080) : M. Paul Chapel.

Commission supérieure des sites.

Membres [5 octobre 1978] (p. 5693) : MM. Jean-François Mancel, Jean Briane.

Commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membres [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080) : MM. Paul Alduy, Jean Bardol, René Gaillard, Jean-Louis Goasduff, Pierre Lataillade, Charles Revet.

3. - CONSEILS

Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale.

Membre [29 juin 1978] (p. 3652) : M. Robert Poujade.

Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862) : M. Jean-Pierre Delalande.

Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre [*J.O.* du 1er juin 1979] (p. 1280) : M. Jean Brocard.

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membres [28 avril 1978] (p. 1444), *titulaires :* MM. Henri Baudouin, Robert Poujade, Charles Ehrmann ; *suppléants :* MM. Louis Darinot, Edmond Garcin, Guy Guermeur.

Conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique.

Membres [12 octobre 1978] (p. 6015), *titulaires :* MM. Hector Riviérez, Gaston Flosse ; *suppléants :* MM. Jean Fontaine, Benjamin Brial.

Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Membres [5 octobre 1978] (p. 5693) : MM. Michel Péricard, Jean-Paul Fuchs, Joël Le Tac.

Conseil national de la statistique.

Membres [15 juin 1978] (p. 3007), [16 juin 1978] (p. 3080), *titulaire :* M. Christian Pierret ; *suppléant :* M. Pierre Cornet.

Conseil national des services publics, départementaux et communaux.

Membres [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : MM. Gérard Houteer, Maxime Kalinsky, Charles Millon, Philippe Séguin.

Conseil permanent du service militaire.

Membres [24 mai 1978] (p. 2025) : MM. Jean Bozzi, Jean-Paul Mourot, Pierre Bechter [21 novembre 1978] (p. 8106), en remplacement de M. Jean-Paul Mourot, nommé membre du Gouvernement.

Conseil supérieur de la coopération.

Membres [8 juin 1978] (p. 2729), [9 juin 1978] (p. 2762) : MM. Alain Mayoud, René Gaillard.

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre [*J.O.* du 10 juin 1978] : MM. Sprauer, Houteer, About [*J.O.* du 24 octobre 1980] (p. 2477) : M. Nicolas About, en remplacement de M. Jacques Piot, décédé.

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membres [22 décembre 1978] (p. 4241), *titulaires :* MM. Jean Delaneau, Claude Coulais ; *suppléants :* MM. Louis Mexandeau, Dominique Taddei.

Conseil supérieur de l'adoption.

Membre [1er juin 1978] (p. 2415), [2 juin 1978] (p. 2464) : M. Pierre-Alexandre Bourson.

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862), *titulaire :* M. Pierre Micaux ; [*J.O.* du 5 octobre 1979] (p. 2503), *suppléant :* M. Roger Duroure.

Conseil supérieur de l'aménagement rural.

Membres [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124), *titulaire :* M. Maurice Cornette ; *suppléant :* M. Maurice Dousset.

Conseil supérieur de la mutualité.

Membre [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : M. Antoine Gissinger.

Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membres [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : MM. Jean Brocard, Albert Denvers.

Conseil supérieur de l'hydraulique.

Membres [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124), *titulaire :* M. Xavier Hamelin ; *suppléant :* M. Christian Laurissergues.

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres [25 mai 1978.

Membre [*J.O.* du 2072), [26 mai 1978] (p. 2124), *titulaires :* MM. Jean Briane, Jacques Jouve, Charles Revet ; *suppléants :* MM. Jean Falala, Robert Bisson, Maurice Cornette.

Conseil supérieur du pétrole.

Membres [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : MM. Bernard Pons, Henri Lucas, Julien Schvartz, Vincent Porelli (en remplacement de M. Henri Lucas, décédé) [12 octobre 1978] (p. 6015), [13 octobre 1978] (p. 6091), [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862) : MM. Bernard Pons, Vincent Porelli, Julien Schvartz.

Conseil supérieur du service social.

Membre [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892) : M. Didier Bariani.

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membres [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862) : MM. Antoine Gissinger, Henri Bayard. [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597) : MM. Antoine Gissinger, Henri Bayard.

Haut conseil de l'audio-visuel.

Membres [8 juin 1978] (p. 2729), [9 juin 1978] (p. 2762), *titulaires :* MM. Didier Bariani, Jean-Paul Fuchs, Mme Florence d'Harcourt, M. Michel Péricard ; *suppléants :* MM. Georges Fillioud, Jean-Claude Pasty, Francisque Perrut, Marcel Tassy.

4. - ORGANISMES INSTITUES PAR LA LOI N° 74-696 DU 7 AOUT 1974 RELATIVE A LA RADIODIFFUSION ET A LA TELEVISION

Comité consultatif des programmes pour les départements et territoires d'outre-mer.

Membre [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080) : M. Raymond Guilliod.

Conseil d'administration de l'établissement public de diffusion.

Membre [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080) : M. Guy Ducoloné. [*J.O.* du 6 décembre 1980] (p. 2880) : M. Guy Ducoloné.

Conseils d'administration des sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision.

Membres [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080) : première chaîne de télévision : M. Gérard Longuet [*J.O.* du 6 décembre 1980] (p. 2880) : M. Jacques Douffiagues ; deuxième chaîne de télévision : M. Robert-André Vivien [*J.O.* du 6 décembre 1980] (p. 2880) : M. Robert-André Vivien.

V. - GROUPES POLITIQUES

I. - GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE

1978

Font partie de ce groupe **(143 membres)** [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510). - Président : M. Labbé (Claude). - MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), de Benouville (Pierre), Berger (Henry), Bernard (Jean), Bisson (Robert), Boinvilliers (Jean), Bolo (Alexandre), Bonhomme (Jean), Bord (André), Boulin (Robert), Bourges (Yvon), Bousch (Jean-Eric), Boyon (Jacques), Bozzi (Jean), Braun (Gérard), Brial (Benjamin), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chauvet (Augustin), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Comiti (Joseph), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Crenn (Jean), Cressard (Jacques), Dassault (Marcel), Debré (Michel), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Delatre (Georges), Delong (Jacques), Devaquet (Alain), Dhinnin (Claude), Druon (Maurice), Durr (André), Falala (Jean), Faure (Edgar), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gascher (Pierre), de Gastines (Henri), Giacomi (Pierre-Paul), Girard (Gaston), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guichard (Olivier), Guilliod (Raymond), Haby (Charles), Hamelin (Xavier), Hardy (Francis), Mme de Hauteclocque (Nicole), MM. Inchauspé (Michel), Jarrot (André), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lataillade (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Legendre (Jacques), Lepercq (Arnaud), Le Tac (Joël), Le Theule (Joël), Limouzy (Jacques), Liogier (Albert), de Lipkowski (Jean-Noël), de La Malène (Christian), Mancel (Jean-François), Marcus (Gérard), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Martin (Claude), Masson (Jean-Louis), Massoubre (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Maximin (Mariani), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Moustache (José), Narquin (Jean), Neuwirth (Lucien), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Papon (Maurice), Pasquini (Pierre), Pasty (Jean-Claude), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Piot (Jacques), Plantier (Maurice), Pons (Bernard), Poujade (Robert), de Préaumont (Jean), Raynal (Pierre), Ribes (Pierre), Richard (Lucien), Riviérez (Hector), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rolland (Hector), Roux (Claude), Rufenacht (Antoine), Sallé (Louis), Schvartz (Julien), Séguin (Philippe), Sourdille (Jacques), Sprauer (Germain), Taugourdeau (Martial), Tiberi (Jean), Tomasini (René), Tourrain (Raymond), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Cessent d'appartenir à ce groupe : MM. de Benouville (Pierre) [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) ; Cousté (Pierre-Bernard) [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) ; Roux (Claude) [*J.O.* du 28 avril 1978] (p. 1891) ; Boulin (Robert), Bourges (Yvon), Galley (Robert), Le Theule (Joël), Papon (Maurice), Peyrefitte (Alain) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000), nommés ministres ; Plantier (Maurice) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000), nommé secrétaire d'Etat ; Legendre (Jacques), Limouzy (Jacques) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014), nommés secrétaires d'Etat ; Dubreuil (René) [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2118) ; de La Malène (Christian) [*J.O.* du 14 juillet 1978] (p. 2833), annulation de son élection par le Conseil constitutionnel.

S'inscrivent à ce groupe : MM. Cazalet (Auguste), Delhalle (Jacques), Donnadieu (Louis), Gérard (Alain), Hamelin (Jean), Pailler (René) [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052) ; Dubreuil (René) [*J.O.* du 12 mai 1978] (p. 2060) ; Pringalle (Claude) [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2118).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(11 membres)** [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510) : MM. Bécam (Marc), Bizet (Emile), Deniau (Xavier), Mme Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Féron (Jacques), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Mourot (Jean-Paul), Sauvaigo (Pierre), Voisin (André-Georges).

S'apparentent à ce groupe : MM. de Benouville (Pierre), Cousté (Pierre-Bernard) [*J.O.* du 28 avril 1978] (p. 1565) ; Roux (Claude) [*J.O.* du 28 avril 1978] (p. 1891) ; Eymard-Duvernay (Claude), Jacob (Lucien) [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052) ; César (Gérard), Dubreuil (René) [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2118) ; Moulle (Henri) [*J.O.* du 20 juillet 1978] (p. 2890) ; Thibault (Jean) [*J.O.* du 13 octobre 1978] (p. 3559).

Cessent d'être apparentés : MM. Bécam (Marc) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014), nommé secrétaire d'Etat ; Mourot (Jean-Paul) [*J.O.* du 12 octobre 1978] (p. 3552), nommé secrétaire d'Etat.

1979

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 31 mars 1979 :

Cesse d'appartenir à ce groupe : Mme Missoffe (Hélène) [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Font partie de ce groupe **(136 membres)** [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 747). - Président : M. Labbé (Claude). - MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Berger (Henry), Bernard (Jean), Bisson (Robert), Boinvilliers (Jean), Bolo (Alexandre), Bonhomme (Jean), Bord (André), Bousch (Jean-Eric), Boyon (Jacques), Bozzi (Jean), Braun (Gérard), Brial (Benjamin), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Cazalet (Auguste), Chaban-Delmas (Jacques), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chauvet (Augustin), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Comiti (Joseph), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Crenn (Jean), Cressard (Jacques), Dassault (Marcel), Debré (Michel), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Delatre (Georges), Delhalle (Jacques), Delong (Jacques), Devaquet (Alain), Dhinnin (Claude), Donnadieu (Louis), Druon (Maurice), Durr (André), Falala (Jean), Faure (Edgar), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Gascher (Pierre), de Gastines (Henri), Gérard (Alain), Giacomi (Pierre-Paul), Girard (Gaston), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guichard (Olivier), Guilliod (Raymond), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Hamelin (Xavier), Hardy (Francis), Mme de Hauteclocque (Nicole), MM. Inchauspé (Michel), Jarrot (André), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lataillade (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Lepercq (Arnaud), Le Tac (Joël), Liogier (Albert), de Lipkowski (Jean-Noël), Mancel (Jean-François), Marcus (Gérard), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Martin (Claude), Masson (Jean-Louis), Massoubre (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Maximin (Mariani), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Moustache (José), Narquin (Jean), Neuwirth (Lucien), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Pailler (René), Pasquini (Pierre), Pasty (Jean-Claude), Péricard (Michel), Petit (Camille), Pinte (Etienne), Piot (Jacques), Pons (Bernard), Poujade (Robert), de Préaumont (Jean), Pringalle (Claude), Raynal (Pierre), Ribes (Pierre), Richard (Lucien), Riviérez (Hector), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rolland (Hector), Rufenacht (Antoine), Sallé (Louis), Schvartz (Julien), Séguin (Philippe), Sourdille (Jacques), Sprauer (Germain), Taugourdeau (Martial), Tiberi (Jean), Tomasini (René), Tourrain (Raymond), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Cesse d'appartenir à ce groupe : M. Faure (Edgar) [*J.O.* du 29 septembre 1979] (p. 2436).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement.

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 31 mars 1979 :

S'apparente : Mme Missoffe (Hélène) [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Apparentés **(19 membres)** [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 747) : MM. de Benouville (Pierre), Bizet (Emile), César (Gérard), Cousté (Pierre-Bernard), Deniau (Xavier), Mme Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Dubreuil (René), Eymard-Duvernay (Claude), Féron (Jacques), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Jacob (Lucien), Mme Missoffe (Hélène), MM. Moulle (Henri), Roux (Claude), Sauvaigo (Pierre), Thibault (Jean), Voisin (André-Georges).

1980

Font partie de ce groupe **(135 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 834). – Président : M. Labbé (Claude). – MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Berger (Henry), Bernard (Jean), Bisson (Robert), Boinvilliers (Jean), Bolo (Alexandre), Bonhomme (Jean), Bord (André), Bousch (Jean-Eric), Boyon (Jacques), Bozzi (Jean), Braun (Gérard), Brial (Benjamin), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Cazalet (Auguste), Chaban-Delmas (Jacques), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chauvet (Augustin), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Comiti (Joseph), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Crenn (Jean), Cressard (Jacques), Dassault (Marcel), Debré (Michel), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Delatre (Georges), Delhalle (Jacques), Delong (Jacques), Devaquet (Alain), Dhinnin (Claude), Donnadieu (Louis), Druon (Maurice), Durr (André), Falala (Jean), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Gascher (Pierre), de Gastines (Henri), Gérard (Alain), Giacomi (Pierre-Paul), Girard (Gaston), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guichard (Olivier), Guilliod (Raymond), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Hamelin (Xavier), Hardy (Francis), Mme de Hauteclocque (Nicole), MM. Inchauspé (Michel), Jarrot (André), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lataillade (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Lepercq (Arnaud), Le Tac (Joël), Liogier (Albert), de Lipkowski (Jean-Noël), Mancel (Jean-François), Marcus (Gérard), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Martin (Claude), Masson (Jean-Louis), Massoubre (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Maximin (Mariani), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Moustache (José), Narquin (Jean), Neuwirth (Lucien), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Pailler (René), Pasquini (Pierre), Pasty (Jean-Claude), Péricard (Michel), Petit (Camille), Pinte (Etienne), Piot (Jacques), Pons (Bernard), Poujade (Robert), de Préaumont (Jean), Pringalle (Claude), Raynal (Pierre), Ribes (Pierre), Richard (Lucien), Riviérez (Hector), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rolland (Hector), Rufenacht (Antoine), Sallé (Louis), Schvartz (Julien), Séguin (Philippe), Sourdille (Jacques), Sprauer (Germain), Taugourdeau (Martial), Tiberi (Jean), Tomasini (René), Tourrain (Raymond), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Cessent d'appartenir à ce groupe : MM. Bolo (Alexandre) [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1837) ; Piot (Jacques) [*J.O.* du 4 septembre 1980] (p. 2095) ; Chauvet (Augustin), Tomasini (René) [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2303) ; Cointat (Michel) [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568) ; Ribes (Pierre) [*J.O.* du 7 décembre 1980] (p. 2893).

S'inscrivent à ce groupe : MM. Pervenche (Dominique) [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1837) ; Mercier (André) [*J.O.* du 25 septembre 1980] (p. 2221) ; Le Ker (Paul) [*J.O.* du 7 novembre 1980] (p. 2603) ; Perbet (Régis) [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862) ; Coumel (Christian) [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2920).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(19 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 834) : MM. de Benouville (Pierre), Bizet (Emile), César (Gérard), Cousté (Pierre-Bernard), Deniau (Xavier), Mme Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Dubreuil (René), Eymard-Duvernay (Claude), Féron (Jacques), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Jacob (Lucien), Mme Missoffe (Hélène), MM. Moulle (Henri), Roux (Claude), Sauvaigo (Pierre), Thibault (Jean), Voisin (André-Georges).

S'apparente : M. Vuillaume (Roland) [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

1981

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er avril 1981 :

S'inscrit à ce groupe : M. Tailleur (Jacques) [*J.O.* du 23 janvier 1981] (p. 325).

Font partie de ce groupe **(135 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 922). – Président : M. Labbé (Claude). – MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Berger (Henry), Bernard (Jean), Bisson (Robert), Boinvilliers (Jean), Bonhomme (Jean), Bord (André), Bousch (Jean-Eric), Boyon (Jacques), Bozzi (Jean), Braun (Gérard), Brial (Benjamin), Caille (René), Castagnou (Jean), Cavaillé (Jean-Charles), Cazalet (Auguste), Chaban-Delmas (Jacques), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Comiti (Joseph), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Coumel (Christian), Couve de Murville (Maurice), Crenn (Jean), Cressard (Jacques), Dassault (Marcel), Debré (Michel), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Delatre (Georges), Delhalle (Jacques), Delong (Jacques), Devaquet (Alain),

Dhinnin (Claude), Donnadieu (Louis), Druon (Maurice), Durr (André), Falala (Jean), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Gascher (Pierre), de Gastines (Henri), Gérard (Alain), Giacomi (Pierre-Paul), Girard (Gaston), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guéna (Yves), Guermeur (Guy), Guichard (Olivier), Guilliod (Raymond), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Hamelin (Xavier), Hardy (Francis), Mme de Hauteclocque (Nicole), MM. Inchauspé (Michel), Jarrot (André), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lataillade (Pierre), Lauriol (Marc), Le Douarec (François), Le Ker (Paul), Lepercq (Arnaud), Le Tac (Joël), Liogier (Albert), de Lipkowski (Jean-Noël), Mancel (Jean-François), Marcus (Gérard), Marette (Jacques), Marie (Bernard), Martin (Claude), Masson (Jean-Louis), Massoubre (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Maximin (Mariani), Mercier (André), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Moustache (José), Narquin (Jean), Neuwirth (Lucien), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Pailler (René), Pasquini (Pierre), Pasty (Jean-Claude), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Pervenche (Dominique), Petit (Camille), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Poujade (Robert), de Préaumont (Jean), Pringalle (Claude), Raynal (Pierre), Richard (Lucien), Riviérez (Hector), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rolland (Hector), Rufenacht (Antoine), Sallé (Louis), Schvartz (Julien), Séguin (Philippe), Sourdille (Jacques), Sprauer (Germain), Tailleur (Jacques), Taugourdeau (Martial), Tiberi (Jean), Tourrain (Raymond), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(20 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923) : MM. de Benouville (Pierre), Bizet (Emile), César (Gérard), Cousté (Pierre-Bernard), Deniau (Xavier), Mme Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Dubreuil (René), Eymard-Duvernay (Claude), Féron (Jacques), Forens (André), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Jacob (Lucien), Mme Missoffe (Hélène), MM. Moulle (Henri), Roux (Claude), Sauvaigo (Pierre), Thibault (Jean), Voisin (André-Georges), Vuillaume (Roland).

II. - GROUPE UNION POUR LA DEMOCRATIE FRANÇAISE

1978

Font partie de ce groupe **(108 membres)** [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511). - Président : M. Chinaud (Roger). - MM. Abelin (Jean-Pierre), About (Nicolas), Alduy (Paul), Alphandery (Edmond), Arreckx (Maurice), Aubert (François d'), Bamana (Younoussa), Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Barnérias (René), Barrot (Jacques), Bassot (Hubert), Baudouin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Benoit (René), Berest (Eugène), Bernard-Reymond (Pierre), Beucler (Jean-Jacques), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Blanc (Jacques), Bonnet (Christian), Bourson (Pierre-Alexandre), Bouvard (Loïc), de Branche (René), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brochard (Albert), Caillaud (Paul), Caro (Jean-Marie), Cattin-Bazin (Maurice), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Charretier (Maurice), Chazalon (André), Chinaud (Roger), Clément (Pascal), Colombier (Henri), Cornet (Pierre), Couderc (Pierre), Couepel (Sébastien), Coulais (Claude), Daillet (Jean-Marie), Delaneau (Jean), Delmas (François), Deniau (Jean-François), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dijoud (Paul), Dominati (Jacques), Douffiagues (Jacques), Dugoujon (Frédéric), Durafour (Michel), Feït (René), Fenech (Roger), Ferretti (Henri), Fèvre (Charles), Fonteneau (Jean), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Ginoux (Henri), Haby (René), Hamel (Emmanuel), d'Harcourt (François), Héraud (Robert), Icart (Fernand), Klein (Georges), Koehl (Emile), Lagourgue (Pierre), Le Cabellec (Yves), Léotard (François), Longuet (Gérard), Madelin (Alain), de Maigret (Bertrand), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Monfrais (Pierre), Montagne (Rémy), Mme Moreau (Louise), MM. Morellon (Jean), d'Ornano (Michel), Paecht (Arthur), Perrut (Francisque), Petit (André), Pianta (Georges), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Proriol (Jean), Revet (Charles), Rossi (André), Rossinot (André), Schneiter (Jean-Louis), Seitlinger (Jean), Servan-Schreiber (Jean-Jacques), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Tissandier (Maurice), de la Verpillière (Guy), Voilquin (Hubert).

S'inscrivent à ce groupe : MM. Delfosse (Georges), Fabre (Robert-Félix), Kerguéris (Aimé), Masson (Marc), Richomme (Jacques) [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052) ; Drouet (Maurice), Fourneyron (Roger), Lepeltier (Antoine), Papet (Marcel), Thomas (Abel) [*J.O.* du 12 mai 1978] (p. 2060) ; Pineau (Jean-Paul) [*J.O.* du 23 mai 1978] (p. 2166) ; Serres (René) [*J.O.* du 18 octobre 1978] (p. 3608).

Cessent d'appartenir à ce groupe : MM. Barrot (Jacques), Bonnet (Christian), Deniau (Jean-François), Méhaignerie (Pierre), d'Ornano (Michel), Soisson (Jean-Pierre) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000), nommés ministres ; Delmas (François), Dijoud (Paul), Dominati (Jac-

ques), Stirn (Olivier) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014), nommés secrétaires d'Etat ; Servan-Schreiber (Jean-Jacques) : annulation de son élection par le Conseil constitutionnel [*J.O.* du 30 juin 1978] (p. 2542) ; Bernard-Reymond (Pierre) [*J.O.* du 12 octobre 1978] (p. 3552), nommé secrétaire d'Etat.

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(15 membres)** [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Cabanel (Guy), Dousset (Maurice), Ehrmann (Charles), Fouchier (Jacques), Granet (Paul), Juventin (Jean), Ligot (Maurice), Muller (Emile), Pernin (Paul), Péronnet (Gabriel), Sablé (Victor), Sudreau (Pierre), Torre (Henri).

S'apparentent à ce groupe : MM. Ségard (Norbert) [*J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1534) ; Zeller (Adrien) [*J.O.* du 1er octobre 1978] (p. 3439).

Cessent d'être apparentés : MM. Barre (Raymond) [*J.O.* du 6 mai 1978] (p. 1989), nommé Premier ministre ; Ségard (Norbert) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000), nommé secrétaire d'Etat ; Fouchier (Jacques) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014), nommé secrétaire d'Etat.

1979

Font partie de ce groupe **(108 membres)** [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 747). - Président : M. Chinaud (Roger). - MM. Abelin (Jean-Pierre), About (Nicolas), Alduy (Paul), Alphandery (Edmond), Arreckx (Maurice), Aubert (François d'), Bamana (Younoussa), Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Barnérias (René), Bassot (Hubert), Baudouin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Benoit (René), Berest (Eugène), Beucler (Jean-Jacques), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Blanc (Jacques), Bourson (Pierre-Alexandre), Bouvard (Loïc), de Branche (René), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brochard (Albert), Caillaud (Paul), Caro (Jean-Marie), Cattin-Bazin (Maurice), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Charretier (Maurice), Chazalon (André), Chinaud (Roger), Clément (Pascal), Colombier (Henri), Cornet (Pierre), Couderc (Pierre), Couepel (Sébastien), Coulais (Claude), Daillet (Jean-Marie), Delaneau (Jean), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Douffiagues (Jacques), Drouet (Maurice), Dugoujon (Frédéric), Durafour (Michel), Fabre (Robert-Félix), Feït (René), Fenech (Roger), Ferretti (Henri), Fèvre (Charles), Fonteneau (Jean), Fourneyron (Roger), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Ginoux (Henri), Haby (René), Hamel (Emmanuel), d'Harcourt (François), Héraud (Robert), Icart (Fernand), Kerguéris (Aimé), Klein (Georges), Koehl (Emile), Lagourgue (Pierre), Le Cabellec (Yves), Léotard (François), Lepeltier (Antoine), Longuet (Gérard), Madelin (Alain), de Maigret (Bertrand), Masson (Marc), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Mesmin (Georges), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Monfrais (Pierre), Montagne (Rémy), Mme Moreau (Louise), MM. Morellon (Jean), Paecht (Arthur), Papet (Marcel), Perrut (Francisque), Petit (André), Pianta (Georges), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Pineau (Jean), Proriol (Jean), Revet (Charles), Richomme (Jacques), Rossi (André), Rossinot (André), Schneiter (Jean-Louis), Seitlinger (Jean), Serres (René), Stasi (Bernard), Thomas (Abel), Tissandier (Maurice), de la Verpillière (Guy), Voilquin (Hubert).

Cessent d'appartenir à ce groupe : MM. Bamana (Younoussa) [*J.O.* du 26 mai 1979] (p. 1224) ; Charretier (Maurice) [*J.O.* du 7 août 1979] (p. 2010).

S'inscrit à ce groupe : Mme Signouret (Marie-Magdeleine) [*J.O.* du 8 août 1979] (p. 2015).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(14 membres)** [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 747) : MM. Bigeard (Marcel), Cabanel (Guy), Dousset (Maurice), Ehrmann (Charles), Granet (Paul), Juventin (Jean), Ligot (Maurice), Muller (Emile), Pernin (Paul), Péronnet (Gabriel), Sablé (Victor), Sudreau (Pierre), Torre (Henri), Zeller (Adrien).

1980

Font partie de ce groupe **(107 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 834). - Président : M. Chinaud (Roger). - MM. Abelin (Jean-Pierre), About (Nicolas), Alduy (Paul), Alphandery (Edmond), Arreckx (Maurice), Aubert (François d'), Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Barnérias (René), Bassot (Hubert), Baudouin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Benoit (René), Berest (Eugène), Beucler (Jean-Jacques), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Blanc (Jacques), Bourson (Pierre-Alexandre), Bouvard (Loïc), de Branche (René), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brochard (Albert), Caillaud (Paul), Caro (Jean-Marie), Cattin-Bazin (Maurice), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Chazalon (André), Chinaud (Roger), Clément (Pascal), Colombier (Henri), Cornet (Pierre), Couderc (Pierre), Couepel (Sébastien), Coulais (Claude), Daillet (Jean-Marie), Delaneau (Jean), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Douffiagues (Jacques), Drouet (Maurice), Dugoujon (Frédéric), Durafour (Michel), Fabre (Robert-

Félix), Feït (René), Fenech (Roger), Ferretti (Henri), Fèvre (Charles), Fonteneau (Jean), Fourneyron (Roger), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Ginoux (Henri), Haby (René), Hamel (Emmanuel), d'Harcourt (François), Héraud (Robert), Icart (Fernand), Kerguéris (Aimé), Klein (Georges), Koehl (Emile), Lagourgue (Pierre), Le Cabellec (Yves), Léotard (François), Lepeltier (Antoine), Longuet (Gérard), Madelin (Alain), de Maigret (Bertrand), Masson (Marc), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Mesmin (Georges), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Monfrais (Pierre), Montagne (Rémy), Mme Moreau (Louise), MM. Morellon (Jean), Paecht (Arthur), Papet (Marcel), Perrut (Francisque), Petit (André), Pianta (Georges), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Pineau (Jean), Proriol (Jean), Revet (Charles), Richomme (Jacques), Rossi (André), Rossinot (André), Schneiter (Jean-Louis), Seitlinger (Jean), Serres (René), Mme Signouret (Marie-Magdeleine), MM. Stasi (Bernard), Thomas (Abel), Tissandier (Maurice), de la Verpillière (Guy), Voilquin (Hubert).

Cessent d'appartenir à ce groupe : MM. la Verpillière (Guy de) [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2303) ; Klein (Georges) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451) ; Montagne (Rémy) [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568).

S'inscrivent à ce groupe : MM. Gengenwin (Germain) [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504) ; Pontet (Philippe) [*J.O.* du 5 novembre 1980] (p. 2579).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(14 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 834) : MM. Bigeard (Marcel), Cabanel (Guy), Dousset (Maurice), Ehrmann (Charles), Granet (Paul), Juventin (Jean), Ligot (Maurice), Muller (Emile), Pernin (Paul), Péronnet (Gabriel), Sablé (Victor), Sudreau (Pierre), Torre (Henri), Zeller (Adrien).

Cesse d'être apparenté : M. Torre (Henri) [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2303).

1981

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er avril 1981 :

S'inscrit à ce groupe : M. Cabanel (Guy) [*J.O.* du 31 mars 1981] (p. 900).

Font partie de ce groupe **(107 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923). - Président : M. Chinaud (Roger). - MM. Abelin (Jean-Pierre), About (Nicolas), Alduy (Paul), Alphandery (Edmond), Arreckx (Maurice), Aubert (François d'), Barbier (Gilbert), Bariani (Didier), Barnérias (René), Bassot (Hubert), Baudouin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Benoit (René), Berest (Eugène), Beucler (Jean-Jacques), Birraux (Claude), Biwer (Claude), Blanc (Jacques), Bourson (Pierre-Alexandre), Bouvard (Loïc), de Branche (René), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brochard (Albert), Cabanel (Guy), Caillaud (Paul), Caro (Jean-Marie), Cattin-Bazin (Maurice), Chantelat (Pierre), Chapel (Paul), Chazalon (André), Chinaud (Roger), Clément (Pascal), Colombier (Henri), Cornet (Pierre), Couderc (Pierre), Couepel (Sébastien), Coulais (Claude), Daillet (Jean-Marie), Delaneau (Jean), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Douffiagues (Jacques), Drouet (Maurice), Dugoujon (Frédéric), Durafour (Michel), Fabre (Robert-Félix), Feït (René), Fenech (Roger), Ferretti (Henri), Fèvre (Charles), Fonteneau (Jean), Fourneyron (Roger), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Ginoux (Henri), Haby (René), Hamel (Emmanuel), d'Harcourt (François), Héraud (Robert), Icart (Fernand), Kerguéris (Aimé), Koehl (Emile), Lagourgue (Pierre), Le Cabellec (Yves), Léotard (François), Lepeltier (Antoine), Longuet (Gérard), Madelin (Alain), de Maigret (Bertrand), Masson (Marc), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Mesmin (Georges), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Monfrais (Pierre), Mme Moreau (Louise), MM. Morellon (Jean), Paecht (Arthur), Papet (Marcel), Perrut (Francisque), Petit (André), Pianta (Georges), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Pineau (Jean), Pontet (Philippe), Proriol (Jean), Revet (Charles), Richomme (Jacques), Rossi (André), Rossinot (André), Schneiter (Jean-Louis), Seitlinger (Jean), Serres (René), Mme Signouret (Marie-Magdeleine), MM. Stasi (Bernard), Thomas (Abel), Tissandier (Maurice), Voilquin (Hubert).

Cesse d'appartenir à ce groupe : M. Branche (René de) [*J.O.* du 17 avril 1981] (p. 1101).

S'inscrit à ce groupe : M. Lestas (Roger) [*J.O.* du 5 mai 1981] (p. 1251).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement :

Cesse d'être apparenté : M. Cabanel (Guy) [*J.O.* du 31 mars 1981] (p. 900).

Apparentés **(12 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923) : MM. Bigeard (Marcel), Dousset (Maurice), Ehrmann (Charles), Granet

(Paul), Juventin (Jean), Ligot (Maurice), Muller (Emile), Pernin (Paul), Péronnet (Gabriel), Sablé (Victor), Sudreau (Pierre), Zeller (Adrien).

III. - GROUPE SOCIALISTE

1978

Font partie de ce groupe **(102 membres)** [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511) [erratum *J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1534). - Président : M. Defferre (Gaston). - MM. Andrieu (Maurice), Aumont (Robert), Auroux (Jean), Autain (François), Bapt (Gérard), Bayou (Raoul), Bêche (Guy), Beix (Roland), Benoist (Daniel), Besson (Louis), Billardon (André), Billoux (André), Boucheron (Jean-Michel), Brugnon (Maurice), Cambolive (Jacques), Cellard (André), Chandernagor (André), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Cot (Jean-Pierre), Darinot (Louis), Darras (Henri), Defferre (Gaston), Delehedde (André), Delelis (André), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschamps (Henri), Dubedout (Hubert), Emmanuelli (Henri), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fillioud (Georges), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Franceschi (Joseph), Gaillard (René), Garrouste (Marcel), Gau (Jacques-Antoine), Guidoni (Pierre), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Hernu (Charles), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Joxe (Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lagorce (Pierre), Laurain (Jean), Laurent (André), Laurrissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Lavielle (Henri), Le Drian (Jean-Yves), Lemoine (Georges), Le Pensec (Louis), Madrelle (Bernard), Madrelle (Philippe), Malvy (Martin), Manet (Michel), Marchand (Philippe), Masquère (Maurice), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (François), Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pistre (Charles), Poperen (Jean), Pourchon (Maurice), Prouvost (Pierre), Quilès (Paul), Raymond (Alex), Richard (Alain), Rocard (Michel), Saint-Paul (André), Sainte-Marie (Michel), Santrot (Jacques), Savary (Alain), Sénès (Gilbert), Taddei (Dominique), Vacant (Edmont), Vidal (Joseph), Vivien (Alain), Wilquin (Claude).

S'inscrivent à ce groupe : MM. Cellard (André) [*J.O.* du 6 septembre 1978] (p. 3205) ; Wilquin (Claude) [*J.O.* du 16 septembre 1978] (p. 3294) ; Tondon (Yvon) [*J.O.* du 29 septembre 1978] (p. 3415) ; Mme Avice (Edwige), M. Tondon (Yvon) [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3505).

Cessent d'appartenir à ce groupe : MM. Cellard (André) : annulation de son élection par le Conseil constitutionnel [*J.O.* du 16 juin 1978] (p. 2399) ; Wilquin (Claude) : annulation de son élection par le Conseil constitutionnel [*J.O.* du 30 juin 1978] (p. 2542) ; Tondon (Yvon) [*J.O.* du 4 octobre 1978] (p. 3473).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(11 membres)** [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511) [erratum *J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1534) : MM. Abadie (François), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Defontaine (Jean-Pierre), Duraffour (Paul), Fabre (Robert), Faure (Maurice), Julien (Raymond), Massot (François).

Cesse d'être apparenté à ce groupe : M. Fabre (Robert) [*J.O.* du 20 septembre 1978] (p. 3343).

1979

Font partie de ce groupe **(104 membres)** [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 747). - Président : M. Defferre (Gaston). - MM. Andrieu (Maurice), Aumont (Robert), Auroux (Jean), Autain (François), Mme Avice (Edwige), MM. Bapt (Gérard), Bayou (Raoul), Bêche (Guy), Beix (Roland), Benoist (Daniel), Besson (Louis), Billardon (André), Billoux (André), Boucheron (Jean-Michel), Brugnon (Maurice), Cambolive (Jacques), Cellard (André), Chandernagor (André), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Cot (Jean-Pierre), Darinot (Louis), Darras (Henri), Defferre (Gaston), Delehedde (André), Delelis (André), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschamps (Henri), Dubedout (Hubert), Dupilet (Dominique), Duroure (Roger), Emmanuelli (Henri), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fillioud (Georges), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Franceschi (Joseph), Gaillard (René), Garrouste (Marcel), Gau (Jacques-Antoine), Guidoni (Pierre), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Hernu (Charles), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Joxe (Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lagorce (Pierre), Laurain (Jean), Laurent (André), Laurrissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Lavielle (Henri), Le Drian (Jean-Yves), Lemoine (Georges), Le Pensec (Louis), Madrelle (Bernard), Madrelle (Philippe), Malvy (Martin), Manet (Michel), Marchand (Philippe), Masquère (Maurice), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri),

Mitterrand (François), Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pistre (Charles), Poperen (Jean), Pourchon (Maurice), Prouvost (Pierre), Quilès (Paul), Raymond (Alex), Richard (Alain), Rocard (Michel), Saint-Paul (André), Sainte-Marie (Michel), Santrot (Jacques), Savary (Alain), Sénès (Gilbert), Taddei (Dominique), Tondon (Yvon), Vacant (Edmont), Vidal (Joseph), Vivien (Alain), Wilquin (Claude).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(10 membres)** [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 747) : MM. Abadie (François), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Defontaine (Jean-Pierre), Duraffour (Paul), Faure (Maurice), Julien (Raymond), Massot (François).

1980

Font partie de ce groupe **(104 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 834). – Président : M. Defferre (Gaston). – MM. Andrieu (Maurice), Aumont (Robert), Auroux (Jean), Autain (François), Mme Avice (Edwige), MM. Bapt (Gérard), Bayou (Raoul), Bêche (Guy), Beix (Roland), Benoist (Daniel), Besson (Louis), Billardon (André), Billoux (André), Boucheron (Jean-Michel), Brugnon (Maurice), Cambolive (Jacques), Cellard (André), Chandernagor (André), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Cot (Jean-Pierre), Darinot (Louis), Darras (Henri), Defferre (Gaston), Delehedde (André), Delelis (André), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschamps (Henri), Dubedout (Hubert), Dupilet (Dominique), Duroure (Roger), Emmanuelli (Henri), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fillioud (Georges), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Franceschi (Joseph), Gaillard (René), Garrouste (Marcel), Gau (Jacques-Antoine), Guidoni (Pierre), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Hernu (Charles), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Joxe (Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lagorce (Pierre), Laurain (Jean), Laurent (André), Laurrissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Lavielle (Henri), Le Drian (Jean-Yves), Lemoine (Georges), Le Pensec (Louis), Madrelle (Bernard), Madrelle (Philippe), Malvy (Martin), Manet (Michel), Marchand (Philippe), Masquère (Maurice), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (François), Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pistre (Charles), Poperen (Jean), Pourchon (Maurice), Prouvost (Pierre), Quilès (Paul), Raymond (Alex), Richard (Alain), Rocard (Michel), Saint-Paul (André), Sainte-Marie (Michel), Santrot (Jacques), Savary (Alain), Sénès (Gilbert), Taddei (Dominique), Tondon (Yvon), Vacant (Edmont), Vidal (Joseph), Vivien (Alain), Wilquin (Claude).

Cessent d'appartenir à ce groupe : MM. Madrelle (Philippe), Manet (Michel) [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2303) ; Billoux (André) [*J.O.* du 10 octobre 1980] (p. 2368) ; Lavielle (Henri) [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504).

S'inscrivent à ce groupe : MM. Bernard (Pierre) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2419) ; Pénicault (Jean-Pierre) [*J.O.* du 7 novembre 1980] (p. 2603) ; Garmendia (Pierre), Ravassard (Noël) [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839) ; Souchon (René), Suchod (Michel) [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(10 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 835) : MM. Abadie (François), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Defontaine (Jean-Pierre), Duraffour (Paul), Faure (Maurice), Julien (Raymond), Massot (François).

S'apparente : M. Rigal (Jean) [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

1981

Font partie de ce groupe **(106 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923). – Président : M. Defferre (Gaston). – MM. Andrieu (Maurice), Aumont (Robert), Auroux (Jean), Autain (François), Mme Avice (Edwige), MM. Bapt (Gérard), Bayou (Raoul), Bêche (Guy), Beix (Roland), Benoist (Daniel), Bernard (Pierre), Besson (Louis), Billardon (André), Boucheron (Jean-Michel), Brugnon (Maurice), Cambolive (Jacques), Cellard (André), Chandernagor (André), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Cot (Jean-Pierre), Darinot (Louis), Darras (Henri), Defferre (Gaston), Delehedde (André), Delelis (André), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschamps (Henri), Dubedout (Hubert), Dupilet (Dominique), Duroure (Roger), Emmanuelli (Henri), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Faure (Gilbert), Fillioud (Georges), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Franceschi (Joseph), Gaillard (René), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Gau (Jacques-Antoine), Guidoni (Pierre), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Hernu (Charles), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Joxe (Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lagorce (Pierre), Laurain

(Jean), Laurent (André), Laurrissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Drian (Jean-Yves), Lemoine (Georges), Le Pensec (Louis), Madrelle (Bernard), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Masquère (Maurice), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (François), Notebart ((Arthur), Nucci (Christian), Pénicaut (Jean-Pierre), Pesce (Rodolphe), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pistre (Charles), Poperen (Jean), Pourchon (Maurice), Prouvost (Pierre), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Richard (Alain), Rocard (Michel), Saint-Paul (André), Sainte-Marie (Michel), Santrot (Jacques), Savary (Alain), Sénès (Gilbert), Souchon (René), Suchod (Michel), Taddei (Dominique), Tondon (Yvon), Vacant (Edmont), Vidal (Joseph), Vivien (Alain), Wilquin (Claude).

Cesse d'appartenir à ce groupe : M. Mitterrand (François) [*J.O.* du 21 mai 1981] (p. 1619).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement **(11 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923) : MM. Abadie (François), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Defontaine (Jean-Pierre), Duraffour (Paul), Faure (Maurice), Julien (Raymond), Massot (François), Rigal (Jean).

IV. - GROUPE COMMUNISTE

1978

Font partie de ce groupe **(86 membres)** [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511). - Président : M. Ballanger (Robert). - MM. Andrieux (Maurice), Ansart (Gustave), Ballanger (Robert), Balmigère (Paul), Mme Barbera (Myriam), MM. Bardol (Jean), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Boulay (Daniel), Bourgois (Irénée), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Canacos (Henry), Chaminade (Jacques), Mme Chonavel (Jacqueline), M. Combrisson (Roger), Mme Constans (Hélène), MM. Couillet (Michel), Depietri (César), Deschamps (Bernard), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Fiterman (Charles), Mmes Fost (Paulette), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Gauthier (Marceau), Girardot (Pierre), Mme Goeuriot (Colette), MM. Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Gouhier (Roger), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Gremetz (Maxime), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mme Horvath (Adrienne), MM. Hoüel (Marcel), Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Jouve (Jacques), Juquin (Pierre), Kalinsky (Maxime), Lajoinie (André), Laurent (Paul), Lazzarino (Georges), Mme Leblanc (Chantal), MM. Léger (Alain), Legrand (Joseph), Leizour (François), Le Meur (Daniel), Leroy (Roland), Lucas (Henri), Maillet (Raymond), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Marin (Fernand), Maton (Albert), Millet (Gilbert), Montdargent (Robert), Mme Moreau (Gisèle), MM. Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mmes Porte (Jeanine), Privat (Colette), MM. Ralite (Jack), Renard (Roland), Rieubon (René), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Ruffe (Hubert), Soury (André), Tassy (Marcel), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Villa (Lucien), Visse (René), Vizet (Robert), Wargnies (Claude), Zarka (Pierre).

Cessent d'appartenir à ce groupe : Mme Goutmann (Marie-Thérèse) : annulation de son élection par le Conseil constitutionnel [*J.O.* du 9 juin 1978] (p. 2317) ; M. Lucas (Henri) : décédé le 30 juillet 1978 [*J.O.* du 1er août 1978] (p. 2967).

S'inscrivent à ce groupe : Mme Goutmann (Marie-Thérèse) [*J.O.* du 26 juillet 1978] (p. 2919), réélue à l'élection partielle du 23 juillet 1978 ; Mme Chavatte (Angèle) [*J.O.* du 5 août 1978] (p. 3001).

1979

Font partie de ce groupe **(86 membres)** [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 748). - Président : M. Ballanger (Robert). - MM. Andrieux (Maurice), Ansart (Gustave), Ballanger (Robert), Balmigère (Paul), Mme Barbera (Myriam), MM. Bardol (Jean), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Boulay (Daniel), Bourgois (Irénée), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Canacos (Henry), Chaminade (Jacques), Mmes Chavatte (Angèle), Chonavel (Jacqueline), M. Combrisson (Roger), Mme Constans (Hélène), MM. Couillet (Michel), Depietri (César), Deschamps (Bernard), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Fiterman (Charles), Mmes Fost (Paulette), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Gauthier (Marceau), Girardot (Pierre), Mme Goeuriot (Colette), MM. Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Gouhier (Roger), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Gremetz (Maxime), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mme Horvath (Adrienne), MM. Hoüel (Marcel), Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Jouve (Jacques), Juquin (Pierre), Kalinsky (Maxime), Lajoinie (André), Laurent

(Paul), Lazzarino (Georges), Mme Leblanc (Chantal), MM. Léger (Alain), Legrand (Joseph), Leizour (François), Le Meur (Daniel), Leroy (Roland), Maillet (Raymond), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Marin (Fernand), Maton (Albert), Millet (Gilbert), Montdargent (Robert), Mme Moreau (Gisèle), MM. Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mmes Porte (Jeanine), Privat (Colette), MM. Ralite (Jack), Renard (Roland), Rieubon (René), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Ruffe (Hubert), Soury (André), Tassy (Marcel), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Villa (Lucien), Visse (René), Vizet (Robert), Wargnies (Claude), Zarka (Pierre).

1980

Font partie de ce groupe **(86 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 835). - Président : M. Ballanger (Robert). - MM. Andrieux (Maurice), Ansart (Gustave), Ballanger (Robert), Balmigère (Paul), Mme Barbera (Myriam), MM. Bardol (Jean), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Boulay (Daniel), Bourgois (Irénée), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Canacos (Henry), Chaminade (Jacques), Mmes Chavatte (Angèle), Chonavel (Jacqueline), M. Combrisson (Roger), Mme Constans (Hélène), MM. Couillet (Michel), Depietri (César), Deschamps (Bernard), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Fiterman (Charles), Mmes Fost (Paulette), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Gauthier (Marceau), Girardot (Pierre), Mme Goeuriot (Colette), MM. Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Gouhier (Roger), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Gremetz (Maxime), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mme Horvath (Adrienne), MM. Hoüel (Marcel), Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Jouve (Jacques), Juquin (Pierre), Kalinsky (Maxime), Lajoinie (André), Laurent (Paul), Lazzarino (Georges), Mme Leblanc (Chantal), MM. Léger (Alain), Legrand (Joseph), Leizour (François), Le Meur (Daniel), Leroy (Roland), Maillet (Raymond), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Marin (Fernand), Maton (Albert), Millet (Gilbert), Montdargent (Robert), Mme Moreau (Gisèle), MM. Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mmes Porte (Jeanine), Privat (Colette), MM. Ralite (Jack), Renard (Roland), Rieubon (René), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Ruffe (Hubert), Soury (André), Tassy (Marcel), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Villa (Lucien), Visse (René), Vizet (Robert), Wargnies (Claude), Zarka (Pierre).

1981

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er avril 1981 :

Cesse d'appartenir à ce groupe : M. Ballanger (Robert) [*J.O.* du 27 janvier 1981] (p. 347).

S'inscrit à ce groupe : M. Asensi (François) [*J.O.* du 5 mars 1981] (p. 698). - Président : M. Lajoinie (André) [*J.O.* du 13 février 1981] (p. 546).

Font partie de ce groupe **(86 membres)** [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923). - Président : M. Lajoinie (André). - MM. Andrieux (Maurice), Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Mme Barbera (Myriam), MM. Bardol (Jean), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Boulay (Daniel), Bourgois (Irénée), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Canacos (Henry), Chaminade (Jacques), Mmes Chavatte (Angèle), Chonavel (Jacqueline), M. Combrisson (Roger), Mme Constans (Hélène), MM. Couillet (Michel), Depietri (César), Deschamps (Bernard), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Fiterman (Charles), Mmes Fost (Paulette), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Gauthier (Marceau), Girardot (Pierre), Mme Goeuriot (Colette), MM. Goldberg (Pierre), Gosnat (Georges), Gouhier (Roger), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Gremetz (Maxime), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mme Horvath (Adrienne), MM. Hoüel (Marcel), Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Jouve (Jacques), Juquin (Pierre), Kalinsky (Maxime), Lajoinie (André), Laurent (Paul), Lazzarino (Georges), Mme Leblanc (Chantal), MM. Léger (Alain), Legrand (Joseph), Leizour (François), Le Meur (Daniel), Leroy (Roland), Maillet (Raymond), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Marin (Fernand), Maton (Albert), Millet (Gilbert), Montdargent (Robert), Mme Moreau (Gisèle), MM. Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porcu (Antoine), Porelli (Vincent), Mmes Porte (Jeanine), Privat (Colette), MM. Ralite (Jack), Renard (Roland), Rieubon (René), Rigout (Marcel), Roger (Emile), Ruffe (Hubert), Soury (André), Tassy (Marcel), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Villa (Lucien), Visse (René), Vizet (Robert), Wargnies (Claude), Zarka (Pierre).

V. - LISTE DES DEPUTES N'APPARTENANT A AUCUN GROUPE

1978

(15 députés) [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511)

[erratum *J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1534) : MM. Audinot (André), Beaumont (Jean-Louis), Branger (Jean-Guy), Delprat (Michel), Fontaine (Jean), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault (Xavier), Lecat (Jean-Philippe), Malaud (Philippe), Pidjot (Roch), Plantegenest (Marc), Royer (Jean), Ségard (Norbert), Sergheraert (Maurice), Zeller (Adrien).

Deviennent non inscrits : M. Baridon (Jean), député remplaçant M. Barre (Raymond) [*J.O.* du 6 mai 1978] (p. 1989) ; MM. Cazalet (Auguste), député remplaçant M. Plantier (Maurice) ; César (Gérard), député remplaçant M. Boulin (Robert) ; Delfosse (Georges), député remplaçant M. Ségard (Norbert) ; Delhalle (Jacques), député remplaçant M. Galley (Robert) ; Drouet (Maurice), député remplaçant M. Méhaignerie (Pierre) ; Dubreuil (René), député remplaçant M. Papon (Maurice) ; Eymard-Duvernay (Claude), député remplaçant M. Peyrefitte (Alain) ; Fourneyron (Roger), député remplaçant M. Barrot (Jacques) ; Hamelin (Jean), député remplaçant M. Bourges (Yvon) ; Jacob (Lucien), député remplaçant M. Lecat (Jean-Philippe) ; Kerguéris (Aimé), député remplaçant M. Bonnet (Christian) ; Masson (Marc), député remplaçant M. Soisson (Jean-Pierre) ; Moulle (Henri), député remplaçant M. Deniau (Jean-François) ; Pailler (René), député remplaçant M. Le Theule (Joël) ; Richomme (Jacques), député remplaçant M. d'Ornano (Michel) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000) ; Donnadieu (Louis), député remplaçant M. Limouzy (Jacques) ; Fabre (Robert-Félix), député remplaçant M. Delmas (François) ; Gérard (Alain), député remplaçant M. Bécam (Marc) ; Lepeltier (Antoine), député remplaçant M. Stirn (Olivier) ; Papet (Marcel), député remplaçant M. Dijoud (Paul) ; Pineau (Jean), député remplaçant M. Fouchier (Jacques) ; Pringalle (Claude), député remplaçant M. Legendre (Jacques) ; Thomas (Abel), député remplaçant M. Dominati (Jacques) [*J.O.* du 9 mai 1978] (p. 2014) ; Mme Chavatte (Angèle), député remplaçant M. Lucas (Henri), décédé [*J.O.* du 1er août 1978] (p. 2967) ; MM. Cellard (André) [*J.O.* du 24 août 1978] (p. 3107), réélu à l'élection partielle du 20 août 1978 ; Wilquin (Claude) [*J.O.* du 15 septembre 1978] (p. 3285, réélu à l'élection partielle du 10 septembre 1978 ; Fabre (Robert) [*J.O.* du 20 septembre 1978] (p. 3345) ; Tondon (Yvon) [*J.O.* du 27 septembre 1978] (p. 3398), élu à l'élection partielle du 24 septembre 1978 ; Mme Avice (Edwige) [*J.O.* du 3 octobre 1978] (p. 3450) ; MM. Tondon (Yvon) [*J.O.* du 4 octobre 1978] (p. 3473) ; Serres (René) ; Thibault (Jean) [*J.O.* du 12 octobre 1978] (p. 3552).

Cessent d'être non inscrits : MM. Ségard (Norbert) [*J.O.* du 5 mai 1978] (p. 1534) ; Lecat (Jean-Philippe) [*J.O.* du 7 mai 1978] (p. 2000), nommés ministres ; MM. Cazalet (Auguste), Delfosse (Georges), Delhalle (Jacques), Donnadieu (Louis), Eymard-Duvernay (Claude), Fabre (Robert-Félix), Gérard (Alain), Hamelin (Jean), Jacob (Lucien), Kerguéris (Aimé), Masson (Marc), Pailler (René), Richomme (Jacques) [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052) ; Drouet (Maurice), Dubreuil (René), Fourneyron (Roger), Lepeltier (Antoine), Papet (Marcel), Thomas (Abel) [*J.O.* du 12 mai 1978] (p. 2060) ; César (Gérard), Pringalle (Claude) [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2118) ; Pineau (Jean-Paul) [*J.O.* du 23 mai 1978] (p. 2166) ; Moulle (Henri) [*J.O.* du 20 juillet 1978] (p. 2890) ; Mme Chavatte (Angèle) [*J.O.* du 5 août 1978] (p. 3001) ; MM. Cellard (André) [*J.O.* du 6 septembre 1978] (p. 3205) ; Wilquin (Claude) [*J.O.* du 16 septembre 1978] (p. 3294) ; Tondon (Yvon) [*J.O.* du 29 septembre 1978] (p. 3415) ; Zeller (Adrien) [*J.O.* du 1er octobre 1978] (p. 3439) ; Mme Avice (Edwige) [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3505) ; MM. Tondon (Yvon) [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3505) ; Thibault (Jean) [*J.O.* du 13 octobre 1978] (p. 3559) ; Serres (René) [*J.O.* du 18 octobre 1978] (p. 3608).

1979

(14 députés) [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 748) : MM. Audinot (André), Baridon (Jean), Beaumont (Jean-Louis), Branger (Jean-Guy), Delprat (Michel), Fabre (Robert), Fontaine (Jean), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault (Xavier), Malaud (Philippe), Pidjot (Roch), Plantegenest (Marc), Royer (Jean), Sergheraert (Maurice).

Deviennent non inscrits : M. Bamama (Younoussa) [*J.O.* du 26 mai 1979] (p. 1224) ; Mme Signouret (Marie-Magdeleine) [*J.O.* du 7 août 1979] (p. 2010) ; M. Faure (Edgar) [*J.O.* du 29 septembre 1979] (p. 2436).

Cesse d'être non inscrit : Mme Signouret (Marie-Magdeleine) [*J.O.* du 8 août 1979] (p. 2015).

1980

(16 députés) [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 835) : MM. Audinot (André), Bamana (Younoussa), Baridon (Jean), Beaumont (Jean-Louis), Branger (Jean-Guy), Delprat (Michel), Fabre (Robert), Faure (Edgar), Fontaine (Jean), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault (Xavier), Malaud (Philippe), Pidjot (Roch), Plantegenest (Marc), Royer (Jean), Sergheraert (Maurice).

Deviennent non inscrits : MM. Mercier (André) [*J.O.* du 4 septembre 1980] (p. 2095) ; Bernard (Pierre) [*J.O.* du 10 octobre 1980] (p. 2368) ; Gengenwin (Germain) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451) ; Pénicault (Jean-Pierre) [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504) ; Le Ker (Paul), Pontet (Philippe) [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568) ; Perbet (Régis), Rigal (Jean), Souchon (René), Suchod (Michel), Vuillaume (Roland) [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839) ; Coumel (Christian) [*J.O.* du 7 décembre 1980] (p. 2893).

Cessent d'être non inscrits : MM. Fabre (Robert) [*J.O.* du 24 septembre 1980] (p. 2215) ; Mercier (André) [*J.O.* du 25 septembre 1980] (p. 2221) ; Faure (Edgar) [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2303) ; Bernard (Pierre) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2419) ; Gengenwin (Germain) [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504) ; Pontet (Philippe) [*J.O.* du 5 novembre 1980] (p. 2579) ; Le Ker (Paul), Pénicaut (Jean-Pierre) [*J.O.* du 7 novembre 1980] (p. 2603) ; Perbet (Régis), Souchon (René), Suchod (Michel), Vuillaume (Roland) [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862) ; Rigal (Jean) [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2910) ; Coumel (Christian) [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2920).

1981

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er avril 1981 :

Deviennent non inscrits : MM. Tailleur (Jacques) [*J.O.* du 21 janvier 1981] (p. 299) ; Asensi (François) [*J.O.* du 27 janvier 1981] (p. 347).

Cessent d'être non inscrits : MM. Tailleur (Jacques) [*J.O.* du 23 janvier 1981] (p. 325) ; Asensi (François) [*J.O.* du 5 mars 1981] (p. 698).

(14 députés) [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923) : MM. Audinot (André), Bamana (Younoussa), Baridon (Jean), Beaumont (Jean-Louis), Branger (Jean-Guy), Delprat (Michel), Fontaine (Jean), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault (Xavier), Malaud (Philippe), Pidjot (Roch), Plantegenest (Marc), Royer (Jean), Sergheraert (Maurice).

Devient non inscrit : M. Lestas (Roger) [*J.O.* du 17 avril 1981] (p. 1101).

Cesse d'être non inscrit : M. Lestas (Roger) [*J.O.* du 5 mai 1981] (p. 1251).

VI. - SESSIONS PARLEMENTAIRES

1977-1978

Seconde session ordinaire : ouverture [3 avril 1978] (p. 1095) ; clôture [1er juillet 1978] (p. 3803).

1978-1979

Première session ordinaire : ouverture [2 octobre 1978] (p. 5424) ; clôture [20 décembre 1978] (p. 9772).

Première session extraordinaire : ouverture [21 décembre 1978] (p. 9795) ; clôture [5 janvier 1979] (p. 181).

Deuxième session extraordinaire : ouverture [14 mars 1979] (p. 1544) ; clôture [16 mars 1979] (p. 1812) ; liste des 315 députés ayant demandé la convocation du Parlement [14 mars 1979] (p. 1574, 1575).

Seconde session ordinaire : ouverture [2 avril 1979] (p. 2165) ; clôture [30 juin 1979] (p. 5927).

1979-1980

Première session ordinaire : ouverture [2 octobre 1979] (p. 7617) ; report de la clôture de la session (article 51 de la Constitution) [20 décembre 1979] (p. 12443) ; clôture [22 décembre 1979] (p. 12519).

Première session extraordinaire : ouverture [27 décembre 1979] (p. 12544) ; clôture le 17 janvier 1980 [*J.O.* du 18 janvier 1980] (p. 142).

Deuxième session extraordinaire : ouverture [25 février 1980] (p. 42) ; clôture le 13 mars 1980 [*J.O.* du 14 mars 1980] (p. 722).

Seconde session ordinaire : ouverture [2 avril 1980] (p. 87) ; clôture [30 juin 1980] (p. 2509).

1980-1981

Première session ordinaire : ouverture [2 octobre 1980] (p. 2514) ; clôture [20 décembre 1980] (p. 5150).

Seconde session ordinaire : ouverture [2 avril 1981] (p. 1).

LE GOUVERNEMENT

I. - LISTES ALPHABETIQUES DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

A. - TROISIEME GOUVERNEMENT DE M. RAYMOND BARRE

(3 avril 1978 - 13 mai 1981)

MM.

BARRE Raymond, Premier ministre.

AIGRAIN Pierre, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche).

BARROT Jacques, ministre du commerce et de l'artisanat (1), puis ministre de la santé et de la sécurité sociale (2).

BECAM Marc, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Collectivités locales) (3).

BERNARD-REYMOND Pierre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (4).

BEULLAC Christian, ministre de l'éducation.

BONNET Christian, ministre de l'intérieur.

BOULIN Robert, ministre du travail et de la participation (5).

BOURGES Yvon, ministre de la défense (3).

CAVAILLE Marcel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Logement) (3).

CHARRETIER Maurice, ministre du commerce et de l'artisanat (2).

COINTAT Michel, ministre du commerce extérieur (6).

DEBATISSE Michel, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des industries agricoles et alimentaires (7).

DELMAS François, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement).

DENIAU Jean-François, ministre du commerce extérieur (5), puis ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives (6).

DIJOUD Paul, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'Outre-Mer).

DOMINATI Jacques, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

FARGE Jean, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (2).

FOUCHIER Jacques, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

FRANÇOIS-PONCET Jean, ministre des affaires étrangères (8).

GALLEY Robert, ministre de la coopération, puis ministre de la défense et ministre de la coopération (9).

GIRAUD André, ministre de l'industrie.

GUIRINGAUD Louis de, ministre des affaires étrangères (10).

HOEFFEL Daniel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille (5), puis ministre des transports (6).

LECAT Jean-Philippe, ministre de la culture et de la communication (11).

LEGENDRE Jacques, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Formation professionnelle) (2), puis secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle) (10).

LE THEULE Joël, ministre des transports (3), puis ministre de la défense (6) (12).

LIMOUZY Jacques, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).

MATTEOLI Jean, ministre du travail et de la participation (13).

MEHAIGNERIE Pierre, ministre de l'agriculture.

MONORY René, ministre de l'économie.

MONTAGNE Rémy, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (6).

MOUROT Jean-Paul, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (4).

ORNANO Michel d', ministre de l'environnement et du cadre de vie.

PAPON Maurice, ministre du budget.

Mme **PASQUIER Nicole,** secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Emploi féminin).

M. PELLETIER Jacques, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (3).

Mme **PELLETIER Monique,** secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, puis ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine (4).

MM.

PEYREFITTE Alain, garde des sceaux, ministre de la justice.

PLANTIER Maurice, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

PROUTEAU Jean-Pierre, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie (Petite et moyenne industrie).

RIBES Pierre, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télésdiffusion (14).

Mme **SAUNIER-SEITE Alice,** ministre des universités.

MM.

SEGARD Norbert, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (15), puis ministre délégué auprès du Premier ministre (14) (16).

SOISSON Jean-Pierre, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

STIRN Olivier, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, mis en outre à la disposition du ministre de la défense, ministre de la coopération (9).

STOLERU Lionel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Travailleurs manuels et immigrés).

Mme **VEIL Simone,** ministre de la santé et de la famille (1).

(1) Jusqu'au 4 juillet 1979.
(2) A partir du 4 juillet 1979 et jusqu'au 12 mai 1981.
(3) Jusqu'au 2 octobre 1980.
(4) A partir du 11 septembre 1978 et jusqu'au 4 mars 1981.
(5) Jusqu'au 29 octobre 1979, date de son décès.
(6) A partir du 2 octobre 1980 et jusqu'au 4 mars 1981.
(7) A partir du 22 octobre 1979.
(8) A partir du 29 novembre 1978.
(9) A partir du 22 décembre 1980.
(10) Jusqu'au 29 novembre 1978.
(11) Jusqu'au 4 mars 1981.
(12) Jusqu'au 14 décembre 1980, date de son décès.
(13) A partir du 8 novembre 1979.
(14) A partir du 5 novembre 1980.
(15) Jusqu'au 5 novembre 1980.
(16) Jusqu'au 1er février 1981, date de son décès.

B. - PREMIER GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAYROY

(21 mai 1981 - 22 juin 1981)

MM.

MAUROY Pierre, Premier ministre.

ABADIE François, secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.

AUROUX Jean, ministre du travail.

AUTAIN François, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la sécurité sociale.

Mme **AVICE Edwige,** ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

MM.

BOMBARD Alain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement.

CELLARD André, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

CHARDERNAGOR André, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

CHEVENEMENT Jean-Pierre, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.

CHEYSSON Claude, ministre des relations extérieures.

COT Jean-Pierre, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

COURRIERE Raymond, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.

CREPEAU Michel, ministre de l'environnement.

Mme **CRESSON Edith,** ministre de l'agriculture.

MM.

DEBARGE Marcel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.

DEFFERRE Gaston, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

DELELIS André, ministre du commerce et de l'artisanat.

DELORS Jacques, ministre de l'économie et des finances.

Mme **DUFOIX Georgina,** secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille.

MM.

EMMANUELLI Henri, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'Outre-Mer.

FABIUS Laurent, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

FAURE Maurice, garde des sceaux, ministre de la justice.

FILLIOUD Georges, ministre de la communication.

FRANCESCHI Joseph, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

HENRY André, ministre du temps libre.

HERNU Charles, ministre de la défense.

HERVE Edmond, ministre de la santé.

JOBERT Michel, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.

JOXE Pierre, ministre de l'industrie.

LABARRERE André, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

Mme **LALUMIERE Catherine,** secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

MM.

LANG Jack, ministre de la culture.

LAURAIN Jean, ministre des anciens combattants.

LE GARREC Jean, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

LEMOINE Georges, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.

LE PENSEC Louis, ministre de la mer.

MERMAZ Louis, ministre de l'équipement et des transports.

MEXANDEAU Louis, ministre des P.T.T.

Mme **QUESTIAUX Nicole,** ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale.

MM.

QUILLIOT Roger, ministre du logement.

ROCARD Michel, ministre d'Etat, ministre du plan et l'aménagement du territoire.

Mme **ROUDY Yvette,** ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.

M. **SAVARY Alain,** ministre de l'éducation nationale.

II. - COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

DECRETS RELATIFS A LA NOMINATION ET A LA FIN DES FONCTIONS DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

A. - TROISIEME GOUVERNEMENT DE M. RAYMOND BARRE

DECRET DU 3 AVRIL 1978 PORTANT NOMINATION DU PREMIER MINISTRE

(*J.O.* du 4 avril 1978).

M. **BARRE Raymond** est nommé Premier ministre.

DECRET DU 5 AVRIL 1978 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 6 avril 1978).

Sont nommés :

M. **PEYREFITTE Alain,** garde des sceaux, ministre de la justice.

Mme **VEIL Simone,** ministre de la santé et de la famille.

MM.

BONNET Christian, ministre de l'intérieur.

GUIRINGAU Louis de, ministre des affaires étrangères.

BOURGES Yvon, ministre de la défense.

BOULIN Robert, ministre du travail et de la participation.

GALLEY Robert, ministre de la coopération.

MONORY René, ministre de l'économie.

PAPON Maurice, ministre du budget.

ORNANO Michel d', ministre de l'environnement et du cadre de vie.

BEULLAC Christian, ministre de l'éducation.

Mme **SAUNIER-SEITE Alice,** ministre des universités.

MM.

MEHAIGNERIE Pierre, ministre de l'agriculture.

GIRAUD André, ministre de l'industrie.

LE THEULE Joël, ministre des transports.

BARROT Jacques, ministre du commerce et de l'artisanat.

DENIAU Jean-François, ministre du commerce extérieur.

SOISSON Jean-Pierre, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

LECAT Jean-Philippe, ministre de la culture et de la communication.

Sont nommés :

MM.

SEGARD Norbert, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

PLANTIER Maurice, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

DECRET DU 6 AVRIL 1978 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 7 avril 1978).

Sont nommés :

MM.

DOMINATI Jacques, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

LIMOUZY Jacques, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).

AIGRAIN Pierre, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche).

Sont nommés :

Mme **PELLETIER Monique,** secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

MM.

HOEFFEL Daniel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille.

DIJOUD Paul, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'Outre-Mer).

BECAM Marc, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Collectivités locales).

STIRN Olivier, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

LEGENDRE Jacques, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Formation professionnelle).

STOLERU Lionel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Travailleurs manuels et immigrés).

Mme **PASQUIER Nicole,** secrétaire d'Etat du ministre du travail et de la participation (Emploi féminin).

MM.

CAVAILLE Marcel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Logement).

DELMAS François, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement).

PELLETIER Jacques, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation.

FOUCHIER Jacques, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

PROUTEAU Jean-Pierre, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie (Petite et moyenne industrie).

DECRET DU 11 SEPTEMBRE 1978 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 12 septembre 1978)

Il est mis fin aux fonctions de Mme **PELLETIER Monique,** secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

Mme **PELLETIER Monique** est nommée ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine.

M. **MOUROT Jean-Paul** est nommé secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

M. **BERNARD-REYMOND Pierre** est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

DECRET DU 29 NOVEMBRE 1978 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 30 novembre 1978).

Il est mis fin aux fonctions de M. **GUIRINGAUD Louis de,** ministre des affaires étrangères.

M. **FRANÇOIS-PONCET Jean** est nommé ministre des affaires étrangères.

DECRET DU 4 JUILLET 1979 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 5 juillet 1979).

M. **BARROT Jacques** est nommé ministre de la santé et de la sécurité sociale en remplacement de Mme **VEIL Simone,** dont la démission est acceptée.

M. **CHARRETIER Maurice** est nommé ministre du commerce et de l'artisanat.

M. **FARGE Jean** est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

DECRET DU 22 OCTOBRE 1979 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 23 octobre 1979).

M. **DEBATISSE Michel** est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des industries agricoles et alimentaires.

DECRET DU 8 NOVEMBRE 1979 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 9 novembre 1979).

M. **MATTEOLI Jean** est nommé ministre du travail et de la participation.

DECRET DU 27 NOVEMBRE 1979 CHARGEANT LE MINISTRE DE L'EDUCATION DE L'INTERIM DU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA PARTICIPATION

(*J.O.* du 28 novembre 1979).

M. **BEULLAC Christian,** ministre de l'éducation, est chargé de l'intérim du ministère du travail et de la participation pendant l'absence de M. **MATTEOLI Jean.**

DECRET DU 21 JANVIER 1980 METTANT FIN A L'INTERIM DU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA PARTICIPATION

(*J.O.* du 22 janvier 1980).

Il est mis fin à l'intérim du ministère du travail et de la participation assuré par M. **BEULLAC Christian,** ministre de l'éducation, pendant l'absence de M. **MATTEOLI Jean.**

DECRET DU 2 OCTOBRE 1980 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 3 octobre 1980).

Démissions de MM. **BOURGES Yvon, BECAM Marc, CAVAILLE Marcel** et **PELLETIER Jacques.**

M. **LE THEULE Jöel** est nommé ministre de la défense.

M. **DENIAU Jean-Françols** est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives.

M. **HOEFFEL Daniel** est nommé ministre des transports.

M. **COINTAT Michel** est nommé ministre du commerce extérieur.

M. **LEGENDRE Jacques** est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle).

M. **MONTAGNE Rémy** est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

DECRET DU 5 NOVEMBRE 1980 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 6 novembre 1980).

M. **SEGARD Norbert** est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre.

M. **RIBES Pierre** est nommé secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion.

DECRET DU 14 DECEMBRE 1980 CHARGEANT LE MINISTRE DE LA COOPERATION DE L'INTERIM DU MINISTERE DE LA DEFENSE

(*J.O.* du 16 décembre 1980).

M. **GALLEY Robert,** ministre de la coopération, est chargé de l'intérim du ministère de la défense.

DECRET DU 22 DECEMBRE 1980 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

(*J.O.* du 23 décembre 1980).

M. **GALLEY Robert,** ministre de la coopération, est nommé ministre de la défense et ministre de la coopération.

DECRET DU 22 DECEMBRE 1980 RELATIF AUX ATTRIBUTIONS DE M. STIRN OLIVIER, SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

(*J.O.* du 23 décembre 1980).

Outre les attributions qu'il exerce en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, M. **STIRN Olivier** est mis à la disposition du ministre de la défense, ministre de la coopération, pour toutes les missions que celui-ci lui confie.

DECRET DU 4 MARS 1981
(*J.O.* du 5 mars 1981).

Il est mis fin, sur leur demande, aux fonctions de Mme **PELLETIER Monique,** de M. **DENIAU Jean-François** et de M. **LECAT Jean-Philippe.**

Le Premier ministre reprend l'exercice des attributions qu'il avait déléguées au ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives, par le décret n° 80-831 du 23 octobre 1980.

Mme **SAUNIER-SEITE Alice,** ministre des universités, est chargée d'exercer les attributions déléguées à Mme **PELLETIER Monique,** ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine, par le décret n° 80.149 du 18 février 1980.

M. **d'ORNANO Michel,** ministre de l'environnement et du cadre de vie, est chargé d'exercer les fonctions de ministre de la culture.

Il reçoit, en outre, délégation du Premier ministre pour exercer les attributions dévolues à M. **LECAT Jean-Philippe** par le décret n° 78-537 du 13 avril 1978, modifié par le décret n° 80-29 du 16 janvier 1980.

DECRET DU 12 MAI 1981
(*J.O.* du 13 mai 1981).

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. **FARGE Jean,** secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

DEMISSION DU GOUVERNEMENT

DECRET DU 13 MAI 1981
(*J.O.* du 14 mai 1981).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, aux fonctions de M. **BARRE Raymond,** Premier ministre, et des autres membres du Gouvernement.

B. - PREMIER GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

DECRET DU 21 MAI 1981 PORTANT NOMINATION DU PREMIER MINISTRE
(*J.O.* du 22 mai 1981).

M. **MAUROY Pierre** est nommé Premier ministre.

DECRET DU 22 MAI 1981 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT
(*J.O.* du 23 mai 1981)
rectificatif
(J.O. du 24 mai 1981).

Sont nommés :

M. **DEFFERRE Gaston,** ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Mme **QUESTIAUX Nicole,** ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale.

MM.

JOBERT Michel, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.

ROCARD Michel, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.

Mme **ROUDY Yvette,** ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.

MM.

LABARRERE André, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

FAURE Maurice, garde des sceaux, ministre de la justice.

CHEYSSON Claude, ministre des relations extérieures.

CHANDERNAGOR André, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

COT Jean-Pierre, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

HERNU Charles, ministre de la défense.

DELORS Jacques, ministre de l'économie et des finances.

FABIUS Laurent, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

SAVARY Alain, ministre de l'éducation nationale.

Mme **CRESSON Edith,** ministre de l'agriculture.

MM.

JOXE Pierre, ministre de l'industrie.

DELELIS André, ministre du commerce et de l'artisanat.

AUROUX Jean, ministre du travail.

MERMAZ Louis, ministre de l'équipement et des transports.

HERVE Edmond, ministre de la santé.

HENRY André, ministre du temps libre.

Mme **AVICE Edwige,** ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

MM.

LANG Jack, ministre de la culture.

FILLIOUD Georges, ministre de la communication.

QUILLIOT Roger, ministre du logement.

CREPEAU Michel, ministre de l'environnement.

LE PENSEC Louis, ministre de la mer.

MEXANDEAU Louis, ministre des P.T.T.

LAURAIN Jean, ministre des anciens combattants.

LE GARREC Jean, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

Mme **LALUMIERE Catherine,** secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

MM.

COURRIERE Raymond, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.

EMMANUELLI Henri, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'Outre-Mer.

AUTAIN François, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la sécurité sociale.

FRANCESCHI Joseph, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

Mme **DUFOIX Georgina,** secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille.

MM.

DEBARGE Marcel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.

CELLARD André, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

LEMOINE Georges, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.

BOMBARD Alain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement.

ABADIE François, secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.

DEMISSION DU GOUVERNEMENT

DECRET DU 22 JUIN 1981
(J.O. du 23 juin 1981).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, aux fonctions de M. **MAUROY Pierre,** Premier ministre et des autres membres du Gouvernement.

III. - DECES DE MEMBRES DU GOUVERNEMENT

M. **BOULIN Robert,** ministre du travail et de la participation, décédé le 29 octobre 1979.

M. **LE THEULE Joël,** ministre de la défense, décédé le 14 décembre 1980.

M. **SEGARD Norbert,** ministre délégué auprès du Premier ministre, décédé le 1er février 1981.

IV. - MEMBRES DU GOUVERNEMENT ELUS SENATEURS

Elections sénatoriales du 28 septembre 1980 :

MM. **BOURGES Yvon, BECAM Marc, GALLEY Robert, PELLETIER Jacques.**

A

ABANDON DE FAMILLE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 202** RELATIVE A L'EXECUTION DES CONDAMNATIONS POUR ABANDON DE FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Nicole de Hauteclocque. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot [1er juin 1978].

ABATTEMENT FISCAL (de 20 % sur les salaires)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 65.

ABATTOIRS

Voir ANIMAUX, 6 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 511, 877.

ABLON (Barrage d' –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 302.

ABRIBUS

Voir ENVIRONNEMENT. 1

– **Fiscalité**. *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés.

ABRIS ANTI-ATOMIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 390, 398.

ABSENTEISME

Voir CONTRAT DE TRAVAIL. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 63 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale, Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 6 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT), 2.

– **des députés**. *Voir* INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 3 ; INFORMATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education ; RAPPELS AU REGLEMENT, 205, 212, 233, 261, 268, 277, 278, 279.

ABSTENTIONNISME

Voir ELECTIONS. 5, 14.

ACADEMIE DE LILLE (Effectifs des personnels de l'éducation dans l' -)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 558.

ACCESSION A LA PROPRIETE

Voir LOGEMENT. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. - II. - Cadre de vie et logement ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 680, 689, 752.

ACCIDENT NUCLEAIRE DE HARRISBURG (Three Mile Island)

Voir ENERGIE 1 ; ENERGIE NUCLEAIRE 2 ; PROTECTION CIVILE. 1 (Rapport d'information) ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT 305 ; RAPPELS AU REGLEMENT 124.

ACCIDENTS

1. - PROPOSITION DE LOI **n° 183** TENDANT A LA CREATION D'UN FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES DE L'OBLIGATION DE SECOURS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Richomme [29 juin 1978].

2. - PROPOSITION DE LOI **n° 1323** PORTANT PROTECTION DES USAGERS ET DES CONSOMMATEURS DEVANT LES ACCIDENTS DE LA VIE QUOTIDIENNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Michel Rocard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Richard [8 novembre 1979].

3. - PROPOSITION DE LOI **n° 2191** RELATIVE AU RISQUE TECHNOLOGIQUE MAJEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Louis Le Pensec et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 308 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 266 ; SECURITE SOCIALE. 15.

ACCIDENTS (militaires)

Voir ARMEE. 7.

ACCIDENTS (navigation)

Voir NAVIGATION MARITIME. 3.

ACCIDENTS DE SERVICE (action de l'Etat à l'encontre du tiers responsable)

Voir IMPOTS. 8.

ACCIDENTS DE TRAJET

Voir CONTRAT DE TRAVAIL. 7.

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

1. - PROPOSITION DE LOI **n° 45** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 416, PARAGRAPHE 2, DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE, RELATIF AUX BENEFICIAIRES DE LA LEGISLATION CONCERNANT LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978, par M. Pierre-Bernard Cousté. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Claude Pasty [11 mai 1978].

2. - PROJET DE LOI **n° 138** COMPLETANT LES DISPOSITIONS DU CODE DES

COMMUNES EN VUE D'INSTITUER DES COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1978, par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [27 avril 1978]. – Rapport **n° 230** [30 mai 1978]. – Discussion le 30 mai 1978. – Adoption le 30 mai 1978. – Projet de loi **n° 16.**

SENAT (première lecture), n° 385 (1977-1978). Dépôt le 1er juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur M. Jean Béranger. – Rapport n° 414 (1977-1978) [14 juin 1978]. – Discussion le 27 juin 1978. – Adoption avec modification le 27 juin 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI COMPLETANT LE CODE DES COMMUNES PAR DES DISPOSITIONS RELATIVES A L'HYGIENE ET A LA SECURITE ». – Projet de loi n° 164 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 467.** Dépôt le 28 juin 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [29 juin 1978]. – Rapport **n° 488** [30 juin 1978]. – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption avec modifications le 30 juin 1978. – Projet de loi **n° 66.**

SENAT (deuxième lecture), n° 509 (1977-1978). Dépôt le 1er juillet 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 511 (1977-1978) [1er juillet 1978]. – Discussion le 12 octobre 1978. – Adoption avec modifications le 12 octobre 1978. – Projet de loi n° 2 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 584.** Dépôt le 13 octobre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant sa création [27 octobre 1978] (p. 6873). – Nomination [3 novembre 1978] (p. 7071).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Edmond Garcin, Mme Colette Goeuriot, MM. Antoine Lepeltier, Jacques Piot, Alain Richard, Pierre Sauvaigo ; membres suppléants : MM. Michel Aurillac, Henri Baudouin, Pierre-Alexandre Bourson, Benjamin Brial, Jean Fontaine, Maxime Kalinsky, François Massot.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Jean Béranger, Jean Chérioux, Jean Mézard, Noël Berrier, André Rabineau, René Touzet ; membres suppléants : MM. Roland du Luart, Marcel Gargar, Marcel Mathy, Henri Moreau, André Bohl, Jean Amelin, Georges Dagonia.

Bureau [14 novembre 1978] (p. 7616). – Président : M. Jean Foyer ; vice-président : M. Robert Schwint.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Edmond Garcin. – Rapport **n° 677** [14 novembre 1978]. – Discussion le 22 novembre 1978. – Adoption avec modifications le 22 novembre 1978. – Projet de loi **n° 82.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 69 (1978-1979) [10 novembre 1978]. – Discussion le 15 décembre 1978. – Adoption définitive le 15 décembre 1978. – Projet de loi n° 35 (1978-1979).

Loi n° 78-1183 du 20 décembre 1978, publiée au *J.O.*, du 22 décembre 1978 (p. 4230, 4231).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **3** (globalement) : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. :

– article L. 417-18 code des communes ; L. 417-18 *a* (S. 1. – A.N. 2) ;

– article L. 417-19 code des communes ; L. 417-18 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2) ;

– article L. 417-20 code des communes ; L. 417-19 (projet. – A.N. 1. – S.1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;

– article L. 417-21 code des communes ; L. 417-19 *bis* (S. 1. – A.N. 2) ;

– article L. 417-22 code des communes ; L. 417-20 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2) ;

– article L. 417-23 code des communes ; L. 417-21 (S. 1. – A.N. 2. – S. 2) ;

– article L. 417-24 code des communes ; L. 417-22 (S. 1. – A.N. 2. – S. 2) ;

– article L. 417-25 code des communes ; L. 417-23 (S. 1. – A.N. 2) ;

– article L. 417-26 code des communes ; L. 417-24 (S. 1. – A.N. 2) ;

– article L. 417-27 code des communes ; L. 417-25 (S. 1. – A.N. 2) ;

– article L. 417-28 code des communes ; L. 417-26 (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **4** : 3 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **5** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **7** : 7 (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **8** : 8 (S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE : [30 mai 1978] (p. 2229, 2234).

Accidents du travail : *Bécam (Marc)*, (p. 2234).

Comités d'hygiène et de sécurité (composition des) : *Garcin (Edmond)*, (p. 2229).

Comité d'hygiène et de sécurité (pouvoir des) : *Garcin (Edmond)*, (p. 2229) ; *Richard (Alain)*, (p. 2230).

Communes pauvres : *Richard (Alain)*, (p. 2235).

Paris (règles applicables à) : *Bécam (Marc)*, (p. 2235).

Personnel communal (situation du) : *Richard (Alain)*, (p. 2230) ; *Bécam (Marc)*, (p. 2235).

Seuil d'application du texte : *Garcin (Edmond)*, (p. 2229) ; *Richard (Alain)*, (p. 2230) ; *Bécam (Marc)*, (p. 2234).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 mai 1978] (p. 2235).

ART. 1er (modification de l'intitulé du chapitre VII du titre I du livre IV du code des communes) : adopté (p. 2235).

ART. 2 (complète le code des communes par une section : hygiène et sécurité) : adopté (p. 2235).

ART. 3 :

Article L. 417-18 *du code des communes :* (institution d'un comité d'hygiène et de sécurité dans les communes et établissements communaux employant au moins 100 agents) : *amendement n° 3* de M. Alain Richard (diminution de 100 à 50 employés du seuil d'application du texte) : adopté (p. 2236) ; *amendement formel n° 24* de M. Edmond Garcin ; adopté (p. 2236) ; *amendement n° 4* de M. Alain Richard (inclusion dans le seuil de 50 salariés des personnels travaillant à temps complet ou non) : retiré (p. 2236) ;

– article L. 417-18 du code des communes, ainsi modifié, adopté (p. 2236).

MM. Richard (Alain), Garcin (Edmond), Bécam (Marc).

Après l'article L. 417-18 *du code des communes : amendement n° 5* de M. Alain Richard (création obligatoire d'un service de médecine du travail à la disposition des personnels communaux) ; rejeté (p. 2237).

MM. Richard (Alain), Garcin (Edmond), Bécam (Marc).

Article L. 417-19 *du code des communes :* (composition du comité) : *amendements identiques n° 1* de la commission et *n° 15* de Mme Hélène Constans (composition du comité : trois à huit représentants élus selon l'importance des communes) ; *sous-amendements n° 14* à l'*amendement n° 1* de M. Lucien Villa (représentant supplémentaire par tranche de 50 000 habitants pour les communes supérieures à 150 000 habitants) : rejeté (p. 2238) ; *sous-amendement n° 19* de M. Alain Richard à l'*amendement n° 1* (représentation des organisations syndicales représentatives au plan national dans les comités) : rejeté (p. 2239) ; *sous-amendement n° 22* de M. Alain Richard à l'*amendement n° 1* (présence du médecin du travail dans le comité d'hygiène et de sécurité) : rejeté (p. 2239) ; *sous-amendement n° 20* de M. Alain Richard à l'*amendement n° 1* (secrétariat général du comité assuré par un représentant du personnel : rejeté (p. 2239) ; *amendements n° 1* et *n° 15 :* rejetés (p. 2239) ; *amendement n° 23* du Gouvernement (nombre de représentants du personnel : cinq à dix, élus pour six ans) ; *sous-amendement n° 27* de M. Alain Richard à l'*amendement n° 23* (mode de scrutin pour l'élection des représentants du personnel) : rejeté au scrutin public *n° 23* (p. 2241) ; liste des volants (p. 2251) ; *amendement n° 23* du Gouvernement : adopté (p. 2241) ; *amendement n° 6* de M. Alain Richard (conséquence de son *sous-amendement n° 19*) : devient sans objet (p. 2241) ; les *amendements n° 7* et *n° 8* également sans objet (p. 2241) ;

– article L. 417-19 *du code des communes*, ainsi modifié, adopté (p. 2241).

M. Garcin (Edmond), Mme Constans (Hélène), MM. Bécam (Marc), Barthe (Jean-Jacques), Richard (Alain), Kalinsky (Maxime), Villa (Lucien).

Article L. 417-20 *du code des communes :* (réunions et compétences du comité d'hygiène et de sécurité) : *amendement n° 16* de M. Lucien Villa (réunions du comité à l'initiative de son président ou à la demande de deux des membres représentant le personnel) : rejeté (p. 2242) ; *amendement n° 2* de la commission (réunion du comité à l'initiative de son président une fois par trimestre) ; *sous-amendement n° 21* de M. Alain Richard à l'*amendement n° 2* de la commission (réunion du comité à la demande d'un tiers de ses membres) : rejeté (p. 2242) ; *amendement n° 2 :* adopté (p. 2242) ; *amendement n° 9* de

M. Alain Richard (même objet que le *sous-amendement n° 21*) : retiré (p. 2242) ; *amendement n° 17* de M. Maxime Kalinsky (moyens d'action des délégués du comité d'hygiène et de sécurité) : rejeté (p. 2245) ; *amendement n° 10* de M. Alain Richard (reprise des dispositions de l'article R. 231-6 du code du travail : moyens d'action du comité d'hygiène et de sécurité et référence à l'inspecteur du travail) : rejeté (p. 2245) ;

– adoption du texte proposé pour l'article L. 417-20 du code des communes ainsi modifié (p. 2245).

MM. Villa (Lucien), Garcin (Edmond), Bécam (Marc), Maisonnat (Louis), Rolland (Hector), Richard (Alain), Kalinsky (Maxime), Charretier (Maurice), Berest (Eugène).

Après l'article L. 417-20 du code des communes : amendement n° 11 de M. Alain Richard (institution d'un comité d'hygiène et de sécurité par les syndicats de communes : composition et compétences de ce comité) : rejeté (p. 2246) ;

– adoption de l'article **3** ainsi modifié (p. 2246).

MM. Richard (Alain), Garcin (Edmond), Bécam (Marc).

ART. 4 *addition de l'article L. 417-18 aux articles énumérés à l'article L. 421-2 et à l'article L. 422-1 du code des communes :* (extension de la portée du projet aux agents employés à temps partiel et aux agents non titulaires) : adopté (p. 2247).

ART. 5 (exclusion de la ville de Paris du champ d'application de la loi) : *amendement n° 18* de M. Louis Maisonnat (application de la loi à la ville de Paris) : rejeté (p. 2247) ;

– adoption de l'article 5 (p. 2247).

MM. Villa (Lucien), Garcin (Edmond), Bécam (Marc).

Après l'ART 5 : *amendement n° 12* de M. Alain Richard (obligation pour le Gouvernement de prendre dans un délai de six mois, à compter de la promulgation de la loi, les décrets fixant ses modalités d'application) : retiré (p. 2248) ; *amendement n° 13* de M. Alain Richard (application de la loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) ; *sous-amendement n° 26* de la commission (exclusion des territoires d'outre-mer du champ d'application de la loi) : adopté (p. 2248) ; *amendement n° 13* modifié adopté (p. 2248).

MM. Richard (Alain), Garcin (Edmond), Bécam (Marc).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Maisonnat (Louis) :* nécessité d'assurer aux personnels communaux le même système de protection que celui dont bénéficient les salariés soumis au droit commun ; timidité du projet gouvernemental ; regrette le rejet par l'Assemblée des propositions communistes : nombre et mode de désignation des représentants du personnel, moyens d'action des comités d'hygiène et de sécurité ; vote favorable du groupe communiste ; nécessité d'une réforme plus profonde des collectivités locales (p. 2249) ; timidité, mais caractère évolutif du projet ; vote favorable du groupe socialiste (p. 2249).

– *M. Richard (Alain) :* déplore le rejet par la majorité de toute amélioration au projet de loi au nom du principe de la libre administration des collectivités locales.

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 2249).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1978] (p. 3756) :

Comités d'hygiène et de sécurité (compétence des) : *Garcin (Edmond),* (p. 3756).

Comités d'hygiène et de sécurité (composition des) : *Garcin (Edmond),* (p. 3756).

Médecine professionnelle (agents communaux) : *Garcin (Edmond),* (p. 3756) ; *Bécam (Marc),* (p. 3757).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1978] (p. 3657).

ART. 3 :

Article L. 417-18 du code des communes : amendement n° 5 de M. Alain Richard (prise en compte des agents à temps non complet dans le calcul du seuil de cinquante agents déterminant la création de comités d'hygiène et de sécurité) : retiré (p. 3757) ;

article L. 417-18 adopté (p. 3757).

M. Richard (Alain).

Article L. 417-19 du code des communes : amendement n° 1 de la commission (cinq à dix représentants élus du personnel dans le comité d'hygiène et de sécurité) : adopté (p. 3758) ; *amendement n° 6* de M. Alain Richard (élection des représentants du personnel au suffrage direct et à la représentation proportionnelle) : rejeté (p. 3759) ; *amendement n° 7* de M. Alain Richard (participation du médecin

du travail avec voix consultative au comité d'hygiène et de sécurité) : rejeté (p. 3759) ; *amendement n° 8* de M. Alain Richard (secrétariat du comité confié à un représentant du personnel) : retiré (p. 3759) ;

– article L. 417-19 modifié adopté (p. 3759).

MM. Garcin (Edmond), Bécam (Marc), Richard (Alain), Kalinsky (Maxime).

Article L. 417-19 bis *du code des communes :* (attribution d'une voix prépondérante au président du comité d'hygiène et de sécurité en cas de partage des voix) ; *amendement n° 9* de M. Alain Richard (supprimant l'attribution d'une voix prépondérante au président) : rejeté (p. 3760) ;

– article L. 417-19 *bis* adopté (p. 3760).

MM. Richard (Alain), Bécam (Marc), Garcin (Edmond).

Article L. 417-20 *du code des communes : amendement n° 10* de M. Alain Richard (réunion du comité d'hygiène et de sécurité à la demande d'un tiers de ses membres) : rejeté (p. 3760) ; *amendements identiques n° 2* de la commission et *n° 11* de M. Alain Richard (suppression de la disposition adoptée par le Sénat limitant la compétence du comité aux locaux utilisés exclusivement par les agents communaux) : adoptés (p. 3760) ; *amendement n° 12* de M. Alain Richard (liste des attributions des comités d'hygiène et de sécurité des communes) : rejeté (p. 3761) ;

– article L. 417-20 modifié adopté (p. 3761).

MM. Richard (Alain), Garcin (Edmond), Bécam (Marc), Charretier (Maurice).

Article L. 417-21 *du code des communes :* (création de commissions intercommunales d'hygiène et de sécurité) : *amendement n° 3* de la commission (formel) : adopté (p. 3762) ;

– article L. 417-21 modifié adopté (p. 3762).

MM. Garcin (Edmond), Richard (Alain), Bécam (Marc).

Article L. 417-22 *du code des communes :* (composition de la commission intercommunale d'hygiène et de sécurité) : *amendement n° 4* de la commission (formel) : adopté (p. 3762) ;

– article L. 417-22 modifié adopté (p. 3762).

MM. Garcin (Edmond), Bécam (Marc).

Article L. 417-23 *du code des communes :* (conditions de réunion et attributions de la commission intercommunale d'hygiène et de sécurité) : adopté (p. 3762).

Article L. 417-24 *du code des communes :* (service de médecine professionnelle des communes) : adopté (p. 3762).

Article L. 417-25 *du code des communes :* (possibilité pour le syndicat de commune pour le personnel de créer un service de médecine professionnelle) : adopté (p. 3762).

Article L. 417-26 *du code des communes :* (missions du service de médecine professionnelle) : adopté (p. 3763).

– article 3 du projet modifié : adopté (p. 3763).

ART. 3 *bis* (répartition par le comité d'administration du syndicat de commune des dépenses afférentes au fonctionnement de la commission intercommunale d'hygiène et de sécurité et du service de médecine professionnelle) ;

– article 3 *bis* adopté (p. 3763).

ART. 4 : adopté (p. 3763).

ART. 5 : *amendement n° 13* de M. Alain Richard (détermination par décret des conditions d'application de la loi à la ville de Paris) : rejeté (p. 3763) ;

– article 5 adopté (p. 3763).

MM. Richard (Alain), Garcin (Edmond), Bécam (Marc).

ART. 6 (supprimé par le Sénat) : *amendement n° 14* de M. Alain Richard (application de la loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) : rejeté (p. 3764) ;

– l'article 6 demeure supprimé (p. 3764).

MM. Bécam (Marc), Garcin (Edmond), Richard (Alain), Foyer (Jean).

ART. 7 (application à compter du 1er janvier 1980 des dispositions créant les services de médecine professionnelle) ;

– article 7 adopté (p. 3764).

ART. 8 (renouvellement des comités d'hygiène et de sécurité et des commissions intercommunales d'hygiène et de sécurité institués à compter de la date de publication de la loi à la suite du prochain renouvellement général des conseils municipaux) ;

– article 8 adopté (p. 3764).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 3764).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [22 novembre 1978] (p. 8158).

Agents communaux non titulaires ou à temps partiel (application de l'article L. 417-19 du code des communes) : M. *Garcin (Edmond)*, (p. 8158) ; M. *Bécam (Marc)*, (p. 8159).

Représentants du personnel communal au comité d'hygiène et de sécurité (élection) : M. *Garcin (Edmond)*, (p. 8158) ; M. *Bécam (Marc)*, (p. 8159).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritiare (p. 8159).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 261** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L. 471 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteuir : M. Pierre Chantelet [8 juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 361** TENDANT A LA RECONNAISSANCE DU CANCER BRONCHO-PULMONAIRE COMME CONSEQUENCE DE LA MALADIE PROFESSIONNELLE DU MINEUR DE FER. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Millet [5 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 444** TENDANT A ASSURER LA REPARATION INTEGRALE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Jean-Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Daniel Le Meur [12 octobre 1978].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1244** TENDANT A AMELIORER LA SITUATION DES FRANÇAIS D'OUTRE-MER TITULAIRES DE RENTES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Marcel Houel et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [4 octobre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1745** TENDANT A AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DES VICTIMES D'ACCIDENT DU TRAVAIL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. André Audinot. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Audinot [26 juin 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1964** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE L. 468 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE, RELATIF A LA FAUTE INEXCUSABLE DE L'EMPLOYEUR. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Jean Pineau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Abelin [20 novembre 1980].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 2272** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE L. 468-3 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE RELATIF A L'INTERDICTION POUR L'EMPLOYEUR DE SE GARANTIR PAR UNE ASSURANCE EN CAS DE FAUTE INEXCUSABLE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Vincent Ansquer. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; CONTRAT DE TRAVAIL. 7 ; EMPLOI. 16 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS ET FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture-BAPSA ; Santé et sécurité sociale ; Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS ET FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale. – Travail et participation ; SECURITE SOCIALE. 2, 7, 8, 17 ; TRAVAIL (HYGIENE ET SECURITE DU). 2.

ACCORD DE « COOPERATION-RETOUR »

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 528.

ACCORD DU 30 MAI 1980 A BRUXELLES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 773.

ACCORD MARITIME

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 16.

ACCORD MULTIFIBRES

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 785, 844, 973, 1003 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 420, 489, 494.

ACCORD SALARIAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

ACCORD SALARIAL DU 1er AVRIL 1980

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique.

ACCORD SUR LE BLE DE 1971

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 63.

ACCORDS D'ARUSHA

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer.

ACCORDS DE CAMP DAVID

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 361.

ACCORDS DE LOME

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Département d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération.

ACCORDS DE PARIS (Vietnam)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 246, 829.

ACCORDS DE PARTICIPATION DEROGATOIRES

Voir IMPOTS. 8.

ACCORDS DE YALTA

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 490.

ACCORDS D'HELSINKI

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 490.

ACCORDS DOUANIERS FRANCO-ESPAGNOLS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 817.

ACCORDS FRANCO-ALGERIENS DE SEPTEMBRE 1980

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; TRAITES ET CONVENTIONS. 102.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), article 25.

ACCORDS SALT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

ACHEMINEMENT DE LA PRESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications.

ACIDE SORBIQUE (emploi alimentaire)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 321.

ACIER

Voir INDUSTRIE SIDERURGIQUE.

– **Importations d' – des Etats-Unis.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 848.

ACIERIE DE PARIS-OUTREAU

Voir INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Avant l'article 2.

ACIERIES DE POMPEY

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 862.

ACIERS SPECIAUX

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 473, 774.

ACQUISITION AMIABLE

Voir NOUVELLE CALEDONIE. 8.

ACTES ADMINISTRATIFS

Voir ADMINISTRATION, (relations avec le public) 2, 5 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 8 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1.

ACTION CIVILE

Voir ACTION SOCIALE. 1 ; CHASSE. 1 ; COMMUNES. 5 ; DEPORTES ET INTERNES. 7, 9, 10 ; FEMMES. 4 ; MARCHES PUBLICS. 3 ; PROCEDURE PENALE. 4, 9.

ACTION CULTURELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères, Culture et communication, Travail et participation.

ACTION PUBLIQUE

Voir PROCEDURE PENALE. 4.

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir PLAN. 3.

ACTION SOCIALE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 506** TENDANT A HABILITER LES ASSOCIATIONS CONSTITUEES POUR LA DEFENSE DES INTERETS DU QUART MONDE A EXERCER L'ACTION CIVILE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Emile Bizet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [12 octobre 1978].

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 5, 6 ; ELECTRICITE DE FRANCE - GAZ DE FRANCE. 1, 2 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

ACTION SOCIALE DES ARMEES (ASA)

Voir LOIS ET FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des Essences.

ACTION SOCIALE EDUCATIVE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education.

ACTIONNAIRES (droit de vote dans les assemblées générales extraordinaires des sociétés commerciales)

Voir IMPOT. 8.

ACTIONNARIAT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

ACTIONNARIAT OUVRIER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7 ; SOCIETES COMMERCIALES. 1 ; VALEURS MOBILIERES. 1.

ACTIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 66 ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 1, 6 ; SOCIETES. 1 ; SOCIETES A CAPITAL VARIABLE. 2, 630.

– **(Suppression de la détaxation du revenu investi).** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Avant l'article 11. – Après l'article 25. – Amendement 157.

ACTIONS A DIVIDENDE PRIORITAIRE

Voir EPARGNES. 3 ; SOCIETES COMMERCIALES. 7.

ACTIVITE FINANCIERE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 11.

ACTIVITE INDUSTRIELLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 72.

ACTUALISATION DES VALEURS LOCATIVES FONCIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 10.

ACUPUNCTURE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 353.

ADDUCTION D'EAU

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 77 ; (Deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture.

ADJUDICATION

Voir LOGEMENT. 2.

ADMINISTRATEURS CIVILS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 209.

ADMINISTRATEURS CIVILS DE LA SEITA

Voir IMPOTS. 8.

ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

Voir ENTREPRISES. 8 ; PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 3.

ADMINISTRATEURS DE SOCIETES

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 1 ; SOCIETES COMMERCIALES. 4.

ADMINISTRATION

Voir PLAN. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 992 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 197 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 3, 4.

– **Gestion de ses logements.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 273.

– **Organisation.** *Voir* DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 5.

ADMINISTRATION (Relations avec le public)

1. – PROJET DE LOI **n° 9** PORTANT DIVERSES MESURES D'AMELIORATION DES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LE PUBLIC, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 avril 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [18 avril 1978]. – Rapport **n° 124** [21 avril 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées [18 avril 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Guy Cabanel [20 avril 1978]. – Discussion les 25 et 26 avril 1978. – Adoption le 26 avril 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES MESURES D'AMELIORATION DES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LE PUBLIC ET DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF, SOCIAL ET FISCAL ». – Projet de loi **n° 2.**

SENAT (première lecture), n° 341 (1977-1978). Dépôt le 27 avril 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Robert Schwint. – Rapport n° 372 (1977-1978) [24 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur pour avis : M. Henri Goetschy. – Avis n° 355 (1977-1978) [18 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur pour avis : M. Auguste Chupin. – Avis n° 366 (1977-1978) [24 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur pour avis : M. Léon Eeckhoutte. – Avis n° 373 (1977-1978) [25 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Jacques Thyraud. – Avis n° 378 (1977-1978) [25 mai 1978]. – Adoption avec modifications le 1er juin 1978. – Projet de loi n° 143 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 322.** Dépôt le 6 juin 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac. – Rapport **n° 409** [21 juin 1978]. – Adoption avec modifications le 27 juin 1978. – Projet de loi **n° 44.**

SENAT (deuxième lecture), n° 479 (1977-1978). Dépôt le 27 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Robert Schwint. – Rapport n° 488 (1977-1978) [29 juin 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Jacques Thyraud. – Avis n° 485 (1977-1978) [28 juin 1978]. – Adoption avec modifications le 30 juin 1978. – Projet de loi n° 174 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 489,** dépôt le 30 juin 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [1er juillet 1978] (p. 3782). – Nomination [1er juillet 1978] (p. 3803).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Michel Aurillac, Pierre-Alexandre Bourson, Pierre Raynal, Jacques Piot, Jean Fontaine, Jean-Pierre Bloch ; membres suppléants : MM. Alain Richard, Antoine Lepeltier, Marcel Garrouste, Henri Baudouin, Jacques Richomme, François Massot, Charles Millon.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Jacques Thyraud, Jean Chérioux, Jean Béranger, André Bhol, André Rabineau, Roger Moreau ; membres suppléants : MM. Jean Amelin, Pierre Louvot, Jean Mézard, Jean-Pierre Cantegrit, Hubert d'Andigné, Roland du Luart, Albert Sirgue.

Bureau (1er juillet 1978) (p. 3803). – Président : M. Jean Foyer ; vice-président : M. Jean Mézard.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Michel Aurillac. – Rapport **n° 491** [1er juillet 1978]. – Discussion et adoption le 1er juillet 1978. – Projet de loi **n° 71.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Robert Schwint. – Rapport n° 507 (1977-1978) [30 juin 1978]. – Discussion et adoption définitive le 1er juillet 1978. – Projet de loi n° 186.

Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 publiée au *J.O.* du 18 juillet 1978 (p. 2851 à 2857).

Table de concordancce de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 A (A.N. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **2** : 1 B (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **3** : 1 C (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **4** : 1 D (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **5** : 1 D *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **6** : 1 E (A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. 2. – S. 2). – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **7** : 1 E *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S.E. 2).
Loi, article **8** : 1 F (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **9** : 1 G (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **10** : 1 H (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **11** : 1 I (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **12** : 1 J (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **13** : 1 K (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **14** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **16** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **17** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **18** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **19** : 6 *bis* A (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **20** : 6 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **21** : 7 A (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **22** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **23** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **24** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **25** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **26** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **27** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **28** : 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **29** : 13 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **30** : 13 *ter* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **31** : 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **32** : 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **33** : 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **34** : 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **35** : 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **36** : 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **37** : 19 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **38** : 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **39** : 20 *bis* A (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **40** : 20 *bis* B (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **41** : 20 *bis* C (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **42** : 20 *bis* D (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **43** : 20 *bis* E (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **44** : 20 *bis* F (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **45** : 20 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **46** : 20 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **47** : 20 *quater* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **48** : 20 *quinquies* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **49** : 20 *sexies* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **50** : 21 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **51** : 21 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **52** : 21 *ter* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **53** : 22 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **54** : 23 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **55** : 23 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **56** : 24 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S.C.M.P.).
Loi, article **57** : 24 *bis* A (A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **58** : 24 *bis* A (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **59** : 26 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **60** : 27 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **61** : 28 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **62** : 28 *ter* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **63** : 29 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **64** : 30 (S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 avril 1978] (p. 1324) :

Administration (adaptation de l'...) : *Dominati (Jacques)*, (p. 1325) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 1324) ; *Constans (Hélène)*, (p. 1330) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 1331).

Aide sociale : *Constans (Hélène)*, (p. 1329) ; *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 1330).

Amendes patronales : *Wargnies (Claude)*, (p. 1332).

Certificats médicaux : *Zeller (Adrien)*, (p. 1327).

Comités d'usagers : *Dominati (Jacques)*, (p. 1325).

Droits de l'administré : *Dominati (Jacques)*, (p. 1326) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 1328).

Indemnités de licenciement (versement des...) : *Richard (Alain)*, (p. 1327).

Insuffisance des réformes administratives : *Richard (Alain)*, (p. 1327) ; *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 1330).

Objet du texte : *Aurillac (Michel)*, (p. 1325) ; *Richard (Alain)*, (p. 1327) ; *Constans (Hélène)*, (p. 1329) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 1332, 1333).

Permis de construire : *Richard (Alain)*, (p. 1327).

Pouvoir réglementaire de l'administration : *Constans (Hélène)*, (p. 1330) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 1331).

Tribunaux administratifs : *Richard (Alain)*, (p. 1327).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 avril 1978] (p. 1333), [26 avril 1978] (p. 1371) :

Avant le titre I : *amendement n° 26* de M. Lucien Villa, *amendements n^os 45, 46, 47, 48, 49 et 50* de M. Michel Aurillac ; réservés (p. 1333).

MM. Dominati (Jacques), Foyer (Jean).

ART. 1er (Sursis d'incorporation) : adopté (p. 1333).

ART. 2 (extension des cas de dispense de service militaire) : *amendement* de suppression *n° 5* de la commission : rejeté (p. 1334) ; *amendement* rédactionnel *n° 4* de la commission de la défense : non soutenu (p. 1334) ; adopté (p. 1334).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Foyer (Jean).

ART. 3 (article 2 bis de la loi du 7 août 1957 : validation de services militaires accomplis par des étrangers ayant acquis par la suite la nationalité française) : adopté (p. 1334).

ART. 4 (article L. 51 du code des pensions militaires : attribution du supplément familial de pension) : adopté (p. 1334).

ART. 5 (article L. 80 du code des pensions militaires d'invalidité : qualité requise pour exercer les fonctions de président d'un tribunal départemental des pensions ; article L. 89 du code des pensions militaires d'invalidité : qualité requise pour exercer les fonctions de membre assesseur d'une cour régionale des pensions) : réservé (p. 1334).

M. Aurillac (Michel).

ART. 6 (article L. 99 du code des pensions militaires d'invalidité : commission spéciale de cassation des pensions adjointe au Conseil d'Etat) : réservé (p. 1334).

M. Aurillac (Michel).

Après l'ART. 6 : *amendement n° 52* de M. Foyer (ordonnance *n° 59-244* du 4 février 1959, article 54 *bis* : autorisation pour tout fonctionnaire admis à la retraite de se prévaloir de l'honorariat dans son grade ou son emploi) : adopté (p. 1335).

MM. Foyer (Jean), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 5 : précédemment réservé : adopté (p. 1336).

M. Aurillac (Michel).

ART. 6 : précédemment réservé : adopté (p. 1336).

M. Aurillac (Michel).

ART. 7 (possibilité pour les personnes bénéficiant d'indemnités de soins aux tuberculeux de cotiser au régime de l'assurance volontaire vieillesse) : adopté (p. 1336).

ART. 8 (ouverture de l'assurance vieillesse volontaire aux personnes ayant bénéficié de l'indemnité de soins) : *amendement* rédactionnel *n° 9* de la commission : adopté (p. 1336) ; *amendement n° 10* de la commission (limitation de l'article 8 aux personnes n'ayant pas acquis de droits à pension en raison d'une activité professionnelle) : adopté (p. 1336).

– article 8 adopté avec modifications (p. 1236).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 9 (délai d'adhésion à l'assurance volontaire) : adopté (p. 1336).

ART. 10 (détermination des modalités d'application des articles 8 et 9 par décret) : adopté (p. 1336).

ART. 11 (délai de prescription pour les actions en recouvrement de la caisse) : adopté (p. 1336).

ART. 12 (modification de l'article L. 465 du code de la sécurité sociale sur le régime d'accidents du travail des salariés du régime général) : adopté (p. 1336).

ART. 13 (modification de l'article L. 67 du code de la sécurité sociale relatif au risque d'invalidité et vieillesse) : adopté (p. 1336).

ART. 14 (réduction du délai de prescription relatif à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité) : adopté (p. 1336).

ART. 15 (extension des délais de prescription prévu par l'article L. 395 du code de la sécurité sociale à l'article 1038 du code rural) : adopté (p. 1336).

ART. 16 (extension des délais de prescription prévus aux articles L. 67 et L. 395 du code de la sécurité sociale à l'article 1143-3 du code rural) : adopté (p. 1337).

ART. 17 (institution d'un délai de prescription de deux ans pour l'action des caisses en répétition de l'indu à l'article 1234-7 du code rural) : adopté (p. 1337).

ART. 18 (modification de l'article 1546 du code des assurances sociales d'Alsace-Lorraine) : adopté (p. 1337).

ART. 19 (abrogation de l'ancienne législation applicable en Alsace-Lorraine) : adopté (p. 1337).

Après l'ART. 19 : *amendement n° 12* de la commission (extension des délais de prescription aux régimes spéciaux de salariés) ; retrait du *sous-amendement n° 34* du Gouvernement (fixation par décret des mesures d'application de l'*amendement n° 12* (p. 1337) ; adoption de l'*amendement n° 12* (p. 1337).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Foyer (Jean), Ducoloné (Guy).

ART. 20 (application au régime des pensions de retraite des marins de la règle de répartition de la pension de réversion en cas de divorce) : adopté (p. 1337).

Après l'ART. 20 : *amendement n° 13* de la commission (attribution de la pension de réversion dans les cas de divorce prononcé contre un participant à un régime de retraite complémentaire) : adopté (p. 1338) : *amendement n° 1* de M. Delaneau (simplification des modalités d'attribution de la carte d'invalidité) : adopté (p. 1339) ; *amendements n^os 2* et *3* de M. Delaneau (conséquence du précédent) : adoptés (p. 1339) ; ces *amendements* deviennent l'article 20 *bis* du texte.

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Foyer (Jean), Delaneau (Jean).

Avant l'ART. 21 : *amendements* identiques *n° 14* de la commission *n° 27* de M. Ducoloné (interdiction du recours à des mises à pied et de l'utilisation de primes anti-grèves) : rejetés par scrutin public (p. 1339) ; liste des votants (p. 1341).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Ducoloné (Guy).

ART. 21 : réservé jusqu'au vote sur les *amendements n^os 29* rectifié et *16* (p. 1371).

M. Aurillac (Michel).

Après l'ART. 21 : *amendement n° 29* rectifié de M. Lucien Villa (énumération des retenues de salaires interdites) : rejeté par scrutin public (p. 1372) ; *amendement n° 16* de la commission (interdiction de sanction pécuniaire pour manquement aux prescriptions du règlement intérieur des entreprises) : adopté (p. 1372) ; liste des votants (p. 1387).

MM. Maisonnat (Charles), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 21 *(suite)* (suppression des amendes sanctionnant les manquements au règlement intérieur, suppression de la déclaration des travailleurs étrangers et de la déclaration d'utilisation de la force motrice) : l'*amendement* de suppression *n° 28* de Mme Goeuriot devient sans objet (p. 1372) ; l'*amendement n° 37* de M. Alain Richard (suppression de certaines formalités) est retiré (p. 1372) ; l'*amendement n° 15* de la commission (suppression de certaines formalités prévues par le code du travail) est adopté (p. 1372) ;

– ce texte devient l'article 21 (p. 1372).

MM. Ducoloné (Guy), Richard (Alain), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 22 (possibilité pour l'employeur de verser en une seule fois le délai-congé supérieur à un mois sauf si le salarié en demande le versement avec la même périodicité que le salaire) : rejet de l'*amendement* de suppression *n° 30* de M. Ducoloné (p. 1373) ; *amendement n° 39* de M. Alain Richard (obligation pour l'employeur de verser les sommes du délai-congé en une seule fois) : adopté (p. 1374) ; *amendement n° 40* de M. Alain Richard (suppression de la faculté pour l'employeur d'échelonner le versement du délai-congé) : retiré (p. 1374) ; *amendement n° 41* de M. Alain Richard (étalement fiscal de l'indemnité de délai-congé) : retiré (p. 1374) ; *amendement n° 32* rectifié du Gouvernement (modalités de l'étalement fiscal de l'indemnité de délai-congé) modifié quant à son application dans le temps : adopté (p. 1374) ; adopté avec modification (p. 1374).

MM. Ducoloné (Guy), Dominati (Jacques), Richard (Alain), Aurillac (Michel), Piot (Jacques).

ART. 23 (possibilité pour l'administration de prononcer d'office des dégrèvements en faveur de personnes imposées à tort au titre des taxes foncières) : adopté (p. 1374).

Après l'ART 23 : *amendement n° 18* de la commission (transmission obligatoire des réclamations concernant une imposition directe entre le service de l'assiette et celui du recouvrement) : adopté (p. 1374).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 24 (limitation de la durée de l'exclusion du droit d'obtenir des marchés publics pour les entreprises dont un des dirigeants a été condamné pour fraude fiscale) : *amendement* de suppression *n° 42* de M. Alain Richard : adopté (p. 1375) ; l'*amendement n° 20* de la commission devient sans objet (p. 1375) ; l'article 24 est supprimé (p. 1375).

MM. Richard (Alain), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

Après l'ART. 24 : *amendement n° 21* de la commission (extension des dispositions de l'article L. 13-6 du code de l'expropriation à certains actes passés après déclaration d'utilité publique) : adopté (p. 1375).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 25 (simplification des modalités d'obtention du permis de chasser) : les problèmes de trésorerie posés aux fédérations de chasseurs ; les dangers d'asphyxie des fédérations de chasse (p. 1376) ; *amendement* de suppression *n° 43* de M. Alain Richard : adopté (p. 1377) ; les *amendements n°s 22* et *53* deviennent sans objet (p. 1377) ; l'article 25 est supprimé (p. 1377).

MM. de Maigret (Bertrand), Dominati (Jacques), Richard (Alain), Hautecœur (Alain), Aurillac (Michel), Maisonnat (Charles).

ART. 26 (simplification des modalités d'obtention de l'autorisation du maire pour les spectacles de cinquième catégorie) : l'importance du théâtre de marionnettes ; la nécessité de le faire bénéficier de subventions budgétaires : adopté (p. 1377).

MM. Hamel (Emmanuel), Dominati (Jacques).

Après l'ART. 26 : *amendement n° 23* de la commission (harmonisation du régime des districts et des syndicats de communes en matière de délégation de pouvoirs) : adopté (p. 1377) ; *amendement n° 24* de la commission (possibilité pour le ministre des universités de modifier la répartition des emplois figurant dans la loi de finances entre les divers établissements publics) ; *sous-amendement n° 44* de M. Alain Richard à l'*amendement n° 24* (consultation du conseil national de l'enseignement supérieur) : adopté (p. 1378) ; *sous-amendement n° 54* du Gouvernement à l'*amendement n° 24* (avis du conseil national des enseignements supérieurs et de la recherche et de l'établissement d'accueil) : retiré (p. 1378) ; *amendement n° 24* ainsi modifié : adopté (p. 1378) ; *amendement n° 51* de M. Aurillac (possibilité pour le maire d'exercer le droit de préemption dans les Z.A.D. et les Z.I.F. et le droit de substitution dans les zones de préemption des périmètres sensibles) ; *sous-amendement n° 55* du Gouvernement à l'*amendement n° 51* (délégation du droit de préemption) : retiré (p. 1378) ; *amendement n° 51* : adopté (p. 1378).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Richard (Alain), Ralite (Jack).

Avant le TITRE I *(suite) (amendements* précédemment réservés) : *amendement n° 26* de M. Lucien Villa (droit du citoyen à une information préalable à toute décision administrative qui lui serait défavorable) : repoussé par scrutin public (p. 1381) ; liste des votants (p. 1388) ; *amendement n° 45* de la commission (accès des citoyens aux documents administratifs) ; *sous-amendement n° 56* de M. Alexandre Bolo à l'*amendement n° 45* (confiant à la commission Ordonneau [décret n° 77-127 du 11 février 1977] le soin de fixer les modalités d'exercice de ce droit) : repoussé (p. 1382) ; *amendement n° 45* : adopté (p. 1382) ; *n° 46* de la commission (obligeant l'administration à fournir certains documents aux personnes qui en font la demande) ; *sous-amendement n° 58* du Gouvernement à l'*amendement n° 46* (suppression de l'alinéa 3° obligeant l'administration à fournir les documents administratifs ayant servi de support à une décision réglementaire) : adopté par scrutin public (p. 1382) ; liste des votants (p. 1389) ; *amendement n° 46* ainsi modifié : adopté (p. 1382) ; *n° 47* de la commission (droit d'information et de réponse de toute personne mise en cause dans un rapport administratif) : adopté (p. 1383) ; *n° 48* de la commission (modalités pratiques d'accès aux documents administratifs) : adopté (p. 1383) ; *n° 49* de la commission (catégories de documents dont la communication peut être refusée par les administrations) : adopté (p. 1383) ; *n° 50* de la commission (notification obligatoire de toute décision administrative individuelle à la personne qui en fait l'objet) ; *sous-amendement n° 57* de M. Alain Richard à l'*amendement n° 50* (motivation de toutes les décisions administratives de rejet) : repoussé par scrutin public *n° 9* (p. 1383) ; liste des votants (p. 1391) ; *amendement n° 50* : adopté (p. 1383).

MM. Villa (Lucien), Aurillac (Michel), Bolo (Alexandre), Maisonnat (Charles), Richard (Alain), Dominati (Jacques), Foyer (Jean), Hamel (Emmanuel).

TITRE : *amendement n° 25 de la commission (nouveau titre du projet de loi :* PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES MESURES D'AMELIORATION DES

RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LE PUBLIC ET DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF, SOCIAL ET FISCAL) : adopté (p. 1383).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

SECONDE DELIBERATION :

ART. 20 *bis* : *amendement n° 1* de M. Alain Richard (suppression de toute référence à la notion de faute dans l'article 20 *bis*) : repoussé (p. 1384) ;

– article 20 *bis* maintenu dans la rédaction adoptée en première délibération (p. 1384).

MM. Hautecœur (Alain), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain)* : la nécessité de remèdes plus énergiques à la crise des relations entre l'administration et le public ; l'amélioration du projet par l'introduction d'articles réduisant la portée du principe du secret administratif ; l'abstention du groupe socialiste (p. 1384).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 1384).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1978] (p. 3513) :

Motivation des décisions administratives : *Dominati (Jacques)*, (p. 3514).

Secret administratif et droit à l'information des administrés : *Aurillac (Michel)*, (p. 3513, 3514) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3514) ; *Foyer (Jean)*, (p. 3514).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 juin 1978] (p. 3514) :

ART. 1er A : *amendement n° 43* du Gouvernement (limitation de l'article 1er A aux documents non nominatifs) : adopté (p. 3515) ; *amendement n° 5* de la commission (exclusion des directives et instruction des documents communicables) : adopté (p. 3515) ; *amendement n° 6* de la commission (suppression des avis de la liste des documents communicables) : adopté (p. 3515) ;

– article 1er A ainsi modifié adopté (p. 3515) ;

MM. Dominati (Jacques), Aurillac (Michel), Richard (Alain).

ART. 1er B : adopté (p. 3515).

ART. 1er C : adopté (p. 3515).

ART. 1er D : *amendement n° 7* de la commission (formel) : adopté (p. 3515) ;

– article 1er D ainsi modifié adopté (p. 3515).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 1er D *bis* : adopté (p. 3516).

ART. 1er E : *amendement n° 8* de la commission (inclusion des documents relatifs à des procédures engagées devant les juridictions dans la liste des documents dont la communication peut être refusée) : adopté après modification rédactionnelle (p. 3516) ; *amendements* identiques *n°s 9* de la commission et *47* de M. Alain Richard (suppression de l'alinéa relatif à la protection des intérêts financiers et économiques de l'Etat et des collectivités publiques) : retirés (p. 3518) ; *amendement n° 53* du Gouvernement (limitation de la protection des intérêts économiques et financiers des collectivités publiques) : retirés (p. 3518) ; *amendement n° 59* de M. Alain Richard (non-communication des documents portant atteinte à la recherche par les services compétents des infractions fiscales et douanières) : adopté (p. 3518) ; *amendement* de M. Jean Foyer (modification rédactionnelle de l'alinéa sur le secret professionnel en matière commerciale et industrielle) : adopté (p. 3518) ;

– article 1er E ainsi modifié adopté (p. 3518).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Foyer (Jean), Richard (Alain), Fontaine (Jean).

ART. 1er E *bis* : *amendement n° 10* de la commission (formel) : adopté (p. 3518) ; *amendement n° 11* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3518) ; *amendement n° 12* de la commission (remplacement de la « suspension » du délai par une « prorogation » du délai) : adopté (p. 3518) ;

– article 1er E *bis* ainsi modifié adopté (p. 3518).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 1 F : supprimé par le Sénat (p. 3518) ; *amendement n° 13* de la commission (opposabilité des décisions individuelles subordonnée à leur motivation obligatoire des décisions administratives de rejet) ; premier alinéa de l'*amendement n° 13* : adopté (p. 3519) ; second alinéa : rejeté (p. 3519) ;

Le premier alinéa de l'*amendement n° 13* devient l'article 1 F (p. 3519).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Richard (Alain).

ART. 1 G (nouveau) (publicité des circulaires, directives et instructions) : *amendement* de suppression *n° 14* de la commission : rejeté (p. 3519) ;

– article 1 G adopté (p. 3519).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Richard (Alain), Foyer (Jean).

ART. 1 H (nouveau) (non-communication des droits de propriété littéraire et artistique contenus dans les documents administratifs) : *amendement* rédactionnel de M. Jean Foyer : adopté (p. 3520) ;

– article 1 H ainsi modifié adopté (p. 3520).

MM. Aurillac (Michel), Foyer (Jean), Richard (Alain).

ART. 1 I (nouveau) (conciliation du principe de discrétion professionnelle et du principe de communication) : adopté (p. 3520).

ART. 1 J (coordination du texte avec l'article L. 121-19 du code des communes) : adopté (p. 3520).

ART. 1 K (nouveau) (communication des documents administratifs déposés aux archives publiques) : article 1 K adopté (p. 3520).

ART. 3 : *amendement n° 15* de la commission (non-application de l'article 3 aux Français) : adopté (p. 3521) ;

– article 3 ainsi modifié adopté (p. 3521).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 5 : adopté (p. 3521).

ART. 6 : supprimé par le Sénat (p. 3521).

ART. 6 *bis* A (nouveau) (délai de six mois imparti au ministre chargé des anciens combattants pour présenter son mémoire ampliatif à l'appui d'un pourvoi en cassation contre un arrêt d'une cour régionale des pensions) : article 6 *bis* A adopté (p. 3521).

ART. 6 *bis* : *amendement n° 16* de la commission (possibilité d'attribuer l'honorariat à des fonctionnaires ayant fait l'objet de sanctions disciplinaires) : adopté (p. 3521) ; *amendement n° 33* du Gouvernement (alignement de la procédure de refus d'honorariat sur celle de mise à la retraite) ; *sous-amendement n° 56* de la commission (suppression du droit de refuser l'honorariat en raison de la nature des services rendus) : adopté (p. 3522) ; *amendement n° 33* ainsi modifié adopté (p. 3522) ; *amendement n° 18* de la commission (suppression de la possibilité d'imposer des conditions supplémentaires pour l'attribution de l'honorariat dans les statuts particuliers) : adopté (p. 3522) ; *amendement n° 19* de la commission (application des dispositions de l'article 6 *bis* aux fonctionnaires admis à la retraite avant la publication de la présente loi) : adopté (p. 3522) ;

– article 6 *bis* modifié adopté (p. 3522).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 7 A (nouveau) (modalités d'application du congé postnatal aux agents publics) : amendement n° 20 de la commission (réintégration dans un poste le plus proche possible du lieu de résidence après un congé postnatal) : adopté (p. 3523) ; *amendement n° 21* de la commission (extension du congé parental d'éducation au père salarié dans le cas où la mère renonce à ce congé) : adopté (p. 3524) ; *amendement n° 44* du Gouvernement (suppression des militaires dans l'énumération figurant à l'article 57 de la loi du 13 juillet 1972) : adopté (p. 3524) ; *amendement n° 45* du Gouvernement (modification rédactionnelle) : adopté (p. 3524) ; *amendement n° 46* du Gouvernement (modification formelle) : adopté (p. 3524) ;

– article 7 A ainsi modifié adopté (p. 3524).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Richard (Alain), Fontaine (Jean).

ART. 10 : adopté (p. 3524).

ART. 13 : adopté (p. 3524).

ART. 13 *bis* (nouveau) (possibilité pour certaines professions de n'être affiliées au régime d'assurance obligatoire qu'après une période transitoire) : *amendement n° 22* de la commission (formel) : adopté (p. 3525) ; *amendement n° 48* de M. Jacques-Antoine Gau (résiliation de plein droit des contrats d'assurance en cours en cas d'application de l'article 13 *bis*) : rejeté (p. 3525) ;

article 13 *bis* ainsi modifié adopté (p. 3525).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Richard (Alain).

ART. 13 *ter* (nouveau) (extension par décret des dispositions de l'article L. 67 aux bénéficiaires de tous régimes obligatoires d'assurance vieillesse ou invalidité) : article 13 *ter* adopté (p. 3525).

ART. 14 : adopté (p. 3525).

ART. 16 : adopté (p. 3525).

ART. 19 *bis* : adopté (p. 3525).

ART. 20 (nouveau) (droit à pension des veuves et femmes divorcées de marins) : *amendement n° 23* de la commission (subordination de l'octroi de la pension à la femme divorcée à l'absence de remariage ou de concubinage notoire) : adopté (p. 3526) ;

– article 20 ainsi modifié adopté (p. 3526).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 20 *bis* A à 20 *bis* D (ouverture du droit à tout ou partie de la pension de

réversion à la femme divorcée non remariée quelle que soit la cause du divorce) : adopté (p. 3526).

ART. 20 *bis* E (protection des femmes divorcées et partage entre veuve et femme divorcée) : *amendement n° 34* du Gouvernement (adaptation au code des pensions civiles et militaires du principe général de l'assimilation du conjoint divorcé au conjoint survivant) : adopté (p. 3526) ; *amendement n° 35* du Gouvernement (harmonisation) : adopté (p. 3526) ; *amendements n°s 37* et *38* du Gouvernement (dispositions d'harmonisation) : adoptés (p. 3527) ;

– article 20 *bis* ainsi modifié adopté (p. 3527).

MM. Dominati (Jacques), Aurillac (Michel).

ART. 20 *bis* (supprimé par le Sénat) : *amendement n° 24* de la commission (rétablissement de l'article 20 *bis* dans une nouvelle rédaction avec un dispositif supplétif) ; *sous-amendement n° 55* du Gouvernement (extension à l'ensemble des régimes de retraite des règles de proratisation des pensions, limitation de la référence aux règles du régime général aux seules conditions de proratisation, en cas de carence des régimes complémentaires) : adopté (p. 3528) après acceptation d'une modification rédactionnelle proposée par le président de la commission, M. Jean Foyer ; *amendement n° 24* ainsi modifié adopté (p. 3528) ;

– l'article 20 *bis* est ainsi établi (p. 3528) ;

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Foyer (Jean).

ART. 20 *ter* (nouveau) (maintien du pouvoir d'appréciation des commissions d'aide sociale pour l'attribution de l'allocation d'éducation spéciale et de la carte d'invalidité) : *amendement n° 25* de la commission (possibilité pour la commission départementale de l'éducatop, spéciale et la commission d'orientation et de reclassement professionnel d'attribuer la carte d'invalidité) : adopté (p. 3528) ;

– l'article 20 *ter* ainsi modifié adopté (p. 3528).

MM. Aurillac (Michel), Delaneau (Jean), Dominati (Jacques), Richard (Alain).

ART. 20 *quater* (nouveau) (pouvoir d'appréciation en matière d'attribution de la carte d'invalidité des commissions d'admission à l'aide sociale) : *amendement n° 26* de la commission (simplification de l'octroi de la carte d'invalidité par attribution de compétence à la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel et à la commission départementale d'éducation spéciale) : adopté (p. 3529) ;

– ce texte devient l'article 20 *quater* (p. 3529).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 20 *quinquies* (nouveau) (pouvoir des commissions d'admission à l'aide sociale en matière d'attribution de la carte d'invalidité) : *amendement n° 27* de la commission (simplification de l'octroi de la carte d'invalidité) : adopté (p. 3529) ;

– article 20 *quinquies* ainsi modifié adopté (p. 3529).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 20 *sexies* (nouveau) (extension de l'allocation de logement à caractère social aux départements d'outre-mer) : *amendement n° 28* de la commission (suppression de la nécessité de décret d'application prévue par l'article 20 *sexies*) : adopté (p. 3530) ;

– article 20 *sexies* ainsi modifié adopté (p. 3530).

MM. Lagourgue (Pierre), Fontaine (Jean), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Guilliod (Raymond).

ART. 21 *ter* (nouveau) (interdiction faite à l'employeur de tenir compte dans l'attribution d'avantages financiers de la participation d'un salarié à un mouvement collectif) : adopté (p. 3530).

ART. 21 *quater* (nouveau) (possibilité de déclarer à l'impôt sur le revenu en plusieurs fractions l'indemnité compensatrice) : *amendement n° 57* de suppression de la commission : adopté (p. 3530) ;

– l'article 21 *quater* supprimé (p. 2530).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 22 : *amendement n° 29* de suppression de la commission : adopté (p. 3531) ; les *amendements n° 1* de M. Claude Wargnies et *n° 49* de M. Alain Richard deviennent sans objet (p. 3531).

MM. Aurillac (Michel), Richard (Alain), Dominati (Jacques).

ART. 22 *bis* (nouveau) (dispositions intéressant le code de la nationalité, simplification du régime des incapacités imposées aux naturalisés) : *amendement n° 30* de la commission (nouvelle rédaction de l'article 82-2 du code de la nationalité) : adopté (p. 3531) ;

– article 22 *bis* ainsi modifié adopté (p. 3531).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 24 : *amendement n° 31* de la commission (possibilité pour le juge de proportionner la durée de l'incapacité à la gravité de la faute et de prononcer la peine d'interdiction contre des sociétés employant des personnes condamnées, dans le dessein de tourner la loi) : adopté (p. 3532) ;

– ce texte devient l'article 24 (p. 3532).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

Après l'ART. 24 : *amendement n° 58* de la commission (rétablissement de l'article 21 *quater* supprimé précédemment sous la numérotation 24 *ter*) : adopté (p. 3532) ;

– ce texte devient l'article 24 *ter* (p. 3532).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques).

ART. 26 *bis* : *amendement* de suppression *n° 32* de la commission : adopté au scrutin public (p. 3532) ; liste des votants (p. 3539) ;

– l'article 26 *bis* est supprimé et l'*amendement n° 50* de M. Alain Richard devient sans objet (p. 3533).

MM. Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Richard (Alain).

ART. 28 : supprimé par le Sénat (p. 3533).

ART. 28 *bis* : *amendement n° 2* de Mme Hélène Constans (nécessité de l'avis des établissements concernés pour la modification de la répartition des emplois entre les universités) : rejeté par scrutin public (p. 3535) ; liste des votants (p. 3540, 3541) ; *amendement n° 51* de M. Louis Mexandeau (nécessité de l'avis des universités pour la modification de la répartition des emplois) : rejeté (p. 3535) ;

– article 28 *bis* adopté (p. 3535).

MM. Ralite (Jack), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Mexandeau (Louis).

ART. 28 *ter* (nouveau) (régime des vacataires dans les universités) : *amendements n° 3* de Mme Hélène Constans (suppression de l'article 28 *ter*) : rejeté par scrutin public (p. 3536) ; liste des votants (p. 3541, 3542) ; *amendement n° 52* de M. Louis Mexandeau (priorité pour le maintien dans l'emploi et le réemploi accordé aux vacataires dont l'activité professionnelle consiste à assurer des enseignements de niveau universitaire) : rejeté par scrutin public (p. 3537) ; liste des votants (p. 3542, 3543) ;

– article 28 *ter* adopté (p. 3537).

MM. Ralite (Jack), Aurillac (Michel), Dominati (Jacques), Mexandeau (Louis), Richard (Alain).

ART. 29 : adopté (p. 3537).

ART. 30 : adopté (p. 3537).

DEUXIEME DELIBERATION :

ART. 7 A : *amendement n° 1* du Gouvernement (affectation des fonctionnaies en fin de congé postnatal dans un poste le plus proche possible de leur résidence) : retiré (p. 3538) ; *amendement n° 2* de la commission (affectation des fonctionnaires en fin de congé postnatal en un point le plus proche possible du lieu de résidence lors de la demande de réintégration mais dans les conditions prévues par la loi Roustan) : adopté (p. 3538) ;

– article 7 A modifié adopté (p. 3538).

MM. Dominati (Jacques), Aurillac (Michel).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 3538).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [1er juillet 1978] (p. 3795).

Cohérence du texte : *Foyer (Jean)*, (p. 3795).
Simplification administrative : *Dominati (Jacques)*, (p. 3795).
Sursis à exécution prononcés par les tribunaux administratifs : *Richard (Alain)*, (p. 3796).

DISCUSSION DES ARTICLES [1er juillet 1978] (p. 3796) :

Article 1 A ; article 1 E ; article 6 *bis* ; article 7 A ; article 20 ; article 20 *bis* E ; article 20 *bis* ; article 20 *quater* ; article 22 *bis* ; article 24 ; article 26 *bis*.

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3798).

2. – PROJET DE LOI **n° 766** RELATIF A L'OBLIGATION DE FAIRE CONNAITRE LES MOTIFS DES ACTES ADMINISTRATIFS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [14 décembre 1978]. – Rapport **n° 991** [19 avril 1979]. – Discussion le 25 avril 1979. – Adoption le 25 avril 1979. – Projet de loi **n° 152.**

SENAT (première lecture), n° 300 (1978-1979). Dépôt le 26 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 352

(1978-1979) [29 mai 1979]. – Discussion le 5 juin 1979. – Adoption avec modifications le 5 juin 1979. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI COMPLEMENTAIRE RELATIF A L'AMELIORATION DES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LE PUBLIC ». – Projet de loi n° 99 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1114.** Dépôt le 7 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac. – Rapport **n° 1129** [13 juin 1979]. – Discussion le 27 juin 1979. – Adoption avec modifications le 27 juin 1979. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI RELATIF A LA MOTIVATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ET A L'AMELIORATION DES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LE PUBLIC. – Projet de loi **n° 205.**

SENAT (deuxième lecture), n° 456 (1978-1979). Dépôt le 28 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 458 (1978-1979) [29 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption avec modifications le 30 juin 1979. – Projet de loi n° 142 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1274.** Dépôt le 30 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac. – Rapport **n° 1275** [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption avec modifications le 30 juin 1979. – Projet de loi **n° 219.**

SENAT (troisième lecture), n° 474 (1978-1979). Dépôt le 30 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 475 (1978-1979) [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption définitive le 30 juin 1979. – Projet de loi n° 147 (1978-1979).

Loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1979 (p. 1711), rectificatif *J.O.* du 13 juillet 1979 (p. 1822).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. 2. – S.E. 2).
Loi, article **2** : 1 *bis* (S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **3** : 1 *ter* (S.E. 1. – A.N. 2).
Loi, article **4** : 2 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. 2. – S.E. 2).
Loi, article **5** : 3 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. 2. – S.E. 2).
Loi, article **6** : 4 (S.E. 1. – A.N. 2. – S.E. 2).
Loi, article **7** : 1, 2e alinéa (projet. – A.N. 1. –) 5 S.E. 1. – A.N. 2).
Loi, article **8** : 6 (S.E. 1. – A.N. 2).
Loi, article **9** : 7 (S.E. 1. – A.N. 2. – S.E. 2. – S.E. 3).
Loi, article **9** : 7 (S.E. 1. – A.N. 2. – S.E. 2. – A.N. 3. – S.E. 3).
Loi, article **10** : 8 (S.E. 1. – A.N. 2).
Loi, article **11** : 9 (S.E. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 avril 1979] (p. 766) :

Contentieux administratif : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3055) ; *Richard (Alain)*, (p. 3054).

Décentralisation : *Garcin (Edmond)*, (p. 3054) ; *Richard (Alain)*, (p. 3053).

Décisions n'ayant pas à être motivées : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3056).

Décisions implicites : *Aurillac (Michel)*, (p. 3053).

Défense nationale (secret de la) : *Garcin (Edmond)*, (p. 3055).

Information de l'administré préalablement à la décision : *Garcin (Edmond)*, (p. 3055).

Information des administrés : *Garcin (Edmond)*, (p. 3054) ; *Richard (Alain)*, (p. 3054).

Libertés publiques : *Garcin (Edmond)*, (p. 3055).

Loi sur l'amélioration des relations entre l'administration et le public : *Richard (Alain)*, (p. 3053) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 3051).

Motivation des actes réglementaires : *Richard (Alain)*, (p. 3054) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3056) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 3052).

Motivation obligatoire : *Aurillac (Michel)*, (p. 3051) ; Peyrefitte (Alain), (p. 3055).

Opportunité des décisions administratives (contrôle de l') : *Aurillac (Michel)*, (p. 3053).

Urgence : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3056) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 3053).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 avril 1979] :

ART. 1 (catégories d'actes soumis à motivation et renvoi aux décrets en Conseil d'Etat) : *amendement n° 6* de M. Lucien Villa (information préalable de l'administré sur une décision défavorable de l'administration) rejeté (p. 3057) ; *amendement n° 1* de la commission (obligation de motivation étendue aux déci-

sions portant refus d'un avantage aux personnes qui le demandent et ont légalement la capacité de l'obtenir) rejeté (p. 3060) ; *amendement n° 2* de la commission (suppression du renvoi aux décrets d'application) rejeté (p. 3061) ; *amendement n° 7* du Gouvernement (possibilité de décrets d'application en Conseil d'Etat) adopté (p. 3061).

MM. Garcin (Edmond), Aurillac (Michel), Peyrefitte (Alain), Richard (Alain).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain) :* vote hostile du groupe socialiste.

– article 1, ainsi modifié, adopté (p. 3061).

ART. 2 (cas d'urgence et protection de certains secrets) : *amendement n° 3* de la commission (possibilité pour l'intéressé d'obtenir ultérieurement communication des motifs en cas d'absence de motivation résultant de l'urgence) adopté (p. 3062) ; *amendement n° 4* de la commission (liste des motifs que l'administration n'est pas tenue de rendre publics) rejeté (p. 3063).

MM. Peyrefitte (Alain), Aurillac (Michel), Masson (Marc).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 3063).

ART. 3 (décisions implicites) : *amendement n° 5* de la commission (pouvoir du juge et droit du justiciable en cas de litige relatif à une décision implicite de rejet : rejeté (p. 3063).

– article 3, adopté (p. 3063).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain) :* volonté du Gouvernement de limiter à l'extrême l'impact du projet (p. 3063).

– *Daillet (Jean-Marie) :* importance de la réforme apportée par le texte : vote favorable de l'UDF (p. 3064).

– *Mauger (Pierre) :* vote favorable du groupe RPR (p. 3064).

– *Aurillac (Michel) :* son vote favorable malgré sa déception après le rejet des amendements de la commission (p. 3064).

– *Richard (Alain) :* abstention du groupe socialiste (p. 3064).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 3064).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1979] (p. 5744) :

Accès aux documents administratifs : *Bolo (Alexandre),* (p. 5744) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 5745).

Décisions implicites de rejet (motivation des) : *Aurillac (Michel),* (p. 5744).

Motivations des décisions des organismes de sécurité sociale et des Assedic : *Mourot (Jean-Paul),* (p. 5745).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 juin 1979] (p. 5745) :

ART. 1 : *amendement n° 1* de la commission (rédactionnel) ; *sous-amendement n° 8* du Gouvernement (supprimant l'obligation de motiver les mesures de police qui ne restreignent pas l'exercice des libertés publiques) ; rejeté (p. 5746) ; *amendement n° 1,* adopté (p. 5746).

MM. Aurillac (Michel), Brocard (Jean), Mourot (Jean-Paul).

– article 1, ainsi modifié, adopté (p. 5746).

ART 1 *bis :* (motivation obligatoire des décisions administratives individuelles qui font application de dispositions prévoyant des dérogations aux règles générales fixées par la loi ou le règlement) : *amendement n° 2* de la commission (étendant le champ d'application de l'article 1 bis aux dispositions qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement adopté (p. 5747).

MM. Aurillac (Michel), Mourot (Jean-Paul).

– article 1 *bis,* ainsi modifié, adopté (p. 5746).

ART. 1 *ter :* contenu et formes de la motivation exigée par la présente loi, adopté (p. 5746).

ART. 2 : *amendement n° 3* de la commission (formel) adopté (p. 5747).

MM. Aurillac (Michel), Mourot (Jean-Paul).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5747).

ART. 3 (supprimé par le Sénat) : *amendement n° 4* (rétablissement de l'article 3, possibilité pour la personne qui est l'objet d'une décision implicite de demander communication des motifs avant d'entrer dans la phase contentieuse définitive) adopté (p. 5747).

MM. Aurillac (Michel), Mourot (Jean-Paul).

– article 3, ainsi rétabli, adopté (p. 5747).

ART. 4 (extension de l'obligation de motiver aux organismes de sécurité sociale et aux Assedic) : *amendement n° 9* du Gouvernement (limitant l'obligation de motivation imposée aux organismes de sécurité sociale et aux Assedic aux seules décisions concernant les prestations obligatoires) adopté (p. 5749).

MM. Mourot (Jean-Paul), Aurillac (Michel), Richard (Alain).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 5749).

ART. 5 (définition par décret en Conseil d'Etat des catégories de décisions qui doivent être motivées en application de la présente loi) adopté (p. 5749).

ART. 6 (modification de l'article 1er de la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public : libertés d'accès aux documents administratifs de caractère non nominatif) adopté (p. 5749).

ART. 7 (droit d'accès aux dossiers nominatifs) : *amendement n° 11* du Gouvernement (interdisant aux administrations d'opposer aux personnes qui demandent communication de leur dossier nominatif un motif de refus tiré du secret de la vie privée des dossiers personnels et médicaux et du secret en matière commerciale et industrielle ; communication des informations à caractère médical par un médecin désigné à cet effet par l'intéressé) adoption du premier alinéa avec une correction formelle, (p. 5751) ; adoption du deuxième alinéa (p. 5751) ; adoption de l'ensemble de l'*amendement* (p. 5751) ; *amendement n° 5* de la commission (interdisant d'opposer aux personnes qui demandent communication de leur dossier nominatif des motifs de non-communication tirés du secret de la vie privée, des dossiers personnels et médicaux ainsi que du secret en matière industrielle et commerciale) devient sans objet (p. 5751).

MM. Mourot (Jean-Paul), Aurillac (Michel), Bolo (Alexandre), Baridon (Jean), Richard (Alain).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 5751).

ART. 8 (notification du refus de communication aux demandeurs sous forme de décision écrite motivée) : *amendement n° 7* de M. Alain Richard (possibilité pour tout intéressé auquel l'administration aurait refusé de communiquer des documents à la consultation desquels il a droit de saisir le juge des référés ; pouvoir du juge d'adresser des injonctions à l'administration ou d'ordonner la communication des documents sous astreinte) rejeté (p. 5753).

MM. Richard (Alain), Aurillac (Michel), Mourot (Jean-Paul), Masson (Marc), Richard (Alain).

– article 8, adopté (p. 5753).

ART. 9 (conditions d'entrée en vigueur des dispositions des articles 1er, 1er bis, 1er ter, 2 et 4) adopté (p. 5753).

TITRE (projet de loi complémentaire relatif à l'amélioration des relations entre l'administration et le public) : *amendement n° 6* de la commission (nouvelle rédaction du titre : projet de loi relatif à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public) adopté (p. 5754).

MM. Aurillac (Michel), Mourot (Jean-Paul), Richard (Alain).

– titre ainsi modifié, adopté (p. 5754).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain)* : abstention du groupe socialiste.

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 5754).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1979] (p. 5922) :

Communication des dossiers administratifs nominatifs : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 5922) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 5923) ; *Richard (Alain)*, (p. 5923).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1979] (p. 5924) :

ART. 7 : *amendement n° 1* rectifié de la commission (rédactionnel) adopté (p. 5924).

M. Krieg (Pierre-Charles).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 5924).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 5924).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1733** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA REPARTITION DES DROITS A PENSION DE REVERSION ENTRE LES CONJOINTS DIVORCES ET LES CONJOINTS SURVIVANTS, Sénat (première lecture), n° 425 (1978-1979). Dépôt le 22 juin 1979 par M. Paul Kauss sous le titre « Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'Administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ». – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Robert Schwint. – Rapport n° 142 (1979-1980) [20 décembre 1979]. – Discussion le 22 mai 1980. – Adoption le 22 mai 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA REPARTITION DES DROITS A PENSION DE REVERSION ENTRE LES CONJOINTS DIVORCES ET LES CONJOINTS SURVIVANTS ». – Proposition de loi n° 64 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1733.** Dépôt le 23 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande [29 mai 1980]. – Rapport **n° 1831** [25 juin 1980], commun aux propositions de loi **n^os 1733** et **1542** : Administration (relations avec le public), 3 et Pensions de réversion, 7.

4. – PROJET DE LOI **n° 1811** PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [26 juin 1980].

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1940** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA LOI n° 78-753 DU 17 JUILLET 1978 FIXANT LES CONDITIONS D'ACCES DU PUBLIC AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS. Dépôt à l'Assemblée nationale le 7 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur M. Jean Tiberi [30 octobre 1980]. – Rapport **n° 2070** [13 novembre 1980].

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1 ; INFORMATION, 1 ; LIBERTE PUBLIQUES, 1 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et sociale. – Budget annexe des journaux officiels ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; LOIS DE FINANCES, 6 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux, services divers. – Environnement et cadre de vie ; PENSIONS DE REVERSION, 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 422.

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 3 et 10 (deuxième partie), Justice.

ADOPTION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 26** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 363 DU CODE CIVIL RELATIF A L'ADOPTION, Sénat (première lecture). Dépôt le 1^er juillet 1972 par M. Diligent. – Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, n° 384 (année 1971-1972). – Rapport le 9 novembre 1972 par M. Marcel Nuninger, n° 53 (année 1972-1973). – Discussion et adoption le 16 novembre 1972. – Proposition de loi n° 26 (année 1972-1973).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 17 novembre 1972. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **n° 2646.**

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 2 mai 1973. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **n° 265.** – Rapport le 14 mai 1976 par M. Hector Riviérez, **n° 2302.**

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **n° 26.** – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 84** TENDANT A LA MODIFICATION DE LA LEGISLATION RELATIVE A L'ADOPTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. René Feït. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [18 mai 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1449** TENDANT A FAVORISER L'ADOPTION PLENIERE, EN RAMENANT DE 30 A 25 ANS L'AGE MINIMUM POUR ADOPTER UN ENFANT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [20 décembre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1535** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 353 DU CODE CIVIL AFIN DE PRECISER LES CONDITIONS DE PRESENTATION DE LA REQUETE D'ADOPTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20

décembre 1979 par M. Charles Miossec. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [10 avril 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 2046** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 348 DU CODE CIVIL RELATIF AU CONSENTEMENT A L'ADOPTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 novembre 1980 par M. André Audinot. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 2199** TENDANT A PERMETTRE AUX ENFANTS ABANDONNES DE VIVRE AU SEIN DE LEUR FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Philippe Malaud. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 2237** PORTANT SUR DIVERSES MESURES TENDANT A FAVORISER L'ADOPTION PLENIERE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir AVORTEMENT. 3 ; ENFANTS. 2, 6 ; FAMILLE. 1, 6, 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 194.

ADOUR (bassin de l' – ; centrales nucléaires)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 553.

AEROCLUBS

Voir LOIS DE FINANCES. 10, (deuxième partie), Transports.

AERODROME DE CHATEAUROUX-DEOLS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AERODROMES

Voir ENVIRONNEMENT. 3, 4, 7 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

AERODROMES DE DEUXIEME NIVEAU

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AEROGLISSEURS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

AERONAUTIQUE (Industrie)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor, Crédits militaires, Budget annexe du service des annexes, Transports.

AERONAUTIQUE NAVALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Crédits militaires, Budget annexe du service des Essences.

AEROPORT CHARLES DE GAULLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

– **Aérogare n° 2.** – *Voir* LOIS DE FINANCES 1 (deuxième partie). Transports. – V. – Routes, Ports et Voies navigables.

AEROPORT DE NICE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AEROPORT DE PARIS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et Météorologie ; ECONOMIE DU BUDGET. – 1. – CHARGES COMMUNES.

AEROPORTS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 471.

– **Barrière d'arrêt.** – *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 521.

AFFAIRE DE BROGLIE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 937 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 285, 299.

AFFAIRE DELPEY

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

AFFAIRES ETRANGERES (ministère)

Voir FRANÇAIS DE L'ETRANGER. 2 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 6.

– **Ministre des** – *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 53.

AFFECTATION DE CREDITS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

AFFICHAGE

Voir ELECTIONS. (législation), 13 ; ENVIRONNEMENT. 1.

AFFICHAGE POLITIQUE

Voir ENVIRONNEMENT. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 403.

AFGHANISTAN

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15, 17 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 743, 770 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 490 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 282.

AFRIQUE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 308** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES CONDITIONS DE L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE AU SAHARA OCCIDENTAL, AU TCHAD ET AU ZAIRE. Dépôt à l'Assemblée nationale le 31 mai 1978 par M. Louis Odru. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tibéri [15 juin 1978]. – Rapport **n° 581** [12 octobre 1978], commun aux propositions de résolution **n° 308** (Afrique 1), **n° 312** (Afrique 2) et **n° 477** (Afrique 3).

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 312** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES CONDITIONS DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU ZAIRE ET PLUS GENERALEMENT SUR L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE DE COOPERATION FRANCO-ZAIROISE. Dépôt à l'Assemblée nationale le 1er juin 1978 par M. Jean-Pierre Chevènement et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [29 juin 1978]. – Rapport **n° 581** [12 octobre 1978], commun aux propositions de résolutions **n° 308** (Afrique 1), **n° 312** (Afrique 2) et **n° 477** (Afrique 3).

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 477** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES SE SONT EFFECTUEES PLUSIEURS INTERVENTIONS MILITAIRES DE LA FRANCE EN AFRIQUE. Dépôt à l'Assemblée nationale le

29 juin 1978 par M. André Chandernagor. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 581** [12 octobre 1978], commun aux propositions de résolution **n° 308** (Afrique 1), **n° 312** (Afrique 2) et **n° 477** (Afrique 3).

4. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1340** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE EN CENTRAFRIQUE. Dépôt à l'Assemblée nationale le 10 octobre 1979 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [25 octobre 1979]. – Rapport **n° 1390** [8 novembre 1979], commun aux propositions de résolution **n° 1143, 1190, 1340** (Coopération, 2, et 3, 4).

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1603** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES RESPONSABILITES DE TOUS CEUX QUI ONT COTOYE, CAUTIONNE ET BENEFICIE DES CRIMES DE BOKASSA. Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 avril 1980 par M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [22 mai 1980]. – Rapport **n° 1866** [26 juin 1980].

Voir COOPERATION. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 4, 10, 14, 15 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; COOPERATION : CREDITS MILITAIRES. – Budget annexe du service des essences ; TRAITES ET CONVENTIONS. 9, 50, 51, 52, 53.

– **Aide française.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Coopération.

– **Intervention militaire de la France.** – *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 34 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 33.

– **Politique française.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Situation économique.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Coopération.

– **Situation politique.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Coopération.

AFRIQUE-ASIE (expulsion de M. Simon Malley, Directeur général de cette revue)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 476.

AFRIQUE AUSTRALE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 14 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

AFRIQUE CENTRALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 2.

AFRIQUE DE L'OUEST

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 77.

AFRIQUE DU NORD

Voir ANCIENS COMBATTANTS. 2, 5, 8, 11, 12, 13, 14.

– Anciens combattants. – *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 177.

AFRIQUE DU SUD

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Coopération ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 312, 326, 590.

– **Interdiction de la tournée en France d'une équipe de rugby.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et Loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

– **Mission d'un groupe interparlementaire en.** – *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 197.

– **Tournée de l'équipe de France de rugby.** – *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 855.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Voir LOIS DE FINANCE. 1 (deuxième partie), Coopération.

AGACHE-WILLOT (groupe)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 531, 542.

AGE DE LA RETRAITE

Voir CHOMAGE. 3.

AGEN (construction d'un pont à –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 193.

AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE (ACOSS)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille.

AGENCE DE COOPERATRION CULTURELLE ET TECHNIQUE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES 3 (article 10) ; TRAITES ET CONVENTIONS. 105.

AGENCE DE L'AIR

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. Environnement.

AGENCE DE L'ATMOSPHERE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; POLLUTION. 4, 5.

AGENCE DES BATIMENTS DE FRANCE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

AGENCE FRANÇAISE D'IMAGES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision.

AGENCE FRANCE PRESSE (A.F.P.)

Voir INFORMATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et Communication - radio - télévision ; Services du Premier ministre. – I. – Service généraux. – Information ; LOIS ET FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Service généraux. – Information ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 75 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 125.

– **Attitude de – à l'égard du parti communiste.** – *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 970.

AGENCE HAVAS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (A.I.E.A.)

Voir ENERGIE NUCLEAIRE. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 80, 103.

AGENCE NATIONALE D'ETUDE ET DE PROMOTION DE LA PARTICIPATION

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7.

AGENCE NATIONALE D'INDEMNISATION

Voir RESPONSABILITE CIVILE. 5.

AGENCE NATIONALE POUR LA CREATION D'ENTREPRISES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Industrie.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (A.N.A.C.T.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT (A.N.A.H.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES. 3 Articles et articles additionnels non rattachés (article 73) ; (Deuxième partie), ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE : QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 221.

AGENCE POUR LA MODERNISATION DES INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (A.N.P.E.)

1. – PROPOSITION DE LOI n° 715 PORTANT REFORME DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1978 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-François Mancel [21 décembre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2040** RELATIVE A L'INTEGRATION DANS LE STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES DES CATEGORIES DE PERSONNEL CONTRACTUEL DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 novembre 1980 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir CHOMAGE. 3 ; CHOMAGE (indemnisation du), 1 ; EMPLOI. 1, 10 ; FEMMES. 1 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10, discussion générale, (deuxième partie) Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 221 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 53, 214, 326, 368 ; SECURITE SOCIALE. 14 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1.

– **Outre-Mer.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Départements d'outre-mer.

– **Réforme de l'–.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Travail et participation. – Formation professionnelle ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 287.

AGENCE NATIONALE POUR L'INDEMNISATION DES FRANÇAIS D'OUTRE-MER (ANIFOM)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3, Economie et budget. – I. – Charges communes.

AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (A.N.R.E.D.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10, (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. – V. – Recherche. – Universités ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie, Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 151.

AGENCE POUR LA COOPERATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ECONOMIQUE (ACTIM)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

AGENCE POUR LA CREATION D'ENTREPRISES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

AGENCE POUR LA QUALITE DE L'AIR

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; POLLUTION. 4.

AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE

Voir ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie. – Taxes parafiscales ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 118, 375.

AGENCE SPATIALE EUROPEENNE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 24, 63 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 435.

AGENCE UNIVERSITAIRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (AUDIST)

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Universités.

AGENCES COMMERCIALES DES TELECOMMUNICATIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications.

AGENCES DEPARTEMENTALES DE SERVICES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 3.

AGENCES DEPARTEMENTALES DES ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

Voir ENTREPRISES. 11.

AGENCES DEPARTEMENTALES POUR LE DEVELOPPEMENT DU CHAUFFAGE SOLAIRE

Voir ENERGIE SOLAIRE. 1.

AGENCES DE PAYS RURAL

Voir AMENAGEMENT RURAL. 2.

AGENCES DE PUBLICITE

Voir ASSEMBLEES DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

AGENCES DE RECHERCHE

Voir POLICE PRIVEE. 1.

AGENCES DE VOYAGES

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Jeunesse, Sports et Loisirs. – II. – Tourisme ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

AGENCES D'URBANISME

Voir LOIS DE FINANCES. I et 10 (deuxième partie), Environnemet et cadre de vie. – I. – Environnement.

AGENCES FINANCIERES DE BASSIN

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 78.

AGENCES IMMOBILIERES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 219** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 70-9 DU 2 JANVIER 1970 REGLEMENTANT LES CONDITIONS D'EXERCICE DES ACTIVITES RELATIVES A CERTAINES OPERATIONS PORTANT SUR LES IMMEUBLES ET LES FONDS DE COMMERCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [1er juin 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Pierre Sauvaigo [9 octobre 1980].

AGENCES MATRIMONIALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 686** RELATIVE AU COURTAGE MATRIMONIAL, Sénat (première lecture). – Proposition de loi tendant à protéger les clients des agences matrimoniales, n° 365 (1977-1978). Dépôt le 23 mai 1978 par M. Henri Caillavet. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Proposition de loi portant statut des agences matrimoniales, n° 392 (1977-1978). – Dépôt le 1er juin 1978 par MM. Francis Palmero, Jean Cauchon et Jean Francou. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur commun aux deux propositions : M. Marcel Rudloff. – Rapport commun n° 49 (1977-1978). – Discussion le 15 novembre 1978. – Adoption le 15 novembre 1978. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE AU COURTAGE MATRIMONIAL ». – Proposition de loi n° 23 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 15 novembre 1978, **n° 686.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Pasquini [30 novembre 1978].

AGENCES REGIONALES D'INVESTISSEMENTS

Voir CREDIT. 1.

AGENTS COMMUNAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 85** PORTANT CREATION D'UN COMITE NATIONAL DE GESTION DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL DES COMMUNES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Lucien Richard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Charles Millon [11 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 212** TENDANT A LA CREATION D'UN COMITE CENTRAL DES ŒUVRES SOCIALES POUR LE PERSONNEL DES COLLECTIVITES LOCALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Jean-Marie Daillet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur M. Charles Millon [1er juin 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 339** TENDANT A ETENDRE AU PERSONNEL PORTEUR DU SERVICE MUNICIPAL DE PARIS LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 75-931 DU 14 OCTOBRE 1975 ACCORDANT AU CORPS DES IDENTIFICATEURS DE L'INSTITUT MEDICO-LEGAL DES AVANTAGES SPECIAUX POUR L'OUVERTURE DU DROIT A PENSION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Lucien Villa et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission

des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Maurice Niles [5 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 419** TENDANT A ASSIMILER LES PERSONNELS DES DISTRICTS A CEUX DES COMMUNAUTES URBAINES, EN CAS DE DISSOLUTION DE L'ORGANISME DE COOPERATION INTERCOMMUNALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par MM. Henri Ferretti et André Rossinot. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [12 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 430** RELATIVE AUX REGIMES LOCAUX DE RETRAITE DU PERSONNEL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Jean Seitlinger. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [12 octobre 1978].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 759** RELATIVE A L'ATTRIBUTION DE BONIFICATIONS ANNUELLES POUR LE CALCUL DE LA RETRAITE DES POLICIERS MUNICIPAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Alain Mayoud. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard [12 avril 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1094** D'ORIENTATION SUR L'ORGANISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE LOCALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Robert Vizet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Louis Maisonnat [11 octobre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2128** TENDANT A ETENDRE AU PERSONNEL PORTEUR DU SERVICE MUNICIPAL DES POMPES FUNEBRES DE PARIS LE BENEFICE DES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 50-328 DU 17 MARS 1950 ACCORDANT AUX AGENTS DES RESEAUX SOUTERRAINS DES EGOUTS DES AVANTAGES SPECIAUX POUR L'OUVERTURE DU DROIT A PENSION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par M. Lucien Villa et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2. ; AMNISTIE. 2 ; ASSURANCE VIEILLESSE. 4 ; COLLECTIVITES LOCALES. 5 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

AGENTS DE CONTROLE DU STATIONNEMENT PAYANT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

AGENTS DE MAITRISE

Voir CADRES. 1.

AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES

Voir AGENTS COMMUNAUX. 7 ; CONSTITUTION. 2 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1.

AGENTS DE SURVEILLANCE DE LA POLICE NATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

AGREES EN ARCHITECTURE

Voir ARCHITECTURE. 4 ; IMPOTS. 8 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 451.

AGREMENT DES MAITRES D'ŒUVRE EN ARCHITECTURE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 216.

AGRICULTEURS

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 107, 139, 285.

– **Déduction du salaire du conjoint de l'exploitant.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 Article 7. – Après l'article 7. – Article 31.

– **Difficultés d'installation.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (première partie), Avant l'article 2.

– **Fiscalité.** – *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (première partie). Après l'article 3.

– **Imposition des.** – *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 113.

– **Revenu des.** – *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 366 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 208, 237.

AGRICULTRICES (indemnité de remplacement en cas de maternité)

Voir LOIS DE FINANCES, 10.

AGRICULTURE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 81** TENDANT A LA CREATION D'UN INSTITUT DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. René Feit. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. René de Branche [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 334** TENDANT A LA SAUVEGARDE ET AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Lajoinie [15 juin 1978].

3. – PROJET DE LOI D'ORIENTATION AGRICOLE **n° 1041,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 mai 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Pierre Mehaignerie, ministre de l'Agriculture. – Renvoi à la commission spéciale. – Rapporteur : M. Maurice Cornette [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157). – Rapport **n° 1263** [28 juin 1979]. – Discussion les 11, 12, 13, 14, 15 décembre 1979. – Deuxième libération (articles 8, 21 bis, 26 bis) (p. 12109). – Adoption le 15 décembre 1979. – Projet de loi **n° 257.**

Demande de constitution d'une commission spéciale, présentée par le président du groupe communiste et le président du groupe socialiste [9 mai 1979] (p. 3548) ; opposition déposée par le président de la commission de la production et des échanges [9 mai 1979] (p. 3548) ; décision de l'Assemblée sur cette demande [10 mai 1979] (p. 3705).

Compétence de la commission de la production et des échanges sur tous les problèmes agricoles: *Clément (Pascal)* (p. 3705).

Consultation souhaitable des organisations professionnelles par les membres de plusieurs commissions : *Girardot (Pierre)* (p. 3705).

Inconvénients dus à la multiplication du nombre des commissions spéciales : *Clément (Pascal)* (p. 3705).

Qualité du travail des commissions spéciales : *Richard (Alain)* (p. 3706).

Retrait de l'opposition formulée par le président de la commission de la production et des échanges.

Constitution d'une commission spéciale [10 mai 1979] (p. 3706) [*J.O.* du 11 mai 1979] (p. 1114).

Composition : [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126), [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157). – Bureau : [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157). – Rapporteur : M. Maurice Cornette [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157). – Rapport **n° 1263** [28 juin 1979). – Discussion les 11, 12, 13, 14 15 décembre 1979. – Deuxième délibération (articles 8, 21 bis, 26 bis) (p. 12109). – Adoption le 15 décembre 1979. – Projet de loi **n° 257.**

SENAT (première lecture), n° 129 (1979-1980). Dépôt le 18 décembre 1979. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. – Rapporteur : M. Michel Sordel. – Rapport n° 172 (1979-1980) [13 février 1980]. – Renvoi pour avis :

– à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur pour avis : M. Marcel Rudloff. Avis n° 173 (1979-1980) [15 février 1980].

– à la commission des affaires sociales, rapporteur pour avis : M. Jean Gravier. Avis n° 174 (1979-1980) [25 février 1980].

– à la commission des affaires culturelles, rapporteur pour avis : M. René Tinant. Avis n° 176 (1979-1980) [25 février 1980].

– a' la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, rapporteur pour avis : M. Roland Boscary-Monsservin. Avis n° 181 (1979-1980) [25 février 1980].

Discussion les 25, 26, 27, 28, 29 février 1980, 4, 5, 6, 7, 11, 12 mars 1980. – Adoption avec modification le 12 mars 1980. – Projet de loi n° 50 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1597.** Dépôt le 2 avril 1980. – Renvoi à la

commission spéciale. – Rapporteur : M. Maurice Cornette. – Rapport **n° 1604** [2 avril 1980]. – Discussion les 8, 9, 10 avril 1980. – Deuxième délibération (articles 6 bis, 22 c, 26 bis) (p. 286). – Adoption avec modifications le 10 avril 1980. – Projet de loi **n° 277**.

SENAT (deuxième lecture), n° 207 (1979-1980). Dépôt le 15 avril 1980. – Renvoi à la commission des Affaires économiques et du plan. – Rapporteur : M. Michel Sordel. – Rapport n° 227 (1979-1980) [23 avril 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur pour avis : M. Marcel Rudloff. – Avis n° 225 (1979-1980) [22 avril 1980]. – Discussion les 13, 14 et 21 mai 1980. – Adoption avec modifications le 21 mai 1980. – Projet de loi n° 61 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1727**. Dépôt le 22 mai 1980. – Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

[*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326). – Bureau [*J.O.* du 5 juin 1980] (p. 1386).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Cornette [4 juin 1980]. – Rapport **n° 1773** [4 juin 1980]. – Discussion le 4 juin 1980. – Projet de loi **n° 312**.

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Michel Sordel. – Rapport n° 284 (1979-1980). – Discussion le 5 juin 1980. – Adoption définitive le 5 juin 1980. – Projet de loi n° 71 (1979-1980).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (article 61, alinéa 2 de la Constitution). – Décision le 1er juillet 1980 (*J.O.* du 3 juillet 80 (p. 1655). – Conforme en totalité.

Loi **n° 80-502 du 4 juillet 1980**, publiée au *J.O.* du 5 juillet 1980 (p. 1670). – Rectificatifs *J.O.* du 18 juillet 1980 (p. 1814), (*J.O.* du 3 août 1980) (p. 1958), (*J.O.* du 23 janvier 1981) (p. 319).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1979] (p. 11582, 11597), [12 décembre 1979] (p. 11637, 11669, 11685), [13 décembre 1979] (p. 11747) :

Rappel au règlement : enregistrement télévisé des débats : *Nucci (Christian)*, (p. 11595).

Agriculteurs étrangers en France : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 11615).

Agro-alimentaire : *Michel (Claude)*, (p. 11593) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 11608) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 11608) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 11612) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 11614) ; *La Combe (René)*, (p. 11670) ; *Richard (Alain)*, (p. 11674) ; *Nucci (Christian)*, (p. 11690, 11691) ; *Malvy (Martin)*, (p. 11697) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 11701) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 11702) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 11704).

Aides de l'Etat : *Madelin (Alain)*, (p. 11651) ; *Branche (René de)*, (p. 11605) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 11708).

Aménagement rural : *Cornette (Maurice)*, (p. 11585) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 11587) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11589) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11600) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 11639) ; *Cellard (André)*, (p. 11640) ; *Cointat (Michel)*, (p. 11642) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 11672) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 11688) ; *Bassot (Hubert)*, (p. 11698) ; *Lipkowski (Jean de)*, (p. 11703, 11704).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.) : *Cornette (Maurice)*, (p. 11584) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 11587) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11589) ; *Duroure (Roger)*, (p. 11611) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 11615) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 11616) ; *Rolland (Hector)*, (p. 11619) ; *Geng (Francis)*, (p. 11652) ; *Jacq (Marie)*, (p. 11677) ; *Bizet (Emile)*, (p. 11687) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 11687) ; *Klein (Georges)*, (p. 11705).

Calamités agricoles : *Rigout (Marcel)*, (p. 11604).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : *Mayoud (Alain)*, (p. 11587) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11588) ; *Michel (Claude)*, (p. 11592) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11597, 11598) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11602) ; *Branche (René de)*, (p. 11605) ; *Defontaine (Jean-Pierre)*, (p. 11605) ; *Dousset (Maurice)*, (p. 11617) ; *Cointat (Michel)*, (p. 11640) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 11643) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 11675) ; *Chasseguet (Gérard)*, (p. 11679) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 11710).

Conseil supérieur d'orientation : *Cornette (Maurice)*, (p. 11584) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 11586) ; *Brugnon (Maurice)*, (p. 11614) ; *Chasseguet (Gérard)*, (p. 11678).

Coopération : *Rigout (Marcel)*, (p. 11603) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 11609) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 11689).

Crédits d'équipement : *Huguet (Roland)*, (p. 11650).

Départements d'outre-mer (agriculture dans les) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 11640) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 11709) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11714).

Elevage : *Branche (René de)*, (p. 11605) ; *Defontaine (Jean-Pierre)*, (p. 11606) ; *Geng (Francis)*, (p. 11652) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 11673) ; *Revet (Charles)*, (p. 11675) ; *Dubrueil (René)*, (p. 11692).

Energie (en agriculture) : *Gérard (Alain)*, (p. 11645) ; *Misossec (Charles)*, (p. 11653) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 11679).

Engagement financier : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11590) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11597) ; *Malvy (Martin)*, (p. 11697) ; *Lipowsky (Jean de)*, (p. 11703).

Entreprises horticoles : *Bégault (Jean)*, (p. 11676).

Exode rural : *Cornette (Maurice)*, (p. 11583) ; *Michel (Claude)*, (p. 11592) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11602) ; *Defontaine (Jean-Pierre)*, (p. 11606) ; *Deschamps (Hubert)*, (p. 11638) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 11654) ; *Chasseguet (Gérard)*, (p. 11678) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 11693) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 11706) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 11710).

Exploitations familiales : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11598) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11588) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11603) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 11672) ; *Gascher (Pierre)*, (p. 11680) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 11707).

Exportations agricoles : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11589, 11713) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 11711).

Femme d'agriculteur (statut de la) : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11590) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11601) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11604) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 11608) ; *Duroure (Roger)*, (p. 11610, 11611) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 11612) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 11615) ; *Miossec (Charles)*, (p. 11693) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 11654) ; *Richard (Lucien)*, (p. 11674) ; *Jacq (Marie)*, (p. 11677) ; *Chasseguet (Gérard)*, (p. 11678) ; *Bassot (Hubert)*, (p. 11699) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 11706).

Fermage : *Cornette (Maurice)*, (p. 11585) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11604) ; *Cellard (André)*, (p. 11641) ; *Soury (André)*, (p. 11647) ; *Huguet (Roland)*, (p. 11649) ; *Biwer (Claude)*, (p. 11671) ; *Revet (Charles)*, (p. 11675) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 11688) ; *Crenn (Jean)*, (p. 11698) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 11703) ; *Klein (Georges)*, (p. 11705).

Fiscalité agricole : *Cornette (Maurice)*, (p. 11585) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 11587) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 11614) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 11651) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 11687) ; *Klein (Georges)*, (p. 11705) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11712).

Fonds de promotion : *Mayoud (Alain)*, (p. 11586) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 11685).

Forêt : *Millet (Gilbert)*, (p. 11681, 11682) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 11687) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11712).

Forêt paysanne : *Cointat (Michel)*, (p. 11642).

Formation : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 11615) ; *Briane (Jean)*, (p. 11620) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 11621) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 11654) ; *Lagorce (Pierre)*, (p. 11680) ; *Gascher (Pierre)*, (p. 11680) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 11696) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 11700) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 11701, 11702) ; *Lipkowski (Jean de)*, (p. 11703).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.) : *Biwer (Claude)*, (p. 11671).

Groupements fonciers agricoles (G.F.A.) : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11599) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 11612) ; *Soury (André)*, (p. 11647) ; *Huguet (Roland)*, (p. 11649) ; *Biwer (Claude)*, (p. 11671) ; *Chasseguet (Gérard)*, (p. 11678) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11713).

Indemnité viagère de départ (I.V.D.) : *Cornette (Maurice)*, (p. 11585) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11590, 11713) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11599) ; *Crenn (Jean)*, (p. 11698).

Installations des jeunes : *Cornette (Maurice)*, (p. 11584) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 11587) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11589) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11603) ; *Cointat (Michel)*, (p. 11640) ; *Delprat (Michel)*, (p. 11644) ; *Soury (André)*, (p. 11646) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 11648) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 11673) ; *Richard (Alain)*, (p. 11674) ; *Gascher (Pierre)*, (p. 11680) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 11688) ; *Dubrueil (René)*, (p. 11693) ; *Crenn (Jean)*, (p. 11698) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 11704) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 11705).

Interprofessions : *Cornette (Maurice)*, (p. 11584) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 11586) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11602) ; *Brugnon (Maurice)*, (p. 11613) ; *Gérard (Alain)*, (p. 11645) ; *Geng (Francis)*, (p. 11652) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 11711).

Invalidité (des femmes d'agriculteurs) : *Raynal (Pierre)*, (p. 11607) ; *Miossec (Charles)*, (p. 11633) ; *Bizet (Emile)*, (p. 11683) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 11687) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11713).

Lait (soutien à la production) : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11588) ; *Branche (René de)*, (p. 11605) ; *Clément (Pascal)*, (p. 11611) ; *Besson (Louis)*, (p. 11645) ; *Madelin (Alain)*, (p. 11650).

Liaison Rhin-Rhône : *Barbier (Gilbert)*, (p. 11610).

Lois d'orientation de 1960 et 1962 : *Cornette (Maurice)*, (p. 11583) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 11586) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11590) ; *Dousset (Maurice)*, (p. 11616) ; *Richard (Alain)*, (p. 11673).

Lyon (région de) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11691).

Meuse : *Longuet (Gérard)*, (p. 11689).

Montagne : *Raynal (Pierre)*, (p. 11607) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 11610) ; *Clément (Pascal)*, (p. 11644) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 11650) ; *Barnier (Michel)*, (p. 11669) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 11675) ; *Braun (Gérard)*, (p. 11676) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 11681) ; *Brocard (Jean)*, (p. 11675, 11686) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 11706) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11714).

Offices par produit : *Michel (Claude)*, (p. 11594) ; *Cellard (André)*, (p. 11640) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 11707).

Parité : *Cornette (Maurice)*, (p. 11583) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11587) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 11615) ; *Briane (Jean)*, (p. 11620) ; *Jacq (Marie)*, (p. 11677).

Parlement (droits du) : *Michel (Claude)*, (p. 11591) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11601).

Pluriactivité : *Besson (Louis)*, (p. 11645) ; *Barnier (Michel)*, (p. 11670) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 11676) ; *Braun (Gérard)*, (p. 11676) ; *Klein (Georges)*, (p. 11705) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 11707).

Prêts bonifiés : *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 11693) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 11689).

Prix agricoles : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11599).

Problème foncier et volet foncier : *Cornette (Maurice)*, (p. 11584) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11589) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11689) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 11604) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 11613) ; *Dousset (Maurice)*, (p. 11617) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 11617) ; *Cellard (André)*, (p. 11640) ; *Soury (André)*, (p. 11646) ; *Miossec (Charles)*, (p. 11652) ; *Richard (Lucien)*, (p. 11674) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 11687) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 11697) ; *Malvy (Martin)*, (p. 11697) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 11705) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 11709).

Recevabilié des amendements : *Mayoud (Alain)*, (p. 11747) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 11748) ; *Cellard (André)*, (p. 11748).

Recherche : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 11600) ; *Defontaine (Jean-Pierre)*, (p. 11606) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 11613) ; *Dousset (Maurice)*, (p. 11617) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 11620) ; *Cointat (Michel)*, (p. 11642) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 11694, 11695) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11714).

Régions (rôle des) : *Goulet (Daniel)*, (p. 11696) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 11709).

Retraite complémentaire : *Dousset (Maurice)*, (p. 11617).

Retraites agricoles : *Cornette (Maurice)*, (p. 11584) ; *Soury (André)*, (p. 11646) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 11648) ; *Richard (Lucien)*, (p. 11674) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 11687) ; *Bassot (Hubert)*, (p. 11699) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 11704) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11713).

Salariés agricoles : *Perrut (Francisque)*, (p. 11648).

Soja (culture du) : *Houteer (Gérard)*, (p. 11655) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11712).

Structures (contrôle des) : *Cornette (Maurice)*, (p. 11584) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 11618) ; *Cellard (André)*, (p. 11640) ; *Soury (André)*, (p. 11647) ; *Miossec (Charles)*, (p. 11653) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 11673) ; *Dubreuil (René)*, (p. 11693) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 11708) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11713).

Successions : *Mayoud (Alain)*, (p. 11587) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 11610) ; *Soury (André)*, (p. 11647) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 11706).

Viticulture : *César (Gérard)*, (p. 11638) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 11643) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 11648) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11683) ; *Bayou (Raoul)*, (p. 11684) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 11699, 11700).

Zonage : *Cornette (Maurice)*, (p. 11585) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11590) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 11610) ; *Deschamps (Hubert)*, (p. 11639) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 11672) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 11688) ; *Maujoüan du Gasset, (Joseph-Henri)*, (p. 11706) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 11712).

DISCUSSION DES ARTICLES [13 décembre 1979] (p. 11747) :

ART. 1 (orientation de la politique agricole) : *amendement n° 7* de M. Michel Cointat (suppression de l'article 1er) rejeté (p. 11749) ; *amendement n° 88* rectifié de M. Michel Cointat (alignement de la législation agricole sur le droit commun) adopté (p. 11749) ; *amendement n° 103* de M. André Soury (objectifs de garantie du revenu agricole, d'amélioration des conditions de vie des exploitants en fonction du S.M.I.C., de parité des salariés agricoles avec les autres salariés) rejeté au scrutin public n° 302 (p. 11751) ; liste des

votants (p. 11775) ; *amendement n° 246* de M. René Benoit (l'agriculture doit avoir pour but d'assumer le plus rapidement possible l'ensemble de ses charges) rejeté (p. 11751) ; *amendement n° 5* de la commission (mention de l'objectif de parité) adopté (p. 11751) ; *rappel au règlement de M. Marcel Rigout :* proteste contre le refus du président de lui accorder la parole en réponse au ministre (p. 11751) ; *Brocard (Jean) en qualité de vice-président :* liberté du président de donner ou non la parole en réponse au ministre (p. 11751) ; *amendement n° 104* de M. Jacques Chaminade (objectif de résorption de la faim dans le monde pour la politique agricole) adopté (p. 11752) ; *amendement n° 6* corrigé de la commission (objectif de diminution de la dépendance de l'agriculture à l'égard des denrées importées) ; *sous-amendement n° 665* de M. Michel Aurillac (objectif de diminution des énergies utilisées pour l'agriculture) retiré (p. 11753) ; *amendement n° 6* corrigé, rejeté (p. 11753) ; *amendement n° 7* de la commission (objectif d'installation des jeunes agriculteurs) ; *sous-amendement n° 600* du Gouvernement (objectif de stabilisation de la population rurale) adopté (p. 11754) ; *sous-amendement n° 229* de M. René Benoit (objectif de réalisation de l'équilibre de l'emploi) adopté (p. 11754) ; *sous-amendement n° 504* rectifié de M. Georges Mesmin (objectif de protection de l'environnement) retiré (p. 11753) ; *sous-amendement n° 610* de M. Edgard Faure (objectif de protection des espaces naturels) retiré (p. 11753) ; *amendement n° 7,* ainsi modifié, adopté (p. 11754) ; *amendement n° 387* de M. André Soury (absence de discrimination de la politique agricole entre producteurs de la Communauté notamment en matière de concurrence) rejeté (p. 11754) ; *amendement n° 505* de M. Georges Mesmin, non soutenu (p. 11754) ; *amendement n° 105* de M. Jean Jarosz (mention de la politique d'enseignement et de formation dans les objecfifs de la loi) rejeté (p. 11755) ; *amendement n° 696* du Gouvernement (objectif d'économies d'énergie de matières premières dans le secteur agricole, production d'énergies d'origine agricole) adopté (p. 11755) ; *amendement n° 106* de M. André Soury (encouragement à la coopération) rejeté au scrutin public n° 303 (p. 11757) ; listes des votants (p. 11776) ; *amendement n° 389* de M. Jacques Boyon (objectif de récupération et de valorisation des sous-produits d'exploitation) adopté (p. 11757) ; *amendement n° 107* de M. Lucien Dutard (politique de recherche des débouchés à l'exportation) rejeté (p. 11757) ; *amendement n° 108* de M. Hubert Ruffe (suppression du onzième alinéa exigeant une politique de la concurrence dans les activités de production, de transformation et de distribution) rejeté (p. 11757) ; *amendement n° 8* de la commission (objectif de maintien du plus grand nombre possible d'exploitations agricoles à caractère familiale) ; *sous-amendement n° 89* rectifié par M. Michel Cointat (rédactionne) adopté (p. 11758) ; *sous-amendement n° 678* de M. Jean Briane (nécessité d'assurer un revenu suffisant à la famille) retiré (p. 11758) ; *sous-amendement n° 100* de M. Marcel Rigout, rejeté (p. 11758) ; *amendement n° 8,* ainsi modifié, adopté (p. 11758) ; *amendement n° 9* de la commission (mention parmi les objectifs de la loi de la politique régionale visant à assurer le développement des régions de montagne et des régions défavorisées) ; *sous-amendement n° 90* rectifié de M. Michel Cointat (rédactionnel : distinction entre régions à handicap naturel et régions à retard de productivité) adopté (p. 11762) ; *sous-amendement n° 698* de M. Louis Besson (mention de la politique consacrée à la montagne et aux zones défavorisées qui doit viser à compenser les surcoûts de ces régions et à organiser la pluriactivité) devenu sans objet (p. 11762) ; *sous-amendement n° 111* de M. Louis Maisonnat (rédactionnel) devenu sans objet (p. 11762) ; *sous-amendement n° 385* de M. Louis Maisonnat (objectif de la politique régionale : compensation des handicaps naturels) devenu sans objet (p. 11762) ; *sous-amendement n° 699* de Mme Marie Jacq (conséquence du sous-amendement n° 698) devenu sans objet (p. 11762) ; *sous-amendement n° 676* de M. Jean-Marie Daillet (politique régionale ayant pour objet de faciliter l'activité des agrobiologistes dans la filière alimentaire) rejeté (p. 11762) ; *sous-amendement n° 583* de M. Jean Brocard (affectation prioritaire des crédits dans le domaine des équipements de la recherche et du développement) adopté après modification (p. 11762) ; *sous-amendement n° 677* de M. Jean Briane (maîtrise du sol du territoire français confiée au ministère de l'agriculture) rejeté (p. 11762) ; *amendement n° 9,* ainsi modifié, adopté (p. 11762) ; *amendement n° 391* de M. Jacques Boyon (nécessité de régionaliser la politique agricole) retiré (p. 11762).

MM. Cointat (Michel), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Rigout (Marcel), Boulay (Daniel), Revet (Charles), Branche (René de), Huguet (Roland), Couepel (Sébastien), Marin (Fernand), Longuet (Gérard), Cellard (André), Aurillac (Michel), Zeller (Adrien), La Combe (René), Briane (Jean), Soury (André), Mme Leblanc (Chantal), MM. Jouve (Jacques), Debatisse (Michel), Boyon (Jacques), Marin (Fernand), Balmigère (Paul), Raynal (Pierre), Le Pensec (Louis), Girardot (Pierre), Mme Jacq (Marie), MM. Hamel (Emmanuel), Barnier (Michel), Nucci (Christian), Pasty (Jean-Claude), Daillet (Jean-Marie).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 11762).

Après l'ART. 1er : *amendement n° 349* rectifié de M. René de Branche (définition du chef d'exploitation) retiré (p. 11763).

MM. Branche (René de), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Goulet (Daniel), Cointat (Michel).

ART. 2 (création d'un Conseil supérieur de l'économie) : *amendement n° 274* de M. Claude Michel (remplacement du Conseil supérieur d'orientation par le F.O.R.M.A. avec des compétences élargies) rejeté (p. 11782) : *amendement n° 10* de la commission (compétence du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole) ; *sous-amendement n° 601* rectifié du Gouvernement (composition du Conseil supérieur d'orientation) adopté (p. 11783) ; *sous-amendement n° 91* de M. Michel Cointat (absence de représentation des salariés dans le Conseil supérieur d'orientation) retiré (p. 11782) ; *sous-amendement n° 506* de M. Georges Mesmin (représentation des associations de protection de l'environnement au sein du Conseil supérieur d'orientation) devient sans objet (p. 11783) ; *sous-amendement n° 587* de M. Gérard César (consultation du Conseil supérieur d'orientation sur l'amélioration des relations interprofessionnelles) retiré (p. 11783) ; *sous-amendement n° 602* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 11783) ; *sous-amendement n° 113* de M. Bernard Deschamps (surveillance par le Conseil supérieur d'orientation de l'évolution des coûts de production et proposition de mesures pour la réduction de ces coûts) rejeté (p. 11784) ; *sous-amendement n° 582* de M. Maurice Cornette (surveillance par le Conseil de la cohérence entre les orientations définies par lui et les actions des organismes chargées de les appliquer) adopté (p. 11784) ; *sous-amendement n° 603* du Gouvernement (suppression des dispositions relatives à la publicité des décisions du Conseil) rejeté (p. 11785) ; *sous-amendement n° 416* de M. André Soury (compétences de l'Assemblée nationale pour trancher en dernier ressort les litiges entre le Conseil d'orientation et le Gouvernement) rejeté (p. 11785) ; *sous-amendement n° 577* de M. Alain Mayoud (avis et recommandations du Conseil, caractère exécutoire des recommandations sauf décisions contraires du ministre intéressé, publicité des avis et recommandations) ; vote par division ; première partie rectifiée par le ministre et adoptée, (p. 11786) ; deuxième partie rejetée (p. 11786) ; *sous-amendement n° 577*, ainsi modifié, adopté (p. 11786) ; *amendement n° 513* de M. Loïc Bouvard, devenu sans objet (p. 11786) ; *sous-amendement n° 700* de M. Claude Michel, devenu sans objet (p. 11786).

MM. Cellard (André), Cornette (Maurice), Hamel (Emmanuel), Méhaignerie (Pierre), Cointat (Michel), Soury (André), Nucci (Christian), César (Gérard), Deschamps (Bernard), Mayoud (Alain).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 11786).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 11* de la commission (établissement de programmes régionaux d'orientation après consultation du Conseil supérieur d'orientation) ; *sous-amendement n° 276*, deuxième correction, de M. Claude Michel (établissement des plans d'orientation pour l'établissement public régional) rejeté (p. 11786) ; *sous-amendement n° 687* de M. Daniel Goulet (institution d'une conférence tripartite annuelle régionale chargée de faire des propositions pour les plans d'orientations régionaux) rejeté (p. 11787) ; *sous-amendement n° 277* de M. Claude Michel (prise en compte des handicaps structurels dans l'établissement des programmes régionaux) rejeté (p. 11787) ; *sous-amendement n° 392* de M. Jacques Boyon (prise en compte des handicaps démographiques dans l'établissement des programmes régionaux) retiré (p. 11787) ; *sous-amendement n° 393* de M. Jacques Boyon (prise en compte des productions de qualité par les programmes régionaux d'orientation) rejeté (p. 11788) ; *amendement n° 11* adopté (p. 11788) ; *amendement n° 93* de M. Michel Cointat (avis du Conseil supérieur d'orientation sur la réglementation des plantations de végétaux colonisant le sol pendant plus de cinq ans) rejeté (p. 11788) ; *amendement n° 12* de la commission (limitation des aides de l'Etat aux producteurs organisés) ; *sous-amendement n° 92* rectifié de M. Michel Cointat (réservation de toutes les aides à caractère économique aux seuls producteurs organisés) rejeté (p. 11792) ; *sous-amendement n° 514* de M. Loïc Bouvard (réservation des aides affectées à la garantie du revenu aux producteurs organisés) rejeté (p. 11792) ; *sous-amendement n° 350* de M. René de Branche (emploi du futur au lieu du présent dans l'amendement n° 12 de la commission) adopté (p. 11790) ; *sous-amendement n° 351* de M. René de Branche (aides accordées en contre-partie d'engagements souscrits à titre individuel ou collectif) adopté (p. 11792) ; *sous-amendement n° 294* de M. Arnaud Lepercq (progressivité dans la réservation des aides aux producteurs organisés) rejeté (p. 11792) ; *sous-amendement n° 604* du Gouvernement (réservation progressive des aides aux producteurs organisés) devenu sans objet (p. 11792) ; *sous-amendement n° 703* de M. Christian Nucci (système de plafonnement dans la réservation des aides) rejeté par scrutin public n° 304 (p. 11793) ; liste des votants (p. 11812) ; *sous-amendement n° 515* de M. Loïc Bouvard (plafonnement des

aides de l'Etat selon le principe du quantum) rejeté (p. 11793) ; *sous-amendement n° 679* de M. Jean Briane (adaptation des aides par région) rejeté (p. 11793) ; *sous-amendements* identiques *n° 115* de M. Emile Jourdan, n° 295 de M. Arnaud Lepercq et n° 352 de M. René de Branche (possibilité de différencier les aides par région) adoptés (p. 11794) ; *sous-amendement n° 584* de M. Jean Brocard (prise en compte des handicaps naturels dans le niveau des aides) retiré (p. 11794) ; *sous-amendement n° 296* de M. Arnaud Lepercq (limitation du développement de l'intégration des agriculteurs par les entreprises situées en amont ou en aval de la production) adopté (p. 11794) ; *sous-amendement n° 353* de M. René de Branche (rédactionnel) devenu sans objet (p. 11794) ; *sous-amendement n° 278* de M. Claude Michel (exclusion des contrats d'intégration du champ d'application de la loi) adopté (p. 11795) ; *amendement n° 12*, ainsi modifié, adopté (p. 11795) ; *amendement n° 114* de M. Paul Balmigère (limitation de la réservation des aides aux producteurs organisés) devenu sans objet (p. 11795) ; *amendement n° 204* de M. Alain Mayoud (création d'un comité d'études sur la fiscalité) retiré (p. 11795) ; *amendement n° 13* de la commission (institution d'un comité d'études sur la fiscalité agricole) ; *sous-amendement n° 297* de M. Arnaud Lepercq (rôle du comité d'études sur la fiscalité) retiré (p. 11796) ; *sous-amendement n° 354* de M. René de Branche (rôle du comité d'études sur la fiscalité) retiré (p. 11796) ; *sous-amendement n° 394* de M. Jacques Boyon, non soutenu (p. 11796) ; *sous-amendement n° 116* de M. Daniel Boulay (rôle du comité d'études sur la fiscalité) rejeté (p. 11797) ; *sous-amendement n° 298* de M. Arnaud Lepercq (régime fiscal agricole) retiré (p. 11797) ; *sous-amendement n° 117* de M. Paul Balmigère (composition du comité d'études sur la fiscalité) rejeté (p. 11797), *sous-amendement n° 118* de M. Paul Balmigère (représentation de toutes les organisations syndicales au sein du comité d'études sur la fiscalité) rejeté (p. 11797) ; *sous-amendement n° 279* de M. Claude Michel (représentation des syndicats en fonction des résultats obtenus lors des élections aux chambres d'agriculture dans le comité d'études sur la fiscalité) rejeté (p. 11797) ; *sous-amendement n° 344* de M. Michel Delprat (représentation des propriétaires au sein du comité d'études sur la fiscalité) retiré (p. 11798) ; *sous-amendement n° 361* de M. René Benoît (représentation des propriétaires au sein du comité d'études sur la fiscalité) retiré (p. 11798) ; *sous-amendement n° 300* de M. Arnaud Lepercq (fixation d'un délai pour le dépôt des conclusions du comité d'études sur la fiscalité) retiré (p. 11798) ; *amendement n° 13*, rejeté (p. 11798) ; *amendement n° 470* de M. Maurice Dousset (extension du champ de recherche du comité d'études sur la fiscalité) retiré (p. 11798) ; *amendement n° 423* de M. Claude Michel (fourniture par l'intégrateur d'une caution garantissant les sommes dues ou à devoir aux agriculteurs) rejeté (p. 11799) ; *amendement n° 467* de M. Alain Mayoud (extension des règles concernant l'organisation des productions, la promotion des ventes et la mise en marché lorsque les comités écomoniques agricoles justifiant d'une expérience satisfaisante le demandent) ; sous-amendement du gouvernement à l'*amendement n° 467* de M. Alain Mayoud (fixation par décret des conditions d'application de l'amendement n° 467) adopté (p. 11799) ; *amendement n° 467*, ainsi modifié, adopté (p. 11799).

MM. Cornette (Maurice), Mélaignerie (Pierre), Cellard (André), Goulet (Daniel), Pasty (Jean-Claude), Cointat (Michel), Rigout (Marcel), Mme Leblanc (Chantal), MM. Daillet (Jean-Marie), Branche (René de), César (Gérard), Revet (Charles), Gastines (Henri de), Soury (André), Briane (Jean), Nucci (Christian), Lepercq (Arnaud), Raynal (Pierre), Michel (Claude), Dousset (Maurice), Schneiter (Jean-Louis), Pineau (Jean), Hunault (Xavier), Couepel (Sébastien).

Avant l'ART. 3 : *amendement n° 94* de M. Michel Cointat ; réservé jusqu'à l'article 27 (p. 11800) ; *amendement n° 119* de M. Pierre Girardot (gestion des fonds d'orientation des productions et de régularisation des marchés agricoles par le F.O.R.M.A.) rejeté (p. 11800).

MM. Cointat (Michel), Cornette (Maurice), Mélaignerie (Pierre), Girardot (Pierre).

ART. 3 (création d'un fonds de promotion des produits agricoles) : *amendement n° 14* de la commission (affectation des sommes collectées par le fonds en totalité au financement d'actions sur les marchés extérieurs ; possibilité de financement par des prélèvements sur les taxes parafiscales existantes ; rôle du fonds) ; *sous-amendement n° 578* de M. François Leizour (rôle du fonds de promotion) rejeté (p. 11804) ; *sous-amendement n° 605* du Gouvernement (rôle du fonds) adopté (p. 11804) ; *sous-amendement n° 691* du Gouvernement (suppression du caractère interprofessionnel du fonds) adopté (p. 11804) ; *sous-amendement n° 704* de M. Sébastien Couepel (création d'un fonds professionnel par produit agricole) rejeté (p. 11804) ; *sous-amendement n° 579* de M. Jacques Boyon (mission de fonds de relancer le dynamisme de la prospection et de la vente) retiré (p. 11803) ; *sous-amendement n° 692* du Gouvernement (suppression de la compétence du fonds relative au respect des

clauses qualitatives et quantitatives des contrats d'exportation conclus sous son égide) adopté (p. 11804) ; *sous-amendement n° 693* rectifié du Gouvernement (suppression de l'alinéa relatif aux ressources par prélèvements sur les taxes professionnelles exitantes) adopté (p. 11804) ; *sous-amendement n° 606* du Gouvernement (suppression de la prise en compte des dépenses consacrées par les organisations professionnelles à la promotion des exportations pour le calcul des cotisations) adopté (p. 11805) ; *sous-amendement n° 581* de M. René Benoît (gestion du fonds) rejeté (p. 11805) ; *amendement n° 14*, ainsi modifié, adopté (p. 11805) ; *amendement n° 357* de M. Sébastien Couepel, n° 301 de M. Arnaud Lepercq, n° 280 de M. Claude Michel, n° 358 de M. Sébastien Couepel et n° 417 corrigé de M. Loïc Bouvard, devenus sans objet (p. 11805).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Nucci (Christian), Deniau (Jean-François), Mayoud (Alain), Girardot (Pierre), Couepel (Sébastien), Pasty (Jean-Claude), Cointat (Michel), Debatisse (Michel), Revet (Maurice).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 11805).

ART. 4 (reconnaissance des interprofessions) : *amendement n° 121* de M. Marcel Rigout (création d'offices nationaux régionaux interprofessionnels dans le cadre du F.O.R.M.A.) rejeté par scrutin public n° 305 (p. 11806) ; liste des votants (p. 11813) ; *amendement n° 97* de M. Michel Cointat (création d'interprofessions par l'autorité administrative) rejeté (p. 11807) ; *amendement n° 122* de M. Fernand Marin (extension de l'article 4 à toutes les organisations représentatives) rejeté (p. 11807) ; *amendement n° 15* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 11807).

MM. Rigout (Marcel), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Cellard (André), Cointat (Michel).

[14 décembre 1979] :

ART. 4 *(suite)* : *amendement n° 507* de M. Georges Mesmin, (organisations interprofessionnelles propres aux agriculteurs n'utilisant pas les engrais minéraux solubles) retiré (p. 11915) ; *amendement n° 98* de M. Michel Cointat (organisation de l'interprofession à l'échelon régional) adopté (p. 11916) ; *amendement n° 16* de la commission spéciale (suppression de la possibilité de créer des interprofessions par zone de production) devenu sans objet (p. 11916) ; *amendement n° 520* rectifié du Gouvernement (coordination entre la reconnaissance d'une organisation interprofessionnelle nationale et celle d'une organisation interprofessionnelle régionale) devenu sans objet (p. 11916) ; *amendement n° 17* corrigé de la commission (limitation du recours à la conciliation pour les conflits qui pourraient naître sur les modalités d'application d'une décision interprofessionnelle) ; *sous-amendement n° 472* de M. Maurice Dousset (rédactionnel) retiré (p. 11917) ; *sous-amendement n° 501* de M. Maurice Dousset (rédactionnel) retiré (p. 11917) ; *sous-amendement n° 395* de M. Jean-Claude Pasty (extension des possibilités de la conciliation et de l'arbitrage) adopté (p. 11917) ; *sous-amendement n° 123* de Mme Chantal Leblanc (recours devant l'administration) rejeté (p. 11917) ; *amendement n° 17* corrigé, ainsi modifié, adopté (p. 11918) ; *amendement n° 302* de M. Arnaud Lepercq (modalités de l'arbitrage) devenu sans objet (p. 11918).

MM. Daillet (Jean-Marie), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Bizet (Emile), Cointat (Michel), Lepercq (Arnaud), Dousset (Maurice), Pasty (Jean-Claude), Branche (René de), Mme Leblanc (Chantal).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 11918).

ART. 5 (modification de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1975 relative aux organisations interprofessionnelles ; compétence des interprofessions) : *amendement n° 124* de suppression de M. Jacques Chaminade, rejeté (p. 11919) ; *amendement n° 282*, deuxième correction, de M. Claude Michel (suppression de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1975) retiré (p. 11919) ; *amendement n° 125* de M. Jean Jarosz (suppression de la subordination de l'orientation des productions agricoles aux règles de la communauté économique européenne) rejeté par scrutin public n° 306 (p. 11920) ; liste des votants (p. 11946) ; *amendement n° 18* corrigé de la commission (rédactionnel) adopté (p. 11921) ; *amendement n° 19* corrigé de la commission (rôle des accords interprofessionnels dans la mise en œuvre de disciplines sur les conditions de paiement) ; *sous-amendement n° 126* de M. Jean Jarosz (contrôle de l'Etat) adopté (p. 11921) ; *sous-amendement n° 705* de M. Claude Michel (discipline de prix garantis) rejeté (p. 11921) ; *sous-amendement n° 711* du Gouvernement (suppression de la compétence des accords interprofessionnels relative aux conditions de paiement), rejeté (p. 11922) ; *amendement n° 19* corrigé, ainsi modifié, adopté (p. 11922) ; *amendement n° 1* de M. Emile Bizet (possibilité d'étendre les accords portant sur les règles de commercialisation applicables aux canaux de distribution) retiré (p. 11922) ; *amendement n° 508* corrigé de M. Georges Mesmin, non soutenu, (p. 11922) ; *amendement n° 396* de M. Jean-Claude Pasty (rétroactivité de l'extension à la date de la conclusion

de l'accord entre les familles interprofessionnelles intéressées) retiré (p. 11922) : *amendement n° 20* corrigé de la commission (conditions de l'extension) : *sous-amendement n° 205* de M. Alain Mayoud (délai d'extension) retiré (p. 11923) : *sous-amendement n° 303* de M. Arnaud Lepercq (délai d'extension) devenu sans objet (p. 11923) : *amendement n° 20* corrigé, retiré (p. 11923) : *amendement n° 397* de M. Jean-Claude Pasty (conditions et délai de l'extension) ; rectification proposée par le Gouvernement (augmentation du délai d'extension) adopté (p. 11923) ; *amendement n° 397*, ainsi rectifié, adopté (p. 11923).

MM. Dutard (Lucien), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Schneiter (Jean-Louis), Cellard (André), Jarosz (Jean), Soury (André), Couillet (Michel), Gau (Jacques-Antoine), Bizet (Emile), Pasty (Jean-Claude), Mayoud (Alain).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 11923).

Après l'ART. 5 : *amendement n° 662* de M. Claude Michel (abrogation de l'article 3 de la loi du 10 juillet 1975) devenu sans objet (p. 11923) ; *amendement n° 468* de M. Alain Mayoud (mise en place d'un dispositif pénal de répression des infractions à la loi du 10 juillet 1975) rejeté (p. 11923).

MM. Cellard (André), Mayoud (Alain), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

ART. 6 (doublement des amendes sanctionnant les infractions aux règles contractuelles des inter-professions) : *amendement n° 663* de M. Claude Michel (abrogation de l'article 4 de la loi du 10 juillet 1975) devenu sans objet (p. 11924) ; *amendement n° 21* de la commission (ramenant le minimum des pénalités à 500 Francs) ; *sous-amendement n° 473* de M. Maurice Dousset (procédure de recouvrement) retiré (p. 11924) ; *sous-amendement n° 398* corrigé de M. Jean-Claude Pasty (institution de procédure de recouvrement pour les organisations interprofessionnelles) adopté (p. 11924) ; *amendement n° 206* de M. Alain Mayoud (procédure de recouvrement des amendes) devenu sans objet (p. 11924).

MM. Cellard (André), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Mayoud (Alain), Pasty (Jean-Claude), Branche (René de).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 11924).

Après l'ART. 6 : *amendement n° 664* de M. Claude Michel (suppression de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1975) devenu sans objet (p. 11925) ; *amendement n° 425* de M. Claude Michel (protection de l'intégré) rejeté au scrutin public n° 307 (p. 11925) ; liste des votants (p. 11947).

MM. Cellard (André), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

ART. 7 (conditions d'affiliation à la mutualité sociale agricole). – Inscrit : *Cot (Jean-Pierre)* : absence de dispositions dans le texte en faveur des pluri-actifs ; nécessité d'un statut de la pluri-activité, (p. 11926) ; *amendement* de suppression n° 283 de M. Claude Michel, rejeté (p. 11929) ; *amendement n° 128* corrigé de M. Alain Léger (critères d'affiliation à la MSA basés sur le revenu) rejeté (p. 11929) ; *amendement n° 521* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 11929) ; *amendement n° 22* corrigé de la commission (rédactionnel) retiré (p. 11929) ; *amendement n° 129* de M. Jacques Jouve (modalités de calcul de la cotisation minimale) rejeté (p. 11930) ; *amendement n° 208* de M. Alain Mayoud (fixation de la cotisation minimale par décret) adopté (p. 11930) ; *amendement n° 270* de M. Jean-Claude Pasty (fixation de la cotisation minimale par décret) retiré (p. 11930) ; *amendement n° 209* de M. Alain Mayoud (modalités d'entrée en vigueur du nouveau seuil d'affiliation) retiré (p. 11930) ; *amendement n° 272* de M. Jean-Claude Pasty (suppression de la possibilité d'instituer des cotisations sans prestation prévue au paragraphe IV de l'article 7) rejeté (p. 11932) ; *amendement n° 210* de M. Alain Mayoud (caractère obligatoire de l'institution de cotisations sans prestations prévue au paragraphe IV de l'article 7) adopté (p. 11932) ; *amendement n° 130* de M. Jacques Jouve (nouvelle répartition des cotisations) rejeté (p. 11932) ; *amendement n° 23* de la commission (date d'entrée en vigueur du nouveau seuil d'affiliation) ; *sous-amendement n° 588* de M. Loïc Bouvard (création de plusieurs catégories au regard de l'entrée en vigueur du nouveau seuil d'affiliation) devenu sans objet (p. 11932) ; *sous-amendement n° 589* de M. René de Branche (modalités d'entrée en vigueur du nouveau seuil d'affiliation) devenu sans objet (p. 11932) ; *amendement n° 23* retiré (p. 11932).

MM. Cellard (André), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Cot (Jean-Pierre), Goldberg (Pierre), Mayoud (Alain), Pasty (Jean-Claude), Bassot (Hubert).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 11933).

Après l'ART. 7 : *amendement n° 24* corrigé de la commission (institution de la cotisation sur les terres incultes récupérables) ; *sous-amendement n° 376*, deuxième rectification, de M. René de Branche (calcul des cotisations applicables aux terres incultes sur la base du

revenu cadastral des terres de première catégorie) adopté (p. 11934) ; *sous-amendement n° 714* de M. Jean-Pierre Cot (établissement d'une taxe sur les terres incultes récupérables) rejeté (p. 11934) ; *amendement n° 24* corrigé, ainsi modifié, adopté (p. 11934) ; *amendement n° 131* de M. Louis Maisonnat (critères de définition de la pluri-activité en zones de montagne) ; *sous-amendement n° 717* de M. Jean-Pierre Cot (diminution du nombre d'heures nécessaires à la reconnaissance de la pluri-activité) rejeté (p. 11935) ; *amendement n° 131* rejeté (p. 11935).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Pasty (Jean-Claude), Bassot (Hubert), Branche (René de), Briane (Jean), Cot (Jean-Pierre), Goldberg (Pierre).

ART. 8 (application du nouveau seuil d'affiliation à l'A.M.E.X.A.) : *amendement n° 285* de M. Claude Michel (de suppression) devenu sans objet (p. 11936) ; *amendement n° 133* de M. Emile Jourdan (suppression de l'application du nouveau seuil d'affiliation) rejeté (p. 11936) ; *amendement n° 250* de M. René Benoît (abrogation du 1° du II de l'article 1106-7 du code rural) retiré (p. 11936) ; *amendement n° 25* de la commission (conséquence d'un amendement précédent) devenu sans objet (p. 11936) ; *amendements* identiques *n° 211* de M. Alain Mayoud et n° 262 de M. Pierre Raynal (maintien des adhérents actuels au régime agricole) adoptés (p. 11937) ; *amendements n° 405* rectifié de M. Xavier Deniau, non soutenu (p. 11937) ; *amendement n° 666* de M. Xavier Deniau, non soutenu (p. 11937) ; *amendement n° 134* de Mme Adrienne Horvath (modalités de calcul des cotisations) rejeté (p. 11937) ; *amendements n° 611* du Gouvernement (de coordination) adopté (p. 11937) ; *amendements n° 26* corrigé de la commission (fixation par décret des modalités de coordination des différents régimes des pluri-actifs) adopté (p. 11937).

MM. Cellard (André), Goldberg (Pierre), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Revet (Charles), Mayoud (Alain), Raynal (Pierre), Gastines (Henri de), Mme Horvath (Adrienne).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 11937).

ART. 9 (revalorisation des retraites agricoles) : *amendement* de suppression n° 286 de M. Claude Michel, retiré (p. 11938) ; *amendement n° 27* de la commission (rédactionnel) (p. 11939) ; *sous-amendement n° 595* de M. Claude Michel (première étape de l'harmonisation fixée au 1er juillet 1980) rejeté (p. 11939) ; *sous-amendement n° 596* de M. Claude Michel (effort contributif fixé proportionnellement aux revenus de l'exploitation) rejeté (p. 11939) ; *amendement n° 27* adopté (p. 11939) ; *amendement n° 189* corrigé de M. Xavier Deniau, non soutenu (p. 11939) ; *amendement n° 407* de M. Xavier Deniau, non soutenu (p. 11939) ; *amendement n° 474* rectifié de M. Maurice Dousset (attribution de la retraite forfaitaire à partir de 25 années d'activité) adopté (p. 11940) ; *amendement n° 28* de la commission (rédactionnel) retiré (p. 11940) ; *amendement n° 522* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 11940) ; *amendement n° 29* de la commission (rédactionnel) retiré (p. 11940) ; *amendement n° 523* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 11940) ; *amendement n° 30* de la commission (rédactionnel) retiré (p. 11940) ; *amendement n° 524* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 11940) ; *amendement n° 525* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 11940) ; *amendements* identiques *n° 216* de M. Alain Mayoud et n° 475 de M. Maurice Dousset (suppression de la progressivité des cotisations individuelles à l'assurance-vieillesse) rejetés (p. 11940) ; *amendement n° 32* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 11941) ; *amendement n° 33* de la commission (formel) adopté (p. 11941).

MM. Huguet (Roland), Pasty (Jean-Claude), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Mme Chavatte (Angèle), MM. Bizet (Emile), Dousset (Maurice), Mayoud (Alain).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 11941).

Après l'ART. 9 : *amendement n° 476* rectifié de M. Maurice Dousset (institution de prestations de vieillesse complémentaires pour les agriculteurs) rejeté (p. 11941) ; *amendement n° 370* de M. Eugène Berest (assimilation des conditions d'attribution du F.N.S. aux conditions d'attribution de l'I.V.D. en matière de surfaces d'exploitation) retiré (p. 11943) ; *amendement n° 371* de M. Eugène Berest (conditions d'attribution du F.N.S.) retiré (p. 11943).

MM. Dousset (Maurice), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Pasty (Jean-Claude), Revet (Charles), Goldberg (Pierre), Hamel (Emmanuel), Briane (Jean).

ART. 10 (harmonisation de la législation sociale applicable aux salariés agricoles avec celle applicable aux autres salariés) *amendement n° 35* de la commission (suppression de la notion de spécifité du secteur agricole) rejeté (p. 11944) ; *amendement n° 136* de M. Roland Renard (suppression de la notion de spécificité du secteur agricole) rejeté (p. 11944).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 10 adopté (p. 11944).

Après l'ART 10 : *amendement n° 287* de M. Claude Michel (mensualisation des salariés agricoles) rejeté (p. 11945).

MM. Michel (Claude), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

ART. 11 (extension du droit à la retraite à soixante ans aux salariés agricoles) adopté (p. 11945).

Après l'ART. 11 : *amendement n° 426* de M. Claude Michel (harmonisation de la législation sociale applicable aux salariés agricoles avec celle applicable aux autres salariés) rejeté (p. 11945) ; *amendement n° 427* de M. Claude Michel (législation applicable aux salariés agricoles en matière de congés payés) retiré (p. 11945).

MM. Michel (Claude), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

ART. 12 (création de commissions paritaires d'hygiène et de sécurité) : *amendement n° 37* de la commission (suppression du caractère paritaire des commissions d'hygiène et de sécurité) ; *sous-amendement n° 138* de M. Roland Renard (rétablissement du caractère paritaire des commissions d'hygiène et de sécurité) retiré (p. 11951) ; *amendement n° 37* adopté (p. 11951) ; *amendement n° 309* de M. Arnaud Lepercq (composition paritaire des commissions d'hygiène et de sécurité) non soutenu (p. 11951) ; *amendement n° 288* de M. Claude Michel (traitement des représentants des salariés aux commissions paritaires d'hygiène et de sécurité) rejeté (p. 11951).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Soury (André), Cellard (André).

– article 12, ainsi modifié, adopté (p. 11951).

Après l'ART. 12 : *amendement n° 289* de M. Claude Michel (prise en compte des avantages et prestations en nature pour la rémunération des congés payés) rejeté (p. 11952) ; *amendement n° 290* de M. Claude Michel (application de l'article 223-17 du code du travail aux salariés agricoles) rejeté (p. 11952) ; *amendement n° 291* de M. Claude Michel (extension des sujets pouvant être réglés par des arrêtés préfectoraux pris après avis des commissions paritaires départementales du travail en agriculture) rejeté (p. 11952).

MM. Cellard (André), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

ART. 13 : réservé (p. 11952) : *Rappel au règlement de M. Roger Duroure :* proteste contre la réservation discrétionnaire d'un article par le président de la commission spéciale (p. 11952) ; *Chaban-Delmas (Jacques), en qualité de président de l'Assemblée nationale :* en vertu de l'article 95, alinéa 5 du règlement, la réserve d'un article est de droit à la demande de la commission saisie au fond (p. 11952).

MM. Mayoud (Alain), Duroure (Roger), Chaban-Delmas (Jacques), Richomme (Jacques).

Après l'ART. 13 : *amendement n° 40* de la commission (nécessité de la preuve de l'exercice effectif d'une activité séparée pour bénéficier des avantages conférés à l'exploitant agricole) ; *sous-amendement n° 293* de M. Claude Michel (nécessité de la preuve d'une capacité professionnelle suffisante) rejeté (p. 11953) ; *sous-amendement n° 710* de M. Jean-Claude Pasty (application de l'*amendement n° 40* dans les conditions fixées par décret) adopté (p. 11953) ; *sous-amendement n° 142* de M. Pierre Girardot (attribution des avantages économiques consentis aux époux exploitant séparément dans les mêmes conditions qu'aux époux co-exploitants) rejeté (p. 11953) ; *sous-amendement n° 311* de M. Arnaud Lepercq (impossibilité d'un régime d'aides plus favorable pour les époux exploitant séparément que pour les co-exploitants) retiré (p. 11953) ; *amendement n° 40* ainsi modifié, adopté (p. 11953) ; *amendement n° 429* de M. Claude Michel (modification du régime de l'usufruit de l'exploitation pour l'époux co-exploitant survivant) rejeté (p. 11953).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Michel (Claude), Pasty (Jean-Claude), Rigout (Marcel), César (Gérard).

ART. 14 (répertoire de la valeur des terres agricoles) : inscrit : *Bassot (Hubert) :* importance de l'article 14 qui contribuera à résoudre le problème des incidences du foncier sur les cotisations sociales (p. 11964) ; *amendement* de suppression *n° 251* de M. René Benoît, retiré (p. 11954) ; *amendement n° 194*, deuxième rectification, de M. Xavier Deniau (établissement dans chaque département, par région naturelle, par nature de culture et suivant leur classe, d'un barème de référence du prix normal des terres agricoles à partir des prix observés par les S.A.F.E.R. pour l'année 1975) rejeté (p. 11955) ; *amendement n° 41* de la commission (élaboration d'un répertoire de la valeur des terres agricoles) ; sous-amendements au paragraphe I de l'*amendement n° 41* ; *sous-amendement n° 623* de M. Claude Michel (établissement dans chaque commune d'un barème minimum et maximum de référence du prix des terres agricoles tenant compte de leur valeur agronomique) rejeté par scrutin public n° 308 (p. 11959) ; liste des votants (p. 11981) ; *sous-amendement n° 621* de M. Edgar Faure, non soutenu (p. 11957) ; *sous-amendement n° 627* rectifié du Gouvernement (rôle de la commission communale ou

intercommunale) adopté avec modification (p. 11959) ; *sous-amendement n° 630* de M. Jacques Chaminade (organes compétents) devenu sans objet (p. 11959) ; *sous-amendement n° 680* de M. Jean Briane (création d'une commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier) retiré (p. 11958) ; *sous-amendement n° 619* de M. Arnaud Lepercq (rôle des commissions communales, intercommunales ou départementales précisé par la création de deux sections, une section « aménagement foncier » et une section « chargée du répertoire des terres ») adopté (p. 11959) ; *sous-amendement n° 635* du Gouvernement (rédactionnel) retiré (p. 11959) ; *sous-amendement n° 622* de M. Edgar Faure non soutenu (p. 11959) ; *sous-amendement n° 631* de M. Lucien Dutard (mission des commissions cantonales des structures) devenu sans objet (p. 11959) ; *sous-amendement n° 681* de M. Jean Briane (composition de la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier) retiré (p. 11959) ; *sous-amendement n° 682* de M. Jean Briane (établissement d'un barème de référence du prix des terres agricoles) rejeté (p. 11959) ; *sous-amendement n° 658* de M. Arnaud Lepercq (suppression des dispositions de l'amendement n° 41 relatives aux contestations des décisions de la commission visées par l'article) retiré (p. 11959) ; sous-amendements au paragraphe II de l'amendement n° 41 ; *sous-amendement n° 620* de M. Alain Mayoud (suppression du paragraphe II relatif au droit de préemption des S.A.F.E.R.) rejeté par scrutin public (n° 309 (p. 11961) ; liste des votants (p. 11982) ; *sous-amendement n° 629* rectifié de M. Maurice Dousset (réintroduction de la possibilité pour le vendeur et pour la S.A.F.E.R. de se retirer lorsque le prix a été fixé par le tribunal) retiré (p. 11963) ; *sous-amendement n° 628*, 2e rectification du Gouvernement (possibilité de renoncer à la vente à la suite de la fixation du prix par le tribunal) adopté avec modification (p. 11963) ; *sous-amendement n° 624* rectifié de M. Claude Michel, devenu sans objet (p. 11963) ; *sous-amendements n° 625* et *n° 626* de M. René de Branche, devenus sans objet (p. 11963) ; *sous-amendements n° 674* et *n° 675* de M. Maurice Sergheraert, devenus sans objet (p. 11963) ; *sous-amendement n° 672*, *n° 637* et *n° 638* de M. Jacques Blanc, devenus sans objet (p. 11963) ; *sous-amendements n° 633* et *n° 632* de M. Paul Balmigère, devenus sans objet (p. 11963) ; *sous-amendement n° 217* de M. Alain Mayoud, devenu sans objet (p. 11963) ; *sous-amendement n° 144* de M. Lucien Dutard, devenu sans objet (p. 11963) ; *amendement n° 41*, ainsi modifié, adopté (p. 11963).

MM. Chaban-Delmas (Jacques), Bassot (Hubert), Revet (Charles), Méhaignerie (Pierre), Bizet (Emile), Cornette (Maurice), Cellard (André), Couepel (Sébastien), Gastines (Henri de), Cointat (Michel), Couillet (Michel), Briane (Jean), César (Gérard), Gouhier (Roger), Lepercq (Arnaud), Mayoud (Alain), Richomme (Jacques), Soury (André), Dousset (Maurice), Maigret (Bertrand de).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 11963).

Après l'ART. 14 : *amendement n° 95* de M. Michel Cointat (création d'un livre foncier rural) adopté (p. 11964) ; *amendement n° 431* de M. Claude Michel (création d'offices fonciers locaux dans chaque canton) rejeté (p. 11965) ; *amendement n° 433* de M. Claude Michel (impossibilité pour le propriétaire de renoncer à la vente dès que le tribunal paritaire est saisi) rejeté (p. 11965).

MM. Cointat (Michel), Richomme (Jacques), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Michel (Claude).

ART. 15 (mesures de dissuasion à l'encontre de l'acquisition de terres à un prix aberrant par rapport à la valeur vénale moyenne ; incompatibilité de ces transactions avec l'obtention d'un prêt bonifié) : *amendement* de suppression n° 145 de M. André Soury, rejeté par scrutin public n° 310 (p. 11965) ; liste des votants (p. 11983) ; *amendement n° 517* de M. Loïc Bouvard (établissement d'une taxe progressive fixée par décret en Conseil d'Etat prélevée sur le montant de la vente en cas de vente à un prix supérieur à la valeur de rendement potentiel) rejeté (p. 11966) ; *amendement n° 196* de M. Xavier Deniau, non soutenu (p. 11965) ; *amendement n° 218* de M. Alain Mayoud (rédactionnel) retiré (p. 11966) ; *amendement n° 434* de M. Claude Michel (harmonisation du texte avec les propositions socialistes faites dans l'amendement socialiste à l'article 14) rejeté (p. 11966) ; *amendement n° 195* de M. Xavier Deniau, non soutenu (p. 11966) ; *amendement n° 312* de M. Arnaud Lepercq (suppression de l'augmentation de la valeur vénale par un coefficient fixé par décret prévue à l'article 15) retiré (p. 11966) ; *amendement n° 383* de M. Jean Briane (actualisation de la valeur vénale des terres) retiré (p. 11966) ; *amendement n° 42* de la commission (possibilité d'appliquer aux valeurs vénales moyennes un coefficient de majoration) adopté (p. 11966).

MM. Soury (André), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Hamel (Emmanuel), Chaban-Delmas (Jacques), Mayoud (Alain), Le Pensec (Louis), Lepercq (Arnaud), Briane (Jean).

– article 15, ainsi modifié, adopté (p. 11966).

ART. 16 (modalités de calcul des soultes tendant à minorer la charge qu'elles représentent pour l'héritier exploitant) : *amendement de suppression n° 43* de la commission, adopté (p. 11967) ; *amendement n° 197*, deuxième rectification, de M. Xavier Deniau, devenu sans objet (p. 11967) ; *amendement n° 435* de M. Claude Michel, devenu sans objet (p. 11967).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Briane (Jean), Huguet (Roland).

– article 16, supprimé (p. 11968).

ART. 17 (attribution des biens et droits immobiliers agricoles composant la succession à ceux des co-héritiers ayant demandé la constitution d'un groupement foncier agricole) : *amendement n° 44* corrigé de la commission (suppression de la procédure de constitution forcée ou judiciaire du groupement foncier agricole avec délaissement et rachat des parts ; système d'attribution préférentielle permettant l'attribution des biens à ceux des héritiers se déclarant disposés à créer un groupement foncier agricole) retiré (p. 11968) ; *amendement n° 198* rectifié de M. Xavier Deniau, non soutenu (p. 11968) ; *amendement n° 526* rectifié du Gouvernement (signatures simultanées du partage, du bail et de l'acte consécutif du G.F.A.) adopté (p. 11969) ; *amendement n° 44* corrigé de M. René Benoit, devient sans objet (p. 11969) ; *sous-amendement n° 684* à l'*amendement n° 44* corrigé de M. Jean Briane, devient sans objet (p. 11969) ; *sous-amendement n° 477* à l'*amendement n° 44* corrigé de M. Maurice Dousset, devient sans objet (p. 11969) ; *sous-amendement n° 219* à l'*amendement n° 44* corrigé de M. Alain Mayoud, devient sans objet (p. 11969) ; *sous-amendement n° 147* à l'amendement n° 44 de M. Jacques Chaminade, devient sans objet (p. 11969) ; *sous-amendement n° 220* à l'*amendement n° 44* corrigé de M. Alain Mayoud, devient sans objet (p. 11969) ; *amendement n° 44* corrigé, devient sans objet (p. 11969) ; *amendement n° 526*, devient l'article 17 (p. 11969).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Michel (Claude), Jouve (Jacques).

Après l'ART. 17 : *amendement n° 436* de M. Claude Michel (droit de préemption des S.A.F.E.R. sur une partie des patrimoines transmis par succession) rejeté (p. 11969).

MM. Huguet (Roland), Cornette (Maurice).

ART. 18 (attribution préférentielle en jouissance) : *amendement n° 45* de la commission (caractère subsidiaire de l'attribution préférentielle en jouissance par rapport à l'attribution en propriété ; droit pour l'héritier continuant l'exploitation d'exiger que le partage soit subordonné à la conclusion d'un bail consenti par les co-héritiers ; attribution d'office en priorité aux demandeurs du lot comportant les bâtiments d'exploitation ; suppression de l'obligation de rachat) ; *sous-amendement n° 527* du Gouvernement (rétablissement du 6e alinéa de l'article 832-2 du code civil) adopté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 528* du Gouvernement (limitation de la formule de l'attribution préférentielle en jouissance au cas d'absence de dispositions testamentaires) adopté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 529* rectifié du Gouvernement (suppression des mots « par priorité » dans la dernière phrase du deuxième alinéa de l'*amendement n° 45)* adopté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 530* du Gouvernement (prise en compte de la dépréciation moyenne due à l'existence du bail) adopté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 531* du Gouvernement (coordination) adopté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 532* du Gouvernement (coordination) adopté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 533* rectifié du Gouvernement (coordination) adopté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 463* de M. Claude Michel (suppression de la reconnaissance de la dépréciation due à l'existence du bail) rejeté (p. 11971) ; *sous-amendement n° 478* de M. Maurice Dousset (suppression de la reconnaissance de la dépréciation due à l'existence du bail) devient sans objet (p. 11971) ; *amendement n° 45* ainsi modifié de la commission, adopté (p. 11972) ; *amendement n° 253* de M. René Benoit, devient sans objet (p. 11972) ; *amendement n° 254* de M. René Benoit, devient sans objet (p. 11972) ; *amendement n° 45* modifié, devient l'article 18 (p. 11972).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Huguet (Roland), Gastines (Henri de), Couepel (Sébastien), Revet (Charles).

Après l'ART. 18 : *amendement n° 46* de la commission (harmonisation) adopté (p. 11972).

MM. Cornette (Maurice), Cointat (Michel).

ART. 19 (attribution préférentielle en propriété) : *amendement n° 47* de la commission (limitation de la possibilité d'attribution préférentielle au seul cas de terres données à bail à l'un des co-héritiers exploitant ; suppression de la prise en compte de la dépréciation subie par l'exploitation du fait du bail dont elle est grévée) ; *sous-amendement n° 534* du Gouvernement (donnant à la constitution d'un G.F.A. la priorité sur l'attribution préférentielle en propriété) adopté (p. 11974) ; *sous-amendement n° 535* du Gouvernement (rétablissement du texte du projet de loi) retiré (p. 11974) ; *sous-amendement n° 479* de M. Maurice Dousset (estimation de la valeur de l'exploitation agricole louée à l'attributaire) retiré

(p. 11974) ; *amendement n° 47*, ainsi modifié, adopté (p. 11974), devient l'article 19 (p. 11974).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

ART. 20 (modification de l'article 832-1 du code civil ; attribution préférentielle de droit de l'exploitation agricole) : *amendement n° 48* de la commission (règlement du problème de l'attribution préférentielle de droit des exploitations agricoles en fonction de la superficie) ; *sous-amendement n° 707* de M. Louis Besson (donnant subsidiairement une possibilité d'attribution préférentielle au pluri-actif) rejeté (p. 11974) ; *sous-amendement n° 536* du Gouvernement (maintien de la procédure de l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat) adopté (p. 11974) ; *sous-amendement n° 48* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 11974) ; *sous-amendement n° 49* de la commission (suppression de l'allongement du délai de paiement des soultes) adopté (p. 11975) ; *sous-amendement n° 255* de M. René Benoit (délai de paiement des soultes) devient sans objet (p. 11975).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Besson (Louis).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 11975).

ART. 21 (base de calcul du salaire différé) : *amendement de suppression n° 256* de M. René Benoit, rejeté (p. 11975) ; *sous-amendement n° 50* de la commission (modification des règles de calcul du salaire différé et accroissement de son montant) adopté (p. 11975).

MM. Revet (Charles), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Branche (René de).

– article 21, ainsi modifié, adopté (p. 11975).

[15 décembre 1979] :

Après l'ART. 21 : *sous-amendement n° 51* de la commission (participation de personnes morales ou G.F.A.) ; *sous-amendement n° 719* du Gouvernement (suppression de l'intervention du crédit agricole) adopté (p. 12021) ; *sous-amendement n° 245* de M. Alain Mayoud (modification de la forme juridique de la rédaction de l'*amendement n° 51*) réservé (p. 12019) devient sans objet (p. 12021) ; *sous-amendement n° 148* de M. Marcel Rigout (élargissement de l'*amendement n° 51* aux caisses de retraite complémentaire du régime agricole) réservé (p. 12019) ; devient sans objet (p. 12021) ; *sous-amendement n° 313* de M. Arnaud Lepercq (élargissement de l'*amendement n° 51* aux caisses de retraite complémentaire du régime agricole) réservé (p. 12019) ; devient sans objet (p. 12021) ; *sous-amendement n° 437* de M. Claude Michel (élargissement de l'*amendement n° 51* aux caisses de retraite complémentaire du régime agricole) réservé (p. 12019) ; devient sans objet (p. 12021) ; *sous-amendement n° 613* rectifié du Gouvernement (précisant que les sociétés mutuelles agricoles doivent consentir des baux à long terme de 18 ou 25 ans ou des baux de carrière) réservé (p. 12019) ; adopté (p. 12022) ; *sous-amendement n° 149* de M. Jacques Chaminade (impossibilité pour les groupements fonciers agricoles visés à l'*amendement n° 51* d'exploiter et obligation pour eux de consentir des baux à long terme) réservé (p. 12019) ; devient sans objet (p. 12022) ; *sous-amendement n° 314* de M. Arnaud Lepercq (obligation pour les G.F.A. de consentir des baux à long terme) réservé (p. 12020) ; devenu sans objet (p. 12022) ; *sous-amendement n° 438* de M. Claude Michel (précisant que les terres données à bail à long terme doivent l'être dans le respect du statut du fermage et établissant une clause expresse d'interdiction d'exploiter pour les G.F.A. visés à l'*amendement n° 51*) réservé (p. 12020) ; devient sans objet (p. 23022) ; *sous-amendement n° 634* rectifié du Gouvernement (accès des sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne à la constitution des G.F.A.) adopté par scrutin public n° 311 (p. 12021) ; liste des votants (p. 12038) ; *amendement n° 51* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12022) ; *amendement n° 52* de la commission (nantissement des parts de G.F.A. auprès des caisses de crédit agricole mutuel pour des prêts à fins professionnelles ou familiales) ; *sous-amendement n° 480* de M. Maurice Dousset (possibilité de nantissement de parts quel que soit le lieu de résidence principale de leur porteur) rejeté (p. 12023) ; *sous-amendement n° 150* de M. André Soury (possibilité pour le crédit agricole d'accorder des prêts aux résidents urbains porteurs de parts de G.F.A.) rejeté (p. 12023) ; *sous-amendement n° 315* de M. Arnaud Lepercq (précisant que le groupement doit donner ses terres et fermages par bail à long terme et s'interdire d'exploiter par une clause expresse de ses statuts) retiré (p. 12023) ; *amendement n° 52* de la commission, rejeté (p. 12023) ; *amendement n° 420* corrigé de M. Jean-Claude Pasty (précisant que les G.A.E.C. sont des sociétés civiles et constituées de personnes physiques majeures ou éventuellement mineures émancipées) adopté (p. 12024) ; *amendement n° 421* corrigé de M. Jean-Claude Pasty (nécessité pour les G.A.E.C. de réunir au plus dix associés et au moins deux ménages) adopté (p. 12024) ; *amendement n° 422* corrigé de M. Jean-Claude Pasty (obligation pour les associés en G.A.E.C. d'assurer effectivement et personnellement les tâches d'exploitation sauf dispense accordée en cours de fonctionnement) adopté (p. 12024).

MM. Mayoud (Alain), Cornette (Maurice), Branche (René de), Cellard (André), Dousset (Maurice), Revet (Charles), Hunault (Xavier), Bizet (Emile), Cointat (Michel), Gascher Pierre), Méhaignerie (Pierre), Soury (André), Gastines (Henri de), Pasty (Jean-Claude).

ART. 13 (précédemment réservé) : (statut des femmes d'agriculteurs) : *amendement n° 657* de M. Jean Foyer (régime matrimonial applicable aux époux agriculteurs ; droits professionnels de la femme d'agriculteur) ; *sous-amendement n° 712* de M. Jean-Claude Pasty (éligibilité de l'un ou l'autre des époux au Conseil d'administration des organismes de crédit agricole, de mutualité et de coopération) adopté (p. 12030) ; *sous-amendement n° 713* de M. Jean-Claude Pasty (éligibilité de l'un ou l'autre des époux au Conseil d'administration des organismes de crédit agricole, de mutualité et de coopération) adopté (p. 12030) ; *sous-amendement n° 718* de Mme Marie-Madeleine Dienesch (impossibilité de poursuivre le paiement des aides contractées par l'un des époux pour l'activité agricole sur les biens propres de l'autre) retiré (p. 12030) ; *amendement n° 657* ainsi modifié adopté par scrutin public n° 312 (p. 12030) ; liste des votants (p. 12039) ; *amendement n° 465* de M. Jacques Richomme (statut de co-exploitant acquis par déclaration expresse des époux) retiré (p. 12029) ; *amendement n° 244* rectifié de M. Xavier Deniau (statut de co-exploitant de droit pour les époux agriculteurs) devenu sans objet (p. 12030) ; *amendement n° 310* de M. Arnaud Lepercq (statut de co-exploitant de droit pour les époux agriculteurs) devient sans objet (p. 12030) ; *sous-amendement n° 695* du Gouvernement (limitation de l'application de l'*amendement n° 310* aux époux mariés sous le régime de la communauté) devenu sans objet (p. 12030) ; *sous-amendement n° 709* de M. Jean-Claude Pasty (absence de dérogation aux conséquences juridiques résultant de l'unité d'exploitation due à la reconnaissance de la qualité d'exploitant à chacun des époux) devenu sans objet (p. 12030) ; *amendement n° 70* de M. Jacques Richomme (conséquences de l'*amendement n° 465)* devient sans objet (p. 12031) ; *amendement n° 292* corrigé de M. Claude Michel (statut des époux co-exploitants) devient sans objet (p. 12031) ; *amendement n° 139* de Mme Chantal Leblanc (statut des époux co-exploitants) devenu sans objet (p. 12031) ; *amendement n° 356* de M. René de Branche (limitation de l'application de l'article 13) retiré (p. 12031) ; *amendement n° 38* de la commission (formel) adopté (p. 12031) ; *amendement n° 39* de la commission (réserve du cas où l'un des conjoints est autorisé par justice à passer seul un acte qui aurait nécessité le consentement des deux époux) adopté (p. 12031).

MM. Pasty (Jean-Claude), Cornette (Maurice), Foyer (Jean), Richomme (Jacques), Lepercq (Arnaud), Méhaignerie (Pierre), Hautecœur (Alain), Mme Dienesch (Maire-Madeleine), Mme Horvath (Adrienne), MM. Rigout (Marcel), Branche (René de).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 12032).

Avant l'ART. 22 : *amendement n° 537* du Gouvernement (formel) adopté (p. 12033) ; *amendement n° 53* de la commission (objectif du contrôle des structures) ; *sous-amendement n° 151* rectifié de M. Jacques Chaminade (définition de la notion d'exploitation familiale et de celle d'agriculteur ou d'agricultrice) rejeté (p. 12034) ; *sous-amendement n° 538* du Gouvernement (conditions de formation et d'expérience professionnelle fixées par décret) adopté (p. 12034) ; *sous-amendement n° 481* de M. Maurice Dousset (suppression des mots « tissu homogène » dans l'*amendement n° 53* de la commission) adopté (p. 12034) ; *sous-amendement n° 316* de M. Arnaud Lepercq (nécessité de mentionner parmi les objectifs du contrôle de structures l'agrandissement des petites et moyennes exploitations) adopté (p. 12035) ; *sous-amendement n° 377* de M. René de Branche (contrôle de l'accès à la profession agricole des personnes morales) retiré (p. 12035) ; *sous-amendement n° 231* de M. René de Branche (contrôle de l'accès à la profession agricole des personnes morales) retiré (p. 12035) ; *sous-amendement n° 231* de M. René Benoit (régime applicable aux actifs ruraux non agricoles à revenu modeste) retiré (p. 12036) ; *sous-amendement n° 539* du Gouvernement (place faite aux pluri-actifs) adopté (p. 12036) ; *sous-amendement n° 482* de M. Maurice Dousset (modification rédactionnelle relative à la double activité) retiré (p. 12036) ; *sous-amendement n° 317* de M. Arnaud Lepercq (rédactionnel) retiré (p. 12036) ; *sous-amendement n° 409* de M. Xavier Deniau (principe retenu pour des opérations portant sur des biens repris par succession) ; *sous-amendement n° 540* du Gouvernement (formel) adopté (p. 12036) ; *sous-amendement n° 318* de M. Arnaud Lepercq (établissement du schéma directeur départemental par le préfet après avis de la commission départementale des structures) retiré (p. 12037) ; *sous-amendement n° 53* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12037). – Inscrit : *Le Pensec (Louis)* : nécessité de redonner effet à l'interdiction des cumuls ; législation anti-cumul existante inappliquée et inefficace ; sanctions administratives prononcées exceptionnellement ; absence d'autorisations de cumul pour une première exploitation ; simple déclaration pour l'agrandissement d'une exploitation au nom d'un enfant ; exclusion des ventes d'herbes et des contrats de façades ; nécessité d'étendre la

procédure du contrôle total ; *amendement n° 576* rectifié du Gouvernement (nouveau dispositif de contrôle des cumuls) ; *sous-amendements* identiques *n° 685* de M. Jean Briane et *n° 724* de M. Louis Le Pensec (diminution du seuil d'application du contrôle des cumuls) rejetés (p. 12050) ; *sous-amendements* identiques *n° 640* de M. Maurice Dousset et *n° 725* de M. Louis Le Pensec (limitation des installations libres au troisième degré de parenté) adoptés (p. 12050) ; *sous-amendement n° 686* de M. Jean Briane (seuil du contrôle) retiré (p. 12050) ; *sous-amendements n° 722* et *723* de M. André Soury, retirés (p. 12050) ; *sous-amendement n° 601* de M. Jean-Louis Goasduff (seuil du contrôle des cumuls) rejeté (p. 12050) ; *sous-amendement n° 667* de M. René de Branche (clarification) adopté (p. 12051) ; *sous-amendement n° 697* de M. Daniel Goulet (exonération du régime de l'autorisation pour les cumuls ou réunion d'exploitation réalisées par un exploitant parent ou allié jusqu'au troisième degré du propriétaire ou du preneur du fonds) adopté (p. 12051) ; *sous-amendement n° 643* de M. Maurice Dousset (limitation de l'exonération du contrôle des cumuls entre personnes apparentées) retiré (p. 12051) ; *sous-amendement n° 644* de M. Maurice Dousset (suppression de l'autorisation de droit pour les agrandissements ou réunions d'exploitations faits à titre provisoire pour le compte de mineurs émancipés) rejeté (p. 12051) ; *sous-amendement n° 645* de M. Maurice Dousset (soumission à autorisation des installations, agrandissement et réunions d'exploitation effectuées séparément par des conjoints sauf mise en valeur par chacun d'eux, antérieurement au mariage des exploitations concernées) rejeté (p. 12052) ; *sous-amendement n° 650* de M. Maurice Dousset (contrôle des installations qui par le jeu d'une reprise ramène la superficie d'une exploitation existante en deçà de la S.M.I.) retiré (p. 12052) ; *sous-amendement n° 651* de M. Maurice Dousset (obligation pour les pluriactifs de remplir des conditions de capacité professionnelle identiques à celles des actifs agricoles) retiré (p. 12052) ; *sous-amendement n° 652* de M. Maurice Dousset (régime applicable aux pluriactifs) retiré (p. 12052) ; *sous-amendement n° 729* de M. Jean-Louis Goasduff (possibilité d'abaisser le seuil de la S.M.I. à 1/4 de la S.M.I.) rejeté (p. 12053) ; *sous-amendement n° 728* du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) adopté (p. 12053) ; *sous-amendement n° 669* de M. René de Branche (dispositions applicables aux pluriacifs) retiré (p. 12053) ; *sous-amendement n° 668* de M. René de Branche (coordination) adopté (p. 12053) ; *sous-amendement n° 702* de M. Jean-Louis Goasduff (extension de la possibilité d'abaisser le seuil d'une demi S.M.I. à un quart de S.M.I.) rejeté (p. 12053) ; *sous-amendement n° 654* de M. Maurice Dousset (contrôle des cessions de parts de sociétés d'exploitation agricole par soumission à autorisation préalable) rejeté (p. 12053) ; *sous-amendement n° 655* de M. Maurice Dousset (autorisation préalable pour les baux de courte durée) retiré (p. 12054) ; *sous-amendement n° 670* de M. René de Branche (contrôle des G.A.E.C.) retiré (p. 12054) ; *sous-amendement n° 671* de M. René de Branche (contrôle de la vente ou de la location séparée des bâtiments et des terres appartenant à une même exploitation) rejeté (p. 12054) ; *sous-amendement n° 656* de M. Maurice Dousset, retiré sans être soutenu (p. 12054) ; *sous-amendement n° 673* de M. René de Branche (rédactionnel) adopté (p. 12055) ; *sous-amendement n° 576* rectifié, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 313 (p. 12055) ; liste des votants (p. 12079) ; *amendement n° 54* de la commission (contrôle des cumuls) retiré (p. 12048) ; *amendement n° 483* de M. Maurice Dousset (contrôle des cumuls) retiré (p. 12048) ; *amendement n° 443* de M. Claude Michel (extension du contrôle total) devient sans objet (p. 12055) ; *amendement n° 55* de la commission (régime de l'autorisation préalable) retiré (p. 12048 ; *amendement n° 444* de M. Claude Michel (démocratisation des commissions des cumuls) rejeté (p. 12096) ; *amendement n° 445* de M. Claude Michel (publicité des décisions de la commission des cumuls) rejeté (p. 12056) ; *amendement n° 446* de M. Claude Michel (fixation d'une limite supérieure pour la S.M.I.) rejeté (p. 12056) ; *amendement n° 447* de M. Claude Michel (possibilité pour la commission de soumettre à autorisation préalable tout cumul ou toute réunion quelle que soit la superficie de l'exploitation) rejeté (p. 12056) ; *amendement n° 56* de la commission (institution d'une commission départementale des structures agricoles et d'une commission nationale des structures agricoles) ; *sous-amendement n° 169* de M. Jacques Chaminade (composition de la commission) devient sans objet (p. 12056) ; *sous-amendement n° 170* de M. André Tourné (appartenance du magistrat président de la commission départementale à l'ordre administratif) rejeté (p. 12056) ; *sous-amendement n° 609* de M. Pierre Raynal (dispositions applicables aux zones de montagne) retiré (p. 12056) ; *sous-amendement n° 731* de M. Jean-Pierre Cot (dispositions applicables aux zones de montagne) retiré (p. 12057) ; *sous-amendement n° 541* du Gouvernement (rédactionnel) retiré (p. 12057) ; *sous-amendement n° 171* de M. Bernard Deschamps (composition de la commission nationale des structures) devient sans objet (p. 12057) ; *sous-amendement n° 542* du Gouvernement (possibilité d'un contrôle au niveau central sur le contenu des schémas directeurs

départementaux des structures) adopté (p. 12057) ; *amendement n° 56*, ainsi modifié, adopté (p. 12057) ; *amendement n° 57* de la commission (définition des surfaces minimum d'installation) ; *sous-amendement n° 727* de M. René de Branche (fixation de la surface minimum d'installation pour chaque nature de production) rejeté (p. 12058) ; *sous-amendement n° 326* de M. Gérard César (référence au coefficient d'équivalence approprié aux productions spécialisées) rejeté (p. 12058) ; *sous-amendement n° 172* de M. Michel Couillet (suppression de la référence à la surface minimum nationale) rejeté (p. 12059) ; *sous-amendement n° 487* de M. Maurice Dousset (prise en compte pour le calcul de la S.M.I. des coefficients d'équivalence appropriés aux productions spécialisées) retiré (p. 12059) ; *sous-amendement n° 222* de M. Alain Mayoud (instauration d'une consultation systématique de la commission nationale des structures sur les propositions des commissions départementales) rejeté (p. 12060) ; *sous-amendement n° 365* de M. René Benoit (avis de la commission nationale des structures) devient sans objet (p. 12060) ; *sous-amendement n° 488* de M. Maurice Dousset (avis de la commission nationale des structures) devient sans objet (p. 12060) ; *sous-amendement n° 223* de M. Alain Mayoud (régime applicable aux terres incultes) devient sans objet (p. 12060) ; *sous-amendement n° 268* de M. Gaston Girard (régime applicable aux terres incultes) retiré (p. 12060) ; *sous-amendement n° 489* de M. Maurice Dousset (régime applicable aux terres incultes) retiré (p. 12060) ; *sous-amendement n° 366* de M. René Benoit (régime applicable aux terres incultes) adopté (p. 12061) ; *amendement n° 57* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12061) ; *amendement n° 411* de M. Xavier Deniau (fixation de la surface minimum d'installation) retiré (p. 12058) ; *amendement n° 58* corrigé de la commission (procédure d'autorisation d'exploiter) ; *sous-amendement n° 543* du Gouvernement (garantie des parties intéressées) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 544* du Gouvernement (garantie des parties intéressées) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 545* du Gouvernement (garantie des parties intéressées) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 547* du Gouvernement (garantie des parties intéressées) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 548* du Gouvernement (garantie des parties intéressées) retiré (p. 12062) ; *sous-amendement n° 173* de M. André Lajoinie (information du demandeur sur la situation personnelle du preneur en place) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 549* du Gouvernement (garantie des parties intéressées) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 327* de M. Arnaud Lepercq (élargissement de l'*amendement n° 58* de la commission aux opérations d'aménagement foncier et aux interventions des S.A.F.E.R.) retiré (p. 12062) ; *sous-amendement n° 550* du Gouvernement (garantie des parties intéressées) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 238* de M. René Benoit (caractère obligatoire de la motivation des avis) retiré (p. 12062) ; *sous-amendement n° 328* de M. Arnaud Lepercq (notification de la décision) retiré (p. 12062) ; *sous-amendement n° 551* du Gouvernement (délai de décision de la commission) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 552* du Gouvernement (conséquence de l'avis de commission sur la décision définitive) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 553* du Gouvernement (délai du tribunal) adopté (p. 12064) ; *sous-amendement n° 490* de M. Maurice Dousset (autorisation réputée comme acceptée si dans un délai de trois mois le tribunal paritaire ne s'est prononcé) retiré (p. 12064) ; *sous-amendement n° 554* du Gouvernement (caducité de l'autorisation si elle n'est pas utilisée dans l'année culturale qui suit la date de la décision) devient sans objet (p. 12065) ; *sous-amendement n° 659* de M. Jacques Boyon (possibilité d'invoquer la force majeure pour demander une nouvelle autorisation pour le même fonds dans le cas où la première autorisation n'a pas été utilisée) adopté (p. 12065) ; *sous-amendement n° 412* de M. Xavier Deniau (délai de trois mois pour la décision du tribunal) retiré (p. 12064) ; *sous-amendement n° 224* de M. Alain Mayoud (délai de décision du tribunal paritaire) retiré (p. 12064) ; *sous-amendement n° 367* de M. René Benoit (délai de décision pour le tribunal paritaire) retiré (p. 12065) ; *amendement n° 58*, ainsi modifié, adopté (p. 12065) ; *amendement n° 59* de la commission (subordination de la validité du bail au respect des règles du contrôle des structures) ; *sous-amendement n° 555* du Gouvernement (précision rédactionnelle) adopté (p. 12065) ; *sous-amendement n° 556* du Gouvernement (fusion des articles 22.C et 22.D) adopté (p. 12065) ; *sous-amendement n° 329* de M. Arnaud Lepercq (rédactionnel) adopté (p. 12065) ; *sous-amendement n° 174* de M. Jacques Chaminade (précisant que la S.A.F.E.R fait partie de ceux qui sont intéressés par la mise en valeur du fonds) adopté (p. 12066) ; *sous-amendement n° 330* de M. Arnaud Lepercq (précisant que la S.A.F.E.R. fait partie de ceux qui sont intéressés par la mise en valeur du fonds) retiré (p. 12066) ; *sous-amendement n° 557* du Gouvernement (conséquences de la nullité du bail pour l'exercice du droit de préemption des S.A.F.E.R.) adopté (p. 12066) ; *amendement n° 59*, ainsi modifié, adopté (p. 12066) ; *amendement n° 448* de M. Claude Michel (obligation pour le propriétaire, en cas de reprise de terres louées ou de résiliation d'un bail, de signifier à la commission dans le même délai

qu'au fermier le congé délivré à cet effet) rejeté (p. 12065) ; *amendement n° 60* de la commission (procédure éventuelle de désignation pour le tribunal paritaire d'un nouvel exploitant au cas où la procédure de contrôle des structures déboucherait sur une impasse) ; *sous-amendement n° 558* du Gouvernement (rédactionnel) retiré (p. 12067) ; *sous-amendement n° 331* de M. Arnaud Lepercq (précisant que le propriétaire ne peut être admis à assurer la mise en valeur de biens que s'il participe effectivement aux travaux d'exploitation) retiré (p. 12067) ; *sous-amendement n° 440* de M. Claude Michel (délai pour la désignation d'un nouvel exploitant) adopté (p. 12067) ; *sous-amendement n° 559* du Gouvernement (délai pour la désignation d'un nouvel exploitant) retiré (p. 12067) ; *sous-amendement n° 413* de M. Xavier Deniau (procédure contentieuse pouvant être engagée à l'encontre de la mise en demeure) retiré (p. 12067) ; *sous-amendement n° 441* de M. Claude Michel (possibilité d'appel devant le tribunal administratif) rejeté (p. 12067) ; *sous-amendement n° 739* de Mme Marie-Madeleine Dienesch (prise en considération de la situation sociale des intéressés pour la désignation de l'exploitant) adopté (p. 12068) ; *sous-amendement n° 414* de M. Xavier Deniau, satisfait et retiré (p. 12068) ; *sous-amendement n° 740* de Mme Marie-Madeleine Dienesch (recours à un médiateur) retiré (p. 12068) ; *amendement n° 60*, ainsi modifié, adopté (p. 12068) ; *amendement n° 449* de M. Claude Michel (réattribution des terres exploitées régulièrement à un ou plusieurs autres exploitants agricoles par les commissions cantonales des structures) rejeté (p. 12067) ; *amendement n° 491* de M. Maurice Dousset (application de l'*amendement n° 59* à toutes les infractions à la législation des structures) rejeté (p. 12067) ; *amendement n° 61 de la commission (sanctions économiques en cas de refus d'exploiter) ; sous-amendement n° 607* du Gouvernement (suppression de la sanction de refus d'affiliation de l'exploitant à l'A.M.E.X.A.) adopté (p. 12068) ; *sous-amendement n° 492* de M. Maurice Dousset, devenu sans objet (p. 12068) ; *sous-amendement n° 744* du Gouvernement (précisant quelles sont les aides visées par l'*amendement n° 61) adopté (p. 12069) ; sous-amendement n° 176* de M. Hubert Ruffe (précisant que le contrevenant ne peut s'opposer à l'exercice de droit de préemption des S.A.F.E.R.) retiré (p. 12069) ; *amendement n° 61* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12069) ; *amendement n° 62* de la commission (santions pénales des infractions à la législation sur les cumuls) ; *sous-amendement n° 562* du Gouvernement (référence conforme au nouveau texte de l'article 22.B) adopté (p. 12069) ; *sous-amendement n° 493* de M. Maurice Dousset (emploi de la procédure des astreintes contre toute personne en infraction avec le contrôle des structures) adopté (p. 12070) ; *sous-amendement n° 332* de M. Arnaud Lepercq (extension de la procédure de l'astreinte) retiré (p. 12070) ; *sous-amendement n° 177* de M. Jean Jarosz (application de la procédure de l'astreinte à toutes les infractions) rejeté (p. 12070) ; *sous-amendement n° 415* de M. Xavier Deniau (prescription de l'action en justice) retiré (p. 12070) ; *amendement n° 62* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12070) ; *amendement n° 319* de M. Arnaud Lepercq (conditions d'expérience ou de compétence exigées de ceux qui s'installeront en agriculture) retiré (p. 12070) ; *amendement n° 745* du Gouvernement (prescription des infractions) adopté (p. 12071) ; *amendement n° 746* du Gouvernement (conditions d'application des articles du présent titre) adopté (p. 12071).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Rigout (Marcel), Mme Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Dousset (Maurice), Le Pensec (Louis), Branche (René de), Pineau (Jean), César (Gérard), Bizet (Emile), Cointat (Michel), Briane (Jean), Huguet (Roland), Goulet (Daniel), Goasduff (Jean-Louis), Raynal (Jean), Cot (Jean-Pierre), Couillet (Michel), Mayoud (Alain), Revet (Charles), Couepel (Sébastien), Wargnies (Claude), Boyon (Jacques), Gastines (Henri de), Schneiter (Jean-Louis), Nucci (Christian), Soury (André).

ART. 22 (champ d'application de l'autorisation d'exploiter) : *amendements* de suppression identiques *n° 63* de la commission et *n° 442* de M. Claude Michel, adoptés (p. 12072).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 22 supprimé (p. 12072).

Les *amendements n° 257* à *260* et *225* corrigé, n'ont plus d'objet (p. 12072).

ART. 23 (contrôle des premières installations) : *amendement* de suppression *n° 64* de la commission, adopté (p. 12072).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 23 supprimé (p. 12072).

ART. 24 (procédure d'instruction des autorisations d'exploiter) : *amendement* de suppression *n° 65* de la commission, adopté (p. 12072).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 24 supprimé (p. 12072).

L'*amendement n° 164* n'a plus d'objet (p. 12072).

ART. 25 (renforcement des sanctions pénales) : *amendement* de suppression *n° 66* de la commission, adopté (p. 12072).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 25 supprimé (p. 12072).

ART. 26 (renforcement des sanctions pénales) : *amendement* de suppression *n° 67* de la commission, adopté (p. 12073).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 26 supprimé (p. 12073).

Après l'ART. 26 : *amendement n° 68* de la commission (prohibition des faux contrats) ; *sous-amendement n° 563* du Gouvernement (suppression de l'interdiction de la conclusion des baux traditionnels visés par les titres 2 à 5 du code rural) adopté (p. 12075) ; *sous-amendement n° 720* de M. Xavier Hunault (non application du statut du fermage aux baux de carrière) retiré (p. 12075) ; *sous-amendement n° 743* de M. Louis Besson (nouvelle rédaction de l'*amendement n° 68* pour renforcer la lutte contre les ventes d'herbe) adopté (p. 12076) ; *sous-amendement n° 730* de M. Jacques Richomme (suppression de la fin du dernier alinéa de l'*amendement n° 68*) retiré (p. 12076) ; *sous-amendement n° 564* du Gouvernement (précaution à l'égard des ventes d'herbe) adopté (p. 12076) ; *sous-amendement n° 615* de M. Michel Inchauspé, non soutenu (p. 12076) ; *sous-amendement n° 494* corrigé de M. Maurice Dousset, retiré, sans être soutenu (p. 12076) ; *sous-amendement n° 660* de M. Claude Michel (possibilité d'apporter la preuve par tous moyens) rejeté (p. 12076) ; *amendement n° 68*, ainsi modifié, adopté (p. 12076) ; *amendement n° 450* de M. Claude Michel (lutte contre les faux contrats) rejeté (p. 12075) ; *amendement n° 451* de M. Claude Michel (rédaction par écrit et enregistrement des contrats de baux ruraux) rejeté (p. 12075) ; *amendement n° 69* de la commission (institution de baux d'un an renouvelables applicables aux terres destinées à être exploitées ultérieurement par un descendant du bailleur) ; *sous-amendement n° 565* du Gouvernement (prix des locations visées à l'*amendement n° 69*) adopté (p. 12078) ; *sous-amendement n° 566* du Gouvernement (transformation de la location de plein droit en location conforme au statut du fermage si le contrat n'est pas exécuté) adopté (p. 12078) ; *sous-amendement n° 240* de M. René Benoit (soumission du nouveau bail à la législation sur les cumuls) retiré (p. 12078) ; *sous-amendement n° 567* du Gouvernement (ouverture des droits de préemption au preneur des contrats prévus à l'*amendement n° 69*) adopté (p. 12078) ; *amendement n° 69* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12078) ; *amendement n° 264* de M. Augustin Chauvet (possibilité pour le premier preneur de contester la demande de reprise en saisissant directement le tribunal paritaire dans le délai de 4 mois ; suppression de la forclusion pour tous les preneurs qui sont encore dans les lieux à défaut de notification dans le délai imparti) adopté (p. 12083) ; *amendement n° 70* de la commission (cas du bénéficiaire qui effectue son service national) ; *sous-amendement n° 568* du Gouvernement (report de la date d'effet du congé à la fin de l'année culturale du retour de l'intéressé à la vie civile) adopté (p. 12083) ; *sous-amendement n° 452* de M. Claude Michel (report de la date d'effet du congé à la fin de l'année culturale du retour de l'intéressé à la vie civile) satisfait (p. 12083) ; *amendement n° 70*, ainsi modifié, adopté (p. 12083) ; *amendement n° 453* de M. Claude Michel (sanctions applicables aux complices de la pratique des « chapeaux ») rejeté (p. 12084) ; *amendement n° 454* de M. Claude Michel (extension de la possibilité de recours contre la pratique des chapeaux au syndicat d'exploitants agricoles) rejeté (p. 12084) ; *amendement n° 71* de la commission (institution de baux de carrière) ; *sous-amendement n° 368* de M. René Benoit (suppression de la liberté des prix pour les baux de carrière) retiré (p. 12086) ; *sous-amendement n° 569* du Gouvernement (formel) adopté (p. 12088) ; *sous-amendement n° 495* de M. Maurice Dousset (bail de carrière non renouvelable et incessible) retiré (p. 12086) ; *sous-amendement n° 570* du Gouvernement (caractère non renouvelable et incessible du bail de carrière) adopté (p. 12088) ; *sous-amendement n° 178* de M. Jacques Chaminade (suppression de la liberté des prix pour les baux de carrière) rejeté par scrutin public n° 314 (p. 12088) ; liste des votants (p. 12115) ; *sous-amendement n° 496* de M. Maurice Dousset (fixation d'un prix plafond pour le bail de carrière) retiré (p. 12087) ; *amendement n° 71* de la commission, rejeté par scrutin public n° 315 (p. 12088) ; liste des votants (p. 12116) ; *amendement n° 455* de M. Claude Michel (institution d'un bail de carrière) rejeté (p. 12088) ; *amendement n° 43* de M. Michel Delprat (institution d'un bail de carrière d'une durée minimum de 18 ans à prix libre) adopté (p. 12088) ; *amendement n° 72* de la commission (droit de préemption des S.A.F.E.R. sur les bâtiments d'exploitation) ; *sous-amendement n° 228* de M. André Soury (ajoutant un alinéa pour les bâtiments, distinct de celui qui traite des terrains agricoles) adopté (p. 12080) ; *sous-amendement n° 333* de M. Gérard César (nouvelle rédaction du paragraphe I de l'*amendement n° 72*) retiré (p. 12089) ; *sous-amendements* identiques de M. Gaston Girard, *n° 369* de M. René Benoit et *n° 497* de

M. Maurice Dousset, deviennent sans objet (p. 12089) ; *sous-amendement n° 226* de M. Alain Mayoud, devient sans objet (p. 12089) ; *amendement n° 72*, ainsi modifié, adopté (p. 12089) ; *amendement n° 73* de la commission (droit de répétition de la bonification d'un terrain en cas de revente du fonds pour l'acquisition duquel le prêt bonifié a été consenti) ; *sous-amendement n° 572* du Gouvernement (tendant à exclure de l'obligation de remboursement les propriétaires qui auraient été contraints de vendre leurs biens pour une raison de force majeure) adopté (p. 12090) ; *sous-amendement n° 179* de M. Lucien Dutard (tendant à exclure de l'obligation de remboursement les propriétaires qui auraient été contraints de vendre leurs biens pour une raison de force majeure) devenu sans objet (p. 12090) ; *amendement n° 73* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12090) ; *amendement n° 498* de M. Maurice Dousset (suppression pour le preneur en place qui aurait refusé de souscrire sans motif un bail à long terme de la faculté de céder son bail et le droit au renouvellement du bail en cours) rejeté (p. 12090) ; *amendement n° 512* de M. Georges Mesmin (possibilité pour les S.A.F.E.R. de donner les terres acquises en baux à long terme) retiré (p. 12091) ; repris par M. Jean-Pierre Cot, rejeté par scrutin public n° 316 (p. 12091) ; liste des votants (p. 12117).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Branche (René de), Cellard (André), Jouve (Jacques), Huguet (Roland), Richomme (Jacques), Hunault (Xavier), Besson (Louis), Gastines (Henri de), Bassot (Hubert), Bizet (Emile), Couepel (Sébastien), Chauvet (Augustin), Delprat (Michel), Revet (Charles), Cointat (Michel), Mayoud (Alain), Rigout (Marcel), César (Gérard).

Avant l'ART. 27 : *amendement n° 636* de M. René de Branche (diminution du droit d'enregistrement pour les acquisitions permettant de porter une exploitation agricole jusqu'à une superficie égale à deux fois la S.M.I. gagé par une taxation des plus values réalisée sur les terres agricoles) rejeté (p. 12092.

MM. Branche (René de), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Dousset (Maurice), Cointat (Michel), Chauvet (Augustin).

ART. 27 (prorogation de l'activité du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles) adopté (p. 12092).

Avant l'ART. 3 *(suite)* : *amendement n° 94* de M. Michel Cointat précédemment réservé (fiscalité des cultures spéciales et notamment l'horticulture) adopté (p. 12092).

MM. Cointat (Michel), Méhaignerie (Pierre), Cornette (Michel).

ART. 28 (réforme des règles d'attribution de l'indemnité viagère de départ) : *amendement n° 74* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 12093) ; *amendement n° 75* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 12093) ; *amendement n° 500* de M. Maurice Dousset (suppression de l'I.V.D., complément de retraite) retiré (p. 12094) ; *amendement n° 741* du Gouvernement (nouvelle modalité d'attribution de l'I.V.D. ayant le caractère d'un complément de retraite) ; *sous-amendement n° 750* de M. Michel Couillet (suppression des conditions d'octroi de l'I.V.D., complément de retraite) rejeté (p. 12094) ; *amendement n° 741* du Gouvernement, adopté (p. 12094) ; *amendement n° 77* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 12094).

MM. Cornette (Maurice), Dousset (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Couillet (Michel).

– article 28, ainsi modifié, adopté (p. 12094).

ART. 29 (publication d'une directive nationale d'aménagement rural dont les modalités seront fixées par voie réglementaire) : *amendement n° 573* rectifié du Gouvernement (carte départementale des terres agricoles, directives d'aménagement rural) retiré (p. 12098) ; *amendement n° 187* de M. Jacques Chaminade (principales orientations d'aménagement et de développement rural) rejeté (p. 12099) ; *amendement n° 747* rectifié de M. Jean Briane (directives nationales d'aménagement rural ; carte départementale des terres agricoles) ; *sous-amendement n° 749* de M. Jean-Pierre Cot (élaboration d'une loi d'orientation sur l'aménagement rural) rejeté (p. 12099) ; *sous-amendement n° 732* rectifié de M. Louis Besson (subordination de la nouvelle directive nationale aux directives existantes) rejeté (p. 12099) ; *sous-amendement n° 753* rectifié de M. Jacques Boyon (prise en considération des particularités locales, notamment de la situation démographique et du type d'habitat) adopté (p. 12099) ; *sous-amendement n° 616* rectifié de M. Gilbert Gantier (prise en compte des besoins des activités à caractère industriel, commercial ou artisanal et de la préservation d'un milieu environnant) rejeté (p. 12100) ; *sous-amendement n° 733* rectifié de M. Louis Besson (lien entre la directive nationale et la carte départementale des terres agricoles) rejeté (p. 12100) ; *sous-amendement n° 734* rectifié de M. Louis Besson (conditions d'élaboration de la carte départementale des terres agricoles) rejeté (p. 12101) ; *sous-amendement n° 735* rectifié de M. Louis Besson (impossibilité de publier ou d'approuver les documents d'urbanisme qui prévoient une réduction de plus de 2 % des terres agricoles) rejeté (p. 12101) ; *sous-amendement n° 736* rectifié de M. Louis Besson (modification du troisième

alinéa du paragraphe 2 de l'*amendement n° 747* rectifié) rejeté (p. 12101) ; *sous-amendement n° 754* rectifié de M. Jacques Boyon (possibilité d'édification des constructions utiles à l'agriculture dans les zones à vocation agricole) devenu sans objet (p. 12102) ; *sous-amendement n° 375* rectifié de M. Michel Cointat (sanction du mitage par la taxation à 100 % des plus values réalisées par la cession de constructions par le constructeur ou ses descendants jusqu'à la troisième génération incluse) devenu sans objet (p. 12102) ; sous-amendement de M. Jean Briane à son *amendement n° 747* rectifié (suppression du dernier alinéa de l'*amendement n° 747* rectifié) adopté (p. 12102) ; *amendement n° 747* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 12102) ; *amendement n° 78* de la commission (conditions de publication et contenu de la directive nationale) retiré (p. 12098) ; le texte de l'*amendement n° 747* rectifié, devient l'article 29 (p. 12102).

MM. Briane (Jean), Cot (Jean-Pierre), Méhaignerie (Pierre), Soury (André), Cornette (Maurice), Couepel (Sébastien), Boyon (Jacques), Mayoud (Alain), Gantier (Gilbert), Besson (Louis), Cointat (Michel), Gastines (Henri de), Briane (Jean).

Après l'ART. 29 : *amendement n° 3* de M. Emile Bizet (création de groupements de productivité d'animation et d'aménagement rural) retiré (p. 12102) ; *amendement n° 79* de la commission (détermination des conditions d'élaboration des schémas directeurs départementaux des structures) ; *sous-amendement n° 585* de M. Jean Brocard (réintroduction de la politique d'installation dans le schéma directeur des structures agricoles) adopté (p. 12103) ; *sous-amendement n° 738* de M. Louis Besson (déconcentration de l'élaboration du schéma directeur départemental des structures) retiré (p. 12104) ; *sous-amendement n° 242* rectifié de M. René Benoit (préparation du schéma directeur départemental des structures par une commission composée des organisations professionnelles agricoles, de conseillers généraux et de l'administration et présidée par le préfet) retiré (p. 12104) ; *sous-amendement n° 617* de M. Gilbert Gantier (consultation des chambres de commerce et d'industrie pour l'élaboration des schémas directeurs départementaux des structures) retiré (p. 12104) ; *amendement n° 79* de la commission, rejeté (p. 12104) ; *amendement n° 574* rectifié du Gouvernement (déconcentration du schéma départemental) adopté (p. 12104) ; *amendement n° 334* rectifié de M. Arnaud Lepercq (avis de la chambre départementale d'agriculture sur toute utilisation des sols à des fins autres qu'agricoles dans les zones réservées à l'agriculture) rejeté (p. 12104) ; *amendement n° 4* de M. Jean-Louis Goasduff, non soutenu (p. 12104) ; *amendement n° 80* de la commission (nuisance causée par une exploitation agricole dont l'activité est antérieure à la construction d'une habitation) ; *sous-amendement n° 243* de M. René Benoit (extension de l'*amendement n° 80)* devenu sans objet (p. 12105) ; *sous-amendement n° 400* de M. Jacques Boyon (extension de l'*amendement n° 80*) devenu sans objet (p. 12105) ; *amendement n° 80*, retiré (p. 12105).

MM. Bizet (Emile), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Birraux (Claude), Besson (Louis), Gantier (Gilbert), Mayoud (Alain).

ART. 30 (élaboration de la carte départementale des terres agricoles) : *amendements* identiques de suppresstion *n° 81* de la commission et *614* du Gouvernement, adopté (p. 12105).

M. Nucci (Christian).

– article 30 supprimé (p. 12105).

Après l'ART. 30 : *amendement n° 82* de la commission (définition d'une procédure de remembrement de la partie commune dont la vocation agricole est confirmée) retiré (p. 12106) ; les *sous-amendements n° 335* de M. Arnaud Lepercq, *457* de M. Claude Michel, *618* de M. Gilbert Gantier, *751* de M. Claude Michel, *336* de M. Arnaud Lepercq, *401* de M. Jacques Boyon, *459* de M. Claude Michel, *337* de M. Arnaud Lepercq, *372* de M. René Benoit, *503* de M. Maurice Dousset, *100* de M. Alain Mayoud, *345* de M. Michel Delprat, *502* de M. Maurice Dousset, *101* de M. Alain Mayoud, *338* de M. Arnaud Lepercq, *752* de la commission, *339* de M. Arnaud Lepercq, *402* de M. Jacques Boyon, *96* de M. Michel Cointat, *403* de M. Jacques Boyon, *519* de M. Olivier Guichard, n'ont plus d'objet (p. 12106) ; *amendement n° 575* rectifié du Gouvernement (procédure de remembrement-aménagement) adopté (p. 12106) ; *amendement n° 99* rectifié de M. Alain Mayoud (dispositions applicables aux terres agricoles et forestières et aux terres agricoles destinées à l'urbanisation) retiré (p. 12106).

MM. Cornette (Maurice), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Gastines (Henri de).

ART. 31 (exploitation déséquilibrée après expropriations au profit d'un grand ouvrage ; priorité de réinstallation sur les terrains préemptés par la S.A.F.E.R.) : *amendement n° 83* de la commission (suppression de la limitation de la priorité de réinstallation à la S.A.F.E.R. intervenant pour les opérations en cause) adopté (p. 12107) ; *amendement n° 340* de M. Arnaud Lepercq (possibilité pour la S.A.F.E.R. de traiter directement avec le maître de l'ouvrage lorsqu'elle aura constitué

des réserves foncières sur l'emplacement de l'emprise) adopté (p. 12107).

MM. Cornette (Maurice), César (Gérard), Méhaignerie (Pierre).

– article 31, ainsi modifié, adopté (p. 12107).

Après l'ART. 31 : *amendement n° 227* de M. Alain Mayoud (amélioration des conditions d'exploitation des agriculteurs expropriés) adopté (p. 12107) ; *amendement n° 460* de M. Claude Michel (zonage en zone de montagne) rejeté (p. 12108) ; *amendement n° 85* de la commission (rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) ; *sous-amendement n° 708* de M. Louis Besson (dispositions du rapport relatives aux zones de montagne) adopté (p. 12108) ; *amendement n° 85* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 12108).

MM. Mayoud (Alain), Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Besson (Louis).

ART. 32 (modalités d'application renvoyées à des décrets en Conseil d'Etat) : *amendement n° 347* de M. Pierre Lagourgue (fixation par décret des modalités d'application de la loi dans les départements et territoires d'outre-mer) retiré (p. 12108).

M. Lagourgue (Pierre).

– article 32, adopté (p. 12108).

ART. 33 (application aux D.O.M.-T.O.M.), adopté (p. 12109) ; *amendements* identiques de suppression *n° 348* de M. Pierre Lagourgue et *642* de M. Claude Michel, retirés (p. 12109) ; *amendement n° 469* de M. Pierre Lagourgue (application de la loi dans les D.O.M.-T.O.M.) ; *sous-amendement n° 742* de M. Claude Michel (prolongation de la date de publication des décrets prévus à l'*amendement n° 469)* adopté (p. 12109) ; *amendement n° 469* ainsi modifié, adopté (p. 12109) ; le texte de l'*amendement n° 469* modifié, devient l'article 33.

MM. Lagourgue (Pierre), Cellard (André), Cornette (Maurice).

SECONDE DELIBERATION :

ART. 8 : *amendement n° 1* de la commission (rectification d'une erreur matérielle) adopté (p. 12109).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 12109).

ART. 21 *bis : amendement n° 3* du Gouvernement (modification rédactionnelle) adopté par scrutin public n° 317 (p. 12110) ; liste des votants (p. 12118) ; le texte de l'*amendement n° 3* devient l'article 21 bis.

MM. Méhaignerie (Pierre), Cornette (Maurice), Lajoinie (André).

ART. 26 bis : amendement n° 2 de la commission (formel) adopté (p. 12111).

MM. Cornette (Maurice), Méhaignerie (Pierre).

– article 26 bis, ainsi modifié, adopté (p. 12111).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Lavédrine (Jacques) :* rejet presque systématique des propositions socialistes ; désengagement de l'Etat ; emprise des industries agro-alimentaires sur le secteur agricole (p. 12112) ; faiblesse du volet relatif à l'aménagement rural ; *Lajoinie (André) :* abaissement de l'agriculture qui résultera de la loi d'orientation ; accélération de la disparition des petits et moyens paysans et de l'exode rural par la loi ; intégration de l'agriculteur dans un secteur dominé par les grandes sociétés alimentaires (p. 12112) ; *Pasty (Jean-Claude) :* évoque les volets économique et foncier de la loi ; maintien de l'égalité des partages dans les successions ; insuffisance de l'engagement financier accompagnant la loi d'orientation agricole (p. 12113) ; *Revet (Charles) :* importance des dispositions foncières ; travail constructif réalisé entre le Gouvernement et l'Assemblée (p. 12113).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 318 (p. 12114) ; liste des votants (p. 12119).

DEUXIEME LECTURE [8 avril 1980] (p. 100).

DISCUSSION GENERALE :

Question préalable de M. Jacques Chaminade : *Chaminade (Jacques)* (p. 102, 103, 104, 105) ; *Mayoud (Alain)* (p. 105, 106) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 107, 108). Rejet par scrutin public n° 343 (p. 108) ; liste des votants (p. 118).

Agriculture biologique : *Petit (Camille)* (p. 137).

Agriculture de montagne : *Raynal (Pierre)* (p. 135) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).

Aide au troupeau allaitant : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 107) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 111).

Aides aux producteurs organisés : *Cornette (Maurice)* (p. 101).

Aménagement de l'espace rural : *Nucci (Christian)* (p. 133).

Assurance maladie et invalidité des agriculteurs : *Laborde (Jean)* (p. 123) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 140).

Baux de carrière : *Cornette (Maurice)* (p. 102) ; *Michel (Claude)* (p. 111) ; *Hunault (Xavier)* (p. 114).
Betteraves : *Léger (Alain)* (p. 133).
Bretagne : *Leizour (François)* (p. 122) ; *Nucci (Christian)* (p. 133).
Champagne-Ardenne : *Léger (Alain)* (p. 132).
Charges sociales : *Michel (Claude)* (p. 110).
Charte de cinq ans entre la profession agricole et l'Etat : *Pasty (Jean-Claude)* (p. 112).
Cognac : *de Lipkowsky (Jean)* (p. 127-128).
Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : *Michel (Claude)* (p. 110) ; *Pistre (Charles)* (p. 115).
Contrôle des structures : *Cornette (Maurice)* (p. 102) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 137) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Coopératives : *Léger (Alain)* (p. 132-133).
Cotisations sociales agricoles : *Laborde (Jean)* (p. 124) ; *Chauvet (Augustin)* (p. 137) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 140).
Cumuls : *Leizour (François)* (p. 122) ; *Nucci (Christian) (p. 121(p. 133).*
Départements d'Outre-Mer : Franceschi (Joseph) (p. 129-130-131) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Elargissement de la C.E.E. : *Chaminade (Jacques)* (p. 104) ; *Mayoud (Alain)* (p. 106) ; *Richomme (Jacques)* (p. 127).
Elevage : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 107-139) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 111) ; *Dubreuil (René)* (p. 124) ; *Richomme (Jacques)* (p. 127) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 137).
Eleveurs d'animaux de service dans le Massif central : *Pasty (Jean-Claude)* (p. 111).
Encadrement du crédit : *César (Gérard)* (p. 131) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 140).
Endettement des agriculteurs : *Chaminade (Jacques)* (p. 103) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 111) ; *Dubreuil (René)* (p. 124) ; *Richomme (Jacques)* (p. 127) ; *de Lipkowsky (Jean)* (p. 128) ; *Bassot (Hubert)* (p. 129).
Environnement agricole : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 134) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Episcopat (position sur l'agriculture) : *Leizour (François)* (p. 121).
Eure et Loir : *Lemoine (Georges)* (p. 138).
Exode rural : *Richomme (Jacques)* (p. 127) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Exportations agricoles : *Dousset (Maurice)* (p. 109) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 125) ; *Madelin (Alain)* (p. 135) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 140).
Faux contrats : *Cornette (Maurice)* (p. 102).
Fermage : *Hunault (Xavier)* (p. 114) ; *Leizour (François)* (p. 122) ; *Nucci (Christian)* (p. 133).
Fiscalité agricole : *Cornette (Maurice)* (p. 101-102) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 112) ; *Revet (Charles)* (p. 114) ; *Chauvet (Augustin)* (p. 137) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141-142).
Fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires : *Dousset (Maurice)* (p. 109) ; *Revet (Charles)* (p. 114) ; *Pistre (Charles)* (p. 115) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 125) ; *Madelin (Alain)* (p. 135).
Forêt : *Raynal (Pierre)* (p. 136).
FORMA : *Michel (Claude)* (p. 110) ; *Pistre (Charles)* (p. 115).
Formation des agriculteurs : *Revet (Charles)* (p. 115) ; *de Lipkowsky (Jean)* (p. 127) ; *Bassot (Hubert)* (p. 129) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 132) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 140).
G.F.A. : *Dousset (Maurice)* (p. 109) ; *Leizour (François)* (p. 122) ; *Richomme (Jacques)* (p. 126) ; *Bassot (Hubert)* (p. 129) ; *Nucci (Christian)* (p. 134) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
G.F.A. mutualistes : *Leizour (François)* (p. 122) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Groupe socialiste à l'Assemblée européenne : *Chaminade (Jacques)* (p. 103-104).
Importations agricoles : *Chaminade (Jacques)* (p. 104) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 126) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Indemnité spéciale montagne : *Raynal (Pierre)* (p. 136).
Indemnité viagère de départ : *Laborde (Jean)* (p. 123).
Industries agro-alimentaires : *Deschamps (Bernard)* (p. 125) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 132) ; *Léger (Alain)* (p. 132) ; *Lemoine (Georges)* (p. 139).
Installation des jeunes agriculteurs : *de Lipkowsky (Jean)* (p. 127) ; *Lemoine (Georges)* (p. 138).
Interprofessions : *Michel (Claude)* (p. 110) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 125) ; *de Lipkowsky (Jean)* (p. 127).
Maisons familiales rurales : *Bassot (Hubert)* (p. 129) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Manifestations d'agriculteurs : *Chaminade (Jacques)* (p. 103) ; *Dubreuil (René)* (p. 124) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 125) ; *Richomme (Jacques)* (p. 127).
Matières grasses animales : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 123) ; *Madelin (Alain)* (p. 135).
Mitage : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 134) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).
Montants compensatoires monétaires : *Chaminade (Jacques)* (p. 104) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 112).
Morbihan : *Bouvard (Loïc)* (p. 136).
Normandie : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 123).
Offices fonciers : *Michel (Claude)* (p. 111).
Organisation des marchés : *Deschamps (Bernard)* (p. 125).
Parité : *Lemoine (Georges)* (p. 138).
Pluriactivité : *Lepeltier (Antoine)* (p. 132 ; *Raynal (Pierre)* (p. 136).
Poitou-Charentes : *de Lipkowsky (Jean)* (p. 128).
Politique agricole commune : *Cornette (Maurice)* (p. 101) ; *Chaminade (Jacques)* (p. 103-104-105) ; *Mayoud (Alain)* (p. 106) ;

Michel (Claude) (p. 109) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 112) ; *Leizour (François)* (p. 121) ; *de Lipkowsky (Jean)* (p. 128).

Politique foncière : *Leizour (François)* (p. 121) ; *Bassot (Hubert)* (p. 129) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 136).

Politique de la Grande-Bretagne : *Chaminade (Jacques)* (p. 104) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 112) ; *de Lipkowsky (Jean)* (p. 128).

Prix agricoles mondiaux : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 107) ; *Michel (Claude)* (p. 110).

Prix agricoles (propositions de la CEE) : *Cornette (Maurice)* (p. 100) ; *Chaminade (Jacques)* (p. 103) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 107-139) ; *Michel (Claude)* (p. 110) ; *Constans (Hélène)* (p. 113) ; *Hunault (Xavier)* (p. 114) ; *Leizour (François)* (p. 122) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 123) ; *Dubreuil (René)* (p. 124) ; *Richomme (Jacques)* (p. 127) ; *de Lipkowsky (Jean)* (p. 128) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 131).

Problème alimentaire mondial : *Deschamps (Bernard)* (p. 125) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 140) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 139).

Procédure de révision : *Richomme (Jacques)* (p. 126).

Production laitière : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 107-139) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 123-140) ; *Madelin (Alain)* (p. 135).

Production sucrière : *Léger (Alain)* (p. 132) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).

Régimes matrimoniaux : *Cornette (Maurice)* (p. 102).

Répertoire des terres : *Revet (Charles)* (p. 114).

Retraite complémentaire facultative des agriculteurs : *Dousset (Maurice)* (p. 109).

Retraites agricoles : *Laborde (Jean)* (p. 123) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 132).

Revenu agricole : *Cornette (Maurice)* (p. 100) ; *Mayoud (Alain)* (p. 106) ; *Michel (Claude)* (p. 109) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 111) ; *Constans (Hélène)* (p. 113) ; *Hunault (Xavier)* (p. 114) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 123) ; *Dubreuil (René)* (p. 124) ; *de Lipkowsky (Jean)* (p. 128) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 131) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 137) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 139).

SAFER (fiscalité : Art. 15 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) : *Mayoud (Alain)* (p. 106) ; *Cornette (Maurice)* (p. 110) ; *Michel (Claude)* (p. 110) ; *Pasty (Jean-Claude)* (p. 112) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).

SAFER (rôle) : *Cornette (Maurice)* (p. 102) ; *Liezour (François)* (p. 122) ; *Richomme (Jacques)* (p. 126) ; *Nucci (Christian)* (p. 134).

Salaire minimum familial : *Pasty (Jean-Claude)* (p. 112).

Schémas de massifs : *Raynal (Pierre)* (p. 136).

SCPI : *Dousset (Maurice)* (p. 109) ; *Leizour (François)* (p. 122) ; *Richomme (Jacques)* (p. 126) ; *Bassot (Hubert)* (p. 129) ; *Nucci (Christian)* (p. 134) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 141).

Services sociaux ruraux : *Laborde (Jean)* (p. 124) ; *Nucci (Christian)* (p. 134).

Sinistrés victimes du gel de Pâques 1977 : *César (Gérard)* (p. 131).

Statut du conjoint d'exploitant : *Cornette (Maurice)* (p. 102) ; *Dousset (Maurice)* (p. 109) ; *Constans (Hélène)* (p. 113) ; *Revet (Charles)* (p. 114) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 132) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 136) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 140).

Système monétaire international : *Hunault (Xavier)* (p. 114).

Taxe de coresponsabilité : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 107-139)/*Daillet (Jean-Marie)* (p. 123)/*Richomme (Jacques)* (p. 127).

Tourisme : *Raynal (Pierre)* (p. 136).

Viticulture : *César (Gérard)* (p. 131).

Zonage : *de Lipkowsky (Jean)* (p. 128).

DISCUSSION DES ARTICLES [9 avril 1980] (p. 154).

ART. 1er. – Titre 1er A : orientation de la politique agricole.

ART. 1er (objectifs de la politique agricole). Inscrit : *M. Bonhomme (Jean)*, (p. 155) ; *amendement* de suppression *n° 1* de M. Michel Cointat : rejeté (p. 156) ; *amendement n° 134* de M. Paul Balmigère (suppression de la référence à la politique agricole commune) : rejeté par scrutin public n° 345 (p. 156).

– article 1er adopté (p. 157).

ART. 1er *bis* (principales composantes de la politique agricole). Inscrit : *M. Besson (Louis)* ; *amendement* de suppression *n° 2* de M. Michel Cointat : rejeté (p. 158) ; *amendement n° 160* de M. Bernard Stasi (objectifs de préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques) : adopté (p. 158) ; *amendement n° 161* de M. André Petit (consultation régulière des organisations agricoles et de consommateurs pour l'élaboration de la politique agricole) : rejeté (p. 159) ; *amendement n° 162* de M. André Petit (objectifs de maintien du potentiel de production agricole) : rejeté (p. 159) ; *amendement n° 8* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 159) ; *amendement n° 9* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 160) ; *amendement n° 196* de M. Claude Michel (politique de la montagne) : adopté (p. 160) ; *amendement n° 198* rectifié de M. Claude Michel (politique d'aménagement rural et d'action régionale) : adopté (p. 160) ; *amendement n° 197* de M. Claude Michel : retiré (p. 160) ; *amendement n° 10* de la commission (objectifs démographiques, de maintien de l'emploi et de diversification de l'activité) : devenu sans objet (p. 160) ; *amendements* identiques *n° 163* de M. Bernard Stasi et n° 189 de M. Georges Mesmin (objectifs de

maintien des équilibres écologiques) ; *amendement n° 189* retiré (p. 161) ; *amendement n° 363* devenu sans objet (p. 161) ; *amendement n° 164* de M. André Petit (mesures en faveur de l'agriculture agrobiologique : rejeté (p. 161).

– article 1er bis, ainsi modifié, adopté (p. 161).

ART. 1er *ter* (coordination avec la politique agricole commune) : *amendement* de suppression *n° 3* de M. Michel Cointat : adopté (p. 162) ; *amendement n° 199* de M. Claude Michel : devenu sans objet (p. 162).

– article 1er *ter*, supprimé (p. 162).

ART. 2 (création du conseil d'orientation de la politique agricole et alimentaire). Inscrit : *M. Soury (André)* (p. 162) ; *amendement n° 201* de M. Claude Michel (tendant à donner au FORMA les compétences du conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 162) ; *amendement n° 259* de M. Maurice Dousset (suppression de la présence des représentants des salariés agricoles au sein des conseils supérieurs d'orientation) : retiré (p. 163) ; *amendement n° 190* de M. Georges Mesmin (présence de représentants d'associations de protection de l'environnement dans le conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 163) ; *amendement n° 202* de M. Claude Michel (compétence de l'administration pour l'élaboration des règles d'organisation du marché) : adopté (p. 163) ; *amendement n° 271* de M. Maurice Dousset (compétence de l'administration pour l'élaboration des règles d'organisation du marché) : retiré (p. 163) ; *amendement n° 250* de M. Loïc Bouvard (rôle uniquement consultatif du conseil supérieur d'orientation) : adopté (p. 164) ; *amendement n° 11* de la commission, n° 177 du Gouvernement et n° 130 de la commission spéciale : devenus sans objet (p. 164) ; *amendement n° 165* de M. André Petit (participation de l'Institut pour la recherche et l'application de l'agriculture biologique à la définition de la politique nationale d'orientation des productions) : retiré (p. 165).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 165).

ART. 2 *bis* (programmes régionaux d'orientation) : *amendement n° 203* de M. Claude Michel (établissement des programmes d'orientation agricole par les établissements publics régionaux) : rejeté (p. 165) : *amendement n° 166* de M. André Petit (réglementation par le conseil des conditions de production, de transformation et de commercialisation des produits de l'agriculture biologique) : rejeté (p. 166).

– article 2 bis adopté (p. 166).

ART. 2 *ter* (affectation des aides de l'Etat) : *amendement* de suppression *n° 204* de M. Claude Michel : rejeté (p. 166) ; *amendement n° 12* de la commission (affectation des aides de l'Etat) ; *sous-amendement n° 172* du gouvernement (caractère progressiste des dispositions de l'article 2 ter) : adopté (p. 167) ; *sous-amendement n° 308* de M. Claude Michel (plafonnement des aides en fonction du revenu brut des exploitations) : rejeté (p. 167) ; *amendement n° 12*, ainsi modifié, adopté (p. 167) ; *amendement n° 245* de M. Charles Revet (progressivité des dispositions de l'article 2 ter, plafonnement des subventions) : retiré (p. 167) ; *amendement n° 135* de M. Bernard Deschamps (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 167) ; *amendements n° 136* de M. André Soury et *n° 137* de M. Alain Léger : devenus sans objet (p. 167) ; *amendement n° 167* de M. André Petit (prise en compte des nouvelles techniques de l'agriculture biologique par la politique du crédit) : rejeté (p. 168).

– *amendement n° 12* devient l'article 2 ter (p. 168).

ART. 2 *quater* (extension des règles des comités économiques agricoles) : *amendement n° 205* de suppression de M. Claude Michel : rejeté (p. 168) ; *amendement n° 178* du gouvernement (amendement de conséquence) : adopté (p. 168) ; *amendement n° 138* de M. René Visse (nécessité d'une majorité de 75 % pour l'extension des règles) : rejeté (p. 169) ; *amendement n° 246* de M. Antoine Lepeltier (intervention des chambres d'agriculture pour l'extension des règles) : rejeté (p. 169) ; *amendement n° 13* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 169) ; *amendement n° 45* de M. Arnaud Lepercq (intervention des membres des chambres d'agriculture pour l'extension des règles) : rejeté (p. 169) ; *amendement n° 14* de la commission (harmonisation des conditions de délai avec celles prévues à l'article 5) : rejeté (p. 169) ; *amendement n° 169* de M. André Petit (non-application des obligations prévues aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 2 quater aux producteurs agro-biologistes : rejeté (p. 170) ; amendement rédactionnel de M. Maurice Cornette : adopté (p. 170).

– article quater, ainsi modifié, adopté (p. 170).

ART. 2 *quinquies* (garanties des créances des producteurs intégrés) : *amendement n° 251* de M. Loïc Bouvard (régime obligatoire de caution ou d'assurance à la charge des industriels et des commerçants) : rejeté (p. 170) ; *amendement n° 5* de M. René de Branche (extension de la notion de contrat d'intégration à toutes les entreprises industrielles ou commerciales quels que soient leurs statuts) : adopté (p. 171) ; *amendement n° 300*

de M. Claude Michel (protection de l'intégré : réservé (p. 172).

– Vote sur l'article 2 quinquies réservé (p. 172).

ART. 3 A (supprimé par le Sénat) (dispositions relatives à la fiscalité agricole : *amendement n° 15* de la commission (mesures en faveur de la floriculture, création d'un comité d'étude de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 174) ; *sous-amendement n° 307* de M. Jean Proriol à l'*amendement n° 15* de la commission (suppression des dispositions fiscales relatives à la floriculture) : adopté (p. 174) ; *amendement n° 4* de M. Michel Cointat (dispositions fiscales relatives aux cultures spécialisées) : devient sans objet (p. 174).

– article 3 A supprimé (p. 174).

ART. 3 (création d'un fonds de promotion des produits agricoles) : *amendement n° 6* de M. Michel Cointat (élargissement des missions du fonds de promotion) : adopté (p. 175) ; *amendement n° 7* de M. Michel Cointat (possibilité d'affecter les sommes du fonds de promotion à des actions portant sur le marché intérieur dans une limite de 20 %) : retiré (p. 175) ; *amendement n° 16* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 175) ; *amendement n° 17* de la commission (suppression de la disposition prévoyant de tenir compte des dépenses déjà consacrées par les organismes professionnels à la promotion des exportations pour la fixation des cotisations) : adopté (p. 175) ; *amendement n° 18* de la commission (de coordination) : adopté (p. 175).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 175).

ART. 4 (modification de la législation relative aux organisations interprofessionnelles). Inscrit : *M. Bayou (Raoul)*, (p. 176) ; *amendement n° 206* de M. Claude Michel (représentativité des groupements pouvant faire l'objet d'une reconnaissance) : rejeté (p. 181) ; *amendement n° 19* de la commission (de coordination) : adopté (p. 181) ; *amendement n° 49* de M. René Feit (règles applicables aux produits spécifiques) : retiré (p. 182) ; *amendement n° 181* de M. Raymond Tourrain (règles applicables aux produits spécifiques) : retiré (p. 182) ; *amendement n° 20* de la commission (relation entre organisations régionales existantes et organisation nationale correspondante) : adopté (p. 182) ; *amendement n° 192* de M. Georges Mesmin (représentativité qualitative) : rejeté (p. 182) ; *amendement n° 120* rectifié de M. Alain Mayoud (relation entre organisations régionales existantes et organisation nationale correspondante) : retiré (p. 183) ; *amendement n° 170* de M. André Petit (filière alimentaire interprofessionnelle distincte pour les agrobiologistes) : rejeté (p. 183) ; *amendement n° 121* de M. Alain Mayoud (intervention de l'instance de conciliation à l'occasion du fonctionnement des interprofessions) : adopté (p. 183) ; *amendement n° 21* de la commission (recours à la conciliation pour l'application de l'accord interprofessionnel) : devenu sans objet (p. 183) ; *amendement n° 260* de M. Maurice Dousset (conditions et délai de la conciliation) : adopté (p. 183) ; *amendement n° 261* de M. Maurice Dousset (obligation de fixer dans les statuts la composition de l'instance d'arbitrage et les conditions et délai de l'arbitrage) : adopté (p. 184) ; *amendement n° 22* de la commission (recours soit à l'arbitrage, soit aux tribunaux de l'ordre judiciaire en cas d'échec de la conciliation) : adopté (p. 184) ; *amendement n° 171* de M. André Petit (agriculture biologique) : rejeté (p. 184).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 184).

ART. 5 (conditions d'extension des accords interprofessionnels) : *amendement n° 23* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 185) ; *amendement n° 24* de la commission (suppression de la référence à un cahier des charges) : adopté (p. 185) ; *amendement n° 25* corrigé de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 185).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 185).

ART. 5 *bis* (cotisations prélevées sur les produits importés) : *amendement n° 207* de M. Claude Michel (extension des cotisations sur produits importés à l'ensemble des produits soumis à cotisations) : rejeté par scrutin public n° 346 (p. 186) ; *amendement n° 179* du gouvernement (cotisation sur les produits importés) : adopté (p. 186) ; *sous-amendement n° 309* de M. Jean-Claude Pasty à l'amendement n° 179 du gouvernement (modalités de recouvrement de la cotisation sur les produits importés) : adopté (p. 186).

– article 5 bis, ainsi modifié, adopté (p. 186).

ART. 6 (sanctions des infractions aux règles des interprofessions) : adopté (p. 186).

Après l'ART. 6 : *amendement n° 26* rectifié de la commission (organisation interprofessionnelle régionale représentative de producteurs de denrées bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) : adopté avec modification (p. 189) ; *sous-amendement n° 301* de M. Jean Briane (mention des labels agricoles) : retiré (p. 189) ; *sous-amendement n° 302* de M. Jean Briane (précisant que l'amendement n° 26 rectifié concerne les organisations professionnelles régionales) : devenu sans objet (p. 189) ; *sous-amendement n° 316* de M. Jacques Boyon (non-application des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle de portée générale aux producteurs

visés par l'*amendement n° 26* rectifié) : adopté (p. 189) ; *sous-amendement n° 299* de M. Gérard César (inapplication de la procédure des labels agricoles aux appellations d'origine) : adopté (p. 189) ; *amendement n° 26* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 189).

ART. 7 (définition d'un nouveau critère d'affiliation à la MSA). Inscrits : *MM. Jouve (Jacques)*, (p. 189) ; *Nucci (Christian*, (p. 190) ; *amendement n° 27* de la commission (de coordination : adopté (p. 190) ; *amendement n° 28* de la commission (de coordination) : rejeté (p. 190) ; *amendement n° 29* de la commission (suppression des dispositions relatives à l'activité agricole en région de montagne) : adopté (p. 190) ; *amendement n° 30* de la commission (suppression du rapport annuel des conseils de mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 191) ; *amendement n° 31* de la commission (conditions des dérogations aux nouveaux seuils d'affiliation pour les personnes déjà affiliées) : adopté (p. 191) ; *amendement n° 32* de la commission (suppression du rapport des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 191) ; *amendement n° 44* de M. Jean-Claude Pasty (suppression de la notion de valeur moyenne des cotisations) : adopté (p. 191) ; *amendement n° 254* de M. Loïc Bouvard (alignement progressif des minima sur la valeur moyenne des cotisations par département ou par région) : devenu sans objet (p. 191) ; *amendement n° 253* de M. Loïc Bouvard (remplacement de la notion de demi SMI par celle de tiers de SMI) : devenu sans objet (p. 191) ; *amendement n° 139* de M. Pierre Girardot (exonération des cotisations à l'AMEXA) : rejeté (p. 192) ; *amendement n° 208* de M. Claude Michel (suppression du ticket modérateur d'ordre public) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du règlement (scrutin public n° 347 (p. 192).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 193).

ART. 7 *bis* (prise en compte des terres incultes dans l'assiette des cotisations aux régimes sociaux) : supprimé par le Sénat ; *amendement n° 33* de la commission (rétablissement de l'article 7 bis) : adopté (p. 193) ; *sous-amendement n° 273* de M. Pierre Girardot (exception en faveur des régions de montagne) : rejeté (p. 193).

– article 7 bis rétabli (p. 193).

ART. 8 (régime transitoire pour les exploitations existantes d'une superficie inférieure à une demi SMI) : adopté (p. 193).

ART. 9 (réforme et revalorisation des retraites agricoles). Inscrits : *MM. Boyon (Jacques)*, (p. 194) ; *Besson (Louis)*, (p. 194, 195) ; *amendement n° 34 CF5de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 195) ; amendement n° 113* du gouvernement (assurance-vieillesse complémentaire) : adopté (p. 196) ; *amendements n° 256* de M. Loïc Bouvard et *n° 35* de la commission : devenus sans objet (p. 196) ; *amendement n° 36* de la commission (rétablissement de la condition de durée d'activité de quinze ans pour l'allocation de vieillesse) : *sous-amendement n° 274* du gouvernement (précision rédactionnelle) : adopté (p. 196) ; *sous-amendement n° 275* du gouvernement (précision rédactionnelle) : adopté (p. 196) ; *amendement n° 36*, ainsi modifié adopté (p. 196) ; *amendement n° 37* de la commission (suppression des dispositions spécifiques aux zones de montagne prévues à l'article 1121-1) : adopté (p. 197) ; *amendement n° 38* de la commission (prise en compte des droits acquis des doubles actifs en matière de retraite forfaitaire) ; *sous-amendement n° 276* du gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 197) ; *amendement n° 38*, ainsi modifié, adopté (p. 197) ; *amendement n° 114* du gouvernement (conditions d'application du paragraphe VIII de l'article 9) : retiré (p. 197) ; *amendement n° 182* de M. Michel Cointat (conditions d'application du paragraphe VIII) : adopté (p. 197).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 197).

ART. 11 (application du droit à la retraite anticipée aux salariés d'exploitation) : adopté (p. 197).

ART. 12 (création de commissions d'hygiène et de sécurité) : adopté (p. 197).

ART. 13 (statut professionnel des conjoints d'exploitants) : réservé (p. 198).

ART. 13 *bis* (exercice séparé d'une activité agricole par chacun des conjoints) : *amendement n° 40* de la commission (suppression de la disposition précisant que les exploitations séparées de deux conjoints ne peuvent bénéficier d'un régime d'aide plus favorable que celui dont bénéficient ceux qui mettent en valeur une seule exploitation similaire) : adopté (p. 198).

– article 13 bis, ainsi modifié, adopté (p. 198).

ART. 14 A (échanges amiables) : *amendement n° 51* de la commission (abrogation du dernier alinéa de l'article 37 du code rural) : adopté (p. 198).

– article 14 A, ainsi modifié, adopté (p. 198).

ART. 14 (mise en place d'un répertoire de la valeur des terres) : *amendement n° 52* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 199) ; *amendement n° 249* de M. Charles Revet (notion de potentialité agronomique) : retiré (p. 199) ; *amendement n° 53* de la commission

(compétence de la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier) : retiré (p. 199) ; *amendement n° 54* rectifié de la commission (prise en considération des données figurant au répertoire de la valeur des terres par le juge pour la détermination de la valeur des terres agricoles) : adopté (p. 200) ; *amendement n° 106* de M. Gérard Braun (utilisation des données du répertoire de la valeur des terres agricoles) : devenu sans objet (p. 200) ; *amendement n° 267* de M. Charles Revet (utilisation des données du répertoire de la valeur des terres agricoles) : devenu sans objet (p. 200) ; *sous-amendement n° 324* du gouvernement à l'*amendement n° 54* rectifié de la commission (maintien de la valeur de rendement comme valeur de référence pour les politiques foncières, sociales et fiscales) : adopté (p. 200) ; *amendements* identiques *n° 55* de la commission et *n° 268* de M. Charles Revet (suppression des alinéas de l'article 14 relatifs à la commission communale) : adoptés (p. 200) ; *amendement n° 210* de M. Claude Michel (prise en compte de la diversité des opinions dans la désignation des douze noms composant la liste de la commission communale) : devenu sans objet (p. 201) ; *amendement n° 56* de la commission (extension des éléments d'information de la commission aux valeurs relevées pour les mutations à titre gratuit) : adopté (p. 201).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 201).

ART. 14 *bis* A (élaboration d'un barème provisoire) : *amendement n° 57* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 201) ; sous-amendement du gouvernement à l'*amendement n° 57* de la commission (suppression du dernier alinéa de l'*amendement n° 57* relatif à l'existence d'un décret en conseil d'Etat) : adopté (p. 201).

– le texte de l'*amendement n° 57*, ainsi modifié, devient l'article 14 bis A (p. 201).

[10 avril 1980] (p. 211).

ART. 13 précédemment réservé. Inscrits : *MM. Soury (André)*, (p. 211) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 212) ; *amendement n° 42* de M. Jean Foyer (statut civil et professionnel des conjoints d'exploitant) : adopté (p. 214) ; *amendement n° 39* de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 214).

– le texte de l'*amendement n° 42* devient l'article 13 (p. 214).

ART. 2 *quinquies* précédemment réservé : *amendement n° 300* rectifié de M. Claude Michel précédemment réservé : à nouveau réservé (p. 215).

ART. 14 *bis* B (droit de préemption des SAFER avec révision de prix) : *amendement n° 132* de M. Michel Cointat (droit de préemption des SAFER sur la nue-propriété) : retiré (p. 215) ; *amendements* identiques *n° 111* corrigé de M. Bertrand de Maigret et *n° 262* corrigé de M. Charles Revet (initiative de la procédure de révision de prix) : rejetés par scrutin public n° 348 (p. 217) ; *amendements* identiques *n° 58* de la commission, *n° 23* de M. Alain Mayoud et *n° 264* de M. Maurice Dousset (suppression de l'expertise contradictoire) : adoptés (p. 218) ; *amendement n° 211* de M. Claude Michel (modification des dispositions relatives à l'expertise) : retiré (p. 218) ; *amendement n° 212* de M. Claude Michel (suppression de la possibilité de retirer le bien de la vente) : rejeté (p. 218) ; *amendement n° 269* de M. Maurice Dousset (saisine du tribunal par la partie la plus diligente, SAFER ou vendeur) : adopté (p. 218) ; *amendement n° 59* de la commission (conséquence du retrait du bien de la vente) : adopté (p. 218) ; *sous-amendement n° 303* de M. Jacques Richomme (rédactionnel) : adopté (p. 218) ; *sous-amendement n° 304* de M. Jacques Richomme (point de départ du délai de trois ans) : adopté (p. 218) ; *amendements n° 124* de M. Alain Mayoud, *n° 156* et *n° 157* de Loïc Bouvard : devenus sans objet (p. 218) ; *amendement n° 213* de M. Claude Michel (inopposabilité de l'article 793 du code rural lorsqu'un vendeur retire son bien de la vente) : réservé (p. 219) et retiré (p. 220) ; *amendement n° 60* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 219) ; *amendement n° 193* de M. Maurice Cornette (répartition d'une erreur matérielle) : adopté (p. 219) ; *amendement n° 61* de la commission (suppression des dispositions relatives aux achats par des indivisaires) : adopté (p. 219) ; *amendement n° 174* de M. Hubert Bassot (inopposabilité du droit du preneur en place à la SAFER en cas de retrait antérieur du bien de la vente) : adopté (p. 220) ; *amendement n° 214* de M. Claude Michel (possibilité pour la SAFER de préempter en cas de succession ou de donation la part de l'exploitation qui excède la superficie prévue par la législation sur les cumuls) : rejeté (p. 220).

– article 14 bis B, ainsi modifié, adopté (p. 220).

ART. 14 *bis* C (extension de compétence de la commission départementale de réorganisation foncière et de remembrement) : *amendement n° 257* de M. Loïc Bouvard (suppression des dispositions relatives à la composition de la commission départementale d'aménagement foncier) : rejeté (p. 221) ; *amendement n° 46* de M. Arnaud Lepercq (place de l'organisation des jeunes agriculteurs dans la composition de la commission départementale) : adopté (p. 221) ; *amendement n° 140* de M. Jacques Jouve (représentation de tous les syndicats agricoles au sein de la commission départementale) : rejeté (p. 221) ; *amendement n° 215*

de M. Claude Michel (participation des présidents de toutes les organisations syndicales agricoles aux délibérations des commissions départementales) : rejeté (p. 222) ; *amendement n° 62* de la commission (composition de la commission départementale d'aménagement foncier) : adopté (p. 222) ; *sous-amendement n° 216* de M. Claude Michel à l'*amendement n° 62* de la commission (présence du président de l'organisation syndicale majoritaire dans le département au sein de la commission départementale) : rejeté (p. 222) ; *amendement n° 47* de M. Arnaud Lepercq (présence du CNJA au sein de la commission) : retiré (p. 222) ; *amendement n° 104* de M. Augustin Chauvet (représentation du CNJA) : adopté (p. 222) ; *amendement n° 115* de M. Jacques Richomme (représentation du CNJA) : satisfait (p. 222) ; *amendement n° 63* de la commission (dénomination des commissions communales) : retiré (p. 222) ; *sous-amendement n° 319* du gouvernement à l'*amendement n° 63* de la commission (composition de la commission communale) : adopté sous la forme d'un *amendement n° 330* (p. 223) ; *amendement n° 317* du gouvernement (institution d'une commission nationale chargée de pallier les carences des commissions départementales de réorganisation foncière) : adopté (p. 223) ; *amendement n° 318* du gouvernement (pouvoir du préfet pour désigner les membres de la commission communale en cas de carence des organismes responsables) : adopté (p. 223).

– article 14 bis C, ainsi modifié, adopté (p. 223).

ART. 14 *bis* (création d'un livre foncier rural) : supprimé par le Sénat ; *amendement n° 64* de la commission (rétablissement de l'article 14 bis supprimé par le Sénat) : adopté (p. 224) ; *amendement n° 133* de M. Michel Cointat (rétablissement de l'article 14 bis supprimé par le Sénat) : adopté (p. 224).

– article 14 bis rétabli (p. 224).

ART. 15 (mesures de dissuasion à l'encontre de l'acquisition de terre à un prix aberrant par rapport à la valeur vénale moyenne). Inscrit : *M. Dutard (Lucien)*, (p. 224) ; *amendements* identiques *n° 65* de la commission et *n° 258* de M. Loïc Bouvard (impossibilité d'accorder des prêts bonifiés pour les acquisitions de terres agricoles dont les prix auraient dépassés la valeur moyenne constatée dans le répertoire) : adoptés par scrutin public n° 349 (p. 225).

– ce texte devient l'article 15.

ART. 17 (partage sous condition que soit constitué un GFA). Inscrits : *MM. Jouve (Jacques)*, (p. 225) ; *Briane (Jean)*, (p. 226) ; *amendement n° 66* de la commission (partage sous condition de constitution d'un GFA) : adopté (p. 227).

– ce texte devient l'article 17 (p. 227).

ART 17 *bis* (attribution préférentielle ou gratifiée) : *amendement n° 67* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 227) ; *amendement n° 217* de M. Claude Michel (attribution d'un droit préférentiel aux pluri-actifs) : retiré (p. 228).

– le texte de l'*amendement n° 67* devient l'article 17 bis (p. 228).

ART. 17 *ter* (attribution préférentielle de biens exploités sous forme sociale) : adopté (p. 228).

ART. 18 (attribution préférentielle en jouissance) : *amendement n° 68* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 228) ; *amendement n° 69* de la commission (possibilité de baux à métayage : adopté (p. 229) ; *amendement n° 116* de M. Jacques Richomme : non soutenu (p. 229) ; *amendement n° 70* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 229).

– article 18, ainsi modifié, adopté (p. 229).

ART. 19 (modification de l'article 832 du code civil, attribution préférentielle en propriété) : *amendement n° 71* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 229).

– article 19, ainsi modifié, adopté (p. 229).

ART. 19 *bis* (partage différé) : *amendement n° 72* de la commission (suppression de l'article 19 bis) : adopté (p. 229) ; *amendements n° 125* de M. Alain Mayoud et *n° 218* de M. Claude Michel : devenus sans objet (p. 229).

– article 19 bis supprimé (p. 229).

ART. 20 (attribution préférentielle de droit des exploitations agricoles) : *amendement n° 73* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 230) ; *amendements* identiques *n° 74* de la commission et *n° 117* de M. Jacques Richomme (délai de cinq ans pour le paiement des soultes) : adoptés (p. 230) ; *amendements* identiques *n° 112* de M. Bertrand de Maigret et *n° 126* de M. Alain Mayoud (maintien de l'application à l'agriculture de l'article 833-1 du code civil) : retirés (p. 230).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 230).

ART. 21 (base nouvelle de calcul du salaire différé) : *amendement n° 48* rectifié de M. Jacques Boyon (date de référence pour l'application de la valeur du salaire minimum servant de référence à l'établissement du salaire différé) : adopté (p. 230).

– article 21, ainsi modifié, adopté (p. 230).

ART. 21 *bis* (participation de personnes morales aux GFA). Inscrit : *M. Cellard (André)* (p. 231) ; *amendements* identiques *n° 141* de M. André Soury et *n° 195* de M. Alain

Mayoud (suppression de l'article 21 bis), rejetés au scrutin public n° 350 (p. 234) ; *amendement n° 50* rectifié de M. Jean-Marie Caro, non soutenu (p. 234) ; *amendement n° 310* de M. Jean Briane (possibilité de limiter à 50 % du capital la participation des personnes morales), rejeté au scrutin public n° 351 (p. 235) ; *amendement n° 175* de M. Hubert Bassot (diversification géographique des investissements des SCPI), retiré (p. 235) ; *amendement n° 219* de M. Claude Michel (obligation pour les GFA constitués par participation de SCPI de donner à bail pour 25 ans minimum), retiré (p. 235) ; *amendement n° 172*, deuxième rectification, de M. Jean-Paul Fusch (constitution de groupements fonciers agricoles soumise à agrément départemental), rejeté (p. 236) ; *amendement n° 263* de M. Jean Briane (suppression de la possibilité d'expertise), retiré (p. 236).

– article 21 bis adopté (p. 236).

ART. 21 *quater* (groupements agricoles d'exploitation en commun) : adopté (p. 237).

ART. 21 *sexies* (GAEC) : adopté (p. 237).

ART. 22 B (objectifs généraux du contrôle des structures) : *amendement n° 75* de la commission (rédactionnel), adopté (p. 237) ; *amendement n° 144* de M. Pierre Girardot (revenu extra-agricole), rejeté (p. 237) ; *amendement n° 220* de M. Claude Michel (référence aux revenus des exploitants), rejeté (p. 237) ; *amendement n° 76* de la commission (rôle du schéma directeur des structures agricoles), adopté (p. 238) ; *sous-amendement n° 277* de M. Louis Besson (participation du Conseil général aux travaux de la commission départementale des structures agricoles), rejeté (p. 238) ; *amendement n° 278* du gouvernement (intervention du ministre en cas de carence des commissions départementales), reporté à l'article 22 L (p. 238) ; *amendement n° 77* de la commission (suppression du paragraphe III du texte proposé pour l'article 81-1 du code rural), adopté (p. 238) ; *amendement n° 107* de M. Gérard Braun (obligation pour la MSA d'informer la commission départementale des cumuls de tout changement d'exploitant du sol agricole), rejeté (p. 238).

– article 22 B, ainsi modifié, adopté (p. 238).

ART. 22 C (champs d'application de l'autorisation d'exploiter). Inscrit : *M. Chaminade (Jacques)* (p. 239) ; *amendement n° 221* de M. Claude Michel (extension du contrôle total), rejeté (p. 242) ; *amendement n° 78* de la commission (nouvelle rédaction de l'article 22 C) ; *sous-amendement n° 149* de M. André Soury (diminution de la base supérieure de la fourchette en-dessous de laquelle il y a autorisation préalable), rejeté (p. 243) ; *sous-amendement n° 313* de M. Maurice Dousset (régime d'autorisation pour les opérations concernant les époux), rejeté (p. 243) ; *sous-amendement n° 334* de M. Claude Michel (protection du preneur en cas d'exercice du droit de reprise par plusieurs bailleurs), rejeté (p. 243) ; *sous-amendement n° 311* de M. Maurice Dousset (régime de l'autorisation pour les agrandissements d'exploitation par addition de parcelles éloignées), adopté (p. 244) ; *sous-amendement n° 312* de M. Claude Michel (régime de l'autorisation pour les agrandissements d'exploitation par addition de parcelles), devenu sans objet (p. 244) ; *sous-amendement n° 131* de M. Arnaud Lepercq (zones ayant fait l'objet d'une opération de remembrement), retiré (p. 244) ; *sous-amendement n° 226* de M. Claude Michel (limitation des autorisations d'exploiter de droit en cas de succession), rejeté (p. 256) ; *sous-amendement n° 226* de M. Maurice Dousset (suppression de l'exception à l'autorisation de droit pour les terres occupées), rejeté (p. 256) ; *sous-amendement n° 320* de M. Maurice Dousset (limitation des cumuls en cas de succession), adopté (p. 256) ; *sous-amendement n° 296* de M. Antoine Lepeltier (règles applicables à l'exploitation familiale dans le cas d'une cession père-fils faite par palier), devient sans objet (p. 256) ; *sous-amendement n° 145* de M. André Soury (limitation du champ d'application de l'autorisation de droit pour les agrandissements par succession), devenu sans objet (p. 256) ; *sous-amendement n° 146* de M. Bernard Deschamps (limite des revenus supérieure à 4 160 fois le montant horaire du SMIC), adopté) (p. 256) ; *sous-amendement n° 147* de M. François Leizour (suppression de l'autorisation de droit à des demandeurs non professionnels), rejeté au scrutin public n° 352 (p. 257) ; *sous-amendements n° 314* et *315* de M. Maurice Dousset, devenus sans objet (p. 257) ; *sous-amendement n° 180* du Gouvernement (suppression de l'obligation de déclaration préalable dans tous les cas qui ne relèvent pas de la politique des structures), adopté (p. 257) ; *sous-amendement n° 332* du Gouvernement (prise en compte des productions hors-sol dans la législation sur les cumuls), adopté (p. 257) ; *sous-amendements n° 148* de M. Marceau Gauthier et *n° 185* de M. Jean-Claude Pasty, devenus sans objet (p. 257) ; *sous-amendement n° 333* du Gouvernement (prise en compte des ateliers de productions hors-sol pour le calcul des superficies visées à l'article 22 C), adopté (p. 257) ; modification rédactionnelle proposée par le rapporteur à l'*amendement n° 78*, adoptée ; *amendement n° 78*, ainsi modifié, adopté (p. 257) ; *amendements n° 127* de M. Alain Mayoud, *n° 222* de M. Claude Michel, *n° 108* de M. Gérard

Braun, *n^os 223, 224, 225* de M. Claude Michel, *n° 109* de M. Gérard Braun, *n^os 158, 279, 282, 283, 280, 281, 284* de M. Loïc Bouvard, devenus sans objet (p. 257).

– article 22 C, ainsi modifié, adopté (p. 257).

ART. 2 *quinquies* (précédemment réservé) : réservé jusqu'après l'article 28 bis (p. 258).

ART. 22 D (composition et compétences des commissions des structures) : *amendement n° 79* de la commission (harmonisation/ consultation de la commission nationale des structures sur les recours hiérarchiques adressés au ministre de l'Agriculture), adopté (p. 258) ; *amendement n° 287* de M. Maurice Dousset (rôle de la commission nationale en matière de recours hiérarchiques), retiré (p. 258) ; *amendement n° 80* de la commission (consultation de la commission nationale des structures en cas de recours hiérarchiques), adopté (p. 258).

– article 22 D, ainsi modifié, adopté (p. 258).

ART. 22 E (définition des SMI) : *amendement n° 81* de la commission (harmonisation), adopté (p. 258) ; *amendement n° 227* de M. Claude Michel (plafond pour la SMI), rejeté (p. 259) ; *amendement n° 228* de M. Claude Michel (harmonisation des surfaces minimum d'installation), rejeté (p. 259) ; *amendements* identiques *n° 150* de M. Alain Léger, *n° 187* de M. Jean-Claude Pasty et *n° 229* de M. Claude Michel (prise en compte des productions hors-sol dans l'application de l'article 188-2 du code rural), adoptés (p. 259) ; *amendement n° 289* de M. Loïc Bouvard (de coordination), devenu sans objet (p. 259).

– article 22 E, ainsi modifié, adopté (p. 259).

ART. 22 F (procédure d'examen des demandes d'autorisation d'exploiter) : *amendement n° 82* de la commission (allègement de la procédure), adopté (p. 260) ; *amendement n° 305* du Gouvernement (allègement de la procédure), devenu sans objet (p. 260) ; *amendement n° 251* de M. Marcel Rigout (prise en considération de la situation personnelle et de la capacité professionnelle pour le demandeur et le preneur en place), rejeté (p. 260) ; *amendement n° 83* de la commission (prise en compte de la situation personnelle du preneur en place), adopté (p. 260) ; *amendement n° 288* rectifié de M. Maurice Dousset (durée de l'autorisation d'exploiter si le fond est loué), adopté (p. 261).

– article 22 F, ainsi modifié, adopté (p. 261).

ART. 22 G (validité du bail subordonnée au respect des règles du contrôle des structures) : *amendement n° 84* de la commission (nullité du bail lorsque le preneur n'a pas d'autorisation d'exploiter), adopté (p. 261) ; *amendement n° 128* de M. Alain Mayoud (suppression de la possibilité pour les SAFER de faire sanctionner l'absence d'autorisation de cumul par la nullité du bail), devient sans objet (p. 261).

– article 22 G, ainsi modifié, adopté (p. 261.

ART. 22 H (désignation par le tribunal paritaire d'un nouvel exploitant) : *amendement n° 176* de M. Hubert Bassot (possibilité de mise en demeure par le préfet en cas d'absence de demande d'autorisation par un agriculteur), adopté (p. 262) ; *amendement n° 85* de la commission (désignation d'un nouvel exploitant par le tribunal paritaire des baux ruraux), adopté (p. 262).

– article 22 H, ainsi modifié, adopté (p. 262).

ART. 22 I (sanctions économiques du refus d'exploiter), adopté (p. 262).

ART. 22 J (sanctions pénales du contrôle des structures agricoles) : *amendement n° 86* rectifié de la commission (harmonisation), adopté (p. 262) ; *amendement n° 87* de la commission (harmonisation), adopté (p. 263).

– article 22 J, ainsi modifié, adopté (p. 263).

ART. 22 K (prescription des infractions au contrôle des structures), adopté (p. 263).

ART. 22 L (mise en œuvre du contrôle des structures) : *amendement n° 88* de la commission (suppression du premier alinéa de l'article 22 L), retiré (p. 263) ; *amendement n° 278* rectifié du Gouvernement (pouvoir du ministre en cas de vide juridique dans les départements), adopté (p. 263).

– article 22 L, ainsi modifié, adopté (p. 263).

ART. 26 *bis* (définition du champ d'application du statut du fermage) : *amendement n° 89* de la commission (exception à l'application du statut du fermage), retiré (p. 263) ; *amendement n° 306* du Gouvernement (suppression de l'exception à l'application du statut du fermage pour les mises à disposition à titre gratuit), adopté (p. 263)) ; *amendement n° 105* de M. Jean-Louis Goasduff, devient sans objet (p. 263) ; *amendements* identiques *n° 90* de la commission et *n° 230* de M. Claude Michel (dispositions applicables aux ventes d'herbes), adoptés (p. 264)) ; *amendement n° 91* de la commission (suppression des dispositions relatives à l'entretien des parcs et jardins d'agrément), adopté (p. 264).

– article 26 bis, ainsi modifié, adopté (p. 264).

ART. 26 *ter A* (modification de l'article 809 du code rural), adopté (p. 264).

ART. 26 *ter* (institution de baux d'un an renouvelables applicables aux terres destinées à être exploitées ultérieurement par un descendant du bailleur), adopté (p. 264).

ART. 26 *quater* (aménagement du droit de reprise au profit d'un preneur âgé), adopté (p. 264).

ART. 26 *quinquies* (aménagement du droit de reprise au profit d'une personne soumise aux obligations du service national) : *amendement n° 92* de la commission (suppression du caractère obligatoire des dispositions du paragraphe IV), adopté (p. 265).

– article 26 quinquies, ainsi modifié, adopté (p. 265).

ART. 26 *sexies* A (transformation d'un bail ordinaire en bail à long terme) : *amendements* identiques *n° 93* de la commission et *n° 152* de M. Simon Goldberg (suppression de l'article 26 sexies A), adopté (p. 265) ; *amendements n° 159* de M. Loïc Bouvard et *n° 290* de M. Maurice Dousset, deviennent sans objet (p. 265).

– article 26 sexies A, supprimé (p. 265).

ART. 26 *sexies* B (baux à domaine congéable) : *amendement n° 94* de la commission (rédactionnel), adopté (p. 265).

– article 26 sexies B, ainsi modifié, adopté (p. 265).

ART. 26 *sexies* (institution des baux de carrière). Inscrit : *M. Hunault* (Xavier) (p. 266), *M. Cellard (André)* (p. 266) ; *amendement n° 95* de la commission (statut des baux de carrière) ; *sous-amendement n° 325* de M. Jacques Jouve (application des méthodes retenues pour le calcul du prix des baux à long terme aux baux de carrière), rejeté (p. 269) ; *sous-amendement n° 326* de M. Jacques Jouve (suppression des dispositions permettant d'échapper au statut des baux à long terme), rejeté au scrutin public n° 353 (p. 272) ; *sous-amendement n° 232* de M. Claude Michel (caractère incessible et non renouvelable du bail de carrière), rejeté (p. 269) ; *sous-amendement n° 292* de M. Maurice Dousset (continuation du bail de carrière en faveur du conjoint survivant ou des héritiers en cas d'invalidité permanente totale ou de force majeure), adopté (p. 270) ; *sous-amendement n° 233* de M. Claude Michel (continuation du bail de carrière en faveur du conjoint survivant ou des héritiers, en cas d'invalidité permanente totale), devenu sans objet (p. 270) ; *sous-amendement n° 234* de M. Claude Michel (point de départ de la majoration du prix du bail de carrière), rejeté (p. 272) ; *sous-amendement n° 236* de M. Claude Michel (point de départ de la majoration du bail de carrière), rejeté (p. 272) ; *sous-amendement n° 293* de M. Maurice Dousset (système de fermage progressif), adopté (p. 272) ; *sous-amendement n° 328* du Gouvernement (majoration de 1 % du prix du bail sur les bases du bail normal de neuf ans), devenu sans objet (p. 272) ; *sous-amendement n° 331* de M. Daniel Goulet (obligation de différencier le prix des baux de carrière par rapport à celui des baux à long terme), devenu sans objet (p. 272) ; *amendement n° 95* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 272) ; *amendement n° 231* de M. Claude Michel (statut des baux de carrière), devenu sans objet (p. 272) ; *amendements n° 153* de M. Marcel Rigout, *n° 110* de M. Gérard Braun, *n° 154* de M. Marcel Rigout, *n° 118* de M. Claude Biwer, *n° 291* de M. Charles Fèvre et *n° 129* de M. Xavier Hunault, devenus sans objet (p. 272).

– le texte de l'*amendement n° 95* de la commission devient l'article 26 sexies (p. 272).

– *amendement n° 129* de M. Xavier Hunault (non application au bail de carrière des dispositions de l'article 795 du code rural), rejeté (p. 273).

ART. 26 *septies* (droit de préemption des SAFER sur les bâtiments) : *amendement n° 96* rectifié de la commission (exception au droit de préemption), adopté (p. 274).

– article 26 septies, ainsi modifié, adopté (p. 274).

ART. 26 *octies* A (représentation des conseils généraux dans le conseil d'administration des SAFER) : *amendement n° 298* de M. Gérard César (possibilité pour une SAFER qui acquiert une propriété agricole d'en rétrocéder une partie à une collectivité pour des aménagements d'intérêt public), adopté (p. 274).

– article 26 octies A, ainsi modifié, adopté (p. 274).

ART. 26 *octies* (droit de répétition de la bonification d'intérêts en cas de revente du fonds pour l'acquisition duquel le prêt bonifié a été consenti), adopté (p. 274).

ART. 26 *nonies* (droit de préemption du preneur en place) : *amendement n° 97* de la commission (simplification administrative), adopté (p. 274).

– article 26 nonies, ainsi modifié, adopté (p. 274).

ART. 28 (réforme des règles d'attribution de l'indemnité viagère de départ). Inscrit : *M. Gauthier (Marceau)* (p. 275), article 28 adopté (p. 275).

ART. 2 *quinquies* (précédemment réservé) : *amendement n° 300* rectifié de M. Claude Michel précédemment réservé (protection de l'intégré), rejeté au scrutin public n° 354 (p. 277) ; *amendement n° 324* du Gouvernement (obligations réciproques des parties au contrat d'intégration), retiré (p. 277).

– article 2 quinquies, ainsi modifié, rejeté (p. 277).

Avant l'ART. 29, Titre IV (aménagement rural) : *amendement n° 237* de M. Christian Nucci (intitulé du titre IV : aménagement de l'espace rural), rejeté (p. 278).

– intitulé du titre IV maintenu dans la rédaction du Sénat (p. 278).

ART. 29 (publication d'une directive nationale d'aménagement rural dont les modalités seront fixées par voie réglementaire). Inscrit : *M. Cot (Jean-Pierre)* (p. 278) ; *amendement n° 98* de la commission (objectifs de l'aménagement rural) ; *sous-amendement n° 335* de M. Claude Michel (caractère obligatoire du zonage réservé à l'activité agricole), rejeté (p. 279) ; *sous-amendement n° 336* de M. Claude Michel (notion de loi d'orientation), rejeté (p. 280) ; *sous-amendement n° 337* de M. Christian Nucci (politique globale d'aménagement de l'espace agricole), rejeté (p. 280) ; *amendement n° 98* de la commission, adopté (p. 280) ; *amendements n° 238, n° 239* de M. Claude Michel et *N° 240* de M. Christian Nucci, deviennent sans objet (p. 280).

– le texte de l'*amendement n° 98* devient l'article 29 (p. 280)

Après l'ART. 29 : *amendement n° 99* de la commission (élaboration de la carte départementale des terres agricoles) ; *sous-amendement n° 321* du Gouvernement (carrières), adopté (p. 281) ; *sous-amendement n° 329* du Gouvernement (objectifs de la procédure), adopté (p. 281) ; *sous-amendement n° 322* du Gouvernement (carrières), adopté (p. 281) ; *amendement n° 99* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 281) ; *amendement n° 102* de la commission (collaboration des différents services de l'Etat avec les directions départementales de l'agriculture lors de l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme), adopté (p. 281).

ART. 29 *ter* (nuisances causées par une exploitation agricole dont l'activité est antérieure à la construction d'habitations : absence de droit à indemnisation) : *amendement n° 294* de M. Loïc Bouvard (renforcement de la protection de l'activité agricole), retiré (p. 282) ; *amendement n° 100* de la commission (réparation des nuisances agricoles), adopté (p. 282) ; *amendement n° 101* de la commission (respect des dispositions d'ordre public), adopté (p. 283) ; *amendement n° 188* de M. Jacques Boyon (protection de l'activité agricole), adopté (p. 283).

– article 29 ter, ainsi modifié, adopté (p. 283).

ART. 30 *bis* (institution d'une procédure de remembrement-aménagement) : *amendement n° 241* de M. Claude Michel (objectif de la politique de remembrement-aménagement), rejeté (p. 283) ; *amendement n° 103* de la commission (prélèvement opéré à l'occasion d'une opération de remembrement-aménagement), rejeté (p. 284) ; *amendement n° 242* de M. Claude Michel (obligation pour le conseil municipal de consulter la commission des structures pour les opérations de remembrement-aménagement), rejeté (p. 284).

– article 30 bis adopté (p. 284).

ART. 30 *ter* (réalisation d'ouvrages publics : prolongation du délai pendant lequel les SAFER peuvent conserver les biens acquis), adopté (p. 284).

ART. 31 (exploitation déséquilibrée après expropriation au profit d'un grand ouvrage : priorité de réinstallation sur les terrains préemptés par la SAFER), adopté (p. 284).

ART. 31 *bis* (opérations groupées d'aménagement foncier, modification du code de l'expropriation), adopté (p. 284).

ART. 31 *ter* A (moyens financiers nécessaires à l'application de la loi d'orientation) : *amendement n° 243* de M. Claude Michel (prise en compte des disparités entre les régions dans la répartition des crédits), rejeté (p. 285).

– article 31 ter A, adopté (p. 285).

ART. 31 *ter* (rapport triennal d'exécution de la loi d'orientation agricole). Inscrit : *M. Nucci (Christian)* (p. 285), article 31 ter adopté (p. 285).

ART. 33 (application dans les DOM-TOM). Inscrit : *M. Franceschi (Joseph) (p. 285).*

– article 33 adopté (p. 286).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI (p. 286).

ART. 6 *bis* : *amendement n° 1* de la commission (organismes à caractère interprofessionnel représentatifs de produits de qualité dans les zones délimitées), adopté (p. 286).

– article 6 bis, ainsi modifié, adopté (p. 286).

ART. 22 C : *amendement n° 2* de la commission (critères cumulatifs applicables aux pluri-actifs : superficie et revenus), adopté (p. 288).

– article 22 C, ainsi modifié, adopté (p. 288).

ART. 26 *bis : amendement n° 3* de M. Rémy Montagne (non application du statut du fermage aux terrains situés à proximité de la résidence principale ou secondaire du bailleur et en constituant l'accessoire), adopté (p. 289).

– article 26 bis, ainsi complété, adopté (p. 289).

EXPLICATIONS DE VOTE [10 avril 1980].

Anti-parlementarisme : *Cellard (André)* (p. 289).
Concentration des terres : *Cellard (André)* (p. 289).
Droit de propriété : *Cellard (André)*, (p. 289).
Endettement des agriculteurs : *Soury (André)*, (p. 290).
Exode rural : *Cellard (André)*, (p. 289).
Industries agro-alimentaires : *Cellard (André)*, (p. 289).
Moyens financiers d'application de la loi : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 291).
Politique européenne : *Soury (André)*, (p. 290) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 291).
Prix agricoles : *Soury (André)*, (p. 290).
Volet économique : *Cellard (André)*, (p. 289).
Vote favorable de l'UDF : *Dousset (Maurice)*, (p. 290).
ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 291).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [4 juin 1980] (p. 1554).

Agro-alimentaire : *Chaminade (Jacques)*, (p. 1558).
Aménagement rural : *Cornette (Maurice)*, (p. 1557).
Baux de carrière : *Cornette (Maurice)*, (p. 1557).
Conseil supérieur d'orientation agricole : *Cornette (Maurice)*, (p. 1556).
Contrôle des structures : *Cornette (Maurice)*, (p. 1556) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 1558).
Décrets d'application : *Dousset (Maurice)*, (p. 1559).
Droit de préemption des SAFER : *Cornette (Maurice)*, (p. 1556).
Fermage : *Cornette (Maurice)*, (p. 1556) ; *Cellard (André)*, (p. 1559).
Financement de la loi d'orientation : *Cellard (André)*, (p. 1560).
Fiscalité : *Chaminade (Jacques)*, (p. 1558).
Interprofessions : *Cornette (Maurice)*, (p. 1556) ; *Cellard (André)*, (p. 1559) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 1560).
Investissements : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 1557).
Nuisances causées par les agriculteurs : *Boyon (Jacques)*, (p. 1560).
Politique agricole commune : *Chaminade (Jacques)*, (p. 1557).
Prix agricoles : *Chaminade (Jacques)*, (p. 1558) ; *Cellard (André)*, (p. 1559).
Retraite vieillesse : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 1557).
Revenu des agriculteurs : *Cornette (Maurice)*, (p. 1557) ; *Cellard (André)*, (p. 1560).
Statut des conjoints d'exploitant : *Cornette (Maurice)*, (p. 1556) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 1558) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 1556).
Tabac (culture du) : *Chaminade (Jacques)*, (p. 1558).
Travaux de la CMP : *Cornette (Maurice)*, (p. 1555) ; *Cellard (André)*, (p. 1554).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1561).

Titre 1er A (orientation de la politique agricole)
Article 1er *bis*
Article 1er *ter*

Titre 1er (dispositions économiques)
Article 2
Article 2 *ter*
Article 2 *quater*
Article 2 *quinquies*
Article 3
Article 4
Article 5
Article 5 *bis*
Article 6 *bis*

Titre 2 (dispositions sociales)
Article 7
Article 9
Article 13
Article 13 *bis*

Titre 3 (dispositions foncières)
Article 14 *bis* B
Article 14 *bis* C
Article 14 *bis*
Article 15
Article 17
Article 18
Article 19 *bis*
Article 20
Article 21 *quinquies*
Article 22 B
Article 22 C
Article 22 D
Article 22 F
Article 22 G
Article 22 H
Article 22 J
Article 22 K
Article 26 *bis*
Article 26 *sexies*
Article 26 septies

Titre 4 (aménagement rural)
Article 29
Article 29 *bis* A
Article 29 *ter*

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire par scrutin public n° 410 (p. 1569).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – A.N. 1. – A.N. 2).
Loi, article **2** : Art. 1er *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : Art. 1er *ter* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : Art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : Art. 2 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **6** : Art. 2 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – C.M.P.).
Loi, article **7** : Art. 2 *quater* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : Art. 2 *quinquies* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. – C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : Art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : Art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : Art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : Art. 5 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : Art. 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **14** : Art. 6 *bis* (A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **15** : Art. 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **16** : Art. 7 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **17** : Art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **18** : Art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **19** : Art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **20** : Art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **21** : Art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **22** : Art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **23** : Art. 13 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **24** : Art. 14 A (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **25** : Art. 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **26** : Art. 14 *bis* A (S. 1. – A.N. 2. – S.2).
Loi, article **27** : Art. 14 *bis* B (S. 1. – A.N. 2. – S.2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **28** : Art. 14 *bis* C (S. 1. – A.N. 2. – S.2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **29** : Art. 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **30** : Art. 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **31** : Art. 17 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **32** : Art. 17 *ter* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **33** : Art. 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **34** : Art. 18 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **35** : Art. 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **36** : Art. 19 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **37** : Art. 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **38** : Art. 21 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **39** : Art. 21 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **40** : Art. 21 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **41** : Art. 21 *quater* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **42** : Art. 21 *quinquies* A (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **43** : Art. 21 *quinquies* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **44** : Art. 21 *sexies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **45** : Art. 22 A (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **46** : Art. 22 B (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **47** : Art. 22 C (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **48** : Art. 22 D (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **49** : Art. 22 E (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **50** : Art. 22 F (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **51** : Art. 22 G (A.N. 1 – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **52** : Art. 22 H (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **53** : Art. 22 I (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **54** : Art. 22 J (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **55** : Art. 22 K (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **56** : Art. 22 L (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **57** : Art. 26 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **58** : Art. 26 *ter* A (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **59** : Art. 26 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **60** : Art. 26 *quater* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **61** : Art. 26 *quinquies* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **62** : Art. 26 *sexies* A (S. 1. – A.N. 2. – S.2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **63** : Art. 26 *sexies* B (S. 1. – A.N. 2. – S.2).
Loi, article **64** : Art. 26 *sexies* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **65** : Art. 26 *septies* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **66** : Art. 26 *octies* A (S. 1. – A.N. 2. – S.2).
Loi, article **67** : Art. 26 *octies* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **68** : Art. 26 *nonies* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **69** : Art. 27 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **70** : Art. 28 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **71** : Art. 28 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **72** : Art. 29 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **73** : Art. 29 *bis* (A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **74** : Art. 29 *bis* B (A.N. 2. – S.2).
Loi, article **75** : Art. 29 *ter* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **76** : Art. 30 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **77** : Art. 30 *ter* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **78** : Art. 31 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **79** : Art. 31 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **80** : Art. 31 *ter* A (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **81** : Art. 31 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **82** : Art. 32 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **83** : Art. 33 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1957** TENDANT A MODIFIER ET A ADAPTER L'ARTICLE 5 DU CODE RURAL TEL QU'IL RESULTE DE LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE N° 80-502 DU 4 JUILLET 1980, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Rapporteur : M. Emile Bizet [23 octobre 1980).

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 2004** RELATIVE AU TRAVAIL OCCASIONNEL EN AGRICULTURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Antoine Gissinger. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [4 décembre 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 2227** D'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. André Petit. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

7. – PROPOSITION DE LOI CADRE **n° 2239** SUR L'AGRICULTURE DE LA FAÇADE MEDITERRANEENNE ET DE SON ARRIERE-PAYS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par M. Pierre Guidoni et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE). 2, 3, 7 et 9 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 3, 7, 8 et 10 ; ELEVAGE. 1 ; ENGRAIS ET AMENDEMENTS. 1 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1 ; FRUITS ET LEGUMES. 1 ; IMPOTS LOCAUX. 2, (Après l'article 4) ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer – Taxes parafiscales ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer. – Territoires d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) – (Première partie), article 8. – (Deuxième partie), article 43 – Agriculture, BAPSA – Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires. – Départements et territoires d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 (Article 10), 6 ; MONTAGNE. 1 ; MOTION DE CENSURE. 2 ; NOUVELLE-CALEDONIE. 8 ; PLAN. 2,

3 ; POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. 1, 2 ; PRODUITS AGRICOLES. 1, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 52, 156, 214, 234, 297, 696, 729, 737, 796, 988 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 35, 152, 283, 486 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2 ; VINS. 1.

– **Aide à l'investissement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 3.

– **Corse.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 539.

– **Dégradation du revenu agricole.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 960 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 506.

– **Ministère.** *Voir* ELEVAGE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 6.

– **Pommes de terre.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 256.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Voir AGRICULTURE. 3.

AGRICULTURE DE MONTAGNE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 8. – (Deuxième partie), Agriculture, BAPSA – Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 151 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 486.

AGRICULTURE DE TRANSFORMATION

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

AGRO-ALIMENTAIRE (industrie)

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 Discussion générale. – (Deuxième partie), Agriculture, BAPSA – Commerce extérieur.

AIDE A DOMICILE

Voir VIEILLESSE. 1.

AIDE A LA PIERRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

AIDE A LA PRESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 348.

AIDE A LA TIERCE PERSONNE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE. 7.

AIDE AU DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Coopération.

AIDE AU LOGEMENT

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 43.

AIDE AU MOUT CONCENTRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

AIDE AU RETOUR

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation. – Formation profes-

sionnelle : LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Travail et participation : TRAVAILLEURS ETRANGERS. 2.

AIDE AU TROUPEAU ALLAITANT

Voir AGRICULTURE. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 400.

AIDE AUX ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés. après l'article 73.

AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale).

AIDE AUX TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI CREANT UNE ENTREPRISE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Industrie.

AIDE COMPENSATRICE

Voir COMMERCE. 2.

AIDE DE L'ETAT AUX ENTREPRISES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 303.

AIDE DIRECTE AU REVENU AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

AIDE ECONOMIQUE, CULTURELLE ET SOCIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième lecture). Coopération.

AIDE EXCEPTIONNELLE DE L'ETAT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 434.

AIDE FAMILIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

AIDE FISCALE A L'INVESTISSEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 Discussion générale (deuxième partie). Comptes spéciaux du trésor. industrie.

AIDE JUDICIAIRE

Voir AIDE JURIDIQUE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Justice ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Justice ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Article 46. Justice.

AIDE JURIDIQUE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1611** TENDANT A ASSURER. POUR TOUS LES FRANÇAIS ET FRANÇAISES. L'EGALITE D'ACCES AU DROIT ET A LA JUSTICE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles. de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Raymond Forni [30 avril 1980].

AIDE MEDICALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale.

AIDE MENAGERE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Travail et santé. I. – Section commune. – III. – Santé et famille. (p. 6862) ; LOIS DE FINANCES.

10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 245, 489, 535, 552 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 73, 342, 409 ; SECURITE SOCIALE (financement), 2.

– **Rémunération.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 218.

AIDE MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Coopération.

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT (A.P.L.)

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 5 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 19, 28 ; LOGEMENT. 3 ; LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer. – Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 680, 752, 1002 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 163, 272.

AIDE PUBLIQUE AU CHOMAGE

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Voir PLAN. 3

AIDE SOCIALE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 497** TENDANT A SUPPRIMER LA MISE EN JEU DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE A L'OCCASION DE L'ATTRIBUTION D'ALLOCATIONS D'AIDE SOCIALE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Jacques-Antoine Gau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Besson [12 octobre 1978]. – Rapport **n° 1066** [16 mai 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1256** TENDANT A LA SUPPRESSION DES RECUPERATIONS PREVUES EN MATIERE D'AIDE SOCIALE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par MM. Louis Besson, Jacques-Antoine Gau et Michel Rocard. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Besson [4 octobre 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Jacques-Antoine Gau [20 novembre 1980].

Voir AVORTEMENT. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3 ; ENSEIGNEMENT. 1 ; FAMILLE. 11 ; HANDICAPES. 2 ; LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Agriculture, BAPSA. – Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3. – Paris, 2.

AIDE SOCIALE (situation financière)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 331, 409 ; SECURITE SOCIALE. 14, 17.

AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

Voir CHOMAGE. I ; ENFANTS. I, 2, 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale.

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES AGEES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité Sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale.

AIDE SPECIALE COMPENSATRICE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 44. – Commerce et artisanat.

AIDE SPECIALE (aux commerçants et artisants)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 328.

AIDE SPECIALE RURALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

AIDES A LA LOCALISATION D'ACTIVITES CREATRICES D'EMPLOIS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire.

AIDES A L'EXPORTATION (lourdeur des procédures)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

AIDES A L'INDUSTRIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés. – Industrie. – Comptes spéciaux du Trésor.

AIDES A L'INVESTISSEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 3.

AIDES AUX CREATEURS D'ENTREPRISES

Voir EMPLOI. 16.

AIDES BUDGETAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Coopération.

AIN (infrastructures routières)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AIRBUS (avion)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 19, 203, 322 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 59 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 36.

– **Interdiction de vol aux Etats-Unis.** – *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 417, 438.

AIRBUS 310 (moteurs)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 595.

AIR FRANCE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer. – Economie et budget. – I. – Charges communes ; Transports. – III. – Aviation civile et météorologie ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget ; Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 613.

AIR INTER

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 468.

– **Lignes aériennes du Sud-Est de la France.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 850.

AIR MISS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AIX-MARSEILLE (Académie d' –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 298.

ALCOOL CARBURANT

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 412.

ALCOOLISME

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 116** TENDANT A MODIFIER LES MESURES CONTRE L'ALCOOLISME RELATIVES AUX ZONES PROTEGEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Michel Cointat. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gérard Braun [11 mai 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 1738** RELATIF A LA PUBLICITE DES BOISSONS ALCOOLIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 mai 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alexandre Bolo [5 juin 1980]. – Nouveau rapporteur : M. Jean Delaneau [2 octobre 1980]. – Rapport **n° 2171** [17 décembre 1980].

Voir BOISSONS. 3 ; CIRCULATION ROUTIERE. 1, 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social ; Budget annexe des Journaux officiels ; Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables ; Travail et santé. – I. Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 4 ; (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale ; SECURITE SOCIALE. 8.

ALCOOLS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 756** RELATIVE A LA COMMERCIALISATION DES EAUX-DE-VIE A APPELLATION D'ORIGINE CONTROLEE « COGNAC », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Francis Hardy et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Gérard César [14 décembre 1978]. – Retrait le 31 mai 1979.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 841** TENDANT A INTERDIRE LES EXPORTATIONS DE CALVADOS EN VRAC, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Emile Bizet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Gérard César [5 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1383** TENDANT A CREER UNE APPELLATION « EAU DE VIE D'ALSACE », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Jean-Paul Fuchs. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. René Haby [6 décembre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1902** TENDANT A COMPLETER LA LEGISLATION RELATIVE A LA COMMERCIALISATION DES EAUX DE VIE A APPELLATION D'ORIGINE CONTROLEE « COGNAC », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Roland Beix et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Roland Beix [2 octobre 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1911** TENDANT A FAVORISER LE STOCKAGE ET LA COMMERCIALISATION DU COGNAC, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. André Soury et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Soury [2 octobre 1980].

6. – PROJET DE LOI **n° 2016** PORTANT EXTENSION AUX DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER DES DISPOSITIONS DU DECRET DU 30 JUILLET 1935 RELATIVES A LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE ET DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 1941 FIXANT LES MODALITES DE CIRCULATION D'EAUX-DE-VIE REGLEMENTEES.

SENAT (première lecture), n° 385 rectifié [1979-1980]. Dépôt le 30 juin 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. – Rapporteur : M. Pierre Labonde. – Rapport n° 43 [1980-1981] [22 octobre 1980]. – Discussion le 29 octobre 1980. – Adoption le 29 octobre 1980. – Projet de loi n° 14 [1980-1981].

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 2016.** Dépôt le 30 octobre 1980. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Martin [12 novembre 1980]. – Rapport **n° 2056** [13 novembre 1980]. – Discussion le 20 novembre 1980. – Adoption le 20 novembre 1980. – Projet de loi **n° 365.**

Loi **n° 80-957 du 2 décembre 1980,** publiée au *J.O.* du 3 décembre 1980 (p. 2827).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 novembre 1980] (p. 4232)

Appellation d'origine de certains rhums : *Martin (Claude)* (p. 4232) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 4233) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4235).

Augmentation des droits indirects sur le rhum : *Franceschi (Joseph)* (p. 4235).

Commercialisation du rhum sur les marchés étrangers : *Martin (Claude)* (p. 4232) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 4233) ; *Monory (René)* (p. 4235).

Consultation des conseils généraux des DOM : *Franceschi (Joseph)* (p. 4235).

Contingentement des importations en métropole : *Fontaine (Jean)* (p. 4235).

Définition du rhum ; distinction entre le rhum industriel et le rhum agricole : *Martin (Claude)* (p. 4232) ; *Fontaine (Jean)* (p. 4234) ; *Franceschi (Joseph)* (4235) ; *Monory (René)* (p. 4236).

Extension des lois métropolitaines aux DOM : *Fontaine (Jean)* (p. 4234) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4235).

Importation du rhum en provenance des pays ACP : *Lagourgue (Pierre)* (p. 4233) ; *Fontaine (Jean)* (p. 4235).

Politique de la qualité : *Martin (Claude)* (p. 4232).

Protocole du rhum de la dernière convention de Lomé : *Lagourgue (Pierre)* (p. 4233) ; *Fontaine (Jean)* (p. 4235).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4236)

Article unique : adopté (p. 4236).

APRES L'ARTICLE UNIQUE *amendement n° 1* de M. Joseph Franceschi (avis des conseils généraux des DOM sur les décrets pris pour l'application de cette loi), rectifié (p. 4238) et rejeté (p. 4238) : mesures d'adaptation résultant du régime législatif des DOM (p. 4236) ; décret du 26 avril 1960 ; extension aux DOM d'un texte ne comportant pas de dispositions spécifiques ; consultation des députés des DOM, des syndicats professionnels et de l'institut national des appellations d'origine contrôlée.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4238).

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 2190** TENDANT A COMPLETER LA LEGISLATION RELATIVE A LA COMMERCIALISATION DES EAUX-DE-VIE A APPELLATION D'ORIGINE CONTROLEE « ARMAGNAC », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. André Cellard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir BOISSONS. 1 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 (Articles 8 et 10) ; PRIX. 2.

ALCOOLS (droits sur les –)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2274** TENDANT, POUR DES RAISONS SOCIALES, A INSTAURER UNE REDUCTION DE DROITS QUI SERAIT ACCORDEE A CERTAINES CATEGORIES DE PRODUCTEURS DE CERTAINS TYPES D'EAUX-DE-VIE DE QUALITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. André Cellard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2296** TENDANT A MODIFIER LE REGIME DE TAXATION DES ALCOOLS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Voir BOUILLEURS DE CRU. 1, 2, 3, 4, 5, 6 ; LOIS DE FINANCES. 1. – Article 18, Article 73 quater ; deuxième délibération : Article 18 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 8 – LOIS DE FINANCES. 6 (Article 13) ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2 bis, Article 4 ; LOIS DE REGLEMENT. 1.

– **Carburants.** *Voir* PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 405.

ALCOOTEST

Voir CIRCULATION ROUTIERE. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 120.

ALES (grèves aux fonderies de Tamaris)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 623.

ALFORTVILLE (commissariat de police)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

ALGERIE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 14 ; ETRANGERS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – 1. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 294, 787 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 10 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 101, 102.

– **Commerce.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce extérieur.

ALGERIENS (expulsions)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 589.

– **Régime des pensions.** *Voir* IMPOTS. 8.

ALIMENTS DU BETAIL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; PHARMACIE VETERINAIRE. 1.

ALIMENTS POUR ANIMAUX (TVA)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

ALLEMAGNE FEDERALE

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 16, 19, 20.

– **Déficit budgétaire et hausse des prix en.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale).

– **Evolution politique et relations de l' –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Influence économique.** *Voir* VOIES NAVIGABLES. 2.

– **Transports fluviaux et ferroviaires.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables.

ALLEMAND (enseignement de l' – en Alsace)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 483.

ALLIANCE ATLANTIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 15 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

ALLIER

– **Eleveurs.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

– **Gisement polymétallique d'Echassières.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 518.

ALLOCATION COMPLEMENTAIRE

Voir CHOMAGE (indemnisation du), 3.

ALLOCATION D'AIDE PUBLIQUE

Voir CHOMAGE (indemnisation du), 1 ; EMPLOI. 5.

ALLOCATION DE CHOMAGE

Voir CHOMAGE. 1, 2, 4.

ALLOCATION D'EDUCATION SPECIALE DES HANDICAPES

Voir HANDICAPES. 8 ; IMPOTS. 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 524.

ALLOCATION DE GARANTIE DE RESSOURCES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 977 ; SECURITE SOCIALE (financement), 2.

ALLOCATION D'ETUDE PARENTALE

Voir FAMILLE. 8.

ALLOCATION D'ETUDES

Voir ENSEIGNEMENT. 2.

ALLOCATION DIFFERENTIELLE DE NOUVEL EMPLOI

Voir EMPLOI. 18.

ALLOCATION FAMILIALE UNIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; FAMILLE. 2.

ALLOCATION LOGEMENT

Voir ADMINISTRATION. 1 ; CHOMAGE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 et 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. - II. - Cadre de vie et logement ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 154, 975, 1002 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 411.

ALLOCATION POSTNATALE

Voir FAMILLE. 10.

ALLOCATION SOCIALE

Voir CHOMAGE (indemnisation du), 2.

ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE D'ATTENTE

Voir CHOMAGE (indemnisation du), 1 ; EMPLOI. 5 Article 1, amendement n° 9.

ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DU FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Voir PENSIONS DE REVERSION. 5.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (Discussion générale) ; PRESTATIONS FAMILIALES. 5.

ALLOCATIONS PRE ET POSTNATALES (aux fonctionnaires de St-Pierre et Miquelon)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 927.

ALLOCUTIONS

1. - M. MARCEL DASSAULT, PRESIDENT D'AGE : le chômage, conséquence d'importations excessives ; institution d'un impôt sur les grosses fortunes dont le produit alimenterait une caisse de financement des investissements ; nécessité d'une exposition universelle [3 avril 1978] (p. 1096).

2. – M. JACQUES CHABAN-DELMAS, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : remerciements ; la leçon des élections : désir d'une plus grande justice sociale ; l'amélioration des conditions du travail parlementaire ; le rôle de l'opposition et l'amélioration de ses possibilités d'expression ; les institutions une nouvelle fois confirmées [5 avril 1978] (p. 1110).

3. – M. JACQUES CHABAN-DELMAS, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : se félicite de la collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale ; bilan de la session : texte relatif à l'imposition des gains nets en capital, action en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes, inscription de propositions de loi à l'ordre du jour ; problèmes des questions posées au Gouvernement ; nécessité d'une réponse rapide de la part de l'administration aux lettres des députés ; expérimentation d'une méthode nouvelle pour le vote du budget au cours de la prochaine session ; division en deux parties de la procédure budgétaire ; sa demande faite aux présidents de groupe de procéder à une réflexion sur le déroulement de la procédure budgétaire ; remise en cause éventuelle du principe de l'annualité budgétaire ; se félicite de la multiplication des déclarations gouvernementales ; nécessité de fixer le plan de charge des sessions à l'avance [29 juin 1978] (p. 3633, 3634).

M. RAYMOND BARRE, PREMIER MINISTRE : choix de la voie de la rigueur et de l'effort par le Gouvernement ; priorité donnée à la politique de l'emploi ; bilan de la session : projet de loi sur l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises, textes relatifs à l'enseignement et la formation des hommes, texte sur la formation professionnelle, imposition des gains nets en capital réalisés sur les cessions de valeurs mobilières, mesures en faveur de la maternité ; texte relatif à la radiodiffusion et télévision, loi de programme sur les musées, déclarations du Gouvernement ; problèmes des questions au Gouvernement du mercredi [29 juin 1978] (p. 3634, 3635).

4. – M. JACQUES CHABAN-DELMAS, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : travail considérable accompli pendant la session ; évolution significative de la pratique des questions au Gouvernement ; souhaite que le délai de réponse aux questions écrites soit réduit ; prolifération excessive des séances de nuit ; dépôt tardif de certains projets contraignant à des discussions hâtives ; demande aux présidents de groupe et de commission des suggestions tendant à l'amélioration du fonctionnement de l'Assemblée et notamment à l'amélioration de l'organisation de la discussion budgétaire ; problème des dépassements des temps de parole ; réalité du contrôle parlementaire en matière budgétaire ; expérience positive tentée à propos du budget de l'intérieur ; adresse ses remerciements au Premier ministre, au Gouvernement, aux députés et au personnel [20 décembre 1978] (p. 9753, 9754).

M. RAYMOND BARRE, PREMIER MINISTRE : concours du Parlement à la politique de renforcement des moyens militaires, d'adaptation de la France aux nouvelles conditions de l'économie internationale ; esprit de collaboration très franche entre l'Assemblée nationale et le Gouvernement ; conditions de travail difficiles de l'Assemblée imposées par l'urgence ; adresse ses remerciements au président de l'Assemblée nationale, aux présidents et rapporteurs des commissions et aux députés de la majorité [20 décembre 1978] (p. 9754, 9755).

5. – M. JACQUES CHABAN-DELMAS, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : bilan des textes examinés et de l'activité des commissions et des groupes de l'Assemblée ; demande au Premier ministre de faire en sorte que les sessions des Conseils généraux ne coïncident pas avec les sessions de l'Assemblée nationale ; décision prise avec le bureau de l'Assemblée, à la majorité, d'entreprendre la construction en sous-sol de la cour d'honneur du Palais Bourbon d'un silo à livres, d'un parking et de diverses salles ; création par le bureau d'un second poste de collaborateur pour les députés (p. 5735) ; nouvelles conditions d'examen des propositions de loi en commission et en séance publique ; mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour veiller à l'application des lois ; assouplissement des modalités d'organisation des questions sans débat ; désignation, dans chaque ministère, d'un responsable habilité à correspondre avec le service des études de l'Assemblée ; développement de l'informatique ; problème de l'organisation de la discussion budgétaire ; remercie les membres du Gouvernement, le personnel de l'Assemblée, la presse et les députés [27 juin 1979] (p. 5734).

M. RAYMOND BARRE, PREMIER MINISTRE : conditions de travail du Parlement ; inscription à l'ordre du jour prioritaire d'un plus grand nombre de propositions de loi ; problème du délai de réponse aux questions écrites ; importance du bilan législatif de la session ; ses remerciements aux députés, au personnel de l'Assemblée et aux membres de la presse parlementaire [27 juin 1979] (p. 5736).

6. – M. JACQUES CHABAN-DELMAS, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : renforcement des expériences visant à améliorer la discussion budgétaire ; contrôle de l'application des lois ; l'aménagement de nouveaux locaux dans l'Assemblée ; le rythme des débats ; instauration de nouvelles formes de collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée ; l'informatique ; le vote du budget ; problème posé par le vote de l'article 25 d'équilibre général du budget (p. 12305) ; explique sa décision de saisir le Conseil Constitutionnel à ce sujet ; l'emploi de l'article 49, alinéa 3 ; nécessité d'user avec mesure de cette procédure [19 décembre 1979] (p. 12304).

M. RAYMOND BARRE, PREMIER MINISTRE : importance des textes discutés devant le Parlement ; bilan législatif de la session ; engorgement excessif du travail législatif ; les problèmes constitutionnels posés par le vote du budget ; l'usage de l'article 49, alinéa 3 [19 décembre 1979 (p. 12305).

7. – M. JACQUES CHABAN-DELMAS, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : attentat de la rue Copernic ; antisémitisme ; terrorisme [7 octobre 1980] (p. 2583).

M. JACQUES LIMOUZY SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT : associe le gouvernement à la déclaration prononcée par le président de l'Assemblée nationale sur l'attentat de la rue Copernic [7 octobre 1980] (p. 2584).

8. – M. JACQUES CHABAN-DELMAS, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : équilibre des pouvoirs ; procédure permettant de suivre l'application des lois ; problème de l'inscription de propositions de loi à l'ordre du jour ; nouvelle procédure des questions dans la discussion budgétaire ; renforcement des services de l'Assemblée ; problème du rôle de l'Assemblée nationale dans les relations entre les pouvoirs ; système politique français tenant à la fois du régime présidentiel et du régime parlementaire ; image de l'Assemblée et des députés dans le pays [17 décembre 1980] (p. 4960, 4961).

M. RAYMOND BARRE, PREMIER MINISTRE : pas de déclin du parlement ; discussion budgétaire approfondie ; adoption de textes importants à la session d'automne ; loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés ; projet de loi sur la sécurité et la liberté des personnes ; dispositions en faveur de l'agriculture ; création de deux commissions d'enquête sur la langue française et sur le textile [17 décembre 1980] (p. 4961, 4962).

ALLUMETTES

Voir LOIS DES FINANCES. 1 (Article 20).

ALPES-MARITIMES (drogue)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 550.

ALPHABETISATION

Voir LOIS DE FRANCE. I (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation, formation professionnelle, (p. 6763, 6829).

ALPHAJET

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ALSACE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; 10 (Discussion générale) ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 57 ; TRAVAIL (juridiction du), 4, 5 ; VOIES NAVIGABLES. 2.

– **Accession à la propriété en –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 511.

– **Agriculture.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

– **Avenir du Bassin de potasse.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Axe routier Nord-Sud.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

– **Enseignement de l'Allemand en –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 485.

– **Gravières.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

– **Logement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

– **Monopole de vente de potasse.** – *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 260.

– **Nappe phréatique.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

– **Région –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

– **Situation du bâtiment.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement.

– **Transports.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

ALSACE ET LORRAINE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 2072** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES POSSIBILITES DE RENOVER, DE SIMPLIFIER ET DE CODIFIER LE DROIT LOCAL D'ALSACE-LORRAINE, Assemblée nationale. Dépôt le 19 novembre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Louis Masson [4 décembre 1980].

Voir ADMINISTRATION. 1 et 9 ; AGENTS COMMUNAUX. 5 ; ANCIENS COMBATTANTS. 4, 7, 10 ; COMMUNES. 5 ; COPROPRIETE. 1 ; DEPORTES ET INTERNES. 12 ; IMPOTS LOCAUX. 1 ; LANGUES REGIONALES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Anciens combattants ; PATRIMOINE ESTHETIQUE, ARCHEOLOGIE ET HISTORIQUE (protection du), 1 ; PRISONNIERS DE GUERRE. 3 ; TRAVAIL (juridiction du), 1, 6.

– **Apprentissage.** *Voir* EMPLOI. 10.

– **Régime local de Sécurité sociale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille.

ALSACE ET MOSELLE

– **Conseils de Prud'hommes.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 495.

– **Régime local de Sécurité sociale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale.

ALSACIENS-LORRAINS (indemnisation des – incorporés de force dans l'armée allemande)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 232, 309.

ALSTHOM

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

– **Belfort.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 479, 564, 569, 574, 592, 623.

– **Entreprise.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 45.

– **Grève.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 207.

ALTERNANCE DE L'ENSEIGNEMENT

Voir PLAN. 2.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS A TEHERAN

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 583, 586, 594.

AMBASSADEURS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Autorité sur le personnel de l'ambassade.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

– **Pouvoir des –.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 10 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères.

AMBAZAC (Haute-Vienne) (licenciements dans une entreprise d' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 638.

AMBES (raffinerie d' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 226.

AMELIORATION DE L'HABITAT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

AMENAGEMENT DE L'ESPACE RURAL

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

AMENAGEMENT DE LA GARE D'ORSAY

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

AMENAGEMENT DU LITTORAL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme. – Transports.

AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation, formation professionnelle, p. 6759 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; TRAVAIL (durée du), 14.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1760** TENDANT A SUPPRIMER LA REDEVANCE POUR CREATION DE LOCAUX A USAGE INDUSTRIEL EN REGION D'ILE-DE-FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. Georges Gorse. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Martin [2 octobre 1980].

Voir AMENAGEMENT RURAL. 1 ; CHOMAGE. 3 ; CONCHYLICULTURE. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 7, 8 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 43, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 47, 124 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 6, 27, 117, 566 ; REGIONS. 3 ; VOIES NAVIGABLES. 2.

– **Aides à l' – .** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 211.

– **Meuse.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 92.

– **Zones rurales.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 69.

AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME (direction)

Voir ARCHITECTURE. 3.

AMENAGEMENT RURAL

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 82** TENDANT A LA CREATION D'UN INSTITUT DE PROMOTION RURALE ET D'ESPACES TOURISTIQUES RURAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. René Feït. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Sébastien Couepel [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI-CADRE **n° 1220** POUR LA DEFENSE ET LA PROMOTION DE LA RURALITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Chazalon [3 octobre 1979].

Voir AGRICULTURE. 2, 3 ; COMMERCE DE DETAIL. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 38, Agriculture, BAPSA ; NOUVELLE-CALEDONIE. 8

AMENAGEMENT TOURISTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

AMENDEMENT VALLON

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6.

AMENDEMENTS

Voir LOIS DE FINANCES. 11.

– **Discussion.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 92, 194, 257, 278.

– **Discussion après rejet des crédits.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

– **Distribution des –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 102.

– **En application de l'article 41 de la constitution.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 80.

– **En application de l'article 40 de la constitution.** *Voir* APPRENTISSAGE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 63, après l'Article 73 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 211, 225, 270.

– **En application de l'article 98, alinéa 5 du règlement.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 254, 256.

– **Examen des –. par la Commission des finances.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 192.

– **Lois de finances.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 215, 218.

– **Irrecevabilité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; RAPPELS AU REGLEMENT. 46, 51.

– **Procédure des sous-amendements.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 11.

– **Vote des –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 195.

AMENDES

Voir CONTRAVENTIONS DE POLICE. 1 ; COUR DE CASSATION. 3 ; PENSIONS ALIMENTAIRES. 3 ; TELECOMMUNICATIONS. 1.

AMENDES PATRONALES

Voir ADMINISTRATION. 1.

AMENDES DE POLICE

Voir LOIS DE REGLEMENT. 1 ; TELECOMMUNICATIONS. 1 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

AMERICAN SELLING PRICE (Droits de douane)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 322 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 155.

AMERIQUE CENTRALE

1. – RAPPORT D'INFORMATION **n° 811** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances à la suite d'une MISSION EFFECTUEE PAR UNE DELEGATION DE LA COMMISSION, DU 24 JUILLET AU 9 AOUT 1978, AU MEXIQUE, AU SALVADOR ET AU

COSTA-RICA, présenté par MM. André-Georges Voisin, Jacques Jouve, François d'Aubert et Laurent Fabius [19 décembre 1978] (p. 9711).

AMERIQUE LATINE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 538.

– **Politique Française.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Commerce extérieur.

AMERIQUE DU SUD

1. – RAPPORT D'INFORMATION **n° 664** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères, à la suite d'une MISSION EFFECTUEE DU 5 AU 19 SEPTEMBRE 1978 PAR UNE DELEGATION DE LA COMMISSION AU VENEZUELA, EN COLOMBIE ET EN EQUATEUR, présenté par MM. René Feït, Paul Duraffour, Emile Muller et Robert Montdargent [7 novembre 1978] (p. 7145).

AMNISTIE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 281** TENDANT A COMPLETER LA LOI n° 74-643 DU 16 JUILLET 1974 PORTANT AMNISTIE, Assemblée natinale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Pierre de Bénouville et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet [15 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 286** TENDANT A ACCORDER UNE AMNISTIE COMPLETE AUX FRANÇAIS RAPATRIES D'OUTRE-MER, modification du titre le 13 juin 1978 : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A ACCORDER UNE AMNISTIE COMPLETE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES EN RELATION AVEC LES EVENEMENTS QUI ONT CONDUIT A L'INDEPENDANCE DES TERRITOIRES ANTERIEUREMENT PLACES SOUS LA SOUVERAINETE, LE PROTECTORAT OU LA TUTELLE DE LA FRANCE. – Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. René Fenech. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [22 juin 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 332** PORTANT AMNISTIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Bernard Marie. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [29 juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 751** TENDANT A ACCORDER UNE AMNISTIE COMPLETE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES ET UNE REPARATION DES PREJUDICES DECOULANT DES SANCTIONS INFLIGEES OU DES CONTRAINTES IMPOSEES, EN RELATION AVEC LES EVENEMENTS QUI ONT CONDUIT A L'INDEPENDANCE DES TERRITOIRES PLACES ANTERIEUREMENT SOUS LA SOUVERAINETE, LE PROTECTORAT OU LA TUTELLE DE LA FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Robert Félix Fabre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [5 avril 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 839** TENDANT A ACCORDER UNE AMNISTIE COMPLETE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES ET UNE REPARATION DES PREJUDICES DECOULANT DES SANCTIONS INFLIGEES OU DES CONTRAINTES IMPOSEES, EN RELATION AVEC LES EVENEMENTS QUI ONT CONDUIT A L'INDEPENDANCE DES TERRITOIRES PLACES SOUS LA SOUVERAINETE, LE PROTECTORAT OU TUTELLE DE LA FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Marc Lauriol. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [5 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1158** PORTANT AMNISTIE DES PERSONNES CONDAMNEES A LA SUITE DES MANIFESTATIONS DU 23 MARS 1979 A PARIS, Amnistie nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Raymond Forni [4 octobre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1854** PORTANT AMNISTIE DE CERTAINES INFRACTIONS COMMISES EN RELATION AVEC LES MANIFESTATIONS DU

23 MARS 1979, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Roland Leroy et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [9 octobre 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2133** VISANT A ACCORDER UNE AMNISTIE COMPLETE DES CONDAMNATIONS ET SANCTIONS PRONONCEES EN RELATION AVEC LES EVENEMENTS QUI ONT CONDUIT A L'INDEPENDANCE DU TERRITOIRE PRECEDEMMENT PLACES SOUS LA SOUVERAINETE, LE PROTECTORAT OU LA TUTELLE DE LA FRANCE ET A REPARER LES PREJUDICES SUBIS A LA SUITE DE CES CONDAMNATIONS ET SANCTIONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par MM. Marc Lauriol, Pierre-Bernard Cousté, Jean Tibéri et Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [18 décembre 1980].

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et Budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES. 3, Economie et budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; ORDRE PUBLIC. 1, 3, 9 ; PRESSE. 1 ; RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des Essences. – Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement (p. 6613). – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels. – Transports. – IV. – Marine Marchande ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, 3 ; LOIS DE REGLEMENT. 3 ; NAVIGATION MARITIME. 1, 2 ; PETROLE. 1 ; POLLUTION. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 1, 10, 12, 361 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 2 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 1, 33, 287 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 48.

AMORTISSEMENTS

Voir ENTREPRISES. 9 ; LOIS DE FINANCES. 3 Discussion générale. – Première partie, après l'article 6.

AMORTISSEMENTS DEGRESSIFS

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 Après l'article 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 avant l'article 14 (deuxième partie), Articles et articles, additionnels non rattachés, article 68 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), après l'article 2, avant l'article 3.

AMX (char de bataille)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires budget annexe du service des essences.

ANABOLISANTS

Voir PHARMACIE VETERINAIRE. 3.

ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille.

ANANAS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer.

ANCIENS COMBATTANTS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 109** TENDANT A ACCORDER A CERTAINES CATEGORIES D'ANCIENS COMBATTANTS ET DE RESISTANTS LA FACULTE D'OPERER DES VERSEMENTS DE RACHAT AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le le 18 avril 1978 par M. Robert-André Vivien. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Bord [11 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 519** TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 74-1044 DU 9 DECEMBRE 1974 DONNANT VOCATION A LA QUALITE DE COMBATTANT AUX PERSONNES AYANT PARTI-

CIPE AUX OPERATIONS EFFECTUEES ENTRE LE 1er JANVIER 1952 ET LE 2 JUILLET 1962, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Roland Renard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [12 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 543** TENDANT A ACCORDER LE BENEFICE DE LA CARTE DU COMBATTANT ET DE LA LEGISLATION SUR LES VICTIMES DE GUERRE A TOUS LES FRANÇAIS QUI COMBATTIRENT VOLONTAIREMENT DANS LES RANGS DE L'ARMEE REPUBLICAINE D'ESPAGNE AINSI QU'A LEUR FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. André Tourné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [12 octobre 1978]. – Rapport **n° 1024** [26 avril 1979).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 612** RELATIVE AUX ANCIENS COMBATTANTS INCORPORES DE FORCE DANS L'ARMEE ALLEMANDE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Adrien Zeller. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roger Fenech [16 novembre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 616** TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 74-1044 DU 9 DECEMBRE 1974 DONNANT VOCATION A LA QUALITE DE COMBATTANT AUX PERSONNES AYANT PARTICIPE AUX OPERATIONS EFFECTUEES EN AFRIQUE DU NORD, ENTRE LE 1er JANVIER 1952 ET LE 2 JUILLET 1962, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [12 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1002** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L 260 DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE DE MANIERE A RETABLIR DANS LEUR DROIT A LA RETRAITE DU COMBATTANT, LES TITULAIRES DE LA CARTE DU COMBATTANT AYANT EU UNE ABSENCE ILLEGALE AU COURS DE LA GUERRE 1914-1918, QUI N'ONT PAS FAILLI A L'HONNEUR AU COURS DU CONFLIT DE 1939-1945, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Hubert Ruffe et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [14 juin 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1149** RELATIVE AUX INCORPORES DE FORCE DANS L'ARMEE ALLEMANDE PENDANT LA GUERRE DE 1939-1945, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Laurain [4 octobre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1162** TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 74-1044 DU 9 DECEMBRE 1974 DONNANT VOCATION A LA QUALITE DE COMBATTANT AUX PERSONNES AYANT PARTICIPE AUX OPERATIONS EFFECTUEES EN AFRIQUE DU NORD ENTRE LE 1er JANVIER 1952 ET LE 2 JUILLET 1962, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Guy Guermeur et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande [4 octobre 1979].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1362** TENDANT A FAIRE BENEFICIER DE LA PRESOMPTION D'ORIGINE SANS CONDITION DE DELAI TOUTES LES CATEGORIES D'ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Maurice Nilès [13 décembre 1979].

10. – PROPOSITION DE LOI **N°1373** RELATIVE AUX ALSACIENS ET LORRAINS INCORPORES DE FORCE DANS LES ARMEES ALLEMANDES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. César Depietri et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [13 décembre 1979].

11. – PROPOSTION DE LOI **n° 1588** TENDANT A COMPLETER LA LOI DU 9 DECEMBRE 1974 RELATIVE AUX ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE DU NORD, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 février 1980 par M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi

à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Faure [10 avril 1980].

12. – PROPOSITION DE LOI **n° 1647** RELATIVE A LA RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE, MAROC ET TUNISIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 avril 1980 par M. Roland Renard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [22 mai 1980].

13. – PROPOSITION DE LOI **n° 1958** TENDANT A COMPLETER LA LOI n° 74-1044 DU 9 DECEMBRE 1974 DONNANT VOCATION A LA QUALITE DE COMBATTANT AUX PERSONNES AYANT PARTICIPE AUX OPERATIONS EFFECTUEES EN AFRIQUE DU NORD ENTRE LE 1er JANVIER 1952 ET LE 2 JUILLET 1162, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [20 novembre 1980].

14. – PROPOSITION DE LOI **n° 2082** TENDANT A MODIFIER LA LOI DU 9 DECEMBRE 1974 DONNANT VOCATION A LA QUALITE DE COMBATTANT AUX PERSONNES AYANT PARTICIPE AUX OPERATIONS EFFECTUEES EN AFRIQUE DU NORD, ENTRE LE 1er JANVIER 1952 ET LE 2 JUILLET 1962, Assemblée nationale. Dépôt le 20 novembre 1980 par M. Sébastien Couepel et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 23 ; CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, 3, 8 ; DECORATIONS, 2, 5, 7 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1 ; LOIS DE FINANCES, 1, après l'Article 16, amendement 49 (deuxième partie), Budgets annexes à la Légion d'Honneur et de l'Ordre de la Libération. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Anciens combattants. – Santé et Sécurité sociale. – Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Anciens combattants ; PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES, 5 ; PRISONNIERS DE GUERRE, 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 159, 177 ; RESISTANTS, 1.

ANCIENS COMBATTANTS DE 1914-1918 (contingent exceptionnel de croix de chevalier de la Légion d'Honneur).

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Budgets annexes de la Légion d'Honneur.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 101.

ANCIENS D'AFRIQUE DU NORD

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

ANESTHESISTES REANIMATEURS

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 365.

ANGERS (fermeture de l'usine Braud d' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 911.

ANGOULEME (nombre de fonctionnaires de police)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 502.

ANGOULEME-RUELLE (grève des travailleurs des arsenaux)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 449.

ANIFOM

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Economie et budget. – I. – Charges communes.

ANIMATEURS

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

ANIMATION SPORTIVE

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

ANIMAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 263** TENDANT A ASSURER LA PROTECTION ET LE CONTROLE SANITAIRE DE CERTAINS ANIMAUX DOMESTIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Pineau [1er juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 347** TENDANT A ASSURER UNE MEILLEURE PROTECTION DES ANIMAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Hector Rolland et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Emile Bizet [15 juin 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 770** TENDANT A ABOLIR LA PRATIQUE DE LA VIVISECTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Joël Le Tac. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Joël Le Tac [4 octobre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1422** PORTANT INTERDICTION DU TIR AUX PIGEONS VIVANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Joël Le Tac et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Colombier [13 décembre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1536** TENDANT A RENFORCER LA PROTECTION DES ANIMAUX UTILISES POUR LA RECHERCHE EXPERIMENTALE EN LABORATOIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. François d'Harcourt. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Madelin [10 avril 1980].

6. – PROJET DE LOI **n° 1937** MODIFIANT OU COMPLETANT DIVERSES DISPOSITIONS DU CODE RURAL RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES MALADIES DES ANIMAUX ET A LEUR PROTECTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Camille Petit [9 octobre 1980]. – Rapport n° 2080 [20 novembre 1980]. – Discussion le 10 décembre 1980. – Adoption le 10 décembre 1980. – Projet de loi **n° 399.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [10 décembre 1980] (p. 4821)

Abandon des animaux pendant les vacances : *Micaux (Pierre)* (p. 4823).

Article 276 du code rural relatif à la protection des animaux : *Petit (Camille)* (p. 4821).

Articles du code pénal relatifs aux mauvais traitements infligés aux animaux : *Micaux (Pierre)* (p. 4822).

Champ d'application des contrôles : *Micaux (Pierre)* (p. 4822).

Compétences des techniciens des services vétérinaires : *Petit (Camille)* (p. 4821) ; *Houteer (Gérard)* (p. 4823) ; *Fouchier (Jacques)* (p. 4824).

Conditions d'élevage industriel : *Micaux (Pierre)* (p. 4822).

Contrôle des voitures particulières : *Micaux (Pierre)* (p. 4823) ; *Fouchier (Jacques)* (p. 4824).

Décret du 1er octobre 1980 fixant les modalités relatives à l'élevage, au transport et à l'abattage : *Petit (Camille)* (p. 4821).

Dopage dans le sport équestre : *Micaux (Pierre)* (p. 4823).

Droit de propriété : *Petit (Camille)* (p. 4821) ; *Fouchier (Jacques)* (p. 4824).

Liberté des personnes : *Houteer (Gérard)* (p. 4823) ; *Fouchier (Jacques)* (p. 4824).

Loi de juillet 1976 sur la protection des animaux : *Micaux (Pierre)* (p. 4822).

Pouvoirs des vétérinaires inspecteurs en matière de protection des animaux : *Petit (Camille)* (p. 4821) ; *Houteer (Gérard)* (p. 4823) ; *Fouchier (Jacques)* (p. 4824).

Transport des animaux : *Micaux (Pierre)* (p. 4823).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4824)

ART. 1er (modification de l'article 215-2 du code rural ; techniciens des services vétérinaires), adopté (p. 4824).

Après l'ART. 1er : amendement n° 1 de la commission (visite de nuit des véhicules servant au transport des animaux en présence d'un officier ou agent de police judiciaire), adopté (p. 4824).

ART. 2 (modification de l'article 283-2 du code rural), adopté (p. 4824).

ART. 3 (article 283-5 nouveau du code rural : exercice des contrôles) : *amendement n° 2* de la commission (interdiction des contrôles dans les pièces à usage d'habitation et dans leurs dépendances), rejeté (p. 4825) ; *amendement n° 4* de M. Claude Michel (contrôle des véhicules de toute nature sauf s'ils ne sont pas utilisés à des fins professionnelles au moment du contrôle), rejeté (p. 4826) ; *amendement n° 3* de la commission (contrôle des véhicules de toute nature sauf s'ils ne sont pas utilisés à des fins professionnelles au moment du contrôle), adopté (p. 4826)*.

- article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4826).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi modifié (p. 4826).

Voir CHASSE, 4 ; NATURE (protection de la), 1 ; PHARMACIE VETERINAIRE, 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 437.

ANIMAUX DE BOUCHERIE

Voir LOIS DE FINANCES, 1, Article 67.

ANNE FRANCK

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 21.

ANNEE DU PATRIMOINE

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième lecture), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième lecture), Culture et communication.

ANNEE INTERNATIONALE DES HANDICAPES

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Santé et sécurié sociale. - Travail et santé. - I. - Section commune. - III. - Santé et sécurité sociale.

ANNIE MACGUIRE (prisonniers en Irlande du Nord)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 968.

ANNONCES

Voir ENVIRONNEMENT, 1.

ANNUAIRE TELEPHONIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Budget annexe de l'Imprimerie nationale ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Budget annexe de l'Imprimerie nationale ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Budget annexe de l'Imprimerie nationale.

ANNULATION DE CREDITS

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Education.

ANONYMAT DES BONS DE CAISSE ET BONS DU TRESOR

Voir LOIS DE FINANCES, 3 Articles et articles additionnels non rattachés. - (Avant l'article 58) ; MOTIONS DE CENSURE, 4, 5, 6.

ANONYMAT DES DECISIONS ADMINISTRATIVES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 422.

ANTARCTIQUE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 109.

ANTENNE 2

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Radio-télévision.

ANTIBIOTIQUES (dans le lait)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 648.

ANTI-COMMUNISME

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 134.

ANTICULTURE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

ANTIFER (Terminal pétrolier)

Voir NAVIGATION MARITIME. 2 ; POLLUTION. 3.

ANTILLES FRANÇAISES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'Outre-Mer. – II. – Départements d'Outre-Mer ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 485 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 47.

– **Activités politiques du président de l'université.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 723.

ANTIMILITARISME

Voir INCIDENTS ET FAITS PERSONNELS. 12.

ANTIOPE (service de télétex)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications.

ANTISEMITISME

Voir ALLOCUTIONS. 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 105, 216, 823 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 401, 402, 403, 404, 405, 406.

A.N.V.A.R.

Voir PLAN. 1.

APARTHEID

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 312, 326, 590 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 63 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

– **Tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 855.

APERITIFS ANISES (fiscalité)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 4.

APPAREILS DE JEU

Voir IMPOTS. 8.

APPELLATION D'ORIGINE CONTROLEE

Voir ALCOOLS. 6 ; NOIX DE GRENOBLE. 1.

APPELES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Après l'article 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 427.

– **Morts en Nouvelle-Calédonie.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 998.

APPEL PENAL

Voir PROCEDURE PENALE. 7.

APPLICATION DES LOIS

Voir ALLOCUTIONS. 8 ; COMMUNATIONS DU GOUVERNEMENT. 3.

APPRENTIS (accès aux œuvres universitaires)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

APPRENTISSAGE

1. – PROJET DE LOI **n° 710** RELATIF A L'APPRENTISSAGE ARTISANAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 novembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Urgence déclarée le 6 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [23 novembre 1978]. – Rapport **n° 745** [30 novembre 1978]. – Discussion le 11 décembre 1978. – Adoption le 11 décembre 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LA LOI RELATIF A L'APPRENTISSAGE ». – Projet de loi **n° 108.**

SENAT (première lecture), n° 135 (1978-1979). Dépôt le 12 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Pierre Sallenave. – Rapport n° 154 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 46 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 815.** Dépôt le 19 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [19 décembre 1978] (p. 9696). – Nomination [20 décembre 1978] (p. 9773).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Henry Berger, Jean Brocard, Paul Caillaud, Henry Bayard, Robert-Félix Fabre, Antoine Gissinger, Jean-Pierre Delalande ; membres suppléants : MM. Pierre Chantelat, Jean-François Mancel, Alain Gérard, Martial Taugourdeau, Roger Fenech, Francis Geng, Francisque Perrut.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Pierre Sallenave, Jean Béranger, Michel Crucis, Jean Mézard, Henri Moreau, André Rabineau ; membres suppléants : MM. Noël Berrier, Louis Boyer, André Bohl, Jean Chérioux, Bernard Talon, René Touzet, Hector Viron.

Bureau [20 décembre 1978] (p. 9773). – Président : M. Robert Schwint ; vice-président : M. Henry Berger.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 818** [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1978. – Projet de loi **n° 140.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Pierre Sallenave. – Rapport n° 179 (1978-1979) [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 63 (1978-1979).

Loi n° 79-13 du 3 janvier 1979 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1979 (p. 24).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 2 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 3 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1978] (p. 9198) :

Apprentis en boulangerie : *Mexandeau (Louis),* (p. 9202).

Apprentis (situation des) : *Brunhes (Jacques)*, (p. 9201) ; *Haby (René)*, (p. 9204) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 9206) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9205) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 9204).

ART. 40 : *Legendre (Jacques)*, (p. 9208, 9210) ; *Brocard (Jean)*, (p. 9210).

C.E.R.E.Q. (centre d'études et de recherche sur les qualifications) : *Legendre (Jacques)*, (p. 9207).

C.F.A. (financement des centres de formation des apprentis) : *Legendre (Jacques)*, (p. 9209) ; *Martin (Claude)*, (p. 9203) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9201) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 9205) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9205).

C.N.P.F. (projets du) : *Mexandeau (Louis)*, (p. 9202).

Cotisations forfaitaires des apprentis : *Gissinger (Antoine)*, (p. 9207).

Cotisations sociales (prise en charge des cotisations sociales par l'Etat) : *Legendre (Jacques)*, (p. 9207, 9208) ; *Brocard (Jean)*, (p. 9198, 9199) ; *Haby (René)*, (p. 9204).

Enseignement en alternance : *Legendre (Jacques)*, (p. 9209) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 9200).

Enseignement technique : *Brunhes (Jacques)*, (p. 9200) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9205).

Exemple allemand : *Mexandeau (Louis)*, (p. 9204) ; *Martin (Claude)*, (p. 9203) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 9200).

Insertion professionnelle des apprentis : *Legendre (Jacques)*, (p. 9207) ; *Haby (René)*, (p. 9203).

Maîtres d'apprentissage : *Martin (Claude)*, (p. 9203) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9201) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 9207).

Pactes pour l'emploi : *Brocard (Jean)*, (p. 9199) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 9208).

Petites entreprises (formation dans les) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 9207).

Préapprentissage : *Brunhes (Jacques)*, (p. 9201) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9201).

Prime pour formation des apprentis : *Brocard (Jean)*, (p. 9199).

Prime pour le temps passé en C.F.A. : *Legendre (Jacques)*, (p. 9208) ; *Brocard (Jean)*, (p. 9199) ; *Haby (René)*, (p. 9204).

Service public d'éducation (démantèlement du) : Mexandeau (Louis), (p. 9201) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9205).

Seuil d'application : *Legendre (Jacques)*, (p. 9208) ; *Brocard (Jean)*, (p. 9198, 9199).

Taxe d'apprentissage : *Brocard (Jean)*, (p. 9200) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 9209) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9205).

DISCUSSION DES ARTICLES [11 décembre 1978] (p. 9210).

Avant l'ART. 1er : *amendement n° 2* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (maintien de la prime pour formation des apprentis aux employeurs qui ne bénéficient pas de la prise en charge des cotisations sociales par l'Etat) : réservé (p. 9210).

ART. 1er (prise en charge par l'Etat des cotisations sociales dues par les apprentis des petites entreprises ; suppression de la prime de formation pour apprentis). Inscrit : *Séguin (Philippe)* : perte financière pour les artisans employant moins de cinq salariés résultant de l'article 1er (p. 9210) ; *amendement n° 28* de M. Jean Brocard (modification de la date d'entrée en vigueur de l'article 1er) : réservé (p. 9210) ; *amendement n° 3* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (création d'un article L 118-7 prévoyant la prise en charge des cotisations par l'Etat) : réservé (p. 9211) ; *amendement n° 4* de conséquence : réservé (p. 9211) ; amendement du Gouvernement (extension aux employeurs de la deuxième section du régime spécial d'Alsace-Lorraine des avantages du projet) : adopté (p. 9211) ; *amendement n° 6* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que la prise en charge par l'Etat est totale) : adopté (p. 9211) ; *amendement n° 7* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (taux fixé ou approuvé par arrêté) : adopté (p. 9211) ; *amendement n° 8* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (prise en charge des cotisations sociales, patronales et salariales) : adopté (p. 9211) ; *amendement n° 24* de M. Antoine Gissinger (paiement de la cotisation forfaitaire de l'apprenti au cours du premier mois de chaque année d'apprentissage) : rejeté (p. 9213) ; *amendement n° 10* (rédactionnel) de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : adopté (p. 9213) ; *amendement n° 11* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (paiement de la cotisation forfaitaire des apprentis après réception du salaire) : adopté (p. 9213) ; *amendement n° 12* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (amendement de conséquence) : adopté (p. 9213) ; *amendement n° 13* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précision rédactionnelle) : adopté (p. 9214) ; *amendement n° 14* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précision rédactionnelle) : adopté

(p. 9214) ; *amendement n° 15* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précision rédactionnelle) : adopté (p. 9214) ; *amendement n° 16* modifié de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (modification rédactionnelle) : adopté (p. 9214).

MM. Séguin (Philippe), Brocard (Jean), Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine), Brunhes (Jacques), de Branche (René), Haby (René), Auroux (Jean).

Avant l'ART. 1er *(suite) : amendement n° 2* précédemment réservé de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : réservé à nouveau en raison de l'opposition de l'article 40 de la Constitution par le Gouvernement (p. 9214).

MM. Brocard (Jean), Legendre (Jacques).

ART. 2 (non prise en compte des apprentis dans les effectifs de l'entreprise pour l'application du code du travail et de la sécurité sociale) : *amendements* identiques *n° 1* de M. Guy Bêche et *n° 26* de M. Daniel Boulay (suppression de l'article 2) : rejetés (p. 9215) ; *amendement n° 17* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (suppression des mots « aux entreprises de dix salariés ou plus ») : adopté (p. 9215) ; *amendement n° 32* de M. Jean Brocard (mention du code rural dans l'article 2) : adopté (p. 9215) ; *amendement n° 37* du Gouvernement (application de l'article 2 aux contrats d'apprentissage conclus pendant la période du 1er janvier 1979 au 31 décembre 1981 durant toute la période d'application du contrat) : adopté (p. 9216) ; *amendement n° 27* de M. Jean Delaneau (exonération du paiement du 1 p. 100 destiné à la construction ou à la participation au financement de la formation continue pour les entreprises de dix à quinze salariés) : retiré (p. 9216).

MM. Auroux (Jean), Brocard (Jean), Legendre (Jacques), Boulay (Daniel), de Branche (René).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 35* de M. Louis Mexandeau (limitation de la durée effective du travail à sept heures par jour et à trente-cinq heures par semaine pour les apprentis de moins de dix-huit ans) : rejeté (p. 9217) ; *amendement n° 33* de M. Jean Brocard (extension à l'agriculture du bénéfice de l'ensemble des dispositions législatives relatives à l'apprentissage) : adopté (p. 9217) ; *amendement n° 29* de M. Jean Morellon (autorisations du travail à partir de 4 heures du matin pour les apprentis en boulangerie et pâtisserie) : retiré (p. 9218) ; *amendement n° 34* de M. René de Branche (réduction à trois ans de l'exercice du métier permettant à l'artisan d'être agréé comme maître d'apprentissage) : retiré (p. 9219) ; *amendement n° 20* de M. Jean Brocard (application de la loi aux départements d'Outre-Mer) : rejeté (p. 9219).

MM. Auroux (Jean), Brocard (Jean), Legendre (Jacques), Schneiter (Jean-Louis), Boulay (Daniel), de Branche (René), Gissinger (Antoine), Micaux (Pierre).

Avant l'ART. 1er *(suite) : amendement n° 2* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précédemment réservé et déclaré recevable par la commission des finances) : adopté (p. 9220).

MM. Brocard (Jean), Legendre (Jacques).

ART. 1er *(suite) : amendements n°s 3 et 4* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (conséquence de l'*amendement n° 2*) : adoptés (p. 9220) ; *amendement n° 28* (précédemment réservé) : retiré (p. 9220).

M. Brocard (Jean).

– l'article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 9220).

TITRE : *amendements* identiques *n° 21* de la commission et *n° 25* de M. Antoine Gissinger (suppression du mot « artisanat » dans le titre) : adoptés (p. 9220).

– adoption du titre modifié (p. 9220).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 9220).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9761).

Apprentissage maritime : *Guermeur (Guy)* (p. 9762) ; *Legendre (Jacques)* (p. 9762).

Cotisation forfaitaire des apprentis et droit aux prestations sociales : *Gissinger (Antoine)* (p. 9761) ; *Legendre (Jacques)* (9763).

Horaires de travail des apprentis : *Gissinger (Antoine)* (p. 9761-9762) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 9762) ; *Legendre (Jacques)* (p. 9763).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978]

ART. 4 : *amendement n° 1* du Gouvernement (suppression de l'article 4) : adopté (p. 9763).

– article 4 : supprimé (p.9763).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Mexandeau (Louis)* : accentuation de l'orientation réactionnaire du texte tendant à faciliter l'exploitation d'adolescents et à libérer les employeurs des contraintes de la législation

sociale ; vote hostile du groupe socialiste (p. 9763).

ADOPTION de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié (p. 9763).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 850** RELATIVE A L'APPRENTISSAGE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean-Paul Fuchs. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs [12 avril 1979].

Voir EMPLOI. 2, 10 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Education. – Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle (p. 6748, 6763) ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Education. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Services du Premier ministre. – I. – Service généraux : formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 ; PRESTATIONS FAMILIALES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 465, 476.

– **Coiffeurs.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 265.

– **Lock-out de stagiaires dans un centre de formation d'apprentis de l'industrie hôtelière.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 896.

– **Maritime.** *Voir* APPRENTISSAGE. 1 CMP ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

APPROPRIATION DES TERRES INCULTES

Voir NOUVELLE CALEDONIE. 8.

APPROVISIONNEMENT PETROLIER

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 745.

AQUACULTURE

Voir LANGUEDOC-ROUSSILLON. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AQUITAINE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 168, 255 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 155.

– **Problème de l'agriculture.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

ARCACHON

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 683.

ARC DE TRIOMPHE (cérémonie à l'occasion du 11 Novembre)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 213.

ARCHITECTES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement (p. 6666, 6681) ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 18.

– **Des bâtiments de France.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

– **Recours aux.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 175.

– **TVA.** *Voir* TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

ARCHITECTURE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 57** D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT D'ARCHITECTURE, Assemblée nationale

(première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. Claude Labbé et Alexandre Bolo. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alexandre Bolo [5 novembre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Dominique Perven-che [23 octobre 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 433** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 37 DE LA LOI n° 77-2 DU 3 JANVIER 1977 SUR L'ARCHITECTURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Alain Mayoud et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francisque Perrut [12 octobre 1978].

3. – PROJET DE LOI **n° 681** REPORTANT LA DATE DE CONSULTATION OBLIGATOIRE DES CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT, Sénat (première lecture), n° 2 (1978-1979). Dépôt le 2 octobre 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Michel Miroudot. – Rapport n° 63 (1978-1979) [9 novembre 1978]. – Discussion le 14 novembre 1978. – Adoption le 14 novembre 1978. – Projet de loi n° 18 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 681.** Dépôt le 15 novembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alexandre Bolo [23 novembre 1978]. – Rapport **n° 731** [29 novembre 1978]. – Discussion le 4 décembre 1978. – Rejet le 4 décembre 1978. – Projet de loi **n° 97.**

SENAT (deuxième lecture), n° 127 (1978-1979). Dépôt le 8 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Michel Miroudot. – Rapport n° 147 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 51 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 823.** Dépôt le 20 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alexandre Bolo [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 824** [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi **n° 134.**

Loi n° 79-16 du 3 janvier 1979, publiée au *J.O.*, du 4 janvier 1979 (p. 30).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [4 décembre 1978] (p. 8757) :

Ateliers publics d'architecture : *Michel (Claude),* (p. 8758).

Conseils d'architecte : *Bolo (Alexandre),* (p. 8757) ; *d'Ornano (Michel),* (p. 8759) ; *Michel (Claude),* (p. 8759).

Financement des conseils d'architecture : *d'Ornano (Michel),* (p. 8760) ; *Fost (Paulette),* (p. 8759).

Loi de décembre 1976 sur l'architecture : *Bolo (Alexandre),* (p. 8758).

Permis de construire : *d'Ornano (Michel),* (p. 8760).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [4 décembre 1978] (p. 8761).

ART. unique (délai supplémentaire de cinq ans pour la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) : *amendement n° 3* de M. Emmanuel Hamel (suppression du caractère obligatoire de la consultation des conseils pour toutes les constructions ayant un surface inférieure à 250 mètres carrés) : retiré (p. 8762) ; *amendement n° 1* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (délai supplémentaire d'un an pour la consultation obligatoire des conseils d'architecture) : adopté par un scrutin public n° 131 (p. 8766) ; liste des votants (p. 8775, 8776) ; *amendement n° 4* de M. Guy Guermeur (délai supplémentaire de trois ans pour la consultation obligatoire des conseils d'architecture) : devenu sans objet (p. 8766) ; *amendement n° 2* rectifié de M. Adrien Zeller (caractère obligatoire de l'application de la loi sur demande des conseils généraux dans un délai maximum de trois ans) ; retiré (p. 8766).

MM. Hamel (Emmanuel), Bolo (Alexandre), d'Ornano (Michel), Guermeur (Guy), Fuchs (Jean-Paul), Berger (Henry), Briane (Jean), Foyer (Jean), Schneiter (Jean-Louis), Caillaud (Paul).

– l'article unique du projet de loi est rejeté (p. 8766).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9737) :

Conseils d'architecture (risque de bureaucratisation) : *Bolo (Alexandre),* (p. 9738) ; *Lauriol (Marc),* (p. 9740) ; *Guermeur (Guy),*

(p. 9740) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 9741) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 9741, 9742).

Construction industrialisée : *Bolo (Alexandre)*, (p. 9738).

Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme (attitude à l'égard des conseils d'architecture) : *Bolo (Alexandre)*, (p. 9737) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 9738) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 9739).

Permis de construire et liberté des citoyens : *Guermeur (Guy)*, (p. 9740) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9741) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 9741, 9742).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [20 décembre 1978] (p. 9742).

ART. unique : adopté (p. 9742).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2083** TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 77-2 DU 3 JANVIER 1977 SUR L'ARCHITECTURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 novembre 1980 par M. René Benoit et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francisque Perrut [18 décembre 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 2202** RELATIVE A L'OBLIGATION POUR DES COLLECTIVITES LOCALES D'AVOIR RECOURS A UN ARCHITECTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Charles Fèvre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 24, 46.

– **Conseil d'** –. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 525.

– **Recours aux maîtres d'œuvre en** –. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 60, 216, 522.

ARCHIVES

1. – PROJET DE LOI **n° 306** SUR LES ARCHIVES, Sénat (première lecture) n° 69 [1977-1978]. Dépôt le 10 novembre 1977 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et Michel d'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Michel Miroudot. – Rapport n° 356 [1977-1978] [17 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et l'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Jean Geoffroy. – Discussion le 25 mai 1978. – Adoption le 25 mai 1978. – Projet de loi n° 139 [1977-1978].

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 306.** Dépôt le 30 mai 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alexandre Bolo [8 juin 1978]. – Rapport **n° 684** [15 novembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur pour avis : M. Marc Richomme. – Discussion les 4 et 5 décembre 1978. – Deuxième délibération (art. 5 ter et 5 quater). – Adoption avec modifications le 5 décembre 1978. – Projet de loi **n° 98.**

SENAT (deuxième lecture) n° 112 [1978-1979]. Dépôt le 6 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Michel Miroudot. – Rapport n° 146 [1978-1979] [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption définitive le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 50 [1978-1979].

Loi n° 79-18 du 3 janvier 1979, publiée au *J.O.* du 5 janvier 1979 (p. 43) (*rectificatif* au *J.O.* du 6 janvier 1979) (p. 551).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **4** : 3 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **7** : 5 *bis* (A.N. 1. – S. 2) (voir aussi article 5 [projet]).
Loi, article **8** : 5 *ter* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **9** : 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **10** : 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **11** : 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **12** : 9 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. 2).
Loi, article **13** : 10 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **14** : 11 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **15** : 11 *bis* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **16** : 11 *ter* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **17** : 11 *quater* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **18** : 12 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **19** : 12 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **20** : 13 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **21** : 13 *bis* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **22** : 13 *ter* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **23** : 14 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **24** : 15 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **25** : 16 *bis* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **26** : 16 *ter* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **27** : 16 *quater* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **28** : 17 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **29** : 18 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **30** : 19 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **31** : 20 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **32** : 16 (projet. – S. 1). – 21 A (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **33** : 21 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **34** : 22 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **35** : 23 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **36** : 23 *bis* (A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [4 décembre 1978] (p. 8766).

Archives audiovisuelles : *Lecat (Jean-Philippe)* (p. 8773) ; *Bolo (Alexandre)* (p. 8767) ; *Pistre (Charles)* (p. 8770) ; *Druon (Maurice)* (p. 8769).

Archives (législation applicables aux) : *Bolo (Alexandre)* (p. 8767).

Archives (protection des) : *Bolo (Alexandre)* (p. 8767).

Cité des archives de Fontainebleau : *Bolo (Alexandre)* (p. 8768) ; *Lecat (Jean-Philippe)* (p. 8772) ; *Leblanc (Chantal)* (p. 8772).

Communication des documents : *Bolo (Alexandre)* (p. 8768) ; *Leblanc (Chantal)* (p. 8772) ; *Pistre (Charles)* (p. 8770) ; *Druon (Maurice)* (p. 8769).

Droit de préemption : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 8771).

Exportation d'archives : *Bolo (Alexandre)* (p. 8767-8768) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 8771) ; *Pistre (Charles)* (p. 8770).

Pré-archivage : *Leblanc (Chantal)* (p. 8772) ; *Lecat (Jean-Philippe)* (p. 8773) ; *Pistre (Charles)* (p. 8871).

Secret : *Leblanc (Chantal)* (p. 8771) ; *Druon (Maurice)* (p. 8769).

DISCUSSION DES ARTICLES [5 décembre 1978] (p. 8801)

ART. 1er (définition des archives) (p. 8801) : *amendement n° 1* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (modification rédactionnelle) : adopté (p. 8801) ; *amendement n° 2* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (élargissement de l'objet de la loi) : retiré (p. 8801) ; *amendement n° 56* du Gouvernement (objet de la loi) : adopté (p. 8801).

MM. Bolo (Alexandre), Pistre (Charles), Lecat (Jean-Philippe).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8801).

ART. 2 (secret professionnel) : *amendement n° 3* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (clarification de la notion d'obligation de secret professionnel) : rejeté (p. 8802).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe), Richomme (Jacques), Séguin (Philippe).

– article 2 adopté (p. 8802).

ART. 3 (définition des archives publiques et modalités de conservation) : *amendement n° 4* corrigé de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (dérogation au principe d'unicité de l'administration des archives) ; *sous-amendement n° 57* du Gouvernement (détermination des règles applicables par un décret en Conseil d'Etat plutôt que par un règlement d'administration publique) : adopté (p. 8803) ; *amendement n° 4* corrigé, ainsi modifié, adopté (p. 8803).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8803).

Après l'ART. 3 : *amendement n° 5* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (destruction des documents) : adopté (p. 8803).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

ART. 4 (obligation de transmission des archives détenues par toute personne en raison de ses fonctions) : *amendement n° 55* de la commission des lois (obligation de transmission limitée aux cas où l'organisme détenteur cesse d'exister) : adopté (p. 8304).

MM. Richomme (Jacques), Bolo (Alexandre), Foyer (Jean).

– l'amendement n° 55 devient l'article 4 (p. 8804).

ART. 5 (communication d'archives publiques) : *amendement n° 6* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (scission de l'article 5 posant le principe de la libre communication des documents dont la diffusion antérieurement au dépôt dans les fonds d'archives était sans restriction ; fixation d'un délai de trente ans pour les autres documents) : adopté avec modifications (p. 8805) ; *sous-amendement n° 45* de la commission des lois (application des règles de communication prévues par la loi du 17 juillet 1978 aux documents de même nature qui sont archivés) : adopté (p. 8805) ; *amendement n° 6*, ainsi modifié, adopté (p. 8805) ; *amendement n° 53* de Mme Chantal Leblanc (délai de cinquante ans pour les documents n'entrant pas dans les quatre catégories visées à l'article 5) : devenu sans objet (p. 8805) ; *amendement n° 40* de Mme Chantal Leblanc (autorisation de consultation) : devenu sans objet (p. 8805).

MM. Bolo (Alexandre), Foyer (Jean), Lecat (Jean-Philippe), Mme Leblanc (Chantal).

– le texte de l'amendement n° 6 et du sous-amendement n° 45 devient l'article 5 (p. 8805).

Après l'ART. 5 : *amendement n° 7* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (délais spéciaux de communication) ; *sous-amendement n° 46* de la commission des lois (augmentation du délai de communication pour les dossiers de personnel) : adopté (p. 8807) ; *sous-amendement n° 47* de la commission des lois (rédactionnel) : adopté (p. 8807) ; *sous-amendement n° 48* de la commission des lois (augmentation du délai de communication pour les informations mettant en cause la vie privée) : adopté (p. 8807) ; *amendement n° 7*, ainsi modifié : adopté (p. 8807) ; *amendement n° 8* de la commission des affaires culturelles (communication anticipée des documents d'archives publiques) : adopté (p. 8809) ; *sous-amendement n° 70* de Mme Chantal Leblanc (distinction entre les chercheurs et le grand public pour les autorisations de consultation) : rejeté (p. 8809) ; *sous-amendement n° 54* corrigé de M. Alexandre Bolo (règles applicables aux consultations des documents notariaux) : rejeté (p. 8879) ; *amendement n° 49* de la commission des lois (réglées applicables pour la consultation des minutes des notaires) : adopté (p. 8809).

MM. Bolo (Alexandre), Richomme (Jacques), Lecat (Jean-Philippe), Foyer (Jean), Mme Leblanc (Chantal).

– le texte de l'amendement n° 49 devient l'article 5 quater (p. 8809).

ART. 6 (définition des archives privées) : adopté (p. 8809).

ART. 7 (conditions de conservation et de communication des archives privées) : *amendement n° 51* de M. Charles Pistre (indiquant que la mention de patrimoine artistique s'explique par référence à la loi du 31 décembre 1968) : adopté (p. 8809).

MM. Pistre (Charles), Bolo (Alexandre), Berger (Henry), Lecat (Jean-Philippe).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 8809).

ART. 8 (classement d'archives privées) : *amendement n° 9* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : adopté (p. 8809) ; *amendement n° 10* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : non soutenu (p. 8810) ; *amendement n° 58* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 8810) ; *amendement n° 11* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : adopté (p. 8810).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 8810).

ART. 9 (archives classées demeurant propriété privée) : *amendement n° 12* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : adopté (p. 8810).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– le texte de l'amendement n° 12 devient l'article 9 (p. 8810).

ART. 10 (notification du classement) (p. 8810) : *amendement n° 13* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (notification immédiate du classement, accusé de réception de la notification par l'intéressé) : adopté (p. 8810).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– le texte de l'amendement n° 13 devient l'article 10 (p. 8810).

ART. 11 (dispositions diverses) (p. 8811) : *amendement n° 14* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (suppression des cinq derniers alinéas de l'article 11) : adopté (p. 8811) ; *amendement n° 41* de M. Joseph Legrand (interdiction de toute destruction d'archives classées) : devenu sans objet (p. 8811).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe), Mme Leblanc (Chantal).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 8811).

Après l'ART. 11 : *amendement n° 15* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réglementation de la destruction d'archives classées) : retiré (p. 8811) ; *amendement n° 59* du Gouvernement (réglementation de la destruction d'archives classées) : adopté après modifications (p. 8811) ; *amendement n° 16* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (opérations de modification ou d'altération et obligation de représentation) (p. 8812) ; *sous-amendement n° 60* du Gouvernement (extension de l'*amendement n° 16* de la commission des affaires culturelles aux altérations portant sur la teneur et la forme) : adopté (p. 8812) ; *amendement n° 16* ainsi modifié : adopté (p. 8812) ; *amendement n° 17* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (notification obligatoire de l'intention d'aliéner) ; *sous-amendement n° 71* du Gouvernement (absence de droit de préemption en cas de vente d'archives classées par son propriétaire) : adopté (p. 8812) ; *amendement n° 17* ainsi modifié : adopté (p. 8812).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

ART. 12 (indemnisation des propriétaires d'archives historiques) : adopté (p. 8812).

ART. 12 *bis* (ventes publiques d'archives privées, obligations de l'officier ministériel) : *amendement n° 18* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (extension de l'article 12 bis à toutes les ventes d'archives) : adopté (p. 8812) ; *amendement n° 19* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (renforcement des garanties de l'administration) ; *sous-amendement n° 61* du Gouvernement (suppression des indications relative à l'origine, la nature, le contenu et la forme des documents) : adopté (p. 8813) ; *amendement n° 19* ainsi modifié : adopté (p. 8813).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– article 12 bis, ainsi modifié, adopté (p. 8813).

ART. 13 (droit de préemption) (p. 8814) : *amendement n° 42* de M. Jacques Brunhes (caractère obligatoire de l'intervention de l'Etat s'il l'estime nécessaire) : adopté (p. 8813) ; *amendement n° 20* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (objet du droit de préemption) : adopté (p. 8813) ; *amendement n° 21* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (compétence du ministre pour régler les différends éventuels) ; *sous-amendement n° 62* du Gouvernement (droits de la Bibliothèque nationale) : adopté (p. 8814) ; *sous-amendement n° 72* de M. Charles Pistre (exercice de son droit par la Bibliothèque nationale dans le cadre de la mission qui lui est propre) : rejeté (p. 8814) ; *amendement n° 21* ainsi modifié : adopté (p. 8814).

MM. Brunhes (Jacques), Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe), Pistre (Charles).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 8814).

Après l'ART. 13 : *amendement n° 22* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (demande d'autorisation et première décision de l'administration pour les exportations de documents) : adopté (p. 8814) ; *amendement n° 23* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (autorisation d'exporter subordonnée à reproduction préalable) : adopté (p. 8814).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

ART. 14 (pouvoir de l'administration des archives en cas d'exportation d'archives classées) : *amendement n° 24* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (droit de rétention de l'Etat) ; *sous-amendement n° 73* de M. Jacques Brunhes (sous-amendement de conformité) : adopté (p. 8815) ; *sous-amendement n° 63* corrigé du Gouvernement (suppression de l'avis du directeur des archives de France) : adopté (p. 8815) ; *amendement n° 24* ainsi modifié ; adopté (p. 8815) ; *amendement n° 43* de M. Jacques Brunhes : devenu sans objet (p. 8815).

MM. Bolo (Alexandre), Brunhes (Jacques), Lecat (Jean-Philippe), Druon (Maurice).

article 14, ainsi modifié, adopté (p. 8815).

ART. 15 (intervention de l'administration en cas d'exportation d'archives non classées) : *amendement n° 25* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (intervention de l'administration en cas d'exportation d'archives non classées) ; *sous-amendements n° 64* et *n° 65* du Gouvernement (rédactionnels) : adoptés (p. 8816) ; *sous-amende-*

ment n° 74 de Mme Chantal Leblanc (*amendement n° 25* ainsi modifié : adopté (p. 8816) ; *amendement n° 44* de Mme Chantal Leblanc : devient sans objet (p. 8816).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe), Mme Leblanc Chantal.

– le texte de l'amendement n° 25 modifié devient l'article 15 (p. 8816).

ART. 16 (conditions d'application des titres I, II et III fixées par décret) : *amendement* de suppression *n° 26* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : adopté (p. 8816).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– l'article 16 est supprimé (p. 8816).

Après l'ART. 16 : *amendement n° 27* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (création d'un titre III bis : « Dispositions communes aux archives publiques et privées » : adopté (p. 8816) ; *amendement n° 28* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (article 16 bis : modalités de communication des documents d'archives) ; *sous-amendement* verbal de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (suppression de la phrase selon laquelle les communications sont données sans frais et sans déplacement) : adopté (p. 8817) ; *amendement n° 28* ainsi modifié : rejeté (p. 8817) ; *amendement n° 29* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (article 16 ter : expéditions, extraits et épreuve de sceaux) ; *sous-amendement n° 66* du Gouvernement (formel) : adopté (p. 8817) ; *sous-amendements n°s 67* et *68* du Gouvernement (suppression de la référence aux épreuves de sceaux) : adoptés (p. 8817) ; *amendement n° 29* ainsi modifié : adopté (p. 8817) ; *amendement n° 30* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (article 16 quater : obligation de motiver le refus de communication) : adopté (p. 8818) ; *amendement n° 31* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (article 16 quinquies : affichage public des délais de communication) : adopté (p. 8818).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe), Richomme (Jacques).

ART. 17 (répression de la non-transmission des archives publiques) (p. 8818) : *amendement n° 50* rectifié de la commission des lois (répression du détournement d'archives sans intention frauduleuse) : adopté (p. 8818).

MM. Richomme (Jacques), Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 8818).

ART. 18 (extension de l'application de l'article 378 du code pénal sur la violation du secret professionnel aux comportements contraires aux articles 2 et 7 du projet) : adopté (p. 8818).

ART. 19 (sanctions applicables à diverses infractions) : *amendement n° 32* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (conséquences d'une nouvelle répartition des articles du projet de loi) : adopté (p. 8819).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– article 19, ainsi modifié, adopté (p. 8819).

ART. 20 (répression des infractions commises par un propriétaire d'archives classées) : *amendement n° 33* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (amendement de conséquence) : adopté (p. 8819).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 8819).

Avant l'ART. 21 : *amendement n° 34* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (article 21 A : intervention d'un règlement d'administration publique) ; *sous-amendement n° 69* du Gouvernement (substitution d'un décret en Conseil d'Etat au règlement d'administration publique) : adopté (p. 8819) ; *amendement n° 34* ainsi modifié : adopté (p. 8819).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

ART. 21 (abrogation de textes) : *amendement n° 35* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (extension de l'énumération des textes abrogés) : adopté (p. 8820).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– le texte de l'amendement n° 35 devient l'article 21 (p. 8820).

ART. 22 (suppression de renvois législatifs) : *amendement n° 36* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (conséquences de l'introduction dans le texte des dispositions de la loi du 23 juin 1941) : adopté (p. 8820).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– article 22, ainsi modifié, adopté (p. 8820).

ART. 23 (coordination avec la loi sur le secret statistique) : *amendement n° 37* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (nouvelle rédaction) : adopté (p. 8820).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe).

– le texte de l'amendement n° 37 devient l'article 23 (p. 8820).

Après l'ART. 23 : *amendement n° 38* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (définition des organes qui, au sein des établissements publics régionaux et des collectivités locales, ont compétence pour demander à l'Etat d'exercer en faveur de ces personnes morales les droits de préemption ou de rétention prévus par le projet) : adopté (p. 8820).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe), Pistre (Charles).

ART. 24 (délai d'entrée en vigueur) : supprimé par le Sénat (p. 8821), *amendement n° 39* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rétablissement du délai de huit mois pour l'entrée en vigueur de la loi) : rejeté (p. 8821).

MM. Bolo (Alexandre), Lecat (Jean-Philippe), Pistre (Charles).

– l'article 24 demeure supprimé (p. 8821).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI (articles 5 *ter* et 5 *quater*) :

ART. 5 *ter* de la première délibération : *amendement n° 1* du Gouvernement (de suppression de l'article 5 ter) : adopté (p. 8821).

MM. Lecat (Jean-Philippe), Bolo (Alexandre).

– article 5 ter supprimé (p. 8821).

ART. 5 *quater* de la première délibération : *amendement n° 2* du Gouvernement (précisant les délais visés par l'article 5 quater) » adopté (p. 8822).

M. Bolo (Alexandre).

– article 5 quater, ainsi modifié, adopté (p. 8822).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 8822).

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 789** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ACTIVITE ET LA GESTION DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL, ET EN PARTICULIER SUR LA CONSERVATION ET L'UTILISATION DE NOS ARCHIVES AUDIOVISUELLES, Assemblée nationale, dépôt le 13 décembre 1978 par M. Alain Madelin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Douffiagues [5 avril 1979]. – Rapport : **n° 1038** [3 mai 1979].

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; RAPPELS AU REGLEMENT. 265.

– **Audio-visuelles.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision (p. 6711, 6715).

– **Des conseils de Prud'hommes.** *Voir* TRAVAIL (juridiction du), 1.

– **Publiques.** *Voir* ADMINISTRATION. 1.

ARDENNES

Voir CHOMAGE. 3.

ARDOISES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

ARENC (centre d' –)

Voir ETRANGERS. 1.

ARGENT (cours du métal)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 327.

ARGENTINE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 55 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 32 ;

RAPPELS AU REGLEMENT. 343 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 95.

– **Déclaration d'un diplomate français en –**. *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Affaires étrangères.

ARIANE (lancement de la fusée)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 274.

ARIANE - ESPACE (société –)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18.

ARIEGE (agriculture)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

ARIEGE (industrie textile)

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

ARJUZANX-MORCENX (centrale thermique)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 58.

ARMAGNAC

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Agriculture . BAPSA.

– **Fiscalité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie). Article 4.

– **Vignoble.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 565.

ARME A RAYONNEMENT RENFORCE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Crédits militaires. budget annexe du service des essences.

ARME CHIMIQUE BINAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Crédits militairs. budget annexe du service des essences.

ARME NUCLEAIRE TACTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Crédits militaires. budget annexe du service des essences.

ARMEE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 509** TENDANT A LA DISSOLUTION DE LA LEGION ETRANGERE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Pierre Girardot et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Arthur Paecht [12 octobre 1978]. – Rapport **n° 427** [22 novembre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1098** PORTANT STATUT GENERAL DES CADRES DE RESERVE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Raymond Maillet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Hector Rolland [13 décembre 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1324** TENDANT A CREER UN CORPS DE CHIRURGIENS-DENTISTES D'ACTIVE DES ARMEES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Arthur Paecht. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Eugène Berest [22 novembre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1457** PORTANT STATUT GENERAL DES CADRES MILITAIRES ET DES MILITAIRES DE CARRIERE OU SERVANT SOUS CONTRAT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Jean Bozzi [10 avril 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1704** TENDANT A LEVER PENDANT SIX MOIS LA FORCLUSION OPPOSEE AUX

MILITAIRES QUI ONT SEJOURNE EN ALLEMAGNE ENTRE LE 6 MAI 1956 ET LE 11 OCTOBRE 1963, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par M. Jean-Pierre Bechter. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Jean Girardot [19 juin 1980]. – Rapport **n° 2181** [18 décembre 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1705** RELATIVE A LA SUPPRESSION DES TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMEES EN TEMPS DE PAIX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par Mme Edwige Avice et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : Mme Edwige Avice [19 juin 1980]. – Rapport **n° 2183** [18 décembre 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1997** PORTANT EXTENSION DES DROITS DES MILITAIRES EN MATIERE DE SECURITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Michel Rocard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2000** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L 4 DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Jean-Guy Branger. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 2294** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 47-1 DE LA LOI **n° 72-662** DU 13 JUILLET 1972 PORTANT STATUT GENERAL DES MILITAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Jean-Claude Pasty. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Voir AFRIQUE. 1, 2, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; MEDIATEUR. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 350 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 166 ; SERVICE NATIONAL. 2, 8, 14.

– **Pétitions Interdites par la loi.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 427.

ARMEE DE L'AIR

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ARMEE DE MER

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ARMEE DE METIER

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 5 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ARMEE DE TERRE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

– **Réorganisation.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 470.

ARMEES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ARMEMENT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 536** INSTITUANT UN CONTROLE DU PARLEMENT SUR LES EXPORTATIONS DE MATERIELS DE GUERRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet

1978 par M. Jean-Pierre Cot et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense et des forces armées. – Rapporteur : M. Abel Thomas [12 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2205** TENDANT A RENDRE LA NATION MAITRESSE DE SA PRODUCTION D'ARMEMENTS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Raymond Maillet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 1, 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce extérieur. – Crédits militaires, budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

– **Délégation générale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

– **Exportations.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

– **Fiscalité applicable aux entreprises du secteur de l' –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 Après l'article 16.

– **Fourniture de matériel d' – à l'Indonésie.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 88.

– **Industrie.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 Discussion générale.

– **Naval Français.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 210, 306.

– **Rôle de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 518.

ARMEMENT NUCLEAIRE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 4 ; DEFENSE NATIONALE. 1, 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences. – Services du Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale.

– **Tactique.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ARMENIENS DE PARIS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 26.

ARMENTIERES (hôpital psychiatrique d' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 908 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 352.

ARMES (exportations d' –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères.

ARMES DE CHASSE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 267.

ARMES ET MUNITIONS

1. – PROJET DE LOI **n° 1056** REPRIMANT LE DEFAUT DE DECLARATION DE LA DISPARITION DE PRODUITS EXPLOSIFS.

SENAT (première lecture), n° 259 (1978-1979), dépôt le 3 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Girod. – Rapport n° 308 (1978-1979) [3 mai 1979]. – Discussion le 10 mai 1979. – Adoption le 10 mai 1979. – Projet de loi n° 93 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1056,** dépôt le 16 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la

République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [31 mai 1979]. – Rapport **n° 1128** [13 juin 1979]. – Discussion le 25 juin 1979. – Adoption définitive le 25 juin 1979. – Projet de loi **n° 194.**

Loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1979 (p. 1598).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).

Loi, article **2** : 2 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).

Loi, article **3** : 3 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).

Loi, article **4** : 4 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1979] (p. 5595) :

Explosifs (obligation de déclaration en cas de vol) : *Piot (Jacques),* (p. 5595) ; *Bonnet (Christian),* (p. 5595).

Vols d'explosifs et attentats : *Piot (Jacques),* (p. 5595) ; *Bonnet (Christian),* (p. 5595).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 juin 1979] (p. 5596) :

ART. 1er (sanctions frappant toute personne détentrice d'une autorisation de fabriquer, d'acquérir, de transporter ou de conserver des explosifs qui n'aura pas effectué une déclaration auprès des services de police dans les 24 heures suivant le moment où elle aura eu connaissance de la disparition de ces produits) : adopté (p. 5596).

ART. 2 (sanctions frappant tout préposé auquel aura été confiée la garde de produits explosifs) : adopté (p. 5596).

ART. 3 (obligation faite à l'employeur d'informer tout préposé appelé à détenir des explosifs des responsabilités qui lui incombent personnellement) : adopté (p. 5596).

ART. 4 (application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) : adopté (p. 5596).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi (p. 5596).

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ARRAS (région d' –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 359.

ARRAS (programme d'action foncière d' –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 531.

ARRESTATION EN SUISSE DE DOUANIERS FRANÇAIS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 702.

ARRET DE LA COUR DE CASSATION « Cafés Jacques Vabre »

Voir JUSTICE (organisation de la), 4.

ARRET DU CONSEIL D'ETAT « Syndicat général des fabricants de semoule de France »

Voir JUSTICE (organisation de la), 4.

ARRETE BROSSIER (quotas des pêches maritimes)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande.

ARRETE FEUILLET DE 1897

Voir NOUVELLE CALEDONIE. 8.

ARRETS DE REGLEMENT

Voir JUSTICE (organisation de la), 4.

ARSENAUX

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 49. – (Deuxième

partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences. – Comptes spéciaux du trésor ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 106, 112, 120, 122, 195, 381, 393, 412, 449, 461 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 77, 196.

ART DRAMATIQUE (subventions aux centres)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 233.

ARTICLE 34 DE LA CONSTITUTION (principes fondamentaux de la sécurité sociale et régimes complémentaires)

Voir AVOCATS. 2.

– **Principes fondamentaux du droit du travail et du droit syndical.** *Voir* SALARIES. 1.

– **Sécurité sociale.** *Voir* ASSURANCE-VIEILLESSE. 16.

ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION

Voir NOUVELLES HEBRIDES. 1.

ARTICLE 40 DE LA CONSTITUTION

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; CHOMAGE(indemnisation du), 1 ; IMPOTS LOCAUX. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 73 ; LOIS DE FINANCES. 3 Articles et articles additionnels non rattachés (après l'article 77) ; MOTIONS DE CENSURE. 4, 5, 6 ; PLAN. 2.

– **Application aux amendements.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 114, 115, 152, 200, 211, 225.

ARTICLE 41 DE LA CONSTITUTION (amendement accepté par le Président)

Voir ENERGIE NUCLEAIRE. 2.

– **Opposé par le Gouvernement - admis par le Président.** *Voir* ENERGIE. 1.

ARTICLE 49, (alinéa 3 de la Constitution)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 – Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 6 ; MOTIONS DE CENSURE. 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17.

ARTICLE 53 DE LA CONSTITUTION

Voir NOUVELLES HEBRIDES. 1.

ARTICLE 40 DE L'ORDONNANCE DU 2 JANVIER 1959 RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

Voir ALLOCUTIONS. 6 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 25 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 203.

ARTICLE 41 DE LA LOI ORGANIQUE SUR LES LOIS DE FINANCES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

ARTICLE D'EQUILIBRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES (rejet de l' –)

Voir ALLOCUTIONS. 6 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 203.

ARTICLE 39 BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

ARTILLERIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ARTISANAT

Voir EMPLOI. 10 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Départements d'Outre-Mer. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale). – (Deuxième partie), Commerce et artisanat ; PLANS. 2 ; PRIX. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 4, 119, 123.

– **Dom-Tom.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

ARTISANS

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; BAUX COMMERCIAUX. 5 ; ENTREPRISES (petites et moyennes), 1 ; EPARGNE. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 324 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 369, 370 ; SOCIETES. 3 ; URBANISME. 1.

ARTISANS ET COMMERÇANTS

Voir IMPOTS LOCAUX. 2 (Article 5).

– **Cotisations sociales.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Impôts sur le revenu.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

ARTISTES

Voir CONTRATS DE TRAVAIL. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE. 1 ; RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 1.

– **Imposition des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 65, amendement 325.

ARTS APPLIQUES (médaille)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), budget annexe des monnaies et médailles.

ARTS PLASTIQUES

Voir ENVIRONNEMENT. 1.

ASCENDANTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Anciens combattants ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Anciens combattants ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

ASCENSEURS

Voir COPROPRIETE. 3, 5.

ASIE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10.

– **Exportations vers la France.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 550.

ASIE DU SUD-EST

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1878** déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances de l'économie générale et du Plan, à la suite d'une MISSION EFFECTUEE EN INDONESIE, A SINGAPOUR, A HONG-KONG, A TAIWAN ET EN REPUBLIQUE DE COREE, PAR UNE DELEGATION DU BUREAU DE LA COMMISSION, présenté par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues [27 juin 1980].

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 451, 457, 460, 469.

ASSAINISSEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture – BAPSA ; Environnement et cadre de vie ; Intérieur.

ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 722** fait en application de l'article 29 du règlement, AU NOM DES DELEGUES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE ET A L'ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE SUR L'ACTIVITE DE CES DEUX ASSEMBLEES AU COURS DE LEURS 29e ET 33e SESSIONS ORDINAIRES RESPECTIVES [1977-1978] et présenté à la commission des affaires étrangères par M. Grussenmeyer (François) [23 novembre 1978] (p. 8272).

2. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1186** fait en application de l'article 29 du règlement, AU NOM DES DELEGUES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR L'ACTIVITE DE CETTE ASSEMBLEE AU COURS DE SA 30e SESSION ORDINAIRE [1978-1979] et présenté à la commission des affaires étrangères par M. François Grussenmeyer [21 juin 1979] (p. 5449).

3. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1764** fait en application de l'article 29 du règlement, AU NOM DES DELEGUES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR L'ACTIVITE DE CETTE ASSEMBLEE AU COURS DE SA 31e SESSION ORDINAIRE [1979-1980] et présenté à la commission des affaires étrangères par M. François Grussenmeyer [29 mai 1980].

– **Représentants élus par l'Assemblée nationale :** *Voir* pages préliminaires.

ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (U.E.O.)

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1138** déposé en application de l'article 29 du règlement, AU NOM DES DELEGUES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, SUR L'ACTIVITE DE CETTE ASSEMBLEE AU COURS DE SA 23e SESSION ORDINAIRE [1978-1979] et présenté par M. Jean Bozzi [19 juin 1979] (p. 5309).

2. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 2117** fait en application de l'article 29 du règlement, AU NOM DES DELEGUES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, SUR L'ACTIVITE DE CETTE ASSEMBLEE AU COURS DE SA 25e SESSION ORDINAIRE [1979-1980] et présenté à la commission des affaires étrangères par M. Jean Bozzi [4 décembre 1980].

Voir ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE, 1.

ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 453** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 3 DE LA LOI n° 77-729 RELATIVE A L'ELECTION DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Roger Chinaud. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [12 octobre 1978].

2. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 557** fait en application de l'article 29 du règlement, AU NOM DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, SUR L'ACTIVITE DE CETTE ASSEMBLEE EN 1977, et présenté à la commission des affaires étrangères par M. Michel Cointat [2 juillet 1978] (p. 3803).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 638** PORTANT INTERDICTION DE RECEVOIR DES SUBSIDES D'ORIGINE FRANÇAISE OU ETRANGERE POUR LES ELECTIONS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [16 novembre 1978]. – Rapport **n° 768** [7 décembre 1978] commun aux propositions de loi **nos 638** et **669** (Assemblée des Communautés européennes, 4). – Discussion le 11 décembre 1978. – Adoption le 11 décembre 1978. – Nouveau

titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE AU FINANCEMENT DES ELECTIONS AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT DE L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ». – Proposition de loi **n° 107.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1978] (p. 9174) :

Action d'information menée par la C.E.E. : *Chinaud (Roger),* (p. 9176) ; *Debré (Michel),* (p. 9179, 9183) ; *Richard (Alain),* (p. 9180) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9182,9183).

Conseil constitutionnel (incompétence pour juger de la conformité des lois aux engagements internationaux de la France) : *Foyer (Jean),* (p. 9182).

Elections européennes (financement de la campagne électorale par des fonds européens) : *Aurillac (Michel),* (p. 9174) ; *Chinaud (Roger),* (p. 9175, 9176) ; *Ducoloné (Guy),* (p. 9177) ; *Debré (Michel),* (p. 9178) ; *Foyer (Jean),* (p. 9181) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9182).

Groupes politiques à l'Assemblée européenne (financement) : *Aurillac (Michel),* (p. 9175) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9182).

Indépendance de l'information en France : *Richard (Alain),* (p. 9181).

Partis politiques (financement) : *Chinaud (Roger),* (p. 9175) ; *Ducoloné (Guy),* (p. 9177) ; *Richard (Alain),* (p. 9180, 9181).

Publicité commerciale et propagande électorale : *Aurillac (Michel),* (p. 9175) ; *Debré (Michel),* (p. 9179, 9183) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9184).

DISCUSSION DES ARTICLES [11 décembre 1978] (p. 9184) :

ART. 1er (interdiction faite à tous les partis politiques, associations, candidats ou électeurs d'accepter des fonds en provenance des Communautés européennes en vue des campagnes pour la désignation des représentants français àl'Assemblée des Communautés européennes) : *amendement n° 4* de M. Alain Richard (contrôle du Parlement français sur la répartition entre les différentes listes des fonds attribués par la Communauté européenne et destinés au financement de la campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel) : rejeté (p. 9185) ; *amendement n° 1* de M. Roger Chinaud (création d'une commission parlementaire chargée de veiller àl'application des dispositions de l'article 1er) : adopté avec une rectification formelle (p. 9186).

MM. Mitterrand (François), Aurillac (Michel), Bonnet (Christian), Chinaud (Roger), Richar (Alain), Ducoloné (Guy) :

– article 1er adopté avec modification (p. 9186).

ART. 2 (interdiction faite à tous les moyens d'information de conclure aucun marché de publicité avec les Communautés européennes en vue des campagnes pour la désignation des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes) : *amendement n° 2* rectifié de M. Roger Chinaud (création d'une délégation parlementaire chargée de veiller à ce que les informations présentées dans le cadre de toute campagne engagée par la commission de Communauté européenne soient en conformité avec les dispositions du traité de Rome et des textes complémentaires) : rejeté par scrutin public n° 142 (p. 9189) ; liste des votants (p. 9193) ; *amendement n° 5* de la commission (interdiction faite à tout moyen d'information de conclure aucun marché de publicité avec les communautés pendant les campagnes électorales pour la désignation des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes) : retiré (p. 9189).

MM. Chinaud (Roger), Aurillac (Michel), Bonnet (Christian), Ducoloné (Guy), Foyer (Jean), Debré (Michel) :

– article 2 adopté (p. 9189).

ART. 3 (sanctions pénales en cas d'infraction aux dispositions des articles 1er et 2) : *amendement n° 3* de M. Pierre-Alexandre Bourson (aggravation des sanctions pénales prévues à l'article 3) : adopté avec une rectification formelle (p. 9189).

MM. Bourson (Pierre-Alexandre), Aurillac (Michel), Bonnet (Christian), Ducoloné (Guy) :

– article 3 adopté avec modification (p. 9189).

TITRE : « Proposition de loi relative au financement des élections au suffrage universel direct de l'Assemblée des Communautés européennes », adopté (p. 9189).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Mitterrand (François) :* se déclare favorable au financement des partis politiques par la puissance publique ; reproche au R.P.R. de vouloir interdire toutes dépenses publicitaires destinées à appeler à voter pour l'Europe tout en étant disposé à accepter l'argent qui lui permettra de la combattre ; demande que le Gouvernement publie le montant des sommes déjà versées par les Communautés ; abstention du parti socialiste (p. 8190) ;

– *Chinaud (Roger) :* texte ne constituant qu'un vœu pieux en l'absence de toute possibilité de contrôle des messages diffusés par les Communautés européennes sur le

territoire national ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 9190) ;

– *Debré (Michel)* : texte ne constituant pas un vœu pieux mais une série d'interdictions ; vote favorable du groupe R.P.R. (p. 9190) ;

– *Ducoloné (Guy)* : impossibilité d'accepter de laisser se créer un précédent autorisant le financement d'une campagne électorale par l'étranger ; vote favorable du groupe communiste (p. 9191).

ADOPTION DE LA PROPOSITION DE LOI par scrutin public n° 143 (p. 9191), liste des votants (p. 9194).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 669** TENDANT A INTERDIRE L'INGERENCE D'UNE INSTITUTION ETRANGERE DANS L'ELECTION DES REPRESENTANTS FRANÇAIS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 novembre 1978 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [16 novembre 1978]. – Rapport **n° 768** [7 décembre 1978] commun aux propositions de loi **n^os 669** et **638** (Assemblée des Communautés européennes, 3). – Discussion le 11 décembre 1978 ; discussion générale commune de la proposition de loi tendant à interdire l'ingérence d'une institution étrangère dans l'élection des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes **(n° 669)** et de la proposition de loi portant interdiction de recevoir des subsides d'origine française ou étrangère pour les élections à l'Assemblée des Communautés européennes **(n° 638)** [11 décembre 1978] (p. 9174).

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

5. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 779** VISANT A INTERDIRE LE CUMUL DES INDEMNITES PARLEMENTAIRES FRANÇAISES ET EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 décembre 1978 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [21 décembre 1978].

6. – PROJET DE LOI **n° 1040** RELATIF A L'INDEMNITE DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 mai 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Urgence déclarée le 29 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [17 mai 1979]. – Rapport **n° 1104** [30 mai 1979]. – Discussion le 31 mai 1979. – Adoption le 31 mai 1979. – Projet de loi **n° 173.**

SENAT (première lecture), n° 364 [1978-1979]. Dépôt le 5 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 399 (1978-1979) [19 juin 1979]. – Discussion le 16 juin 1979 – Adoption avec modifications le 26 juin 1979. – Projet de loi n° 115 [1978-1979].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [26 juin 1979] (p. 5685). – Nomination [*J.O.* du 28 juin 1979] (p. 1547).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Jacques Piot, Pierre-Charles Krieg, Raymond Forni, Jacques Richomme, Charles Millon, Gérard Longuet ; membres suppléants : MM. Pierre Raynal, Antoine Lepeltier, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Gérard Houteer, Lucien Villa, Henri Baudouin, Maurice Charretier.

Sénateurs. Membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Jacques Thyraud, Etienne Dailly, Yves Estève, Pierre Marcilhacy, Jean Geoffroy, Paul Pillet ; membres suppléants : MM. Baudoin de Hauteclocque, Marcel Rudloff, Edgar Tailhades, Jacques Larché, Charles Lederman, René Jourdan, Michel Giraud.

Bureau [*J.O.* du 28 juin 1979] (p. 1547). Président : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-président : M. Jacques Piot.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Foyer [*J.O.* du 28 juin 1979] (p. 1547). – Rapport **n° 1198** [27 juin 1979]. – Discussion le 28 juin 1979. – Adoption avec modifications le 28 juin 1979. – Projet de loi **n° 297.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 446 (1978-1979) [27 juin 1979]. – Discussion le 29 juin 1979. – Rejet le 29 juin 1979. – Projet de loi n° 138 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1193.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport

n° 1270 [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption avec modifications le 30 juin 1979. – Projet de loi **n° 216.**

SENAT (deuxième lecture), n° 472 (1978-1979). Dépôt le 30 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 473 (1879-1979) [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption avec modifications le 30 juin 1979. – Projet de loi n° 146 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1277.** Dépôt le 30 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 1278** [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption définitive le 30 juin 1979. – Projet de loi **n° 220.**

Loi n° 79-563 du 6 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 7 juillet 1979 (p. 1643) ; rectificatif *J.O.* du 14 juillet 1979 (p. 1838).

Table de condordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 et 4 (projet. – A.N. 1) 4 (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3).

Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2.).

Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2).

Loi, article **4** : 3 (projet. – A.N. 1) 3 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2).

Loi, article **5** : 4 alinéa 2. – A.N. 1. 4 (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2).

Loi, article **6** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2.).

Loi, article **7** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [31 mai 1979] (p. 4490) :

Assemblée des Communautés européennes (nature juridique) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 4491) ; *Foyer (Jean)*, (p. 4492).

Conseil économique et social (membres élus à l'Assemblée européenne) : *Foyer (Jean)*, (p. 4491).

Indemnités des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes : Modalités de liquidation : *Foyer (Jean)*, (p. 4490) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 4491).

Montant : *Foyer (Jean)*, (p. 4490) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 4491).

Régime fiscal : *Foyer (Jean)*, (p. 4491) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 4491).

Règles de cumul : *Foyer (Jean)*, (p. 4490) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 4491).

Représentants français à l'Assemblée européenne (régime de sécurité sociale) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 4491).

DISCUSSION DES ARTICLES [31 mai 1979] (p. 4493) :

ART. 1er (mode de calcul de l'indemnité accordée aux représentants à l'Assemblée des Communautés européennes) : *amendement n° 12* de la commission (précisant que le régime d'indemnité applicable aux représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes est identique à celui qui s'applique aux députés et aux sénateurs) rejeté (p. 4493).

MM. Foyer (Jean), Corrèze (Roger), François-Poncet (Jean).

– article 1er adopté (p. 4493).

ART. 2 (création d'une indemnité de fonction d'un montant égal au quart de l'indemnité principale) : *amendement n° 2* de la commission (réduction du montant des indemnités perçues en application de l'article 1er à dûe concurrence du montant des avantages représentant le caractère d'une indemnité spécifique qui seraient alloués par l'Assemblée des Communautés européennes) adopté avec rectification formelle (p. 4494).

MM. Foyer (Jean), François-Poncet (Jean), Krieg (Pierre-Charles).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 4494).

ART. 3 (confiant la gestion des indemnités visées aux articles 1er et 2 aux Assemblées parlementaires qui pourront créer, à cet effet, un organe commun) : *amendement n° 3* de la commission (confiant à l'Assemblée nationale la gestion des crédits nécessaires à l'application de l'article 1er) adopté (p. 4495).

MM. Foyer (Jean), François-Poncet (Jean).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4495).

ART. 4 (interdisant le cumul des indemnités des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes avec les indemnités allouées aux parlementaires et avec toutes rémunérations publiques) : *amendement n° 4* de la commission (rédactionnel) retiré

(p. 4495) ; *amendement n° 5* de la commission (rédactionnel) retiré (p. 4495) ; *amendement n° 11* de la commission (régime des membres du Conseil économique et social élus à l'Assemblée des Communautés européennes) adopté (p. 4496).

MM. Foyer (Jean), François-Poncet (Jean).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 4496).

ART. 5 (affiliation au régime des prestations sociales des Assemblées et au régime général d'assurance-vieillesse des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes qui ne sont ni députés, ni sénateurs) : *amendement n° 6* de la commission (amendement de conséquence) adopté (p. 4496) ; *amendement n° 7* de la commission (suppression du second alinéa de l'article 5) retiré (p. 4496).

MM. Foyer (Jean), François-Poncet (Jean).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 4496).

ART. 6 (soumission àl'impôt sur le revenu des indemnités prévues aux articles 1er et 2) : *amendement n° 9* de la commission (suppression de l'article 6) devenu sans objet (p. 4496).

M. Foyer (Jean).

– article 6 adopté (p. 4496).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4496).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [28 juin 1979] (p. 5788) :

Conseil économique et social (régime de retraite de ses membres élus à l'Assemblée européenne) : *Foyer (Jean)*, (p. 5788).

Indemnité des parlementaires européens qui ne sont ni députés ni sénateurs : *Foyer (Jean)*, (p. 5788) ; *Bernard-Reymond (Pierre)*, (p. 5788).

Parlementaures européens (régime fiscal) : *Bernard-Reymond (Pierre)*, (p. 5788).

DISCUSSION DES ARTICLES [28 juin 1979] (p. 5788) :

ART. 1er : *amendement n° 1* du Gouvernement (régime d'indemnité appliqué aux représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes qui ne sont ni sénateurs, ni députés) adopté (p. 5788).

ART. 2 : *amendement n° 2* du Gouvernement (réduction du montant des indemnités perçues en application de l'article 1es à dûe concurrence du montant des indemnités de même nature qui pourraient être allouées par l'Assemblée des Communautés européennes) retiré (p. 5789).

M. Bernard-Reymond (Pierre).

ART. 3 : Art. 3 *bis* : (ouverture au budget de l'Etat des crédits nécessaires au versement des indemnités des membres de l'Assemblée européenne).

ART. 4 : *amendement n° 3* du Gouvernement (règles de cumul) retiré (p. 5789).

M. Bernard-Reymond (Pierre).

ART. 5

ART. 6 : (supprimé) : *amendement n° 4* rectifié du Gouvernement (soumission à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des traitements et salaires des indemnités prévues à l'article 1er) adopté (p. 5789).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire ainsi modifié (p. 5789).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1979] (p. 5916) :

Commissions mixtes paritaires (droit d'amendement du Gouvernenement) : *About (Nicolas)*, (p. 5916).

Parlementaires européens (régime fiscal) : *About (Nicolas)*, (p. 5916) ; *Bernard-Reymond (Pierre)*, (p. 5916) ; *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 5916) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 5916) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 5917).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1979] (p. 5917) :

ART. 1er : *amendement n° 1* du Gouvernement (supprimant dans l'article 1er la référence à l'article 3 de l'ordonnance de 1958 relative à la fiscalité applicable à l'indemnité parlementaire) adopté (p. 5917).

MM. Bernard-Reymond (Pierre), About (Nicolas).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5917).

ART. 2 : adopté (p. 5917).

ART. 3 : adopté (p. 5917).

ART. 3 *bis* : (ouverture au budget de l'Etat des crédits nécessaires au versement des

indemnités des membres de l'Assemblée européenne) adopté (p. 5917).

ART. 4 : adopté (p. 5917).

ART. 5 : *amendement n° 3* de la commission (amendement de coordination) adopté (p. 5917).

MM. About (Nicolas), Bernard-Reymond (Pierre).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 5917).

ART. 6 : supprimé par le Sénat : *amendement n° 2* du Gouvernement (soumettant à l'impôt sur le revenu les indemnités des membres de l'Assemblée européenne) adopté (p. 5918).

MM. Bernard-Reymond (Pierre), About (Nicolas).

– article 6, ainsi rétabli, adopté (p. 5918).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5918).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1979] (p. 5925) :

Parlementaires européens (régime fiscal) : *About (Nicolas)*, (p. 5925) ; *Bernard-Reymond (Pierre)*, (p. 5925).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1979] (p. 5926) :

ART. 1er (rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté avec l'ensemble du projet de loi (p. 5926).

ART. 5 (rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté avec l'ensemble du projet de loi (p. 5926).

ART. 6 (rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté avec l'ensemble du projet de loi (p. 5926).

Adoption de l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale par scrutin public n° 202 (p. 5926) ; liste des votants (p. 5929).

7. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1060** DEPOSE, en application de l'article 29 du règlement, AU NOM DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, sur l'activité de cette Assemblée en 1978 par M. Michel Cointat [16 mai 1979] (p. 3861).

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1249** RELATIVE AU REMBOURSEMENT DES LISTES AYANT OBTENU MOINS DE 5 % DES VOIX A L'ELECTION DU 10 JUIN 1979 DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Lucien Villa et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Lucien Villa [4 octobre 1979].

Voir CARTE D'IDENTITE NATIONALE, 1 ; COMMUNAUTES EUROPEENNES, 1, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 8, 10 ; INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES, 4, 6, 7 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie). Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie). Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES, **10** (deuxième partie). Affaires étrangères : QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 175, 395, 440, 453, 518, 647, 745, 820, 835, 885, 971 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 110, 230, 254, 305, 312 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 93, 116, 167, 217.

ASSEMBLEE NATIONALE

Voir ALLOCUTIONS, 3, 8 ; ELECTIONS LEGISLATIVES, 1, 2 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 2, 4, 5, 12.

– **Accès à la Banque de données de la Documentation française.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie). Service du Premier ministre. – I. – Services généraux – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social – Budget annexe des Journaux Officiels.

– **Arrêts du travail à l'imprimerie.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie). Crédits militaires – Budget annexe du service des Essences, (p. 7115).

– **Bureau de l' –.** *Voir* ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPENNES, 6.

– **Caisse des pensions.** *Voir* ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPENNES, 6.

– **Compte rendu des débats.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 128, 129.

– **Conditions de travail.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1. Explications de vote et scrutin sur l'ensemble.

– **Délai d'impression des rapports budgétaires.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Services du Premier ministre. – I. Services généraux. – Fonction publique.

– **Distribution des rapports.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Travail et santé – I. – Section commune. – III. – Santé et famille, (p. 6838).

– **Economies sur les dépenses de l'–.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (première partie). – Article 25.

– **Financement du voyage d'un intergroupe.** *Voir* QUESTION AU GOUVERNEMENT. 590.

– **Gestion de l'indemnité des représentants.** *Voir* ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 6.

– **Informatique.** *Voir* ALLOCUTIONS. 6.

– **Manifestations dans les tribunes du public.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Jeunesse, Sports et Loisirs – I. Jeunesse et Sports.

– **Manifestations aux abords du Palais Bourbon.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Radiodiffusion et télévision, (p. 6718).

– **Nécessité d'un service de presse.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 191.

– **Omission du nom d'un député sur un rapport.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 101.

– **Ordre des orateurs.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 246.

– **Organisation du travail parlementaire.** *Voir* ALLOCUTIONS. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1. Explications de vote et scrutin sur l'ensemble.

– **Publicité des séances.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 249.

– **Rapports avec le Sénat.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 115, 116.

– **Refus d'intimidation par manifestations.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Education.

– **Restaurant de l'–.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 276.

– **Sécurité à l'–.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 309, 303.

– **Sécurité extérieure.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 249.

– **Temps de parole.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 251.

ASSEMBLEE PLENIERE

Voir COUR DE CASSATION. 2.

ASSEMBLEES TERRITORIALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). TERRITOIRES D'OUTRE-MER ; NOUVELLE-CALEDONIE. 4, 5 ; POLYNESIE FRANÇAISE. 1.

ASSIETTE DES COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE

Voir SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

ASSIGNATION A RESIDENCE

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

ASSISTANCE EDUCATIVE

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-LER. 3.

ASSISTANCE PUBLIQUE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 161.

ASSISTANCE PUBLIQUE DE MARSEILLE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Travail et santé. – I. – Section commune. –

III. – Santé et famille, (p. 6861) ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 270, 340.

ASSISTANCE TECHNIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Commerce et Artisanat. – Départements d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Commerce et artisanat ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 42.

ASSISTANTES MATERNELLES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; ENFANTS. 6 , LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 (article 1er), 5 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale. ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 243.

ASSISTANTES SOCIALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 205** RELATIVE A LA VALIDATION DES SERVICES ACCOMPLIS PAR DES ASSISTANTS OU ASSISTANTES DE SERVICE SOCIAL DANS DES SERVICES SOCIAUX PRIVES TRANSFORMES EN SERVICES SOCIAUX PUBLICS OU DANS DES SERVICES SOCIAUX PRIVES SUPPLEANT DES SERVICES SOCIAUX PUBLICS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Nicole de Hauteclocque et M. Lucien Richard. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alain Richard [1er juin 1978].

ASSISTANTS DE DROIT

Voir MAGISTRATS. 2.

ASSISTANTS D'UNIVERSITES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Universités ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 170, 205.

ASSISTANTS DU SERVICE SOCIAL

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 614.

ASSISTANTS TECHNIQUES A LA GESTION INDUSTRIELLE

Voir ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES. 1.

ASSOCIATION « AMICALE DES MAGISTRATS RESISTANTS »

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 338.

ASSOCIATION DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE (A.C.T.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Agriculture, B.A.P.S.A.

ASSOCIATION DE GERANCE DES ECOLES D'APPRENTISSAGE MARITIME (A.G.R.E.A.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Transports.

ASSOCIATION DES CONSEILLERES MUNICIPALES DU RHONE

Voir ELECTIONS MUNICIPALES. 2.

ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE (A.N.S.E.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Affaires étrangères.

ASSOCIATION DES OUVRIERS EN INSTRUMENTS DE PRECISION (A.O.I.P.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Budget annexe des Postes et Télécommunications ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 634 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 318.

ASSOCIATION DU SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE (A.S.S.U.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL (I.A.T.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Transports. – III. – Aviation civile et météorologie.

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION TOURISTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

ASSOCIATION FRANÇAISE DES BANQUES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (A.I.D.)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 35.

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONELLE DES ADULTES (A.F.P.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Travail et santé. – II. – Travail et participation, formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : formation professionnelle. – Travail et participation ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 385.

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Travail et participation.

ASSOCIATION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (A.N.D.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Taxes parafiscales ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Agriculture. – BAPSA. Taxes parafiscales ; RAPPELS AU REGLEMENT. 423.

ASSOCIATION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ANTILLES ET DE LA GUYANE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ŒUVRES SOCIALES D'OUTRE-MER

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Economie et budget. – I. – Charges communes.

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (A.S.S.E.D.I.C.)

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 2 ; CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle : QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 164 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 509.

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DES CADRES (A.P.E.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Travail et participation.

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DES CADRES INGENIEURS ET TECHNICIENS DANS L'AGRICULTURE (A.P.E.C.I.T.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Travail et participation ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 556.

ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DES ETRANGERS

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie). Travail et santé. – II. – Travail et participation, formation professionnelle (p. 6829).

ASSOCIATION PROMOCAL

Voir ENERGIE. 1.

ASSOCIATION RHONE-ALPES ENERGIE

Voir ENERGIE. 1.

ASSOCIATION TECHNIQUE CHARGEE DES IMPORTATIONS DE CHARBON

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Industrie.

ASSOCIATION TECHNIQUE POUR L'ACTION CULTURELLE (A.T.A.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Culture et communication.

ASSOCIATIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 888** RELATIVE A LA RECONNAISSANCE ET AU DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 décembre 1978 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Delehedde [12 avril 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Jean Laurain [7 juin 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 952** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 5 DE LA LOI DU 1er JUILLET 1901 RELATIVE AU CONTRAT D'ASSOCIATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Jean-Pierre Delalande. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [3 mai 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1670** RELATIVE AUX ASSOCIATIONS RECEVANT DES SUBVENTIONS DE LA PART DE PERSONNES PUBLIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. Philippe Séguin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [14 mai 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2194** VISANT A ABROGER LA NOTION D'ASSOCIATION ETRANGERE DEFINIE DANS LE DECRET-LOI DU 12 AVRIL 1939, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 2203** SUR LA VIE ASSOCIATIVE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Jean-Paul Fuchs et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ACTION SOCIALE. I ; BIENFAISANCE. 1 ; CHASSE. 1 ; CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. 10 ; CONSOMMATION. 1 ; DEPORTES ET INTERNES. 7, 9, 10 ; ENVIRONNEMENT. 1 ; FAMILLE. 4 ; FEMMES. 4 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie). Article 6. – Après l'article 6 ; LOIS DE FINANCES. 6. Article

11 ; SPORTS. 1 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 4 ; URBANISME. 2.

– **Droit de recours.** *Voir* FEMME (CONDITION DE LA). 7.

– **Fiscalité.** *Voir* IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie). Après l'article 3, avant l'article 4.

ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

– **Inefficacité d'un accord collectif.** *Voir* ASSURANCES. 3.

ASSOCIATIONS DE DEFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie.

ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

ASSOCIATIONS DE LA LOI DE 1901 ET DEMEMBREMENTS DE L'ETAT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Affaires étrangères ; LOIS DE REGLEMENT. 3.

ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS (définition)

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

ASSOCIATIONS DE RELAIS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Affaires étrangères.

ASSOCIATIONS DE RESISTANTS ET DEPORTES (constitution de partie civile)

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

ASSOCIATIONS ET CENTRES DE GESTION AGREES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (article 10) (deuxième partie). Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget, commission mixte paritaire.

ASSOCIATIONS FAMILIALES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; FAMILLE. 4.

ASSOCIATIONS INTERCOMMUNALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 3.

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Voir PROFESSIONS LIBERALES. 2.

ASSOCIATIONS SOCIO-EDUCATIVES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

ASSOCIATIONS SPORTIVES

Voir SPORTS. 4.

ASSOCIATIONS SPORTIVES SCOLAIRES OU UNIVERSITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

ASSOCIATIONS SYNDICALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1217** TENDANT A PERMETTRE AUX DIRECTEURS D'ASSOCIATIONS SYNDICALES AUTORISES DE PERCEVOIR UNE INDEMNITE ANNUELLE DE FONCTIONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Henri Bayard. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [4 octobre 1979].

ASSURANCE ACCIDENTS AGRICOLES (régime du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Voir IMPOTS. 8.

ASSURANCE AUTOMOBILE OBLIGATOIRE

Voir ASSURANCES. 3.

ASSURANCE CHOMAGE

Voir APPRENTISSAGE. I.

ASSURANCE CONSTRUCTION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 236, 458.

ASSURANCE DECES

Voir LOIS DE FINANCES. 3. Articles et articles additionnels non rattachés. (Article 58).

ASSURANCE INVALIDITE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Prestations sociales agricoles.

ASSURANCE INVALIDITE-DECES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1255** TENDANT A ETENDRE AUX AYANTS-DROITS DE RETRAITES DU REGIME GENERAL LE VERSEMENT D'UN CAPITAL DECES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Claude Evin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Claude Evin [4 octobre 1979].

Voir SECURITE SOCIALE. 8.

ASSURANCE INVALIDITE DES AGRICULTEURS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Agriculture – BAPSA.

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 449** RELATIVE A L'AMELIORATION DU REMBOURSEMENT DES DEPENSES DE L'ASSURANCE MALADIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Jacques-Antoine Gau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Saint-Paul [12 octobre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Jean-François Autain [10 avril 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 451** TENDANT A LA SUPPRESSION DES CONTROLES MEDICAUX PATRONAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Jacques-Antoine Gau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Guy Bèche [12 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 452** TENDANT A INTERDIRE LE CONTROLE MEDICAL PATRONAL, Assemblée natio-

nale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Georges Hage [12 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 886** RELATIVE A LA MAJORATION DES TAUX DE CERTAINES INDEMNITES JOURNALIERES DEUX FOIS PAR AN, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 décembre 1978 par M. Pierre Jagoret et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Pierre Jagoret [12 avril 1979]. – Nouveau rapporteur : Mme Marie Jacq [10 avril 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 916** TENDANT A MODIFIER LES CONDITIONS D'OUVERTURE DES DROITS AUX PRESTATIONS MALADIE APPLICABLES AUX ASSURES AYANT EXERCE SIMULTANEMENT OU SUCCESSIVEMENT PLUSIEURS ACTIVITES PROFESSIONNELLES SALARIEES OU NON SALARIEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Marc Lauriol. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Pasty [12 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1082** TENDANT A SUPPRIMER LES ARTICLES L.260 ET L.263 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE INSTITUANT LE « TARIF D'AUTORITE », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Jean Delaneau. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Pierre Chantelat [21 juin 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1307** TENDANT A LA SUPPRESSION DU TARIF D'AUTORITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Pierre Chantelat [8 novembre 1979.

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1613** PORTANT SUR LA SUPPRESSION DU TICKET MODERATEUR D'ORDRE PUBLIC, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. François Autain et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. François Autain [30 avril 1980.

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1624** TENDANT A SUPPRIMER LE TICKET MODERATEUR D'ORDRE PUBLIC, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alain Léger [22 mai 1980.

Voir ADMINISTRATION. 1 ; COMMERCE ET ARTISANAT. 1 ; CONGES PAYES. 6 ; FEMMES. 1 ; FRANÇAIS A L'ETRANGER. 7 ; HOPITAUX. 1 ; IMPOTS. 8. Article 19 quater ; LOIS DE FINANCES. 1. Article 63 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Agriculture. – BAPSA. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Prestations sociales agricoles. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale. – Agriculture. – BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 324, 407 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 397 ; SECURITE SOCIALE. 8, 11, 13, 14, 15, 16, 17 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2, 4 ; SECURITE SOCIALE (PRESTATIONS). 1 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 4, 6.

ASSURANCE MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES (AMEXA)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Agriculture. – BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Prestations sociales agricoles ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Agriculture. – BAPSA.

ASSURANCE PERSONNELLE

Voir SECURITE SOCIALE. 14, 16

ASSURANCE VIEILLESSE

Voir SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 4 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 91, 92, 94.

ASSURANCES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 44** TEN-

DANT A COMPLETER L'ARTICLE 37 DE LA LOI DU 13 JUILLET 1930 RELATIVE AUX CONTRATS D'ASSURANCES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [18 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 949** TENDANT A ASSURER LA REPARATION INTEGRALE DES DOMMAGES CAUSES AUX VEHICULES AUTOMOBILES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloc [28 juin 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1026** RELATIVE AU CONTRAT D'ASSURANCE ET AUX OPERATIONS DE CAPITALISATION. Sénat (première lecture), n° 55 (1978-1979). Dépôt le 31 octobre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jean Geoffroy. – Rapport n° 279 (1978-1979) [12 avril 1979]. – Renvoi pour avis de la commission des affaires économiques et du plan. – Rapporteur pour avis : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. – Avis n° 274 (1978-1979) [11 avril 1979]. - Discussion le 25 avril 1979. – Adoption avec modifications le 25 avril 1979. Projet de loi n° 76 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE. (première lecture), **n° 1026.** Dépôt le 27 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [10 mai 1979]. – Rapport **n° 1934** [2 octobre 1980]. – Discussion le 2 octobre 1980. – Adoption le 2 octobre 1980. Projet de loi **n° 349.**

SENAT. (deuxième lecture), n° 8, (1980-1981). Dépôt le 7 octobre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jean Geoffroy. – Rapport n° 61 (1980-1981). – Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. – Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. – Avis n° 51 (1980-1981) [23 octobre 1980]. – Discussion le 29 octobre 1980. – Adoption après modifications le 29 octobre 1980. Projet de loi n° 16 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE. (deuxième lecture), **n° 2017.** Dépôt le 30 octobre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin. – Rapport **n° 2059** [13 novembre 1980]. – Discussion le 20 novembre 1980. – Adoption après modifications le 20 novembre 1980. Projet de loi **n° 364.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Nomination [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Bureau [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Philippe Séguin. [*J.O.* du 5 décembre 1980]. – Rapport **n° 2140** [4 décembre 1980]. – Discussion le 10 novembre 1980. – Adoption avec modification le 10 décembre 1980. Projet de loi **n° 397.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Geoffroy. – Rapport n° 142 (1980-1981) [4 décembre 1980]. – Discussion le 17 décembre 1980. – Adoption définitive le 17 décembre 1980. Projet de loi n° 40 (1980-1981).

Loi n° 81-5 du 7 janvier 1981 publiée au *J.O.* du 8 janvier 1981 (p. 194). – Rectificatif (*J.O.* du 8 février 1981) (p. 502).

Table de condordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : Art. 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **3** : Art. 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **4** : Art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **5** : Art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **6** : Art. 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).

Loi, article **7** : Art. 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **8** : Art. 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **9** : Art. 9 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **10** : Art. 10 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **11** : Art. 11 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **12** : Art. 12 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **13** : Art. 13 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : Art. 13 bis (S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **15** : Art. 14 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **16** : Art. 15 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **17** : Art. 15 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **18** : Art. 16 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **19** : Art. 17 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2.).
Loi, article **20** : Art. 18 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **21** : Art. 19 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **22** : Art. 20 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **23** : Art. 20 *bis* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **24** : Art. 21 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **25** : Art. 22 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **26** : Art. 23 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **27** : Art. 24 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **28** : Art. 25 A (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **29** : Art. 25 B (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2.).
Loi, article **30** : Art. 25 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **31** : Art. 26 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **32** : Art. 27 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **33** : Art. 27 *bis* A (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2.).
Loi, article **34** : Art. 27 *bis* B (A.N. 1. – S. 2.).
Loi, article **35** : Art. 27 *bis* (S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **36** : Art. 27 *ter* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **37** : Art. 28 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **38** : Art. 29 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **39** : Art. 30 (projet. – S. 1. – A.N. 1.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [2 octobre 1980] (p. 2516).

Question préalable de M. Fiterman (Charles) : *Fiterman (Charles)* (p. 2519, 2520, 2521, 2522), *Séguin (Philippe)*, (p. 2521, 2522), *Monory (René)*, (p. 2522) : rejetée par scrutin public n° 478 (p. 2522).

Amélioration de la protection garantie par l'assurance automobile obligatoire : *Séguin (Philippe)* (p. 2517).

Augmentation des profits et diminution des investissements : *Fiterman (Charles)*, (p. 2520).

Coassurance communautaire : *Monory (René)*, (p. 2519), *Séguin (Philippe)*, (p. 2521).

Conditions de travail : *Fiterman (Charles)*, (p. 2521).

Conditions d'information du contractant sur les valeurs de réduction ou de rachat du contrat : *Séguin (Philippe)*, (p. 2518), *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2522), *Tourrain (Raymond)*, (p. 2524).

Déficit du commerce extérieur : *Fiterman (Charles)*, (p. 2520).

Définition des garanties d'assistance : *Séguin (Philippe)*, (p. 2518).

Démarchage à domicile : *Séguin (Philippe)*, (p. 2518).

Enjeu économique de l'assurance : *Séguin (Philippe)*, (p. 2517), *Pierret (Christian)*, (p. 2523).

Gravité de la situation économique : *Fiterman (Charles)*, (p. 2520).

Importance des sorties anormales de contrat en matière d'assurance-vie : *Richard (Alain)*, (p. 2525).

Inefficacité d'un accord collectif entre les associations de consommateurs et les compagnies d'assurances : *Richard (Alain)*, (p. 2525).

Information et protection des contractants : *Séguin (Philippe)*, (p. 2517), *Monory (René)*, (p. 2519), *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2522).

Insuffisance de la formation des personnels des sociétés d'assurance : *Richard (Alain)*, (p. 2525).

Législation des formules de contrat d'assurance-vie à capital variable : *Séguin (Philippe)*, (p. 2517).

Manufrance : *Fiterman (Charles)*, (p. 2522).

Nécessité de maintenir une distinction entre l'opération d'assurance et celle de placement financier : *Richard (Alain)*, (p. 2525).

Nécessité d'un débat sur la politique économique : *Richard (Alain)*, (p. 2525).

Participation des porteurs de titres aux bénéfices des entreprises de capitalisation : *Monory (René)*, (p. 2519).

Place de l'immobilier dans le portefeuille des sociétés d'assurance : *Pierret (Christian)*, (p. 2523).

Problème du montant de l'épargne collectée par l'assurance : *Pierret (Christian)*, (p. 2523).

Procédure de renonciation instituée au profit du souscripteur de l'assurance-vie : *Séguin (Philippe)*, (p. 2517), *Monory (René)*, (p. 2519).

Productions charbonnière, textile, aéronautique : *Fiterman (Charles)*, (p. 2520).

Prospection à domicile : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2522).

Protection des consommateurs dans le domaine de l'assurance-vie et de la capitalisation : *Monory (René)*, (p. 2519).

Régime d'aliénation des navires de plaisance : *Séguin (Philippe)*, (p. 2518).

Relance de la consommation populaire : *Fiterman (Charles)*, (p. 2521).

Risque d'une remise en cause du régime de la Sécurité sociale par un développement de l'assurance-vie et de la capitalisation : *Pierret (Christian)*, (p. 2523).

Rôles respectifs du Sénat et de l'Assemblée nationale : *Séguin (Philippe)*, (p. 2517).

Sévérité excessive des clauses de résiliation des contrats : *Richard (Alain)*, (p. 2526).

Sidérurgie : *Fiterman (Charles)*, (p. 2520).

Situation difficile de la branche populaire : *Richard (Alain)*, (p. 2526).

Système actuel de rémunération des salariés plaçant les assurances fondé sur le commissionnement : *Richard (Alain)*, (p. 2525).

Techniques de vente et possibilité pratique d'information et de mise en concurrence des vendeurs par le consommateur : *Richard (Alain)*, (p. 2525).

Utilisation abusive de la procédure de la question préalable par le groupe communiste : *Séguin (Philippe)*, (p. 2517).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2526)

ART. 1er (contrats d'assurance à capital variable) : *amendement n° 2* de la commission (limitant les formules de contrat d'assurance à capital variable aux assurances sur la vie) : adopté (p. 2526) ; *amendement n° 3* de la commission (contrôle par la commission des opérations de bourse de la liste des titres pouvant servir de base à des contrats à capital variable) : adopté (p. 2527) ; vote favorable du groupe socialiste sur la question préalable (p. 2527) ; *amendement n° 4* de la commission (garantie d'un capital plancher lorsque le risque décès se trouve couvert) ; *sous-amendement n° 30* de M. Jean-Jacques Barthe (garantie d'un plancher exprimé en francs constants) : rejeté (p. 2528) ; *sous-amendements identiques n° 58* de M. Alain Richard et *n° 57* du gouvernement (maintien de la dualité des contrats de placement et des contrats d'assurance) : rejetés (p. 2528) ; *amendement n° 4* adopté (p. 2528) ; *amendements nos 51 et 31* : devenus sans objet (p. 2528).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2528).

ART. 2 (ouverture d'un droit de subrogation conventionnelle dans les assurances contre les accidents corporels) : *amendement n° 1* de M. Jean-Jacques Barthe (suppression de l'article 2) : rejeté (p. 2530) ; problème de l'assurance automobile obligatoire et inconvénient de l'exclusion légale de la garantie de la famille transportée (p. 2529, 2530) ; *amendement n° 5* de la commission (faisant rentrer l'ensemble des membres de la famille transportée dans le champ de l'assurance automobile obligatoire) : adopté (p. 2530).

Ce texte devient l'article 2 (p. 2530).

ART. 3 (assurance réciproque) : adopté (p. 2530).

ART. 4 (nécessité du consentement de l'assuré) : adopté (p. 2530).

ART. 5 (mention obligatoire de la police d'assurance sur la vie) : adopté (p. 2530).

ART. 6 (effets de l'assurance dans le cas d'un décès volontaire et conscient) : adopté (p. 2530).

ART. 7 (stipulation pour autrui, détermination du bénéficiaire) : adopté (p. 2530).

ART. 8 (stipulation pour autrui, révocation de la désignation du bénéficiaire) : adopté (p. 2531).

ART. 9 (modification d'harmonisation concernant les articles L.132-11, L.132-12, L.132-13, et L.132-14 du code des assurances) : adopté (p. 2531).

ART. 10 (transmission du bénéfice du contrat d'assurance) : adopté (p. 2531).

ART. 11 (droits du conjoint bénéficiaire sur le capital garanti en cas de règlement judiciaire ou de faillite) : adopté (p. 2531).

ART. 12 (droit à la restitution de la provision mathématique) : *amendement n° 6* de la commission (formel) : adopté (p. 2531).

– article 12, ainsi modifié, adopté (p. 2531).

ART. 13 (conséquences du défaut de paiement des primes dans les assurances sur la vie) : *amendement n° 7* de la commission (faculté de résiliation ouverte à l'assureur) : retiré (p. 2532) ; *amendement n° 8* de la commission (imputation des primes non payées sur la provision mathématique prévue par le contrat) : retiré (p. 2532) ; *amendements n°s 41 et 42* de M. Gilbert Barbier : non soutenus (p. 2532) ; *amendement n° 52* du Gouvernement (permettant à l'assuré de choisir entre la réduction traditionnelle des garanties et la nouvelle formule d'imputation des primes sur la réserve mathématique) ; *sous-amendement* de M. Alain Richard (nécessité d'un second avis de l'assureur avant résiliation du contrat) : retiré (p. 2533) ; *amendement n° 52* adopté (p. 2533).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 2533).

ART. 13 *bis* (application des dispositions de l'article 13 aux contrats en cours) : *amendement n° 32* de M. Alain Richard (suppression de l'article 13 bis) : retiré (p. 2537).

– article 13 *bis* adopté (p. 2537).

ART. 14 (réduction du contrat d'assurance, information de l'assuré) : *amendement n° 9* de la commission (communication du règlement général à l'assuré sur sa demande) : adopté (p. 2539) ; *amendement n° 33* de M. Alain Richard (communication de droit du règlement général à l'assuré) : devient sans objet (p. 2539) ; *amendement n° 43* de M. Gilbert Barbier : non soutenu (p. 2539) ; *amendement n° 10* de la commission (obligation pour l'assureur de préciser en termes intelligibles sur la quittance ce que signifie l'opération de réduction) ; *sous-amendement n° 44* de M. Gilbert Barbier (obligation pour l'assureur de préciser en termes intelligibles ce que signifie l'opération de réduction lorsqu'il communique le règlement général et le montant de la valeur de réduction du contrat) : non soutenu par M. Gilbert Barbier, repris par le Gouvernement et adopté (p. 2539) ; *amendement n° 10*, ainsi modifié, adopté (p. 2539).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 2539).

ART. 15 (rachat du contrat d'assurance, information de l'assuré) : *amendement n° 11* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2540) ; *amendement n° 34* de M. Alain Richard (amendement de conséquence) : devient sans objet (p. 2540) ; *amendement n° 45* de M. Gilbert Barbier : non soutenu (p. 2540) ; *amendement n° 12* de la commission (amendement de conséquence) ; *sous-amendement n° 46* de M. Gilbert Barbier (sous-amendement de conséquence) : non soutenu, repris par le Gouvernement et adopté (p. 2540) ; *amendement n° 12*, ainsi modifié, adopté (p. 2540) ; *amendement n° 13* de la commission (sanction de retard de versement de la valeur de rachat) : adopté (p. 2540).

– article 15, ainsi modifié, adopté (p. 2540).

ART. 15 *bis* (délai d'entrée en vigueur des dispositions nouvelles prévues par les articles 14 et 15) : *amendement n° 35* de M. Alain Richard (amendement de conséquence) : retiré (p. 2540) ; *amendement n° 47* de M. François d'Aubert (délai d'entrée en vigueur des articles 14 et 15) : non soutenu, repris par le Gouvernement et adopté (p. 2541) ; *amendement n° 14* de la commission (délai d'entrée en vigueur des articles 14 et 15) : devient sans objet (p. 2541).

– article 15 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 2541).

ART. 16 (contrats d'assurance pouvant donner lieu à réduction ou à rachat) : *amendement n° 36* de M. Alain Richard (obligeant l'assureur à procéder à la réduction ou au rachat du contrat dès la signature) : rejeté (p. 2541) ; *amendement n° 15* de la commission (obligeant l'assureur à procéder, sur demande du contractant, à la réduction ou au rachat du contrat dès que deux primes annuelles ont été versées) : adopté (p. 2541).

– article 16, ainsi modifié, adopté (p. 2541).

ART. 17 (indignité du bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie) : *amendement n° 16* de la commission (amendement de forme) : adopté (p. 2541).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 2541).

ART. 18 (caractère libératoire du paiement fait de bonne foi entre les mains du bénéficiaire apparent) : *amendements identiques n° 17* de la commission et *n° 37* de M. Alain Richard (caractère libératoire valable seulement pour l'assureur de bonne foi) : adoptés (p. 2542).

– article 18, ainsi modifié, adopté (p. 2542).

ART. 19 (conséquences de l'erreur sur l'âge de l'assuré) : adopté (p. 2542).

ART. 20 (protection des assurés ; faculté de renonciation accordée au souscripteur d'assurance sur la vie) : institution d'une faculté de renonciation et protection spéciale en cas de démarchage à domicile (p. 2542) ; *amendement n° 18* de la commission : réservé (p. 2543) ; *amendement n° 20* de la commission (faisant partir le délai de renonciation à compter du premier versement et non de la signature de la proposition ou de la police) : adopté (p. 2543) ; *amendement n° 21* de la commission (création d'un modèle de lettre type destinée à faciliter l'exercice de la faculté de renonciation) : adopté (p. 2543) ; *amendement n° 22* de la commission (autorisant la conservation par l'assureur du douzième de la part de la prime annuelle correspondant effectivement à la couverture du risque décès quand le contractant exerce sa faculté de renonciation alors que le risque décès se trouve déjà garanti) : adopté (p. 2543) ; *amendement n° 18* de la commission précédemment réservé (formel) : adopté (p. 2543) ; *amendement n° 19* de la commission précédemment réservé (formel) : adopté (p. 2543) ; *amendement n° 50* de M. Henri Colombier : réservé jusqu'à l'examen de l'article 20 *bis* (p. 2542).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 2543).

APRES L'ART. 20 *(amendement n° 50 rectifié* de M. Henri Colombier précédemment réservé (régime du démarchage à domicile, délai de réflexion) : adopté (p. 2546) ; *amendement n° 38* de M. Alain Richard (régime du démarchage, délai de réflexion) : rejeté (p. 2546) ; *amendement n° 55* de M. Maxime Kalinsky (régime du démarchage à domicile, délai de réflexion) : devient sans objet (p. 2546) ; *amendement n° 49* de M. Jean-Marie Daillet (régime du démarchage à domicile, délai de réflexion) : retiré (p. 2546) ; *amendement n° 23* de la commission (régime particulier du démarchage à domicile sans délai de réflexion) : devient sans objet (p. 2546) ; *amendement n° 39* de M. Alain Richard (sanctions pénales) : rejeté (p. 2547) ; *amendement n° 56* de M. Maxime Kalinsky (sanctions pénales) : rejeté (p. 2547).

ART. 21 (assurances populaires) : *amendement n° 40* de M. Alain Richard (normalisation des contrats d'assurances populaires) : adopté (p. 2547) ; *amendement n° 24* de la commission (rédaction en deux exemplaires des contrats d'assurances populaires) : devient sans objet (p. 2547).

– article 21, ainsi modifié, adopté (p. 2547).

ART. 22 (caisse nationale de prévoyance) : adopté (p. 2547).

ART. 23 (application du code des assurances aux TOM et à Mayotte) : *amendement n° 25* de la commission (formel) : adopté (p. 2547).

– article 23, ainsi modifié, adopté (p. 2547).

ART. 24 (participation des porteurs de titres de capitalisation aux bénéfices techniques et financiers) : adopté (p. 2548).

ART. 25 A (dispositions d'ordre public) : adopté (p. 2548).

APRES L'ART. 25 A : *amendement n° 26* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 2548).

ART. 25 (mentions obligatoires de la police d'assurance) : adopté (p. 2548).

ART. 26 (mesures de coordination) : adopté (p. 2548).

ART. 27 (mesures de coordination) : adopté (p. 2548).

APRES L'ART. 27 : *amendement n° 27* de la commission (obligations de l'assureur, prestations en nature, garanties d'assistance) : adopté (p. 2548) ; *sous-amendement n° 48* de M. François d'Aubert : non soutenu (p. 2548) ; *amendement n° 28* de la commission (aliénation des bateaux de plaisance, sort du contrat d'assurance de dommages) : adopté (p. 2549).

ART. 27 *bis* (majeurs en tutelle, adhésion à un contrat d'assurance de groupe en cas de décès) : adopté (p. 2549).

APRES L'ART. 27 *bis* : *amendement n° 29* de la commission (co-assurance communautaire) ; *sous-amendement n° 53* du Gouvernement (champ d'application de la co-assurance communautaire) : : adopté (p. 2550) ; *sous-amendement n° 54* du Gouvernement (notion d'apériteur) : adopté (p. 2550) ; *amendement n° 29*, ainsi modifié, adopté (p. 2550).

ART. 28 (application de la loi aux TOM et à Mayotte) : adopté (p. 2550).

ART. 29 (abrogation de dispositions périmées) : adopté (p. 2550).

ART. 30 (abrogation de dispositions prérimées) : adopté (p. 2550).

EXPLICATIONS DE VOTE (p. 2550)

Abstention du groupe socialiste : *Richard (Alain)*, (p. 2551).

Défense des consommateurs par la majorité : *Monory (René)*, (p. 2551).

Divergence entre socialistes et communistes : *Monory (René)*, (p. 2551).

Vote hostile du groupe communiste : *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 2550).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2551).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 novembre 1980] (p. 4224).

Application du contrat d'assurance à capital variable contre les accidents corporels : *Séguin (Philippe)*, (p. 4224).

Assurance de responsabilité civile automobile (extension de la garantie à l'ensemble des membres de la famille) : *Séguin (Philippe)*, (p. 4224).

Assurance sur la vie (faculté de renonciation) : *Séguin (Philippe)*, (p. 4224).

Co-assurance communautaire : *Séguin (Philippe)*, (p. 4224).

Protection des assurés : *Séguin (Philippe)*, (p. 4224), *Monory (René)*, (p. 4224).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4224).

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (limitation des clauses de variabilité à l'assurance-vie), adopté (p. 4225) ; *amendement rédactionnel n° 2* de la commission : adopté (p. 4225).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4225).

ART. 2 (extension de la garantie de l'assurance de responsabilité civile automobile) : adopté (p. 4225).

ART. 13 : *amendement n° 3* de la commission (entrée en vigueur des dispositions de l'article L.132-20 du code des assurances six mois après la promulgation de la présente loi) : adopté (p. 4225).

– article 13, ainsi complété, adopté (p. 4225).

ART. 15 : *amendement n° 4* de la commission (établissement des intérêts de retard au taux légal) : adopté (p. 4226).

– article 15, ainsi modifié, adopté (p. 4226).

ART. 16 : *amendement n° 5* de la commission (application de la nouvelle règle des deux ans pour tous les contrats en cours à la date du 1er janvier 1982) : adopté (p. 4226).

– article 16, ainsi modifié, adopté (p. 4226).

ART. 17 : adopté (p. 4226).

ART. 20 : *amendement n° 6* de la commission (faisant partir le délai de renonciation à compter du premier versement et non de la signature de la proposition ou de la police) : adopté (p. 4227) ; *amendement n° 7* de la commission (faisant partir le délai de renonciation d'un mois à compter du premier versement, prolongation du délai en cas de non-remise des documents explicitant les dispositions du contrat) : adopté (p. 4227) ; *amendement n° 8* de la commission (établissement des intérêts de retard au taux légal) : adopté (p. 4227).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 4227).

ART. 20 *bis* : *amendement n° 16* de M. Jean-Marie Daillet : non soutenu (p. 4228) ; *amendements n° 13* de M. Henri Colombier et *n° 14* de M. Louis Maisonnat (régime du démarchage à domicile, délai de sept jours à l'intérieur du délai de renonciation) : rejetés ; *amendement n° 15* de M. Alain Richard : non soutenu (p. 4228) ; *amendement rédactionnel n° 9* de la commission (prolongation du délai de sept jours à compter de la date de la remise des documents explicatifs) : adopté (p. 4231) ; *amendement rédactionnel n° 10* de la commission (intérêt de retard au taux légal) : adopté (p. 4231) ; rôle d'investisseur institutionnel des compagnies d'assurances.

– article 20 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 4231).

ART. 21 : *amendement n° 11* de la commission (assurances populaires, délai de six mois pour l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure instituée par cet article) : adopté (p. 4231).

– article 21, ainsi modifié, adopté (p. 4231).

ART. 25 B (abrogation de l'article L.132-27 du code des assurances) : adopté (p. 4231).

ART. 27 *bis* A : *amendement n° 12* de la commission (contrôle des opérations d'assistance) : retiré (p. 4232).

– article 27 *bis* A, adopté (p. 4232).

ART. 27 *ter* (dispositions spéciales concernant la co-assurance communautaire) : adopté (p. 4232).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4232).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [10 décembre 1980] (p. 4807)

Création de conditions plus favorables au développement de l'assurance : *Séguin (Philippe)*, (p. 4808).

Demande à l'Assemblée d'adopter le texte de la commission mixte paritaire : *Séguin (Philippe)*, (p. 4808), *Monory (René)*, (p. 4808)

Octroi de délai aux assureurs pour les adaptations de gestion nécessaires : *Séguin (Philippe)*, (p. 4808).

Portée considérable du texte : *Séguin (Philippe)*, (p. 4807).

Protection des assurés : *Séguin (Philippe)*, (p. 4808).

Réforme de l'assurance automobile : *Séguin (Philippe)*, (p. 4808).

Régime de la co-assurance communautaire : *Séguin (Philippe)*, (p. 4808).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 4809).

Voir ACCIDENTS. 1 ; LOGEMENT. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, deuxième délibération, article 33 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Articles 58 et 77 ; LOIS DE FINANCES. 6. Article 69 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 238, 536 ; RESPONSABILITE CIVILE. 4 ; SECURITE SOCIALE. 15 ; SOCIETES COMMERCIALES. 1 ; TRAVAIL TEMPORAIRE. 1.

ASSURANCES MARITIMES

Voir COURTIERS D'ASSURANCES MARITIMES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 69 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 48.

ASSURANCES SOCIALES

Voir CONCHYLICULTURE. 1 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 4 ; VEUVES. 2.

ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES

Voir ADMINISTRATION. 1 ; AGRICULTURE. 2 ; EXPLOITANTS AGRICOLES. 3, 4 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 1.

ASSURANCES SOCIALES (des marins)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 868** VISANT A ETENDRE LA PROTECTION SOCIALE ACCORDEE AUX EPOUSES DES OSTREICULTEURS ET DES MYTILI-

CULTEURS INSCRITS MARITIMES RELEVANT DE LA CAISSE DE RETRAITE DES MARINS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean de Lipkowski. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alain Gérard [12 avril 1979].

ASSURANCE-VEUVAGE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 440.

ASSURANCE-VIE

Voir ASSURANCES. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Economie et budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES. 10. Article 2 quater.

– **Déduction des primes.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article 6.

ASSURANCE-VIEILLESSE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 68** TENDANT A FIXER A SOIXANTE ANS POUR LES HOMMES ET A CINQUANTE-CINQ ANS POUR LES FEMMES ET LES TRAVAILLEURS DES METIERS PENIBLES ET INSALUBRES L'AGE AUQUEL ILS POURRONT BENEFICIER DE LA RETRAITE A TAUX PLEIN. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Michel Couillet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. François Leizour [1er juin 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Roland Renard [17 avril 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 99** PORTANT AMELIORATION DES RETRAITES MINIERES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [1er juin 1978]. – Rapport **n° 1467** [6 décembre 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 173** TENDANT A ASSURER LE PAIEMENT MENSUEL DES PENSIONS DE RETRAITE OU D'INVALIDITE SERVIES PAR LE REGIME DE SECURITE SOCIALE DANS LES MINES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [8 juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 209** VISANT A ETENDRE AU CORPS DES PORTEURS DES SERVICES MUNICIPAUX DES POMPES FUNEBRES LE BENEFICE DES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 50-328 DU 17 MARS 1950 ACCORDANT AUX AGENTS DES RESEAUX SOUTERRAINS DES EGOUTS DES AVANTAGES SPECIAUX POUR L'OUVERTURE DES DROITS A PENSION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Nicole de Hauteclocque. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean de Préaumont [1er juin 1978]. – Rapport **n° 2113** [3 décembre 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 256** PORTANT AMELIORATION DES PENSIONS ET RETRAITES ET FIXANT A 1 300 FRANCS LE REVENU MINIMUM DES PERSONNES AGEES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. François Leizour. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. François Leizour [5 octobre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Maurice Andrieux [17 avril 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 266** TENDANT A L'AMELIORATION DES PRESTATIONS SOCIALES MINIERES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Joseph Legrand. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [5 octobre 1978].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 336** TENDANT A EXONERER LES ASSURES SOCIAUX BENEFICIANT DE L'ASSISTANCE D'UNE TIERCE PERSONNE SALARIEE DU VERSEMENT DES COTISATIONS PATRONALES DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE DUES AU TITRE DE LADITE PERSONNE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Lucien Villa. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Jacqueline Chonavel [5 octobre 1978].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 353** TENDANT A ASSURER LE PAIEMENT

MENSUEL DES PENSIONS DE RETRAITE OU D'INVALIDITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [5 octobre 1978].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 434** TENDANT A MAJORER LES PENSIONS DES RETRAITES EXCLUS DU BENEFICE DE LA LOI n° 71-1132 DU 31 DECEMBRE 1971 ET DU DECRET n° 72-1229 DU 29 DECEMBRE 1972, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Joseph Franceschi et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Laborde [12 octobre 1978].

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 521** TENDANT A ETENDRE A L'ENSEMBLE DES SALARIES AGRICOLES LE BENEFICE DE LA LOI n° 75-1279 DU 30 DECEMBRE 1975 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ACCES A LA RETRAITE DE CERTAINS TRAVAILLEURS MANUELS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Lucien Richard. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Pasty [19 octobre 1978].

11. – PROPOSITION DE LOI TENDANT A HARMONISER ET A AMELIORER CERTAINS DROITS EN MATIERE DE PENSION DE RETRAITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Michel Rocard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Delehedde [12 octobre 1978].

12. – PROPOSITION DE LOI **n° 522** TENDANT A PERMETTRE AUX PERSONNELS DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS ROUTIERS, URBAINS ET DE NETTOIEMENT L'AFFILIATION A LA CAISSE AUTONOME MUTUELLE DE RETRAITE ET DE BENEFICIER DES DROITS Y AFFERENTS, NOTAMMENT L'AVANCEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE A CINQUANTE-CINQ ANS ET SOIXANTE ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Roger Gouhier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [12 octobre 1978].

13. – PROPOSITION DE LOI TENDANT A ETENDRE AUX BENEFICIAIRES DE LA LOI n° 50-1027 DU 22 AOUT 1950 ETABLISSANT LE STATUT DU REFRACTAIRE ET DE LA LOI n° 51-528 DU 14 MAI 1951 RELATIVE AU STATUT DES PERSONNES CONTRAINTES AU TRAVAIL EN PAYS ENNEMI, EN TERRITOIRE FRANÇAIS OCCUPE PAR L'ENNEMI OU EN TERRITOIRE FRANÇAIS ANNEXE PAR L'ENNEMI, LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 73-1051 DU 21 NOVEMBRE 1973 PERMETTANT AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE DE BENEFICIER ENTRE SOIXANTE ET SOIXANTE-CINQ ANS D'UNE PENSION DE RETRAITE CALCULEE SUR LE TAUX APPLICABLE A L'AGE DE SOIXANTE-CINQ ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Roger Fourneyron. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roger Fourneyron [12 avril 1979].

14. – PROPOSITION DE LOI **n° 713** RELATIVE A LA RETRAITE DES MEDECINS DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1978 par M. Aimé Césaire. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Barbier [14 décembre 1978].

15. – PROPOSITION DE LOI **n° 878** RELATIVE A LA REEVALUATION DES PRESTATIONS CONTRIBUTIVES ET NON CONTRIBUTIVES DE VIEILLESSE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Joseph Franceschi et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Laurain [12 avril 1979]. – Rapport **n° 1486** [13 décembre 1979].

16. – PROJET DE LOI **n° 989** MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DES PENSIONS DE RETRAITE DES MARINS, ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Joël Le Theule, ministre des transports. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [26 avril 1979]. – Rapport **n° 1103** [30 mai 1979]. – Discussion le 6 juin 1979. – Adoption le 6 juin 1979. – Projet de loi **n° 187.**

SENAT (première lecture), n° 384 (1978-1979). Dépôt le 12 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. André Rabineau. – Rapport n° 415 (1978-1979). – Discussion le 27 juin 1979. – Adoption avec modifications le 27 juin 1979. – Projet de loi n° 133 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) (lecture définitive), **n° 1205**. Dépôt le 28 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard. – Rapport **n° 1265** [29 juin 1979]. – Discussion le 29 juin 1979. – Adoption définitive le 29 juin 1979. – Projet de loi **n° 214.**

Loi n° 79-576 du 10 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 11 juillet 1979 (p. 1696).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er A (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **2** : 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : 1er *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : 7 (A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [6 juin 1979] (p. 4724) :

Accidents du travail dans la marine : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 4727).

Assiette des cotisations sociales des marins : *Le Pensec (Louis)*, (p. 4725) ; *Bardol (Jean)*, (p. 4726) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 4729).

Assurance-vieillesse des marins (harmonisation avec le régime de la fonction publique) : *Brocard (Jean)*, (p. 4724) ; *Bardol (Jean)*, (p. 4726) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 4728).

Congés payés et limitation du temps de travail : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 4728).

Cotisation des marins qui ont cessé leur activité avant le 30 juin 1930 : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4728) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 4729).

Extension par décret au régime des marins de dispositions législatives relatives au régime général : *Brocard (Jean)*, (p. 4724, 4725) ; *Bardol (Jean)*, (p. 4726) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 4729).

Flottes de commerce et de pêche (difficultés) : *Le Pensec (Louis)*, (p. 4725) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 4729).

Majoration des pensions des marins retraités avant 1968 : *Brocard (Jean)*, (p. 4725).

Pension de réversion des veuves de marins : *Le Pensec (Louis)*, (p. 4726) ; *Bardol (Jean)*, (p. 4726, 4727) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 4727).

Validation des périodes de chômage des marins pour le calcul de leur pension de vieillesse : *Brocard (Jean)*, (p. 4724) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 4725) ; *Bardol (Jean)*, (p. 4726) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 4727) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 4728).

DISCUSSION DES ARTICLES [6 juin 1979] (p. 4730) :

ART. 1er (validation des périodes de chômage) : *amendement n° 17* du Gouvernement (suppression de la condition d'une durée minimale de navigation) : adopté (p. 4730).

MM. Le Theule (Joël), Brocard (Jean), Le Drian (Jean-Yves), Le Pensec (Louis).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4730).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 2* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4730).

MM. Brocard (Jean), Le Theule (Joël).

ART. 2 (définition des orphelins ayant droit à pension) : adopté (p. 4730).

ART. 3 (durée de mariage ouvrant droit à pension de réversion) : adopté (p. 4730).

ART. 4 (suppression de la pension de réversion en cas de remariage ou de concubinage notoire, révision des pensions liquidées) : *amendement n°7* de M. Claude Evin (maintenant le droit à pension de la veuve remariée ou vivant en état de concubinage notoire) : rejeté (p. 4731) ; *amendement n° 3* de la commission (situation des femmes divorcées) : adopté (p. 4731).

MM. Le Drian (Jean-Yves), Brocard (Jean), Le Theule (Joël), Bardol (Jean).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 4731).

ART. 5 (prescription quadriennale des créances sur pension) : adopté (p. 4731).

ART. 6 (habilitation du Gouvernement à étendre aux marins les dispositions applicables

aux salariés en matière d'assurance-maladie) : *amendements identiques n° 4* de la commission et *n° 8* de M. Claude Evin (suppression de l'article 6) : adoptés (p. 4732).

MM. Brocard (Jean), Le Pensec (Louis), Bardol (Jean), Le Theule (Joël).

– article 6, supprimé (p. 4732).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 5* de la commission (suppression de la bonification du temps de campagne sur les bateaux armés à la grande pêche et les bateaux-hôpitaux) : retiré (p. 4732) ; *amendement n° 18* du Gouvernement (suppression de la bonification du temps de campagne sur les bateaux armés à la grande pêche mais non sur les bateaux-hôpitaux) : adopté (p. 4732) ; *amendement n° 15* de M. Claude Evin (institution d'une taxe sur le chiffre d'affaire des navires) : retiré (p. 4732).

MM. Brocard (Jean), Le Drian (Jean-Yves).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4732).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [29 juin 1979] (p. 57887) :

Marins devenus agents des phares et balises (pension proportionnelle spéciale) : *Berger (Henry)*, (p. 5887).

DISCUSSION DES ARTICLES [29 juin 1979] (p. 5887) :

ART. 1er A (étendant le droit à pension proportionnelle spéciale sans condition de durée de service aux marins qui sont devenus agents de phares et des balises) : adopté (p. 5887).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5887).

17. – PROPOSITION DE LOI **n° 1003** TENDANT A ASSIMILER A DES PERIODES D'ASSURANCE-VIEILLESSE, LES PERIODES D'INCAPACITE DE TRAVAIL PENDANT LESQUELLES LES PENSIONNES MILITAIRES D'INVALIDITE ONT BENEFICIE DE L'INDEMNITE DE SOINS AUX TUBERCULEUX OU DE CERTAINES ALLOCATIONS SPECIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [14 juin 1979].

18. – PROPOSITION DE LOI **n° 1146** RELATIVE A LA RETRAITE DES ANCIENS AVOCATS ET OFFICIERS MINISTERIELS INTEGRES DIRECTEMENT DANS LA MAGISTRATURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par MM. François Léotard et Jacques Richomme. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Hubert Voilquin [20 décembre 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [19 décembre 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Henri Baudouin [20 décembre 1979].

19. – PROPOSITION DE LOI **n° 1147** TENDANT A ETENDRE LE BENEFICE DE LA MAJORATION DE DEUX ANS DE LA DUREE D'ASSURANCE-VIEILLESSE PAR ENFANT AUX AYANTS DROIT DU REGIME MINIER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [10 avril 1980].

20. – PROPOSITION DE LOI **n° 1150** TENDANT A L'ASSIMILATION A DES PERIODES D'ASSURANCE-VIEILLESSE, DES PERIODES D'INCAPACITE DE TRAVAIL PENDANT LESQUELLES LES PENSIONNES MILITAIRES D'INVALIDITE ONT BENEFICIE DE L'INDEMNITE DE SOINS AUX TUBERCULEUX OU DE CERTAINES ALLOCATIONS SPECIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Faure [4 octobre 1979].

21. – PROPOSITION DE LOI **n° 1248** TENDANT A HARMONISER LES CONDITIONS D'ACCES A LA RETRAITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Charles Millon. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francisque Perrut [11 octobre 1979].

22. – PROPOSITION DE LOI **n° 2236** RELATIVE AU REGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS DES ECOLES DITES « ANCIENNES ECOLES MICHELIN », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par M. Maurice Pourchon

et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

23. – PROPOSITION DE LOI **n° 2290** TENDANT A PERMETTRE AUX ANCIENS COMBATTANTS INVALIDES A 60 % OU PLUS DE PRENDRE LEUR RETRAITE A PARTIR DE L'AGE DE 55 ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Gérard Chasseguet. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 5 ; ADMINISTRATION. 1 ; ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC. 4 ; AGENTS COMMUNAUX. 1, 3, 8 ; ANCIENS COMBATTANTS. 1 ; ASSISTANTES SOCIALES. 1 ; AVOCATS. 2 ; COMMERCE ET ARTISANAT. 1 ; DEPORTES ET INTERNES. 1, 2, 4 et 6 ; ELUS LOCAUX. 1 ; EMPLOYES DE MAISON. 1 ; FAMILLE. 5 ; FEMME (CONDITION DE LA). 9 ; FEMMES. 1 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 3 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Agriculture, BAPSA ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III – Santé et sécurité sociale ; MINEURS (TRAVAILLEURS DE LA MINE). 3 ; PENSIONS DE REVERSION. 1, 3, 4, 5, 8, 9, 11 ; PLAN. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 294, 944 ; RESISTANTS. 2 ; SECURITE SOCIALE. 1, 8, 13, 14, 17.

ASTREINTES

1. – PROJET DE LOI **n° 166** RELATIF AUX ASTREINTES PRONONCEES EN MATIERE ADMINISTRATIVE ET A L'EXECUTION DES JUGEMENTS PAR LES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC, Sénat (première lecture). Dépôt le 28 avril 1977 par M. Raymond Barre, Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, n° 273 (1976-1977). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 12 mai 1977 par M. Edgar Tailhades, n° 299 (1976-1977). – Discussion et adoption le 26 mai 1977, n° 124 (1976-1977).

5e *législature*, ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 27 mai, **n° 2936.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 17 novembre 1977 par M. Claude Gerbet, **n° 3219.** – Discussion et adoption avec modifications le 22 novembre 1977, **n° 772** (1).

(1) *Voir* Table quinquennale matières (1973-1978).

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 8 décembre 1977, n° 131 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 14 décembre 1977 par M. Edgar Tailhades, n° 167 (1977-1978). – Discussion et adoption avec modifications le 20 décembre 1977, n° 75 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 20 décembre 1977, **n° 3429.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 21 décembre 1977 par M. Claude Gerbet, **n° 3437.** – Discussion et adoption avec modifications le 21 décembre 1977, **n° 861** (1).

SENAT (troisième lecture). Dépôt le 21 décembre 1977, n° 238 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 21 décembre 1977 par M. Edgar Tailhades, n° 283 (1977-1978). – Discussion et adoption avec modifications le 9 mai 1978, n° 131 (1977-1978).

6e *législature*, ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture). Dépôt le 11 mai 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [18 mai 1978]. – Rapport **n° 309** [1er juin 1978]. – Discussion le 23 mai 1980. – Adoption avec modifications le 23 mai 1980. – Projet de loi **n° 300.**

SENAT (quatrième lecture), n° 266 (1979-1980). Dépôt le 27 mai 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Edgar Tailhades. – Rapport n° 334 [24 juin 1980]. – Discussion le 29 juin 1980. – Adoption définitive le 29 juin 1980. – Projet de loi n° 109 (1979-1980).

– **Loi n° 80-539 du 16 juillet 1980** publiée au *J.O.* du 17 juillet 1980 (p. 1799).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er A (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – S. 3. – A.N. 3. – S. 4).
Loi, article **2** : Art. 1er (projet S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : Art. 2 (projet S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **4** : Art. 3 (projet S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **5** : Art. 3 *bis* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **6** : Art. 4 (projet S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **7** : Art. 6 (projet S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **8** : Art. 7 (projet S. 1. – A.N. 1).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [23 mai 1980] (p. 1276).

Contentieux administratif : *Foyer (Jean)*, (p. 1276).

Paiement des dettes des condamnations prononcées contre l'administration : *Foyer (Jean)*, (p. 1276) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 1276).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1277).

ART. 1er A (paiement des dettes des condamnations prononcées contre l'administration) : *amendement n° 5* du gouvernement (système de paiement par le comptable sans ordonnancement préalable en cas de défaillance de l'ordonnateur ; *sous-amendement n° 6* de M. Joseph Franceschi (permettant aux collectivités locales de pourvoir aux ressources nécessaires par application de l'article L. 235-5 du code des communes prévoyant des subventions exceptionnelles) : rejeté (p. 1278) ; *amendement n° 5* : adopté (p. 1278) ; ce texte devient l'article 1er A (p. 1278) ; *amendements n° 1* de M. Lucien Villa et *n° 3* de M. Louis Maisonnat deviennent sans objet (p. 1278).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1278).

– **en matière administrative.** *Voir* ADMINISTRATION (relations avec le public), 2 ; ENVIRONNEMENT. 1, Article 19 B.

ATELIER CENTRAL DE L'ENVIRONNEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

ATELIERS PROTEGES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune . – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale. – Travail et participation.

ATELIERS-RELAIS

Voir BAUX COMMERCIAUX. 5.

A.T.O.S. (Personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

ATTACHES COMMUNAUX

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 134.

ATTENTAT A LA PUDEUR SANS VIOLENCE

Voir FEMME(conditon de la), 7.

ATTENTAT DE BOLOGNE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21.

ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

Voir ALLOCUTIONS. 7 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur, justice ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 883,886 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 500 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 410.

ATTENTATS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 216 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 330 ; RESPONSABILITE CIVILE. 3, 5, 6, 9.

ATTENTATS A PARIS ET A HENDAYE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 951.

ATTENTATS AUX MŒURS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1233** TENDANT A SUPPRIMER LES DISCRIMINATIONS SEXUELLES DANS LES SANCTIONS DE L'ATTENTAT A LA PUDEUR. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Michel Crépeau. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 1400** [14 novembre 1979] commun aux propositions de loi n^{os} 271, 273, 441, 474, 1233 [Femme (condition de la) 4, 5, 6, 7, Attentats aux mœurs, 1]. – Discussion le 11 avril 1980. – Adoption le 11 avril 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA REPRESSION DU VIOL ET DE CERTAINS ATTENTATS AUX MŒURS ».

Voir FEMME (condition de la), 7.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1761** RELATIVE A LA PROTECTION DE CERTAINS LIEUX PUBLICS CONTRE LES AUTEURS D'ATTENTATS AUX MŒURS OU D'INCITATIONS A LA DEBAUCHE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par Mme Nicole de Hauteclocque. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot [19 juin 1980].

Voir FEMME (condition de la), 7.

ATTENTATS D'AUTONOMISTES CORSES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 698.

ATTENTATS RACISTES COMMIS EN 1980

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21.

AUBERGINES DE CONTRE-SAISON

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

AUBERVILLIERS (terrain de sport d' –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

AUDE (département de l' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 4, 7.

AUDIOVISUEL

Voir ARCHIVES. 1 ; CONTRAT DE TRAVAIL. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

AUDITEURS DE JUSTICE

Voir MAGISTRATS. 2.

AUDITS SCIENTIFIQUES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18.

AUFORT (Claude) (ingénieur de Novatome)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 841.

AUMERAN (Adolphe) (ancien député)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 15.

AURILLAC (entreprise Sauvagnat d' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 321.

AURORE (journal l' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 241.

AUROUX (Jean)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1.

AUSTRALIE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 2268** déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission de la production et des échanges sur les conditions d'un développement des **relations économiques entre la France et l'Australie,** notamment dans le domaine de l'énergie et des approvisionnements des produits minéraux, par M. Julien Schvartz [2 avril 1981].

AUTODEFENSE

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; PROCEDURE PENALE. 9.

AUTODETERMINATION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 315 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 111.

– **Dom-Tom.** – *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; NOUVELLE CALEDONIE. 8.

AUTO-ECOLES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AUTOFINANCEMENT

Voir ENTREPRISES. 9.

AUTOGESTION

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7.

AUTOMOBILE (industrie)

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale. – (deuxième partie), Industrie.

AUTOMOBILES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 42** RELATIVE A L'OBLIGATION DE MUNIR LES VEHICULES DE TOURISME D'UN DISPOSITIF ANTIVOL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. Pierre-Bernard Cousté et Lucien Neuwirth. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [11 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 54** TENDANT A L'INSTITUTION D'UN CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES DE TOURISME, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Jarrot [27 avril 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 668** RELATIVE A L'EXTENSION DE L'OBLIGATION DE MUNIR LES VOITURES PARTICULIERES D'UN DISPOSITIF ANTIVOL, A TOUS LES VEHICULES IMMATRICULES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 novembre 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Sergheraert [21 décembre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1254** RELATIVE A L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'EXPERT EN AUTOMOBILE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Charles Hernu et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Michel [3 octobre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1423** PORTANT NATIONALISATION DU MUSEE AUTOMOBILE SCHLUMPF, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Gilbert Sénès [10 avril 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 2278** TENDANT A RENDRE OBLIGATOIRE LA SIGNALISATION DE L'ABANDON, PAR LEURS OCCUPANTS, DES VEHICULES ACCIDENTES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par

M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République.

Voir ASSURANCES. 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 423 ; TELECOMMUNICATIONS. 3, 6.

– **Feux de croisement en ville des –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 646 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 334.

AUTONOMIE

Voir NOUVELLE CALEDONIE. 5.

AUTONOMIE DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 6.

AUTONOMIE DES UNIVERSITES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

AUTONOMISTES CORSES (question de M. Porelli)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 450.

AUTORISATION DE DEMOLITION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement (p. 6666).

AUTORISATION PARLEMENTAIRE DE RATIFICATION

– **Délai d' –**. *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 63.

– **Procédure**. *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 9.

AUTORITE JUDICIAIRE

Voir ETRANGERS. 1.

AUTORITE PARENTALE

Voir ENFANTS. 1, 5, 7 ; FEMME (condition de la), 3.

AUTOROUTE A3 (couverture de l' –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 60.

AUTOROUTE A26

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 349.

AUTOROUTE A36 (plate-forme douanière des poids lourds à la frontière allemande)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 310.

AUTOROUTE A61

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 193, 324.

AUTOROUTE A71

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 322.

AUTOROUTE NANCY-DIJON

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 649.

AUTOROUTE PARIS-CLERMONT-FERRAND

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres.

AUTOROUTES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 93, 289, 468, 677 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 68, 553 ; ROUTES. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 15, 19.

AUTO-STOP

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 32** RELATIVE A LA CREATION D'UNE CARTE D'AUTO-STOPPEUR, Sénat (première lecture). Dépôt le 29 avril 1975 par Mme Brigitte Gros, n° 267 [1974-1975]. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapport le 22 mai 1975 par Mme Brigitte Gros, n° 316 [1974-1975]. – Discussion et adoption le 6 juin 1975. – Proposition de loi n° 134 [1974-1975].

5e *législature*. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 10 juin 1975, **n° 1731**. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapport le 26 juin 1975 par Mme Aliette Crépin, **n° 1811.**

6e *législature*. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Rossinot [20 avril 1978].

AUTRICHE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 2243** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles sur une mission d'information effectuée en AUTRICHE du 23 juillet au 1er août 1980 par M. Antoine Gissinger et plusieurs de ses collègues, le 20 décembre 1980.

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 61, 112.

AUVERGNE

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 85, 90, 141.

– **Tourisme.** *Voir* LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

AUVERGNE ET LIMOUSIN (situation économique)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

AUXILIAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Service du Premier ministre. – Services généraux, fonction publique ; Education.

AUXILIAIRES MEDICAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 260** MODIFIANT LE TITRE III DU LIVRE IV DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ET RELATIVE A LA CREATION D'UNE PROFESSION D'AUXILIAIRE MEDICAL, LE PSYCHOREEDUCATEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par MM. Jean Delaneau et Louis Donnadieu. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Paul Caillaud [8 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 360** TENDANT A DOTER LES PSYCHOREEDUCATEURS D'UN STATUT LEGAL D'AUXILIAIRE MEDICAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Gilbert Millet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Millet [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 437** MODIFIANT LES TITRES II, III, IV ET V DU CODE DE LA SANTE ET RELATIVE AUX PROFESSIONS D'AUXILIAIRES MEDICAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Louis Donnadieu. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Donnadieu [12 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 757** RELATIVE A L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ORTHOPHONISTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre

1978 par M. Jean Delaneau. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Delaneau [12 avril 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 879** TENDANT A CREER UN ARTICLE L. 491 BIS DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociale. – Rapporteur : M. Louis Besson [12 avril 1979]. – Nouveau rapporteur : M. François Autain [20 novembre 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1452** TENDANT A MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE RELATIVES A L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Jean Delaneau. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Delaneau. – Rapport **n° 2074** [19 novembre 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1701** TENDANT A CREER UN STATUT PROFESSIONNEL DES PROTHESISTES DENTAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par MM. Antoine Gissinger et Philippe Seguin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [5 juin 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2291** RELATIVE A LA PROFESSION DE PSYCHOREEDUCATEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Gérard Chasseguet. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir INFIRMIERES. 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; MASSEURS ET KINESITHERAPEUTES. 1 ; PUERICULTRICES. 1.

AUXILARIAT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique, éducation.

AVERTISSEMENT (magistrats)

Voir MAGISTRATS. 2.

AVEYRON (désenclavement du Sud du département)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AVIATION (lignes aériennes du Sud-Est de la France)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 850, 858.

AVIATION CIVILE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES. 6 (Article 14) ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 107 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 46.

– **Personnels.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie.

AVIATION LEGERE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AVICULTURE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires : QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 337.

AVION DE TRANSPORT REGIONAL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

AVION EUROPEEN MOYEN COURRIER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie.

AVIONS (sécurité des –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 438, 521.

AVIONS Marcel Dassault, Breguet Aviation (Société) (A.M.D.B.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires, essences. – Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

AVIONS PRIVES (taxation)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 Discussion générale.

AVIONS SUPERSONIQUES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 14.

AVOCATS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 23** RELATIVE A L'EXTENSION A L'ENSEMBLE DES AVOCATS FRANÇAIS EXERÇANT OU AYANT EXERCÉ A L'ETRANGER DE LA FACULTE D'AFFILIATION VOLONTAIRE A LA CAISSE NATIONALE DES BARREAUX FRANÇAIS, Sénat (première lecture). Dépôt le 24 octobre 1967 par M. Armengaud et plusieurs de ses collègues, n° 9 [1967-1968]. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapport le 16 mai 1968 par M. Armengaud, n° 163 [1967-1968]. – Discussion et adoption le 17 octobre 1968. – Proposition de loi n° 1 [1968-1969].

4e *législature*. – ASSEMBLEE NATIONALE (première partie). Dépôt le 17 octobre 1968, **n° 387**. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5e *législature*. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 2 mai 1973, **n° 254**. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6e *législature*. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978, **n° 23**. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Hubert Voilquin [27 avril 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 647** RELATIF A L'INSTITUTION D'UN REGIME COMPLEMENTAIRE D'ASSURANCE VIEILLESSE ET SURVIVANTS POUR LES AVOCATS, Sénat (première lecture), n° 3 [1978-1979]. Dépôt le 2 octobre 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la Justice. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 38 [1978-1979] [19 octobre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Marcel Rudloff. – Avis n° 44 [1978-1979] [24 octobre 1978]. – Discussion le 25 octobre 1978. – Adoption le 26 octobre 1978. – Projet de loi n° 9 [1978-1979].

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978, **n° 647**. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Gaudin [9 novembre 1978]. – Rapport **n° 688** [16 novembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 novembre 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Philippe Séguin [9 novembre 1978]. – Discussion le 22 novembre 1978. – Adoption avec modification le 22 novembre 1978. – Projet de loi **n° 86.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 23 novembre 1978, n° 88 [1978-1979]. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 140 [1978-1979] [13 décembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Avis n° 144 [1978-1979] [13 décembre 1978]. – Discussion le 14 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 14 décembre 1978. – Projet de loi n° 32 [1978-1979].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 15 décembre 1978, **n° 802**. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Gaudin. – Rapport **n° 804**

[19 décembre 1978]. – Adoption définitive le 19 décembre 1978. – Projet de loi **n° 129.**

Loi n° 79-7 du 2 janvier 1978 publiée au *J.O.* du 3 janvier 1979 (p. 7).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 et 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **3** : 2 *bis* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **4** : 4 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **5** : 4 *ter* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **6** : 4 (projet. – 4 quater S. 1. – 4 quater A.N. 1).
Loi, article **7** : 3 (projet. – 4 quinquies S. 1. – 4 quinquies A.N. 1).
Loi, article **8** : 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE [22 novembre 1978] (p. 8169).

DISCUSSION GENERALE :

Avocats (Indépendance des) : *Hautecœur (Alain)* (p. 8173) ; *Seguin (Philippe)* (p. 8171).
Caisse des barreaux (Ressources de la) : *Hautecœur (Alain)* (p. 8172).
Régime de base : *Legrand (Joseph)* (p. 8173).
Régimes facultatifs de retraite complémentaire : *Legrand (Joseph)* (p. 8173) ; *Hautecœur (Alain)* (p. 8172) ; *Seguin (Philippe)* (p. 8172).
Retraite complémentaire des avocats : *Mourot (Jean-Paul)* (p. 8179) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 8170).
Situation démographique du nouveau régime : *Foyer (Jean)* (p. 8174).

DISCUSSION DES ARTICLES [22 novembre 1978] (p. 8179) :

ART. 1er (création d'un régime complémentaire de retraite au profit des avocats par la caisse nationale des barreaux français) : *amendement n° 7* de M. Joseph Legrand (date d'entrée en vigueur du régime complémentaire) : rejeté (p. 8180).

MM. Legrand (Joseph), Gaudin (Jean-Claude), Mourot (Jean-Paul).

– article 1er, adopté (p. 8180).

ART. 2 (financement du régime assuré exclusivement par les cotisations d'assurés) : *amendement n° 3* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (déduction des cotisations du revenu imposable) : adopté (p. 8180).

MM. Gaudin (Jean-Claude), Mourot (Jean-Paul), Seguin (Philippe), Krieg (Pierre-Charles).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 8180).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 9* rectifié de M. Joseph Legrand (prise en compte des droits acquis par les avocats ayant cotisé à des régimes complémentaires facultatifs) : rejeté (p. 8183) ; *amendement n° 6* rectifié de M. François Massot (préservation des droits acquis dans les anciens régimes complémentaires) : retiré (p. 8181) ; *amendement n° 1* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (possibilité de résilier les contrats d'assurance antérieurs à la loi) : adopté avec modification (p. 8183) ; *sous-amendement n° 11* de M. Alaint Hautecœur (possibilité de bénéficier de l'exonération des cotisations en contre-partie de la non-acquisition des droits correspondants en cas de cumul de contrats) : adopté (p. 8183).

MM. Legrand (Joseph), Hautecœur (Alain), Krieg (Pierre-Charles), Gaudin (Jean-Claude), Mourot (Jean-Paul), Gissinger (Antoine).

ART. 3 et 4 : supprimés par le Sénat.

ART. 4 *bis* (catégorie de prestations servies par le régime et nature de leur condition d'attribution) : *amendements identiques n° 2* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et *n° 5* de M. André Saint-Paul (pension de réversion au minimum égale à 60 p. 100) : adoptés (p. 8183) ; *amendement n° 8* de M. Joseph Legrand (pension de réversion au minimum égale à 60 p. 100) : sans objet (p. 8183).

MM. Seguin (Philippe), Massot (François), Legrand (Joseph), Gaudin (Jean-Claude), Mourot (Jean-Paul).

– article 4 bis, ainsi modifié, adopté (p. 8183).

ART. 4 *ter* (régime de cotisations et des prestations) : *amendement n° 4* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (conséquences de l'adoption par l'assemblée de l'amendement n° 3 à l'article 2) ; suppression du premier alinéa de l'article 4 ter : adopté (p. 8184).

M. Gaudin (Jean-Claude).

– article 4 ter, ainsi modifié, adopté (p. 8184).

ART. 4 *quater* (régime complémentaire régi par un règlement établi par la caisse nationale des barreaux français et approuvé par décret) : adopté (p. 8184).

ART. 4 *quinquies* (procédure d'approbation tacite des décisions de la caisse relative au taux des cotisations) : adopté (p. 8184).

ART. 5 (gestion du régime par la caisse nationale des barreaux français). Inscrit : *M. Pierre-Charles Krieg* déplore le caractère de moins en moins libéral de la profession d'avocat (p. 8184).

– article 5 adopté (p. 8184).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Charretier (Maurice)* : vote favorable du groupe U.D.F. ; disparité de régime dont sont victimes les magistrats venant du barreau (p. 8184).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8184).

DEUXIEME LECTURE [19 décembre 1978] (p. 9685)

DISCUSSION GENERALE

Contrats d'assurance volontaire : *Mourot (Jean-Paul)* (p. 9686) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 9685).

Exonération de cotisations : *Mourot (Jean-Paul)* (p. 9686).

Pensions de réversion : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 9686) ; *Mourot (Jean-Paul)* (p. 9686).

DISCUSSION DES ARTICLES [19 décembre 1978] (p. 9687) :

ART. 2 *bis* : *amendement n° 3* de M. Alain Hautecœur (possibilité pour les avocats ayant souscrit des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite de résilier ces conventions) : rejeté par scrutin public n° 149 (p. 9689) ; liste des votants (p. 9693, 9694) ; *amendement n° 2* de M. Pierre-Charles Krieg (possibilité pour les avocats ayant souscrit des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite de résilier ces conventions) : retiré (p. 9689) ; *amendement n° 1* du Gouvernement (possibilité pour la caisse nationale des barreaux français d'accorder une exonération de cotisation à certains avocats ayant souscrit des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite) : rejeté (p. 9689).

– article 2 bis adopté (p. 9689).

MM. Hautecœur (Alain), Gaudin (Jean-Claude), Krieg (Pierre-Charles), Berger (Henry), Mourot (Jean-Paul).

ART. 4 *bis* : *amendement n° 4* de M. François Massot (fixant à un montant minimum de 60 p. 100 la pension de réversion du régime de retraite obligatoire des avocats) : rejeté (p. 9690).

MM. Massot (François), Berger (Henry), Mourot (Jean-Paul).

– article 4 bis adopté (p. 9690).

Adoption de l'ensemble du projet (p. 9690).

3. – PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 117 ET 118 DU CODE DE PROCEDURE PENALE. Sénat (première lecture), n° 516 [1977-1978]. Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Charles de Cuttoli, sous le titre : « proposition de loi tendant à modifier l'article 117 du code de procédure pénale ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Edgar Tailhades. – Rapport n° 239 [1978-1979]. – Discussion le 12 avril 1979. – Adoption le 12 avril 1979. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 117 ET 118 DU CODE DE PROCEDURE PENALE ». – Proposition de loi n° 72 [1978-1979].

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 982.** Dépôt le 17 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [26 avril 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Pierre Pasquin [4 octobre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1618** TENDANT A MODIFIER LE 1er ALINEA DE L'ARTICLE 25 DE LA LOI n° 71-1130 DU 31 DECEMBRE 1971 PORTANT REFORME DE CERTAINES PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Pierre-Charles Krieg et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [14 mai 1980]. – Nouveau rapporteur : M. Alain Madelin [2 octobre 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1620** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 25 DE LA LOI n° 71-1130 DU 31 DECEMBRE 1971, PORTANT REFORME DE CERTAINES PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Pascal Clément. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. –

Rapporteur : M. Jacques Piot [24 avril 1980]. – Nouveau rapporteur : M. Alain Madelin [2 octobre 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1649** TENDANT A MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU STATUT DES AVOCATS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 avril 1980 par M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [14 mai 1980]. – Nouveau rapporteur : M. Alain Madelin [2 octobre 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1805** RELATIVE A LA PROCEDURE APPLICABLE EN CAS DE FAUTE PROFESSIONNELLE COMMISE A L'AUDIENCE PAR UN AVOCAT. Sénat (première lecture), n° 349 [1978-1979]. Dépôt le 29 mai 1979 par M. Henri Caillavet sous le titre : « proposition de loi tendant a' réviser l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et à protéger la défense de l'avocat en cas de faute ou de manquement commis à l'audience ».
– Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. – Rapport n° 243 [1979-1980] [13 mai 1980], commun aux propositions de loi n° 349 [1978-1979] et 221 [1979-1980]. – Discussion le 12 juin 1980. – Adoption le 12 juin 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA PROCEDURE APPLICABLE EN CAS DE FAUTE PROFESSIONNELLE COMMISE A L'AUDIENCE PAR UN AVOCAT ». – Proposition de loi n° 77 [1979-1980].

SENAT (première lecture). n° 221 [1979-1980]. Dépôt le 22 avril 1980 par M. Charles Lederman et plusieurs de ses collègues sous le titre : « proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et de l'article 41, alinéa 4 in fine de la loi du 29 juillet 1981 pour assurer les droits de la défense ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration pénale. – Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. – Rapport n° 243 [1979-1980] [13 mai 1980], commun aux propositions de loi n° 349 [1978-1979] et 221 [1979-1980]. – Discussion le 12 juin 1980. – Adoption le 12 juin 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA PROCEDURE APPLICABLE EN CAS DE FAUTE PROFESSIONNELLE COMMISE A L'AUDIENCE PAR UN AVOCAT ». – Proposition de loi n° 77 [1979-1980].

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1805.** Dépôt le 13 juin 1980. – Rapporteur : M. Alain Madelin [26 juin 1980]. –

8. – PROPOSITION DE LOI **N° 1950** TENDANT A GARANTIR LA LIBERTE DE PAROLE DE L'AVOCAT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Madelin [30 octobre 1980].

Voir ASSURANCE VIEILLESSE. 18 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Justice ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; MAGISTRATS. 2 ; PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 768.

AVOCATS COMMIS D'OFFICE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice, (p. 6529) ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

AVOIR FISCAL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 Après l'article 10. – Amendement 80. – Après l'article 29. – (Deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 65. – Economie et budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES. 3 Discussion générale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 Avant l'article 1, après l'article 4, après l'article 5 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 42.

AVORTEMENT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1088** TENDANT A DEVELOPPER L'EDUCATION SEXUELLE ET LA CONTRACEPTION ET A AMELIORER LA LEGISLATION DE L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par Mme Hélène Constans et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis [28 juin 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1224** RELATIVE A L'INFORMATION SEXUELLE, A LA DIFFUSION DES METHODES DE CONTRACEPTION ET A L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par Mme Edwige Avice et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. François Autain [4 octobre 1979].

3. – PROJET DE LOI **n° 1328** RELATIF A L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 9 octobre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine. – Urgence déclarée le 28 novembre 1979 (p. 10383). – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Delaneau [11 octobre 1979]. – Rapport **n° 1403** [15 novembre 1979]. – Discussion les 27, 28, 29 novembre 1979. – Adoption le 29 novembre 1979. – Projet de loi **n° 235.**

SENAT (première lecture) n° 74 (1979-1980). Dépôt le 30 novembre 1979. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteurs : MM. Jean Cherioux et Jean Mezard. – Rapports n° 97 (1979-1980) [11 décembre 1979] de M. Cherioux et n° 122 (1979-1980) [14 décembre 1979] de M. Mezard. – Discussion les 13, 14, 15, 16 décembre 1979. – Rejet le 16 décembre 1979. – Projet de loi n° 17 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 1490.** Dépôt le 17 décembre 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. Lettre du Premier ministre décidant la création [17 décembre 1979] (p. 12138). – Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207). – Scrutin le 17 décembre 1979. – Résultats (p. 12166).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Henri Berger, Gilbert Barbier, Jean Delaneau, François Autain, Mmes Marie-Madeleine Signouret, Hélène Missoffe, Jacqueline Fraysse-Cazalis ; membres suppléants : Mme Marie Jacq, MM. Gilbert Millet, Louis Donnadieu, Adrien Zeller, Roger Fourneyron, Alexandre Bolo, Hubert Voilquin.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Jean Mezart, Jean Cherioux, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Cécile Goldet, MM. Michel Labéguerie, Pierre Louvot ; membres suppléants : MM. Roland du Luart, Jean Béranger, Pierre Sallenave, Marcel Gargar, André Rabineau, Jacques Henriet, Henri Moreau.

Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207). – Président : M. Robert Swchint ; vice-président : M. Henry Berger.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur: M. Jean Delaneau. – Rapport **n° 1507** [19 décembre 1979]. – Discussion le 19 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1979. – Projet de loi **n° 266.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Mezard. – Rapport n° 130 (1979-1980) [19 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Projet de loi n° 43 (1979-1980).

Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1980 (p. 3).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er A (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 1er B (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 1er *bis*, 1er *ter*, 1er *quater*, 1er *quinquies* (A.N. 1) 1er *bis* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : 1er *septies* (A.N. 1. – S. 1) 1er *sexies* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : 1er *nonies*, 1er *decies* (A.N. 1. – S.E. 1) 1er *nonies* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : 1er *undecies* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : 1er *duodecies* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : 1er *tredecies et quatuor decies* (A.N. 1. – S. 1) 1er*tredecies* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : 2 *bis* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : 1er *octies* (A.N. 1. – S. 1) 2 *ter* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : 3 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 novembre 1979] (p. 10701) ; [28 novembre 1979] (p. 10797) ; [29 novembre 1979] (p. 10885).

Exception d'irrecevabilité de Mme Florence d'Harcourt : *Harcourt (Florence d')*, (p. 10708, 10709) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 10709, 10710) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10711) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 10711) ; rejet par scrutin public n° 269 (p. 10711) ; liste des votants (p. 10713).

Question préalable de M. Michel Debré : *Debré (Michel)*, (p. 10716) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 10720) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10721) ; rejet par scrutin public n° 266 (p. 10722) ; liste des votants (p. 10731).

Motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Beaumont : *Beaumont (Jean-Louis), (p. 10889, 10890) ; Visse (René)*, (p. 10891) ; *Berger (Henri)*, (p. 10892) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 19892) ; rejet par scrutin public n° 267, (p. 10892) ; liste des votants (p. 10907).

Rappel au règlement de M. Michel Debré : organisation des débats : *Debré (Michel)*, (p. 10701) ; *Bèche (Guy)*, (p. 10702).

Rappel au règlement de M. Henri Emmanuelli : organisation des débats : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 10702) ; *Bèche (Guy)*, (p. 10702).

Rappel au règlement de Mme Gisèle Moreau : conditions de la retransmission télévisée du débat : *Moreau (Gisèle)*, (p. 10722).

Rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : forces de police autour du palais Bourbon : *Mexandeau (Louis)*, (p. 10827) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 10828).

Rappel au règlement de M. Jacques Richomme : pressions exercées sur les députés avant le vote sur l'I.V.G. : *Richomme (Jacques)*, (p. 10889).

Adoption : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10740) ; *Brocard (Jean)*, (p. 10808) ; *Berest (Eugène)*, (p. 10822) ; *Jacob (Lucien)*, (p. 10822) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 10827) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 10829) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 10830) ; *Revet (Charles)*, (p. 10842) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 10850).

Avortement clandestin : *Pelletier (Monique)*, (p. 10705) ; *Debré (Michel)*, (p. 10717) ; *Foyer (Jean)*, (p. 10725) ; *Avice (Edwige)*, (p. 10736) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10738, 10740) ; *Briane (Jean)*, (p. 10742) ; *Autain (François)*, (p. 10742) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 10752) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10752) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 10756) ; *Moulle (Henri)*, (p. 10809) ; *Jacob (Lucien)*, (p. 10822) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 10826) ; *Delhalle (Jacques)*, (p. 10828) ; *Signouret (Marie-Magdeleine)*, (p. 10831) ; *Bolo Alexandre*, (p. 10832) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 10840) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 10840) ; *Privat (Colette)*, (p. 10851) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 10854) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10886).

Centres d'orthogénie : *Avice (Edwige)*, (p. 10738) ; *Autain (François)*, (p. 10743) ; *Bariani (Didier)*, (p. 10747) ; *Richard (Alain)*, (p. 10748).

Clause de conscience des médecins : *Delaneau (Jean)*, (p. 10703) ; *Jacq (Marie)*, (p. 10724) ; *Avice (Edwige)*, (p. 10736) ; *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 10741) ; *Bariani (Didier)*, (p. 10746) ; *Derosier (Jacques)*, (p. 10754) ; *Signouret (Marie-Magdeleine)*, (p. 10831) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 10837) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 10845) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 10848) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10855) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 10857).

Clinique la Pergola : *Barrot (Jacques)*, (p. 10887).

Conseil conjugal : *Delaneau (Jean)*, (p. 10705).

Constitutionnalité de la loi de 1975 : *Harcourt (Florence d')*, (p. 10708, 10709) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10711) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 10711).

Contraception : *Delaneau (Jean)*, (p. 10704) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10707, 10859) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10708) ; *Debré (Michel)*, (p. 10719) ; *Jacq (Marie)*, (p. 10723) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10727, 10728) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10735) ; *Avice (Edwige)*, (p. 10736) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10739, 10740) ; *Autain (François)*, (p. 10743) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 10746) ; *Richard (Alain)*, (p. 10747, 19748) ; *Rolland (Hector)*, (p. 10749) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10753) ; *Derosier (Jacques)*, (p. 10754, 10755) ; *Haby (René)*, (p. 10757) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 10798) ; *Constans (Hélène)*, (p. 10801) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10803) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 10806, 10807) ; *Moulle (Henri)*, (p. 10809, 10810) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 10810) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 10825) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 10826) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 10827) ; *Delhalle (Jacques)*, (p. 10828) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 10829) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 10833) ; *Valleix (Jean)*, (p. 10835) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 10840) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 10845) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 10847, 10848) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 10854) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 10857) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 10858) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10888) ; *Visse (René)*, (p. 10892).

Délai de dix semaines : *Delaneau (Jean)*, (p. 10703) ; *Foyer (Jean)*, (p. 10726) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10728) ; *Avice (Edwige)*, (p. 10737) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10738) ; *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 10741) ; *Autain (François)*, (p. 10743, 10744 ; *Signouret (Marie-Magdeleine)*, (p. 10831) ; *Barbier (Gil-*

bert), (p. 10835) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 10848).

Droit à la vie : *Foyer (Jean)*, (p. 10727) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10735) ; *Briane (Jean)*, (p. 10742) ; *Bas (Pierre)*, (p. 10799) ; *Lataillade (Pierre)*, (p. 10804) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 10825, 10826) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 10830) ; *Koehl (Emile)*, (p. 10843) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 10843) ; *Liogier (Albert)*, (p. 10845) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 10851) ; *Bayard (Henri)*, (p. 10853) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 10854) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10890).

Education sexuelle : *Debré (Michel)*, (p. 10719) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10728) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 10744) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 10745, 10746) ; *Constans Hélène*, (p. 10801) ; *Berest (Eugène)*, (p. 10822) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 10829) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 10845) ; *Liogier (Albert)*, (p. 10847) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 10848) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 10854) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 10858) ; Barrot (Jacques), (p. 10888).

Etat de détresse : *Debré (Michel)*, (p. 10717) ; *Foyer (Jean)*, (p. 10726) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10735) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10739, 10740) ; *Briane (Jean)*, (p. 10742) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10753) ; *Bas (Pierre)*, (p. 10800) ; *Lataillade (Pierre)*, (p. 10804) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 10825) ; *Signouret (Marie-Magdeleine)*, (p. 10831) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10833) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10834) ; *Valleix (Jean)*, (p. 10834) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 10837) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 10849) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 10852) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 10854).

Etrangères : *Delaneau (Jean)*, (p. 10704) ; *Jacq (Marie)*, (p. 10724) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10728) ; *Avice (Edwige)*, (p. 10736, 10737) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 10741).

Etudes médicales : *Pelletier (Monique)*, (p. 10707).

Handicapés : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10739) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10803).

Jeunesse ouvrière chrétienne (enquête sur la vie affective des jeunes des milieux populaires) : *Brunhes (Jacques)*, (p. 10745).

Laïcité et neutralité morale du législateur : *Bariani (Didier)*, (p. 10746) ; *Richard (Alain)*, (p. 10747) ; *Signouret (Marie-Magdeleine)*, (p. 10831).

Loi de 1975 (application et reconduction) : *Delaneau (Jean)*, (p. 10703, 10720) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10705, 10721, 10886) ; Debré (Michel), (p. 10716, 10717) ; Jacq (Marie), (p. 10723) ; *Foyer (Jean)*, (p. 10725) ; *Moreau (Louise)*, (p. 10734) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10735) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10739, 10740) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 10740) ; *Bariani (Didier)*, (p. 10747) ; *Rolland (Hector)*, (p. 10749, 10750) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 10751) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10753) ; Derosier (Jacques), (p. 10754) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 10755, 10756) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10803) ; *Lataillade (Pierre)*, (p. 10804) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10805, 10806, 10890, 10891) ; *Brocard (Jean)*, (p. 10808) ; *Moulle (Henri)*, (p. 10809, 10810) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 10810) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 10810) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 10827) ; *Delhalle (Jacques)*, (p. 10828) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 10829) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 10832) ; *Valleix (Jean)*, (p. 10835) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 10836) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 10841) ; *Revet (Charles)*, (p. 10842) ; *Koehl (Emile)*, (p. 10842) ; *Liogier (Albert)*, (p. 10846) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 10848) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 10849) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 10851) ; *Bégault (Jean)*, (p. 10852) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10856) ; *Bonhomme (Jean)*, (p. 10856) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 10857) ; *About (Nicolas)*, (p. 10857) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10886) ; *Visse (René)*, (p. 10891, 10892) ; *Berger (Henry)*, (p. 10892).

Lois de 1920-1924 : *Pelletier (Monique)*, (p. 10705, 10722) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 10710) ; *Debré (Michel)*, (p. 10719) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 10720, 10721) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10727) ; *Haby (René)*, (p. 10757) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10806) ; *Moulle (Henri)*, (p. 10809) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 10827) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 10844) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 10850).

Mineurs et autorisation parentale : *Delaneau (Jean)*, (p. 10704) ; *Jacq (Marie)*, (p. 10724) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10728) ; *Avice (Edwige)*, (p. 10737) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 10741).

Natalité : *Delaneau (Jean)*, (p. 10704) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10706, 10722, 10885) ; *Debré (Michel)*, (p. 10718, 10719, 10720, 10883) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10727) ; *Bariani (Didier)*, (p. 10747) ; *Rolland (Hector)*, (p. 10749) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 10756) ; *Haby (René)*, (p. 10757) ; *Bas (Pierre)*, (p. 10800) ; *Moulle (Henri)*, (p. 10809) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 10810) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 10823, 10824) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 10825) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10833) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 10840) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 10848) ; *Bayard (Henri)*, (p. 10893) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 10859).

Peine de mort : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10738) ; *Bas (Pierre)*, (p. 10799) ; *Brocard (Jean)*, (p. 10809).

Politique familiale : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 10710) ; *Debré (Michel)*, (p. 10718, 10889) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10722) ; *Foyer (Jean)*, (p. 10725) ; *Moreau (Louise)*, (p.

10734) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10739) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10740) ; *Briane (Jean)*, (p. 10742) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 10744, 10745) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10752, 10753) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 10756) ; *Haby (René)*, (p. 10757) ; *Bas (Pierre)*, (p. 10800, 10801) ; *Constans (Hélène)*, (p. 10802) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10803) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10806) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 10810) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 10810) ; *Berest (Eugène)*, (p. 10821) ; *Jacob (Lucien)*, (p. 10822) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 10824, 10825) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 10828, 10829) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 10829, 10830) ; *Valleix (Jean)*, (p. 10835) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 10837) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 10839) ; *Liogier (Albert)*, (p. 10846) ; *Bayard (Henri)*, (p. 10853) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 10858, 10859) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10888, 10889).

Procédure préalable à l'I.V.G. : *Delaneau (Jean)*, (p. 10703) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10706, 10707) ; *Debré (Michel)*, (p. 10717) ; *Jacq (Marie)*, (p. 10724) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10728) ; *Moreau (Louise)*, (p. 10734) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10755) ; *Avice (Edwige)*, (p. 10736, 10737) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 10741) ; *Autain (François)*, (p. 10743) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 10751) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10753) ; *Derosier (Jacques)*, (p. 10755) ; *Bas (Pierre)*, (p. 10800) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10803) ; *Brocard (Jean)*, (p. 10808) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 10810) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10834) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 10835, 10836) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 10844) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 10851, 10852) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 10854, 10855) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 10857) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10887).

Remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale et aide médicale : *Jacq (Marie)*, (p. 10724) ; *Foyer (Jean)*, (p. 10726) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 10728) ; *Avice (Edwige)* ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 10741) ; *Autain (François)*, (p. 10743) ; *Bariani (Didier)*, (p. 10746) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 10752) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 10798) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 10855) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10887).

Sanctions en cas de violation de la loi : *Gantier (Gilbert)*, (p. 10834).

DISCUSSION DES ARTICLES [29 novembre 1979] (p. 10917) :

Avant l'ART. 1er : *amendement n° 33* rectifié de M. Jean Foyer (caractère d'obligation nationale de l'enseignement du principe du respect de la vie et de ses conséquences) adopté (p. 10894) ; *amendement n° 36* corrigé de M. Adrien Zeller (caractère d'obligation nationale de l'information de la population sur les problèmes de la vie et sur le respect dû à tout être humain dès sa conception) ; *sous-amendement n° 133* de M. Charles Revet (organisation de cours hebdomadaires d'information sexuelle et de contraception dans les établissements scolaires à partir de la 4e) devient sans objet (p. 10894) ; *amendement n° 36* corrigé, retiré (p. 10894).

Rappel au règlement de M. Krieg (Pierre-Charles) ; irrecevabilité de l'*amendement n° 36* corrigé de M. Adrien Zeller et du *sous-amendement n° 133* de M. Charles Revet en application des dispositions de l'article 98 AL. 5 du règlement de l'Assemblée (p. 10894).

MM. Krieg (Pierre-Charles), Pasquini (Pierre).

Amendement n° 59 de M. Adrien Zeller (précisant que le but du législateur est de faciliter la décision de la femme sur une interruption de grossesse dans un contexte d'aide et de solidarité), rejeté (p. 10895) ; *amendement n° 80* de Mme Marie Jacq (intégration de l'information sexuelle et de la contraception à la formation des membres du corps enseignant, des travailleurs sociaux, des médecins, et des personnels paramédicaux ; participation des centres d'orthogénie), rejeté (p. 10896) ; *amendement n° 39* de la commission (intégration de l'information sexuelle et de la contraception à la formation des membres du corps enseignant, des travailleurs sociaux, des médecins et des personnels paramédicaux) ; sous-amendement de M. Guy Ducoloné (formation des personnels des centres de contraception par l'enseignement public), rejeté (p. 10896) ; *amendement n° 39*, rejeté (p. 10896) ; *amendement n° 9* de Mme Adrienne Horvath (intégration de connaissances en matière de contraception à la formation des médecins et des personnels médicaux et sanitaires ; formation des personnels des centres de contraception par l'enseignement public), rejeté (p. 10896) ; *amendement n° 113* de M. Lucien Neuwirth (intégration d'un enseignement sur la contraception à la formation des médecins et du personnel paramédical), adopté (p. 10896) ; *amendement n° 125* de M. Michel Debré (enseignement de notions de démographie aux personnels qui recevront les femmes désirant interrompre leur grossesse), rejeté par scrutin public n° 268 (p. 10897) ; liste des votants (p. 10908).

Rappel au règlement de M. Jean Fontaine : droit du président à décider du scrutin public en cas de doute (p. 10897).

MM. Fontaine (Jean), Pasquini (Pierre).

Amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes (assignant comme but à la loi de permettre l'accès de tous à l'éducation sexuelle et à l'information sur la contraception), rejeté par scrutin public n° 269 (p. 10900) ; liste des

votants (p. 10909) ; *amendements* identiques *n° 40* de la commission et *n° 8* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (organisation d'une grande campagne d'information scientifique et populaire sur la contraception à la radio et à la télévision), rejetés (p. 10901) ; *amendement n° 81* de Mme Edwige Avice (modification du cahier des charges des sociétés de télévision en vue de ménager aux heures de grande écoute un temps suffisant pour l'information sexuelle et la contraception) déclaré irrecevable au titre de l'article 98 AL. 5 du règlement (p. 10901).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Delalande : irrecevabilité de l'*amendement n° 81* de Mme Avice au titre de l'article 98 AL. 5 du règlement (p. 10901).

MM. Delalande (Jean-Pierre), Richard (Alain), Pasquini (Pierre).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : autorisation par le règlement de la modification d'autres lois à l'occasion de l'examen d'un projet de loi (p. 10901).

MM. Ducoloné (Guy), Pasquini (Pierre).

Amendement n° 29 de Mme Colette Privat (incitant le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour développer l'information sur la régulation des naissances et pour diffuser l'adresse des centres de contraception), rejeté par scrutin public n° 270 (p. 10902) ; liste des votants (p. 10910) ; *amendement n° 6* de Mme Gisèle Moreau (développement des centres de contraception), rejeté (p. 10902) ; *amendement n° 7* de Mme Jacqueline Chonavel (implantation de centres de contraception sur la base d'une carte sanitaire), rejeté (p. 10903) ; *amendements* identiques *n° 41* de la commission et *n° 10* de Mme Colette Privat (développement de la recherche en contraception féminine et masculine), réservés (p. 10903).

MM. Foyer (Jean), Delaneau (Jean), Mme Pelletier (Monique), M. Forni (Raymond), Mme Gœuriot (Colette), MM. Revet (Charles), Krieg (Pierre-Charles), Zeller (Adrien), Mme Jacq (Marie), MM. Millet (Gilbert), Neuwirth (Lucien), Ducoloné (Guy), Bolo (Alexandre), Mme Avice (Edwige), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), Fontaine (Jean), Brunhes (Jacques), Chinaud (Roger), Bourson (Pierre-Alexandre), Delalande (Jean-Pierre), Beaumont (Jean-Louis), Richard (Alain), Mme Privat (Colette), Mme Moreau (Gisèle), Mme Chonavel (Jacqueline).

ART. 1er, réservé (p. 10903).

Avant l'ART. 1er *(suite)* : *amendements* identiques *n° 41* de la commission et *n° 10* de Mme Colette Privat précédemment réservés, déclaré irrecevables au titre de l'article 41 de la Constitution (p. 10917).

Après l'ART. 1er : *amendement n° 11* de M. Alain Léger (suppression de la référence à une situation de détresse), rejeté par scrutin public n° 271 (p. 10905) ; liste des votants (p. 10912) ; *amendement n° 84* de Mme Marie Jacq (droit de toute femme enceinte de demander à un médecin l'interruption de sa grossesse sans référence à une situation de détresse), rejeté par scrutin public n° 272 (p. 10918) ; liste des votants (p. 10965) ; *amendement n° 42* de la commission (substituant la notion d'état de nécessité à celle de situation de détresse), rejeté par scrutin public n° 273 (p. 10922) ; liste des votants (p. 10966) ; *amendement n° 31* de M. Jean Foyer (constatation dans les conditions fixées par décret de la situation de détresse), rejeté par scrutin public n° 274 (p. 10922) ; liste des votants (p. 10967) ; *amendement n° 32* de M. Jean Foyer (interdisant tout avortement de convenance), rejeté par scrutin public *n° 275* (p. 10922) ; liste des votants (p. 10968).

Rappel au règlement de Mme Hélène Constants : ordre de discussion des amendements (p. 10904).

Mme Constans (Hélène), M. Pasquini (Pierre).

Rappel au règlement de M. Pierre-Charles Krieg : organisation du débat (p. 10917).

M. Krieg (Pierre-Charles), Mme Pelletier (Monique).

Rappel au règlement de M. Jean-Marie Caro : organisation du débat (p. 10917).

M. Caro (Jean-Marie), Mme Pelletier (Monique).

Rappel au règlement de M. Alexandre Bolo : intervention de M. Delaneau, rapporteur non conforme à l'avis de la commission (p. 10919).

Amendement n° 68 de M. Maurice Tissandier (réduisant de 10 à 6 semaines le délai d'intervention pour une interruption volontaire de grossesse), rejeté par scrutin public n° 276 (p. 10924) ; liste des votants (p. 10969) ; *amendement n° 85* de M. François Autain (portant à 14 semaines le délai d'intervention pour une interruption volontaire de grossesse), rejeté (p. 10924) ; *amendement n° 12* rectifié de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (portant à 12 semaines le délai d'intervention pour une interruption volontaire de grossesse), rejeté (p. 10924) ; *amendement n° 37* de M. Alexandre Bolo (interdisant les femmes mariées à toute interruption volontaire de grossesse avec une deuxième

naissance), rejeté (p. 10925) ; *amendement n° 122* de M. Pierre-Alexandre Bourson (réalisation des interruptions volontaires de grossesse par des médecins agréés et inscrits sur une liste en raison de leur compétence), rejeté par scrutin public n° 277 (p. 10926) ; liste des votants (p. 10971) ; *amendement n° 74* de M. Gilbert Gantier (réalisation des interruptions volontaires de grossesse par des médecins répondant à des conditions de titre ou de qualification fixées par décret), rejeté par scrutin public n° 278 (p. 10927) ; liste des votants (p. 10972) ; *amendement n° 76* de M. Gilbert Gantier (réalisation des interruptions volontaires de grossesse par des médecins répondant à des conditions de titres ou de qualification fixées par décret), retiré (p. 10927) ; *amendement n° 14* de Mme Jacqueline Chonavel (mise en place de structures d'accueil permettant d'intervenir sur le plan médical et social dans les servics des établissements d'hospitalisation publique pratiquant des interruptions volontaires de grossesse), rejeté (p. 10927) ; *amendement n° 89* de M. François Autain (abrogation des dispositions prévoyant que le médecin sollicité doit informer la femme des risques médicaux encourus et lui remettre un dossier guide), rejeté par scrutin public n° 279 (p. 10928) ; liste des votants (p. 10973) ; *amendement n° 15* de Mme Colette Gœuriot (obligeant le médecin à informer la femme des conditions spécifiques et du sérieux de l'acte médical d'interruption de grossesse de façon à lui donner les éléments du choix sans chercher à influencer sa décision et à lui remettre la liste et les adresses des services sociaux qu'elle peut consulter), rejeté (p. 10928) ; *amendement n° 69* rectifié de M. Henri Colombier, réservé (p. 10928) ; *amendement n° 44* de la commission (remise à jour annuelle du dossier guide), adopté (p. 10928) ; *amendement n° 43* de la commission (caractère non limitatif de l'énumération des éléments du dossier-guide) adopté (p. 10928) ; *amendement n° 45* de la commission (faisant figurer dans le dossier-guide une nomenclature des organisations familiales d'assistance), adopté (p. 10928) ; *amendement n° 90* de M. François Autain (suppression du caractère obligatoire de l'entretien préalable), rejeté par scrutin public n° 280 (p. 10929) ; liste des votants (p. 10974) ; *amendement n° 16* de Mme Myriam Barbera (supprimant le caractère obligatoire de la consultation et de l'entretien prévus par la loi), rejeté (p. 10929) ; *amendement n° 17* de Mme Gisèle Moreau (suppression de l'obligation de produire un certificat de consultation), rejeté (p. 10929) ; *amendement n° 91* de M. François Autain (précisant qu'au cours de l'entretien aucune pression ne doit pouvoir être exercée à l'encontre de la décision de la femme), rejeté (p. 10930) ; *amendement n° 55* de la commission (entretien préalable assurant l'information de la femme en vie notamment de permettre à celle-ci de garder son enfant), adopté par scrutin public n° 281 (p. 10930) ; liste des votants (p. 10975) ; *amendement n° 35* de M. Adrien Zeller (remise à la femme d'une liste comportant les noms et adresses des personnes ou organismes susceptibles d'apporter une aide morale ou matérielle aux femmes et aux couples confrontés au problème de la maternité), adopté (p. 10931) ; *amendement n° 60* de M. Adrien Zeller (précisant que l'entretien préalable ne doit pas avoir lieu en milieu hospitalier), retiré (p. 10931) ; *amendement n° 92* de M. François Autain (suppression de la référence à la participation du couple à la décision à prendre), rejeté (p. 10932) ; *amendement n° 38* de M. Alexandre Bolo (interdisant de donner suite à la demande d'interruption volontaire de grossesse si le père qui fait oppression à cette demande prend par écrit l'engagement d'élever l'enfant), retiré (p. 10932) ; *amendement n° 61* de M. Adrien Zeller (création de commissions d'aide à la maternité ; fonction de ces commissions), adopté avec modification (p. 10933) ; *amendement n° 93* de M. François Autain (suppression de la semaine de réflexion), rejeté (p. 10934) ; *amendement n° 18* de Mme Jacqueline Chonavel (caractère facultatif du délai de réflexion), rejeté (p. 10935) ; *amendement n° 46* de la commission (caractère obligatoire du délai de réflexion sauf au cas où le terme des dix semaines risquerait d'être dépassé, le médecin étant seul juge de l'opportunité de sa décision), adopté par scrutin public n° 282 (p. 10935) ; liste des votants (p. 10976) ; *amendement n° 62* de M. Adrien Zeller (institution d'un délai de 2 jours entre l'entretien et l'interruption de grossesse), adopté (p. 10935) ; *amendements* identiques *n° 57* de Mme Jeanine Porte et *n° 94* de M. François Autain (amendements de coordination), rejetés (p. 10936) ; *amendement n° 3* corrigé de M. Michel Debré (délivrance par le médecin d'un certificat attestant qu'il y a nécessité de pratiquer l'interruption volontaire de grossesse), rejeté par scrutin public n° 283 (p. 10936) ; liste des votants (p. 10977) ; *amendement n° 70* de M. Henri Colombier (obligeant l'établissement hospitalier à se faire remettre l'attestation selon laquelle la femme a rempli des obligations d'entretien et de consultation et à conserver ses attestations pendant au moins six mois ; sanctions pénales pour les directeurs des établissements qui ne rempliraient pas ces obligations), adopté avec modification (p. 10937) ; *amendement n° 95* de Mme Marie Jacq (suppression de l'autorisation parentale obligatoire pour les mineures célibataires), rejeté (p. 10938) ; *amendement n° 19* rectifié de Mme Monique Chonavel (suppression du caractère obligatoire de l'autorisation

parentale pour les femmes mineures célibataires), rejeté (p. 10938) ; *amendement n° 47* de la commission (consentement des parents accompagné de celui de la mineure célibataire se trouvant enceinte), adopté (p. 10938).

Rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : organisation du débat (p. 10939).

M. Aubert (Emmanuel), Mme Pelletier (Monique).

Amendement n° 48 de la commission (permettant à la mineure de se placer sous la protection du juge des tutelles qui lui permettra de garder son enfant même si l'autorité parentale la pousse à interrompre sa grossesse), rejeté (p. 10939) ; *amendement n° 69* rectifié de M. Henri Colombier (précédemment réservé) (possibilité pour le médecin de ne pas pratiquer l'interruption volontaire de grossesse en opposant la clause de conscience ; obligation par le médecin d'informer la femme intéressée de son refus dès la première visite et d'accomplir toutes les obligations légales d'information) ; *sous-amendement n° 134* de la commission (obligeant le médecin qui oppose la clause de conscience à remettre à la femme la liste des centres où sont effectuées les interruptions volontaires de grossesse), adopté (p. 10941) ; *amendement n° 69* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 10941) ; *amendement n° 71* de M. Henri Colombier (amendement de coordination), adopté (p. 10941) ; *amendement n° 96* de M. François Autain (caractère strictement personnel de la clause de conscience invoquée pour ne pas pratiquer l'interruption volontaire de grossesse ; publication par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de la liste des médecins qui invoquent la clause de conscience) devient sans objet (p. 10941) ; *amendement n° 49* de la commission (obligeant le médecin qui invoque la clause de conscience à remettre à la femme la liste des centres où sont effectuées les interruptions volontaires de grossesse), retiré (p. 10941) ; *amendement n° 20* de Mme Colette Privat (obligeant le médecin qui invoque la clause de conscience à adresser la femme à un autre médecin ou établissement pouvait répondre à sa demande) devient sans objet (p. 10941) ; *amendement n° 21*, 2e rectification de M. Alain Léger (limitation des conséquences de la clause de conscience dans les services hospitaliers) réservé jusqu'à la discussion de l'*amendement n° 51* (p. 10941) ; *amendement n° 72* de M. Henri Colombier (coordination), adopté (p. 10941) ; *amendement n° 50* de la commission (obligation pour les centres hospitaliers publics non spécialisés de mettre à la disposition des médecins pratiquant les I.V.G. les moyens nécessaires à leur réalisation), rejeté par scrutin public n° 284 (p. 10943) ; liste des votants (p. 10978) ; *amendement n° 123* de M. Alain Léger (moyens donnés aux établissements hospitaliers publics pour la création de services d'interruption volontaire de grossesse), rejeté (p. 10943) ; *amendement n° 21*, 2e rectification (précédemment réservé), rejeté (p. 10943) ; *amendement n° 51* de la commission (impossibilité pour le médecin chef de service de s'opposer à la réalisation d'avortements dans son service), rejeté (p. 10943) ; *amendement n° 115* de M. Joseph Legrand (liaison entre les petites unités hospitalières publiques et privées et les centres d'I.V.G. pour l'information sur la contraception), rejeté (p. 10944) ; *amendement n° 126* de M. Michel Debré (contrôle de chaque I.V.G. par établissement de fiches informatiques anonymes), retiré (p. 10944) ; *amendements* identiques *n° 52* de la commission et *n° 63* de M. Gilbert Millet (abrogation de l'article L. 162-11 du code de la santé publique interdisant l'avortement aux femmes d'origine étrangère qui ne résident pas en France depuis plus de trois mois), rejetés (p. 10945) ; *amendement n° 98* de Mme Edwige Avice (autorisation de l'avortement sans condition d'âge, de nationalité, de durée ou de titre de séjour), rejeté (p. 10945) ; *amendement n° 99* de M. François Autain (assouplissement des conditions posées par la loi de 1975 pour l'avortement thérapeutique), rejeté (p. 10945) ; *amendement n° 24* de Mme Colette Gœuriot (compétences pour l'attestation d'avortement thérapeutique), rejeté (p. 10946) ; *amendement n° 100* de M. François Autain (compétences pour l'attestation d'avortement thérapeutique), rejeté (p. 10946) ; *amendement n° 53* de la commission (droit de citation directe et de constitution de partie civile pour les infractions à la loi de 1975 ouvert aux associations), rejeté (p. 10946) ; *amendement n° 54* de la commission (augmentation du quota de l'I.V.G. dans certaines régions), rejeté (p. 10947) ; *amendement n° 127* de M. Michel Debré (limitation des I.V.G. au quart du total des actes chirurgicaux et obstétricaux dans chaque établissement hospitalier), rejeté (p. 10947) ; *amendement n° 28* de Mme Adrienne Horvarth (abrogation de l'article L. 647 du code de la santé publique), rejeté (p. 10948) ; *amendement n° 129* de M. René Benoit, retiré (p. 10948) ; *amendement n° 116* de M. Alain Léger (recettes nouvelles pour la prise en charge à 100 % des frais de soins et d'hospitalisation afférent à l'I.V.G.), rejeté au scrutin public n° 285 (p. 10949) ; liste des votants (p. 10980) ; *amendement n° 102* de M. Gérard Bapt (prise en charge des actes médicaux afférents à l'I.V.G.), rejeté (p. 10949) ; *amendement n° 128* de M. Jean Foyer (interdiction du remboursement des actes d'interruption volontaire de grossesse par les mutuelles), rejeté au scrutin public n° 286 (p. 10950) ; liste des votants (p. 10981).

Rappel au règlement de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : proteste contre l'organisation du débat (p. 10950).

Amendement n° 117 de M. Alain Léger (modification de la nomenclature générale des actes professionnels de la Sécurité sociale pour y inclure l'interruption volontaire de grossesse), rejeté (p. 10951) ; *amendement n° 30* de M. Alain Léger (obligation pour le Gouvernement de remettre au Parlement un rapport sur les conditions d'application de la présente loi et vote sur ce rapport) déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution (p. 10951) ; *amendement n° 131* de M. Charles Revet (obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport devant le Parlement sur les conditions d'application de la loi), retiré (p. 10951).

MM. Bolo (Alexandre), Léger (Alain), Delaneau (Jean), Mme Pelletier (Monique), Mme Jacq (Marie), Foyer (Jean), Bourson (Pierre-Alexandre), Mme Avice (Edwige), Mme Constans (Hélène), MM. Defferre (Gaston), Hamelin (Xavier), Montagne (Rémy), Caro (Jean-Marie), Richard (Alain), Millet (Gilbert), Tissandier (Maurice), Autain (François), Mme Frayssé-Cazalis (Jacqueline), About (Nicolas), MM. Bapt (Gérard), Beaumont (Jean-Louis), Beix (Roland), Barbier (Gilbert), Mme Privat (Colette), Mme Gœuriot (Colette), MM. Chinaud (Roger), Hage (Georges), Zeller (Adrien), Mme Barbera (Myriam), MM. Boinvilliers (Jean), Maigret (Bertrand de), Mme Leblanc (Chantal), MM. Barrot (Jacques), Colombier (Henri), Mme Chonavel (Jacqueline), MM. Bordu (Gérard), Revet (Charles), Neuwirth (Lucien), Bariani (Didier), Ducoloné (Guy).

ART. 2 (abrogation des articles 2 et 11 de la loi du 17 janvier 1975 et de l'article 161.1 et L. 650 du code de la santé publique) : *amendements n° 104, 105* et *106* de M. François Autain (abrogation des articles sanctionnant la publicité en faveur de la contraception et des actes d'interruption volontaire de grossesse), rejetés (p. 10952).

Mme Moreau (Gisèle), M. Beix (Roland), Mme Pelletier (Monique), Mme Constans (Hélène).

– article 2 adopté (p. 10952).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 107* de M. Gérard Bapt (démédicalisation de la contraception), rejeté (p. 10952) ; *amendement n° 108* de Mme Edwige Avice (abrogation de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1967 interdisant toute propagande antinataliste), rejeté (p. 10953) ; *amendement n° 109* de Mme Edwige Avice (interdiction de toute publicité commerciale directe pour les moyens de contraception), rejeté (p. 10953) ; *amendement n° 110* de M. François Autain (régime applicable dans les DOM), rejeté (p. 10953) ; *amendement n° 111* de M. François Autain (coordination), rejeté (p. 10953) ; *amendement n° 67* de Mme Hélène Missoffe (institution d'une délégation parlementaire pour les problèmes démographiques), adopté (p. 10953).

MM. Richard (Alain), Delaneau (Jean), Mme Pelletier (Monique), M. Léger (Alain), Mme Avice (Edwige), M. Neuwirth (Lucien), Mme Missoffe (Hélène).

ART. 1er *(précédemment réservé).*

Inscrit : *Leroy (Roland)* : maintien par l'article 1er de l'article 317 du code pénal réprimant l'avortement ; inefficacité de cet article (p. 10955) ; *amendement n° 4* de Mme Chantal Leblanc (abrogation de l'article 317 du code pénal), rejeté par scrutin public n° 287 (p. 10955) ; liste des votants (p. 10982) ; *amendement n° 75* rectifié de M. Gilbert Gantier (institution d'une nouvelle période probatoire de 10 ans) rejeté par scrutin public n° 288 (p. 10958) ; liste des votants (p. 10983) ; *amendement n° 34* de M. Jean Foyer (reconduction de la loi de 1975 pour cinq ans), retiré (p. 10956) ; *amendement n° 121* de M. Jean-Louis Schneiter (reconduction de la loi de 1975 à titre provisoire pour cinq ans), rejeté (p. 10958) ; *amendement n° 65* de M. Jean Foyer (institution d'une commission nationale chargée d'examiner les conditions d'application de la loi de 1975 prorogée pour deux ans), retiré (p. 10960) ; *amendement n° 119* de M. Gilbert Gantier (renforcement des sanctions prévues à l'article 317 du code pénal), adopté par scrutin public n° 289 (p. 10959) ; liste des votants (p. 10984) ; *amendement n° 120* corrigé de M. Gilbert Gantier (renforcement des sanctions prévues à l'article 317 du code pénal), rejeté (p. 10959) ; *amendement n° 66* corrigé de Mme Hélène Missoffe (sanctions applicables aux membres des professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques), retiré (p. 10959) ; *amendements n° 130* de M. Maurice Tissandier, *n° 82* de M. François Autain et *n° 124* de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, deviennent sans objet (p. 10959) ; *amendement n° 83* de M. François Autain (abrogation de l'autorisation de lever le secret médical pour l'application de la législation répressive en matière d'I.V.G.), rejeté (p. 10959).

MM. Leroy (Roland), Maigret (Bertrand de), Bapt (Gérard), Mme Frayssé-Cazalis (Jacqueline), M. Delaneau (Jean), Mme Pelletier (Monique), MM. Cot (Jean-Pierre), Gantier (Gilbert), Foyer (Jean), Schneiter (Jean-Louis), Bariani (Didier), Richard (Alain), Mme Privat (Colette), M. Beaumont (Jean-Louis), Mme Missoffe (Hélène).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 10960).

TITRE : *amendement n° 56* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modification du titre), retiré (p. 10960) ; *amendement n° 112* de Mme Marie Jacq (modification du titre), retiré (p. 10960).

Mmes Fraysse-Cazalis (Jacqueline), Jacq (Marie), M. Defferre (Gaston).

– titre adopté (p. 10960).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Millet (Gilbert)* : la reconduction à titre définitif de la loi de 1975 n'a pu être adoptée que grâce aux luttes populaires (p. 10960) ; politique du Gouvernement basée sur les atteintes aux libertés, l'austérité et l'injustice sociale ; refus par le Gouvernement de tous les amendements concernant la contraception, l'information et l'éducation sexuelle, refus de donner à tous les hôpitaux les moyens nécessaires à la pratique de l'I.V.G. ; injustice sociale du texte (p. 10961).

Avice (Edwige) : la reconduction de la loi de 1975 à titre définitif n'est possible que grâce aux votes de l'opposition : insuffisance du texte (p. 10961).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 290 (p. 10961) ; liste des votants (p. 10985).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1979] (p. 12288) :

Contraception : *Jacq (Marie)* (p. 12295).

Délégation parlementaire sur les problèmes démographiques : *Delaneau (Jean)* (p. 12288).

Détresse (notion de) : *Debré (Michel)* (p. 12294).

Hôpitaux (pratique de l'I.V.G. dans les) : *Delaneau (Jean-Yves)* (p. 12288).

Légalisation de l'avortement : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 12289) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 12292) ; *Bolo (Alexandre)* (p. 12294) ; *Foyer (Jean)* (p. 12289).

Politique familiale : *Schvartz (Julien)* (p. 12291) ; *Debré (Michel)* (p. 12294, 12295).

Texte de la commission mixte paritaire : *Pelletier (Monique)* (p. 12289).

DISCUSSION DES ARTICLES [19 décembre 1979] (p. 12297) :

Article 1er A.
Article 1er B.
Article 1er.
Article 1er *bis*.
ART. 1er *ter*.
ART. 1er *quater*.
ART. 1er *quinquies*.
ART. 1er *sexies*.
ART. 1er *septies*.
ART. 1er *octies*.
ART. 1er *nonies*.
ART. 1er *décies*.
ART. 1er *undecies*.
ART. 1er *duodecies*.
ART. 1er *tredecies*.
ART. 1er *quatuordecies*.
ART. 2.
ART. 2 *bis*.
ART. 2 *ter*.
ART. 3.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Millet (Gilbert)* : lutte populaire pour la maîtrise de la fécondité et la contraception, l'éducation sexuelle et l'I.V.G. ; irresponsabilité des élus socialistes ; vote favorable du groupe communiste (p. 12298).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, par scrutin public n° 328 ; liste des votants (p. 12301).

4. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1365** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative **à l'interruption volontaire de la grossesse** par M. Jean Delaneau [31 octobre 1979] (p. 9293).

Voir ASSURANCE MALADIE-MATERNITE. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; FEMME (condition de la), 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 48, 506 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 171.

AVORTEMENT CLANDESTIN

Voir AVORTEMENT. 3.

AVOUES ET AVOCATS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; MAGISTRATS. 2.

AYATOLLAH KHOMEINY

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Affaires étrangères.

A.W.A.C.S. (système d'alerte de l'O.T.A.N.)

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

B

BABANA Horma Ould

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 25.

BACCALAUREAT DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat).

BAGASSE (utilisation énergétique à La Réunion)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

BAIL DE CARRIERE

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

BALANCE COMMERCIALE (Déficit)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

BALANCE DES PAIEMENTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Commerce extérieur.

BALANCE TOURISTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

BALEINE (Chasse à la –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 259.

BALLANGER (Robert)

Voir ELOGES FUNEBRES (députés), 11.

BANANES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 47 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

– **Conteneurisation des –.** *Voir* CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA. – Transports.

– **Transport des –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 546.

BANGLADESH

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

BANGUI (Evénements de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 392, 419, 426, 484.

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Coopération ; TRAITES ET CONVENTIONS. 100.

BANQUE DE DEVELOPPEMENT

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

BANQUE DE FRANCE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 9 ; FAUX MONNAYAGE. 1 ; IMPOTS. 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 320, 794 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 133.

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR (Grève)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 701.

BANQUE LACAZE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 334.

BANQUE MONDIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; 3 et 10 (deuxième partie), Coopération.

BANQUES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1570** TENDANT AU DEPOT D'UN PROJET DE LOI ETABLISSANT L'EGALITE DES CONDITIONS DE CONCURRENCE ENTRE LES ORGANISMES BANCAIRES OU ETABLISSEMENTS FINANCIERS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 janvier 1980 par MM. Guy Guermeur et Daniel Goulet. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1729** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR L'EVASION EN SUISSE DE CAPITAUX FRANÇAIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1980 par M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [26 juin 1980]. – Rapport **n° 1988** [15 octobre 1980].

Voir CHEQUES. 1 ; ENTREPRISES. 6, 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (première partie), Art. 11. – (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat, Art. 65 ; LOIS DE FINANCES. 6, Art. 75 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 374 ; SOCIETES COMMERCIALES. 1 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 77.

– **Concurrence.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

– **Prélèvement exceptionnel sur les –.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, Après l'art. 5.

BANQUES DE DONNEES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : services divers. – II. – Secrétariat général de la défense national. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des journaux officiels.

BANQUES ET ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Suppression des provisions pour risques)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'art. 2.

BANQUES NATIONALISEES (Répartition du capital)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

BORDENEUVE (Jacques)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés). 35.

BARDOUL (Emerand)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés). 30.

BAREL (Virgile)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés). 3.

BARFLEUR

Voir NAVIGATION MARITIME. 2 ; POLLUTION. 3.

BARRAGES

Voir CALAMITES. 3.

BARRAGES DE NAUSSAC ET DE VILLEREST

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie.

BARTHELEMY (André)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés). 14.

BASSE-NORMANDIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Agriculture. – BAPSA ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 549.

BASSIN DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Voir LOGEMENT. 5 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 117.

BASSIN PARISIEN

Voir CALAMITES. 1.

– **Aménagement du territoire.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 566.

BASSINS MINIERS (Fermeture des –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 389.

BASTIEN-THIRY

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 806, 808.

BATAILLE DE L'AVANT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

BATEAUX DE PLAISANCE (Taxation)

Voir LOIS DE FINANCES. 3. Discussion générale.

BATELLERIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; NAVIGATION FLUVIALE. 1.

BATIER (Aimée)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés). 32.

BATIMENT

Voir CONSTRUCTION. 2 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Art. 20 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3 ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 30, 751 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 57.

– **Emploi dans le.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 867.

– **Marchés publics dans le secteur du.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 563.

BAUDELOCQUE (Maternité de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 407.

BAUX COMMERCIAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 78** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 24 DU DECRET n° 53-960 DU 30 SEPTEMBRE 1953 RELATIF AU VERSEMENT D'INTERETS POUR LES SOMMES PAYEES D'AVANCE AU PROPRIETAIRE A TITRE DE LOYER OU DE DEPOTS EN GARANTIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [11 mai 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 1282** MODIFIANT LE DECRET n° 53-960 DU 30 SEPTEMBRE 1953 REGLANT LES RAPPORTS ENTRE BAILLEURS ET LOCATAIRES EN CE QUI CONCERNE LE RENOUVELLEMENT DES BAUX A LOYER D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Charretier, ministre du Commerce et de l'Artisanat. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [4 octobre 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1318** MODIFIANT LES DISPOSITIONS DES ARTICLES 5, 6 ET 33 DU DECRET DU 30 SEPTEMBRE 1953, RELATIF AU STATUT DES BAUX COMMERCIAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Jean-Pierre Pierre-Bloch. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [29 novembre 1979].

4. – PROJET DE LOI **n° 1428** RELATIF AU RENOUVELLEMENT DES BAUX COMMERCIAUX EN 1980, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 novembre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et de M. Maurice Charretier, ministre du Commerce et de l'Artisanat. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [29 novembre 1979]. – Rapport **n° 1445** [5 décembre 1979]. – Discussion le 7 décembre 1979. – Adoption le 7 décembre 1979. – Projet de loi **n° 244.**

SENAT (première lecture), n° 90 [1979-1980]. Dépôt le 8 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 118 [1979-1980] [13 décembre 1979]. – Discussion le 17 décembre 1979. – Rejet le 17 décembre 1979. – Projet de loi n° 19 [1979-1980].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1497,** dépôt le 18 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg. – Rapport **n° 1510** [19 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1979. – Projet de loi **n° 269.**

SENAT (deuxième lecture), n° 138 [1979-1980]. Dépôt le 20 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport ° 139 [1979-1980] [20 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Projet de loi n° 45 [1979-1980].

Loi n° 79-1149 du 29 décembre 1979, publiée au *J.O.* du 30 décembre 1979 (p. 3314).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [7 décembre 1979] (p. 11456) :

Plafonnement du prix des baux commerciaux (décret de 1972) : *Foyer (Jean)* (p. 11456, 11457) ; *Charretier (Maurice)* (p. 11457) ; *Martin (Claude)* (p. 11457, 11458) ; *Mancel (Jean-François)* (p. 11458).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [7 décembre 1979] (p. 11458).

ART. UNIQUE (fixant à 2,50 le coefficient servant à la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980) : *amendement n° 1* de M. Lucien Villa (maintien à 2,35 du coefficient pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980), rejeté (p. 11459) ; *amendements* identiques *n° 2* de la commission et *n° 3* de M. Jean-François Mancel (fixant à 2,35 le coefficient pour la limitation des prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980), adoptés (p. 11459) ; *amendement n° 4* de M. Robert Héraud (fixant à 2,45 le coefficient pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980), devient sans objet (p. 11459).

MM. Villa (Lucien), Foyer (Jean), Mancel (Jean-François), Héraud (Robert), Charretier (Maurice), Martin (Claude).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 11459).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1979] (p. 12416) :

Coefficient de plafonnement : *Charretier (Maurice)* (p. 12416) ; *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 12416).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [20 décembre 1979] (p. 12417).

ART. UNIQUE : *amendement n° 2* du Gouvernement (fixation du coefficient à 2,45), rejeté (p. 12417) ; *amendement n° 1* de M. Pierre-Charles Krieg (fixation du coefficient à 2,40), adopté (p. 12417).

MM. Krieg (Pierre-Charles), Hautecœur (Alain), Villa (Lucien).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 12417).

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1590** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3-2 DU DECRET n° 53-960 DU 30 SEPTEMBRE 1953 REGLANT LES RAPPORTS ENTRE BAILLEURS ET LOCATAIRES EN CE QUI CONCERNE LE RENOUVELLEMENT DES BAUX A LOYER D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 février 1980 par MM. Michel Barnier et Henri de Gastines. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [10 avril 1980].

6. – PROJET DE LOI **n° 2104** RELATIF AU RENOUVELLEMENT DES BAUX COMMERCIAUX EN 1981, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 novembre 1980 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et Maurice Charretier, ministre du Commerce et de l'Artisanat. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [27 novembre 1980]. – Rapport **n° 2123** [4 décembre 1980]. – Discussion le 11 décembre 1980. – Adoption le 11 décembre 1980. – Projet de loi **n° 403.**

SENAT (première lecture), n° 176 [1980-1981]. Dépôt le 12 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 195 [18 décembre 1980]. – Discussion le 19 décembre 1980. – Adoption le 19 décembre 1980. – Projet de loi n° 45 [1980-1981].

Loi n° 80-1103 du 31 décembre 1980, publiée au *J.O.* du 1er janvier 1981 (p. 5).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1980] (p. 4840).

Coefficient de plafonnement (montant) : *Richomme (Jacques)* (p. 4840) ; *Charretier (Maurice)* (p. 4841).

Libération des prix et limitation des loyers commerciaux : *Massot (François)* (p. 4840).

Plafonnement du prix des baux commerciaux (décret du 3 juillet 1972) : *Richomme (Jacques)* (p. 4839) ; *Charretier (Maurice)* (p. 4840).

Projet sur la libre négociation du prix des baux commerciaux : *Richomme (Jacques)* (p. 4840) ; *Charretier (Maurice)* (p. 4840).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4841)

ART. UNIQUE *(fixation à 2,50 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux commerciaux renouvelés en 1981) : amendement n° 1* de M. Lucien Villa (fixation à 2,40 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux renouvelés en 1981) : rejeté (p. 4842) ; *amendements identiques n° 2* de M. Jean-François Mancel, *n° 3* de M. Lucien Neuwirth et *n° 4* de M. François Massot (fixation à 2,45 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux renouvelés en 1981) : adoptés (p. 4842) ; *amendement n° 5* de M. Claude Martin (sort des baux dont la durée initiale était soit de 9 ans mais prolongée par voie d'avenant, soit supérieure à 9 ans) : rejeté (p. 4843).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 4843).

Voir AGENCES IMMOBILIERES. 1 ; CAUTIONS. 1 ; ENTREPRISES. 11 ; HOTELS ET RESTAURANTS. 1.

BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE COMMERCIAL

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 76** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 22 *BIS* DE LA LOI DU 1er SEPTEMBRE 1948, RELATIF AU DROIT DE REPRISE CONTRE CERTAINS OCCUPANTS AGES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [11 mai 1978].

BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 198** TENDANT A ABROGER LE DEUXIEME ALINEA DE L'ARTICLE 3 *SEXIES* DE LA LOI n° 48-1360 DU 1er SEPTEMBRE 1948 RELATIVE AUX RAPPORTS DES BAILLEURS ET LOCATAIRES OU OCCUPANTS DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Emmanuel Aubert. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [25 mai 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Jacques Richomme [4 octobre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 207** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE PREMIER DE LA LOI n° 48-1360 DU 1er SEPTEMBRE 1948, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Nicole de Hauteclocque. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [1er juin 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [4 octobre 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 220** TENDANT A COMPLETER LES ARTICLES 10, 24 ET 62 DE LA LOI n° 48-1360 DU 1er SEPTEMBRE 1948 MODIFIEE PORTANT MODIFICATION ET CODIFICATION DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX RAPPORTS DES BAILLEURS ET LOCATAIRES OU OCCUPANTS DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL ET INSTITUANT DES ALLOCATIONS DE LOGEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maxime Kalinsky [1er juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 262** RELATIVE A LA PROTECTION DES LOCATAIRES OU OCCUPANTS DE BONNE FOI DES LOCAUX D'HABITATION APPARTENANT A LA CATEGORIE II A QUI NE SONT PLUS SOUMIS AUX DISPOSITIONS DE LA LOI DU 1er SEPTEMBRE 1948, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. – PROJET DE LOI **n° 662** RELATIF AU REGIME DES LOYERS EN 1979, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. – Urgence déclarée le 21 novembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [9 novembre 1978]. – Rapport **n° 712** [22 novembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [13 novembre 1978]. – Rapporteur pour avis : M. André Rossinot [16 novembre 1978]. – Adoption le 23 novembre 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOYERS ET AUX SOCIETES

IMMOBILIERES CONVENTIONNEES ET MODIFIANT LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION ». – Projet de loi **n° 89.**

SENAT (première lecture), n° 92 (1978-1979). Dépôt le 24 novembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Lionel de Tinguy. – Rapport n° 119 (1978-1979) [6 décembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur pour avis : M. Robert Laucournet. – Avis n° 143 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 15 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 15 décembre 1978. – Projet de loi n° 34 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 803,** dépôt le 18 décembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE – Lettre du Premier ministre décidant la création [15 décembre 1978] (p. 9613). – Nomination [18 décembre 1978] (p. 9642).

Composition :

Députés :

Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Maurice Charretier, André Rossinot, Jean Fontaine, Claude Martin, Paul Quilès, Alain Richard.

Membres suppléants : MM. Philippe Séguin, Charles Millon, AlainHautecœur, Pierre Raynal, Jacques Richomme, Gérard Houteer, Antoine Lepeltier.

Sénateurs :

Membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Lionel de Tinguy, Robert Laucournet, Pierre Marcilhacy, Yves Estève, Baudouin de Hauteclocque, Guy Petit.

Membres suppléants : MM. Paul Pillet, Jacques Thyraud, Jean Geoffroy, Jean-Marie Girault, Charles Lederman, Paul Girod, Marcel Rudloff.

Bureau [19 décembre 1978] (p. 9173). – Président : M. Jean Foyer ; vice-président : M. Léon Jozeau-Marigné.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Charretier. – Rapport **n° 808** [19 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption le 20 décembre 1978. – Projet de loi **n° 133.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Lionel de Tinguy. – Rapport n° 170 (1879-1979) [19 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 59 (1978-1979).

Loi n° 79-17 du 3 janvier 1979, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1979.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. S. 1).
Loi, article **5** : 5 (projet. – A.N. 1. S. 1).
Loi, article **6** : 6 (projet. – A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : 6 *bis* (A.N. 1. S. 1).
Loi, article **8** : 7 A (A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : 7 (projet. – A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : 7 *bis* (A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : 7 *ter* (A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : 7 *squater* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : 8 (projet. – A.N. 1. S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [23 novembre 1978] (p. 8229) :

Commissions départementales de prévention et de conciliation : *Maisonnat (Louis),* (p. 8235).

Convention collective pour le logement : *Richard (Alain),* (p. 8236).

Conventionnement : *Maisonnat (Louis),* (p. 8235).

Habitation à loyer modéré (logements sociaux) : *Auroux (Jean),* (p. 8233) ; *Maisonnat (Louis),* (p. 8234).

Hausse des loyers : *Rossinot (André),* (p. 8231, 8232) ; *d'Ornano (Michel),* (p. 8232) ; *Auroux (Jean),* (p. 8233) ; *Martin (Claude),* (p. 8234) ; *Quilès (Paul),* (p. 8236).

Juridiction spécialisée (pour les contrats de location) : *Richard (Alain),* (p. 8235).

Liberté des loyers : *Charretier (Maurice)*, (p. 8230) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 8232) ; *Auroux (Jean)*, (p. 8233) ; *Martin (Claude)*, (p. 8234).

Logements anciens : *Auroux (Jean)*, (p. 8233).

Révision (clause de) : *Charretier (Maurice)*, (p. 8230).

Sociétés immobilières conventionnées : *Rossinot (André)*, (p. 8231) ; *Quilès (Paul)*, (p. 8236)

DISCUSSION DES ARTICLES [23 novembre 1978] (p. 8237) :

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 47* de M. Paul Quilès (nouvel intitulé) : réservé (p. 8237) ; retiré (p. 8257) ; *amendement n° 16* de la commission de la production et des échanges (nouvel intitulé) : réservé (p. 8237) ; adopté (p. 8257).

M. Charretier (Maurice).

ART. 1er (règles applicables aux augmentations de loyer ; interdiction du rattrapage) : *amendement n° 17* de la commission de la production et des échanges (nouvelle rédaction de l'article 1er : interdiction du jeu des clauses fixant pour le 1er janvier 1979 un loyer en valeur absolue d'un niveau tel qu'il assure le rattrapage des effets de lois de 1976 et 1977 : retiré (p. 8238) ; *amendement n° 8* de la commission des lois (principe selon lequel les clauses contractuelles de révision reprennent effet aux dates et conditions prévues dans le contrat) : adopté avec modifications (p. 8238) ; *sous-amendement n° 41* de M. André Rossinot (inapplication des clauses prévoyant dans les baux conclus en 1978 un loyer en valeur absolue en forte hausse au 1er janvier 1979) : adopté (p. 8238) ; *sous-amendement n° 58* du Gouvernement (inapplication des clauses consistant à prévoir dans les baux conclus en 1978 un loyer en valeur absolue en forte hausse au 1er janvier 1979) : retiré (p. 8237) ; *amendement n° 8* ainsi modifié : adopté (p. 8238) ; *amendement n° 48* de M. Paul Quilès (impossibilité d'augmenter le loyer moins d'un an après la date d'entrée dans les lieux du locataire) : retiré (p. 8238) ;

– *amendement n° 8* devient l'article 1er (p. 8238).

MM. Rossinot (André), Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel), Auroux (Jean).

ART. 2 (augmentation des loyers par référence à l'indice national du coût à la construction de l'I.N.S.E.E. en cas d'absence d'indication sur le mode de calcul de l'augmentation du loyer) : *amendement n° 9* de la commission des lois (nouvelle rédaction de l'article 2 : possibilité de révision tout au long de l'année 1979) : adopté (p. 8238) ; *amendement n° 18* de la commission de la production et des échanges (révision possible durant toute l'année 1979) : devenu sans objet (p. 8238) ; *amendement n° 49* de M. Paul Quilès (augmentation calculée d'après la variation de l'indice national des prix de détail et de l'indice national du coût de la construction) : devenu sans objet (p. 8238) ; *amendement n° 50* de M. Paul Quilès (limitation des hausses de loyer) : devenu sans objet (p. 8238).

MM. Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel), Rossinot (André), Foyer (Jean), Richard (Alain).

– le texte de l'amendement n° 9 devient l'article 2 (p. 8238).

ART. 3 (durée minimale d'un an des baux conclus au cours du premier semestre de 1979, résiliation possible de la part du preneur) : *amendement n° 10* rectifié de la commission des lois (durée des contrats et conditions de résiliation) : adopté avec modifications (p. 8242) ; *sous-amendement n° 61* de M. Paul Quilès (caractère permanent des dispositions de l'*amendement n° 10* rectifié de la commission de la production et des échanges) : rejeté (p. 8240) ; *sous-amendement n° 62* de M. Paul Quilès (durée minimum de six ans pour les baux conclus au premier semestre de 1979) : rejeté (p. 8241) ; *sous-amendement n° 42* de M. André Rossinot (renforcement de la protection du preneur lorsque la nouvelle location est consentie au titulaire du dernier bail) : rejeté (p. 8242) ; *sous-amendement n° 60* de M. André Rossinot (clause de résiliation à la volonté du preneur obligatoire pour les baux relatifs aux immeubles ou locaux à usage exclusif d'habitation) : retiré (p. 8242) ; *amendement n° 10* rectifié modifié sur la proposition de M. Jean Foyer : adopté (p. 8242) ; *amendements nos 19, 20, 21, 22 et 23* de la commission de la production et des échanges : devenus sans objet (p. 8242) ; *amendement n° 11* de la commission des lois (formel) : adopté (p. 8242) ; *amendement n° 12* de la commission des lois (inapplication des dispositions de l'article 3 lorsque c'est le preneur qui met fin au contrat) : adopté avec modifications (p. 8245) ; *sous-amendement n° 59* du Gouvernement précisant que l'inapplication prévue à l'*amendement n° 12* ne vaut que pour les immeubles et locaux vacants : adopté (p. 8245) ; *sous-amendement n° 63* de M. Jean Auroux (précisant que la volonté du locataire doit être libre) : rejeté (p. 8245) ; *amendement n° 12* ainsi modifié : adopté (p. 8245) ; *amendement n° 3* de M. Louis Maisonnat (nécessité de préciser dans le contrat le montant de l'ancienne location) : rejeté (p. 8244).

MM. Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel), Richard (Alain), Quilès (Paul), Maisonnat (Louis), Rossinot (André), Foyer (Jean), Canacos (Henry), Cavaillé (Marcel), Auroux (Jean), Martin (Claude).

– article 3 ainsi modifié, adopté (p. 8245).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 52* de M. Jean Auroux (montant et remboursement des dépôts de garantie) : rejeté (p. 8246) ; *amendement n° 13* de la commission des lois (caractère facultatif du remboursement des dépôts, limitation de leur montant) : rejeté (p. 8246) ; *amendement n° 24* de la commission de la production et des échanges (limitation du montant des dépôts de garantie) : adopté (p. 8246) ; *sous-amendement n° 56* de M. Jean Auroux à l'*amendement n° 24* de la commission de la production et des échanges (remboursement du dépôt de garantie égal à deux fois le dernier loyer mensuel payé) : rejeté (p. 8246).

MM. Richard (Alain), Charretier (Maurice), Quilès (Paul), Wagner (Robert), Rossinot (André), Pierre-Bloch (Jean-Pierre).

ART. 4 (application des dispositions des articles 1er à 3 aux garages, places de stationnement, jardins ou locaux accessoires, dépendances du local principal) : adopté (p. 8247).

MM. Martin (Claude), d'Ornano (Michel).

ART. 5 (sanctions applicables) : adopté (p. 8247).

ART. 6 (loyers auxquels les dispositions des articles 1er à 4 ne s'appliquent pas) : *amendement n° 25* de la commission de la production et des échanges (amendement de conséquence) : réservé (p. 8247) ; adopté (p. 8257) ; *amendement n° 14* de la commission des lois (formel) : adopté (p. 8247) ; *amendement n° 1* de M. Robert Wagner (inapplication du texte aux loyers, redevances et indemnités concernant les logements des sociétés d'économie mixte immobilières) : retiré (p. 8247) ; *amendements identiques n° 2* de M. Maurice Ligot et *n° 26* de la commission de la production (inapplication du texte aux loyers réglementés dans le cadre des contrats de prêts conclus entre les sociétés d'économie mixte et le Crédit foncier de France) : adoptés (p. 8248).

MM. Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel), Wagner (Robert), Ligot (Maurice), Rossinot (André).

– vote réservé (p. 8247).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 6* de M. Jean Briane (limitation à 2,35 du coefficient prévu par le décret du 30 septembre 1953 servant de base au calcul de l'augmentation du loyer) : réservé (p. 8248) ; *amendement n° 7* de M. Julien Schwartz (répartition entre propriétaire et locataire des diminutions de factures de chauffage résultant de la réalisation d'investissements économisant l'énergie) : retiré (p. 8249) ; *amendement n° 7* repris par le groupe socialiste : rejeté (p. 8249) ; *amendement n° 55* de M. Jean Auroux (introduction de la notion de convention collective dans la législation applicable aux loyers et aux charges collectives) : rejeté (p. 8249) ; *amendement n° 27* de la commission de la production et des échanges (parution des décrets d'application au moins un mois avant leur date d'entrée en vigueur) : rejeté (p. 8250) ; *amendement n° 44* de M. Louis Maisonnat (maintien dans les lieuxdes locataires de bonne foi non concernés par la loi du 1er septembre 1948) : rejeté (p. 8250) ; *amendement n° 45* de M. Louis Maisonnat (application de la loi du 1er septembre 1948 aux logements de catégorie II B) : rejeté (p. 8250) ; *amendement n° 57* de M. Alain Richard (pouvoir juridictionnel attribué aux conseils départementaux de prévention et de conciliation) : rejeté (p. 8251) ; *amendement n° 28* de la commission de la production et des échanges (caractère d'ordre public des dispositions du présent titre) : réservé (p. 8251) ; retiré (p. 8257) ; *amendement n° 6* de M. Briane précédemment réservé : adopté (p. 8252).

MM. Cavaillé (Marcel), Wagner (Robert), Charretier (Maurice), Rossinot (André), d'Ornano (Michel), Quilès (Paul), Richard (Alain), Briane (Jean), Foyer (Jean), Canacos (Henry), Proriol (Jean), Barrot (Jacques).

AVANT L'ART. 7 : *amendement n° 29* de la commission de la production et des échanges (insertion avant l'article 7 du nouvel intitulé : « TITRE II. – DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOCIETES IMMOBILIERES CONVENTIONNEES ») : réservé (p. 8252) ; adopté (p. 8257) ; *amendement n° 30* de la commission de la production (non-prise en compte des dispositions de la présente loi pour l'application des dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 24 septembre 1958 relative aux sociétés immobilières conventionnées) : rejeté (p. 8253) ; *amendement n° 31* de la commission de la production et des échanges (inapplication de l'article 4 de l'ordonnance du 24 septembre 1958 relative aux sociétés immobilières conventionnées, aux programmes de construction pour lesquels la convention visée à l'article 2 a été conclue postérieurement à la date de publication de la présente loi) : rejeté (p. 8253) ; *amendement n° 46* de la commission des lois (abrogation de l'article 4 de l'ordonnance du 24 septembre

1958 relative aux sociétés immobilières conventionnées – exécution des conventions concernant tous les programmes dont les permis de construire ont été délivrés avant la publication de la présente loi) : adopté (p. 8253) ; *amendement n° 53* de M. Jean Auroux (abrogation de l'article 4 de l'ordonnance du 24 septembre 1958 relative aux sociétés immobilières conventionnées) : rejeté (p. 8253) ; *amendement n° 54* de M. Jean Auroux (inapplication de l'ordonnance du 24 septembre 1958 à des sociétés immobilières créées après la date de la promulgation de la présente loi) : rejeté (p. 8253) ; *amendement n° 32* de la commission de la production et des échanges (renouvellement des baux conclus par les sociétés immobilières conventionnées pour une durée au moins égale à la durée initiale prévue par le contrat conclu lors de l'entrée dans les lieux) : rejeté (p. 8253) ; *amendement n° 33* de la commission de la production et des échanges (insertion d'un nouvel intitulé avant l'article 7 : « TITRE III. – DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION ») : réservé (p. 8253) ; adopté (p. 8257).

MM. Rossinot (André), Charretier (Maurice), Quilès (Paul), d'Ornano (Michel), Canacos (Henry).

ART. 7 (modification des articles L. 251-5 et L. 251-8 du code de la construction et de l'habitation régissant le bail à construction) : *amendement n° 34* de la commission de la production (conférant au paragraphe I de l'article 7 un caractère d'ordre public) : réservé (p. 8253) ; retiré (p. 8257) ; *amendement n° 4* de M. Gilbert Gantier (conditions de révision amiable ou judiciaire du loyer pour les baux en cours à la date de la promulgation de la présente loi) : adopté (p. 8254).

MM. Charretier (Maurice), Gantier (Gilbert), d'Ornano (Michel).

– vote réservé (p. 8254).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 35* de la commission de la production et des échanges (application aux logements H.L.M. du régime de conventionnement des logements prévu par la loi du 3 janvier 1977) : déclaré recevable (p. 8255) ; adopté par scrutin public n° 128 (p. 8256) ; liste des votants (p. 8259, 8260) ; *amendement n° 36* de la commission de la production et des échanges (application aux logements H.L.M. du régime de conventionnement des logements prévu par la loi du 3 janvier 1977) : déclaré recevable (p. 8255) ; adopté (p. 8256).

MM. Canacos (Henry), d'Ornano (Michel), Foyer (Jean), Auroux (Jean), Maisonnat (Louis), Stasi (Bernard), Rossinot (André), Charretier (Maurice).

ART. 6 (précédemment réservé) : *amendement n° 25* de la commission de la production et des échanges précédemment réservé : adopté (p. 8257).

MM. Rossinot (André), Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel), Foyer (Jean).

– article 6 ainsi modifié, adopté (p. 8257).

APRES L'ART. 6 *(suite)* : *amendement n° 28* de la commission de la production et des échanges précédemment réservé : retiré (p. 8257).

MM. Foyer (Jean), Rossinot (André).

ART. 7 (précédemment réservé) : *amendement n° 34* de la commission de la production et des échanges précédemment réservé : retiré (p. 8257).

M. Rossinot (André).

– article 7 ainsi modifié : adopté (p. 8257).

ART. 8 : caractère d'ordre public des dispositions de la présente loi à l'exception de celles prévues à l'article 7-II ; *amendement n° 37* de la commission de la production et des échanges (suppression de l'article 8) : adopté (p. 8257).

MM. Rossinot (André), Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel).

– article 8 supprimé (p. 8257).

AVANT L'ART. 7 *(suite)* : *amendement n° 29* de la commission de la production et des échanges précédemment réservé : adopté (p. 8257).

MM. Charretier (Maurice), Rossinot (André), d'Ornano (Michel).

AVANT L'ART. 1er *(suite)* : *amendement n° 47* de M. Paul Quilès précédemment réservé : retiré (p. 8257) ; *amendement n° 16* de la commission de la production et des échanges précédemment réservé : adopté (p. 8257).

MM. Auroux (Jean), Rossinot (André), Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel).

AVANT L'ART. 7 *(suite)* : *amendement n° 33* de la commission de la production et des échanges précédemment réservé : adopté (p. 8257).

MM. Rossinot (André), Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel).

APRES L'ART. 8 : *amendement n° 38* de la commission de la production et des échanges (insertion après l'article 8 d'un nouveau titre : dispositions diverses) : adopté (p. 8257) ; *amendement n° 39* de la commission de la production et des échanges (faisant obligation au Gouvernement de déposer avant le 31 décembre 1979 un projet de loi définissant les charges locatives récupérables par le propriétaire) : retiré (p. 8258).

MM. Rossinot (André), Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel), Foyer (Jean).

TITRE : « PROJET DE LOI RELATIF AU REGIME DES LOYERS EN 1979 » : *amendement n° 40* de la commission de la production et des échanges (nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOYERS ET AUX SOCIETES IMMOBILIERES CONVENTIONNEES ET MODIFIANT LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION » : adopté (p. 8258) ; *amendement n° 15* de la commission des lois (nouveau titre du projet de loi : « PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIERE DE LOYERS » : retiré (p. 8258).

MM. Rossinot (André), Charretier (Maurice), d'Ornano (Michel).

Amendement n° 40 de la commission de la production et des échanges devient le nouveau titre du projet de loi.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Canacos (Henry)* : introduction dans le projet d'amendement modifiant le conventionnement en violation de l'article 98 du règlement de l'Assemblée ; absence de concertation avec le mouvement H.L.M. ; vote hostile du groupe communiste (p. 8258).

– *Auroux (Jean)* : décision prise à propos du conventionnement au mépris des promesses faites au mouvement H.L.M. ; liberté prise avec le règlement de l'Assemblée ; vote hostile du groupe socialiste (p. 8258).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8258).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9735) :

Aide personnalisée au logement : *Bizet (Emile)*, (p. 9736).

Bail à la construction : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9736).

Clauses contractuelles de révision : *Charretier (Maurice)*, (p. 9 ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 9735.

Loueurs saisonniers : *Charretier (Maurice)*, (p. 9735) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 9735).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978] (p. 9736).

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9737).

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 889** SUR LES LOYERS ET LES DROITS DES LOCATAIRES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 décembre 1978 par M. Jean Auroux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [5 avril 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1237** TENDANT A RENDRE OBLIGATOIRES LES ACCORDS DE LA COMMISSION NATIONALE CHARGEE DE REGLER LES RAPPORTS ENTRE PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Henry Canacos et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [4 octobre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1312** TENDANT A RENFORCER LE DROIT AU MAINTIEN DANS LES LIEUX DES OCCUPANTS DE LOCAUX A USAGE D'HABITATION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. François d'Harcourt et plusieurs de ses collègues. – Rectification du titre le 23 mai 1980 (proposition de loi **n° 1312** tendant à favoriser le renouvellement du bail des occupants de locaux à usage d'habitation). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [20décembre 1979].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1534** TENDANT A LIMITER LES HAUSSES ABUSIVES DES LOYERS DU SECTEUR LIBRE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. François d'Harcourt et plusieurs de ses

collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

10. – PROJET DE LOI **n° 1932** RELATIF AUX CONDITIONS DE LOCATION DES LOGEMENTS A USAGE EXCLUSIF D'HABITATION ET AUX RAPPORTS ENTRE PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [9 octobre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [7 octobre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. André Rossinot [9 octobre 1980].

Voir BAUX COMMERCIAUX. 3 ; CAUTIONS. 1 ; ENERGIE. 5 ; EXPULSIONS. 1, 2, 4 ; LOGEMENT. 4, 6 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 459 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 94 ; TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

BAUX RURAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 514** TENDANT A COMPLETER LES TITRES PREMIER ET DEUXIEME DU LIVRE VI DU CODE RURAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Jacques Richomme et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Maurice Drouet [5 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1839** TENDANT A ADAPTER CERTAINES DISPOSITIONS FISCALES ET JURIDIQUES DU METAYAGE ET DU FERMAGE AGRICOLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par MM. Alain Mayoud, Francisque Perrut et Joseph-Henri Maujouan du Gasset. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Biwer [2 octobre 1980].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1886** TENDANT A FAVORISER LA CONVERSION DES BAUX A METAYAGE EN BAUX A FERME, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Paul Balmigère et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Paul Balmigère [2 octobre 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2130** TENDANT A AMENAGER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 850 ALINEA 2 DU CODE RURAL, RELATIVES AUX TRAVAUX D'AMELIORATION EFFECTUES PAR LE PRENEUR A BAIL RURAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par M. Gérard Chasseguet. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir AGRICULTURE. 3 ; EXPLOITATIONS AGRICOLES. 1 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 139.

– **A long terme.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1. Commission mixte paritaire.

BAUXITE (Fermeture de puits à Brignoles)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 420.

BAYOU (Raoul)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1.

BEAUX-ARTS (Ecoles municipales des –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 53.

BEGHIN-SAY

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 952.

BEGUE (Paul)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés). 25.

BELFORT

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 45.

– **Me Clerc (Notaire à –).** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 236.

BELGIQUE

Voir CHOMAGE. 3 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 80.

BENEFICE CONSOLIDE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), après l'article 2, article 3.

BENEFICE IMPOSABLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), articles et articles additionnels non rattachés, article 70.

BENEFICE MONDIAL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale), (première partie), après l'article 2, article 3.

BENEFICE REEL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), avant l'article 3.

BENEFICES AGRICOLES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, article 7 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, articles 1 et 3 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, article 5.

– **Impositions sur les.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale).

BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Voir ENTREPRISES. 2, 9 ; LOIS DE FINANCES. 1, articles 7, 14, 15, 68, 70 ; LOIS DE FINANCES. 10, article 3 B nouveau ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, article 5 ; MARINS PECHEURS. 1 ; SOCIETES. 1 ; SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION. 1.

BENEFICES NON COMMERCIAUX

Voir ENTREPRISES. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, article 7 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), après l'article 72.

BENIN (République populaire du –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 33 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 94.

BENSSEDICK (Cheihk)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 23.

BERCK-SUR-MER

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 26.

– **Centre d'aide par le travail de.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

BERGERS SANS TERRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), agriculture. – BAPSA.

BERLIET (Licenciements de délégues du personnel)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 572.

BESSEGES (Usine Vallourec)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 444.

BEZIERS (Industrie)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 275.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Voir ARCHIVES. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 83.

BIBLIOTHEQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), avant l'article 3 ; (deuxième partie), Culture et communication ; Universités ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 83, 419 ; UNIVERSITES.

BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 475.

BIBLIOTHEQUES UNIVERSITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

BICYCLETTE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 267.

BIENFAISANCE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 43** TENDANT A ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES D'INTERET GENERAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

BIENS

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

BIENS COMMUNAUX

Voir COMMUNES. 2.

BIENVENUE EN FRANCE (Association)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

– **Groupements d'intérêt économique.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs.

BIGNON (Charles)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés), 15.

BILANS

Voir ENTREPRISES. 9.

BILLET A ORDRE

Voir CREANCES. 2.

BILLETS BON DIMANCHE

Voir TRANSPORTS EN COMMUN. 1.

BILLOUX (André)

Voir ELOGES FUNEBRES(députés), 8.

BIOLOGISTES

Voir SECURITE SOCIALE. 12. Commission mixte paritaire.

BIOMASSE

Voir ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), après l'article 3 ; PLAN. 2.

BLACHETTE (Georges)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés). 32.

BLAINVILLE-SUR-ORNE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 376.

– **Renault-Véhicules industriels.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 242, 448.

BLANCHISSERIES DE GRENELLE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 355.

BLANDY-LES-TOURS (Interdiction d'une réunion néonazie)

Voir DECLARATIONS DU GOURVERNEMENT. 21.

BLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 692, 892 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 23, 68.

– **Prix du.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 765.

BLEUS BUDGETAIRES (Calendrier d'établissement)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés.

BLOCAGE DES LOYERS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie.

BLOIS (Programme de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 281.

BLUM (Léon)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6.

BOIS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Industrie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Agriculture. – BAPSA.

BOIS-COLOMBES (Entreprise SKF de –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 194.

BOIS DE BOULOGNE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Intérieur.

BOIS DE VINCENNES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Intérieur.

BOIS ET FORETS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie.

BOISSONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 446** RELATIVE AUX BOISSONS UVALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Michel Cointat. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Lataillade [28 juin 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Gilbert Senès [26 juin 1980]. – Rapport **n° 1864** [26 juin 1980], commun aux propositions de loi **n^os^ 446** et **504** (Boissons, 1 et 2).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 504** RELATIVE A L'ELABORATION DE PRODUITS NOUVEAUX A BASE DE JUS DE RAISIN, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Gilbert Sénès et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Gilbert Sénès [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 1864** [26 juin 1980], commun aux propositions de loi **n^{os} 446** et **504** (Boissons, 1 et 2).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1314** TENDANT A MODIFIER LA REGLEMENTATION PUBLICITAIRE DES BOISSONS ALCOOLISEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Hector Rolland. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Briane [8 novembre 1979].

Voir ALCOOLISME. 2 ; CONDITIONNEMENT. 2.

– **Marché en gros des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 73.

– **Régime fiscal des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 73, amendement n° 237.

BOITE POSTALE 5000

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – Budget.

BOKASSA (Empereur de Centre-Afrique)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 14, 15 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Radio-Télévision ; Coopération ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 392, 398, 484 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 289.

BOLO (Alexandre)

Voir ELOGES FUNEBRES (députés), 6.

BOMBE A NEUTRONS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 814.

BONIFICATION D'INTERETS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 3, n° 1290 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

BONNY-SUR-LOIRE (Déviation)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

BONS ANONYMES

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Commission mixte paritaire.

BONS DE CAISSE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Après l'article 3 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 67 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 334.

– **Au porteur.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 71 ; LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 58).

BONS DE VACANCES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 833.

BONS DU TRESOR

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 58.

– **Anonymat des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 71. – Economie et budget.

BONS EN COMPTES COURANTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Economie et budget. – I. – Charges communes.

BONS SUR FORMULE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Economie et budget. – I. – Charges communes.

BORDEAUX (Rocade)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 189.

BORDEREAU DE CREANCE

Voir ENTREPRISES. 12.

BOUCHES-DU-RHONE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 897.

– **Situation des maîtres auxiliaires.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 298.

BOUESSE (Joseph)

Voir ELOGES FUNEBRES. 22.

BOUILLEURS DE CRU

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 74** TENDANT AU RETABLISSEMENT DE LA DISTILLATION EN FRANCHISE DE DIX LITRES D'ALCOOL PUR PAR RECOLTANT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978, par M. Marcel Rigout et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 176** TENDANT A FAIRE BENEFICIER LES EXPLOITANTS AGRICOLES, PRODUCTEURS D'EAU-DE-VIE NATURELLE, D'UNE FRANCHISE DE DROITS SUR UNE PARTIE DE LEUR PRODUCTION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978, par M. Arnaud Lepercq et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 193** RETABLISSANT L'ALLOCATION DE FRANCHISE SUPPRIMEE PAR LES ORDONNANCES n^{os} 60-907 DU 30 AOUT 1960 ET 60-1253 à 1256 DU 29 NOVEMBRE 1960. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978, par M. François d'Harcourt. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 258** RELATIVE A LA DISTILLATION, EN FRANCHISE DE DROITS, D'UNE PARTIE DE LA PRODUCTION DES RECOLTANTS-PRODUCTEURS D'EAU-DE-VIE NATURELLE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 455** TENDANT A MODIFIER LES ORDONNANCES n° 60-907 DU 30 AOUT 1960 ET n^{os} 60-1253 à 1256 DU 29 NOVEMBRE 1960. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978, par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1229** TENDANT A FAIRE BENEFICIER LES RECOLTANTS-PRODUCTEURS D'EAU-DE-VIE NATURELLE D'UNE REDUCTION DU DROIT DE CONSOMMATION PREVU A L'ARTICLE 403-5° DU CODE GENERAL DES IMPOTS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979, par M. Germain Sprauer. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir aussi LOIS DE FINANCES. 1, avant l'article 18, article 18, article 34 (vote bloqué) ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale (première partie), après l'article 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 585 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 200.

BOULANGERIE

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; TRAVAIL (DUREE DU). 2, 7.

BOULEVARD PERIPHERIQUE DE PARIS (Couverture du –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 60.

BOULIN (Robert)

Voir ELOGES FUNEBRES (membres du Gouvernement), 1 ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6.

– **Décès de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 567.

BOULOGNE-SUR-MER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande.

BOULONNAIS (Région du –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 247, 248.

BOURGOGNE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire.

– **Emploi.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 314.

BOURGOIN-JALLIEU

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 121.

BOURREAU

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

BOURSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 6 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 477 ; SOCIETES A CAPITAL VARIABLE. 2.

BOURSE AUX INNOVATIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – IV. – Recherche.

BOURSE D'INFORMATION ET D'ECHANGES SUR LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 299.

BOURSES DE VALEURS

Voir EPARGNE. 5 ; IMPOT SUR LE REVENU. 1 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 6 ; OR. 1 ; QUESTION ORALE SANS DEBAT. 65 ; SOCIETES COMMERCIALES. 8.

BOURSES DE VOYAGE

Voir PRIME DE TRANSPORT. 3.

BOURSES DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Voir TRAVAIL (DUREE DU). 14.

BOURSES ET ALLOCATIONS D'ETUDES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 et 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Education ; Universités ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; Université ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; Universités.

– **Des stagiaires des IUT.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 534.

BOURSES ET PRETS D'HONNEUR

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

BOURSES SCOLAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) (première partie), Avant l'article 2 ; (deuxième partie), Education ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 381.

BOUSSAC

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 25, 41, 542 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 4, 82, 176.

– **Reprise par le groupe Agache-Willot.** *Voir* INDUSTRIE TEXTILE. 2.

BOUTAVANT (Rémy)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés), 10.

BOUX de CASSON (François)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés), 35.

BOUYGUES (Entreprises)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et bidget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

BOVINS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 550, 555.

BRASSERIES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 218.

BRAUN (Madeleine)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés), 14.

BRESIL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Exportations vers le –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 727.

BREST

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 159.

BRETAGNE

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 4 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, 5 ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 1, 10, 84, 123, 159, 287, 611, 668, 796 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 2, 199.

– **Chemins de fer de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 367.

– **Elevage et agriculture.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture ; BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 214.

– **Entreprises agro-alimentaires de Quimperlé.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 510.

– **Organisation économique de la –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 486.

– **Plan légumier.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 389.

– **Production porcine.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 545.

– **Télécommunications.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 240.

– **Téléphone.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et Télécommunications.

– **Tourisme.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 413.

– **Université.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

– **Urbanisme.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture ; BAPSA.

BRETON (Enseignement du –)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education.

BRETTON-WOODS (Système de –)

Voir RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES. 1.

BREVET D'APTITUDE PHYSIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

BREVETS D'INVENTION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 117** MODIFIANT ET COMPLETANT LA LOI n° 68-1 DU 2 JANVIER 1968 TENDANT A VOLORISER L'ACTIVITE INTENSIVE ET A MODIFIER LE REGIME DES BREVETS D'INVENTION.

CINQUIEME LEGISLATURE

ASSEMBLEE NATIONALE. (première lecture). Dépôt le 18 mai 1977 par M. Jean Foyer, **n° 2902.** – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapport le 16 novembre 1977 par M. Régis, **n° 3217.** – Adoption le 24 novembre 1977. – Proposition de loi **n° 777.**

SENAT. (première lecture). Dépôt le 24 novembre 1977, n° 102 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 21 décembre 1977 par M. Pierre Marcilhacy, n° 281 (1977-1978). – Avis le 6 avril 1978 par M. Maurice Schumann au nom de la commission des affaires économiques et du Plan n° 291 (1977-1978). – Adoption le 18 avril 1978. – Proposition de loi n° 104 (1977-1978).

SIXIEME LEGISLATURE

ASSEMBLEE NATIONALE. (deuxième lecture). Dépôt le 19 avril 1978, **n° 117.** – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Martin [20 avril 1978]. – Rapport **n° 161** [9 mai 1978]. – Discussion le 16 mai 1978. – Adoption avec modifications le 16 mai 1978. – Proposition de loi **n° 8.**

SENAT. (deuxième lecture). Dépôt le 18 mai 1978, n° 354 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 354 [8 juin 1978] (1977-1978). – Discussion le 14 juin 1978. – Adoption avec modifications le 14 juin 1978. – Proposition de loi n° 150 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE. (troisième lecture). Dépôt le 14 juin 1978, **n° 385.** – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [14 juin 1978] (p. 2898). – Nomination le 15 juin 1978 (p. 3007).

Composition :

Députés :

Membres titulaires : MM. Durafour (Michel), Martin (Claude), Foyer (Jean), Hamelin (Xavier), de Branche (René), Chenard (Alain), Gouhier (Roger) ; *membres suppléants :* MM. Noir (Michel), Boyon (Jacques), Cornette (Maurice), Birraux (Claude), Clément (Pascal), Billardon (André), Porelli (Vincent).

Sénateurs :

Membres titulaires : MM. Jozeau-Marigné (Léon), Marcilhacy (Pierre), Schumann (Maurice), Virapoullé (Louis), Geoffroy (Jean), de Tinguy (Lionel), Thyraud (Jacques) ; *membres suppléants :* MM. Girod (Paul), Estève (Yves), de Hauteclocque (Baudouin), Lederman (Charles), Cherrier (Lionel), Giraud (Michel), Nayrou (Jean).

Bureau : Président : M. Jozeau-Marigné (Léon) ; vice-président : M. Martin (Claude).

ASSEMBLEE NATIONALE. (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Claude Martin. – Rapport **n° 406** [20 juin

1978]. – Discussion le 26 juin 1978. – Adoption le 26 juin 1978. – Proposition de loi **n° 40.**

SENAT. (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 454 (1977-1978) [20 juin 1978]. – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption définitive le 30 juin 1978. – Proposition de loi n° 175 (1977-1978).

Loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 14 juillet 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** (globalement) : 1er A (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **1er** : A I-II (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **1er** : A III (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **1er** : A IV (A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 1 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **3** : 2 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 3 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 4 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **6** : 5 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 6 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : 7 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : 8 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : 9 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **11** : 10 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : 11 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : 12 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **14** : 13 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : 14 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **16** : 15 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **17** : 16 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **18** : 17 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **19** : 18 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **20** : 19 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **21** : 20 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **22** : 21 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **23** : 22 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **24** : 23 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **25** : 24 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **26** : 25 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **27** : 26 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **28** : 27 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **29** : 28 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **30** : 29 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **31** : 30 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **32** : 31 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **33** : 32 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **34** : 33 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **35** : 34 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **36** : 35 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **37** : 36 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **38** : 37 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **39** : 38 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **40** : 38 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **41** : 39 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **42** : 39 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **43** : 39 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **44** : 40 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **45** : 41 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **46** : 41 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **47** : 42 (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **48** : 43 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **49** : 44 (A.N. 1. – S. 1).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 mai 1978] (p. 1615).

Activité inventive en France : *Martin (Claude)*, (p. 1616) ; *Giraud (André)*, (p. 1616).

Avis documentaire : *Giraud (André)*, (p. 1617) ; *Charnard (Alain)*, (p. 1618).

Commission de conciliation et d'arbitrage : *Chenard (Alain)*, (p. 1618).

Conventions internationales de protection des brevets : *Martin (Claude)*, (p. 1615) ; *Chenard (Alain)*, (p. 1618) ; *Giraud (André)*, (p. 1616).

Copropriété des brevets : *Giraud (André)*, (p. 1617).

Institut national de la propriété industrielle (rôle) : *Chenard (Alain)*, (p. 1618).

Inventeurs salariés : *Martin (Claude)*, (p. 1616).

Législation sur les brevets : *Martin (Claude)*, (p. 1615).

Proposition Foyer : *Martin (Claude)*, (p. 1616) ; *Giraud (André)*, (p. 1617).

Discussion des articles [16 mai 1978] (p. 1693, 1716).

ART. 1er A : (Paragraphes I et 2 : abrogation du second alinéa de l'article 1er de la loi du 2 janvier 1968, appartenance à l'inventeur du droit au titre de propriété industrielle) : adoptés (p. 1693). (Premier alinéa du paragraphe 3 : article 1er ter de la loi du 2 janvier 1968 : conditions d'attribution du titre de propriété industrielle de l'inventeur salarié) ; *amendement n° 1* de M. Roger Gouhier (renforcement des droits de l'inventeur salarié) : rejeté par scrutin public n° 16 (p. 1694) ; liste des votants (p. 1711-1912) ; *amendement n° 29* du Gouvernement (suppression dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article du mot « effectives ») : repoussé (p. 1694) ; *amendement n° 2* de la commission (droit pour les salariés à une rémunération supplémentaire pour les inventions de services) : retiré (p. 1695) ; *amendement n° 39* du Gouvernement (fixation par voie contractuelle des conditions dans lesquelles un inventeur salarié peut bénéficier d'une rémunération supplémentaire) : adopté (p. 1696) ; *sous-amendement n° 41* de la commission reprenant les dispositions de l'*amendement n° 2* de la commission : rejeté par scrutin public n° 17 (p. 1696) : liste des votants (p. 1712-1713) ; *amendement rédactionnel n° 3* de la commission : rejeté (p. 1697) ; *amendement rédactionnel n° 4* de la commission : adopté (p. 1697) ; *amendement n° 30* du Gouvernement : réservé (p. 1697) ; *amendement n° 37* du Gouvernement : réservé (p. 1697) ; *amendement n° 5* de la commission (possibilité de réviser la rémunération supplémentaire de l'inventeur salarié s'il apparaît des faits nouveaux relatifs à l'exploitation du brevet : adopté (p. 1698) ; *amendement n° 6 rectifié* de la commission (absence d'effets de la cessation du contrat de travail sur le droit de l'inventeur salarié à la rémunération suppplémentaire) : adopté (p. 1698) ; *amendement n° 31* du Gouvernement (obligation mutuelle d'information et de secret pesant sur le salarié et l'employeur) ; *sous-amendement n° 40* de M. Alain Chénard (modalités par lesquelles le salarié informe l'employeur de sa découverte) : adopté (p. 1699) ; *amendement n° 7* de la commission devenant le *sous-amendement n° 7* (formel) : adopté (p. 1699) ; *amendement n° 31* du Gouvernement : adopté avec modification (p. 1699) ; *amendement formel n° 30* du Gouvernement, précédemment réservé : adopté (p. 1699).

MM. Porelli (Vincent), Martin (Claude), Giraud (André), Cillard (André), Henard (Alain).

(Deuxième alinéa du paragraphe 3 : article 4 de la loi du 2 janvier 1968 (droit de l'inventeur à être mentionné comme tel dans le brevet) : *amendement n° 8* de la commission (droit de l'inventeur salarié à être mentionné comme tel dans le brevet) : adopté (p. 1699).

MM. Martin (Claude), Giraud (André).

Vote sur l'article 1 A réservé jusqu'à examen de l'article 38 *bis* (p. 1699) : réserve des articles 1er, 4, 9, 14, 15, 16, 17, 21, 25, 26, 28, 29 et 38 (p. 1699).

ART. 38 *BIS* (article 68 bis de la loi du 2 janvier 1968 : recours obligatoire devant une commission de conciliation et d'arbitrage tripartite en cas de contestations portant sur l'application de l'article 1er *ter* de la loi et compétence contentieuse du tribunal de grande instance) (p. 1700) : *amendement n° 33* du Gouvernement (compétence facultative de la commission de conciliation) ; *sous-amendement n° 42* de la commission (composition paritaire de la commission de conciliation et présidence de cette commission par un magistrat de l'ordre judiciaire) : adopté (p. 1701) ; *sous-amendement n° 43* de la commission (permettant aux parties de se faire représenter par une personne de leur choix et à la commission de se faire assister par des experts) : adopté (p. 1701) ; *sous-amendement n° 44* de la commission (impose au Gouvernement de publier le décret prévu après consultation des organisations professionnelles et syndicales avant le 1er janvier 1979) : adopté

(p. 1701) ; *amendement n° 33 modifié* adopté (p. 1701) ; *amendements n^os 20 et 21 rectifié* de la commission deviennent sans objet (p. 1701) ; *amendement n° 28* de M. Jean Foyer devient sans objet (p. 1701).

– adoption de l'article 38 *bis* ainsi modifié (p. 1701).

MM. Giraud (André), Martin (Claude), Foyer (Jean).

ART. 1 A *(suite) : amendement formel n° 30* du Gouvernement, précédemment réservé : adopté (p. 1701).

MM. Giraud (André), Martin (Claude).

– adoption de l'article 1^er A modifié (p. 1701).

ART. 1^er précédemment réservé : adopté (p. 1701).

ART. 4 (précédemment réservé) : *amendement n° 45* de M. Edouard Frédéric-Dupont (exigeant le dépôt d'un brevet en France dès lors que l'inventeur a son domicile ou son siège en France) : retiré (p. 1702).

Articles 6, 7 et 8 de la loi du 2 janvier 1968 : (définition des inventions susceptibles de brevet) : adoptés (p. 1702, 1703).

MM. Frédéric-Dupont (Edouard), Martin (Claude), Giraud (André), Foyer (Jean).

Article 9 de la loi du 2 janvier 1968 (cas dans lesquels la divulgation d'une invention n'est pas prise en considération quand elle intervient dans les six mois précédant la date du dépôt ou de la demande de brevet) : amendement n° 24 de M. Jean Foyer (clarification du texte adopté par le Sénat pour l'article 9 de la loi du 2 janvier 1968) : retiré (p. 1703) ; *amendement n° 9* de la commission tendant à clarifier le texte adopté par le Sénat pour l'article 9 de la loi du 2 janvier 1968) ; *sous-amendement n° 32* du Gouvernement (formel) : adopté (p. 1703) ; *amendement n° 9* ainsi modifié : adopté (p. 1703) ; adoption de l'article 9 de la loi du 2 janvier 1968 ainsi modifié (p. 1703).

MM. Foyer (Jean), Martin (Claude), Giraud (André).

Article 10 de la loi du 2 janvier 1968 : définition de l'invention susceptible de brevet) : adopté (p. 1703).

Article 11 de la loi du 2 janvier 1968 : définition de l'invention susceptible d'application industrielle) : adopté (p. 1703).

– adoption de l'article 4 ainsi modifié (p. 1703).

ART. 9 (récédemment réservé) : *(conditions de rejet des demandes de brevet) : amendement n° 10* de la commission (possibilité pour l'administration de rejeter soit un brevet, soit une partie de ce brevet) : adopté (p. 1704) ; *amendement n° 35* de M. Alain Chenard (reprenant la notion d'antériorité évidente qui figurait dans la loi de 1968) : repoussé (p. 1704) ; *amendement n° 11* de la commission (rejet des demandes de brevet dans le cas où une absence de nouveauté résulte manifestement du rapport de recherche) : adopté (p. 1704) ; *amendement n° 25* de M. Jean Foyer (même objet que l'*amendement n° 11* de la commission) : retiré (p. 1704) ; *amendement n° 34* de M. Jean Foyer (possibilité pour l'administration de rejeter une demande de brevet dont les revendications ne se fondent pas sur la description) : adopté (p. 1705) ; *amendement n° 12* de la commission (suppression du deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 9) : adopté (p. 1705).

– adoption de l'article 9 ainsi modifié (p. 1705).

MM. Martin (Claude), Giraud (André), Chenard (Alain), Foyer (Jean).

ART. 14 (précédemment réservé) *(étendue de la protection conférée par le brevet) :* adopté (p. 1705).

ART. 15 (précédemment réservé) *(article* 31 bis *de la loi du 2 janvier 1968 : régime de la licence de droit appliquée aux brevets) : amendement n° 13* de la commission (possibilité pour le licencié de renoncer à tout moment à la licence) : adopté (p. 1706).

– adoption de l'article 15 ainsi modifié (p. 1706).

MM. Martin (Claude), Giraud (André).

ART. 16 prédécemment réservé) (supprimé par le Sénat) : *amendement n °26* de M. Jean Foyer (tendant à rétablir l'article 16 : conditions d'attribution par le tribunal d'une licence obligatoire d'un brevet) : adopté (p. 1706).

– l'article 16 est ainsi rétabli (p. 1706).

MM. Foyer (Jean), Martin (Claude), Giraud (André)

ART. 17 (précédemment réservé) (supprimé par le Sénat) : *amendement n° 14* de la commission (tendant à rétablir l'article 17 : conditions d'attribution de la licence obligatoire) : adopté (p. 1706).

– l'article 17 est ainsi rétabli (p. 1706).

MM. Martin (Claude), Giraud (André).

ART. 21 (précédemment réservé) (article 42 de la loi du 2 janvier 1968 : régime de la copropriété d'une demande de brevet ou d'un brevet) : *amendement n° 15* de la commission (droit pour le copropriétaire d'un brevet de l'exploiter librement sans indemniser les autres copropriétaires) : repoussé (p. 1708) ; *amendement n° 16* de la commission (droit pour chaque copropriétaire de concéder librement à un tiers une licence d'exploitation non exclusive à son seul profit) : retiré (p. 1708) ; *amendement* de la commission (complétant le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 42 de la loi du 2 janvier 1968) : adopté (p. 1708) ; *amendement n° 17* de la commission (accordant à un copropriétaire un délai d'un mois après une décision de justice fixant le prix de préemption d'une part d'un brevet pour renoncer à la vente ou à l'achat de cette part) : adopté (p. 1709).

– adoption de l'article 21 ainsi modifié (p. 1709).

MM. Martin (Claude), Foyer (Jean), Giraud (André).

ART. 25 (précédemment réservé) (article 50 de la loi du 2 janvier 1968 : possibilité pour le ministère public d'agir d'office en nullité d'un brevet d'invention) : réservé (p. 1709).

M. Martin (Claude).

ART. 26 (précédemment réservé) (articles 51 à 53 de la loi du 2 janvier 1968 : régime des contrefaçons de brevet) : adopté (p. 1709).

ART. 28 (précédemment réservé) (article 55 de la loi du 2 janvier 1968 : régime particulier d'opposabilité de certains brevets) : *amendement n° 18* de la commission (formel) : adopté (p. 1709).

– adoption de l'article 28 ainsi modifié (p. 1709).

MM. Martin (Claude), Giraud (André), Foyer (Jean).

ART. 29 (précédemment réservé) (article 56 de la loi du 2 janvier 1968 : droit des propriétaires de brevets à faire procéder à la description détaillée avec ou sans saisie réelle des objets prétendus contrefaits) : adopté (p. 1710).

ART. 38 (précédemment réservé) (article 68 de la loi du 2 janvier 1968 : compétence juridictionnelle en matière de brevets) : *amendement n° 27* de M. Jean Foyer (compétence de la cour d'appel de Paris pour connaître les recours formés contre les décisions du directeur de l'institut national de la propriété industrielle ; possibilité pour les tribunaux de grande instance et les cours d'appel de se faire assister de deux techniciens quand ils ont à connaître de problèmes de brevets) : repoussé (p. 1718) ; *amendement n° 19* de la commission (détermination par décret du ou des tribunaux de grande instance appelés à connaître des actions civiles en matière de brevet) ; modification formelle de l'*amendement n° 19* de la commission proposée par M. Jean Foyer et acceptée ; *amendement n° 19* ainsi modifié : adopté (p. 1719).

– adoption de l'article 38 ainsi modifié (p. 1719).

MM. Foyer (Jean), Martin (Claude), Giraud (André).

ART. 25 *(suite)* (article 50 de la loi du 2 janvier 1968 : possibilité pour le ministère public d'agir d'office en nullité d'un brevet d'invention) : adopté (p. 1719) ; (article 50 *bis* de la loi du 2 janvier 1968 : étendue des effets des jugements qui prononcent l'annulation d'un brevet d'invention) : *amendement n° 23* de la commission (effet des jugements d'annulation à l'égard des brevets accordés selon le régime de la loi du 5 juillet 1844) : retiré (p. 1720) ; *amendement n° 46* de M. Jean Foyer (effet des jugements d'annulation à l'égard des brevets demandés avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi) : adopté avec une modification formelle de la commission (p. 1720) ; article 50 bis de la loi du 2 janvier 1968 ainsi modifié : adopté (p. 1720).

– adoption de l'article 25 ainsi modifié (p. 1720).

MM. Martin (Claude), Foyer (Jean), Giraud (André).

ART. 39 (article 70 bis de la loi du 2 janvier 1968 : suspension des délais à l'égard de l'institut national de la propriété industrielle en cas d'interruption du fonctionnement normal des communications) : adopté (p. 1720).

ART. 41 (modalités de mise en application de la nouvelle loi) : adopté (p. 1720).

ART. 41 *BIS* (conditions de prorogation du délai de dix-huit mois prévu à l'article 20, premier alinéa, de la loi du 2 janvier 1968) : *amendement rédactionnel n° 22* de la commission : adopté (p. 1720).

– adoption de l'article 41 bis ainsi modifié (p. 1720).

MM. Martin (Claude), Giraud (André).

ART. 42 (nouveau titre de la loi du 2 janvier 1968) : *amendement n° 36* de la commission (publication du texte complet de la loi sur les

brevets d'invention en annexe de la nouvelle loi) : adopté (p. 1721).

– adoption de l'article 42 ainsi modifié (p. 1721).

MM. Martin (claude), Giraud (André).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi par scrutin public n° 18 (p. 1721) ; liste des votants (p. 1730, 1731).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [26 juin 1978] (p. 3464).

Inventeurs salariés : *Martin (Claude)*, (p. 3465) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3465).

Tribunaux de grande instance (compétence en matière de brevets) : *Martin (Claude)*, (p. 3465) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3465).

DISCUSSION DES ARTICLES [26 juin 1978] (p. 3465).

ART. 1er A (article 4 de la loi du 2 janvier 1968) : *amendement n° 2* de M. René de Branche (mention du nom de l'inventeur salarié dans le brevet et possibilité pour lui de s'y opposer) : adopté (p. 3467).

MM. de Branche (René), Martin (Claude), Prouteau (Jean-Pierre).

ART. 17.

ART. 21.

ART. 38 (article 68 de la loi du 2 janvier 1968) : *amendement n° 1* du Gouvernement (détermination des tribunaux de grande instance appelés à connaître des actions en matière de brevets par décret pris sur le rapport du garde des sceaux) : adopté (p. 3467).

MM. Prouteau (Jean-Pierrz), de Branche (René), Martin (Claude).

ART. 38 *BIS*.

ART. 42.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Billardon (André)* : nécessité de réformer la législation des brevets pour tenir compte des nouvelles législations européennes introduites par les conventions de Munich et de Luxembourg ; pas de progrès sensibles vers le renforcement de la valeur des brevets français (p. 3467) ; timidité des dispositions concernant les inventeurs salariés ; abstention du groupe socialiste (p. 3468).

– *M. Tranchant (Georges)* : rappelle que la proposition de loi instituant un statut d'un inventeur salarié est due à une initiative de la majorité (p. 3468).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3468).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 181** RECTIFIE TENDANT A LA MODIFICATION DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX BREVETS D'INVENTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Edouard Frédéric-Dupont. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – V. – Recherche ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 151.

BRIGADE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION DE NICE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 726.

BRIGADE DES SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

BRIGNOLES (Fermeture de puits de bauxite)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 420.

de BROGLIE (Affaire –)

Voir HAUTE COUR DE JUSTICE. 2 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Justice (p. 6562) ; PROCEDURE PENALE. 9 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 663.

BRUAY-EN-ARTOIS (Pas-de-Calais) (Mines de charbon)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 235.

BRUCELLOSE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

– **Lutte contre la –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 390, 494.

BRUIT

Voir ENVIRONNEMENT. 3, 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; PARIS. 1.

B.S.N. (Marseille)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 300.

BUDGET

Voir LOIS DE FINANCES. 7, 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5, Articles 1, 2 et 3 ; LOIS DE REGLEMENT. 3.

BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS (Création)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (première partie), Article 28 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BAPSA)

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 7, après l'article 7 ; (deuxième partie), Agriculture ; BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 11 ; SECURITE SOCIALE. 8.

BUDGET COMMUNAUTAIRE

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

BUDGET DE L'AGRICULTURE (Organisation du débat sur –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 68, 69, 70.

– **Réserves des crédits des titres V et VI.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 70.

BUDGET DE L'ASSEMBLEE NATIONALE (Crédit spécial pour experts)

Voir ENERGIE. 1.

BUDGET DES TRANSPORTS (Organisation des débats sur –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 1.

BUDGET SOCIAL DE LA NATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille, (p. 6839) ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale, (première partie), Après l'article 1er ; Article 25 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 274 ; SECURITE SOCIALE. 9, 12.

BUDGETS ANNEXES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Articles 41 et 42 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur ; Ordre de la Libération ; Monnaies et médailles ; Postes et télécommunications ; Prestations sociales agricoles ; Service des essences ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 5 ; (deuxième partie), Budget annexe de l'imprimerie nationale ; Budget annexe des monnaies et médailles ; Budget annexe des Postes et télécommunications ; Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, Article 17 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5, Article 6.

BUDGETS CIVILS

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Articles 14 et 15.

BUDGETS MILITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Articles 16 et 17.

BUDGETS SUPPLEMENTAIRES DES HOPITAUX

Voir HOPITAUX. 4.

BUFFET (Romain)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 7.

BULLETIN DE PAYE

Voir SALARIES. 1.

BULLETIN DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (Article sur les députés français)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 205.

BULLETIN DE SEANCE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 183.

BUREAU D'AGE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir ASSEMBLEE NATIONALE. (première partie).

BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir ENERGIE. 1 ; HAUTE COUR DE JUSTICE ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 25.

– **Décision.** Rappel de la règle du secret imposée aux commissions d'enquête ou de contrôle [24 octobre 1979] (p. 8864).

BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (B.R.G.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie).

BUREAU DES ASSEMBLEES

Voir PARTIS POLITIQUES. 3.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

BUREAU NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU COGNAC

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 627.

BUREAU POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIGRATIONS INTERESSANT LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (B.U.M.I.D.O.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer.

BUREAUCRATIE

Voir ADMINISTRATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan.

BUREAUTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

BUREAUX D'AIDE SOCIALE

– **Exonération de la taxe sur les salaires.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire.

– **Remboursement de l'avoir fiscal des –.** *Voir* IMPOTS. 8.

BUREAUX DE POSTE POLYVALENTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications.

BUREAUX DE POSTE RURAUX

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 521.

BUREAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Voir REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 2.

BUREAUX D'ETUDES (T.V.A.)

Voir TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

BUREAUX DE VOTE (Heure de clôture)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 379, 391.

BURROUGHS CORPORATION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 253.

BUTANE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 169.

C

CABOTAGE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CADARACHE (Incident au centre nucléaire)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 424.

CADASTRE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 16.

CADRE DE VIE

Voir ENVIRONNEMENT. 1.

CADRES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2188** PORTANT STATUT DES AGENTS DE MAITRISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Daniel Goulet. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir CHOMAGE. 3 ; EMPLOI. 17 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, Article 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 3, 7 ; TRAVAIL (JURIDICTION DU). 1.

– **Accès à la fonction publique.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – . Fonction publique.

– **De l'agriculture.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 556.

CADRES DE RESERVE

Voir ARMEE. 2.

« CAGNOTTE » PETROLIERE

Voir ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

CAILLEMER (Henri)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

CAISSE AUTONOME DES MINES (Siège)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 383.

CAISSE AUTONOME MUTUELLE DE RETRAITE (C.A.M.R.)

Voir ASSURANCES VIEILLESSE. 12.

CAISSE CENTRALE D'ACTION SOCIALE DES PERSONNELS DES P.T.T.

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 2.

CAISSE CENTRALE DE COOPERATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget, Coopération.

CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Coopération.

CAISSE D'AIDE A L'ENTRETIEN DES EDIFICES CULTURELS

Voir PATRIMOINE ESTHETIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE (PROTECTION DU). 1.

CAISSE D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES (C.A.E.C.L.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement. – Intérieur.

CAISSE D'AMORTISSEMENT POUR L'ACIER (C.A.P.A.)

Voir INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Comptes spéciaux du trésor ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 2 ; LOIS DE REGLEMENT. 3.

CAISSE D'EQUIPEMENT DES P.M.E.

Voir ENTREPRISES. 12.

CAISSE D'EQUIPEMENT DES P.M.I.

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie.

CAISSE DE LIQUIDATION DES AFFAIRES DE MARCHANDISES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Rapport du président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1977 [27 juin 1978] (p. 3487).

Voir CAUTIONS. 1 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 4 ; EPARGNE. 7 ; IMPOTS. 8 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 3 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 358.

– **Commission de surveillance de la –).** *Voir* ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

– **Rémunération des dépôts de la sécurité sociale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille, (p. 6837).

CAISSE DES ECOLES

Voir LOIS DE FINANCES. 6 (Article 24).

CAISSE FRANÇAISE DES MATIERES PREMIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

Voir SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (Articles et articles additionnels non rattachés ; (avant l'article 74) ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4.

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (C.N.E.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

CAISSE NATIONALE DES BARREAUX FRANÇAIS

Voir AVOCATS. 1 ; PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 2.

CAISSE NATIONALE DES CALAMITES PUBLIQUES

Voir CALAMITES. 4.

CAISSE NATIONALE DES MARCHES DE L'ETAT

Voir ENTREPRISES. 7 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; MARCHES PUBLICS. 2 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 452.

CAISSE NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE

Voir IMPOTS. 8.

– **Commission plénière.** *Voir* ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

– **Statut des personnels.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 505.

CAISSE SOCIALE DES PECHES MARITIMES

Voir PECHE MARITIME. 1.

CAISSES D'ACTION SOCIALE DES PERSONNELS DES ENTREPRISES ELECTRIQUES ET GAZIERES

Voir IMPOTS. 8.

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 (Article 13).

CAISSES D'ASSURANCE-MALADIE (Gestion)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CAISSES D'EPARGNE

Voir EPARGNE. 1, 4, 5, 7, 8, 10 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 760, 777 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 162, 304, 508 ; SOCIETES A CAPITAL VARIABLE. 2.

– **Livret A.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 199.

– **Personnel.** *Voir* ENTREPRISES. 9.

CAISSES DE RETRAITE DES CADRES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 233.

CAISSES DE SECURITE SOCIALE

Voir MEDECINS. 1.

CALAIS (Institut universitaire de technologie)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 546.

– **Situation économique.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 349.

CALAMITES

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE CHARGEE DE RECHERCHER LES CAUSES DES CRUES EXCEPTIONNELLES DE LA SEINE ET DES RIVIERES DE L'ILE-DE-FRANCE, ET DE PROPOSER LES MESURES EFFICACES DE DEFENSES CONTRE LES EAUX, Assemblée nationale. Dépôt le 6 avril 1978 par M. Roger Combrisson et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tibéri [11 mai 1978]. – Rapport **n° 374** [8 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI TENDANT A LA CREATION D'UN FONDS DE SECOURS ET D'INDEMNISATION DES VICTIMES DE CALAMITES NATURELLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Jean-Pierre Chevènement et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Raymond Forni [29 juin 1978].

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LE ROLE DE L'URBANISATION, DU MANQUE DE BARRAGES-RESERVOIRS, ET DE TOUTES AUTRES CAUSES, DANS LES INONDATIONS EN REGION PARISIENNE ET VISANT A FAIRE DES PROPOSITIONS POUR REALISER LES AMENAGEMENTS ET INFRASTRUCTURES PREVENTIVES NECESSAIRES, Assemblée nationale. Dépôt le 22 juin 1978 par M. Maxime Kalinsky. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maxime Kalinsky [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 658** [2 novembre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI TENDANT A LA CREATION D'UNE CAISSE NATIONALE DES CALAMITES PUBLIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Guy Cabanel. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [12 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1959** TENDANT A LA CREATION D'UNE FORCE D'INTERVENTION HUMANITAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Michel Barnier. – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 2193** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION CHARGEE D'EXAMINER LES MOYENS DE RENFORCER LES ACTIONS HUMANITAIRES A L'ETRANGER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Charles Hernu et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 6 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Départements d'outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer. – II. – Départements d'outre-mer ; Agriculture ; Intérieur ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 (Article 20) ; RESPONSABILITE CIVILE. 5 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 62 ; VOLONTARIAT. I.

CALAMITES AGRICOLES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 75** TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 64-706 DU 10 JUILLET 1964 ORGANISANT UN REGIME DE GARANTIE CONTRE LES CALAMITES AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Hubert Ruffe et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Hubert Ruffe [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 350** RELATIVE A L'INDEMNISATION DES CALAMITES AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. André Billoux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Retrait le 14 juin 1978.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 880** RELATIVE A L'INDEMNISATION DES CALAMITES AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. André Billoux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Christian Laurissergues [5 avril 1979].

4. – RAPPORT D'INFORMATION **n°1262** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du PLan, sur le fonctionnement du FONDS NATIONAL DE GARANTIE CONTRE LES CALAMITES AGRICOLES par M. Fernand Icart, rapporteur général [28 juin 1979] (p. 5816).

Voir AGRICULTURE. 2, 3 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Agriculture ; BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 327 ; QUESTIONS ORALES DANS DEBAT. 16.

CALAMITES ATMOSPHERIQUES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 89.

CALAMITES PUBLIQUES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 16, 89.

CALONNE (Nestor)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 11.

CALVADOS

Voir ALCOOLS. 2.

– **Fiscalité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 4.

CAMARGUE (Forages pétroliers)

Voir NAVIGATION MARITIME. 2 ; POLLUTION. 3.

CAMBODGE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 451, 526, 558, 604, 608, 650, 853 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 315, 417 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 181.

CAMEROUN

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 8.

CAMPAGNE ANTICOMMUNISTE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 80.

CAMPAGNE DOUBLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

CAMPAGNES ELECTORALES

Voir ENVIRONNEMENT. 1.

– **Financement des.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 175, 364, 365, 375.

CAMPING-CARAVANING

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1416** COMPLETANT LES DISPOSITIONS SUR LA FILOUTERIE DE LOGEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Jacques Douffiagues et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [13 décembre 1979].

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

CAMPS MILITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

CANADA

1. – RAPPORT D'INFORMATION **n° 1983** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur les problèmes de la TELEMATIQUE ET DE LA COMMUNICATION AU CANADA par M. Michel Durafour et plusieurs de ses collègues [9 octobre 1980].

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 59, 79.

CANAL DU MIDI

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; Transports ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

CANAL RHIN-RHONE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables ; LOIS DE FINANCES. 3 (discussion générale) (deuxième partie), Transports ; MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3 ; PLAN ; VOIES NAVIGABLES. 2.

CANAL RHONE-SETE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan.

CANAL SEINE-NORD

Voir PLAN. 2.

CANARD ENCHAINE (Affaire du –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

CANNE A SUCRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer. – II. – Départements d'outre-mer ; Industrie.

CANTAL (Difficultés économiques)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 562.

CANTINES ADMINISTRATIVES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

CAPITAL SOCIAL

Voir SOCIETES COMMERCIALES. 4.

CAPITALISATION

Voir ASSURANCES. 3.

CAP-VERT (République du –)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Coopération ; TRAITES ET CONVENTIONS. 91.

– **Collaboration culturelle de la France.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

CARAVELLE (Avion)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologique.

CARBURANT NATIONAL

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 412.

CARBURANTS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2282** TENDANT A L'INSTITUTION D'UNE DETAXE DES CARBURANTS UTILISES PAR

LES ARTISANS CHAUFFEURS DE TAXI ET LES VOYAGEURS, REPRESENTANTS DE COMMERCE ET PLACIERS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par MM. Gérard Chasseguet et Pierre Gascher. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir ENERGIE. 12 ; LOIS DE FINANCES. 1, Articles 17, 27, 31, 17 bis nouveau ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Articles 10 et 22 ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 9 et 25 ; LOIS DE FINANCES. 10, Article 8 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 1978. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 212.

– **Butane-Propane.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire.

– **Détaxes.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – Marine marchande ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 272.

– **Distribution.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 242.

– **Hausse du prix des.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 990.

– **Production d'ethanol.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 507.

– **Taxes sur les.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 8 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 445.

– **Taxis.** *Voir* TAXIS. 1, 2, 3, 4.

CARMAUX (Cokerie de –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 161.

CARNAUD SFBI (Société)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 275.

CARRIER (Michel)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

CARRIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 116.

CARTE DES AIDES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire.

CARTE DE SEJOUR

Voir ETRANGERS. 1, 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 23 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1, 4.

CARTE DE TRAVAIL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation ; Formation professionnelle ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1, 2.

CARTE D'IDENTITE NATIONALE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 52** TENDANT A INSTITUER UNE CARTE D'IDENTITE EUROPEENNE, Assemblée générale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. André Cellard [8 juin 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Alain Hautecœur [29 juin 1978].

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 23 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur ; PROCEDURE PENALE. 9.

CARTE D'INVALIDITE

Voir HANDICAPES. 2.

CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

CARTE DU COMBATTANT

Voir ANCIENS COMBATTANTS. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

CARTE GRISE

Voir LOIS DE FINANCES. I, Article 22.

CARTE ORANGE

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 60. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2 ; (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 803 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 406.

CARTE REGIONALE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 383.

CARTE SANITAIRE

Voir HOPITAUX. 4 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CARTE SCOLAIRE

Voir ENSEIGNEMENT AGRICOLE. I ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

CARTE UNIVERSITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Universités.

CARTES POSTALES

Voir PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE. I.

CASIER JUDICIAIRE

Voir JUSTICE (ORGANISATION DE LA). I ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; POLICE PRIVEE. 2.

CASINO RUHL DE NICE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 763.

CASPARY (Alexandre)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 12.

CASSATION SANS RENVOI

Voir COUR DE CASSATION. 2.

CASTANET (Haute-Garonne)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 333.

CATHEDRALE DE STRASBOURG (Restauration)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 219.

CAUTIONNEMENT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1152** SUR LE CAUTIONNEMENT MUTUEL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Jean Royer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 octobre 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Maurice Sergheraert [18 octobre 1979].

Voir COMPTABILITE PUBLIQUE. I ; ELECTIONS LEGISLATIVES. 3.

CAUTIONNEMENT MUTUEL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

CAUTIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 59** TENDANT A FAIRE BENEFICIER D'UN INTE-

RET LES VERSEMENTS DE GARANTIE EFFECTUES PAR LES LOCATAIRES A LEURS PROPRIETAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Claude Labbé. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [27 avril 1978].

Voir BAUX COMMERCIAUX. 1.

CAVALIERS BUDGETAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés.

CEGEDUR-PECHINEY (Usine de Couzon)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 719.

CELEBRATION DU 8 MAI

Voir IMPOTS. 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 712.

CELIBATAIRES (Imposition)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Article2 ; articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 70.

CELLULOSE (Groupement européen de la –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 967.

CELLULOSE D'AQUITAINE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 554.

CELLULOSE DU PIN

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 29.

CENTIME SPORTIF

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

CENTRAFRIQUE

Voir AFRIQUE. 4, 5 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Coopération ; NATIONALISATIONS. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 484, 625 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 289 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 178.

CENTRALES ELECTRO-CALOGENES

Voir ENERGIE. 1.

CENTRALES NUCLEAIRES

Voir IMPOTS LOCAUX. 2 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 283 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 49, 168, 360, 553 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 178.

– **De Golfech.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

– **De Nogent-sur-Seine. – Transformation en centrale électro-calogène.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **De Plogoff.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Du Pellerin.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 54, 536.

– **Fissures dans les.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 540.

– **Soins aux victimes d'accidents.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Tarifs préférentiels de l'E.D.F.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 529.

CENTRALES SOLAIRES THEMIS

Voir ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

CENTRALES THERMIQUES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 58.

– **Gardanne.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 344.

CENTRE (Aménagement de la route nationale 20)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

– **Voies navigables.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CENTRE D'ACTION CULTURELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

CENTRE D'ANALYSE ET DE PREVISION (C.A.P.)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

CENTRE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'EVALUATION DES DOUANES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

CENTRE DE FORMATION DE CHAUMONT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

CENTRE DE FORMATION DES ASSISTANTS TECHNIQUES DES METIERS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

CENTRE DE PRESSE DU GRAND PALAIS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Information.

CENTRE DE PROTECTION CIVILE DE LACQ

Voir LOIS DE FINANCES. 10.

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE (C.R.E.D.O.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan.

CENTRE DES HAUTES ETUDES SUR L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : fonction publique.

CENTRE D'ETUDES, DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE POUR LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX (CEDRE)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 190.

CENTRE D'ETUDES DES REVENUS ET DES COUTS (C.E.R.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan.

CENTRE D'ETUDES ET DE PERFECTIONNEMENT DE L'ARTISANAT ET DES METIERS D'ART (C.E.P.A.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES D'ECONOMIE MATHEMATIQUE APPLIQUEE A LA PLANIFICATION (C.E.P.E.R.M.A.P)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – IV. – Commissariat général du Plan.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (C.E.P.I.I.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan.

CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DES INDUSTRIES MECANIQUES (C.E.T.I.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE (C.I.C.)

Voir ASSEMBLEES DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

CENTRE D'INFORMATION DE L'OPINION SUR LES PROBLEMES DE POPULATION (C.I.O.P.P.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

CENTRE D'INFORMATION FEMININ

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL « GRENIER DE TOULOUSE »

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

CENTRE EURO-ATLANTIQUE (Liaison routière)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables.

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (C.F.C.E.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Culture et communication.

CENTRE INTERMINISTERIEL DE RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (C.I.R.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE

Voir IMPOTS. 8.

CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE

Voir FORETS. 7.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERHCE SCIENTIFIQUE (C.N.R.S.)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; Universités ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 116, 280, 286, 576.

CENTRE NATIONAL DES LETTRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

CENTRE NATIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES (C.N.O.U.S.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche. – Budget annexe des postes et télécommunications ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 188.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DU MACHINISME AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET D'EXPERIMENTATION DE MACHINISME AGRICOLE (C.N.E.E.M.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (C.N.E.S.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

CENTRE NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (C.N.A.S.E.A.)

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 15.

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCEANS (C.N.E.X.O.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche.

CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CENTRES D'ANIMATION CULTURELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

CENTRES D'ANIMATION SPORTIFS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

CENTRES DE FORMATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : formation professionnelle.

CENTRES DE FORMATION DES APPRENTIS (C.F.A.)

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

CENTRES DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX (Exonération de la taxe sur les salaires)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire.

CENTRES DE FORMATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

CENTRES DE GESTION AGREES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (première partie), Article 10 ; après l'article 10 ; Articles 10 bis et 72 ; (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget. – Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article3 ; après l'article 3 ; (deuxième partie), Article 66 ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 5, 6 et 76 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 2 ; Commerce et artisanat.

CENTRES DE PLANIFICATION OU D'EDUCATION FAMILIALE

Voir AVORTEMENT. 3.

CENTRES DE RECHERCHE EN MECANIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CENTRES DE RECHERCHE ET DE RENCONTRES D'URBANISME

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

CENTRES DE SANTE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2. – Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CENTRES DE SANTE MUTUALISTES DE MARSEILLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CENTRES DES IMPOTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et bidget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

CENTRES DE TRI

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

CENTRES D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION POUR LA JEUNESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

CENTRES D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION TOURISTIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

CENTRES D'ORTHOGENIE

Voir AVORTEMENT. 3.

CENTRES HOSPITALIERS MUTUALISTES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 921.

CENTRES HOSPITALIERS REGIONAUX (C.H.R.)

Voir PHARMACIE. 3.

CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES (C.H.U.)

Voir MEDECINE. 1 ; PHARMACIE. 3.

– **De Seine-Saint-Denis.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CENTRES INTERMINISTERIELS DES RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (C.I.R.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers.

CENTRES REGIONAUX D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (C.R.E.P.S.)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports;

CENTRES REGIONAUX DE LA PROPRIETE FORESTIERE

Voir FORETS. 7.

CENTRES RURAUX DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 887.

CENTRES SOCIAUX ET SOCIO-CULTURELS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CENTRES TECHNIQUES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

CENTRES TECHNIQUES DES INDUSTRIES AERAULIQUES ET THERMIQUES (C.E.T.I.A.T.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CENTRES TECHNIQUES D'ETUDES DE L'EQUIPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CENTRES TECHNIQUES DU GENIE RURAL ET DES EAUX ET FORETS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

CENTRES TECHNIQUES INDUSTRIELS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CENTRES TECHNIQUES INDUSTRIELS DE LA CONSTRUCTION MECANIQUE (C.T.I.C.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES DE LA FONDERIE (C.T.I.F.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIQUES (C.E.T.I.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CENTRE TECHNIQUE DU CUIR

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CENTRES UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES ENSEIGNANTS ET DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE (C.U.F.E.R.P.)

Voir ENSEIGNANTS. 2.

CENTRES UNIVERSITAIRES D'INFORMATIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

CERCLES MILITAIRES

Voir IMPOTS. 8.

CERCLES RURAUX (Imposition des –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 271.

CEREALES PROTEAGINEUSES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

CERGY-PONTOISE (Création d'une Z.A.C.)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 396.

CERTIFICAT D'APTITUDE A LA PROFESSION D'AVOCAT (C.A.P.A.)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 617.

CERTIFICAT D'APTITUDE AU PROFESSORAT D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (C.A.P.E.P.S.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

CERTIFICAT D'APTITUDE AU PROFESSORAT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (C.A.P.E.S.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 775.

CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (C.A.P.)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 465.

CERTIFICAT D'ETUDES PRIMAIRES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 431.

CERTIFICAT DE QUALIFICATION DES PRODUITS INDUSTRIELS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 828.

CERTIFICATS DE RECHERCHE D'EMPLOI

Voir EMPLOI. 16.

CERTIFICATS D'OBTENTION VEGETALE (Fiscalité)

Voir IMPOTS. 8.

CERTIFICATS D'URBANISME

Voir CONSTRUCTION. 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

CESSION DE CREANCES

Voir MARCHES PUBLICS. 2.

CEVENNES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

CEYRAC (François), Président du C.N.P.F. (Déclaration de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 200.

– **Déclarations sur les grèves des PTT.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

CHALANDONNETTES

Voir CONSTRUCTION. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 958.

CHALEUR (Récupération de la –)

Voir ENERGIE. 1.

CHALONS-SUR-MARNE (Contournement routier)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 241.

CHAMBERY (Délégation tourisme)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 362.

CHAMBRE D'ACCUSATION

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 173.

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Voir ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; TRAVAIL NOIR. 1.

CHAMBRES DES METIERS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 939** TENDANT A LA CREATION DE CHAMBRES REGIONALES DE METIERS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Sébastien Couepel [19 avril 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1966** TENDANT A LA CREATION FACULTATIVE DE CHAMBRES REGIONALES DE METIERS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jacques Boyon [23 octobre 1980].

Voir LOIS DE FINANCES. 6, Article 94 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; TRAVAIL NOIR. 1.

– **Taxe.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article additionnel, après 73.

CHAMBRES DES PROFESSIONS LIBERALES

Voir PROFESSIONS LIBERALES. 1.

CHAMBRES MIXTES

Voir COUR DE CASSATION. 2.

CHAMPEAUX (François de)

Voir ELOGES FUNEBRES. ANCIENS DEPUTES. 15.

CHAMPIONNATS DU MONDE DE GYMNASTIQUE, A STRASBOURG

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision.

CHANGES

Voir BANQUES. 2.

CHANSONS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication.

CHANTIERS DE DEVELOPPEMENT (DOM-TOM)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

CHANTIERS DE TRAVAUX PUBLICS (Assujettissement à la taxe professionnelle)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

CHANTIERS NAVALS

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 376.

– **Alsthom Atlantique.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 109, 110, 111, 112.

CHAPELLE-DARBLAY

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 554.

CHAPELLE-GOUTTE D'OR (Quartier de la –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur.

CHAPTALISATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 431, 499 ; SUCRE. 1 ; VINS. 6, 9.

CHARBON

Voir CHARBONNAGES DE FRANCE. 2 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18 ; ENERGIE. 1, 2, 3, 8, 10, 11, 13 ; LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 3 ; (deuxième partie), Industrie ; Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; PLAN. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 573, 721, 762, 868 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 35, 276, 335.

– **Gazéification.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 681.

– **Liquéfaction et gazéification du.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche.

– **Redevance.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Article 17.

CHARBONNAGES DE FRANCE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 443** TENDANT A SUPPRIMER LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE SUR LES ATTRIBUTIONS DE CHARBON AUX AGENTS DES HOUILLERES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSTION DE LOI **n° 1793** TENDANT A ENGAGER UN PROGRAMME DE TRAVAUX NEUFS DANS LES CHARBONNAGES DE FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 juin 1980 par Mme Adrienne Horvath et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : Mme Adrienne Horvath [2 octobre 1980].

Voir ENERGIE. 1, 8, 13 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes. – Industrie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 227, 344, 389, 509 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 235.

– **Chimie (C.D.F.-Chimie).** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 222.

CHARENTE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 19.

– **Emploi.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 313.

– **Personnels hospitaliers.** *Voir* HOPITAUX. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 358.

CHARGES COMMUNES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

CHARGES FONCIERES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 131.

CHARGES INDUES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; SECURITE SOCIALE (financement), 2.

CHARGES LOCATIVES

Voir ENERGIE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 660.

CHARGES SOCIALES

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; CHOMAGE. 3 ; COMMERCE ET ARTISANAT. 1 ; EMPLOI. 9, 10 ; ENTREPRISES (petites et moyennes), 1, 4 ; HANDICAPES. 3 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle. – Explications de vote et scrutin sur l'ensemble ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Santé et Sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 403 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 25 ; SECURITE SOCIALE. 8 ; SECURITE SOCIALE (financement), 1.

– **Fiscalisation.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie, p. 6452.

– **Rapport sur les –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Avant l'article 14, amendement n° 16, Articles additionnels.

CHARTE DE LA QUALITE LA VIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

CHARTE DE L'ARTISANAT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 369, 370.

CHASSE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 503** TENDANT A HABILITER LES FEDERATIONS DEPARTEMENTALES DE CHASSEURS A ENGAGER L'ACTION CIVILE ET A EXERCER TOUTES POURSUITES DEVANT TOUTES JURIDICTIONS LEGALEMENT APPELEES A CONNAITRE DES INFRACTIONS EN MATIERE DE CHASSE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. André Chandernagor et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [12 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1006** PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 384, ALINEAS 2 ET 3 DU CODE RURAL RELATIFS AU CORPS DE LA POLICE NATIONALE DE LA NATURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Henri Lavielle et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Roger Duroure [3 mai 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1011** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 3 DE LA LOI n° 64-696 DU 10 JUILLET 1964 RELATIVE A L'ORGANISATION DES ASSOCIATIONS COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES DE CHASSE AGREEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Xavier Deniau. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Lagorce [31 mai 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2279** TENDANT A INTERDIRE LES MISES A MORT D'ANIMAUX DANS LES CHASSES A COURRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Pierre Pasquini. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir ADMINISTRATION. 1, Article 25 ; LOIS DE FINANCES. 1 et 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA. – Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 357.

– **Sociétés départementales de –**. *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

CHASTEL (Paul)

Voir ELOGES FUNEBRES (Anciens députés), 31.

CHATEAUDUN (Groupe GSP)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 478.

CHATEAUROUX (Aérodrome de –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie.

CHATELLERAULT (Région de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 211.

CHAUFFAGE (Charges de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 1000.

– **Economies de –**. *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article 9.

CHAUFFAGE ELECTRIQUE

Voir ENERGIE. 1.

CHAUFFAGE SOLAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 4 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

CHAUFFAGE URBAIN

Voir ENERGIE. 1.

CHAUFFEURS ROUTIERS (Régime de retraite)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CHEF DE FAMILLE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

CHEFS D'ENTREPRISE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 329** TENDANT A DEFINIR LES FONCTIONS DE « RESPONSABLE D'ENTREPRISE », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 juillet 1978 par M. Michel Cointat. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [29 juin 1978].

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

CHEFS D'ETABLISSEMENTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

CHEMINS DE FER (Funiculaires)

Voir TRANSPORTS. 1.

– **De grande ceinture.** *Voir* Transports en commun, 1.

– **Ordre public.** *Voir* PROCEDURE PENALE. 9.

CHEQUES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 208** TENDANT A MODIFIER LA LOI N° 75-4 DU 3 JANVIER 1975 EN ELEVANT LE

MONTANT DES CHEQUES OBLIGATOIREMENT PAYES PAR LE TIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Nicole de Hauteclocque. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Chasseguet [1er juin 1978].

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Avant l'article 71, Article 71, Article 72. – Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; PREUVE TESTIMONIALE. 1.

– **Barrés.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 71 ; LOIS DE FINANCES. 10 (Discussion générale).

– **Facturation des opérations.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 374.

– **Fonctionnement du service des –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 421.

– **Non barrés et endossables.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Article 2.

– **Postaux.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 71 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et Télécommunications.

– **Rémunération des dépôts au Trésor.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et Télécommunications.

– **Vacances.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (première partie), Après l'article 2 ; (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 3 ; (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

CHERBOURG (Institut national des techniques de la mer)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 547.

CHERCHEURS (Revendications des)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 562.

– **Statut des –.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18.

CHEVALIER (Fernand)

Voir ELOGES FUNEBRES. 21.

CHEVAUX

Voir VIANDE. 1.

– **Régularisation du marché.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 580.

« CHIENNE DE TULLE »

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision.

CHILI

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 83 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 20, 21 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 47.

CHIMIE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 222.

CHINE

1. – RAPPORT D'INFORMATION **n° 1261** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à la suite d'une MISSION effectuée en REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE par une délégation du bureau de la commission par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues [28 juin 1979] (p. 5816).

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; FRANÇAIS DE L'ETRANGER. 6 ; LOIS DE FINANCES. 1 et 3 (deuxième partie), Commerce extérieur. – Industrie. – Affaires étrangères. – TRAITES ET CONVENTIONS. 67.

– **Coopération culturelle.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

CHIRURGIENS (Diminution du nombre des –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 270.

CHIRURGIENS-DENTISTES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1350** TENDANT A VALIDER PLUSIEURS DECISIONS CONCERNANT DES NOMINATIONS DANS LE CORPS DES PROFESSEURS DANS LES CENTRES DE SOINS, D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DENTAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Jean-Claude Gaudin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Gaudin [22 novembre 1979]. – Rapport **n° 1483** [13 décembre 1979]. – Rapport supplémentaire **n° 1861** [26 juin 1980], commun aux propositions de loi **n^os 1350 et 1825** (Chirurgiens-dentistes, 1 et 2). – Voir Chirurgiens-dentistes, 2.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1825** TENDANT A VALIDER DIVERSES DECISIONS RELATIVES A DES NOMINATIONS DANS LE CORPS DES PROFESSEURS EXERÇANT DANS LES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DE SOINS ET DE RECHERCHE DENTAIRE.

SENAT (première lecture), n° 66. Dépôt le 28 novembre 1979 par M. Léon Eeckhoutte et plusieurs de ses collègues. – [1979-1980]. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Jean Sauvage. – Rapport n° 115 [1979-1980] [13 décembre 1979]. – Discussion le 23 juin 1980. – Adoption le 23 juin 1980. – Proposition de loi n° 94 [1979-1980].

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). **n° 1825.** – Dépôt le 24 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Gaudin [26 juin 1980]. – Rapport **N° 1861** [26 juin 1980], commun aux propositions de loi **n^os 1550 et 1825** (Chirurgiens-dentistes, 1 et 2). – Discussion le 27 juin 1980. – Adoption le 27 juin 1980. – Proposition de loi **n° 337** (voir Chirurgiens-dentistes, 1).

Loi n° 80-528 du 12 juillet 1980, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1980 (p. 1761).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1^er :** ART. UNIQUE (proposition. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **2 :** ART. 1 *bis* (S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1980] (p. 2417)

Inscription sur les listes d'aptitude : *Hage (Georges)* (p. 2418).

Validation législative : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 2417) ; *Saunier-Seité (Alice)* (p. 2418) ; *Hage (Georges)* (p. 2418).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2418)

ART. 1^er (validation de la commission nationale consultative provisoire et de ses délibérations) : *amendement n° 11* de Mme Jacqueline Chonavel (institution d'une commission nationale chargée de réexaminer les inscriptions sur les listes d'aptitude aux fonctions de professeurs et d'assistants des écoles nationales de chirurgie dentaire) : rejeté (p. 2419).

ART. 1^er : adopté (p. 2419).

ART. 2 (candidature à la liste d'aptitude aux fonctions de professeurs de chirurgie dentaire - odontologistes) : *amendement n° 2* de Mme Jacqueline Chonavel (réexamen des dosssiers des candidats par la commission prévue à *l'amendement n° 11)* : rejeté (p. 2419).

ART. 2 : adopté (p. 2419).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2419).

Voir ARMEE. 3 ; ORDRES PROFESSIONNELS. 1 ; PROFESSIONS MEDICALES. 2, 3.

CHLORURES

Voir POLLUTION. 4 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 1.

CHOMAGE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 69** TENDANT A PROMOUVOIR DES MESURES URGENTES EN FAVEUR DES CHO-

MEURS ET DE LEUR FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Daniel Le Meur [1er juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 259** TENDANT A ETENDRE LE BENEFICE DU REGIME D'ASSURANCE CHOMAGE AUX EMPLOYES DE MAISON, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Jacques-Antoine Gau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques-Antoine Gau [8 juin 1978].

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **N° 900** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI ET LE CHOMAGE, Assemblée nationale. Dépôt le 14 mas 1979 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale. – Rapporteur : M. Philippe Seguin [14 mars 1979]. – Rapport **n° 902** [14 mars 1979]. – Discussion les 15 et 16 mars 1979. – Adoption le 16 mars 1979. – Résolution **n° 147** créant une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage.

Commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage. – *Constitution* [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621). – MM. Abelin (Jean-Pierre), Alphandery (Edmond), Aubert (Emmanuel), Bariani (Didier), Bisson (Robert), Bonnet (Alain), Brunhes (Jacques), Caille (René), Cointat (Michel), Delfosse (Georges), Deniau (Xavier), Depietri (César), Mlle Dienesch (Marie-Madeleine), M. Evin (Claude), Mme Fost (Paulette), MM. Gissinger (Antoine), Gouhier (Roger), Hautecœur (Alain), Hunault (Xavier), Lagourgue (Pierre), Mauroy (Pierre), Millon (Charles), Noir (Michel), Pourchon (Maurice), Rossinot (André), Séguin (Philippe), Tondon (Yvon), Tranchant (Georges), Vivien (Alain), Wargnies (Claude). – *Bureau* [*J.O.* du 21 mars 1979] (p. 635). – Président : M. Rossinot (André) ; vice-président : M. Abelin (Jean-Pierre) ; secrétaire : M. Tranchant (Georges) ; rapporteur : M. Séguin (Philippe).

Rapport **n° 1180** remis au président de l'Assemblée nationale [21 juin 1979] (p. 5405) publié, aucune demande de constitution de l'Assemblée en comité secret n'ayant été déposée [28 juin 1979] (p. 5787).

DISCUSSION GENERALE [15 mars 1979] (p. 1665), [16 mars 1979] (p. 1790) :

Agence nationale pour l'emploi : *Bèche (Guy)* (p. 1686, 1687).

Alsace (emploi) : *Haby (Charles)* (p. 1702).

Aquitaine (emploi) : *Bonnet (Alain)* (p. 1797).

Ardennes (sidérurgie fine) : *Sourdille (Jacques)* (p. 1695).

Basse-Normandie (emploi) : *Goulet (Daniel)* (p. 1682).

Cadres (emploi) : *Quilès (Paul)* (p. 1790, 1791).

Charente (emploi) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 1692, 1693).

Charges sociales : *Charles (Serge)* (p. 1690) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1692) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1697) ; *Hardy (Francis)* (p. 1700) ; *Noir (Michel)* (p. 1792).

Chômage (indemnisation) : *Bèche (Guy)* (p. 1686) ; *Boulin (Robert)* (p. 1686).

Commission d'enquête (collaboration avec le Gouvernement) : *Séguin (Philippe)* (p. 1667, 1799) ; *Boulin (Robert)* (p. 1667) ; *Devaquet (Alain)* (p. 1676) ; *Laurain (Jean)* (p. 1701) ; *Pourchon (Maurice)* (p. 1797).

Communauté économique européenne (mesures en matière d'emploi) : *Séguin (Philippe)* (p. 1665) ; *Boulin (Robert)* (p. 1667) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 1684).

Communauté économique européenne (politique agricole) : *Chaminade (Jacques)* (p. 1693, 1694).

Communauté économique européenne (protection du marché) : *Debré (Michel)* (p. 1670).

Construction navale : *Hermier (Guy)* (p. 1674, 1675) ; *Evin (Claude)* (p. 1696, 1697).

Culture (politique gouvernementale et européenne) : *Ralite (Jack)* (p. 1703, 1704).

Dénatalité : *Debré (Michel)* (p. 1668).

Départements d'Outre-Mer (emploi) : *Guilliod (Raymond)* (p. 1795, 1796).

Droit au travail : *Seguin (Philippe)* (p. 1666).

Education (adaptation aux besoins économiques) : *Goulet (Daniel)* (p. 1683) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1687) ; *Lipkowski (Jean)* (p. 1692) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1699).

Emploi (politique du Gouvernement) : *Séguin (Philippe)* (p. 1665, 1666) ; *Boulin (Robert)*

(p. 1667) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 1683) ; *Bèche (Guy)* (p. 1686) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1698).

Energie : *Debré (Michel)* (p. 1669).

Equilibre des pouvoirs : *Devaquet (Alain)* (p. 1675).

Espagne (concurrence économique) : *Deschamps (Bernard)* (p. 1684).

Exportations de capitaux : *Zarka (Pierre)* (p. 1699).

Femmes (travail des) : *Goulet (Daniel)* (p. 1683) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1685).

Fleurance (usine Grundig) : *Cellard (André)* (p. 1794, 1795).

Ford (usine dans le Nord) : *Sourdille (Jacques)* (p. 1695).

Guerre économique : *Debré (Michel)* (p. 1668, 1670) ; *Noir (Michel)* (p. 1791).

Ile-de-France (emploi) : *Laurent (Paul)* (p. 1672) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 1676, 1677).

Information en matière d'emploi : *Séguin (Philippe)* (p. 1666) ; *Devaquet (Alain)* (p. 1675, 1676) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1685).

Investissements dans les secteurs de pointe : *Noir (Michel)* (p. 1792).

Lorraine (emploi) : *Laurain (Jean)* (p. 1701).

Maffre-Bauge (leader viticole) : *Deschamps (Bernard)* (p. 1684).

Manufrance : *Neuwirth (Lucien)* (p. 1688) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 1689) ; *Dassault (Marcel)* (p. 1798).

Massif Central : *Pourchon (Maurice)* (p. 1796).

Montants compensatoires monétaires : *Devaquet (Alain)* (p. 1675 ; *Chaminade (Jacques)* (p. 1694).

Multinationales : *Cellard (André)* (p. 1795).

Nord de la France (emploi) : *Charles (Serge)* (p. 1689, 1690).

Ouest de la France (emploi) : *Hardy (Francis)* (p. 1700).

Pavillons de complaisance : *Evin (Claude)* (p. 1697).

Petites et moyennes entreprises : *Missoffe (Hélène)* (p. 1685) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 1688) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1692).

Prélèvement sur les fortunes : *Debré (Michel)* (p. 1670) ; *Rolland (Hector)* (p. 1798) ; *Dassault (Marcel)* (p. 1798).

Profits : *Zarka (Pierre)* (p. 1699).

Relance sectorielle : *Missoffe (Hélène)* (p. 1685).

Rémunérations : *Debré (Michel)* (p. 1669).

Saint-Etienne (emploi) : *Vial-Massat (Théo)* (p. 1688).

Saviem-RVI : *Mexandeau (Louis)* (p. 1691).

Sécurité sociale (privatisation) : *Tranchant (Georges)* (p. 1698) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1699).

Segré (mines de fer) : *La Combe (René)* (p. 1794).

Service civil : *Debré (Michel)* (p. 1670).

Sidérurgie : *Debré (Michel)* (p. 1671) ; *Tondon (Yvon)* (p. 1673) ; *Laurain (Jean)* (p. 1701, 1702).

Société française de production : *Ralite (Jack)* (p. 1704).

Société métallurgique de Normandie : *Mexandeau (Louis)* (p. 1691, 1692).

Système bancaire et emploi : *Neuwirth (Lucien)* (p. 1687).

Téléphone (industrie) : *Jagoret (Pierre)* (p. 1793).

Travailleurs étrangers : *Goulet (Daniel)* (p. 1683).

Troyes (emploi) : *Bèche (Guy)* (p. 1686).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [16 mars 1979] (p. 1799) :

ART. UNIQUE (création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et du chômage) : *amendement n° 1* de M. Joseph Franceschi (confiant à la commission d'enquête l'étude du nombre d'emplois qui devraient être créés pour répondre aux besoins des services publics) : rejeté (p. 1800) ; *amendement n° 2* de M. Alain Hautecœur (confiant à la commission d'enquête le soin de faire des propositions destinées à rendre à l'Agence nationale pour l'emploi les moyens d'exercer le monopole public de placement) : rejeté (p. 1800) ; *amendement n° 3* de M. Alain Hautecœur (confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'un abaissement de l'âge de la retraite) : rejeté (p. 1801) ; *amendement n° 4* de M. Alain Hautecœur (confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'une modification de l'assiette des charges sociales) : rejeté (p. 1801) ; *amendement n° 5* de M. Alain Hautecœur (confiant à la commission d'enquête le soin de déterminer le nombre des travailleurs temporaires et de faire des propositions tendant à la suppression des intermédiaires privés de placement) : rejeté (p. 1801) ; *amendement n° 6* de M. Maurice

Pourchon (confiant à la commission d'enquête le soin de recueillir des informations sur l'utilisation des fonds publics versés aux entreprises privées pour le maintien ou la création d'emplois) : rejeté (p. 1801) ; *amendement n° 7* de M. Alain Hautecœur (confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'une réduction de la durée de travail hebdomadaire à trente-cinq heures) : rejeté par scrutin public n° 155 (p. 1805) ; liste des votants (p. 1807).

M. Franceschi (Joseph), Séguin (Philippe), Hautecœur (Alain), Deniau (Xavier), Defferre (Gaston), Bèche (Guy), Beix (Roland), Pourchon (Maurice), Krieg (Pierre-Charles), Fabius (Laurent), Boulin (Robert), Noir (Michel), Laurain (Jean), Porcu (Antoine), Marette (Jacques), Foyer (Jean), Lajoinie (André).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Chinaud (Roger) :* cohésion de la majorité ; souhaite le succès de la commission d'enquête sur l'emploi ; demande un scrutin public sur la proposition de résolution (p. 1805) ;

– *Laurain (Jean) :* incohérence de l'attitude du RPR vis-à-vis du Gouvernement ; vote hostile du groupe socialiste sur la création d'une commission d'enquête dépourvue de toute compétence (p. 1805) ;

– *Chavatte (Angèle) :* session extraordinaire, acquis du mouvement revendicatif ; vote hostile du groupe communiste sur la proposition de résolution (p. 1805) ; nécessité de censurer le Gouvernement Barre, responsable du déclin de la France (p. 1806) ;

– *Noir (Michel) :* vote favorable du groupe RPR sur la création d'une commission d'enquête dont le domaine d'investigation ne comporte aucune limite.

Adoption de la proposition de résolution par scrutin public N° 156 (p. 1806) ; liste des votants (p. 1808).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1358** TENDANT A ETENDRE AUX SALARIES AGES DE PLUS DE SOIXANTE ANS PRIVES D'EMPLOI LE BENEFICE DE L'ALLOCATION DE LOGEMENT INSTITUEE PAR LA LOI DU 16 JUILLET 1971, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Francis Geng. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francis Geng [20 décembre 1979].

Voir ALLOCUTIONS. 1 ; ASSURANCE VIEILLESSE. 16 ; CONGES PAYES. 4 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 20 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 12 ; EMPLOI. 4, 5, 9, 10, 15 ; EMPLOYES DE MAISON. 1 ; EXPULSIONS. 1 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOGEMENT. 6 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan. – Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle. – Explications de vote et scrutin sur l'ensemble ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'Outre-Mer. – II. – Départements d'Outre-Mer. – Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale. – Services du Premier ministre. – IV. – Commissariat général du Plan. – Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, 4, 5 ; MOTIONS DE CENSURE. 1, 2, 3 ; PLAN. 1 ; PRESTATIONS FAMILIALES. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 76, 164, 167, 168, 188, 227, 255, 275, 278, 310, 311, 313, 328, 331, 337, 418, 631 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 23, 121, 136, 367, 368, 438, 471, 472, 509, 517, 569 ; SECURITE SOCIALE. 14, 17 ; TRAVAILLEURS FRONTALIERS. 1, 2, 3 ; TRAVAIL TEMPORAIRE. 1.

– **Dans le Cantal.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 321.

– **DOM-TOM.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 539 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 224, 307, 308.

CHOMAGE (Indemnisation du –)

1. – PROJET DE LOI **n° 795** RELATIF A L'AIDE AUX TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 décembre 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et Robert Boulin, ministre du Travail et de la Participation. – Urgence déclarée le 14 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs [18 décembre 1978]. – Rapport **n° 810** [19 décembre 1978]. – Discussion le 21 décembre 1978 (session extraordinaire). – Adoption le 21 décembre 1978. – Projet de loi **n° 144.**

SENAT (première lecture), n° 189 [1978-1979]. Dépôt le 22 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Michel Labèguerie. – Rapport n° 196 [1978-1979] [3 janvier 1979]. – Discussion les 3 et 4 janvier 1979. – Adoption avec modifications le 4 janvier 1979. – Projet de loi n° 69 [1978-1979].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 891.** Dépôt le 5 janvier 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [5 janvier 1979] (p. 170). – Nomination (*J.O.* du 5 janvier 1979) (p. 49).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean-Paul Fuchs, Henry Berger, Francisque Perrut, Didier Bariani, Serge Charles, Jacques-Antoine Gau, Philippe Séguin ; membres suppléants : MM. Pierre Chantelat, Jean-Louis Schneiter, Jean Delaneau, Paul Chapel, Roger Fourneyron, Jean Fonteneau, Pierre Jagoret.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Michel Labèguerie, Jacques Henriet, Jean-Pierre Cantegrit, Bernard Talon, Jean Mézard, Jean Amelin ; membres suppléants : MM. Michel Moreigne, Henri Moreau, Pierre Louvot, André Bohl, André Rabineau, Noël Berrier, Louis Boyer.

Bureau (J.O. du 6 janvier 1979) (p. 58). – Président : H. Henry Berger ; vice-président : M. Robert Schwint.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs. – Rapport **n° 892** [5 janvier 1979]. – Discussion le 5 janvier 1979. – Adoption définitive le 5 janvier 1979. – Projet de loi **n° 145** [1978-1979].

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Michel Labèguerie. – Rapport n° 199 (1978-1979) [5 janvier 1979]. – Discussion le 5 janvier 1979. – Adoption le 5 janvier 1979. – Projet de loi n° 145.

Loi n° 79-32 du 16 janvier 1979 publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 17 janvier 1979.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** (globalement) : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L. 351-1 code du travail ; L. 351-1 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;
– article L. 351-2 code du travail ; L. 351-2 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;
– article L. 351-3 code du travail ; L. 351-3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-4 code du travail ; L. 351-4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-5 code du travail ; L. 351-5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-6-1 code du travail ; L. 351-6-1 (projet. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-6-2 code du travail ; L. 351-6-2 (projet. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-7 code du travail ; L. 351-7 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;
– article L. 351-8 code du travail ; L. 351-8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-9 code du travail ; L. 351-9 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;
– article L. 351-10 code du travail ; L. 351-10 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;
– article L. 351-11 code du travail ; L. 351-11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-11-1 code du travail ; L. 351-11-1 (projet. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-11-2 code du travail ; L. 351-11-2 (projet. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-12 code du travail ; L. 351-12 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;
– article L. 351-13 code du travail ; L. 351-13 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;
– article L. 351-14 code du travail ; L. 351-14 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : 3 A (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 3 B (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 3 C (A.N. 1. – S. 1.).
Loi, article **6** (globalement) : 3 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article L. 351-18 du code du travail ; L. 351-18 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) ;
– article L. 351-19 du code du travail ; L. 351-19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 3 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : 3 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : 10 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [21 décembre 1978] (p. 9796) :

Question préalable de M. Boulay (Daniel) et des membres du groupe communiste (p. 9801) ; Leroy (Roland) (p. 9801, 9804) ; Seguin (Philippe) (p. 9803) ; Boulin (Robert) (P. 9803) ; Frelaut (Dominique) (p. 9804) : rejet par scrutin public n° 151 (p. 9804) ; liste des votants (p. 9811, 9812).

Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) : *Boulin (Robert)* (p. 9799, 9836) ; *Fabre (Robert)* (p. 9817) ; *Bèche (Guy)* (p. 9823).

Allocations publiques (suppression des –) : *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9809) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 9823).

Allocation supplémentaire d'attente : *Boulin (Robert)* (p. 9798, 9799) ; *Abelin (Jean-Pierre)* (p. 9834) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9806, 9807) ; *Boulay (Daniel)* (p. 9816) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 9825).

Aquitaine : *Dutard (Lucien)* (p. 9833).

Burroughs (groupe) : *Chonavel (Jacqueline)* (p. 9832, 9833).

Cadres : *Boulin (Robert)* (p. 9836, 9837) ; *Quilès (Paul)* (p. 9829) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 9825).

Centre-Ouest : *de Lipkowsky (Jean)* (p. 9835).

Chômeurs de longue durée : *Freulaut (Dominique)* (p. 9825).

Conditions d'examen du texte : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 9796) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9804) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9810) ; *Boulay (Daniel)* (p. 9815) ; *Fabre (Robert)* (p. 9817) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 9825).

Cotisations : *de Lipkowsky (Jean)* (p. 9835).

Créations d'emplois : *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9808) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 9820) ; *Bèche (Guy)* (p. 9822).

Dégressivité (des prestations) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 9797) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9805, 9806) ; *Bariani (Didier)* (p. 9814) ; *Boulay (Daniel)* (p. 9817).

Demandeur d'emploi (définition du –) : *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9809).

Départs volontaires (appréciation de la légitimité des –) : *Seguin (Philippe)* (p. 9805).

Départements d'Outre-Mer : *Boulin (Robert)* (p. 9837) ; *Kalinsky (Maxime)* (p. 9829, 9830) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 9797) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 9823, 9824).

Droit au travail : *Laurain (Jean)* (p. 9828).

Durée du travail : *Laurain (Jean)* (p. 9828, 9829) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9809).

E.D.F. : *Leroy (Roland)* (p. 9802).

Europe : *Wargnies (Claude)* (p. 9832).

Femmes : *Boulay (Daniel)* (p. 9816).

Fonctionnaires (cotisations des –) : *Ferretti (Henri)* (p. 9828) ; *Abelin (Jean-Pierre)* (p. 9835).

Imposition des indemnisations : *Boulay (Daniel)* (p. 9817) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9809).

Incitation au travail : *Seguin (Philippe)* (p. 9808) ; *Fabre (Robert)* (p. 9818) ; *Masson (Marc)* (p. 9818) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 9820).

Indemnisation du chômage (inconvénients du système actuel) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 9796) ; *Bariani (Didier)* (p. 9814) ; *Fabre (Robert)* (p. 9818).

Indemnité différentielle : *Boulin (Robert)* (p. 9837) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9807) ; *Bariani (Didier)* (p. 9814).

Inégalités sociales : *Mermaz (Louis)* (p. 9826).

Jeunes (action en faveur des –) : *Abelin (Jean-Pierre)* (p. 9835) ; *Bariani (Didier)* (p. 9815).

Licenciement (autorisation de –) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 9821).

Licenciements abusifs : *Ralite (Jack)* (p. 9833).

Lorraine : *Masson (Marc)* (p. 9819) ; *Porcu (Antoine)* (p. 9819, 9821, 9822).

Midi-Pyrénées (chômage) : *Andrieu (Maurice)* (p. 9830, 9831).

Négociations collectives (rôle des –) : *Boulin (Robert)* (p. 9800, 9809, 9836, 9837) ; *Mermaz (Louis)* (p. 9826) ; *Leroy (Roland)* (p. 9801) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9805) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9809) ; *Bariani (Didier)* (p. 9815) ; *Boulay (Daniel)* (p. 9815, 9816, 9817) ; *Fabre (Robert)* (p. 9818).

Nord (textile du –) : *Haesebroeck (Gérard)* (p. 9820).

Orthodoxie budgétaire : *Frelaut (Dominique)* (p. 9824).

Participation de l'Etat : *Boulin (Robert)* (p. 9800) ; *Ferretti (Henri)* (p. 9827) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 9796, 9797) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 9824) ; *Boulay (Daniel)* (p. 9816, 9817).

Personnes inaptes au travail considérées comme chômeurs : *Boulin (Robert)* (p. 9798).

Petites entreprises : *de Lipkowsky (Jean)* (p. 9835).

Région parisienne : *Ralite (Jack)* (p. 9834).

Régions en difficulté : *Boulin (Robert)* (p. 9836, 9837) ; *Madelin (Alain)* (p. 9826) ; *Tassy (Marcel)* (p. 9827) ; *Abelin (Jean-Pierre)* (p. 9834) ; *Masson (Marc)* (p. 9818).

Salariés âgés : *Abelin (Jean-Pierre)* (p. 9835) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9807) ; *Bariani (Didier)* (p. 9815) ; *Boulay (Daniel)* (p. 9816) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 9825).

Sécurité sociale : *Leroy (Roland)* (p. 9802) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9805).

Sidérurgie : *Laurain (Jean)* (p. 9828) ; *Ferretti (Henri)* (p. 9827) ; *Wargnies (Claude)* (p. 9831, 9832) ; *Leroy (Roland)* (p. 9802) ; *Masson (Marc)* (p. 9820) ; *Porcu (Antoine)* (p. 9819).

Structures administratives : *Boulin (Robert)* (p. 9838).

Syndicats (position des –) : *Boulin (Robert)* (p. 9803) ; *Leroy (Roland)* (p. 9804) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 9809).

Veuves et mères chefs de famille : *Boulin (Robert)* (p. 9837) ; *Seguin (Philippe)* (p. 9805) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 9824) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 9822).

DISCUSSION DES ARTICLES [21 décembre 1978] (p. 9841).

Rappel au règlement de M. Gau (Jacques-Antoine) (p. 9841) : proteste contre l'application discriminatoire de l'article 40 à certains amendements du groupe socialiste et notamment à un amendement relatif à l'indemnisation des artistes non salariés.

ART. 1er : nouvelle rédaction des articles du code du travail relatifs aux revenus de remplacement des travailleurs privés d'emploi.

Inscrits : *M. Sourdille (Jacques)* : désarroi des régions françaises particulièrement frappées par le chômage ; exemple des Ardennes ; inutilité de la dégressivité des indemnités dans ces régions (p. 9841) ; possibilité de retenir une notion d'authentique sinistre pour ces régions (p. 9842).

M. Boulin (Robert).

Article L. 351-1 du code du travail : principe de l'indemnisation des travailleurs involontairement privés d'emploi à la recherche d'un emploi ; *amendements* identiques *n° 11* de la commission et *n° 65* de M. Daniel Boulay (référence à l'inscription à l'A.N.P.E.) : rejetés (p. 9844) ; *amendement n° 40* de M. Robert Fabre (référence à l'inscription à l'A.N.P.E.) : rejeté (p. 9844) ; *amendement n° 47* de M. Jacques-Antoine Gau (indemnisation subordonnée à l'inscription à l'A.N.P.E.) : rejeté (p. 9844).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Ralite (Jack), Fabre (Robert), Gau (Jacques-Antoine), Boulin (Robert).

– article L. 351-1 du code du travail : adopté (p. 9844).

Article L. 351-2 du code du travail : disparition des allocations d'aide publique et maintien du régime paritaire actuel d'indemnisation du chômage ; *amendement n° 66* de M. Daniel Boulay (suppression de la fusion des aides publiques et des aides conventionnelles) : rejeté (p. 9845) ; *amendement n° 12* (rédactionnel) de la commission : adopté (p. 9845) ; *amendement n° 41* de M. Robert Fabre (garantie et contrôle de l'Etat sur l'indemnisation des chômeurs) : rejeté (p. 9845) ; *amendement n° 48* de M. Jacques-Antoine Gau (préservant le libre jeu des négociations actuelles) : rejeté (p. 9845).

MM. Ralite (Jack), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Gau (Jacques-Antoine), Fabre (Robert).

– article L. 351-2 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9845).

Article L. 351-3 du code du travail : obligation des employeurs d'assurer contre le risque de privation d'emploi tout salarié engagé dans un contrat de travail : adopté (p. 9845).

Article L. 351-4 du code du travail : conditions d'attribution d'un revenu de remplacement : adopté (p. 9845) ; *amendement n° 49* (de suppression) de M. Jacques-Antoine Gau : devenu sans objet (p. 9845).

MM. Gau (Jacques-Antoine), Fuchs (Jean-Paul).

Article L. 351-5 du code du travail : nature du revenu de remplacement ; *amendement n° 52* (de suppression) de M. Jacques-Antoine Gau : devenu sans objet (p. 9846) ; *amendement n° 14* de la commission (formel) : adopté (p. 9846) ; *amendement n° 15* de la commission (formel) : adopté (p. 9846) ; *amendement n° 16* de la commission (formel) : adopté (p. 9846) ; *amendement n° 17* de la commission (précisant le texte du Gouvernement) ; *sous-amendement n° 94* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9846) ; *amendement n° 17*, ainsi modifié, adopté (p. 9846) ; *amendement n° 42* de M. Robert Fabre (limitation de l'attribution de la garantie de ressources aux travailleurs privés d'emploi) : retiré (p. 9847) ; *amendement n° 18* de la commission (formel) :

adopté (p. 9848) ; *sous-amendement n° 105* de M. Philippe Seguin à l'*amendement n° 18* (fixation du plafond de l'A.S.A. à trois fois le plafond du salaire pris en compte pour la détermination des cotisations de la Sécurité sociale) : retiré (p. 9848) ; *sous-amendement n° 104* de M. Jacques-Antoine Gau (suppression du caractère trimestriel de la dégressivité) : rejeté (p. 9848) ; *amendement n° 18 :* adopté (p. 9848) ; *amendement n° 2* de M. Philippe Seguin (conséquence du *sous-amendement n° 105*) : devenu sans objet (p. 9848) ; *amendement n° 19* de la commission (de coordination) : adopté (p. 9848) ; *amendement n° 56* de M. Jacques-Antoine Gau (suppression du caractère trimestriel de la dégressivité) : devenu sans objet (p. 9848) ; *amendement n° 101* du Gouvernement (création d'une prime d'incitation au reclassement) : adopté (p. 9849).

MM. Gau (Jacques-Antoine), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Fabre (Robert), Seguin (Philippe), Delaneau (Jean), Mauger (Pierre), Ralite (Jack).

– article L. 351-5 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9849).

Après l'article L. 351-5 du code du travail : amendement n° 3 de M. Philippe Seguin (maintien de l'ancien système de l'A.S.A. pour les actuels bénéficiaires) : rejeté (p. 9850) ; *amendement n° 4* de M. Philippe Seguin (maintien de l'ancienne A.S.A. pour les salariés dont la rémunération n'excède pas le niveau du SMIC) : adopté (p. 9851) ; *amendement n° 5* de M. Philippe Séguin (maintien de l'ancienne A.S.A. pour les salariés âgés de plus de cinquante ans) : retiré (p. 9851) ; *amendement n° 6* de M. Philippe Seguin (maintien du principe et du taux de l'ancienne allocation supplémentaire d'attente dans les zones dont le Gouvernement reconnaîtrait par décret qu'elles sont sinistrées du point de vue de l'emploi) : retiré (p. 9852).

MM. Seguin (Philippe), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Berger (Henry), Deniau (Xavier), Fabre (Robert).

Article L. 351-6 du code du travail : dispositions applicables aux jeunes ; *amendement n° 20* (rédactionnel) de la commission : adopté (p. 9852) ; *amendement n° 9* de M. Philippe Seguin (étude par une commission des avantages et des inconvénients d'une extension de l'allocation forfaitaire aux femmes chefs de famille) : retiré (p. 9853) ; *amendement n° 106* du Gouvernement (conditions d'extension de l'allocation forfaitaire aux femmes) ; *sous-amendement n° 109* de Mme Gisèle Moreau (suppression de la limitation dans le temps pour l'obtention de l'allocation) : rejeté (p. 9853) ; *sous-amendement n° 110* de Mme Gisèle Moreau (suppression de la condition relative à l'obligation d'avoir suivi un stage de formation professionnelle) : rejeté (p. 9854) ; *sous-amendement n° 108* de la commission (suppression de l'obligation d'avoir suivi un stage de formation professionnelle pour les femmes titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique) : adopté (p. 9854) ; *amendement n° 106*, ainsi modifié, adopté (p. 9854).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Seguin (Philippe), Mme Moreau (Gisèle), MM. Gau (Jacques-Antoine), Frédéric-Dupont (Edouard), Berger (Henry), Mme Missoffe (Hélène).

– article L. 351-6 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9854).

Article L. 351-7 du code du travail : cas entraînant la suppression du revenu de remplacement ; *amendement n° 72* de M. Daniel Boulay (conditions d'extinction du droit à l'allocation d'aide publique) : retiré (p. 9854) ; *amendement n° 90* de M. Jacques-Antoine Gau (exception pour le cas des bénéficiaires de la garantie de ressources ; offres d'emploi faites par l'Agence nationale pour l'emploi) : adopté (p. 9854) ; *amendement n° 22* de la commission (formel) : adopté (p. 9855) ; *amendement n° 91* de M. Jacques-Antoine Gau (compétence des commissions paritaires des institutions résultant de la convention de 1958 pour apprécier les motifs du refus de l'offre d'emploi) : rejeté (p. 9855).

MM. Kalinsky (Maxime), Gau (Jacques-Antoine), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

article L. 351-7 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9855).

Après l'article L. 351-7 du code du travail : amendement n° 10 de M. Philippe Seguin (conditions d'extinction du droit à l'A.S.A.) : retiré (p. 9855).

MM. Seguin (Philippe), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

Article L. 351-8 du code du travail : protection du salarié en cas de défaillance de l'employeur ; *amendements* identiques *n° 23* de la commission et n° 74 de M. Roland Renard (emploi de l'expression « demandeurs d'emploi ») : devenus sans objet (p. 9856) ; *amendement n° 24* (rédactionnel) de la commission : adopté (p. 9856).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Ralite (Jack), Boulin (Robert).

– article L. 351-8 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9856).

Après l'article L. 351-8 du code du travail : amendement n° 73 de M. Daniel Le Meur (régime de l'aide publique) : devenu sans objet (p. 9856).

M. Ralite (Jack).

Article L. 351-9 du code du travail : maintien du cadre juridique existant ; nécessité d'un accord-cadre ; *amendement n° 75* (de suppression) de M. Daniel Boulay : rejeté (p. 9856).

MM. Ralite (Jack), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– article L. 351-9 du code du travail : adopté (p. 9856).

Article L. 351-10 du code du travail : champ d'intervention du pouvoir réglementaire ; *amendement n° 76* (de suppression) de M. Roland Renard : rejeté (p. 9856) ; *amendements* identiques *n° 25* de la commission et *n° 58* de M. Jacques-Antoine Gau (suppression de la détermination par décret des conditions selon lesquelles un travailleur est considéré comme étant à la recherche d'un emploi) : devenus sans objet (p. 9856) ; *amendement n° 26* (formel) de la commission : adopté (p. 9857).

MM. Ralite (Jack), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Gau (Jacques-Antoine).

– article L. 351-10 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9857).

Article L. 351-11 du code du travail : règles particulières pour certaines branches d'activité ; *amendement n° 77* (de suppression) de M. Roland Renard : rejeté (p. 9857).

MM. Ralite (Jack), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– article 351-11 du code du travail : adopté (p. 9857).

Article L. 351-12 du code du travail : conditions de partage de la charge financière du régime entre l'Etat et les partenaires sociaux ; *amendement n° 78* (de suppression de M. Marcel Tassy) : rejeté (p. 9857) ; *amendement n° 96* de M. Michel Delprat (contribution des agents titulaires des services publics au financement du régime interprofessionnel d'aide aux travailleurs privés d'emploi) : retiré (p. 9858) ; *amendement n° 27* de la commission (symétrie dans l'évolution des recettes et des dépenses) : adopté (p. 9858) ; *amendement n° 100* de M. Maurice Sergheraert (taux de contribution des employeurs et des salariés limité à 3 p. 100) : retiré (p. 9858).

MM. Ralite (Jack), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Delprat (Michel), Berger (Henry), Mme Moreau (Gisèle).

– article L. 351-12 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9858).

Article L. 351-13 du code du travail : dispositions conditionnant la mise en œuvre effective du nouveau régime ; *amendement n° 79* de M. Marcel Tassy (de suppression) : devenu sans objet (p. 9858).

MM. Ralite (Jack).

– article L. 351-13 du code du travail : adopté (p. 9858).

Article L. 351-14 du code du travail : obligations des employeurs ; *amendement n° 28* (formel) de la commission : adopté (p. 9858).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– article L. 351-14 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 9858) ;

– article 1er du projet de loi, ainsi modifié, adopté (p. 9858).

ART. 2 : modifications des actuels article L. 351-16 et 351-17 relatifs aux personnels de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques ; *amendement n° 80* de M. Marcel Tassy (maintien du texte antérieur) : rejeté (p. 9859) ; *amendement n° 92* de M. Jacques-Antoine Gau (identité des conditions d'indemnisation des agents civils avec celles des fonctionnaires) : rejeté (p. 9859) ; *amendement n° 81* de M. Daniel Boulay (maintien des dispositions antérieures) : rejeté (p. 9859) ; *amendement n° 62* de M. Jacques-Antoine Gau (suppression de la possibilité pour l'employeur d'indemniser directement le salarié licencié pour faute) : rejeté (p. 9859).

MM. Kalinsky (Maxime), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Gau (Jacques-Antoine).

– article 2 : adopté (p. 9859).

Avant l'ART. 3 : *amendement n° 29* (rédactionnel) de la commission : adopté (p. 9860) ; *amendements n° 30* et *31* (formels) de la commission : adoptés (p. 9860).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

ART. 3 : modification de la section IV du chapitre 1er du titre V du livre III du code du travail :

Article L. 351-18 du code du travail : cas de la carence des parties signataires ou des

institutions résultant de la convention du 31 décembre 1958 de nature à compromettre le fonctionnement du régime, possibilité de substitution de l'Etat ; *amendements* identiques *n° 63* de M. Jacques-Antoine Gau et *n° 82* de M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejetés (p. 9860).

MM. Gau (Jacques-Antoine), Kalinsky (Maxime), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– article L. 351-18 du code du travail : adopté (p. 9860).

Article L. 351-9 du code du travail : nouvelle base législative de l'indemnisation par l'Etat du chômage partiel : adopté (p. 9860).

Article L. 351-20 du code du travail : maintien en vigueur des dispositions non abrogées explicitement ; *amendement* de suppression *n° 33* de la commission : adopté (p. 9861).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– l'article L. 351-20 du code du travail est donc supprimé (p. 9861).

– l'article 3 du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 9861).

Après l'ART. 3 : *amendement n° 34* de la commission (modification de la numérotation) : adopté (p. 9861) ; *amendement n° 102* du Gouvernement (contrôle de la réalité de l'activité de demandeur d'emploi par un organisme public) : adopté (p. 9861).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

ART. 4 : abrogation des dispositions du code du travail consacrées à la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi : *amendement n° 83* (de suppression) de M. Marcel Tassy : rejeté (p. 9861).

Mme Moreau (Gisèle), MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– article 4 : adopté (p. 9861).

ART. 5 : dispositions d'harmonisation ; *amendement n° 84* de Mme Gisèle Moreau (maintien des dispositions relatives aux sanctions applicables à ceux qui se rendent coupables de fraude) : rejeté (p. 9862) ; *amendement n° 35* de la commission (formel) : adopté (p. 9862).

Mme Moreau (Gisèle), MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– le texte de l'*amendement n° 35* devient l'article 5 (p. 9862).

ART. 6 : liste des dispositions du code du travail applicables aux assistantes maternelles ; *amendement n° 36* (formel) de la commission ; adopté (p. 9862).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– le texte de l'*amendement n° 36* devient l'article 6 (p. 9862).

ART. 7 : intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour la définition des adaptations nécessaires à l'application des articles relatifs aux allocations d'aide publique et aux allocations d'assurances dans les départements d'Outre-Mer ; *amendement n° 37* (rédactionnel) de la commission : adopté (p. 9862) ; *amendement n° 93* de M. Pierre Lagourgue (date limite pour l'application du projet aux DOM modifiée sur proposition du ministre ; allongement du délai prévu par l'amendement ainsi modifié : adopté (p. 9862).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Lagourgue (Pierre), Kalinsky (Maxime), Sable (Victor).

le texte de l'*amendement n° 37*, complété par l'*amendement n° 93* modifié, devient l'article 7 (p. 9862).

ART. 8 : possibilité de substitution de l'Etat aux partenaires sociaux si l'accord prévu à l'article L. 351-9 n'a pu être conclu dans un délai de deux mois ; *amendements* identiques *n° 64* de M. Jacques-Antoine Gau et *86* de M. Marcel Tassy (de suppression) : rejetés (p. 9863) ; *amendement n° 38* (formel) de la commission : adopté (p. 9863).

MM. Gau (Jacques-Antoine), Kalinsky (Maxime), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 9863).

ART. 9 : régime transitoire applicable ; *amendement n° 39* (formel) de la commission : adopté (p. 9863).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

– le texte de l'*amendement n° 39* devient l'article 9 (p. 9863).

Après l'ART. 9 : *amendement n° 103* du Gouvernement (examen de la situation des bénéficiaires de la seule aide publique, maintien des droits l'allocation supplémentaire d'attente acquis par les anciens salariés âgés de cinquante-six ans au moins) ; *sous-amendement n° 107* de M. Jacques-Antoine Gau (impossibilité de faire assurer par les collectivités locales la charge de l'aide aux travailleurs privés d'emploi) : rejeté (p. 9864) ; *amendement n° 103* : adopté (p. 9864) ; *amendement*

n° 95 de M. Jean-Louis Masson (indemnité différentielle mensuelle versée par les grandes sociétés à indemnisation renforcée à toutes les personnes licenciées par elles entre le 1er janvier 1979 et le 31 décembre 1980) : rejeté (p. 9864) ; *amendement n° 46* de M. Robert Fabre (obligation pour le Gouvernement de déposer un projet de loi-cadre déterminant le dispositif de placement des demandeurs d'emploi) : rejeté (p. 9865).

MM. Boulin (Robert), Gau (Jacques-Antoine), Fuchs (Jean-Paul), Masson (Jean-Louis), Fabre (Robert).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Ralite (Jack)* : projet de loi antidémocratique et antisocial ; vote hostile du groupe communiste sur le texte (p. 9865) ;

– *Gau (Jacques-Antoine)* : vote hostile du groupe socialiste sur le texte (p. 9865) ;

– *Seguin (Philippe)* : se félicite des amendements acceptés par le Gouvernement ; vote favorable du R.P.R. sur le texte (p. 9865) ;

– *Bariani (Didier)* : vote favorable du groupe U.D.F. (p. 9865).

L'ensemble du projet de loi est adopté (p. 9865).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [5 janvier 1979] (p. 170).

Allocation forfaitaire : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 170).

Allocation supplémentaire d'attente (dégressivité) : *Nilès (Maurice)* (p. 171).

Amendements du Gouvernement : *Boulin (Robert)* (p. 175).

Ardennes : *Visse (René)* (p. 173) ; *Léger (Alain)* (p. 172).

Collectivités locales : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 170) ; *Nilès (Maurice)* (p. 171).

Demandeur d'emploi (définition du –) : *Nilès (Maurice)* (p. 171).

Droit au travail : *Tourné (André)* (p. 172).

Energie électrique : *Maillet (Raymond)* (p. 174).

Femmes chefs de famille : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 170).

Fruits et légumes (spéculation sur les –) : *Ralite (Jack)* (p. 173) ; *Visse (René)* (p. 173).

Pyrénées-Orientales (chômage dans les –) : *Tourné (André)* (p. 171-172).

Sidérurgie lourde : *Léger (Alain)* (p. 173).

DISCUSSION DES ARTICLES [5 janvier 1979] (p. 178)

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 176 à 178) ; *amendement n° 1* (formel) du Gouvernement : réservé (p. 178) ; adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution par scrution public n° 152 (p. 180) ; liste des votants (p. 182, 183) ; *amendement n° 2* du Gouvernement (suppression du texte de l'article L. 351 %6-2 du code du travail relatif aux modalités d'extension de l'allocation forfaitaire aux salariés bénéficiaires d'un congé parental) : réservé (p. 178) . adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution par scrutin public n° 152 (p. 180) ; liste des votants (p. 182, 183) ; *amendement n° 3* du Gouvernement (modification formelle de l'article L. 351-6-3 du code du travail) : réservé (p. 178) ; adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution par scrutin public n° 152 (p. 180) ; liste des votants (p. 182, 183) ; *amendement n° 4* du Gouvernement (modification formelle de l'article L. 351-11-2 du code du travail) : réservé (p. 178) ; adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution par scrutin public n° 152 (p. 180) ; liste des votants (p. 182, 183).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain)* : critique la méthode législative imposée au Parlement et l'utilisation de la procédure d'urgence ; texte dérogatoire aux règles sur la négociation entre les partenaires sociaux ; insuffisance de la contribution de l'Etat, caractère provisoire de la solution apportée aux difficultés financières du régime de l'assurance chômage ; régression sociale du projet ; réforme de l'Agence nationale pour l'emploi envisagée (p. 178) ; dégradation de la situation de l'emploi ; vote hostile du groupe socialiste sur le texte (p. 179) ;

– *Séguin (Philippe)* : comparaison désobligeante pour l'Assemblée établie entre les deux assemblées ; amélioration du texte par le principe d'un traitement particulier pour les zones défavorisées ; vote favorable du R.P.R. sur le texte ; urgence d'une réforme de l'A.N.P.E. (p. 179) ;

– *Bariani (Didier)* : attitude négative du groupe communiste ; blanc-seing donné au Gouvernement s'il n'y a pas d'accord entre les partenaires sociaux (p. 179) ; vote favorable du groupe U.D.F. sur le texte (p. 180).

Boulay (Daniel) : refus par le Gouvernement d'une réunion tripartite Gouvernement-patronat-syndicats ; échec des négociations entre patronat et syndicats organisées par le Gouvernement ; vote hostile du groupe communiste sur le texte ; volonté de liquidation de l'Agence nationale pour l'emploi ; refus du débat par le ministre (p. 180).

ADOPTION de l'ensemble du projet de loi, modifié par les *amendements n° 1 à 4* du Gouvernement, en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 152 (p. 180) ; liste des votants (p. 182, 183).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1627** TENDANT A CREER UNE ALLOCATION SOCIALE POUR LES PERSONNES SANS EMPLOI NE DISPOSANT D'AUCUNE INDEMNITE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [29 mai 1980]. – Rapport **n° 2176** [18 décembre 1980].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2036** TENDANT A CREER UNE ALLOCATION COMPLEMENTAIRE POUR CERTAINS CHOMEURS AGES DE PLUS DE 55 ANS DANS L'ATTENTE DE PERCEVOIR LA GARANTIE DE RESSOURCES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 novembre 1980 par M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 2 ; EMPLOI. 18 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 265, 330, 492.

– **Conjoncturel.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 115.

– **Des femmes.** *Voir* ELECTIONS MUNICIPALES. 2

– **Des jeunes.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 124.

– **Indemnisation dans les DOM.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer.

– **Loire atlantique.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 203.

– **Statistiques.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 214.

CHOMEURS

Voir IMPOT SUR LE REVENU. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1, Après l'article 2, amendement 37.

– **Attribution de billets de congés payés.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 442, 522.

– **Impôt sur le revenu.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

CHOMEURS AYANT EPUISE LEURS DROITS A L'INDEMNISATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2.

CHOMEURS NON INDEMNISES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 569.

CHYPRE

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT. 15.

CIGARETTES SANS TABAC (Fiscalité)

Voir IMPOTS. 8.

CIMETIERES

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 4 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 556.

CIMENTS LAFARGE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 116.

CINCINNATI-SACOMAT

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 837.

CINEMA

Voir LOIS DE FRANCE. 1, Articles 12 et 30 – (Deuxième partie), Culture et communication. – Radiodiffusion et télévision. – Commission Mixte Paritaire ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 60.

– **Taux de la TVA sur** –. *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, après l'article 5.

CINEMA D'ART ET D'ESSAI

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 4. – (Deuxième partie), Culture et communication.

CINQUIEME EQUIPE

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3.

CIRCONSTANCES ATTENUANTES

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

CIRCUITS INTEGRES (Industrie des)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

CIRCULAIRE AIGRAIN

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

CIRCULATION AUTOMOBILE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 575.

CIRCULATION DES PERSONNES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 57, 66, 90.

CIRCULATION ROUTIERE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 305** TENDANT A PREVENIR LA CONDUITE D'UN VEHICULE SOUS L'EMPIRE D'UN ETAT ALCOOLIQUE, Assemblée nationale. Dépôt le 20 décembre 1973 par M. Roland Boudet, **n° 989.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 28 avril 1977 par M. Loïc Bouvard, **n° 2844.** – Adoption le 16 juin 1977, sous le titre « PROPOSITION DE LOI TENDANT A PREVENIR LA CONDUITE D'UN VEHICULE SOUS L'EMPIRE D'UN ETAT ALCOOLIQUE ». – Proposition de loi **n° 701.**

SENAT. Dépôt le 17 juin 1977, n° 385 (1976-1977). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 18 mai 1978 par M. Louis Virapoullé, n° 361 (1977-1978). – Avis le 24 mai 1978 par M. Jacques Henriet au nom de la commission des affaires sociales, n° 367 (1977-1978). – Adoption le 25 mai 1978. – Proposition de loi n° 140 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 26 mai 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson. – Rapport **n° 376** [8 juin 1978]. – Discussion le 20 juin 1978. – Adoption avec modifications le 20 juin 1980. – Proposition de loi **n° 31.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 20 juin 1978, n° 456 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Louis Virapoullé. – Rapport n° 468 (1977-1978) [23 juin 1978]. – Discussion le 28 juin 1978. – Adoption avec modifications le 28 juin 1978. – Proposition de loi n° 170 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture). Dépôt le 29 juin 1978, **n° 475.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [29 juin 1978] (p. 3632). Nomination [30 juin 1978] (p. 3765).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Foyer (Jean), Bourson (Pierre-Alexandre), Raynal (Pierre), Piot (Jacques), Fontaine (Jean), Aurillac (Michel), Pierre-Bloch (Jean-Pierre) ; membres suppléants : MM. Richard (Alain), Lepeltier (Antoine), Garrouste (Marcel), Baudouin (Henri), Richomme (Jacques), Massot (François), Millon (Charles).

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Jozeau-Marigné (Léon), Virapoullé (Louis), de Tinguy (Lionel), Henriet (Jacques), Tailhades (Edgar), Girod (Paul), Thyraud (Jacques) ; membres suppléants : MM. Boileau (Roger), Estève (Yves), Lederman (Charles), Rudloff (Marcel), de Hautecloque (Baudouin), Geoffroy (Jean), de Bourgoing (Philippe).

Bureau [1er juillet 1980) (p. 3803). – Président : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-président : M. Jean Foyer.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson. – Rapport **n° 481** [30 juin 1978]. – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption le 30 juin 1978. – Proposition de loi **n° 64.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Louis Virapoullé. – Rapport n° 496 (1977-1978) [29 juin 1978). – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption définitive le 30 juin 1978. – Proposition de loi n° 179 (1977-1978).

Loi n° 78-732 du 12 juillet 1978 publiée au *J.O.* lois et décrets du 13 juillet 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 A (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **2** : 1 B (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **1** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

Voir TABLE MATIERES 1973-1978.

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 juin 1978] (p. 3129).

Accidents provoqués par la conduite en état d'ivresse : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 3129, 3130) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3131).

Contrôle de l'imprégnation alcoolique préalable à toute infraction : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 3129, 3130) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3131, 3132).

Permis de conduire (suspension et annulation) : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 3129, 3130, 3131) ; *La Combe (René)*, (p. 3133).

DISCUSSION DES ARTICLES :

ART. 1er A : moyens de détermination du taux d'alcoolémie : *amendement n° 1* (de suppression) de la commission : rejeté (p. 3136).

– article 1er adopté (p. 3136).

MM. Bourson (Pierre-Alexandre), Peyreffite (Alain), Hautecœur (Alain), Fontaine (Jean), Foyer (Jean).

ART. 1er B : généralisation du contrôle de l'état d'imprégnation alcoolique même en l'absence d'une autre infraction : *amendement n° 2* de la commission (suppression des modalités spéficiques d'immobilisation des véhicules prévues par le Sénat) ; *sous-amendement n° 4* de M. Alain Hautecœur (contrôle prévu à l'*amendement n° 2* effectué en présence d'un officier de police judiciaire) : retiré (p. 3137) ; *sous-amendement n° 6* de la commission (nécessité d'effectuer le contrôle sous la responsabilité d'un officier de police judiciaire pour l'accomplissement des vérifications : adopté (p. 3137) ; *amendement n° 2* ainsi modifié : adopté (p. 3138).

– ce texte devient l'article 1er B (p. 3138).

MM. Bourson (Pierre-Alexandre), Hautecœur (Alain), Aurillac (Michel), Peyrefitte (Alain).

ART. 1er : cas d'annulation du permis de conduire : *amendement n° 3* de la commission (rétablissement de cas d'annulations automatiques du permis de conduire) : adopté après modification rédactionnelle (p. 3140) ; *amendement* de coordination *n° 7* de M. Pierre-Alexandre Bourson : adopté (p. 3140).

– article 1er ainsi modifié adopté (p. 3140).

MM. Bourson (Pierre-Alexandre), Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain), Hautecœur (Alain), Villa (Lucien), Charretier (Maurice).

ART. 2 à 4 : supprimés par le Sénat.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Kalinsky (Maxime)* : vote favorable du groupe communiste : nécessité de mesures

sociales pour lutter contre l'alcoolisme ; insuffisance de la loi (p. 3140).

– *M. Hautecœur (Alain)* : le vote positif du groupe socialiste ; risques présentés par le texte pour les libertés (p. 3140).

Adoption de l'ensemble de loi au scrutin public n° 55 (p. 3141) ; liste des votants (p. 3177, 3178).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1978] (p. 3752) :

Annulation du permis de conduire : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 3752) ; *Foyer (Jean)*, (p. 3752).

Texte de la commission mixte paritaire : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3753).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1978] (p. 3753) :

ART. 1er B.

ART. 1er.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3753).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 876** TENDANT A L'ABROGATION DE L'ARTICLE L. 3 DU CODE DE LA ROUTE RELATIF AU DEPISTAGE DE L'ETAT ALCOOLIQUE DES CONDUCTEURS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Alain Mayoud. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [5 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2297** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE L. 18 DU CODE DE LA ROUTE AFIN DE PERMETTRE A L'AUTORITE PREFECTORALE D'ASSORTIR DU SURSIS UNE DECISION DE SUSPENSION DU PERMIS DE CONDUIRE OU D'EN AMENAGER L'EXECUTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par MM. Henri de Gastines, François d'Aubert et René de Branche. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir AUTOMOBILE. 2 ; HANDICAPES. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 (Article 8) ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 93 ; ROUTES. 2.

CIRQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication.

CISJORDANIE (Attentats en)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 779.

CIT-ALCATEL

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 318 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 516.

CITE DE RELOGEMENT ANDRE-DOUCET A NANTERRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 772.

CITE INTERMINISTERIELLE DES ARCHIVES DE FONTAINEBLEAU

Voir ARCHIVES. 1.

CITES DE TRANSIT

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

CITIZEN BAND

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications. – Transports ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 520.

CLAIRETTE

Voir VINS. 2.

CLASSEMENT

Voir ARCHIVES. 1.

CLASSEMENT ES SITES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 948.

CLASSES (Fermeture de)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 290.

CLASSES A MI-TEMPS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, Sports et Loisirs. – 1. – Jeunesse et Sports.

CLAUSE DE CONSCIENCE DES MEDECINS

Voir AVORTEMENT. 3.

CLAUSE DE NON RECIPROCITE (Etats d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer.

CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

Voir FAILLITE. REGLEMENT JUDICIAIRE. LIQUIDATION DE BIENS. 3.

CLAUSES DE SAUVEGARDE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

CLEON (C.E.S).

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 454.

CLERMONT-FERRAND

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 76.

CLERMONT-TONNERRE (François de)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés). 8.

CLIMATISEURS (tva)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 4.

CLINIQUE LA PERGOLA

Voir AVORTEMENT. 3.

CLINIQUES PRIVEES

Voir HOPITAUX. 4.

CLIPPERTON

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

CLISSON (Route)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

CLUB DE LONDRES

Voir ENERGIE NUCLEAIRE. 2.

CLUB DE PARIS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

CLUBS « Cent quintaux »

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

CLUBS D'INVESTISSEMENT

Voir EPARGNE. 5.

CLUBS ET FEDERATIONS SPORTIFS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, Sports et Loisirs. – I. – Jeunesse et Sports.

CLUBS SCOLAIRES DE RENCONTRES « Vie et santé »

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 758.

CLUBS SPORTIFS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, Sports et Loisirs. – I. – Jeunesse et Sports ; LOIS DE FRANCE. 10 (première partie), Après l'article 2. – (Deuxième partie), Jeunesse, Sports et Loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et Sports : QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 101 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 380.

COASSURANCE COMMUNAUTAIRE

Voir ASSURANCES. 3.

CODE CIVIL

Voir ADOPTION 1, 2, 3, 4, 5, 6 ; AGRICULTURE. 3 ; BAUX COMMERCIAUX. 2 ; BREVETS D'INVENTION. 1 ; COMMERCE. 1 ; COPROPRIETES. 1 ; DIVORCE. 1, 2 ; DONATIONS. 1 ; EXPLOITANTS AGRICOLES. 2 ; FAMILLE. 2 ; FEMME (condition de la), 3 ; FEMMES. 10 ; FILIATION. 1, 4 ; FONDATIONS. 1 ; INSEMINATION ARTIFICIELLE. 1 ; LEGITIME DEFENSE. 1 ; PREUVE TESTIMONIALE. 1 ; REGIMES MATRIMONIAUX. 2, 3 ; SOCIETES. 3 ; SOCIETES COMMERCIALES. 8.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Voir ARMEE. 6 ; AVOCATS. 8 ; PROCEDURE PENALE. 2.

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 5 ; EXPULSIONS. 3, 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement, (p. 6685).

CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Voir ADOPTION. 2 ; AIDE SOCIALE. 1, 2 ; DECORATIONS. 6 ; FAMILLE. 4 ; FILIATION. 2 ; HANDICAPES. 2.

CODE DE LA NATIONALITE

Voir ADMINISTRATION. 1 ; NATIONALITE. 1.

CODE DE LA ROUTE

Voir AUTOMOBILES. 1, 3 ; CIRCULATION ROUTIERE. 1, 2, 3 ; PROCEDURE PENALE. 2.

– **Feux de croisement en ville.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3, C.M.P. ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 646.

– **Eclairage des automobiles.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 334.

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public) 4 ; AUXILIAIRES MEDICAUX. 1, 3, 5, 6 ; AVORTEMENT. 1, 3 ; FAMILLE. 2 ; INFIRMIERS ET INFIRMIERES. 1, 2 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, (Article 7) ; MASSEURS ET KINESITHERAPEUTES. 1 ; MEDICAMENTS. 1 ; PEDICURE. 1 ; PHARMACIE. 2, 5, 6 ; PHARMACIE VETERINAIRE. 2 ; PROCEDURE PENALE. 9 ; PROFESSIONS MEDICALES. 2, 3 ; PUERICULTRICES. 1 ; VACCINATIONS. 1.

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES. 1, 3, 8, 9 ; ADMINISTRATION. 1 ; ADMINISTRATION (relations avec le public). 4 ; ADOPTION. 2 ; ASSURANCE INVALIDITE-DECES. 1 ; ASSURANCE MALADIE-MATERNITE. 1, 4, 6, 7 ; ASSURANCE VIEILLESSE. 15, 17, 20 ; EMPLOI. 5 ; FAMILLE. 1, 2, 8, 10 ; FEMME (condition de la). 3, 9 ; FRANÇAIS A L'ETRANGER. 7 ; HANDICAPES. 2, 8 ; HOPITAUX. 1 ; PENSIONS DE REVERSION. 1, 3 ; PRESTATIONS FAMILIALES. 2, 5 ; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE. 2 ; RESISTANCE. 2 SECURITE SOCIALE. 11, 14 ; SECURITE SOCIALE (financement). 2, 3 ; TRAVAIL (durée du). 4 ; TRAVAIL DES FEMMES. 1 ; VEUVES. 2.

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Voir ENVIRONNEMENT. 7.

CODE DE L'EXPROPRIATION

Voir COPROPRIETE. 1.

CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

Voir COUR DE CASSATION. 2 ; JUSTICE (organisation de la). 4, 5 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

CODE DE L'URBANISME

Voir FORETS. 7 ; HABITAT INSALUBRE. 1 ; HABITATIONS A LOYER MODERE. 1 ; PATRIMOINE ESTHETIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE (protection du). 2 ; URBANISME. 2, 4.

CODE DE PROCEDURE CIVILE

Voir JUSTICE (organisation de la). 3 ; PROCEDURE CIVILE. 1, 2.

CODE DE PROCEDURE PENALE

Voir ABANDON DE FAMILLE. 1 ; AVOCATS. 3 ; CONTRAVENTIONS DE POLICE. 1 ; COUR DE CASSATION. 2, 3 ; DETENTION. 1 ; FEMMES. 7 ; FEMME (condition de la). 4, 5, 7 ; JUSTICE (organisation de la). 1 ; LEGITIME DEFENSE. 1 ; POLYNESIE FRANÇAISE. 5 ; PRESSE. 3, 4 ; PROCEDURE PENALE. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 ; RESPONSABILITE CIVILE. 3, 7 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

CODE DES ASSURANCES

Voir RESPONSABILITE CIVILE. 9 ; SECURITE SOCIALE. 15.

CODE DES CAISSES D'EPARGNE

Voir EPARGNE. 9.

CODE DES COMMUNES

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public). 4 ; COLLECTIVITES LOCALES. 5, 6 ; COMMUNES. 5 ; DEBITS DE BOISSONS. 3 ; HANDICAPES. 4 ; JEUX ET PARIS. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Intérieur ; RESPONSABILITE CIVILE. 4 ; SAPEURS-POMPIERS. 2 ; STATIONS THERMALES ET CLIMATIQUES. 1 ; TELECOMMUNICATIONS. 2.

CODE DES DEBITS DE BOISSONS

Voir ALCOOLISME. 2 ; BOISSONS. 3, 4, 5 ; DEBITS DE BOISSONS. 1, 6.

CODE DES DOUANES (Nouvelle rédaction)

Voir LOIS DE FINANCES. 1. Article 17.

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public). 4 ; DEPORTES ET INTERNES. 3 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 12 ; PENSIONS ET RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES. 13 ; PENSIONS DE REVERSION. 2, 10.

CODE DES PENSIONS DE RETRAITE DES MARINS

Voir ADMINISTRATION. 1 ; ASSURANCES VIEILLESSE. 16.

CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE

Voir ADMINISTRATION. 1 ; ADMINISTRATION (relations avec le public). 4 ; ANCIENS COMBATTANTS. 2, 6, 8, 13, 14 ; ARMEE. 8 ; DEPORTES ET INTERNES. 3, 5, 8, 11 ; PRISONNIERS DE GUERRE. 1, 2.

CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés, article 71 ; TELECOMMUNICATIONS. 6.

CODE DES TELECOMMUNICATIONS

Voir RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 3.

CODE DISCIPLINAIRE ET PENAL DE LA MARINE MARCHANDE

Voir NAVIGATION MARITIME. 2.

CODE DU COMMERCE

Voir EFFETS DE COMMERCE. 2.

CODE DU DOMAINE DE L'ETAT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés, article 73.

CODE DU SERVICE NATIONAL

Voir ADMINISTRATION. 1 ; SERVICE NATIONAL. 9, 10, 12.

CODE DU TRAVAIL

Voir ADMINISTRATION. 1 ; ADMINISTRATION (relations avec le public). 4 ; AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI. 1 ; AGRICULTURE. 3 ; APPRENTISSAGE. 1 ; ASSOCIATIONS. 1 ; CHOMAGE (indemnisation du). 1, 2 ; COMMERCE. 3 ; CONGES PAYES. 1, 2, 6 ; CONSEIL CONSTITUTIONNEL. 67 ; CONTRATS DE TRAVAIL. 1, 2, 4, 5, 6, 7 ; ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES. 5, 6 ; EMPLOI. 4, 5, 6 ; EMPLOYES DE MAISON. 1 ; ENTREPRISES. 8 ; ETRANGERS. 2 ; FAMILLE. 1, 2, 10, 11 ; FEMME (condition de la). 2, 3 ; FEMMES. 4, 9 ; FETES LEGALES. 8, 9, 10, 11, 12, 13 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, 2, 3 ; GREVE. 3 ; HANDICAPES. 2 ; LIBERTES PUBLIQUES. 3 ; MEDECINS. 3 ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 2, 3, 5 ; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE. 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 122 ; SALARIES. 1 ; SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION. 1 ; TRAVAIL (durée du). 8, 9, 11, 14 ; TRAVAIL (juridiction du). 3, 5, 6 ; TRAVAIL TEMPORAIRE. 2 ; VOYAGEURS. REPRESENTANTS ET PLACIERS. 1.

CODE DU TRAVAIL MARITIME

Voir MARINS PECHEURS. 2.

CODE ELECTORAL

Voir CONSEIL CONSTITUTIONNEL. 70 ; CONSEILS GENERAUX. 5 ; CONSEILS MUNICIPAUX. 2 ; ELECTIONS (législation). 14, 15, 16 ; ELECTIONS LEGISLATIVES. 1, 2, 3 ; ELECTIONS MUNICIPALES. 2 ; ELECTIONS SENATORIALES. 1 ; FRANÇAIS DE L'ETRANGER. 1, 3 ; INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. 1 ; PARLEMENTAIRES. 1, 4 ; PARTIS POLITIQUES. 1, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 984.

CODE FORESTIER

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 18, 25 ; FORETS. 3, 7.

CODE GENERAL DES IMPOTS

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. 1 ; BAUX RURAUX. 3 ; BIENFAISANCE. 1 ; BOUILLEURS DE CRU. 2, 3, 5 ; CALAMITES. 5 ; CHARBONNAGES DE FRANCE. 1 ; COLLECTIVITES LOCALES. 5 ; CONSEILS REGIONAUX. 2 ; ELUS LOCAUX. 1 ;

EPARGNE. 3, 12 ; FAMILLE. 8 ; FEMMES. 5 ; FORETS. 7 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; IMPOT SUR LE REVENU. 6 ; IMPOTS LOCAUX. 2, 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 65, après l'article 67, avant l'article 70. – Commerce et artisanat. – Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, 4 ; MARINS PECHEURS. 1 ; REGIONS. 1 ; SOCIETES. 1 ; SUCCESSIONS. 2, 4 ; TAXE FONCIERE (propriétés non bâties), 1 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 1, 2 ; TRANSPORTS URBAINS. 1.

– **Nouvelle rédaction.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article 17.

CODE MARITIME

Voir TRAVAIL (juridiction du), 2.

CODE MINIER

Voir MINES ET CARRIERES. 1.

CODE PENAL

Voir ANIMAUX. 3, 4, 5 ; ARCHIVES. 1 ; ATTENTAT AUX MŒURS. 1, 2 ; AVORTEMENT. 1, 3 ; BREVETS D'INVENTION. 1 ; CAMPING-CARAVANING. 1 ; CONTRAVENTIONS DE POLICE. 1 ; CREANCES. 1 ; CRIMES ET DELITS. 1, 2 ; ENVIRONNEMENT. 5 ; FAUX MONNAYAGE. 1 ; FEMME (condition de la), 4, 5, 7 ; HANDICAPES. 6 ; JEUX ET PARIS. 2 ; LEGITIME DEFENSE. 1 ; LIBERTES INDIVIDUELLES. 1 ; MARCHES PUBLICS. 3 ; MUSEES. 2 ; ORDRE PUBLIC. 1, 3, 9 ; PEINE DE MORT. 5 ; PROCEDURE PENALE. 2, 9 ; PROSTITUTION. 1 ; PROXENETISME. 1 ; SAISIE. 2 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3 ; VOL. 1.

– **Révision du –.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 11.

CODE PENAL ET CODE DE PROCEDURE PENALE (Extension aux TOM)

Voir LOIS DE FINANCES. 10, (deuxième partie), Justice.

CODE RURAL

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 4 ; AGRICULTURE. 3, 4 ; ANIMAUX. 6 ; BAUX RURAUX. 1, 3, 4 ; CHASSE. 1, 2 ; COURS D'EAU. 1 ; ELEVAGE. 1 ; EMPLOI. 5 ; EXPLOITATIONS AGRICOLES. 1, 2 ; FORETS. 7 ; FRANÇAIS A L'ETRANGER. 7 ; PECHE. 1, 2 ; PENSIONS DE REVERSION. 1, 3 ; REMEMBREMENT. 1 ; TRAVAIL (juridiction du), 2 ; VEUVES. 2.

CODIFICATION DU DROIT ADMINISTRATIF

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur.

CO-EXPLOITANTE (Agricole)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

COFACE (Indemnisation par la –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

COGNAC

Voir AGRICULTURE. 3 ; ALCOOLS. 1, 4, 5 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 627.

– **Exportations de –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Commerce extérieur.

– **Fiscalité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 4.

– **Et eaux de vie.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, deuxième délibération, article 18.

COIFFEURS (Apprentis)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 265.

COKE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Production française.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

COKEFACTION ENERGIE

Voir INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 6.

COLLABORATEUR (de député)

Voir ALLOCATIONS. 5.

COLLECTIF BUDGETAIRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 455.

COLLECTIONNEURS DE FAUSSE MONNAIE

Voir FAUX MOYNNAYAGE. 1.

COLLECTIVITES LOCALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 36** RELATIVE A LA RESPONSABILITE DES COMMUNES ET DES DEPARTEMENTS. Sénat (première lecture). Dépôt le 13 avril 1977 par M. René Touzet, n° 244 (1976-1977). – Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 16 juin 1977 par M. Mignot, n° 382 (1976-1977). – Adoption le 29 juin 1977.

5e *législature.* – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). – Proposition de loi **n° 180**. Dépôt le 30 juin 1977, **n° 3065**. – Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République.

6e *législature.* – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 **n° 36**. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [27 avril 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 706** MODIFIANT LE CODE DES COMMUNES ET RELATIF A LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VERSEE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS. Sénat (première lecture), n° 32 (1978-1979). Dépôt le 13 octobre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Joseph Raybaud. – Rapport n° 51 (1978-1979) [31 octobre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Lionel de Tinguy. – Avis n° 59 (1978-1979) [7 novembre 1978]. – Discussion les 16 et 17 novembre 1978. – Adoption avec modifications le 17 novembre 1978. – Projet de loi n° 25 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 17 novembre 1978 **(n° 706).** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Demande de constitution d'une commission spéciale par 36 députés : MM. André-Georges Voisin, Pierre-Bernard Cousté, Bernard Pons, Jean Fontaine, Jean-Guy Branger, Jacques Marette, Pierre Cornet, Maurice Cornette, Lucien Neuwirth, Jean Delaneau, Jean Castagnou, Arnaud Lepercq, Arthur Dehaine, Robert Wagner, Georges Tranchant, Gaston Girard, Pierre Ribes, Didier Julia, René La Combe, Michel Cointat, Philippe Séguin, Marc Lauriol, Henri de Gastines, Georges Gorse, Pierre Raynal, Emmanuel Aubert, Jean-Paul de Rocca Serra, Jean Bozzi, Michel Barnier, Maurice Ligot, Maurice Tissandier, Hector Rolland, Pierre Mauger, Gilbert Gantier, Emmanuel Hamel et Augustin Chauvet [17 novembre 1978] (p. 8048). – Aucune opposition n'ayant été formulée il y a lieu de constituer une commission spéciale [21 novembre 1978] (p. 8092). – Renvoi à la commission spéciale chargée d'examiner les projets de loi **n^{os} 689** (impôts locaux 2) et **706** [21 novembre 1978] (p. 8092).

Composition (*J.O.* du 23 novembre 1978) (p. 3982), (*J.O.* du 24 novembre 1978) (p. 3942) : MM. Alphandery (Edmond), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Besson (Louis), Bonnet (Alain), Boyon (Jacques), Charretier (Maurice), Chauvet (Augustin), Cornette (Maurice), Denvers (Albert), Douffiagues (Jacques), Dubedout (Hubert), Dutard (Lucien), Falala (Jean), Frelaut (Dominique), Gau (Jacques-Antoine), Mme Gœuriot (Colette), MM. Ginoux (Henri), Guichard (Olivier), Houël (Marcel), Hunault (Xavier), Jans (Parfait), Madrelle (Philippe), Marette (Jac-

ques), Maisonnat (Louis), Raymond (Alex), Sergheraert (Maurice), Tissandier (Maurice), Torre (Henri), de la Verpillière (Guy), Voilquin (Hubert), Voisin (André-Georges), Wagner (Robert).

Nungesser (Roland), en remplacement de M. Falala (Jean) (*J.O.* du 25 novembre 1978) (p. 3949).

Bureau (*J.O.* du 24 novembre 1978) (p. 3942). – Président : M. Michel Aurillac ; vice-président : M. Dominique Frelaut ; secrétaire : M. Xavier Hunault. – Rapporteur du projet de loi **n° 689 :** M. André-Georges Voisin. – rapporteur du projet de loi **n° 706 :** M. Maurice Tissandier. – Rapport au nom de la commission spéciale par M. Maurice Tissandier **(n° 778)** [7 décembre 1978].

Discussion les 11, 12 et 13 décembre 1978. – Deuxième délibération (article 11) [13 décembre 1978]. – Adoption avec modifications le 13 décembre 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI INSTITUANT UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VERSEE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS ET AMENAGEANT LE REGIME DES IMPOTS DIRECTS LOCAUX POUR 1979 ». – Projet de loi **n° 116.**

SENAT (deuxième lecture), n° 158 (1978-1979). – Dépôt le 14 décembre 1978. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteurs : MM. Jean-Pierre Fourcade et Joseph Raybaud. – Rapport n° 168 (1978-1979) [18 décembre 1978]. – Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : M. Lionel de Tinguy. – Avis n° 165 (1978-1979) [15 décembre 1978]. – Discussion le 18 décembre 1978. – Adoption avec modifiations le 18 décembre 1978. – Projet de loi n° 36 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 806.** Dépôt le 19 décembre 1978. – Renvoi à la commission spéciale. – Rapporteur : M. Maurice Tissandier. – Rapport **n° 812** [19 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1978. – Projet de loi **n° 131.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [19 décembre 1978] (p. 9711). – Nomination [20 décembre 1978] (p. 9774).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Michel Aurillac, Maurice Tissandier, André-Georges Voisin, Augustin Chauvet, Hubert Voilquin, Hubert Dubedout, Dominique Frelaut ; membres suppléants : MM. Maurice Cornette, Guy de la Verpillière, Jacques Marette, Xavier Hunault, Henri Torre, Jacques-Antoine Gau, Louis Maisonnat.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours, Desacres, Henri Tournan, Lionel de Tinguy ; membres suppléants : MM. Gaston Pams, Yves Durand, Modeste Legouez, Marcel Fortier, Georges Lombard, René Ballayer, Louis Perrein.

Bureau [20 décembre 1978] (p. 9774). – Président : M. Edouard Bonnefous ; vice-président : M. Marcel Aurillac.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Tissandier [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 826** [20 décembre 1978]. – Discussion 20 décembre 1978. – Adoption le 20 décembre 1978. – Projet de loi **n° 141.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : MM. Jean-Pierre Fourcade et Joseph Raybaud. – Rapport n° 177 (1978-1979) [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 66 (1978-1979).

Loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 4 janvier 1979 (p. 25).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er A (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 1er B (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **3** : 1er C (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 1er D (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **5** : 1er E (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **6** : 1er F (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **7** (globalement) : 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L. 234-1 code des communes : L. 234-1 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L. 234-2 code des communes : L. 234-2 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L. 234-3 code des communes : L. 234-3 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
– article L. 234-4 code des communes : L. 234-3 *bis* (S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

– article L. 234-5 code des communes : L. 234-4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
– article L. 234-6 code des communes : L. 234-5 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L. 234-7 code des communes : L. 234-6 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
– article L. 234-8 code des communes : L. 234-7 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L. 234-9 code des communes : L. 234-8 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
– article L. 234-10 code des communes : L. 234-9 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
– article L. 234-11 code des communes : L. 234-10 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
– article L. 234-12 code des communes : L. 234-11 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
– article L. 234-13 code des communes : L. 234-12 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
– article L. 234-14 code des communes : L. 234-13 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L. 234-15 code des communes : L. 234-14 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
– article L. 234-16 code des communes : L. 234-15 *bis* (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
– article L. 234-17 code des communes : L. 234-16 *bis* (projet. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
– article L. 234-18 code des communes : L. 234-17 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
– article L. 234-19 code des communes : L. 234-18 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
– article L. 234-20 code des communes : L. 234-19 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
– article L. 234-21 code des communes : L. 234-20 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
– article L. 234-22 code des communes : L. 234-28 (projet). – L. 234-28 (S. 1). – L. 234-28 (A.N. 1). – L. 234-21 (S. 2). – L. 234-21 (A.N. 2).
– article L. 234-23 code des communes : L. 234-30 (projet). – L. 234-30 (S. 1). – L. 234-30 (A.N. 1). – L. 234-22 (S. 2). – L. 234-22 (A.N. 2).

Loi, article **8** : 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **9** : 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **10** : 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **11** : 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **12** : 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **13** : 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **14** : 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **15** : 9 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **16** : 10 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **17** : 11 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **18** : 11 *ter* (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **19** : 11 *quater* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **20** : 12 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **21** : 13 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **22** : 14 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **23** : 15 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **24** : 16 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **25** : 16 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **26** : 17 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **27** : 18 (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1978] (p. 9226), [12 décembre 1978] (p. 9254).

Agglomérations urbaines (situation financière) : *Sudreau (Pierre)*, (p. 9256) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 9259).

Collectivités locales (difficultés financières) : *Frelaut (Dominique)*, (p. 9230, 9232) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 9234) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 9235, 9236) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 9237) ; *Maisonnat (Charles)*, (p. 9234) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 9256) ; *Besson (Louis)*, (p. 9258).

Concours particuliers : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9227) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9228, 9229 ; *Richomme (Jacques)*, (p. 9263).

Départements (démocratisation des structures) : *Madrelle (Philippe)*, (p. 9262).

Départements d'Outre-Mer (régime particulier) : *Bonnet (Christian)*, (p. 9229).

Dotation forfaitaire : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9227) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9228) ; *Besson (Louis)*, (p. 9257).

Dotation de péréquation et notion de potentiel fiscal : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9227) ; *Bonnet (Christian)*, 9228) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 9233) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 9238) ; *Maisonnat (Charles)*, (p. 9254) ; *Besson (Louis)*, (p. 9257) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 9263) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 9264) ; *Wagner (Robert)*, (p. 9265).

Fonds d'action locale : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9227) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9228).

Ile-de-France (régime particulier) : *Bonnet (Christian)*, (p. 9229) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 9259).

Impôts locaux : *Frelaut (Dominique)*, (p. 9231) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 9256) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 9264).

Indexation sur les recettes de T.V.A. : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9227) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9228) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 9234) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 9237) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 9265) ; *Wagner (Robert)*, (p. 9266).

Institutions supracommunales : *Frelaut (Dominique)*, (p. 9232) ; *Houël (Marcel)*, (p. 9259) ; *Raymond (Alex)*, (p. 9260, 9261).

Notion de besoins sociaux : *Frelaut (Dominique)*, *(p. 9233)*.

Répartition de la dotation globale de fonctionnement : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9227) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 9231) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 9236) ; *Maisonnat (Charles)*, (p. 9254).

Taxe d'habitation : *Frelaut (Dominique)*, (p. 9231, 9232) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 9256) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 9259).

Taxe professionnelle : *Frelaut (Dominique)*, (p. 9232) ; *Maisonnat (Charles)*, (p. 9255) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 9256) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 9259) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9259) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 9263).

Taxes foncières : *Frelaut (Dominique)*, (p. 9233) ; *Maisonnat (Charles)*, (p. 9255).

Territoires d'Outre-Mer (régime particulier) : *Bonnet (Christian)*, (p. 9229) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 9264).

V.R.T.S. : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9226) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9228, 9234) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 9230, 9231) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 9233, 9234, 9235) ; *Maisonnat (Charles)*, (p. 9255).

DISCUSSION DES ARTICLES [12 décembre 1978] (p. 9268), [13 décembre 1978] (p. 9342).

Avant l'ART. 1er : *amendement n° 127* de la commission (formel) : réservé (p. 9268) ; *amendement n° 111* de la commission (maintien en 1979 des règles actuelles de répartition entre les impôts locaux du produit volé par les collectivités locales. – Répartition des impôts locaux corrigée de la moitié de la variation réelle des bases de la taxe professionnelle entre 1975 et 1977) ; *sous-amendement n° 148* de M. Hubert Dubedout (maintien en 1979 et en 1980 des règles actuelles de répartition entre les impôts locaux du produit volé par les collectivités locales) : rejeté (p. 9271) ; *sous-amendement n° 149* de M. Hubert Dubedout (maintien des règles actuelles d'établissement et de recouvrement des taxes régionales additionnelles aux impôts locaux directs perçus au profit des établissements publics régionaux) : retiré (p. 9271) ; *amendement n° 111* : adopté (p. 9271) ; *amendement n° 161* de M. Henri Ginoux (maintien en 1979 des règles actuelles de répartition entre les impôts locaux du produit volé par les collectivités locales) : devenu sans objet (p. 9271) ; *amendement n° 112* de la commission (extension du mécanisme du plafond tendant à ce que les entreprises dont les éléments de base augmentent ne subissent pas une majoration anormale de leur taxe professionnelle) ; *sous-amendement n° 164* du Gouvernement (diminuant le rythme de la réduction des bases de taxe professionnelle) : adopté (p. 9273) ; *sous-amendement n° 165* du Gouvernement (révision du plafond des cotisations de taxe professionnelle proportionnelle à la variation des bases d'imposition du contribuable entre 1975 et 1978) : adopté (p. 9274).

Explications de vote : *Frelaut (Dominique)*, *Jans (Parfait)* : abstention du groupe communiste sur le *sous-amendement n° 165* et l'*amendement n° 112* modifié (p. 9274).

– *amendement n° 112*, ainsi modifié : adopté (p. 9274).

Amendement n° 163 de M. Henri Ginoux (conséquence de l'*amendement n° 161)* : retiré (p. 9271) ; *amendement n° 156* de M. Marcel Houël (reportant au 1er janvier 1981 l'application d'un taux unique en ce qui concerne la taxe d'habitation perçue au profit des communautés urbaines) : rejeté (p. 9275) ; *amendement n° 65* rectifié de M. Marcel Houël (possibilité pour les conseils de communautés urbaines de décider de maintenir totalement ou partiellement les écarts de taux existant en 1978 entre les communes groupées pour la taxe d'habitation perçue par le Gouvernement) : rejeté (p. 9275) ; *amendement n° 113* de la commission (réduction d'un cinquième en 1979 des différences existant dans les communautés urbaines entre le taux moyen d'habitation perçue par la communauté et les taux appliqués au profit de celle-ci dans chaque commune membre – possibilité pour les conseils de maintenir totalement ou partiellement ces différences de taux) ; *sous-amendement n° 166* du Gouvernement (obligeant les conseils de communauté urbaine à statuer avant le 31 mars 1979 sur la réduction des différences existant entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par la communauté et les taux appliqués au profit de celle-ci dans chaque commune membre) : adopté (p. 9275) ;

amendement n° 113, ainsi modifié : adopté (p. 9275) ; *amendement n° 155* de M. Marcel Houël (répartition entre les communes intéressées au *prorata* du montant des valeurs locatives brutes du produit de la taxe d'habitation perçue par les départements, les communautés urbaines et les districts à fiscalité propre) : rejeté (p. 9275) ; *amendement n° 46* (deuxième rectification) du Gouvernement (incorporation dans les rôles des impôts directs locaux de l'actualisation des valeurs locatives achevée en 1979 et appliquée en 1980) : adopté (p. 9275) ; *amendement n° 47* (deuxième rectification) du Gouvernement (application aux départements d'Outre-Mer de la réforme de la fiscalité locale en 1975) : adopté (p. 9275) ; *amendement n° 2* de M. Jean-Louis Masson (réévaluation du coefficient correcteur institué pour la répartition des subventions au niveau national au profit des départements d'Alsace et de Moselle) : adopté (p. 9276) ; *amendement n° 147* de M. Hubert Dubedout (proposant une application expérimentale par les collectivités locales du système adopté par le Sénat pour la fixation des taux des quatre impôts locaux) : retiré (p. 9276) ; *amendement n° 151* de M. Jacques-Antoine Gau (institution d'un système de paiement mensuel de la taxe d'habitation et des taxes foncières) ; *sous-amendement n° 169* de M. Parfait Jans (possibilité de paiement en deux versements de la taxe d'habitation et des taxes foncières) : réservé (p. 9278) ; *amendement n° 151* : réservé (p. 9278) ; *amendement n° 152* de M. Albert Denvers (réduction du tiers ou du cinquième à compter de 1980 des différences constatées dans les communautés urbaines entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par le Gouvernement et le taux appliqué au profit de celui-ci dans chaque commune membre) : devenu sans objet (p. 9278) ; *amendement n° 127* de la commission (formel), précédemment réservé : adopté (p. 9278 ; *amendement n° 128* de la commission (de coordination) : adopté (p. 9278).

MM. Tissandier (Maurice), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Ginoux (Henri), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Aurillac (Michel), Frelaut (Dominique), Besson (Louis), Marie (Bernard), Houël (Marcel), Denvers (Albert), Masson (Jean-Louis), Depiétri (César), Gau (Jacques-Antoine), Maisonnat (Louis), Jans (Parfait).

Inscrit : *Poujade (Robert)* : risques présentés par le rattachement à la T.V.A. de la dotation globale de fonctionnement des collectivités locales : ses doutes sur les résultats des travaux de simulation effectués ; souhait des communes d'obtenir des garanties supplémentaires quant à l'évolution de la dotation globale (p. 9268).

ART. 1er (dotation globale de fonctionnement et autres recettes réparties par le comité des finances locales) : *amendement n° 3* de M. Dominique Frelaut (substitution de l'expression « fonds d'attribution globale de fonctionnement » à l'expression « dotation globale de fonctionnement ») : retiré (p. 9279).

MM. Frelaut (Dominique), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

Article L. 234-1 du code des communes (définition et mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement) : *amendement n° 158* de M. Louis Maisonnat (portant à 35 milliards et 708 millions de francs pour 1979 le montant du fonds d'attribution globale de fonctionnement et instituant un impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 9280) ; *amendement n° 68* de la commission (substituant à la notion de législation constante une référence aux taux de T.V.A. en vigueur au 1er janvier 1979 pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) : adopté (p. 9280) ; *amendement n° 24* de M. Hubert Dubedout (calcul de la dotation globale de fonctionnement en fonction du produit de la T.V.A. à législation constante au 1er janvier 1979) : retiré (p. 9280) ; *amendement n° 114* de la commission (formel) : adopté (p. 9280) ; *amendement n° 69* de la commission (de coordination) : adopté (p. 9280) ; *amendement n° 51* de M. Parfait Jans (interdisant au Gouvernement de revenir sur la prévision du taux de progression du produit net de la T.V.A. retenu pour le calcul du montant du fonds d'attribution globale de fonctionnement) : rejeté (p. 9281) ; *amendement n° 70* de la commission (empêchant que la régulation du montant du prélèvement afférent à l'exercice précédent n'aboutisse à une réduction du montant initialement prévu de la dotation globale de fonctionnement) : adopté (p. 9281) ; *amendement n° 72* de la commission (conditions dans lesquelles il sera fait référence au taux de progression des traitements des fonctionnaires) : adopté (p. 9281) ; *amendement n° 73* de la commission (conditions dans lesquelles il sera fait référence au taux de progression des traitements des fonctionnaires) : adopté (p. 9281).

MM. Maisonnat (Louis), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Jans (Parfait) et Chauvet (Augustin).

– article L. 234-1 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9281).

Article L. 234-2 du code des communes (part de la dotation forfaitaire dans la dotation globale de fonctionnement) : *amendements* identiques *n° 74* de la commission et *n° 25* de M. Hubert Dubedout (fixant pour 1979 à 60 p. 100 la part de la dotation globale affectée à la

dotation forfaitaire) : adoptés (p. 9282) ; *amendement n° 26* de M. Hubert Dubedout (réduction de cinq points par an à partir de 1980 de la part de la dotation globale de fonctionnement affectée à la dotation forfaitaire) : rejeté (p. 9282) ; *amendement n° 75* de la commission (portant à 57.5 p. 100 en 1980 la part de la dotation globale de fonctionnement affectée à la dotation forfaitair) : rejeté (p. 9282) ; *amendement n° 159* de M. Hubert Dubedout (tendant à corriger le minimum garanti de la dotation forfaitaire) : réseevé (p. 9283).

MM. Tissandier (Maurice), Dubedout (Hubert), Bonnet (Christian), Aurillac (Michel), Coulais (Claude) et Besson (Louis).

– article L. 234-2 du code des communes : réservé (p. 9283).

Avant l'ART. 1er *(suite) : sous-amendement n° 169* de M. Parfait Jans, précédemment réservé : déclaré irrecevable (p. 9283) ; *amendement n° 151* de M. Jacques-Antoine Gau, précédemment réservé : rejeté (p. 9283).

Article L. 234-3 du code des communes (mode de calcul de la dotation forfaitaire : *amendement n° 76* de la commission (suppression de la mention « des années 1979 et 1980 » pour l'application de l'article L. 234-3 du code des communes) : adopté (p. 9286) ; *amendement n° 77* de la commission (inclusion dans la base de calcul de la dotation forfaitaire des recettes provenant de la répartition générale des ressources du fonds d'action locale) : adopté (p. 9286).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Aurillac (Michel).

– article L. 234-3 du code des communes, ainsi modifié, adopté (p. 9286).

Article L. 234-4 du code des communes (ajustement de la dotation forfaitaire en cas de modification territoriale) : adopté (p. 9286).

Article L. 234-5 du code des communes (part de la dotation de péréquation) : *amendement n° 7* de M. Parfait Jans (introduction d'un troisième critère dans la péréquation calculée de façon inversement proportionnelle aux ressources des ménages de la commune et déterminée en fonction des bases de l'impôt sur le revenu) : rejeté par scrutin public n° 144 (p. 9288) ; liste des votants (p. 9509, 9310) ; *amendement n° 8* de M. Parfait Jans (introduction d'un troisième critère dans la péréquation calculée de façon inversement proportionnelle aux ressources des ménages de la commune et déterminée en fonction des bases de l'impôt sur le revenu) : rejeté par scrutin public n° 145 (p. 9288) ; liste des votants (p. 9310, 9311) ; *amendement n° 124* de M. Guy de la Verpillière (introduction d'un troisième paramètre, le montant des investissements dans le système de calcul de la péréquation attribuée à chaque commune) : retiré (p. 9289) ; *amendements* identiques *n° 78* de la commission et *n° 27* de M. Hubert Dubedout (fixation à 40 p. 100 de la part des ressources affectée à la dotation de péréquation) : adoptés (p. 9289) ; *amendement n° 28* de M. Hubert Dubedout (perspectives d'avenir dans l'évolution de la dotation de la péréquation), devenu sans objet : retiré (p. 9289) ; *amendement n° 79* de la commission (part de la dotation de péréquation pour 1980) : devenu sans objet (p. 9290).

MM. Jans (Parfait), Aurillac (Michel), de la Verpillière (Guy), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Frelaut (Dominique), Boyon (Jacques), Maisonnat (Louis), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert).

Explication de vote : *M. Frelaut (Dominique) :* abstention du groupe communiste sur l'article L. 234-5 (p. 9290).

– article L. 234-5, ainsi modifié : adopté (p. 9290).

Article L. 234-6 du code des communes (répartition de la dotation de péréquation) : *amendement n° 125* corrigé de M. Guy de la Verpillière (troisième part correspondant à la prise en compte de l'investissement dans la dotation de péréquation à partir de 1981) : devenu sans objet (p. 9290) ; *amendement n° 29* de M. Hubert Dubedout (rétablissement du texte antérieur à celui du Sénat) : rejeté (p. 9291) ; *amendement n° 80* de la commission (prise en compte de la moitié de l'écart entre le potentiel fiscal moyen et celui de la commune) ; *sous-amendement n° 140* de M. Louis Besson (suppression de la limitation à la moitié contenue dans l'*amendement n° 80) :* rejeté (p. 9291) ; *amendement n° 80 :* adopté (p. 9291) ; *amendement n° 153* de M. Dominique Frelaut (distinction entre communes de plus ou de moins de 1 500 habitants pour la répartition des parts) ; retiré (p. 9291) ; *amendement n° 154* de M. Dominique Frelaut (distinction entre communes de plus ou de moins de 1 500 habitants pour la répartition des parts) : retiré (p. 9291) ; *amendement n° 30* de M. Hubert Dubedout (fixation de la première part à 1 p. 100 et croissance de 5 points par an de cette première part) : retiré (p. 9291) ; *amendement n° 81* (formel) de la commission : adopté (p. 9291) ; *amendement n° 59* de M. Dominique Frelaut (conséquence d'un amendement précédent) : retiré (p. 9291) ; *amendement n° 57* de M. Parfait Jans (calcul de la seconde part de la dotation de péréquation) : retiré (p. 9291) ; *amendement n° 60* de M. Louis Maisonnat (éléments de la seconde part de la dotation de péréquation) : retiré (p. 9291) ; *amendement n° 32* de M. Hubert Dubedout (calcul de la part de la

dotation de péréquation établie à partir de l'impôt sur les ménages à partir de l'impôt par habitant) : rejeté (p. 9292).

MM. Dubedout (Hubert), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Frelaut (Dominique), Besson (Louis).

Explications de vote : *M. Frelaut (Dominique) :* vote hostile du groupe communiste (p. 9292).

– article L. 234-6 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9292).

Article L. 234-7 du code des communes (définition du potentiel fiscal) : *amendement n° 82* de la commission (calcul du potentiel fiscal à partir des bases brutes servant à l'assiette des impositions communales) : adopté (p. 9292) ; *amendement n° 119* du Gouvernement (calcul du potentiel fiscal à partir des bases brutes de la fiscalité directe locale, diminuées de l'écrêtement des taxes professionnelles qui leur sont éventuellement applicables) : retiré (p. 9292) ; *amendement n° 33* de M. Hubert Dubedout (modification formelle) : retiré (p. 9292) ; *amendements* identiques *n° 83* de la commission et *n° 34* de M. Hubert Dubedout (définition du potentiel fiscal par habitant) : adoptés (p. 9293).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Frelaut (Dominique), Chauvet (Augustin).

article L. 234-7 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9293).

Après l'article L. 234-7 du code des communes : *amendement n° 84* de la commission (majoration d'un habitant par résidence secondaire pour le calcul du potentiel fiscal) ; *sous-amendement n° 132* de M. Augustin Chauvet (caractère général de la majoration d'un habitant par résidence secondaire) : réservé (p. 9293) ; *sous-amendement n° 167* de M. Louis Besson (limitation du champ d'application pour les départements de l'*amendement n° 84)* : réservé (p. 9293).

M. Aurillac (Michel).

– amendement n° 84 : réservé (p. 9293).

Article L. 234-8 du code des communes (définition des impôts sur les ménages) : *amendement n° 9* (de suppression) de M. Parfait Jans : rejeté (p. 9293) ; *amendement n° 31* de M. Hubert Dubedout (choix de la définition de l'impôt sur les ménages applicable au V.R.T.S. en vertu de la loi du 6 janvier 1966) : rejeté (p. 9294).

MM. Jans (Parfait), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Chauvet (Augustin), Dubedout (Hubert), Boyon (Jacques).

Explication de vote : *M. Jans (Parfait) :* vote hostile du groupe communiste sur l'article L. 234-8 (p. 9294).

– article L. 234-8 : adopté (p. 9294).

Article L. 234-9 du code des communes (modification des limites territoriales) : *amendement n° 11* de M. Parfait Jans (conséquence de *amendement n° 9*) : devenu sans objet (p. 9294).

M. Jans (Parfait).

– article L. 234-9 du code des communes : adopté (p. 9294).

Article L. 234-10 du code des communes (dissolution d'un organisme de coopération) : adopté (p. 9294).

Article L. 234-11 du code des communes (concours particuliers) : *amendement n° 13* de Mme Colette Gœuriot (suppression des concours particuliers aux groupements de communes) : rejeté (p. 9295) ; *amendement n° 62* de M. Parfait Jans (part des ressources affectées aux concours particuliers fixée à 6 p. 100 du montant du fonds d'attribution globale de fonctionnement et alimentée par un versement complémentaire de l'Etat gagé par la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 9296) ; *amendement n° 1* de M. Hubert Voilquin (part des ressources affectées aux concours particuliers fixée à 6 p. 100 de la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 9296).

MM. Maisonnat (Louis), Tissandier (Maurice), Marie (Bernard), Bonnet (Christian), Besson (Louis), Jans (Parfait), Voilquin (Hubert), Voisin (André-Georges).

Explication de vote : *M. Frelaut (Dominique) :* vote hostile du groupe communiste sur l'article L. 234-11 (p. 9296).

– article L. 234-11 du code des communes : adopté (p. 9296).

Après l'article L. 234-11 du code des communes : *amendement n° 63* de M. Marcel Houël (subvention de compensation en cas de disparition d'entreprise pour cause économique sur le territoire d'une commune, gagée par la création d'une taxe de 7 p. 100 sur le chiffre d'affaires hors taxes des filiales françaises des compagnies pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France) : rejeté (p. 9297).

MM. Houël (Marcel), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Frelaut (Dominique).

Article L. 234-12 du code des communes (dotation de fonctionnement minimum) : *amendement n° 35* de M. Hubert Dubedout (relèvement du plafond démographique à 3 500 habitants, nécessité d'un potentiel fiscal

par habitant inférieur de plus de 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen pour ouvrir droit à la dotation de fonctionnement minimum) : retiré (p. 9297) ; *amendement n° 85* de la commission (relèvement du plafond démographique à 3 500 habitants, nécessité d'un potentiel fiscal par habitant inférieur de plus de 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen pour ouvrir droit à la dotation de fonctionnement minimum) ; *sous-amendement n° 138* de M. André-Georges Voisin (plafond démographique de deux mille habitants) : retiré (p. 9299) ; *amendement n° 85* : rejeté (p. 9299) ; *amendement n° 36* de M. Hubert Dubedout (suppression des critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimum) : retiré (p. 9299) ; *amendement n° 54* de M. Pierre Raynal (prise en compte du nombre d'élèves scolarisés et du montant des annuités de la dette pour la répartition de la dotation de fonctionnement minimum) : retiré (p. 9300) ; *amendement n° 137* de M. André-Georges Voisin (introduction d'une pondération égale aux deux éléments : charge d'enseignement et charge de voirie, pour déterminer les concours particuliers aux petites communes à faibles ressources) : rejeté (p. 9300) ; *amendement n° 86* de la commission (précisant qu'un tiers de la dotation sera réparti en fonction du nombre d'élèves domiciliés dans la commune et scolarisés dans l'enseignement obligatoire) : modification à l'*amendement n° 86* proposée par M. Pierre Lataillade et reprise par M. Albert Denvers (prise en compte du nombre d'élèves domiciliés dans la commune et relevant de l'enseignement obligatoire pour l'application de l'*amendement n° 86)* : adoptée ; amendement n° 86 ainsi modifié, adopté (p. 9301) ; *amendement n° 139* de M. André-Georges Voisin (application d'un coefficient de 1,5 par élève fréquentant le collège prévu par la carte scolaire lorsque la dépense de participation de la commune dépasse un plafond de 600 francs par élève) : retiré (p. 9300) ; *amendement n° 14* de M. Parfait Jans (montant des dotations de fonctionnement minimum ne pouvant être inférieur à 50 p. 100 des ressources prévues pour les concours particuliers) : rejeté (p. 9301).

MM. Tissandier (Maurice), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Bonnet (Christian), Besson (Louis), Maisonnat (Louis), Aurillac (Michel), Chauvet (Augustin), Raynal (Pierre), Boyon (Jacques), Marie (Bernard), Lataillade (Pierre), Denvers (Albert), Dutard (Lucien).

– article L. 234-12, ainsi modifié : adopté (p. 9301).

Article L. 234-13 du code des communes (dotation pour les communes touristiques et thermales) : *amendement n° 87* de la commission (extension des concours particuliers aux communes touristiques sans capacités d'hébergement et à celles qui ont en charge un important patrimoine architectural) : rejeté (p. 9302) ; *amendement n° 39* de M. Hubert Dubedout (extension des concours particuliers aux communes touristiques sans capacités d'hébergement et à celles qui ont en charge un important patrimoine architectural) : retiré (p. 9302) ; *amendement n° 141* de M. Louis Besson (attribution des concours particuliers aux communes ayant des charges exceptionnelles liées à l'entretien et à l'aménagement d'espaces et d'équipement recevant à la journée une importante fréquentation) : rejeté (p. 9303) ; *amendement n° 142* de M. Hubert Dubedout (de conséquence) : devenu sans objet (p. 9303) ; *amendement n° 157* de M. Pierre Raynal (modification des critères de répartition de la dotation supplémentaire en faveur des communes touristiques) : adopté (p. 9303) ; *amendement n° 88* de la commission (montant global de la dotation fixée entre 20 et 30 p. 100 des ressources affectées aux concours particuliers) ; modification de l'*amendement n° 88* proposée par le gouvernement (fixant le taux minimum prévu dans l'amendement à 25 p. 100) : adoptée (p. 9304) ; *amendement n° 88*, ainsi complété : adopté (p. 9304) ; *amendement n° 121* du gouvernement (montant des ressources affectées à la dotation variant entre 25 et 30 p. 100 des ressources prévues pour les concours particuliers) : retiré (p. 9304) ; *amendement n° 130* de M. Hubert Voilquin (part réservée aux communes thermales égale au minimum à 3 p. 100 des ressources affectées aux concours particuliers) : retiré (p. 9305) ; *amendement n° 131* de M. Michel Aurillac (part réservée aux communes thermales égale au minimum au dixième du montant des ressources affectées aux concours particuliers) : adopté (p. 9305).

MM. Besson (Louis), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Marie (Bernard), Raynal (Pierre), Lataillade (Pierre), Voisin (André-Georges), Voilquin (Hubert), Aurillac (Michel).

– article L. 234-13 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9305).

Après l'article 234-13 du code des communes : *amendement n° 44* de M. Maurice Cornette (dotation supplémentaire pour les communes dont la patrimoine comporte des immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) : retiré (p. 9305).

M. Cornette (Maurice).

Article L. 234-14 du code des communes (majoration pour accroissement de population) : *amendement n° 40* de M. Hubert Dube-

dout (caractère obligatoire du versement complémentaire) : retiré (p. 9305) ; *amendement n° 89* de la commission (caractère obligatoire du versement complémentaire) : adopté (p. 9305) ; *amendements* identiques *n° 41* de M. Hubert Dubedout et *n° 90* de la commission (montant du versement complémentaire fixé au même niveau que celui du minimum garanti par habitant au titre de la dotation globale) : rejetés (p. 9306) ; *amendement n° 122* du Gouvernement (rétablissement du minimum garanti de la dotation forfaitaire à 150 francs par habitant) : adopté (p. 9306).

MM. Tissandier (Maurice), Dubedout (Hubert), Bonnet (Christian), Besson (Louis), Voisin (André-Georges).

– article L. 234-14 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9306).

Article L. 234-2 du code des communes (suite) (précédemment réservé) : *amendement n° 159* de M. Hubert Dubedout, précédemment réservé : adopté (p. 9307).

MM. Besson (Louis), Bonnet (Christian), Tissandier (Maurice).

– article L. 234-2 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9307).

Article L. 234-15 du code des communes (aide de démarrage accordée aux syndicats d'études et de programmation, aux syndicats à vocation multiples et aux districts) : *amendement n° 15* de M. Dominique Frelaut (suppression du texte proposé pour l'article L. 234-15) : rejeté (p. 9342) ; *amendement n° 48* de Hubert Dubedout (ajoutant les communautés urbaines à la liste des organismes susceptibles de recevoir une aide de démarrage) : adopté (p. 9343).

Explication de vote : *M. Frelaut (Dominique)* : abstention du groupe communiste (p. 9343).

MM. Houël (Marcel), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Denvers (Albert).

– article L. 234-15 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9343).

Article L. 234 15 *bis* du code des communes (minimum garanti par habitant) : *amendements* identiques *n° 91* de la commission et *n° 49* corrigé de M. Hubert Dubedout (limitant le bénéfice du minimum garanti par habitant aux communes ayant un potentiel fiscal par habitant inférieur au potentiel moyen par habitant des communes de leur groupe démographique) : adoptés (p. 9343).

Explication de vote : *M. Frelaut (Dominique)* : abstention du groupe communiste (p. 9343).

Amendement n° 92 de la commission (portant à 100 francs le minimum garanti par habitant au département) : rejeté (p. 9344) ; *amendement n° 120* du Gouvernement (réduisant à 80 francs le minimum garanti par habitant pour les départements) : adopté (p. 9344) ; *amendement n° 160* de M. Hubert Dubedout (prise en compte du revenu patrimonial des communes pour la détermination de leur minimum garanti par habitant) : adopté (p. 9344).

MM. Tissandier (Maurice), Dubedout (Hubert), Bonnet (Christian), Torre (Henri), Besson (Louis).

– article L. 234-15 bis du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9344).

Après l'article L. 234-15 *bis* du code des communes : *amendement n° 123* du Gouvernement (majoration de la dotation globale de fonctionnement attribuée aux communes membres d'un organisme de coopération à vocation multiple) : rejeté (p. 9346).

MM. Bonnet (Christian), Tissandier (Maurice), Besson (Louis), Coulais (Claude), Aurillac (Michel), Frelaut (Dominique), Dubedout (Hubert), Marie (Bernard), Voisin (André-Georges).

Après l'article L. 234-16 du code des communes : *amendement n° 93* de la commission (dotation particulière attribuée aux communes centres) ; *sous-amendement n° 143* de M. Louis Besson (limitant à 10 p. 100 du montant des ressources prévues pour les concours particuliers les crédits affectés au financement de la dotation particulière des communes centres) : retiré (p. 9352) ; *sous-amendement n° 133* de M. Augustin Chauvet (faisant bénéficier toutes les communes centres quelle que soit leur population de la dotation particulière instituée par l'*amendement n° 93)* : retiré (p. 9352) ; *sous-amendement n° 170* rectifié du Gouvernement (portant à 15 p. 100 des dotations affectées aux concours particuliers les crédits destinés à financer la dotation particulière des communes centres) : adopté (p. 9352) ; *sous-amendement n° 171* de M. Jacques Boyon (faisant bénéficier les communes centres rurales d'un supplément de dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 9352) ; *sous-amendement n° 172* de M. Jacques Boyon (portant à 20 p. 100 des dotations affectées aux concours particuliers les crédits destinés à financer les dotations particulières des communes centres) : retiré (p. 9352) ; *amendement n° 93*, ainsi modifié : adopté (p. 9352).

MM. Tissandier (Maurice), Aurillac (Michel), Bonnet (Christian), Poujade (Robert), Coulais (Claude), Dubedout (Hubert), Marie

(Bernard), Maisonnat (Louis), Boyon (Jacques), Ligot (Maurice), de Gastines (Henri), Voilquin (Hubert), Besson (Louis), Raynal (Pierre).

Article L. 234-17 du code des communes (frais de fonctionnement du comité des finances locales) : *amendement n° 16* de Mme Colette Gœuriot (vote annuel par le Parlement de la dotation destinée à couvrir les frais de fonctionnement du comité des finances locales, augmentation à 5 000 francs de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 9353).

MM. Duroméa (André), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article L. 234-17 du code des communes : adopté (p. 9353).

Article L. 234-18 du code des communes (modalités de versement aux communes et à leurs groupements de la dotation forfaitaire, de la dotation de péréquation et des concours particuliers) : *amendement n° 94* de la commission (étendant la possibilité d'acomptes à toutes les communes bénéficiaires de concours particuliers) : adopté (p. 9354) ; *amendement n° 17* de M. Marcel Houël (étendant la possibilité d'acomptes à toutes les communes bénéficiaires de concours particuliers) : devenu sans objet (p. 9354) ; *amendement n° 95* de la commission (de clarification) : adopté (p. 9354).

MM. Tissandier (Maurice), Houël (Marcel), Bonnet (Christian).

– article L. 234-18 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9354).

Article L. 234-19 du code des communes (composition du comité des finances locales) : *amendements* identiques *n° 96* de la commission et *n° 64* corrigé de M. Marcel Houël (portant à quinze le nombre des représentants des maires dans le comité des finances locales) : adoptés (p. 9354) ; *amendement n° 97* de la commission (amélioration de la représentation des petites communes) : adopté (p. 9354) ; *amendement n° 118* de M. Marcel Houël (amélioration de la représentation des petites communes) : devenu sans objet (p. 9354) ; *amendements* identiques *n° 98* de la commission et *n° 19* de M. Marcel Houël (présidence du comité des finances locales par un élu) : adoptés (p. 9355) ; *amendements* identiques *n° 99* de la commission et *n° 37* de M. Hubert Dubedout (modalités de remplacement des membres du comité en cas d'empêchement temporaire et incompatibilité entre le mandat de membre du comité et toute autre fonction dans des organismes nationaux composés de délégués des collectivités locales) : adoptés (p. 9355).

MM. Tissandier (Maurice), Houël (Marcel), Bonnet (Christian), Dubedout (Hubert).

– article L. 234-19 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9355).

Article L. 234-20 du code des communes (attributions du comité des finances locales) : *amendement n° 20* de M. Marcel Houël (obligeant le Gouvernement à consulter le comité des finances locales sur toutes dispositions réglementaires à caractère financier concernant les collectivités locales) : rejeté (p. 9355).

MM. Houël (Marcel), Aurillac (Michel), Bonnet (Christian).

– article L. 234-20 du code des communes : adopté (p. 9355).

Article L. 234-28 du code des communes (prélèvement au profit du fonds d'action locale des recettes supplémentaires procurées par tout relèvement du tarif des amendes de polices relatives à la circulation routière) : *amendement n° 100* de la commission (répartition par le comité des finances locales du produit des amendes de police relatives à la circulation routière en vue de financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation) : adopté (p. 9356) ; *amendement n° 38* de M. Hubert Dubedout (prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du fonds d'action locale du produit des amendes de police relatives à la circulation routière en vue de financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation) : retiré (p. 9356).

MM. Tissandier (Maurice), Dubedout (Hubert), Bonnet (Christian).

– article L. 234-28 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9356).

Article L. 234-29 du code des communes (mode de calcul des sommes à verser au fonds d'action à partir de la date du relèvement du tarif des amendes de police relatives à la circulation routière) : *amendements* identiques *n° 101* de la commission et *n° 67* de M. Hubert Dubedout (suppression du texte proposé pour l'article L. 234-29 du code des communes) : adoptés (p. 9356).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article L. 234-29 du code des communes : supprimé (p. 9356).

Article L. 234-30 du code des communes (répartition par le fonds d'action locale des recettes définies à l'article L. 234-38) : *amendement n° 102* de la commission (répartition par le comité des finances locales des recettes définies à l'article L. 234-28) : adopté (p. 9356).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article L. 234-30 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9356) ;

– article 1er : réservé jusqu'après l'article 11 *quater* (p. 9356).

ART. 2 (recettes des communautés urbaines) : adopté (p. 9356).

ART. 3 (perception par les communautés urbaines d'une part de la dotation forfaitaire versée aux communes qui les composent, possibilité pour elles de rétrocéder à ces communes une part des sommes ainsi prélevées) : *amendement n° 21* rectifié de M. Marcel Houël (suppression de l'article 3) : rejeté (p. 9357).

MM. Houël (Marcel), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article 3 : adopté (p. 9357).

ART. 4 (syndicats communautaires d'aménagement) : adopté (p. 9357).

ART. 5 (ensembles urbains) : *amendement n° 22* de M. Marcel Houël (suppression de l'article 5) : rejeté (p. 9357).

MM. Houël (Marcel), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article 5 : adopté (p. 9357).

ART. 6 (régime des départements d'Outre-Mer) : adopté (p. 9357).

ART. 7 (régime de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 9357).

ART. 8 (régime particulier de la région Ile-de-France) : *amendement n° 116* de M. Parfait Jans (information des communes par le fonds d'égalisation des charges sur les critères retenus pour la redistribution des fonds soumis à sa compétence) : adopté (p. 9358).

MM. Jans (Parfait), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article 8, ainsi modifié : adopté (p. 9358).

ART. 9 (régime des territoires d'Outre-Mer) : adopté (p. 9358).

ART. 10 (régime de Mayotte) : adopté (p. 9358).

ART. 11 (dotation forfaitaire et dotation de péréquation attribuées aux départements) : *amendement n° 103* de la commission (base de calcul de la dotation forfaitaire pour les départements) : adopté (p. 9359), *amendement n° 50* de M. Hubert Dubedout (prise en compte pour le calcul de la dotation de péréquation des départements de leur potentiel fiscal corrigé par leur densité de population au kilomètre carré) : adopté (p. 9359).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Besson (Louis).

article 11, ainsi modifié : adopté (p. 9359).

ART. 11 *bis* (régime des communes des départements d'Outre-Mer) : *amendement n° 104* de la commission (suppression de l'article 11 *bis*) : adopté (p. 9359).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article 11 bis : supprimé (p. 9359).

ART. 11 *ter* (faisant bénéficier les départements d'Outre-Mer de la dotation forfaitaire) : adopté (p. 9359).

ART. 11 *quater* (prise en compte de la population saisonnière pour l'application de la présente loi) : *amendement n° 105* de la commission (suppression de l'article 11 *quater*) : retiré (p. 9370) ; *amendement n° 174* du Gouvernement (prise en compte pour le calcul du potentiel fiscal des communes et des départements de la population résultant des recensements généraux éventuellement majorée d'un habitant par résidence secondaire) ; *sous-amendement n° 175* de M. Augustin Chauvet (prise en compte de la population telle qu'elle résulte des recensements éventuellement majorée d'un habitant par résidence secondaire pour l'application de la loi) : adopté (p. 9374) ; *sous-amendement n° 177* rectifié de M. Louis Besson (détermination par le comité des finances locales des critères d'évaluation de la population saisonnière) : rejeté (p. 9374) ; *sous-amendement n° 176* de M. Hubert Voilquin (majoration de deux habitants par résidence secondaire de la population telle qu'elle résulte des recensements généraux pour le calcul du potentiel fiscal) : retiré (p. 9373) ; *sous-amendement n° 178* de M. André-Georges Voisin (non prise en compte des résidences secondaires situées dans des communes classées touristiques pour le calcul de la population saisonnière) : rejeté (p. 9374) ; *amendement n° 174* ainsi modifié : adopté (p. 9374).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Aurillac (Michel), Besson (Louis), Stasi (Bernard), Chauvet (Augustin), Voilquin (Hubert), Jans (Parfait), Boyon (Jacques), Dousset (Maurice), Dubedout (Hubert), Voisin (André-Georges).

– article 11 quater, ainsi modifié : adopté (p. 9374).

ART. 1er *(suite)* (après l'article L. 234-7 du code des communes) (suite) : *amendement n° 84* de la commission précédemment réservé : devenu sans objet (p. 9374) ; *sous-amendement n° 132* de M. Augustin Chauvet

précédemment réservé : devenu sans objet (p. 9374) ; *sous-amendement n° 167* de M. Louis Besson précédemment réservé : devenu sans objet (p. 9374) ; *sous-amendement n° 173* de M. Hubert Voilquin précédemment réservé : devenu sans objet (p. 9374) ;

– article 1er ainsi modifié : adopté (p. 9374).

ART. 12 (répartition de la dotation entre les départements de l'Ile-de-France) : *amendement n° 117* de M. Parfait Jans (obligeant le fonds d'égalisation des charges à faire connaître aux communes les critères retenus pour la redistribution des fonds soumis à sa compétence) : adopté avec une rectification formelle (p. 9374).

MM. Jans (Parfait), Tissandier (Maurice), Aurillac (Michel), Bonnet (Christian).

– article 12 ainsi modifié : adopté (p. 9374).

ART. 13 (faisant bénéficier l'établissement public régional d'Ile-de-France de la dotation de péréquation) : adopté (p. 9374).

ART. 14 (supprimant la retenue effectuée au profit du Trésor sur le montant de la dotation globale de fonctionnement) : *amendement n° 106* du Gouvernement (prélèvement de 0,6 p. 100 du montant de la dotation globale de fonctionnement effectué par l'Etat pour frais d'assiette et de perception) ; *sous-amendement n° 115* de la commission (réduisant à 0,4 p. 100 le taux de prélèvement effectué par l'Etat sur le montant de la dotation globale de fonctionnement) : adopté (p. 9375) ; *amendement n° 106* ainsi modifié : rejeté (p. 9375).

MM. Bonnet (Christian), Tissandier (Maurice), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Maisonnat (Louis), Aurillac (Michel).

– article 14 : adopté (p. 9375).

ART. 15 (garantie de ressources) : *amendement n° 66* de M. Dominique Frelaut (somme perçue par les communes égale au minimum à 110 p. 100 des recettes perçues pour 1978) : retiré (p. 9378) ; *amendement n° 55* de M. Hubert Dubedout (limitation de la garantie de progression aux collectivités bénéficiaires de la dotation globale de fonctionnement dont le potentiel fiscal par habitant ne dépasse pas le double du potentiel fiscal moyen de leur groupe démographique) : retiré (p. 9376) ; *sous-amendement n° 168* de M. Louis Besson (non-prise en compte du versement complémentaire résultant de l'application de l'article L. 234-14 du code des communes dans l'amendement n° 55) : retiré (p. 9376) ; *amendement n° 134* de M. Robert Wagner (limitation de l'application de l'article 15 à l'année 1979) : rejeté (p. 9379) ; *amendement n° 145* de M. Louis Besson (versement complémentaire résultant de l'application de l'article L. 234-14 du code des communes non compris dans la dotation minimale) : adopté (p. 9379) ; *amendement n° 135* de M. Robert Wagner (taux de progression fixé à 110 p. 100) ; rejeté (p. 9379) ; *amendement n° 107* de la commission (inclusion des régularisations dans le montant des recettes prises en compte) : adopté (p. 9379) ; *amendement n° 146* de M. Louis Besson (suppression des concours aux communes thermales) : devenu sans objet (p. 9379) ; *amendement n° 108* de la commission (inclusion dans la base de calcul de garantie des recettes perçues en 1978 au titre de la répartition des ressources du fonds d'action locale) : adopté (p. 9379) ; *amendement n° 136*de M. Robert Wagner (suppression du cinquième alinéa de l'article 15) ; devenu sans objet (p. 9379).

Explication de vote : *Jans (Parfait)* : vote hostile du groupe communiste sur l'article 15 modifié (p. 9379).

MM. Frelaut (Dominique), Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Voisin (André-Georges), Wagner (Robert), Aurillac (Michel), Gorse (Georges), Canacos (Henry), Besson (Louis), Aubert (Emmanuel), Hamel (Emmanuel).

– article 15, ainsi modifié : adopté (p. 9379).

ART. 16 (dispositions transitoires) : adopté (p. 9379).

ART. 16 *bis* (rapport au Parlement) : *amendement n° 109* de la commission (contenu du rapport) : adopté (p. 9380) ; *amendement n° 110* de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 16 *bis*) : adopté (p. 9380).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article 16 bis, ainsi modifié : adopté (p. 9380).

ART. 17 (dispositions diverses) : adopté (p. 9380).

ART. 18 (dispositions diverses) : *amendement n° 129* de la commision (amendement de coordination) : adopté (p. 9380).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article 18, ainsi modifié : adopté (p. 9380).

Titre : *amendement n° 126* de la commission (modification du titre) : adopté (p. 9380).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

Le titre du projet de loi devient : « PROJET DE LOI INSTITUANT UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VERSEE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS ET AMENAGEANT LE REGIME DES IMPOTS DIRECTS POUR 1979 » (p. 9380).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI :

ART. 11 adopté en première délibération : *amendement n° 1* du Gouvernement (suppression de la pondération du potentiel fiscal des départements par la densité de population) : adopté (p. 9381).

MM. Bonnet (Christian), Besson (Louis).

– article 11, ainsi modifié : adopté (p. 9381).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Gau (Jacques-Antoine)* : exigences des élus communaux dans le domaine financier : relèvement de la part des ressources fiscales attribuées aux communes, répartition des ressources entre les communes par application d'indices traduisant réellement les charges et besoins sociaux de chaque collectivité, fiscalité locale directe plus juste ; insuffisance de la dotation globale (p. 9381) ; vote hostile du groupe socialiste sur le projet de loi (p. 9382) ;

– *Jans (Parfait)* : texte reposant sur le transfert de ressources entre communes sans apport du Gouvernement, refus du Gouvernement de prendre en compte la crise des collectivités locales ; vote hostile du groupe communiste (p. 9382) ;

– *Boyon (Jacques)* : exprime sa satisfaction du report de la discussion du texte portant sur la fiscalité locale ; souci de stabilité et de continuité dans la gestion des collectivités locales (p. 9382) ; prise en compte des charges particulières ; problèmes des communes-centres rurales ; progrès réalisés par le texte : meilleure garantie d'indexation des ressources communales avec l'acceptation de la T.V.A. comme base d'indexation, meilleure appréciation de l'écart entre possibilités et besoins des communes, amélioration de la solidarité entre les communes (p. 9383) ;

– *Gaudin (Jean-Claude)* : vote favorable de l'U.D.F. sur le texte (p. 9383) ;

– *Bonnet (Christian)* : texte apportant aux communes et aux départements 1 milliard 201 millions de francs supplémentaires ; remerciements : rend hommage à M. Marc Bécam, secrétaire d'Etat (p. 9383).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 146 (p. 9383) ; liste des votants (p. 9385, 9386).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1978] (p. 9697).

Dotation forfaitaire et dotation de péréquation (parts respectives dans la dotation globale) : *Tissandier (Maurice)* (p. 9697).

Impôts locaux en 1979 : *Voisin (André-Georges)* (p. 9709).

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1978] (p. 9709).

ART. 1er *A* (répartition entre les impôts locaux du produit voté par les conseils municipaux, les conseils généraux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale, correction de la part de la taxe professionnelle du tiers de la variation constatée entre les bases brutes de 1977 et celles de 1975 augmentées de 20 p. 100) ; *amendement n° 2* de la commission (correction de la part de la taxe professionnelle en fonction de la moitié de la variation des bases de cette taxe entre 1975 et 1977) : adopté (p. 9701) ; *amendement n° 3* de la commission (suppression de la compensation des pertes de matières imposables subies par les communes au titre de la taxe professionnelle) : adopté (p. 9701) ; *amendement n° 1* de M. Augustin Chauvet (correction de la part de la taxe professionnelle en fonction de la moitié de la variation des bases de cette taxe entre 1975 et 1977 dans la mesure où cette variation résulte de l'adjonction ou de la suppression d'un ou de plusieurs éléments retenus pour l'établissement des base d'imposition) : retiré (p. 9700).

MM. Tissandier (Maurice), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Ginoux (Henri), Frelaut (Dominique).

– article 1er A, ainsi modifié, adopté (p. 9701).

ART. 1er *B* (diminution d'un tiers en 1979 du montant de la réduction des bases prévue à l'article 1472 du code général des impôts – plafonnement à 8 p. 100 de la valeur ajoutée de la cotisation de taxe professionnelle de chaque entreprise –, perception par le Trésor d'une cotisation au taux de 7 p. 100 sur les redevables de la taxe professionnelle en contrepartie des dégrèvements résultant du présent article) : adopté (p. 9701).

M. Voisin (André-Georges).

ART. 1er *C* (réduction d'un cinquième en 1979 des différences existant dans les communautés urbaines entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par la communauté et les

taux appliqués au profit de celle-ci dans chaque commune membre, possibilité pour les conseils de maintenir totalement ou partiellement ces différences de taux) ; *amendement n° 18* de M. Dominique Frelaut (interdisant aux conseils de supprimer partiellement les différences existant entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par le groupement et les taux appliqués au profit de celui-ci dans chaque commune membre) : adopté (p. 9702) ; *amendement n° 4* de la commission (formel) : adopté (p. 9702).

MM. Maisonnat (Louis), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Papon (Maurice).

– article 1er C, ainsi modifié, adopté (p. 9702).

ART. 1er *E* (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les lois relatives aux impôts locaux sont applicables dans les départements d'Outre-Mer) : adopté (p. 9702).

M. Voisin (André-Georges).

ART. 1er :

Article L. 234-1 du code des communes : amendement n° 5 de la commission (détermination du montant de la dotation globale de fonctionnement par application d'un taux de prélèvement sur le produit net prévisionnel de la taxe à la valeur ajoutée aux taux en vigueur au 1er janvier 1979 ; fixation à 16,45 p. 100 du taux de ce prélèvement pour 1979) : adopté avec une correction de forme (p. 9703).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Boyon (Jacques).

– article L. 234-1 du code des communes, ainsi modifié, adopté (p. 9703).

Article L. 234-2 du code des communes : amendement n° 6 de la commission (fixant pour 1979 à 60 p. 100 la part de la dotation forfaitaire) : adopté (p. 9703) ; *amendement n° 7* de la commission (révision en 1980 de la dotation forfaitaire des communes pénalisées depuis 1968 par une attribution de garantie assise sur le minimum garanti par habitant amputé de la moitié du revenu brut annuel moyen de leur patrimoine communal) : réservé (p. 9703).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article L. 234-2 du code des communes : réservé (p. 9703).

Article L. 234-3 bis du code des communes (réduction en 1980 de la dotation forfaitaire des communes dont le revenu brut annuel du patrimoine communal, à l'exclusion du revenu des immeubles bâtis, a dépassé 10 francs par habitant en moyenne en 1976, 1977 et 1978) : *amendement n° 8* de la commission (suppression du texte proposé pour l'article L. 234-3 bis du code des communes) : rejeté (p. 9704) ; *amendement n° 19* du Gouvernement (conditions d'actualisation en 1980 de la dotation forfaitaire des communes) : adopté (p. 9704).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Besson (Louis).

– article L. 234-3 bis du code des communes, ainsi modifié, adopté (p. 9704).

Article L. 234-2 du code des communes (suite) : *amendement n° 7* de la commission, précédemment réservé : devenu sans objet (p. 9704).

– article L. 234-2 du code des communes, ainsi modifié, adopté (p. 9704).

Article L. 234-5 du code des communes : amendement n° 9 de la commission (dotation de péréquation des groupements de communes à fiscalité propre) : adopté (p. 9704) ; *amendement n° 10* de la commission (fixant pour 1979 à 40 p. 100 du solde disponible de la dotation globale la part des ressources affectées à la dotation de péréquation) : adopté (p. 9705).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article L. 234-5 du code des communes, ainsi modifié, adopté (p. 9705).

Article L. 234-6 du code des communes : adopté (p. 9705).

Article L. 234-7 du code des communes : amendement n° 11 de la commission (définition du potentiel fiscal par habitant) : adopté (p. 9705).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian).

– article L. 234-7 du code des communes, ainsi modifié, adopté (p. 9705).

Article L. 234-12 du code des communes : amendement n° 12 de la commission (non-prise en compte des élèves de l'enseignement préélémentaire pour le calcul de la dotation de fonctionnement minimum) : rejeté (p. 9707).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Maisonnat (Louis), Aurillac (Michel), Voisin (André-Georges), Mexandeau (Louis), de la Verpillière (Guy), Becam (Marc), Voilquin (Hubert).

– article L. 234-12 du code des communes : adopté (p. 9707).

Article L. 234-13 du code des communes : amendement n° 13 de la commission (avis du comité des finances locales sur la liste des communes touristiques ou thermales) : adopté (p. 9708) ; *amendement n° 14* de la commission (fixant à 20 p. 100 des ressources affectées aux concours particuliers le montant global de la dotation particulière des communes touristiques ou thermales) : adopté (p. 9708) ; *amendement n° 15* de la commission (part minimale de dotation attribuée aux communes thermales) : adopté (p. 9708).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Dubedout (Hubert), Voilquin (Hubert), Briane (Jean).

– article L. 234-13 du code des communes, ainsi modifié : adopté (p. 9708).

Article L. 234-15 du code des communes : supprimé par le Sénat; *amendement n° 16* de la commission (rétablissement de l'article L. 234-15 du code des communes) : adopté (p. 9708).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Jans (Parfait).

– article L. 234-15 du code des communes ainsi rétabli (p. 9708).

Article L. 234-16 bis du code des communes (dotation particulière des communes centres d'une unité urbaine) : adopté (p. 9708).

Article L. 234-19 du code des communes : adopté (p. 9709).

Article L. 234-21 du code des communes (répartition du produit des amendes de police relatives à la circulation routière en vue de financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation) : adopté (p. 9709).

Article L. 234-22 du code des communes (répartition par le comité des finances locales des recettes définies à l'article L. 234-21) : adopté (p. 9709).

ART. 11 *quater : amendement n° 17* de la commission (suppression de la majoration de population en fonction de la capacité des locations saisonnières ou des installations d'accueil ou d'hébergement de la commune ou du département) : adopté (p. 9711) ; amendement de la commission (exclusion des communes touristiques bénéficiant de concours particuliers du bénéfice de la majoration de population prévue par l'article 11 quater) : devenu sans objet (p. 9711).

MM. Tissandier (Maurice), Bonnet (Christian), Voisin (André-Georges), Besson (Louis), Boyon (Jacques), Schneiter (Jean-Louis), Maisonnat (Louis), Aurillac (Michel).

– article 11 quater, ainsi modifié, adopté (p. 9711).

EXPLICATION DE VOTE :

– *Frelaut (Dominique) :* vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi (p. 9711).

L'ensemble du projet de loi est adopté (p. 9711).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9765).

Compensation des pertes de matière imposable : *Tissandier (Maurice)* (p. 9766).

Dotation forfaitaire et dotation de péréquation (parts respectives dans la dotation globale) : *Tissandier (Maurice)* (p. 9766).

Taxe professionnelle (part dans les recettes fiscales des collectivités locales) : *Tissandier (Maurice)* (p. 9765) ; *Chauvet (Augustin)* (p. 9766) ; *Bonnet (Christian)* (p. 9766).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978].

EXPLICATION DE VOTE :

– *Frelaut (Dominique) :* vote hostile du groupe communiste, apport insuffisant du Gouvernement pour le financement de la dotation de péréquation (p. 9767).

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9768).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 753** PORTANT SUR LES POUVOIRS ET LES LIBERTES DES COLLECTIVITES LOCALES DANS L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE POPULAIRE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Charles Fiterman et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [5 avril 1979].

4. – PROJET DE LOI **n° 987** MODIFIANT LA LOI n° 79-15 DU 3 JANVIER 1979 INSTITUANT UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VERSEE

PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS ET AMENAGEANT LE REGIME DES IMPOTS DIRECTS LOCAUX POUR 1979.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Urgence déclarée le 18 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [19 avril 1979]. – Rapport **n° 996** [24 avril 1979]. – Discussion le 25 avril 1979. – Adoption le 25 avril 1979. – Projet de loi **n° 151.**

SENAT (première lecture), n° 299 (1978-1979). Dépôt le 26 avril 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économique de la Nation. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. – Rapport n° 315 (1978-1979) [4 mai 1979]. – Discussion le 9 mai 1979. – Adoption définitive le 9 mai 1979. – Projet de loi n° 91 (1978-1979).

Loi n° 79-382 du 14 mai 1979, publiée au *J.O.* du 15 mai 1979 (p. 1135).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 avril 1979] (p. 3040) :

Rappel au règlement de M. Alain Richard (conditions de présentation d'une demande d'interruption d'un orateur) : *Richard (Alain),* (p. 3048) ; *Brocard (Jean),* (p. 3048).

Collectivités locales (difficultés financières) : *Maisonnat (Louis),* (p. 3043) ; *Richard (Alain),* (p. 3045).

Commissions mixtes paritaires (usage abusif de la procédure par le Gouvernement) : *Richard (Alain),* (p. 3045).

Dotation globale de fonctionnement : *Maisonnat (Louis),* (p. 3044) ; *Richard (Alain),* (p. 3045).

Simulations réalisées pour l'application de la loi du 3 janvier 1979 : *Aurillac (Michel),* (p. 3040) ; *Voisin (André-Georges),* (p. 3041, 3047) ; *Chauvet (Augustin),* (p. 3042) ; *Maisonnat (Louis),* (p. 3043) ; *Papon (Maurice),* (p. 3046, 3047, 3048).

Taxe d'habitation : *Papon (Maurice),* (p. 3047).

Taxe professionnelle : *Voisin (André-Georges),* (p. 3041) ; *Chauvet (Augustin),* (p. 3041, 3042) ; *Frelaut (Dominique),* (p. 3042) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 3044, 3048) ; *Richard (Alain),* (p. 3045) ; *Papon (Maurice),* (p. 3046, 3047).

Transferts de charges entre contribuables : *Aurillac (Michel),* (p. 3040) ; *Chauvet (Augustin),* (p. 3041) ; *Maisonnat (Louis),* (p. 3043).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 avril 1979] (p. 3048) :

ART. 1er : maintenant au même niveau qu'en 1978 le montant de la réduction des bases prévue à l'article 1472 du Code général des impôts pour le calcul de la taxe professionnelle de 1979, adopté (p. 3048).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *MM. Frélaut (Dominique), Richard (Alain) :* abstention du groupe communiste et du groupe socialiste.

ART. 2 : abrogation du 2e alinéa de l'article 3 de la loi du 3 janvier 1979, adopté (p. 3048).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *MM. Frélaut (Dominique), Richard (Alain) :* vote favorable du groupe communiste et du groupe socialiste.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3048).

5. – PROJET DE LOI **n° 1683** POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESPONSABILITES DES COLLECTIVITES LOCALES;

SENAT (première lecture), n° 187 (1978-1979). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Lionel de Tinguy. – Rapport n° 307 (1978-1979) [3 mai 1979]. – Renvoi pour avis : à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur pour avis : M. Paul Séramy, avis n° 318 (1978-1979) [9 mai 1979] ; à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur pour avis : M. Joseph Raybaud, avis n° 333 (1978-1979) [10 mai 1979] ; à la commission des affaires sociales. – Rapporteur pour avis : M. Jean Chérioux, avis n° 337 (1978-1979) [15 mai 1979]. – Discussion les 10, 15, 16, 17, 22 avril 1980. – Adoption le 22 avril 1980. – Projet de loi n° 52.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1683.** Dépôt le 7 mai 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la

législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : MM. Michel Aurillac et Henri Colombier [22 mai 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [28 mai 1980]. – Rapporteur pour avis: M. Adrien Zeller [12 juin 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du plan [19 juin 1980].

Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi n° 1683 présentée par le président du groupe socialiste [20 mai 1980] (p. 1090).

Opposition formulée par le président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [20 mai 1980] (p. 1094).

Décision de l'Assemblée sur cette demande [21 mai 1980] (p. 1146).

Commission des lois (compétences) : *Foyer (Jean)*, (p. 1146) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 1147).

Demande rejetée par scrutin public n° 390 (p. 1147). Le projet de loi demeure renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. – PROJET DE LOI **n° 2095** COMPLETANT LA LOI n° 79-15 DU 3 JANVIER 1979 INSTITUANT UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VERSEE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS.

SENAT (première lecture), n° 32 (1980-1981). Dépôt le 14 octobre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Joseph Raybaud. – Rapport n° 89 (1980-1981) [6 novembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Lionel de Tinguy. – Avis n° 92 (1980-1981) [12 novembre 1980]. – Discussion les 19 et 20 novembre 1980. – Adoption le 20 novembre 1980. – Projet de loi n° 24 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 2095.** Dépôt le 21 novembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [25 novembre 1980]. – Rapport **n° 2105** [26 novembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du plan [25 novembre 1980]. – Discussion le 2 décembre 1980. – Adoption le 2 décembre 1980. – Projet de loi **n° 386.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE.
Nomination (*J.O.* du 18 décembre 1980) (p. 2984).
Bureau (*J.O.* du 18 décembre 198) (p. 2984).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Michel Aurillac. – Rapport **n° 2166** [17 décembre 1980]. – Discussion le 17 décembre 1980. – Adoption avec modification le 17 décembre 1980. – Projet de loi **n° 412.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Joseph Raybaud. – Rapport n° 190 (1980-1981) [17 décembre 1980]. – Discussion le 17 décembre 1980. – Projet de loi n° 42 (1980-1981).

Loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1981 (p. 3).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1)
Loi, article **2** : Art. 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : Art. 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **4** : Art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **5** : Art. 4 *bis* (A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : Art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **7** : Art. 5 *bis* (A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : Art. 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **9** : Art. 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **10** : Art. 8 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : Art. 8 *bis* 1 (A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : Art. 8 *ter* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **13** : Art. 9 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : Art. 10 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **15** : Art. 11 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **16** : Art. 11 *bis* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **17** : Art. 11 *ter* (S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **18** : Art. 12 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **19** : Art. 13 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **20** : Art. 13 *bis* (A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **21** : Art. 13 *ter* (A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **22** : Art. 14 (S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [2 décembre 1980] (p. 4531).

Action sociale des communes : *Garcin (Edmond)* (p. 4531).

Banlieues ouvrières : *Frelaut (Dominique)* (p. 4524).

Comité des finances locales : *Voisin (André-Georges)* (p. 4536).

Commune du Petit-Couronne (Seine-Maritime) : *Fabius (Laurent)* (p. 4542) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4542).

Départements : *Besson (Louis)* (p. 4534) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4536).

Départements et territoires d'Outre-Mer : *Fontaine (Jean)* (p. 4525) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 4525, 4526) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4544).

Dotation forfaitaire : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 4525) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4544).

Dotation de péréquation : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Tissandier (Maurice)* (p. 4522) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 4525) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4529) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4536) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4544).

Dotation des communes touristiques et thermales : *Tissandier (Maurice)* (p. 4523) ; *Besson (Louis)* (p. 4535) ; Voisin (André-Georges) (p. 4536).

Dotation des villes-centres : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Tissandier (Maurice)* (p. 4522) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4536) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4538) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4541) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4544).

Effectifs de police et insécurité : *Garcin (Edmond)* (p. 4532).

Emprunts des collectivités locales : *Dubedout (Hubert)* (p. 4527, 4543) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4543).

Equipements d'Etat implantés dans les communes (fiscalité) : *Dubedout (Hubert)* (p. 4526).

Garantie de progression minimale : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Richard (Alain)* (p. 4540) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4544).

Ile-de-France : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4545).

Immigrés (logement) : *Dubedout (Hubert)* (p. 4526).

Impôts locaux (vote direct des taux) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4538) ; *Richard (Alain)* (p. 4539).

Indexation de la dotation globale de fonctionnement sur la TVA : *Aurillac (Michel)* (p. 4520) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4523) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4529) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4535) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 4538).

Indemnité de logement des instituteurs : *Aurillac (Michel)* (p. 4521) ; *Tissandier (Maurice)* (p. 4522) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4524) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4536) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 4538) ; *Richard (Alain)* (p. 4540).

Inflation : *Frelaut (Dominique)* (p. 4523) ; *Dubedout (Hubert)* (p. 4526) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4537) ; *Richard (Alain)* (p. 4539).

Logements sociaux : *Besson (Louis)* (p. 4534).

Loi du 3 janvier 1979 (bilan) : *Aurillac (Michel)* (p. 4520, 4521) ; *Tissandier (Maurice)* (p. 4522) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4529) ; *Coulais (Daniel)* (p. 4532) ; *Besson (Louis)* (p. 4534) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4535) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4537) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4540) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4542).

Mayotte : *Lagourgue (Pierre)* (p. 4525).

Octroi de mer : *Lagourgue (Pierre)* (p. 4526).

Part des collectivités locales dans les ressources publiques : *Frelaut (Dominique)* (p. 4523).

Potentiel fiscal et redistribution en faveur des petites communes : *Aurillac (Michel)* (p. 4520) ; *Tissandier (Maurice)* (p. 4522) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 4524) ; *Fontaine (Jean)* (p. 4525) ; *Dubedout (Hubert)* (p. 4526) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4529) ; *Coulais (Daniel)* (p. 4532, 4533) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4536) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4537) ; *Lepeltier (Antoine)* (p. 4538) ; *Richard (Alain)* (p. 4539) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4540, 4541) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4544).

Projet de loi sur le développement des responsabilités locales : *Richard (Alain)* (p. 4540).

Remboursement de la TVA aux communes : *Garcin (Edmond)* (p. 4532).

Taxe d'habitation : *Frelaut (Dominique)* (p. 4523) ; *Garcin (Edmond)* (p. 4532).

Taxe professionnelle : *Dubedout (Hubert)* (p. 4527) ; *Garcin (Edmond)* (p. 4532) ; *Richard (Alain)* (p. 4539) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4542) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4542).

V.R.T.S. : *Aurillac (Michel)* (p. 4520).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4549).

Avant l'ART. 1er : *amendement n° 39* de M. Louis Maisonnat (création au profit de l'Etat d'un prélèvement fiscal sur le montant des investissements bruts réalisés à l'étranger par les sociétés françaises) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement (p. 4550) ; *amendement n° 3* de M. Louis Maisonnat (portant à 20 % le taux du prélèvement sur la TVA affecté à la dotation globale de fonctionnement : institution d'un impôt sur les sociétés et sur le capital) : rejeté (p. 4550).

ART. 1er (répartition du montant de la régulation et du reliquat comptable) : adopté (p. 4550).

ART. 2 (part des ressources affectée à la dotation forfaitaire) : *amendement n° 40* de M. Dominique Frelaut (fixant à 50 000 francs le minimum de la dotation forfaitaire) : rejeté (p. 4551).

– article 2 adopté (P. 4551).

ART. 3 (mode de calcul de la dotation forfaitaire) : adopté (p. 4551).

ART. 4 (part des ressources affectée à la dotation de péréquation) : adopté (p. 4551).

Après l'ART. 4 : *amendement n° 19* de la commission des finances (prise en compte partielle dans la répartition des ressources affectées à la dotation de péréquation, de critères relatifs à la démographie et aux charges de fonctionnement des communes ; majoration de la dotation résultant de ces dispositions s'imputant sur les concours particuliers des villes-centes) : rejeté (p. 4554) ; *amendement n° 1* de M. Claude Coulais (prise en compte partielle dans la répartition des ressources affectées à la dotation de péréquation, de critères relatifs tant à la démographie qu'aux charges de fonctionnement des communes) : rejeté (p. 4554) ; *amendement n° 13* de la commission des lois (affectant l'attribution moyenne nationale utilisée pour la répartition en fonction du potentiel fiscal d'un coefficient de correction) ; *sous-amendement n° 36* de M. Claude Coulais (évolution de l'écart maximum pour les quatre années suivant 1981) : rejeté (p. 4556) ; *amendement n° 13* adopté (p. 4556) ; ressources et charges particulières des petites et grandes communes (p. 4552, 4553, 4555).

ART. 5 (répartition de la dotation de péréquation) : adopté (p. 4556).

Après l'ART. 5 : *amendement n° 5* de M. Edmond Garcin (prise en compte des besoins sociaux comme élément de la péréquation ; saisine du comité des finances locales) : rejeté (p. 4557) ; *amendement n° 37* du Gouvernement (réservé) (p. 4557).

ART. 6 (dotation spéciale pour le logement des instituteurs) : supprimé par le Sénat ; suppression maintenue (p. 4557).

ART. 7 (répartition du reliquat comptable en 1981) : adopté (p. 4457).

Après l'ART. 7 : *amendement n° 41* de M. Louis Maisonnat (création d'un prélèvement sur les profits des sociétés pétrolières en vue de dégager des recettes permettant le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement (p. 4557) ; *amendement n° 42* de M. Robert Vizet (régime fiscal des dirigeants de sociétés) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement (p. 4557).

ART. 8 (part de la dotation globale de fonctionnement affectée aux concours particuliers) : situation fiscale des communes portuaires et exonération des ports de la taxe professionnelle (p. 4557) : article 8 réservé (p. 4558).

ART. 8 *bis* (dotation de fonctionnement minimale aux communes de moins de 2 000 habitants) : *amendement n° 14* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4558).

– le texte de l'*amendement n° 14* devient l'article 8 bis (p. 4558).

Après l'ART. 8 *bis* : *amendement n° 20* de la commission des finances (fixant le montant de la dotation aux communes touristiques et thermales dans une fourchette comprise entre 20 et 25 % des ressources affectées aux concours particuliers) : adopté (p. 4558) ; *amendement n° 47*, deuxième correction, de M. Adrien Zeller : réservé jusqu'après l'article 13 (p. 4558) ; *amendement n° 7* de M. Edmond Garcin (versement supplémentaire à la dotation forfaitaire pour les communes abritant une population immigrée particulièrement nombreuse) : rejeté (p. 4559).

ART. 8 *ter* (dotation aux communes-centres) : *amendements* identques *n° 21* de la commission des finances et *n° 2* de M. Maurice Ligot (étendant la qualité de commune-centre aux communes représentant au-moins 25 % de la population de l'arrondissement dont elles font partie) : rejetés (p. 4559) ; *amendement n° 46* corrigé de M. Hubert Dubedout (permettant que le pourcentage de l'attribution aux villes-centres ne soit pas amputé à l'occasion d'une réduction du pourcentage affecté aux concours particuliers) : retiré (p. 4560) ; *amendement n° 28* de M. René de Branche (critère de répartition du concours particulier aux communes-centres d'unité urbaine ; prise en compte de la population extérieure à l'unité urbaine) ; *sous-amendement n° 52* de M. Maurice Ligot (faisant de certains groupements de communes des unités urbaines dont le chef-lieu pourrait bénéficier de la répartition particulière affectée aux villes-centres) : rejeté (p. 4560) ; *amendement n° 28* rejeté (p. 4560).

– article 8 ter adopté (p. 4560).

Après l'ART. 8 *ter* : *amendement n° 15* de la commission des lois (création d'une dotation particulière au profit des communes répondant à certains critères relatifs à la part du territoire utilisée par un équipement de l'Etat, au potentiel fiscal par habitant et au taux des impositions locales) ; *sous-amendement n° 43* de M. Louis Maisonnat (mode de calcul de la dotation particulière prévue par l'*amendement n° 15)* : rejeté (p. 4562) ; *amendement n° 15* rejeté (p. 4562) ; *amendement n° 37* du Gouvernement (prise en compte des installations de l'Etat implantées dans la commune pour le calcul de la dotation attribuée au titre de l'impôt sur les ménages aux communes intéressées) ; *sous-amendement n° 49* de M. Louis Maisonnat (prise en compte des bâtiments et résidence universitaires) : rejeté (p. 4562) ; *sous-amendement n° 50* de M. Hubert Dubedout (prise en compte des bâtiments et résidences universitaires) : rejeté (p. 4562) ; *sous-amendement n° 51* de M. Hubert Dubedout (application des dispositions de l'*amendement n° 37* au 1er janvier 1981) : rejeté (p. 4563) ; *amendement n° 37* adopté (p. 4563) ; *amendement n° 25* de M. Louis Besson (dotation particulière pour les communes comptant au recensement de leurs résidences principales plus de 20 % de logements locatifs sociaux et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au potentiel moyen par habitant des communes de leur groupe démographique) : rejeté par scrutin public n° 541 (p. 4564) ; communes-dortoirs (p. 4563-4564).

ART. 9 (garantie de progression minimale) : *amendement n° 33* de M. Edmond Garcin (garantissant une progression annuelle d'au moins 20 % de la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 4564) ; *amendement n° 16* de la commission des lois (rédactionnel) : adopté (p. 4564) ; *amendement n° 17* de la commission des lois (suppression d'un alinéa adopté par le Sénat disposant que la loi de finances fixerait un taux de garantie dans l'hypothèse où la progression de la TVA serait inférieure à 10 %) : adopté (p. 4564) ; *amendement n° 44* de M. Edmond Garcin (réintégration de certaines provisions dans le bénéfice imposable des sociétés) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement (p. 4565).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 4565).

Après l'ART. 9 : *amendement n° 45* de M. Edmond Garcin (abrogation de l'avoir fiscal) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement (p. 4565).

ART. 10 (régime particulier des communes d'Ile-de-France) : adopté (p. 4565).

Après l'ART. 10 : *amendement n° 26* de M. Louis Besson (majoration de la dotation au titre du potentiel fiscal pour les départements qui supportent des charges supplémentaires parce qu'ils sont peu peuplés et qu'ils ont un vaste territoire) : retiré (p. 4565).

ART. 8 précédemment réservé : adopté (p. 4565).

ART. 11 (garantie de progression minimale pour les départements) : adopté (p. 4566).

ART. 11 *bis* (quote-part de la dotation de péréquation attribuée à Mayotte) : adopté (p. 4566).

ART. 11 *ter* (majoration de la population des DOM pour le calcul de leur attribution) : *amendement n° 18* de M. Jacques Lafleur (application de l'article 11 ter aux TOM) : adopté (p. 4566).

– article 11 ter, ainsi modifié, adopté (p. 4566).

ART. 12 (extension aux TOM de la répartition en fonction du nombre d'instituteurs) : adopté (p. 4566).

ART. 13 (suppression du fonds d'égalisation des charges) : adopté (p. 4566).

Après l'ART. 13 : *amendement n° 22* de la commission des finances (possibilité pour les députés et sénateurs membres du comité des finances locales d'avoir des suppléants) : devient sans objet (p. 4566) ; *amendement n° 38* de M. André-Georges Voisin (possibilité pour les députés et sénateurs membres du comité

des finances locales d'avoir des suppléants) : adopté (p. 4566).

Après l'ART. 8 *bis* (suite) : *amendement n° 47*, deuxième correction, de M. Adrien Zeller précédemment réservé (versement supplémentaire à la dotation forfaitaire pour les communes dont la population s'est accrue d'au moins 12 % depuis le dernier recensement général) : rejeté (p. 4567) ; *amendement n° 29* de M. Emmanuel Hamel (prise en considération du résultat du recensement complémentaire lorsqu'il fait apparaître un chiffre au moins égal à 15 % de la population légale selon le dernier recensement) ; *sous-amendement n° 53* de M. Michel Aurillac (inclusion de la population fictive dans le calcul de l'augmentation de population) : adopté (p. 4567) ; *amendement n° 29*, ainsi modifié, adopté (p. 4567).

ART. 14 (durée d'application de la loi et rapports au parlement) : *amendement n° 23* de la commission des finances (suppression de l'article 14) : rejeté (p. 4567) ; *amendement n° 35* de M. Jean-Pierre Chevènement (rapport sur l'incidence, au regard de la dotation péréquée au prorata de l'impôt sur les ménages, de la mise en œuvre du vote direct des taux des taxes locales directes) : retiré (p. 4568).

– article 14 adopté (p. 4568).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 542 (p. 4568).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [17 décembre 1980] (p. 4993).

Communes thermales et touristiques (concours particuliers) : *Aurillac (Michel)*, (p. 4993).

Indemnités de logement versées aux normaliens et à certains instituteurs : *Vizet (Robert)*, (p. 4994) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 4994).

Mayotte (majoration du quantum de population résultant du dernier recensement) : *Aurillac (Michel)*, (p. 4994).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4994).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– Campagne du CNPF contre la taxe professionnelle : *Maisonnat (Louis)*, (p. 4995).

– Préparation des budgets locaux de 1981 : *Maisonnat (Louis)*, (p. 4995).

– Vote hostile du groupe communiste : *Maisonnat (Louis)*, (p. 4995).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 4995).

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 2224** PORTANT CREATION D'UN DEPARTEMENT DE PAYS BASQUE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Christian Laurissergues et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COLLECTIVITES LOCALES

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2 ; AGENTS COMMUNAUX. 1, 2, 7 ; ASSURANCE VIEILLESSE. 4 ; CONDITIONNEMENT. 1 ; CONSEILS GENERAUX. 4 ; CONSEILS REGIONAUX. 1 ; CONSTITUTION. 2 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 26 ; ELUS LOCAUX. 2 ; ENERGIE. 1 ; ENVIRONNEMENT. 1 ; EPARGNE. 9 ; FINANCES LOCALES. 1 ; HABITAT INSALUBRE. 2 ; HANDICAPES. 7 ; IMPOTS. 1 ; IMPOTS LOCAUX. 2, 7 ; LOIS DE FINANCES. 1, Après l'article 12. – Après l'article 14, amendement 46. – Avant l'article 17. – Article 29. – (Deuxième partie), Départements d'Outre-Mer. – Intérieur. – Territoires d'Outre-Mer. – Explications de vote et scrutin sur l'ensemble ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Après l'article 7. – Article 20. – (Deuxième partie), Intérieur. – Territoires d'Outre-Mer. – Transports ; LOIS DE FINANCES. 6 (article 91) ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale). – (Deuxième partie), Intérieur ; MARCHES PUBLICS. 2, 3 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; MUSEES. 1 ; PHARMACIE. 6 ; PLAN. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 114 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 75, 154 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 36 ; SERVICE NATIONAL. 3 ; TAXE A LA VALEUR AJOUTEE. 1 ; TRANSPORTS. 1 ; TRANSPORTS URBAINS. 1 ; TRAVAIL (durée du), 1.

– **Achat du fuel domestique.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 501.

– **Bulletin d'information des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Avant l'article 12 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 8.

– **Charges financières des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

– Développement des responsabilités des –. *Voir* ELECTIONS MUNICIPALES. 2.

– Droit de préemption des –. *Voir* ARCHIVES. 1.

– Personnels des –. *Voir* FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 12.

– Subventions aux –. *Voir* QUESTIONS AUX GOUVERNEMENT. 197.

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1144** TENDANT A CREER UN CONSEIL SUPERIEUR DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE LA REPUBLIQUE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Gérard Bordu et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Louis Maisonnat [10 avril 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1602** PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 72 DE LA CONSTITUTION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1980 par M. André Bord et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [14 mai 1980].

Voir AGENTS COMMERCIAUX. 7 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 5 ; MAYOTTE. 1.

COLLECTIVITES TERRITORIALES

Voir REGIONS. 2.

COLLEGE UNIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

COLLEGES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 256.

– Construction de –. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 158.

COLLEGIALITE DES JURIDICTIONS

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

COLLOQUE D'ECHTERNACH EN 1978

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

COLOMBIE

Voir AMERIQUE DU SUD. 1.

COLONISATION DE LA NOUVELLE CALEDONIE

Voir NOUVELLE CALEDONIE. 8.

COLONNA D'ANDRIANI (Charles) (ancien député)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés). 15.

COMEDIE FRANÇAISE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

COMEX (société – de Marseille)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 447.

COMITE CONSULTATIF DES PROGRAMMES POUR LES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMITE DE COORDINATION DES CENTRES DE RECHERCHE EN MECANIQUE (COREM)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Taxes parafiscales ; ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMITE DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES FRANÇAISES DE L'AMEUBLEMENT (CODIFA)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

COMITE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE LA PRODUCTION SOCIALE ET DE L'EMPLOI

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 2.

COMITE DE LIAISON

Voir ENTREPRISES. 11.

COMITE DE RECHERCHE DU VIII^e PLAN

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche.

COMITE DES FINANCES LOCALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 6 ; ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMITE DES PRIX DE REVIENT DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMITE DES SAGES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

COMITE D'ETUDES FISCALES

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

COMITE D'ETUDES SUR LA VIOLENCE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

COMITE D'EVALUATION DES CHOIX ENERGETIQUES

Voir ENERGIE. 1.

COMITE D'EVALUATION DES OPTIONS TECHNIQUES

Voir ENERGIE. 1.

COMITE DIRECTEUR DU FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMITE DIRECTEUR DU FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voir ORGANIQUES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMITE D'ORGANISATION DES RECHERCHES APPLIQUEES SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (C.O.R.D.E.S.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan.

COMITE D'ORIENTATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (CODIS)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE REGLEMENT. 3.

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE NOUVELLE CALEDONIE

Voir NOUVELLE CALEDONIE. 7.

COMITE FRANÇAIS DES MANIFESTATIONS ECONOMIQUES A L'ETRANGER

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

COMITE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (CFCE)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

COMITE GUILLAUME DE NOGARET (Cour de Justice de Luxembourg)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 305.

COMITE INTERMINISTERIEL DES SERVICES SOCIAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – I. – Services généraux : fonction publique.

COMITE INTERMINISTERIEL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES INDUSTRIELLES (CIASI)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – Budget ; LOIS DE REGLEMENT. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 354 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 303.

COMITE INTERMINISTERIEL POUR LE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LE SOUTIEN DE L'EMPLOI

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget. – Industrie.

COMITE INTERNATIONAL DE COORDINATION DES RECHERCHES EN DEMOGRAPHIE (C.I.C.R.E.D.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

COMITE INTERPROFESSIONNEL DE LA CONCHYLICULTURE (Financement des sections régionales)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

COMITE INTERPROFESSIONNEL DES VINS DES COTES DU RHONE, DES COTES DU VENTOUX ET DES COTEAUX DU TRICASTIN

Voir VINS. 1, 8.

COMITE NATIONAL DE RECONVERSION INDUSTRIELLE

Voir MAIN-D'ŒUVRE (INDUSTRIE DE). 1.

COMITE NATIONAL DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (CNAJEP)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

COMITE NATIONAL INTERPROFRESSIONNEL POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS (Convention avec le)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

COMITE NATIONAL POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (C.N.R.E.D.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

COMITE POUR L'INDEPENDANCE ET L'UNITE DE LA FRANCE

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

COMITE PROFESSIONNEL DES BUTANES ET PROPANES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 169.

COMITE REGIONAL DU TOURISME EN GUYANE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

COMITE REGIONAL, ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Voir DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1.

COMITE « Technologies propres »

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie.

COMITE « Un bateau pour le Vietnam »

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 378.

COMITES DE DEFENSE

Voir DEFENSE NATIONALE. 1.

COMITES DE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET DU CADRE DE VIE

Voir ASSOCIATIONS. 1.

COMITES DE FINANCES LOCALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2.

COMITES D'ENTREPRISE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1544** PORTANT REFORME AU TITRE III DU LIVRE IV DU CODE DU TRAVAIL RELATIF AUX COMITES D'ENTREPRISE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Guy Bêche et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Guy Bêche [10 avril 1980].

Voir CONTRATS DE TRAVAIL. 2 ; ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES. 3, 6, 7 ; ENTREPRISES. 7 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, Après article 9 ; HAUTE COUTURE. 1 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse. – Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2. – Avant l'article 3 ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 328 ; SALARIES. 2 ; SOCIETES COMMERCIALES. 3.

COMITES DEPARTEMENTAUX D'EXAMEN DES PROBLEMES FINANCIERS DES ENTREPRISES (CODEFI)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 354.

COMITES DEPARTEMENTAUX POUR LE FINANCEMENT (CODEFI)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 176.

COMITES DE PARTICIPATION

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 2.

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2 ; CONTRAT DE TRAVAIL. 7 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 2 ; SALARIES. 2 ; TRAVAIL (hygiène et sécurité du), 2.

COMITES DE PARENTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

COMITES DE SOLDATS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DES REGIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

COMITES INTERPROFESSIONNELS DU VIN (taxe parafiscale)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA. – Taxes parafiscales.

COMITES PROFESSIONNELS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales ; ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES. 1.

COMITES REGIONAUX DE L'AUDIOVISUEL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Radio-télévision ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 405.

COMITES SOS-AGRICULTEURS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Agriculture. – BAPSA.

COMMANDES PUBLIQUES DE VETEMENTS POUR LES ADMINISTRATIONS

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

COMMEMORATION DU SOUVENIR DE JULES-FERRY

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Education.

COMMEMORATIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1623** TENDANT A CELEBRER LE 40e ANNIVERSAIRE DE L'APPEL ADRESSE AUX FRANÇAIS PAR LE GENERAL DE GAULLE LE 18 JUIN 1940. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [30 avril 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1759** TENDANT A DECIDER DE L'APPOSITION, SOUS L'ARC DE TRIOMPHE, D'UNE PLAQUE DEDIEE A LA MEMOIRE DU GENERAL DE GAULLE, LIBERATEUR DE LA PATRIE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 mai 1980 par M. Maurice Druon et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Messmer [12 juin 1980]. – Rapport **n° 1869** [26 juin 1980].

3. – PROPOSTION DE LOI **n° 2284** TENDANT A FAIRE ERIGER AU METRO « CHARONNE » UN MONUMENT DEDIE A LA MEMOIRE DES HUIT ANTIFASCISTES TUES LE 8 FEVRIER 1962 ET EN HOMMAGE A TOUS CEUX QUI ONT LUTTE EN FRANCE CONTRE LE COLONIALISME, POUR LA PAIX ET LA LIBERTE DES PEUPLES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir FETES LEGALES. 7 ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie). Anciens combattants.

COMMERÇANTS

Voir CONCESSIONS COMMERCIALES. 1 ; ENTREPRISES. 8, 11 ; ENTREPRISES PETITES ET MOYENNES. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 317 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 74, 120 ; SOCIETES. 3.

COMMERÇANTS AMBULANTS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 74.

COMMERÇANTS DU QUARTIER DES HALLES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 180.

COMMERÇANTS ET ARTISANS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 88** RELATIVE A LA CREATION D'UN COMITE CHARGE DE PROPOSER TOUTES MESURES TENDANT A UNE MEILLEURE INTEGRATION PROFESSIONNELLE ET A UNE PLUS GRANDE PROTECTION SOCIALE DES EPOUSES D'ARTISANS ET DE COMMERÇANTS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Henri Bayard. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard (25 mai 1978). – Rapport **n° 382** [14 juin 1978] commun aux propositions de loi **n°s 88, 104** et **179** (commerçants et artisans, 1, 2 et 3).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 104** RELATIVE A LA CREATION D'UN COMITE CHARGE DE PROPOSER TOUTES MESURES TENDANT A UNE MEILLEURE INTEGRATION PROFESSIONNELLE ET A UNE PLUS GRANDE PROTECTION SOCIALE DES EPOUSES D'ARTISANS ET DE COMMERÇANTS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Guy Cabanel. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et socia-

les. – Rapporteur : M. Henri Bayard [25 mai 1978]. – Rapport **n° 382** [14 juin 1978] commun aux propositions de loi **n^os 88, 104** et **179** (commerçants et artisans, 1, 2 et 3).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 179** RELATIVE A LA CONSTITUTION D'UNE COMISSION CHARGEE DE FAIRE DES PROPOSITIONS EN FAVEUR DES EPOUSES D'ARTISANS ET DE COMMERÇANTS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Jacques-Antoine Gau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard [25 mai 1978]. – Rapport **n° 382** [14 juin 1978] commun aux propositions de loi **n^os 88, 104** et **179** (commerçants et artisans, 1, 2 et 3).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 516** TENDANT A LA RECONNAISSANCE DES DROITS DE L'EPOUX TRAVAILLANT AVEC SON CONJOINT DANS L'ENTREPRISE FAMILIALE, ARTISANALE, COMMERCIALE OU DE PRESTATIONS DE SERVICE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Lucien Neuwirth et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Georges Tranchant [5 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 2198** RELATIVE AUX CONJOINTS D'ARTISANS ET DE COMMERÇANTS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1981 par Mme Edwige Avice et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir CHAMBRE DES METIERS. 1, 2 ; IMPOTS. 8, Article 19 ter ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 44, 44 bis ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 174, 328 ; SERVICE NATIONAL. 12.

– **Cotisations sociales**

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 953.

COMMERCE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 515** PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1583 DU CODE CIVIL ET PROTECTION DU VENDEUR EN CAS DE NON-PAIEMENT COMPTANT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [21 décembre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Charles Millon [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1492** [17 décembre 1979] commun aux propositions de loi **n^os 1481, 515** et **671** (Faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, 3. – Commerce, 1. – Ventes à tempérament, 1). – Discussion le 18 avril 1980. – Adoption le 18 avril 1980.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 550** TENDANT A LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 52 DE LA LOI n° 73-1193 DU 27 DECEMBRE 1973 D'ORIENTATION DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Georges Tranchant. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Martin [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1095** RELATIVE A LA FERMETURE AU PUBLIC DES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Pascal Clément. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard [28 juin 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **N° 2045** TENDANT A SUPPRIMER LE REGIME D'AUTORISATION PREALABLE PREVU DANS LA REGLEMENTATION DES FOIRES ET SALONS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 novembre 1980 par M. Georges Tranchant et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Georges Tranchant [4 décembre 1980].

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; MARCHES. 1 ; PRIX. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 152, 317, 483, 736 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 174.

COMMERCE DE DETAIL

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 279** RELATIVE A LA PROFESSION DE DETAILLANT SPECIALISTE EN DIETETIQUE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. Edouard Frédéric-Dupont. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Charles Cavaillé [15 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 293** RELATIVE A LA PROFESSION D'HERBORISTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. Jean-Marie Daillet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Paul Caillaud [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2129** TENDANT A ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DU PETIT COMMERCE RURAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par M. Christian Pierret et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

COMMERCE ET ARTISANAT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1250** TENDANT A SAUVEGARDER ET A DEVELOPPER L'ARTISANAT ET LE COMMERCE INDEPENDANT, Assemblée nationale, (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Marcel Houël et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur M. Marcel Houël [3 octobre 1979].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 137 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 12 ; TRAVAIL (durée du), 2.

– **Création d'un baccalauréat.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

– **Création d'entreprises.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 464.

– **Ministère.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 et 10, (deuxième partie), Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

COMMERCE EXTERIEUR

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 325** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES S'EFFECTUENT LES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LES TROIS PAYS CANDIDATS A L'ELARGISSEMENT DE LA C.E.E., Assemblée nationale. Dépôt le 6 juin 1978 par M. André Lajoinie. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [29 juin 1978]. – Rapport **n° 633** [26 octobre 1978].

Voir AGRICULTURE. 3 ; ALCOOLS. 2 ; ARMEMENT. 1 ; CHOMAGE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 7 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 2 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA. – Industrie. – Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget. – Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture. – Charges communes. – V. – Commerce extérieur. – Départements d'Outre-Mer. – Industrie. – Transports. – Article 71 ; LOIS DE FINANCES. 6 (Article 78) ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale). – (Deuxième partie), Agriculture, BAPSA. – Commerce extérieur. – Départements et territoires d'Outre-Mer. – II. – Départements d'Outre-Mer. – Economie et budget. – I. – Charges communes. – Industrie. – Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires. – Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, 5 ; MAIN D'ŒUVRE (industries de), 1 ; MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3 ; PARFUMS. 1 ; PLAN, 1, 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 130, 239, 821, 892, 931, 942 ; QUESTION ORALE AVEC DEBAT. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 79, 82, 286, 530 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2 ; VIANDE. 1.

– **Importations d'acier des Etats-Unis.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 848, 849.

– **Japon.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 946.

COMMERCE INTERNATIONAL

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 232 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 120.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Voir ENTREPRISES. 7 ; EPARGNE. 5 ; SOCIETES. 1 ; SOCIETES COMMERCIALES. 1, 3, 4.

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE

Voir DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1.

COMMISSAIRES-PRISEURS

Voir ARCHIVES. 1 ; VENTES AUX ENCHERES. 1.

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (C.E.A.)

Voir ENERGIE. 1 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement. – Articles et articles additionnels non rattachés, Après l'article 80 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 681, 919.

COMMISSARIAT A L'ENERGIE SOLAIRE (COMES)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 118.

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Après l'article 77.

COMMISSARIATS DE POLICE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 133.

COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 32.

COMMISSION CHARGEE DE FAVORISER LA COMMUNICATION AU PUBLIC DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION CHARGEE DE RECHERCHER DES ECONOMIES

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Commission mixte paritaire.

COMMISSION CONSULTATIVE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES. 11.

COMMISSION D'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; ORGANISME EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION D'AGREMENT

Voir CHEFS D'ENTREPRISE. 1.

COMMISSION D'AVANCEMENT

Voir MAGISTRATS. 2.

COMMISSION DE BAECQUE (Formation du personnel de documentation)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels.

COMMISSION DE CONTROLE SUR LA GESTION DE LA SECURITE SOCIALE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION DE DISCIPLINE

Voir INFIRMIERES ET INFIRMIERES. 2.

COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

COMMISSION DE L'APPLICATION DES PEINES

Voir DETENTION. 1.

COMMISSION D'ENQUETE ADMINISTRATIVE

Voir NAVIGATION MARITIME. 3.

COMMISSION D'ENQUETE ET DE CONTROLE RHIN

Voir POLLUTION (eau), 2.

COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES FONDS PUBLICS ALLOUES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES ET PRIVEES DE L'AERONAUTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER

Voir AGRICULTURE. 4.

COMMISSION DEPARTEMENTALE DES STRUCTURES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE. 3.

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'URBANISME COMMERCIAL (CDUC)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

COMMISSION DE REFORME DU CODE DE PROCEDURE CIVILE

Voir COUR DE CASSATION. 2.

COMMISSION DE REFORME DU CODE PENAL

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

COMMISSION DE REFORME DU SERVICE NATIONAL

Voir SERVICE NATIONAL. 4.

COMMISSION DES COMMANDES PUBLIQUES

Voir MARCHES PUBLICS. 1.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 518.

COMMISSION DES COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLE NATIONALE. 29 ; ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ECONOMIE GENERALE ET DU PLAN (Enquête)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 175.

– **Information.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale).

– **Réexamen des amendements.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 192.

COMMISSION DES INFRACTIONS FISCALES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (C.O.B.)

Voir ENTREPRISES. 7 ; EPARGNE. 5 ; SOCIETES COMMERCIALES. 1.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PROFESSIONS

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3.

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Voir ORGANISMES PARLEMENTAIRES.

– **Rapport de la –.** *Voir* DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 8.

COMMISSION DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE DES PUBLICATIONS DESTINEES A LA JEUNESSE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION D'ETUDE DES PROBLEMES DE LA MEDECINE GENERALE

Voir MEDECINS. 2.

COMMISSION D'ETUDE VISANT A REDUIRE LES INEGALITES D'ACCES AUX VACANCES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 279.

COMMISSION ELARGIE

Voir ENERGIE. 1

COMMISSION ELUE POUR L'EXAMEN DE LA PROPOSITION DE RESOLUTION PORTANT MISE EN ACCUSATION DE M. PONIATOWSKI

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 836.

COMMISSION EUROPEENNE

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 3.

– **Déclaration d'un membre de la –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 440.

– **Nombre de membres.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES STUPEFIANTS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 550.

COMMISSION MOTO

Voir MOTOS. 1

COMMISSION NATIONALE DE L'AUDOVISUEL

Voir RADIODIFFUSION-TELEVISION. 13.

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 30 ; JUSTICE (organisation de la -). 1 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Justice ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et Télécommunications. - Justice ; ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES : QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 987.

COMMISSION NATIONALE DE PREVENTION DES INCENDIES DE FORET

Voir FORET. 7.

COMMISSION NATIONALE DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

Voir PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 3.

COMMISSION NATIONALE DES OPERATIONS IMMOBILIERES ET DE L'ARCHITECTURE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION NATIONALE DES RAPPORTS COLLECTIFS

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 7.

COMMISSION NATIONALE DES SONDAGES

Voir SONDAGES ET ENQUETES. 2.

COMMISSION NATIONALE D'URBANISME COMMERCIAL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

COMMISSION NATIONALE INFORMATIQUE ET CONSOMMATION

Voir LIBERTES PUBLIQUES. 1.

COMMISSION NATIONALE POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION PARITAIRE

Voir ARMEE. 4.

COMMISSION PERMANENTE CHARGEE DE DONNER UN AVIS SUR LES PROBLEMES CONCERNANT LE STATUT DES MAGISTRATS

Voir JUSTICE (organisation de la -). 4.

COMMISSION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT SANITAIRE

Voir HOPITAUX. 4.

COMMISSION REGIONALE SARRE - LORRAINE - LUXEMBOURG

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 548.

COMMISSION SUPERIEURE DES CAISSES D'EPARGNE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION SUPERIEURE DU CREDIT MARITIME MUTUEL

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

COMMISSION TRIPARTITE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

COMMISSIONS AD HOC

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1, 2, 3.

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 127.

COMMISSIONS DE L'EDUCATION SPECIALE

Voir HANDICAPES. 2.

COMMISSIONS D'ENQUETE (Enquête à l'étranger)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1360** MODIFIANT L'ARTICLE 6 DE L'ORDONNANCE n° 58-1100 DU 17 NOVEMBRE 1958 RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES, EN VUE DE DONNER UN CARACTERE PUBLIC AUX AUDITIONS DES COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Claude Martin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Seguin [8 novembre 1979]. – Rapport **n° 1482** [13 décembre 1979] commun aux propositions de loi **n^os 1360** et **1420** (commissions d'enquête et de contrôle, 1, 2).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1420** TENDANT A L'ABROGATION DES TROIS DERNIERS ALINEAS DE L'ARTICLE 6 DE L'ORDONNANCE n° 58-1100 DU 17 NOVEMBRE 1958 RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Seguin [13 décembre 1979]. – Rapport **n° 1482** [13 décembre 1979] commun aux propositions de loi **n^os 1360** et **1420** (commissions d'enquête et de contrôle, 1, 2).

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1488** TENDANT A MODIFIER ET COMPLETER LES DISPOSITIONS DU REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE RELATIVES AUX COMMISSIONS D'ENQUETE ET AUX COMMISSIONS DE CONTROLE, Assemblée nationale. Dépôt le 13 décembre 1979 par M. Alain Hautecœur. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Seguin [10 avril 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1530** VISANT A FACILITER LA CREATION DES COMMISSIONS D'ENQUETE ET DES COMMISSIONS DE CONTROLE ET A DONNER UN CARACTERE PUBLIC A LEURS AUDITIONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Seguin [10 avril 1980].

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 5 ; AFRIQUE. 4, 5 ; ALSACE ET LORRAINE. 1 ; ARCHIVES. 2 ; BANQUES. 2 ; BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE (décisions du) ; CHOMAGE. 3 ; COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE). 2 ; CONSTRUCTION D'HABITATIONS. 1 ; COOPERATION. 2, 3 ; CORSE. 2, 3 ; DEFENSE

NATIONALE. 2 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 6 ; EDUCATION. 1 ; ELECTIONS (législation). 18 ; ELECTRICITE DE FRANCE - GAZ DE FRANCE (EDF-GDF). 2 ; ELEVAGE. 2 ; EMPRUNT. 1 ; ENERGIE. 1, 10 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 4, 5, 6, 7 ; ENVIRONNEMENT. 3 ; ETRANGERS. 4 ; FINANCES PUBLIQUES. 1 ; FORETS. 5, 6 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 5 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2, 3 ; INFORMATION. 1 ; LANGUE FRANÇAISE. 1, 2, 3 ; LIBERTES PUBLIQUES. 2, 4, 5 ; OR. 1 ; ORDRE PUBLIC. 4, 6, 7 ; PECHE MARITIME. 3 ; POLICE. 1 ; POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. 2 ; POLLUTION (eau). 2 ; PRESSE. 5 ; PROPAGANDE ETRANGERE. 1 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 6 ; TERRAINS MILITAIRES. 1 ; TRANSPORTS MARITIMES. 2.

– **Poursuites judiciaires.** *Voir* INFORMATION. 1 (p. 1658, 1661, 1662).

– **Publication des rapports.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 174.

COMMISSIONS D'ENQUETE PARLEMENTAIRES DEMANDEES

1. – Commissions d'enquête parlementaires demandées.

Afrique, **1, 2, 3.**
Archives, **2.**
Calamités, **1, 3.**
Chômage, **3.**
Commerce extérieur, **1.**
Communauté économique européenne, **2.**
Construction navale, **1.**
Entreprises, **3.**
Forêts, **5, 6.**
Français de l'étranger, **1** et **2.**
Industrie sidérurgique, **1, 2, 5.**
Industrie textile, **1.**
Information, **1.**
Navigation maritime, **1.**
Pétrole, **1.**
Pollution, **2.**
Terrains militaires, **1.**

II. – Commissions de contrôle demandées.

Construction navale, **2.**
Défense nationale, **2.**
Sécurité sociale, **8.**

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES

Voir CONSEILS GENERAUX. 1, 4, 6.

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES DES SITES

Voir ENVIRONNEMENT. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES DES STRUCTURES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE. 3.

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES D'URBANISME COMMERCIAL (C.D.U.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 235.

COMMISSIONS ELECTORALES

Voir PARTIS POLITIQUES. 1.

COMMISSIONS DES FINANCES DES DEUX ASSEMBLEES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 80.

COMMISSIONS INTERCOMMUNALES D'HYGIENE ET DE SECURITE

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2.

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 251, 279, 434, 437, 438.

– **Désignation des membres des –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 250.

– **Réunions des –**. *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 277, 278.

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Voir ARMEMENT. 1 ; DEFENSE NATIONALE. 1 ; REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES. 1, 2, 3, 4, 5 ; SECURITE SOCIALE. 8.

– **Auditions.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 45, 49.

– **Communiqués à la presse.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 191.

– **Droit de parole des présidents.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 185.

– **Réunion des –**. *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 242, 243, 268.

– **Réunion pendant la séance publique.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 212, 245, 247 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 3, 4.

COMMISSIONS PERMANENTES

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 1.

– **Conflit de compétence.** *Voir* INDUSTRIE AERONAUTIQUE. 1.

– **Droit de parole.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 185.

– **Réunions pendant la séance publique.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 212, 242, 243, 245, 247, 268.

COMMISSIONS REGIONALES DE L'EQUIPEMENT SANITAIRE

Voir HOPITAUX. 4.

COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS

Voir REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 2.

COMMISSIONS SPECIALES

1. – Demande de constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DE LA PROPOSITION DE LOI TENDANT A INSTAURER POUR LA FEMME LA PROMOTION, L'EGALITE, LA LIBERTE DANS LE TRAVAIL, LA FAMILLE, LA SOCIETE **(n° 228)** de Mme Moreau (Gisèle) : rejeté.

Voir FEMME(condition de la), 3.

2. – Demande de constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DES DISPOSITIONS DU TITRE I^er^ DU LIVRE V DU CODE DU TRAVAIL RELATIVES AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES **(n° 321)** : rejeté.

Voir TRAVAIL(juridiction du), 1.

3. – Constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI, ADOPTE PAR LE SENAT, REGLEMENTANT LA PUBLICITE EXTERIEURE ET LES ENSEIGNES (n° 582) [24 octobre 1978] (p. 6539).

Voir ENVIRONNEMENT. 1.

4. – Constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI CREANT UNE DISTRIBUTION D'ACTIONS EN FAVEUR DES SALARIES DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES **(n° 663)** [13 novembre 1978] (p. 7474).

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6.

5. – Constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI RELATIF A LA MODERATION DU PRIX DE L'EAU **(n° 661)** [14 novembre 1978] (p. 7588).

Voir EAU. 6.

6. – Constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI, ADOPTE PAR LE SENAT, PORTANT AMENAGEMENT DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE (n° 689).

Voir IMPOTS LOCAUX. 2,

et du PROJET DE LOI, ADOPTE PAR LE SENAT, MODIFIANT LE CODE DES COMMUNES ET RELATIF A LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VER-

SEE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS (n° 706) [21 novembre 1978] (p. 8092).

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2.

7. – Demande de constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DE LA PROPOSITION DE RESOLUTION DE M. ROBERT BALLANGER TENDANT A MODIFIER LE REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE AFIN D'INSTITUER DES CONDITIONS DEMOCRATIQUES DE CONTROLE DES DECISIONS QUE LES REPRESENTANTS GOUVERNEMENTAUX FRANÇAIS PRENNENT DANS LES ORGANES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE **(n° 777)** : rejetée.

Voir REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 3.

8. – Demande de constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PORTANT CREATION D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL CHARGE DE GERER LES PARTICIPATIONS QUI LUI SONT DEVOLUES PAR L'ETAT DANS DEUX SOCIETES DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES **(n° 979** RECTIFIE), PROPOSEE PAR LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR SUITE D'UN CONFLIT DE COMPETENCE ENTRE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ECONOMIE GENERALE ET DU PLAN ET LA COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES (ARTICLE 85, ALINEA 2 DU REGLEMENT) : rejeté [25 avril 1979] (p. 3048).

Voir INDUSTRIE AERONAUTIQUE. 1.

9. – Demande de constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI TENDANT A INSTITUER DES MESURES DE PREVENTION DES DIFFICULTES DANS LES ENTREPRISES **(n° 974)** ET DE PROJET DE LOI RELATIF AU TRAITEMENT DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES **(n° 975)** : rejeté [25 avril 1979] (p. 3049).

Voir ENTREPRISES. 7 et 8.

10. – Constitution d'une COMMISSION SPECIALE POUR L'EXAMEN DU PROJET DE LOI D'ORIENTATION AGRICOLE **(n° 1041)** [10 mai 1979] (p. 3706).

Voir AGRICULTURE. 3 ; FAITS PERSONNELS. 4 ; IMPOTS LOCAUX. 2 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 5.

Voir HAUTE COUR DE JUSTICE.

– **Constitution.** *Voir* REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 4, 5.

COMMISSIONS SYNDICALES

Voir COMMUNES. 4.

COMMISSIONS TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (COTOREP)

Voir CONTRAT DE TRAVAIL. 7 ; HANDICAPES. 2 ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 63 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 268, 351, 525.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 629** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONSEQUENCES DE LA GRAVE INSUFFISANCE DE LA REGLEMENTATION EUROPEENNE POUR LES PRODUCTIONS AGRICOLES MEDITAREENNES ET DES VIOLATIONS DES DISPOSITIONS DU TRAITE DE ROME DE 1957 DANS LE DOMAINE DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES AINSI QUE SUR LA SITUATION QUI EN RESULTE POUR LES EXPLOITANTS AGRICOLES DES REGIONS CONCERNEES, Assemblée nationale. Dépôt le 19 octobre 1978 par M. Gaston Defferre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [16 novembre 1978]. – Rapport **n° 794** [14 décembre 1978].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 719** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE DE RASSEMBLER LES INFORMATIONS SUR LES DISTORSIONS DE CONCURRENCE CREES AU SEIN DE LA C.E.E. PAR L'INSTAURATION ET LE MAINTIEN DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES ET D'ETUDIER LES HANDICAPS SUBIS PAR LES PRODUCTIONS AGRICOLES FRANÇAISES DU FAIT DE CES DISTORSIONS AINSI QUE LES MESURES NATIONALES ET EUROPEENNES QUI PERMETTAIENT DE LA NEUTRALISER ET DE LES EVITER, Assemblée nationale. Dépôt le 22 novembre 1978 par M. Arnaud Lepercq et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Alphandery [14 décembre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Michel Aurillac [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1019** [26 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1984** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA DEFENSE DES INTERETS DE L'AGRICULTURE ET DE LA SIDERURGIE FRANÇAISES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, Assemblée nationale. Dépôt le 10 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Louis Masson [6 novembre 1980]. – Retrait le 20 novembre 1980.

Voir AGRICULTURE. 2 ; ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; COMMERCE EXTERIEUR. 1 ; CONCURRENCE. 2 ; COURTIERS D'ASSURANCES MARITIMES. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 4, 7, 9, 10, 15, 16, 19, 20 ; ENERGIE. 1 ; ENGRAIS ET AMENDEMENTS. 1 ; IMPOTS. 8, Article 16 bis ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; INFIRMIERES ET INFIRMIERES. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA. – Commerce extérieur. – Départements d'Outre-Mer. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire. – Transports. – IV. – Marine Marchande. – Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture. – Culture et communication. – Commerce extérieur. – Départements d'Outre-Mer. – Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA. – Commerce extérieur. – Départements et territoires d'Outre-Mer. – II. – Départements d'Outre-Mer. – LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; MAIN D'ŒUVRE (industrie de –). 1 ; MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3 ; POLICE PRIVEE. 1 ; PROFESSIONS MEDICALES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 133, 232, 234, 239, 297, 301, 318, 320, 322, 359, 371, 400, 441, 462, 486, 497, 553, 555, 642, 786, 793, 799, 846. ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 17, 18, 22, 31, 79, 120, 150, 152, 155, 172, 190, 192, 207, 208, 486, 488, 545 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 39, 133, 205 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 3 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 14, 35, 69, 72, 96.

– **Absence de préférence communautaire en Nouvelle Calédonie.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Territoires d'Outre-Mer.

– **Aide au développement.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 35.

– **Budget de la –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 513.

– **Détournements de trafic.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 129.

– **Elargissement.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Financement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale.

– **Fonds européen de développement régional.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 909.

– **Politique agricole commune.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 311.

– **Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Protection du marché textile.** *Voir* INDUSTRIE TEXTILE. 2.

– **Régime des marques.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 582.

– **Règlement sur les pêches.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 519.

– **Règlements communautaires sur les alcools.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Article 18.

– **Ressources propres.** *Voir* TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

– **Situation des DOM.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Départements d'Outre-Mer.

– **Traité.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 396.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DE DEFENSE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 745.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

Voir ENERGIE NUCLEAIRE. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 305 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 96.

COMMUNAUTE JUIVE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21.

COMMUNAUTES EUROPEENNES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 838** TENDANT A LA CREATION DE DELEGATIONS PARLEMENTAIRES POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES. Assemblée nationle (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean Foyer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [5 avril 1979]. – Rapport **n° 985** [18 avril 1979]. – Discussion le 31 mai 1979. – Adoption le 31 mai 1979. – Proposition de loi **n° 174** tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires en vue de la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes.

SENAT (première lecture) n° 363 (1978-1979). Dépôt le 1er juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 411 (1978-1979) [20 juin 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. – Rapporteur pour avis : M. Michel d'Aillères. – Discussion le 26 juin 1979. – Proposition de loi n° 116 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1196.** Dépôt le 26 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg. – Rapport **n° 1203** [28 juin 1979]. – Discussion le 28 juin 1979. – Adoption définitive le 28 juin 1979. – Proposition de loi **n° 208.**

Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 7 juillet 1979 (p. 1643). – Rectificatif *J.O.* du 18 juillet 1979 (p. 1867).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [31 mai 1979] (p. 4496) :

Délégations parlementaires (pouvoirs et missions) : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 4497, 4498) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 4499, 4500) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 4501).

Droit commmunautaire : *Foyer (Jean)*, (p. 4498) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 4499) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 4501).

Information des parlements étrangers : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 4497) ; *Foyer (Jean)*, (p. 4498) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 4500).

Information du Parlement français sur l'activité des institutions des communautés européennes : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 4496) ; *Foyer (Jean)*, (p. 4498) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 4499) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 4500) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 4501).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [31 mai 1979] (p. 4501).

ART. unique (composition et missions de la délégation parlementaire pour la communauté économique européenne créée dans chaque assemblée) adopté avec modification (p. 4511) ; *amendement n° 8* de M. Maurice Couve de Murville (ramenant de 18 à 15 le nombre des membres de la délégation parlementaire) adopté (p. 4502) ; *amendement n° 6* du Gouvernement (mission des délégations

parlementaires) ; *sous-amendement n° 9* de la commission (communication dans les meilleurs délais des documents nécessaires aux délégations parlementaires) adopté (p. 4503) ; *sous-amendements* identiques *n° 10* de la commission et *n° 15* de M. Jean-Pierre Cot (pouvoir d'investigation des délégations parlementaires) rejetés (p. 4504) ; *sous-amendement n° 16* de M. Jean-Pierre Cot (obligeant le Gouvernement à informer les délégations de l'ensemble des activités de la commission et du conseil des ministres et à leur rendre compte des positions qu'il compte prendre pour les sujets à venir et de celles qu'il a prises dans la période écoulée) rejeté par scrutin public n° 188 (p. 4506) ; liste des votants (p. 4515) ; *sous-amendement n° 12* de M. Xavier Deniau (obligeant le Gouvernement à informer les délégations de l'ensemble des activités des institutions européennes et à leur rendre compte des positions qu'il a prises) retiré (p. 4506) ; sous-amendement de M. Maurice Couve de Murville (communication par le Gouvernement aux délégations de tous renseignements utiles sur les positions prises par les différents Gouvernements) retiré (p. 4506) ; sous-amendement de M. Jean Foyer (communication par le Gouvernement aux délégations de tous renseignements utiles sur les négociations en cours) adopté (p. 4506) ; *amendement n° 6* ainsi modifié, adopté (p. 4506) ; *amendement n° 2* de M. Xavier Deniau (obligeant le Gouvernement à informer les délégations de l'ensemble des activités des institutions européennes et à leur rendre compte des positions qu'il a prises) ; *sous-amendement n° 13* de M. Jean-Pierre Cot (obligeant le Gouvernement à informer les délégations de l'ensemble des activités des institutions européennes et à leur rendre compte des positions qu'il compte prendre sur les sujets à venir et de celles qu'il a prises dans la période écoulée) devient sans objet (p. 4506) ; *amendement n° 2* devient sans objet (p. 4506) ; *amendement n° 11* de la commission (communication par le Gouvernement aux délégations des projets de directives, réglements et autres actes communautaires portant sur des matières qui sont du domaine de la loi en vertu de la Constitution avant leur examen pour adoption par le Conseil des communautés européennes) retiré ; (p. 4506) ; repris par M. Alain Richard (p. 4509) devient sans objet (p. 4510) ; *amendement n° 7* du Gouvernement (communication par le Gouvernement aux délégations des projets de directives et de réglement portant sur des matières qui sont du domaine de la loi avant leur examen pour adoption par le Conseil des communautés européennes) ; *sous-amendement n° 17* de la commission (possibilité pour les délégations d'être consultées ou de rendre des avis sur les projets d'actes communautaires) rejeté (p. 4509) ; *sous-amendement n° 20* de M. Xavier Deniau (en cas de projet de règlement ou de directive entrant dans le domaine de l'article 34 de la Constitution, émission par la délégation d'avis sur les répercussions de ce projet sur la législation française) retiré (p. 4509) ; repris par M. Alain Richard au nom du groupe socialiste (p. 4509), rejeté (p. 4509) ; *sous-amendement n° 18* de la commission (publication des avis émis par les délégations) adopté avec une modification rédactionnelle (p. 4510) ; *sous-amendement n° 19* de M. Jean Foyer (présentation par les délégations d'un rapport d'information destiné à toutes les commissions parlementaires et non à la seule commission des affaires étrangères) devient sans objet (p. 4510) ; *sous-amendement n° 22* de M. Xavier Deniau (consultation des délégations sur tous les projets d'actes communautaires) retiré (p. 4509) ; *sous-amendement n°23* de la commission (communication par le Gouvernement aux délégations de tous les projets d'actes communautaires) adopté (p. 4509) ; *sous-amendement n° 14* de M. Jean-Pierre Cot, précédemment présenté sous l'*amendement n° 3* de M. Xavier Deniau : (possibilité pour les délégations de demander l'audition de représentants français à l'Assemblée des communautés européennes) rejeté (p. 4510) ; *amendement n° 7* ainsi modifié, adopté (p. 4510) ; *amendement n° 3* de M. Xavier Deniau (consultation des délégations parlementaires sur tous les projets d'actes communautaires) devient sans objet (p. 4510) ; *sous-amendement n° 14* de M. Jean-Pierre Cot (transformé en *sous-amendement n° 7* du Gouvernement) (p. 4510) ; *amendement n° 4* de M. Xavier Deniau (même objet que son *sous-amendement n° 20* à l'*amendement n° 7* du Gouvernement) devient sans objet (p. 4510) ; *amendement n° 5* de M. Xavier Deniau (possibilité pour une délégation de demander l'inscription à l'ordre du jour de son assemblée d'un débat sur les affaires communautaires) retiré (p. 4510) ; repris par M. Jean-Pierre Cot au nom du groupe socialiste (p. 4510), rejeté (p. 4511).

MM. Couve de Murville (Maurice), Krieg (Pierre-Charles), François-Poncet (Jean), Chinaud (Roger), Richard (Alain), Deniau (Xavier), Foyer (Jean).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Montdargent (Robert) :* abstention du groupe communiste (p. 4511) ;

– *Cot (Jean-Pierre) :* débat ayant abouti à un texte qui n'a plus rien à voir avec l'intention initiale de l'auteur de la proposition de loi (p. 4511).

Adoption avec modifications de l'article unique de la proposition de loi (p. 4511).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [28 juin 1979] (p. 5789).

Contrôle parlementaire français sur la politique européenne : *Porcu (Antoine)*, (p. 5789).

Délégations parlementaires et commissions permanentes : *Bernard-Reymond (Pierre)*, (p. 5789).

Groupes politiques (représentation au sein des délégations parlementaires) : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 5789).

DISCUSSON DE L'ARTICLE UNIQUE [28 juin 1979] (p. 5790).

ART. unique.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain)* : confirme le vote négatif du groupe socialiste ; nécessité d'un contrôle parlementaire interne sur les orientations du Gouvernement français dans la conduite des communautés européennes ; formule de la délégation parlementaire vidée de son intérêt (p. 5790).

– *Millet (Gilbert)* : vote hostile du groupe communiste (p. 5791).

Adoption de l'article unique de la proposition de loi (p. 5791).

2. – RAPPORT D'INFORMATION **n° 1827** établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 présenté par M. Michel Cointat, Président de la délégation et les membres du bureau [1er octobre 1979 - 31 mars 1980] [24 juin 1980].

3. – RAPPORT D'INFORMATION **n° 2109** établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 par M. Marc Lauriol, Président de la délégation et plusieurs de ses collègues [27 novembre 1980].

Voir DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

COMMUNAUTES URBAINES

Voir AGENTS COMMUNAUX, 4 ; COLLECTIVITES LOCALES, 2, 4 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Intérieur.

COMMUNE DU PETIT COURONNE (SEINE MARITIME)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 6.

COMMUNES

1. – PROPOSITION DE LOI n° 28 TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 312 DU CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE, Sénat (première lecture). Dépôt le 2 avril 1973 par M. André Mignot, n° 240 [1972-1973]. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement d'administration générale. – Rapport le 30 novembre 1973 par M. Paul Guillard, n° 57 [1973-1974]. – Adoption le 19 décembre 1973. – Proposition de loi n° 38 [1973-1974].

5e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1973, **n° 876**. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République.

6e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 428** RELATIVE A LA GESTION DES BIENS DES SECTIONS DE COMMUNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [12 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 635** TENDANT A MODIFIER LA LOI DU 16 JUILLET 1971 RELATIVE AUX FUSIONS ET REGROUPEMENTS DE COMMUNES AFIN DE PROLONGER LE DELAI D'OCTROI DE MAJORATION DE SUBVENTIONS DE L'ETAT ACCORDEES AUX COMMUNES FUSIONNEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par M. François Grussenmeyer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Chasseguet [14 décembre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1531** RELATIVE A L'ELECTION DES COMMISSIONS SYNDICALES CONSTITUEES DANS LES SECTIONS DE COMMUNES OU A L'OCCASION DE MODIFICATIONS AUX LIMITES TERRITORIALES DES COMMUNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Pierre Joxe. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [10 avril 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1644** TENDANT A ETENDRE AUX DEPARTEMENTS DE LA MOSELLE, DU BAS-RHIN ET DU HAUT-RHIN L'APPLICATION DES ARTICLES L. 316-5 à L. 316-7 du Code des Communes relatifs à l'exercice, par un contribuable, des actions appartenant à la commune, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Louis Masson [7 mai 1980].

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2 ; ADMINISTRATION. 1 ; COLLECTIVITES LOCALES. 1, 2, 3, 5, 6 ; CONSEILS REGIONAUX. 1, 3 ; FINANCES LOCALES. 1 ; FORETS. 1 ; IMPOTS LOCAUX. 6 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Territoires d'Outre-Mer ; NOUVELLE CALEDONIE. 4 ; PATRIMOINE ESTHETIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE (protection du –). 2 ; POLYNESIE FRANÇAISE. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 434 ; RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 3 ; RESPONSABILITE CIVILE. 4 ; SERVICE NATIONAL. 3 ; STATIONS THERMALES ET CLIMATIQUES. 1 ; TELECOMMUNICATIONS. 2 ; VILLES NOUVELLES. 1.

– **Participation aux dépenses de l'enseignement privé.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 487.

– **Services publics dans les petites –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 167.

COMMUNES FORESTIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

COMMUNES RURALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 911** TENDANT A FAVORISER LA REVITALISATION DES VILLAGES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Jean-Jacques Beucler et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet [5 avril 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1320** TENDANT A INSTITUER UN DROIT DE PREEMPTION AU PROFIT DES COMMUNES RURALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. François d'Harcourt. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet [25 octobre 1979].

Voir AMENAGEMENT RURAL. 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 271.

COMMUNES THERMALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2.

COMMUNES TOURISTIQUES ET THERMALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Après l'article 73.

COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS ECONOMIQUES A DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ETRANGERES

Voir TRANSPORTS AERIENS. 1.

COMMUNICATIONS DE M. LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

– Organisation du débat budgétaire ; respect du temps de parole [24 octobre 1979] (p. 8873).

– Session extraordinaire 1979-1980 : clôture constatée par la voie du *Journal Officiel* en cas d'adoption conforme par le Sénat du projet de loi de finances pour 1980 ; sinon convocation de l'Assemblée nationale [11 janvier 1979] (p. 37).

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

1. – SUR LA SITUATION AUX NOUVELLES-HEBRIDES [11 juin 1980] (p. 1714).

Politique de la Grande-Bretagne : *Dijoud (Paul)* (p. 1714).

Situation aux Nouvelles-Hébrides : *Dijoud (Paul)* (p. 1714).

2. – SUR L'INAUGURATION, A TOULON D'UNE STELE COMMEMORATIVE DE LA PRESENCE FRANÇAISE EN ALGERIE [19 juin 1980] (p. 1910).

Fragilité de la paix civile en France : *Messmer (Pierre)* (p. 1911).

Inauguration d'un monument commémorant la présence française en Algérie (présence de M. Dominati) : *Barre (Raymond)* (p. 1910) ; *Messmer (Pierre)* (p. 1911).

3. – SUR L'APPLICATION DES LOIS [9 décembre 1980] (p. 4790).

Lettre du Premier ministre et état des décrets d'application de certaines lois.

COMMUNICATIONS MARITIMES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 63.

COMMUNIQUE FRANCO-INDIEN

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT. 15.

COMMUTATION ELECTRONIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des (ostes et Télécommunications ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 261.

COMMUTATION SPATIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et Télécommunications.

COMORES

Voir MAYOTTE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 315 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 33 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 75, 81.

COMPAGNIE DELMAS-VIEL

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4.

COMPAGNIE DES POTASSES DU CONGO

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (C.O.F.A.C.E.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Economie et budget. – 1. – Charges communes. – Commerce extérieur.

COMPAGNIE FRUITIERE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer.

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE (C.G.E.)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 592.

COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES (COGEMA)

Voir ENERGIE NUCLEAIRE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – 1. – Environnement ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 273.

COMPAGNIE GENERALE MARITIME (C.G.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes. – Transports. – IV. – Marine marchande ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 185, 306.

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 374 ; VOIES NAVIGABLES. 2.

COMPAGNIE NATIONALE DES SYNDICATS JUDICIAIRES

Voir PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 3.

COMPAGNIE NAVALE DU RHONE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 211.

COMPAGNIES AERIENNES REGIONALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 107, 632.

COMPAGNIES ET UNITES D'HEBERGEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

COMPAGNIES PETROLIERES

Voir MOTION DE CENSURE. 18, 19 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 543 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 379 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale.

COMPAGNONNAGE

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3.

COMPENSATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille.

COMPENSATION DEMOGRAPHIQUE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

COMPETITIVITE

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

COMPLEMENT FAMILIAL

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 6 ; FAMILLE. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille (p. 6849).

COMPROMIS DE LUXEMBOURG

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

COMPTABILITE

Voir ENTREPRISES. 2, 7.

COMPTABILITE PUBLIQUE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 855** RELATIVE A LA SUPPRESSION DU CAUTIONNEMENT DES COMPTABLES PUBLICS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par Mme Angèle Chavatte et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1090** TENDANT A RECONNAITRE LA QUALITE DE COMPTABLE PUBLIC DES RECEVEURS-DISTRIBUTEURS DES P.T.T., Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Jacques Jouve et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : Mme Hélène Constans [21 juin 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2184** TENDANT A LA RECONNAISSANCE DE LA QUALITE DE COMPTABLE AUX RECEVEURS-DISTRIBUTEURS ET A LEUR INTEGRATION DANS LE CORPS DES RECETTES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Gérard Chasseguet. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMPTABLES AGREES

Voir IMPOTS. 8.

COMPTE DE PATRIMOINE FAMILIAL

Voir EPARGNE. 2.

COMPTE EPARGNE SANTE

Voir SECURITE SOCIALE (financement). 4.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 183.

COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 6.

COMPTES DE REGLEMENT AVEC LES GOUVERNEMENTS ETRANGERS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (Article 25).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Voir CALAMITES. 2 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 5. – (Deuxième partie). Articles 21 à 29. – Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 (Article 19) ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 (Article 7) ; LOIS DE REGLEMENT. 2.

COMTE (Fromage de –)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

CONCARNEAU

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 84.

CONCENTRATION DE LA PRESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 125.

CONCENTRATION DES ENTREPRISES

Voir SOCIETES COMMERCIALES. 1, 3.

CONCERTATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1, explications de vote et scrutin sur l'ensemble.

– **Dans les entreprises.** *Voir* DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 32.

CONCESSIONS AUTOROUTIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CONCESSIONS COMMERCIALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 529** TENDANT A DEFINIR UN STATUT JURIDIQUE DU CONCESSIONNAIRE REVENDEUR DE PRODUITS DE MARQUE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par MM. Marc Lauriol et Vincent Ansquer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [12 octobre 1978].

CONCHYLICULTURE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 541** TENDANT A ASSURER LA SAUVEGARDE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA CONCHYLICULTURE FRANÇAISE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Roland Leroy et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Soury [5 octobre 1978].

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Transports.

CONCIERGES

Voir SALARIES. 1.

CONCILIATEURS

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Justice.

CONCILIATION

Voir TRAVAIL (juridiction du –), 1.

CONCORDE (Avion)

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4.

CONCOURS

Voir TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS. 5.

CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 520.

CONCOURS ET PRONOSTICS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; (deuxième délibération), Après l'article 30 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 101.

CONCOURS EN MEDECINE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

CONCOURS EXCEPTIONNELS

Voir MAGISTRATS. 2.

CONCOURS PARTICULIERS

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2.

CONCUBINS

Voir VEUVES. 2.

CONCURRENCE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1216** PORTANT MODIFICATION DE LA LOI n° 77-806 DU 19 JUILLET 1977 RELATIVE AU CONTROLE DE LA CONCENTRATION ECONOMIQUE ET A LA REPRESSION DES ENTENTES ILLICITES ET DES ABUS DE POSITION DOMINANTE ET DE L'ORDONNANCE n° 45-1483 DU 30 JUIN 1945 RELATIVE AUX PRIX. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Claude Martin. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Renvoi pour avis à la

commission de la production et des échanges [2 octobre 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Claude Martin [3 octobre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1650** TENDANT A UN RENFORCEMENT ACCRU DE LA CONCURRENCE PAR L'HARMONISATION DE NOTRE LEGISLATION COMMERCIALE AVEC CELLE DE NOS PARTENAIRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 avril 1980 par MM. Alain Madelin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pascal Clément [19 juin 1980].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; ECONOMIE (ministère de l'), 1 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget ; LOIS DE FINANCES. 6 (Articles 86 et 87) ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; MAIN D'ŒUVRE (industries de), 1 ; PLAN. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 119, 235, 240.

CONCURRENCE (Transport aérien)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie.

CONCURRENCE DELOYALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

CONCURRENCE INDUSTRIELLE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBATS. 530.

CONCURRENCE RAIL-ROUTE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CONDITION FEMININE

Voir FEMME (condition de la –), 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels ; QUESTIONS ORALES SAN DEBAT. 460.

CONDITIONNEMENT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 213** TENDANT A TAXER LES EMBALLAGES PLASTIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [1er juin 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [30 mai 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Robert Wagner [1er juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1551** PORTANT CREATION D'UNE TAXE PARFISCALE SUR LES EMBALLAGES PERDUS DE BOISSONS ALIMENTAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Pierre Jagoret et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Jagoret [10 avril 1980] ; M. Roland Bux (en remplacement de M. Pierre Jagoret, démissionnaire) [22 mai 1980].

CONDITIONS DE TRAVAIL

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7.

CONDOMINIUM (Nouvelles-Hébrides)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Territoires d'Outre-Mer.

CONDUCTEURS (de la ville de Paris)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 994.

CONFECTION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 844 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 420, 489, 523.

– **Situation des entreprises de sous-traitance.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

CONFEDERATION DES FRANÇAIS MUSULMANS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (C.G.T.)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 417.

CONFERENCE ANNUELLE AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

CONFERENCE ANNUELLE DE LA FAMILLE

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT. 13 ; FAMILLE. 8.

CONFERENCE DE MADRID

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 922 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 490.

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (C.N.U.C.E.D.)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 430 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 185, 244 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 35.

CONFERENCE DES PRESIDENTS

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 11 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 280.

CONFERENCE EUROPEENNE SUR LE DESARMEMENT

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15

CONFERENCE INTERNATIONALE DU DROIT DE LA MER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Coopération.

CONFERENCE NATIONALE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (Vichy, décembre 1978)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

CONFERENCE NATIONALE DU TEXTILE

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

CONFLIT D'ESSILOR

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 87.

CONFLIT ISRAELO-ARABE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères.

CONFLITS DE COMPETENCE

Voir INDUSTRIE AERONAUTIQUE. 1.

CONFLITS DE TRAVAIL

Voir AMNISTIE. 3.

CONFLITS SOCIAUX

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 355.

CONGE CADRE

Voir ASSOCIATIONS. 1.

CONGE DE MATERNITE

Voir FAMILLE. 10.

CONGE EDUCATION

Voir EDUCATION PERMANENTE. 1.

CONGE FORMATION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1380** TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 61-1448 DU 29 DECEMBRE 1961 ACCORDANT UN CONGE NON REMUNERE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Lucien Richard. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [22 novembre 1979].

Voir FORMATION PROFESIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; VOLONTARIAT. 1.

CONGE NON REMUNERE

Voir CONGE FORMATION. 1.

CONGE PARENTAL D'EDUCATION

Voir PRESTATIONS FAMILIALES. 4.

CONGE PARENTAL ET POSTNATAL

Voir FAMILLE. 1, 2 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 8.

CONGES

Voir TRAVAIL DES FEMMES. 1 ; VOLONTARIAT. 1.

– **Annuels.** *Voir* SALARIES. 1.

CONGES DE MALADIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 63 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 6.

CONGES PAYES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 47** TENDANT A MODIFIER LA REDACTION DE L'ARTICLE 54 G DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL AFIN DE PRECISER LES MODALITES DE CALCUL DES CONGES PAYES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978, par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Sourdille [25 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 605** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L. 233-3 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL RELATIF AUX CONGES ANNUELS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Henri Feretti. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Pierre Chantelat [9 novembre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 960** TENDANT A PORTER LE CONGE ANNUEL A CINQ SEMAINES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Daniel Boulay et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Daniel Boulay [14 juin 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1215** PERMETTANT AUX CHOMEURS DE BENEFICIER DE LA REDUCTION DE 30 % SUR LE BILLET ANNUEL SNCF DIT DE « CONGES PAYES », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Louis Besson. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Besson [4 octobre 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Claude Evin [20 novembre 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1234** TENDANT A INSTITUER LE TITRE-VACANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Jacques Blanc. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Gaudin [4 octobre 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1258** TENDANT A PERMETTRE, EN CAS DE MALADIE PENDANT LA PERIODE DE CONGES PAYES LE REPORT DE TOUT OU PARTIE DE CEUX-CI, Assemblée nationale (première partie). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Alain Richard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Marie Jacq [4 octobre 1979].

Voir ADOPTION. 2 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 3 ; MARINS PECHEURS. 2 ; SALARIES. 1 ; TRAVAIL (durée du). 2 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1, 4.

– **Billets SNCF.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 442, 522.

CONGES POUR EVENEMENTS FAMILIAUX

Voir SALARIES. 1.

CONGREGATIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1834** TENDANT A RECONNAITRE AUX CONGREGATIONS LA FACULTE ADMISE PAR L'ARTICLE 11 DE LA LOI DU 1er JUILLET 1901, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Jean Foyer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [9 octobre 1980].

– **Acquisition de biens immobiliers.** *Voir* IMPOTS. 8.

CONJOINTS

Voir ASSURANCES SOCIALES (marins). 1 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 (Article 2).

– **Des commerçants et artisans.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 328.

– **D'exploitants.** *Voir* AGRICULTURE. 3.

– **Survivants.** *Voir* ACCIDENTS DU TRAVAIL. 3 ; PENSIONS DE REVERSION. 4, 6.

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Voir LOIS DE REGLEMENT. 3.

CONSCRIPTION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédités militaires, budget annexe du service des essences.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I. – Application des articles 46 et 61, alinéa premier de la Constitution

1. – Décision du 17 juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi organique portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les lois organiques [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1837).

2. – Décision du 24 octobre 1980 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de la deuxième phrase du second alinéa de l'article 3-1 ajouté par la loi organique relative au statut de la magistrature à l'ordonnance du 22 décembre 1958 [*J.O.* du 25 octobre 1980] (p. 2491).

II. – Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution

1. – Décison du 6 mai 1980 déclarant conforme à la Constitution la résolution en date du 16 avril 1980 tendant à modifier les articles 32, 87, 134 et 139 du règlement de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 7 mai 1980] (p. 1145).

2. – Décision du 17 juin 1980 déclarant conforme à la Constitution la résolution en date du 28 mai 1980 tendant à modifier les articles 39, 87 et 91 du règlement de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 18 juin 1980] (p. 1497).

3. – Décision du 17 juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la résolution en date du 27 juin 1980 tendant à compléter l'article 118 du règlement de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1836).

III. – Application de l'article 61, alinéa deux de la Constitution

1. – Décision du 29 avril 1978 déclarant conforme à la Constitution la loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international [*J.O.* du 30 avril 1978] (p. 1943), [9 mai 1978], (p. 1485).

2. – Décision du 27 juillet 1978 déclarant conforme à la Constitution la loi complétant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [*J.O.* du 29 juillet 1978] (p. 2935).

3. – Décision du 27 juillet 1978 déclarant conforme à la Constitution la loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [*J.O.* du 29 juillet 1978] (p. 2935, 2936).

4. – Décision du 27 juillet 1978 déclarant conforme à la Constitution la loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [*J.O.* du 29 juillet 1978] (p. 2936 à 2939).

5. – Décision du 22 novembre 1978 déclarant conforme à la Constitution la loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [23 novembre 1978] (p. 3929).

6. – Décision du 29 décembre 1978 déclarant conforme à la Constitution la loi de finances pour 1979 [*J.O.* du 30 décembre 1978] (p. 4414).

7. – Décision du 29 décembre 1978 déclarant conforme à la Constitution la loi de finances rectificative pour 1978 [*J.O.* du 30 décembre 1978] (p. 4415).

8. – Décision du 1er juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi d'orientation agricole [*J.O.* du 3 juillet 1980] (p. 1655).

9. – Décision du 17 juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1835).

10. – Décision du 17 juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi modifiant les articles 13, 14, 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1836).

11. – Décision du 22 juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires [*J.O.* du 24 juillet 1980] (p. 1867).

12. – Décision du 22 juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi portant validation d'actes administratifs [*J.O.* du 24 juillet 1980] (p. 1868).

13. – Décision du 22 juillet 1980 déclarant non conforme à la Constitution la loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'Outre-Mer [*J.O.* du 24 juillet 1980] (p. 1869).

14. – Décision du 19 décembre 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3006).

15. – Décision du 30 décembre 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 31 décembre 1980] (p. 3242).

16. – Décision du 20 janvier 1981 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions des articles 66, 92, 94 et 100 (2e alinéa) de la loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 22 janvier 1981] (p. 308).

17. – Décision du 21 janvier 1981 déclarant conforme à la Constitution la loi relative au travail à temps partiel [*J.O.* du 24 Janvier 1981] (p. 332).

IV. – Communication relative à l'élection de députés au Sénat :

Vacance des sièges de député de MM. Edgar Faure, Philippe Madrelle, Michel Manet, Henri Torre, Guy de la Verpillière [9 octobre 1980] (p. 2645) ; de M. René Tomasini [5 décembre 1980] (p. 4698).

V. – Proclamations :

Proclame M. François Mitterrand Président de la République (délibération du 15 mai 1981) [*J.O.* du 16 mai 1981] (p. 1467).

Voir AGRICULTURE. 3 ; ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; CONSTITUTION. 3 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 2 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 3, 8 ; JUSTICE (organisation de la), 4 ; LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor. – Radiodiffusion et

télévision (p. 6735) ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 11 ; LOIS ORGANIQUES. 1 ; PROCEDURE PENALE. 9 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 160, 281 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 2, 4, 9 ; ROUTES. 2 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 31.

– **Décisions du –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 26.

– **Jurisprudence.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 80.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE DIFFUSION

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL DE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Voir NOUVELLE-CALEDONIE. 5.

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET TELEVISION

Voir RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 2.

CONSEIL DE L'ETHNOLOGIE FRANÇAISE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

CONSEIL DE L'EUROPE

Voir ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE. 2, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES. 1 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 30, 31.

CONSEIL DES IMPOTS (Rapport du –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 184.

CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE CENTRAL DE COOPERATION ECONOMIQUE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL D'ETAT

Voir ETRANGERS. 1 ; JUSTICE (organisation de la –), 4 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

– **Décision du –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 251.

CONSEIL D'INFORMATION SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE

Voir ENERGIE. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 168, 228.

CONSEIL D'ORIENTATION DU CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. – PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE **n° 3** TENDANT A REVISER LES ARTICLES 39, 40, 44, 45 et 69 DE LA CONSTITUTION POUR ACCORDER

AUX MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL L'INITIATIVE DES LOIS ET LE DROIT D'AMENDEMENT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 avril 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [20 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 38** TENDANT A COMPLETER L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL AFIN DE PREVOIR LA REPRESENTATION DES RETRAITES ET DES PERSONNES AGEES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978, par M. Pierre Mauger. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [27 avril 1978]. – Rapport **n° 311** [1er juin 1978] commun aux propositions de loi nos 38, 41, 136, 140 (Conseil économique et social, 2, 3, 4, 5).

3. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 41** TENDANT A COMPLETER L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL AFIN DE PREVOIR LA REPRESENTATION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législations et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [27 avril 1978]. – Rapport **n° 311** [1er juin 1978] commun aux propositions de loi nos 38, 41, 136, 140 (Conseil économique et social 2, 3, 4, 5).

4. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 136** TENDANT A COMPLETER L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL AFIN DE PREVOIR LA REPRESENTATION DES FAMILLES LES PLUS DEFAVORISEES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1978 par Mme Hélène Missoffe. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [27 avril 1978]. – Rapport **n° 311** [1er juin 1978] commun aux propositions de loi nos 38, 41, 136, 140 (Conseil économique et social 2, 3, 4, 5).

5. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 140** VISANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1978 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [27 avril 1978]. – Rapport **n° 311** [1er juin 1978] commun aux propositions de loi nos 38, 41, 136, 140 (Conseil économique et social 2, 3, 4, 5).

6. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 387** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 7 DE L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL EN VUE D'ASSURER LA REPRESENTATION DES RETRAITES ET DES PERSONNES DU 3e AGE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 juin 1978 par MM. André Rossi et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [12 octobre 1978].

7. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 407** TENDANT A ASSURER LA REPRESENTATION DES PROFESSIONS LIBERALES AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 juin 1978 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [12 octobre 1978].

8. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 463** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 7 DE L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL.

SENAT (première lecture), n° 265 [1977-78]. Dépôt le 10 février 1978, rattaché pour ordre à la séance du 21 décembre 1977 par M. Jean-Marie Bouloux. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre

Salvi. – Rapport n° 321 [1977-78]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. – Rapporteur pour avis : M. André Rabineau. – Avis n° 388 [1977-78]. – Discussion le 23 juin 1978. – Adoption avec modification le 23 juin 1978. – Proposition de loi organique n° 163.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 26 juin 1978, **n° 463**. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 721** [23 novembre 1978].

9. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 814** TENDANT A COMPLETER L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL AFIN DE PREVOIR LA REPRESENTATION DU QUART MONDE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 décembre 1978 par MM. Emile Bizet et Jean-Pierre Delalande. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [5 avril 1979].

10. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1502** TENDANT A COMPLETER L'ORDONNANCE n° 58-1360 DU 29 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL EN VUE D'ASSURER LA REPRESENTATION DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE, DE DEFENSE DE L'ENVIRONNEMENT, DE CONSOMMATEURS ET D'USAGERS DES SERVICES PUBLICS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1979 par M. Georges Mesmin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [10 avril 1980].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels. – Travail et santé. – I. – Section commune. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle. – III. – Santé et famille (p. 6839). – Travail et santé ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – III. – Conseil économique et social ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – III. – Conseil économique et social ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 241, 250.

– **Locaux administratifs.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

– **Personnel.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

– **Rapport devant l'Assemblée.** *Voir* PLAN. 1.

– **Représentation de Mayotte.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer.

– **Structure.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 5.

CONSEIL EUROPEEN DE LUXEMBOURG

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 16 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 312.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 68.

CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (C.N.R.S.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL NATIONAL DE PARTICIPATION

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 2.

CONSEIL NATIONAL DU CUIR

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANÇAIS (CNPF)

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; EMPLOI. 10.

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE (Ses pouvoirs en matière de transports)

Voir TRANSPORTS EN COMMUN. 1.

CONSEILS DEPARTEMENTAUX

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 5.

CONSEILS D'ETABLISSEMENT

Voir ENSEIGNEMENT. 4.

CONSEILS D'UNIVERSITE

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

CONSEILLERS DU COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

Voir IMPOTS. 8.

CONSEILLERS GENERAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 348** VISANT A PERMETTRE DE CONFERER L'HONORARIAT AUX ANCIENS CONSEILLERS GENERAUX AYANT EXERCE LEURS FONCTIONS PENDANT AU MOINS VINGT-QUATRE ANS DANS LE MEME DEPARTEMENT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Hector Rolland. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [29 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1746** RELATIVE AU STATUT DU CONSEILLER GENERAL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Marchand.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1789** TENDANT A FACILITER L'EXERCICE DU MANDAT DE CONSEILLER GENERAL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 juin 1980 par M. André-Georges Voisin et M. Pierre Lagourgue. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Colombier [26 juin 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2169** TENDANT A FACILITER L'EXERCICE DU MANDAT DE CONSEILLER GENERAL ET A COMPLETER LA LOI DU 10 AOUT 1871 RELATIVE AUX CONSEILS GENERAUX.

SENAT (première lecture) n° 153 (1979-1980). Dépôt le 15 janvier 1980 par M. Marcel Champeix et plusieurs de ses collègues, sous le titre : « Proposition de loi portant décentralisation de l'Etat ». – N° 267 (1979-1980). Dépôt le 27 mai 1980 par M. Léon Jozeau-Marigné et plusieurs de ses collègues sous le titre : « Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général ». – N° 313 (1979-1980). Dépôt le 12 juin 1980 par M. Hubert d'Andigné et plusieurs de ses

collègues sous le titre « Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Salvi. – Rapport n° 159 (1980-1981) [11 décembre 1980] commun aux propositions de loi n°s 153, 267, 313 (1979-1980). – Discussion le 16 décembre 1980. – Adoption le 16 décembre 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A FACILITER L'EXERCICE DU MANDAT DE CONSEILLER GENERAL ET A COMPLETER LA LOI DU 10 AOUT 1871 RELATIVE AUX CONSEILS GENERAUX ». – Proposition de loi n° 38 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 2169.** Dépôt le 17 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 1 ; CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. 1 ; CONSEILS REGIONAUX. 1 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 7 ; ELECTIONS (législation). 3, 9, 10 ; ELECTIONS CANTONALES. 1 ; ELECTIONS LEGISLATIVES. 4 ; ELUS LOCAUX. 1, 2 ; INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. 1.

– **Incompatibilités.** *Voir* MAGISTRATS. 2 (Article 4).

CONSEILLERS MUNICIPAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1970** TENDANT A MODIFIER LES CONDITIONS DE DEMISSION D'OFFICE DES CONSEILLERS MUNICIPAUX AYANT CESSE DE REMPLIR LEUR MANDAT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [30 octobre 1980].

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 1 ; ELECTIONS (législation). 3, 9, 10 ; ELECTIONS LEGISLATIVES. 4 ; ELECTIONS MUNICIPALES. 1 ; ELUS LOCAUX. 1, 2 ; MAGISTRATS. 2 (Article 4).

CONSEILLERS PEDAGOGIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

CONSEILLERS REFERENDAIRES

Voir COUR DE CASSATION. 1.

CONSEILLERS REGIONAUX

Voir ELUS LOCAUX. 1 ; INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. 1 ; PARLEMENTAIRES. 3.

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Voir EPARGNE. 8.

CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIETES NATIONALES DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE)

Voir ARCHITECTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement. – II. – Cadre de vie et logement (p. 6685) ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 525.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1996** TENDANT A CREER DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [27 novembre 1980].

CONSEILS D'ATELIER OU DE SERVICES

Voir SALARIES. 2.

CONSEILS D'ECOLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 288.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 495, 602, 703 ; TRAVAIL (juridiction du), 3, 4, 5, 6.

CONSEILS D'ETABLISSEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

CONSEILS GENERAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 29** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 69 DE LA LOI DU 10 AOUT 1871 RELATIVE AUX CONSEILS GENERAUX.

Dépôt au Sénat le 11 octobre 1973 par M. Francis Palmero, n° 11 (1973-1974). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 12 décembre 1973 par M. Edgar Tailhades, n° 76 (1973-1974). – Adoption le 19 décembre 1973. – Proposition de loi n° 39 (1973-1974).

Dépôt à l'Assemblée nationale le 20 décembre 1973 **n° 874.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 31** TENDANT A AUTORISER LES DELEGATIONS DE VOTE DANS LES CONSEILS GENERAUX.

SENAT (première lecture). Dépôt le 21 novembre 1973 par MM. Joseph Raybaud et Victor Robini, n° 45 (1973-1974). – Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 4 juillet 1974 par M. Guy Petit, n° 264 (1973-1974). – Adoption le 21 novembre 1974. – Proposition de loi n° 43 (1974-1975).

5e *législature.* – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1974, **n° 1332.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 12 décembre 1974 par M. André Fanton, **n° 1396.**

6e *législature.* – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [27 avril 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 106** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 23 DE LA LOI DU 10 AOUT 1871 FIXANT LA DATE DES SESSIONS ORDINAIRES DES CONSEILS GENERAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Robert-André Vivien. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Douffiagues [11 mai 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI ° **194** TENDANT A LA MODIFICATION DU NOMBRE DES MEMBRES DES COMMISSIONS DEPARTEMENTALES DES CONSEILS GENERAUX FIXE PAR LA LOI DU 10 AOUT 1871, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Henri Bayard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [25 mai 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 912** TENDANT A SUBSTITUER AUX EXPRESSIONS CONSEIL GENERAL ET CONSEILLER GENERAL LES EXPRESSIONS CONSEIL DEPARTEMENTAL ET CONSEILLER DEPARTEMENTAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Vincent Ansquer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Vincent Ansquer [26 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1007** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 25 DE LA LOI DU 10 AOUT 1871 RELATIVE AUX CONSEILS GENERAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Maurice Charretier et M. Jean Foyer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [10 mai

1979]. – Rapport **n° 1072** [11 mai 1979]. – Discussion le 30 mai 1979. – Adoption le 30 mai 1979. – Proposition de loi **n° 172.**

SENAT (première lecture), n° 365 [1978-1979]. Dépôt le 5 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Jourdan. – Rapport n° 403 [1978-1979] [20 juin 1979]. – Discussion le 21 juin 1979. – Adoption définitive le 21 juin 1979. – Proposition de loi n° 107 [1978-1979].

Loi n° 79-482 du 22 juin 1979, publiée au *J.O.* du 23 juin 1979 (p. 1503) ; rectificatif [*J.O.* du 4 juillet 1979] (p. 1607).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 mai 1979] (p. 4658).

Conseils généraux (modalités d'élection du bureau) : *Raynal (Pierre)* (p. 4458) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4459) ; *Richard (Alain)* (p. 4459) ; *Chaminade (Jacques)* (p. 4459, 4460).

Cumul de mandats électoraux : *Richard (Alain)* (p. 4459).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 mai 1979] (p. 4460).

ART. 1er (élection des membres du bureau des conseils généraux au bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages au troisième tour de scrutin) : *amendement n° 3* de M. Alain Richard (élection du candidat investi du moins grand nombre de mandats électifs en cas d'égalité des suffrages au troisième tour de scrutin), rejeté (p. 4461) ; *amendement n° 1* de M. Parfait Jans (élection des vice-présidents et des secrétaires des conseils généraux à la représentation proportionnelle des groupes du conseil général), rejeté (p. 4462).

MM. Richard (Alain), Raynal (Pierre), Bonnet (Christian), Guermeur (Guy), Villa (Lucien), Chinaud (Roger), Chaminade (Jacques).

– article 1er adopté (p. 4462).

Après l'ART. 1er : *amendement n° 2* de Mme Hélène Constans (élection à la représentation proportionnelle des groupes du conseil général des membres de la commission départementale), rejeté (p. 4462).

MM. Chaminade (Jacques), Raynal (Pierre), Bonnet (Christian).

ART. 2 : caractère interprétatif de la présente loi, adopté (p. 4462).

M. Villa (Lucien).

EXPLICATION DE VOTE :

– M. Villa (Lucien) : vote hostile du groupe communiste (p. 4462).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4462).

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1968** TENDANT A COMPLETER LA LOI DU 15 FEVRIER 1872 RELATIVE AU ROLE EVENTUEL DES CONSEILS GENERAUX DANS DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [30 octobre 1980].

Voir ARCHIVES. 1 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 1 ; ELECTIONS LEGISLATIVES. 4 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur ; PARLEMENTAIRES. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 904.

CONSEILS GENERAUX DES DOM (Consultation des –)

Voir ALCOOLS. 6.

CONSEILS JURIDIQUES

Voir PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES. 1.

– **T.V.A.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

CONSEILS MUNICIPAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 35** RELATIVE A LA DUREE DU MANDAT DES DELEGUES DES CONSEILS MUNICIPAUX, Sénat (première lecture). Dépôt le 21 octobre 1976 par M. Joseph Raybaud, n° 35 [1976-1977]. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administra-

tion générale. – Rapport le 3 mai 1977 par M. Roger Boileau, n° 279 [1976-1977]. – Adoption le 2 juin 1977. – Proposition de loi n° 130 [1976-1977].

5e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 3 juin 1977, **n° 2959**. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [27 avril 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1584** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE L. 238 DU CODE ELECTORAL EN CE QUI CONCERNE UN CAS PARTICULIER D'INCOMPATIBILITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 février 1980 par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [10 avril 1980]. – Rapport **n° 2026** [5 novembre 1980]. – Discussion le 3 décembre 1980. – Adoption le 3 décembre 1980. – Proposition de loi **n° 387.**

SENAT (première lecture), n° 140 [1980-1981]. Dépôt le 3 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Carous. – Rapport n° 167 [1980-1981] [11 décembre 1980]. – Discussion le 16 décembre 1980. – Adoption le 16 décembre 1980. – Proposition de loi n° 37 [1980-1981].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 2168.** Dépôt le 17 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg. – Rapport **n° 2173** [18 décembre 1980]. – Discussion le 18 décembre 1980. – Adoption définitive le 18 décembre 1980. – Proposition de loi **n° 417.**

Loi n° 80-1057 du 23 décembre 1980, publiée au *J.O.* du 26 décembre 1980 (p. 3046).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Article unique (proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **2** : Article 2 (S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [3 décembre 1980] (p. 4584).

Article L. 238 du code électoral (suppression de toute référence aux alliés) : *Dominati (Jacques),* (p. 4585).

Inadaptation de la loi de 1855 : *Pinte (Etienne),* (p. 4585).

Limitation de la portée des incompatibilités de nature familiale dans les conseils municipaux des communes de plus de 500 habitants : *Krieg (Pierre-Charles),* (p. 4584) ; *Pinte (Etienne),* (p. 4585) ; *Dominati (Jacques),* (p. 4585).

Réduction des incompatibilités dans les conseils municipaux dans lesquels les élections se font par secteur : *Krieg (Pierre-Charles),* (p. 4584).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [3 décembre 1980] (p. 4585) (modification du 4e alinéa de l'article L. 238 du code électoral et abrogation du 6e alinéa du même article) : *amendement n° 2* de M. Philippe Séguin (suppression des 4e et 5e alinéas de l'article L. 238 du code électoral relatifs aux incompatibilités de nature familiale dans les conseils municipaux) : adopté avec modifications (p. 4585) ; sous-amendement de M. Pierre-Charles Krieg (suppression des alinéas 4, 5 et 6 de l'article L. 238 du code électoral) : adopté (p. 4586) ; Le groupe communiste votera cet amendement ; l'*amendement n° 2* de M. Philippe Séguin, modifié, est adopté (p. 4586) et devient l'article unique de la proposition de loi.

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [18 décembre 1980] (p. 5055).

Incompatibilités d'ordre familial (conseils municipaux élus par arrondissement ou groupe de cantons) : *Krieg (Pierre-Charles),* (p. 5055) ; *Pinte (Etienne),* (p. 5056).

Listes électorales (report de la date limite d'inscription) : *Girardot (Pierre),* (p. 5056).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5056).

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5056).

– article 1er, adopté (p. 5056).

ART. 2 : *amendement n° 2* de la commission (amendement de conséquence) devient sans objet (p. 5056).

– article 2, adopté (p. 5056).

ADOPTION de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5056).

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 4 ; ARCHIVES. 1 ; COLLECTIVITES LOCALES. 5 ; RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 3 ; VILLES NOUVELLES. 1.

CONSEIL SUPERIEUR DE DEFENSE

Voir DEFENSE NATIONALE. 1.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA COOPERATION

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION PENITENTAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice ; ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

– **Démission d'un député.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 239.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE

Voir ARMEE. 4 ; DEFENSE NATIONALE. 1.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FORET ET DES PRODUITS FORESTIERS

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EQUITATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

CONSEIL SUPERIEUR DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Voir AGENTS COMMUNAUX. 7 ; COLLECTIVITES LOCALES. 3.

CONSEIL SUPERIEUR DES PROFESSIONS PARAMEDICALES

Voir INFIRMIERS - INFIRMIERES. 2.

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Voir AGRICULTURE. 3.

CONSEIL SUPERIEUR DU PETROLE

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEIL SUPERIEUR DU TOURISME

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

CONSEIL SUPERIEUR POUR LE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL ET SOCIAL DES TRAVAILLEURS HANDICAPES

Voir ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSEILS REGIONAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 224** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 5 DE LA LOI DU 5 JUILLET 1972 RELATIF AU MODE D'ELECTION DE CERTAINS CONSEILLERS REGIONAUX. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Antoine Gissinger. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [1er juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 910** TENDANT A PERMETTRE AU CONSEIL REGIONAL DE FIXER LIBREMENT LE TOTAL DES RESSOURCES FISCALES QUE L'ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL PEUT RECEVOIR EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 72-619 DU 5 JUILLET 1972 PORTANT CREATION ET ORGANISATION DES REGIONS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Vincent Ansquer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Vincent Ansquer [5 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1093** TENDANT A AUGMENTER LE NOMBRE DES CONSEILLERS REGIONAUX POUR ASSURER LA REPRESENTATION SPECIFIQUE DES COMMUNES DE MOINS DE 30 000 HABITANTS AU SEIN DES CONSEILS REGIONAUX. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [14 juin 1979].

Voir ARCHIVES. 1 , CORSE. 1 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; PARLEMENTAIRE. 2, 6 ; REGIONS. 2 ; VILLES NOUVELLES. 1.

CONSEILS REGIONAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE (CRESER)

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

CONSENSUS SOCIAL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (discussion générale).

CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE.

– **Conseils d'administration du –** . *Voir* ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS (CNAM)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation. – Formation professionnelle.

CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 117 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 258.

CONSOMMATEURS

Voir ACCIDENTS. 2 ; CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. 10 ; LOGEMENT. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA. – Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

CONSOMMATION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 961** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 44 DE LA LOI n° 73-1193 DU 27 DECEMBRE 1973 D'ORIENTATION DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Jean Foyer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Seguin [3 mai 1979].

Voir CHOMAGE. 3 ; CONCURRENCE. 1 ; ECONOMIE (ministère de l'). 1 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget.

CONSOMMATION DES MENAGES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale). – (Deuxième partie). Commerce extérieur.

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DE L'AGRICULTURE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

CONSTITUTION

1. – PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE **n° 1473** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 11 DE LA CONSTITUTION EN VUE D'ETENDRE LA POSSIBILITE DE RECOURS A LA PROCEDURE DU REFERENDUM. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 décembre 1979 par M. Adrien Zeller et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [10 avril 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE **n° 1478** TENDANT A MODIFIER ET COMPLETER LES ARTICLES 21, 34, 37 ET 72 DE LA CONSTITUTION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 décembre 1979 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Hubert Dubedout [10 avril 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. – PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE **n° 1579** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 61 DE LA CONSTITUTION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 février 1980 par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [10 avril 1980].

Voir COLLECTIVITES TERRITORIALES. 2 ; CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. 1 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 5 ; INCOMPATIBILITE PARLEMENTAIRE. 1 ; PROCEDURE LEGISLATIVE. 1 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 8 ; SESSIONS PARLEMENTAIRES. 1 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 56.

– **Application de l'article 16.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Economie et budget. – I. – Charges communes.

– **Esprit de la –.** *Voir* MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3.

CONSTRUCTION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 108** TENDANT A FAVORISER LA DECORATION ARTISTIQUE DES ESPACES PUBLICS DES GRANDS ENSEMBLES ET DES CONSTRUCTIONS EFFECTUEES DANS LES Z.A.C., Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Robert-André Vivien. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Etienne Pinte [11 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 211** SUR LA PROTECTION DES CANDIDATS A LA CONSTRUCTION DE MAISONS INDIVIDUELLES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Jean-Marie Daillet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [1er juin 1978]. – Rapport **n° 1174** [20 juin 1979]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [24 mai 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Maurice Cornette [1er juin 1978]. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA PROTECTION DES CANDIDATS A LA CONSTRUCTION DE MAISONS INDIVIDUELLES ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS CONCERNANT LE DROIT DE LA CONSTRUCTION ». – Proposition de loi **n° 289**.

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 mai 1980] (p. 1083).

Bâtiment et travaux publics : *Grussenmeyer (François)* (p. 1083) ; *Delprat (Michel)* (p. 1086) ; *Richard (Alain)* (p. 1087) ; *Cornette (Maurice)* (p. 1089).

Certificat d'urbanisme : *Canacos (Henry)* (p. 1085).

Chalandonnettes : *Canacos (Henry)* (p. 1085).

Commission d'enquête parlementaire : *Canacos (Henry)* (p. 1086).

Contrat de construction d'une maison individuelle : *Richomme (Jacques)* (p. 1081) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1081) ; *Canacos (Henry)* (p. 1085) ; *Delprat (Michel)* (p. 1086) ; *Richard (Alain)* (p. 1087) ; *Cornette (Maurice)* (p. 1089).

Contrat d'études préalables : *Richomme (Jacques)* (p. 1801) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1082) ; *Canacos (Henry)* (p. 1085) ; *Richard (Alain)* (p. 1088) ; *Cornette (Maurice)* (p. 1089).

Goût des Français pour l'habitat individuel : *Richomme (Jacques)* (p. 1080).

Logement (politique gouvernementale) : *Auroux (Jean)* (p. 1083) ; *Cavaillé (Marcel)* (p. 1089).

Loyers : *Auroux (Jean)* (p. 1083).

Médiateur : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1082).

Permis de construire : *Grussenmeyer (François)* (p. 1084) ; *Richard (Alain)* (p. 1088).

Prêts d'accession à la propriété : *Grussenmeyer (François)* (p. 1084) ; *Richard (Alain)* (p. 1086).

Publicité en matière immobilière : *Richomme (Jacques)* (p. 1080) ; *Auroux (Jean)* (p. 1082-1083) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 1084) ; *Richard (Alain)* (p. 1087-1088) ; *Cornette (Maurice)* (p. 1088) ; *Cavaillé (Marcel)* (p. 1089)*.

Sociétés anonymes coopératives de production d'HLM : *Richomme (Jacques)* (p. 1081)*.

Spéculation foncière : *Auroux (Jean)* (p. 1083) ; *Richard (Alain)* (p. 1087)*.

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1094).

ART. 1er (chapitre 1er : dispositions relatives à la protection des candidats à la construction de maisons individuelles) ; Article 1er : garanties de la constructibilité du terrain ; *amendement n° 68* de M. Jean-Marie Daillet (qualification du terrain) ; *sous-amendement n° 93* du Gouvernement (limitation des précisions exigées pour le plan de masse du terrain) : rejeté (p. 1096) ; *sous-amendement n° 94* du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de l'*amendement n° 68)* : rejeté (p. 1096) ; *sous-amendement n° 95* du Gouvernement (rétablissement des dispositions du paragraphe II de l'article 1er) : rejeté (p. 1096) ; *amendement n° 68* : rejeté (p. 1096) ; *amendement n° 29* de M. Alain Richard : réservé (p. 1096) ; *amendement n° 46* du Gouvernement (acceptation de la promesse de vente) : adopté (p. 1096) ; *amendement n° 29* précédemment réservé de M. Alain Richard (protection du candidat à l'accession à la propriété) : rejeté (p. 1096) ; *amendement n° 1* de la commission (extension de l'exigibilité du certificat d'urbanisme ; *sous-amendement n° 66* de M. Jean Auroux (intégration du certificat d'urbanisme dans l'acte) : adopté (p. 1097) ; *amendement n° 1*, ainsi modifié, adopté (p. 1097) ; *amendement n° 30* rectifié de M. Jean Auroux (certificat d'urbanisme) : devenu sans objet (p. 1097) ; *amendement n° 2* de la commission de la production (nullité de l'acte) ; *sous-amendement n° 79* de M. Maurice Cornette (point de départ du délai pendant lequel la nullité de l'acte peut être invoquée) : adopté (p. 1097) ; *amendement n° 2*, ainsi modifié, adopté (p. 1097) ; *amendement n° 3* de la commission de la production (limitation des délais imposés aux deux parties lors de la vente) ; *sous-amendement n° 47* du Gouvernement (suppression de la référence au certificat d'urbanisme) : adopté (p. 1098) ; *amendement n° 3*, ainsi modifié, adopté (p. 1098) ; *amendement n° 24* de M. Jacques Richomme (suppression de l'obligation de produire un certificat d'urbanisme pour la vente de terrains compris dans un lotissement autorisé depuis moins de deux ans) : rejeté (p. 1098).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 1098).

ART. 2 : (délimitation des domaines respectifs du contrat de vente d'immeubles à construire et de contrat de construction d'une maison individuelle) : *amendements* identiques *n° 26* de M. Henry Canacos et *n° 31* de M. Jean Auroux (suppression de l'article 2) : rejetés (p. 1098) ; *amendement n° 4* de la commission de la production (obligations du constructeur au cas où l'opération de construction ne peut être poursuivie de son fait pour cause de renonciation du contrat) ; *sous-amendement n° 69* de M. Jean-Marie Daillet (formel) : adopté (p. 1099) ; *amendement n° 4*, ainsi modifié, adopté (p. 1099).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 1099).

ART. 3 : réglementation du contrat de construction d'une maison individuelle et institution du contrat d'études préalables.

Article L 231-1 du code de la construction et de l'habitation : définition du champ d'application du contrat de construction d'une maison individuelle ; énonciations obligatoires du contrat ; *amendements* identiques *n° 70* de M. Jean-Marie Daillet et *n° 91* de M. Jean Briane (formels) : adoptés (p. 1100) ; *amendement n° 5* de la commission de la production (rédactionnel) : adopté (p. 1100) ; *amendements* identiques *n° 90* de M. Charles Fèvre et *n° 92* de M. Jean Briane (suppression du troisième alinéa du texte de l'article L. 231-1) :

adoptés (p. 1102) ; *amendement n° 71* de M. Jean-Marie Daillet (notion de clôture) : devenu sans objet (p. 1102) ; *amendement n° 48* du Gouvernement (application du texte aux constructeurs construisant des maisons avec des éléments industrialisés) : devenu sans objet (p. 1102) ; *amendement n° 72* de M. Jean-Marie Daillet (définition de la mission du constructeur) : devenu sans objet (p. 1102) ; *amendement n° 49* du Gouvernement (modification du troisième alinéa du texte de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation) : devenu sans objet (p. 1102) ; *amendement n° 73* de M. Jean-Marie Daillet (publicité) : devenu sans objet (p. 1102) ; *amendement n° 80* de M. Alain Richard (protection de l'acheteur) : rejeté (p. 1102) ; *amendement n° 74* de M. Jean-Marie Daillet (rédactionnel) : adopté (p. 1103) ; *amendement n° 75* de M. Jean-Marie Daillet (dispositions applicables aux travaux en « Kit ») : retiré (p. 1103) ; *amendement n° 6* de la commission de la production (suppression de l'exception concernant le coût des travaux de raccordement aux réseaux divers) : adopté (p. 1103) ; *amendement n° 50* du Gouvernement (travaux de raccordement) : devenu sans objet (p. 1103) ; *amendement n° 51* du Gouvernement (intégration dans le montant des dépenses prévisibles des études) : adopté (p. 1104) ; *amendement n° 76* de M. Jean-Marie Daillet (intégration des études dans le montant des dépenses prévisibles) : devenu sans objet (p. 1104) ; *amendement n°52* du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'alinéa (f) ; *sous-amendement n° 89* de M. Maurice Cornette (rédactionnel) : adopté (p. 1104) ; *amendement n° 52*, ainsi modifié, adopté (p. 1104) ; *amendement n° 7* de la commission de la production (point de départ du délai d'exécution des travaux) : devenu sans objet (p. 1104) ; *amendement n° 27* rectifié de M. Henry Canacos (suppression de l'alinéa (g) : adopté (p. 1105) ; *amendement n° 8* de la commission de la production (nouvelle rédaction de la fin du paragraphe (g) de l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation ; *sous-amendement n° 53* du Gouvernement (conséquence de l'amendement précédent) : retiré (p. 1105) ; *amendement n° 8* adopté (p. 1105) ; *amendement n° 77* de M. Jean-Marie Daillet (garanties apportées par la personne chargée de la construction) : retiré (p. 1105) ; *amendement n° 78* de M. Jean-Marie Daillet (contrôle élémentaire de garanties) : adopté (p. 1105).

– article L 231-1 du code de la construction et de l'habitation, ainsi modifié, adopté (p. 1106).

Article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation : obligations spécifiques du constructeur ; conditions de la formation et de l'exécution du contrat de construction ; extension de la garantie de remboursement ; *amendement n° 9* de la commission de la production (amendement de conséquence) : adopté (p. 1106) ; *amendement n° 10* de la commission de la production (point de départ du délai permettant au maître de l'ouvrage d'exiger du constructeur la réalisation des travaux complémentaires) : adopté (p. 1106) ; *amendement n° 11* de la commission de la production (mention dans le contrat de la disposition introduite par le premier alinéa de l'article L. 231-2) : adopté (p. 1106) ; *amendement n° 32* de M. Jean Auroux (caractère suspensif de l'obtention du permis de construire) : adopté (p. 1107) ; *amendement n° 96* de M. Maurice Cornette (rédactionnel) : adopté (p. 1109) ; *amendement n° 12* de la commission de la production (sursis à statuer) : devenu sans objet (p. 1109) ; *amendement n° 97* de M. Maurice Cornette (amendement de conséquence) : adopté (p. 1109) ; *amendement n° 33* de M. Alain Richard (obtention du permis de construire) : devenu sans objet (p. 1109) ; *amendement n° 13* de la commission de la production (permis de construire) : devenu sans objet (p. 1109) ; *amendement n° 54* rectifié du Gouvernement (obtention du permis de construire) : devenu sans objet (p. 1109) ; *amendement n° 14* de la commission de la production (permis de construire) : devenu sans objet (p. 1109) ; *amendement n° 81* de M. Jean Auroux (changement dans la situation financière de l'acquéreur constituant une condition résolutoire du contrat) : rejeté (p. 1109) ; *amendements* identiques *n° 15* de la commission de la production, *n° 55* du Gouvernement et *n36* de M. Alex Raymond (suppression du paragraphe III du texte de l'article L. 231-2) : adoptés (p. 1110) ; *amendement n° 34* de M. Alain Richard : devenu sans objet (p. 1110) ; *amendement n° 82* de M. Jean Auroux (modification du paragraphe III) : devenu sans objet (p. 1110) ; *amendement n° 56* du Gouvernement (notion d'études englobées dans le montant des travaux que doit payer l'acquéreur de la maison) : adopté (p. 1111) ; *amendement n° 16* de la commission de la production (fixation du point de départ du délai de renonciation) : adopté (p. 1111) ; *amendement n° 17* de la commission de la production (de conséquence) : adopté (p. 1111) ; *amendement n° 18* de la commission de la production (suppression des garanties prévues au paragraphe VIII de l'article L. 231-2 : adopté (p. 1111) ; *amendement n° 57* du Gouvernement (garanties prévues au paragraphe VIII de l'article L. 231-2 : retiré (p. 1111) ; *amendement n° 83* de M. Alain Richard (extension au contrat de construction des garanties en faveur de l'acquéreur existant dans le contrat de vente en l'état futur) : rejeté (p. 1112) ; *amendement*

n° 84 de M. Jean Auroux (extension au contrat de construction des garanties en faveur de l'acquéreur existant dans le contrat de vente en l'état futur) : rejeté (p. 1112).

– article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation, ainsi modifié, adopté (p. 1112).

Article L. 231-3 du code de la construction et de l'habitation : institution et réglementation du contrat d'études préalables ; *amendements* identiques *n° 28* de M. Henry Canacos et *n° 35* de M. Jean Auroux (suppression de l'article L. 231-3) : rejetés (p. 1113) ; *amendement n° 19* de la commission de la production (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 231-3) ; *sous-amendement n° 42* rectifié du Gouvernement (extension des possibilités de remboursement des dépôts de garantie) : adopté (p. 1114) ; *sous-amendement n° 43* du Gouvernement (durée de sursis à statuer) : adopté (p. 1114) ; *sous-amendement n° 44* du Gouvernement (conditions de désistement du candidat à la construction) : adopté (p. 1114) ; *sous-amendement n° 45* de M. Maurice Cornette (rédactionnel) : adopté (p. 1114) ; *amendement n° 19*, ainsi modifié, adopté (p. 1114).

– le texte de l'*amendement n° 19* modifié devient le texte de l'article L. 231-3 du code de la construction et de l'habitation (p. 1114) ;

– les *amendements n°s 85, 86* de M. Jean Auroux et *n° 87* de M. Alain Richard deviennent sans objet (p. 1114).

Après l'article L. 131-3 du code de la construction et de l'habitation : *amendement n° 38* de M. Alain Richard (obligation de signer les contrats de construction dans les locaux commerciaux du constructeur) : rejeté (p. 1115).

Article L. 231-4 du code de la construction et de l'habitation : responsabilité du constructeur et obligation d'assurance : adopté (p. 1115).

Article L. 231-5 du code de la construction et de l'habitation : caractère d'ordre public : adopté (p. 1115).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 1115).

Après l'ART. 3 : *amendement n° 58* rectifié du gouvernement (entrée en vigueur du texte ; *sous-amendement n° 67* rectifié de M. Maurice Cornette (régime transitoire) : adopté (p. 1116) ; *amendement n° 58* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 1116).

ART. 4 (décrets d'application) : *amendement n° 39* de M. Jean Auroux (suppression de l'article 4) : retiré (p. 1116) ; *amendement n° 20* de la commission de la production (amendement de conséquence) : adopté (p. 1116).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 1116).

ART. 5 : (conditions d'exécution des travaux en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens du constructeur) : *amendement n° 21* de la commission de la production (possibilité pour le maître d'ouvrage d'obtenir du tribunal qui a prononcé le règlement judiciaire ou la liquidation de biens l'autorisation de faire poursuivre rapidement les travaix par un autre constructeur) : adopté (p. 1116).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 1116).

ART. 6 (sanctions pénales) : *amendement n° 22* de la commission de la production (rédactionnel) : adopté (p. 1116).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 1116).

Après l'ART. 6 : *amendement n° 63* rectifié du gouvernement (sanctions pénales à l'encontre du co-contractant tenu de fournir une garantie de bonne exécution) : adopté (p. 1117) ; *amendement n° 64* rectifié du gouvernement (dispositions applicables au mandat donné par le maître de l'ouvrage au constructeur afin de percevoir un prêt destiné au financement de la construction) : adopté (p. 1117.

ART. 7 (sanctions pénales) : adopté (p. 1117).

Après l'ART. 7 : *amendement n° 62* rectifié du gouvernement (harmonisation) : adopté (p. 1117).

ART. 8 : chapitre II : (dispositions diverses ; extension des compétences des sociétés anonymes, coopératives de production d'HLM) : adopté (p. 1117).

Après l'ART. 8 : *amendement n° 25* de M. Jacques Douffiagues (extension des compétences des sociétés de crédit immobilier en matière d'opérations de lotissement) : adopté (p. 1118).

ART. 9 : (participation des acquéreurs à terme à la gestion de la copropriété) : *amendement n° 59* du gouvernement (formel) : adopté (p. 1118) ; *amendement n° 60* du gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1118) ; *amendement n° 61* du gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1118).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 1118).

Après l'ART. 9 : *amendement n° 88* de M. Alain Richard (preuve de la souscription d'une assurance-construction) : rejeté (p. 1119).

Titre : proposition de loi sur la protection des candicats à la construction de maisons individuelles : *amendement n° 23* de la commission (modification du titre) : retiré (p. 1119) ; *amendement n° 65* du gouvernement (modification du titre qui devient : proposition de loi relative à la protection des candidats à la construction de maisons individuelles et portant diverses dispositions concernant le droi de la construction) : adopté (p. 1119).

– titre, ainsi modifié, adopté (p. 1119).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1119).

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 5 ; ENERGIE. 7 ; LOGEMENT. 2 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 15. – (Deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 6 (article 21) ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 18, 236,458, 982 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 175, 358.

– **Assurances.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice (p. 6546) ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 238.

– **Isolation des bâtiments en –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 291.

– **Licenciements dans le bâtiment.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 867.

– **Participation des employeurs à la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 1978. 1 Article 4.

– **Situation du bâtiment en Vendée.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 924.

CONSTRUCTIONS D'HABITATIONS

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1725** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE DE RECENSER LES SCANDALES QUE CONSTITUENT LES ESCROQUERIES CONCERNANT L'ACCESSION A LA PROPRIETE DES LOGEMENTS ET DE PROPOSER DES MESURES POUR Y METTRE FIN, Assemblée nationale. Dépôt le 21 mai 1980 par M. Henry Canacos et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [26 juin 1980]. – Rapport **n° 1987** [15 octobre 1980].

Voir HABITATIONS A LOYER MODERE (H.L.M.). 3 ; IMPOT SUR LE REVENU. 6 ; INSECTES. 1 ; LOGEMENT. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement.

CONSTRUCTION NAVALE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 384** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LA SITUATION DE LA CONSTRUCTION ET DE LA REPARATION NAVALES EN FRANCE ET L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS QUI SONT ALLOUES AUX SOCIETES DE CE SECTEUR, Assemblée nationale. Dépôt le 14 juin 1978 par M. Guy Hermier. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 656** [2 novembre 1978].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 565** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION DE CONTROLE PARLEMENTAIRE SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS ALLOUES AU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION ET DE LA REPARATION NAVALES ET SUR LA SITUATION QUI EN RESULTE POUR CE SECTEUR, Assemblée nationale. Dépôt le 2 octobre 1978 par M. Claude Evin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [12 octobre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Edmond Garcin [26 octobre 1978]. – Rapport **n° 692** [16 novembre 1978].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCS RECTIFICATIVES. 5 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 37, 49, 57, 337, 591, 851 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 5 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 21, 203 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

– **Type Binder.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 612.

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

CONSULATS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 107.

CONTENEURISATION DES BANANES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CONTENEURS

Voir TRANSPORTS. 1.

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Voir ASTREINTES. 1.

CONTENTIEUX FISCAL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 – Articles et articles additionnels non rattachés (article 63).

CONTENTIEUX FISCAL ET DOUANIER

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 20.

CONTINUITE TERRITORIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

CONTRACEPTION

Voir AVORTEMENT. 1, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2. – (Deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 48.

CONTRAINTE PAR CORPS

Voir ABANDON DE FAMILLE. 1.

CONTRAT D'ACQUISITION EN COMMUN

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, Article 59.

CONTRAT D'ASSURANCE

Voir ASSURANCES. 3.

CONTRAT DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE

Voir CONSTRUCTION. 2.

CONTRAT DE RESIDENCE

Voir LOGEMENT. 7.

CONTRAT DE TRAVAIL

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 436** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L. 122-18 et L. 122-19 DU CODE DU TRAVAIL ET VISANT A LA PROTECTION DES JEUNES GENS APPELES AUX OBLIGATIONS DU SER-

VICE NATIONAL ACTIF, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Henri Ferretti. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [12 octobre 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 704** RELATIF AU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 16 novembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Robert Boulin, ministre du Travail et de la Participation. – Urgence déclarée le 4 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Didier Bariani [23 novembre 1978]. – Rapport **n° 744** [30 novembre 1978]. – Discussion le 5 décembre 1978. – Adoption le 5 décembre 1978. – Projet de loi **n° 100.**

SENAT (première lecture), n° 114 [1978-1979]. Dépôt le 6 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 151 [1978-1979] [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 48 [1978-1979].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 821.** Dépôt le 20 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [19 décembre 1978] (p. 9711). – Nomination [20 décembre 1978] (p. 9774).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Henry Berger, Didier Bariani, Antoine Gissinger, Francisque Perrut, Jean-François Mancel, Adrien Zeller, Jean-Pierre Delalande ; membres suppléants : MM. Alexandre Bolo, Jean Delaneau, Roger Fenech, Martial Taugourdeau, Henri Bayard, Robert-Félix Fabre, René Caille.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Pierre Sallenave, Jean-Béranger, Michel Crucis, Jean Mézard, Henri Moreau, André Rabineau ; membres suppléants : MM. Noël Berrier, Louis Boyer, André Bohl, Jean Chérioux, Bernard Talon, René Touzet, Hector Viron.

Bureau [20 décembre 1978] (p. 9774) : président : Robert Schwint. – Vice-président : M. Henry Berger.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Didier Bariani [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 822** [20 décembre 1978]. – Discussion 20 décembre 1978. – Adoption le 20 décembre 1978. – Projet de loi **n° 138.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 181 [1978-1979] [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 65 [1978-1979].

Loi n° 79-11 du 3 janvier 199 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1979 (p. 20).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 2 (projet. – A.N. 1, S. 1).
Loi, article **2** : 2 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article 4 :
– article L 122-1 code du travail (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L 122-2 code du travail (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L 122-2-1 code du travail (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L 122-2-3 code du travail (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L 122-3-1 code du travail (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L 122-3-2 code du travail (projet. – A.N. 1. – S. 1).
– article L 122-3-3 code du travail (projet. – A.N. 1. – S. 1).
– article L 122-3-4 code du travail (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
– article L 122-3-5 code du travail (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : 4 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : 4 *ter* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : 4 *quater* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : 6 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : 7 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : 8 (A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [5 décembre 1978] (p. 8833) :

Contrat de travail à durée déterminée (conséquences de son expiration sur les droits à indemnisation du salarié privé d'emploi) : *Bariani (Didier)* (p. 8833).

Contrat de travail à durée déterminée et crise économique : *Bariani (Didier)* (p. 8833) ; *Faure (Gilbert)* (p. 8834) ; *Chavatte (Angèle)* (p. 8835) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 8836).

Contrat de travail à durée déterminée (jurisprudence) : *Bariani (Didier)* (p. 8833) ; *Faure (Gilbert)* (p. 8834) ; *Chavatte (Angèle)* (p. 8835) ; *Boulin (Robert)* (p. 8836).

Contrat de travail à durée déterminée (renouvellement) : *Bariani (Didier)* (p. 8833) ; *Boulin (Robert)* (p. 8836).

Délai de prévenance : *Bariani (Didier)* (p. 8833).

DISCUSSION DES ARTICLES [5 décembre 1978] (p. 8837).

ART. 1er (insertion au chapitre Ier du titre II du livre Ier du code du travail d'une section 1 intitulée Règles générales propres au contrat de travail) : *amendement n° 10* de la commission (suppression de l'article 1er) : adopté (p. 8837).

MM. Bariani (Didier), Boulin (Robert).

– article 1er : supprimé (p. 8837).

ART. 2 (codification) : *amendement n° 11* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 8837).

MM. Bariani (Didier), Boulin (Robert).

– article 2 : adopté avec modification (p. 8837).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 38* de M. Henri Ginoux (possibilité de porter à un an la période d'essai des salariés âgés de moins de vingt-six ans) : rejeté (p. 8838).

MM. Delaneau (Jean), Bariani (Didier), Boulin (Robert), Andrieux (Maurice), Mexandeau (Louis).

ART. 3 (laissant à l'usage des lieux le soin de régler la durée du contrat de travail sauf convention contraire) : *amendement n° 12* de la commission (formel) : adopté (p. 8838).

MM. Bariani (Didier), Boulin (Robert).

– article 3 : adopté avec modification (p. 8838).

ART. 4 (section 1 du chapitre II du titre II du livre premier du code du travail, régime des contrats de travail à durée déterminée. – Article L. 122-1 du code du travail : critère et régime du contrat de travail à durée déterminée) : *amendement n° 1* de M. François Leizour (interdisant de conclure des contrats à durée déterminée pour des emplois ayant un caractèe permanent) : rejeté (p. 8840) ; *amendement n° 23* de M. Guy Bêche (conditions de recours par l'employeur au contrat de travail à durée déterminée) : rejeté (p. 8840) ; *amendement n° 13* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8840) ; *amendement n° 14* de la commission (interdisant de renouveler un contrat de travail à durée déterminée plus de deux fois pour des périodes dont la durée pourrait excéder celle de la période initiale) : adopté (p. 8840) ; *amendement n° 34* de M. Marc Lauriol (possibilité de résilier le contrat de travail à durée déterminée en cas de faute grave de l'une ou l'autre partie ou en cas d'impossibilité de poursuivre l'exécution du contrat) : adopté avec modification (p. 8842) ; *amendement n° 15* de la commission (précisant que le projet ne remet pas en cause la protection des représentants du personnel engagés par un contrat de travail à durée déterminée) : adopté (p. 8845) ; *amendements* identiques *n° 16* de la commission et *n° 2* de Mme Angèle Chavatte (conditions de transformation du contrat de travail à durée déterminée en contrat à durée indéterminée) : adoptés (p. 8845) ; *amendement n° 17* de la commission (possibilité pour le contrat à durée déterminée de comporter une période d'essai ; *sous-amendement n° 30* du Gouvernement (réduisant la durée des périodes d'essai prévues par l'*amendement n° 17* de la commission) : adopté (p. 8846) ; *amendement n° 17*, ainsi modifié, adopté (p. 8846) ; *amendement n° 3* de Mme Angèle Chavatte (régime des contrats conclus pour la durée d'un chantier) : réservé (p. 8846).

Mme Chavatte (Angèle), MM. Bèche (Guy), Bariani (Didier), Boulin (Robert), Andrieux (Maurice), Forni (Raymond), Mexandeau (Louis), Lauriol (Marc).

– article L. 122-1 du code du travail : réservé (p. 8846).

Article L. 122-2 du code du travail (institution d'un préavis en cas de non-renouvellement d'un contrat de travail à durée déterminée comportant une clause de renouvellement) : *amendement n° 18* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8846) ; *amendement n° 19* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8846) ; *amendement n° 35* de M. Marc Lauriol (tendant à établir un équilibre entre l'employeur et le salarié en ce qui concerne le préavis de non-renouvellement du contrat) : adopté (p. 8847) ; *amendement n° 24* de M. Guy Bêche (transformation du contrat à durée déterminée en contrat à durée indéter-

minée en cas d'inobservation par l'employeur des dispositions du présent article) : devenu sans objet (p. 8847).

MM. Bariani (Didier), Boulin (Robert), Lauriol (Marc) Bèche (Guy), Gau (Jacques-Antoine).

– article L. 122-2 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 8847).

Article L. 122-3 du code du travail (qualifiant de contrat à durée déterminée le contrat conclu pour une saison ou pour une entreprise déterminée, notamment pour la durée d'un chantier) : *amendement n° 25* de M. Guy Bêche (suppression des dispositions prévoyant que le contrat conclu pour une saison ou pour une entreprise déterminées est un contrat à durée déterminée) : rejeté (p. 8848) ; *amendement n° 4* de Mme Angèle Chavatte (faisant bénéficier les travailleurs saisonniers d'une garantie légale de priorité d'embauchage pour la saison suivante) : rejeté (p. 8846) ; *amendement n° 20* de la commission (permettant le recours au contrat de travail à durée déterminée pour le remplacement d'un salarié dont le contrat de travail est suspendu) ; *sous-amendement n° 40* de M. Jean Delaneau (permettant aux parties de déterminer si un contrat conclu pour le remplacement d'un salarié dont le contrat de travail est suspendu est un contrat à durée déterminée ou indéterminée) : adopté (p. 8848) ; *amendement n° 20*, ainsi modifié : adopté (p. 8848).

Article L. 122-1 du code du travail (suite) : *amendement n° 3* de Mme Angèle Chavatte, précédemment réservé : devenu sans objet (p. 8848).

MM. Boulin (Robert), Bariani (Didier).

– article 122-1 du code du travail : adopté avec modification (p. 8848).

Article L. 122-3 du code du travail (suite) : *amendement n° 26* de M. Guy Bêche (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-3 du code du travail) : devenu sans objet (p. 8848) ; *amendement n° 5* corrigé de Mme Angèle Chavatte (suppression des dispositions relatives au travail sur chantier qui ne doit pas donner lieu à contrat à durée déterminée) : rejeté (p. 8849) ; *amendement n° 31* du Gouvernement (régime du préavis pour les contrats saisonniers d'une durée inférieur à trois mois) : adopté (p. 8849) ; *amendements* identiques *n° 21* de la commission et *n° 27* de M. Guy Bêche (qualifiant de contrat de travail à durée indéterminée le contrat de travail à domicile) : adoptés (p. 8849).

MM. Gau (Jacques-Antoine), Bariani (Didier), Boulin (Robert), Delaneau (Jean), Mme Chavatte (Angèle), M. Bèche (Guy).

– article L. 122-3 du code du travail, ainsi modifié : adopté (p. 8849).

Article L. 122-3-1 du code du travail (attribution d'une indemnisation compensatrice au salarié en cas d'inobservation par l'employeur du délai prévu au deuxième alinéa de l'article L. 122-3) : adopté (p. 8849).

Article L. 122-3-2 du code du travail (attribution de dommages-intérêts en cas de rupture du contrat de travail à durée déterminée sauf en cas de force majeure ou de faute grave) : *amendement n° 28* de M. Claude Evin (possibilité pour le salarié de demander à être réintégré dans son emploi ou d'obtenir des dommages-intérêts en cas de rupture injustifiée du contrat de travail à durée déterminée) : rejeté (p. 8849).

MM. Mexandeau (Louis), Bariani (Didier), Boulin (Robert).

– article L. 122-3-2 du code du travail : adopté (p. 8849).

Article L. 122-3-3 du code du travail (inapplication des dispositions régissant la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée au contrat de travail à durée déterminée) : adopté (p. 8850).

Après l'article L. 122-3-3 du code du travail : amendement n° 6 corrigé de M. François Leizour (consultation par l'employeur du comité d'entreprise ou des délégués du personnel pour la conclusion d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée) : rejeté (p. 8850) ; *amendement n° 7* corrigé de Mme Angèle Chavatte (nullité de toute stipulation contractuelle contraire aux dispositions de la présente loi) : rejeté (p. 8850) ; *amendement n° 8* corrigé de Mme Angèle Chavatte (amende de 1 000 francs à 3 000 francs par contrat pour tout employeur ayant conclu des contrats de travail à durée déterminée en violation des dispositions de la loi) : rejeté (p. 8850) ; *amendement n° 9* corrigé de Mme Angèle Chavatte (versement de dommages-intérêts égaux à six mois de salaire au profit des salariés en cas de violation des dispositions de la loi) : rejeté (p. 8851).

Mme Chavatte (Angèle), MM. Bariani (Didier), Boulin (Robert).

– article 4 du projet de loi, ainsi modifié : adopté (p. 8851).

ART. 5 (conservation de l'intégralité de leurs droits par les salariés involontairement privés d'emploi et bénéficiant d'un revenu de remplacement d'origine publique ou conven-

tionnelle qui sont engagés par contrat à durée déterminée) : *amendement n° 29* de M. Claude Evin (faisant bénéficier des droits afférents au licenciement pour motif économique le salarié dont le contrat à durée déterminée n'est pas renouvelé pour raisons économiques) : rejeté (p. 8851) ; *amendement n° 39* du Gouvernement (maintien des avantages conventionnels en matière d'aide aux travailleurs involontairement privés d'emploi) : (p. 8851).

MM. Gau (Jacques-Antoine), Boulin (Robert), Bariani (Didier).

– article 5, ainsi complété : adopté (p. 8851).

Après l'ART. 5 : *amendement n° 22* de la commission (permettant au salarié de bénéficier des dispositions de l'article 5 de la loi dès sa promulgation) : adopté (p. 8851) ; *amendement n° 32* du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 8851) ; *amendement n° 33* du Gouvernement (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la loi) : adopté (p. 8852).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Gau (Jacques-Antoine)* : vote hostile du groupe socialiste sur un projet aggravant la précarité de l'emploi (p. 8852) ;

– *Hamel (Emmanuel)* : vote favorable du groupe U.D.F. ; excès des charges sociales risquant de conduire les entreprises à leur perte (p. 8852) ;

– *Andrieux (Maurice)* : logique du Gouvernement le conduisant à réduire peu à peu tous les droits acquis par les travailleurs ; vote hostile du groupe communiste (p. 8852) ;

– *Gissinger (Antoine)* : vote favorable du groupe R.P.R. (p. 8852).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8852).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE :

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9759) :

Délai de préavis : *Bariani (Didier)*, (p. 9759) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 9760).

Période d'essai : *Bariani (Didier)*, (p. 9759) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 9760).

Renouvellement unique des contrats à durée déterminée : *Bariani (Didier)*, (p. 9759) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 9760).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978] (p. 9760).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Bèche (Guy)* : vote hostile du groupe socialiste (p. 9761).

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9761).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 846** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL RELATIVES A LA PROTECTION DE L'EMPLOI DU SALARIE APPELE A ACCOMPLIR SON SERVIC MILITAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jacques-Antoine Gau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques-Antoine Gau [12 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1308** RELATIVE AU CONTRAT A DUREE DETERMINEE ET AU TRAVAIL TEMPORAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Guy Bêche et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Claude Evin [8 novembre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1965** TENDANT A MODIFIER LE REGIME JURIDIQUE DES CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE ET LES CONDITIONS D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS INTERIMAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-François Mancel [30 octobre 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1969** RELATIVE AU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE DANS LES PROFESSIONS DU SPECTACLE ET DE L'AUDIOVISUEL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. François d'Aubert. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francisque Perrut [20 novembre 1980]. – Rapport **n° 2112** [3 décembre 1980]. – Discussion le 9 décembre 1980. – Renvoi en commission le 9 décembre 1980 (p. 4777).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [9 décembre 1980] (p. 4768).

Question préalable de M. Jack Ralite et des membres du groupe communiste (p. 4770) : rejeté par scrutin public n° 558 (p. 4774).

Article L. 122-1 et L. 122-3 nouveaux du code du travail : *Perrut (Francisque)* (p. 4770).

Assimilation des techniciens aux artistes : *Pesce (Rodolphe)* (p. 4776).

Augmentation de la précarité de l'emploi et diminution des acquis sociaux et syndicaux des personnels du spectacle et des sociétés de télévision : *Ralite (Jack)* (p. 4770) ; *Leblanc (Chantal)* (p. 4775) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4777).

Charge de la preuve : *Pesce (Rodolphe)* (p. 4776).

Concertation avec les organisations syndicales : *Pesce (Rodolphe)* (p. 4776) ; *Lecat (Jean-Philippe)* (p. 4777).

Conditions d'élaboration de cette proposition : *Ralite (Jack)* (p. 4770) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4775).

Conditions de résiliation du contrat : *Perrut (Francisque)* (p. 4770).

Définition du régime des contrats de travail à durée déterminée : *Perrut (Francisque)* (p. 4769).

Délai de prévenance à expiration du contrat : *Perrut (Francisque)* (p. 4770).

Délimitation du champ d'application de la proposition : *Perrut (Francisque)* (p. 4770) ; *d'Aubert (François)* (p. 4774).

Gestion des organismes de l'audiovisuel et des spectacles : *d'Aubert (François)* (p. 4773).

Jurisprudence relative au contrat à durée déterminée : *Leblanc (Chantal)* (p. 4775).

Loi du 3 janvier 1979 : *Perrut (Francisque)* (p. 4769) ; *Ralite (Jack)* (p. 4771) ; d'Aubert (François) (p. 4773) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4775).

Manifestations de la SFP, de l'Opéra et de nombreux théâtres contre ce texte : *Ralite (Jack)* (p. 4773).

Modifications apportées au profit des sociétés de télévision : *Pesce Rodolphe* (p. 4776).

Position de MM. François d'Aubert et Francisque Perrut au sujet de l'ORTF : *Ralite (Jack)* (p. 4770) ; *d'Aubert (François)* (p. 4773).

Problème de la SFP : *Leblanc (Chantal)* (p. 4775) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4776).

Problèmes spécifiques du spectacle : *Perrut (Francisque)* (p. 4769) ; *Pesce Rodolphe)* (p. 4777).

Rapport du conseil économique relatif à la mise en place de troupes permanentes dans les théâtres lyriques : *Ralite (Jack)* (p. 4772).

Ratification de la convention de Rome de 1961 relative aux droits des artistes interprètes : *Ralite (Jack)* (p. 4771) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4777).

Recours des entreprises de spectacle à des entreprises de travail temporaire : *d'Aubert (François)* (p. 4773).

Revendications des personnels du spectacle : *Ralite (Jack)* (p. 4770).

Situation des personnels des sociétés issues de l'ORTF : *Ralite (Jack)* (p. 4772).

Soutien du groupe communiste aux salariés du spectacle et de l'audiovisuel : *Leblanc (Chantal)* (p. 4775).

Statuts des personnels permanents des institutions culturelles : *Ralite (Jack)* (p. 4772).

Texte relevant des relations contractuelles : *Ralite (Jack)* (p. 4771).

Utilité du débat : *Lecat (Jean-Philippe)* (p. 4777).

Motion de renvoi en commission de M. Rodolphe Pesce et des membres du groupe socialiste (p. 4776) : adoptée par scrutin public n° 559 (p. 4779).

7. – PROJET DE LOI **n° 2021** RELATIF A LA PROTECTION DE L'EMPLOI DES SALARIES VICTIMES D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE, Sénat (première lecture), n° 386 [1979-1980]. Dépôt le 30 juin 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Pierre Sallenave. – Rapport n° 49 [1980-1981] [23 octobre 1980]. – Discussion le 30 octobre 1980. – Adoption le 30 octobre 1980. – Projet de loi n° 18 [1980-1981].

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 2021.** Dépôt le 31 octobre 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. René Caille. – Rapport **n° 2094** [20 novembre 1980]. – Discussion le 26 novembre 1980. – Deuxième délibération (article 1er). – Adoption le 26 novembre 1980. – Projet de loi **n° 376.**

SENAT (deuxième lecture), n° 121 [1980-1981]. Dépôt le 27 novembre 1980. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Pierre Sallenave. – Rapport n° 138 [1980-1981] [3 décembre 1980]. –

Discussion le 10 décembre 1980. – Adoption avec modifications le 10 décembre 1980. – Projet de loi n° 30 [1980-1981].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 2148.** Dépôt le 11 décembre 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. René Caille. – Rapport **n° 2172** [17 décembre 1980]. – Discussion le 18 décembre 1980. – Adoption avec modifications le 18 décembre 1980. – Projet de loi **n° 416.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007). – Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). Rapporteur : M. René Caille. – Rapport **n° 2229** [19 décembre 1980]. – Discussion le 19 décembre 1980. – Projet **n° 419.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). Rapporteur : M. Pierre Sallenave. – Rapport n° 200 [1980-1981] [19 décembre 1980]. – Discussion le 20 décembre 1980. – Adoption définitive le 20 décembre 1980. – Projet de loi n° 61 [1980-1981].

Loi n° 81-3 du 7 janvier 1981 publiée au *J.O.* du 8 janvier 1981 (p. 191).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : Art. 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : Art. 3 (A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [26 novembre 1980] (p. 4392).

Absentéisme : *Hage (Georges)* (p. 4407).

Accidents de trajet : *Caille (René)* (p. 4393) ; *Mattéoli (Jean)* (p. 4394) ; *Briane (Jean)* (p. 4395) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 4396) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4397) ; *Boulay (Daniel)* (p. 4398) ; *Evin (Claude)* (p. 4399) ; *Autain (François)* (p. 4407).

Bilan des accidents du travail en France et conditions de travail : *Caille (René)* (p. 4392) ; *Mattéoli (Jean)* (p. 4393) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 4396) ; *Boulay (Daniel)* (p. 4397) ; *Hage (Georges)* (p. 4397) ; *Autain (François)* (p. 4408).

Code du travail : *Caille (René)* (p. 4393) ; *Mattéoli (Jean)* (p. 4395).

Comités d'hygiène et de sécurité : *Evin (Claude)* (p. 4399) ; *Autain (François)* (p. 4401).

Conditions de licenciement des accidentés du travail : *Caille (René)* (p. 4393) ; *Mattéoli (Jean)* (p. 4394) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 4396) ; *Evin (Claude)* (p. 4399) ; *Hage (Georges)* (p. 4407)

Contrat de travail à durée déterminée : *Evin (Claude)* (p. 4400).

Frais de déplacement du salarié en cas de changement de résidence : *Briane (Jean)* (p. 4396).

Handicapés-COTOREP : *Autain (François)* (p. 4408).

Ouvriers spécialisés (OS) : *Hage (Georges)* (p. 4407).

Pouvoir d'arbitrage du directeur départemental ou de l'inspecteur du travail : *Briane (Jean)* (p. 4396).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4409).

ART. 1er (insertion dans le code du travail d'une section relative aux règles particulières aux salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) : accident de travail et accident de trajet (p. 4410).

Article L. 122-32-1 du code du travail (suspension du contrat de travail du salarié victime d'un accident de travail autre qu'un accident de trajet) : *amendements* identiques *n° 11* de la commission, *n° 1* de M. Gérard Chasseguet, *n° 2* de M. Daniel Boulay et *n° 36* de M. Claude Evin (intégration parmi les bénéficiaires de la loi des travailleurs victimes d'un accident de trajet) : *amendement n° 1* non soutenu (p. 4410) ; *amendements n°s 11, 2* et *36* rejetés par scrutin public n° 538 (p. 4411) ; *amendements* identiques *n° 12* de la commission et *n° 37* de M. Claude Evin (accordant aux salariés victimes d'un accident du travail une priorité en matière d'accès aux actions de formation professionnelle) : adopté (p. 4411).

– article L. 122-32-1 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4411).

Article 122-32-2 du code du travail (conditions de résiliation du contrat de travail pendant la durée de sa suspension) : *amendement n° 13* de la commission (possibilité de résilier le contrat de travail en cas de faute grave liée à l'accident) : adopté (p. 4412) ; *amendements* identiques *n° 3* de M. Georges Hage et *n° 38* de M. Claude Evin (suppression de la possibilité pour l'employeur de résilier le

contrat de travail en raison de l'impossibilité où il se trouve de le maintenir pour un motif non lié à l'accident ou à la maladie) : rejetés (p. 4412) ; *amendement n° 14* de la commission (conséquence de l'*amendement n° 13)* : adopté (p. 4412) ; *amendement n° 4* de M. Joseph Legrand (supprimant la référence à la notion de force majeure pour les contrats à durée déterminé) : rejeté (p. 4412).

Article L. 122-32-2 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4412).

Prévention des accidents du travail et loi de 1979 : *Caille (René)* (p. 4392, 4393) ; *Mattéoli (Jean)* (p. 4393) ; *Gau (Jacques-Antoine)* (p. 4396) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4397) ; *Boulay (Daniel)* (p. 4398) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 4399) ; *Evin (Claude)* (p. 4399) ; *Hage Georges)* (p. 4406) ; *Autain (François)* (p. 4408).

Reclassement des accidentés du travail ; application dans les PME : *Caille René* (p. 4393) ; Mattéoli (Jean) (p. 4394) ; *Briane (Jean)* (p. 4395) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4397) ; *Boulay (Daniel)* (p. 4398) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 4398) ; *Evin (Claude)* (p. 4399).

Régie Renault (politique sociale) : *Hage (Georges)* (p. 4407).

Article L. 122-32-3 du code du travail (effet de la suspension à l'égard du contrat de travail en cas de motif réel et sérieux lié à l'accident) : rejeté (p. 4413).

– article L. 122-32-3 du code du travail, adopté (p. 4413).

Article L. 122-32-4 du code du travail (réintégration des salariés déclarés aptes à reprendre leur emploi à la fin de la période de suspension) : *amendement n° 16* de la commission (formel) : adopté (p. 4413).

– article L. 122-32-4 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4413).

Article L. 122-32-5 du code du travail (situation des salariés déclarés inaptes à reprendre leur emploi) : *amendement n° 34* de M. Gilbert Gantier (possibilité pour l'employeur de licencier le salarié après avoir recherché s'il dispose d'un autre emploi approprié) : rejeté (p. 4414) ; *amendement n° 17* corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4414) ; *amendement n° 18* corrigé de la commission (suppression de la consultation du comité d'hygiène et de sécurité sur les modalités de reclassement) : rejeté (p. 4414) ; *amendement n° 5* de M. Daniel Boulay (mise à la charge de l'employeur des frais nécessaires en cas de mutation du salarié hors de l'établissement) : rejeté (p. 4415) ; *amendement n° 40* de M. Claude Evin (mise à la charge de l'employeur des frais nécessaires en cas de mutation) : rejeté (p. 4415) ; *amendement n° 19* de la commission (prise en charge par l'employeur des frais de voyage et de déplacement lorsque l'emploi proposé implique un changement de résidence du salarié) : adopté (p. 4415) ; *amendement n° 20* de la commission (obligation pour l'employeur de faire connaître par écrit les motifs qui s'opposent au reclassement ; décision de la direction départementale du travail en cas de désaccord) : alinéa 1, adopté (p. 4415) ; alinéa 2, rejeté (p. 4415) ; *amendement n° 20*, ainsi rédigé, adopté (p. 4415) ; *amendement n° 6* de M. Daniel Boulay (suppression de la possibilité d'aide financière de l'Etat pour les transformations de postes) : rejeté (p. 4415) ; *amendement n° 35* de M. Gilbert Gantier (conséquence de l'*amendement n° 34)* : devient sans objet (p. 4416) ; *amendement n° 39* de M. Claude Evin (accord obligatoire de l'autorité administrative compétente pour le licenciement) : rejeté (p. 4416).

– article L. 122-32-5 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4416).

Article L. 122-32-6 du code du travail (régime des indemnités en cas de rupture du contrat de travail dans les cas prévus à l'article L. 122-32-5) : *amendement n° 21* corrigé de la commission (amendement de coordination) : adopté avec une rectification (p. 4416) ; *amendement n° 7* de M. Georges Hage (maintien du droit à indemnité du salarié en cas de refus du nouvel emploi) : rejeté (p. 4416) ; *amendement n° 22* rectifié de la commission (suppression des indemnités si l'employeur établit que le refus par la salarié du reclassement qui lui est proposé est abusif) : adopté (p. 4416) ; *amendement n° 32* du Gouvernement (doublement de l'indemnité de licenciement seulement pour les salariés ayant au moins deux ans d'ancienneté) ; rejeté (p. 4416) ; *amendement n° 23* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4417) ; *amendement n° 24* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4417) ; *amendements* identiques *n° 25* de la commission et *n° 8* de M. Joseph Legrand (suppression de la possibilité d'avances de la sécurité sociale aux entreprises de moins de 100 salariés pour le versement des indemnités) : adoptés (p. 4417).

– article L. 122-32-6 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4417).

Article L. 122-32-7 du code du travail (sanctions du licenciement prononcé en méconnaissance des dispositions relative au droit à réintégration et au droit à reclassement) : *amendement n° 42* de M. Gilbert Gantier (diminution des indemnités si la non-réintégration n'est pas consécutive à une faute de l'employeur) : adopté (p. 4417) ; *amendement*

n° 26 de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4417).

– article L. 122-32-7 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4417).

Article L. 122-32-8 du code du travail (mode de calcul des indemnités dues au salarié) : adopté (p. 4417).

Article L. 122-32-9 du code du travail (possibilité pour l'employeur de demander la résolution judiciaire du contrat de travail à durée déterminée) : *amendement n° 27* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4418) ; *amendement n° 28* de la commission (rectification d'une erreur) : adopté (p. 4418).

– article L. 122-32-9 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4418).

Article L. 122-32-10 du code du travail (application du projet aux seuls cas où il y a un lien direct entre l'accident du travail et l'activité présente du salarié) : *amendement n° 10* de M. Daniel Boulay (supprimant l'alinéa prévoyant que les nouvelles dispositions ne sont pas applicables en cas de rechute d'un accident du travail survenu au service d'un autre employeur) : rejeté (p. 4418) ; *amendement n° 29* de la commission (maintien du bénéfice des nouvelles dispositions en cas de lien entre la rechute et l'activité professionnelle présente du salarié) : rejeté (p. 4418) ; *amendement n° 30* corrigé de la commission (suppression du fonds de solidarité prévu par l'article L. 122-32-10 du code du travail) : adopté (p. 4418).

– article L. 122-32-10 du code du travail, ainsi modifié, adopté (p. 4418).

Après l'article L. 122-32-10 du code du travail : amendement n° 33 de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 4418).

Article 1er du projet, ainsi modifié, adopté (p. 4418).

Article 2 (article de coordination) : adopté (p. 4418).

Après l'article 2 : amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4419).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI :

Article 1er – Article L. 122-32-5 du code du travail : amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la consultation du comité d'hygiène et de sécurité sur les modalités de reclassement) : adopté (p. 4419) ; *amendement n° 2* du Gouvernement (supprimant la disposition mettant à la charge de l'employeur les frais de voyage et de déplacement du salarié lorsque l'emploi proposé implique un changement de résidence) : adopté (p. 4419).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4419).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Accidents de trajet et accidents de travail : *Millet (Gilbert)* (p. 4420).

Vote hostile du groupe communiste : *Millet (Gilbert)* (p. 4200).

Vote hostile du groupe socialiste : *Evin (Claude)* (p. 4420).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 539 (p. 4420).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [18 décembre 1980] (p. 5051)

Accidents de trajet (application de la loi aux victimes) : *Caille (René)*, (p. 5051) ; *Delehedde (André)*, (p. 5052) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 5052, 5053).

Abstention ou vote hostile du groupe socialiste : *Delehdde (André)*, (p. 5052).

Handicapés (obligation d'emploi) : *Delehedde (André)*, (p. 5052).

Indemnités spéciales de licenciement : *Caille (René)*, (p. 5051).

Prévention des accidents du travail (non publication de décrets d'application de la loi de 1976) : Delehedde (André), (p. 5052).

Salariés ayant plusieurs employeurs : *Caille (René)*, (p. 5052).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5053)

ART. 1er : *amendements* identiques *n° 4* du gouvernement et *n° 1* de M. Henri Ginoux (non-application du projet aux victimes d'accidents de trajet) : adoptés par scrutin public n° 575 (p. 5054) ; *amendement n° 5* de M. Alain Laurain (indemnité de licenciement) : rejeté (p. 5054) ; *amendement n° 3* de M. Gilbert Gantier (indemnité de licenciement abusif ; cas de la faute inexcusable de l'employeur) : adopté (p. 5054).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5054).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Accidents de trajet (exclusion des victimes

du bénéfice de la loi) : *Boulay (Daniel)*, (p. 5055) ; *Delhedde (André)*, (p. 5055).

Réemploi des salariés victimes d'un accident du travail : *Boulay (Daniel)*, (p. 5055).

Vote favorable du groupe UDF : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5055).

Vote hostile du groupe communiste : *Boulay (Daniel)*, (p. 5055).

Vote hostile du groupe socialiste : *Delehedde (André)*, (p. 5055).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5055).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1980] (p. 5105).

Accidents de trajet (application de la loi aux victimes) : *Caille (René)*, (p. 5105) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 5105) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 5105) ; *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 5106).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5106).

ART. 1er (article L. 122-32-1 du code du travail) : *amendement n° 1* du gouvernement (excluant les victimes d'accidents de trajet du bénéfice du projet) : adopté par scrutin public n° 576 (p. 5106).

EXPLICATIONS DE VOTE (p. 5106).

Exclusion des victimes d'accidents de trajet du champ d'application de la loi : *Prouvost (Pierre)*, (p. 5106).

Vote hostile du groupe socialiste : *Prouvost (Pierre)*, (p. 5106).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié, par scrutin public n° 577 (p. 5107).

Voir EMPLOI. 6, 7 ; ENTREPRISES. 8 ; FAMILLE. 1, 10 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; LOGEMENT. 1 ; MEDECINS. 3 ; TRAVAIL TEMPORAIRE. 2 ; TRAVAIL (durée du), 6 ; SALAIRES. 2.

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE

Voir CONTRAT DE TRAVAIL. 6 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 456.

CONTRAT D'ETUDES PREALABLES

Voir CONSTRUCTION. 2.

CONTRATS

Voir INDIVISION. 1.

CONTRATS DE DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie.

CONTRATS DE LOCATION

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 5.

CONTRATS D'ENTREPRISES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. - I. - Charges communes.

CONTRATS DE PAYS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Aménagement du territoire ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 359, 360.

CONTRATS DE PRETS (Conditions d'indexation)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 784.

CONTRATS DE VENTE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 903.

CONTRATS DE VILLE MOYENNE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnemnt et cadre de vie. – Environnement.

CONTRATS D'INTEGRATION

Voir IMPOTS. 8.

CONTRATS EMPLOI-FORMATION

Voir EMPLOI. 2 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services Généraux. – Formation professionnelle.

CONTRAVENTIONS DE GRANDE VOIRIE

Voir TELECOMMUNICATIONS. 1.

CONTRAVENTIONS DE POLICE

1. – PROJET DE LOI **n° 1300** MODIFIANT LE TAUX DES AMENDES PENALES EN MATIERE DE CONTRAVENTIONS DE POLICE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [2 octobre 1979]. – Rapport **n° 1331** [10 octobre 1979]. – Discussion le 11 octobre 1979. – Adoption le 11 octobre 1979. – Projet de loi **n° 223.**

SENAT (première lecture), n° 18 (1979-1980). Dépôt le 12 octobre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 45 (1979-1980) [9 novembre 1979]. – Discussion le 12 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 12 décembre 1979. – Projet de loi n° 16 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1487.** Dépôt le 13 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin. – Rapport **n° 1495** [18 décembre 1979]. – Discussion le 19 décembre 1979. – Adoption définitive le 19 décembre 1979. – Projet de loi **n° 263.**

Loi n° 79-1131 du 28 décembre 1979, publiée au J.O. du 29 décembre 1979 (p. 3283).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : art. 1er *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **3** : art. 2 (projet A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : art. 2 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : art. 2 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : art. 2 *quater* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **7** : art. 2 *quinquies* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : art. 2 *sexies* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : art. 3 (projet A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 octobre 1979] (p. 8090).

Application des texte pénaux : *Séguin (Philippe),* (p. 8092).

Dévalorisation des amendes : *Séguin (Philippe),* (p. 8091) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 8094).

Malaise de la police : *Harcout (Florence d'),* (p. 8092).

Objectif des amendes : *Peyrefitte (Alain),* (p. 8094) ; *Garcin (Edmond),* (p. 8093).

Perception directe des amendes : *Harcourt (Florence d'),* (p. 8092).

Procédure de modification du taux des amendes contraventionnelles : *Séguin (Philippe),* (p. 8091) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 8094).

Reclassement des contraventions : *Séguin (Philippe),* (p. 8092).

Répression inégalitaire : *Forni (Raymond),* (p. 8093) ; *Garcin (Edmond),* (p. 8093).

Stationnement (contraventions de) : *Harcourt (Florence d'),* (p. 8092) ; *Séguin (Philippe),* (p. 8091).

DISCUSSION DES ARTICLES [11 octobre 1979] (p. 8095) :

ART. 1er (plancher et plafond du taux des amendes contraventionnelles) : *amendement n° 1* de la commission (abaissant le minimum à 20 F et le taux maximum à 5 000 F) ; sous-amendement de M. Emmanuel Aubert (augmentant le plafond prévu par l'*amendement n° 1* de la commission) adopté (p. 8096) ; *amendement n° 1*, ainsi modifié, adopté (p. 8096).

MM. Séguin (Philippe), Peyrefitte (Alain), Forni (Raymond), Aubert (Emmanuel), Foyer (Jean).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8096).

ART. 2 (taux maximum des amendes pénales) : *amendement n° 2* de la commission, devenu sans objet (p. 8096).

M. Séguin (Philippe).

– article 2 adopté (p. 8096).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 3* de la commission, devenu sans objet (p. 8096) ; *amendement n° 10* du Gouvernement (amendement d'harmonisation) adopté (p. 8096) : article additionnel 2 bis ; *amendement n° 4* de la commission (taux maximum des amendes de 4e classe fixé à 1 200 F) adopté (p. 8097) : article additionnel 2 ter ; *amendement n° 11* du Gouvernement (taux maximum des amendes pénales fixé à 1 600 F) devient sans objet (p. 8097) ; *amendement n° 5* de la commission (fixation à 400 F du taux minimum des amendes de la 4e classe) adopté (p. 8097) : article additionnel 2 quater ; *amendement n° 12* du Gouvernement (fixation du taux minimum des amendes de la 4e classe) devenu sans objet (p. 8097) ; *amendement n° 6* de la commission (montant des amendes encourues en matière de contraventions de police des 4e et 5e classes) modifié, adopté (p. 8097) : article additionnel 2 quinquies : *amendement n° 13* du Gouvernement (montant des amendes encourues en matière de contraventions de police de 4e et 5e classes) devenu sans objet (p. 8097) ; *amendement n° 8* de M. Philippe Séguin (nouvelle procédure de fixation des taux maximum et minimum des amendes contraventionnelles) retiré (p. 8098) ; *amendement n° 14* du Gouvernement (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution du taux des amendes contraventionnelles tous les trois ans) adopté (p. 8098) : article additionnel 2 sexies ; *amendement n° 9* de M. Alain Richard (affectation aux collectivités locales des produits de la majoration pour les infractions au code de la route) rejeté (p. 8099).

MM. Peyrefitte (Alain), Séguin (Philippe), Forni (Raymond), Garcin (Edmond), Richard (Alain).

ART. 3 (entrée en vigueur de la loi) : *amendement n° 7* de la commission (report de l'entrée en vigueur de la loi au 1er octobre 1980) adopté (p. 8099).

MM. Seguin (Philippe), Peyrefitte (Alain), Forni (Raymond), Ducoloné (Guy).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8099).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Forni (Raymond)* : vote hostile du groupe socialiste (p. 8099).

– *Ducoloné (Guy)* : vote hostile du groupe communiste (p. 8099).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8099).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1979] (p. 12280).

Amendes (modulation du montant des) : *Seguin (Philippe)*, (p. 12280).

Contraventions (taux minimum) : *Seguin (Philippe)*, (p. 12280).

Texte commun des deux assemblées : *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 12281).

DISCUSSION DES ARTICLES [19 décembre 1979] (p. 12281).

ART. 1er *bis* : extension aux amendes prononcées par les tribunaux de police de la faculté conférée par l'article 41 du code pénal au tribunal de moduler le montant de l'amende pour tenir compte des circonstances de l'infraction et des ressources du prévenu, adopté (p. 12281).

ART. 2 *quater* (taux minimum des contraventions de 4e classe) : *amendement n° 1* de la commission (fixant à 700 F au lieu de 600 le taux minimum des contraventions de 4e classe) rejeté (p. 12282).

MM. Seguin (Philippe), Mourot (Jean-Paul), Forni (Raymond).

– article 2 quater adopté (p. 12282).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 12282).

Voir AMNISTIE. 3 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU FINANCEMENT DE LA CEE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 19.

CONTRIBUTION DES EMPLOYEURS AUX REGIMES COMPLEMENTAIRES

Voir SECURITE SOCIALE (financement). 2.

CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DES SALARIES ET DES PROFESSIONS DE SANTE A LA SECURITE SOCIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE ET REMISE CONVENTIONNELLE A LA CHARGE DES PHARMACIENS ET ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES

Voir SECURITE SOCIALE (financement). 2.

CONTRIBUTIONS AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Economie et budget. – Charges communes.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 Après l'article 5.

CONTROLE AERIEN

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 850.

CONTROLE BUDGETAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

– **Documents de services.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 210.

CONTROLE DE LA MARGE BENEFICIAIRE DES COMMERÇANTS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 59.

CONTROLE DES CHANGES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 739 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 402.

CONTROLE DES FRONTIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

CONTROLE DES NAISSANCES

Voir AVORTEMENT. 3 ; ENFANTS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 171.

CONTROLE DES STRUCTURES

Voir AGRICULTURE. 3.

CONTROLE D'IDENTITE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur ; PROCEDURE PENALE. 9 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 199.

CONTROLE FISCAL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3, Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOI DE REGLEMENT. 1.

CONTROLE MEDICAL

Voir ASSURANCE MALADIE-MATERNITE. 2, 3 ; IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; SECURITE SOCIALE. 8 ; SECURITE SOCIALE (financement), 2.

CONTROLE PARLEMENTAIRE

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 1 ; ENERGIE. 1 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 3 ; SECURITE SOCIALE. 9, 12.

– **Utilisation des crédits sans –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 988.

CONTROLE SUR PLACE ET SUR PIECES

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 235.

CONTROLE TECHNIQUE (Des véhicules de tourisme)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 488.

CONTROLEURS AERIENS

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 557, 561, 565, 595, 613, 632 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 262.

CONVENTION DE BONN

Voir POLLUTION (EAU). 4.

CONVENTION DE GENEVE (Sur les chèques)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 71.

CONVENTION DE LA HAYE (Sur l'obtention de preuves à l'étranger)

Voir TRANSPORTS AERIENS. 1.

CONVENTION DE LOME

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8, 10, 14, 20 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères. – Coopération. – Articles et articles additionnels non rattachés (article 69) ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 419, 822 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

CONVENTION DE ROME DE 1961

Voir CONTRAT DE TRAVAIL. 6.

CONVENTION DE YAOUNDE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS TENDANT A EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 64.

CONVENTION ENTRE LES MEDECINS ET LA SECURITE SOCIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 744, 749, 757, 780 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 366, 378, 397, 410.

CONVENTION EUROPEENNE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 31.

CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

CONVENTION FISCALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 47, 64, 67, 70, 110, 112, 113.

CONVENTION FISCALE FRANCE-ARGENTINE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 95.

CONVENTION FRANCO-ALLEMANDE DE 1962

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 544.

CONVENTION GENERALE DE PROTECTION SOCIALE DANS LA SIDERURGIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

CONVENTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 87.

CONVENTION SUR L'AIDE ALIMENTAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 68.

CONVENTION SUR L'IMPRESCRIPTIBILITE DES CRIMES DE GUERRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 258.

CONVENTIONNEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement.

CONVENTIONS COLLECTIVES

Voir IMPOTS. 8 Article 19 bis ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; SALAIRES. 2 ; TRAVAIL (juridiction du), 1.

CONVENTIONS DE DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires.

CONVOIS FERROVIAIRES (Circulant de nuit)

Voir VOIES NAVIGABLES. 2.

COOPERANTS

Voir FRANÇAIS A L'ETRANGER. 7.

COOPERANTS CIVILS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération.

COOPERANTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

COOPERATION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 601** TENDANT EVENTUELLEMENT A SUSPENDRE LA COOPERATION AVEC CERTAINS ETATS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par MM. Michel Debré, Jean Fontaine, Pierre Lagourgue. – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1143** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DE COOPERATION ENTRE LA FRANCE ET L'EMPIRE CENTRAFRICAIN, Assemblée nationale. Dépôt le 19 juin 1979 par M. Jean-Pierre Chevènement et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 1390** [8 novembre 1979] commun aux propositions de résolution **n° 1143, 1190, 1340** (Coopération, 2, 3, Afrique 4).

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1190** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ORIENTATION ET LES MODALITES D'APPLICATION DONNEES PAR LE GOUVERNEMENT AUX ACCORDS DE COOPERATION EN MATIERE ECONOMIQUE ET FINANCIERE ENTRE LA FRANCE ET DIVERS PAYS D'AFRIQUE DEPUIS 1960, Assemblée nationale. Dépôt le 25 juin 1979 par M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 1390** [8 novembre 1979] commun aux propositions de résolution **n° 1143, 1190, 1340** (Coopération 2, 3, Afrique 4).

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 14 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 17, 23, 27, 42 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 10, 11, 12.

– **Ministère** – . *Voir* LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Coopération.

COOPERATION AGRICOLE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

COOPERATION CULTURELLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères. – Coopération ; LOIS DE FINANCES. 6 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 15, 18, 75, 82, 84, 89, 105.

COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 28, 51, 53, 81.

COOPERATION INTERCOMMUNALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 3.

COOPERATION INTERNATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

COOPERATION JUDICIAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 52.

COOPERATION MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des Essences ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Coopération ; TRAITES ET CONVENTIONS. 3, 9, 29, 50, 81, 86.

COOPERATION MONETAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 2.

COOPERATION TECHNIQUE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 6, 26, 45.

COOPERATIVE LAITIERE DE BAYEUX-VAUCELLES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 890.

COOPERATIVES

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; IMPOTS LOCAUX. 2 (Après l'article 4) ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires.

COOPERATIVES AGRICOLES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 518** TENDANT A PERMETTRE LE DEVELOPPEMENT ET LA GENERALISATION LIBREMENT CONSENTIE DE LA COOPERATION AU NIVEAU DE LA PRODUCTION PAR LA CREATION DE COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE ET DE PRODUCTION (C.U.M.A.P.R.O.), Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Marcel Rigout et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Marcel Rigout [5 octobre 1978].

Voir IMPOTS. 8.

COOPERATIVES D'ADMINISTRATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

COOPERATIVES MARITIMES D'AVITAILLEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande.

COPRAH

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Territoires d'Outre-Mer ; deuxième délibération, articles 36 et 37 et états B et C.

COPROPRIETE

1. – PROJET DE LOI **n° 139** RELATIF AUX DROITS GREVANT LES LOTS D'UN IMMEUBLE SOUMIS AU STATUT DE LA COPROPRIETE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la Justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [27 avril 1978]. – Rapport **n° 298** [25 mai 1978]. – Discussion le 22 novembre 1978. – Adoption le 22 novembre 1978. – Projet de loi **n° 88.**

SENAT (première lecture), n° 90 [1978-1979]. – Dépôt le 23 novembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Pillet. – Rapport n° 118 [1978-1979] [6 décembre 1978]. – Discussion le 18 décembre 1978. – Adoption définitive le 18 décembre 1978. – Projet de loi n° 39 [1978-1979].

Loi n° 79-2 du 2 janvier 1979 publiée au *J.O.*, Lois et décrets du 3 janvier 1979 (p. 3).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [22 novembre 1978] (p. 8189).

Confédération nationale des administrateurs de biens : *Martin (Claude)* (p. 8191).

Formalités de publicité : *Charretier (Maurice)* (p. 8190) ; *Mourot (Jean-Paul)* (p. 8190).

Parties communes, parties privatives : *Charretier (Maurice)* (p. 8190) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 8190).

DISCUSSION DES ARTICLES [22 novembre 1978] (p. 8191).

ART. 1er (droits grevant les lots de copropriété) : adopté (p. 8191).

ART. 2 (cession de parties communes) : *amendement n° 4* de M. Claude Martin (caractère permanent du pouvoir d'opposition des créanciers) : rejeté (p. 8192).

MM. Martin (Claude), Charretier (Maurice), Mourot (Jean-Paul).

– article 2 : adopté (p. 8192).

APRES L'ARTICLE 2 : *amendement n° 5* de M. Claude Martin (information systématique du syndic lors d'inscription d'hypothèques par le notaire) : rejeté (p. 8192).

MM. Martin (Claude), Charretier (Maurice), Mourot (Jean-Paul).

ART. 3 (application du principe posé à l'article 1er aux inscriptions de privilèges et hypothèques, limitation des formalités de publicité foncière) : *amendement n° 1* de la commission (modification rédactionnelle) : adopté (p. 8192).

MM. Charretier (Maurice), Mourot (Jean-Paul).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8192).

ART. 4 (application du principe de l'article 1er aux commandements pour valoir saisie, limitation des formalités de publicité foncière) : *amendement* formel *n° 2* de la commission : adopté (p. 8193).

MM. Charretier (Maurice), Mourot (Jean-Paul).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 8193).

ART. 5 (dispositions applicables au Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) : *amendement n° 3* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8193.

MM. Charretier (Maurice), Mourot (Jean-Paul).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 8193).

ART. 6 (dispositions applicables aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 8193).

ART. 7 (application de la loi aux copropriétés existantes) : adopté (p. 8193).

ART. 8 (protection des droits des créanciers inscrits antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) : *amendement* de suppression n° 6 de M. Claude Martin : retiré (p. 8193).

– article 8 adopté (p. 8193).

ART. 9 (renvoi à un décret d'application) : adopté (p. 8193).

ART. 10 (date d'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 8193).

ART. 11 (application de la loi aux territoires d'Outre-Mer et à Mayotte) : adopté (p. 8193).

Ensemble du projet de loi : adopté (p. 8193).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 206** TENDANT A COMPLETER ET A MODIFIER LA LOI n° 65-557 DU 10 JUILLET 1965 FIXANT LE STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Nicole de Hauteclocque. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [1er juin 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [4 octobre 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 280** TENDANT A FACILITER L'INSTALLATION D'ASCENSEURS DANS LES IMMEUBLES SOUMIS AUX DISPOSITIONS DE LA LOI **n° 65-557** DU 10 JUILLET 1965 FIXANT LE STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Edouard Frédéric-Dupont. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [15 juin 1978]. – Retrait le 17 octobre 1978.

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 508** TENDANT A LA CREATION DES SYNDICATS DE COPROPRIETE (EN LOCATION ATTRIBUTION, EN VENTE A TERME), Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Henry Canacos et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [12 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 623** TENDANT A FACILITER L'INSTALLATION D'ASCENSEURS DANS LES IMMEUBLES SOUMIS AUX DISPOSITIONS DE LA LOI n° 65-557 DU 10 JUILLET 1965, FIXANT LE STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Edouard Frédéric-Dupont. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [16 novembre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [4 octobre 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1455** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 19 DE LA LOI n° 65-557 DU 10 JUILLET 1965 FIXANT LE STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Henri Ferretti. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [20 décembre 1979].

Voir ENERGIE. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

– **En valeurs mobilières.** *Voir* EPARGNE. 5.

CORBEIL-ESSONNE (Hôpital)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale.

COREE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 36, 70.

COREE DU SUD

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 769 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 70.

– **Interventions en faveur de Kim Dae Jung.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 906.

CORESPONSABILITE (Taxe de –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

CORNU (André) (ancien député)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 14.

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; TRAITES ET CONVENTIONS. 85.

CORSE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 760** TENDANT A AUGMENTER L'EFFECTIF DU CONSEIL REGIONAL DE LA CORSE.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Jean Bozzi et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [14 décembre 1978]. – Rapport **n° 1063** [16 mai 1979]. – Discussion le 30 novembre 1979. – Adoption le 30 novembre 1979. – Proposition de loi **n° 236.**

SENAT (première lecture) n° 73 (1979-1980). Dépôt le 30 novembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 116 (1979-1980) [13 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Proposition de loi n° 40 (1979-1980).

Loi n° 79-1132 du 28 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 29 décembre 1979 (p. 3284) ; rectificatif (*J.O.* du 10 janvier 1979)) (p. 62).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 novembre 1979] (p. 11043).

Conseil régional de la Corse (effectif) : *Tiberi (Jean),* (p. 11043, 11044) ; *Villa (Lucien),* (p. 11044).

Conseil régional de la Corse (élection au suffrage universel) : *Villa (Lucien),* (p. 11044).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [30 novembre 1979] (p. 11045).

ART. unique (nombre des représentants au conseil régional élus par chaque conseil général fixé à six au lieu de trois pour la Corse) : *amendement n° 1* de M. Lucien Villa (élection au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle des membres du conseil régional corse) rejeté (p. 11045) ; *amendement n° 3* de M. Pierre Pasquini (élection des conseillers régionaux de la Corse au suffrage universel et au scrutin proportionnel) rejeté (p. 11045) ; *amendement n° 2* de M. Lucien Villa (représentation des chefs-lieux d'arrondissement parmi les six membres élus par le conseil général) rejeté (p. 11046).

MM. Pasquini (Pierre), Tibéri (Jean), Bonnet (Christian), Rocca-Serra (Jean-Paul de), Villa (Lucien), Bozzi (Jean).

– article unique adopté (p. 11046).

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1572** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR

LES EVENEMENTS QUI SE SONT PRODUITS LES 7 ET 9 JANVIER 1980 EN CORSE, Assemblée nationale. Dépôt le 25 février 1980 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1654** [24 avril 1980] commun aux propositions de résolution **n° 1572** et **1573** (Corse, 2, 3).

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1573** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LE SITUATION ACTUELLE DE LA CORSE, Assemblée nationale. Dépôt le 25 février 1980 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la législation des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1654** [24 avril 1980] commun aux propositions de résolution **n° 1572** et **1573** (Corse, 2, 3).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2218** PORTANT STATUT PARTICULIER DE LA CORSE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; FORETS. 5, 6 ; LOIS DE FINANCES POUR 1979. 1 (deuxième partie), Anciens combattants. – Intérieur. – Radiodiffusion et télévision. – Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres. – III. – Aviation civile et météorologie. – IV. – Marine marchande. – Services du Premier ministre. – I. – Service généraux. – Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire. – Transports ; NAVIGATION AERIENNE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 184, 207, 734, 735, 800 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 278.

– **Agriculture en –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 539.

– **Assurance des victimes d'attentats en –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 536.

– **Attentats.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 401.

– **Création d'un institut de développement industriel.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 538.

– **Grève de la faim menée par des détenus corses.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 978.

– **Ordre public et administration en –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 537.

– **Suppression d'emplois dans les PTT.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 641.

– **Vols directs d'Ajaccio et de Bastia vers Paris.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 858.

CORVEE PENALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

COSTA-RICA

Voir AMERIQUE CENTRALE. 1.

COTEAUX DU TRICASTIN

Voir VINS. 1.

COTE D'AZUR

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 468.

– **Port de commerce.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 529.

– **Raz-de-marée sur la –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 516.

COTE D'IVOIRE

Voir LOIS DE REGLEMENT. 2.

COTES DU NORD

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 299 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 435.

– **Handicapés.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

COTES DU RHONE (Vins des –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 431.

COTES DU VENTOUX

Voir VINS. 1.

COTISATIONS CADASTRALES

Voir SECURITE SOCIALE (financement), 2.

COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE SUR LES RETRAITES DU REGIME GENERAL

Voir MOTIONS DE CENSURE. 7 et 8 ; SECURITE SOCIALE (financement), 2.

COTISATIONS SOCIALES

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; EMPLOI. 17 ; EXPLOITANTS AGRICOLES. 6 ; IMPOTS. 8, Article 19 ter et 22 ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale). – (Deuxième partie), Agriculture, BAPSA. – Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 243 ; SECURITE SOCIALE. 8, 9, 11, 12, 13, 16 ; SECURITE SOCIALE (financement), 2, 3, 4 ; TRAVAIL (durée du), 14 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3 ; EMPLOI. 2 Avant l'article 1, 10 ; LOIS DE FINANCES. 3 (discussion générale).

– **Paiement des –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 953.

COTISATIONS SOCIALES AGRICOLES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

– **Exonération.** *Voir* IMPOTS. 8.

COUPS AYANT ENTRAINE LA MORT SANS INTENTION DE LA DONNER

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

COUR D'APPEL DE PAPEETE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Voir JUSTICE (organisation de la), 4.

COUR D'ASSISES

Voir FEMME (condition de la), 7 ; PROCEDURE PENALE. 4, 9 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

COUR DE CASSATION

1. – PROJET DE LOI **n° 18** MODIFIANT LA LOI n° 67-523 DU 3 JUILLET 1967 RELATIVE A LA COUR DE CASSATION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Charretier (Maurice) [20 avril 1978]. – Rapport **n° 146** [27 avril 1978]. – Discussion le 10 mai 1978. – Adoption le 10 mai 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE L. 131-7, RELATIF A LA COUR DE CASSATION, DU CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE ». – Projet de loi **n° 5.**

SENAT (première lecture), n° 348 (1977-1978). Dépôt le 11 mai 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 401 [8 juin 1978] (1977-1978). – Discussion le 14 juin 1978. – Adoption avec modifications le 14 juin 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 5 DE LA LOI N° 67-523 DU 3 JUILLET 1967 RELATIVE A LA COUR DE CASSATION, CODIFIE A L'ARTICLE L. 131-7 DU CODE DE L'ORGANIATION JUDICIAIRE ». – Projet de loi n° 151 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 15 juin 1978 **n° 396.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier. – Rapport **n° 468** [28 juin 1978]. – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption avec modifications le 30 juin 1978. – Projet de loi **n° 63.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 30 juin 1978 n° 504 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 505 [30 juin 1978] (1977-1978). – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption définitive le 30 juin 1978. – Projet de loi n° 176 (1977-1978).

Loi n° 78-735 du 12 juillet 1978 publiée au *J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1978.

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [10 mai 1978] (p. 1565).

Code de l'organisation judiciaire (harmonisation du texte avec le) : *Charretier (Maurice),* (p. 1566).

Conseillers référendaires : *Pelletier (Monique),* (p. 1566) ; *Charretier (Maurice),* (p. 1565).

Conséquences financières du texte : *Hamel (Emmanuel),* (p. 1566).

Objet du texte : *Cellard (André),* (p. 1566).

DISCUSSION DES ARTICLES [10 mai 1978] (p. 1567).

ART. unique (voix délibérative des conseillers référendaires dans le jugement des affaires qu'ils rapportent, possibilité pour les conseillers référendaires de compléter la chambre à laquelle ils appartiennent lorsque le nombre minimum de membres n'est pas atteint) : *amendement n° 1* de la commission (mise en harmonie des dispositions nouvelles avec le code de l'organisation judiciaire) : adopté avec modification (p. 1567).

– article unique ainsi modifié : adopté (p. 1567).

– *M. Charretier (Maurice), Mme Pelletier (Monique).*

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 mai 1978] (p. 3750).

Cour de cassation (conseillers référendaires) : *Charretier (Maurice),* (p. 3750, 3751) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 3751) ; *Foyer (Jean),* (p. 3751).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1978] (p. 3751).

ART. unique : *amendement n° 1* de la commission (modifications formelles) : adopté (p. 3751).

– article unique ainsi modifié : adopté (p. 3751).

Titre : *amendement n° 2* de la commission (modifications formelles) : adopté (p. 3751) ;

– le titre devient : « PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE L. 131-7 DU CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE (ARTICLE 5 DE LA LOI N° 67-523 DU 3 JUILLET 1967) RELATIF AUX CONSEILLERS REFERENDAIRES A LA COUR DE CASSATION».

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3752).

2. – PROJET DE LOI **n° 323** MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES A LA COUR DE CASSATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 juin 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [15 juin 1978]. – Rapport **n° 700** [16 novembre 1978]. – Discussion le 22 novembre 1978. – Adoption le 22 novembre 1978. – Projet de loi **n° 87.**

SENAT (première lecture), n° 89 (1978-1979). Dépôt le 23 novembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 145 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 18 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 18 décembre 1978. – Projet de loi n°38 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 19 décembre 1978, **n° 805.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [19 décembre 1978]. – Rapport **n° 807** [19 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1978. – Projet de loi **n° 130.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 19 décembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 175 (1978-1979) [19 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 55 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture) (texte de la commission mixte paritaire). Dépôt le 20 décembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [20 décembre 1978] (p. 9755). – Nomination [20 décembre 1978] (p. 9773, 9774).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Maurice Charretier, Pierre-Charles Krieg, Antoine Lepeltier, Pierre Raymond, Alain Richard, Jacques Richomme ; membres suppléants : MM. Pierre-Alexandre Bourson, Alain Hautecœur, Marc Lauriol, François Massot, Charles Millon, Jacques Piot, Philippe Séguin.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Pierre Marcilhacy, Jacques Thyraud, Lionel de Tinguy, Yves Estève, Edgar Tailhades, Marcel Rudloff ; membres suppléants : MM. Guy Petit, Etienne Dailly, Baudouin de Hautecloque, Jean Geoffroy, Paul Pillet, Charles Lederman, Paul Girod.

Bureau [20 décembre 1978] (p. 9773, 9774) : président : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-président : M. Pierre-Charles Krieg.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Charretier [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 8312** [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption le 20 décembre 1978. – Projet de loi **n° 142.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Pierre Marcilhacy. – Rapport n° 182 (1978-1979) [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 67 (1978-1979).

Loi n° 79-9 du 3 janvier 1979 publiée au *J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1979 (p. 19) (rectificatif : *J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1979) (p. 46).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2) :

– article L. 131-2 code de l'organisation judiciaire : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

– article L. 131-3 code de l'organisation judiciaire : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

– article L. 131-4 code de l'organisation judiciaire : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

– article L. 131-5 code de l'organisation judiciaire : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **3** : 2 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **4** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **5** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **6** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **7** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **8** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [22 novembre 1978] (p. 8185) :

Relations entre la Cour de cassation et les juridictions de renvoi : *Peyrefitte (Alain)* (p. 8186) ; *Charretier (Maurice)* (p. 8185).

ART. 1er (composition des chambres mixtes) : adopté (p. 8186).

ART. 2 :

Article L. 132-2 du code de l'organisation judiciaire : saisine de la chambre mixte et de l'assemblée plénière : adopté (p. 8186).

Article L. 131-3 du code de l'organisation judiciaire : procédure de renvoi devant une chambre mixte ou devant l'assemblé plénière : *amendement n° 4* de M. François Massot (compétence du premier président de la Cour de cassation pour demander le renvoi : rejeté (p. 8186) ; *amendement n° 5* de M. François Massot (conséquence de l'amendement précédent) : devenu sans objet (p. 8187).

MM. Massot (François), Charretier (Maurice), Peyrefitte (Alain).

– article L. 131-3 adopté (p. 8187).

Article L. 131-4 du code de l'organisation judiciaire : conséquences de la cassation : *amendement n° 1* de la commission (possibilité de renvoi devant la même juridiction composée d'autres magistrats) : adopté (p. 8187).

MM. Charretier (Maurice), Peyrefitte (Alain).

– article L. 131-4, ainsi modifié, adopté (p. 8187).

Article L. 131-5 du code de l'organisation judiciaire : cassation sans renvoi : adopté (p. 8187).

– article 2 du projet de loi, ainsi modifié, adopté (p. 8187).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 9* de M. Jean Foyer (constitution d'une formation restreinte dans chaque chambre ayant la possibilité de rejeter les pourvois irrecevables et ne reposant sur aucun moyen sérieux) : adopté (p. 8188).

MM. Foyer (Jean), Charretier (Maurice), Peyrefitte (Alain).

ART. 3 (publicité des débats ayant pour but de prononcer des arrêts) : *amendement* de suppression *n° 6* de Mme Hélène Constans : rejeté (p. 8188). *amendement n° 2* de la commission (modifications formelles) : adopté (p. 8188).

MM. Barthe (Jean-Jacques), Charretier (Maurice), Peyrefitte (Alain).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8188).

ART. 4 (publicité des débats ayant pour but de prononcer des arrêts) : *amendement n° 3* de la commission (modifications rédactionnelles) : adopté (p. 8188).

MM. Charretier (Maurice), Peyrefitte (Alain).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 8188).

ART. 5 (adaptation de références de l'article 619 du code de procédure pénale au nouveau texte) : adopté (p. 8188).

ART. 6 (abrogation de certaines dispositions) : *amendement n° 7* de Mme Hélène Constans (conséquences de l'amendement supprimant l'article 3) : devenu sans objet (p. 8188) ; *amendement n° 8* de Mme Hélène Constnas (suppression du troisième alinéa de l'article 6 due à l'amendement de suppression de l'article 3) : sans objet (p. 8188) : *amendement n° 10* de M. Jean Foyer (abrogation de l'article 40 de l'ordonnance du 15 janvier 1826) : retiré (p. 8189).

MM. Barthe (Jean-Jacques), Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 6 adopté (p. 8189).

EXPLICATION DE VOTE :

M. Alain Hautecœur : vote du groupe socialiste sur le texte ; retard dans la mise en œuvre d'une réforme d'ensemble de la procédure civile (p. 8189).

L'ensemble du projet de loi adopté (p. 8189).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1978] (p. 9690.

Pouvoir des formation restreintes de chaque chambre d'écarter les pourvois : *Charretier (Maurice)* (p. 9690) ; *Mourot (Jean-Paul)* (p. 9691).

DISCUSSION DES ARTICLES [19 décembre 1978] (p. 9691).

ART. 2 : adopté (p. 9691).

ART. 2 *bis : amendement n° 1* de la commission (conditions dans lesquelles les formations restreintes de chaque chambre de la Cour de cassation peuvent écarter certains pourvois) : adopté (p. 9691).

MM. Charretier (Maurice), Mourot (Jean-Paul).

– article 2 bis, ainsi modifié, adopté (p. 9691).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 9691).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9768).

Pourvois irrecevables ou manifestement infondés (possibilité de rejet par la formation restreinte constituée dans chaque chambre de la Cour de cassation) : *Charretier (Maurice)* (p. 9768) ; *Mourot (Jean-Paul)* (p. 9768).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978] (p. 9768).

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9768).

3. – PROJET DE LOI **n° 2308** RELATIF A LA COUR DE CASSATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1981 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la Justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir JUSTICE (organisation de la –), 4 ; PROCEDURE PENALE, 9.

COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE

Voir ASTREINTES. 1 ; LOIS DE REGLEMENT. 1, Après l'article 19 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés.

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8, 10 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 2,3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 296 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 229, 305.

– **Arrêt du 27 février 1980.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 4.

– **Décision sur les DOM.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer.

COUR DES COMPTES

1. – PROJET DE LOI **n° 167** MODIFIANT LA LOI DU 16 MAI 1941 RELATIVE A L'ORGANISATION DE LA COUR DES COMPTES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 mai 1977 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances, et Robert Boulin, ministre délégué à l'Economie et aux Finances, **n° 2935**. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 15 juin 1977 par M. Jean Foyer, **n° 2993**. – Adoption le 16 juin 1977. – Projet de loi **n° 696.**

SENAT (première lecture). Dépôt le 17 juin 1977, n° 389 [1976-1977]. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 21 juin 1977 par M. Pierre Jourdan, n° 400 [1976-1977). – Avis le 9 mai 1978 par M. Jacques Descours Desacres, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, n° 345 [1977-1978]. – Adoption le 9 mai 1978. – Projet de loi n° 133 [1977-1978].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 11 mai 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [18 mai 1978]. – Rapport **n° 295** [25 mai 1978]. – Discussion le 27 juin 1978. – Adoption le 27 juin 1978. – Projet de loi **n° 45.**

SENAT (deuxième lecture) (lecture définitive) (texte de la commission mixte paritaire). Dépôt le 28 juin 1978, n° 481 [1977-1978]. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Jourdan. – Rapport n° 483 [1977-1978] [28 juin 1978]. – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption définitive le 30 juin 1978. – Projet de loi n° 180 [1977-1978].

Loi n° 78-743 du 13 juillet 1978 publiée au *J.O.*, Lois et décrets du 14 juillet 1978.

PREMIERE LECTURE (Voir Table 1977).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1978] (p. 3548).

Conseillers référendaires (recrutement des –) : *Monory (René)* (p. 3548) ; *Foyer (Jean)* (p. 3548) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3548).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [27 juin 1978] (p. 3549).

MM. Foyer (Jean), Branche (René de), Monory (René), Richard (Alain), Séguin (Philippe), Hamel (Emmanuel).

ART. UNIQUE (possibilité de nommer conseiller référendaire de deuxième classe des fonctionnaires de catégorie A de l'Etat ou de ses établissements publics ayant atteint l'âge de trente-cinq ans et justifiant de dix ans de services publics) : *amendement n° 1* de la commission (conditions requises pour être nommé conseiller référendaire de deuxième classe au tour extérieur : être âgé de trente-cinq ans et justifier de dix ans de services publics ou de services dans un organisme relevant du contrôle de la Cour des comptes) : adopté (p. 3549) ; *amendement n° 6* de M. René de Branche (conditions requises pour être nommé au tour extérieur conseiller référendaire de deuxième classe : être fonctionnaire de catégorie A de l'Etat ou de ses établissements publics ou avoir passé au moins dix ans dans une entreprise publique ou un organisme relevant de la Cour des comptes) : retiré (p. 3549) ; *amendement n° 7* de M. Pierre Joxe (nécessité de l'avis d'une commission interministérielle pour la nomination de conseillers référendaires au tour

extérieur) : rejeté (p. 3550) ; *amendement n° 4* rectifié de M. Philippe Séguin (nécessité de l'avis du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près la Cour des comptes pour la nomination au tour extérieur de conseillers référendaires) : retiré (p. 3550) ; *amendement n° 2* rectifié de la commission (nécessité de l'avis du premier président de la Cour des comptes délibérant avec le procureur général et les présidents de chambres pour la nomination au tour extérieur de conseillers référendaires) : rectifié (p. 3550) ; (nécessité de l'avis du premier président de la Cour des comptes délibérant avec les présidents de chambre et du procureur général) : adopté (p. 3550).

– article unique du projet : adopté (p. 3550).

Voir ENVIRONNEMENT. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget. ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés ; LOI DE REGLEMENT. 1, Après l'article 19 ; LOIS DE REGLEMENT. 2 et 3 ; PARTIS POLITIQUES. 2, 3.

– **Contrôle des comptes de la sécurité sociale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille.

– **Enquête sur les calamités agricoles.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

– **Enquête sur le fonds d'action sociale d'EDF-GDF.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Observations de la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

– **Rapport de la –.** *Voir* DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 13 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 175 ; ROUTES. 2.

– **Rapport sur l'office d'HLM de la région parisienne.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 201.

– **Rapport sur les rentes viagères.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 190.

COUR DES COMPTES EUROPEENNE

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

COUR DE SURETE DE L'ETAT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1356** PORTANT SUPPRESSION DE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Marchand [15 novembre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2210** TENDANT A SUPPRIMER LA COUR DE SURETE DE L'ETAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir AVOCATS. 8 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; RAPPELS AU REGLEMENT. 402 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

– **Affaire Delpey.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 505.

COURBEVOIE (Groupe GSP)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 478.

COURRIER (Service du – dans le département des Hauts-de-Seine)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 989.

COURRIERS DU ROUSSILLON ET DU LANGUEDOC

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 4, 7.

COURS D'APPEL

Voir JUSTICE (organisation de la). 4, 5.

– **Chambre spéciale pour les mineurs.** *Voir* TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

COURS D'ASSISES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 11 ; FEMME (Condition de la). 4, 6, 7 ; PROCEDURE PENALE. 2.

COURS D'EAU

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 115** RELATIVE A LA POLICE DES EAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Michel Cointat. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Maurice Cornette [27 avril 1978].

Voir CALAMITES. 1 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 1.

COURTAGE MATRIMONIAL

Voir AGENCES MATRIMONIALES. 1.

COURTIERS D'ASSURANCES MARITIMES

1. – PROJET DE LOI **n° 583** PORTANT MODIFICATION DU STATUT DES COURTIERS D'ASSURANCES MARITIMES.

SENAT (première lecture), n° 522 (1977-1978). Dépôt le 31 juillet 1978, rattaché pour ordre au 1er juillet 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et Joël Le Theule, ministre des transports. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud [26 septembre 1978]. – Rapport n° 8 (1978-1979) [5 octobre 1978]. – Discussion le 12 octobre 1978. – Adoption le 12 octobre 1978. – Projet de loi n° 4 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 13 octobre 1978 **(n° 583).** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [26 octobre 1978]. – Rapport **n° 738** [30 novembre 1978]. – Discussion le 4 décembre 1978. – Adoption définitive le 4 décembre 1978. – Proposition de loi **n° 96.**

Loi n° 78-1170 du 16 décembre 1978 publiée au *J.O.* Lois et décrets du 17 décembre 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : 2 *bis* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **4** : 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **5** : 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [4 décembre 1978] (p. 8756).

Courtiers d'assurances maritimes (statut) : *Boudouin (Henri),* (p. 8755) ; *Bardol (Jean),* (p. 8755) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8755).

DISCUSSION DES ARTICLES [4 décembre 1978] (p. 8756).

ART. 1er (abrogation des articles 79, 84, troisième alinéa, 85, troisième alinéa du code de commerce) : adopté (p. 8756).

ART. 2 (abrogation de l'article 14 du titre VII du livre premier de l'ordonnance d'août 1681 et des articles 6 et 7 de la loi du 23 ventôse An IX) : adopté (p. 8756).

ART. 2 *bis* (possibilité pour le garde des sceaux d'attribuer l'honorariat aux courtiers d'assurances maritimes) : adopté (p. 8756).

ART. 3 (assurance vieillesse des courtiers d'assurance maritimes) : adopté (p. 8756).

ART. 4 (assurance maladie et prestations familiales des courtiers d'assurances maritimes) : adopté (p. 8756).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Le Drian (Jean-Yves)* : vote favorable du groupe socialiste (p. 8756).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8756).

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), articles et articles additionnels non rattachés, article 69.

COUT DE LA SANTE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et familiale.

COUVERTURE SOCIALE DES CREATEURS D'ENTREPRISES

Voir EMPLOI. 16.

CREANCES

1. – PROJET DE LOI n° 164 RELATIF A LA REPRESSION DE L'ORGANISATION FRAUDULEUSE DE L'INSOLVABILITE, Sénat (première lecture). Dépôt le 30 juin 1977 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, et Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, n° 486 (1976-1977). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 20 octobre 1977 par M. Geoffroy, n° 35 (1977-1978). – Adoption le 16 novembre 1977. – Projet de loi n° 22 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 17 novembre 1977, **n° 3224.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 2 décembre 1977 par M. Claude Gerbet, **n° 3276.** – Adoption le 9 décembre 1977. – Projet de loi **n° 799.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 9 décembre 1977, n° 151 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 21 décembre 1977 par M. Jean Geoffroy, n° 282 (1977-1978). – Adoption le 9 mai 1978. – Projet de loi n° 130 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 11 mai 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [18 mai 1978]. – Rapport **n° 296** [25 mai 1978].

CREANCES

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1028** RELATIVE AU REGLEMENT PAR BILLET A ORDRE.

SENAT (première lecture), n° 327 (1977-1978). Dépôt le 20 avril 1078 par M. Lionel de Tinguy, sous le titre « paiement par billet à ordre ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 245 (1978-1979) [2 avril 1979]. – Discussion le 26 avril 1979. – Adoption le 26 avril 1979. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE AU REGLEMENT PAR BILLET A ORDRE ». – Proposition de loi n° 88 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 1028.** Dépôt le 2 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [10 mai 1979].

Voir ASSURANCES. 1 ; COPROPRIETES. 1, 6 ; ENTREPRISES. 7, 8, 10, 11 ; EXPLOITANTS AGRICOLES. 2, 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 70 ; MARCHES PUBLICS. 2 ; PENSIONS ALIMENTAIRES. 2.

CREANCES COMMERCIALES (Mobilisation et transmission)

Voir ENTREPRISES. 12.

CREANCES DE L'ETAT

Voir LOIS DE REGLEMENT. 1.

CREANCES SUR CLIENTS (Imposition)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 70.

CREATION LITTERAIRE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 419.

CREATIONS D'ENTREPRISES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 384.

CRECHES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 93** TENDANT A INSTITUER, DANS LE SECTEUR

PRIVE, UNE CONTRIBUTION PATRONALE OBLIGATOIRE A TITRE DE PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION ET DU FONCTIONNEMENT DE CRECHES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par Mme Gisèle Moreau. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Jacqueline Chonavel [25 mai 1978].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; ENFANTS. 1 ; FAMILLE. 11 ; FEMME (condition de la –), 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2 ; PUERICULTRICES. 1.

CREDIT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1378** RELATIVE AUX AGENCES REGIONALES D'INVESTISSEMENTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Jean-Marie Caro et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1748** TENDANT A LA RECONDUCTION, AU SECOND SEMESTRE DE 1980, DU TAUX MAXIMUM LEGAL DES PRETS EN VIGUEUR AU COURS DU PREMIER SEMESTRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. René de Branche. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir CAUTIONNEMENT. 1 ; CHEQUES. 1 ; ENTREPRISES. 6, 12 ; EPARGNE. 3 ; FAILLITE. REGLEMENT JUDICIAIRE. LIQUIDATION DE BIENS. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; LOGEMENT. 2 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 13 ; LOIS DE REGLEMENT. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 826 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 119, 508, 511.

– **Accession à ia propriété.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 510.

– **Encadrement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 349, 554, 796.

CREDIT AGRICOLE

Voir AGRICULTURE. 2 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; EPARGNE. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA. – Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 10 Discussion générale ; (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 64, 643, 838 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 55.

– **Rémunération des parts des sociétaires.** *Voir* IMPOTS. 8.

CREDIT A LA CONSTRUCTION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 751.

CREDIT-BAIL

Voir ENTREPRISES. 9 ; SOCIETES D'INVESTISSEMENT. 1.

CREDIT D'EQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes. – Industrie ; RAPPELS AU REGLEMENT. 452.

CREDIT D'IMPOT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2, Après l'article 2, Avant l'article 3, Après l'article 3.

CREDIT-EDUCATION

Voir EDUCATION PERMANENTE. 1.

CREDIT INTERENTREPRISES

Voir ENTREPRISES. 12 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

CREDIT MARITIME

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

CREDIT MARITIME MUTUEL

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 376.

CREDIT MUTUEL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 Discussion générale ; (première partie), Article 5, Après l'article 5 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 10 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2, après l'article 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 304 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 187, 196.

CREDIT DU NORD

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 374.

CREDITS (Taxe sur les encours)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 11.

CREDITS A L'EXPORTATION

Voir ENTREPRISES. 12 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 727.

CREDITS BUDGETAIRES (Document regroupant l'ensemble des crédits d'un ministère)

Voir LOIS DE FINANCES. 10.

CREDITS EVALUATIFS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 55.

CREDITS MILITAIRES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; RAPPELS AU REGLEMENT. 66.

CREDITS PROVISIONNELS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 56.

CREOLISATION

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

CREUSE (Département de la -)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Aménagement du territoire ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 47.

CREUSOT-LOIRE (Groupe -)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 196, 931, 942.

CRIMES DE GUERRE

Voir DEPORTES ET INTERNES. 7, 9, 10 ; PRESSE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 258, 343 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 183, 350.

- Emissions de télévision consacrées à d'anciens nazis. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 187.

CRIMES ET DELITS

1. - PROPOSITION DE LOI **n° 363** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 355 DU CODE PENAL AFIN D'AGGRAVER LES PEINES PREVUES EN MATIERE D'ENLEVEMENT DE MINEURS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Baudouin [29 juin 1978].

2. - PROPOSITION DE LOI **n° 456** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 343 DU CODE

PENAL AFIN D'AGGRAVER LES PEINES PREVUES EN MATIERE DE PRISES D'OTAGES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [12 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2212** TENDANT A SUPPRIMER L'INTERDICTION DE SEJOUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Edmond Garcin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2277** TENDANT A INTRODUIRE LA NOTION DE CONNAISSANCE CHEZ L'AUTEUR DES INFRACTIONS SOUMISES A L'ORDONNANCE n° 45-1484 DU 30 JUIN 1945 RELATIVE A LA CONSTATATION, LA POURSUITE ET LA REPRESSION DES INFRACTIONS A LA LEGISLATION ECONOMIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Marc Lauriol. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir AGENCES MATRIMONIALES. 1 ; AMINISTIE. 3 ; COURS D'EAU. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 11 ; ENVIRONNEMENT. 1 ; FEMME (condition de la –). 4, 6, 7 ; LEGITIME DEFENSE. 1 ; MUSEES. 2 ; ORDRE PUBLIC. 1, 3, 9 ; PEINE DE MORT. 1, 2, 3 ; POLYNESIE FRANÇAISE. 4, 5 ; PROCEDURE PENALE. 9 ; PPROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE. 4 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 29 ; RESPONSABILITE CIVILE. 1 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3 ; VOL. 1.

CRIMES RACISTES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 624.

CRIMINALITE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 11.

CRISE ECONOMIQUE

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

CROISSANCE ECONOMIQUE

Voir PLAN. 1.

CROIX DE GUERRE (Refus de décoration)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 606.

CROIX DE LA LEGION D'HONNEUR (Contingent de –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Budget annexe de la Légion d'Honneur.

CROIX DE LA VALEUR MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

CROIX DU COMBATTANT VOLONTAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

C.R.S.

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 865, 875.

CUICCI (Eustache), ancien député

Voir ELOGES FUNEBRES. 20.

CUIR

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 943.

– **Société du** – . *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 559.

CUIRS ET PEAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

– **Tanneries françaises réunies.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 96.

CULTURE

Voir MUSEES. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 24.

CULTURE ET COMMUNICATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Deuxième délibération.

CULTURES D'EXPORTATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération.

CULTURES EN SERRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 407, 408.

CULTURES MEDITERRANEENNES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 283.

CULTURES VIVRIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération.

CUMULS

Voir AGRICULTURE. 3 ; CHOMAGE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; EMPLOI. 13, 14 ; EXPLOITATIONS AGRICOLES. 2 ; PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES. 7, 8 ; PENSIONS DE REVERSION. 2, 11 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 710 ; WALLIS ET FUTUNA. 1.

CUMULS D'EXPLOITATIONS

Voir AGRICULTURE. 3.

CUMULS DES MANDATS

Voir CONSEILS GENERAUX. 6 ; ELECTIONS (législation), 12.

CUMULS DES REMUNERATIONS

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3, 6.

CUMULS RETRAITE-EMPLOI

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle (p. 6760) ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

CURES THERMALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille.

CURIEL (Madame)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 992.

CYCLE D'EVEIL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

CYCLONES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'Outre-Mer. – II. – Départements d'Outre-Mer.

CYCLONES (Antilles 1979)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 20 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 485 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 295.

D

DAKAR (Conférence des ministres des affaires étrangères à –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 972.

DANSE

1. – PROJET DE LOI **n° 2306** RELATIF A L'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE ET AUX CONDITIONS D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS OU EST DELIVRE CET ENSEIGNEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 12 mai 1981 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, ministre de la culture et de la communication. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

– **Enseignement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 258.

DARQUIER DE PELLEPOIX

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 61, 62, 63, 64, 66.

DASSAULT (Marcel)

Voir AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION (SOCIETE) (A.M.D.B.A.).

DC 10 (Accident du... aux Etats-Unis)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 417.

DEBAT BUDGETAIRE (Organisation)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 411.

DEBATISSE (Michel), Secrétaire d'Etat

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 216, 219.

DEBITANTS DE TABAC

Voir IMPOTS. 8.

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 223** TENDANT A SUPPRIMER L'ARTICLE L. 62 DU CODE DES DEBITS DE BOISSONS RELATIF A LA FERMETURE ADMINISTRATIVE DES DEBITS DE BOISSONS ET DES RESTAURANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par MM. Michel Inschauspé et Didier Julia. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [1er juin 1978]. – Rapport **n° 2124** [4 décembre 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 844** TENDANT A MAINTENIR L'ANIMATION ET LA VIE LOCALE DES BOURGS RURAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. –

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [12 avril 1979].

3. – PROPOSITON DE LOI **875** VISANT A ABROGER L'ARTICLE L. 49 DU CODE DES COMMUNES, RELATIF AUX DEBITS DE BOISSONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Alain Mayoud. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [12 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1354** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE L. 29 DU CODE DES DEBITS DE BOISSONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Vincent Ansquer et M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [22 novembre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1533** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L. 41 DU CODE DES DEBITS DE BOISSONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Jean-Pierre Cot et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [10 avril 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1697** TENDANT A MODIFIER LE CODE DES DEBITS DE BOISSONS, EN CE QUI CONCERNE L'IMPLANTATON DES DEBITS DE BOISSONS DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 2 000 HABITANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par M. Henri de Gastines. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Delong [5 juin 1980].

Voir ALCOOLISME. 1.

DEBITS DE TABAC (Commission centrale de classement des –)

Voir ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

DEBRAY (Jean-Robert)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 25.

DECENNIE DE LA FEMME

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 460.

DECENTRALISATION

Voir AMENAGEMENT RURAL. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1557** PORTANT DECENTRALISATION DE L'ETAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Mauroy [10 avril 1980].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

DECES DE MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Voir GOUVERNEMENT.

DECHETS

Voir CONDITIONNEMENT. 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

– **Nucléaires.** *Voir* ENERGIE NUCLEAIRE. 7 ; PLAN. 2 ; QUESTIONS DU GOUVERNEMENT. 664.

DECISION IMPLICITE

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 2.

DECISIONS DE L'ASSEMBLEE

Voir AGRICULTURE. 3 ; ENTREPRISES. 7, 8 ; INDUSTRIE AERONAUTIQUE. 1.

DECISIONS DE JUSTICE (article 226 du code pénal)

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

DECLARATION DE L'URGENCE D'UN PROJET DE LOI

Voir RAPPEL AU REGLEMENT. 434.

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

DECLARATIONS DE SALAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

1. – POLITIQUE GENERALE par M. Raymond Barre, Premier ministre **(n° 118)** et débat sur cette déclaration, 19, 20 avril 1978 (p. 1220). – Vote sur la déclaration (p. 1277).

Agriculture : *Barre (Raymond)*, (p. 1221) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 1244, 1245, 1246) ; *Chandernagor (André)*, (p. 1265).

Aménagement du territoire : *Barre (Raymond)*, (p. 1223) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1252) ; *Chandernagor (André)*, (p. 1264).

Collectivités locales : *Barre (Raymond)*, (p. 1225, 1271) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1251) ; *Chandernagor (André)*, (p. 1265).

Commerce extérieur et situation du franc : *Chinaud (Roger)*, (p. 1232, 1233) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1236) ; *Chandernagor (André)*, (p. 1265) ; *Servan-Schreiber (Jean-Jacques)*, (p. 1267) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1270).

Concurrence et liberté des prix : *Barre (Raymond)*, (p. 1222).

Construction européenne : *Barre (Raymond)*, (p. 1220, 1270) ; *Debré (Michel)*, (p. 1227, 1228) ; *Mitterrand (François)*, (p. 1230) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1233) ; *de Lipkowski (Jean)*, (p. 1243).

Coopération avec le Tiers-monde : *de Lipkowski (Jean)*, (p. 1244).

Défense nationale : *Barre (Raymond)*, (p. 1220, 1221) ; *Mitterrand (François)*, (p. 1231) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1233).

Démographie (situation française) : *Debré (Michel)*, (p. 1226, 1227, 1228).

Départements et territoires d'Outre-Mer : *Barre (Raymond)*, (p. 1223).

Désarmement : *Ballanger (Robert)*, (p. 1238) ; *de Lipkowski (Jean)*, (p. 1244).

Education : *Royer (Jean)*, (p. 1239).

Elections législatives de 1978 : *Barre (Raymond)*, (p. 1220, 1269) ; *Mitterrand (François)*, (p. 1229) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1231) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1235) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1251).

Emploi (problèmes de l') : *Barre (Raymond)*, (p. 1223) ; *Mitterrand (François)*, (p. 1230) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1232, 1233) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1236, 1237) ; *Pierret (Christian)*, (p. 1247, 1248) ; *Fost (Paulette)*, (p. 1249, 1250) ; *Guéna (Yves)*, (p. 1266).

Energie (politique de l') : *Schvartz (Julien)*, (p. 1252, 1253).

Epargne (encouragement de l') : *Barre (Raymond)*, (p. 1222) ; *Debré (Michel)*, (p. 1227).

Famille (politique de la) : *Barre (Raymond)*, (p. 1224) ; *Debré (Michel)*, (p. 1227) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1236) ; *Briane (Jean)*, (p. 1246, 1247).

Fortune (prélèvement ou impôt sur la) : *Barre (Raymond)*, (p. 1224) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1234) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1237).

Industrie (ministère de l') : *Schvartz (Julien)*, (p. 1252).

Inégalités sociales : *Mitterrand (François)*, (p. 1230) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1234) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1236) ; *Pierret (Christian)*, (p. 1248) ; *Fost (Paulette)*, (p. 1250) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1251).

Inflation : *Mitterrand (François)*, (p. 1229) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1232).

Investissements des entreprises (politique en faveur des) : *Barre (Raymond)*, (p. 1222) ;

Debré (Michel), (p. 1226) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1251) ; *Chandernagor (André)*, (p. 1266).

Nationalisations : *Ballanger (Robert)*, (p. 1237).

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) : *Ballanger (Robert)*, (p. 1238).

Participation et démocratie dans l'entreprise : *Barre (Raymond)*, (p. 1224) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1237) ; *Pierret (Christian)*, (p. 1249).

Planification et libéralisme économique : *Royer (Jean)*, (p. 1239).

Recherche et invention : *Royer (Jean)*, (p. 1239) ; *Servan-Schreiber (Jean-Jacques)*, (p. 1268).

Redressement économique (politique gouvernementale de) : *Barre (Raymond)*, (p. 1221).

Rémunérations (politique des) : *Barre (Raymond)*, (p. 1223) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1232) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1236) ; *Fost (Paulette)*, (p. 1259).

Sécurité des citoyens : *Barre (Raymond)*, (p. 1225) ; *Mitterrand (François)*, (p. 1231).

Sécurité sociale et santé : *Barre (Raymond)*, (p. 1271) ; *Debré (Michel)*, (p. 1227) ; *Mitterrand (François)*, (p. 1231) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1237).

Système parlementaire (conditions de fonctionnement du) : *Barre (Raymond)*, (p. 1220, 1269) ; *Debré (Michel)*, (p. 1225, 1226, 1228) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1232, 1234) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1235) ; *Royer (Jean)*, (p. 1240) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 1241, 1242) ; *Chandernagor (André)*, (p. 1264) ; *Guéna (Yves)*, (p. 1266) ; *Servan-Schreiber (Jean-Jacques)*, (p. 1267).

Travail à temps partiel : *Barre (Raymond)*, (p. 1223).

Travail manuel : *Barre (Raymond)*, (p. 1224) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1251).

Union de la gauche : *Ballanger (Robert)*, (p. 1236, 1238).

Vieillesse (politique de la) : *Barre (Raymond)*, (p. 1224) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1234) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1236).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Lajoinie (André)* : l'absence de changements significatifs dans la politique du Gouvernement ; l'aspiration au renouveau exprimée par les élections ; la politique d'austérité ; le groupe communiste, force de dialogue et de proposition (p. 1272) ; le refus de la confiance par le groupe communiste (p. 1273) ;

– *Defferre (Gaston)* : les promesses du Gouvernement ; le déficit budgétaire (p. 1273) ; la crise économique (p. 1274) ;

– *Falala (Jean)* : l'amélioration de la situation des plus défavorisés ; le problème de l'emploi ; la participation ; le soutien du groupe R.P.R. (p. 1275).

– *M. Durafour (Michel)* : la crise économique ; le nouveau climat politique et social après les élections ; le programme de Blois ; le problème de l'emploi ; les bas salaires (p. 1275) ; la politique d'indépendance ; le soutien du groupe U.D.F. (p. 1276) ;

– *Harcourt (Florence d')* : son soutien au Gouvernement ; les conditions d'accession au mandat parlementaire ; le financement des groupes politiques et des campagnes électorales ; les pouvoirs de l'argent et la démocratie libérale ; le contrôle des dépenses des partis et la publicité de leurs comptes ; le rôle du Conseil constitutionnel ; la défense de la société libérale (p. 1276).

Abrogation par 260 pour et 197 contre sur 459 votants et 457 suffrages exprimés ; scrutin public (p. 1277) ; liste des votants (p. 1281).

2. – SITUATION AU ZAIRE, par M. Yvon Bourges, ministre de la Défense [18 mai 1978] (p. 1820).

Afrique (interventions françaises en) : *Rocard (Michel)*, (p. 1821).

Parlement (compétences pour décider d'un acte de guerre) : *Rocard (Michel)*, (p. 1821).

Shaba (intérêts économiques au) : *Rocard (Michel)*, (p. 1821).

Zaïre (sécurité des Français au) : *Bourges (Yvon)*, (p. 1820) ; *Rocard (Michel)*, (p. 1821).

3. – PROBLEMES ACTUELS DE LA SECURITE SOCIALE **(n° 252)** par Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Famille, et débat sur cette déclaration [23 et 24 mai 1978] (p. 1924, 1986).

Accidents du travail : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1929) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 1933).

Agriculteurs (protection sociale des) : *Barbera (Myriam)*, (p. 1940) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 2015) ; *Dousset (Maurice)*, (p. 2016).

Aide ménagère : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 1956).

Aide sociale : *Berger (Henry)*, (p. 1944) ; *Bisson (Robert)*, (p. 1953) ; *Evin (Claude)*, (p. 1999) ; *Bizet (Emile)*, (p. 2008) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2010).

Arrêts de travail : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1931).

Carte sanitaire : *Paecht (Arthur)*, (p. 1952) ; *Bariani (Didier)*, (p. 1990).

Charges indues du régime général : *Pinte (Etienne)*, (p. 1987).

Charges sociale (assiette des cotisations) : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 1934) ; *Berger (Henry)*, (p. 1945) ; *Bisson (Robert)*, (p. 1953) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 1987) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 1989) ; *Briane (Jean)*, (p. 1998) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 2000) ; *Richard (Lucien)*, (p. 2003) ; *Bizet (Emile)*, (p. 2008) ; *Masquère (Maurice)*, (p. 2014) ; *Veil (Simone)*, (p. 1926, 2021, 2022).

Commerçants et artisans (protection sociale des) : *Bardol (Jean)*, (p. 1950) ; *Masquère (Maurice)*, (p. 2013).

Contentieux de la Sécurité sociale : *Delaneau (Jean)*, (p. 1933).

Contrôle médical (absentéisme) : *Bardol (Jean)*, (p. 1950) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 1952) ; *Autain (François)*, (p. 1948) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2007).

Contrôle du Parlement sur la Sécurité sociale : *Sudreau (Pierre)*, (p. 1942) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 1934) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 1949) ; *Dousset (Maurice)*, (p. 2016) ; *Veil (Simone)*, (p. 2023).

Crèches : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 1991) ; *Veil (Simone)*, (p. 2020).

Déficit de la Sécurité sociale : *Pons (Bernard)*, (p. 1936) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 1935) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 1941) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 1986) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 1988) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 1992) ; *Richard (Lucien)*, (p. 2003).

Démographie : *Missoffe (Hélène)* 1997 ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 2014, 2015).

Dépenses de santé, surconsommation et ticket modérateur : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1930) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 1933) ; *Berger (Henry)*, (p. 1944, 1945) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 1993) ; *Laurent (André)*, (p. 1995) ; *Autain (François)*, (p. 1948) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2207) ; *Veil (Simone)*, (p. 1927, 2018, 2019).

Départements d'Outre-Mer (protection sociale dans les) : *Langourgue (Pierre)*, (p. 2006) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 2016, 2017) ; *Veil (Simone)*, (p. 2023).

Financement de la Sécurité sociale : *Sudreau (Pierre)*, (p. 1942) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 1949) ; *Bisson (Robert)* p. 1954 ; *Pinte (Etienne)*, (p. 1986, 1987) ; *Bariani (Didier)*, (p. 1990) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 1932) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 1936) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 1992) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2010) ; *Dousset (Maurice)*, (p. 2016) ; *Veil (Simone)*, (p. 1927).

Généralisation de la Sécurité sociale : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1929) ; *Bisson (Robert) (p. 1953)* ; *Briane (Jean)*, (p. 1998) ; *Veil (Simone)*, (p. 1924, 1925).

Handicapés : *Léger (Alain)*, (p. 1945, 1946) ; *Laurent (André)*, (p. 1995, 1996) ; *Veil (Simone)*, (p. 2023).

Hospitalisation à domicile : *Pesce (Rodolphe)* (p. 1956).

Hospitalisation privée : *Pons (Bernard)*, (p. 1937, 1938) ; *Autain (François)*, (p. 1948) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 2001).

Licenciements pour cause économique : Ferreti (Henri), (p. 2001, 2002).

Médecine libérale : *Pons (Bernard)*, (p. 1936) ; *Autain (François)*, (p. 1948, 1949).

Pharmacie : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 1950) ; *Autain (François)*, (p. 1949) ; *Veil (Simone)*, (p. 1927).

Prestations familiales : *Sudreau (Pierre)*, (p. 1942) ; *Bèche (Guy)*, (p. 1942, 1943) ; *Bisson (Robert)*, (p. 1954) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 1954, 1955) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 1991) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 1996) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 2013) ; *Veil (Simone)*, (p. 1925, 1928, 2020).

Prévention : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1930) ; Laurain (Jean), (p. 2011, 2012) ; *Veil (Simone)*, (p. 2019).

Professions de santé : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 1992) ; *Couillet (Michel)*, (p. 1997) ; *Autain (François)*, (p. 1949) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 2005) ; *Veil (Simone)*, (p. 1927).

Rapatriés : *Fenech (Roger)*, (p. 1994, 1995) ; *Veil (Simone)*, (p. 2022).

Redistribution des revenus : *Delaneau (Jean)*, (p. 1932).

Régime local d'Alsace-Lorraine : *Grussenmeyer (François)*, (p. 2001) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2010).

Régimes spéciaux (unification de la Sécurité sociale) : *Legrand (Joseph)*, (p. 1957) ; *Briane (Jean)*, (p. 1999) ; *Veil (Simone)*, (p. 1925, 2017, 2018).

Retraites et pensions : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1930) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 1933) ; *Bardol (Jean)*, (p. 1950) ; *Laborde (Jean)*, (p. 1953) ; *Gauthier (Marceau)*, (p. 1994) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 2001) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2006, 2007) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 2012) ; *Veil (Simone)*, (p. 2018).

Risques sociaux (inégalités devant les) : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1929) ; *Bisson (Robert)*, (p. 1953) ; *Briane (Jean)*, (p. 1998) ; *Veil (Simone)*, (p. 1924, 1925).

Sécurité sociale et libéralisme : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 1935) ; *Madelin (Alain)*, (p. 1947).

Sécurité sociale (gestion de la) : *Jagoret (Pierre)*, (p. 2002) ; *Laurent (André)*, (p. 1996) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 1989) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 2014) ; *Veil (Simone)*, (p. 2018).

Sécurité sociale (personnel de la) : *Bapt (Gérard)*, (p. 2008, 2009).

Soins (gratuité et tiers payant) : *Couillet (Michel)*, (p. 1997).

Système hospitalier : *Pons (Bernard)*, (p. 1938) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 1951) ; *Bisson (Robert)*, (p. 1954) ; *Autain (François)*, (p. 1948) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 2005) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2010).

Tarification hospitalière : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1931) ; *Autain (François)*, (p. 1948).

Travailleurs frontaliers : *Grussenmeyer (François)*, (p. 2001).

Troisième âge : *Paecht (Arthur)*, (p. 1951) ; *Laborde (Jean)*, (p. 1952) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 1955) ; *Gauthier (Marceau)*, (p. 1993, 1994) ; *Evin (Claude)*, (p. 2000) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 2001) ; *Veil (Simone)*, (p. 2021).

4. – POLITIQUE ETRANGERE, par M. Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères **(n° 372)** et débat sur cette déclaration [8 juin 1978] (p. 2669).

Afrique (politique française) : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2670, 2671, 2720,2721) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2675) ; *Mitterrand (François)*, (p. 2676, 2677, 2678, 2679) ; *Seitlinger (Jean)*, (p. 2679) ; Marchais (Georges), (p. 2682, 2683) ; *Chandernagor (André)*, (p. 2687, 2688, 2689) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 2694, 2695) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 2697) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 2699) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 2702, 2703) ; *Thomas (Abel)*, (p. 2706) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 2707) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 2708, 2709) ; *Julien (Raymond)*, (p. 2709, 2710) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 2712) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 2713, 2714) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 2716) ; *Gorse (Georges)*, (p. 2717, 2718, 2720).

Aide au développement : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2670, 2672) ; *Ferreti (Henri)*, (p. 2695) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 2700) . *Malaud (Philippe)*, (p. 2703) ; *Lemoine (Georges)*, (p. 2705, 2706) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 2707) ; *Gorse (Georges)*, (p. 2718) ; *Valleix (Jean)*, (p. 2719).

Alliance atlantique : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2670) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2675) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2683) ; *Chandernagor (André)*, (p. 2688) ; *Gorse (Georges)*, (p. 2718).

Conseil de l'Europe et union de l'Europe occidentale : *Valleix (Jean)*, (p. 2719).

Construction européenne : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2669, 2670, 2721 ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2674) ; *Seitlinger (Jean)*, (p. 2680, 2681) ; *Debré (Michel)*, (p. 2684, 2685, 2686) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 2695, 2696) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 2699, 2700) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 2711) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 2712).

Désarmement : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2673, 2722) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2674, 2675) ; *Seitlinger (Jean)*, (p. 2681) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2683) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 2696, 2697) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 2698, 2699) ; *Marin (Fernand)*, (p. 2701, 2702) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 2717).

Détente Est-Ouest : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2669, 2723) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2675) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 2712).

Dissuasion nucléaire : *Guiringaud (Louis)*, (p. 2669) ; *Debré (Michel)*, (p. 2684) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 2698) ; *Marin (Fernand)*, (p. 2701).

Droits de l'homme : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2673) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 2713) ; *Maigret (Bertrand de)*, (p. 2715, 2716).

Energie : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2673) ; *Druon (Maurice)*, (p. 2703, 2704, 2705) ; *Thomas (Abel)*, (p. 2706).

Europe du Nord (politique française) : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 2710).

Liban (politique française) : *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2672) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2676) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 2708) ; *Voisin (André -Georges)*, (p. 2713) . *Gorse (Georges)*, (p. 2717).

Parlement (information sur la politique étrangère) : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2674) ; *Chandernagor (André)*, (p. 2688) ; *Guiringaud (Louis de)*, (p. 2720).

Politique monétaire internationale : *Guidoni (Pierre)*, (p. 2711).

5. – POLITIQUE DE DEFENSE par M. Yvon Bourges, ministre de la défense **(n° 388)** et débat sur cette déclaration [15 juin 1978] (p. 2946).

Armée de l'air (missions) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2951).

Armée de l'air (moyens) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2951) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2955) ; *Rolland (Hector)*, (p. 2971) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2981) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993).

Armée de métier ou de conscription : *Bigeard (Marcel)*, (p. 2954, 2955) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2958, 2959) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2961) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2965) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 2965) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2968) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2976) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2989) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993).

Armée de terre (matériels) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2949) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2955) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993).

Armée de terre (méthodes d'instruction et condition des appelés) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2950, 2982, 2997, 1998) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2954) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2958) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 2965, 2966) ; *Visse (René)* ; (p. 2969) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2988, 2989) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 2991) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2994).

Armée de terre (missions) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2949).

Armée de terre (réorganisation) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2949) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2955) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2980).

Armements conventionnels (utilité) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2946) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2958) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2960, 2961) ; *Rolland (Hector)*, (p. 2971) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2980).

Armement nucléaire tactique (doctrine d'emploi) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2947, 2981, 2983) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2960) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2983) ; *Lancien (Yves)*, *(p. 2996)*.

Arsenaux : *Bigeard (Marcel)*, (p. 2955) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 2979) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 2983) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 2984) ; *Berest (Eugène)*, (p. 2990).

Bombe à neutrons : *Hermier (Guy)*, (p. 2957) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2964) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2975).

Coopération européenne en matière d'armements : *Bourges (Yvon)*, (p. 2952, 2963, 2064) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2957, 2958) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2959) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2963, 2964) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2968) ; *Rolland (Hector)*, (p. 2971) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 2978, 2979) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 2987).

Désarmement et détente : *Hermier (Guy)*, (p. 2957) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2962) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2975) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2980) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 2981) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 2987, 2988).

Dissuasion nucléaire (doctrine) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2946, 2947) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2959) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2966) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993) ; *Lancien (Yves)*, (p. 2995).

Doctrine militaire française : *Bourges (Yvon)*, (p. 2946, 2952, 2953) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2956, 2957) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2974, 2975) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 2985, 2986) ; *Lancien (Yves)*, (p. 2995).

Exportations françaises d'armes : *Hermier (Guy)*, (p. 2957) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2963).

Force nucléaire stratégique (moyens) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2947, 2948, 2982) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2960) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2964) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2975) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 2985) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993) ; *Lancien (Yves)*, (p. 2995).

Gendarmerie (effectifs) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2951) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 2994).

Gendarmerie (équipements) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2951) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2955).

Loi de programmation militaire de 1976 : *Bourges (Yvon)*, (p. 2946) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2955) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2967) ; *Rolland (Hector)*, (p. 2971) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2980) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 2986) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993).

Manifestations politiques dans l'armée : *Hermier (Guy)*, (p. 2958) ; *Visse (René)*, (p. 2969) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2989) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 2991) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 2998).

Marine nationale (missions) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2951) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 2984) ; *Berest (Eugène)*, (p. 2990) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 2991).

Marine nationale (moyens) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2950, 2982, 2996,2997) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2955) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2958) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2968) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 2977, 2978) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 2985) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 2991).

Objecteurs de conscience : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2989).

O.T.A.N. (place de la France) : *Bourges (Yvon)*, (p. 2952, 2981) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2957) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2959) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2962, 2963) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2966).

Personnels militaires : Bourges (Yvon), (p. 2946, 2951, 2982) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2956) ; *Visse (René)*, (p. 2970) ; *Mourot*

(Jean-Paul), (p. 2980) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993).

Président de la République (rôle constitutionnel de chef des armées) : *Bigeard (Marcel)*, (p. 2953) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2974).

Recherche militaire : *Bourges (Yvon)*, (p. 2952, 2982) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2975) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 2976).

Retraites militaires : *Branger (Jean-Guy)*, (p. 2976) ; *Bourgeois (Irénée)*, (p. 2987) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 2997).

Sapeurs-pompiers communaux (affectation d'appelés) : *Desanlis (Jean)*, (p. 2994).

Satellite d'observation militaire : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2975).

Sous-marin nucléaire lanceurs d'engins et missile M4 : *Bourges (Yvon)*, (p. 2948) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 2954) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2960) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2964, 2965) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2981) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 2985) ; *Berest (Eugène)*, (p. 2990) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 2993) ; *Lancien (Yves)*, (p. 2996).

Sursis d'incorporation : *Desanlis (Jean)*, (p. 2994).

Zaïre (intervention française) : *Bigeard (Marcel)*, (p. 2953) ; *Hermier (Guy)*, (p. 2957) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 2960) ; *Hernu (Charles)*, (p. 2961, 2963) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2966) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2974) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2980) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 2986).

6. – SITUATION AU LIBAN par M. Raymond Barre, Premier ministre [18 octobre 1978] (p. 6234);

Liban (situation au) : *Barre (Raymond)*, (p. 6234) ; *Messmer (Pierre)*, (p. 6235).

Ministre des affaires étrangères (déclaration du) : *Messmer (Pierre)*, (p. 6235).

Sarkis (président du Liban) : *Barre (Raymond), 6234).*

7. – ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE AGRICOLE par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, et débat sur cette déclaration **(n° 790)** [14 décembre 1978] (p. 9414).

Abattoirs communaux : *Hunault (Xavier)*, (p. 9433).

Agriculture de montagne : *Maisonnat (Louis)*, (p. 9434, 9435) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 9438) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9461, 9462) ; *Masquère (Maurice)*, (p. 9468, 9469) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9473).

Aménagement du territoire et disparités régionales en matière d'agriculture : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9416, 9473) ; *Laurissergues (Christian)*, (p. 9423) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 9426, 9427) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 9436, 9437) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 9437) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9462) ; *Duroure (Roger)*, (p. 9462).

Bilan de vingt ans de politique agricole : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9414, 9415) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 9418) ; *Laurissergues (Christian)*, (p. 9422, 9423) ; *Godefroy (Pierre)*, (p. 9460).

Capitalisation de l'agriculture et endettement des agriculteurs : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9415, 9417) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 9419).

Compétitivité de l'agriculture : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9416, 9417, 9473) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 9419) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 9425).

Coopération agricole : *Beix (Roland)*, (p. 9448) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 9455).

Crédit agricole : *Beix (Roland)*, (p. 9447, 9448).

Cumuls (réglementation) : *Branche (René de)*, (p. 9428) ; *Bizet (Emile)*, (p. 9450, 9451).

Dépendance extérieure en matière agricole : *Aurillac (Michel)*, (p. 9431, 9432) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9446).

Equipements collectifs ruraux : *Hunault (Xavier)*, (p. 9433).

Exode rural : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9415, 9418) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9454) ; *Duroure (Roger)*, (p. 9462) ; *Ligot (Maurice)*, *(p. 9463)* ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9466).

Exploitation familiale : *Chaminade (Jacques)*, (p. 9418, 9420) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 9421) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 9425) ; *Branche (René de)*, (p. 9428) ; *Bizet (Emile)*, (p. 9450) ; *Godefroy (Pierre)*, (p. 9460) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9466).

Forêts françaises : *Duroure (Roger)*, (p. 9463).

Formation des agriculteurs : *Mayoud (Alain)*, (p. 9421) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 9425) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 9429, 9430) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9440, 9441) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 9456) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 9458) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 9563).

Fruits et légumes : *Tourné (André)*, (p. 9439) ; *Marin (Fernand)*, (p. 9464).

Industries agro-alimentaires : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9417) ; *Laurissergues (Christian)*, (p. 9423) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 9438) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9447) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 9465, 9466).

Intégration européenne et élargissement de la C.E.E. : *Chaminade (Jacques)*, (p. 9419, 9420) ; *Laurissergues (Christian)*, (p. 9423) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 9427) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 9431) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9433) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9446) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 9452) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 9456) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 9458) ; *Marin (Fernand)*, (p. 9465) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 9470).

Montants compensatoires monétaires : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9416, 9473) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 9420) ; *Laurissergues (Christian)*, (p. 9423) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 9426) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 9431) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 9434) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9446) ; *Revet (Charles)*, (p. 9452) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 9455) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 9457) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 9467).

Oléiculture : *Godefroy (Pierre)*, (p. 9461).

Organisation des interprofessions et des marchés : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9417) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 9422) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 9426) ; *Revet (Charles)*, (p. 9453) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 9459).

Parité des revenus : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9415) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 9436) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 9463).

Place de l'agriculture dans l'économie française : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9414) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 9421) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 9425) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9433) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 9458).

Politique foncière : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9417) ; *Chaminade* (p. (Jacques), (p. 9420) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 9421) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 9427) ; *Branche (René de)*, (p. 9428, 9429) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9433) ; *Cellard (André)*, (p. 9441, 9442) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9447) ; *Bizet (Emile)*, (p. 9449, 9450, 9451) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 9455) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 9464).

Polyvalence des services publics : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 9439).

Prix agricoles : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9415) ; *Laurissergues (Christian)*, (p. 9423) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 9425) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 9459).

Production animale (crise) : *Aurillac (Michel)*, (p. 9431) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 9434) ; *Revet (Charles)*, (p. 9453) ; *Godefroy (Pierre)*, (p. 9461) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9467) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9473).

Protection sociale des agriculteurs et BAPSA : *Chaminade (Jacques)*, (p. 9420) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 9422) ; *Briane (Jean)*, (p. 9435, 9436) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9443, 9444, 9445) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9447) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9453, 9454).

Retraites agricoles et indemnité viagère de départ : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9417) ; *Briane (Jean)*, (p. 9435) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9444) ; *Bizet (Emile)*, (p. 9451) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9454) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 9464).

Salariés agricoles : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9417) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 9452) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9454).

Statut des femmes d'agriculteurs : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9417) ; *Branche (René de)*, (p. 9429) ; *Briane (Jean)*, (p. 9435) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9444) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 9456) ; *Jacq (Marie)*, (p. 9471, 9472).

Tabac (production française) : *Ruffe (Hubert)*, (p. 9445).

Viticulture : *Vidal (Joseph)*, (p. 9459, 9460) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 9467).

8. – ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, par M. Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères **(n° 800)** et débat sir cette déclaration [15 décembre 1978] (p. 9563).

Agriculture méditerranéenne (conséquences de l'élargissement de la C.E.E.) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9566, 9610, 9611) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9568) ; *Mitterrand (François)*, (p. 9571) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 9575) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 9583, 9611) ; *Feit (René)*, (p. 9585) ; *Savary (Alain)*, (p. 9588, 9589) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9595) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 9599, 9600) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 9600, 9601, 9602) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 9604, 9605) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9609).

Allemagne fédérale (poids dans la C.E.E.) : *Lajoinie (André)*, (p. 9577) ; *Soury (André)*, (p. 9597) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 9603) ; *Depietri (César)*, (p. 9607).

Avantages tirés par la France de la construction européenne : *Chinaud (Roger)*, (p. 9573, 9574) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9609).

Campagne électorale européenne : *Madelin (Alain)*, (p. 9592).

Comité de trois sages : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9567, 9612).

Conflit entre la Grèce et la Turquie : *Mitterrand (François)*, (p. 9571) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9610).

Consultation du Parlement : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9568, 9569) ; *Debré (Michel)*, (p. 9582).

Crise économique et élargissement de la C.E.E. : *Lajoinie (André)*, (p. 9576) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 9586) ; *Soury (André)*, (p. 9597) ; *Depietri (César)*, (p. 9607) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9609).

D.O.M. (place dans la C.E.E.) : *Fontaine (Jean)*, (p. 9593, 9594) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9610).

Education (politique européenne) : *Brunhes (Jacques)*, (p. 9605, 9606).

Espagne (progrès industriels) : *Mitterrand (François)*, (p. 9572) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 9586, 9587) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9611).

Europe des multinationales : *Lajoinie (André)*, (p. 9577) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 9591).

Harmonisation des législations sociales européennes : *Tondon (Yvon)*, (p. 9592).

Idéologie et culture européennes : *Constans (Hélène)*, (p. 9606).

Industrie française (conséquences de l'élargissement de la C.E.E.) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9565) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 9591).

Institutions communautaires : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9567, 9612) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9569) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 9575) ; *Granet (Paul)*, (p. 9590) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9594).

Montants compensatoires : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9567, 9610) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9568) ; *Mitterrand (François)*, (p. 9571) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 9584) ; *Soury (André)*, (p. 9597, 9598) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 9605).

Négociations avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal (modalités) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9563, 9565) ; *Debré (Michel)*, (p. 9580) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9596).

Négociations commerciales multilatérales : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9569) ; *Debré (Michel)*, (p. 9581) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9612).

Ouest de la France (économie) : *Boulay (Daniel)*, (p. 9590, 9591).

Pêche en Méditerrannée : *Defferre (Gaston)*, (p. 9584) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9611).

Planification européenne : *Mitterrand (François)*, (p. 9571) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9595).

Prix minimum garantis : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9566) : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9568) ; *Mitterrand (François)*, (p. 9571) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 9584) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 9602) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 9605) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9609).

Propriété industrielle (distorsions de législation en Europe) : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9596).

Région parisienne (économie) : *Gouhier (Roger)*, (p. 9592, 9593).

Région Rhône-Alpes (écnomie) : Hamel (Emmanuel), (p. 9603).

Relations entre la C.E.E. et le Tiers-monde : *Mitterrand (François)*, (p. 9572) ; *Granet (Paul)*, (p. 9583) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 9607) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9611).

Réparation et construction navales : *Defferre (Gaston)*, (p. 9584) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 9591) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 9599).

Solidarité politique et élargissement de la C.E.E. : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9564) ; *Mitterrand (François)*, (p. 9591) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 9575) ; *Feit (René)*, (p. 9585) ; *Savary (Alain)*, (p. 9587).

Sud-Ouest de la France (économie) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9566, 9567, 9611) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 9575) ; *Savary (Alain)*, (p. 9587, 9588) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9595) ; *Labarrère (André)*, (p. 9598, 9599).

Supranationalité : *Lajoinie (André)*, (p. 9577) ; *Debré (Michel)*, (p. 9580) ; *Feit (René)*, (p. 9586).

Système monétaire européen : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9569) ; *Lajoinie (André)*, (p. 9576) ; *Debré (Michel)*, (p. 9582, 9612) ; *Savary (Alain)*, (p. 9589) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 9603, 9604) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9611).

9. – MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN, par M. Raymond Barre, Premier ministre **(n° 997)** sans débat [24 avril 1979] (p. 2977).

Rappel au règlement de M. Robert Ballanger ; possibilités de répondre à une déclaration sans débat du Gouvernement : *Ballanger (Robert)*, (p. 2979) ; *Chaban-Delmas (Jacques)*, (p. 2979).

Conseil européen (nature juridique de ses décisions) : *Barre (Raymond)*, (p. 2977, 2978, 2980) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2979, 2980.

Dépôt de 20 % des réserves françaises de change auprès du Fonds européen de coopération monétaire : *Barre (Raymond)*, (p. 2977, 2978, 2981) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 2980).

Système monétaire européen : *Barre (Raymond)*, (p. 2977).

10. – POLITIQUE ETRANGERE par M. Jean François-Poncet **(n° 1036),** ministre des Affaires étrangères et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [3 mai 1979] (p. 3373).

Rappel au règlement de M. Louis Odru : absence d'information sur le voyage du Président de la République à Moscou : *Odru (Louis)*, (p. 3379) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3379).

Accords de Camp David : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3376) ; *Feit (René)*, (p. 3386) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3391) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 3400) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3408) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3400) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 3411).

Afrique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3376, 3415) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3382) ; *Chandernagor (André)*, (p. 3396) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3393).

Afrique australe : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3382) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3391) ; *Chandernagor) (André)*, (p. 3397) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3398, 3399) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 3411) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3415).

Allemagne : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3382) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3387) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3401).

Argentine (visite de M. Papon en) : *Chandernagor (André)*, (p. 3397).

Arrêt de la Cour de justice européenne sur l'Euratom : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3380) ; *Guéna (Yves)*, (p. 3390).

Budget de la C.E.E. (élaboration du) : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3385) ; *Feit (René)*, (p. 3385).

Cambodge : *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 3403).

Chine : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3373, 3375) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3381).

Conflit Sino-Vietnamien : *Chandernagor (André)*, (p. 3395).

Convention de Lomé : *Zeller (Adrien)*, (p. 3411) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3414).

Coopération avec les pays d'Asie : *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 3409) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 3406, 3407) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3415).

Danger soviétique : *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3398, 3400).

Départements d'Outre-Mer : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3383, 3384) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 3406).

Désarmement : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3375, 3415) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3381) ; *Durraffour (Paul)*, (p. 3402).

Dialogue Nord-Sud : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3377) ; *Chandernagor (André)*, (p. 3398) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 4404).

Droits de l'homme : *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3399) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3415).

Elargissement de la communauté : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3378) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3382) ; *Feit (René)*, (p. 3386) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3388) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3401) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 4404).

Elections à l'Assemblée européenne : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3378) ; *Guéna (Yves)*, (p. 3390) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3405) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3393).

Energie nucléaire : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3374).

Entretiens de Moscou : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3375) ; *Feit (René)*, (p. 3386).

Europe : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3378, 3414) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3383) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3387, 3388) ; *Guéna (Yves)*, (p. 3389) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 3403).

Français de l'étranger : *Ehrmann (Charles)*, (p. 3401).

Francophonie : *Baumel (Jacques)*, (p. 3407) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 3409, 3410).

Information du Parlement sur les négociations européennes : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3380) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3388).

Iran : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3374, 3376) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3381) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 3400).

Liban : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3381) ; *Feit (René)*, (p. 3387) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 3400) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3408) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3409) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3415).

Ministère des affaires étrangères (organisation) : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3379) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3412, 3413) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3392).

Montants compensatoires : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3378) ; *Feit (René)*, (p. 3385).

Négociations commerciales multilatérales : *Feit (René)*, (p. 3386) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3377) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3392) ; *Chandernagor (André)*, (p. 3397).

Océan indien : *Fontaine (Jean)*, (p. 3406).

Pays en voie de développement. – Remise de dettes : *Bordu (Gérard)*, (p. 3392) ; *Chandernagor (André)*, (p. 3397).

Pays producteurs de pétrole : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3374) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 4404).

Peuple sahraoui (droit du) : *Chandernagor (André)*, (p. 3396).

S.A.L.T. (non participation de la France aux accords) : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3381) ; *Feit (René)*, (p. 3386) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3391) ; *Chandernagor (André)*, (p. 3398).

Sommet franco-africain : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3377).

Système monétaire européen. – Dépôt de 20 % des réserves de la France auprès du Fonds européen de coopération monétaire : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3377, 3414) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3380) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3382) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3388) ; *Guéna (Yves)*, (p. 3390) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3412).

Ventes d'armes : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3393) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3391).

11. – ECHELLE DES PEINES CRIMINELLES, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la Justice **(n° 1191)** et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration.

DISCUSSION [26 juin 1979] (p. 5669).

Rappel au règlement de M. Raymond Forni : propos indignes de M. Le Tac assimilant les parlementaires abolitionnistes à des porte-parole des assassins : *Forni (Raymond)*, (p. 5701).

Abolition de la peine de mort pour certains crimes : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5671, 5709) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 5690) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5693) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 5703).

Affaire Ranucci : *Peyrefitte (Alain)* (p. 5707).

Autodéfense : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5670) ; *Constans (Hélène)*, (p. 5680) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5687) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5698) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 5700) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 5703).

Christianisme et peine de mort : *Pasquini (Pierre)*, (p. 5673) ; *Druon (Maurice)*, (p. 5704).

Commission des lois (vote favorable à l'abolition de la peine de mort) : *Seguin (Philippe)*, (p. 5681) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 5694).

Débat d'orientation ou vote sur un texte : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5669, 5675, 5709) ; *Forni (Raymond)*, (p. 5674) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 5676) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 5676) ; *Constans (Hélène)*, (p. 5678) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 5682, 5683) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5692, 5694) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 5694, 5696) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 5699) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 5700).

Débats sur la peine de mort antérieurs à 1979 : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5669, 5706) ; *Constans (Hélène)*, (p. 5678) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 5694).

Droit de grâce du Président de la République : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 5702).

Efficacité ou inefficacité de la peine de mort : *Constans (Hélène)*, (p. 5679) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 5689) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5693) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 5695) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5698) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 5699) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 5700) ; *Druon (Maurice)*, (p. 5705).

Espace judiciaire européen et législations étrangères abolitionnistes : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5669) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5694) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 5695) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 5700).

Exécutions capitales (diminution de leur nombre en France) : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5670, 5708) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 5681) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5687) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 5688) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5692) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 5695) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5699) ; *Girard (Gaston)*, (p. 5706).

Guillotine (maintien ou suppression) : *Nungesser (Roland)*, (p. 5690) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 5691) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5693) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5699) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 5704) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5708).

Maintien de la peine de mort pour certains crimes : *Baudouin (Henri)*, (p. 5677) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 5690) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 5691) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5693) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 5701) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5709).

Opinion publique et peine de mort : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5670, 5671, 5707) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 5673) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 5681) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 5688) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5692, 5693) ; *Rolland*

(Hector), (p. 5702) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 5703).

Parlementaires (influence de l'opinion publique sur leur action) : *Pasquini (Pierre)*, (p. 5673) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5692) ; *Druon (Maurice)*, (p. 5705) ; *Delehedde (André)*, (p. 5705).

Pays socialistes (maintien et application de la peine de mort) : *Rolland (Hector)*, (p. 5703) ; *Druon (Maurice)*, (p. 5704) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5706).

Peine de mort et défense de la société : Baudouin (Henri), (p. 5677) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5686) ; *Julia (Didier)*, (p. 5692) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 5697 ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5698) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 5699) ; *Rolland (Hector)*, (p. 5702) ; *Druon (Maurice)*, (p. 5704, 5705).

Peine de mort et échelle des peines : *Forni (Raymond)*, (p. 5675) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 5678) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 5703.

Peine de mort et grands fléaux sociaux (importance relative) : *Nungesser (Roland)*, (p. 5688) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 5690) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5708).

Peine de remplacement : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5671, 5672, 5707, 5708, 5709) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 5677, 5678) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 5681, 5682) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5686) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 5691) ; *Julia (Didier)*, (p. 5692) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 5694, 5695) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 5697) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 5697, 5698) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5698) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 5700) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 5701).

Peines privatrices de liberté (modalités d'exécution) : *Pasquini (Pierre)*, (p. 5673) ; *Constans (Hélène)*, (p. 5680) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 5691) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 5697) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 5700) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5708).

Procédure pénale : *Sudreau (Pierre)*, (p. 5691) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5707).

Récidive et peine de mort : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5687) ; *Julia (Didier)*, (p. 5692) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5698) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5708).

Référendum sur la peine de mort : *Druon (Maurice)*, (p. 5705).

Solidarité avec les victimes de crimes : *Nungesser (Roland)*, (p. 5689) ; *Julia (Didier)*, (p. 5691) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 5698) ; *Rolland (Hector)*, (p. 5702) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5708).

Suspension de l'application de la peine de mort pour certains crimes : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5671, 5709) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 5682) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5693).

Violence et criminalité : *Pasquini (Pierre)*, (p. 5673) ; *Constans (Hélène)*, (p. 5680) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5686) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 5693) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 5699) ; *Druon (Maurice)*, (p. 5704, 5705).

12. – EXECUTION ET ACTUALISATION DE LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE par M. Yvon Bourges, ministre de la défense **(n° 1305)** et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [2 octobre 1979] (p. 7621) :

Air-Sol moyenne portée : *Bourges (Yvon)*, (p. 7624).

Armée de l'air : *Bourges (Yvon)*, (p. 7627).

Armée de terre : *Bourges (Yvon)*, (p. 7625) ; *Lancien (Yves)*, (p. 7647) ; *Avice (Edwige)*, (p. 7656).

Armes conventionnelles : *Bourges (Yvon)*, (p. 7623, 7625) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 7641).

Armes tactiques : *Cressard (Jacques)*, (p. 7641).

Assemblée européenne (débat sur les programmes d'armement) : *Hermier (Guy)*, (p. 7636) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7650).

Augmentation des crédits de la défense : *Hermier (Guy)*, (p. 7635, 7636) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 7640) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7643).

Déclaration de l'amiral Lannuzel : *Hernu (Charles)*, (p. 7642).

Désarmement : *Bourges (Yvon)*, (p. 7623) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7642) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 7654).

Ecole technique de Rochefort : *Branger (Jean-Guy)*, (p. 7651.

Europe (défense de l') : *Bourges (Yvon)*, (p. 7623) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7636) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7642) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7643) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 7646) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7649) ; Daillet (Jean-Marie), (p. 7653) ; *Guéna (Yves)*, (p. 7656).

Euroshima : *Cressard (Jacques)*, (p. 7650) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7649).

Exécution de la loi de programmation : *Paecht (Arthur)*, (p. 7631) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 7640) ; *Guéna (Yves)*, (p. 7655).

Exportations d'armes : *Hermier (Guy)*, (p. 7637) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 7646) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 7654).

Gendarmerie : *Bourges (Yvon)*, (p. 7627) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7643) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 7651).

Grèves dans les arsenaux : *Maillet (Raymond)*, (p. 7645) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7646).

Industrie d'armement : *Bourges (Yvon)*, (p. 7629) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7636) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 7645).

Industrie du poids lourd : *Boyon (Jacques)*, (p. 7659).

Interventions françaises en Afrique : *Hermier (Guy)*, (p. 7636) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7642) ; *Lancien (Yves)*, (p. 7648) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7650) ; *Avice (Edwige)*, (p. 7656).

Le Redoutable : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7659) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7659).

Marine : *Bourges (Yvon)*, (p. 7625, 7626, 7631) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 7641) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7658, 7659).

Menace soviétique : *Hermier (Guy)*, (p. 7636) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7644) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7649) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7652) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 7657).

Négociations Salt : *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7652) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 7654).

Obligation de réserve : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7650) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7650).

Parlement (information et contrôle) : *Bourges (Yvon)*, (p. 7680) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 7631) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 7640) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7641) ; *Lancien (Yves)*, (p. 7648.

Président de la République (rôle dans l'élaboration de la politique de défense) : *Hernu (Charles)*, (p. 7643) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7659).

Priorité donnée à la discussion nucléaire : *Bourges (Yvon)*, (p. 7621, 7623, 7624, 7632) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 7632, 7633) ; Hernu (Charles), (p. 7642) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7643) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7649) ; *Guéna (Yves)*, (p. 7655).

Produit intérieur brut marchand (référence au) : *Bourges (Yvon)*, (p. 7630, 7648, 7660) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 7634) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 7640) ; *Lancien (Yves)*, (p. 7647) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7648).

Rapports de la France avec l'alliance atlantique : *Hermier (Guy)*, (p. 7635) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7644).

Recherche : *Bourges (Yvon)*, (p. 7623, 7624).

Rôle stratégique de la mer : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7658).

Service national : *Cressard (Jacques)*, (p. 7641) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7642) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7643) ; *Avice (Edwige)*, (p. 7657).

Sous-marin nucléaire lanceur d'engins : *Bourges (Yvon)*, (p. 7622, 7624).

Tension internationale : *Paecht (Arthur)*, (p. 7634) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7643) ; *Lancien (Yves)*, (p. 7647) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7649) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 7651) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7652) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 7653).

13. – POLITIQUE FAMILIALE par Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargée de la condition féminine **(n° 1408)** et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [21 novembre 1979] (p. 10435), [22 novembre 1979] (p. 10531).

Action sociale du ministère de la santé : *Barrot (Jacques)*, (p. 10563).

Aides ménagères : *Pistre (Charles)*, (p. 10504) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 10531).

Allocation familiale unique : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 10444) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 10469) ; *Briane (Jean)*, (p. 10473) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 10477) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 10538) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10502) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 10538) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10558, 10563).

Assistantes maternelles : *Bouvard (Loïc)*, (p. 10532) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 10547) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10561) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10564).

Associations familiales : *Briane (Jean)*, (p. 10475) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 10491) ; *Pistre (Charles)*, (p. 10504) ; *Maigret (Bertrand de)*, (p. 10533) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10552) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10564).

Budget annexe de compensation familiale : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10553).

Chômage : *Lajoinie (André)*, *(p. 10437, 10438, 10439)* ; *Tassy (Marcel)*, (p. 10464) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 10548) ; *La Combe (René)*, (p. 10549).

Collectivités locales (difficultés financières et action en faveur des familles) : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 10471, 10472) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 10493).

Complément familial : *Pelletier (Monique)*, (p. 10436) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 10469) ; *Feit (René)*, (p. 10489) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 10538) ; *Nucci (Christian)*, (p. 10543).

Conditions d'organisation du débat : *Debré (Michel)*, (p. 10444, 10445) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 10444, 10445) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 10491) ; *Besson (Louis)*, (p. 10499) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10536) ; Tassy (Marcel), (p. 10453) ; *Jacq (Marie)*, (p. 10466) ; Missoffe (Hélène), (p. 10544) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 10547).

Conférence annuelle familiale : *Lauriol (Marc)*, (p. 10470).

Contraception : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 10443) ; *Briane (Jean)*, (p. 10474) ; *Evin (Claude)*, (p. 10485) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 10491).

Contrats obligés imposés aux femmes enceintes : *Porte (Jeanine)*, (p. 10482) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10483) ; *Léger (Alain)*, (p. 10486).

Crise de la jeunesse : *Tassy (Marcel)*, (p. 10463, 10464, 10465).

Démographie : *Pelletier (Monique)*, (p. 10435, 10559) ; *Lajoinie (André)*, (p. 10438) ; *Debré (Michel)*, (p. 10445, 10448) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 10468) ; *Briane (Jean)*, (p. 10472, 10475) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 10476) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 10482) ; *Rossinot (André)*, (p. 10483) ; *Evin (Claude)*, (p. 10484, 10485) ; *Feit (René)*, (p. 10488) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 10491) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 10497) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10502) ; *Massot (François)*, (p. 10532) ; *Pinte (Etienne)*, (10537) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 10544) ; *Richomme (Jacques)* ; (p. 10546) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 10548) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 10550).

Divorce : *Charles (Serge)*, (p. 10536).

DOM (situation des familles) : *Rivierez (Hector)*, (p. 10541, 10542).

Education : *Lajoinie (André)*, (p. 10439) ; *Montagne (Rémy)* ; (p. 10441) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 10482) ; *Léger (Alain)*, (p. 10486, 10487) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 10545) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 10548) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 10551) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 10552).

Equipements collectifs (crèches) : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 10444) ; *Debré (Michel)*, (p. 10447) ; *Briane (Jean)*, (p. 10474) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 10477) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 10483) ; *Evin (Claude)*, (p. 10485) ; *Léger (Alain)*, (p. 10487) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 10493, 10494) ; *Avice (Edwige)*, *(p. 10501)* ; *Bouvarc (Loïc)*, (p. 10531) ; *Tondon (Yves)*, (p. 10546) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10564).

Familles rurales : *Lajoinie (André)*, (p. 10437) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 10490) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 10496, 10497) ; *Pistre (Charles)*, (p. 10503) ; *Maigret (Bertrand de)*, (p. 10533, 10534) ; *Huguet (Roland)*, (p. 10539, 10540, 10541) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 10596) ; *La Combe (René)*, (p. 10549).

Fiscalité de la famille : *Lajoinie (André)*, (p. 10438) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 10444) ; *Debré (Michel)*, (p. 10447) ; *Jacq (Marie)*, (p. 10466) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 10474) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 10492) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10553) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10558).

Handicapés : *Perrut (Francisque)*, (p. 10465) ; *Briane (Jean)*, (p. 10475) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 10477, 10478, 10479).

Interruption volontaire de grossesse : *Debré (Michel)*, (p. 10445) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10450) ; *Briane (Jean)*, (p. 10474) ; *Huguet (Roland)*, (p. 10540).

Logement : *Pelletier (Monique)*, (p. 10437, 10561, 10562) ; *Lajoinie (André)*, (p. 10437) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 10470) ; *Briane (Jean)*, (p. 10474) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 10476, 10477) ; *Rossinot (André)*, (p. 10483, 10484) ; *Léger (Alain)*, (p. 10487) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 10489, 10490) ; *Pinte (Etienn)*, (p. 10539) ; *Revet (Charles)*, (p. 10543) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 10545) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 10552) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10564).

Loi d'orientation sur la famille : *Debré (Michel)*, (p. 10445) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 10450, 10451) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 10469, 10470, 10471) ; *Briane (Jean)*, (p. 10472) ; *Léger (Alain)*, (p. 10487) ; *Valleix (Jean)*, (p. 10496) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 10497) ; *Charles (Serge)*, (p. 10536) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 10537) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10559).

Maintien à domicile des personnes âgées : *Pistre (Charles)*, (p. 10503).

Manuels scolaires : *Liogier (Albert)*, (p. 10554).

Mères célibataires : *Perrut (Francisque)*, (p. 10465) ; *Julia (Didier)*, (p. 10485) ; *Pesce (Rodophe)*, (p. 10490) ; *Chavatte (Angèle)*, (p. 10545) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 10558).

Mères de famille (statut) et condition féminine : *Pelletier (Monique)*, (p. 10437, 10560) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 10441) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 10443) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 10465) ; *Briane (Jean)*, (p. 10474, 10475) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 10477) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 10482) ; *Feit (René)*, (p. 10489) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 10491) ; *Coulais (Claude)*, (p. 10493) ; *Valleix (Jean)*, (p. 10495) ; *Besson (Louis)*, (p. 10498, 10499) ; *Caro (Jean-Marie)*,

(p. 10499, 10500); *Avice (Edwige)*, (p. 10501); *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 10502); *Bouvard (Loïc)*, (p. 10531); *Pinte (Etienne)*, (p. 10539); *Revet (Charles)*, (p. 10543); *Richomme (Jacques)*, (p. 10546); *Tondon (Yves)*, (p. 10546); *Desanlis (Jean)*, (p. 10548); *Gérard (Alain)*, (p. 10549); *Tourrain (Raymond)*, (p. 10550); *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 10550); *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10558); *Liogier (Albert)*, (p. 10553, 10554).

Organisation des loisirs : *Perrut (Francisque)*, (p. 10466); *Briane (Jean)*, (p. 10475); *Barrot (Jacques)*, (p. 10564).

O.N.U. (décisions sur l'enfance) : *Léger (Alain)*, (p. 10487).

Parents isolés : *Briane (Jean)*, (p. 10475); *Nucci (Christian)*, (p. 10543, 10544).

Parrainage : *Montagne (Rémy)*, (p. 10441).

Place de la famille dans la société : *Montagne (Rémy)*, (p. 10439, 10440); *Debré (Michel)*, (p. 10446); *Harcourt (Florence d')*, (p. 10450); *Lauriol (Marc)*, (p. 10467, 10468); *Briane (Jean)*, (p. 10472, 10473); *Léger (Alain)*, (p. 10486); *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 10503); *Bouvard (Loïc)*, (p. 10531); *Maigret (Bertrand de)*, (p. 10532, 10533); *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10535, 10536); *Pinte (Etienne)*, (p. 10537); *Revet (Charles)*, (p. 10542); *Gérard (Alain)*, (p. 10549); *Tourrain (Raymond)*, (p. 10550); *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10552); *Liogier (Albert)*, (p. 10554).

Prestations familiales : *Pelletier (Monique)*, (p. 10436, 10558, 10561); *Lajoinie (André)*, (p. 10438); *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 10442); *Jacq (Marie)*, (p. 10466, 10477); *Mermaz (Louis)*, (p. 10476); *Porte (Jeanine)*, (p. 10482); *Feit (René)*, (p. 10489); *Coulais (Claude)*, (p. 10492, 10493); *Valleix (Jean)*, (p. 10495); *Schneider (Jean-Louis)*, (p. 10502); *Massot (François)*, (p. 10532); *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 10543, 10535); *Goulet (Daniel)*, (p. 10548); *La Combe (René)*, (p. 10549); *Leblanc (Chantal)*, (p. 10551, 10552); *Barrot (Jacques)*, (p. 10562).

Quart-monde : *Briane (Jean)*, (p. 10475).

Santé scolaire : *Léger (Alain)*, (p. 10486).

Sécurité sociale : *Lajoinie (André)*, (p. 10437); *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10536); *Barrot (Jacques)*, (p. 10562, 10563).

Service civil : *Debré (Michel)*, (p. 10447).

S.N.C.F. (tarif des familles nombreuses) : *Julia (Didier)*, (p. 10486); *Fèvre (Charles)*, (p. 10497); *Pelletier (Monique)*, (p. 10561).

Télévision (compte-rendu du débat) : *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10559); *Debré (Michel)*, (p. 10559); *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10559); *Pelletier (Monique)*, (p. 10560).

Travailleurs familiaux : *Lauriol (Marc)*, (p. 10470); *Pistre (Charles)*, (p. 10503).

Troisième enfant : *Pelletier (Monique)*, (p. 10435, 10561, 10562); *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 10443); *Debré (Michel)*, (p. 10446, 10447, 10449); *Feit (René)*, (p. 10488, 10489); *Schvartz (Julien)*, (p. 10492); *Coulais (Claude)*, (p. 10493); *Fèvre (Charles)*, (p. 10498); *Maigret (Bertrand de)*, (p. 10500); *Pinte (Etienne)*, (p. 10537, 10538); *Missoffe (Hélène)*, (p. 10544); *Desanlis (Jean)*, (p. 10548); *Gérard (Alain)*, (p. 10549).

Veuves : Perrut (Francisque), (p. 10465); *Besson (Louis)*, (p. 10499); *Caro (Jean-Marie)*, (p. 10499, 10500); *Bouvard (Loïc)*, (p. 10532); *Chavatte (Angèle)*, (p. 10545); *Desanlis (Jean)*, (p. 10548); *Pelletier (Monique)*, (p. 10558, 10561).

14. – POLITIQUE AFRICAINE par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères et M. Robert Galley, ministre de la coopération **(n° 1513)** et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [19 décembre 1979] (p. 12315).

Afrique australe : *Gremetz (Maxime)*, (p. 12325); *Granet (Paul)*, (p. 12331); *Morin (Fernand)*, (p. 12352, 12353); *François-Poncet (Jean)*, (p. 12356).

Aide militaire : *Galley (Robert)*, (p. 12321).

Aide multilatérale : *Messmer (Pierre)*, (p. 12323).

Aide publique : *Voisin (André-Georges)*, (p. 12352); *Lemoine (Georges)*, (p. 12344).

Algérie (relations de la France avec l') : *Deschamps (Bernard)*, (p. 12347, 12348); *François-Poncet (Jean)*, (p. 12356).

Associations bénévoles : *Galley (Robert)*, (p. 12320).

Bokassa : *Mexandeau (Louis)*, (p. 12344); *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 12334).

Centrafrique : *Guéna (Yves)*, (p. 12338); *Granet (Paul)*, (p. 12329); *Messmer (Pierre)*, (p. 12322).

Commission d'enquête sur la politique africaine : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 12332).

Conférence franco-africaine : *Granet (Paul)*, (p. 12330.

Coopération : *François-Poncet (Jean)*, (p. 12316); *Galley (Robert)*, (p. 12319); *Messmer (Pierre)*, (p. 12322); *Granet (Paul)*,

(p. 12331); *Guéna (Yves)*, (p. 12338); *Lemoine (Georges)*, (p. 12343, 12344, 12345); *Deniau (Xavier)*, (p. 12346).

Corps expéditionnaires étrangers en Afrique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 12317); *Granet (Paul)*, (p. 12332); *Bigeard (Marcel)*, (p. 12350).

Déstabilisation de l'Afrique : *Messmer (Pierre)*, (p. 12322); *Voisin (André-Georges)*, (p. 12350); *Longuet (Gérard)*, (p. 12354).

DOM-TOM (aide aux) : *Lemoine (Georges)*, (p. 12343).

Enseignement : *Galley (Robert)*, (p. 12320).

Fonds d'aide et de coopération : *Galley (Robert)*, (p. 12320); *Bordu (Gérard)*, (p. 12339).

Francophonie : *Guéna (Yves)*, (p. 12337); *Deniau (Xavier)*, (p. 12345, 12246).

Gabon (ambassadeur de France au) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 12335).

Ingérence de la France : *François-Poncet (Jean)*, (p. 12317); *Messmer (Pierre)*, (p. 12323); *Granet (Paul)*, (p. 12328); *Voisin (André-Georges)*, (p. 12351); *François-Poncet (Jean)*, (p. 12355).

Interventions françaises en Afrique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 12318); *Messmer (Pierre)*, (p. 12323); *Gremetz (Maxime)*, (p. 12324); *Granet (Paul)*, (p. 12329); *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 12334, 12335); *Guéna (Yves)*, (p. 12338); *Bordu (Gérard)*, (p. 12341); *Ferretti (Henri)*, (p. 12342); *Bigeard (Marcel)*, (p. 12350); *Voisin (André-Georges)*, (p. 12350); *Galley (Robert)*, (p. 12357).

Océan indien : *Marin (Fernand)*, (p. 12353).

O.U.A. : *Fontaine (Jean)*, (p. 12337); *Gremetz (Maxime)*, (p. 12326); *Granet (Paul)*, (p. 12330).

Relations pays A.C.P.-Europe : *Gremetz (Maxime)*, (p. 12324); *Granet (Paul)*, (p. 12330); *Bordu (Gérard)*, (p. 12340); *Ferretti (Henri)*, (p. 12341); *François-Poncet (Jean)*, (p. 12356).

Relations du Président de la République avec les chefs d'Etats africains : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 12333), (p. Longuet (Gérard), (p. 12354); *Galley (Robert)*, (p. 12358);

Uranium : *Granet (Paul)*, (p. 12332); *Gremetz (Maxime)*, (p. 12325).

U.R.S.S. (politique de l' – en Afrique) : *Fontaine (Jean)*, (p. 12336); *Bigeard (Marcel)*, (p. 12350).

Zone franc : *Galley (Robert)*, (p. 12319).

15. – POLITIQUE ETRANGERE, par M. Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères **(n° 1642)** et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [17 avril 1980] (p. 475)

Rappel au règlement : *Debré (Michel)*, (p. 476) ; *Chaban-Delmas (Jacques)*, (p. 476).

Rappel au règlement : *Montdargent (Robert)*, (p. 509) ; *Delehedde (André)*, (p. 509).

Rappel au règlement : *Mitterrand (François)*, (p. 509) ; *Delehedde (André)*, (p. 509).

Accords de Camp David : *François-Poncet (Jean)*, (p. 478) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 539) ; *Koehl (Emile)*, (p. 539) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 537) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 533) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 526) ; *Bariani (Didier)*, (p. 502) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 518) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 495) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 502) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 484).

Accords de Lomé II : *Vivien (Alain)*, (p. 525) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 485).

Afrique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 479, 514) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 531) ; *Vivien (Alain)*, (p. 523, 524) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 516) ; *Feit (René)*, (p. 496).

Afrique australe : *François-Poncet (Jean))*, (p. 514, 541) ; *Vivien (Alain)*, (p. 524) ; *Valleix (Jean)*, (p. 520) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 534).

Algérie (relation avec l') : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Mitterrand (François)*, (p. 491) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 485).

Alliance atlantique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 480) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 537) ; *Bariani (Didier)*, (p. 502) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 519) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Mitterrand (François)*, (p. 492) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 483).

Amérique latine : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 536) ; *Gauthier (Marceau)*, (p. 529) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 527) ; *Mitterrand (François)*, (p. 494) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 486).

Arme nucléaire : *Sudreau (Pierre)*, (p. 488).

Asie : *d'Aubert (François)*, (p. 511, 512).

Assemblée européenne : *Debré (Michel)*, (p. 500) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 483).

Bokassa : *Deschamps (Bernard)*, (p. 516) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 486).

Centrafrique : *Vivien (Alain)*, (p. 523) ; *Feit (René)*, (p. 497) ; *Mitterrand (François)*, (p. 491).

Charte palestinienne : *François-Poncet (Jean)*, (p. 478).

Chine : *d'Aubert (François)*, (p. 511).

Chocs pétroliers : *François-Poncet (Jean)*, (p. 541) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 530) ; *Valleix (Jean)*, (p. 520).

Communiqué franco-indien : *François-Poncet (Jean)*, (p. 513, 540) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 533) ; *d'Aubert (François)*, (p. 511) ; *Guéna (Yves)*, (p. 511).

Conférence européenne sur le désarmement : *Guidoni (Pierre)*, (p. 506) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 535).

Conférence de Madrid : *François-Poncet (Jean)*, (p. 513, 540) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 538) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 506) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 496).

Cuba : *Gauthier (Marceau)*, (p. 529).

Déclarations du Président de la République au Moyen-Orient : *François-Poncet (Jean)*, (p. 477) ; *Koehl (Emile)*, (p. 539) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 537) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 533) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 526) ; *Cousté (Pierre-André)*, (p. 521) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490).

Démographie : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Debré (Michel)*, (p. 499, 500).

Désarmement ; course aux armements : *François-Poncet (Jean)*, (p. 513, 540) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 506) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 484) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 488) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 534, 535).

Détente : *François-Poncet (Jean)*, (p. 477, 540) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 537) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 506) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 533) ; *Madelin (Alain)*, (p. 532) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 531) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 507) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 495) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 484) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 489).

Dialogue Nord-Sud : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 506) ; *Vivien (Alain)*, (p. 524) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 496).

Droits de l'homme : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Bariani (Didier)*, (p. 502) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 496) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 501) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 485, 486) ; *Valleix (Jean)*, (p. 520).

Elargissement de la Communauté économique européenne : *François-Poncet (Jean)*, (p. 514) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 505) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 482) ; *Debré (Michel)*, (p. 499) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 497, 498).

Endémies : *Vivien (Alain)*, (p. 525).

Etats-Unis (politique des) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 540) ; *Debré (Michel)*, (p. 500) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 494) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 483).

Europe : *François-Poncet (Jean)*, (p. 478) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 538) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 505) ; *Erhmann (Charles)*, (p. 531) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 482) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 502).

Europe (défense de l') : *Ehrmann (Charles)*, (p. 531).

Evénements d'Afghanistan : *François-Poncet (Jean)*, (p. 477, 512, 513, 540) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 536) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 532) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 531) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 519) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 481) ; *Debré (Michel)*, (p. 501) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510) ; *Mitterrand (François)*, (p. 489, 513) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 494).

Fusées américaines en Europe : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 480) ; *Debré (Michel)*, (p. 501) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 483) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 534).

Gafsa (procès de – en Tunisie) : *Gauthier (Marceau)*, (p. 529) ; *Bocquet (Alain)*, (p. 517) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 517) ; *Druon (Maurice)*, (p. 504) ; *Mitterrand (François)*, (p. 510) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 509).

Gromyko (visite de) : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 519).

Guerre : *Ehrmann (Charles)*, (p. 530) ; *Debré (Michel)*, (p. 499) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 488).

Helsinki (conférence d') : *Baumel (Jacques)*, (p. 538).

Inde : *d'Aubert (François)*, (p. 511).

Indépendance française : *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 495).

Indochine : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 481) ; *Mitterrand (François)*, (p. 491) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 495).

Institutions communautaires : *François-Poncet (Jean)*, (p. 514) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Couve de Murville (Maurice)*,

(p. 482) ; *Debré (Michel)*, (p. 499) ; Mitterrand (François), (p. 492).

Irak : *Mitterrand (François)*, (p. 490).

Iran : *Ehrmann (Charles)*, (p. 531) ; *Mitterrand (François)*, (p. 489) ; *Lipkowsky (Jean-Noël de)*, (p. 494) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 484).

Israël (droit à la sécurité d') : *François-Poncet (Jean)*, (p. 478, 540) ; *Koehl (Emile)*, (p. 539) ; *Bariani (Didier)*, (p. 562) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490).

Israël (frontières d') : *François-Poncet (Jean)*, (p. 478) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 533) ; Le Tac (Joël), (p. 530) ; *Bariani (Didier)*, (p. 502) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 435).

Jérusalem : *François-Poncet (Jean)*, (p. 514) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490).

Jeux olympiques de Moscou : *Madelin (Alain)*, (p. 532) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 518) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493 ; *Valleix (Jean)*, (p. 520).

La Réunion : *Vivien (Alain)*, (p. 525).

Liban : *Mitterrand (François)*, (p. 491) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 495) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 502).

Lybie : *Vivien (Alain)*, (p. 523) ; *Druon (Maurice)*, (p. 504).

Maghreb : *François-Poncet (Jean)*, (p. 480).

Marché du mouton : *François-Poncet (Jean)*, (p. 479, 514) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 505) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 492).

Méditerrannée : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515, 540) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 505) ; *Druon (Maurice)*, (p. 503, 504) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 485).

Montants compensatoires : *Guidoni (Pierre)*, (p. 505) ; *Mitterrand (François)*, (p. 492).

Moyen-Orient : *François-Poncet (Jean)*, (p. 477, 513, 540) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 539) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 538) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 526) ; *Thomas (Abel)*, (p. 522) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 482) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 495) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 502) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 484).

Moyens diplomatiques : *François-Poncet (Jean)*, (p. 542) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 527).

Nicaragua : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Mitterrand (François)*, (p. 494).

Nigéria : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521).

Non-alignement : *François-Poncet (Jean)*, (p. 512) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 507) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 495).

Nouvel ordre économique international : *Guidoni (Pierre)*, (p. 505) ; *Vivien (Alain)*, (p. 525) ; *Mitterrand (François)*, (p. 493) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 486).

Nouvelles-Hébrides : *Barbier (Gilbert)*, (p. 508).

Océan Indien : *Vivien (Alain)*, (p. 525) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 517).

Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) (reconnaissance : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 539) ; *Koelh (Emile)*, (p. 539) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 531) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 526) ; *Thomas (Abel)*, (p. 522) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490).

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) : *Montdargent (Robert)*, (p. 483) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 497) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 534).

Otages de Téhéran : *François-Poncet (Jean)*, (p. 480) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 536) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 532) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 519) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 521) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 489) ; *Valleix (Jean)*, (p. 520).

Pacifique-Sud : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 567).

Palestiniens : *François-Poncet (Jean)*, (p. 477) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 539) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 533) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 531) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 530) ; *Thomas (Abel)*, (p. 522) ; *Bariani (Didier)*, (p. 503) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 518) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510) ; *Mitterrand (François)*, (p. 490) ; *Lipkowski (Jean-Noël de)*, (p. 495) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 484).

Pays de l'Est (endettement des) : *Ehrmann (Charles)*, (p. 530) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 518) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 501).

Politique agricole commune : *François-Poncet (Jean)*, (p. 478, 514) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 505) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 482) ; *Mitterrand (François)*, (p. 492).

Pontillon (propos de) : *Guidoni (Pierre)*, (p. 507) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 535).

Principe du juste retour : *François-Poncet (Jean)*, (p. 479) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 531) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 482) ; *Debré (Michel)*, (p. 500).

Principes du Marché commun : *François-Poncet (Jean)*, (p. 479) ; *Mitterrand (François)*, (p. 492).

Problème chypriote : *François-Poncet (Jean)*, (p. 541) ; *Vivien (Alain)*, (p. 523) ; *Druon (Maurice)*, (p. 503).

Rapports Est-Ouest : *Sudreau (Pierre)*, (p. 488).

Relations sino-soviétiques : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 480) ; *d'Aubert (François)*, (p. 511) ; *Guéna (Yves)*, (p. 510).

Rhin (pollution du) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 541) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 526, 527).

Shara Occidental (conflit du) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 541) ; *Vivien (Alain)*, (p. 523) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 516) ; *Druon (Maurice)*, (p. 504).

Sommet de Tokyo : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 485).

Système monétaire européen (SME) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515).

Tchad : *François-Poncet (Jean)*, (p. 480, 514, 541) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 530) ; *Vivien (Alain)*, (p. 523) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 521) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 516) ; *Feit (René)*, (p. 497) ; *Mitterrand (François)*, (p. 489) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 485).

Territoires d'Outre-Mer : *Barbier (Gilbert)*, (p. 507).

Turquie : *François-Poncet (Jean)*, (p. 541) ; Druon (Maurice), (p. 503) ; *Mitterrand (François)*, (p. 491) ; *Valleix (Jean)*, (p. 420).

Union soviétique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 477) ; *Madelin (Alain)*, (p. 532) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 519) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 517) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 535).

Vénézuela : *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 527).

Ventes d'armes : *Mitterrand (François)*, (p. 490) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 485).

Yougoslavie : *Ehrmann (Charles)*, (p. 531).

Zimbabwé : *Vivien (Alain)*, (p. 524) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 516) ; *Mitterrand (François)*, (p. 492) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 486).

Zones maritimes : *François-Poncet (Jean)*, (p. 515).

16. – DECLARATION SANS DEBAT, par M. Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères SUR LES CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPEEN DE LUXEMBOURG **(n° 1675)** [30 avril 1980] (p. 846).

Contribution de la Grande-Bretagne au financement de la communauté européenne : *François-Poncet (Jean)*, (p. 847).

Marché de la viande ovine : *François-Poncet (Jean)*, (p. 847).

Politique agricole commune : *François-Poncet (Jean)*, (p. 847) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 847).

Prix agricoles : *François-Poncet (Jean)*, (p. 847) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 847).

17. – DECLARATION SANS DEBAT, par M. Jean-François-Poncet, ministre des affaires étrangères SUR LA RENCONTRE DE VARSOVIE **(n° 1723)** [21 mai 1980] (p. 1124).

Afghanistan : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1124, 1125) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 1126, 1127).

Conférence des grandes puissances : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 1127).

Détente : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1125).

Dialogue avec l'URSS : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1125, 1126) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 1126).

Information des alliés : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1125).

Varsovie (rencontre de) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1125) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 1126).

18. – RECHERCHE, par M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) et débat sur cette déclaration **(n° 1767).**

DISCUSSION [29 mai 1980] (p. 1426).

Accord Rhône-Poulenc/CNRS : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 158) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 1458).

Agronomie : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1457) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 1456).

Alcool carburant : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Birraux (Claude)*, (p. 1435) ; *Tourné (André)*, (p. 1451-1459).

Agence nationale de valorisation de la recherche : *Birraux (Claude)*, (p. 1436).

Audits scientifiques : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1428) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1439).

Balance des brevets : *Ralite (Jack)*, (p. 1453).

Biologie : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Birraux (Claude)*, (p. 1435).

Biomasse : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Birraux (Claude)*, (p. 1435).

Bretagne (recherche en) : *Berest (Eugène)*, (p. 1443).

Bureau des recherches géologiques et minières : *Legrand (Joseph)*, (p. 1446).

Charbon : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1457) ; *Birraux (Claude)*, (p. 1435) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 144, 1446).

Chercheurs (statut des) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1427, 1457) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 1431) ; *Hermier (Guy)*, (p. 1432, 1433) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1442) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 1447) ; *Vizet (Robert)*, (p. 1450) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1452) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1453).

Centre national pour l'exploitation des océans : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1438) ; *Berest (Eugène)*, (p. 1443).

Centre national de la recherche scientifique : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1426, 1458) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 1447) ; *Tourné (André)*, (p. 1450) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1453) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1455).

Commissariat à l'énergie atomique : *Deschamps (Bernard)*, (p. 1444) ; *Vizet (Robert)*, (p. 1449).

Communautés économiques européennes : *Hermier (Guy)*, (p. 1433) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 1456) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 1460).

Conseillers scientifiques à l'étranger : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1460) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1455).

Coordination des efforts de recherche : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1426, 1458) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 1430) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1455).

Crédits de la recherche : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1437) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1456).

Direction générale à la recherche scientifique et technique : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1438-139).

Economies d'énergie : *Birraux (Claude)*, (p. 1434).

Electronique : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1460) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1438) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1455).

Electro-nucléaire : *Birraux (Claude)*, (p. 1436).

Energie nucléaire : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 1431) ; *Birraux (Claude)*, (p. 1436) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 1444).

Energie solaire : *Birraux (Claude)*, (p. 1435) ; *Tourné (André)*, (p. 1450) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1454).

Etourneaux (lutte contre les) : *Berest (Eugène)*, (p. 1444).

Fiscalité (applicable à la recherche) : *Hermier (Guy)*, (p. 1432).

Gazéification du charbon : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 1446).

Grand accélérateur national d'ions lourds : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1437).

Groupements d'intérêt scientifique (GIS) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1440) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1452) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1453).

Information du public sur la recherche : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1426, 1459) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 1428, 1431).

Industrie pharmaceutique : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1455) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 1447).

Institut national de la recherche agronomique : *Dutard (Lucien)*, (p. 1456, 1457).

Institut national de la statistique et des études économiques : *Ralite (Jack)*, (p. 1453).

Institut Pasteur : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1458) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 1447).

Jussieu (événements de) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1460) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1452).

Lancement d'Ariane : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1461) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1452).

Livre blanc : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1437).

Loi de programmation : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1437, 1442).

Minerai de fer lorrain : *Porcu (Antoine)*, (p. 1452).

Mer : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1438) ; *Berest (Eugène)*, (p. 1443)

Métane : *Devaquet (Alain)*, (p. 1430).

Parlement (information du) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1440, 1458).

Plan décennal : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1427) ; *Hermier (Guy)*, (p. 1432) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1454) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1455) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 1456).

Programmes de recherche : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1427, 1428).

Prothèses : *Tourné (André)*, (p. 1451).

Recherche fondamentale ; recherche appliquée : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1457) ; *Devaquet*

(Alain), (p. 1428) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1437, 1438) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1452).

Recherche à long terme ; recherche à court terme : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1427) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1437).

Recherche médicale : *Millet (Gilbert)*, (p. 1447).

Recherche militaire : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1437).

Recherche privée : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1428, 1460) ; *Hermier (Guy)*, (p. 1433) ; *Birraux (Claude)*, (p. 1436) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1438)

Recherche publique : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1427) ; *Hermier (Guy)*, (p. 1432, 1433).

Recherche et rentabilité : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 1438, 1440) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1454).

Réforme des organismes de recherche : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1426) ; *Hermier (Guy)*, (p. 1432).

Régionalisation : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Birraux (Claude)*, (p. 1436) ; *Berest (Eugène)*, (p. 1442).

Société Ariane-Espace : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1461) ; *Hermier (Guy)*, (p. 1433) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1452).

Stations de recherche fruitière : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1457).

Surrégénérateurs : *Deschamps (Bernard)*, (p. 1444,1445).

Thémis : *Aigrain (Pierre)*, (p. 1459) ; *Tourné (André)*, (p. 1451).

Thermodynamique non linéaire : *Devaquet (Alain)*, (p. 1430).

19. – ACCORD réalisé le 30 mai au sein du CONSEIL DES COMMUNAUTES européennes, par M. Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères **(n° 1774)** et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [4 juin 1980] (p. 1526).

Compétitivité de l'agriculture française : *Barre (Raymond)*, (p. 1533).

Conditions d'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE : *Barre (Raymond)*, (p. 1533).

Contribution britannique au financement de la CEE : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1526, 1527) ; *Lajoinie (André)*, (p. 1528) ; *Labbé (Claude)*, (p. 1529) ; *Rossi (André)*, (p. 1532).

Elargissement de la CEE : *Lajoinie (André)*, (p. 1528).

Excédents agricoles : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1527).

Indépendance alimentaire de la France : *Lajoinie (André)*, (p. 1528).

Industrie agro-alimentaire : *Labbé (Claude)*, (p. 1529).

Montants compensatoires monétaires : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1527) ; *Labbé (Claude)*, (p. 1530).

Pêche : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1526).

Politique agricole commune : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1526) ; *Lajoinie (André)*, (p. 1528) ; *Labbé (Claude)*, (p. 1529) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 1531) ; *Rossi (André)*, (p. 1531) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1533).

Prix agricoles : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1526-1527) ; *Lajoinie (André)*, (p. 1527) ; *Labbé (Claude)*, (p. 1529) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 1530) ; *Rossi (André)*, (p. 1532).

Règlement ovin : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1526, 1527) ; *Lajoinie (André)*, (p. 1528) ; *Labbé (Claude)*, (p. 1529, 1530) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 1530) ; *Rossi (André)*, (p. 1532).

Taxe de co-responsabilité : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1527) ; *Lajoinie (André)*, (p. 1527) ; *Labbé (Claude)*, (p. 1530) ; *Rossi (André)*, (p. 1532).

Viande bovine : *François-Poncet (Jean)*, (p. 1527) ; *Rossi (André)*, (p. 1532).

20. – DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, par M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (DOM-TOM) **(n° 1783)** et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [10 juin 1980] (p. 1651, 1667, 1685), [11 juin 1980] (p. 1714, 1763).

Agitation politique et répression (événements de la Martinique : *Franceschi (Joseph)*, (p. 1660) ; *Pons (Bernard)*, (p. 1679) ; *Césaire (Aimé)*, (p. 1700) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1701) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 1708) ; *Petit (Camille)*, (p. 1715) ; *Debré (Michel)*, (p. 1729) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733) ; *Julia (Didier)*, (p. 1768) ; *Hage (Georges)*, (p. 1771).

Agriculture et diversification des productions : *Dijoud (Paul)*, (p. 1653, 1716) ; *Branche (René de)*, (p. 1655) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 1663, 1664) ; *Sablé (Victor)*, (p. 1673) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 1693) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1699) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1718) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 1720) ; *De-*

bré (Michel), (p. 1730) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 1769) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 1766).

Artisanat : *Branche (René de)*, (p. 1655) ; *Plantegenest (Marc)*, (p. 1671) ; *Petit (Camille)*, (p. 1715) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 1767).

Association nationale pour le développement des Antilles et de la Guyane : *Dijoud (Paul)*, (p. 1658).

Autodétermination : *Franceschi (Joseph)*, (p. 1662) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 1669) ; *Sablé (Victor)*, (p. 1672) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1677) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 1682) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 1691) ; *Césaire (Aimé)*, (p. 1701) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1717) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1722).

Banque de développement : *Franceschi Joseph)*, (p. 1662).

CEE : *Dijoud (Paul)*, (p. 1653, 1773) ; *Branche (René de)*, (p. 1656) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 1691) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1698).

Chantiers de développement : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1696) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 1766).

Chômage : *Dijoud (Paul)*, (p. 1659) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 1660) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 1663) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 1668) ; *Plantegenest (Marc)*, (p. 1670) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1696) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1698) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 1707) ; *Moustache (José)*, (p. 1708) ; *Petit (Camille)*, (p. 1714-1715) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1718) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 1765) . *Julia (Didier)*, (p. 1769).

Code du travail en Polynésie : *Flosse (Gaston)*, (p. 1704).

Confiance et développement économique : *de Branche (René)*, (p. 1655, 1656) ; *Petit (Camille)*, (p. 1714) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1702) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1727).

Convention de Lomé : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1668) ; *Sablé (Victor)*, (p. 1673) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 1691) ; *Debré (Michel)*, (p. 1729).

Corse : *Riviérez (Hector)*, (p. 1682).

Créolisation : *Fontaine (Jean)*, (p. 1695).

Cyclone Hyacinthe : *Fontaine (Jean)*, (p. 1694) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1719).

Décentralisation : *Dijoud (Paul)*, (p. 1652) ; *Paltagenest (Marc)*, (p. 1670) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1706) ; *Petit (Camille)*, (p. 1715) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733) ; *Julia (Didier)*, (p. 1769).

Déficit commercial : *Franceschi (Joseph)*, (p. 1660) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 1691) ; *Moustache (José)*, (p. 1708).

Départementalisation : *Franceschi (Joseph)*, (p. 1662) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 1665) ; *Sablé (Victor)*, (p. 1673) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1674) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1677, 1678, 1773) ; *Petit (Camille)*, (p. 1715) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1718) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 1719) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1721) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 1766).

Directives d'Ornano sur l'aménagement du littoral : *Guilliod (Raymond)*, (p. 1664).

Education et formation professionnelle : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1697) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1707) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 1720) ; *Debré (Michel)*, (p. 1731) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733) ; *Julia (Didier)*, (p. 1770).

Emigration et accueil en métropole : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1669) ; *Pons (Bernard)*, (p. 1679) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 1724) ; *Martin (Claude)*, (p. 1726, 1727) ; *Debré (Michel)*, (p. 1731) ; *Clément (Pascal)*, (p. 1764).

Energie : *Lafleur (Jacques)*, (p. 1699) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733).

Exploitation de la mer et pêche : *Dijour (Paul)*, (p. 1653, 1672) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 1662) ; *Plantagenest (Marc)*, (p. 1671) ; *Sablé (Victor)*, (p. 1718) ; *Debré (Michel)*, (p. 1730) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 1765).

Fiscalité : *Dijoud (Paul)*, (p. 1654) ; *Martin (Claude)*, (p. 1726) ; *Julia (Didier)*, (p. 1768, 1769).

Fonctionnaires : *Dijoud (Paul)*, (p. 1654) ; *de Branche (René)*, (p. 1656) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1728) ; *Julia (Didier)*, (p. 1769).

Guadeloupe : *Dijoud (Paul)*, (p. 1654, 1720) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 1663) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 1719, 1720).

Guyane : *Riviérez (Hector)*, (p. 1684) ; *Julia (Didier)*, (p. 1768).

Heure d'été : *Gremetz (Maxime)*, (p. 1668).

Iles de l'Océan Indien : *de Branche (René)*, (p. 1657) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 1693).

Instituts d'initiative et de développement : *Debré (Michel)*, (p. 1730).

Intervention soviétique en Afghanistan : *Dijoud (Paul)*, (p. 1669).

La Réunion : *Vivien (Alain)*, (p. 1676) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 1693, 1694) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1717, 1718, 1719) ; *Debré (Michel)*, (p. 1731).

Logement social : *Dijoud (Paul)*, (p. 1654, 1716) ; *Franceschi (Joseph))*, (p. 1660) ; *Pons (Bernard)*, (p. 1679) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1717) ; *Debré (Michel)*, (p. 1731) ; *Julia (Didier)*, (p. 1769).

Martinique : *Dijoud (Paul)*, (p. 1653, 1658,

1701) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 1660) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 1667) ; *Sablé (Victor)*, (p. 1667) ; *Césaire (Aimé)*, (p. 1700, 1701) ; *Petit (Camille)*, (p. 1714, 1715) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733) ; *Julia (Didier)*, (p. 1769).

Mayotte : *de Branche (René)*, (p. 1777657) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1667) ; *Bamana (Younoussa)*, (p. 1725) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1725) ; *Julia (Didier)*, (p. 1771).

Mélanésiens (kanakos) : *Vivien (Alain)*, (p. 1675) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1698) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1722) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1728) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 1765) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1766).

Métis de Nouvelle-Calédonie : *Lafleur (Jacques)*, (p. 1722) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1722).

Mouvement pour l'ordre et la paix : *Hage (Georges)*, (p. 1771).

Mouvements indépendantistes : *Guilliod (Raymond)*, (p. 1663) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1669) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1677, 1679) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 1682, 1683) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 1686) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1699) ; *Petit (Camille)*, (p. 1715) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1717) ; *Debré (Michel)*, (p. 1718, 1729) ; *Clément (Pascal)*, (p. 1763) ; *Julia (Didier)*, (p. 1770).

Nickel : *Pons (Bernard)*, (p. 1680) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1698) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1721).

Niveau de vie : *Dijoud (Paul)*, (p. 1652) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 1660) ; *Sablé (Victor)*, (p. 1683) ; *Julia (Didier)*, (p. 1770).

Nouvelle-Calédonie : *Dijoud (Paul)*, (p. 1653, 1654, 1723) ; *de Branche (René)*, (p. 1656, 1657) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1675) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1697) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1706) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1721, 1722) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1728) ; *Hage (Georges)*, (p. 1771).

Nouvelles-Hébrides : *de Branche (René)*, (p. 1657) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1675) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 1687, 1688) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 1687) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1689) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1699).

Organisation judiciaire : *Flosse (Gaston)*, (p. 1702).

Partis communistes d'Outre-mer : *Vivien (Alain)*, (p. 1675) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1717) ; *Clément (Pascal)*, (p. 1764).

Plan d'aménagement des Hauts de la Réunion : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1718) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1719).

Plans de développement économique : *de Branche (René)*, (p. 1655) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1697) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1706) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1723, 1773) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1728) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 1765).

Plolynésie : *de Branche (René)*, (p. 1656) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1675) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1696) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 1702, 1705) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1705) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1706) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1728).

Prestations familiales : *de Branche (René)*, (p. 1654) ; *Pons (bernard)*, (p. 1679) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1696) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 1707) ; *Moustache (José)*, (p. 1709).

Promotion culturelle : *Dijoud (Paul)*, (p. 1653, 1678, 1773) ; *de Branche (René)*, (p. 1656) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 1660) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 1668) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 1683) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1706) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733).

Protection sociale : *Dijoud (Paul)*, (p. 1652, 1659) ; *de Branche (René)*, (p. 1654) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1674) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 1695) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 1707) ; *Moustache (José)*, (p. 1709).

Réforme foncière : *Dijoud (Paul)*, (p. 1654, 1720, 1723) ; *de Branche (René)*, (p. 1656, 1657) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 1662) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 1664) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1699, 1722) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1706) ; *Petit (Camille)*, (p. 1714) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1722) ; *Julia (Didier)*, (p. 1770) ; *Hage (Georges)*, (p. 1771).

Régime communal : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1696) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 1706).

Retraités installés en Nouvelle-Calédonie : *Lafleur (Jacques)*, (p. 1698).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *de Branche (René)*, (p. 1656) ; *Plantagenest (Marc)*, (p. 1670, 1671) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1672) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1676).

Secrétariat d'Etat aux DOM-TOM (rôle et moyens) : *Fontaine (Jean)*, (p. 1692) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1717) ; *Martin (Claude)*, (p. 1726) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1727, 1732) ; *Debré (Michel)*, (p. 1729, 1730).

Secteur tertiaire : *Franceschi (Joseph)*, (p. 1659) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 1767).

Service militaire adapté : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1696).

SMIC : *de Branche (René)*, (p. 1655) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 1660).

Structures coloniales : *Franceschi (Joseph)*, (p. 1659, 1661) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 1708) ; *Quilès (Paul)*, (p. 1733).

Succès électoraux de la majorité : *Dijoud (Paul)*, (p. 1652) ; *Clément (Pascal)*, (p. 1764).

Sucre, banane et rhum : *Guilliod (Raymond)*, (p. 1664) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 1668) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 1690) ; *Moustache (José)*, (p. 1708, 1709) ; *Petit (Camille)*, (p. 1714) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1716, 1719, 1720, 1727) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 1718) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 1719) ; *Martin (Claude)*, (p. 1726) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 1766) ; *Julia (Didier)*, (p. 1770).

Tarifs aériens : *Fontaine (Jean)*, (p. 1694) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 1704) ; *Debré (Michel)*, (p. 1731) ; *Clément (Pascal)*, (p. 1765).

Terres australes et antarctiques : *de Branche (René)*, (p. 1657) ; *Vivien (Alain)*, (p. 1676) ; *Debré (Michel)*, (p. 1731).

Tourisme : *Dijoud (Paul)*, (p. 1653, 1720) ; *de Branche (René)*, (p. 1655) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 1664) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1698) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 1704) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 1767).

Wallis et Futuna : *Vivien (Alain)*, (p. 1676) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 1698) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 1722) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1728) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 1765) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 1766).

21. – ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC, par M. Raymond Barre, Premier ministre **(n° 1946)** et débat sur cette déclaration.

DISCUSSION [8 octobre 1980] (p. 2593)

Anne Franck : *Mitterrand (François)*, (p. 2596).

Attentat de Bologne et activités de l'inspecteur Durand : *Mitterrand (François)*, (p. 2595) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2597) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 2600).

Attentat de la rue Copernic : *Barre (Raymond)*, (p. 2593) ; *Mitterrand (François)*, (p. 2594) ; *Labbé (Claude)*, (p. 2596) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2596) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 2598) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 2599) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2601).

Attentats racistes commis en 1980 : *Mitterrand (François)*, (p. 2595) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2597).

Blandy-lès-Tours (interdiction d'une réunion néo-nazie) : *Bonnet (Christian)*, (p. 2600) ; *Vivien (Alain)*, (p. 2600).

Commission d'enquête sur l'utilisation des forces de police : *Ballanger (Robert)*, (p. 2597).

Communauté juive : *Mitterrand (François)*, (p. 2594) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 2598).

Cour de sûreté de l'Etat : *Mitterrand (François)*, (p. 2595) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2597) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2601, 2602) ; *Pourchon (Maurice)*, (p. 2601).

Décrets signés par M. Mitterrand en 1956 : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2602).

Enquête policière sur l'attentat de la rue Copernic : *Bonnet (Christian)*, (p. 2599) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2599).

Extrême-droite (infiltration dans la police) : *Mitterrand (François)*, (p. 2595) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2597) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 2599, 2601).

Jeunesse française : *Chinaud (Roger)*, (p. 2598).

Manifestations de protestation : *Mitterrand (François)*, (p. 2594) ; *Labbé (Claude)*, (p. 2596).

Massacre du bar du Téléphone (compétence juridictionnelle) : *Pourchon (Maurice)*, (p. 2601) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2601).

Menaces pesant sur la démocratie : *Mitterrand (François)*, (p. 2594) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 2598).

Néo-nazisme : *Barre (Raymond)*, (p. 2593) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2596, 2597).

Parti communiste (attitude à l'égard des juifs) : *Bonnet (Christian)*, (p. 2601).

Principes républicains : *Barre (Raymond)*, (p. 2593) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 2601).

Racisme : *Barre (Raymond)*, (p. 2593) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 2596) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 2598).

Solidarité des Français : *Barre (Raymond)*, (p. 2594).

Terrorisme en Italie, en Allemagne et en Grande-Bretagne : *Mitterrand (François)*, (p. 2594) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2602).

Violence et délinquance : *Labbé (Claude)*, (p. 2596).

Voir RAPPELS AU REGLEMENT, 138, 169, 240 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 11.

DECORATIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 103** TENDANT A RETABLIR LE MERITE SOCIAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978, par M. Roger Corrèze. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. René Caille [18 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 275** TENDANT A RETABLIR LE MERITE COMBATTANT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. Arthur Paecht. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Hubert Voilquin [22 juin 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 646** TENDANT A ELARGIR LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE D'HONNEUR DU TRAVAIL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978, par M. Joseph Legrand. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [12 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 906** TENDANT A CREER UN ORDRE NATIONAL DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979, par M. Henri Ferretti. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Albert Brochard [5 avril 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 908** TENDANT A INSTITUER UNE PROMOTION SPECIALE DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE EN FAVEUR DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA GUERRE 1914-1918, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979, par M. Hector Rolland. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Pierre Mauger [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1106** [30 mai 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1145** TENDANT A CREER UNE MEDAILLE DE LA FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979, par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Etienne Pinte [4 octobre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 2037** TENDANT A INSTITUER UNE PROMOTION SPECIALE DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE EN FAVEUR DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA GUERRE 1914-1918, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 novembre 1980, par M. André Audinot. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Pierre Mauger [11 décembre 1980].

DECRETS

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 8 ; LOIS, 1 ; LOIS ORGANIQUES, 1.

DECRETS D'AVANCES

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Après l'article 73 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 5.

DEDUCTION DE 20 % SUR LES REVENUS DES PROPRIETES URBAINES

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (première partie), Après l'article 2.

DEDUCTION FORFAITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 1, Article 65.

DEDUCTIONS FISCALES

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

DEDUCTIONS SUR REVENU GLOBAL

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Avant l'article 70.

DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

Voir EMPLOI, 16 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Industrie.

DEFENSE

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 10 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 814.

– **Budget.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 6, Articles 93 et 95.

DEFENSE CIVILE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences ; Intérieur ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale ; Crédits militaires ; budget annexe du service des essences ; Intérieur ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 329.

– **Abris souterrains.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

DEFENSE CIVILE ANTI-NUCLEAIRE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 390.

DEFENSE EUROPEENNE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

DEFENSE NATIONALE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 511** SUR LA DEFENSE NATIONALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978, par M. René Visse et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet [12 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 585** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION DE CONTROLE SUR LES BIENS FONCIERS ET IMMOBILIERS DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET LEUR UTILISATION EN FONCTION DES BESOINS REELS DES FORCES ARMEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 13 octobre 1978, par M. Raymond Maillet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale dela République. – Rapporteur : M. Maxime Kalinsky [8 décembre 1978]. – Rapport **n° 971** [11 avril 1979].

3. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1298** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la défense nationale SUR L' EXCECUTION ET L'ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNEES 1977-1982, par M. Arthur Paecht [2 octobre 1979](p. 7661).

4. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1730** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'état et la modernisation DES FORCES NUCLEAIRES FRANÇAISES, par M. Raymond Tourrain [22 mai 1980](p. 1239), [2 octobre 1980] (p. 2581).

Voir ARMEMENT. 2 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 4, 5, 12 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 14 ; LIBERTES PUBLIQUES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale (deuxième partie), Après l'article 76 et après l'article 77 ; Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale, Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

– **Personnels ouvriers des arsenaux et établissements de l'Etat.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 87.

DEFICIT BUDGETAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5, 6 ; LOIS DE REGLEMENT. 2, 3 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3, 4, 5, 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 418, 439.

DEFICIT COMMERCIAL

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 10, Dicussion générale (deuxième partie), Commerce extérieur ; Industrie.

DEFICIT DE LA SECURITE SOCIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; MOTIONS DE CENSURE. 7 et 8 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

DEFICIT EXTERIEUR

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce extérieur ; MOTIONS DE CENSURE. 1.

DEGREVEMENTS D'IMPOTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

DELAHOUTRE (Eugène)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

DELAI DE CITATION ET DE SIGNIFICATION

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

DELAI DE PREVENANCE

Voir CONTRATS DE TRAVAIL. 2.

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (DATAR)

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Aménagement du territoire ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 68, 211, 257.

DELEGATION A LA CONDITION FEMININE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

DELEGATION A LA QUALITE DE LA VIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir PAGES DE COULEUR.

DELEGATION GENERALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (D.G.R.S.T.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche.

DELEGATION GENERALE POUR L'ARMEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA MER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande.

DELEGATION PARLEMENTAIRE PERMANENTE A LA SECURITE PUBLIQUE

Voir POLICE. 2.

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 1 ; Pages de couleur ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 441.

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES PROBLEMES DEMOGRAHIQUES

Voir AVORTEMENT. 3, Pages de couleur.

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LA RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

Voir PAGES DE COULEUR ; COMMUNAUTES EUROPEENNES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision.

DELEGUES A LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

DELEGUES DU PERSONNEL

Voir CONTRATS DE TRAVAIL. 2 ; ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES. 2, 6 ; EMPLOI. 10 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 314 ; SALARIES. 2.

DELEGUES SYNDICAUX (Licenciements)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 368 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 87.

DELINQUANCE ECONOMIQUE

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

DELINQUANCE JUVENILE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports. – Justice ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

DELIT CONTINU

Voir ENVIRONNEMENT. 1.

DELITS D'ENTRAVE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

DELORME (Claudius)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 25.

DELPEY (Affaire)

Voir PROCEDURE PENALE. 9 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 860, 900 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 505.

DEMANDE D'AJOURNEMENT (Rejet)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

DEMANDEURS D'EMPLOI (Indemnisation des – des départements d'Outre-mer)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 539.

DEMOGRAPHIE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; FAMILLE. 4, 10 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 82 nouveau, (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle. – III. – Santé de famille ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération ; Travail et participation ; PLAN. 2 ; PRESTATIONS FAMILIALES. 4 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 113.

DEMOGRAPHIE MEDICALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

DENAIN

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 271, 310.

– **Sidérurgie.** *Voir* MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3.

– **Travailleurs d'Usinor.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 560.

DENATALITE

Voir CHOMAGE. 3.

DENEIGEMENT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 11.

DENISSE (Professeur)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

DEPARTEMENTALISATION

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer.

DEPARTEMENT D'ETAT
(Déclarations d'un porte-parole du – à l'égard du parti communiste français)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 383.

DEPARTEMENT DU NORD

Voir PLAN. 2.

DEPARTEMENTS

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 1, 2, 3, 5, 6 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; FINANCES LOCALES. 1 ; POMPES FUNEBRES. 2.

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 34** TENDANT A PERMETTRE AUX REGIONS DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER DE S'ASSURER UN COMPLEMENT DE RESSOURCES AU TITRE DE LEUR PARTICIPATION A LEUR PROPRE DEVELOPPEMENT, Sénat (première lecture). Dépôt le 13 novembre 1975 par M. Georges Marie-Anne, n° 55 (1975-1976). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 2 juin 1976 par M. Louis Virapoullé, n° 334 (1975-1976). – Adoption le 22 juin 1976. – Proposition de loi n° 166 (1975-1976).

5e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE. (première lecture). Dépôt le 22 juin 1976, **n° 2413**. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République.

6e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE. (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [27 avril 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Pierre Raynal [9 octobre 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 634** TENDANT A ETENDRE A LA REUNION LES DISPOSITIONS RELATIVES A L'AIDE PUBLIQUE AUX TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI, Assemblée nationale (pre-

mière lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par M. Maxime Kalinsky et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [12 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 873** INSTITUANT DES MESURES SOCIALES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS ANTILLAIS, GUYANNAIS ET REUNIONAIS IMMIGRES EN FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Maurice Niles [12 avril 1979].

4. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1178** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les conditions d'APPLICATION DES LOIS dans les DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, à la ssuite d'une mission effectuée en Guyane, à la Martinique et à la Guadeloupe, du 14 au 26 février 1979, par M. Claude Dhinnin et plusieurs de ses collègues [20 juin 1979] (p. 5370).

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1232** POUR LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Joseph Franceschi [4 octobre 1979].

6. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1582** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS D'INDEMNISATION DES VICTIMES DU CYCLONE DAVID DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 février 1980 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maxime Kalinsky [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1689.**

7. – PROJET DE LOI **n° 1735** PROROGEANT LE MANDAT DES CONSEILLERS GENERAUX DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 mai 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des départements et territoires d'Outre-mer. – Renvoi à la commission des affaires étrangères. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [5 juin 1980]. – Rapport **n° 1784** [10 juin 1980]. – Discussion le 24 juin 1980. – Adoption le 24 juin 1980. – Projet de loi **n° 317.**

SENAT. (première lecture), n° 340 (1979-1980). Dépôt le 25 juin 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Pierre Salvi. – Rapport n° 344 [25 juin 1980]. – Discussion le 28 juin 1980. – Projet de loi n° 104 (1979-1980).

Loi n° 80-496 du 2 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 3 juillet 1980 (p. 1652).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Article 1er (projet, A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : article 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : article 3 (A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [24 juin 1980] (p. 2184)

Accord de M. Plantagenest sur le projet : *Fontaine (Jean),* (p. 2186).

Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (prorogation) : *Séguin (Philippe),* (p. 2183, 2184), *Kalinski (Maxime),* (p. 2186).

Départementalisation : *Séguin (Philippe),* (p. 2184), *Franceschi (Joseph),* (p. 2185).

Mode de scrutin : *Séguin (Philippe),* (p. 2184), *Dijoud (Paul),* (p. 2184), *Clément (Pascal),* (p. 2184, 2185), *Franceschi (Joseph),* (p. 2185).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2187)

ART. 1er (prorogation du mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 2187).

ART. 2 (abrogation de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative àl'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 2187).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° I* de la commission (non-application du scrutin unimonal majoritaire à deux tours à Saint-Pierre-

et-Miquelon) : adopté (p. 2187) ; *amendement n° 2* de la commission (dépôt, par le Gouvernement, d'un projet de loi instituant pour l'élection du conseil général, un mode de scrutin adapté à Saint-Pierre-et-Miquelon) ; *sous-amendement n° 3* de M. Joseph Franceschi (consultation du conseil général) ; *amendement n° 2* retiré et repris par M. Joseph Franceschi (p. 2188) ; *sous-amendement n° 3* rejeté (p. 2188) ; *amendement n° 2* rejeté (p. 2188).

ADOPTION DE L'ENSEMBLE du projet de loi (p. 2188).

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1758** RELATIVE A LA LEGISLATION APPLICABLE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. Jean Fontaine. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Fontaine [19 juin 1980].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1960** RELATIVE A L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES EXPLOITANTS AGRICOLES DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Didier Julia et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Charles Miossec [23 octobre 1980].

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 2292** RELATIVE A L'ATTRIBUTION DES PRESTATIONS FAMILIALES AUX ADULTES HANDICAPES DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir AGRICULTURE. 3 ; ALCOOLS. 6 ; ASSURANCE VIEILLESSE. 14 ; CHOMAGE. 3 ; COLLECTIVITES LOCALES. 2 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3, 8 ; FAMILLE. 10 ; IMPOTS LOCAUX. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Articles 69 et 77 ; Transports ; Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2 ; (deuxième partie), Article 43, Départements et territoires d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, 3 ; NAVIGATION AERIENNE. 1 ; ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 112, 119, 294, 295, 320, 338, 386, 557 ; TRANSPORTS MARITIMES. 2 ; TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS. 4.

– **Agents des –**. *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique.

– **Agriculture dans les –**. *Voir* AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

– **Allocation logement.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 411.

– **Application différenciée des textes.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer.

– **Budget des –**. *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 208.

– **Débat sur les –**. *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 363.

– **Electrification.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 215.

– **Emploi dans les –**. *Voir* EMPLOI. 2.

– **Fiscalité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, Article 69.

– **Fonctionnaires des –**. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 296.

– **Impôts locaux.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés.

– **Indemnistation du chômage.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 539, 631 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 307.

– **Industrie du rhum dans les –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 409.

– **Législation sociale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

– **Logement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

– **Organisation judiciaire.** *Voir* JUSTICE (ORGANISATION DE LA). 4.

– **Parité globale.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 492.

– **Politique familiale et sociale à l'égard des.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 204.

– **Production sucrière.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 899 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 89.

– **Régime fiscal des investissements.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 756.

– **Retraite de certains travailleurs manuels.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 891.

– **Secrétariat d'Etat.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'Outre-mer. – I. – Section commune. – III. – Territoires d'Outre-mer.

– **Sécurité sociale.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Situation des familles.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13.

– **Sociétés de développement régional.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Statut constitutionnel.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer.

DEPARTEMENTS RURAUX

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 158.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2, Après l'article 5 ; CHOMAGE. 3 ; COLLECTIVITES LOCALES. 6 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Coopération ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 79 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 ; PLAN. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 845 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

– **Acheminement des journaux métropolitains.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

– **Aides à l'investissement.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Indemnisation du chômage dans les –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 224.

– **Non-salariés de l'agriculture.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 154.

– **Politique familiale et sociale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale;

– **Situation politique, économique et sociale des –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 308.

DEPENDANCE ENERGETIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Explications de vote et scrutin sur l'ensemble.

DEPENSES EN ATTENUATIONS DE RECETTES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

DEPENSES NON OBLIGATOIRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 230.

DEPENSES PUBLIQUES

Voir CHOMAGE. 3 ; CONSTRUCTION NAVALE. 1, 2 ; LOIS DE REGLEMENT. 1, 2, 3 ; MUSEES. 1 ; REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES. 1.

– **De fonctionnement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale.

DEPORTES DU TRAVAIL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

DEPORTES ET INTERNES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 177** VISANT A ETENDRE AUX BENEFICIAIRES DE LA LOI n° 50-1027 DU 22 AOUT 1950 ETABLISSANT LE STATUT DU REFRACTAIRE ET DE LA LOI n° 51-528 DU 14 MAI 1951 RELATIVE AU STATUT DES PERSONNES CONTRAINTES AU TRAVAIL EN PAYS ENNEMI, EN TERRITOIRE FRANÇAIS OCCUPE PAR L'ENNEMI, OU EN TERRITOIRE FRANÇAIS ANNEXE PAR L'ENNEMI, LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 73-1051 DU 21

NOVEMBRE 1973 PERMETTANT AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE DE BENEFICIER ENTRE SOIXANTE ET SOIXANTE-CINQ ANS D'UNE PENSION DE RETRAITE CALCULEE SUR LE TAUX APPLICABLE A L'AGE DE SOIXANTE-CINQ ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978, par M. Jean Bonhomme. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [25 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 222** TENDANT A ETENDRE AUX BENEFICIAIRES DES LOIS n^{os} 51-538 DU 14 MAI 1951 RELATIVE AUX VICTIMES DE LA DEPORTATION DU TRAVAIL ET n° 50-1027 DU 22 AOUT 1950 ETABLISSANT LE STATUT DES REFRACTAIRES, LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 73-1051 DU 21 NOVEMBRE 1973 ET DE SON DECRET D'APPLICATION n° 74-54 DU 23 JANVIER 1974 PERMETTANT AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE DE BENEFICIER, ENTRE SOIXANTE ET SOIXANTE-CINQ ANS, D'UNE PENSION DE RETRAITE CALCULEE SUR LE TAUX APPLICABLE A L'AGE DE SOIXANTE-CINQ ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978, par M. Roger Corrèze et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [8 juin 1978]. – Rapport **n° 2122** [4 décembre 1980].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 269** TENDANT A FAIRE BENEFICIER LES PERSONNELS MILITAIRES DE CARRIERE, TITULAIRES DE LA CARTE DE DEPORTE OU D'INTERNE DE LA RESISTANCE, EN RETRAITE ANTERIEUREMENT AU 8 AOUT 1948, DATE DE PUBLICATION DE LA LOI n° 48-1251 DU 6 AOUT 1948 ETABLISSANT LE STATUT DEFINITIF DES DEPORTES ET INTERNES DE LA RESISTANCE, DES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 51-1124 DU 26 SEPTEMBRE 1951 INSTITUANT DES BONIFICATIONS D'ANCIENNETE POUR LES PERSONNES AYANT PRIS UNE PART ACTIVE ET CONTINUE A LA RESISTANCE, AINSI QUE DE LA LOI n° 58-347 DU 4 AVRIL 1958 RELATIVE A L'APPLICATION DE CES DEUX LOIS AUX PERSONNELS MILITAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. Emmanuel Aubert. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [15 juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 283** VISANT A ETENDRE AUX BENEFICIAIRES DE LA LOI n° 50-1027 DU 22 AOUT 1950 ETABLISSANT LE STATUT DU REFRACTAIRE ET DE LA LOI n° 51-538 DU 14 MAI 1951 RELATIVE AUX VICTIMES DE LA DEPORTATION DU TRAVAIL, LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 73-1051 DU 21 NOVEMBRE 1973 PERMETTANT AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE DE BENEFICIER ENTRE SOIXANTE ET SOIXANTE-CINQ ANS D'UNE PENSION DE RETRAITE CALCULEE SUR LE TAUX APPLICABLE A L'AGE DE SOIXANTE-CINQ ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. Georges Bustin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [5 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 284** TENDANT A REMPLACER DANS LE TITRE DE LA LOI n° 51-538 DU 14 MAI 1951 LES MOTS « PERSONNES CONTRAINTES AU TRAVAIL EN PAYS ENNEMI, EN TERRITOIRE ETRANGER OCCUPE PAR L'ENNEMI OU EN TERRITOIRE FRANÇAIS ANNEXE PAR L'ENNEMI » PAR LES MOTS « VICTIMES DE LA DEPORTATION DU TRAVAIL » ET A MODIFIER, EN CONSEQUENCE, LE CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978, par M. Georges Bustin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 2073** [19 novembre 1980], commun aux propositions de lois **n^{os} 284** et **1243** (DEPORTES ET INTERNES. 5, 11).

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 424** PORTANT EXTENSION AUX BENEFICIAIRES DES LOIS n° 50-1027 DU 22 AOUT 1950 ET n° 51-538 DU 14 MAI 1951 DE L'ENSEMBLE DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978, par M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Faure [12 octobre 1978].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 643 rectifié** TENDANT A MODIFIER LA LOI DU 29 JUILLET 1881 DE MANIERE A PERMETTRE AUX ASSOCIATIONS DE RESISTANTS ET DEPORTES DE SE PORTER PARTIE CIVILE CONTRE LES DIFFAMATEURS DE LA RESISTANCE ET CONTRE LES APOLOGISTES DE LA TRAHISON, DE LA COLLABORATION ET DES CRIMES NAZIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978, par M. Théo Vial-Massat. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [14 décembre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [4 décembre 1980]. – Rapport **n° 2119** [4 décembre 1980] commun aux propositions de loi **n^os^ 981, 643 rectifié** et **1157** (DEPORTES ET INTERNES. 9, 7, 10). – Discussion le 9 décembre 1980. – Adoption le 9 décembre 1980. – Proposition de loi **n° 396** *(Voir* DEPORTES ET INTERNES. 9).

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 947** TENDANT A REMPLACER DANS LE TITRE DE LA LOI n° 51-538 DU 14 MAI 1951 LES MOTS : « PERSONNES CONTRAINTES AU TRAVAIL EN PAYS ENNEMI, EN TERRITOIRE ETRANGER OCCUPE PAR L'ENNEMI, OU EN TERRITOIRE FRANÇAIS ANNEXE PAR L'ENNEMI » PAR LES MOTS : « VICTIMES DE LA DEPORTATION DU TRAVAIL », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979, par M. Roger Corrèze et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [26 avril 1979].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 981** RELATIVE A L'ACTION CIVILE EN MATIERE DE CRIMES DE GUERRE OU CONTRE L'HUMANITE, ET D'APOLOGIE DE CRIMES DE GUERRE OU DE CRIMES OU DELITS DE COLLABORATION AVEC L'ENNEMI, Sénat (première lecture), n° 71 (1978-1979). Dépôt le 16 novembre 1978, par M. Marcel Champeix et plusieurs de ses collègues, sous le titre : « Proposition de loi relative à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation , du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Edgar Tailhades. – Rapport n° 240 (1978-1979). – Discussion le 12 avril 1979. – Adoption le 12 avril 1979. – Nouveau titre : « Proposition de loi relative à l'action civile en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi. – Proposition de loi n° 73 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 981.** Dépôt le 17 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [26 avril 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Jean-Pierre Bloch [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 2119** [4 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n^os^ 981, 643 rectifié** et **1157** (DEPORTES ET INTERNES. 9, 7, 10). – Dicussion le 9 décembre 1980. – Adoption le 9 décembre 1980. – Proposition de loi **n° 396.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [9 décembre 1980] (p. 4778).

Ancienneté requise des associations : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p.4778).

Attentats récents : *Ducoloné (Guy),* (p. 4778).

Condamnation du racisme et du nazisme : *Hamel (Emmanuel),* (p. 4779).

Déclarations de Darquier de Pellepoix : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p. 4778), *Ducoloné (Guy),* (p. 4778).

Défense des intérêts de la Résistance : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p. 4778).

Hommage du Gouvernement à l'action des associations de résistants et déportés : *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4779).

Instructions données à la Chancellerie : *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4779).

Poursuites du ministère public : *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4779).

Possibilité pour les associations de se porter partie civile contre des faits constituants des crimes de guerre ou contre des personnes civiles ou morales ayant fait l'apologie de crimes de guerre : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p. 4778).

Publications de la FANE : *Ducoloné (Guy),* (p. 4778).

Saisine de la justice contre toute tentative de diffamation contre la Résistance : *Ducoloné (Guy),* (p. 4778).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4779).

ART. UNIQUE (possiblité pour des associations de se porter partie civile contre des faits constituant des crimes de guerre ou contre des personnes civiles ou morales qui ont fait l'apologie de crimes de guerre) : *amendement n° 2* de la commission des lois (défense des intérêts moraux et de l'honneur de la Résistance) : adopté (p. 4779) ; *amendements identiques n° 3* de la commission des lois et *n° 1* de M. Guy Ducoloné (élargissement du champ d'application de la loi) : adoptés (p. 4781).

Désir du vice-président de la commission des lois de voir ce texte devenir définitif et immédiatement applicable avant la fin de la session (p. 4781).

EXPLICATIONS DE VOTE [9 décembre 1980] (p. 4781).

Danger persistant du fascisme : *Hautecœur (Alain)*, (p. 4781).

Dispositions semblables réintroduites par le Sénat dans le texte Sécurité et liberté. Nécessité d'un texte séparé pour un sujet de cette importance : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781).

Vote positif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781).

Vote positif du groupe socialiste : *Hautecœur (Alain)*, (p. 4781).

ADOPTION DE L'ARTICLE UNIQUE ainsi modifié (p. 4781).

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 1157** RELATIVE A L'ACTION CIVILE EN MATIERE D'APOLOGIE DE CRIMES DE GUERRE OU DE CRIMES ET DE DELITS DE COLLABORATION AVEC L'ENNEMI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 2119** [4 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n^os 981, 643 rectifié** et **1157,** (DEPORTES ET INTERNES, 9, 7, 10). – Discussion le 9 décembre 1980. – Adoption le 9 décembre 1980. – Proposition de loi **n° 396** (*Voir* DEPORTES ET INTERNES, 9).

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1243** TENDANT A REPLACER DANS LE TITRE DE LA LOI n° 51-538 DU 14 MAI 1951 LES MOTS : « PERSONNES CONTRAINTES AU TRAVAIL EN PAYS ENNEMI, EN TERRITOIRE ETRANGER OCCUPE PAR L'ENNEMI OU EN TERRITOIRE FRANÇAIS ANNEXE PAR L'ENNEMI » PAR LES MOTS : « VICTIMES DE LA DEPORTATION DU TRAVAIL », ET A MODIFIER, EN CONSEQUENCE, LE CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 2073** [19 novembre 1980], commun aux propositions de loi **n^os 284** et **1243,** (DEPORTES ET INTERNES, 5, 11).

12. – PROPOSITION DE LOI **n° 1374** RELATIVE AUX PATRIOTES, RESISTANTS A L'OCCUPATION DANS LES DEPARTEMENTS DE L'ALSACE ET DE LA MOSELLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. César Depietri et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Tourné [13 décembre 1979].

13. – PROPOSITION DE LOI **n° 2185** TENDANT A MODIFIER LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA CARTE D'INTERNE RESISTANT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Louis Maisonnat et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 13 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Anciens combattants ; PRISONNIERS DE GUERRE, 1, 2.

DEPUTES

Voir ELECTIONS (LEGISLATION), 3, 9, 10, 15 ; ELECTIONS LEGISLATIVES, 4 ; FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 4, 5, 8, 9 ; INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES, 1, 4, 6, 7 ; MAGISTRATS, 1 ; MEDIATEUR, 2 ; PARLEMENTAIRES, 5 ; RADIODIFFUSION ET TELEVISION, 2.

– **Violence contre les** –. *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 120.

DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE

Voir ASSEMBLEE NATIONALE.

DEPUTES COMMUNISTES (Attitude du ministre de l'Education à leur égard)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Voir ASSEMBLEE NATIONALE. Liste des députés.

DEPUTES NON INSCRITS

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 240.

DEROGATIONS (Droit administratif)

Voir ENVIRONNEMENT. 1, Article 8 *ter*.

DESARMEMENT

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 4, 5, 10, 12, 15 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Défense ; Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences ; MOTIONS DE CENSURE. 11 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 290, 499, 507, 863 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 45.

DESENCLAVEMENT DE L'OUEST

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du plan.

DESERTIFICATION

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

DESERTION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

DESJARDIN (Cultivateurs en Seine-Maritime)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

DESPRAIRIES (Rapport)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 185.

DESSON (Guy)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 16.

DETAXE SUR LES CARBURANTS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 54.

– **Agricoles.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 8.

« DETECTIVE » (Journal)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

DETECTIVE PRIVE

Voir POLICE PRIVEE. 1.

DETENTE (Internationale)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15, 17 ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

DETENTION

1. – PROJET DE LOI **n° 562** MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE PROCEDURE PENALE EN MATIERE D'EXECUTION DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1978 par M. Raymond Barre, premier minis-

tre, et par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Urgence déclarée le 2 octobre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [2 octobre 1978]. – Rapport **n° 567** [2 octobre 1978]. – Discussion le 3 octobre 1978. – Adoption le 3 octobre 1978. – Projet de loi **n° 72.**

SENAT (première lecture), n° 4 (1978-1979). Dépôt le 5 octobre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. – Rapport n° 30 (1978-1979) [13 octobre 1978]. – Discussion le 19 octobre 1978. – Adoption avec modifications le 19 octobre 1978. – Projet de loi n° 8 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 631.** Dépôt le 20 octobre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [20 octobre 1978] (p. 6468). – Nomination [24 octobre 1978].

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Maurice Charretier, Jacques Douffiagues, Michel Aurillac, Jean Foyer, Jacques Piot, Jacques Richomme, Antoine Lepeltier ; membres suppléants : MM. Benjamin Brial, Pierre-Alexandre Bourson, Joseph Franceschi, Alain Hautecœur, Raymond Forni, Pierre Raynal, Emmanuel Aubert.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Jean-Marie Girault, Lionel de Tinguy, Edgar Tailhades, Michel Giraud, Marcel Rudloff, Paul Girod ; membres suppléants : MM. Baudoin de Hautecloque, Félix Ciccolini, Jacques Larché, Pierre Salvi, Jacques Eberhard, Pierre Marcilhacy, Charles de Cuttoli.

Bureau : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-président : M. Jean Foyer.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Piot. – Rapport **n° 632** [25 octobre 1978]. – Discussion le 25 octobre 1978. – Adoption avec modification le 25 octobre 1978. – Projet de loi **n° 76.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. – Rapport n° 45 (1978-1979) [26 octobre 1978]. – Discussion le 26 octobre 1978. – Adoption définitive le 26 octobre 1978. – Projet de loi n° 17.

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL le 27 octobre 1978 par MM. Raymond Forni, Joseph Franceschi, Alain Richard, Jean Laborde, Maurice Brugnon, Louis Mexandeau, Jean-Pierre Chevènement, Paul Quilès, Jacques Lavédrine, Martin Malvy, Edmond Vacant, Dominique Dupilet, Claude Wilquin, Alain Savary, Jacques-Antoine Gau, Louis Le Pensac, Mme Marie Jacq, MM. Gilbert Faure, Guy Bêche, Georges Fillioud, Joseph Vidal, Pierre Forgues, André Chandernagor, Henri Deschamps, Henri Emmanuelli, Alain Vivien, Pierre Prouvost, Georges Lemoine, Claude Evin, René Gaillard, Jean-Yves Le Drian, Jean Poperen, Claude Michel, Jean Auroux, Pierre Lagorce, Laurent Fabius, Alex Raymond, Jean-Pierre Cot, Bernard Derosier, Paul Duraffour, Michel Rocard, Raoul Bayou, François Autain, Maurice Pourchon, André Cellard, Roland Huguet, Maurice Andrieu, Robert Aumont, Alain Hautecœur, Mme Edwige Avice, MM. Louis Mermaz, Rodolphe Pesce, Christian Laurissergues, Michel Crépeau, Jean-Michel Boucheron, Henri Michel, Gérard Haesebroeck, Louis Philibert, Albert Denvers, Daniel Benoist, André Delelis, Christian Pierret, Gilbert Sénès, François Massot, et, le 2 novembre 1978, par MM. Pierre Joxe, Charles Pistre, Jacques Cambolive, André Billardon, Roger Duroure, Raymond Julien, Roland Florian, André Saint-Paul, André Delehedde, Jean-Pierre Defontaine, Pierre Guidoni, députés.

Conforme en totalité.

Loi n°78-1097 du 22 novembre 1978, publiée au *J.O.*, lois et décrets du 23 novembre 1978 (p. 3926, 3927).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** (720-2, 720-3 et 720-4 code de procédure pénale) : 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **2** (722 code de procédure pénale) : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **3** (723 code de procédure pénale) : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **4** (723-3, 723-4 et 723-5 code de procédure pénale) :

– 723-3 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;

– 723-4 (projet. – A.N. 1. – S. 1) ;

– 723-5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **5** (723-6 code de procédure pénale) : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **6** (148-5 code de procédure pénale) : 5 *bis* (S.1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **7** (729-2 code de procédure pénale) : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **8** (733-1 code de procédure pénale) : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **9** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [3 octobre 1978] (p. 5466).

Exception d'irrecevabilité de M. Forni (Raymond) : *Forni (Raymond)*, (p. 5467, 5468; 5470); *Foyer (Jean)*, (p. 5468, 5469); *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5469). Rejet au scrutin public n° 65 (p. 5470) ; liste des votants (p. 5483, 5484).

Autodéfense : *Kalinsky (Maxime)*, (p. 5470); *Aurillac (Michel)*, (p. 5474); *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 5477); *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5478).

Autorité judiciaire et libertés individuelles : *Forni (Raymond)*, (p. 5468).

Commission de l'application des peines : *Piot (Jacques)*, (p. 5467); *Forni (Raymond)*, (p. 5473); *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5479, 5480).

Exécution des peines (caractère juridique, compétence en matière de) : *Aurillac (Michel)*, (p. 5474); *Massot (François)*, (p. 5475); *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5479, 5480).

Insécurité (sentiment d' – des Français) : *Piot (Jacques)*, (p. 5466); *Kalinsky (Maxime)*, (p. 5470); *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 5476); *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5478).

Juge de l'application des peines (nature administrative de ses décisions) : Peyrefitte (Alain), (p. 5469).

Juge de l'application des peines (pouvoirs du) : *Piot (Jacques)*, (p. 5466).

Peines (individualisation des) : *Massot (François)*, (p. 5475).

Police (effectifs de la) : Kalinsky (Maxime), (p. 5470).

Principe de la séparation des pouvoirs : *Forni (Raymond)*, (p. 5468); *Foyer (Jean)*, (p. 5468); *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5469).

Rapport Arpaillange : *Foyer (Jean)*, (p. 5469).

Régime de sûreté : *Piot (Jacques)*, (p. 5466, 5467); *Bouson (Pierre-Alexandre)*, (p. 5473); *Massot (François)*, (p. 5475); *Peyrefitte (Alain)*, (p. 5479, 5480).

Système pénitentiaire (crise du) : *Forni (Raymond)*, (p. 5472).

DISCUSSION DES ARTICLES [3 octobre 1978] (p. 5486).

ART. 1er (Chapitre 1. – Le régime de sûreté) : *amendement n° 13* de M. Raymond Forni (suppression de l'article 1) : rejeté (p. 5488).

MM. Forni (Raymond), Piot (Jacques), Peyrefitte (Alain), Foyer (Jean).

Article 720-2 du code de procédure pénale (conditions d'application du régime de sûreté relatives à la durée de la peine) : *amendement n° 1* de la commission (suppression des dispositions applicables aux condamnations supérieures à trois ans prévues par l'article 720-2) : Adopté (p. 5488) ; *amendement n° 2* de la commission (suppression de la durée minimale du régime de sûreté pour les condamnations comprises entre trois et dix ans) : adopté (p. 5488).

MM. Piot (Jacques), Peyrefitte (Alain).

Article 720-2 du code de procédure pénale : adopté avec modifications (p. 5488).

Article 720-3 du code de procédure pénale (dispositions pénales inapplicables au régime de sûreté) : adopté (p. 5488).

Article 720-4 du code de procédure pénale (conditions de pression ou de réduction de la durée du régime de sûreté) : *amendement n° 3* de la commission (rédactionnelle) : rejeté (p. 5489).

MM. Piot (Jacques), Peyrefitte (Alain), de Branche (René), Hautecœur (Alain), Foyer (Jean).

– article 720-4 du code de procédure pénale : adopté (p. 5489).

– article 1er : adopté avec modifications, par scrutin public n° 66 (p. 5490) ; liste des votants (p. 5503, 5504).

ART. 2 (chapitre II. – La permission de sortir, article 722 du code de procédure pénale, compétence du juge de l'application des peines et de la commission d'application des peines). Inscrit : *M. Bonhomme (Jean)*, collégialité nécessaire pour l'octroi des permissions de sortir (p. 5490), *amendement n° 14* rectifié de M. Raymond Forni (fixation d'un délai pour l'intervention de l'avis de la commission d'application des peines) : adopté (p. 5490) ; *amendement n° 15* de M. Raymond Forni (suppression de l'alinéa relatif à la composition de la commission d'application des peines) : rejeté (p. 5491) ; *amendement n° 4* de la commission (modification de la composi-

tion de la commission d'application des peines) : retiré (p. 5492) ; *sous-amendement n° 24* de M. Maxime Kalinsky (substitution de deux magistrats au procureur et au chef d'établissement dans la composition de la commission d'application des peines) : devenu sans objet (p. 5492) ; *amendement n° 20* de M. Maxime Kalinsky (composition purement juridictionnelle de la commission d'application des peines) : rejeté par scrutin public n° 67 (p. 5493) ; liste des votants (p. 5504, 5505) ; *amendements n° 5, 19, 21* article 2 : réservés jusqu'après le vote sur l'*amendement n° 6* à l'article 4 (p. 5493).

MM. Forni (Raymond), Piot (Jacques), Peyrefitte (Alain), Hautecœur (Alain), Kalinsky (Maxime), Richard (Alain).

ART. 3 (suppression de l'imputation de la durée des permissions de sortir d'un condamnœé sur celle de la peine en cours d'exécution prévue à l'article 723 du code de procédure pénal) : *amendement n° 16* de M. Raymond Forni (suppression de l'article 3) : retiré (p. 5493).

MM. Forni (Raymond), Piot (Jacques).

– article 3 : adopté (p. 5493).

ART. 4 :

Article 723-3 du code de procédure pénale (nature et objectif de la permission de sortir) : adopté (p. 5493).

Article 723-4 du code de procédure pénale (procédure d'octroi de la permission de sortir : adopté (p. 5495) ; *amendement n° 17* de M. Raymond Forni (suppression du texte de l'article 723-4 du code de procédure pénale) : subordonné au vote sur l'*amendement n° 19* précédemment réservé (p. 5493) ; *amendement n° 6* de la commission (autorités compétentes pour accorder les permissions de sortir) : retiré (p. 5495) ; *amendement n° 22* de M. Maxime Kalinsky (avis consultatif du procureur de la République et du chef d'établissement dans les décisions relatives aux permissions de sortir) : devenu sans objet (p. 5495).

MM. Forni (Raymond), Piot (Jacques), Foyer (Jean), Richard (Alain), Peyrefitte (Alain), Hautecœur (Alain), Kalinsky (Maxime).

– article 723-4 du code de procédure pénale : adopté (p. 5495). Suite article 4 après vote sur l'article 2.

ART. 2 *(suite)* : *amendements* identiques *n° 5* de la commission, *19* de M. Raymond Forni et *21* de M. Maxime Kalinsky (suppression des compétences confiées à la commission d'application des peines sur les permissions de sortir par le dernier alinéa de l'article 722 du code de procédure pénale) ; *amendement n° 5* : retiré (p. 5496) ; *amendements n° 20* et *21* : rejetés (p. 5496).

MM. Foyer (Jean), Forni (Raymond), Kalinsky (Maxime), Piot (Jacques), Peyrefitte (Alain).

– article 2 ainsi modifié : adopté par scrutin public n° 68 (p. 5496) ; liste des votants (p. 5505, 5506).

ART. 4 (suite) :

Après l'article 723-4 du code de procédure pénale. *Amendement n° 7* de la commission (impossibilité d'accorder les permissions de sortir aux personnes condamnées pour séquestration ou prise d'otage ayant entraîné la mort de la victime) : rejeté (p. 5497).

MM. Piot (Jacques), Peyrefitte (Alain), Forni (Raymond), de Branche (René).

Article 723-5 du code de procédure pénale (suppression du bénéfice des réductions de peine accordées antérieurement aux condamnés ayant commis un crime ou un délit à l'occasion d'une permission de sortir). Inscrit : *M. Malaud (Philippe)* : nécessité d'une indemnisation par l'Etat des dommages éventuels causés par les permissionnaires (p. 5497, 5498) ; *amendement n° 8* de la commission (maintien des réductions de peine en cas de simple délit) : adopté (p. 5498).

MM. Peyrefitte (Alain), Piot (Jacques).

– article 723-5 du code de procédure pénale ainsi modifié : adopté (p. 5498).

– article 4 ainsi modifié : adopté (p. 5498).

ART. 5 (chapitre III. – L'autorisation de sortie sous escorte, article 723-6 du code de procédure pénale, possibilité pour tout condamné d'obtenir à titre exceptionnel une autorisation de sortie sous escorte) : *amendement n° 25* de M. Maurice Charretier (possibilité d'accorder l'autorisation prévue à l'article 723-6 aux détenus en détention préventive) : adopté (p. 5499).

MM. Charretier (Maurice), Piot (Jacques), Richard (Alain), Peyrefitte (Alain), Hautecœur (Alain), Foyer (Jean), Tranchant (Georges).

– article 5 ainsi complété : adopté (p. 5499).

ART. 6 (chapitre IV. – Réduction du délai d'épreuve pour la libération conditionnelle, article 729-2 du code de procédure pénale, possibilité d'accorder des réductions du temps d'épreuve nécessaire à l'octroi de la libération conditionnelle) : adopté (p. 5499).

ART. 7 (chapitre V. – Recours pour violation de la loi, article 733-1 du code de procédure pénale, recours contre les décisions prises par le juge d'application des peines) : *amendement n° 18* de M. Raymond Forni (modalités du recours) : retiré (p. 5499) ; *amendement n° 9* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5499) ; *amendement n° 23* de M. Maxime Kalinsky (modalités du recours) : retiré (p. 5499).

MM. Forni (Raymond), Piot (Jacques), Peyrefitte (Alain), Kalinsky (Maxime).

– article 7 ainsi modifié : adopté (p. 5499).

ART. 8 (chapitre VI. – Dispositions transitoires, date d'entrée en vigueur des mesures prévues par le texte) : *amendement n° 10* de la commission (formel) : adopté (p. 5500) ; *amendement n° 11* de la commission (suppression du caractère rétroactif des déductions éventuelles du temps d'épreuve pour la libération conditionnelle prévue par l'article 729-2 pour les condamnés à perpétuité) : retiré (p. 5500).

MM. Piot (Jacques), Peyefitte (Alain), Douffiagues (Jacques).

– article 8 ainsi modifié : adopté (p. 5500).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Lucien Villa :* refus par le Gouvernement d'un débat sur la sécurité des Français ; caractère partiel du texte ; nécessité de respecter le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance des magistrats ; abstention du groupe communiste (p. 5500).

– *M. Alain Hautecœur :* remise en cause des principes de 1945 ; inefficacité du texte ; remise en cause de l'institution du juge d'application des peines (p. 5500) ; vote hostile du groupe socialiste (p. 5501).

– *M. Alain Peyrefitte :* limitation de l'application des règles relatives au régime de sûreté aux faits commis postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ; application immédiate des règles relatives aux permissions de sortir.

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 69 (p. 5501) ; liste des votants (p. 5506, 5507).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [25 octobre 1978] (p. 6652).

Criminalité : *Frédéric-Dupont (Edouard),* (p. 6653).

Judiciarisation de l'application des peines : *Richard (Alain),* (p. 6653) ; *Charretier (Maurice),* (p. 6653) ; *Foyer (Jean),* (p. 6654) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 6654).

Magistrats (indépendance des) : *Richard (Alain),* (p. 6653) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 6652).

Période de sûreté (automaticité) : *Piot (Jacques),* (p. 6652) ; *Richard (Alain),* (p. 6652) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 6652) ; *Charretier (Maurice),* (p. 6653) ; *Foyer (Jean),* (p. 6654) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 6655).

Personnalisation des peines : *Richard (Alain),* (p. 6655).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 octobre 1978] (p. 6656).

ART. 1er (article 720-2 du code de procédure pénale) : *amendement n° 1* du Gouvernement (coordination) : adopté (p. 6657).

MM. Peyrefitte (Alain), Foyer (Jean).

EXPLICATIONS DE VOTE SUR L'ENSEMBLE :

– *M. Richard (Alain) :* vote hostile du groupe socialiste (p. 6657).

– *M. Kalinsky (Maxime) :* abstention du groupe communiste (p. 6657).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, modifié par l'amendement n° 1, (p. 6657).

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Justice ; PEINE DE MORT. 4, 5 ; PROCEDURE PENALE. 9.

– **Des mineurs.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 266.

– **Provisoire.** *Voir* JUSTICE. 1 ; PROCEDURE PENALE. 9 ; TERRITOIRE D'OUTRE-MER. 2, 5.

DETTE PUBLIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Economie et budget. – 1. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

DETTES INTERNATIONALES (Pays en voie de développement)

Voir LOIS DE REGLEMENT. 3.

DETTES PRIVEES

Voir CREANCES. 1 ; EXPULSIONS. 1.

DEUX ROUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Voir ENTREPRISES. 9.

DEVELOPPEMENT REGIONAL

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 68.

DEVINAT (Paul)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés), 19.

DEVOIR DE RESERVE (Des étrangers en France)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 476.

DEWASME (Tarsyle)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés), 24.

DIALOGUE NORD-SUD

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; TRAITES ET CONVENTIONS. 35, 72.

DIAMANTS (Affaire des –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 600.

DIEPPE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

– **Avenir du port et trafic bananier.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 546.

– **Hôpital de.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 370.

DIETETIQUE

Voir COMMERCE DE DETAIL. 1.

DIFFAMATION

Voir DEPORTES ET INTERNES. 7, 9, 10 ; PRESSE. 1, 7.

DIFFUSION DU LIVRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication.

DIFFUSION GAZEUSE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 80.

DIJON (Société du marché aux cuirs)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 559.

DIPLOMATIE

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

DIPLOME NATIONAL D'ART ET TECHNIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

DIPLOMES

Voir ARCHITECTURE. 1 ; ENSEIGNANTS. 2 ; PHARMACIE. 5 ; PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS. 1.

– **De docteur-ingénieur.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

DIRECTEURS D'ECOLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 695 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 485.

– **Statut des.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 587.

DIRECTION DES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES (D.R.E.E.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce extérieur.

DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10, Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 456.

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE ET DES HOPITAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

DIRECTION GENERALE DES RELATIONS CULTURELLES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Radio-télévision.

DIRECTION NATIONALE D'AMENAGEMENT RURAL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. BAPSA.

DIRECTIVES

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 1 ; MEDECINE. 1.

DIRECTIVES EUROPEENNES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

– **Relatives à la liberté d'établissement.** *Voir* INFIRMIERS-INFIRMIERES. 2.

– **Relatives aux chirurgiens-dentistes.** *Voir* PROFESSIONS MEDICALES. 3.

DIRIGEANTS DE SOCIETE (Régime fiscal)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Avant l'article 15 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

DISCIPLINE MILITAIRE

Voir SERVICE NATIONAL. 8.

DISCRIMINATION DANS L'EMPLOI

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 87.

DISCUSSION BUDGETAIRE (Conditions de déroulement)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Explications de vote et scrutin sur l'ensemble.

– **Organisation de la.** *Voir* FAITS PERSONNELS. 1 ; RAPPEL AU REGLEMENT. 202, 208.

– **Procédure des questions.** *Voir* ALLOCUTIONS. 8.

DISPENSAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir ASSEMBLEE NATIONALE.

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE ET DU CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Voir NOUVELLE-CALEDONIE. 5.

DISSUASION

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

DISTRIBUTION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 209.

– **Carburant.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 212.

DISTRIBUTIONS D'ACTIONS AUX SALARIES ETRANGERS

Voir IMPOTS. 8.

DISTRICTS

Voir AGENTS COMMUNAUX. 4 ; COLLECTIVITES LOCALES. 5.

DISTRICTS URBAINS

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2.

DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Voir IMPÔTS. 8.

DIVORCE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1161** PORTANT REFORME DU DIVORCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par MM. Robert-André Vivien et Emile Bizet. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administratioin générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [28 juin 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Jean Foyer [4 octobre 1979].

Voir ADMINISTRATION. 1 ; ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; ENFANTS. 1, 5 ; EXPLOITANTS AGRICOLES. 2 ; FEMME (CONDITION DE LA). 3 ; LOIS DE FINANCES. 1, Après l'article 2 ; *amendement 136* ; PENSIONS ALIMENTAIRES. 2 ; PENSIONS DE REVERSION. 7 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 161, 217, 339.

DIVORCÉS (Impôt sur le revenu)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

DIX-HUIT JUIN 1940

Voir COMMEMORATIONS. 1.

DIXMIER (Joseph)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 14.

DJIBOUTI

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Coopération ; LOIS DE REGLEMENT. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 26, 27, 28, 29.

– **Coopération avec la France.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 26, 27, 28, 29.

– **Endettement de.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 35.

DOCKERS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 463, 464.

DOCUMENTALISTES (Statut des –)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education.

DOCUMENTATION FRANÇAISE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 45 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux, services divers.

DOCUMENTS (Consultation)

Voir ARCHIVES. 1.

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Voir ADMINISTRATION. 1.

– **Accès.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 992.

DOCUMENTS NOMINATIFS

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 2.

DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. – Rapport du Premier ministre sur la FISCALITE dans le secteur du LOGEMENT. *J.O.* Débats du 6 avril 1978 (p. 1111).

2. – Rapport annuel d'activité du MEDIATEUR M. Aimé Paquet, *J.O.* Débats du 19 mai 1978 (p. 1820).

3. – Rapport du Premier ministre sur l'application de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'EDUCATION, *J.O.* Débats du 7 juin 1978 (p. 2555).

4. – Rapport du président de la commission de surveillance de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS sur les opérations de l'année 1977, *J.O.* Débats du 27 juin 1978 (p. 3487).

5. – Rapport de la COUR DES COMPTES. *J.O.* Débats du 28 juin 1978 (p. 3547).

6. – Rapport du Premier ministre, présenté en application de l'article 15 de la loi n° 77-765 du 12 juillet 1977 instituant le COMPLEMENT FAMILIAL [6 avril 1979] (p. 2428).

7. – Rapport annuel d'activité du MEDIATEUR M. Aimé Paquet, pour l'année 1978 [16 mai 1979] (p. 3857).

8. – Rapport du Président de la commission de surveillance de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS sur les opérations de l'année 1978 [29 mai 1979] (p. 4270).

9. – Rapport du Premier ministre sur l'application, au cours de l'année 1978, de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978, relative à la généralisation de la SECURITE SOCIALE [30 mai 1979] (p. 4462).

10. – Rapport du Premier ministre sur l'évolution de l'ECONOMIE NATIONALE et des finances publiques [5 juin 1979] (p. 4661).

11. – Rapport du Premier ministre sur l'application de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'EDUCATION [12 juin 1979] (p. 4954).

12. – Rapport du Premier ministre sur le FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI et les aides aux travailleurs sans emploi (bilan d'activité 1977) [19 juin 1979] (p. 5309).

13. – Rapport de la COUR DES COMPTES [26 juin 1979] (p. 5667).

14. – Rapport du Premier ministre sur l'exécution et l'actualisation de la LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE pour les années 1977-1982 [2 octobre 1979] (p. 7661).

15. – Rapport du Premier ministre sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.) et l'utilisation des crédits qui lui sont confiés (année 1978) [2 octobre 1979] (p. 7661).

16. – Rapport du Premier ministre sur l'application de l'article 69-III de la loi de finances pour 1978 relatif à la possibilité pour les ENTREPRISES de DEDUIRE de leurs bases d'imposition une partie des sommes rapportées aux résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 1978 [2 octobre 1979] (p. 7662).

17. – Rapport du Premier ministre sur l'exécution de la loi de programme n° 78-727 du 11 juillet 1978 sur les MUSEES pour l'exercice 1978-1979 [2 octobre 1979] (p. 7662).

18. – Rapport de gestion de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS pour 1978 [4 octobre 1979] (p. 7814).

19. – Rapport du conseil national de l'AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT pour l'année 1979 [25 février 1980] (p. 45).

20. – Rapport du comité du CONTENTIEUX FISCAL, DOUANIER et des changes pour 1979 [25 février 1980] (p. 45).

21. – Rapport du Premier ministre, en application de l'article 38 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, sur l'évolution de l'ECONOMIE NATIONALE et des FINANCES publiques [3 juin 1980] (p. 1520).

22. – Rapport annuel du Premier ministre, en application de l'article 19 de la loi du 11 juillet 1975 relative à l'EDUCATION [12 juin 1980] (p. 1824).

23. – Rapport de la COUR DES COMPTES [27 juin 1980] (p. 2394).

24. – Rapport du Premier ministre, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, sur la gestion du FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT en 1979 [2 octobre 1980] (p. 2552).

25. – Rapport du Premier ministre sur la gestion de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS pour 1979 [8 octobre 1980] (p. 2615).

26. – Rapport du Premier ministre sur les conditions de mise en place et de fonctionnement de la DOTATION GLOBALE ainsi que sur les incidences sur le financement des budgets locaux en 1979 et 1980 (application de l'article 25 de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979) [27 octobre 1980] (p. 3166).

27. – Rapport du Premier ministre, en application de l'article 10 de la loi n° 79-575 du 10 juillet 1979, sur la politique menée par le Gouvernement depuis 1977 en matière d'EMPLOI DES JEUNES [13 novembre 1980] (p. 3871).

28. – Rapport du conseil national de l'AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT pour l'année 1980 [21 novembre 1980] (p. 4277).

29. – Rapport pour 1980 de la commission des comptes de la SECURITE SOCIALE en application de l'article 3, dernier alinéa, du décret n° 79-237 du 22 mars 1979 [2 décembre 1980] (p. 4568).

30. – Rapport de la commission nationale de l'INFORMATIQUE et des LIBERTES, en application de l'article 23 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [4 décembre 1980] (p. 4632).

31. – Rapport du Premier ministre sur l'application de l'article 3, premier et deuxième alinéa, de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à MAYOTTE, pour la période du 22 décembre 1979 au 31 octobre 1980 [4 décembre 1980] (p. 4673).

32. – Rapport du Premier ministre sur les conditions d'application de la loi n° 78-5 du 2 janvier 1978 tendant au développement de la CONCERTATION DANS LES ENTREPRISES avec le personnel d'encadrement [20 décembre 1980] (p. 5149).

DOCUMENTS DE SERVICE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés.

DOCUMENTS D'URBANISME

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

DOLLAR

Voir PLAN. 1.

DOMAINE LEGISLATIF

Voir ENERGIE. 1.

DOMAINE PRIVE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

Voir IMPOTS LOCAUX. 2.

DOMAINE PUBLIC

Voir DEFENSE NATIONALE. 2 ; EAU. 2, 5 ; IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 73 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 7.

DOMAINE REGLEMENTAIRE (Extension du -)

Voir ADMINISTRATION. 1.

DONATIONS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 64.

DONATIONS-PARTAGES

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale, (première partie), Article 14 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 20.

DONS ET LEGS

Voir FONDATIONS. 1 ; IMPOTS. 1 ; PARTIS POLITIQUES. 1, 2.

DORDOGNE (Gravières)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

DOTATION DE PEREQUATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2, 6.

DOTATION DES COMMUNES TOURISTIQUES ET THERMALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 6.

DOTATION DES VILLES-CENTRES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 6.

DOTATION FORFAITAIRE

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2, 6.

DOTATION « GARANTIES DIVERSES DESTINEES A FAVORISER LES EXPORTATIONS »

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. - I. - Charges communes.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2, 4, 6 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 26 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Territoires d'Outre-mer ; Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 3, discussion générale, (première partie), Avant l'article 20, Article 20 ; (deuxième

partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES, 6, Article 27 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Intérieur ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 154.

– **Conditions de discussion du projet.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 443.

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 5.

DOTATION ORDINAIRE DE FONCTIONNEMENT

Voir FINANCES LOCALES, 1.

DOUAI (Expulsions)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 514.

DOUANES

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES, 3 ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Article 68 ; LOIS DE FINANCES, 6, Article 78 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 322, 553.

DOUBLES IMPOSITIONS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 42, 64.

DREPANOCYTOSE

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et sant. .é. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

DROGUE

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 95, 97, 279, 550, 758, 913 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 441.

DROIT A L'IMAGE TELEVISEE

Voir RADIODIFFUSION-TELEVISION, 8.

DROIT AU TRAVAIL

Voir CHÔMAGE, 3 ; MOTIONS DE CENSURE, 2, 3.

DROIT CIVIL

Voir ENTREPRISES, 12.

DROIT COMMERCIAL

Voir ENTREPRISES, 12.

DROIT COUTUMIER

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 8.

DROIT D'ASILE

Voir ETRANGERS, 1.

DROIT DE BAIL

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Article 73 ; LOIS DE FINANCES, 6, Article 83.

DROIT DE CONSOMMATION SUR LES ALCOOLS

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième délibération), Article 18.

DROIT DE FRANCISATION

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (première partie), Article 9 ; LOIS DE FINANCES, 6, Article 14.

DROIT DE GARDERIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

DROIT DE GRACE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

DROIT DE GREVE

Voir EMPLOI. 10 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 342, 809 ; RADIODIFFUSION-TELEVISION. 8.

– **Dans les services publics.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 382.

DROIT DE LA MER

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; NAVIGATION MARITIME. 2 ; POLLUTION. 3.

DROIT DE PREEMPTION

Voir ARCHIVES. 1 ; COMMUNES RURALES. 1, 2 ; NOUVELLE-CALEDONIE. 8.

DROIT DE PROPRIETE

Voir ARCHIVES. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

DROIT DE REPRISE

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 1, 3 ; BAUX RURAUX. 1 ; EXPULSIONS. 4.

DROIT DES ACTIVITES D'INFORMATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

DROIT D'ETABLISSEMENT

Voir INFIRMIERS ET INFIRMIERES. 2.

DROIT DE TIMBRE (Applicable aux cartes d'entrée dans les casinos)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

– **Applicable aux cartes de séjour en France des étrangers.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 3.

– **Applicable aux cartes d'identité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10.

– **De dimension.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Avant l'article 13 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 4.

DROIT DE TIMBRE DES EFFETS DE COMMERCE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

– **Sur les chèques non prébarrés et endossables.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 71.

– **Sur les contrats de transport.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

– **Sur les formules de chèques.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire, (deuxième délibération), Article 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

DROIT LOCAL

Voir ALSACE ET LORRAINE. 1.

DROIT PROFESSIONNEL

Voir ENTREPRISES. 12.

DROIT SYNDICAL

Voir RADIODIFFUSION-TELEVISION. 8.

DROITS CIVILS ET POLITIQUES (Pacte relatif aux –)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 41.

DROITS DE CONSOMMATION (Sur les alcools)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2, Article 4.

– **Sur les tabacs.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

DROITS DE CIRCULATION (sur les vins)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2, Article 4.

DROITS DE FRANCISATION ET DE NAVIGATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10.

DROITS DE L'HOMME

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 79** TENDANT A ELARGIR LES CONDITIONS DE SAISINE DU MEDIATEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. André-Georges Voisin et Pierre Lagourgue. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [11 mai 1978].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15 ; ETRANGERS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 83, 380, 419, 798 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 490 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 40, 41, 42, 72, 90.

– **Argentine.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 95.

– **Interventions en faveur de Kim Dae Jung.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 906.

– **Manifestation du 1er mai 1980.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 713.

– **Prisonniers en Irlande du Nord.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 968.

– **TOM.** *Voir* TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

DROITS DE MUTATION

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 21 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale (première partie), Article 13 ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 19 et 69 ; SUCCESSIONS. 2.

DROITS D'ENREGISTREMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Après l'article 23 ; (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Avant l'article 67 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2 ; (deuxième partie), Commerce et artisanat.

DROITS DE PLAIDOIRIE

Voir AVOCATS. 2.

DROITS DE POINÇONNAGE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

DROITS DE PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

Voir ADMINISTRATION. 1.

DROITS DES CONJOINTS D'EXPLOITANTS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

DROITS DE SUCCESSION

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; (première partie), Avant l'article 13 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

DROITS DE TIMBRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Articles 22, 23, Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 12 ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 4 et 18 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 6.

DROITS DE TIRAGES SPECIAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 48.

DROITS ECONOMIQUES (Pacte sur les –)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 40.

DROITS SYNDICAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6 ; TRAVAIL (DUREE DU). 14.

– **Des policiers.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 183.

DUFOUR DE MONTREUIL (Entreprise –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 481.

DUMPING

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 128, 478.

DUNKERQUE (sidérurgie)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 310, 329.

DUPRAT (Gérard)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 29.

DUREE DU TRAVAIL

Voir CHÔMAGE. 3 ; EMPLOI. 10 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation. – Formation professionnelle ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 821, 824 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 367 ; SALARIES. 1.

DUTERNE (Henri)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 33.

E

EAU

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 89** RELATIVE A LA PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. André Forens. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Paul Pernin [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 175** TENDANT A COMPLETER LA LOI n° 64-1245 DU 16 DECEMBRE 1964 RELATIVE AU REGIME ET A LA REPARTITION DES EAUX ET A LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Didier Julia. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [26 octobre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [20 octobre 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Maurice Cornette [26 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 343** RELATIVE A L'ACCUMULATION ARTIFICIELLE DES EAUX EN DEHORS DES COURS D'EAU. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Jean-Paul Mourot. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Michel Cointat [15 juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 426** TENDANT A REGLEMENTER LES RESEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE RECUPEREE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Pierre Weisenhorn et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 513** TENDANT A COMPLETER LA LOI n° 64-1245 DU 16 DECEMBRE 1964 RELATIVE AU REGIME ET A LA REPARTITION DES EAUX ET A LA LUTTE CONTRE LEUR POLLUTION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet par M. Jacques Blanc. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [12 octobre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [2 octobre 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Pierre Micaux [5 octobre 1978].

6. – PROJET DE LOI **n° 661** RELATIF A LA MODERATION DU PRIX DE L'EAU. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 novembre 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et René Monory, ministre de l'économie. – Urgence déclarée le 28 novembre 1978. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, saisie au fond. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [13 novembre 1978] ; la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, demandant a être saisie pour avis, la constitution d'une commission spéciale est de droit (article 32, alinéa 3, du règlement. – Renvoi à la commission spéciale [14 novembre 1978] (p. 7588). – Composition [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861) et [*J.O* du 17 novembre 1978] (p. 3869) : MM. Alphandery (Edmond), Auroux (Jean), Bégault (Jean), Bernard (Jean), Briane (Jean), Canacos (Henry), Cavaillé (Jean-Charles), Charles (Serge), Mme Chavatte (Angèle), MM. Cornet (Pierre), Dehaine (Arthur), Delprat (Michel), Dudebout (Hubert), Dutard (Lucien), Faure (Edgar), Gastines (Henri) (de), Goasduff (Jean-Louis), Gouhier

(Roger), Jans (Parfait), Jouve (Jacques), Kerguéris (Aimé), Lepeltier (Antoine), Marchand (Philippe), Martin (Claude), Mayoud (Alain), Michel (Claude), Nucci (Christian), Pernin (Paul), Piot (Jacques), Ribes (Pierre), Richard (Alain), Santrot (Jacques), Sergheraert (Maurice). – Bureau [*J.O.* du 17 novembre 1978] (p. 3869) : président : M. Jean Bégault ; vice-président : M. Alain Richard ; secrétaire : M. Jacques Jouve, MM. Roger Fenech et Pierre Micaux en remplacement de MM. Mayoud (Alain) et Briane (Jean) [*J.O.* du 22 novembre 1978] (p. 3919). – Rapporteur : M. Pierre Ribes [*J.O.* du 17 novembre 1978]. – Rapport **n° 728** [23 novembre 1978]. – Discussion le 29 novembre 1978. – Adoption avec modifications le 29 novembre 1978. – Projet de loi **n° 92.**

SENAT (première lecture), n° 105 (1978-1979). Dépôt le 30 novembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Auguste Chupin. – Rapport n° 122 (1978-1979) [7 décembre 1978). – Discussion le 15 décembre 1978. – Adoption définitive le 15 décembre 1978. – Projet de loi n° 33 (1978-1979).

Loi n° 78-1250 du 29 décembre 1978, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1978 (p. 4419).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [29 novembre 1978] (p. 8516).

QUESTION PREALABLE de M. Nucci (Christian) : *MM. Michel (Claude),* (p. 8519) ; *Pernin (Paul),* (p. 8519, 8520) ; *Monory (René),* (p. 8520) ; *Ribes (Pierre),* (p. 8520). – Rejet (p. 8520).

Distribution d'eau (modes de gestion du service) : *MM. Ribes (Pierre),* (p. 8517) ; *Monory (René),* (p. 8519, 8521) ; *Pernin (Paul),* (p. 8519) ; *Michel (Claude),* (p. 8519) ; *Lepeltier (Antoine),* (p. 8521) ; *Jans (Parfait),* (p. 8522) ; *Dehaine (Arthur),* (p. 8522) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri),* (p. 8522).

Nationalisation de l'eau : *MM. Monory (René),* (p. 8521) ; *Michel (Claude),* (p. 8519) ; *Auroux (Jean),* (p. 8521).

Politique des prix : *MM. Ribes (Pierre),* (p. 8518, 8520) ; *Jans (Parfait),* (p. 8522).

Prix de l'eau (différentes composantes) : *MM. Ribes (Pierre),* (p. 8516) ; *Lepeltier (Antoine),* (p. 8521) ; *Bégault (Jean),* (p. 8523).

DISCUSSION DES ARTICLES [29 novembre 1978] (p. 8523).

ART. UNIQUE (limitant à 8 p. 100 pour 1979 la hausse résultant des formules de variation contenues dans les contrats de distribution d'eau) : *amendement n° 5* de la commission (supprimant la limitation à 8 p. 100 de la hausse résultant des formules de variation contenues dans les contrats de distribution d'eau) : adopté (p. 8523).

MM. Ribes (Pierre), Monory (René), Jans (Parfait).

– article unique ainsi modifié : adopté (p. 8523).

APRES L'ART. UNIQUE : *amendement n° 2* de M. Christian Nucci (interdisant aux communes de conclure avec des sociétés privées des contrats de concession en matière de distribution d'eau) : rejeté (p. 8524) ; *amendement n° 4* de M. Alain Richard (autorisant les départements à instituer une taxe sur l'eau) : rejeté (p. 8524).

MM. Cellard (André), Ribes (Pierre), Monory (René), Michel (Claude).

Adoption de l'ensemble du projet (p. 8524).

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1901** RELATIVE AU DROIT D'USAGE DES EAUX D'EXHAURE DU BASSIN FERRIFERE LORRAIN, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Jean Laurain. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Yvon Tondon [2 octobre 1980].

Voir ENERGIE. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; PLAN. 3 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 98 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 1.

EAUX DE VIE (Fiscalité)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 4.

– **D'Alsace.** *Voir* ALCOOLS. 3.

EAUX ET FORETS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 487.

EAUX MINERALES (Taxe sur les –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 8.

EBOUE (Eugénie)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 218** RELATIVE AU TRANSFERT AU PANTHEON DES CENDRES DE MME EUGENIE EBOUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Hélène Missoffe [9 novembre 1978].

ECHANGES INTERNATIONAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

ECHANGES STANDARD (Régime douanier)

Voir IMPOTS. 8.

ECHECS SCOLAIRES

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2.

ECHELLE INDICIAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique.

ECOLE DES TECHNIQUES THERMALES D'AIX-LES-BAINS

Voir INFIRMIERS - INFIRMIERES. 2.

ECOLE INTERNATIONALE DE BORDEAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 105.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (E.N.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; MAGISTRATS. 2 ; TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS. 5.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

ECOLE NATIONALE D'ANGOULEME

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; MAGISTRATS. 1, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 394.

ECOLE NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

ECOLE NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 541.

ECOLE NATIONALE DU BOIS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE NANTES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

ECOLE NORMALE DE POINTE-A-PITRE (Concours d'entrée)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 183.

ECOLE NORMALE SUPERIEURE D'EDUCATION PHYSIQUE (E.N.S.E.P.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE SAINT-CLOUD

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Universités.

ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MULHOUSE

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 1.

ECOLE SUPERIEURE DES INDUSTRIES TEXTILES DE MULHOUSE

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 1.

ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES (E.S.S.E.C.)

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 9.

ECOLE VETERINAIRE DE LYON

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

ECOLE D'APPRENTISSAGE MARITIME

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 861.

ECOLES D'ARCHITECTURE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 117.

ECOLES D'ART

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et comunication.

ECOLES DENTAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Universités.

ECOLES DES BEAUX-ARTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et comunication ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 117.

ECOLES D'INGENIEURS DE MULHOUSE (Personnel)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Universités.

ECOLES MATERNELLES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 956.

ECOLES MILITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

ECOLES NATIONALES VETERINAIRES

Voir EXAMENS ET CONCOURS. 1.

ECOLES NORMALES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

ECOLES NORMALES SUPERIEURES DE LETTRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Universités.

ECOLES PROFESSIONNELLES

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3.

ECOM (Société. Publicité aux élections européennes)

Voir ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

ECONOMIE (Ministère de l' –)

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1202** TENDANT A LA CRATION D'UNE COMMISSION DE CONTROLE SUR LES CONSEQUENCES DE LA NOUVELLE ORIENTATION DE LA POLITIQUE DE LA CONCURRENCE ET DES PRIX SUR L'ACTIVITE DE LA DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, Assemblée nationale. Dépôt le 27 juin 1979 par M. Alain Richard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 1347** [18 octobre 1979].

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget ; LOIS DE FINANCES. 6.

ECONOMIE NATIONALE

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

– **Rapport sur l'évolution de.** *Voir* DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 10.

ECONOMIES BUDGETAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 25.

ECONOMIES D'ENERGIE

Voir ENERGIE. 1, 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; articles et articles additionnels non rattachés, Article 68 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale, (première partie), Après l'article 3, Article 4 ; Après l'article 7 ; (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; Industrie ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale, (première partie), Après l'article 2 ; (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; Industrie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Après l'article 5 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 436, 450, 454 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 132, 199, 291, 293, 345, 375.

– **Chauffage.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1, Article 9.

– **Dans les services publics.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 512.

ECOUTES TELEPHONIQUES

Voir LIBERTES INDIVIDUELLES. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 937.

ECU européen (European currency unit)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 8, 9 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 297.

EDITION

Voir IMPOTS, 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 986 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 419.

EDUCATEUR PARENTAL

Voir FAMILLE. 3.

EDUCATEURS SCOLAIRES

Voir PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES. 10.

EDUCATION

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 2253** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE D'EXAMINER LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA LOI n° 75-620 DU 11 JUILLET 1975 RELATIVE A L'EDUCATION ET SES RESULTATS, Assemblée nationale. Dépôt le 2 avril 1981 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 5 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 13 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 11 ; ENFANTS, 1 ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Universités ; Education ; LOIS DE FINANCES, 6 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 4, 5 ; PLAN, 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 81, 281, 288, 304, 306, 481, 792 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 371, 485, 502, 561 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 286, 290.

– **Crédits dans la région Rhône-Alpes.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 316.

– **Effectifs.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 694, 695.

– **Effectifs des personnels de l'Education dans l'académie de Lille.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 558.

– **Gratuité des manuels scolaires.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 534.

– **Grèves.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 382.

– **Locaux du lycée technique Louis Lumière de Paris.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 560.

– **Lock-out de stagiaires dans un centre de formation d'apprentis de l'industrie hôtelière.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 896.

– **Personnel.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 474.

– **Politique européenne d'.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 8.

EDUCATION CONCERTEE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Education.

EDUCATION CONTINUE

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, 3.

EDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE (DOM-TOM)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20.

EDUCATION MANUELLE ET TECHNIQUE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 249.

EDUCATION MUSICALE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 258.

– **Annulation d'épreuves du CAPES.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 520.

EDUCATION PERMANENTE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1225** D'ORIENTATION RELATIVE A L'EDUCATION CONTINUE, AU CONGE-EDUCATION ET AU CREDIT-EDUCATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Louis Mexandeau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Mexandeau [4 octobre 1979].

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Voir ENFANTS. 1 ; LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 203, 741 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 104, 105, 263 ; SPORTS. 4.

EDUCATION SEXUELLE

Voir AVORTEMENT. 1, 2, 3 ; FEMMES. 7.

EDUCATION SPECIALISEE

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 4 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

EDUCATION SURVEILLEE

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 4 ; ENFANTS. 1, 3, 6 ; IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Justice.

EFFECTIFS SCOLAIRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 382.

EFFETS DE COMMERCE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 641** TENDANT A LIMITER A QUARANTE JOURS LES ECHEANCES DES EFFETS DE COMMERCE ET A ASSURER LA GARANTIE DE BONNE FIN DE LEUR PAIEMENT, (*erratum* du 14 novembre 1978). Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par M. André Chazalon et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Charles Millon [14 décembre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 915** RELATIVE AUX MODALITES ET AUX DELAIS DE REGLEMENT DES FACTURES ETABLIES POUR UN FOURNISSEUR DE MARCHANDISES, L'EXECUTION DE TRAVAUX OU DE PRESTATIONS DE SERVICES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Vincent Ansquer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Sergheraert [3 mai 1979].

EFFORT SOCIAL DE LA NATION

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Après l'article 1er ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

EGALITE DES CONJOINTS

Voir FEMMES (CONDITION DE LA). 7 ; LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, Article 72.

EGYPTE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 372.

– **Etablissements français d'enseignement).** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

ELANCOURT (Hôpital d' -)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 109.

ELARGISSEMENT DE LA C.E.E.

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10, 15 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 786, 790, 799 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

ELECTIONS

Voir FRANÇAIS DE L'ETRANGER. 9 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur ; NOUVELLE-CALEDONIE. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 453.

- **Affichage.** *Voir* ENVIRONNEMENT. 1.

- **Fraude.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 329.

ELECTIONS (Législation)

1. - PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 21** TENDANT A MODIFIER CERTAINS ARTICLES DU CODE ELECTORAL, DE FAÇON A PREVOIR LE REMPLACEMENT PAR DES ELECTIONS PARTIELLES DES MEMBRES DU PARLEMENT DONT LE SIEGE DEVIENT VACANT, Sénat (première lecture). Dépôt le 21 décembre 1966 par M. Robert Bruyneel, n° 205 (1966-1967). - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapport le 9 mai 1967 par M. Robert Bruyneel, n° 230 (1966-1967). - Adoption le 26 octobre 1967. - Proposition de loi n° 3 (1967-1968).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1967, **n° 481.** - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 12 juillet 1968, **n° 23.** - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 2 mai 1973, **n° 252.** - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [27 avril 1978].

2. - PROPOSITION DE LOI **n° 22** TENDANT A MODIFIER CERTAINS ARTICLES DU CODE ELECTORAL, Sénat. Dépôt le 3 avril 1967 par M. Robert Bruyneel, n° 206 (1966-1967). - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapport le 9 mai 1967 par M. Robert Bruyneel, n° 231 (1966-1967).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [27 avril 1978].

3. - PROPOSITION DE LOI **n° 56** MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE ELECTORAL EN VUE D'EVITER LES CANDIDATURES UNIQUES AU SECOND TOUR DES ELECTIONS LEGISLATIVES, CANTONALES ET MUNICIPALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Douffiagues [11 mai 1978].

4. - PROPOSITION DE LOI **n° 178 rectifiée** TENDANT A INTERDIRE LE CUMUL DES MANDATS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 avril 1978 par M. Fernand Icart et M. Roger Chinaud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [1er juin 1978].

5. - PROPOSITION DE LOI **n° 210** TENDANT A INSTITUER LE VOTE OBLIGATOIRE ET LE VOTE EN SEMAINE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt

le 11 mai 1978 par M. Jean-Marie Daillet. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [1er juin 1978].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 289** TENDANT A RENDRE OBLIGATOIRE LA MISE SUR ORDINATEUR DES LISTES ELECTORALES DES VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Camille Petit. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [29 juin 1978].

7. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 402** VISANT A INTERDIRE CERTAINS CUMULS DE MANDATS ELECTIFS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 juin 1978 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [29 juin 1978].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 600** TENDANT A ABROGER L'AVANT-DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L.5 DU CODE ELECTORAL QUI INTERDIT L'INSCRIPTION DES FAILLIS SUR LES LISTES ELECTORALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Loïc Bouvard. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [8 décembre 1978].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 606** RELATIVE AU FINANCEMENT DES CAMPAGNES ELECTORALES LORS DES ELECTIONS LEGISLATIVES, CANTONALES ET MUNICIPALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par Mme Florence d'Harcourt. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. André Cellard [8 décembre 1978].

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 619** TENDANT A INSTITUER LA REPRESENTATION PROPORTIONNELLE POUR L'ELECTION DES DEPUTES, DES CONSEILLERS GENERAUX ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Maxime Gremetz. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [8 décembre 1978].

11. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 654** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L. 0. 178 DU CODE ELECTORAL EN VUE D'EVITER QUE LES ELECTIONS LEGISLATIVES PARTIELLES AIENT LIEU AU MOIS DE JUILLET OU AU MOIS D'AOUT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 octobre 1978 par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. André Cellard [14 décembre 1978].

12. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1111** PORTANT LIMITATION DU CUMUL DES MANDATS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 juin 1979 par M. Georges Mesmin et M. Rémy Montagne. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [4 octobre 1979].

13. – PROPOSITION DE LOI **n° 1155** TENDANT A MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS EN MATIERE DE SONDAGE D'OPINION, D'AFFICHAGE POLITIQUE EFFECTUE PAR DES ORGANISMES PUBLICITAIRES ET DE REMBOURSEMENT DE CERTAINES DEPENSES DE PROPAGANDE ELECTORALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [4 octobre 1979].

14. – PROPOSITION DE LOI **n° 1309** TENDANT A INSERER DANS LE CODE ELECTORAL UN ARTICLE L.7 BIS AYANT POUR EFFET DE RAYER DES LISTES ELECTORALES TEMPORAIREMENT OU DEFINITIVEMENT QUICONQUE QUI, SANS MOTIF VALABLE, SE SERA ABSTENU DE PRENDRE PART A CERTAINS SCRUTINS ELECTORAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Gérard Braun. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [25 octobre 1979].

15. – PROPOSITION DE LOI **n° 1320** TENDANT A LIMITER LES DEPENSES

ENGAGEES PAR LES CANDIDATS AUX ELECTIONS LEGISLATIVES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Claude Labbé. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [25 octobre 1979].

16. – PROPOSITION DE LOI **n° 1426** TENDANT A PREVOIR DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX DECLARATIONS DE PATRIMOINES ET DE REVENUS A ETABLIR PAR LES PARLEMENTAIRES, LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET LES MAIRES DES COMMUNES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Jean-Pierre Delalande. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [13 décembre 1979].

17. – PROPOSITION DE LOI **n° 1453** TENDANT A MORALISER L'EXERCICE DE LA VIE POLITIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Michel Rocard. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [20 décembre 1979].

18. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1694** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA FRAUDE ELECTORALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 12 mai 1980 par M. Roland Nungesser. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tibéri [29 mai 1980]. – Rapport **n° 1868** [26 juin 1980].

ELECTIONS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 364, 365, 366, 375, 388 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 126.

– **Candidature du ministre de l'Agriculture.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 208.

– **Scrutin pour les.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 379, 391.

ELECTIONS CANTONALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 609** RELATIVE AUX ELECTIONS CANTONALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Gérard César. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Nouveau rapporteur : M. Gérard Longuet [2 novembre 1978].

– **Campagne pour les.** *Voir* MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

ELECTIONS LEGISLATIVES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1386** TENDANT A FIXER LES CONDITIONS DE DETERMINATION DU TABLEAU DES CIRCONSCRIPTIONS LEGISLATIVES PREVU A L'ARTICLE 125 DU CODE ELECTORAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [29 novembre 1979]

.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1387** TENDANT A MODIDIER L'ARTICLE L.O.-119 DU CODE ELECTORAL CONCERNANT LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [29 novembre 1979]

.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2041** TENDANT A MODIDIER L'ARTICLE L.158 DU CODE ELECTORAL RELATIF AU CAUTIONNEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 novembre 1980 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [11 décembre 1980]. – Rapport **N° 2170** [17 décembre 1980]

ELECTIONS MUNICIPALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 425** TENDANT A MODIDIER LES CONDITIONS DE PRESENTATION DES CANDIDATS A L'ELECTION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DANS LES COMMUNES DE 30 000 HABITANTS AU PLUS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Pierre Weisenhorn. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. – PROJET DE LOI **n° 1142** MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE ELECTORAL EN VUE DE FAVORISER LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX ELECTIONS MUNICIPALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [28 juin 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Jacques Douffiagues [6 novembre 1980]. – Rapport **n° 2069** [13 novembre 1980]. – Discussion le 20 novembre 1980. – Deuxième délibération (article 1er). – Adoption le 20 novembre 1980. – Projet de loi **n° 362.**

DISCUSSION GENERALE [19 novembre 1980] (p. 4173), [20 novembre 1980] (p. 4189).

Application du texte aux communes de 2 500 habitants : *Douffiagues (Jacques)*, (p. 4174) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 4176) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 4180) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4190) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 4190) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4194).

Association des conseillères municipales du Rhône : *Pelletier (Monique)*, (p. 4195) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4194).

Augmentation du nombre des élus : *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 4194).

Chômage des femmes : *Jacq (Marie)*, (p. 4177) ; *Constans (Hélène)*, (p. 4178) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4190).

Communes rurales : *Marie (Bernard)*, (p. 4191).

Congés familiaux : *Zeller (Adrien)*, (p. 4175).

Disparité entre les régions et entre les communes : *Douffiagues (Jacques)*, (p. 4174).

Egalité des chances et de traitements : *Jacq (Marie)*, (p. 4177) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4190) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4192) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 4195).

Egalité entre les hommes et les femmes : *Douffiagues (Jacques)*, (p. 4173) ; *Pelletier Monique)*, (p. 4174) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 4176) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 4190) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 4194).

Extension du projet à tous les types d'élections : *Constans (Hélène)*, (p. 4178).

Formation des femmes à la vie publique : *Pelletier (Monique)*, (p. 4174) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 4175) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4190).

Formation professionnelle : *Jacq (Marie)*, (p. 4177) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4189) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4192).

Garde des enfants : *Zeller (Adrien)*, (p. 4175) ; *Constans (Hélène)*, (p. 4178) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4192).

Gestion municipale : *Pelletier (Monique)*, (p. 4174).

Misogynie : *Jacq (Marie)*, (p. 4177).

Mouvements féminins : *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 4194).

Participation des femmes à la vie publique : *Pelletier (Monique)*, (p. 4195) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 4175) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 4176) ; *Jacq (Marie)*, (p. 4177) ; *Constans (Hélène)*, (p. 4178) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4190) ; *Marie (Bernard)*, (p. 4191) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4192) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 4193) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 4194) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4194).

Politique globale en faveur des femmes : *Pelletier (Monique)*, (p. 4174) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4190) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4192).

Problème des quotas : *Pelletier (Monique)*, (p. 4174) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 4176) ; *Constans (Hélène)*, (p. 4177) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4190) ; *Bernard (Marie)*, (p. 4191) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4192) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 4193) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4194).

Projet de loi électoraliste : *Constans (Hélène)*, (p. 4178).

Projet de loi relatif au développement des responsabilités des collectivités locales : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 4179) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 4190) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 4193).

Proposition de loi organique tendant à instaurer une équipe mixte des candidats aux élections législatives et sénatoriales : *d'Harcourt (Florence)*, (p. 4176).

Représentation des femmes dans les listes de candidatures : *Douffiagues (Jacques),* (p. 4173).

Représentation des femmes au parti communiste : *Constans (Hélène),* (p. 4178).

Situation des femmes dans la société française : *Pelletier (Monique),* (p. 4174) ; *Beix (Roland),* (p. 4191) ; *Lepeltier (Antoine),* (p. 4194).

Statut de l'élu local : *Zeller (Adrien),* (p. 4175) ; *Jacq (Marie),* (p. 4177) ; *Avice (Edwige),* (p. 4190) ; *Fuchs (Jean-Paul),* (p. 4190) ; *Bernard (Marie),* (p. 4191) ; *Lepeltier (Antoine),* (p. 4194).

Suffrage universel (liberté du choix) : *Aubert (Emmanuel),* (p. 4170).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 novembre 1980] (p. 4195)

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 8* de Mme Hélène Constans (insérer dans le code électoral un article L. 52-2, possibilité pour les candidats salariés de prendre un congé d'un mois avant le scrutin) : rejeté (p. 4196) ; dispositions de la loi du 2 janvier 1978 relatives aux élections à l'Assemblée nationale et au Sénat (p. 4196).

ART. 1er (insertion d'un nouvel article L. 256-1 dans le code électoral, communes de plus de 9 000 habitants) ; volonté du Gouvernement de ne pas descendre au-dessous du seuil de 9 000 habitants ; humiliation des femmes des petites villes et zones rurales (p. 4196) ; contrôle de la régularité des listes dans les communes de moins de 3 000 habitants (p. 4197) ; rôle des commissions de propagande ; problème des élections partielles ; problème du panachage ; abaissement du seuil de population pour l'application du texte ; relèvement de la proportion des femmes devant siéger au conseil municipal ; contrôle de la régularité des listes dans les communes de moins de 30 000 habitants par le bureau de dépouillement et éventuellement par la juridiction administrative ; non-application de la loi aux élections partielles ; droit au panachage ; problème du quota ; annulation de l'élection s'il manque une femme sur la liste (p. 4198) : *amendement n° 2* de la commission des lois (insérer un nouvel alinéa à l'article 256 du code électoral ; abaisser de 9 000 à 2 500 habitants le seuil d'application de la loi) ; *sous-amendement n° 9* de Mme Marie Jacq (tendant à porter le quota de 20 à 30 %) : adopté (p. 4200) ; *amendement n° 2* ainsi modifié, adopté (p. 4200).

– amendement n° 2, ainsi modifié, devient l'article 1er (p. 4200).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 10* de M. Alain Richard (abaisser de 9 000 à 2 500 habitants le seuil d'application de la loi) : devenu sans objet (p. 4200).

ART. 2 (modification de l'article L 260 du code électoral, communes de plus de 30 000 habitants) : *amendement n° 15* de Mme Marie-Madeleine Dienesch (augmentation d'un quart du nombre des candidats figurant sur la liste) : retiré (p. 4201) ; remplacement du scrutin de liste bloqué par un scrutin plurinomimal (p. 4201) ; *amendement n° 3* de la commission (application de la proportion de 80 % aux candidats titulaires et aux candidats suppléants pour Paris, Marseille, Lyon, Toulouse et Nice) ; *sous-amendement n° 17* de M. Pierre-Charles Krieg (application de la proportion sde 80 % à l'ensemble de la liste) : adopté (p. 4202) ; *amendement n° 3,* ainsi modifié, adopté (p. 4202).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 4202).

ART. 3 (modification de l'article L 270 du code électoral relatif auxélections complémentaires ; harmonisation avec les dispositions de l'article L 256) : adopté (p. 4203).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 16* de Mme Marie-Madeleine Dienesch (modification de l'article L 121-2 tendant à faire apparaître des candidatures féminines en augmentant le nombre des élus) : retiré (p. 4203) ; *amendement n° 1* de M. Jean-Louis Masson (modification de l'article L 121-22 du code des communes ; démission en cas d'absences du conseil municipal) : non soutenu (p. 4203).

ART. 4 (application de la loi aux TOM et à la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté (p. 4203).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 5* de Mme Hélène Constans (tendant à assurer un droit à congé aux salariés exerçant des fonctions électives) : rejeté (p. 4204) ; *amendement n° 12* de Mme Edwige Avice (tendant à assurer un droit àcongé aux salariés exerçant des fonctions électives) : rejeté (p. 4204) ; *amendement n° 6* de Mme Hélène Constans (assurance de retrouver son emploi pour le salarié détenant un mandat électif) : rejeté (p. 4204) ; *amendement n° 7* de Mme Hélène Constans (stages de formation des élus) : rejeté (p. 4205) ; *amendement n° 14* de M. Alain Richard (remboursement des frais occasionnés par les mandats) : rejeté (p. 4205).

TITRE : *amendement n° 4* de la commission (projet modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la mixité dans la vie municipale) : adopté (p. 4205).

– titre, ainsi modifié, adopté (p. 4205).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI (p. 4205)

ART. 1er : *amendement n° 1* du Gouvernement (tendant à ramener de 70 à 80 % la proportion maximale de candidats du même sexe figurant sur une même liste) : adopté par scrutin public n° 522 (p. 4206).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4206).

EXPLICATIONS DE VOTE (p. 4206)

Arrières-pensées électoralistes : *Jacq (Marie)*, (p. 4206).

Critique du quota de 20 % : *Barbera (Myriam)*, (p. 4206).

Droits de la femme : *Jacq (Marie)*, (p. 4206).

Insertion des femmes dans la société : *Pelletier (Monique)*, (p. 4207).

Insuffisance de ce projet de loi : *Jacq (Marie)*, (p. 4206).

Pourcentage de femmes parmi les élus communistes : *Barbera (Myriam)*, (p. 4206).

Vote positif du groupe communiste : *Barbera (Myriam)*, (p. 4207).

Vote positif du groupe socialiste : *Jacq (Marie)*, (p. 4206).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 523 (p. 4207).

ELECTIONS PARTIELLES

Voir ELECTIONS MUNICIPALES. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 962.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 965.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 277** TENDANT A ORGANISER LA PREPARATION DES ELECTIONS EXTRA-POLITIQUES ET A INSTITUER POUR CES ELECTIONS LE VOTE PAR CORRESPONDANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. André-Georges Voisin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [15 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 337** TENDANT AU RESPECT DU SCRUTIN DE LISTE DANS LES ELECTIONS DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU SEIN DES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Pierre Juquin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 344** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ELECTIONS PROFESSIONNELLES AFIN DE PERMETTRE AUX ELECTEURS DE VOTER, DES LE PREMIER TOUR DE SCRUTIN, POUR DES LISTES AUTRES QUE CELLES PRESENTEES PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Hector Rolland et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Michel Péricard [5 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 422** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 1er DE LA LOI n° 68-1179 DU 27 DECEMBRE 1968 AFIN DE PRECISER QUE LES SYNDICATS PROFESSIONNELS QUI PEUVENT S'ORGANISER LIBREMENT DANS TOUTES LES ENTREPRISES PEUVENT EGALEMENT PARTICIPER DES LE PREMIER TOUR A TOUTES LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Georges Tranchant. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Michel Péricard [5 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 534** TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ELECTIONS PROFESSIONNELLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Arnaud Lepercq. – Retrait le 13 juin 1979 (p. 5047). – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 617** TENDANT A MODIFIER LES MODALITES D'ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU SEIN DES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Jean Brocard. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [12 avril 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 842** OUVRANT A TOUS LES SALARIES LA POSSIBILITE D'ETRE CANDIDAT DES LE PREMIER TOUR AUX ELECTIONS POUR LE COMITE D'ENTREPRISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Arnaud Lepercq et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Michel Péricard [12 avril 1979].

Voir TRAVAIL (JURIDICTION DU). 1, 3.

ELECTIONS PRUD'HOMALES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 581, 602.

– **Temps d'antenne à la radio-télévision.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 547.

ELECTIONS SENATORIALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1752** TENDANT A MODIFIER LE REGIME ELECTORAL DU SENAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. Olivier Guichard. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Olivier Guichard [19 juin 1980].

Voir ELECTIONS (LEGISLATION). 1, 2.

– **Val de Marne. Voir** QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 730, 731, 742, 810.

ELECTRICIENS ET GAZIERS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 678.

ELECTRICITE

Voir ENERGIE. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 78, 282 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 200, 276, 261.

– **Prix de .** *Voir* ENERGIE. 1.

– **Redevance.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Article 17.

ELECTRICITE DE FRANCE-GAZ DE FRANCE (E.D.F.-G.D.F.)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1462** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 47 DE LA LOI n° 46-628 MODIFIE DU 8 AVRIL 1946 SUR LA NATIONALISATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Georges Tranchant. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [20 décembre 1979].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1601** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE D'EXAMINER LA GESTION DE LA CAISSE CENTRALE D'ACTIVITES SOCIALES DU PERSONNEL DES INDUSTRIES ELECTRIQUES ET GAZIERES (C.C.A.S.) ET DES CAISSES MUTUELLES COMPLEMENTAIRES ET D'ACTION SOCIALE DES INDUSTRIES ELECTRIQUES ET GAZIERES (C.A.S.) ET DE RECHERCHER UNE METHODE DE GESTION DE NATURE A PERMETTRE UNE COLLABORATION ETROITE DE L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES REPRESENTEES DANS CE SECTEUR D'ACTIVITES, Assemblée nationale. Dépôt le 2 avril 1980 par M. Georges Tranchant et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. René La Combe [17 avril 1980]. – Rapport **n° 1696** [14 mai 1980].

Voir ENERGIE. 1 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 2 ; GREVE. 1, 5, 6 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture ; Economie et budget ; Industrie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; PROTECTION CIVILE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 78, 238, 282, 284, 298, 344, 809 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 49, 95, 168 ; RADIODIFFUSION-TELEVISION. 8.

– **Caisses d'action sociale.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Coupure de courant du 19 décembre 1978.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 106.

– **Indemnisation des anciens actionnaires.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Monopole.** *Voir* ENERGIE. 1.

– **Tarification.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 659.

– **Tarifs préférentiels.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 529.

ELECTRIFICATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 79 *bis* A *(nouveau)* ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 38 ; Agriculture, BAPSA;

– **Rurale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

– **Dans les départements d'Outre-mer.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 215.

ELECTRONIQUE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 261.

ELEVAGE

1. – PROJET DE LOI **n° 8** RELATIF A L'EXECUTION DES PROPHYLAXIES COLLECTIVES DES MALADIES DES ANIMAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 avril 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Maurice Dousset [20 avril 1978]. – Rapport **n° 143** [27 avril 1978]. – Discussion le 17 mai 1978. – Adoption le 17 mai 1978. – Projet de loi **n° 11.**

SENAT (première lecture). Dépôt le 19 mai 1978. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Louis Orvoen. – Rapport n° 403 (1977-1978) [8 juin 1978]. – Discussion le 27 juin 1978. – Adoption avec modifications le 27 juin 1978. – Projet de loi n° 166 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 28 juin 1978, **n° 471.** – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Maurice Dousset. – Rapport **n° 685** [15 novembre 1978]. – Discussion le 23 novembre 1978. – Adoption avec modifications le 23 novembre 1978. – Projet de loi **n° 90.**

SENAT (deuxième lecture), n° 93 (1978-1979). Dépôt le 24 novembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Louis Orvoen. – Rapport n° 142 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption définitive le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 153 (1978-1979).

Loi n° 79-6 du 2 janvier 1979 publiée au *J.O.* du 3 janvier 1979 (p. 6).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [17 mai 1978] (p. 1749)

Abattage (indemnités) : *Méhaignerie (Pierre),* (p. 1766).

Cheptels français et européen (état sanitaire) : *Méhaignerie (Pierre),* (p. 1751, 1752) ; *Emmanuelli (Henri),* (p. 1753) ; *Soury (André),* (p. 1755) ; *Michel (Claude),* (p. 1755) ; *Bizet (Emile),* (p. 1757).

Pharmacie vétérinaire (loi de 1975) : *Méhaignerie (Pierre),* (p. 1752) ; *Michel (Claude),* (p. 1755) ; *Bizet (Emile),* (p. 1757).

Prophylaxies des maladies des animaux (coût) : *Dousset (Maurice),* (p. 1750) ; *Bizet (Emile),* (p. 1757).

Prophylaxies des maladies des animaux (intervention de fonctionnaires et agents de la direction des services vétérinaires) : *Dousset (Maurice),* (p. 1749, 1750, 1751) ; *Méhaignerie (Pierre),* (p. 1751, 1752) ; *Aurillac (Michel),* (p. 1753) ; *Michel (Claude),* (p. 1755).

Vétérinaires (organisation de la profession et loi de 1938) : *Dousset (Maurice),* (p. 1749) ; *Méhaignerie (Pierre),* (p. 1752) ; *Emmanuelli (Henri),* (p. 1753) ; *Soury (André),* (p. 1754) ; *Bizet (Emile),* (p. 1756).

DISCUSSION DES ARTICLES [17 mai 1978] (p. 1765, 1773)

ART. 1er (faculté d'intervention dans les opérations de prophylaxies collectives des maladies des animaux données à certains fonctionnaires et agents de la direction des services vétérinaires) : *amendement n° 1 (formel)* de la commission : adopté (p. 1767) ; *amendement n° 2* de la commission (limitation des interventions prévues à l'article 1er en cas d'épizootie ou à titre exceptionnel) ; *sous-amendement n° 8* de M. René de Branche (consultation de la commission départementale compétente) : adopté (p. 1768) ; *amendement n° 2* adopté par scrutin public n° 19 (p. 1769) ; liste des votants (p. 1777, 1778) ; *amendement n° 3* de la commission (exclusion des vacataires du champ d'application de la loi) : adopté (p. 1769) ; *amendement n° 4* de la commission (suppression des dispositions concernant les prophylaxies agréées) : adopté (p. 1769) ; *amendement n° 5* de M. Michel Aurillac (contrôle technique et responsabilité d'un docteur vétérinaire sur les actes de prophylaxie effectués par des personnels non titulaires du diplôme de docteur vétérinaire) ; *sous-amendement n° 9* de M. Henri de Gastines (suppression de la responsabilité du vétérinaire prévue à l'amendement n° 5) : rejeté (p. 1771) ; *sous-amendement n° 10* de M. Henri de Gastines (mandat sanitaire pour la mise en jeu de la responsabilité prévue à l'amendement n° 5) : rejeté (p. 1771) ; *amendement n° 5* : rejeté (p. 1771) ; *amendement n° 7* de M. Marcel Rigout (possibilité pour l'Etat de recourir aux agents qualifiés des organisations professionnelles en cas d'épizootie) : rejeté par scrutin public n° 20 (p. 1772) ; liste des votants (p. 1778, 1779).

– adoption de l'article 1er ainsi modifié (p. 1772).

MM. Rigout (Marcel), Fontaine (Jean), Dousset (Maurice), Fouchier (Jacques), Soury (André), Emmanuelli (Henri), de Branche (René), Bizet (Emile), Aurillac (Michel), de Gastines (Henri).

ART. 2 (modification de l'article 340 du code rural) : adopté (p. 1773).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Abstention du groupe communiste : *Soury (André)*, (p. 1773).

Abstention du groupe socialiste : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1773).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1773).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [23 novembre 1978] (p. 8262)

Agents des services vétérinaires (intervention dans les prophylaxies obligatoires) : *Dousset (Maurice)*, (p. 8262) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 8263) ; *Michel (Claude)*, (p. 8264) ; *Cellard (André)*, (p. 8265) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 8265) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 8266).

Ecoles vétérinaires : *Michel (Claude)*, (p. 8264) ; *Cellard (André)*, (p. 8265) ; *Bizet (Emile)*, (p. 8266) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 8267).

Indemnités d'abattage : *Chaminade (Jacques)*, (p. 8263) ; *Michel (Claude)*, (p. 8264).

Liberté d'installation des vétérinaires de la C.E.E. : *Cellard (André)*, (p. 8265) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 8267).

Vétérinaires (organisation et effectifs de la profession) : *Chaminade (Jacques)*, (p. 8263) ; *Michel (Claude)*, (p. 8264) ; *Cellard (André)*, (p. 8265).

DISCUSSION DES ARTICLES [23 novembre 1978] (p. 8267)

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission, réservé (p. 8267) : adopté (p. 8271) ; *amendement n° 2* de la commission (intervention d'agents de l'Etat qualifiés titulaires ou contractuels dans les opérations de prophylaxie collectives) : adopté (p. 8268) ; *amendement n° 7* de M. Michel Aurillac (intervention sous le contrôle technique et la responsabilité d'un docteur vétérinaire des fonctionnaires et agents de l'Etat non pourvus du diplôme de docteur vétérinaire) : retiré (p. 8268) ; *amendement n° 3* de la commission (possibilité pour le personnel de la direction des services vétérinaires de participer aux prophylaxies obligatoires en cas d'épizootie ou à titre exceptionnel) ; *sous-amendement n° 4* de M. André Soury (remplaçant la faculté qui est donnée à l'administration d'intervenir ou non à l'occasion des prophylaxies obligatoires par une obligation) : adopté avec une rectification formelle (p. 8269) ; *sous-amendement n° 5* de M. François Leizour (supprimant la référence au cas particulier d'épizootie dans l'amendement n° 3 de la commission) : retiré (p. 8271) ; *sous-amendement n° 6* de M. Lucien Dutard (fixation par la loi et non par l'autorité administrative des conditions de recours à des fonctionnaires ou agents de la direction des services vétérinaires pour la mise en œuvre d'opérations de prophylaxies collectives) : retiré (p. 8271) ; *amendement n° 3* : rejeté (p. 8271) ; *amendement n° 8* de la commission (nouvelle rédaction de l'amendement n° 3

déterminant les conditions dans lesquelles il peut être fait appel aux fonctionnaires et agents de la direction des services vétérinaires en cas d'épizootie pour la mise en œuvre des opérations de prophylaxie) : adopté (p. 8271) ; *amendement n° 1* de la commission précédemment réservé (amendement de coordination) : adopté (p. 8271).

MM. Dousset (Maurice), Méhaignerie (Pierre), Aurillac (Michel), Chaminade (Jacques), Rigout (Marcel), Bassot (Hubert), Michel (Claude), Cornette (Maurice), Bizet (Emile).

– adoption de l'article 1er modifié, valant adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8271).

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1936** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE DE DETERMINER AVEC PRECISION LES PRATIQUES DE L'ELEVAGE INDUSTRIEL EN FRANCE. Assemblée nationale. Dépôt le 2 octobre 1980 par M. Daniel Goulet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tibéri [15 octobre 1980]. – Rapport **n° 2028** [5 novembre 1980].

Voir AGRICULTURE. 3 ; ANIMAUX. 6 ; COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Articles et articles additionnels non rattachés, Article 67 ; Taxes parafiscales ; LOIS DE FINANCE. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; PHARMACIE VETERINAIRE. 3 ; POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 13, 43, 359, 390, 776 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 18, 31, 70, 93, 207, 279, 436 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 7.

– **Subventions.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 494.

ELEVAGE BOVIN

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 550, 555, 941 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 237, 498.

ELEVAGE CAPRIN (Poitou-Charentes)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

ELEVAGE DE CAILLES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 541.

ELEVAGE OVIN

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 498.

ELEVAGE PORCIN

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 214 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 237.

ELEVES PILOTES DE LIGNE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

ELEVEURS (Indemnisation des –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 319.

– **Revenu des.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 545.

– **Situation des.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 568.

ELEVEURS D'ANIMAUX DE SERVICE DANS LE MASSIF CENTRAL

Voir AGRICULTURE. 3.

ELEVEURS INTEGRES

Voir IMPOTS. 8.

ELF-AQUITAINE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 584.

ELF-FRANCE (Société –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 226.

EL HADI MOSTEFAI (ancien député)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 14.

ELOGES FUNEBRES

1. – Hommage à la mémoire de **M. François Billoux,** député des Bouches-du-Rhône, 4e circonscription, décédé le 14 janvier 1978. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [18 avril 1978] (p. 1142). M. Raymond Barre, Premier ministre, associe le Gouvernement (p. 1144, 1145).

2. – Hommage à la mémoire de **M. François Benard,** député de l'Oise, 5e circonscription, décédé le 2 mars 1978. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [18 avril 1978] (p. 1142, 1143). M. Raymond Barre, Premier ministre, associe le Gouvernement (p. 1144, 1145).

3. – Hommage à la mémoire de **M. Raymond Barbet,** député des Hauts-de-Seine, 7e circonscription, décédé le 8 mars 1978. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [18 avril 1978] (p. 1143, 1144). M. Raymond Barre, Premier ministre, associe le Gouvernement (p. 1144, 1145).

4. – Hommage à la mémoire de **M. André Boulloche,** député du Doubs, 2e circonscription, décédé le 16 mars 1978. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [18 avril 1978] (p. 1143, 1144). M. Raymond Barre, Premier ministre, associe le Gouvernement (p. 1144, 1145).

5. – Hommage à la mémoire de **M. Henri Lucas,** député du Pas-de-Calais, 11e circonscription, décédé le 31 juillet 1978. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [2 octobre 1978] (p. 5424). M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, associe le Gouvernement (p. 5424).

6. – Hommage à la mémoire de **M. Alexandre Bolo,** député de Loire-Atlantique, 1re circonscription, décédé le 17 juillet 1980. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [2 octobre 1980] (p. 2514). M. Raymond Barre, Premier ministre, associe le Gouvernement (p. 2515).

7. – Hommage à la mémoire de **M. Jacques Piot,** député de l'Yonne, 3e circonscription, décédé le 2 septembre 1980. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [2 octobre 1980] (p. 2514). M. Raymond Barre, Premier ministre, associe le Gouvernement (p. 2515).

8. – Hommage à la mémoire de **M. André Billoux,** député du Tarn, 1re circonscription, décédé le 9 octobre 1980 (p. 2624). M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [15 octobre 1980] (p. 2724). M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, y associe le Gouvernement.

9. – Hommage à la mémoire de **M. Georges Klein,** député du Bas-Rhin, 4e circonscription, décédé le 18 octobre 1980. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [29 octobre 1980] (p. 3524). M. Raymond Barre, Premier ministre, y associe le Gouvernement.

10. – Hommage à la mémoire de **M. Henri Lavielle,** député des Landes, 2e circonscription, décédé le 27 octobre 1980. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [5 novembre 1980] (p. 3566). M. Raymond Barre, Premier ministre, y associe le Gouvernement.

11. – Hommage à la mémoire de **M. Robert Ballanger,** député de Seine-Saint-Denis, 8e circonscription, décédé le 26 janvier 1981. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre [2 avril 1981] (p. 2). M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, y associe le Gouvernement.

– Anciens députés

1. – Hommage à la mémoire de **M. Albert Lalle** [25 octobre 1979] (p. 8943).

2. – Hommage à la mémoire de **Mme Germaine Peyroles** [29 octobre 1979] (p. 9086).

3. – Hommage à la mémoire de **M. Virgile Barel** [7 novembre 1979] (p. 9536).

4. – Hommage à la mémoire de

M. Camille Laurens [16 novembre 1979] (p. 10196).

5. – Hommage à la mémoire de **M. Bernard Jourd'hui** [20 novembre 1979] (p. 10369).

6. – Hommage à la mémoire de **Mme Francine Lefebvre** [27 novembre 1979] (p. 10715).

7. – Hommage à la mémoire de **M. Romain Buffet** [27 novembre 1979] (p. 10715).

8. – Hommage à la mémoire de **M. François de Clermont-Tonnerre** [10 décembre 1979] (p. 11512).

9. – Hommage à la mémoire de **M. Lucien Midol** [28 décembre 1979] (p. 12615).

10. – Hommage à la mémoire de **M. Remy Boutavant** [28 décembre 1979] (p. 12615).

11. – Hommage à la mémoire de **M. Nestor Calonne** [7 janvier 1980] (p. 1).

12. – Hommage à la mémoire de **M. Alexandre Caspary** [7 janvier 1980] (p. 1).

13. – Hommage à la mémoire de **M. Gaston Perrot** [7 janvier 1980] (p. 1).

14. – Hommage à la mémoire de **M. André Barthélémy, Mme Madeleine Braun, MM. André Cornu, Joseph Dixmier, Joseph Fontanet, El Hadi Mostefai, Alexandre Roubert, René Tys** [25 février 1980] (p. 42).

15. – Hommage à la mémoire de **MM. Adolphe Aumeran, Charles Bignon, François de Champeaux, Charles Colonna d'Anfriani, Mohamed Lakhdar Djouinl, Max Montagne, Julien Tardieu, Emmanuel Villedieu** [2 avril 1980] (p. 88).

16. – Hommage à la mémoire de **M. Guy Desson** [8 avril 1980] (p. 100).

17. – Hommage à la mémoire de **M. Marc Scherer** [22 avril 1980] (p. 595).

18. – Hommage à la mémoire de **M. Bertrand Flornoy** [29 avril 1980] (p. 789).

19. – Hommage à la mémoire de **MM. Paul Devinat** et **André Mbida** [7 mai 1980] (p. 926).

20. – Hommage à la mémoire de **MM. Eustache Cuicci** et **Philippe Olmi** [12 mai 1980] (p. 982).

21. – Hommage à la mémoire de **M. Fernand Chevalier** [13 mai 1980] (p. 1002).

22. – Hommage à la mémoire de **MM. Joseph Bouessé** et **Paul Pelleray** [21 mai 1980] (p. 1124).

23. – Hommage à la mémoire de **M. Cheihk Benssedick** [30 mai 1980] (p. 1465).

24. – Hommage à la mémoire de **M. Tarsyle Dewasme** [10 juin 1980] (p. 1667).

25. – Hommage à la mémoire de **M. Léon Ayme, Paul Bécue, Jean-Robert Debray, Claudius Delorme, Etienne Gagnaire, Horma Ould Babana, Mohamed Ihaddaden, Michel Mercier, Eugène Montagnier, Bertrand Motte, Edouard Ramonet, Roger de Vitton de Peyruis** [2 octobre 1980] (p. 2514).

26. – Hommage à la mémoire de **M. Alexandre Sanguinetti** [9 octobre 1980] (p. 2624).

27. – Hommage à la mémoire de **Mme Rachel Lempereur** [10 octobre 1980] (p. 2655).

28. – Hommage à la mémoire de **M. André Picquot** [31 octobre 1980] (p. 3393).

29. – Hommage à la mémoire de **MM. Gérard Duprat** et **Georges Kuntz** [6 novembre 1980] (p. 3635).

30. – Hommage à la mémoire de **MM. Emerand Bardoul** et **Pierre Villon** [7 novembre 1980] (p. 3712).

31. – Hommage à la mémoire de **M. Paul Chastel** [12 novembre 1980] (p. 3758).

32. – Hommage à la mémoire de **M. Georges Blachette** et **Mme Aimée Batier** [14 novembre 980] (p. 3898).

33. – Hommage à la mémoire de **M. Henri Duterne** [19 novembre 1980] (p. 4156).

34. – Hommage à la mémoire de **MM. André de Fels, Jacques Fonlupt Esperaber, Jean Lainé, Pierre Mouchet, Georges Monnet,** et **Albert Privat** [17 décembre 1980] (p. 4960).

35. – Hommage à la mémoire de **MM. Jacques Bordeneuve, François Boux de Casson, Henri Caillemer, Michel Carrier, Eugène Delahoutre, Auguste Farinez, Maxime Fauchon, Antoine Gayraud, Marie Gosnat, Camille Max-Petit, Antoine Mazurier, Mme Germaine Poinso-Chapuis, MM. Maurice Poirot, Marc Saintout, Louis Vallon, Jean-Baptiste Voirin, Jean-Baptiste Vuillaume** [2 avril 1981] (p. 2).

36. – Hommage à la mémoire de **M. Norbert Ségard** [2 avril 1981] (p. 2).

– **Membres du Gouvernement :**

1. – Hommage à la mémoire de **M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation** [30 octobre 1979] (p. 9187).

2. – Hommage à la mémoire de **M. Joël Le Theule, ministre de la défense** [17 décembre 1980] (p. 4960).

– **Personnalités :**

1. – Hommage à la mémoire de **M. Aldo Moro,** président de la Démocratie chrétienne, par M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : adresse au président de la Chambre des députés italienne et au peuple italien les condoléances de l'Assemblée nationale [9 mai 1978] (p. 1484).

2. – Hommage à la mémoire de Sa Sainteté le Pape **Jean-Paul 1er** par M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale [2 octobre 1978] (p. 5424).

3. – Hommage à la mémoire de **Mme de Gaulle** [8 novembre 1979] (p. 9616).

4. – Hommage à la mémoire du **maréchal Tito** [6 mai 1980] (p. 873).

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 177.

EL SALVADOR

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 60.

ELUS LOCAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 418** TENDANT A ACCORDER AUX ELUS LOCAUX ET REGIONAUX LES DROITS ET LES MOYENS DE REMPLIR LEUR MANDAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [12 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 611** TENDANT A ORGANISER UN SYSTEME DE FORMATION PERMANENTE DES ELUS LOCAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Sébastien Couépel. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Douffiagues [8 décembre 1978].

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 5 ; CONSEILLERS GENERAUX. 3, 4 ; CONSTITUTION. 2 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; ELECTIONS (LEGISLATION). 16, 17.

EMBARGO SUR LES CEREALES A DESTINATION DE L'UNION SOVIETIQUE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

EMIGRATION

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation.

EMISSION « LIBRE EXPRESSION »

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 657.

EMISSION « MOSAIQUES » DE FR3

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Radiodiffusion-télévision.

EMPAIN (Groupe –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 533.

EMPIRE CENTRAFRICAIN

Voir COOPERATION. 2 ; LOIS DE REGLEMENT. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 426.

– **Assassinats d'enfants dans l'.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 380, 392, 398.

EMPLOI

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 61** RELATIVE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Claude Labbé. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Pasty [11 mai 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 249** RELATIF A L'EMPLOI DES JEUNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 mai 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Urgence déclarée le 31 mai 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs [25 mai 1978]. – Rapport **n° 314** [1er juin 1978]. – Discussion le 6 juin 1978. – Adoption le 6 juin 1978. – Projet de loi **n° 20.**

SENAT (première lecture), n° 400 (1977-1978). Dépôt le 8 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Pierre Louvot. – Rapport n° 409 (1977-1978) [13 juin 1978]. – Discussion le 19 juin 1978. – Adoption avec modification le 19 juin 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI RELATIF A L'EMPLOI DES JEUNES ET DE CERTAINES CATEGORIES DE FEMMES ». – Projet de loi n° 157 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE. (deuxième lecture), **n° 404.** Dépôt le 20 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [20 juin 1978] (p. 3126). – Nomination [22 juin 1978] (p. 3345).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Fuchs (Jean-Paul), Berger (Henry), Bayard (Henri), Delehedde (André), Gissinger (Antoine), Taugourdeau (Martial), Zeller (Adrien) ; membres suppléants : MM. Bolo (Alexandre), Brocard (Jean), Caillaud (Paul), Mancel (Jean-François), Pasty (Jean-Claude), Pistre (Charles), Voilquin (Hubert).

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Schwint (Robert), Louvot (Pierre), Méric (André), Viron (Hector), Moreau (Roger), Lise (Roger), Mézard (Jean) ; membres suppléants : MM. Béranger (Jean), Chérioux (Jean), Dagonia (Georges), Gamboa (Pierre), Moreigne (Michel), Sallenave (Pierre), Henriet (Jacques).

Bureau [22 juin 1978] (p. 3345). – Président : M. Henry Berger ; vice-président : M. Robert Schwint.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs. – Rapport **n° 414** [22 juin 1978]. – Discussion 27 juin 1978. – Adoption le 27 juin 1978. – Projet de loi **n° 48.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Pierre Louvot. – Rapport n° 466 (1977-1978) [22 juin 1978]. – Discussion le 28 juin 1978. – Adoption définitive le 28 juin 1978. – Projet de loi n° 169 (1977-1978).

Loi n° 78-698 du 6 juillet 1978 publiée au *Journal officiel* (Lois et décrets) du 7 juillet 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. E. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [6 juin 1978] (p. 2512).

Alsace : *Gissinger (Antoine),* (p. 2526).

Apprentissage : *Noir (Michel),* (p. 2519) ; *Perrut (Francisque),* (p. 2532).

Centres de formation : *Gissinger (Antoine),* (p. 2526).

Contrats emploi-formation : *Fuchs (Jean-Paul),* (p. 2512).

Cotisations sociales (assiette des) : *Boulin (Robert),* (p. 2538).

Cotisations sociales (exonération) : *Boulin (Robert),* (p. 2516) ; *Fuchs (Jean-Paul),* (p. 2512) ; *Briane (Jean),* (p. 2523) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 2527) ; *Lazzarino (Georges),* (p. 2534).

Départements d'Outre-Mer : *Boulin (Robert),* (p. 2538) ; *Noir (Michel),* (p. 2519) ; *Fontaine (Jean),* (p. 2525).

Deuxième pacte pour l'emploi : *Gissinger (Antoine)*, (p. 2527) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 2524) ; *Delehedde (André)*, (p. 2521) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 2535).

Durée du travail : *Boulin (Robert)*, (p. 2538).

Education et marché du travail : *Royer (Jean)*, (p. 2516) ; *Briane (Jean)*, (p. 2523) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2532).

Emploi (propositions communistes) : *Boulay (Daniel)*, (p. 2524).

Emploi (propositions R.P.R.) : *Noir (Michel)*, (p. 2520).

Emploi (propositions socialistes) : *Delehedde (André)*, (p. 2522).

Enseignement technique : *Noir (Michel)*, (p. 2520).

Femmes (situation des) : *Boulin (Robert)*, (p. 2516) ; *Privat (Colette)*, (p. 2528).

Inspection du travail : *Noir (Michel)*, (p. 2519).

Jeunes (situation des) : *Horvath (Adrienne)*, (p. 2536) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 2536).

Patronat : *Delehedde (André)*, (p. 2522).

Premier pacte pour l'emploi : *Boulin (Robert)*, (p. 2513, 2515) ; *Royer (Jean)*, (p. 2517) ; *Delehedde (André)*, (p. 2521) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2526) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2532) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 2536).

Protection douanière : *Noir (Michel)*, (p. 2520) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2526).

Stages de formation professionnelle : *Boulin (Robert)*, (p. 2538) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 2534).

Stages pratiques en entreprises : *Boulin (Robert)*, (p. 2515, 2516, 2537) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 2513) ; *Royer (Jean)*, (p. 2518) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2527).

Stagiaires (situation des) : *Lazzarino (Georges)*, (p. 2535).

Taxe sur les produits pétroliers (utilisation de la) : *Royer (Jean)*, (p. 2518).

Travail à temps partiel : *Boulin (Robert)*, (p. 2538) ; *Noir (Michel)*, (p. 2520) ; *Privat (Colette)*, (p. 2528) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 2533, 2534).

DISCUSSION DES ARTICLES [6 juin 1978] (p. 2539).

Avant l'ART. 1er : *amendement n° 7* de M. André Delehedde, modification de l'assiette des cotisations de sécurité sociale avant le 31 décembre 1978 : rejeté (p. 2540).

MM. Delehedde (André), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

ART. 1er (conditions de prise en charge des cotisations de sécurité sociale par l'Etat relatives aux personnes et aux entreprises) : *amendement n° 46* du Gouvernement (prise en charge des cotisations des femmes sans emploi) : adopté (p. 2541) ; *amendement n° 45* du Gouvernement (extension du bénéfice de la prise en charge aux jeunes ayant suivi un cycle complet de l'enseignement technologique) ; *sous-amendement n° 48* de M. André Delehedde (suppression de la limitation de l'amendement aux jeunes ayant achevé un cycle d'enseignement technologique) ; *amendement n° 45* du Gouvernement et *sous-amendement n° 48* de M. André Delehedde : réservés (p. 2541) ; *amendement n° 23* de la commission, (modification rédactionnelle) : adopté (p. 2542) ; *amendementsn° 24* de la commission et *n° 8* de M. André Delehedde identiques (fixation du seuil de 500 salariés par entreprise et non par établissement) ; *amendement n° 8 :* retiré (p. 2542) ; *n° 24 :* adopté (p. 2542) ; *amendements* identiques *n° 25* de la commission et *n° 9* de M. André Delehedde (nécessité d'une augmentation du niveau moyen de l'effectif employé au cours de la période de référence pour la prise en charge des cotisations) ; *amendement n° 9* de M. André Delehedde : retiré (p. 2542) ; *amendement n° 25* de la commission : rejeté (p. 2542) ; *amendement n° 1* de M. Daniel Le Meur (obligation d'embauche définitive pour bénéficier de la prise en charge des cotisations) : rejeté au scrutin public n° 37 (p. 2543) ; liste des votants (p. 2557-2558) ; *sous-amendement n° 48* de M. André Delehedde à l'*amendement n° 45* du Gouvernement précédemment réservé : irrecevable (p. 2543) ; *amendement n° 45* du Gouvernement précédemment réservé : adopté (p. 2543) ; *amendement n° 10* de M. André Delehedde (caractère de contrat à durée indéterminée des contrats de travail conclus dans les conditions prévues à l'article 1er) : rejeté (p. 2544) ; *amendement n° 26* de la commission (application de l'article 1er aux D.O.M.T.O.M.) : adopté (p. 2544) ; *amendement n° 2* de M. Daniel Boulay (suppression de la possibilité de fixer par décret la durée minimale d'emploi des salariés embauchés) : rejeté au scrutin public n° 38 (p. 2545) ; liste des votants (p. 2558, 2559) ; *amendement n° 43* de M. Alain Léger (obligation pour les entreprises de respecter les dispositions relatives à l'embauche des travailleurs handicapés pour l'application de l'article 1er : rejeté au scrutin public n° 39 (p. 2545) ; liste des votants (p. 2559, 2560).

– article 1er ainsi modifié : adopté (p. 2545).

MM. Gissinger (Antoine), Boulin (Robert), Fuchs (Jean-Paul), Fontaine (Jean), Delehedde (André), Joxe (Pierre), Pistre (Charles), Le Meur (Daniel), Boulay (Daniel), Berger (Henry), Léger (Alain).

ART. 2 (conditions d'application de la prise en charge des cotisations aux apprentis) : *amendement n° 27* de suppression de la commission : retiré (p. 2546) ; *amendement n° 44* du Gouvernement (prise en charge des cotisations à 100 p. 100 pendant un an) ; *sous-amendement n° 47* de M. André Delehedde (rétablissement de la condition relative à l'augmentation des effectifs pour la prise en charge des cotisations) : retiré (p. 2547) ; *amendement n° 44* : adopté (p. 2547) ; ce texte devient l'article 2 ; l'amendement de M. André Delehedde devient sans objet (p. 2547).

MM. Pasty (Jean-Claude), Gissinger (Antoine), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Delehedde (André).

Après l'ART. 2 : *amendement n° 46* de M. René de Branche (impossibilité de subordonner l'agrément pour le recrutement des apprentis à un temps d'exercice du métier supérieur à trois ans) : retiré (p. 2547).

MM. de Branche (René), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert).

ART. 3 (modalités des stages pratiques en entreprises) : *amendement n° 13* de M. André Delehedde (suppression de la disposition de l'article 3 permettant aux entreprises d'utiliser 0,1 p. 100 de leur participation à la formation professionnelle pour la rémunération des stagiaires) : rejeté (p. 2549) ; *amendement n° 30* de la commission (précision de la notion d'activité manuelle par décret) : adopté (p. 2549) ; *amendement n° 16* de M. André Delehedde (contrat d'embauche définitive pour les bénéficiaires de stages pratiques) : rejeté (p. 2550) ; *amendement n° 3* de M. Marcel Tassy (application du droit du travail aux stagiaires, rémunération des stagiaires égale au S.M.I.C.) : rejeté au scrutin public n° 40 (p. 2551) ; liste des votants (p. 2560, 2561) ; *amendement n° 17* de M. André Delehedde (rémunération des stagiaires égale au S.M.I.C.) : retiré (p. 2551) ; *amendement n° 31* de la commission (régime de rémunération des stagiaires) ; sous-amendement du Gouvernement à l'*amendement n° 31* de la commission (subsitution du mot : « indemnité », au mot : « salaire ») : adopté (p. 2551) ; *amendement n° 31* : adopté (p. 2551) ; *amendement n° 32* de la commission (organisation des stages) : retiré (p. 2551) ; *amendement n° 33* de la commission (jonction de l'avis du comité d'entreprise à la demande d'habilitation) : rejeté (p. 2552) ; *amendement n° 34* de la commission (consultation des représentants du personnel sur les conditions du déroulement des stages pratiques) : adopté (p. 2552) ; *amendement n° 18* de M. André Delehedde (suppression des dispositions contenues dans l'article 3 relatives à la possibilité des entreprises d'utiliser 0,1 p. 100 de leur participation à la formation professionnelle pour la rémunération des stagiaires) : rejeté (p. 2552) ; *amendement n° 19* de M. André Delehedde (conséquence de l'*amendement n° 17*) : devient sans objet (p. 2552) ; *amendement n° 35* de la commission (conséquence de l'*amendement n° 31* modifié) : devient sans objet (p. 2552).

– article 3, ainsi modifié : adopté (p. 2552).

MM. Royer (Jean), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert), Delehebbe (André), Fuchs (Jean-Paul), Tassy (Marcel), Pasty (Jean-Claude).

Après l'ART. 3 (p. 2552) : *amendement n° 4* de M. Pierre Zarka (contrôle du comité d'entreprise, des délégués du personnel et des syndicats sur les engagements d'embauche, les salaires et les contrats de travail dans les entreprises ayant embauché au titre de la loi) ; rejeté (p. 2553) ; *amendement n° 20* de M. André Delehedde (prise en compte pour la classification du salarié de la qualification obtenue dans les stages de formation professionnelle) : rejeté par scrutin public n° 41 (p. 2553) ; liste des votants (p. 2562, 2563) ; *amendement n° 21* de M. Daniel Boulay (création, composition et compétences du comité de l'emploi) : rejeté par scrutin public n° 42 (p. 2554) ; liste des votants (p. 2563, 2564) ; *amendement n° 42* du Gouvernement (ouverture des stages aux jeunes sans emploi âgés de dix-huit à vingt-six ans jusqu'au 31 décembre 1978) : adopté (p. 2554).

MM. Zarka (Pierre), Fuchs (Jean-Paul), Boulin (Robert), Pistre (Charles), Delehedde (André), Delaneau (Jean).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Delehedde (André)* : vote du groupe socialiste hostile au projet (p. 2554).

– *M. Gissinger (Antoine)* : vote du groupe R.P.R. favorable au projet (p. 2554).

– *M. Boulay (Daniel)* : subsistance dans le texte de la notion dangereuse de précarité de l'emploi ; vote du groupe communiste hostile au projet (p. 2555).

– *M. Deleneau (Jean)* : vote du groupe U.D.F. favorable au projet (p. 2555).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public n° 43 (p. 2555) ; liste des votants (p. 2564, 2565).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1978] (p. 3554) :

Accroissement des effectifs (unités prise en compte pour l'appréciation des) : *Berger (Henry)*, (p. 3555).

C.M.P. (acceptation du texte de la) : *Boulin (Robert)*, (p. 3555).

Procédure d'agrément des maîtres d'apprentissage : *Berger (Henry)*, (p. 3555).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 juin 1978] (p. 3555).

ART. 1er, 2, 3 et 4.

EXPLICATION DE VOTE :

– *M. Zarka (Pierre)* : absence d'une réelle politique de l'emploi de la part du Gouvernement (p. 3555) ; absence de toute garantie d'emploi à l'issue des stages ; pas de reconnaissance de la qualification acquise ; scandale de la rémunération des stagiaires s'élevant à 75 p. 100 du S.M.I.C. ; vote hostile du groupe communiste (p. 3556).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3556).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 285** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 4 DE LA LOI n° 72-619 DU 5 JUILLET 1972 PORTANT CREATION ET ORGANISATION DES REGIONS ET RELATIVES A LA CONNAISSANCE ET A LA REGULARISATION DES FLUX DE L'EMPLOI PAR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Henri Ferretti. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration général de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [22 juin 1978].

4. – PROJET DE LOI **n° 701** TENDANT A FAVORISER LA MOBILITE DES SALARIES A L'ETRANGER.

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 16 novembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Urgence déclarée le 4 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande [23 novembre 1978]. – Rapport **n° 723** [23 novembre 1978]. – Discussion le 5 décembre 1978. – Adoption le 5 décembre 1978. – Projet de loi **n° 99.**

SENAT (première lecture), n° 113 (1978-1979). Dépôt le 6 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Robert Schwint. – Rapport n° 150 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption définitive le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 43 (1978-1979).

Loi n° 78-1190 du 21 décembre 1978 publiée au *J.O.*, Lois et décrets du 23 novembre 1978 (p. 4247, 4248).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [5 décembre 1978] (p. 8823).

Aide à la mobilité (conditions d'attribution) : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 8826).

Extension des primes de mobilité pour les salariés partant à l'étranger : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8825) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8830).

Fonds national de l'emploi et aides à la mobilité de la main d'œuvre : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8824)).

Lutte contre le chômage (politique gouvernementale) : *Boulin (Robert)*, (p. 8829).

Prime de mobilité à l'étranger pour les jeunes travailleurs : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8825).

Professions agricoles et indépendantes (exclusion du bénéfice de l'aide à la mobilité à l'étranger) : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8826).

Protection sociale des travailleurs français à l'étranger : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 8826) ; *Hage (Georges)*, (p. 8829) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8830).

Redéploiement industriel et chômage : *Le Meur (Daniel)*, (p. 8827).

Relance économique (propositions communistes) : *Le Meur (Daniel)*, (p. 8827) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8830).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [5 décembre 1978] (p. 8831).

Article unique (attribution des primes de transfert et des indemnités de frais de transport, de déménagement et de réinstallation aux travailleurs privés d'emploi qui sont embauchés par une entreprise française ou une filiale d'entreprise française pour occuper un emploi salarié comportant résidence à l'étranger) : *amendement n° 1* de la commission (rédactionnel) ; *sous-amendement n° 5* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté

(p. 8832) ; *amendement n° 1*, ainsi modifié, adopté (p. 8832) ; *amendement n° 3* de M. Daniel Le Meur (prise en charge par l'entreprise française ou sa filiale du complément des frais de transport du travailleur et de sa famille, des frais de déménagement ou de réinstallation sur la base réels ainsi que de frais de retour en France du travailleur) : rejeté (p. 8832) ; *amendement n° 4* de M. Daniel Le Meur (référence obligatoire à l'application des règles françaises du droit du travail pour les contrats de travails conclus par les Français salariés à l'étranger) : rejeté (p. 8832).

MM. Delalande (Jean-Pierre), Boulin (Robert), Hage (Georges), Le Meur (Daniel).

– article unique du projet de loi, ainsi modifié, adopté (p. 8832).

5. – PROJET DE LOI **n° 702** PORTANT DIVERSES MESURES EN FAVEUR DES SALARIES PRIVES D'EMPLOI QUI CREENT UNE ENTREPRISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 16 novembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Urgence déclarée le 4 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alain Madelin [23 novembre 1978]. – Rapport **n° 747** [5 décembre 1978]. – Discussion le 5 décembre 1978. – Adoption le 5 décembre 1978. – Projet de loi **n° 102.**

SENAT (première lecture), n° 116 (1978-1979). Dépôt le 6 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. André Rabineau. – Rapport n° 152 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 45 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) (texte de la commission mixte paritaire), **n° 813.** Dépôt le 19 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [19 décembre 1978] (p. 9696). – Nomination [20 décembre 1978] (p. 9773).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Henry Berger, Alain Madelin, Paul Caillaud, Alain Gérard, René Caille, Jean-Pierre Delalande, Antoine Gissinger ; membres suppléants : MM. Francis Geng, Francisque Perrut, Henri Bayard, Robert-Félix Fabre, Roger Fenech, Alexandre Bolo, Jean-François Mancel.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Pierre Sallenave, Jean Béranger, Michel Crucis, Jean Mézard, Henri Moreau, André Rabineau ; membres suppléants : MM. Noël Berrier, Louis Boyer, André Bohl, Jean Chérioux, Bernard Talon, René Touzet, Hector Viron.

Bureau [20 décembre 1978] (p. 9773). – Président : M. Robert Schwint ; vice-président : M. Henry Berger.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Henry Berger [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 817** [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption avec modification le 20 décembre 1978. – Projet de loi **n° 137.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. André Rabineau. – Rapport n° 178 (1978-1979) [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 62 (1978-1979).

Loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 publiée au *J.O.*, Lois et décrets du 4 janvier 1979 (p. 20).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [5 décembre 1978] (p. 8859).

Allocations maintenues aux travailleurs privés d'emplois et créant une entreprise : *Madelin (Alain)*, (p. 8859) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8862).

Emploi : *Andrieux (Maurice)*, (p. 8861).

Financement des allocations maintenues : *Bèche (Guy)*, (p. 8860).

Lip : *Bèche (Guy)*, (p. 8860).

Teppaz : *Bèche (Guy)*, (p. 8861).

DISCUSSION DES ARTICLES [5 décembre 1978] (p. 8862).

ART. 1er (maintien des allocations d'aide publique pour les salariés privés d'emploi créant une entreprise) : *amendement n° 1* de la commission (suppression de l'incorporation de

l'article 1er dans le code du travail et dans celui de la sécurité sociale en raison du caractère transitoire du projet) : adopté (p. 8862) ; *amendement n° 2* de la commission (terme du régime provisoire fixé au 31 décembre 1979) ; *sous-amendement n° 18* du Gouvernement à l'*amendement n° 2* de la commission (fixant le terme du régime provisoire au 31 décembre 1981 puis après rectification au 31 décembre 1980) : adopté (p. 8862) ; *amendement n° 2* ainsi modifié : adopté (p. 8862) ; *amendement n° 3* de la commission (ouverture des droits de reprendre ou de créer une entreprise aux sociétés coopératives ouvrières de production) : adopté (p. 8862) ; *amendement n° 5* de la commission (formel) : adopté (p. 8863) ; *amendement n° 7* de la commission (amendement de cohérence) : adopté (p. 8863) ; *amendement n° 8* de la commission (allocations versées en une seule fois sous forme d'un capital devant être investi dans l'entreprise) ; *sous-amendement n° 19* du Gouvernement (suppression de l'investissement obligatoire dans le capital de l'entreprise) : adopté (p. 8863) ; *amendement n° 8* ainsi modifié : adopté (p. 8863) ; *amendement n° 9* de la commission (extension aux salariés privés d'emploi et créant une entreprise du bénéfice de l'allocation supplémentaire d'attente) : rejeté (p. 8863).

MM. Madelin (Alain), Boulin (Robert).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8863).

ART. 2 (paiement des prestations sociales en raison du maintien de l'affiliation des intéressés à leur régime d'activité) : *amendement n° 10* (formel) de la commission : adopté (p. 8864).

MM. Madelin (Alain), Boulin (Robert).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 8864).

ART. 3 (faculté d'assurance volontaire contre les risques d'accidents du travail) : *amendement n° 16* de M. Claude Evin (suppression de l'article 3) : rejeté (p. 8864) ; *amendement n° 11* de la commission (formel) : adopté (p. 8864) ; *amendement n° 12* de la commission (conséquence des amendements précédents) : adopté (p. 8864).

MM. Jagoret (Pierre), Madelin (Alain), Boulin (Robert).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8654).

ART. 4 (maintien de l'affiliation au régime des assurances sociales agricoles) : *amendement n° 13* de la commission (formel) : adopté (p. 8864).

MM. Madelin (Alain), Boulin (Robert).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 8864).

ART. 5 (entrée en vigueur des articles 2 et 4 au 14 janvier 1977) : adopté (p. 8864).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8864).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9759).

Reprise et création d'entreprise (définition prenant en compte la réforme de l'indemnisation du chômage) : *Berger (Henry)*, (p. 9759) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 9759).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978] (p. 9759).

EXPLICATION DE VOTE :

– *M. Mexandeau (Louis)* : vote hostile du groupe socialiste (p. 9759).

Adoption de l'ensemble du projet, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9759).

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 714** PORTANT CREATION DU CONTRAT D'EMPLOI-INSERTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1978 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande [14 décembre 1978].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 948** TENDANT A GARANTIR L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS VICTIMES D'UNE MALADIE PROLONGEE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par Mme Marie-Thérèse Goutmann et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Joseph Legrand [7 juin 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 950** TENDANT A COMPLETER LA LOI n° 78-698 DU 6 JUILLET 1978 RELATIVE A L'EMPLOI DES JEUNES ET A CERTAINES CATEGORIERS DE FEMMES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Francis Geng. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1085** INSTITUANT DES MESURES DE SOLIDARITE NATIONALE EN VUE DE FAVORISER L'EMPLOI DES SALARIES LICENCIES POUR MOTIF ECONOMIQUE, As-

semblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Edmond Alphandery. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Fonteneau [7 juin 1979].

10. – PROJET DE LOI **n° 1109** PORTANT DIVERSES MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juin 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Urgence déclarée le 1er juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [7 juin 1979]. – Rapport **n° 1134** [14 juin 1979]. – Discussion les 19 et 20 juin 1979. – Adoption le 20 juin 1979. – Projet de loi **n° 191.**

SENAT (première lecture), n° 417 (1978-1979). Dépôt le 21 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Pierre Louvot. – Rapport n° 449 (1978-1979) [27 juin 1979]. – Discussion le 29 juin 1979. – Adoption avec modifications le 29 juin 1979. – projet de loi n° 137 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1269.** Dépôt le 30 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [30 juin 1979] (p. 5912). – Nomination *J.O.* du 1er juillet 1979 (p. 1595).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Henry Berger, Antoine Gissinger, Jean Fonteneau, Pierre Lagourgue, Jean-François Mancel, Roger Fenech, Jacques Delong. – Membres suppléants : MM. Henry Bayard, Gilbert Barbier, Louis Donadieu, Joseph Comiti, Lucien Richard, Paul Chapel, Paul Caillaud.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Robert Schwint, Pierre Louvot, Jean Mézard, André Rabineau, Jean Chérioux, Jean Béranger, Michel Moreigne. – Membres suppléants : MM. René Touzet, André Méric, Henri Moreau, Hector Viron, Guy Durbec, Michel Crucis, Bernard Lemarié.

Bureau : J.O. du 1er juillet 1979 (p. 1595). – Président : M. Henri Berger ; vice-président : M. Robert Schwint.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Antoine Gissinger (*J.O.* du 1er juillet 1979). – Rapport **n° 1271** [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption avec modification le 30 juin 1979. – Projet de loi **n° 218.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Pierre Louvot. – Rapport n° 468 (1978-1979) [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption définitive le 30 juin 1979. – Projet de loi n° 145 (1978-1979).

Loi n° 79-575 du 10 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 11 juillet (p. 1695).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : 5 *bis* (S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : 5 *ter* (S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 juin 1979] (p. 5280).

Agence nationale pour l'emploi : *Boulin (Robert),* (p. 5306).

Allier (chômage) : *Goldberg (Pierre),* (p. 5304).

Apprentissage (mesures en faveur de l') : *Gissinger (Antoine),* (p. 5281) ; *Boulin (Robert),* (p. 5283) ; *Barrot (Jacques),* (p. 5284) ; *Delalande (Jean-Pierre),* (p. 5291) ; *Perrut (Francisque),* (p. 5302).

Artisanat et seuils fiscaux et sociaux : *Gissinger (Antoine),* (p. 5281) ; *Boulin (Robert),* (p. 5283) ; *Barrot (Jacques),* (p. 5283, 5284) ; *Fuchs (Jean-Paul),* (p. 5287) ; *Delalande (Jean-Pierre),* (p. 5291) ; *Royer (Jean),* (p. 5292).

Assiette des cotisations sociales : *Bapt (Gérard),* (p. 5303) ; *Boulin (Robert),* (p. 5306).

Bilan des deux premiers pactes nationaux pour l'emploi : *Gissinger (Antoine),* (p. 5281) ; *Boulin (Robert),* (p. 5282) ; *Fuchs (Jean-Paul),* (p. 5286) ; *Boulay (Daniel),* (p. 5289) ; *Dele-*

hedde (André), (p. 5297, 5298) ; *Alphandery (Edmond)*, (p. 5299).

Charges sociales (exonération) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5281) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5283) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5287) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 5290) ; *Royer (Jean)*, (p. 5293) ; *Delehedde (André)*, (p. 5298) ; *Alphandery (Edmond)*, (p. 5300).

Chômage (augmentation) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5280) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5286) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 5288) ; *Delehedde (André)*, (p. 5297).

Chômage (causes) : *Alphandery (Edmond)*, (p. 5299).

Conditions de travail : *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5287) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 5288).

Contrats emploi-formation : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5281) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5283) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 5284) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 5301).

Drogue : Bêche (Guy), (p. 5286).

Droits des mineurs : *Bèche (Guy)*, (p. 5286).

Education et formation professionnelle : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5280) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5287) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 5290) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 5291) ; *Royer (Jean)*, (p. 5292) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5300, 5301) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 5302) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5306).

Education sexuelle : *Bèche (Guy)*, (p. 5286).

Emplois d'intérêt collectif : *Bapt (Gérard)*, (p. 5304) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5306).

Enseignement alterné : *Royer (Jean)*, (p. 5293) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 5294) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 5302) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5306).

Evènements des 23 mars et 1er mai 1979 : *Bèche (Guy)*, (p. 5285).

Exportations (conditions de développement) : *Harcourt (Florence d')*, (p. 5304, 5305).

Femmes seules (mesures en faveur des) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5281) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5283) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5287) ; *Delehedde (André)*, (p. 5298).

Financement du troisième pacte pour l'emploi : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5281) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 5292) ; *Royer (Jean)*, (p. 5292).

Inflation : *Boulay (Daniel)*, (p. 5288).

Insertion professionnelle des jeunes (mesures permanentes) : *Boulin (Robert)*, (p. 5282) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5287) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 5290) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 5291) ; *Royer (Jean)*, (p. 5394).

Intégration européenne : *Boulay (Daniel)*, (p. 5288).

Investissement : *Harcourt (François d')*, (p. 5305).

Jeunesse (aspirations) : *Bèche (Guy)*, (p. 5285).

Languedoc-Roussillon (chômage) : *Balmigère (Paul)*, (p. 5303).

Nord-Pas-de-Calais (chômage) : *Derosier (Bernard)*, (p. 5301).

Primes en faveur de l'embauche : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5281) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5283) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 5284) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5287).

Relance : *Boulay (Daniel)*, (p. 5288) ; *Delehedde (André)*, (p. 5297).

Secteur public : *Alphandery (Edmond)*, (p. 5299) ; *Harcourt (François d')*, (p. 5305).

Stages de formation : *Boulin (Robert)*, (p. 5283).

Stages dans les services publics : *Royer (Jean)*, (p. 5293).

Stages pratiques : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5281, 5282) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5282, 5283, 5306) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5287) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 5289) ; *Royer (Jean)*, (p. 5292).

Travail manuel : *Perrut (Francisque)*, (p. 5302).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 juin 1979] (p. 5344).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 2* de M. André Delehedde (réaménagement de l'assiette des cotisations sociales avant le 31 décembre 1979) : retiré (p. 5343).

MM. Delehedde (André), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert).

ART. 1er (prise en charge par l'Etat pendant un an de 50 % des cotisations sociales dues par un employeur au titre de l'embauche de jeunes ou de certaines catégories de femmes) : *amendements* identiques *n° 20* de la commission et *n° 3* de M. André Delehedde (suppression de la condition afférente à un service national actif) : adoptés (p. 5345) ; *amendement n° 21* de la commission (tendant à éviter que, par le biais de licenciements en 1982 consécutifs à des embauches intervenues en 1981, la prise en charge de cotisations sociales ne bénéficie à des entreprises dont l'effectif global aurait diminué) : adopté (p. 5346) ;

amendements identiques *n° 22* de la commission et *n° 4* corrigé de M. André Delehedde (excluant du champ d'application de la loi les employeurs qui n'ont pas embauché par contrat de travail à durée déterminée la moitié des jeunes qu'ils ont employés dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977 et de celle du 6 juillet 1978) : rejetés (p. 5346) ; *amendement n° 42* de M. Antoine Gissinger : devient sans objet (p. 5346) ; *amendement n° 5* de M. André Delehedde (qualifiant de contrat à durée indéterminée les contrats de travail conclus avec les salariés embauchés dans les conditions prévues par l'article 1er) : rejeté (p. 5346).

MM. Léger (Alain), Mme Leblanc (Chantal), MM. Gantier (Gilbert), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert), Mme Pasquier (Nicole), Delehedde (André), Fontaine (Jean).

Inscrits sur l'article. *Léger (Alain)* : nécessité de réformer l'assiette des cotisations sociales ; vote hostile du groupe communiste (p. 5344) ; *Leblanc (Chantal)* : situation défavorisée de la main-d'œuvre féminine (p. 5344) ; *Gantier (Gilbert)* : souhaite que soit prise une mesure particulière favorisant l'embauche des scientifiques issus du troisième cycle universitaire (p. 5345) ; *Pasquier (Nicole)* : rappelle les mesures prises en faveur des femmes chefs de famille (p. 5345).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5346).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 23* de la commission (application à toute personne embauchée à la suite d'un licenciement pour cause économique d'une exonération de cotisations sociales identique à celle qui est prévue en faveur des jeunes ; financement de cette mesure par l'U.N.E.D.I.C.) : rejeté (p. 5349) ; *amendement n° 1* de M. Edmond Alphandéry (appliquant à toute personne embauchée à la suite d'un licenciement pour cause économique une exonération de cotisations sociales identique à celle qui est prévue en faveur des jeunes dans la limite d'un plafond annuel d'exonération de 15 000 francs par salarié et d'un nombre de salariés n'excédant pas 10 % de l'effectif de l'établissement ; financement de cette mesure par l'U.N.E.D.I.C.) : retiré (p. 5349).

MM. Gissinger (Antoine), Alphandéry (Edmond), Gantier (Gilbert), Boulin (Robert), Hamel (Emmanuel), Fuchs (Jean-Paul).

ART. 2 (prise en charge des cotisations afférentes aux salaires des apprentis recrutés entre le 1er juillet 1979 et le 31 décembre 1981) : *amendement n° 7* de M. André Delehedde (réintroduction d'une condition d'augmentation d'effectifs pour l'application de l'article 2) : rejeté (p. 5349).

MM. Delehedde (André), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert).

– article 2, adopté (p. 5349).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 8* de M. André Delehedde (suppression de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1979) : rejeté (p. 5349).

MM. Delehedde (André), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert).

ART. 3 (stages pratiques en entreprises) : *amendement n° 9* de M. André Delehedde (suppression de l'article 3) : rejeté (p. 5350) ; *amendement n° 24* de la commission (tendant à remplacer ultérieurement les stages en entreprise par la formation en alternance) : rejeté (p. 5351) ; *amendement n° 51* de M. Antoine Gissinger (formel) : adopté (p. 5351) ; *amendements* identiques *n° 25* de la commission et *n° 10* de la commission et *n° 10* de M. André Delehedde (versement aux stagiaires d'une indemnité au moins égale au S.M.I.C.) : rejeté (p. 5351) ; *amendements* identiques *n° 26* de la commission et *n° 11* de M. André Delehedde (possibilité pour les employeurs de verser aux stagiaires des compléments de rémunération) ; *sous-amendement n° 54* du Gouvernement (formel) : adopté (p. 5352) ; *amendement n° 26* ainsi modifié, adopté (p. 5352) ; *amendement n° 11* devient sans objet (p. 5352) ; *amendement n° 12* de M. André Delehedde (obtention d'un contrat de travail à durée indéterminée en fin de stage pour les bénéficiaires d'un stage pratique en entreprise) : rejeté (p. 5352) ; *amendement n° 27* de la commission (prise en compte des conditions dans lesquelles se sont déroulés et conclus les stages précédents pour l'habilitation des employeurs) : adopté (p. 5352) ; *amendement n° 28* de la commission (impossibilité d'accorder l'habilitation des employeurs) : adopté (p. 5352) ; *amendement n° 28* de la commission (impossibilité d'accorder l'habilitation aux employeurs qui ont procédé à un licenciement pour cause économique dans les douze mois précédant la demande ou qui ont fait l'objet d'une condamnation pour infraction grave à la législation du travail) ; *sous-amendement n° 55* du Gouvernement (possibilité de refuser l'habilitation aux employeurs visés par l'*amendement n° 28*) : adopté (p. 5352) ; *amendement n° 28* ainsi modifié, adopté (p. 5352) ; *amendement n° 13* de M. André Delehedde (avis du comité d'entreprise comportant un état des embauches consécutives aux stages précédents) ; *sous-amendement n° 48* de M. Antoine Gissinger (rédactionnel) : devient sans objet (p. 5352) ; *amendement n° 13* retiré (p. 5352) ;

amendement n° 14 de M. André Delehedde (faisant bénéficier les stagiaires de l'ensemble des dispositions des conventions collectives prévues pour les salariés de l'entreprise où ils sont embauchés) : rejetés (p. 5353) ; *amendement n° 15* de M. André Delehedde (suppression de l'imputation sur le 1 % de la formation professionnelle des dépenses de formation afférente à la formation des stagiaires recueillis dans l'entreprise et de la fraction de l'indemnité de stage laissée à la charge de l'entreprise) : rejeté (p. 5353) ; *amendement n° 16* de M. André Delehedde, devient sans objet (p. 5353).

MM. Brunhes (Jacques), Delehedde (André), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert), Legendre (Jacques), Berger (Henry).

Inscrit sur l'article. – *Brunhes (Jacques) :* troisième pacte pour l'emploi servant de prélude au projet gouvernemental de formation alternée ; plus d'indication sur le temps minimum de formation théorique contenu dans le stage pratique en entreprise ; nouvelle ponction sur les crédits destinés à la formation professionnelle (p. 5350).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 5353).

ART. 4 (stages de formation) : *amendement n° 29* de la commission (rédactionnel) ; *sous-amendement n° 56* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 5353) ; *amendement n° 29* ainsi modifié, adopté (p. 5353) ; *amendements* identiques *n° 30* de la commission et *n° 18* de M. André Delehedde (prise en compte pour la classification et le salaire ultérieurs de la formation acquise et de la qualification obtenue dans le cadre des stages de formation professionnelle) rejetés (p. 5353).

MM. Gissinger (Antoine), Boulin (Robert), Delehedde (André).

– article 4 ainsi modifié, adopté (p. 5353).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 19* de M. André Delehedde (approbation par le comité d'entreprise du plan de formation du personnel) rejeté (p. 5354).

MM. Delehedde (André), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert).

ART. 5 (mesures en faveur des employeurs qui, en raison de l'accroissement d'effectifs de leur entreprise, dépassent en 1979 ou 1980 le seuil de dix salariés) : *amendement n° 31* de la commission (formel) adopté (p. 5356).

MM. Marin (Fernand), Boulay (Daniel), Renard (Roland), Perrut (Francisque), Barrot (Jacques), Hamel (Emmanuel), Gissinger (Antoine), Boulin (Robert).

Inscrits sur l'article. – *Marin (Fernand) :* disparition d'entreprises artisanales et de petits commerces au cours des années 1977 et 1978 ; caractère démagogique des dispositions de l'article 5 (p. 5354) ; *Boulay (Daniel) :* offensive des milieux patronaux pour obtenir le recul des seuils d'effectifs à partir desquels s'impose une série d'obligations financières et sociales (p. 5354) ; *Renard (Roland) :* craint une remise en cause des participations financières des employeurs à la formation professionnnelle, au logement et au transport ; crise du logement (p. 5354) ; non respect de l'engagement pris en 1971 de porter à 2 % l'effort des entreprises en faveur de la formation professionnelle (p. 5355) ; *Perrut (Francisque) :* existence d'un seuil de dix salariés ayant un effet dissuasif sur l'emploi dans les petites entreprises ; opposition de l'article 40 de la Constitution à son amendement proposant d'étaler le poids des charges nouvelles du 10e au 15e salarié (p. 5355) ; *Barrot (Jacques) :* passage de neuf à dix salariés impliquant un accroissement immédiat de 4 % des cotisations sur la masse salariale ; solde positif des créations d'entreprise artisanales en 1978 (p. 5355) ; *Hamel (Emmanuel) :* demande une étude des moyens permettant de donner une certaine souplesse au seuil de dix salariés au-dessus duquel une entreprise cesse d'être artisanale (p. 5355).

– article 5 ainsi modifié, adopté (p. 5356).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 57* de M. Jean Brocard (reportant de dix à quinze salariés le seuil prévu pour l'élection des délégués du personnel dans les petites entreprises, retiré (p. 5360).

MM. Brocard (Jean), Gissinger (Antoine), Delehedde (André), Boulin (Robert), Mexandeau (Louis), Hamel (Emmanuel), Boulay (Daniel).

ART. 6 : date d'entrée en vigueur des dispositions des articles 1er à 5 de la loi, adopté (p. 5360).

ART. 7 (versement par l'employeur d'une fraction du montant de la taxe d'apprentissage à un fond destiné à assurer une compensation forfaitaire des salaires versés par les maîtres d'apprentissage correspondant au temps passé par leurs apprentis dans un centre de formation d'apprentis ; déduction de ce versement du montant dû au titre de la taxe d'apprentissage) : *amendements* identiques *n° 33* de la commission et *n° 50* de M. Daniel Goulet (suppression de l'article 7) retirés (p. 5362) ; *amendement n° 43* de M. Antoine Gissinger (tendant à ce que le prélèvement prévu par l'article 7 ne s'effectue pas aux dépends des C.F.A.) retiré (p. 5362) ; *amendement n° 36* de M. Jean Briane (tendant à ce que le prélèvement prévu par l'article 7 ne s'effectue pas aux dépends des C.F.A.) adopté (p. 5362) ; *amen-*

dement n° 44 de M. Antoine Gissinger (précisant que le fonds prévu par l'article 7 sera géré au plan national) adopté (p. 5362) ; *amendement n° 45* de M. Antoine Gissinger (limitant le versement prévu à l'article 7 à 0,05 % des salaires retenu pour le calcul de la taxe d'apprentissage) ; *sous-amendement n° 61* du Gouvernement (précisant que le versement défini à l'article 7 ne pourra excéder la moitié de la fraction de la taxe d'apprentissage définie à l'article L. 118-3 du code du travail) adopté (p. 5363) ; *amendement n° 45* ainsi modifié, adopté (p. 5363) ; *amendement n° 52* de M. Antoine Gissinger (suppression de la disposition selon laquelle le versement prévu à l'article 7 vient en déduction du montant dû au titre de la taxe d'apprentissage) adopté (p. 5363) ; *amendement n° 38* de M. Jean Briane (application de l'article 7 à la taxe d'apprentissage due à raison des salaires payés en 1979) réservé (p. 5364) retiré (p. 5364) ; *amendement n° 49* de M. Henri Ferratti (instituant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, une fraction de taxe d'apprentissage nécessaire pour financer les actions de formation prévues) retiré (p. 5364) ; *amendements* identiques *n° 39* de M. Jean Briane et *n° 46* de M. Antoine Gissinger (simplifiant les procédures de constitution du fonds prévue à l'article 7) adoptés (p. 5364) ; *amendement n° 53* de M. Antoine Gissinger (conditions d'entrée en vigueur de la compensation créée par l'article 7) adopté avec une correction formelle (p. 5364) ; *amendement n° 38* de M. Jean Briane précédemment réservé, retiré (p. 5364) ; *amendement n° 47* de M. Antoine Gissinger (formel), devient sans objet (p. 5365).

MM. Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Legendre (Jacques), Barrot(Jacques), Briane (Jean), Hamel (Emmanuel).

– article 7 ainsi modifié, adopté (p. 5365).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 34* de la commission (présentation en 1980, 1981 et 1982 d'un rapport du Gouvernement sur l'emploi des jeunes) adopté (p. 5365).

MM. Gissinger (Antoine), Boulin (Robert), Delehedde (André).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Delehedde (André)* : vote hostile du groupe socialiste (p. 5365).

– *Boulay (Daniel)* : vote hostile du groupe communiste (p. 5365).

– *Gissinger (Antoine)* : demande la simplification des documents à fournir par les entreprises lors de la signature de contrats emploi-formation (p. 5365) ; *Boulin (Robert)* : s'engage à simplifier les formalités exigées en cas de conclusion de contrat emploi-formation (p. 5365) ; *Perrut (Francisque)* : vote favorable du groupe U.D.F. (p. 5365).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5365).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1979] (p. 5920).

Cotisations de sécurité sociale (paiement mensuel ou trimestriel) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 5920) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5920.

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1979] (p. 5921).

ART. 1, ART. 2, ART. 3, ART. 4, ART. 5 : *amendement n° 1* du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant de substituer au paiement mensuel d'une cotisation de sécurité sociale un paiement trimestriel) adopté (p. 5921).

MM. Boulin (Robert), Gissinger (Antoine).

ART. 5 *bis* (prime d'incitation attribuée aux entreprises qui embauchent des chômeurs âgés de plus de quarante-cinq ans).

ART. 5 *ter* (prime d'incitation à la création d'un premier emploi salarié dans les entreprises artisanales).

ART. 6, ART. 7.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Evin (Claude)* : politique des pactes pour l'emploi inadaptée aux problèmes du chômage des jeunes (p. 5921) ; vote hostile du groupe socialiste (p. 5922).

– *Boulay (Daniel)* : aggravation des effets négatifs des deux premiers actes pour l'emploi ; vote hostile du groupe communiste (p. 5922).

– *Gissinger (Antoine)* : ambiguïté de la rédaction de l'article 7 ; souhaite connaître la politique du Gouvernement en matière d'incitation aux entreprises pour les actions de formation (p. 5922).

– *Legendre (Jacques)* : nécessité d'utiliser l'argent de la taxe d'apprentissage pour favoriser l'apprentissage ou des actions de formation professionnelle dans le cas du hors quota (p. 5922).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié (p. 5922).

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1545** TENDANT A GARANTIR LE DROIT AU TRAVAIL ET A EMPECHER LES CUMULS ABUSIFS ENTRE UNE PENSION DE RETRAITE ET UNE ACTIVITE REMUNEREE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Charles Pistre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. – PROPOSITION DE LOI **n° 1586** TENDANT A INSTITUER UN FONDS DE SOLIDARITE POUR L'EMPLOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 février 1980 par M. Adrien Zeller et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

13. – PROPOSITION DE LOI **n° 1619** TENDANT A DEFINIR LE DROIT AU TRAVAIL DES TITULAIRES D'UNE PENSION DE RETRAITE ET LES CONDITIONS DE CUMUL D'UNE PENSION AVEC UNE REMUNERATION SALARIEE APRES 65 ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Jacques Delong. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Delhalle [24 avril 1980].

14. – PROPOSITION DE LOI **n° 1667** TENDANT A GARANTIR LE DROIT AU TRAVAIL ET A EMPECHER LES CUMULS ABUSIFS ENTRE UNE PENSION DE RETRAITE ET UNE ACTIVITE REMUNEREE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. Charles Pistre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Charles Pistre [29 mai 1980].

15. – PROPOSITION DE LOI **n° 1669** TENDANT A INSTITUER DES MESURES POUR FACILITER L'EMPLOI ET GARANTIR UN REVENU MINIMUM AUX SALARIES AGES LICENCIES POUR UN MOTIF ECONOMIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. Philippe Séguin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alain Gérard [22 mai 1980].

16. – PROJET DE LOI **n° 2022** MODIFIANT LA LOI n° 79-10 DU 3 JANVIER 1979 PORTANT DIVERSES MESURES EN FAVEUR DES SALARIES PRIVES D'EMPLOI QUI CREENT UNE ENTREPRISE.

SENAT (première lecture), n° 18 (1980-1981). Dépôt le 7 octobre 1980 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. André Rabineau. – Rapport n° 50 (1980-1981) [23 octobre 1980]. – Discussion le 30 octobte 1980. – Adoption le 30 octobre 1980. – Projet de loi n° 17 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 2022.** Dépôt le 31 octobre 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Didier Bariani. – Rapport **2066** [13 novembre 1980]. – Discussion le 26 novembre 1980. – Adoption le 26 novembre 1980. – Projet de loi **n° 377.**

SENAT (deuxième lecture), n° 122 (1980-1981). Dépôt le 28 novembre 1980. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. André Rabineau. – Rapport n° 137 (1980-1981) [3 décembre 1980]. – Discussion le 10 décembre 1980. – Adoption définitive le 10 décembre 1980. – Projet de loi n° 31 (1980-1981).

Loi n° 80-1035 du 22 décembre 1980 publiée au *J.O.* du 23 décembre 1980 (p. 3018).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. unique (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **2** : Art. 2 (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : Art. 3 (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **4** : Art. 4 (S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [26 novembre 1980] (p. 4420).

Aides accordées aux créateurs d'entreprises : *Bariani (Didier),* (p. 4420).

Certificats de recherche d'emploi : *Séguin (Philippe),* (p. 4422).

Couverture sociale des créateurs d'entreprises : *Bariani (Didier),* (p. 4420, 4421) ; *Delehedde (André),* (p. 4424).

Défaillances d'entreprises : *Delehedde (André),* (p. 4423).

Indemnisation des travailleurs privés d'emplois : *Bariani (Didier),* (p. 4421) ; *Séguin (Philippe),* (p. 4422) ; *Mattéoli (Jean),* (p. 4425).

Loi du 3 janvier 1979 : *Bariani (Didier),* (p. 4420, 4421) ; *Le Meur (Daniel),* (p. 4421, 4422) ; *Delehedde (André),* (p. 4423) ; *Mattéoli (Jean),* (p. 4425) ; *Madelin (Alain),* (p. 4424).

Professions indépendantes : *Bariani (Didier)*, (p. 4421) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 4425).

Réparation des accidents du travail : *Bariani (Didier)*, (p. 4421).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : *Séguin (Philippe)*, (p. 4422, 4423) ; *Delehedde (André)*, (p. 4423) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 4425).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4425).

ART. 1er (modalités d'attribution des aides aux travailleurs privés d'emploi créant une entreprise) : *amendement n° 1* rectifié de la commission (amendement de codification) : adopté (p. 4425) ; *amendement n° 6* de M. Philippe Séguin (reconduction des modalités actuelles de la procédure d'attribution des aides prévues par la loi du 3 janvier 1979) : adopté (p. 4426) ; *amendement n° 4* du gouvernement (interdisant à un salarié privé d'emploi de bénéficier de la loi plus de deux fois par période de cinq ans) : adopté (p. 4426).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4426).

ART. 2 (couverture sociale des bénéficiaires de l'aide) : adopté (p. 4426).

ART. 3 (modalités d'affiliation au régime de protection contre les accidents du travail) : *amendement n° 2* de la commission (rédactionnel) ; *sous-amendement n° 5* de M. Didier Bariani (confirmant l'accès gratuit au régime des accidents du travail de tout créateur d'entreprise, quel qu'il soit, que ses nouvelles fonctions rattachent à un régime obligatoire d'assurance contre ce risque) : adopté (p. 4426) ; *amendement n° 2*, ainsi modifié, adopté (p. 4426).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4426).

ART. 4 (maintien de l'affiliation au régime des assurances sociales agricoles) : adopté (p. 4426).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4426).

17. – PROJET DE LOI **n° 2267** PORTANT PRISE EN CHARGE PAR L'ETAT DE LA MOITIE DES COTISATIONS SOCIALES DE BASE INCOMBANT AUX EMPLOYEURS EMBAUCHANT COMME PERSONNEL D'ENCADREMENT CERTAINS SALARIES PRIVES D'EMPLOI, Assemblée nationale, (première lecture). Dépôt le 2 avril 1981 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

18. – PROPOSITION DE LOI **n° 2300** PORTANT CREATION D'UNE ALLOCATION DIFFERENTIELLE DE NOUVEL EMPLOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Jean-Pierre Abelin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 5 ; ADMINISTRATION. 1 ; AMENAGEMENT RURAL. 2 ; CHOMAGE. 3 ; COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; CONTRAT DE TRAVAIL. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 2, 3 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 12 ; ELUS LOCAUX. 1 ; ENTREPRISES. 8, 9 ; ENTREPRISES. (petites et moyennes), 4 ; FEMME (condition de la), 3, 4, 6 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, 2 ; HANDICAPES. 3 ; INDUSTRIE AERONAUTIQUE. 2 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1, Explications de vote et scrutin sur l'ensemble ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale. – (Deuxième partie), Commerce et artisanat. – Economie et budget. – Charges communes. – Départements d'Outre-Mer. – Industrie. – Service du Premier ministre. – Services généraux. – Aménagement du territoire. – Territoires d'Outre-Mer. – Transports : marine marchande. – Travail et participation : formation professionnelle. – Travail.

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale), (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Départements et territoires d'Outre-Mer. – II. – Départements d'Outre-mer. – Economie et budget. – I. – Charges communes. – Industrie. – Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale. – Service du Premier ministre. – I. – Services généraux, formation professionnelle. – IV. – Commissariat général au Plan. – Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, 4, 5 ; MOTIONS DE CENSURE. 1, 2, 3 ; PLAN. 1, 2, 3 ; PRESTATIONS FAMILIALES. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 3, 5, 19, 25, 29, 30, 33, 36, 41, 49, 82, 85, 90, 104, 109, 110, 127, 131, 140, 168, 188, 192, 196, 198, 208, 220, 237, 247, 248, 313, 321, 328, 466, 531, 854, 930, 999 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 1, 3, 4, 5, 6, 7, 23, 25, 27, 41, 44, 45, 141, 143, 147, 149 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 275, 277, 278, 281, 282, 359, 367, 479, 480, 509, 517, 523, 552 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 87, 103 ; TRAVAIL (durée du), 14 ; TRAVAIL TEMPORAIRE. 2.

– **Bâtiment.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 867.

– **Beuvillers, Meurthe-et-Moselle.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 852.

– **Bourgogne.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 314.

– **Dans les entreprises de matériel roulant.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 346.

– **Des étrangers.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 181.

– **Des maitres auxiliaires.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 298.

– **Entreprise Jaz de Wintzenheim – Haut-Rhin).** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 857.

– **Entreprise Lafargue d'Aurillac.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 562.

– **Industrie automobile.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 870.

– **La Réunion.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 527.

– **Licenciements chez Agache Willot.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 844.

– **Licenciements dans l'entreprise Ugine Acier.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 929.

– **Loire Atlantique.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 939 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 203.

– **Lorraine.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 862.

– **Savoie.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 837.

– **Société Franco-Belge de matériel roulant.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 980.

– **Toulon.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 607.

– **Usine Massey-Ferguson à Beauvais.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 856.

– **Vosges.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 542, 872 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 175.

EMPLOI DES JEUNES

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 27 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 325 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 457 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 87 ; TRAVAIL (durée du). 14.

EMPLOI FEMININ

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 568 ; TRAVAIL (durée du). 14.

EMPLOI INDUSTRIEL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Industrie.

EMPLOIS D'INTERET COLLECTIF

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Travail et participation. – Formation professionnelle.

EMPLOIS PUBLICS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3.

EMPLOIS RESERVES

Voir SERVICE NATIONAL. 14.

EMPLOIS SAISONNIERS OU TEMPORAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Commerce et artisanat ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 96.

EMPLOYES DE MAISON

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 100** TENDANT A ETENDRE LE REGIME D'ASSURANCE CHOMAGE AUX EMPLOYES DE MAISON ET A AMELIORER LEUR SITUATION AU REGARD DE LA SECURITE SOCIALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par Mme Paulette Fost et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires

culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Colette Privat [1er juin 1978].

Voir CHOMAGE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2 ; SALARIES. 1.

EMPLOYEURS (Participation au financement des transports en commun)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 8.

EMPRUNT

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 2249** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA SPECULATION SUR LES EMPRUNTS 7 % ET 4,5 % EMIS PAR L'ETAT EN 1973, Assemblée nationale. Dépôt le 2 avril 1981 par M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

EMPRUNT D'ETAT

Voir MOTIONS DE CENSURE. 14, 15.

EMPRUNT LIBERATOIRE DE 1976

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

EMPRUNT PINAY

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale.

EMPRUNT RUSSE

Voir RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES. 2.

EMPRUNTEURS (Immobiliers)

Voir LOGEMENT. 2.

EMPRUNTS

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 5, 6 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 33 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 43, Economie et budget. – I. – Charges communes ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 760, 988 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 508.

– **Déduction des intérêts des –** . *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article 2, amendement 135 , Avant l'article 5, amendement 92.

– **Destinés au logement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

ENCADREMENT (Personnel d' –)

Voir TRAVAIL (JURIDICTION DU). 1.

ENCADREMENT DU CREDIT

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 64, 705, 727 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 55.

ENCADREMENT DU CREDIT (Crédit Agricole)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 643.

ENCYCLIQUES PONTIFICALES

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6.

ENDIVES DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 699.

ENDOSSEMENT DES FACTURES

Voir ENTREPRISES. 12.

ENERGIE

1. – PROJET DE LOI **n° 15** RELATIF AUX ECONOMIES D'ENERGIE ET A L'UTILISATION DE LA CHALEUR. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. André Giraud, ministre de l'industrie. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn [20 avril 1978]. – Rapport **n° 394** [15 juin 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [9 mai 1978]. – La commission renonce à donner son avis [4 avril 1979]. – Discussion les 4, 5, 10, 11, 17 avril et 9 mai 1979. – Saisine du conseil institutionnel par le président de l'Assemblée nationale (article 41 de la constitution) le 17 avril 1979. – Décision le 26 avril 1979 (*J.O* du 27 avril 1979 (p. 972) (Les amendements sont déclarés non irrecevalbles au sens de l'article 41 de la constitution). – Deuxième délibération (articles 1er et 15 *ter*) le 9 mai 1979. – Adoption le 9 mai 1979. – Projet de loi **n° 162.**

SENAT (première lecture), n° 331 (1978-1979). Dépôt le 10 mai 1979. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Jean-François Pintat. – Rapport n° 408 (1978-1979) [20 juin 1979]. – Discussion les 30 avril et 6 mai 1980. – Adoption le 6 mai 1980. – Projet de loi n° 58 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 12 mai 1980. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn. – Rapport **n° 1719** [14 mai 1980]. – Discussion le 22 mai 1980. – Adoption avec modifications le 22 mai 1980. – Projet de loi **n° 299.**

SENAT (deuxième lecture), n° 265 (1979-1980). Dépôt le 27 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Jean-François Pintat. – Rapport n° 304 (1979-1980) [11 juin 1980]. – Discussion les 23 et 24 juin 1980. – Adoption avec modifications le 24 juin 1980. – Projet de loi n° 95 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE **n° 1828** (troisième lecture). Dépôt le 24 juin 1980. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Composition [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585)

Bureau [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585)

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire) : Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn. – Rapport **n° 1859** [25 juin 1980]. – Discussion le 25 juin 1980. – Adoption le 25 juin 1980. – Projet de loi **n° 327.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire) : Rapporteur : M. Jean-François Pintat. – Rapport n° 347 (1979-1980). – Discussion le 26 juin 1980. – Adoption définitive le 26 juin 1980. – Projet de loi n° 100 (1979-1980).

Loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 16 juillet 1980 (p. 1783).

Table de concordance dans la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Article 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **2** : Article 1er *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **3** : Article 1er *ter* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **4** : Article 1er *quater* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **5** : Article 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **6** : Article 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **7** : Article 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **8** : Article 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **9** : Article 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **10** : Article 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **11** : Article 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **12** : Article 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **13** : Article 11 *bis* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **14** : Article 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **15** : Article 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **16** : Article 13 *bis* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **17** : Article 13 *ter* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **18** : Article 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **19** : Article 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **20** : Article 15 *bis* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **21** : Article 15 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **22** : Article 15 *quater* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **23** : Article 15 *quinquies* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **24** : Article 15 *sexies* (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **25** : Article 15 *septies* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **26** : Article 15 *octies* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **27** : Article 15 *nonies A* (S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **28** : Article 15 *nonies* (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **29** : Article 15 *decies* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **30** : Article 15 *undecies* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **31** : Article 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **32** : Article 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [22 mai 1980] (p. 1198)

Association Promocal : *Giraud (André)*, (p. 1214).

Biomasse : *Huguet (Roland)*, (p. 1205), *Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 1206).

Centrales électro-calogènes : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 1198).

Centre-Midi (avenir des gisements charbonniers) : *Pistre (Charles)*, (p. 1204).

Charbon : *Quilès (Paul)*, (p. 1200), *Depiétri (César)*, (p. 1202), *Pistre (Charles)*, (p. 1203), *Huguet (Roland)*, (p. 1205), *Delelis (André)*, (p. 1212), *Giraud (André)*, (p. 1213, 1215).

Collectivités locales (rôle dans la mise en valeur des énergies locales) : *Quilès (Paul)*, (p. 1201), *Giraud (André)*, (p. 1214).

Comité d'évaluation des choix énergétiques : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 1199).

Consommation d'électricité (prévisions) : *Quilès (Paul)*, (p. 1199).

Economies d'énergie : *Quilès (Paul)*, (p. 1200), *Depiétri (César)*, (p. 1202), *Giraud (André)*, (p. 1215).

Energies nouvelles : *Quilès (Paul)*, (p. 1200), *Depiétri (César)*, (p. 1203), *Giraud (André)*, (p. 1213).

Environnement : *Quilès (Paul)*, (p. 1200).

Géothermie : *Depiétri (César)*, (p. 1203).

Industrie du raffinage : *Giraud (André)*, (p. 1216).

Loi de programme sur l'énergie : *Quilès (Paul)*, (p. 1201).

Monopole d'EDF : *Depiétri (César)*, (p. 1201).

Office départemental d'HLM de l'Aude : *Huguet (Roland)*, (p. 1205).

Pétrole : *Quilès (Paul)*, (p. 1200), *Giraud (André)*, (p. 1213, 1215).

Plan énergétique du Gouvernement : *Quilès (Paul)*, (p. 1199), *Giraud (André)*, (p. 1213).

Programme nucléaire : *Quilès (Paul)*, (p. 1199, 1200, 1201), *Depiétri (César)*, (p. 1203).

Réseaux de chauffage urbain : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 1198), *Giraud (André)*, (p. 1213).

Réserves énergétiques mondiales : *Huguet (Roland)*, (p. 1204).

Sociétés de crédit-bail dans le domaine de l'énergie : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 1199).

Tarifs de la chaleur vendue par EDF et GDF : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 1198).

Taxation des consommations d'énergie : *Quilès (Paul)*, (p. 1200).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1211)

ART. 1er (carte de la chaleur) : adopté (p. 1216).

ART. 1er *bis* (élargissement de la mission d'EDF) : *amendement n° 3* de la commission

(mission d'EDF) : adopté (p. 1216) ; *amendement n° 29 rectifié* de M. Julien Schvartz : réservé (p. 1217) ; *amendement n° 30* de M. Julien Schvartz (composition du prix de la chaleur à la sortie des centrales d'EDF) : déclaré irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 1217) ; *amendement n° 29 rectifié* de M. Julien Schvartz (précédemment réservé) (fixation des tarifs de cession de chaleur) : adopté (p. 1217).

– article 1er *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 1217).

ART. 1er *quater* (continuité d'approvisionnement des réseaux) : *amendement n° 24* de M. César Depiétri (obligation de continuation de l'approvisionnement) : rejeté (p. 1218) ; *amendement n° 4* de la commission (continuité d'approvisionnement) : adopté (p. 1218).

– article 1er *quater* est ainsi rétabli (p. 1218).

ART. 2 (zone de desserte des réseaux) : *amendement n° 5* de la commission (coordination entre le plan de développement d'un réseau classé et les politiques commerciales des établissements nationaux publics du secteur de l'énergie) : adopté (p. 1219).

– article 2, ainsi complété, adopté (p. 1219).

ART. 3 (périmètre de développement prioritaire) : adopté (p. 1219).

ART. 4 (obligation de raccordement des installations nouvelles) : *amendement n° 6* de la commission (seuil de raccordement obligatoire des installations nouvelles) : adopté (p. 1219).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 1219).

ART. 11 (champ d'application du titre 2 ; déclaration d'intérêt général des ouvrages ; obligation pouvant être mise à la charge de l'exploitant) ; nature des fluides visés à l'article 11 : *amendement n° 7* de la commission (délimitation du champ d'application du titre 2) : adopté (p. 1220) ; *amendement n° 8* de la commission (conditions de la déclaration d'intérêt général faite par arrêté préfectoral) : adopté (p. 1220).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 1220).

ART. 15 *ter* (charges des dépenses d'investissement relatives à la réalisation de réseaux de distribution de chaleur destinés au chauffage d'immeubles, isolation thermique des logements, comité français de l'isolation) : *amendement n° 9 corrigé* de la commission (répartition entre propriétaires et locataires des dépenses d'investissement afférentes à la réalisation des réseaux de distribution de chaleur destinés au chauffage) ; *sous-amendement n° 31* de M. Paul Quilès (champ d'application de l'amendement) : adopté (p. 1222) ; *amendement n° 9 corrigé* : adopté (p. 1222).

– article 15 *ter* ainsi modifié, adopté (p. 1222).

ART. 15 *sexies* (petite production autonome d'hydroélectricité) : *amendement de suppression n° 10* de la commission : réservé (p. 1223).

ART. 15 *septies* (petite production autonome d'hydroélectricité) : protection de la nature, rentabilité des installations, disparition de certaines espèces de poissons, régimes des concessions ; association Rhône-Alpes énergie ; calcul de l'assiette de la taxe professionnelle destinée aux communes ; raccordement de la production d'électricité aux réseaux basse tension d'EDF ; régime de la concession, régime de l'autorisation préfectorale ; mitage énergétique ; rôle des assemblées départementales ; développement de l'exploitation privée des ressources énergétiques d'intérêt public : *amendements identiques n° 25* de M. Roger Gouhier et *n° 36* de M. Paul Quilès (suppression de l'article 15 *septiès*) : rejeté par scrutin public n° 395 (p. 1226) ; *amendement n° 32* de M. Pierre Weisenhorn (rédactionnel) : adopté (p. 1226) ; *amendement n° 12* de la commission (cas d'interdiction des autorisations) : rejeté (p. 1227) ; *amendement n° 13* de la commission (substitution de la notion de seuil à la notion de puissance maximum brute) : adopté (p. 1227) ; *amendement n° 14* de la commission (maintien de la notion de tarif préférentiel d'électricité) ; *sous-amendement n° 26* de M. César Depiétri (statut du personnel des centrales construites sous le régime de la concession) : retiré (p. 1227) ; *amendement n° 14* adopté (p. 1227) ; *amendement n° 37* de M. Jean-Pierre Cot (procédure d'octroi des autorisations préfectorales) : adopté (p. 1228) ; *amendement n° 38* de M. Jean-Pierre Cot (nécessité d'un avis conforme des conseils généraux) : rejeté (p. 1229) ; *amendement n° 39* de M. Jean-Pierre Cot (création d'un droit de préemption sur les terrains nécessaires à la réalisation de projets d'équipement hydroélectriques en faveur des collectivités locales) : rejeté (p. 1229).

– article 15 *septies*, ainsi modifié, adopté (p. 1229).

ART. 15 *sexies* (suite) : *amendement n° 10* réservé (amendement de suppression de l'article 15 *sexies*) : rejeté (p. 1230).

– article 15 *sexies*, adopté (p. 1230).

ART. 15 *nonies* (petite production autonome d'hydroélectricité) : *amendement n° 27* de M. César Depiétri (suppression de l'article 15 *nonies*) : rejeté (p. 1230) ; *amendement n° 16* de la commission (application du 6e de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946) : rejeté (p. 1230).

– article 15 *nonies*, adopté (p. 1230).

ART. 15 *decies* (droit de visite de certains fonctionnaires dans certains locaux) : *amendement n° 17* de la commission (délimitation du droit de visite des fonctionnaires) : adopté (p. 1231).

– ce texte devient l'article 15 *decies* (p. 1231).

ART. 15 *undecies* (société de crédit-bail spécialisé) : *amendement n° 18* de la commission (date limite d'agrément des sociétés de crédit-bail pour les actions visées au I de l'article) : adopté (p. 1231) ; *amendement n° 18* rectifié de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 1231) ; *amendement n° 33* de M. Pierre Weisenhorn (amendement de coordination) : adopté (p. 1232) ; *amendement n° 20* de la commission (rapport du Parlement) : adopté (p. 1232).

– article 15 *undecies*, ainsi modifié, adopté (p. 1232).

ART. 16 (modification de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1974 : publicité dans le domaine de l'énergie et modalité de répartition des produits énergétiques) : *amendement n° 21* de la commission (principe d'une interdiction de la publicité dans le domaine de l'énergie) ; *sous-amendement n° 34* de M. Pierre Weisenhorn (rédactionnel) : adopté (p. 1232) ; *amendement n° 21* ainsi modifié, adopté (p. 1232) ; *amendement n° 22* rectifié de la commission (maintien de la concurrence) : réservé (p. 1234).

Vote sur l'article 16, réservé (p. 1234).
Amendement n° 21 de la commission, *sous-amendement n° 34* de M. Pierre Weisenhorn et article 16, adoptés en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et l'article 96 du Règlement (p. 1239).

ART. 17 (publicité des consommations d'énergie de certains appareils) : adopté (p. 1234).

ART. 1er *A* et Titre 1er *A* : *amendement n° 2* de la commission (précédemment réservé) (création d'un comité d'évaluation des choix énergétiques auprès de l'Assemblée nationale) ; *sous-amendement n° 34* de M. Paul Quilès (pouvoir des groupes parlementaires dans la désignation des membres du comité d'évaluation des choix énergétiques), non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement ; *amendement n° 2* de la commission : non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement ; *amendement n° 1* de la commission (intitulé du titre 1er *A*) : non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 1239).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public n° 394 en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement (p. 1239).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1980] (p. 2277).

Charges locatives de chauffage : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 2277) ; *Quilès (Paul)*, (p. 2278).

Conventionnement : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 2277) ; *Quilès (Paul)*, (p. 2277).

Monopole d'E.D.F. : *Gouhier (Roger)*, (p. 2277).

Politique d'économie d'énergie : *Gouhier (Roger)*, (p. 2277).

Prix de cession de la chaleur : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 2276).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2278)

ART. 1er *bis*.

ART. 1er *quater* : *amendement n° 2* du Gouvernement (fixation par le contrat passé entre le producteur d'énergie thermique et l'exploitant du réseau des modalités selon lesquelles la continuité de l'approvisionnement d'un réseau de distribution de chaleur est assurée) : adopté (p. 2280).

– ce texte devient l'article 1er *quater* (p. 2280).

ART. 2, ART. 4, ART. 11, ART. 15 *ter* : *amendement n° 1* du Gouvernement (supprimant la disposition concernant le conventionnement) : adopté par scrutin public **n° 455** en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2281).

ART. 15 *septies*, ART. 15 *octies*, ART. 15 *nonies A*.

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 2 et par l'amendement n° 1, par scrutin public n° 455 en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2281).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 871** RELATIVE A LA GAZEIFICATION DU CHARBON, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. César Depiétri [5 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 881** RELATIVE AUX CENTRALES ELECTRIQUES HOUILLERES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : Mme Adrienne Horvath [5 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 943** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 4 DE LA LOI n° 74-908 DU 29 OCTOBRE 1974 RELATIVE AUX ECONOMIES D'ENERGIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Michel Noir. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn [19 avril 1979].

5. – PROJET DE LOI **n° 1122** RELATIF AUX ECONOMIES D'ENERGIE REGLANT LES RAPPORTS ENTRE PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES OU OCCUPANTS DE LOCAUX DE TOUTE NATURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 12 juin 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot [21 juin 1979]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [13 juin 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Claude Martin [14 juin 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1319** PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE PREMIER DE LA LOI n° 74-908 MODIFIEE DU 29 OCTOBRE 1974 RELATIVE AUX ECONOMIES D'ENERGIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Claude Martin. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Julien Schvartz [11 octobre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1382** TENDANT A L'INSTITUTION D'ECONOMIES D'ENERGIE DANS LE DOMAINE DE L'HABITAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Julien Schvartz et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Michel Barnier [28 novembre 1979]. – Rapport **n° 1516** [20 décembre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1417** RELATIVE A LA NECESSITE DE RELANCER LA PRODUCTION CHARBONNIERE FRANÇAISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. André Billoux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Billardon [10 avril 1980].

9. – PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE **n° 1501** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 34 DE LA CONSTITUTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1979 par M. Jean-Michel Baylet et M. Michel Crépeau. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot [10 avril 1980].

10. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1691** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE D'ETUDIER LES CONDITIONS DE VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES FRANÇAISES, Assemblée nationale. Dépôt le 7 mai 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [29 mai 1980]. – Rapport **n° 1867** [26 juin 1980].

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1794** RELATIVE AU MARCHE DU CHARBON-VAPEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 juin 1980 par M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Alain Bocquet [2 octobre 1980].

12. – PROPOSITION DE LOI **n° 1908** RELATIVE AU REGIME DE PRODUCTION, D'UTILISATION ET DE TAXATION DE CERTAINS CARBURANTS BIO-CHIMIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Maurice Cornette et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et

des échanges. – Rapporteur : M. Jacques Godfrain [2 octobre 1980].

13. – PROPOSITION DE LOI **n° 1971** TENDANT A VALORISER LES RESERVES CHARBONNIERES DU BASSIN DES CEVENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par Mme Adrienne Horvath et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : Mme Adrienne Horvath [4 décembre 1980].

Voir CHARBONNAGES DE FRANCE, 2 ; COMMUNAUTES EUROPEENNES, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 4, 10 ; DEFENSE NATIONALE, 3 ; EAU, 4 ; ENERGIE NUCLEAIRE, 6 ; LOIS DE FINANCES, 1, Article 9, Commerce extérieur ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Commerce extérieur. – Industrie. – Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; LOIS DE FINANCES, 3, (discussion générale), (deuxième partie), Défense. – Education. – Environnement et cadre de vie. – Logement, problème social. – Territoires d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES, 10, (discussion générale), (deuxième partie), Commerce extérieur. – Crédits militaires, budget annexe du service des essences. – Départements et territoires d'Outre-Mer. – II. – Départements d'Outre-Mer. – Education. – Industrie. – Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; PLAN, 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 284, 802, 827 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 276 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 106, 108.

– **En agriculture.** *Voir* AGRICULTURE, 3.

– **Butane et propane.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 169.

– **Diversification.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 509.

– **Dom-Tom.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20.

– **Production d'éthanol.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 507.

ENERGIE HYDRAULIQUE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1913** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 2 DE LA LOI DU 16 OCTOBRE 1919 RELATIVE A L'UTILISATION DE L'ENERGIE HYDRAULIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Jean-Pierre Bechter. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Jarrot [2 octobre 1980].

Voir ENERGIE, 1.

ENERGIE NUCLEAIRE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 592** TENDANT A AMELIORER L'INFORMATION EN MATIERE NUCLEAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Paul Quilès. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jean Auroux [26 octobre 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 897** RELATIF AUX MATIERES NUCLEAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mars 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. André Giraud, ministre de l'Industrie. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Birraux [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1017** [25 avril 1979]. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI SUR LE CONTROLE ET LA PROTECTION DES MATIERES NUCLEAIRES ». – Adoption le 26 avril 1979. – Projet de loi **n° 153.**

SENAT (première lecture), n° 303 [1978-1979]. Dépôt le 27 avril 1979. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Pierre Noé. – Rapport n° 357 [1978-1979] [30 mai 1979]. – Discussion le 23 avril 1980. – Adoption le 23 avril 1980. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION ET LE CONTROLE DES MATIERES NUCLEAIRES ». – Projet de loi n° 53 [1979-1980].

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1652.** Dépôt le 24 avril 1980. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Birraux. – Rapport **n° 1721** [21 mai 1980]. – Discussion le 22 mai 1980. – Adoption avec modifications le 22 mai 1980. – Projet de loi **n° 298.**

SENAT (deuxième lecture), n° 263 [1979-1980]. Dépôt le 27 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Pierre Ceccaldi-Pavard. – Rapport n° 289 [1979-1980] [5 juin 1980]. – Discussion le 12 juin 1980. – Adoption avec modifications le 12 juin 1980. – Projet de loi n° 76 [1979-1980].

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1806.** Dépôt le 13 juin 1980. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Birraux. –

Rapport **n° 1812** [19 juin 1980]. – Discussion le 25 juin 1980. – Adoption définitive le 25 juin 1980. – Projet de loi **n° 326.**

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (article 61, alinéa 2 de la Constitution). – Décision le 22 juillet 1980 [*J.O.* du 24 juillet 1980] (p. 1867). – Conforme en totalité.

Loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 26 juillet 1980 (p. 1882).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article 1er : Art. 1er (projet A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **2** : Art. 2 (projet A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : Art. 2 *bis* (projet A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **4** : Art. 2 *ter* (projet A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **5** : Art. 3 (projet A.N. 1).
Loi, article **6** : Art. 4 (projet A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **7** : Art. 5 (projet A.N. 1).
Loi, article **8** : Art. 6 (projet A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **9** : Art. 7 (projet A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : Art. 8 (projet A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **11** : Art. 9 (projet A.N. 2).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [22 mai 1980] (p. 1190)

Armes nucléaires : *Gouhier (Roger),* (p. 1190).

Droit de grève : *Gouhier (Roger),* (p. 1190) ; *de Branche (René),* (p. 1191).

Entreprises (obligation des) : *de Branche (René),* (p. 1191) ; *Giraud (André),* (p. 1191) ; *Birraux (Claude),* (p. 1190).

Euratom : *Gouhier (Roger),* (p. 1190).

Matières nucléaires (prolifération) : *Giraud (André),* (p. 1191).

Sécurité dans les centrales : *Gouhier (Roger),* (p. 1190).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1192).

ART. 1er (champ d'application de la loi) : *amendement n° 1* de la commission (matières soumises aux dispositions de la loi) ; *sous-amendement n° 9* du Gouvernement (extension du champ d'application de la loi) : retiré (p. 1192) ; *amendement n° 1* : adopté (p. 1192) ; *amendement n° 10* du Gouvernement (application de la loi au vol de matières nucléaires destinées à la défense) : adopté (p. 1192).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 1192).

ART. 2 (autorisation et contrôle de la circulation des matières nucléaires) : adopté (p. 1192).

ART. 2 *bis* (modalités de l'autorisation) : *amendement n° 2* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1193).

– article 2 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 1193).

ART. 2 *ter* (objectif du contrôle) : *amendement n° 3* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1193).

– article 2 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 1193).

ART. 4 (sanctions) : *amendement n° 4* de la commission (formel) : adopté (p. 1193) ; *amendement n° 11* du Gouvernement (sanctions de la violation intentionnelle des règles de sécurité) ; *sous-amendement n° 13* de la commission (suspension du coupable) : rejeté au scrutin public **n° 392** (p. 1196) ; *sous-amendement n° 14* de M. Roger Gouhier (application de l'*amendement n° 11* aux personnes morales) : rejeté (p. 1196) ; *sous-amendement n° 15* de M. Roger Gouhier (dispositions applicables aux personnes physiques disposant d'un statut, bénéficiant de conventions ou relevant de la législation du travail) : rejeté (p. 1196) ; *amendement n° 11* : adopté au scrutin public **n° 393** (p. 1196).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 1196).

ART. 6 (sanctions applicables au titulaire de l'autorisation qui n'a pas respecté ses obligations) : *amendement n° 5* de la commission (formel) : adopté (p. 1196) ; *amendement n° 6* de la commission (harmonisation) : adopté (p. 1196) ; *amendement n° 7* de la commission (extension des obligations de l'employeur vis-à-vis de l'employé prévue par la loi du 2 juillet 1979) : adopté (p. 1197).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 1197).

ART. 7 (constatation des infractions) : adopté (p. 1197).

ART. 8 (rapport annuel du Gouvernement au Parlement) : *amendement n° 8* de la commission (harmonisation) : adopté (p. 1197).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 1197).

APRES L'ART. 8 : *amendement n° 12* du

Gouvernement (coordination) : adopté (p. 1197).

EXPLICATIONS DE VOTE (p. 1197).

Respect du statut des personnels : *Gouhier (Roger)*, (p. 1197).

Contrôle de l'ensemble du cycle nucléaire par la puissance publique : *Pistre (Charles)*, (p. 1197).

Vote hostile du groupe socaliste : *Pistre (Charles)*, (p. 1197).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public n° 394 (p. 1198).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1980] (p. 2271).

Commissariat à l'énergie atomique (démantèlement) : *Giraud (André)*, (p. 2273) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2271).

Déchets nucléaires : *Giraud (André)*, (p. 2273) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2271).

Droit de grève : *Giraud (André)*, 2273) ; *Laurent (Paul)*, (p. 2271) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2271).

Droits du personnel : *Birraux (Claude)*, (p. 2271) ; *Giraud (André)*, (p. 2273) ; *Laurent (Paul)*, (p. 2272) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2271).

Réseau croix-rouge : *Laurent (Paul)*, (p. 2272).

Sanction de la violation des règles de sécurité : *Giraud (André)*, (p. 2273) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2271).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2273).

ART. 4 : *amendement n° 1* de M. Roger Gouhier (sanctions de la violation intentionnelle d'instructions permanentes de l'exploitant en matière de sécurité) : rejeté (p. 2275) ; *amendement n° 2* de M. Roger Gouhier (règles de sécurité prises obligatoirement en accord avec le comité d'hygiène et de sécurité) : rejeté (p. 2275) ; *amendement n° 3* de M. Roger Gouhier (en cas de violation intentionnelle des règles de sécurité, application des sanctions prévues pour fautes graves par les conventions, les statuts du personnel ou la législation du travail) : rejeté (p. 2276).

– article 4, adopté par scrutin public **n° 454** (p. 2276).

EXPLICATIONS DE VOTE (p. 2276).

Déchets nucléaires et projet de Saint-Priest-la-Prugne : *Mermaz (Louis)*, (p. 2276).

Sécurité de l'usine de retraitement de La Hague : *Mermaz (Louis)*, (p. 2276).

Vote hostile du groupe socialiste : *Mermaz (Louis)*, (P. 2276).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2276).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 917** PORTANT RETABLISSEMENT DE LA SOUVERAINETE DE LA REPUBLIQUE EN MATIERE D'ENERGIE NUCLEAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Michel Debré et M. Jean Royer. – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

4. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 934** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE SECURITE ET D'INFORMATION DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE EN FRANCE, Assemblée nationale. Dépôt le 4 avril 1979 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois consitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [19 avril 1979]. – Rapport **n° 1050** [10 mai 1979].

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1031** TENDANT A CREER UNE COMMISSION DE CONTROLE CHARGEE D'ETUDIER LES CONDITIONS DANS LESQUELLES SONT ORGANISEES ET FONCTIONNENT LES SERVICES ADMINISTRATIFS CHARGES DU CONTROLE DE LA SECURITE NUCLEAIRE, Assemblée nationale. Dépôt le 2 mai 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [31 mai 1979]. – Rapport **n° 1213** [28 juin 1979].

6. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1327** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES DEFAUTS DE FABRICATION CONSTATES SUR LES CENTRALES NUCLEAIRES PWR ET LEURS CONSEQUENCES SUR LA POLITIQUE NUCLEAIRE ET ENERGETIQUE DU GOUVERNEMENT, Assemblée nationale. Dépôt le 4 octobre 1979 par M. Christian Nucci et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [8 novembre 1979]. – Rapport **n° 1438** [29 novembre 1979].

7. – PROPOSITON DE RESOLUTION **n° 1596** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA POLITIQUE FRANÇAISE DE RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES IRRADIES, Assemblée nationale. Dépôt le 2 avril 1980Ypar M. Paul Quilès et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Nicolas About [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1679** [30 avril 1980].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18 ; IMPOTS LOCAUX. 5 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie. – Services du Premier ministre. – IV. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (Article 45 *bis*) ; PLAN. 2 ; PROTECTION CIVILE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 54, 284, 305, 390 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 168, 229 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 80, 103.

ENERGIE SOLAIRE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2126** TENDANT A FAVORISER L'UTILISATION DE L'ENERGIE SOLAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par M. Joseph Vidal et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18 ; ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie. – Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie. – Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 659 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 118, 234, 276, 375, 412.

ENERGIE THERMIQUE

Voir ENERGIE. 1.

ENERGIE VERTE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

ENERGIES NOUVELLES

Voir CHOMAGE. 3 ; ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie. – Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – IV. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale), (première partie), Après l'article 2 ; (deuxième partie), Coopération, Industrie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; MOTIONS DE CENSURE. 4, 5, 6 ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 405 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 375, 408.

ENFANCE (Aide sociale à l' –)

Voir Femme (condition de la), 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 269.

ENFANCE DELINQUANTE

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

ENFANCE MARTYRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 194.

ENFANTS

1. – PROPOSITION DE LOI-CADRE **n° 369** RELATIVE A LA PLACE ET AU DEVENIR DE L'ENFANT DANS LA FAMILLE ET LA SOCIETE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par Mme Jacqueline Chonavel et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Jacqueline Chonavel [5 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 447** TENDANT A LA CREATION DU PARRAINAGE EDUCATIF, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Georges Mesmin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [12 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 544** RELATIVE A LA PROTECTION JUDICIAIRE

DE L'ENFANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Edmond Garcin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [12 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1522** TENDANT A INTERDIRE LA FABRICATION, L'IMPORTATION ET LA VENTE DE JOUETS GUERRIERS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Jean-Marie Caro. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation de la l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [10 avril 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1635** TENDANT A ETENDRE AUX BENEFICIAIRES DE LA LOI DU 11 JUILLET 1975, CONFIANT LA GARDE DE L'ENFANT A L'UN OU A L'AUTRE DES EPOUX EN CAS DE DIVORCE, LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 4 JUIN 1970, CONSACRANT L'EGALITE DES EPOUX QUANT A L'EXERCICE DE LEUR AUTORITE PARENTALE SUR L'ENFANT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Maurice Dousset. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [26 juin 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1912** RELATIVE A L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DE L'ENFANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par Mme Marie-Thérèse Goutmann et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alain Léger [2 octobre 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1956** TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 256, 287, 288, 291, 372, 373 ET 374 DU CODE CIVIL, RELATIFS A LA GARDE DE L'ENFANT APRES SEPARATION DES PARENTS, ET A INSTITUER EN CE CAS LE PRINCIPE D'UNE GARDE ASSOCIEE, ET LE MAINTIEN DE L'AUTORITE PARENTALE CONJOINTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [4 décembre 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2195** TENDANT A REGIR LA PUBLICITE DESTINEE AUX ENFANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 2196** RELATIVE A LA PROTECTION DES ENFANTS UTILISES PAR LES ENTREPRISES DE PUBLICITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Jacques-Antoine Gau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ADOPTION, 2, 6 ; CHOMAGE, 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 13 ; FAMILLE, 1, 2, 3, 6, 7, 9, 11 ; FILIATION, 4 ; HANDICAPES, 2, 8 ; PROCEDURE PENALE, 9.

– **A charge.** *Voir* SECURITE SOCIALE, 14.

– **Mauvais traitements d' – ayant entraîné la mort.** *Voir* PROCEDURE PENALE, 9.

ENGAGEMENT DE RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT (article 49, alinéa 3 de la Constitution)

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (première lecture), CMP ; LOIS DE FINANCES, 10 (discussion générale) ; MOTIONS DE CENSURE, 9, 10 ; SECURITE SOCIALE (financement), 2.

ENGIN PRINCIPAL DE COMBAT

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

ENGRAIS ET AMENDEMENTS

1. – PROJET DE LOI **n° 137** RELATIF A L'ORGANISATION DU CONTROLE DES MATIERES FERTILISANTES ET DES SUPPORTS DE CULTURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jean Desanlis [27 avril 1978]. – Rapport **n° 884** [21 décembre 1978]. – Discussion le

24 avril 1979. – Adoption le 24 avril 1979. – Projet de loi **n° 150.**

SENAT (première lecture) n° 298 (1978-1979). Dépôt le 25 avril 1979. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Michel Sordel. – Rapport n° 344 (1978-1979) [23 mai 1979]. – Discussion le 6 juin 1979. – Adoption avec modifications le 6 juin 1979. – Projet de loi n° 100 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1115.** Dépôt le 7 juin 1979. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jean Desanlis. – Rapport **n° 1171** [20 juin 1979]. – Discussion le 25 juin 1979. – Adoption avec modifications le 25 juin 1979. – Projet de loi **n° 196.**

SENAT (deuxième lecture) n° 436 (1978-1979). Dépôt le 25 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Michel Sordel. – Rapport n° 441 (1978-1979) [26 juin 1979]. – Discussion 1979. – Adoption définitive le 29 juin 1979. – Projet de loi n° 140 (1978-1979).

Loi n° 79-595 du 13 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1979 (p. 1834).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **5** : 4 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 4 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **9** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **10** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **11** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **14** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [24 avril 1979] (p. 2983).

Efficacité (contrôle de l') : *Duroure (Roger),* (p. 2983).

Etiquetage : *Fouchier (Jacques),* (p. 2983).

Exemption d'homologation pour les produits commercialisés en vertu des directives européennes : *Desanlis (Jean),* (p. 2982) ; *Duroure (Roger),* (2983) ; *Chaminade (Jacques),* (p. 2984).

Homologation : *Fouchier (Jacques),* (p. 2982) ; *Desanlis (Jean),* (p. 2982).

Législation applicable aux engrais : *Desanlis (Jean),* (p. 2982).

Normes d'utilisation des fertilisants : *Desanlis (Jean),* (p. 2982).

Sanctions : *Fouchier (Jacques),* (p. 2983).

Scories Thomas : *Chaminade (Jacques),* (p. 2984).

Taxe sur les produits dangereux, toxiques ou polluants : *Duroure (Roger),* (p. 2983).

DISCUSSION DES ARTICLES [24 avril 1979] (p. 2894) :

ART. 1er (champ d'application de la loi) : *amendement n° 1* de la commission (élargissement de la notion de support de culture) : adopté (p. 2985).

MM. Desanlis (Jean), Fouchier (Jacques).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2985).

ART. 2 (principe de l'homologation et exemptions) : *amendement n° 2* de la commission (application de l'article 2 à la fabrication à des fins commerciales) retirés (p. 2985) ; *amendement n° 3* de la commission (limitation des exceptions à l'homologation aux produits inoffensifs) adopté (p. 2986) ; *amendement n° 4* de la commission (limitation de la dépense prévue au 1er alinéa de l'article 2 aux produits dont la normalisation a été rendue obligatoire) adopté (p. 2986) ; *amendement n° 5* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 2986) ; *amendement n° 35* de M. André Petit (inapplication de l'homologation aux produits organiques, aux supports de culture d'origine naturelle) adopté (p. 2987) ; *amendement n° 21* du Gouvernement (exemption de la procédure d'homologation pour les rejets et dépôts réglementés par des textes spécifiques) adopté (p. 2988) ; *amendement n° 36* de M. André Petit (exemption de l'homologation pour les produits minéraux d'origine naturelle) rejeté (p. 2988)).

MM. Desanlis (Jean), Fourchier (Jacques), Petit (André), Hamel (Emmanuel).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 2988).

ART. 3 (procédure d'homologation) : *amendement n° 33* de M. Roger Duroure (précisant la nature du contrôle de l'efficacité et de l'innocuité des produits) adopté après modification rédactionnelle proposée par le secrétaire d'Etat (p. 2988) ; *amendement n° 30* de M. Jean Desanlis (conséquence de l'*amendement n° 2)* devenu sans objet (p. 2989) ; *amendement n° 22* du Gouvernement (augmentation de la durée des autorisations provisoires à quatre ans) adopté (p. 2989) ; *amendement n° 23* du Gouvernement (augmentation de la durée des autorisations provisoires à quatre ans) adopté (p. 2989).

MM. Duroure (Roger), Desanlis (Jean), Fouchier (Jacques).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 2989).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 37* de M. André Petit (institution de deux commissions pour l'homogation) retiré (p. 2990).

ART. 4 (prescriptions particulières d'emploi du produit) : *amendement n° 6* de la commission (obligeant les conducteurs à faire figurer de manière claire et apparente sur son emballage ou sur une étiquette solidaire de celui-ci les prescriptions particulières d'emploi du produit) adopté (p. 2990) ; *amendement n° 24* du Gouvernement (obligeant les producteurs à faire connaître d'une manière clair et apparente les prescriptions particulières d'emploi du produit) devient sans objet (p. 2990) ; *amendement n° 25* du Gouvernement (possibilité de supprimer ou de retirer l'homologation ou l'autorisation provisoire de vente ou d'importation d'un produit) rejeté (p. 2990) ; *amendement n° 7* de la commission (régime des produits obligatoirement normalisés) devient sans objet (p. 2990) ; *amendement n° 8* de la commission (possibilité d'un nouvel examen du produit avant la décision de retrait du marché) adopté (p. 2990).

MM. Desanlis (Jean), Fouchier (Jacques).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 2990).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 9* de la commission (imposant aux producteurs l'obligation de faire connaître les faits nouveaux mentionnés à l'article 4) adopté (p. 2991) ; *amendement n° 10* de la commission (réglementation de l'usage des produits nocifs pour l'environnement) ; *sous-amendement n° 26* du Gouvernement (limitant la délégation envisagée par la commission à l'usage des produits définis à l'article 1er de la présente loi) adopté (p. 2992) ; *sous-amendement n° 31* de la commission (rédactionnel) devient sans objet (p. 2992) ; *sous-amendement n° 27* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 2992) ; *sous-amendement n° 28* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 2992) ; *amendement n° 10* ainsi modifié, adopté (p. 2992).

MM. Desanlis (Jean), Fouchier (Jacques).

ART. 5 (publicité mensongère relative à des produits définis à l'article 1er) ; *amendement n° 11* de la commission (amendement de conséquence) adopté (p. 2992).

MM. Desanlis (Jean), Fouchier (Jacques).

Article 5, ainsi modifié, adopté (p. 2992).

ART. 6 (sanctions pénales) : *amendement n° 32* de la commission (sanctions de l'obligation imposée aux producteurs de faire connaître à l'administration les faits nouveaux mentionnés à l'article 4) adopté (p. 2992) ; *amendement n° 12* de la commission (formel), adopté (p. 2992) ; *amendement n° 13* de la commission (sanctions du non respect des dispositions de l'article 4 *ter*) retiré (p. 2993) ; *amendement n° 14* corrigé de la commission (possibilité de doubler les peines si les infractions commises pour conséquence de rendre l'utilisation de la marchandise dangereuse) adopté (p. 2993).

MM. Desanlis (Jean), Fourchier (Jacques).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 2993).

ART. 7 (agents qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de la présente loi) : *amendement n° 15* de la commission (ajoutant à la liste des personnes qualifiées pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de la présente loi les agents chargés de la prévention des accidents du travail et des risques agricoles) adopté (p. 2993).

MM. Desanlis (Jean), Fourchier (Jacques).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 2993).

ART. 8 (frais résultant de l'examen prévu à l'article 3 des produits soumis à homologation) : *amendement n° 16* de la commission (amendement de coordination) adopté (p. 2993) ; *amendement n° 17* rectifié de la commission (affectant au budget du ministère chargé de l'agriculture et du ministère chargé de l'industrie les sommes représentant les frais résultant de l'examen des produits soumis à homologation) retiré (p. 2993) ; *amendement n° 29* du Gouvernement (sanctions du défaut de paiement du versement prévu par l'article 8) adopté (p. 2994).

MM. Desanlis (Jean), Fourchier (Jacques).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 2994).

ART. 9 (modification de l'article 1er de la loi du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à

l'usage agricole) : *amendement n° 18* de la commission (nouvelle rédaction de l'article 1er de la loi du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole) devient sans objet (p. 2994) ; *amendement n° 19* de la commission (possibilité de donner des autorisations provisoires de fabrication, de vente ou d'importation aux produits en instance d'homologation) devient sans objet (p. 2994).

M. Desanlis (Jean).

– article 9 adopté (p. 2994).

ART. 10 : modification de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques, adopté (p. 2994).

ART. 11 : abrogation de la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais et des amendements, adopté (p. 2994).

ART. 12 (décret d'application de la présente loi) : *amendement n° 20* de la commission (réduisant d'un an à six mois le délai d'entrée en application de la présente loi) adopté (p. 2994).

MM. Desanlis (Jean), Fouchier (Jacques).

– article 12, ainsi modifié, adopté (p. 2994).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2994).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1979] (p. 5597) :

Agriculture biologique : *Desanlis (Jean)*, (p. 5597) ; *Petit (André)*, (p. 5599).

Supports de culture d'origine naturelle : *Desanlis (Jean)*, (p. 5597) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 5597) ; *Petit (André)*, (p. 5598, 5599).

Stations d'épuration (utilisation des boues) : *Desanlis (Jean)*, (p. 5599).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 juin 1979] (p. 5599).

ART. 2 : *amendement n° 1* de la commission (excluant du champ d'application de la loi des produtis organiques d'origine naturelle obtenus sans traitement chimique) adopté (p. 5600) ; *amendement n° 2* de la commission (exemption des produits organiques constituant des sous-produits d'une activité de caractère agricole ou provenant directement de la végétation terrestre ou marine) rejeté (p. 5601) ; *amendement n° 5* de M. Jean Desanlis (formel) adopté avec une modification formelle (p. 5601) ; *amendement n° 6* de M. Jean Desanlis (situation des agriculteurs qui échangent des matières fertilisantes tirées de leur exploitation) adopté (p. 5601).

MM. Desanlis (Jean), Petit (André), Méhaignerie (Pierre), Cointat (Michel).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5601).

ART. 3 : *amendement n° 3* de la commission (amendement de coordination) adopté (p. 5601).

MM. Desanlis (Jean), Méhaignerie (Pierre).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 5601).

ART. 4 : *amendement n° 4* de la commission (mention des prescriptions particulières d'emploi des produits ; cas des produits vendus en vrac) ; *sous-amendement n° 7* du Gouvernement (supprimant dans l'*amendement n° 4* la référence au cas des produits vendus en vrac) retiré (p. 5602) ; *amendement n° 4* adopté (p. 5602).

MM. Desanlis (Jean), Méhaignerie (Pierre).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 5602).

ART. 6 : adopté (p. 5602).

ART. 7 : adopté (p. 5602).

ART. 8 : adopté (p. 5602).

ART. 12 : adopté (p. 5602).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5602).

ENREGISTREMENT (Droits d')

Voir EPARGNE, 5 ; LOIS DE FINANCES, 3 (première partie), Article 14. – (Deuxième partie), Articles 58, 59 et 73 ; SUCCESSIONS, 2.

ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 80.

ENSEIGNANTS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 60** TENDANT A CREER UN GRADE DE DIRECTEUR D'ECOLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rappor-

teur : M. Jean-Pierre Delalande [11 mai 1978]. – Rapport **n° 967** [11 avril 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1000** SUR LA FORMATION DES MAITRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Brunhes [14 juin 1979].

Voir CHIRURGIENS-DENTISTES. 1, 2 ; ENSEIGNEMENT. 4 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), (article 45). – Education. – Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports. – Universités. – Magistrats, 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 100, 102 ; RESPONSABILITE DE L'ETAT. 1.

– **Actes de violence.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 404.

– **D'éducation physique.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 104.

– **Enseignement privé.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 996.

– **Formation.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

– **Grève de personnels.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 635, 645, 670.

– **Remplacement.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 1481.

– **Sanctions.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 545.

ENSEIGNEMENT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 94** RELATIVE A LA GRATUITE ET A L'AIDE SOCIALE EN MATIERE SCOLAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Brunhes [25 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 849** RELATIVE A LA GRATUITE EFFECTIVE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET AUX AIDES SOCIALES EN MATIERE SCOLAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. André Billoux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Lucien Pignion [12 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1906** TENDANT A LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION RACISTE ET SEXISTE DANS LES MANUELS SCOLAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par Mme Edwige Avice et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Marie Jacq [2 octobre 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1949** PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES A LA VIE SCOLAIRE ET A LA DECENTRALISATION, Assemblée nationale (première partie). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Louis Mexandeau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. André Delehedde [20 novembre 1980].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1 ; ENFANTS. 1 ; LANGUES REGIONALES. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education, Universités ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 129, 135, 144, 288, 481, 635 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 205, 206.

– **De l'instruction civique.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 290.

– **Des langues étrangères.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 340, 352.

– **Exonération de TVA.** *Voir* TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

– **Fermeture de classes.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 665, 670, 673.

– **Gratuité de l' – .** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 65.

– **Liberté de l' – .** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 105.

– **Par l'alternance.** *Voir* EMPLOI. 10.

– **Régime fiscal.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

ENSEIGNEMENT A DISTANCE (Article 26)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

1. – PROJET DE LOI n° 149 MODIFIANT LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7 DE LA LOI n° 60-791 DU 2 AOUT 1960 RELATIVE A L'ENSEIGNEMENT ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES, Sénat (première lecture). Dépôt le 21 décembre 1977 par M. Raymond Barre, Premier ministre, n° 279 (1977-1978). – Renvoyé à la commission des affaires culturelles. – Rapport le 20 avril 1978 par M. René Tinant, n° 332 (1977-1978). – Adoption le 27 avril 1978. – Projet de loi n° 129 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 28 avril 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [11 mai 1978]. – Rapport **n° 237** [18 mai 1978]. – Discussion le 25 mai 1978. – Adoption avec modifications le 25 mai 1978. – Projet de loi **n° 14.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 30 mai 1978, n° 379 (1977-1978). – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. René Tinant. – Rapport n° 390 [1er juin 1978] (1977-1978). – Discussion le 6 juin 1978. – Adoption avec modifications le 6 juin 1978. – Projet de loi n° 14.

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 7 juin 1978, **n° 370.** – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger. – Rapport **n° 392** [15 juin 1978]. – Discussion le 20 juin 1978. – Adoption avec modifications le 20 juin 1978. – Projet de loi **n° 33.**

SENAT (troisième lecture). Dépôt le 21 juin 1978, n° 457 (1977-1978). – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant sa création [21 juin 1978] (p. 3212). – Nomination [23 juin 1978].

Composition [23 juin 1978] (p. 3430) :

Députés. – Membres titulaires : MM. Berger (Henry), Gissinger (Antoine), Brocard (Jean), Chapel (Paul), Guermeur (Guy), Mexandeau (Louis), Perrut (Francisque) ; membres suppléants : MM. Pasty (Jean-Claude), Taugourdeau (Martial), Caille (René), Mancel (Jean-François), Briane (Jean), Héraud (Robert), Donnadieu (Louis).

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Eeckhoutte (Léon), Tinant (René), Sauvage (Jean), Sérusclat (Franck), Séramy (Paul), Vallon (Pierre), Martin (Hubert) ; membres suppléants : MM. de la Forest (Louis), Mirou-dot (Michel), Ruet (Roland), Guillaume (Robert), Chauvin (Adolphe), Pic (Maurice), Fontaine (Maurice).

Bureau [27 juin 1978] : président : M. Eeckhoutte (Léon) ; vice-président : M. Berger (Henry).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Antoine Gissinger. – Rapport **n° 465** [27 juin 1978]. – Discussion le 28 juin 1978. – Adoption le 28 juin 1978. – Projet de loi **n° 51.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. René Tinant. – Rapport n° 471 (1977-1978 [27 juin 1978]. – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption définitive le 30 juin 1978. – Projet de loi n° 183 (année 1977-1978).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : le 1er juillet 1978 par MM. Léon Eeckhoutte, Edgar Tailhades, Marcel Debarge, Jean Nayrou, René Debesson, Paul Mistral, Marcel Champeix, Robert Laucournet, Henri Tournan, Michel Moreigne, Georges Dagonia, Henri Duffaut, André Méric, Marcel Mathy, Antoine Andrieux, Claude Fuzier, Gilbert Belin, Félix Ciccolini, Raymond Courrière, Jean Geoffroy, Louis Longequeue, Bernard Parmentier, Jean Péridier, Jean-Jacques Perron, Roger Rinchet, Georges Spénale, Charles Alliès, Jean Varlet, Emile Vivier, Pierre Noé, André Barroux, Philippe Machefer, Noël Berrier, Marcel Brégégère, Gérard Minvielle, Michel Darras, Maurice Pic, Edgard Pisani, Robert Pontillon, Roger Quilliot, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Marcel Souquet, Robert Schwint, Maxime Javelly, Auguste Billiemaz, Jean Mercier, Jean Béranger, France Lechenault, Maurice Janetti, Jacques Carat, René Chazelle, Roland Grimaldi, Louis Perrein, Maurice Vérillon, Josy Moinet, Franck Sérusclat, Anicet Le Pors, Guy Schmaus, Marcel Gargar, Serge Boucheny, Camille Vallin, Pierre Gamboa, Fernand Lefort, sénateurs, et le 3 juillet 1978 par MM. André Delehedde, Louis Mexandeau, Christian Nucci, Guy Bèche, Joseph Franceschi, Christian Pierret, Bernard Derosier, Jean Poperen, Claude Michel, Pierre Forgues, Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jacques Mellick, Marcel Garrouste, Christian Laurissergues, Jacques Santrot, Claude Evin, Maurice Pourchon, Robert Aumont, Georges Lemoine, René Gaillard, Gilbert Faure, François Autain, Roland Beix, Dominique Dupilet, Henri Michel, Gilbert Sénès, Charles Pistre, Roger Duroure, Roland Huguet, Martin Malvy, Edmond Vacant, Jean Auroux, Philippe Madrelle, Pierre Prouvost, Gérard Bapt, Michel Crépeau, André Saint-Paul, Jean-Michel Boucheron, Alain Hautecœur, Jacques Lavédrine, Rodolphe Pesce,

Raymond Forni, Michel Rocard, Lucien Pignion, Jean Laurain, Jean-Pierre Chevènement, Jacques Huyghues des Etages, Louis Darinot, Alain Chenard, André Billardon, Hubert Dubedout, Maurice Masquere, Pierre Joxe, Alex Raymond, Roland Florian, André Chandernagor, Charles Hernu, Jean-Pierre Cot, Maurice Brugnon, Paul Quilès, Raoul Bayou, Bernard Madrelle, Joseph Vidal, Jacques Cambolive, Alain Richard, députés, (article 61, alinéa 2, de la Constitution).

DECISION le 27 juillet 1978, *J.O.* du 29 juillet 1978, (p. 2948, 2949) : sont déclarés non conformes à la Constitution : article 7 *bis*, cinquième alinéa, ajouté à la loi du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles ainsi qu'à l'article 7 *quater* les mots : « les missions définies dans les conventions visées à l'article 7 *bis* ».

Loi n° 78-786 du 28 juillet 1978 publiée au *J.O.* du 29 juillet 1978 (p. 2935).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. - S. 1. - A.N. 1. - S. 2. - A.N. 2. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. - S. 1. - A.N. 1. - S. 2).
Loi, article **3** : 3 (S. 1. - A.N. 1. - S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 mai 1978] (p. 2045) :

Départements et territoires d'Outre-Mer (application de la loi) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 2047).

Enseignement agricole privé (aide de l'Etat) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 2046, 2047 ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 2048, 2060) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 2050) ; *Brocard (Jean)*, (p. 2051, 2052) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 2054) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 2057).

Enseignement agricole privé (effectifs et résultats) : *Gissinger (Antoine), (p. 2046) ; Fouchier (Jacques)*, (p. 2047) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 2049) ; *Delehedde (André)*, (p. 2056) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2059).

Liberté de l'enseignement ou service public : *Gissinger (Antoine)*, (p. 2045) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 2048) ; *Léger (Alain)*, (p. 2050) ; *Brocard (Jean)*, (p. 2052) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 2053) ; *Delehedde (André)*, (p. 2055) ; *Duroure (Roger)*, (p. 2058) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2060).

Proposition de loi Guermeur (annulation par le Conseil constitutionnel) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 2046, 2047) ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 2048) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 2053, 2054).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 mai 1978] (p. 2061).

ART. 1er (article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960, possibilité pour l'Etat de reconnaître sur leur demande les établissements d'enseignement agricole privé) : *amendement n° 9* de M. Guy Guermeur (institution d'un système d'agrément de l'Etat s'ajoutant au système de la reconnaissance) : adopté (p. 2061) ; *amendement n° 10* de M. Guy Guermeur (formel) : adopté (p. 2062) ; *amendement n° 11* de M. Guy Guermeur (formel) : adopté (p. 2062) ; *amendement n° 7* de M. Guy Guermeur (champ d'application des conventions passées entre le ministre de l'Agriculture et les organisations représentatives de l'enseignement agricole privé) : retiré (p. 2062) ; *amendement n° 8* de M. Guy Guermeur (même objet que l'amendement n° 7) : retiré (p. 2062) ; *amendement n° 1* de la commission (champ d'application des conventions passées entre le ministre de l'Agriculture et les organisations représentatives de l'enseignement agricole privé) : adopté (p. 2062).

- article 7 de la loi du 2 août 1960, ainsi modifié, adopté (p. 2062).

MM. Guermeur (Guy), Gissinger (Antoine), Fouchier (Jacques).

ART. 1er (article 7 *bis* de la loi du 2 août 1960, objet et mode de calcul de l'aide financière de l'Etat aux établissements privés d'enseignement agricole reconnus) : *amendement n° 12* de M. Guy Guermeur (extension de l'aide financière de l'Etat accordée aux établissements agréés) : adopté (p. 2065) ; *amendement n° 14* de M. Antoine Gissinger (étendue de l'aide financière accordée par l'Etat aux établissements reconnus) : devient sans objet (p. 2065) ; *amendement n° 13* de M. Guermeur (formel) : devient sans objet (p. 2065).

- article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2065).

MM. Guermeur (Guy), Gissinger (Antoine), Brocard (Jean), Fouchier (Jacques), Mexandeau (Louis).

ART. 2 (application des mesures d'aide financière prévues par la présente loi dans un délai de 5 ans) : *amendement n° 3* de la commission (obligation pour le Gouvernement d'inscrire chaque année dans la loi de finances les mesures d'aide financière prévues pour l'application de la présente loi) : rejeté (p. 2066) ; *amendement n° 4* de la commission

(obligation pour le Gouvernement de déposer chaque année un rapport sur l'application de la loi) : adopté (p. 2066).

– article 2, modifié, adopté (p. 2066).

MM. Gissinger (Antoine), Fouchier (Jacques).

ART. 3 (extension par décret en Conseil d'Etat des dispositions de la loi aux départements, aux territoires d'Outre-Mer et à Mayotte) : *amendement n° 5* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2066).

– article 3, adopté (p. 2066).

MM. Gissinger (Antoine), Fouchier (Jacques).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Delehedde (André)* : renforcement du dualisme scolaire par le projet ; garanties insuffisantes pour les personnels des établissements privés d'enseignement agricole ; opposition du groupe socialiste au projet et demande d'un scrutin public (p. 2066) ;

– *M. Mauger (Pierre)* : vote favorable du groupe R.P.R. (p. 2067) ;

– *M. Léger (Alain)* : demande un scrutin public au nom du groupe communiste (p. 2067) ;

– *M. de Branche (René)* : vote favorable du groupe U.D.F. (p. 2067).

Adoption de l'ensemble du projet par scrutin public n° 22 (p. 2067) ; liste des votants (p. 2075, 2076).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 juin 1978] (p. 3141).

Aide financière de l'Etat : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3141) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3143).

Aide foncière : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3141).

Dépenses de formation du personnel : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3142) ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 3155) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3143) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3144) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3155).

Etablissements agréés : *Fouchier (Jacques)*, (p. 3142).

Frais d'inspection : *Fouchier (Jacques)*, (p. 3155) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3143) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3154).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 juin 1978] (p. 3156).

ART. 1er : *amendement n° 3* de la commission (simplification des modalités d'attribution de l'aide financière) : adopté (p. 3156) ; *amendements n^{os} 4, 5* et *6* de la commission (conséquence de l'amendement n° 3, simplification des modalités d'attribution de l'aide financière) ; *amendement n° 4* : adopté (p. 3156) ; *amendements n^{os} 5* et *6* : adoptés (p. 3157) : *amendement n° 1* de M. Guy Guermeur (modification rédactionnelle, modalités d'attribution de l'aide financière aux établissements actuellement reconnus) : retiré (p. 3157).

MM. Gissinger (Antoine), Fouchier (Jacques), Guermeur (Guy).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 3157).

TITRE : *amendement n° 7* de la commission (modification du titre) : adopté (p. 3158). – Le titre devient : « PROJET DE LOI COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 7 DE LA LOI N° 60-791 DU 2 AOUT 1960 RELATIVE A L'ENSEIGNEMENT ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE ».

MM. Gissinger (Antoine), Fouchier (Jacques).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Rigout (Marcel)* : inconstitutionnalité du texte ; prédominance de l'école privée rendant impossible le choix des familles ; vote hostile du groupe communiste ;

– *M. Delehedde (André)* : insuffisance des crédits accordés à l'enseignement public agricole ; rétablissement du dualisme scolaire ; absence de contrôle effectif sur les crédits distribués ; nécessité de modifier l'enseignement agricole privé ; opposition des socialistes à ce texte ;

– *M. Guermeur (Guy)* : consécration de la liberté de l'enseignement ; sectarisme de l'opposition (p. 3158) ; vote favorable du R.P.R. ;

– *M. Clément (Pascal)* : absence de définition de la notion de laïcité par l'opposition ; vote favorable de l'U.D.F. (p. 3159).

Adoption de l'ensemble du texte au scrutin public n° 54 (p. 3159) ; liste des votants (p. 3176, 3177).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [28 juin 1978] (p. 3593).

Texte de la C.M.P. (adoption du) : *Fouchier (Jacques),* (p. 3593) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 3593).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3593).

EXPLICATIONS DE VOTE :

- *M. Mexandeau (Louis) :* vote hostile du groupe socialiste (p. 3593) ;

- *M. Rigout (Marcel) :* vote hostile du groupe communiste (p. 3593).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3593).

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 (n° 70) ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. - BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 270, 316 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 27.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. - BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 243, 947 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 430.

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Voir DANSE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et communication ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 1 (n° 45).

ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GEOGRAPHIE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 416.

ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

ENSEIGNEMENT ET APPRENTISSAGE MARITIMES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

ENSEIGNEMENT MATERNEL

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 601.

ENSEIGNEMENT MEDICAL

Voir MEDECINE. 1.

ENSEIGNEMENT MUSICAL ET ARTISTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2 ; ENSEIGNEMENT PRIVE. 1.

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ELEMENTAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

- **Zones rurales.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 94.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Voir ENSEIGNANTS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 44, 81, 281, 304, 306 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 156, 157.

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2006** TENDANT A PRECISER LES MODALITES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Etienne Pinte [27 novembre 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2136** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 4 DE LA LOI n° 59-1557 DU 31 DECEMBRE 1959 RELATIVE AUX RAPPORTS ENTRE L'ETAT ET LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par MM. Henri de Gastines, François d'Aubert, René de Branche et Guy Guermeur. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. – PROPOSITION DE LOI ° **2295** RELATIVE AUX MODALITES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. André Rossi. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ENSEIGNEMENT AGRICOLE. 2 ; IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA. – Education. – Territoires d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture. – Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 45, Education ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; NOUVELLE CALEDONIE. 6.

ENSEIGNEMENT PRIVE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 129, 293, 996 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 76, 99, 543.

– **Cotisations employeur.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 411.

– **Décrets d'application.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 408, 411.

– **Maîtres de l' –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 408, 411 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 165.

– **Participation des communes aux dépenses de l' –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 487.

– **TVA.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

ENSEIGNEMENT PUBLIC

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 100.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Voir LANGUES ETRANGERES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 15.

ENSEIGNEMENT SPECIAL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 238** RELATIVE A L'INTEGRATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE CERTAINES CATEGORIES DE PERSONNELS EN FONCTION AUPRES DES ECOLES NATIONALES SUPERIEURES D'INGENIEURS DE MULHOUSE, *5e législature*, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 décembre 1977 par M. Muller, **n° 3306** (année 1977-1978). – Renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapport le 19 décembre 1977 par M. Gissinger, **n° 3381**. – Adoption le 20 décembre 1977. – Projet de loi **n° 852** (année 1977-1978).

SENAT (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1977, n° 227 (année 1977-1978). – Renvoyée à la commission des affaires culturelles. – Proposition de loi présentée au Sénat le 21 décembre 1977 par MM. Gœtschy, Zwickert et Schiélé, n° 252 (année 1977-1978). – Renvoyée à la commission des affaires culturelles. – Rapport commun aux deux propositions le 11 mai 1978 par M. Franck Sérusclat, n° 346 (année 1977-1978). – Adoption le 18 mai 1978, proposition de loi n° 136 (année 1977-1978).

ASSEMBLE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 18 mai 1978, **n° 238**. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales

et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger. – Rapport **n° 313** [25 mai 1978]. – Discussion le 29 juin 1978. – Adoption définitive le 29 juin 1978. – Proposition de loi **n° 61.**

Loi n° 78-691 du 6 juillet 1978, pubiée au *J.O.* du 7 juillet 1978 (p. 2695).

PREMIERE LECTURE

(Voir Table quinquennale matières 1973-1978).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [29 juin 1978] (p. 3642).

Personnels (titularisation des) : *Gissinger (Antoine),* (p. 3642) ; *Saunier-Seïté (Alice),* (p. 3642).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [29 juin 1978] (p. 3643).

ART. UNIQUE (nomination et titularisation dans les cadres de la fonction publique des personnels en fonction auprès de l'école supérieure de l'industrie textile de Mulhouse et de l'école supérieure de chimie de Mulhouse) : adopté (p. 3643).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 356** CONCERNANT LES CONSEILS REGIONAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Jean Delaneau. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Delaneau [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 367** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 15 DE LA LOI D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU 12 NOVEMBRE 1968 RELATIF AUX CONDITIONS D'ELIGIBILITE AUX FONCTIONS DE PRESIDENT D'UNIVERSITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Philippe Seguin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 1065** [16 mai 1979]. – Discussion le 10 décembre 1979. – Adoption le 10 décembre 1979. – Proposition de loi **n° 249.**

SENAT (première lecture) n° 95 (1979-1980). Dépôt le 11 décembre 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Jean Sauvage. – Rapport n° 121 (1979-1980) [13 décembre 1979]. – Rapport supplémentaire n° 307 (1979-980) [12 juin 1980]. – Discussion les 19 et 23 juin 1980. – Adoption le 23 juin 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 13, 14 ET 15 DE LA LOI D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU 12 NOVEMBRE 1968 ». – Proposition de loi n° 93 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1824.** Dépôt le 24 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger. – Rapport **n° 1863** [26 juin 1980]. – Discussion le 26 juin 1980. – Adoption définitive le 26 juin 1980. – Proposition de loi **n° 333.**

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (Article 61, alinéa 2 de la Constitution). – Décision le 17 juillet 1980 (*J.O.* du 19 juillet 1980) (p. 1836). – Conforme en totalité.

Loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, publiée au *J.O.* du 22 juillet 1980 (p. 1850).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er *A* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **2** : Art. 1er *B* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **3** : Art. Unique (proposition Art. 3. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **4** : Art. 2 (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **5** : Art. 5 (A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [10 décembre 1979] (p. 11544).

Question préalable de M. Louis Mexandeau : *Mexandeau (Louis),* (p. 11545) ; *Seguin (Philippe),* (p. 11546) : rejet (p. 11546).

Durée du mandat du Président de la République : *Mexandeau (Louis),* (p. 11547).

Institut Auguste-Comte : *Mexandeau (Louis),* (p. 11548).

Loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Gissinger (Antoine),* (p. 11544) ; *Mexandeau (Louis),* (p. 11545) ; *Ralite (Jack),* (p. 11548) ; *Maigret (Bertrand de),* (p. 11549) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 11550, 11551).

Non rééligibilité des présidents d'université : *Gissinger (Antoine),* (p. 11544) ; *Seguin (Philippe),* (p. 11546, 11547) ; *Ralite (Jack),* (p. 11547) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 11551) ; *Saunier-Seïté (Alice),* (p. 11551).

Politisation des universités : *Gantier (Gilbert),* (p. 11551).

Pouvoirs des présidents d'université : *Mexandeau (Louis)*, (p. 11548).

Université de Franche-Comté : *Ralite (Jack)*, (p. 11549, 11550).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [10 décembre 1979] (p. 11552) :

ART. UNIQUE (supprimant la non rééligibilité immédiate des présidents d'université) : *amendement n° 1* de M. Antoine Rufenacht (prévoyant que le président d'université, professeur titulaire ou maître de conférence titulaire sera élu par le conseil en formation restreinte aux professeurs et aux maîtres de conférences) : adopté par scrutin public **n° 301** (p. 11554) : liste des votants (p. 11565) ; *amendement n° 2* de M. Antoine Rufenacht (conditions d'éligibilité des directeurs d'unités d'enseignement et de recherches) : adopté (p. 11554).

MM. Rufenacht (Antoine), Gissinger (Antoine), Mexandeau (Louis), Mme Saunier-Seïté (Alice), MM. Ralite (Jack), Gantier (Gilbert), Seguin (Philippe).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 11554).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [26 juin 1980] (p. 2338).

Exception d'irrecevabilité de M. Mexandeau : *Mexandeau (Louis)*, (p. 2338, 2339, 2340) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 2341) ; *Saunier-Séïté (Alice)*, (p. 2342) : rejetée (p. 2343).

Question préalable de M. Hermier : *Ralite (Jack)*, (p. 2343, 2344, 2345) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2345) ; *Saunier-Séïté (Alice)*, (p. 2345) : rejetée au scrutin public **n° 458** (p. 2346).

Conseils d'universités (composition) : *Seguin (Philippe)*, (p. 2342) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 2346) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 2347) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2334, 2335) ; *Saunier-Séïté (Alice)*, (p. 2337).

Elections universitaires : *Seguin (Philippe)*, (p. 2342) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2335, 2336).

Enseignement par alternance : *Gissinger (Antoine)*, (p. 2337).

Jussieu (événements de) : *Mexandeau (Louis)*, (p. 2339).

Loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Seguin (Philippe)*, (p. 2341) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 2347) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 2338) ; *Ralite (Jack)*, (p. 2343).

Parlement (rôle du) : *Seguin (Philippe)*, (p. 2341) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 2346).

Représentation des professeurs, des assistants : *Rufenacht (Antoine)*, (p. 2346) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 2347) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2334) ; *Saunier-Séïté (Alice)*, (p. 2338) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 2339) ; *Ralite (Jack)*, (p. 2343, 2344).

Recherche : *Ralite (Jack)*, (p. 2343) ; *Saunier-Séïté (Alice)*, (p. 2337).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2347).

ART. 1er A (composition des conseils d'université) : *amendement n° 1* de M. Louis Mexandeau (suppression de l'article 1er *A*) : rejeté (p. 2348) ; *amendement n° 2* de M. Louis Mexandeau (représentation des personnalités extérieures) : rejeté (p. 2348) ; *amendements* identiques *n° 3* de M. Louis Mexandeau et *n° 26* de M. Jack Ralite (présence facultative de personnalités extérieures dans les conseils d'UER) : rejetés (p. 2348) ; *amendement n° 4* de M. Louis Mexandeau (amendement de précision) : rejeté (p. 2348) ; *amendement n° 28* de M. Jack Ralite (répartition des représentants des différentes catégories de membres) : rejeté par scrutin public **n° 459** (p. 2350) ; *amendement n° 5* de M. Louis Mexandeau (représentation des enseignants) : rejeté par scrutin public **n° 460** (p. 2350) ; *amendement n° 7* de M. Louis Mexandeau (non application de l'article 1er *A* dans les conseils d'UER) : rejeté (p. 2350) ; *amendement n° 8* de M. Louis Mexandeau (représentation des vacataires) : rejeté (p. 2351) ; *amendement n° 29* de M. Jack Ralite (représentation des vacataires) : rejeté (p. 2351) ; *amendement n° 9* de M. Louis Mexandeau (supprimant la possibilité d'adapter dans chaque conseil d'université les pourcentages attribués aux différentes catégories de membres) : rejeté (p. 2351) ; *amendement n° 10* de M. Louis Mexandeau (supprimant la possibilité d'adapter dans les conseils d'UER les pourcentages attribués aux différentes catégories de membres) : rejeté (p. 2351) ; *amendements* identiques *n° 18* de M. Louis Mexandeau et *n° 30* de M. Jack Ralite (supprimant la disposition attribuant en tout état de cause 50 % des sièges aux professeurs) : rejeté (p. 2351) ; *amendement n° 19* de M. Louis Mexandeau (représentation des enseignants dans les conseils d'UER) : rejeté (p. 2352) ; *amendement n° 11* de M. Louis Mexandeau (régime de la délégation de vote) : rejeté (p. 2352) ; *amendement n° 31* de M. Jack Ralite (détermination des programmes de recherche par le conseil d'université) : rejeté (p. 2352) ; *amendement n° 6* de M. Louis Mexandeau (rédactionnel) : retiré (p. 2352) ; *amendement n° 12* de M. Louis Mexandeau (élections au suffrage direct des membres élus

des conseils d'universités) ; *sous-amendement n° 27* de M. Jack Ralite (élections au suffrage direct et proportionnel des membres élus des conseils d'universités) : rejeté (p. 2353) ; *amendement n° 12 :* rejeté (p. 2353).

– article 1er A, adopté (p. 2353).

ART. 1er B (abaissement du quorum pour les élections estudiantines) : *amendement n° 13* de M. Louis Mexandeau (suppression de l'article 1er B) : rejeté (p. 2353) ; *amendement n° 25* de M. Louis Mexandeau (suppression de la référence à un quorum pour les élections estudiantines) : rejeté (p. 2354) ; *amendement n° 37* de M. Jack Ralite (supprimant le quorum pour les élections estudiantines) : rejeté (p. 2354).

– article 1er B, adopté (p. 2354).

ART. 1er : *amendement n° 22* de M. Jack Ralite (ramenant à trois ans la durée du mandat des présidents d'université) : rejeté (p. 2355) ; *amendement n° 14* de M. Louis Mexandeau (non rééligibilité immédiate des présidents d'université) : rejeté (p. 2355) ; *amendement n° 15* de M. Louis Mexandeau (rétablissant la possibilité de dérogation permettant à une personnalité extérieure de devenir président) : rejeté (p. 2355) ; *amendement n° 23* de M. Jack Ralite (permettant l'élection d'un membre non enseignant à la présidence d'un conseil d'université) : rejeté (p. 2355) ; *amendement n° 16* de M. Louis Mexandeau (élection des directeurs d'UER) : rejeté (p. 2356) ; *amendement n° 24* de M. Jack Ralite (élection des directeurs d'UER) : rejeté (p. 2356) ; *amendement n° 34* de M. Jack Ralite (supprimant la disposition impliquant que les directeurs d'UER, comprenant un troisième cycle, devront être nécessairement des professeurs titulaires ou des maîtres de conférences) : rejeté (p. 2356).

– article 1er, adopté (p. 2356).

ART. 2 (mesures transitoires) : *amendements* identiques *n° 17* de M. Louis Mexandeau et *n° 35* de M. Jack Ralite (suppression de l'article 2) : rejeté (p. 2357).

– article 2, adopté (p. 2357).

ART. 3 (possibilité pour le ministre des universités de prendre toutes mesures nécessaires à la constitution des nouveaux conseils d'universités) : *amendements* identiques *n° 20* de M. Louis Mexandeau et *n° 36* de M. Jack Ralite (suppression de l'article 3) : rejeté (p. 2358).

– article 3, adopté (p. 2358).

TITRE (proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968) : *amendement n° 21* de M. Louis Mexandeau (nouveau titre de la proposition : proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14, 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968, à mutiler la loi d'orientation, à réduire l'autonomie et la participation dans les universités et à en confier la direction au Gouvernement) : rejeté (p. 2358).

– titre, adopté (p. 2358).

EXPLICATIONS DE VOTE

Amendements Rufenacht et Sauvage : *Ralite (Jack),* (p. 2359).

Difficultés de l'université : *Mexandeau (Louis),* (p. 2359) ; *Ralite (Jack),* (p. 2359).

Vote hostile du groupe communiste : *Ralite (Jack),* (p. 2359).

Vote hostile du groupe socialiste : *Mexandeau (Louis),* (p. 2359).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi par scrutin public n° 461 (p. 2359).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 718** TENDANT A COMPLETER LA LOI n° 68-978 D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU 12 NOVEMBRE 1968 AFIN DE PREVOIR LE DEPOT ANNUEL D'UN RAPPORT AU PARLEMENT SUR L'APPLICATION DE LADITE LOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Delong [17 mai 1979]. – Rapport **n° 1182** [21 juin 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 921** VISANT A COMPLETER LE TITRE III (AUTONOMIE ADMINISTRATIVE ET PARTICIPATION) DE LA LOI D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU 12 NOVEMBRE 1968, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [28 juin 1979].

6. – PROJET DE LOI **n° 1576** ETENDANT AUX FEMMES QUI SE SONT CONSACREES A L'EDUCATION DE LEURS ENFANTS LES FACILITES D'ACCES AUX UNIVERSITES OUVERTES PAR LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, Assemblée nationale (première

lecture). Dépôt le 25 février 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1682** [6 mai 1980]. – Adoption le 13 mai 1980. – Projet de loi **n° 287.**

SENAT (première lecture) n° 246 (1979-1980). Dépôt le 14 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : Mme Brigitte Gros. – Rapport n° 288 (1979-1980) [5 juin 1980]. – Discussion le 12 juin 1980. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS EN FAVEUR DE CERTAINES CATEGORIES DE FEMMES ET DE PERSONNES CHARGEES DE FAMILLE ». – Projet de loi n° 75 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1807.** Dépôt le 16 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger. – Rapport **n° 1810** [19 juin 1980]. – Discussion le 24 juin 1980. – Adoption définitive le 24 juin 1980. – Projet de loi **n° 322.**

Loi n° 80-490 du 1er juillet 1980, publiée au *J.O.* du 2 juillet 1980 (p. 1642).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : Art. 2 (A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [13 mai 1980] (p. 1006).

Accès des mères de famille à l'université : *Pelletier (Monique),* (p. 1008) ; *Constans (Hélène),* (p. 1009).

Amendement Chauvin : *Gissinger (Antoine),* (p. 1008) ; *Pelletier (Monique),* (p. 1008).

Bas salaires : *Avice (Edwige),* (p. 1011).

Discriminations sociales dans l'accès à l'enseignement supérieur : *Constans (Hélène),* (p. 1010).

Durée du travail : *Avice (Edwige),* (p. 1001).

Femmes (éducation des) : *Avice (Edwige),* (p. 1011).

Femmes (travail des) : *Avice (Edwige),* (p. 1011).

Handicapés : *Gissinger (Antoine),* (p. 1007).

Personnels de surveillance et d'éducation : *Le Pensec (Louis),* (p. 1010).

Salariés (accès des – à l'université) : *Gissinger (Antoine),* (p. 1007).

Université (crise de l') : *Mexandeau (Louis),* (p. 1008) ; *Le Pensec (Louis),* (p. 1010).

Vincennes (université de) : *Gissinger (Antoine),* (p. 1007) ; *Mexandeau (Louis),* (p. 1009) ; *Constans (Hélène),* (p. 1009).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1012).

ART. UNIQUE : accès des mères de famille aux universités : *amendement n° 8* de M. Louis Mexandeau (accès aux universités) : rejeté ; expérience de Vicennes ; *amendement n° 2* de la commission (extension des facilités d'accès à l'université) : adopté (p. 1013) ; *amendement n° 3* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1013) ; *amendement n° 4* de la commission (suppression des conditions de délai) : rejeté (p. 1014) ; *amendement n° 5* de la commission (amendement de conséquence) : devenu sans objet (p. 1014) ; *amendement n° 6* de la commission (accès des handicapés aux universités) : rejeté au scrutin public **n° 383** (p. 1015).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 1016).

APRES L'ARTICLE UNIQUE : *amendement n° 1* de M. Michel Debré (accès aux concours administratifs pour les mères d'au moins 3 enfants) : adopté avec modification (p. 1017).

TITRE : *amendement n° 7* de la commission (modification du titre) : devenu sans objet (p. 1018).

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [24 juin 1980] (p. 2228).

Entrée en vigueur du texte : *Pelletier (Monique),* (p. 2228) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 2228).

Concours administratifs (accès aux) : *Gissinger (Antoine),* (p. 2228).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2229).

TITRE : projet de loi portant diverses dispositions en faveur de certaines catégories de

femmes et de personnes chargées de famille : adopté (p. 2228).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2228).

7. – RAPPORT D'INFORMATION **n° 1724** déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les problèmes liés à l'ELABORATION D'UNE CARTE DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES présenté par M. Jean Delaneau [21 mai 1980] (p. 1169).

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1790** PORTANT VALIDATION D'ACTES ADMINISTRATIFS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 juin 1980 par M. Jean Foyer et M. Edmond Alphandery. – Urgence déclarée le 24 juin 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [19 juin 1980]. – Rapport **n° 1817** [19 juin 1980]. – Discussion le 24 juin 1980. – Adoption le 24 juin 1980. – Proposition de loi **n° 320.**

SENAT (première lecture) n° 336 (1979-1980). Dépôt le 25 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Adolphe Chauvin. – Rapport n° 358 [27 juin 1980]. – Discussion le 28 juin 1980. – Adoption le 28 juin 1980. – Proposition de loi n° 106 (1979-1980).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (Article 61, alinéa 2 de la Constitution). – Décision le 22 juillet 1980 (*J.O.* du 24 juillet 1980) (p. 1868). – Conforme en totalité.

Loi n° 80-573 du 25 juillet 1980, publiée au *J.O.* du 26 juillet 1980 (P. 1883).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [24 juin 1980] (p. 2213).

Question préalable de Mme Colette Privat : *Privat (Colette),* (p. 2213) ; *Foyer (Jean),* (p. 2215) : rejeté au scrutin public (p. 2215).

Comité technique paritaire : *Foyer (Jean),* (p. 2213) ; *Richard (Alain),* (p. 2215) ; *Privat (Colette),* (p. 2213).

Juge administratif (contrôle du) : *Richard (Alain),* (p. 2218).

Personnel de l'enseignement supérieur (statut) : *Foyer (Jean),* (p. 2213) ; *Richard (Alain),* (p. 2216) ; *Privat (Colette),* (p. 2214).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2216).

ART. UNIQUE (validation des décrets pris après consultation du comité technique paritaire central des personnels enseignants de statut universitaire et des actes réglementaires et non réglementaires pris sur la base de ces décrets) : *amendement n° 1* de M. Alain Richard (validation des actes non réglementaires pris avant le 31 décembre 1980 sur le fondement des décrets après consultation du comité technique paritaire central des personnels enseignants de statut universitaire) : rejeté par scrutin public **n° 452** (p. 2218) ; place des communistes dans l'université (p. 2218) ; *amendement n° 2* de M. Alain Richard (limitant à six mois les effets de validation) : rejeté (p. 2219).

– **Adoption de l'article unique** de la proposition de loi (p. 2219).

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1850** PORTANT NATIONALISATION DE L'ECOLE SUPERIEURE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Alain Richard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Claude Evin [2 octobre 1980].

Voir ADMINISTRATION. 1 ; CHIRURGIENS-DENTISTES. 1, 2 ; LANGUES ETRANGERES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture. – Universités ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités ; PHARMACIE. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 113, 170, 205, 263 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 37, 46, 84, 102, 501, 503 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, C.M.P.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 1 ; FORMATION ET PROMOTION SOCIALE. 3, 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture ; Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2 ; (deuxième partie), Education ; Travail et participation ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 861 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 484.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRIVE (Attribution du grade d'adjoint d'enseignement)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 935.

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 205.

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE SUPERIEUR

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

ENSEIGNES

Voir ENVIRONNEMENT. 1.

ENSEMBLE BAGATELLE DE TOULOUSE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

ENTENTES

Voir CONCURRENCE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 717.

ENTR'AIDE JUDICIAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 31.

ENTREPRISE DE CHAUSSURES IMBERT (Lot-et-Garonne)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 832.

ENTREPRISE DE CONFECTION MANUDOR

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

ENTREPRISE DUFOUR de MONTREUIL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

ENTREPRISE ECLAIR-PRESTIL

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 517.

ENTREPRISE ERNAULT-SOMUA (Calvados)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 825.

ENTREPRISE EUROTUNGSTENE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 782.

ENTREPRISE HELLER (Calvados)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 825.

ENTREPRISE JAZ à WINTZENHEIM

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 857.

ENTREPRISE LA CHAPELLE-DARBLAY (Dépôt de bilan)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 981.

ENTREPRISE LAFARGUE d'AURILLAC

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 562.

ENTREPRISE LAITIERE MARLIEU

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 771.

ENTREPRISE MICHELIN

(Condamnation du journal de la section communiste)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 928.

ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE (E.M.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Industrie.

ENTREPRISE POCLAIN

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 930.

ENTREPRISE RATIER-FOREST

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 111.

ENTREPRISE UGINE ACIER DE L'ARDOISE dans le Gard

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 929.

ENTREPRISE UNIPERSONNELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

ENTREPRISE VIDEON (Emploi)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 620.

ENTREPRISES

1. – PROJET DE LOI **n° 158** RELATIF AU CONTRAT DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES.

Cinquième législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 29 juin 1976 par M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, **n° 2432.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 2 avril 1977 par M. Inchauspé, **n° 2760.** – Adoption le 4 mai 1977. – Projet de loi **n° 658.**

SENAT. Dépôt le 5 mai 1977, n° 291 (1976-1977). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 26 mai 1977 par M. Jacques Thyraud, n° 329 (1976-1977). – Adoption le 31 mai 1977. – Projet de loi n° 127 (1976-1977).

ASSEMBLEE NATIONALE. Dépôt le 2 juin 1977, **n° 2944.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 15 juin 1977 par M. Inchauspé, **n° 2994.**

Sixième législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 9 mai 1978, **n° 158.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet [18 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 168** SUR L'ADAPTATION DE LA COMPTABILITE DES ENTREPRISES A L'INFLATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 412** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES FONDS PUBLICS ATTRIBUES AUX ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Roger Combrisson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 659** [2 novembre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 435** SUR L'ENTREPRISE PERSONNELLE A RESPONSABILITE LIMITEE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Claude Martin, Henri de Gastines et Michel Noir. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [12 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 637** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION CHARGEE D'ELABORER UN STATUT DES PETITES ET MOYEN-

NES INDUSTRIES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pascal Clément [9 novembre 1978].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 843** TENDANT A MODIFIER ET A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ORDONNANCE N° 67-838 DU 28 SEPTEMBRE 1967, PORTANT REFORME DU CREDIT AUX ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean-Claude Gaudin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [5 avril 1979].

7. – PROJET DE LOI **n° 974** TENDANT A INSTITUER DES MESURES DE PREVENTION DES DIFFICULTES DANS LES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Charles Millon [19 avril 1979]. – Rapport **n° 1606** [9 avril 1980]. – Discussion les 18 avril, 24 avril, 13 mai 1980. – Deuxième délibération (articles 7, 9, 10). – Adoption le 13 mai 1980. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI TENDANT A AMELIORER LE FONCTIONNEMENT DES SOCIETES COMMERCIALES, L'INFORMATION ET LA PROTECTION DES ACTIONNAIRES ET A DEFENDRE L'EPARGNE ». – Projet de loi **n° 288.**

Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi **n° 974** tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises et du projet de loi **n° 975** relatif au traitement des difficultés des entreprises, présentée par le Président du groupe socialiste [19 avril 1979] (p. 2809). – Opposition déposée par le Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [24 avril 1979] (p. 2976). – Décision de l'Assemblée sur cette demande [25 avril 1979] (p. 3049). – Rejet (voir Entreprises 7).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [18 avril 1980] (p. 673), [24 avril 1980] (p. 687).

Banque de France : *Daillet (Jean-Marie),* (p. 592).

Banques (relations avec les entreprises) : *Monfrais (Pierre),* (p. 589) ; *Combrisson (Roger),* (p. 590) ; *Longuet (Gérard),* (p. 591).

Caisse des marchés de l'Etat : *Narquin (Jean),* (p. 590).

Charges virtuelles des entreprises : *Longuet (Gérard),* (p. 592).

Comité d'entreprise : *Hautecœur (Alain),* (p. 579) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 580) ; *Gouhier (Roger),* (p. 585).

Commissaires aux comptes : *Millon (Charles),* (p. 574) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 577, 584) ; *Lauriol (Marc),* (p. 581, 582) ; *Daillet (Jean-Marie),* (p. 592).

Comptabilité des entreprises : *Monfrais (Pierre),* (p. 588) ; *Colombier (Henri),* (p. 590).

Créanciers privilégiés (trésor et sécurité sociale) : *Millon (Charles),* (p. 575).

Défaillances d'entreprises : *Hautecœur (Alain),* (p. 577) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 575) ; *Mermaz (Louis),* (p. 587) ; *Longuet (Gérard),* (p. 591) ; *Daillet (Jean-Marie),* (p. 592).

Egalité des créanciers : *Peyrefitte (Alain),* (p. 576).

Electrobel : *Mermaz (Louis),* (p. 587).

Entreprises en difficulté : *Millon (Charles),* (p. 573) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 575, 576) ; *Longuet (Gérard),* (p. 592) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 687).

Entreprises rachetées par des étrangers : *Mermaz (Louis),* (p. 588).

Fonds propres des entreprises : *Millon (Charles),* (p. 574) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 576) ; (p. Lauriol (Marc), (p. 581) ; *Narquin (Jean),* (p. 589) ; *Longuet (Gérard),* (p. 591).

Guerre économique : *Peyrefitte (Alain),* (p. 575) ; *Sudreau (Pierre),* (p. 586).

Incorporation des réserves : *Longuet (Gérard),* (p. 591).

Licenciements collectifs, licenciements économiques : *Peyrefitte (Alain),* (p. 573) ; *Hautecœur (Alain),* (p. 577) ; *Mermaz (Louis),* (p. 587).

Marchés publics : *Narquin (Jean),* (p. 590).

Offices de gestion : *Daillet (Jean-Marie),* (p. 592).

Plan d'épargne entreprise : *Lauriol (Marc),* (p. 581).

Plan de reconversion industrielles : *Peyrefitte (Alain),* (p. 575).

Procédure d'alerte : *Millon (Charles),* (p. 574) ; *Hautecœur (Alain),* (p. 580) ; *Peyre-*

fitte (Alain), (p. 577) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 581) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 587) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 592).

Provision pour indemnités de licenciement : *Millon (Charles)*, (p. 575).

Rapport Sudreau : *Millon (Charles)*, (p. 573) ; *Hautecœur (Alain)*, (p. 577) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 580) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 587) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 687).

Rapport Vasseur : *Lauriol (Marc)*, (p. 582) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 584).

Salariés (droits des) : *Hautecœur (Alain)*, (p. 579) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 588).

Salamander : *Mermaz (Louis)*, (p. 588).

Sociétés (statut des) : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 576) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 687).

Sociétés à responsabilité limitée (SARL) : *Millon (Charles)*, (p. 575) ; *Lauriol (Marc)*,(p. 582) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 591).

Sociétés par actions : *Millon (Charles)*, (p. 575).

Sociétés non commerciales : *Hautecœur (Alain)*, (p. 579).

Syndic (profession de) : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 576) ; *Colombier (Henri)*, (p. 590).

Télec (entreprise) : *Mermaz (Louis)*, (p. 587).

Tribunaux de commerce : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 576) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 589) ; *Colombier (Henri)*, (p. 590).

DISCUSSION DES ARTICLES [24 avril 1980] (p. 687)

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 1* rectifié de la commission (augmentation du capital des SARL et des sociétés anonymes) : réservé ainsi que les *sous-amendements n° 107*, *130* rectifié, *131* rectifié, *129*, *53* rectifié et *146* (p. 690) ; *amendements n° 54* et *n° 55* du gouvernement : réservés (p. 690).

ART. 1er (charpitre 1er : information comptable et reconstitution des fonds propres) : *amendement n° 2* de la commission (seuil d'application du projet) : retiré (p. 691) ; *amendement n° 101* de M. Bertrand de Maigret (seuil d'application du projet) : retiré (p. 691) ; *amendement n° 108* de M. Alain Hautecœur (abaissement du seuil d'application du projet de loi) : rejeté (p. 692) ; *amendement n° 56*, deuxième correction du gouvernement (seuil d'application du projet) : adopté (p. 692) ; *amendement n° 3* de la commission (communication des documents établis par les sociétés à la banque de France) : rejeté (p. 692) ; *amendement n° 4* rectifié de la commission (sanction de la non observation des dispositions prévues par le projet de loi) : adopté (p. 692) ; *amendement n° 109* de M. Alain Hautecœur (suppression de l'obligation pour les entreprises qui ne répondent pas au seuil d'établir les documents visés à l'article 340-1 lorsque le déficit de l'exercice est supérieur à un tiers de la situation nette) : rejeté (p. 692) ; *amendement n° 102* de M. Bertrand de Maigret (obligation de fournir des documents pour les entreprises contractant avec l'Etat) : rejeté (p. 693) ; *amendement n° 128* de M. Alain Hautecœur (sanctions pénales applicables aux sociétés ne respectant pas l'obligation de fournir les documents visés au présent article) : rejeté (p. 693).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 693).

ART. 2 (article 340 de la loi du 24 juillet 1966 : état des engagements cautionnés, résultats des filiales et participations) : *amendement n° 103* rectifié de M. Bertrand de Maigret (information des tiers sur les bilans des entreprises ; *sous-amendement n° 141* de la commission (suppression du paragraphe C de l'*amendement n° 103* rectifié) : devenu sans objet (p. 694) ; *amendement n° 103* rectifié adopté (p. 694) ; *amendement n° 133* de M. Arthur Dehaine (suppression des renseignements relatifs aux filiales et aux participations de la société) : adopté (p. 694) ; *amendement n° 134* rectifié de M. Arhtur Dehaine (dispositions applicables aux filiales et aux participations) : devenu sans objet (p. 694).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 694).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 5* de la commission (publication du bilan consolidé, des comptes de résulats consolidés et des tableaux de financement consolidés) ; *sous-amendements* identiques *n° 135* rectifié de M. Arthur Dehaine et *n° 142* de M. Charles Millon (rédactionnels) : adoptés (p. 695) ; *amendement n° 5*, ainsi modifié, adopté (p. 695) ; *amendement n° 57* du gouvernement (documents fournis par les sociétés dont les actions sont inscrites à la cote officielle des bourses de valeur) : adopté (p. 695).

ART. 3 (procédure applicable en cas de perte d'actif) :

(Article 68 de la loi du 24 juillet 1966) : modification de l'article 68) : *amendement n° 148* de M. Bertrand de Maigret (rédactionnel) : adopté (p. 695) ; *amendement n° 6* de la commission (inapplication des procédures prévues par les articles 68 et 241 aux sociétés ayant obtenu le bénéfice d'un concordat) : adopté (p. 696).

– article 68 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 696).

(Article 68-1 de la loi du 24 juillet 1966 : information du président du tribunal de

commerce si l'actif net est devenu inférieur d'un tiers à la moyenne de l'actif net des trois exercices précédents) : adopté : (p. 696).

(Article 241 de la loi du 24 juillet 1966 : mesures à prendre en cas de baisse des fonds propes d'une société anonyme) : *amendement n° 7* de la commission (inapplication des procédures prévues aux sociétés ayant obtenu le bénéfice d'un concordat): adopté (p. 696).

– article 241 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 696).

(Article 241-1 de la loi du 24 juillet 1966 : information du président du tribunal de commerce pour les sociétés par action) : adopté (p. 696).

(Article 428 de la loi du 24 juillet 1966 : conditions d'application des sanctions prévues à l'article 428 de la loi du 24 juillet 1966) : adopté (p. 696).

(Article 459 de la loi du 24 juillet 1966 : conditions d'application des sanctions des infractions relatives à la dissolution des sociétés anonymes) : adopté (p. 696).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 696).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 8* de la commission (augmentation du capital) : adopté (p. 697) ; *amendement n° 9* de la commission (clôture du délai de souscription) : adopté (p. 697).

ART. 4 (chapitre 2 : contrôle des comptes et procédures de surveillance et d'alerte) : *amendement* de suppression *n° 10* de la commission : rejeté (p. 698).

(Article 17-1 de la loi du 24 juillet 1966 : contrôle des comptes dans les sociétés en nom collectif) : *amendement n° 58* du gouvernement (critère numérique fixé par décret pour les sociétés de personnes) : adopté (p. 699) ; *amendement n° 149* de M. Bertrand de Maigret (droit de tout associé de demander en justice la nomination de commissaires aux comptes) : adopté (p. 699).

article 17-1 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 699).

(Article 17-2 de la loi du 24 juillet 1966 : contrôle des comptes dans les sociétés en nom collectif) : *amendement n° 110* de M. Alain Hautecœur (portant de trois à six ans la durée du mandat des commissaires aux comptes) : adopté (p. 699) ; *amendement n° 150* de M. Bertrand de Maigret (conditions d'accès à la fonction de commissaire aux comptes) : adopté (p. 700).

– article 17-2 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 700).

(Article 17-3 de la loi du 24 juillet 1966) : contrôle des comptes dans les sociétés en nom collectif) : adopté (p. 700).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 700).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 11* de la commission (exercice de l'action sociale en responsabilité contre les gérants) : adopté (p. 700).

ART. 5 (contrôle des comptes dans les SARL) : *amendement n° 111* de M. Alain Hautecœur (suppression de l'article 5) : rejeté (p. 701) ; *amendement n° 12* de la commission (modification du niveau des seuils par décret) ; *sous-amendement n° 112* de M. Alain Hautecœur (fixation d'un seuil de 300 000 francs pour le capital social) : rejeté (p. 702) ; *amendement n° 12* adopté (p. 702) ; *amendement n° 151* de M. Bertrand de Maigret (droit de recours à la justice des associés pour la nomination des commissaires aux comptes) : adopté (p. 702).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 702).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 156* de M. Charles Millon (augmentation de trois à six exercices du mandat des commissaires aux comptes) : adopté (p. 702) ; *amendement n° 13* de la commission (introduction de la procédure de l'expertise de minorité dans les sociétés à responsabilité limité) ; *sous-amendement n° 113* de M. Alain Hautecœur (procédure) : rejeté (p. 704) ; *sous-amendement n° 114* de M. Alain Hautecœur (possibilité pour le comité d'entreprise de recourir à la procédure d'expertise de minorité) : rejeté (p. 704) ; *amendement n° 13* de la commission : adopté (p. 704) ; *amendement n° 59* du gouvernement (droit pour les actionnaires minoritaires de présenter des candidats au conseil d'administration ou au conseil de surveillance) : adopté (p. 704) ; *amendement n° 14* de la commission (accès des commissaires aux compte à l'exercice de leur profession en société) ; *sous-amendement n° 120* de M. Alain Hautecœur (statut de société civile des sociétés de commissaires aux comptes) : rejeté (p. 707) ; *sous-amendement n° 136* corrigé de M. Arthur Dehaine (statut des sociétés de commissaires aux comptes) : adopté (p. 708) ; *sous-amendement n° 137* de M. Arthur Dehaine (délai) : retiré (p. 708) ; *amendement n° 14* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 708) ; *amendement n° 60* du gouvernement (accès des commissaires aux comptes à l'exercice de leur profession en société) : devenu sans objet (p. 708) ; *amendement n° 15* de la commission (indépendance des commissaires aux comptes) adopté (p. 708) ; *amendement n° 138* de M. Arthur Dehaine (alignement des conditions applicables aux commissaires aux comptes français

sur celles applicables aux professionnels étrangers) : adopté (p. 708) ; *amendement n° 16* de la commission (maintien des droit acquis des commissaires aux comptes exerçant un emploi salarié) ; *sous-amendement n° 61* du gouvernement (suppression de dispositions transitoires) : adopté (p. 709) ; *amendement n° 16 :* adopté (p. 709) ; *amendement n° 17* de la commission (incompatibilités) : adopté (p. 709) ; *amendement n° 18* de la commission (suppression de l'obligation de nommer deux commissaires aux comptes dans les sociétés actuellement soumises à cette obligation, durée du mandat du commissaire suppléant) ; *sous-amendement n° 139* de M. Arthur Dehaine (maintien de l'obligation de nommer deux commissaires aux comptes dans les sociétés actuellement soumises à cette obligation) : rejeté (p. 709) ; *endement n° 18* adopté (p. 709) ; *amendement n° 140* de M. Arthur Dehaine (obligation de nommer deux commissaires aux comptes dans les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne) : retiré (p. 709) ; *amendement n° 104* de M. Bertrand de Maigret (durée du mandat du commissaire aux comptes) : devenu sans objet (p. 710).

ART. 6 :

(Article 225 de la loi du 24 juillet 1966 : récusation des commissaires aux comptes) : *amendement n° 19* de la commission (distinction entre récusation et révocation ; *sous-amendement n° 116* de M. Alain Hautecœur (extension aux comités d'entreprise des possibilités de récusation données aux actionnaires minoritaires, au ministère public et à la commission des opérations de bourse) : rejeté (p. 711) ; *sous-amendement n° 62* du gouvernement (conséquences de la récusation du commissaire aux comptes) : adopté (p. 711) ; *amendement n° 19* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 711).

– le texte de l'*amendement n° 19* modifié de la commission devient le texte de l'article 225 de la loi du 24 juillet 1966 (p. 711).

(Après l'article 225 de la loi du 24 juillet 1966) : *amendement n° 20* de la commission (assouplissement des règles relatives à la demande en justice d'une expertise de minorité dans les sociétés anonymes) ; *sous-amendement n° 117* de M. Alain Hautecœur (possibilité pour le président du tribunal de commerce de statuer en référé) rejeté (p. 711) ; *sous-amendement n° 118* de M. Alain Hautecœur (possibilité pour les comités d'entreprise de demander une expertise de minorité) : rejeté (p. 711) ; *amendement n° 20* de la commission adopté (p. 711).

(Article 227 de la loi du 24 juillet 1966 : fin du mandat des commissaires aux comptes) : *amendement n° 21* de la commission (élargissement des possibilités de révocation aux commissaires aux comptes) : adopté (p. 711) ; *amendement n° 22* de la commission (élargissement des possibilités de révocation aux commissaires aux comptes) ; *sous-amendement n° 119* de M. Alain Hautecœur (extension du droit de formuler la demande de révocation au comité d'entreprise) : rejeté (p. 712) ; *amendement n° 22* de la commission : adopté (p. 712).

– article 227 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 712).

– article 6 du projet de loi, ainsi modifié, adopté (p. 712).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 23* de la commission (mise en œuvre de l'action sociale dans les sociétés anonymes) : adopté (p. 712).

ART. 7 : réservé jusqu'après l'examen de l'article 9 (p. 714).

ART. 8 (extension de la mission du commissaire aux comptes dans les sociétés anonymes) :

(Article 228 de la loi du 24 juillet 1966) : *amendement n° 105* de M. Bertrand de Maigret (compétence du commissaire aux comptes pour l'application de l'article 226) : retiré (p. 714) ; *amendement n° 25* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 714) ; *amendement n° 26* de la commission (suppression de la communication du rapport sur l'évolution des données comptables et financières aux actionnaires) : adopté (p. 714) ; *amendement n° 122* de M. Alain Hautecœur (rapport sur l'évolution des données comptables adressées aux délégués du personnel) : devenu sans objet (p. 715).

– article 228 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 715).

(Article 229 de la loi du 24 juillet 1966) : *amendement n° 27* de la commission (suppression de l'obligation mise à la charge des dirigeants d'informer les commissaires aux comptes de tout fait significatif intéressant l'exercice de leur mission) : adopté (p. 716) ; *amendement n° 123* de M. Alain Hautecœur devient sans objet (p. 716).

– article 229 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 716).

(Article 458 de la loi du 24 juillet 1966 : sanctions applicables) : *amendement n° 106* de M. Henri Ginoux (suppression des modifications proposées pour l'article 458) : rejeté (p. 716).

– article 458 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi modifié, adopté (p. 716).

– article 8 du projet de loi, ainsi modifié, adopté (p. 716).

ART. 9 :

(Article 230-1 de la loi du 24 juillet 1966 : intervention du commissaire aux comptes dans la procédure d'alerte) : système d'alerte interne et externe (p. 716) ; *amendement n° 28* de la commission (procédure d'alerte) ; *sous-amendement n° 63* du gouvernement (intervention systématique du commissaire aux comptes dans chaque cas prévu à l'*amendement n° 28)* : adopté (p. 719) ; *sous-amendement n° 132* de M. Henri Ginoux (suppression de certains cas d'intervention du commissaire aux comptes) : rejeté (p. 719) ; *sous-amendement n° 64* du Gouvernement (possibilité pour le commissaire aux comptes de poser des questions par écrit au président du conseil d'administration ou au directoire) : rejeté par scrutin public n° 374 (p. 720) ; *sous-amendement n° 65* du gouvernement (conditions d'établissement du rapport spécial prévu par le dernier alinéa de l'amendement n° 28) : rectifié puis rejeté (p. 720) ; *amendement n° 28* de la commission, ainsi modifié, rejeté (p. 720) ; *amendement n° 124* de M. Alain Hautecœur (communication du rapport spécial au comité d'entreprise) : rejeté (p. 720).

– article 230-1 de la loi du 24 juillet 1966 rejeté (p. 721).

(Après l'article 230-1 de la loi du 24 juillet 1966) : *amendement n° 29* de la commission (responsabilité des commissaires aux comptes) : retiré (p. 722).

– article 9 du projet de loi supprimé (p. 722).

ART. 7 précédemment réservé : *amendement n° 24* de la commission (droit des actionnaires) ; *sous-amendement n° 121* de M. Alain Hautecœur (droit des actionnaires) : devenu sans objet (p. 722) ; *amendement n° 24* de la commission : devenu sans objet (p. 722).

– article 7 rejeté (p. 722).

APRES L'ART. 9 : *amendement n° 30* de la commission (fixation des honoraires des commissaires aux comptes) ; *sous-amendement n° 66* rectifié du gouvernement (rémunération des commissaires aux comptes) : adopté (p. 723) ; *sous-amendement n° 143* de M. Charles Millon (barème déterminé par décret) : adopté (p. 723) ; *sous-amendement n° 155* du gouvernement (modalités de la rémunération des commissaires aux comptes) : adopté (p. 723) ; *amendement n° 30,* ainsi modifié, adopté (p. 723) ; *amendement n° 127* de M. Alain Hautecœur (procédure d'alerte externe) : rejeté (p. 723).

ART. 10 (article L. 432-4-1 du code du travail : intervention du comité d'entreprise) : *amendement n° 31* de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de saisir les dirigeants deux fois par an) ; *sous-amendements n° 125* et *n° 126* de M. Alain Hautecœur (élargissement des pouvoirs des représentants du personnel) : devenu sans objet (p. 724) ; *amendement n° 31* devenu sans objet (p. 724).

– article 10 rejeté (p. 724).

APRES L'ART. 10 : *amendement n° 67* du gouvernement (possibilité de lever le secret des enquêtes ou de l'information judiciaire au bénéfice du président du tribunal de commerce, du commissaire aux comptes ou de la démission des opérations de bourse) : rejeté (p. 725).

ART. 11 (délai d'inscription des priviléges du Trésor) : adopté (p. 724).

ART. 12 (délai d'inscription des privilèges de la sécurité sociales) : adopté (p. 724).

ART. 13 (information des cautions) : *amendement n° 32* de la commission (extension du champ d'application de l'article 13) : adopté (p. 725) ; *amendement n° 152* de M. Bertrand de Maigret (rédactionnel) : adopté (p. 725) ; *amendement n° 153* de M. Bertrand de Maigret (rédactionnel) : adopté (p. 725) ; *amendement n° 33* de la commission (intervention du commissaire aux comptes) : rejeté (p. 725) ; *amendement n° 154* de M. Bertrand de Maigret (durée de la déchéance) : adopté (p. 725) ; *amendement n° 144* de M. Charles Millon (caution donnée par une personne en fonction dans l'entreprise bénéficiaire) : retiré (p. 725).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 725).

APRES L'ART. 13 : *amendement n° 34* de la commission (délégation des créances détenues par une entreprise en difficulté sur l'Etat à l'URSSAF) : retiré (p. 726).

[13 mai 1980] (p. 1023).

APRES L'ART. 13 *(suite)* : *amendement n° 35* de la commission (regroupant sous une même rubrique les dispositions pénales du projet) : adopté (p. 1023) ; *amendement n° 36* de la commission (personnes faisant volontairement obstacle aux vérifications des commissaires aux comptes) : adopté avec une rectification (p. 1023) ; *amendement n° 68* du Gouvernement (amendement de conséquence) : adopté (p. 1023) ; *amendement n° 69* du gouvernement (amendement de coordination) : adopté avec une rectification (p. 1023) ; *amendement n° 37* de la commission (amendement de coordination) ; *sous-amendement n° 145* de M. Charles Millon (sous-amendement de coordination) : adopté (p. 1024) ; *sous-amendement n° 70* du gouvernement (sous-amende-

ment de conséquence) : adopté (p. 1024) ; *amendement n° 37*, ainsi modifié, adopté (p. 1024) ; *amendement n° 71* du gouvernement (amendement de coordination) : adopté (p. 1024) ; *amendement n° 72* du gouvernement (répression de l'utilisation frauduleuse d'informations privilégiées) : adopté (p. 1025) ; *amendement n° 73* du gouvernement (changement de références) : adopté (p. 1025) ; *amendement n° 74* du gouvernement (interdisant d'exercer des professions commerciales aux personnes contre lesquelles a été prononcée la faillite personnelle) : adopté (p. 1025).

AVANT L'ART. 1er *(suite)* : *amendement n° 1* rectifié de la commission (augmentation du montant du capital des SARL et de SA) ; *amendement n° 107* de M. Alain Hautecœur (maintien du montant du capital des SARL) : rejeté (p. 1026) ; *sous-amendement n° 130* rectifié de M. Arthur Dehaine (montant du capital des SARL) : adopté (p. 1026) ; *sous-amendement n° 131* rectifié de M. Arthur Dehaine (montant du capital minimum des SA) : adopté (p. 1028) ; *sous-amendement n° 129* de M. Henri Ginoux (montant du capital des SA) : non soutenu (p. 1026) ; *sous-amendements* identiques *n° 35* rectifié du gouvernement et *n° 146* de M. Emmanuel Hamel (montant du capital des SA) : retirésc (p. 1026, 1027) ; *amendement n° 1* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 1028) ; révision périodique du capital des sociétés au niveau communautaire (p. 1027) ; statut du gérant majoritaire (p. 1027, 1028) ; *amendement n° 54* du gouvernement (libération du capital des SARL) : retiré (p. 1028) ; *amendement n° 55* du gouvernement (suppression du caractère obligatoire de l'évaluation des apports en nature aux SARL lorsque ceux-ci sont d'une valeur relativement faible) : adopté (p. 1028).

AVANT L'ART. 14 : *amendement n° 38* de la commission (délai de deux ans accordé aux société pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires ; *sous-amendement n° 147* de M. Emmanuel Hamel (portant à cinq ans le délai accordé aux sociétés pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires) : retiré (p. 1029) ; *sous-amendements n° 158* et *n° 159* du gouvernement (accordant un délai de cinq ans pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives aux seules SARL) : retirés (p. 1029) ; *amendement n° 38* de la commission : adopté (p. 1029) ; *amendement n° 75* du gouvernement (de coordination) : adopté (p. 1029) ; *amendement n° 39* de la commission (de coordination) : retiré (p. 1029) ; *amendement n° 42* de la commission (application de la présente loi aux associations de la loi de 1901 se livrant à des actes de commerce) retiré (p. 1030) ; associations se consacrant à la restauration immobilière (p. 1030).

ART. 14 (dispositions transitoires) : *amendement n° 43* de la commission (suppression de l'article 14) : adopté (p. 1030) ; *amendement n° 76* rectifié et *sous-amendements n° 157* de M. Marc Lauriol : deviennent sans objet (p. 1030).

– article 14 supprimé (p. 1030).

APRES L'ART. 14 : *amendement n° 44* de la commission (transformation des SARL en SA) : adopté (p. 1030) ; *amendements n° 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 91, 93, 94, 95* et *98* du gouvernement (statut des dirigeants de société) : retirés (p. 1030) ; *amendement n° 45* de la commission (procédure de nomination des administrateurs en cas de fusion) : adopté (p. 1031) ; *amendement n° 46* de la commission (augmentation du nombre des directeurs généraux dans certaines grosses sociétés) ; *sous-amendement n° 83* du gouvernement (application de l'*amendement n° 46* aux sociétés dont le capital est supérieur à celui requis des sociétés faisant publiquement appel à l'épargne) : adopté (p. 1031) ; *amendement n° 46*, ainsi modifié, adopté (p. 1031) ; *amendement n° 47* de la commission (possibilité pour le conseil de surveillance de révoquer les membres du directoire) : rejeté (p. 1032) ; *amendement n° 90* du gouvernement (nomination du conseil de surveillance en cas de fusion) : adopté (p. 1032) ; *amendement n° 92* du gouvernement (possibilité pour le conseil d'administration de ne présenter à l'assemblée générale qu'un résultat de son rapport de gestion) : rejeté (p. 1032) ; information des actionnaires (p. 1032) ; *amendement n° 96* du gouvernement (clause d'agrément pour la cession d'actions dans les sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne) : adopté (p. 1033) ; *amendement n° 48* de la commission (négociabilité des actions d'apport remises en échange d'actions apportées par une personne physique) : adopté (p. 1033) ; *amendement n° 49* de la commission (autorisant les contrats de domiciliation des sociétés) : rejeté (p. 1034) ; *amendement n° 160* du gouvernement (dispositions transitoires relatives aux sociétés commerciales inscrites sur la liste des commissaires aux comptes et ne remplissant pas les nouvelles conditions requises et aux commissaires aux comptes occupant un emploi salarié) ; *sous-amendement n° 161* de M. Marc Lauriol (respect des droits acquis des salariés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes à la date de la promulgation de la loi) : adopté (p. 1035) ; *amendement n° 160*, ainsi rectifié et ainsi modifié, adopté (p. 1035) ; sociétés de commissaires aux comptes (p. 1034, 1035).

ART. 15 (banques et assurances) : *amendement n° 97* du gouvernement (amendement de coordination) : adopté (p. 1035).

– article 15, ainsi modifié, adopté (p. 1035).

APRES L'ARTICLE 15 : *amendement n° 99* du gouvernement (aménagement des statuts des sociétés en fonction de la nouvelle loi) : adopté (p. 1035).

ART. 16 (conditions d'application de la loi) : adopté (p. 1035).

ART. 17 (application de la loi dans les territoires d'Outre-Mer) : *amendement n° 51* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1036).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 1036).

ART. 18 (conditions d'application de la loi) : adopté (p. 1036).

TITRE (projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises) : *amendement n° 52* de la commission (nouvelle rédaction du titre : projet de loi tendant à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales, l'information et la protection des actionnaires et à défendre l'épargne) : adopté (p. 1036) ; *amendement n° 100* du Gouvernement (nouvelle rédaction du titre : projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés des entreprises et à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales) : devient sans objet (p. 1036) ; *amendement n° 115* de M. Alain Hautecœur (nouvelle rédaction du titre : projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises et à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales) : retiré (p. 1036).

– titre, ainsi rédigé, adopté (p. 1036).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI [13 mai 1980] (p. 1037).

ART. 7 : réservé (p. 1037).

ART. 9 : *amendement n° 2* du gouvernement (rétablissement de l'article 9 ; devoir d'alerte des commissaires aux comptes) ; *sous-amendement n° 6* de M. Henri Colombier (supprimant la possibilité pour le commissaire aux comptes de prévenir le président du tribunal de commerce) : retiré (p. 1042) ; *sous-amendement n° 5* de M. Marc Lauriol (non responsabilité des commissaires aux comptes) : adopté (p. 1042) ; *amendement n° 2* ainsi modifié : adopté par scrutin public n° 384 (p. 1042).

– article 9 rétabli (p. 1042).

ART. 7 (précédemment réservé) : *amendement n° 1* du gouvernement (intervention des actionnaires) : adopté (p. 1042).

– article 7 ainsi rétabli (p. 1042).

ART. 10 : *amendement n° 3* du gouvernement (intervention du comité d'entreprise) ; *sous-amendement n° 7* de M. Charles Millon (périodicité de l'intervention du comité d'entreprise) : adopté (p. 1043) ; *amendement n° 3*, ainsi modifié, adopté (p. 1043).

– article 10 ainsi rétabli (p. 1043).

EXPLICATIONS DE VOTE [13 mai 1980].

Comité d'entreprise : *Depietri (César)*, (p. 1043).

Démocratie dans l'entreprise : *Depietri (César)*, (p. 1043).

Vote hostile du groupe communiste : *Depietri (César)*, (p. 1043).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1043).

8. – PROJET DE LOI **n° 975** RELATIF AU TRAITEMENT DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet [19 avril 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Jean-Claude Gaudin [10 mai 1979].

Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi **n° 974** tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises et du projet de loi **n° 975** relatif au traitement des difficultés des entreprises, présentée par le président du groupe socialiste [19 avril 1979] (p. 2809).

Opposition déposée par le président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [24 avril 1979] (p. 2976).

Décision de l'Assemblée sur cette demande [25 avril 1979] (p. 3049) : rejet (voir Entreprises, 7).

9. – PROJET DE LOI **n° 983** RELATIF AU SOUTIEN DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF INDUSTRIEL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget.

– Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart, rapporteur général. – Rapport **n° 1037** [3 mai 1979]. – Adoption le 10 mai 1979. – Projet de loi **n° 164.**

SENAT (première lecture), n° 336 (1978-1979). Dépôt le 15 mai 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin, rapporteur général. – Rapport n° 354 (1978-1979) [29 mai 1979]. – Discussion le 12 juin 1979. – Adoption avec modifications le 12 juin 1979. – Projet de loi n° 105 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1131.** Dépôt le 13 juin 1979. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart, rapporteur général. – Rapport **n° 1173** [20 juin 1973]. – Discussion le 27 juin 1979. – Adoption définitive le 27 juin 1979. – Projet de loi **n° 203.**

Loi n° 79-525 du 3 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 4 juillet 1979 (p. 1607).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. 2).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. 2).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [10 mai 1979] (p. 3684) :

Aides fiscales à l'investissement industriel : *Icart (Fernand)*, (p. 3685) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3687) ; *Royer (Jean)*, (p. 3687) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 3690) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 3696).

Amortissement des biens acquis grâce aux primes d'aide aux entreprises : *Icart (Fernand)*, (p. 3685) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3687).

Charges improductives : *Royer (Jean)*, (p. 3688).

Chômage et pouvoir d'achat : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3696).

Entreprises non bénificiaires (exclusion du champ d'application de la loi) : *Royer (Jean)*, (p. 3688) ; *Branche (René de)*, (p. 3690) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 3696) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3697).

Epargne de précaution : *Jouve (Jacques)*, (p. 3694).

Indexation de l'épargne : *Jouve (Jacques)*, (p. 3695).

Intégration européenne : *Jouve (Jacques)*, (p. 3695).

Investissement et création d'emploi : *Icart (Fernand)*, (p. 3686) ; *Royer (Jean)*, (p. 3688) ; *Branche (René de)*, (p. 3691) ; *Emmanuelli (Hamel)*, (p. 3693).

Investissement financé par crédit-bail : *Mesmin (Georges)*, (p. 3695) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3698).

Investissement public : *Royer (Jean)*, (p. 3688) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3692).

Investissements en matériels français : *Royer (Jean)*, (p. 3688) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 3694) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3698).

Investissements français à l'étranger : *Combrisson (Roger)*, (p. 3689).

Investisseurs institutionnels : *Royer (Jean)*, (p. 3688).

Pactes nationaux pour l'emploi : *Combrisson (Roger)*, (p. 3690).

Pétrole (baisse du prix) : *Combrisson (Roger)*, (p. 3690);

P.M.E. (information des) : *Branche (René de)*, (p. 3691) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3698).

Recherche (investissement des P.M.E. en matériels de) : *Icard (Fernand)*, (p. 3685) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3687).

Réévaluation des bilans : *Icard (Fernand)*, (p. 3685) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3687) ; *Royer (Jean)*, (p. 3687) ; *Branche (René de)*, (p. 3691) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 3696).

Relance de l'activité par la consommation : *Icard (Fernand)*, (p. 3686) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3687) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3693).

Situation financière des entreprises : *Icard (Fernand)*,(p. 3685) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3686) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 3689) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3692, 3693).

Système bancaire (réforme) : *Jouve (Jacques)*, (p. 3694, 3695).

Taxe professionnelle (assiette) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3696) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3698).

DISCUSSION DES ARTICLES [10 mai 1979] (p. 3698)

AVANT L'ARTICLE 1er : *amendement n° 5* de M. Jacques Jouve (intégrant dans le bénéfice imposable des sociétés les rémunérations indirectes des cinq ou dix salariés les plus rémunérés, ainsi que certains frais généraux) :

prévue par l'article 1er) : rejeté (p. 3704) ; *amendement n° 3* de M. de Branche (versement pendant cinq ans à un compte de réserve spécial des sommes correspondant à la déduction visée aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er) : adopté (p. 3704) ; *amendement n° 16* de M. Henri Emmanuelli (réservant le bénéfice de l'avantage fiscal aux entreprises qui auront au-moins maintenu l'effectif de leurs salariés pendant la période considérée) : rejeté (p. 3704).

MM. Combrisson (Roger), Icart (Fernard), Hamel (Emmanuel), Papon (Maurice), Branche (René de), Emmanuelli (Henri), Royer (Jean), Gantier (Gilbert), Richard (Alain).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 3704).

ART. 2 : amortissement des immobilisations acquises ou créées au moyen des primes de développement régional, d'orientation agricole, de développement artisanal dans le Massif Central ou d'installation en faveur des entreprises artisanales ; majoration de 50 % de la base de calcul de cet amortissement) : adopté (p. 3704).

ART. 3 (autorisant les entreprises de moins de 2 000 salariés qui font des investissements en matériel et outillage de recherche à pratiquer du titre de l'exercice de leur réalisation un amortissement égal à 50 % du prix de revient de ces investissements) : *amendement n° 2* de la commission (précisant que l'avantage prévu à l'article 3 ne sera accordé qu'aux entreprises qui réalisent des investissements en matériel et outillage de recherche en France) : adopté (p. 3705).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 3705).

APRES L'ARTICLE 3 : *amendement n° 18* de M. Henri Emmanuelli (écartant les sociétés cotées en bourse du dispositif de la présente loi) : rejeté (p. 3705) ; *amendement n° 19* de M. Henri Emmanuelli (écartant du dispositif de la loi les entreprises dont le capital est détenu à plus de 30 % par des sociétés étrangères) : rejeté (p. 3705).

MM. Richard (Alain), Icar (Fernand), Papon (Maurice), Emmanuelli (Henri).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3705).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1979] (p. 5738) :

Crédit-bail (fiscalité) : *Icart (Fernand)*, (p. 5738) ; *Papon (Maurice)*, (p. 5738).

rejeté (p. 3699) ; *amendement n° 6* de M. Roger Combrisson (instaurant un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées) : rejeté (p. 3700) ; *amendement n° 13* de M. Henri Emmanuelli (instaurant un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé et au secteur public) : rejeté (p. 3700) ; *amendement n° 7* de M. Roger Combrisson (versement de l'Etat au profit des caisses d'épargne afin de permettre un développement de l'épargne populaire ; excluant certains dirigeants de sociétés du régime fiscal propre aux salariés) : rejeté (p. 3700) ; *amendement n° 8* de M. Parfait Jans (fixant le montant du S.M.I.C. à 2 800 F par mois et réintégrant dans les bénéfices imposables un certain nombre de provisions) : rejeté (p. 3700) ; *amendement n° 9* rectifié par M. Dominique Frelaut (fixation par décret en conseil d'Etat des taux d'amortissement linéaire pour chaque profession et chaque nature d'équipement ; limitation des taux d'amortissement dégressif) : rejeté (p. 3701) ; *amendement n° 14* de M. Henri Emmanuelli (calcul de l'amortissement des biens d'équipement selon la méthode linéaire avec possibilité de doublement pour la première année ; fixation par décret en Conseil d'Etat pour les principales catégories de biens amortissables de durées de vie fiscale correspondant à la durée de vie réelle) : rejeté (p. 3701).

MM. Jouve (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Combrisson (Roger), Emmanuelli (Henri).

ART. 1er (possibilité pour les entreprises qui ont procédé à la réévaluation de leur bilan de déduire pour les exercices 1979 et 1980 de leur résultat imposable une partie de la provision spéciale de réévaluation égale à 10 % de l'excédent de l'investissement net réalisé au cours de l'exercice par rapport à l'investissement net réalisé au cours de l'exercice précédent) : *amendement n° 22* de M. Dominique Frelaut (suppression de l'article 1er) : rejeté (p. 3702) ; *amendement n° 23* du Gouvernement (au cas où la fraction de la provision rapportable au résultat comptable au titre de chacun des exercices, après réévaluation du bilan, est inférieure au montant de la déduction autorisée, possibilité pour l'entreprise de déduire la différence du bénéfice imposable de ces mêmes exercices) : adopté (p. 3702) ; *amendement n° 4* de M. René de Branche (limitant les avantages de la loi aux seuls biens susceptibles d'être amortis de façon dégressive) : retiré (p. 3702) ; *amendement n° 15* de M. Henri Emmanuelli (affectation à un compte de réserve spécial de l'excédent de bénéfice après impôt enregistré par tout établissement ayant bénéficié de l'aide fiscale

Réévaluation des bilans : *Papon (Maurice)*, (p. 5738).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 juin 1979] (p. 5738).

ART. 1er : adopté (p. 5739).

ART. 2 : adopté (p. 5739).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Emmanuelli (Henri)* : nécessité d'un politique générale de relance de l'économie, seule capable de restaurer l'investissement ; importance de l'effort d'investissement des entreprises publiques ; vote hostile du groupe socialiste (p. 5739).

– *Combrisson (Roger)* : vote hostile du groupe communiste (p. 5739).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5739).

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 1010** RELATIVE A L'AIDE AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Lucien Neuwirth. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1460** VISANT A LA CREATION D'UN DISPOSITIF DE PREVENTION, D'INFORMATION ET DE TRAITEMENT DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Jean-Marie Daillet. – Renvoi à la commission de lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Colombier [20 décembre 1979].

12. – PROPOSITION DE LOI n° 1893 TENDANT A FACILITER LE CREDIT A COURT TERME AUX ENTREPRISES, Sénat (première lecture), n° 205 (1979-1980). Dépôt le 11 avril 1980 par M. Etienne Dailly. – Titre : « Proposition de loi tendant a faciliter le crédit aux entreprises). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Etienne Dailly. – Rapport n° 324 [19 juin 1980]. – Discussion le 28 juin 1980. – Adoption le 28 juin 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A FACILITER LE CREDIT A COURT TERME AUX ENTREPRISES ». – Proposition de loi n° 107 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 1893.** Dépôt le 30 juin 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [9 octobre 1980]. – Rapport **n° 2079** [20 novembre 1980]. – Discussion le 11 décembre 1980. – Deuxième délibération (article 2). – Adoption le 11 décembre 1980. – Nouveau titre « PROPOSITION DE LOI TENDANT A FACILITER LE CREDIT AUX ENTREPRISES ». – Proposition de loi **n° 404.**

SENAT (deuxième lecture) n° 174 (1980-1981). Dépôt le 11 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Etienne Dailly. – Rapport n° 194 (1980-1981) [18 décembre 1980]. – Discussion le 20 décembre 1980. – Adoption définitive le 20 décembre 1980. – Proposition de loi n° 62 (1980-1981).

Loi n° 81-1 du 2 janvier 1981, publiée au *J.O.* du 3 janvier 1981 (p. 150).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **2** : Art. 2 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **3** : Art. 3 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **4** : Art. 4 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **5** : Art. 5 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **6** : Art. 6 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **7** : Art. 6 *bis* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **8** : Art. 8 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **9** : Art. 8 *bis* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **10** : Art. 9 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **11** : Art. 10 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **12** : Art. 11 (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **13** : Art. 12 (proposition. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **14** : Art. 13 (proposition. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **15** : Art. 13 *bis* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **16** : Art. 14 (proposition. – S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1980] (p. 4845).

Caisse d'équipement des PME : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4845).

Créances commerciales (mobilisation et transmission) : *Richomme (Jacques)*, (p. 4843, 4844) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 4845).

Crédit interentreprises (effets inflationnistes) : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4845).

Crédits à l'exportation : *Richomme (Jacques)*, (p. 4844).

Lettre de change-relevé : *Richomme (Jacques)*, (p. 4844) ; *Marie (Bernard)*, (p. 4844) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4845).

Loi de 1975 sur la sous-traitance : *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 4846).

Système allemand « Mantelzession » et endossement des factures : *Richomme (Jacques)*, (p. 4844).

Petits commerçants : *Marie (Bernard)*, (p. 4844).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4846).

AVANT L'ARTICLE 1er : *amendement n° 1* de la commision : réservé (p. 4846).

ART. 1er (bordereau de créance) : *amendement n° 2* de la commission (extension du champ d'application de la loi à toutes les opérations de crédit consenties par un établissement à l'un de ses clients pour l'exercice de sa profession à condition que les créances nanties ou cédées résultent d'actes conclus à titre professionnel avec un autre professionnel ou une personne morale de droit public) : adopté (p. 4846) ; *amendement n° 3* de la commission (formel) : adopté (p. 4846) ; *amendement n° 4* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4846) ; *amendement n° 5* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4846) ; *amendement n° 6* de la commission (mention sur le bordereau du nom du débiteur ou des éléments servant à le déterminer) : adopté (p. 4847) ; *amendement n° 7* de la commission (mention sur le bordereau des sûretés conventionnelles qui garantissent chaque échéance) ; *sous-amendement n° 22* du Gouvernement (mention dans le bordereau des droits et actions accessoires à la créance cédée) : rejeté (p. 4847) ; *amendement n° 7* : adopté ; *amendement n° 23* du Gouvernement (amendement de coordination) : devient sans objet (p. 4848) ; *amendement n° 8* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4848).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4848).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission précédemment réservé (amendement de conséquence) : adopté (p. 4848).

– intitulé de la section première, ainsi modifié, adopté (p. 4848).

ART. 2 (date et signature du bordereau) : *amendement n° 9* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4848) ; *amendement n° 24* du Gouvernement (apposition de la date par le cessionnaire selon un procédé technique inviolable assurant une chronologie irréversible) : adopté (p. 4850).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 4850).

ART. 3 (transmission du bordereau) : *amendement n° 10* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4850).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4850).

ART. 4 (effets de la cession ou du nantissement) : *amendement n° 11* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4850) ; *amendement n° 12* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4851).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 4851).

ART. 5 (paiement de la créance) : *amendement n° 29* de M. Jean Foyer (renvoyant à un décret la définition des formes de la notification de la cession de la créance) : adopté (p. 4852) ; ce texte devient l'article 5 (p. 4852) ; *amendement n° 15* de la commission (amendement de coordination) : devient sans objet (p. 4852).

ART. 6 (inopposabilité des exceptions) : *amendement n° 14* de la commission (simplification de l'intitulé de l'écrit constatant l'acceptation éventuelle du débiteur de la créance cédée ou nantie) : adopté (p. 4852) ; *amendement n° 15* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4852).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 4852).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 25* du Gouvernement (rapprochant la situation des sous-traitants qui exercent l'action directe de celle qui leur est faite quand ils sont bénéficiaires d'un paiement direct et que le marché public a fait l'objet d'un nantissement) : adopté (p. 4853).

AVANT L'ART. 8 : *amendement n° 16* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4853).

– intitulé de la section II, ainsi modifié, adopté (p. 4853).

ART. 8 (effet de mobilisation) : *amendement n° 17* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4853).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 4853).

APRES L'ART. 8 : *amendement n° 26* du Gouvernement (extension de la loi aux opérations de crédit ayant pour support l'émission de titres appelés « papier financier ») : adopté (p. 4854).

ART. 9 (droit des porteurs de l'effet de mobilisation) : *amendement n° 18* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4854) ; *amendement n° 27* du Gouvernement (amendement de coordination) : adopté (p. 4854).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 4854).

ART. 10 (assiette des droits attachés aux effets de mobilisation) : *amendement n° 28* corrigé du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 4854) ; *amendement n° 19* de la commission (amendement de coordination) : devient sans objet (p. 4854).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 4854).

ART. 11 (interdiction, pour la banque ou l'établissement financier, de transmettre les créances représentées par les bordereaux) : *amendement n° 20* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4855).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 4855).

ART. 12 (modalités d'application de la loi) : adopté (p. 4855).

ART. 13 (abrogation du titre 1er de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967) : adopté (p. 4855).

ART. 13 *bis* (application dans les TOM et à Mayotte) : adopté (p. 4855).

ART. 14 (date d'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 4855).

TITRE : *amendement n° 21* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4855).

– titre, ainsi modifié, adopté (p. 4855).

SECONDE DELIBERATION [11 décembre 1980]

ART. 2 : *amendement n° 1* de la commission (signature du bordereau par le cédant ; apposition de la date par le cessionnaire) : adopté (p. 4855) ; ce texte devient l'article 2 (p. 4855).

EXPLICATIONS DE VOTE [11 décembre 1980]

Distinction entre droit civil, droit commercial et création d'un droit professionnel : *Foyer (Jean)*, (p. 4855, 4856).

Non participation au vote du groupe socialiste : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4855).

Propos méprisants de M. Emmanuelli : *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 4855).

Utilité de réformes juridiques limitées : *Foyer (Jean)*, (p. 4855).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 4856).

13. – PROPOSITION DE LOI **n° 2204** RELATIVE AUX CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS RELEVANT DES ENTREPRISES DU SECTEUR « TERTIAIRE TECHNIQUE ». Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

14. – PROPOSITION DE LOI **n° 2226** TENDANT A FACILITER LA TRANSMISSION DES ENTREPRISES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Charles Millon. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir ADMINISTRATION. 1 (avant l'article 21, article 21, après l'article 21, article 22, 24) ; CADRES. 1 ; CHOMAGE. 3 ; COMMISSIONS SPECIALES. 8 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1, 18 ; DECORATIONS. 4 ; EMPLOI. 5, 16 ; EPARGNE. 3 ; FAILLITE. REGLEMENT JUDICIAIRE. LIQUIDATION DE BIENS. 3 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, 3, 4 ; IMPOTS LOCAUX. 4.

ENTREPRISES

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (Article 15). – (Deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés, article 68. – Industrie ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie). – (Deuxième partie). Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale). – (Deuxième partie). Articles 39 et 43. – Industrie. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Formation profes-

sionnelle. – Travail et participation : LOIS DE REGLEMENT. 3 ; ORGANISATION PROFESSIONNELLE. 1 ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7 ; PLAN. 2, 3 ; PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 291 ; SALARIES. 2 ; SONDAGES ET ENQUETES. 2 ; SYNDICATS PROFESSIONNELS. 1 ; TRAVAIL (durée du), 14 ; URBANISMES. 3.

– **Compétitivité des –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 578.

– **Création d' –**. *Voir* EMPLOI. 5 ; IMPOTS LOCAUX. 2 (Après l'article 4) ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 1001 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 464.

– **Difficultés.** *Voir* ENTREPRISES. 7 ; FAILLITE. REGLEMENT JUDICIAIRE. LIQUIDATION DE BIENS. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 299.

– **Financement des –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 349, 354, 554.

– **Fiscalité des –**. *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 (Article 5).

– **Libertés dans les –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 918.

– **Liquidation d' –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 300.

– **Règlement intérieur des –**. *Voir* LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

– **Seuils des effectifs dans les –**. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 252.

ENTREPRISES (PETITES ET MOYENNES)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1153** TENDANT A CREER UN ORGANISME UNIQUE, CHARGE DE PERCEVOIR, CONTROLER ET REDISTRIBUER CERTAINES DES CHARGES SOCIALES DUES PAR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES, ARTISANALES, LES PROFESSIONS LIBERALES, LES SOCIETES CIVILES ET ASSOCIATIONS DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, EMPLOYANT MOINS DE 50 SALARIES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Arnaud Lepercq et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Delong [4 octobre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1571** TENDANT A INSTITUER LA CREATION DE CENTRES DE FORMATION ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE, EN MATIERE DE GESTION ET DE COMPTABILITE, POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 janvier 1980 par M. Jean Royer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Michel Inchauspé [10 avril 1980].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1708** AUTORISANT LES COMPAGNIES D'ASSURANCES, LES SOCIETES D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE, LES CAISSES DE RETRAITE A ACQUERIR DES ACTIONS OU PARTS DE SOCIETES NON COTEES EN BOURSE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par M. Jacques Douffiagues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République. – Rapporteur : M. Charles Millon [26 juin 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2088** TENDANT A LEVER LES OBSTACLES A L'EMBAUCHE DANS LES PETITES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 novembre 1980 par M. Francisque Perrut. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ACCIDENTS DE TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES. 8, 9 ; ARMEMENT. 2 ; CAUTIONNEMENT. 1 ; CHOMAGE. 3 ; EMPLOI. 2, 10 ; ENTREPRISES. 9 ; LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 (article 3) ; MARCHES PUBLICS. 2 ; PLAN. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 328, 403, 598.

ENTREPRISES DE PRESSE (Investissements des –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

ENTREPRISES INDIVIDUELLES (Transformation en sociétés)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 3.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 55** RELATIVE A LA PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Claude Martin [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 765** TENDANT A FAVORISER L'EMPLOI DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Jean Brocard. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [12 avril 1979].

Voir AMENAGEMENT RURAL. 2 ; PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6, 7 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 1.

ENTREPRISES MINIERES ET CHIMIQUES (E.M.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget.

ENTREPRISES NATIONALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; Economie et budget. – I. – Charges communes ; Industrie ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 24, 28.

– **Impôts payés par les** –. *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

ENTREPRISES PETROLIERES FRANÇAISES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

ENTREPRISES PUBLIQUES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2241** TENDANT A REDUIRE LA PART DE L'ETAT DANS LE CAPITAL DE L'AGENCE HAVAS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par M. Robert-André Vivien. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir ARMEE. 9 ; HANDICAPES. 7 ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

ENTREPRISES PUBLIQUES (Personnel des –)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 764** TENDANT A ETENDRE LE BENEFICE DE LA LOI n° 51-1124 DU 26 SEPTEMBRE 1951 AUX AGENTS DES SERVICES NATIONALISES ET CONCEDES DES REGIES DES ADMINISTRATIONS ET ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Lucien Neuwirth. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet.

Voir GREVE. 1.

ENVELOPPE GLOBALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 378.

ENVIRONNEMENT

1. – PROJET DE LOI **n° 582** REGLEMENTANT LA PUBLICITE EXTERIEURE

ET LES ENSEIGNES, Sénat (première lecture) n° 339 (1977-1978). Dépôt le 27 avril 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Jacques Carat [17 mai 1978]. – Rapport n° 448 (1977-1978) [16 juin 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, et à la commission des affaires économiques et du Plan [24 mai 1978]. – Rapporteurs pour avis : M. Guy Petit et M. Pierre Ceccaldi-Pavard. – Avis n° 449 (1977-1978) du 16 juin 1978 et n° 459 (1977-1978) du 21 juin 1978. – Discussion les 3, 5, 11 octobre 1978. – Adoption le 11 octobre 1978. – Projet de loi n° 1 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 582.** Dépôt le 12 octobre 1978. – Renvoi à la commission spéciale [20 octobre 1978] (p. 6448) (1).

Composition [*J.O.* du 27 octobre 1978] (p. 3691), [*J.O.* du 9 novembre 1978] (p. 3799) : MM. Barnier (Michel), Bonnet (Alain), Canacos (Henri), Chantelat (Pierre), Charretier (Maurice), Colombier (Henri), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Douffiagues (Jacques), Dudebout (Hubert), Falala (Jean), Fonteneau (Jean), Foyer (Jean), Gaillard (René), Gouhier (Roger), Juquin (Pierre), Kalinsky (Maxime), Krieg (Pierre-Charles), Labarrère (André), Léotard (François), Malaud (Philippe), Mauroy (Pierre), Mesmin (Georges), Neuwirth (Lucien), Péricard (Michel), Raymond (Alex), Richard (Alain), Rossinot (André), Tassy (Marcel), Tiberi (Jean), Villan (Lucien), Wagner (Robert). – M. Fenech (Roger) en remplacement de M. Charretier (Maurice) [*J.O.* du 7 septembre 1979] (p. 2170).

Bureau [*J.O.* du 9 novembre 1978] (p. 3799) : président : M. François Léotard ; vice-président : M. Alain Bonnet ; secrétaire : M. Lucien Villa.

Rapporteur : M. Jean Foyer [9 novembre 1978]. – Rapport **n° 929** [2 avril 1979]. – Discussion les 17, 18 et 19 avril 1979. – Adoption le 19 avril 1979. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI RELATIF A LA PUBLICITE, AUX ENSEIGNES ET PREENSEIGNES » [19 avril 1979] (p. 2804). – Projet de loi **n° 149.**

SENAT (deuxième lecture) n° 289 (1978-1979). Dépôt le 24 avril 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Jacques Carat. – Rapport n° 400 (1978-1979) [19 juin 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Guy Petit. – Avis n° 410 (1978-1979) [20 juin 1979] publié au *J.O.*, débats du Sénat du 26 juin 1979. – Discussion le 25 juin 1979. – Deuxième délibération (article 24). – Adoption avec modifications le 25 juin 1979. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI REGLEMENTANT LA PUBLICITE EXTERIEURE ET LES ENSEIGNES ». – Projet de loi n° 112 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1192.** Dépôt le 26 juin 1979. – Renvoi à la commission spéciale. – Retrait de l'ordre du jour prioritaire [29 juin 1979] (p. 5874). – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 1288** [2 octobre 1979]. – Discussion le 10 octobre 1979. – Adoption avec modifications le 10 octobre 1979. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI RELATIF A LA PUBLICITE, AUX ENSEIGNES ET PREENSEIGNES » [10 octobre 1979] (p. 8059). – Projet de loi **n° 222.**

SENAT (troisième lecture) n° 17 (1979-1980). Dépôt le 12 octobre 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [8 novembre 1979] (p. 9645). – Nomination : *J.O.* du 16 novembre 1979 (p. 2851).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. François Léotard, Jean Foyer, Henri Colombier, Pierre-Charles Krieg, Philippe Malaud, Jacques Santrot, Lucien Villa ; membres suppléants : MM. Pierre Chantelat, Michel Péricard, Roger Gouhier, Michel Barnier, Alain Richard, Jean Fonteneau, Roger Fenech.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Jacques Carat, Guy Petit, Léon Eeckhoutte, Michel Caldaguès, Léon Jozeau-Marigné, Jean de Bagneux, Pierre Vallon ; membres suppléants : MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Maurice Fontaine, James Marson, Robert Guillaume, Hubert Martin, Roland Ruet, Pierre-Christian Taittinger.

Bureau : J.O. du 22 novembre 1979 (p. 2893) et erratum *J.O.* du 23 novembre 1979 (p. 2911) ; président : M. Léon Eeckhoutte ; vice-président : M. Henri Colombier.

(1) Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, saisie au fond ; renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [19 octobre 1978] ; la commission des affaires culturelles, familiales et sociales qui avait demandé la constitution d'une commission spéciale, a retiré cette demande et réclamé un renvoi pour avis. La constitution d'une commission spéciale est donc de droit (article 32, alinéa 3 du règlement).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 1407** [21 novembre 1979]. – Discussion le 12 décembre 1979. – Adoption avec modification le 12 décembre 1979. – Projet de loi **n° 254.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Carat. – Rapport n° 60 (1979-1980) [24 novembre 1979]. – Discussion le 18 décembre 1979. – Adoption définitive le 18 décembre 1979. – Projet de loi n° 24 (1979-1980).

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 30 décembre 1979 (p. 3314).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er A (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **2** : art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : art. 1er *bis* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **4** : art. 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **5** : art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **7** : art. 7 A (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : art. 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : art. 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **10** : art. 8 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : art. 8 *ter* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : art. 11 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : art. 11 *bis* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : art. 12 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **15** : art. 12 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **16** : art. 12 *ter* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **17** : art. 14 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **18** : art. 15 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **19** : art. 15 *bis* (S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **20** : art. 16 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **21** : art. 16 *bis* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **22** : art. 16 *ter* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **23** : art. 17 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **24** : art. 19 A (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **25** : art. 19 B (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **26** : art. 19 C (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **27** : art. 19 D (A.N. 1. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **28** : art. 19 E (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **29** : art. 19 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **30** : art. 20 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **31** : art. 22 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **32** : art. 23 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **33** : art. 24 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **34** : art. 25 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **35** : art. 26 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **36** : art. 27 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **37** : art. 28 *ter* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **38** : art. 28 *ter* (S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **39** : art. 28 *quater* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **40** : art. 29 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **41** : art. 30 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **42** : art. 30 *bis* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **43** : art. 31 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **44** : art. 32 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [17 avril 1979] (p. 2645, 2661) :

Exeption d'irrecevabilité de M. Pierre Juquin soutenue par M. Marcel Tassy : *Tassy (Marcel)*, (p. 2649, 2650) ; *Foyer (Jean)*, (p. 2650) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 2650).

Art en publicité : *d'Ornano (Michel)*, (p. 2648) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 2649).

Artisans : *Bérest (Eugène)*, (p. 2664) ; *Madelin (Alain)*, (p. 2665).

Assimilation de l'affichage d'opinion à l'affichage commercial : *d'Ornano (Michel)*, (p. 2648) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 2649) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 2652) ; *Villa (Lucien)*, (p. 2653, 2654).

Communautés urbaines : *Bérest (Eugène)*, (p. 2664).

Contrats de longue durée en matière d'affichage : *Richard (Alain)*, (p. 2663).

Création de panneaux réservés à l'affichage dans les communes : *d'Ornano (Michel)*, (p. 2648) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 2652).

Décentralisation en matière d'affichage : *Foyer (Jean)*, (p. 2646) ; *d'ORnano (Michel)*, (p. 2648, 2667) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 2652) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 2653) ; *Villa (Lucien)*, (p. 2655) ; *Léotard (François)*, (p. 2657) ; *Richard (Alain)*, (p. 2663) ; *Bérest (Eugène)*, (p. 2664) ; *Madelin (Alain)*, (p. 2664) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 2666).

Droit d'affichage : *Tassy (Marcel)*, (p. 2650) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 2651) ; *Villa (Lucien)*, (p. 2653) ; *Léotard (François)*, (p. 2656) ; *Richard (Alain)*, (p. 2662) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 2666).

Loi de 1943 : *Foyer (Jean)*, (p. 2645, 2646) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 2647, 2666) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 2651).

Mouvement associatif : *Villa (Lucien)*, (p. 2655) ; *Bérest (Eugène)*, (p. 2664).

Période électorale (affichage en) : *d'Ornano (Michel)*, (p. 2647) ; *Foyer (Jean)*, (p. 2645).

Petites et moyennes entreprises : *Villa (Lucien)*, (p. 2655) ; *Bérest (Eugène)*, (p. 2664) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2665) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 2665) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 2666).

Publicité (chiffre d'affaires) : *Richard (Alain)*, (p. 2662).

Radio-télévision : *Tassy (Marcel)*, (p. 2649).

Régime de l'affichage en agglomération : *Foyer (Jean)*, (p. 2646).

Sanctions administratives, sanctions pénales : *Foyer (Jean)*, (p. 2646) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 2648) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 2653) ; *Léotard (François)*, (p. 2656) ; *Richard (Alain)*, (p. 2663) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 2666).

DISCUSSION DES ARTICLES [18 avril 1979] (p. 2724), [19 avril 1979] (p. 2774).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 81* de M. Roger Gouhier (application des dispositions de la présente loi au seul affichage publicitaire commercial ; réaffirmation du caractère de liberté publique fondamentale de l'affichage d'opinion ; maintien pour l'affichage d'opinion du régime de la loi du 29 juillet 1881) : rejeté (p. 2728) ; *amendement n° 101* de M. Jacques Santrot (liberté du contenu du message de l'affichage d'opinion ; maintien du régime de la loi du 29 juillet 1881) : rejeté (p. 2728) ; *amendement n° 102* de M. Jacques Santrot (inapplication des santions prévues par la présente loi aux auteurs d'affichage d'opinion sauf lorsque dans une commune il existe une surface de panneaux d'accès libre exclusivement réservée à l'affichage d'opinion égale à au moins 1,20 m pour 100 habitants) : rejeté (p. 2728) ; *amendement n° 103* de M. Jacques Santrot (inapplication des sanctions prévues par la présente loi aux auteurs d'affichage d'opinion, sauf quand il existe dans une commune une surface de panneaux d'accès libre exclusivement réservée à l'affichage d'opinion supérieure à une surface déterminée par décret en Conseil d'Etat et proportionnelle au nombre d'habitants) : rejeté (p. 2728) ; *amendement n° 100* de M. Jacques Santrot (amendement de conséquence) devenu sans objet (p. 2728) ; *amendement n° 5* de la commission (rappel du principe de la liberté d'expression) : adopté (p. 2728).

MM. Gouhier (Roger), Santrot (Jacques), Foyer (Jean), Léotard (François), d'Ornano (Michel), Mexandeau (Louis), Richard (Alain).

ART. 1er (objet et champ d'application de la loi) : *amendement n° 6 corrigé* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2728).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2728).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 7* de la commission (définition de la publicité) ; *sous-amendement n° 82* de M. Roger Gouhier (interdisant d'assimiler l'affichage d'opinion à l'affichage publicitaire) : rejeté (p. 2729) ; *amendement n° 7* : adopté (p. 2729) ; *amendement n° 8* de la commission (définition de l'enseigne et de la préenseigne) : adopté (p. 2729).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Gouhier (Roger).

AVANT L'ART. 2 (chapitre 1er, titre, dispositions applicables à la publicité exté-

rieure) : *amendement n° 9* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2729).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– titre du chapitre 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2729).

ART. 2 (champ d'application du chapitre 1er) : *amendement n° 10* de la commission (suppression de l'article 2) : adopté (p. 2729) ; *amendement n° 104* de M. Jacques Santrot : devenu sans objet (p. 2729).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 2, supprimé (p. 2729).

ART. 3 (interdiction absolue de la publicité dans les lieux très précieux) : *amendement n° 99* de M. Robert Poujade (interdiction de la publicité sur les arbres) : adopté (p. 2730) ; *amendement n° 83* de M. Henry Canacos (supprimant la possibilité laissée aux maires d'interdire toute publicité sur des immeubles qui, bien que non classés et inscrits, présentent un caractère esthétique, historique ou pittoresque) : rejeté (p. 2730) ; *amendement n° 11 rectifié* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2730).

MM. Poujade (Robert), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Canacos (Henry).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 2730).

ART. 4 (mentions obligatoires sur la publicité) : *amendement n° 12* de la commission (rédactionnem : adopté (p. 2730) ; *amendement n° 13* de la commission (application de l'article 4 à toutes les publicités quel qu'en soit le support) : adopté (p. 2730).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 2730).

ART.5 (interdiction de la publicité en dehors des agglomérations à l'exception des zones de publicité autorisé) : *amendement n° 14* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2731).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 2731).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 15* de la commission (régime de la publicité en faveur de la sécurité routière) ; *sous-amendement n° 133* de M. René Benoît (régime des publicités ayant pour objet l'affichage des variétés dans les champs d'expérimentation agricole) : retiré (p. 2731) ; *amendement n° 15* : adopté (p. 2731).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain), Lepeltier (Antoine).

– article 6, réservé (p. 2731).

AVANT L'ART. 7 : *amendement n° 17* de la commission (zones situées à l'intérieur des agglomérations où la publicité est interdite ; possibilité de dérogation à cette interdiction par l'institution de zones de publicité restreinte ou de secteurs soumis au régime général) : *sous-amendement n° 124* du Gouvernement (interdisant la publicité à moins de cent mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire) : adopté (p. 2733) ; *sous-amendement n° 125* du Gouvernement (possibilité de déroger à titre exceptionnel à l'interdiction d'affichage au voisinage d'un immeuble ou d'un site classé par l'institution d'une zone de publicité élargie, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat) : adopté avec une rectification (p. 2733) ; *amendement n° 17*, ainsi modifié, adopté (p. 2733).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain), Hamel (Emmanuel).

ART. 7 (régime de droit commun applicable à la publicité dans les agglomérations) : *amendement n° 18* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2734) ; *amendement n° 132* de M. André Petit (imposant aux supports et portatifs de panneaux publicitaires de respecter les droits des tiers inscrits dans les règlements d'urbanisme et les assimilant à une construction soumise à permis de construire) : rejeté (p. 2736) ; *amendement n° 19* de la commission (suppression du second alinéa de l'article 7 soumettant la publicité lumineuse à des autorisations individuelles) : rejeté (p. 2736).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Petit (André), Richard (Alain), Santrot (Jacques).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 2736).

ART. 8, réservé (p. 2736).

ART. 8 *bis* (régime des zones de publicité restreinte) : *amendement n° 22* de la commission (supprimant dans les zones à affichage restreint la possibilité de soumettre la publicité à une autorisation préalable) ; *sous-amendement n° 144* de M. Robert-André Vivien (donnant aux maires le pouvoir d'accorder certaines autorisations au coup par coup dans les zones de publicité restreinte) : rejeté (p. 2737) ; *amendement n° 22* adopté (p. 2737).

MM. Foyer (Jean), Maland (Philippe), d'Ornano (Michel).

– article 8 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 2737).

ART. 8 *ter* (régime des zones de publicité élargie) : *amendement n° 23* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2737) ; *amendement n° 24* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2737).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 8 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 2737).

ART. 9 (régime de la publicité à l'intérieur des agglomérations) : *amendement n° 25* de la commission (suppression de l'article 9) : adopté (p. 2737) ; *amendement n° 113* de M. Jacques Santrot, devenu sans objet (p. 2737).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 9, supprimé (p. 2737).

ART. 10 supprimé par le Sénat (p. 2737).

ART. 11 (emplacements réservés à l'affichage d'opinion et à l'annonce des manifestations organisées par des associations) : *amendements de suppression n° 86* de M. Maxime Kalinsky et *114* de M. Alain Richard : retirés (p. 2774) ; *amendement n° 26* de la commission (suppression de l'énumération des cas pour lesquels les associations sans but lucratif ont accès à ces emplacements) : adopté (p. 2774) ; *amendement n° 27* de la commission (suppression du mot « locales » après les mots « besoins des associations ») : adopté (p. 2774) ; *amendement n° 87* de M. Roger Gouhier (droit des conseils municipaux de fixer les emplacements supérieurs à une surface minimale définie par le décret d'application) : rejeté (p. 2775) ; *amendement n° 28* de la commission (pouvoir de substitution du préfet au maire) : adopté (p. 2775).

MM. Canacos (Henry), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Tassy (Marcel).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 2775).

APRES L'ART. 11 : *amendement n° 3* de M. Alain Richard (pouvoir de décision sur la délimitation des zones de publicité revenant au conseil municipal) : retiré (p. 2781) ; *amendement n° 30* de la commission (pouvoir de décision du conseil municipal sur la délimitation des zones de publicité, même en cas d'avis défavorable de la commission des sites) ; *sous-amendement n° 80 corrigé* de M. Alain Richard (représentation des salariés et employeurs des professions intéressées par l'affichage au seins du groupe de travail) : rejeté (p. 2781) ; *sous-amendement n° 141* de M. Jacques Santrot (représentation des organisations patronales et syndicales des professions intéressées par l'affichage au sein du groupe de travail) : rejeté (p. 2781) ; *sous-amendement n° 138* de M. Eugène Bérest (participation d'un représentant du conseil communautaire des communautés urbaines au groupe de travail) : retiré (p. 2781) ; *amendement n° 30 : rejeté (p. 2781) ; amendement n° 139*, 3e rectification, de M. Henri Colombier (décision finale sur la délimitation des zones de publicité incombant au préfet en cas d'avis défavorable de la commission des sites et en cas d'opposition du conseil municipal au nouveau projet présenté par le préfet) ; modification formelle de l'amendement n° 139 proposée par le rapporteur : adoptée (p. 2781) ; *amendement n° 139*, 3e rectification, ainsi modifié, adopté (p. 2781) ; *amendement n° 84 rectifié* de M. Henry Canacos (délimitation des périmètres d'affichage autorisé fixée par le conseil municipal après avis de la commission des sites) : rejeté (p. 2778) ; *amendement n° 29* de la commission (nouvel intitulé) : adopté (p. 2781).

MM. Foyer (Jean), Richard (Alain), Canacos (Henry), d'Ornano (Michel), Brocard (Jean), Bérest (Eugène), Léotard (François), Colombier (Henri).

ART. 6 précédemment réservé (délimitation des périmètres d'affichage) : *amendement de suppression n° 16* de la commission : adopté (p. 2781) ; *amendements nos 105, 106, 107* et *108* de M. Jacques Santrot, devenu sans objet (p. 2781).

M. Foyer (Jean).

– article 6 supprimé (p. 2781).

ART. 8 précédemment réservé (délimitation des zones de réglementation spéciale de la publicité) : *amendement n° 20* de la commission (modification de la dénomination des zones de réglementation spéciale) ; *sous-amendement n° 143* de M. Robert-André Vivien (nature de chaque catégorie de zones) : rejeté (p. 2782) ; *amendement n° 20 : adopté (p. 2782) ; amendement n° 21* de la commission (conséquence de l'adoption de l'amendement n° 139, 3e rectification) : adopté (p. 2782) ; *amendements nos 109* et *111* de M. Alain Richard, devenus sansobjet (p. 2782) ; *amendements nos 110* et *112* de M. Jacques Santrot, devenus sans objet (p. 2782).

MM. Foyer (Jean), Valleix (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 2782).

ART. 12 : publicité sur les véhicules terrestres, sur l'eau et dans les airs : adopté avec

modification (p. 2783) ; *amendement n° 31* de la commission (rédaction plus concise de l'article 12 ; suppression de l'autorisation en ce qui concerne la publicité relative à l'activité exercée par le propriétaire ou l'usager d'un véhicule utilisé à des fins qui ne sont pas principalement publicitaires) : adopté (p. 2782) ; *amendement n° 88* de M. Lucien Villa (absence de réglementation pour la publicité relative à l'activité artisanale exercée par le propriétaire ou l'usager d'un véhicule qui n'est pas utilisé à des fins exclusivement publicitaires) : retiré (p. 2782) ; *amendement n° 115* de M. Jacques Santrot (autorité chargée d'accorder les autorisations ; interdiction de l'utilisation des véhicules terrestres à des fins uniquement publicitaires) : retiré (p. 2783).

MM. Foyer (Jean), Villa (Lucien), d'Ornano (Michel), Richard (Alain).

– le texte de l'amendement n° 31 devient l'article 12 (p. 2783).

ART. 12 *bis* (affichage sur les palissades des chantiers) : *amendement de suppression n° 32* de la commission : adopté (p. 2783).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 12 *bis* supprimé (p. 2783).

APRES L'ART. 12 *bis* : *amendement n° 33* de la commission (dérogations) : adopté (p. 2783).

MM. d'Ornano (Michel), Foyer (Jean).

AVANT L'ART. 13 : *amendement n° 34* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2783).

MM. d'Ornano (Michel), Foyer (Jean).

ART. 13 (définition de l'enseigne, de l'enseigne publicitaire et de la préenseigne) : *amendement de suppression n° 35* de la commission : adopté (p. 2784).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 13 supprimé (p. 2784).

ART. 14 : régime des enseignes. – *Inscrit :* Hamel (Emmanuel) : demande au Gouvernement de réaffirmer son intention d'être libéral dans le domaine des enseignes publicitaires (p. 2784) ; *amendement n° 36* de la commission (redéfinition du régime des enseignes) ; modification de l'amendement n° 36 proposé par le ministre (détermination par décret de la procédure d'autorisation pour l'installation des enseignes) : adopté (p. 2785) ; *sous-amendement n° 118* de M. Roger Gouhier (limitation des cas où l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation du maire) : retiré (p. 2785) ; *amendement n° 36*, ainsi modifié : adopté (p. 2785) ; *amendement n° 90* de M. Marcel Tassy, devenu sans objet (p. 2785).

MM. Foyer (Jean), Canacos (Henry), d'Ornano (Michel), Richard (Alain).

– le texte de l'amendement n° 36 modifié devient l'article 14 (p. 2785).

APRES L'ART. 14 : *amendement n° 37* de la commission (régime des enseignes provisoires) : adopté (p. 2785).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

ART. 15 (régime des préenseignes) : *amendement de suppression n° 91* de M. Maxime Kalinsky) : retiré (p. 2785) ; *amendement n° 38* de la commission (rédactionnel) ; *sous-amendement n° 119* de M. Roger Gouhier (préenseignes traitées dans le cadre de la législation relative à la signalisation) : retiré (p. 2786) ; *amendement n° 38* : adopté (p. 2786) ; *amendement n° 120* de M. Roger Gouhier (conséquence du sous-amendement n° 119) devenu sans objet (p. 2786).

MM. Canacos (Henry), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 15, ainsi modifié, adopté (p. 2786).

ART. 16 (régime des autorisations) : *amendement n° 39* de la commission (motivation des refus d'autorisations) : adopté (p. 2786) ; *amendement n° 40* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2786) ; *amendement n° 121* de M. Roger Gouhier (limitation à un mois du délai au terme duquel le silence de l'administration vaut autorisation) : retiré (p. 2786) ; *amendement n° 131* de M. Pierre Gascher (limitation à trois mois du délai au terme duquel le silence de l'administration vaut autorisation) : non soutenu (p. 2786) ; *amendement n° 41 rectifié* de la commission (limitation à deux mois au terme duquel le silence de l'administration vaut autorisation) : adopté (p. 2787).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Tassy (Marcel), Richard (Alain).

– article 16, ainsi modifié, adopté (p. 2787).

ART. 16 *bis* (composition de la commission des sites) : *amendement de suppression n° 42* de la commission : rejeté (p. 2787).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain).

– article 16 *bis* adopté (p. 2787).

ART. 16 *ter* (publicité des actes fixant les prescriptions applicables sur le territoire d'une commune) : *amendement n° 43* de la commission (mise à la disposition du public des délibérations et arrêtés régissant la publicité) : retiré (p. 2787).

MM. Foyer (Jean), Richar (Alain), d'Ornano (Michel).

– article 16 *ter* adopté (p. 2788).

ART. 17 réservé (p. 2788).

ART. 18 (règles relatives aux conventions de concession de publicité) : *amendement n° 46* de la commission (de suppression) : adopté (p. 2788) ; *amendements n^os 134* et *135* de M. René Benoît, devenus sans objet (p. 2788).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 18 supprimé (p. 2788).

AVANT L'ART. 19 : *amendement n° 47* de la commission (intitulé du chapitre 4) : adopté (p. 2788) ; *amendement n° 48* de la commission (mise en demeure, après constatation d'une violation de la loi) ; *sous-amendement n° 126* du Gouvernement (détermination par décret des modalités d'intervention du maire et du préfet) : rejeté (p. 2790) ; *amendement n° 48* : adopté (p. 2790) ; *amendement n° 49* de la commission (délais d'exécution et astreintes administratives) : adopté (p. 2790) ; *amendement n° 50* de la commission (notification de la mise en demeure) : adopté (p. 2790) ; *amendement n° 51* de la commission (intervention des propriétaires ou occupants d'immeubles victimes d'agissements publicitaires illicites) ; rectification apportée par M. Alain Richard proposant une nouvelle rédaction : adopté (p. 2790) ; *amendement n° 51 rectifié* : adopté (p. 2791) ; *amendement n° 127* du Gouvernement (détermination par décret des modalités d'intervention du maire et du préfet) : retiré (p. 2790) ; *amendement n° 52* de la commission (information du procureur de la République) ; *sous-amendement n° 128* du Gouvernement (pouvoir de l'autorité judiciaire de se prononcer sur la mainlevée ou le maintien de la mise en demeure) : rejeté (p. 2791) ; *amendement n° 52* : adopté (p. 2791).

MM. d'Ornano (Michel), Foyer (Jean), Richard (Alain).

ART. 19 (éléments constitutifs de l'infraction et quantum de la peine) : *amendement n° 53* de la commission (modifiant le quantum des amendes) : adopté (p. 2791) ; *amendement n° 54* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 2791) ; *amendement n° 55* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 2791) ; *amendement n° 4* de M. Jacques Douffiagues (exercice des poursuites à la diligence du préfet) : non soutenu (p. 2791) ; *amendement n° 98* de M. Henry Canacos (non-application de l'article 19 à l'affichage d'opinion) : rejeté (p. 2792).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Canacos (Henry).

– article 19, ainsi modifié, adopté (p. 2792).

ART. 20 (présomption de complicité à la charge de la personne pour le compte de laquelle une publicité a été réalisée en infraction, dès lors que l'absence de mentions exigées à l'article 4 empêche d'identifier l'auteur du dispositif incriminé) : *amendement n° 56* de la commission (régime de sanctions atténuées en matière de publicité de caractère électoral) ; *sous-amendement n° 142* de M. Jacques Santrot (régime particulier de la publicité à caractère électoral) : rejeté (p. 2792) ; *amendement n° 56* : adopté (p. 2792).

MM. Foyer (Jean), Richard (Alain), d'Ornano (Michel).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 2792).

ART. 21 (cumul des amendes) : *amendement n° 57* de la commission (écartant en matière d'affichage illicite la règle du non cumul des peines) : adopté (p. 2793) ; *amendement n° 58* de la commission (cessation de l'application de l'amende à partir du jour où interviennent la supression de la publicité irrégulière et la remise en état des choses) : adopté (p. 2793) ; *amendement n° 116* de M. Jacques Santrot (inapplication des dispositions de l'article 21 à l'affichage d'opinion dès lors que le maire n'aura pas déterminé les emplacements prévus pour ce type d'affichage) : retiré (p. 2793) ; *amendement n° 59* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 2793) ; *amendement n° 94* de M. Lucien Villa (inapplication des dispositions de l'article 21 à l'affichage d'opinion) : retiré (p. 2793) ; *amendement n° 60* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2793).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain), Villa (Lucien).

– article 21, ainsi modifié, adopté (p. 2793).

ART. 22 (institution d'une astreinte comminatoire) : *amendement n° 95* de M. Pierre Juquin (suppression de la détermination par la loi du montant maximum de l'astreinte) : rejeté (p. 2793) ; *amendement n° 61* de la commission (amendement de conséquence) :

adopté (p. 2794) ; *amendement n° 96* de M. Marcel Tassy (conséquence de l'amendement n° 95) : rejeté (p. 2794).

MM. Canacos (Henry), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 22, ainsi modifié, adopté (p. 2794).

ART. 23 (conditions de révision et de recouvrement de l'astreinte) : *amendement n° 62* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2794).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 23, ainsi modifié, adopté (p. 2794).

ART. 24 (caractère continu des infractions réprimées par l'article 19 ; supprimé par le Sénat) : *amendement n° 136* de M. Edgar Faure (détermination de la prescription de l'action publique par application des règles du droit commun) : rejeté (p. 2795) ; *amendement n° 63* de la commission (délai de prescription ne courant que du jour de la suppression ou de la mise en conformité des publicités, enseignes et préenseignes en infraction) : adopté (p. 2795).

MM. Faure (Edgar), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain).

– article 24 rétabli (p. 2795).

ART. 25 (dispositions applicables aux contraventions) : *amendement n° 64* de la commission (formel) : adopté (p. 2796) ; *amendement n° 97* de M. Maxime Kalinsky (inapplication aux contraventions des dispositions relatives à la complicité) : devenu sans objet (p. 2796).

MM. Kalinsky (Maxime), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 25, ainsi modifié, adopté (p. 2796).

ART. 26 (constitution de parties civiles des associations) : *amendement n° 129* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté avec une rectification (p. 2796).

MM. d'Ornano (Michel), Foyer (Jean).

– article 26, ainsi modifié, adopté (p. 2796).

ART. 27 (constatation des infractions). – *Inscrit :* M. Hamel (Emmanuel) : demande une application libérale de la nouvelle loi (p. 2796) ; *amendement n° 65* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2797) ; *amendement n° 66* de la commission (habilitant les agents chargés par les collectivités locales de constater les infractions au code de la route en matière d'arrêt et de stationnement des automobiles, à constater les infractions à la nouvelle loi) : adopté (p. 2797) ; *amendement n° 117* de M. Alain Richard (caducité des procédures pénales si les procès-verbaux des agents habilités à constater les infractions ne sont pas transmis au procureur de la République, au maire et au préfet) : rejeté (p. 2797).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain).

– article 27, ainsi modifié, adopté (p. 2797).

RAPPEL AU REGLEMENT : *M. Canacos (Henri) :* proteste contre le fait que lors du débat sur l'article 25, l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) ait été mis aux voix avant l'amendement n° 97 de M. Maxime Kalinsky (article 100 du règlement de l'Assemblée nationale) (p. 2797).

ART. 28 : procédure de mise en demeure administrative, supprimé (p. 2798) ; *amendement n° 67* de la commission (suppression de l'article 28) : adopté (p. 2798).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

ART. 28 *bis* (effet de la prescription et de l'amnistie sur la procédure administrative) supprimé (p. 2798) ; *amendement n° 68* de la commission (suppression de l'article 28 *bis*) : adopté (p. 2798).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 28 *bis* supprimé (p. 2798).

ART. 28 *ter* (majoration de l'amende pénale au bénéfice des communes) adopté avec modification (p. 2799) ; *amendement n° 137* du Gouvernement (faisant du produit de la majoration une des ressources du comité des finances locales) : adopté avec modification (p. 2799) ; *sous-amendement n° 140* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2799) ; *amendement n° 137,* ainsi modifié : adopté (p. 2799) ; *amendement n° 69* de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 2799).

MM. d'Ornano (Michel), Foyer (Jean), Richard (Alain).

– article 28 *ter,* ainsi modifié, adopté (p. 2799).

APRES L'ART. 28 *ter : amendement n° 71* de la commission (règles relatives aux contrats de louage d'emplacements à des fins publicitaires) ; *sous-amendement n° 145* de M. Robert-André Vivien (possibilité de renouvellement par tacite reconduction des contrats

de louage d'emplacements à des fins publicitaires) : rejeté (p. 2800) ; *amendement n° 71* : adopté (p. 2800) ; *amendement n° 70* de la commission (insérant un nouvel intitulé : « chapitre IV *bis*, des contrats » après l'article 28 *ter*) : adopté (p. 2800).

MM. Foyer (Jean), Malaud (Philippe), d'Ornano (Michel).

ART. 17 précédemment réservé (protection des propriétés privées) : *amendement n° 14* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2800) ; *amendement n° 45* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2800).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 2800).

ART. 29 (délais de mise en conformité aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires) : *amendement n° 72* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2801).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 29, ainsi modifié, adopté (p. 2801).

ART. 30 (résiliation des contrats et conventions de concession en cours et conclus pour des durées supérieures à celles autorisées par la nouvelle loi) : *amendement n° 73* de la commission (résiliation de plein droit à l'échéance de la sixième année suivant leur signature des contrats de louage d'emplacements conclus entre le 1er janvier 1977 et la promulgation de la présente loi) : adopté (p. 2801) ; *amendement n° 74* de la commission (résiliation à la demande de l'une des parties à l'échéance de la sixième année suivant leur signature des contrats de louage d'emplacements conclus avant le 1er janvier 1977) ; *sous-amendement n° 146* de M. Robert-André Vivien (possibilité de résiliation à la demande de l'une des parties à la première échéance survenant après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la promulgation de la loi pour les contrats de louage d'emplacements conclus avant le 1er janvier 1977) : rejeté (p. 2802) ; *amendement n° 74* : adopté (p. 2802).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Valleix (Jean).

– article 30, ainsi modifié, adopté (p. 2802).

APRES L'ART. 30 : *amendement n° 75* de la commission (coordination des nouvelles dispositions applicables à la publicité avec la législation relative à l'urbanisme) ; *sous-amendement n° 130* du Gouvernement (détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application des dispositions relatives à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes figurant dans le règlement annexé à un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé) : adopté (p. 2803) ; *amendement n° 75*, ainsi modifié, adopté (p. 2803).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Petit (André).

ART. 31 : décret d'application, adopté (p. 2803).

ART. 32 (abrogation de la loi du 12 avril 1943 et entrée en vigueur de la nouvelle loi) : *amendement n° 76* de la commission (maintenant en vigueur certains règlements d'application pris en exécution de la loi de 1943) : adopté (p. 2804) ; *amendement n° 77* de la commission (maintien en vigueur du dispositif répressif prévu par la loi de 1943 pendant une période transitoire) : adopté (p. 2804) ; *amendement n° 78* de la commission (rendant immédiatement applicables les règles nouvelles concernant les conventions de location d'emplacements) ; *sous-amendement n° 147* de M. Robert-André Vivien (rendant applicables trois mois après leur publication les règles nouvelles concernant les conventions de location d'emplacements) : adopté (p. 2808) ; *amendement n° 78*, ainsi modifié, adopté (p. 2804).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Malaud (Philippe).

– article 32, ainsi modifié, adopté (p. 2804).

APRES L'ART. 32 : *amendement n° 1* de M. Jean-Louis Masson (inapplication des dispositions de la présente loi à l'affichage politique pendant la durée des campagnes électorales) : non soutenu (p. 2804) ; *amendement n° 2* de M. Jean-Louis Masson (interdiction de l'affichage publicitaire payant à caractère politique pendant les campagnes électorales) : non soutenu (p. 2804.

TITRE (projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes) : *amendement n° 79* de la commission (de coordination) : adopté (p. 2804).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– titre, ainsi modifié, adopté (p. 2804).

EXPLICATIONS DE VOTE

– *Colombier (Henri)* : vote favorable du groupe U.D.F. sur un texte libéral et décentralisateur ; préambule traduisant l'attachement

de l'Assemblée à la liberté d'expression (p. 2804).

– *Richard (Alain)* : vote hostile du groupe socialiste ; texte incompatible avec la préservation de la liberté d'expression par voie d'affiche ; complication des procédures administratives instituées ; maintien d'un climat de méfiance à l'égard des collectivités locales et des associations (p. 2805).

– *Canacos (Henry)* : amalgame entre l'affichage commercial et l'affichage d'opinion permettant de porter atteinte à la liberté d'expression ; vote hostile du groupe communiste (p. 2805).

– *Valleix (Jean)* : texte permettant de trouver un équilibre entre la protection nécessaire du cadre de vie et la préservation de l'économie ; vote favorable du groupe R.P.R. (p. 2805).

– *d'Ornano (Michel)* : texte ne portant en rien atteinte à la liberté d'expression (p. 2805) ; projet destiné à protéger l'environnement et préservant les activités commerciales et artisanales ; son caractère décentralisateur ; vote contradictoire des groupes socialistes du Sénat et de l'Assemblée nationale (p. 2806).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2805).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION DES ARTICLES [10 octobre 1979] (p. 8035)

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (référence à la notion de circulation publique) : adopté (p. 8035) ; *amendement n° 38* de M. Lucien Villa (inapplication de la loi aux publicités situées à l'intérieur d'un local) : retiré (p. 8036) ; *amendement n° 2* de la commission (inapplication de la loi aux piblicités, aux enseignes et aux préenseignes situées à l'intérieur d'un local sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité) : adopté (p. 8036).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Gouhier (Roger), Richard (Alain).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8036).

ART. 1er *bis* : définition de la publicité, des enseignes et des préenseignes : adopté (p. 8036).

ART. 1er *ter* : supprimé par le Sénat (p. 8036).

ART. 4 : *amendement n° 3* de la commission (suppression de la disposition qui excepte des obligations prévues par l'article 4 les publicités faites sur du mobilier urbain ou sur des véhicules de transport en commun, dès qu'elles font l'objet d'une convention de concession de publicité signée par une collectivité publique) : adopté (p. 8036).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 8036).

ART. 5 : adopté (p. 8036).

ART. 5 *bis* : supprimé par le Sénat (p. 8037).

ART. 7 A (lieux où la publicité est interdite ; possibilité de lever cette interdiction) : *amendement n° 4* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8037) ; *amendement n° 5* de la commission (suppression de la possibilité de déroger à l'interdiction de la publicité lorsqu'elle signale la proximité des monuments historiques ou l'annonce des manifestations culturelles) : adopté (p. 8037) ; *amendement n° 6* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 8037).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 7 A, ainsi modifié, adopté (p. 8037).

ART. 7 : *amendement n° 39* de M. Roger Gouhier (supprimant la possibilité de fixer par décret les conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire) : rejeté (p. 8038) ; *amendement n° 7* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8038).

MM. Canacos (Henry), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 8038).

ART. 8 *ter* : *amendement n° 8* de la commission (supprimant la possibilité donnée aux maires d'autoriser exceptionnellement l'installation de dispositifs non conformes aux normes édictées par l'arrêté) : adopté (p. 8040).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Malaud (Philippe), Krieg (Pierre-Charles), Santrot (Jacques), Léotard (François).

– article 8 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 8040).

ART. 11 : *amendement n° 54* de M. Jacques Santrot (réaffirmant la liberté du contenu du message de l'affichage d'opinion) : rejeté (p. 8040) ; *amendement n° 9* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8040) ; *amendement n° 10* de la commission (fixation par le décret prévu par l'article 11 d'une surface minimale que chaque catégorie de communes doit

réserver à l'affichage d'opinion) : adopté (p. 8042) ; *amendement n° 40* de M. Lucien Villa (fixation par le décret prévu à l'article 11 d'une surface minimale que chaque commune doit réserver à l'affichage d'opinion) : retiré (p. 8042).

MM. Santrot (Jacques), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Kalinsky (Maxime), Richard (Alain).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 8042).

ART. 11 *bis* (procédure d'institution des zones à réglementation spéciale) : *amendement n° 41* de M. Roger Gouhier (maîtrise du conseil municipal sur la délimitation des zones de publicité autorisées et des zones de publicité élargie) : retiré (p. 8043) ; *amendement n° 11* de la commission (représentation des organisations syndicales représentatives des salariés des professions de la publicité au sein du groupe de travail participant à la délimitation des zones à réglementation spéciale) : rejeté (p. 8044) ; *amendement n° 56* de M. Alain Madelin (consultation des profesiionnels sur les travaux du groupe de travail participant à la délimitation des zones à réglementation spéciale) : retiré (p. 8044) ; *amendement n° 12* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8044) ; *amendement n° 51 rectifié* de M. Jean Foyer (possibilité de créer des groupes de travail multicommunaux) : adopté (p. 8046).

MM. Gouhier (Roger), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Santrot (Jacques), Richard (Alain), Léotard (François), Madelin (Alain), Krieg (Pierre-Charles), Guermeur (Guy).

– article 11 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 8046).

ART. 12 : adopté (p. 8046).

ART. 12 *bis* : adopté (p. 8046).

ART. 14 : *amendement n° 14* de la commission (prise en compte par la réglementation non seulement du caractère des lieux, des dimensions des immeubles, mais aussi de leurs caractéristiques) : adopté (p. 8046) ; *amendement n° 57* de M. Alain Madelin (suppression de la disposition selon laquelle les actes instituant des zones de publicité autoriées restreinte ou élargie, peuvent prévoir des prescriptions relatives aux enseignes) : retiré (p. 8046).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Madelin (Alain).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 8046).

ART. 14 *bis* : supprimé par le Sénat (p. 8047).

ART. 15 *bis* (régime des enseignes et préenseignes provisoires) : *amendement n° 15* de la commission (rédactionnel) ; *sous-amendement n° 45* du Gouvernement (signalisation des monuments historiques ouverts au public) : adopté (p. 8047) ; *amendement n° 15*, ainsi modifié, adopté, devient l'article 15 *bis* (p. 8047).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– amendement n° 15 de la commission devient l'article 15 *bis*.

ART. 16 : *amendement n° 16* de la commission (fixation par décret de la durée du délai à l'expiration duquel le silence de l'administration vaudrait décision implicite d'autorisation) ; *sous-amendement n° 46* du Gouvernement (possibilité de porter à quatre mois le délai prévu par l'article 16 pour les autorisations relatives aux installations d'enseignes sur un immeuble classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire, ou bien dans un site classé) : adopté (p. 8048) ; *amendement n° 16*, ainsi modifié, adopté (p. 8048).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel) Richard (Alain).

– article 16, ainsi modifié, adopté (p. 8048).

ART. 19 A (procédure d'injonction administrative et modalités de notification de l'injonction) : *amendement n° 42* de M. Henry Canacos (suppression de l'article 19 A) : rejeté (p. 8048).

MM. Kalinsky (Maxime), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 19 A adopté (p. 8048).

ART. 19 B (délai d'exécution et institution d'une astreinte administrative) : *amendement n° 43* de M. Henry Canacos (suppression de l'article 19 B) : devient sans objet (p. 8049) ; *amendement n° 58* de M. Alain Madelin (laissant à l'annonceur le pouvoir de reporter l'astreinte sur le responsable de l'infraction et diminuant le montant de l'astreinte) : retiré (p. 8049) ; *amendement n° 52 rectifié* de M. Jean Foyer (procédure de référé devant le tribunal administratif pour obtenir la subvention de l'astreinte) : adopté avec modification (p. 8051) ; *amendement n° 60* de M. Philippe Malaud (possibilité pour le président du tribunal administratif à la demande de la personne à qui a été notifié l'arrêté prévu par l'article 19 A, de se prononcer sur la mainle-

vée de la mise en demeure) : devient sans objet (p. 8051).

MM. Madelin (Alain), Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain), Malaud (Philippe), Krieg (Pierre-Charles).

– article 19 B, ainsi modifié, adopté (p. 8051).

ART. 19 C (exécution d'office des travaux prescrits ; information du propriétaire ou de l'occupant des lieux) : *amendement n° 17* de la commission (obligation d'une notification au propriétaire ou aux occupants des lieux avant la date de commencement des travaux) : adopté (p. 8051) ; *amendement n° 18* de la commission (supprimant les alinéas relatifs à la prise en charge par la commune des frais de remise en état) : adopté (p. 8052).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Gantier (Gilbert).

– article 19 C, ainsi modifié, adopté (p. 8052).

ART. 19 D (intervention des associations ou des propriétaires privés dans la procédure administrative) : *amendements n°s 19* et *20* de la commission (inapplication de l'article 19 D aux enseignes) : adopté (p. 8052).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 19 D, ainsi modifié, adopté (p. 8052).

ART. 19 E (information du parquet et mainlevée judiciaire de la mise en demeure) : *amendement n° 21* de la commission (suppression de la possibilité d'une mainlevée judiciaire de la mise en demeure) : adopté (p. 8052).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– amendement n° 21 de la commission devient l'article 19 E.

ART. 19 : *amendement n° 53* de M. Jean Foyer (amendement de coordination) : adopté (p. 8053) ; *amendement n° 44* de M. Maxime Kalinsky (inapplication des dispositions de l'article 19 à l'affichage d'opinion et à l'annonce des manifestations définies à l'article 11) : rejeté (p. 8053).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Kalinsky (Maxime).

– article 19, ainsi modifié, adopté (p. 8053).

ART. 20 : *amendement n° 22* de la commission (rétablissement d'une présomption de complicité) : adopté (p. 8054) ; *amendement n° 23* de la commission (obligation de remise en état du support d'une publicité électorale irrégulière) : adopté (p. 8054).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Richard (Alain), Faure (Edgar).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 8054).

ART. 20 *bis* (inapplicabilité du cumul des peines par infraction constatée aux affichages visés à l'article 11) : *amendement n° 24* de la commission (suppression de l'article 20 *bis*) : adopté (p. 8054).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 20 *bis* supprimé (p. 8054).

ART. 21 : supprimé par le Sénat (p. 8054).

ART. 24 : *amendement n° 25* de la commission (suppression de l'article 24) : rejeté (p. 8056).

MM. Foyer (Jean), Malaud (Philippe), d'Ornano (Michel), Faure (Edgar), Guermeur (Guy).

– article 24 adopté (p. 8056).

ART. 25 : *amendement n° 26* de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture pour l'article 25) : adopté avec une modification formelle (p. 8056).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 25, ainsi modifié, adopté (p. 8056).

ART. 28 *ter* 1 (conditions d'application des sanctions à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations) : *amendement n° 27* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 8056) ; *amendement n° 55* de M. Jacques Santrot (garanties supplémentaires accordées à l'affichage d'opinion) : adopté (p. 8056).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Santrot (Jacques).

– article 28 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 8056).

ART. 28 *quater* (règles relatives aux contrats de louage d'emplacements privés à des fins publicitaires) : *amendement n° 28* de la commission (tacite reconduction des contrats de louage d'emplacements par période d'une durée maximale d'un an) : adopté (p. 8057) ; *amendement n° 61* de M. Philippe Malaud (supprimant le pouvoir pour le juge de prononcer la résolution du contrat de location) : retiré (p. 8057) ; *amendement n° 29* de

la commission (subordonnant à une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'un mois, la possibilité pour le bailleur d'obtenir à son choix du juge des référés, soit l'exécution des travaux nécessaires au bon entretien de l'emplacement, soit la résolution judiciaire du contrat) : adopté (p. 8057).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Malaud (Philippe).

– article 28 *quater*, ainsi modifié, adopté (p. 8057).

ART. 29 : *amendement n° 30* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 8057) ; *amendement n° 47* du Gouvernement (formel) : adopté (p. 8058).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 29, ainsi modifié, adopté (p. 8058).

ART. 30 : *amendement n° 59* de M. Jean Foyer (résiliation des contrats de louage d'emplacements conclus avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la demande de l'une des parties, à l'échéance de la sixième année suivant leur signature ou à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 8058) ; *amendements n^os 31* et *32* de la commission : deviennent sans objet (p. 8058).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– amendement n° 59 devient l'article 30 (p. 8058).

ART. 30 *bis* (coordination des dispositions applicables à la publicité avec la législation relative à l'urbanisme) : *amendement n° 33* de la commission (supprimant la possibilité de prévoir une autorisation qui se substituerait à la procédure du permis de construire) : adopté (p. 8058).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 30 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 8058).

ART. 32 : *amendement n° 34* de la commission (permettant de sanctionner les dispositigs publicitaires installés en infraction à la loi de 1943) : adopté (p. 8058) ; *amendement n° 35* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 8059) ; *amendement n° 36* de la commission (entrée en vigueur de la loi à une date fixée par décret et au plus tard six mois après sa promulgation) : adopté (p. 8059).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– article 32, ainsi modifié, adopté (p. 8059).

TITRE : *amendement n° 37* de la commission (nouveau titre du projet de loi : projet de loi relatif à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes) : adopté.

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel).

– amendement n° 37 de la commission devient l'intitulé du titre (p. 8059).

EXPLICATIONS DE VOTE

– *Santrot (Jacques)* : nécessité de lutte contre la prolifération de certaines publicités anarchiques ; inquiétude du groupe socialiste devant l'article 19 A et devant la suppression de l'article 20 *bis* ; vote hostile du groupe socialiste (p. 8059).

– *Gouhier (Roger)* : projet constituant une arme dangereuse contre la liberté d'expression au nom de la défense de l'environnement ; loi dangereuse pour la vie associative et les professions ayant un rapport avec l'affichage (p. 8059) ; vote hostile du groupe communiste (p. 8060).

– *Krieg (Pierre-Charles)* : approuve un texte qui améliore le cadre de vie tout en laissant la liberté de s'exprimer (p. 8060).

– *Foyer (Jean)* : approuve un projet qui ne réduit pas les compétences des autorités locales (p. 8060).

– *d'Ornano (Michel)* : estime que le projet favorise la liberté d'opinion, décentralise et protège le cadre de vie (p. 8060).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8060).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [12 décembre 1979] (p. 11665) :

Affichage d'opinion : *Foyer (Jean)*, (p. 11665).

Résiliation des contrats : *d'Ornano (Michel)*, (p. 11666).

DISCUSSION DES ARTICLES [12 décembre Q1979] (p. 11668) :

Art. 1^er ; art. 4 ; art. 7 A ; art. 7 ; art. 8 *ter* ; art. 11 ; art. 11 *bis* ; art. 14 ; art. 15 *bis* ; art. 16 ; art. 19 B ; art. 19 C ; art. 19 D ; art. 19 E ; art. 19 ; art. 20 ; art. 20 *bis* ; art. 23.

ART. 25 : *amendement n° 1* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté avec une rectification formelle (p. 11669).

MM. Foyer (Jean), d'Ornano (Michel), Krieg (Pierre-Charles), Hamel (Emmanuel).

Art. 28 *ter* ; art. 28 *ter*-1 ; art. 28 *quater* ; *art. 29* ; *art. 30* ; *art. 30 bis* ; art. 32.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Santrot (Jacques)* : vote hostile du groupe socialiste (p. 11669).

– *Rigout (Marcel)* : vote hostile du groupe communiste (p. 11669).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire ainsi modifié (p. 11669).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 598** TENDANT A CREER UN OFFICE POUR L'EVALUATION DES OPTIONS TECHNOLOGIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Didier Julia. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Xavier Hamelin [26 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1102** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA SITUATION DES RIVERAINS DES GRANDS AEROPORTS ET LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE AFIN D'AMELIORER LEURS CONDITIONS DE VIE DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AERONAUTIQUE ET DE L'ACCROISSEMENT DU TRANSPORT AERIEN, Assemblée nationale. Dépôt le 29 mai 1979 par M. Maxime Kalinsky et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [28 juin 1979]. – Rapport **n° 1346** [18 octobre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1156** TENDANT A LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES URGENTES POUR REDUIRE LES NUISANCES CAUSEES PAR LES AVIONS A REACTION AUX RIVERAINS DE L'AEROPORT D'ORLY, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Maxime Kalinsky et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Henri Canacos [28 juin 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1351** TENDANT A SUPPRIMER LES INSCRIPTIONS SAUVAGES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Colombier [29 novembre 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1585** TENDANT A MODIDIER LA SIGNALISATION URBAINE DANS LE BUT D'AMELIORER LE CADRE DE VIE DE NOS CITES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 février 1980 par M. Jacques Médecin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Colombier [10 avril 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1954** TENDANT A MODIEIR L'ARTICLE L. 251-3 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE RELATIF A L'EXTENSION DE LA COMPETENCE DE L'AEROPORT DE PARIS DE 50 A 100 KILOMETRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Nicolas About. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Petit [23 octobre 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2216** TENDANT A LA MISE EN VALEUR DES FRICHES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Pierre Mauroy et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir ARCHITECTURE, 3 ; COMMUNAUTES EUROPEENNES, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1 ; EAU, 1 ; LOIS DE FINANCES, 6, 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; MARCHES, 1 ; MINES ET CARRIERES, 1 ; NAVIGATION MARITIME, 4 ; PETROLE, 1 ; PLAN, 2, 3 ; POLLUTION, 4, 5 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 116, 189 ; VOIES NAVIGABLES, 2.

EPARGNE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 96** TENDANT A CREER UN LIVRET DE CAISSE D'EPARGNE D'UN MONTANT PLAFONNE REVALORISE EN FONCTION DE LA VARIATION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Bernard Pons. – Renvoi à la commis-

sion des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 265** TENDANT A INSTITUER UN COMPTE DE PATRIMOINE FAMILIAL INDEXE ET A INTERESSER LE TITULAIRE DE CE COMPTE AUX PROGRES DU FRANC SUR LE MARCHE DES CHANGES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. – PROJET DE LOI **n° 320** RECTIFIE RELATIF A L'ORIENTATION DE L'EPARGNE VERS LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juin 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et René Monory, ministre de l'Economie. – Urgence déclarée le 1er juin 1978. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 390** [15 juin 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 juin 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Marc Lauriol. – Discussion le 22 juin 1978. – Adoption le 22 juin 1978. – Projet de loi **n° 39.**

SENAT (première lecture), n° 469 (1977-1978). Dépôt le 23 juin 1978. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 476 (année 1977-1978) [27 juin 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. – Avis n° 484 (année 1977-1978) [28 juin 1978]. – Adoption avec modifications le 29 juin 1978. – Projet de loi n° 173 (année 1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 30 juin 1978, **n° 479**. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création de la commission [30 juin 1978] (p. 3728). – Nomination : 30 juin 1978.

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. d'Aubert, Chauvet, Lauriol, Hamel, Icart, Ribes, Vivien (R.-A.) ; membres suppléants : MM. Bisson, Ginoux, Marette, Le Tac, Tissandier, Ligot, Mayoud.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Bonnefous, Blin (Maurice), de Montalembert, Descours-Desacres, Debarge, Posset, Dailly ; membres suppléants : MM. Raybaud, Fourcade, Jacquet, Schmitt (Robert), Moinet, Durand (Yves), de Tinguy.

Bureau : président : M. Edouard Bonnefous ; vice-président : M. Henri Ginoux.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 487**. – Discussion le 1er juillet 1978. – Adoption le 1er juillet 1978. – Projet de loi **n° 68.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 499 (année 1977-1978). – Discussion le 1er juillet 1978. – Adoption définitive le 1er juillet 1978. – Projet de loi n° 184 (année 1977-1978).

Loi n° 78-741 du 13 juillet 1978, publiée au *J.O.* du 14 juillet 1978 (p. 2799).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **16** : 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **17** : 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **18** (globalement) : 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.) :
– article 269-1 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N.

C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-2 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-2 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-3 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-3 (projet. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-4 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-3 (projet. - A.N. 1) ; article 269-4 (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-5 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-4 (projet. - A.N. 1) ; article 269-5 (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-6 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-5 (projet. - A.N. 1) ; article 269-6 (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-7 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-6 (projet. - A.N. 1) ; article 269-7 (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-8 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-7 (projet. - A.N. 1) ; article 269-8 (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 269-9 de la loi du 24 juillet 1966 : 269-8 (projet. - A.N. 1) ; article 269-9 (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **19** : 19 *bis* (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **20** : 19 *ter* (projet. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **22** (globalement) : 20 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) :
- article 467-1 de la loi du 24 juillet 1966 : 467-1 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 467-2 de la loi du 24 juillet 1966 : 467-2 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.) ;
- article 467-3 de la loi du 24 juillet 1966 : 467-3 (projet. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **23** : 21 (projet. - A.N. 1. - S. 1).

Loi, article **24** : 22 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **25** : 23 (projet. - A.N. 1. - S. 1).

Loi, article **26** : 24 (projet. - A.N. 1. - S. 1).

Loi, article **27** : 25 (projet. - A.N. 1. - S. 1).

Loi, article **28** : 26 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **29** : 27 (projet. - A.N. 1. - S. 1).

Loi, article **30** : 27 *ter* (A.N. 1. - S. 1).

Loi, article **31** : 27 *quater* (A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **32** : 27 *quinquies* (A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **33** : 28 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **35** : 29 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [21 juin 1978] (p. 3221).

Question préalable de M. Taddei (Dominique) : *MM. Taddei (Dominique)*, (p. 3230) ; *Monory (René)*, 3230 ; *d'Aubert (François)*, (p. 3230). Rejet par scrutin public n° 56 (p. 3230) ; liste des votants (p. 3231, 3232).

Actionnariat ouvrier : *Auroux (Jean)*, (p. 3249) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3254).

Actions à dividendes prioritaires : *Icart (Fernand)*, (p. 3222) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 3233, 3234, 3235) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3237, 3238) ; *Millon (Charles)*, (p. 3241).

Banques (concurrence entre les) : *Monory (René)*, (p. 3288).

Bourse (situation de la) : *Taddei (Dominique)*, (p. 3227) ; *d'Aubert (François)*, (p. 3228) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3237).

Charges sociales (accroissement des) : *Icart (Fernand)*, (p. 3221).

Collectivités locales (situation financière des) : *Auroux (Jean)*, (p. 3250) ; *Monory (René)*, (p. 3286).

Déductions fiscales en faveur de l'investissement : Icart (Fernand), (p. 3221, 3222) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 3227) ; *d'Aubert (Emmanuel)*, (p. 3228) ; *Millon (Charles)*, (p. 3240) ; *Monory (René)*, (p. 3225, 3289).

Demande (relance de la) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3243).

Dépendance économique de la France : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3242, 3243).

Endettement des entreprises : *Icart (Fernand)*, (p. 3221) ; *Aubert (Emmanuel d')*, (p. 3228) ; *Millon (Charles)*, (p. 3229) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3247) ; *Monory (René)*, (p. 3223).

Epargne anonyme : *Emmnauelli (Henri)*, 3246).

Epargne (circuits de l') : *Mesmin (Georges)*, (p. 3247) ; *Branche (René de)*, (p. 3251) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3253) ; *Berest (Eugène)*, (p. 3255) ; *Monory (René)*, (p. 3225, 3226).

Epargne populaire (protection et indexation de l') : *Taddei (Dominique)*, (p. 3228) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3236) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 3243) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3248) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 3249) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3255) ; *Monory (René)*, (p. 3287).

Famille (avantages accordés à la) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3244) ; *Monory (René)*, (p. 3288).

Fiscalité (inégalités devant la) : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3246) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3246).

Inflation : *Monory (René)*, (p. 3223, 3224).

Investissement (baisse de l') : *Icart (Fernand)*, (p. 3221) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 3227) ; *Millon (Charles)*, (p. 3239).

Investissements français à l'étranger : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3243) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3247).

Investissements publics : *Taddei (Dominique)*, (p. 3227) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3227) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 3289) ; *Monory (René)*, (p. 3223, 3288, 3289).

Logement (orientation de l'épargne vers le) : *Hage (Georges)*, (p. 3252) ; *Monory (René)*, (p. 3289).

Multinationales (politique du Gouvernement à l'égard des) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3241, 3242, 3289) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3245) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3247) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 3256).

Plus-values (taxation des) : *Aubert (François d')*, (p. 3228).

P.M.E. (difficultés des) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3244, 3245) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3247) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 3249) ; *Vizet (Robert)*, (p. 3254, 3255) ; *Monory (René)*, (p. 3288).

Prélèvement forfaitaire sur le produit des obligations (relèvement du) : *Icart (Fernand)*, (p. 3222) ; *Aubert (François d')*, (p. 3230) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3239) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 3244) ; *Monory (René)*, (p. 3225, 3286, 3288).

Prêts participatifs : *Icart (Fernand)*, (p. 3222) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 3235) ; *Millon (Charles)*, (p. 3241) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3246) ; *Branche (René de)*, (p. 3251).

Prix (liberté des) : *Monory (René)*, (p. 3224).

Profit : *Monory (René)*, (p. 3224).

Salaires (police des) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3242) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3247) ; *Monory (René)*, (p. 3223, 3224).

Sidérurgie : *Porcu (Antoine)*, (p. 3256, 3257).

Sociétés à responsabilité limitée : *Monory (René)*, (p. 3225, 3285).

Valeur ajoutée des entreprises (composition de la) : *Icart (Fernand)*, (p. 3220) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3238).

DISCUSSION DES ARTICLES [22 juin 1978] (p. 3290).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 8* de M. Jacques Jouve (institution d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées) : rejeté (p. 3292) ; *amendement n° 64* de M. Christian Pierret (institution et modalités d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés) : rejeté au scrutin public **n° 57** (p. 3292) ; liste des votants (p. 3313, 3314).

MM. Combrisson (Roger), Pierret (Christian), Icart (Fernand), Monory (René), Marette (Jacques).

ART. 1er (déduction des achats d'actions du revenu imposable) : *amendement n° 65* de M. Christian Pierret (limitation de la déduction prévue à l'article 1 à 30 p. 100 des achats de valeurs françaises) : rejeté (p. 3293) ; article 1er : adopté (p. 3293).

MM. Combrisson (Roger), Pierret (Christian), Icart (Fernand), Monory (René).

ART. 2 (limite de la déductibilité prévue à l'article 1, dispositions applicables aux contribuables qui désinvestissent) : *amendement n° 25* de la commission (suppression de certaines sanctions prévues à l'article 2 et diminution compensatoire de la déduction autorisée) : sans objet (p. 3294) ; *amendement n° 26* de la commission (énumération des circonstances exceptionnelles dans lesquelles un contribuable peut être admis même en cas de désinvestissement à continuer à bénéficier de la loi) : devient sans objet (p. 3294) ; *amendement n° 76* du Gouvernement (exceptions à l'application des sanctions prévues à l'article 2) : adopté (p. 3294).

MM. Icart (Fernand), Ribes (Pierre), Monory (René), Vivien (Robert-André).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 3294).

ART. 3 (valeurs dont l'achat ouvre droit au bénéfice de la loi) : *amendement n° 27* formel de la commission : adopté (p. 3294) ; *amendement n° 28* formel de la commission : adopté (p. 3294).

MM Icart (Fernand), Monory (René), Marette (Jacques).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 3294).

ART. 4 (possibilité de déduction attachée aux actions non cotées) : *amendement n° 77* du Gouvernement (extension de l'article 4 aux S.A.R.L.) : adopté (p. 3295).

MM. Chauvet (Augustin), Monory (René), Icart (Fernand), Delprat (Michel), Chaminade (Jacques).

– ce texte devient l'article 4 (p. 3295).

ART. 5 (procédure ouvrant droit à déduction) : *amendement n° 29* de suppression de la commission : retiré (p. 3296) ; *amendement n° 78* du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 5) : adopté (p. 3296).

MM. Icart (Fernand), Monory (René), De Branche (René), Vivien (Robert-André).

ART. 6 (nécessité d'un excédent net des achats sur les cessions au cours d'une même année pour ouvrir droit à déduction) : *amendement n° 91* du Gouvernement (modification de la date mentionnée à l'article 6) : adopté (p. 3296) ; *amendement n° 30* de la commission (modification de la date mentionnée à l'article 6) : devient sans objet (p. 3296) ; *amendement n° 79* (de coordination) du Gouvernement : adopté (p. 3297).

MM. Monory (René), Icart (Fernand), Voisin (André-Georges).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 3297).

ART. 7 (adaptation du dispositif institué par l'article 2 à la situation des retraités : prolongation des possibilités de déduction, augmentation de la faculté de déduction, extension de la période de réintégration dans les revenus imposables en cas de désintéressement) : *amendement n° 31* (de coordination) de la commission : retiré (p. 3297) ; *amendement n° 80* du Gouvernement (amendement de coordination) : adopté (p. 3297) ; *amendement n° 32* de la commission (même objet que l'amendement n° 80) : devient sans objet (p. 3297).

MM. Icart (Fernand), Vivien (Robert-André), Ribes (Pierre).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 3297).

ART. 8 (interdiction du cumul du bénéfice de l'abattement de 3 000 francs et de la déduction prévue dans le projet) : *amendement n° 33* de la commission (possibilité du cumul relèvement de 25 p. 100 à 27 p. 100 du taux de prélèvement forfaitaire sur les produits d'obligations) : rejeté (p. 3298) ; *amendement n° 34* de la commission (suppression de certaines dispositions de l'article 8 due à l'adoption d'un amendement du Gouvernement) : adopté (p. 3298) ; *amendement n° 35* de la commission (réparation d'une erreur matérielle) : adopté (p. 3298).

MM. Icart (Fernand), Monory (René), Vivien (Robert-André), Voisin (André-Georges).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 3298).

ART. 9 (modalités d'application du titre I fixées par décret) : *amendement n° 36* de la commission (conséquence d'un amendement précédent précédent) : adopté (p. 3298).

MM. Icart (Fernand), Monory (René).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 3298).

ART. 10 (prolongation d'un an du délai dans lequel doivent avoir lieu les augmentations de capital ouvrant droit à déduction).

M. Rieubon (René).

– article 10, adopté (p. 3299).

ART. 11 (prolongation du délai d'exercice d'exercice de la faculté de déduire les dividendes) : *amendement n° 57* de M. Fernand Icart (modification rédactionnelle) : adopté (p. 3301).

MM. Chaminade (Jacques), Couillet (Michel), Jouve (Jacques).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 3301).

ART. 12 (extension du régime de déduction aux sociétés non cotées) : *amendement n° 37* de la commission (limitation de l'article 12 aux sociétés françaises) : adopté (p. 3302) ; *amendement n° 81* de coordination du Gouvernement : adopté (p. 3302).

MM. Icart (Fernand), Monory (René), Voisin (André-Georges).

– article 12, ainsi modifié, adopté (p. 3302).

ART. 13 (réduction du taux des droits d'enregistrement à 6 p. 100 pour les augementations de capital dont le montant annuel n'excède pas un million de francs).

MM. Marette (Jacques), Monory (René).

– article 13, adopté (p. 3302).

ART. 14 (réduction du taux du droit d'enregistrement sur les apports mobiliers pour les augmentations de capital).

– article 14, adopté (p. 3302).

AVANT L'ART. 15 (titre III : création d'actions à dividende prioritaire) : *amendement n° 10* de la commission des lois (modification de la dénomination d'actions à dividende prioritaire) : adopté (p. 3303).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René), de Branche (René).

– adoption de l'intitulé du titre III modifié par l'amendement n° 10 (p. 3303).

ART. 15, 16, 17 et 18 réservés jusqu'après l'examen de l'article 19 (p. 3303).

ART. 19

Article 269-1 de la loi du 24 juillet 1966 (grandes lignes du régime juridique des actions à dividende prioritaire) : *amendement n° 12* de la commission des lois (nouvelle rédaction de l'article 19 ; référence à la limite du quart du capital social ; clarification du mécanisme d'acquisition éventuelle du droit de vote) : adopté (p. 3304).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (André).

– cet amendement devient le texte de l'article 269-1 (p. 3304).

Article 269-2 de la loi du 24 juillet 1966 (régime de rémunération de cette nouvelle catégorie d'actions) : *amendement n° 13* de lj commission des lois (nouvelle rédaction de l'article 269-2 ; prélèvement du dividende prioritaire sur le bénéfice net ; définition du dividende prioritaire cumulatif ; règle applicable en cas d'insuffisance du bénéfice ; incidence de la prime d'émission ; règle applicable lorsqu'il y a plusieurs catégories d'actions ordinaires) : adopté (p. 3305).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René).

– le texte de l'amendement n° 13 devient l'article 269-2 (p. 3305).

Article 269-3 de la loi du 24 juillet 1966 (participation des titulaires d'actions à dividende prioritaire à la vie de la société) : *amendement n° 14* de la commission des lois (nouvelle rédaction de l'article 269-3 ; droit des titulaires d'actions à dividende prioritaire d'assister aux assemblées générales ; possibilité de désigner des mandataires, d'émettre un avis sur toute décision de l'assemblée générale pouvant avoir un effet sur leurs droits ; accord nécessaire de l'assemblé spéciale pour toute décision de l'assemblée générale modifiant les droits des actionnaires prioritaires) : adopté (p. 3305).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René).

– le texte de l'amendement n° 14 devient l'article 269-3 de la loi du 24 juillet 1966 (p. 3305).

Article 269-4 de la loi du 24 juillet 1966 (droit des titulaires d'actions à dividende prioritaire en cas d'augmentation de capital) : adopté (p. 3306).

Article 269-5 de la loi du 24 juillet 1966 (interdiction pour les dirigeants de sociétés de détenir ces nouveaux titres) : *amendement n° 15* de la commission des lois (extension de l'article 269-5 au gérant d'une société en commandite par actions) : adopté (p. 3306) ; *amendement n° 51* de M. René de Branche (extension de l'interdiction prévue à l'article 269-5 aux personnes détenant 25 p. 100 ou plus des droits dans une société) : retiré (p. 3306).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René), de Branche (René).

– adoption de l'article 269-5 ainsi modifié (p. 3306).

Article 269-6 de la loi du 24 juillet 1966 (amortissement et réduction du capital des sociétés ayant émis des actions à dividende prioritaire, droit des titulaires de ces titres sur les réserves distribuées et le boni de liquidation) : *amendement n° 52* de M. René de Branche (limitation de l'interdiction d'amortir le capital faite aux sociétés ayant émis des actions à dividende prioritaire) : retiré (p. 3307).

MM. de Branche (René), Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 269-6 : adopté (p. 3307).

Article 269-7 de la loi du 24 juillet 1966 (possibilité de fixer dans les statuts les règles de rachat des actions à dividende prioritaire) : *amendement n° 16* de la commission des lois (subsitution de la notion de rachat à celle de remboursement, modalités du rachat) : adopté (p. 3307).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René).

– Le texte de l'amendement n° 16 devient l'article 269-7 (p. 3307).

Article 269-8 de la loi du 24 juillet 1966 (non prise en compte des actions à dividende prioritaire pour déterminer si une société est une filiale) : *amendement n° 17* formel de la commission des lois : adopté (p. 3308).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René).

– article 269-8, ainsi modifié, adopté (p. 3308).

– article 19, ainsi modifié, adopté (p. 3308).

ART. 15 (modification des règles relatives au droit de vote attaché aux actions de capital et de jouissance) : précédemment réservé.

– article 15, adopté (p. 3308).

ART. 16 (limitation du nombre de voix dont peut disposer un actionnaire) : précédemment réservé.

– article 16, adopté (p. 3308).

ART. 17 (possibilité de prévoir dans les statuts la création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote) : précédemment réservé : *amendement n° 11* de la commission des lois (amendement de coordination) : adopté (p. 3308).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 3308).

ART. 18 (possibilité de créer des actions à dividende prioritaire par décision de l'assemblée générale extraordinaire) : précédemment réservé.

– article 18, adopté (p. 3308).

ART. 20 (création de nouvelles incriminations pénales sanctionnant la violation des articles 269-1 à 269-8) :

Article 467-1 de la loi du 24 juillet 1966 : amendement n° 18 de la commission des lois (application de l'article 467-1 aux gérants d'une société en commandite par actions) : adopté (p. 3308) ; *amendement n° 19* de la commission des lois de coordination) : adopté (p. 3309).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René).

– adoption du texte de l'article 467-1 ainsi modifié (p. 3309).

Article 467-2 de la loi du 24 juillet 1966 : amendement n° 20 de la commission des lois (application de l'article 467-2 aux gérants de sociétés en commandite par actions) : adopté (p. 3309).

MM. Lauriol (Marc), Icart (Fernand), Monory (René).

– article 467-2, ainsi modifié, adopté (p. 3309).
– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 3309).

ART. 21 (exlcusion des actions à dividende prioritaire du calcul des pourcentages de participation d'une société dans une autre).

– article 21, adopté (p. 3309).

TITRE IV (des prêts praticipatifs) : intitulé du titre IV : adopté (p. 3309).

AVANT L'ART. 22 : *amendement n° 38* de la commission des finances : réservé jusqu'après l'examen des amendements après l'article 27 (p. 3309).

MM. Icart (Fernand), Voisin (André-Georges), Monory (René), Savary (Alain), Ginoux (Henri), Vivien (Robert-André), Lauriol (Marc), de Branche (René), Hamel (Emmanuel).

ART. 22 (régime des prêts participatifs) : *amendement n° 39* de la commission des finances (interdisant à l'Etat de consentir des prêts participatifs) : retiré (p. 3316) ; *amendement n° 66* de M. Christian Pierret (autorisant les sociétés et mutuelles d'assurances à consentir des prêts participatifs) : adopté (p. 3317) ; *amendement n° 67* rectifié de M. Christian Pierret (élargissant le champ d'application des prêts participatifs aux entreprises artisanales, agricoles et maritimes) : *sous-amendement n° 92* de M. François d'Aubert (exclusion des entreprises agricoles du champ d'application des prêts participatifs) : rejeté (p. 3317) ; *amendement n° 67* : rejeté (p. 3317).

MM. Vivien (Robert-André), Taddei (Dominique), Icart (Fernand), Monory (René), Hamel (Emmanuel), d'Aubert (François).

– article 22, adopté (p. 3317).

ART. 23 (assimilation à des fonds propres des prêts participatifs de l'Etat consentis au titre de compte de prêts du F.D.E.S.) : *amendement n° 21* de la commission des lois (suppression de l'assimilation des prêts participatifs à des fonds propres) : rejeté (p. 3318) ; *amendement n° 40* de la commission des finances (suppression de la référence au F.D.E.S.) : adopté (p. 3318).

MM. Foyer (Jean), Icart (Fernand), Monory (René), Vivien (Robert-André), Taddei (Dominique), de Branche (René).

– article 23, adopté (p. 3318).

APRES L'ART. 23 : *amendement n° 69* de M. Christian Pierret (subordination de l'octroi d'un prêt participatif à la présentation par l'entreprise d'un plan de maintien et de création d'emplois, disparition du caractère participatif du prêt pour les entreprises réduisant leurs effectifs) : rejeté (p. 3319).

MM. Taddei (Dominique), Icart (Fernand), Monory (René), Foyer (Jean).

ART. 24 (régime de remboursement des prêts participatifs en cas de liquidation des biens).

– article 24, adopté (p. 3319).

ART. 25 (régime de remboursement des prêts participatifs en cas de règlement judiciaire).

– article 25, adopté (p. 3319).

ART. 26 (conditions de remboursement et de rémunération des prêts participatifs) : *amendement n° 41* de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 3320) ; *amendement n° 22* de la commission des lois (rédactionnel) : retiré (p. 3320) ; *amendement n° 23* de la commission des lois (rédactionnel) ; *sous-amendements n°s 82* et *83* du Gouvernement (rédactionnels) : retirés (p. 3320) ; *amendement n° 23* : adopté (p. 3320).

MM. Icart (Fernand), Monory (René), Foyer (Jean).

– article 26, adopté (p. 3320).

ART. 27 (déduction des sommes versées en rémunération de prêts participatifs des bénéfices imposables à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés).

– article 27, adopté (p. 3320).

APRES L'ART. 27 : *amendement n° 42* de la commission des finances : réservé (p. 3320) ; *amendement n° 43* de la commission des finances (conditions d'octroi des prêts participatifs de l'Etat) ; adopté (p. 3321) ; *amendement n° 44* de la commission des finances (inscription en recettes et en dépenses au compte de prêts du F.D.E.S. des prêts participatifs de l'Etat) ; sous-amendement de M. Alain Savary à l'*amendement n° 44* de la commission (avis des établissements publics régionaux sur l'octroi des prêts participatifs de l'Etat) : rejeté (p. 3321) ; *amendement n° 44* de la commission : adopté (p. 3321) ; *amendement n° 85* du Gouvernement (identique à l'amendement n° 44 de la commission) : retiré (p. 3321) ; *amendement n° 45* de la commission des finances (subordination de l'octroi des prêts participatifs de l'Etat à des engagements précis de l'emprunteur, remboursement exigible du prêt en cas de non-respect de ces engagements) ; *sous-amendement n° 93* du Gouvernement (subordination de l'octroi des prêts participatifs de l'Etat à des engagements de l'emprunteur en matière industrielle, commerciale et financière) : adopté (p. 3322) ; *amendement n° 45* modifié : adopté (p. 3322) ; *amendement n° 84* du Gouvernement (identique à l'amendement n° 45 de la commission) : devient sans objet (p. 3322) ; *amendement n° 46* de la commission des finances (intérêt des prêts participatifs de l'Etat au moins égal aux deux tiers du taux d'intérêt des prêts du F.D.E.S., majoration de l'intérêt par une clause de participation au résultat de l'emprunteur) ; *sous-amendement n° 94* du Gouvernement (suppression de la référence au F.D.E.S. dans l'amendement n° 46) : adopté (p. 3323) ; *sous-amendement n° 54* de la commission des lois (rédactionnel) : adopté (p. 3323) ; *sous-amendement n° 95* du Gouvernement (suppression de la référence aux apports des dividendes versés au capital de l'entreprise) : adopté (p. 3323) : *amendement n° 46* modifié : adopté (p. 3324) ; *amendement n° 86* du Gouvernement (majoration de l'intérêt des prêts participatifs par une clause de participation au résultat de l'emprunteur) : retiré (p. 3324) ; *amendement n° 47* de la commission des finances (publicité du montant des prêts participatifs, du contenu des contrats et de leurs conditions d'exécution) ; *sous-amendement n° 96* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3324) ; *amendement n° 47* modifié : adopté (p. 3324).

MM. Icart (Fernand), Monory (René), Taddei (Dominique), Vivien (Robert-André), Foyer (Jean), Voisin (André-Georges).

AVANT L'ART. 22 *(suite)* : *amendement n° 38* rectifié de la commission des finances précédemment réservé (rédactionnel) : adopté (p. 3324).

MM. Icart (Fernand), Monory (René).

APRES L'ART. 27 *(suite)* : *amendement n° 42* de la commission des finances précédemment réservé (rédactionnel) : adopté (p. 3324).

MM. Icart (Fernand), Monory (René).

ART. 28 (suppression des engagements d'épargne à long terme) : *amendement n° 4* du Gouvernement (suppression des engagements d'épargne à long terme reportée au 31 décembre 1981) : adopté (p. 3326) : devient l'article 28 (p. 3326).

MM. Montagne (Rémy), Monory (René), Icart (Fernand), Combrisson (Roger), de Branche (René), Hamel (Emmanuel).

APRES L'ART. 28 : *amendement n° 6* de M. Roger Combrisson (institution d'un impôt sur l'actif net des banques et des établissements financiers) : rejeté (p. 3326).

Combrisson (Roger), Icart (Fernand), Monory (René).

ART. 29 (relèvement de 33 1/3 p. 100 à 40 p. 100 du taux du prélèvement libératoire sur les produits de certains placements) : *amendement n° 48* de la commission des finances (relèvement du taux du prélèvement libératoire remplacé par l'institution d'un prélèvement de 0,5 p. 100 sur les exigibilités des banques) : rejeté au scrutin public n° 58

(p. 3328) ; liste des votants (p. 3347, 3348) ; *amendement n° 53* de M. René de Branche (relèvement à 50 p. 100 du taux de prélèvement libératoire pour les placements anonymes) : retiré (p. 3330) ; *amendement n° 62* de M. Henri Ginoux (limitant au 31 décembre 1981 l'application du relèvement du taux du prélèvement libératoire) : retiré (p. 3330) ; *amendement n° 55* de M. Emmanuel Hamel (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les produits des créances nées avant le 1er juin 1978) : retiré (p. 3330) ; *amendement n° 1* de M. Alain Mayoud (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les intérêts des comptes sur livrets) : non soutenu (p. 3330) ; *amendement n° 74* de M. Charles Miossec (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les intérêts des comptes sur livrets des caisses de crédit mutuel) : retiré (p. 3331) ; *amendement n° 75* de M. Guy Guermeur (maintien du taux de prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les produits des bons des caisses de crédit mutuel) : adopté (p. 3331) ; *amendement n° 49* de la commission des finances (formel) ; adopté (p. 3331) ; *amendement n° 97* du Gouvernement (maintien du taux de prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les produits des créances nées avant le 30 juin 1978) : adopté (p. 3331) ; *amendement n° 2* de M. Alain Mayoud (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les intérêts à échoir sur les comptes à terme souscrits pour plus de cinq ans avant le 1er juin 1978) : non soutenu (p. 3331) ; *amendement n° 87* de M. André-Georges Voisin (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les intérêts des prêts aux entreprises non cotées en bourse) : retiré (p. 3331) ; *amendement n° 63* de M. Henri Ginoux et *n° 89* de M. Augustin Chauvet identiques (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les intérêts des comptes courants d'associés des sociétés en nom personnel et des S.A.R.L.) : retirés (p. 3332) ; *amendement n° 88* de M. André-Georges Voisin (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les intérêts des comptes courants d'associés visés à l'article 125 B du code général des impôts) : retiré (p. 3332) ; *amendement n° 90* de M. André-Georges Voisin (maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 p. 100 pour les intérêts du livret B des caisses d'épargne) : retiré (p. 3332).

MM. Icart (Fernand), Voisin (André-Georges), Monory (René), de Branche (René), Taddei (Dominique), d'Aubert (François), Hamel (Emmanuel), Guermeur (Guy), Vivien (Robert-André).

– article 29, modifié, adopté (p. 3332).

APRES L'ART. 29 : *amendement n° 70* de M. Christian Pierret (insertion d'un nouveau titre : indexation de l'épargne populaire) : devient sans objet (p. 3332).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Jouve (Jacques)* : réorientation de l'épargne vers les grandes entreprises aboutissant à des exportations de capitaux et à l'aggravation du gaspillage ; système des prêts participatifs consentis par l'Etat, nouvelle façon de faire des cadeaux aux grandes entreprises ; répercussion sur l'avoir fiscal des mesures proposées ; vote hostile du groupe communiste (p. 3334).

– *M. Ligot (Maurice)* : projet tendant à favoriser l'emploi en renforçant les fonds propres des entreprises ; mauvaise situation financière des entreprises ; diminution depuis 1973 des investissements en France ; épargne des ménages mal orientée ; nécessité d'une consolidation de l'épargne liquide en épargne à long et moyen terme (p. 3334) ; conséquences du projet : pas de bouleversement des circuits financiers, nouveaux avantages accordés aux P.M.E., réanimation de la bourse, naissance et développement d'un nouvel actionnariat ; vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3335).

– *M. Guermeur (Guy)* : début du redémarrage de l'économie française ; nécessité d'orienter vers les affaires le goût de l'épargne des Français ; vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3335).

– *M. Taddei (Dominique)* : rejet par le Gouvernement et la majorité des propositions socialistes au cours du débat ; vote hostile du groupe socialiste (p. 3336).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public n° 59 (p. 3336) ; liste des votants (p. 3348, 3349).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [1er juillet 1978] (p. 3783).

Actions à dividende prioritaire (conditions d'émission) : *Icart (Fernand)*, (p. 3784) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 3785).

Actionnaires prioritaires (droits des) : *Lauriol (Marc)*, (p. 3785).

Cumul de la déduction de 5 000 francs et de l'exonération de 3 000 francs : *Icart (Fernand)*, (p. 3783).

Droits d'enregistrement (réduction des) : *Monory (René)*, (p. 3785).

Fonds monétaire international (accord du) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3786).

Politique économique favorable au patronat : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3787).

Prêts participatifs : *Lauriol (Marc)*, (p. 3785) ; *Icart (Fernand)*, (p. 3784).

Taux du prélèvement libératoire : *Icart (Fernand)*, (p. 3784).

DISCUSSION DES ARTICLES [1er juillet 1978] (p. 3787).

Article 1er, article 2, article 3, article 4 (supprimé), article 5 (p. 3788) ; article 8, article 11, article 12, article 13, article 14, article 16, article 17, article 18, article 19 (p. 3789) ; article 19 *bis*, article 19 *ter*, article 19 *quater*, article 20 (p. 3790) ; article 22, article 26, article 27 *bis* (supprimé), article 27 *quater*, article 27 *quinquies*, article 29.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Joxe (Pierre)* : renforcement de la discrimination fiscale entre revenu du travail et revenu du capital ; aggravation de la fiscalité pesant sur les revenus des travailleurs ; refus du Gouvernement d'examiner les propositions de l'opposition tendant à démocratiser le système fiscal (p. 3790) ; vote hostile du groupe socialiste ;

– *M. Hamel (Emmanuel)* : le projet moyen de rétablir le plein emploi ; concurrence des pays étrangers vis-à-vis de l'économie française ; volonté d'attirer l'épargne vers les entreprises ; difficultés de l'économie française liées à la crise économique mondiale ; vote favorable sur le texte (p. 3791).

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3791).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 355** TENDANT A PROTEGER L'EPARGNE POPULAIRE EN INDEXANT LE MONTANT DU LIVRET A DE CAISSES D'EPARGNE SUR L'AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Roger Combrisson et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

5. – PROJET DE LOI **n° 379** RELATIF AUX FONDS COMMUNS DE PLACEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 juin 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. René Monory, ministre de l'Industrie. – Urgence déclarée le 17 novembre 1978. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [8 juin 1978]. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [27 juin 1978] à la suite d'un accord entre les deux commissions. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [3 novembre 1978]. – Rapport **n° 691** [16 novembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [27 juin 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Fernand Icart. – Discussion le 21 novembre 1978. – Adoption le 21 novembre 1978. – Projet de loi **n° 80.**

SENAT (première lecture) n° 84 (1978-1979). Dépôt le 22 novembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Etienne Dailly. – Rapport n° 280 (1978-1979) [12 avril 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle bidgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur pour avis : M. Yves Durand. – Avis n° 260 (1978-1979) [4 avril 1979]. – Discussion le 19 avril 1979. – Adoption avec modifications le 19 avril 1979. – Projet de loi n° 75 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 994.** Dépôt le 24 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [14 juin 1979]. – Rapport **n° 1175** [20 juin 1979]. – Discussion le 25 juin 1979. – Adoption avec modifications le 25 juin 1979. – Projet de loi **n° 200.**

SENAT (deuxième lecture) n° 439 (1978-1979). Dépôt le 26 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Lettre du Premier ministre décidant la création [25 juin 1979] (p. 5633). – Nomination (*J.O.* du 28 juin 1979) (p. 1547).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Foyer (Jean), Piot (Jacques), Krieg (Pierre-Charles), Richard (Alain), Richomme (Jacques), Millon (Charles), Longuet (Gérard) ; membres suppléants : MM. Raymal (Pierre), Lepeltier (Antoine), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Lagorce (Pierre), Villa (Lucien), Baudouin (Henri), Charretier (Maurice).

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Jozeau-Marigné (Léon), Dailly (Etienne), Durand (Yves), Thyraud (Jacques), Estève (Yves), Geoffroy (Jean), Pillet (Paul) ; membres suppléants : MM. Hauteclocque (Beaudouin de), Rudloff (Marcel), Tailhades (Edgar), Larché (Jacques), Lederman (Charles), Jourdan (Pierre), Marcilhacy (Pierre).

Bureau (*J.O.* du 28 juin 1979) (p. 1547). – Président : M. Jozeau-Marigné (Léon) ; vice-président : M. Lagorce (Pierre).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Foyer (*J.O.* du 28 juin 1979) (p. 1547). – Rapport **n° 1199** [27 juin 1979]. – Discussion le 27 juin 1979. – Adoption le 27 juin 1979. – Projet de loi **n° 204.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Etienne Dailly. – Rapport n° 445 (1978-1979) [27 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption définitive le 30 juin 1979. – Projet de loi n° 144 (1978-1979).

Loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1979 (p. 1831).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 1 (projet. – A.N. 1) 1 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **3** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **4** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 3 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **6** : 3 *ter* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **7** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : 4 *bis* (projet. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **9** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : 7 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **13** : 7 *ter* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **14** : 7 *quater* (S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **15** : 7 *quinquiès* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **16** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **17** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **18** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **19** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **20** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **21** : 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **22** : 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **23** : 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article 24 : 15 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **25** : 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **26** : 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **27** : 17 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **28** : 17 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **29** : 17 *quater* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **30** : 17 *quinquiès* (S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **31** : 17 *sexies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **32** : 17 *septies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **33** : 17 *octies* (S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **34** : 17 *nonies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **35** : 17 *décies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **36** : 17 *undecies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **37** : 17 *duodecies* (S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **38** : 17 *tredecies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **39** : 17 *quatuordecies* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **40** : 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **41** : 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **42** : 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [21 novembre 1978] (p. 8071).

Circuits publics de collecte de l'épargne : *Villa (Lucien),* (p. 8075) ; *Monory (René),* (p. 8078).

Commission des opérations de bourse : *Lauriol (Marc),* (p. 8071) ; *Monory (René),* (p. 8077).

Dépositaire (rôle du) : *Lauriol (Marc),* (p. 8071).

Evasion fiscale : *Taddei (Dominique)*, (p. 8074).

Fonds communs de placement (définition juridique) : *Lauriol (Marc)*, (p. 8071).

Fonds communs de placement (modalités de création) : *Lauriol (Marc)*, (p. 8072).

Fonds communs de placement, S.I.C.A.V. et clubs d'investissement : *Lauriol (Marc)*, (p. 8072) ; *Monory (René)*, (p. 8076).

Gérants des fonds communs de placement : *Lauriol (Marc)*, (p. 8071) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 8074) ; *Villa (Lucien)*, (p. 8075).

Investissement privé et situation financière des entreprises : *Taddei (Dominique)*, (p. 8073, 8077).

Orientation de l'épargne (loi du 31 juillet 1978) : *Monory (René)*, (p. 8076, 8077).

Partage des produits nets : *Lauriol (Marc)*, (p. 8071).

Places financières de province : *Taddei (Dominique)*, (p. 8074).

Rachat des parts de fonds communs de placement : *Lauriol (Marc)*, (p. 8071) ; *Villa (Lucien)*, (p. 8076).

DISCUSSION DES ARTICLES [21 novembre 1978] (p. 8079).

ART. 1er (définition juridique des fonds communs de placement) : *amendement n° 3* de la commission (formel) : adopté (p. 8079) ; *amendement n° 4* de la commission (visant à supprimer la disposition de la loi selon laquelle les fonds communs de placement ne sont pas des sociétés) : adopté (p. 8079).

M. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8079).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 5* rectifié de la commission (droit d'action des créanciers sur le fonds commun de placement et à l'encontre des gérants) : adopté (p. 8079) ; *amendement n° 31* de M. Gilbert Gantier (modalités de constitution des fonds communs de placement) : retiré (p. 8080).

MM. Lauriol (Marc), Gantier (Gilbert), Monory (René).

ART. 2 (fixation par arrêté du ministre de l'Economie du montant minimum de valeurs mobilières et d'espèces que les fonds doivent réunir lors de leur constitution) : adopté (p. 8080).

ART. 3 (régime des parts de fonds communs de placement) : *amendement n° 6* de la commission (substitution du mot « actif » au mot « avoir » dans l'article 3 et dans l'ensemble du projet de loi) : adopté (p. 8080) ; *amendement n° 7* de la commission (formel) : adopté (p. 8080).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8080).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 8* corrigé de la commission (processus de constitution des fonds communs de placement) : adopté (p. 8081).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

ART. 4 : *amendement n° 9* rectifié de la commission (conditions de rachat des parts de fonds communs de placement) : adopté (p. 8081) ; *amendement n° 10* de la commission (coordination) : adopté (p. 8081).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René), Gantier (Gilbert).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 8081).

ART. 5 (interdiction de toute mesure de publicité en vue de proposer la souscription de parts de fonds communs de placement) : *amendement n° 11* de la commission (fixation par arrêté du ministre de l'Economie du contenu des documents ayant pour objet de solliciter la souscription de parts de fonds communs de placement ; visa obligatoire de la commission des opérations de bourse) : adopté (p. 8083) ; *amendement n° 32* de M. Gilbert Gantier (fixation par décret des conditions dans lesquelles s'exercera la publicité relative aux fonds communs de placement) : retiré (p. 8083).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René), Gantier (Gilbert).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 8083).

ART. 6 (conditions de gestion des fonds communs de placement, agrément obligatoire des gérants) : *amendement n° 12* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8083) ; *amendement n° 13* corrigé de la commission (représentation des fonds communs de placement par leur gérant pour ce qui a trait aux actions en justice) : adopté (p. 8083) ; *amendement n° 14* corrigé de la commission (possibilité pour une société anonyme ayant pour unique objet la gestion de fonds communs de placement de gérer un fonds si elle fait l'objet d'un agrément particulier) : adopté (p. 8083) ; *amendement n° 33* de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : non soutenu (p. 8083) ; *amendement n° 15* de la commission (fixation par

décret du nombre maximum de fonds pouvant être gérés par le même gérant) : rejeté (p. 8084).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 8084).

ART. 7 (rôle du dépositaire des avoirs compris dans un fonds commun de placement) : *amendement n° 16* de la commission (conservation des actifs compris dans un fonds commun de placement par un dépositaire unique) : adopté (p. 8084).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 8084).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 17* de la commission (conditions de remplacement du gérant ou du dépositaire) : adopté avec une rectification formelle (p. 8084).

ART. 8 (contenu du règlement du fonds commun de placement) : *amendement n° 18* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8085) ; *amendement n° 19* de la commission (modifications au règlement décidées conformément aux règles fixées pour son établissement) : adopté (p. 8085).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 8085).

ART. 9 (possibilités pour le gérant de faire apport totalement ou partiellement des avoirs d'un fonds commun de placement à un ou plusieurs fonds dont il assure la gestion) : *amendement n° 20* de la commission (conditions de la négociation des rompus en cas de fusion, scission ou apport partiel d'actifs) : adopté (p. 8085).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 8085).

ART. 10 (détermination par la commission des opérations de bourse du montant des commissions qui pourront être perçues par le gérant et le dépositaire à l'occasion de la souscription ou du rachat des parts d'un fonds) : *amendement n° 21* de la commission (fixation par décret après avis de la commission des opérations de bourse du montant maximum de la rémunération des gérants et dépositaires) : *sous-amendement n° 24* du Gouvernement (fixation par le ministre de l'économie du montant maximum de la rémunération des gérants et des dépositaires) : adopté (p. 8086) ; *amendement n° 21* : adopté avec modifications (p. 8086).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 8086).

ART. 11 (fixation par décret de la composition et de la répartition des avoirs compris dans un fonds) : *amendement n° 35* de M. Charles Millon (précisant la composition des actifs des fonds communs de placement) : retiré (p. 8087) ; *amendement n° 1* du Gouvernement (précisant la composition des actifs des fonds communs de placement) : retiré (p. 8087) ; *amendement n° 22* de la commission (fixation par décret de la répartition des actifs compris dan un fonds commun de placement) : adopté avec une modification (p. 8087).

MM. Millon (Charles), Lauriol (Marc), Monory (René), Foyer (Jean).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 8087).

ART. 12 (interdiction faite au gérant d'emprunter pour le compte du fonds commun de placement et de vendre des titres non compris dans les avoirs du fonds) : adopté (p. 8087).

ART. 13 (fixation par le règlement du fonds des conditions de répartition annuelle des produits des avoirs compris dans le fonds entre les propriétaires de parts) : *amendement n° 23* de la commission (remplaçant la notion d'année par celle d'exercice et précisant que la répartition anuelle des produits des avoirs compris dans le fonds sera obligatoire et non pas facultative) : adopté (p. 8087).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 8087).

ART. 14 (inventaire, comptes et rapports établis par le gérant en fin d'année) : *amendement n° 24* de coordination) : adopté (p. 8088) ; *amendement n° 25* de la commission (de coordination) : adopté (p. 8088) ; *amendement n° 26* de la commission (de coordination) : adopté (p. 8088) ; *amendement n° 27* de la commission (substituant à la notion d'exactitude des comptes celle de sincérité et de régularité ; conditions de nomination de commissaires aux comptes) : adopté (p. 8088).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 8088).

ART. 15 (pouvoir d'information et de contrôle de la commission des opérations de bourse à l'égard des fonds communs de placement) : adopté (p. 8088).

ART. 16 (dispensant de tous droits d'enregistrement les souscriptions de parts de fonds communs de placement) : adopté (p. 8088).

ART. 17 (régime fiscal des sommes ou valeurs réparties au titre de chaque année par un fonds commun de placement) : adopté (p. 8089).

APRES L'ART. 17 : *amendement n° 2* du Gouvernement (exonération des cessions de titres réalisées dans le cadre d'un fonds commun de placement du point de vue de l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de la cession de valeurs mobilières) : adopté (p. 8089) ; *amendements n° 28* et *29* de la commission (sanctions pénales applicables aux gérants de fonds communs de placement) : adoptés (p. 8089).

MM. Monory (René), Lauriol (Marc), Icart (Fernand).

ART. 18 (date d'entrée en vigueur de la loi) : *amendement n° 30* de la commission (entrée en vigueur de la loi le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel aura lieu sa publication au *Journal Officiel* ou après la publication au *Journal Officiel* du dernier de ses textes d'application) : retiré (p. 8090).

MM. Lauriol (Marc), Monory (René).

– article 18, adopté (p. 8090).

ART. 19 (abrogation du décret n° 57-1342 du 28 décembre 1957) : adopté (p. 8090).

ART. 20 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la loi) : adopté (p. 8090).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8090).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1979] (p. 5624) :

Fonds communs de placement : *Foyer (Jean)*, (p. 5624) ; *Monory (René)*, (p. 5624).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 juin 1979] (p. 5624) :

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5624).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 1er ainsi modifié, adopté (p. 5624).

ART. 1 *bis* : adopté (p. 5624).

ART. 2 : adopté (p. 5624).

ART. 3 *bis* : adopté (p. 5625).

ART. 3 *ter* : évaluation des apports en valeurs mobilières, adopté (p. 5625).

ART. 4 : *amendement n° 2* de la commission (détermination hebdomadaire de la valeur liquidative des parts) : rejeté (p. 5625) ; *amendement n° 3* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5625) ; *amendement n° 4* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 5625) ; *amendement n° 5* de la commission (existence de comptes de report à nouveau et de comptes de régularisation des revenus de l'exercice en cours et des revenus de l'exercice clos dans le but d'assurer l'égalité entre tous les porteurs quelle que soit la date de la souscription ou du rachat des parts) : adopté (p. 5625).

MM. Foyer (Jean), Monory (René), Gantier (Gilbert).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 5626).

ART. 4 *bis* : interdiction du partage du fonds : adopté (p. 5626).

ART. 5 : *amendement n° 6* de la commission (régime du démarchage pour les parts de fonds communs de placement) : adopté (p. 5626).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 5626).

ART. 6 : *amendement n° 7* de la commission (excluant la possibilité d'accorder l'agrément à des personnes physiques) : adopté (p. 5626).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 5627).

ART. 7 : *amendement n° 8* de la commission (dispensant les agents de change qui seraient dépositaires de fonds communs de placement de la nécessité d'être inscrits sur une liste) : adopté (p. 5627).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 5627).

ART. 7 *bis* : adopté (p. 5627).

ART. 7 *ter* : responsabilité du gérant et du dépositaire : adopté (p. 5627).

ART. 7 *quater :* (cessation de fonctions du gérant ou du dépositaire) : *amendement n° 9* de la commission (permettant la révocation du gérant ou du dépositaire à la demande d'un porteur de parts) : adopté (p. 5627).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 7 *quater*, ainsi modifié, adopté (p. 5627).

ART. 7 *quinquiès :* (remplacement du gérant) : *amendement n° 10* de la commission (précisant que la juridiction compétente pour désigner le remplaçant du gérant est le tribunal de grande instance statuant sur requête du dépositaire) : retiré (p. 5628).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 7 *quinquiès*, adopté (p. 5628).

ART. 8 : adopté (p. 5628).

ART. 9 : *amendement n° 11* de la commission (supprimant les charges imposées au dépositaire et au gérant par le troisième alinéa de l'article 9) : adopté (p. 5628).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 5628).

ART. 11 : *amendement n° 12* de la commission (prévoyant que la répartititon des actifs du fonds commun de placement par grandes masses est fixée par décret, indiquant que ces masses doivent être au nombre de deux et fixant la composition globale de l'une ou de l'autre) : rectifié et rejeté (p. 5629).

MM. Foyer (Jean), Monory (René), Gantier (Gilbert).

– article 11 adopté (p. 5629).

ART. 12 : adopté (p. 5629).

ART. 13 : *amendement n° 13* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 5629) ; *amendement n° 14* de la commission (amendement rédactionnel) : adopté (p. 5629).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 5629).

ART. 14 : *amendement n° 15* de la commission (désigantion du commissaire aux comptes par ordonnance du président du tribunal de grande instance) : retiré (p. 5630).

MM. Foyer (Jean).

– article 14 adopté (p. 5630).

ART. 15 : adopté (p. 5630).

ART. 15 *bis :* dissolution et liquidation du fonds, adopté (p. 5630).

ART. 16 : adopté (p. 5630).

ART. 17 : adopté (p. 5630).

ART 17 *bis : amendement n° 16* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5630).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 17 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 5630).

ART. 17 *ter : amendement n° 17* de la commission (éléments constitutifs de l'incrimination) : adopté (p. 5631) ; *amendement n° 18* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5631).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 17 *ter* ainsi modifié, adopté (p. 5631).

ART. 17 *quinquiès* (sanctions pénales frappant le gérant qui n'aura pas provoqué la désignation du commissaire aux comptes dans les conditions prévues à l'article 14) : *amendement n° 19* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5631).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 17 *quinquiès*, ainsi modifié, adopté (p. 5631).

ART. 17 *sexies* (sanctions pénales frappant le gérant, le dépositaire ou toute personne au service du gérant ou du dépositaire qui auront sciemment mis obstacle aux vérifications ou contrôles du commissaire aux comptes) : adopté (p. 5631).

TITRE II : dispositions particulières auxfonds communs de placement constitués en application de la législation sur la participation des salairés.

ART. 17 *septies* (conditions requises pour être gérant) : adopté (p. 5631).

ART. 17 *octies* (conseil de surveillance) : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5632).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 17 *octies*, ainsi modifié, adopté (p. 5632).

ART. 17 *nonies* (pluralité de dépositaires) : adopté (p. 5632).

ART. 17 *décies* (composition des actifs) : adopté (p. 5632).

ART. 17 *undecies* (détermination mensuelle de la valeur liquidative des parts) : adopté (p. 5632).

ART. 17 *duodecies* (possibilité pour les accords de participation et les plans d'épargne d'entreprise de prévoir que les produits des actifs compris dans le fonds commun de placement seront obligatoirement réinvestis dans le fonds) : *amendement n° 21* de la commission (harmonisation des délais prévus par le régime général des fonds communs de placement avec le régime de l'ordonnance de 1967) : adopté (p. 5632).

MM. Foyer (Jean), Monory (René).

– article 17 *duodecies*, ainsi modifié, adopté (p. 5632).

ART. 17 *tredecies* (désignation d'un commissaire aux comptes) : adopté (p. 5632).

ART. 17 *quatuordecies* (gestion de fonds communs de placement par l'entreprise dans les conditions prévues par le Plan) : adopté (p. 5632).

ART. 18 (entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 5632).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain)* : vote hostile du groupe socialiste sur un porjet qui crée un instrument financier qui n'aura d'utilité que pour les épargnants déjà privilégiés (p. 5632) ; s'étonne de la multiplication des formules latines dans la numérotation des articles (p. 5633).

– *Odru (Louis)* : vote hostile du groupe communiste (p. 5633).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5633).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1979] (p. 5739) :

Publicité en faveur des fonds communs de placement : *Foyer (Jean)*, (p. 5739) ; *Papon (Maurice)*, (p. 5739).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 juin 1979] (p. 5739)

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Combrisson (Roger)* : vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi (p. 5741).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 5741).

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1013** RELATIVE AU LIVRET D'EPARGNE MANUELLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Jean-Pierre Abelin. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1163** TENDANT A DEMOCRATISER LE FONCTIONNEMENT DES CAISSES D'EPARGNE POUR PROTEGER L'EPARGNE POPULAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 parh M. Georges Gosnat et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Retrait le 7 janvier 1979 (p. 14).

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1231** RELATIVE A LA DEMOCRATISATON DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES CAISSES D'EPARGNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Maurice Pourchon et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1361** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 45 DU CODE DES CAISSES D'EPARGNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. André Billoux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 1539** TENDANT A DEMOCRATISER LE FONCTIONNEMENT DES CAISSES D'EPARGNE POUR PROTEGER L'EPARGNE POPULAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Georges Gosnat et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi n° 1539, présentée par le président du groupe communiste [25 février 1980] (p. 42).

Opposition formulée par le président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [25 février 1980] (p. 42).

Décision de l'Assemblée sur cette demande [8 avril 1980] (p. 116).

Caisses d'épargne : *Vivien (Robert-André)*, (p. 116) ; *Gosnat (Georges)*, (p. 117).

Compétences de la commission des finances : *Vivien* Robert-André), (p. 226) ; *Gosnat (Georges)*, (p. 117).

Epargne populaire : *Gosnat (Georges)*, (p. 116).

Demande rejetée par scrutin public n° 344 (p. 117).

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1621** TENDANT A ETENDRE LE BENEFICE DU LIVRET D'EPARGNE MANUELLE AUX SALARIES DU SECTEUR DE LA RESTAURATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Roger Fenech. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

12. – PROPOSITION DE LOI **n° 1754** TENDANT A LA CREATION D'UN LIVRET D'EPARGNE PATRIMONIAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. Michel Debré. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir ENTREPRISES. 9 ; LOIS DE FINANCES. 1, après l'article 25, amendements n° 106, 142 ; (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 66 ; LOIS DE FINANCES. 6, articles 54 et 96 ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; OR. 1 ; SOCIETES. 1 ; SOCIETES A CAPITAL VARIABLE. 2 ; SOCIETES COMMERCIALES. 1, 8 ; VALEURS MOBILIERES. 1.

– **Collectée par l'assurance.** *Voir* ASSURANCES. 3.

– **Fiscalité de l' – .** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, avant l'article 2, amendement n° 87.

– **Indexation.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), avant l'article 2 ; MOTIONS DE CENSURE. 18, 19.

– **Protection de l' – .** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 80.

EPARGNE LOGEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 689, 705 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 508, 548.

EPARGNE POPULAIRE

Voir EPARGNE. 10 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 304.

– **Rapport sur la protection de l' – .** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 80, amendement 251.

EPIDEMIOLOGIE

Voir SECURITE SOCIALE. 8.

EPISCOPAT (Position sur l'agriculture)

Voir AGRICULTURE. 3.

EPIZOOTIE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 301, 319 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 279.

EPOUSES D'ARTISANS ET DE COMMERÇANTS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 58.

EQUARRISSAGE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 976.

EQUATEUR

Voir AMERIQUE DU SUD. 1.

EQUILIBRE EXTERIEUR

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce extérieur ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

EQUILIBRE DES POUVOIRS

Voir ALLOCUTIONS. 8.

EQUIPEMENT

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 137.

– **Sud-Ouest.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 189, 193.

– **Vosges.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 176.

EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Voir PLAN. 2.

– **Financement des –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 262.

EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL

Voir HOPITAUX. 4 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale.

EQUIPEMENT SCOLAIRE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 158.

EQUIPEMENTS HOTELIERS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

EQUIPEMENTS PUBLICS RURAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

EQUIPEMENTS SANITAIRES (Loi du 29 septembre 1979)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 493.

EQUIPEMENTS SPORTIFS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

EQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-EDUCATIFS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

EQUITATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

ESPACE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 24.

ESPACE AERIEN (Partage civil-militaire)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie.

ESPACE JUDICIAIRE EUROPEEN

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 11 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice (p. 6544) ; TRAITES ET CONVENTIONS. 31.

ESPACE RURAL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

ESPACE TOURISTIQUE RURAL

Voir AMENAGEMENT RURAL. 1.

ESPACES VERTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; Environnement ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

ESPAGNE

Voir ANCIENS COMBATTANTS. 3 ; COMMERCE EXTERIEUR. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 239 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 33, 37, 38, 43, 80.

– **Convention franco-espagnole.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 951.

– **Importations de fruits et légumes en provenance d' –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 805.

ESPECES (Conservation des –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 357.

ESPERANTO

Voir LANGUES ETRANGERES. 1.

ESPIONNAGE (au C.N.R.S.)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 576.

ESSENCE

– **Prix de l' –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 209.

– **Ristournes sur le prix.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

ESSENCE DETAXEE ATTRIBUEE AUX AGRICULTEURS

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

ESSENCES (Service des –)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; Dépenses ordinaires et essence.

ESSONNE

– **Construction.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

– **Equipement hospitalier.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

EST DE LA FRANCE (Transports ferroviaires)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 392.

ETABLISSEMENT DE LA METROPOLE LORRAINE (Ressources)

Voir LOIS DE FINANCES. 10.

ETABLISSEMENT D'UTILITE PUBLIQUE

Voir ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES. 1.

ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE (E.N.I.M.)

Voir ASSURANCE-VIEILLESSE. 16 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

ETABLISSEMENT PUBLIC DE LA BASSE-SEINE (Ressources)

Voir LOIS DE FINANCES. 10.

ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

Voir INDUSTRIE AERONAUTIQUE. 1.

ETABLISSEMENTS DE LA DEFENSE (Rémunération des ouvriers)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 381.

ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DES HOUILLERES DU BASSIN DE LORRAINE ET DE MERLEBACH (Titularisation des maîtres en service)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

Voir AVORTEMENT. 3 ; HOPITAUX. 4.

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS DE CAMBO (Pyrénées-Atlantiques)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 859.

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS PRIVES A BUT NON LUCRATIF

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. - I. - Section commune. - III. - Santé et sécurité sociale.

ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice.

ETABLISSEMENTS PRIVES D'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 413.

ETABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

ETABLISSEMENTS PUBLICS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 505.

ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

Voir MARCHES PUBLICS. 2.

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX

1. - PROPOSITION DE LOI **n° 1524** TENDANT A MODIFIER LES ATTRIBUTIONS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Adrien Zeller. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Colombier [10 avril 1980].

Voir AMENAGEMENT RURAL. 2 ; CONSEILS REGIONAUX. 2 ; EMPLOI. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 84 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 3 ; (deuxième partie), Intérieur ; Articles 43 *ter* et 43 *quinquies* nouveau.

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

1. - PROPOSITION DE LOI **n° 1385** TENDANT A FACILITER L'OUVERTURE DES LOCAUX SCOLAIRES A DES ACTIVITES EXTERIEURES AU SERVICE PUBLIC DE L'EDUCATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Jean-Paul Fuchs. - Renvoi à la

commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1450** RELATIVE A LA REPARTITION ENTRE COMMUNES DES DEPENSES DE CONSTRUCTION DES LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. André Petit. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francisque Perrut [20 décembre 1979].

Voir ENSEIGNEMENT. 4 ; JEUX ET PARIS. 3, 4, 5 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education.

– **Accueil en cas de grève.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 645.

ETALEMENT DES VACANCES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs.

ETAT CIVIL

1. – PROJET DE LOI **n° 39** RELATIF A L'ETAT CIVIL DES FRANÇAIS PAR ACQUISITION, 5e *législature,* Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 13 avril 1976 par M. Michel Durafour, ministre du travail, **n° 2179,** sous le titre : « PROJET DE LOI RELATIF A L'ETAT CIVIL DES PERSONNES QUI ACQUIERENT OU RECOUVRENT LA NATIONALITE FRANÇAISE ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 18 mai 1977 par M. Foyer, **n° 2907.** – Adoption le 27 novembre 1977 sous le titre : « PROJET DE LOI COMPLETANT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL, DU CODE DE LA NATIONALITE FRANÇAISE ET DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ». – Projet de loi **n° 774.**

SENAT (première lecture). Dépôt le 24 novembre 1977, n° 100 (1977-1978). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 21 décembre 1977 par M. Charles de Cuttoli, n° 280 (1977-1978). – Adoption avec modifications le 13 avril 1978 sous le titre : « PROJET DE LOI RELATIF A L'ETAT CIVIL DES FRANÇAIS PAR ACQUISITION ». – Projet de loi n° 101 (1977-1978).

6e *législature.* – ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur: M. Jean Foyer [20 avril 1978]. – Rapport **n° 147** [27 avril 1978]. – Discussion le 16 mai 1978. – Adoption le 16 mai 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI COMPLETANT ET MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL, DU CODE DE LA NATIONALITE ET DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ». – Projet de loi **n° 9.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 18 mai 1978, n° 358. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. – Rapport n° 396 [6 juin 1978]. – Discussion le 8 juin 1978. – Adoption avec modifications le 8 juin 1978. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI COMPLETANT ET MODIFIANT DIVERSES POSITIONS DU CODE CIVIL ET DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ». – Projet de loi n° 145 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture). Dépôt le 8 juin 1978, **n° 378.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [13 juin 1978] (p. 2817). – Nomination [15 juin 1978] (p. 3007).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Foyer (Jean), Aurillac (Michel), Séguin (Philippe), Hautecœur (Alain), Cellard (André), Charretier (Maurice), Millon (Charles) ; membres suppléants : MM. Piot (Jacques), Sergheraert (Maurice), Richard (Alain), Garrouste (Marcel), Dhinnin (Claude), Bourson (Pierre-Alexandre), Lepeltier (Antoine).

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Jozeau-Marigné (Léon), de Cuttoli (Charles), Tailhades (Edgar), Geoffroy (Jean), de Tinguy (Lionel), Estève (Yves), Thyraud (Jacques) ; membres suppléants : MM. de Hautecloque (Baudouin), Salvi (Pierre), Lederman (Charles), Girod (Paul), Nayrou (Jean), Petit (Guy), Rudloff (Marcel).

Bureau. – Président : M. Charretier (Maurice) ; vice-président : M. Jozeau-Marigné (Léon).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 410** [21 juin 1978]. – Discussion le 29 juin 1978. – Adoption le 29 juin 1978. – Projet de loi **n° 53.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. – Rapport n° 463 [22 juin 1978]. – Discus-

sion le 30 juin 1978. – Adoption définitive le 30 juin 1978. – Projet de loi n° 182 (1977-1978).

Loi n° 78-731 du 12 juillet 1978, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 *A* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **2** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **3** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **4** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – S. 2).

Loi, article **5** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **6** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **7** : 7 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **8** : 11 (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **9** : 12 (A.N. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **10** : 13 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **11** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2). – 14 (A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **12** : 15 (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **13** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2). – 16 (A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **14** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2). – 17 (A.N. 2. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

Voir TABLE 1977.

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [16 mai 1978] (p. 1721).

Nationalité française (mention sur l'acte de naissance des décisions affectant la) : *Foyer (Jean),* (p. 1721) ; *Stoléru (Lionel),* (p. 1722).

Professions médicales : *Foyer (Jean),* (p. 1721) ; *Stoléru (Lionel),* (p. 1722).

DISCUSSION DES ARTICLES [16 mai 1978] (p. 1721).

ART. 1er (rédaction d'un acte de l'état civil tenant lieu d'acte de naissance pour les Français par acquisition) : *amendement n° 1* de la commission (indication de la résidence dans l'acte tenant lieu d'acte de naissance) : adopté (p. 1722).

– article 1er ainsi modifié adopté (p. 1722).

MM. Foyer (Jean), Stoléru (Lionel).

ART. 2 (réduction d'un acte de l'état civil tenant lieu d'acte de mariage pour les Français ayant contracté mariage à l'étranger avant d'acquérir la nationalité française) : adopté (p. 1722).

ART. 3 (possibilité de dresser un acte unique de naissance et de mariage) : adopté (p. 1722).

ART. 5 (disposition obligatoire des actes) : adopté (p. 1722).

ART. 7 *bis* (possibilité pour les personnes habilitées à dresser les actes mentionnés dans le projet de procéder à la rectification des erreurs commises) : adopté (p. 1722).

ART. 8 A 10 (supprimés par le Sénat).

ART. 12 (supprimé par le Sénat) : *amendement n° 2* de la commission (rétablissement de la mention en marge de l'acte de naissance des actes affectant la nationalité de la personne) : adopté (p. 1723).

MM. Foyer (Jean), Stoléru (Lionel).

– article 12 ainsi rétabli (p. 1723).

ART. 13 (supprimé par le Sénat) : *amendement n° 3* de la commission (suppression des incapacités frappant les médecins qui acquièrent la nationalité française) : adopté (p. 1723).

MM. Foyer (Jean), Stoléru (Lionel).

– article 13 ainsi rétabli (p. 1723).

ART. 14 (application de la loi dans le temps) : *amendement* de coordination *n° 4* de la commission : adopté (p. 1723).

MM. Foyer (Jean), Stoléru (Lionel).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 1713).

ART. 15 (application de la loi Mayotte) : adopté (p. 1723).

ART. 16 (date d'entrée en vigueur des articles 1er à 11) : *amendement* de coordination *n° 5* de la commission : adopté (p. 1723).

MM. Foyer (Jean), Stoléru (Lionel).

– article 16, ainsi modifié, adopté (p. 1723).

ART. 17 (modalités d'application de la loi déterminées par décret) : *amendement* de coordination n° 6 de la commission : adopté (p. 1723).

MM. Foyer (Jean), Stoléru (Lionel).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 1723).

TITRE : *amendement n° 7* de la commission (rétablissement du titre du projet adopté en première lecture : « PROJET DE LOI COMPLETANT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL, DU CODE DE LA NATIONALITE ET DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ») : adopté (p. 1724). – Adoption du titre (p. 1724).

MM. Foyer (Jean), Stoléru (Lionel).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1724).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [29 juin 1978] (p. 3636).

Preuve de la nationalité par les Français qui le sont devenus au cours de leur existence : *Foyer (Jean)*, (p. 3636) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3636).

DISCUSSION DES ARTICLES [29 juin 1978] (p. 3636).

ART. 12 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3636).

2. – PROSPOSITION DE LOI **n° 77** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 99 DU CODE CIVIL AFIN DE PERMETTRE LA RECTIFICATION DES ACTES DE L'ETAT CIVIL PAR LE PRESIDENT DU TRIBUNAL DU RESSORT DU DOMICILE DU DEMANDEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [11 mai 1978]. – Rapport **n° 1677** [30 avril 1980]. – Demande de vote sans debat le 6 mai 1980 (p. 874). – Proposition déclarée irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution [20 mai 1980] (p. 1094).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 349** PORTANT REFORME DU DROIT AU NOM, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. François Autain et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République. – Rapporteur : M. Raymond Forni [29 juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 610** TENDANT A DONNER EN CAS DE LEGITIMATION LA POSSIBILITE A L'ENFANT MAJEUR DE CHOISIR ENTRE LE NOM DU PERE ET LE NOM DE LA MERE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par Mme Myriam Barbera. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration et de la République. – Rapporteur : Mme Colette Gœuriot [8 décembre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1084** SUR L'EGALITE DE L'HOMME ET DE LA FEMME EN MATIERE DE NOM, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Didier Bariani. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. André Cellard [14 juin 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1418** RELATIVE AUX CHANGEMENTS DE NOM ET A LA FRANCISATION DES NOMS ET PRENOMS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Xavier Deniau. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [13 décembre 1979].

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 4 ; ADOPTION, 1.

ETAT DE CRISE MANIFESTE DE LA SIDERURGIE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Industrie.

ETATS AFRICAINS ET MALGACHE (Endettement)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 35.

ETATS D'AFRIQUE, DES CARAIBES, DU PACIFIQUE (A.C.P.)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 72.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1720** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la suite d'une mission effectuée, du 5 au 20 mars 1980, sur les conditions de financement des partis politiques et des campagnes électorales aux Etats-Unis d'Amérique présenté par M. Michel Aurillac et plusieurs de ses collègues [20 mai 1980] (p. 1119).

Voir PROTECTION CIVILE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 942 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 120 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 42, 64.

– **Commerce.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce extérieur.

– **Flotte de commerce.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

– **Politique financière.** *Voir* RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES. 1.

– **Subvention des Etats-Unis aux importations de fuel.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 425, 433.

ETHANOL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 507.

ETIQUETAGE NOMINATIF

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

ETRANGERS

1. – PROJET DE LOI **n° 922** PORTANT MODIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 45-2658 DU 2 NOVEMBRE 1945 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ENTREE ET DE SEJOUR EN FRANCE DES ETRANGERS ET PORTANT CREATION DE L'OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 16 mars 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Nicolas About [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1069** [17 mai 1979]. – Discussion le 29 mai 1979. – Adoption le 29 mai 1979. – Projet de loi **n° 167.**

SENAT (première lecture) n° 355 (1978-1979). Dépôt le 30 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Larché. – Rapport n° 412 (1978-1979). – Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [12 juin 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Michel Crucis. – Discussion le 26 juin 1979. – Rejet le 26 juin 1979. – Projet de loi n° 114 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1195.** Dépôt le 26 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Nicolas About. – Rapport **n° 1208** [28 juin 1979]. – Discussion le 28 juin 1979. – Adoption le 28 juin 1979. – Projet de loi **n° 209.**

SENAT (deuxième lecture) n° 459 (1978-1979). Dépôt le 29 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Larché. – Rapport n° 13 (1979-1980) [10 octobre 1979]. – Avis de la commission des affaires sociales n° 15 (1979-1980) [11 octobre 1979]. – Ajournement de la discussion [30 juin 1979]. – Discussion les 18 et 25 octobre 1979, 7 novembre 1979. – Rejet le 7 novembre 1979. – Projet de loi n° 4 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1388.** Dépôt le 7 novembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Lettre du Premier ministre décidant la création [8 novembre 1979] (p. 9615). – Résultats des scrutins [15 novembre 1979] (p. 10093). – Nomination (*J.O.* du 16 novembre 1979) (p. 2850).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. About (Nicolas), Aurillac (Michel), Colombier (Henri), Madelin (Alain), Raynal (Pierre), Foyer (Jean), Piot (Jacques) ; membres suppléants : MM. Bourson (Pierre-Alexandre), Lauriol (Marc), Lepeltier (Antoine), Longuet (Gérard), Richomme (Jacques), Krieg (Pierre-Charles), Sauvaigo (Pierre).

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Jozeau-Marigné (Léon), Larché (Jacques), Crucis (Michel), Tailhades (Edgar), Pillet (Paul), Estève (Yves), Cuttoli (Charles de) ; membres suppléants : MM. Schwint (Robert), Haute-cloque (Baudouin de), Rudloff (Marcel), Marcilhacy (Pierre), Lederman (Charles), Girod (Paul), Jourdan (Pierre).

Bureau (*J.O.* du 6 décembre 1979) (p. 3080). – Président : M. Foyer (Jean) ; vice-président : M. Jozeau-Marigné (Léon).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). Rapporteur : M. Nicolas About [*J.O.* du 6 décembre 1979] (p. 3080). – Rapport **n° 1465** [5 décembre 1979]. – Discussion le 6 décembre 1979. – Adoption avec modification le 6 décembre 1979. – Projet de loi **n° 239.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Larché. – Rapport n° 82 (1979-1980) [4 décembre 1979]. – Discussion le 11 décembre 1979. – Adoption définitive le 11 décembre 1979. – Projet de loi n° 12 (1979-1980).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL le 12 décembre 1979, par MM. Raymond Forni, Bernard Derosier, Alain Hautecœur, Claude Evin, Pierre Joxe, Henri Lavielle, Pierre Jagoret, Jean Auroux, Jean Laborde, Christian Laurissergues, François Autain, Roger Duroure, André Saint-Paul, Lucien Pignion, Louis Le Pensec, Claude Michel, René Gaillard, François Abadie, Jacques Lavédrine, Mme Marie Jacq, MM. Paul Duraffour, François Massot, Marcel Garrouste, Guy Bêche, Daniel Benoist, Jacques-Antoine Gau, Yvon Tondon, Laurent Fabius, Jean-Pierre Cot, Jacques Mellick, Jacques Santrot, Philippe Marchand, Alain Richard, Alain Vivien, Joseph Franceschi, Pierre Mauroy, André Billardon, Jacques Huyghues des Etages, Gilbert Faure, Jean Laurain, Hubert Dubedout, Mme Edwige Avice, MM. André Laurent, Alex Raymond, Jean-Michel Boucheron, Pierre Lagorce, Martin Malvy, Jean-Pierre Chevènement, Maurice Andrieu, Charles Pistre, Alain Chénard, Louis Darinot, Maurice Pourchon, Michel Crépeau, Maurice Brugnon, Charles Hernu, Robert Aumont, Raoul Bayou, Edmond Vacant, Christian Pierret, Dominique Taddei, Henri Deschamps, Bernard Madrelle, Henri Emmanuelli, Raymond Julien, Dominique Dupilet, *députés,* et le 14 décembre 1979, par MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka, *députés* (article 61, alinéa 2 de la Constitution).

Décision le 9 janvier 1980 (*J.O.* du 11 janvier 1980) (p. 84). – Article déclaré non conforme : (p. 6).

Loi n° 80-9 du 10 janvier 1980 publiée au J.O. du 11 janvier 1980 (p. 71).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 1 *bis* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : 5 *bis* (A.N. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : 5 *ter* (A.N. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : 6 (projet. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : 7 (A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : 8 (A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : 9 (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : 10 (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [29 mai 1979] (p. 4230) :

Exception d'irrecevabilité de M. Forni (Raymond) : *Forni (Raymond)*, (p. 4232, 4233, 4234) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 4235) ; *Foyer (Roger)*, (p. 4234) ; exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public n° 184 (p. 4235) ; liste des votants (p. 4245).

Question préalable de M. Nilès (Maurice) : *Wargnies (Claude)*, (p. 4235, 4236) ; *Foyer (Jean)*, (p. 4237) ; question préalable rejetée par scrutin public n° 185 (p. 4237) ; liste des votants (p. 4246).

Chômage et immigration : *Derosier (Bernard)*, (p. 4240) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 4242, 4243) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 4244) ; *Massot (François)*, (p. 4253).

Conventions internationales sur le séjour des étrangers : *About (Nicolas)*, (p. 4231) ; *Forni (Raymond)*, (p. 4234) ; *Foyer (Jean)*, (p. 4235) ; *Gorse (Georges)*, (p. 4241).

Coopération franco-algérienne : *Gorse (Georges)*, (p. 4242).

Entrée des étrangers en France (nouvelles conditions) : *About (Nicolas)*, (p. 4231, 4232) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 4236) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 4237, 4238) ; *Massot (François)*, (p. 4253) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4254).

Etrangers en France (effectifs) : *About (Nicolas)*, (p. 4230) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4254).

Etrangers en situation irrégulière : *About (Nicolas)*, (p. 4231, 4232) ; *Forni (Raymond)*, (p. 4233) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 4238, 4239, 4256) ; *Gorse (Georges)*, (p. 4241) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 4243) ; *Massot (François)*, (p. 4253) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 4255).

Exécution d'office des décisions administratives : *About (Nicolas)*, (p. 4232) ; *Forni (Raymond)*, (p. 4233) ; *Foyer (Jean)*, (p. 4235) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 4236) ; *Massot (François)*, (p. 4254) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4254).

Expulsion : *About (Nicolas)*, (p. 4232) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 4232) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 4244) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 4251) ; *Massot (François)*, (p. 4253) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4254, 4255).

Immigration familiale : *Foyer (Jean)*, (p. 4237) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 4242) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4254).

Immigrés (statut dans les autres pays européens) : *Foyer (Jean)*, (p. 4237) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 4238, 4239) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 4251) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4255).

Inconstitutionnalité du projet : *Forni (Raymond)*, (p. 4233, 4234) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 4235, 4236) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 4239).

Intégration des immigrés : *Stasi (Bernard)*, (p. 4252, 4253).

Internement administratif : *About (Nicolas)*, (p. 4231) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 4235) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 4244) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4254).

Jurisprudence du Conseil d'Etat : *Derosier (Bernard)*, (p. 4239) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 4242).

Liberté individuelle : *Forni (Raymond)*, (p. 4234) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 4252) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 4256).

Naturalisation : *Aurillac (Michel)*, (p. 4255).

Ordonnance de 1945 : *About (Nicolas)*, (p. 4230) ; *Forni (Raymond)*, (p. 4233) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 4238) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4254).

Politique étrangère et politique de l'immigration : *Massot (François)*, (p. 4253).

Racisme : *Forni (Raymond)*, (p. 4233) ; *Foyer (Jean)*, (p. 4234) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 4240) ; *Gorse (Georges)*, (p. 4241) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 4252) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 4257).

Réfugiés politiques : *Forni (Raymond)*, (p. 4233,4256) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 4253) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 4256).

DISCUSSION DES ARTICLES [29 mai 1979] (p. 4257) :

ART. 1er (conditions d'entrée en France) : *amendement n° 3* de la commission (supression de la condition relative aux « moyens d'existence suffisants », remplacée par des garanties de rapatriement) ; *sous-amendement n° 23* de M. Michel Aurillac (exemption des conditions exigées dans l'*amendement n° 3* pour les enfants mineurs dont les parents sont autorisés à résider sur le territoire français) adopté (p. 4258) ; *amendement n° 3*, ainsi modifié, adopté (p. 4258).

MM. About (Nicolas), Foyer (Jean), Bonnet (Christian), Garcin (Edmond), Aurillac (Michel).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4258).

ART. 2 à 5 réservés jusqu'à l'examen des amendements après l'article 6 (p. 4258).

ART. 6 (extension des conditions d'expulsion). – Inscrits : Richard Alain : son vote défavorable sur l'article 6 ; existence d'un projet en cours d'élaboration tendant à faciliter le refus des cartes de travail ; caractère punitif et irréversible de l'expulsion ; la banalisation de cette procédure en fait un instrument de la politique d'immigration (p. 4258) ; *amendement n° 2* de M. Maurice Nilès (expulsion autorisée par une juridiction) rejeté (p. 4260) ; *amendement n° 8* de la commission (limitation

de l'expulsion aux personnes se prévalant d'un faux titre de séjour) adopté (p. 4260) ; *amendement n° 9* de la commission (suppression de la possibilité d'expulsion d'anciens résidents qui se sont maintenus sur le territoire français après le refus de renouvellement de leur carte de séjour) adopté (p. 4260) ; *amendement n° 10* de la commission (création d'un nouveau cas d'expulsion en cas d'entrée clandestine sur le territoire) adopté (p. 4260) ; *amendement n° 11* de la commission (nouveau cas d'expulsion pour les étrangers se maintenant irrégulièrement sur le territoire lorsqu'ils sont entrés comme touristes) adopté (p. 4261) ; *amendement n° 12* de la commission (possibilité d'expulser l'étranger ayant fait l'objet d'une condamnation définitive pour défaut de titre de séjour) adopté (p. 4261) ; *amendement n° 13* de la commission (possibilité d'expulser les résidents temporaires auxquels le renouvellement d'une carte de séjour temporaire est refusé) adopté (p. 4261) ; *amendement n° 18* rectifié de M. Michel Aurillac (possibilité de déléguer les pouvoirs du ministre de l'intérieur aux préfets des départements constituant par la présence d'un aérodrome international une frontière aérienne) adopté (p. 4262) ; *amendement n° 14* de la commission (cas d'internement administratif) ; *sous-amendement n° 27* du Gouvernement (étendant l'application de l'*amendement n° 14* sur l'internement administratif aux étrangers expulsés en raison de la non possession d'un titre de séjour) adopté (p. 4263) ; *amendement n° 14*, ainsi modifié, adopté (p. 4263).

MM. Bonnet (Christian), Forni (Raymond), Aurillac (Michel), Foyer (Jean), Nilès (Maurice), About (Nicolas), Richard (Alain), Marcus (Claude-Gérard).

EXPLICATION DE VOTE :

- *Villa (Lucien) :* vote hostile du groupe communiste sur l'article 6 (p. 4263).

- article 6, ainsi modifié, adopté (p. 4263).

APRES L'ARTICLE 6 : *amendement n° 15* de la commission (notification préalable obligatoire en cas d'explulsion d'un étranger qui justifie être entré en France dans des conditions régulières) rejeté (p. 4264) ; *amendement n° 16* de la commission (rendant obligatoire dans tous les cas la comparution de l'étranger devant la commission spéciale prévue par l'article 25 de l'ordonnance de 1945) : rejeté (p. 4264) ; *amendement n° 22* de M. Jean-Paul Fuchs (rendant obligatoire dans tous les cas la comparution de l'étranger devant la commission spéciale prévue par l'article 25 de l'ordonnance de 1945) retiré (p. 4264).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian), Aurillac (Michel), Stasi (Bernard), Foyer (Jean).

ART. 2 précédemment réservé (interdiction de toute faculté de régularisation de la situation des étrangers entrés en France de manière irrégulière) : *amendement n° 4* de la commission (suppression de l'article 2) adopté (p. 4265).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian).

- article 2 supprimé (p. 4265).

ART. 3 précédemment réservé (possibilité de maintenir dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire l'étranger qui n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant d'entrer ou de séjourner en France). - Inscrit : Richard (Alain) : risque pour la liberté d'aller et de venir que fait courir la légalisation par l'article 3 des centres d'internement administratifs ; son intention de demander un scrutin public sur l'article 3 (p. 4265) ; *amendement n° 1* de M. Claude Wargnies (interdiction des internements administratifs) rejeté par scrutin public n° 186 (p. 4266) ; liste des votants (p. 4272) ; *amendement n° 5* rectifié de la commission (limitant l'internement administratif aux seuls cas du refoulement aux frontières) adopté (p. 4266) ; *amendement n° 19* de la commission (conséquence de l'*amendement n° 5)* adopté (p. 4266) ; *amendement n° 17* de la commission (précisant que les locaux dans lesquels l'étranger peut être interné relèvent du ministère de l'intérieur) retiré (p. 4266) ; *amendement n° 26* de M. Jean Foyer (nécessité d'une décision du président du tribunal de grande instance pour confirmer le maintien de l'internement administratif à l'expiration d'une durée de quarante-huit heures) adopté (p. 4267).

MM. Wargnies (Claude), About (Nicolas), Foyer (Jean), Bonnet (Christian), Aurillac (Michel), Richard (Alain), Hautecœur (Alain).

- article 3, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 187 (p. 4267) ; liste des votants (p. 4273).

ART. 4 précédemment réservé (subordonnant le renouvellement de la carte de résident ordinaire au paiement des impôts exigibles à la date de la demande) : *amendement n° 6* de la commission (suppression de l'article 4) adopté (p. 4267).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian).

- article 4 supprimé (p. 4267).

ART. 5 précédemment réservé (subordonnant le renouvellement de la carte de résident priviligié au paiement des impôts exigibles à la date de la demande) : *amendement n° 24* de la

commission (suppression de l'article 5) adopté (p. 4267).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian).

– article 5 supprimé (p. 4267).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 20* de M. Georges Gorse (conditions d'attribution de la carte de résident privilégié) ; *sous-amendement n° 28* de M. Jean Foyer (rédactionnel) rejeté (p. 4268) ; *amendement n° 20* rejeté (p. 4268) ; *amendement n° 25* rectifié de la commission (admettant à la condition de résident privilégié après le délai d'un an les étrangers titulaires d'une carte de résident ordinaire séjournant en France avec leur conjoint et leurs enfants) adopté (p. 4268) ; *amendement n° 21* de M. Georges Gorse (déchéance de la qualité de résident privilégié) adopté (p. 4269).

MM. Aurillac (Michel), Bonnet (Christian), Foyer (Jean), About (Nicolas).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Villa (Lucien) :* texte permettant une remise en cause des principes fondamentaux affirmés depuis 1789 ; vote hostile du groupe communiste (p. 4269).

– Richard (Alain) : pas de politique globale concernant tous les aspects de la situation des travailleurs étrangers ; aptitude à l'accueil des étrangers, acquis de la civilisation française ; projet aggravant l'instabilité de la situation sociale des familles d'émigrés ; atténuation des dangers du projet par le débat (p. 4269) ; vote hostile du groupe socialiste ; son intention de saisir le Conseil constitutionnel (p. 4270).

– *Aurillac (Michel) :* vote favorable du groupe R.P.R. (p. 4270).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4270).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [28 juin 1979] (p. 5791) :

Question préalable de M. Antoine Porcu : *Porcu (Antoine),* (p. 5792, 5793, 5794) ; *Comiti (Joseph),* (p. 5793) ; *Bonnet (Christian),* (p. 5793, 5794) ; *About (Nicolas),* (p. 5794) ; rejet par scrutin public n° 200 (p. 5794) ; liste des votants (p. 5822).

Rappel au règlement de M. Alain Richard : propos injurieux du ministre de l'intérieur : *Richard (Alain),* (p. 5794) ; *Stasi (Bernard),* (p. 5794).

Conseil constitutionnel (saisine) : *Porcu (Antoine),* (p. 5792) ; *About (Nicolas),* (p. 5794) ; *Aurillac (Michel),* (p. 5794).

Correctionnalisation d'infractions pour défaut de titre de séjour : *About (Nicolas),* (p. 5791).

Exploitation des immigrés : *Porcu (Antoine),* (p. 5792) ; *Comiti (Joseph),* (p. 5793).

Maisons de l'étranger : *Aurillac (Michel),* (p. 5795).

Opposition (attitude à l'égard du problème des immigrés) : *Bonnet (Christian),* (p. 5793) ; *Richard (Alain),* (p. 5794).

Politique du Gouvernement à l'égard des immigrés et souvenir des années 1940 : *Porcu (Antoine),* (p. 5792, 5793) ; *Bonnet (Christian),* (p. 5794).

Question préalable (adoption par le Sénat) : *About (Nicolas),* (p. 5791) ; *Procu (Antoine),* (p. 5792).

Réfugiés : *Bonnet (Christian),* (p. 5793).

DISCUSSION DES ARTICLES [28 juin 1979] (p. 5796).

ART. 1er : adopté (p. 5796).

ART. 2 : supprimé par l'Assemblée en première lecture (p. 5796).

MM. Richard (Alain), Foyer (Jean).

ART. 3 : adopté (p. 5796).

ART. 4 : supprimé par l'Assemblée en première lecture (p. 5796).

ART. 5 : supprimé par l'Assemblée en première lecture (p. 5797).

ART. 5 *bis* (octroi de la qualité de résidents privilégiés dans le délai d'un an aux résidents ordinaires séjournant en France avec leur conjoint et leurs enfants) : *amendement n° 2* de la commission (limitant l'application de l'article 5 *bis* aux étrangers dont la famille était déjà établie en France avant le 1er janvier 1979) adopté (p. 5797) ; *amendement n° 1* du Gouvernement (limitant l'application de l'article 5 *bis* aux conjoints et enfants d'un résident privilégié à condition qu'ils soient entrés en France avant le 1er janvier 1979) retiré (p. 5797).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian).

– article 5 bis, ainsi modifié, adopté (p. 5797).

ART. 5 *ter* : réservé (p. 5797) ; *amendement n° 7* de la commission : réservé (p. 5797).

APRES L'ART. 5 *ter* : *amendement n° 3* de la commission (correctionnalisation des infra-

ctions pour défaut de titre de séjour) retiré (p. 5798).

MM. About (Nicolas), Aurillac (Michel), Bonnet (Christian), Foyer (Jean), Richard (Alain).

ART. 6 : *amendement n° 4* de la commission (notification de l'arrêté d'expulsion à l'intéressé préalablement à son exécution) adopté (p. 5798).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 5798).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 5* de la commission (conditions de l'expulsion d'un étranger qui justifie être entré en France dans des conditions régulières et être ou avoir été régulièrement titulaire d'une carte de séjour de résident) adopté (p. 5799) ; *amendement n° 6* de la commission (amendement de conséquence) adopté (p. 5799).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian).

ART. 5 *ter* précédemment réservé (déchéance de la qualité de résident privilégié) : *amendement n° 7* de M. Nicolas About précédemment réservé (amendement d'harmonisation) adopté (p. 5799).

MM. About (Nicolas), Bonnet (Christian).

– article 5 ter, ainsi modifié, adopté (p. 5799).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Richard (Alain)* : intensification des mesures de contraintes prises à l'encontre des immigrés dans le cadre du conflit de la SONACOTRA ; renonciation du Gouvernement à la discussion du texte sur les conditions de séjour et de travail des étrangers en France ; vote très majoritaie émis par le Sénat contre le texte sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers ; vote hostile du groupe socialiste (p. 5799).

– *Nilès (Maurice)* : vote hostile du groupe communiste ; rejet du texte par le Sénat ; position prise par le parti communiste en faveur de l'arrêt de l'immigration (p. 5799).

– *Foyer (Jean)* : texte permettant au Gouvernement de freiner l'immigration clandestine ; son vote favorable (p. 5800).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5800).

TEXTE DE LA COMMISSON MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [6 décembre 1979] (p. 11340).

Commission mixte paritaire (composition) : *Nilès (Maurice)*, (p. 11342) ; *Piot (Jacques)*, (p. 11342) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 11344).

Départements d'Outre-Mer (extension de la loi) : *Bonnet (Christian)*, (p. 11341).

Expulsion : *About (Nicolas)*, (p. 11341) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 11342).

Familles d'immigrés : *Foyer (Jean)*, (p. 11342).

Garanties de rapatriement : *About (Nicolas)*, (p. 11340).

Immigration clandestine : *Bonnet (Christian)*, (p. 11341) ; *Gorse (Georges)*, (p. 11343) ; *Foyer (Jean)*, (p. 11344).

Internement administratif : *About (Nicolas)*, (p. 11340) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 11342).

Libertés publiques : *Nilès (Maurice)*, (p. 11342) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 11343, 11344).

Municipalités communistes (attitudes vis-à-vis des immigrés) : *Bonnet (Christian)*, (p. 11343).

Prix Nansen : *Bonnet (Christian)*, (p. 11341).

Projet de loi relatif aux conditions d'octroi des cartes de séjour et de travail (projet Stoléru) : *Gorse (Georges)*, (p. 11343) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 11343).

Résidents privilégiés : *About (Nicolas)*, (p. 11341).

DISCUSSION DES ARTICLES [6 décembre 1979] (p. 11344).

ART. 1er, ART. 1er *bis*, ART. 3, ART. 5 *bis*, ART. 5 *ter*, ART. 6, ART. 7, ART. 8, ART. 9.

APRES L'ART. 9 : *amendement n° 1* rectifié du Gouvernement (extension de la loi aux départements d'Outre-Mer) adopté (p. 11346).

MM. Bonnet (Christian), Foyer (Jean), Vivien (Alain).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, ainsi modifié (p. 11346).

2. – PROJET DE LOI **n° 1130** RELATIF AUX CONDITIONS DE SEJOUR ET DE TRAVAIL DES ETRANGERS EN FRANCE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 13 juin 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard [21 juin 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des lois

constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [19 juin 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Nicolas About [21 juin 1979]. – Avis **n° 1410** [21 novembre 1979]. – Retrait le 28 juin 1979 (p. 5787).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1251** PORTANT STATUT DEMOCRATIQUE DE L'IMMIGRATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Maurice Nilès et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Maurice Nilès [22 novembre 1979].

4. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1291** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE D'EVALUER L'IMPORTANCE DES ACHATS DE PROPRIETES FONCIERES ET IMMOBILIERES PAR DES RESSORTISSANTS ETRANGERS, D'EN RECHERCHER LES CAUSES ET DE PROPOSER DES MESURES EFFICACES DE PROTECTION DE CETTE PARTIE DU PATRIMOINE NATIONAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : Mme Hélène Constans [29 novembre 1979]. – Rapport **n° 1485** [13 décembre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1999** TENDANT A LA CREATION D'UN COMITE CHARGE D'ETUDIER LES PROBLEMES ENTRAINES PAR L'ACQUISITION DU PATRIMOINE FRANÇAIS PAR DES ETRANGERS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Monfrais [4 décembre 1980].

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 4 ; ETAT CIVIL, 6 ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Intérieur ; PROCEDURE PENALE, 9 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 289.

ETUDES D'IMPACT

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

ETUDIANTS

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Universités ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Universités ; MEDECINE, 1 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 91, 92, 94.

– **En chirurgie dentaire.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 182.

– **En médecine en cours de spécialisation.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Universités ; Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Etrangers.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Universités ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 399.

– **Vétérinaires (sursis).** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

EURATOM

Voir ENERGIE, 1 ; ENERGIE NUCLAIRE, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 296 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 305 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 80, 103.

EURE (Infrastructures ferroviaires)

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Transports.

EUROCONTROL

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 424.

EURODIF

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 80.

EURODOLLARS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Discussion générale.

EURODROITE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 216.

EUROPE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8, 10, 15 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 786, 790 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 478 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 30, 31.

– **Accumulation des armements.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Installation de fusées américaines en –.** *Voir* MOTIONS DE CENSURE. 11.

– **Des régions.** *Voir* ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

– **Du Sud.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

EUROPE 1

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Information.

EUROPOLE (Projet de train à grande vitesse)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres.

EUROSHIMA

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12.

EUROTUNGSTENE (Vente de l'entreprise – à un groupe suédois)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 445.

EVA BRAUN (Emission de télévision)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision (p. 6720).

EVACUATION D'USINES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 217.

EVALUATIONS FISCALES

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 77.

EVASION FISCALE

Voir EPARGNE. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 71 ; Articles et articles additionnels non rattachés, article 65 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 64.

EVISCERATION (des volailles)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 337.

EVIN (Claude)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1.

EXAMENS DE SANTE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

EXAMENS ET CONCOURS

1. – PROJET DE LOI **n° 708** PORTANT VALIDATION DES RESULTATS DU CONCOURS D'ENTREE AUX ECOLES NATIONALES VETERINAIRES (SESSION 1975), Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 novembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [30 novembre 1978]. – Rapport **n° 771** [7 décembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur pour avis : M. Jean

Brocard [30 novembre 1978]. – Discussion le 11 décembre 1978. – Adoption le 11 décembre 1978. – Projet de loi **n° 110.**

SENAT (première lecture) n° 137 (1978-1979). Dépôt le 12 décembre 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. René Tinant. – Rapport n° 148 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 19 décembre 1978. – Adoption définitive le 19 décembre 1978. – Projet de loi n° 52 (1978-1979).

Loi n° 78-1191 du 21 décembre 1978 publiée au *J.O.* du 23 décembre 1978 (p. 4248).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1978] (p. 9225)

Validation des résultats du concours d'entrée aux écoles nationales vétérinaires (session 1975) : *Foyer (Jean)*, (p. 9225) ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 9225).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [11 décembre 1978 (p. 9225)

ART. UNIQUE (validation de la liste des candidats déclarés admis aux concours des écoles nationales vétérinaires ouverts en 1975) : adopté (p. 9225).

Voir COMMERCE DE DETAIL. 2 ; INFIRMIERS ET INFIRMIERES. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 129.

EXAMENS ET DIPLOMES

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 5 ; MEDECINE. 1.

EXCEDENTS AGRICOLES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

EXCEDENTS PETROLIERS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 704.

EXCEPTION D'IRRECEVABILITE

Voir AVORTEMENT. 3 ; DETENTION. 1 ; ENERGIE. 1 ; ENVIRONNEMENT. 1 ; ETRANGERS. 1 ; HOPITAUX. 4 ; IMPOTS LOCAUX. 2 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; MAGISTRATS. 2 ; NOUVELLE-CALEDONIE. 5 ; RADIODIFFUSION TELEVISION. 8 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 99 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

EXCES DE POUVOIR (Contrôle du juge de l' –)

Voir PROCEDURE PENALE. 2, Article 31.

EXECUTION D'OFFICE DES DECISIONS ADMINISTRATIVES

Voir ENVIRONNEMENT. 1, Article 19C ; ETRANGERS. 1.

EXECUTION DU BUDGET DE 1980

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale.

EXECUTION DE COMMISSIONS ROGATOIRES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 31.

EXECUTION DES PEINES

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

EXECUTIONS CAPITALES (Crédits)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

EXERCICE ILLEGAL DE LA MEDECINE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I.

– Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

EXILES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 135.

EXODE RURAL

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 99.

EXPERIENCE DE VELIZY

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications.

EXPERTISES CONTRADICTOIRES (Information du Parlement)

Voir ENERGIE. 1.

EXPERTISES PENALES

Voir PROCEDURE PENALE. 6.

EXPERTS COMPTABLES

Voir IMPOTS. 8 ; SOCIETES COMMERCIALES. 4 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

EXPERTS EN AUTOMOBILE

Voir AUTOMOBILES. 4.

EXPLICATIONS DE VOTE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 189.

EXPLOITANTS AGRICOLES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 188** RELATIVE A L'ELABORATION D'UN STATUT POUR LES EPOUSES D'EXPLOITANTS AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pascal Clément [18 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 191** RELATIVE AU STATUT CIVIL DES EPOUX CO-EXPLOITANTS AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Jean Foyer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [1er juin 1978]. – Rapport **n° 739** [30 novembre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 192** RELATIVE AU STATUT PROFESSIONNEL DES EPOUX CO-EXPLOITANTS AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Jean Foyer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard César [25 mai 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 535** RELATIVE A LA SITUATION JURIDIQUE DES CONJOINTS D'EXPLOITANTS AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Robert Duroure [5 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 887** RELATIVE A LA SITUATION JURIDIQUE DES CONJOINTS D'EXPLOITANTS AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 décembre 1978 par M. Christian Nucci et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Roger Duroure [3 mai 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 2289** TENDANT A FACILITER L'INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS EN LES EXONERANT PARTIELLEMENT DES COTISATIONS SOCIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Gérard Chasseguet. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir AGRICULTURE. 3 ; CALAMITES AGRICOLES. 4 ; FAILLITE. REGLEMENT JUDICIAIRE. LIQUIDATION DES BIENS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 74 *bis* nouveau ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 11 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; MONTAGNE. 1 ; POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 139 ; SERVICE NATIONAL. 12.

– **Régime fiscal.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 (n° 709), Article 3.

– **Rentes accidents du travail.** *Voir* IMPOTS. 8.

EXPLOITATIONS AGRICOLES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 454** TENDANT A PERMETTRE L'ADHESION DES PRENEURS DE BAUX A FERME A DES SOCIETES CIVILES D'EXPLOITATION AGRICOLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Maurice Cornette. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jacques Boyon [28 juin 1978]. – Rapport **n° 1016** [25 avril 1979]. – Discussion le 2 mai 1979. – Adoption le 2 mai 1979. – Proposition de loi **n° 156.**

SENAT (première lecture) n° 311 (1978-1979). Dépôt le 3 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Girod. – Rapport n° 356 (1978-1979) [30 mai 1979]. – Discussion le 6 juin 1979. – Adoption le 6 juin 1979. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A PERMETTRE L'ADHESION DES PRENEURS DE BAUX A FERME A DES SOCIETES ». – Proposition de loi n° 101 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1113.** Dépôt le 6 juin 1979. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jacques Boyon. – Rapport **n° 1185** [21 juin 1979]. – Discussion le 25 juin 1979. – Adoption avec modifications le 25 juin 1979. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A PERMETTRE L'ADHESION DES PRENEURS DE BAUX A FERME A DES SOCIETES D'EXPLOITATION AGRICOLE ». – Proposition de loi **n° 197.**

SENAT (deuxième lecture) n° 433 (1978-1979). – Dépôt le 26 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Girod. – Rapport n° 440 (1978-1979) [26 juin 1979]. – Discussion le 20 novembre 1979. – Adoption avec modifications le 20 novembre 1979. – Proposition de loi n° 7 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture) (lecture définitive) **n° 1405.** – Dépôt le 21 novembre 1979. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [23 novembre 1979] (p. 10661). – Nomination [*J.O.* du 29 novembre 1979] (p. 2973).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Michel Durafour, Jacques Boyon, Emile Bizet, Jean Foyer, Michel Delprat, Maurice Dousset, Jean Desanlis ; membres suppléants : MM. Jean-Louis Goasduff, Lucien Jacob, Auguste Cazalet, François Grussenmeyer, Charles Revet, Sébastien Couepel, Jean Pineau.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Jozeau-Marigné, Paul Girod, Yves Estève, Jean Geoffroy, Marcel Rudloff, Baudouin de Hautecloque, Etienne Dailly ; membres suppléants : MM. Jacques Thyraud, Pierre Marcilhacy, Edgar Tailhades, Charles Lederman, Michel Giraud, Paul Pillet, Pierre Jourdan.

Bureau [*J.O.* du 29 novembre 1979] (p. 2973). – Président : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-président : M. Jean Desanlis.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Boyon [*J.O.* du 29 novembre 1979] (p. 2973). – Rapport **n° 1435** [29 novembre 1979]. – Discussion le 10 décembre 1979. – Adoption avec modification le 10 décembre 1979. – Proposition de loi **n° 248.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Paul Girod. – Rapport n° 70 (1979-1980) [29 novembre 1979]. – Discussion le 11 décembre 1979. – Adoption définitive le 11 décembre 1979. – Proposition de loi n° 10 (1979-1980).

Loi n° 79-1115 du 22 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 23 décembre 1979 (p. 3255).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (Proposition. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **2** : 2 (A.N. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **3** : 3 (S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [2 mai 1979] (p. 3341) :

Agriculteurs (critères de la profession) : *Dutard (Lucien)*, (p. 3344) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3345).

Agriculture de groupe : *Boyon (Jacques)*, (p. 3341) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 3343) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 3343, 3344) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3344).

Fermage (statut du) : *Dutard (Lucien)*, (p. 3344).

Groupements agricoles d'exploitation en commun : *Boyon (Jacques)*, (p. 3342) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 3343) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3345).

Sociétés civiles d'exploitation agricole : *Boyon (Jacques)*, (p. 3342, 3343) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 3343) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3345).

DISCUSSION DES ARTICLES [2 mai 1979] (p. 3345) :

ART. 1er (article 832-1 du code rural : possibilité pour le preneur qui est membre d'une société civile d'exploitation agricole ou d'un groupement agricole d'exploitation en commun de faire exploiter par la société ou groupement tout ou partie des biens dont il est locataire ; obligation pour le preneur de participer de manière effective et permanente à la mise en valeur du fonds par la société civile ou le groupement) : *amendement n° 1* de M. Maurice Cornette (précisant que les membres d'une société civile d'exploitation agricole doivent tous avoir la qualité d'agriculteurs à titre principal) adopté (p. 3346) ; *amendement n° 2* de M. Maurice Cornette (obligeant le preneur faisant exploiter tout ou partie du fonds loué par un groupement ou par une société à travaille effectivement sur le fonds sans que son activité se limite à une simple fonction de direction) ; *sous-amendement n° 3* de M. Jacques Chaminade (référence à l'article 845 du code rural) retiré (p. 3347) ; *amendement n° 2* adopté (p. 3347).

MM. Cornette (Maurice), Boyon (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Dutard (Lucien).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 3345).

ART. 2 (abrogation de l'article 8 de la loi du 8 août 1962) : adopté (p. 3347).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3347).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1979] (p. 5603) :

Champ d'application de la loi : *Desanlis (Jean)*, (p. 5603) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 5603).

DISCUSSION DES ARTICLES [25 juin 1979] (p. 5603).

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (supprimant l'abrogation de l'article 834 du code rural) : retiré (p. 5603) ; *amendement n° 2* de la commission (limitant l'objet de la proposition de loi aux sociétés civiles d'exploitation agricole composées d'agriculteurs à titre principal) : retiré (p. 5604) ; *amendement n° 11* du Gouvernement (limitant l'objet de la proposition de loi aux sociétés civiles d'exploitation agricole immatriculées composées d'exploitants agricoles à titre principal) : adopté (p. 5604) ; *amendement n° 3* de la commission (conséquences de l'adoption de l'amendement n° 11) : adopté (p. 5604) ; *amendement n° 4* de la commission (modalités de la participation obligatoire du preneur à l'exploitation des biens du groupement) : retiré (p. 5604) ; *amendement n° 8* du Gouvernement (participation de tous les membres de la société à la mise en valeur des biens qu'elle exploite dans les mêmes conditions) : adopté (p. 5604) ; *amendement n° 5* de la commission (suppression de la disposition faisant souscrire aux associés les obligations qui, normalement, seraient celles de la société) ; *sous-amendement n° 9* du Gouvernement (sous-amendement d'harmonisation) : adopté (p. 5605) ; *amendement n° 5*, ainsi modifié, adopté (p. 5605).

MM. Desanlis (Jean), Méhaignerie (Pierre).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5605).

ART. 2 supprimé par le Sénat : *amendement n° 6* de la commission (rétablissement de l'article 2 ; suppression des dispositions de la loi du 8 août 1962 concernant les modalités de la transformation du bail à métayage en bail à ferme) adopté (p. 5605).

MM. Desanlis (Jean), Méhaignerie (Pierre).

– article 2 ainsi rétabli, (p. 5605).

ART. 3 : adopté (p. 5605).

TITRE : *amendement n° 7* de la commission (nouveau titre de la proposition : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A PERMETTRE L'ADHESION DES PRENEURS DE BAUX A FERME A DES SOCIETES CIVILES D'EXPLOITATION AGRICOLE ») ; *sous-amendement n° 10* du Gouvernement (sous-amendement d'harmonisation) : adopté (p. 5605) ; *amendement n° 7*, ainsi modifié, adopté (p. 5605).

MM. Desanlis (Jean), Méhaignerie (Pierre).

– titre, ainsi modifié, adopté (p. 5605).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Dutard (Lucien)* : vote favorable du groupe communiste (p. 5606).

– *Michel (Claude)* : problèmes laissés de côté par la loi d'orientation agricole : agriculture de groupe, statut du fermage ; hostilité du groupe socialiste à une politique agricole qui vise à l'intégration de l'exploitation familiale au secteur industriel agro-alimentaire (p. 5606).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5606).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [10 décembre 1979] (p. 11538) :

Adhésion des preneurs de baux à ferme aux sociétés dispensées d'immatriculation : *Boyon (Jacques)*, (p. 11538) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 11538).

DISCUSSION DES ARTICLES [10 décembre 1979] (p. 11538) :

ART. 1er.

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 11539).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 512** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 188-1 DU CODE RURAL RELATIF AU REGIME DE SIMPLE DECLARATION APPLICABLE EN MATIERE DE CUMULS ET REUNIONS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Maurice Dousset et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Charles Revet [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 862** COMPLETANT L'ARTICLE 12 DE LA LOI N° 70-1299 DU 31 DECEMBRE 1970 AFIN D'ASSURER LA MOBILITE DES PARTS DE GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES ET A EN ORGANISER LE MARCHE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Emile Bizet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jacques Boyon [5 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1315** TENDANT A CREER, SOUS L'APPELLATION DE PRETS DE CARRIERE, UNE NOUVELLE CATEGORIE DE PRETS A LONG TERME POUR L'ACQUISITION DES TERRES ET BATIMENTS AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Pierre Gascher. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Michel Barnier [11 octobre 1979].

Voir AGRICULTURE. 3 ; ETRANGERS. 4 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture. – Article 77 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; PLAN. 3 ; TERRAINS A BATIR. 1.

EXPLOITATIONS FAMILIALES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

EXPLOSIFS

Voir ARMES ET MUNITIONS. 1.

– **Détention illégale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

– **Réglementation.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

EXPORTATEURS (Aide aux –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 400.

EXPORTATIONS

Voir PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 931.

– **Agricoles.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 486.

– **Crédit.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 727.

– **D'aciers spéciaux français vers les Etats-Unis.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 942.

– **Des pays asiatiques vers la France.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 550.

EXPOSITION UNIVERSELLE

Voir ALLOCUTION. 1.

EXPROPRIATION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 111** TENDANT A ASSURER LE RELOGEMENT DES PERSONNES AGEES EXPROPRIEES DANS LE CADRE DE DIVERSES OPERATIONS D'URBANISME, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Robert-André Vivien. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Michel Noir [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1246** TENDANT A GARANTIR ET A RENFORCER LES DROITS DES EXPROPRIES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Gérard Bordu et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Lucien Villa [11 octobre 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2007** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L. 15-1 DU CODE DE L'EXPROPRIATION AFIN DE FACILITER, DANS CERTAINS CAS, LA PRISE DE POSSESSION PAR L'AUTORITE EXPROPRIANTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Michel Inchauspé et M. André Chazalon. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [27 novembre 1980].

Voir ADMINISTRATION, 1, Avant l'article 24 ; HABITAT INSALUBRE, 1, 2 ; PLUS-VALUES (IMPOSITION DES), 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 273.

– **Pour cause d'utilité publique.** *Voir* NOUVELLE-CALEDONIE, 8.

EXPULSIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 171** TENDANT A SUSPENDRE LES MESURES DE SAISIE, D'EXPULSION OU AUTRES VOIES D'EXECUTION, LORSQU'ELLES ONT POUR CAUSE LE NON-PAIEMENT D'UNE DETTE DUE AU CHOMAGE, A LA MALADIE OU PLUS GENERALEMENT A LA CRISE ECONOMIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Lucien Villa [8 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1384** TENDANT A RENDRE DEFINITIVE LA LEGISLATION PERMETTANT DE SURSEOIR AUX EXPULSIONS DE CERTAINS OCCUPANTS DE BONNE FOI, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. François d'Aubert. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [29 novembre 1979]. – Rapport **n° 1496** [18 décembre 1979] commun aux propositions de loi n^{os} 1384 et 1480 (EXPULSIONS, 2, 3).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1480** TENDANT A MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITAT, Sénat (première lecture) n° 26 (1979-1980). Dépôt le 18 octobre 1979 par M. Robert Laucournet et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. – Rapport n° 42 (1979-1980) [7 novembre 1979]. – Discussion le 12 décembre 1979. – Adoption le 12 décembre 1979. – Proposition de loi n° 13 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 1480.** Dépôt le 12 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [13 décembre 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Henri Baudouin. – Rapport **n° 1496** [18 décembre 1979] commun aux propositions de loi n^{os} 1384 et 1480 (EXPULSIONS, 2, 3). – Discussion le 19 décembre 1979. – Adoption le 19 décembre 1979. – Proposition de loi **n° 265.**

SENAT (deuxième lecture) n° 134 (1979-1980). Dépôt le 19 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. – Rapport n° 137 (1979-1980) [20 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Proposition de loi n° 44 (1979-1980).

Loi n° 80-1 du 4 janvier 1980 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1980 (p. 39) ; rectificatif *J.O.* du 10 janvier 1980 (p. 62).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : article 1er (proposition. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **2** : article 2 (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **3** : article 2 (proposition), article 3 (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **4** : article 3 *bis* (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **5** : article 4 (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **6** : article 5 (A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1979] (p. 12285)

Expulsions (sursis à l'exécution des décisions d') : *Baudouin (Henri)*, (p. 12296) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 12286).

Juge des référés : *Baudouin (Henri)*, (p. 12286).

DISCUSSION DES ARTICLES [19 décembre 1979] (p. 12287)

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 1* de M. Henry Canacos (garanties supplémentaires données aux locataires frappés par la maladie, le chômage ou l'accident) : rejeté (p. 12287).

MM. Villa (Lucien), Baudouin (Henri), Mourot (Jean-Paul), Andrieu (Maurice).

ART. 1er (sursuis à exécution des ordonnances judiciaires d'expulsion) : adopté (p. 12287).

ART. 2 (conditions devant être appréciées par les juges des référés pour l'octroi des délais de grâce) : adopté (p. 12287).

ART. 3 (prorogation de l'acquisition ancienne) : adopté (p. 12287).

ART. 3 *BIS* (application de la loi dans les départements d'Outre-mer) : adopté (p. 12287).

ART. 4 (abrogation des textes législatifs antérieurs) : adopté (p. 12287).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 2* de la commission (protection des occupants : exercice du droit de préférence en cas de vente d'appartement) : adopté (p. 12288).

MM. Baudouin (Henri), Foyer (Jean), Mourot (Jean-Paul).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 12288).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2001** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L.613-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIF AU SURSIS A EXECUTION DES DECISIONS D'EXPULSION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Georges Mesmin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législature et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Sergheraert [4 décembre 1980].

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 7, 8 ; CHOMAGE. 1 ; ETRANGERS. 1 ; FAMILLE. 11 ; LOGEMENT. 6 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 8, 219, 514, 589, 633 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 409 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 4.

– **De locataires.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 335.

– **D'étrangers.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 842.

EXTERNAT

Voir MEDECINE. 1.

EXTRADITION

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 59.

– **Criminels de guerre.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 350.

EXTREME-DROITE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 402, 403, 404, 405.

– **Infiltration dans la police.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21.